Le grand **débat national**

Les contributions des habitants de la 5e circonscription du Rhône.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Document édité par Blandine Brocard
députée de la 5e circonscription du Rhône
13, avenue Burdeau 69250 Neuville-sur-Saône

contact@blandinebrocard.com / Tél. : 04 37 40 47 80 / www.blandinebrocard.com / @bbrocard

Table des matières

Démocratie et la citoyenneté 5

En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ? 5

En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ? 9

Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ? 10

Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ? 14

Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est : 22

Pourquoi ? 22

Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ? 27

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'élus (hors députés et sénateurs) ? 32

Si oui, lesquels ? 32

Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ? 36

Faut-il prendre en compte le vote blanc ? 42

Si oui, de quelle manière ? 42

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ? 47

Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ? 54

Si oui, comment ? 54

Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ? 57

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ? 62

Faut-il les transformer ? 66

Si oui, comment ? 66

Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ? 69

Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ? 75

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ? 80

Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ? 84

Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ? 88

Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ? 93

Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ? 96

Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ? 102

Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ? 106

Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ? 109

Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ? 112

Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ? 115

Si oui, lesquelles ? 115

Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quelles sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ? 119

En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? 126

Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ? 129

Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ? 134

Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?» 138

Organisation de l'Etat et des administrations 145

Que pensez-vous de l'organisation de l'Etat et des administrations en France ? De quelle manière cette organisation devrait-elle évoluer ? 145

Selon vous, l'Etat doit-il aujourd'hui transférer de nouvelles missions aux collectivités territoriales ? 157

Si oui, lesquelles ? 157

Estimez-vous avoir accès aux services publics dont vous avez besoin ? 160

Si non, quels types de services publics vous manquent dans votre territoire et qu'il est nécessaire de renforcer ? 160

Quels nouveaux services ou quelles démarches souhaitez-vous voir développées sur Internet en priorité ? 162

Avez-vous déjà utilisé certaines de ces nouvelles formes de services publics ? 164

Si oui, en avez-vous été satisfait ? 164

Quelles améliorations préconiseriez-vous ? 165

Quand vous pensez à l'évolution des services publics au cours des dernières années, quels sont ceux qui ont évolué de manière positive ? 166

Quels sont les services publics qui doivent le plus évoluer selon vous ? 169

Connaissez-vous le »droit à l'erreur», c'est-à-dire le droit d'affirmer votre bonne foi lorsque vous faites un erreur dans vos déclarations ? 173

Si oui, avez-vous déjà utilisé ce droit à l'erreur ? 173

Si oui, à quelle occasion en avez-vous fait usage ? 173

Pouvez-vous identifier des règles que l'administration vous a déjà demandé d'appliquer et que vous avez jugées inutiles ou trop complexes ? 174

Faut-il donner plus d'autonomie aux fonctionnaires de terrain ? 177

Si oui, comment ? 177

Faut-il revoir le fonctionnement et la formation de l'administration ? 179

Si oui, comment ? 179

Comment l'Etat et les collectivités territoriales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ? 184

Si vous avez été amené à chercher une formation, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 188

Si vous avez été amené à scolariser votre enfant, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 189

Si vous avez été amené à chercher un emploi, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 192

Si vous avez été amené à préparer votre retraite, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 193

Si vous avez été amené à demander un remboursement de soins de santé, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 195

Si vous avez été amené à faire une demande d'aide pour une situation de handicap, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 197

Si vous avez été amené à créer une entreprise, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 198

Si vous avez été amené à recruter du personnel, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 199

Si vous avez été amené à former du personnel, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 201

Si vous avez été amené à rémunérer du personnel, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 201

Si vous avez été amené à mettre fin à votre activité, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 202

Si vous avez été amené à recruter une personne portant un handicap, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée : 202

Y a-t-il d'autres points sur l'organisation de l'Etat et des services publics sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ? 203

Transition écologique 214

Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ? 214

Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ? 219

Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?....239

Si oui, de quelle manière votre vie quotidienne est-elle touchée par le changement climatique ?....240

À titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ? 245

Si oui, que faites-vous aujourd'hui pour protéger l'environnement et/ou que pourriez-vous faire ?....245

Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ? 256

Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ? 272

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à changer de mode de chauffage ?....272

Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'auto-partage, le transport à la demande, le vélo, etc. ? 277

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à utiliser ces solutions alternatives ? .277

Si non, quelles sont les solutions de mobilité alternatives que vous souhaiteriez pouvoir utiliser ?....282

Et qui doit selon vous se charger de vous proposer ce type de solutions alternatives ?....285

Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ? 290

Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ? 299

Fiscalité et dépense publique 320

Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ? 320

Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?....332

Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ? 353

Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous... 362

S'il faut selon vous revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales, lesquelles doivent être concernées ? 372

Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?....382

Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ? 388

Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ? .395

Démocratie et la citoyenneté

En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?

Le Député puisque je vote pour un homme ou une femme dont les idées sont proches des miennes

mon maire

les élus démocratiquement

En moi même d abord. je préférais que des citoyens tirés au sort participent de façon égale avec des élus car trop de corruption trop de copinage, certes les grandes écoles apportent un savoir faire que les citoyens n'ont pas mais ils ont la compétence de la vie car grandes écoles trop formatées et trop éloignées du quotidien.

Sans doute à mon maire, parce que je le connais.

Aux élus

LES ELUS DE PROXIMITE

Le Maire

Il n'y a pas de petit candidats ! il faut respecter le referendum de 2005

Associations et représentants syndicaux

Associations et syndicats salariés.

Mon député

En moi ! Les politiciens ne représentent qu'eux même, et un citoyen lambdas n'a aucune possibilité d'acceder Au pouvoir.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les élus

Les élus mais à condition que cela ne devienne pas un métier. Donc a tour de rôle. Etre élu n'est pas un métier mais une vocation.

Les maires par leur proximité et les représentants nationaux pour leur capacité à porter les projets pour lesquels ils ont été élus

A personne en particulier plutôt au système démocratique.

Le Maire car il est au plus près des habitants de toutes classes et origines et sait mieux comment répondre, si possible, à leurs attentes.

associations locales, collectifs d'usagers, de consommateurs...

Je fais confiance aux citoyens parce quils sont le cœur de cible de l ensemble des actions de l état et des entreprises et sont les seuls à avoir une vision générale des absurdités et incohérences des discours et des silos

personne , car les élus ne se soucient pas , une fois élus , de porter la voix de leurs électeurs. Ils obéissent à leurs partis et fonctionnent en bulle

personne

Le maire et les députés, car ils sont au plus près de la population et peuvent être interpelés facilement sur des sujets de préoccupation locales.

Rendre le vote obligatoire et reconnaitre le bulletin blanc comme un vote à part entière. Obligation pour le pouvoir exécutif de soumettre au référendum les grandes orientations de choix de société, expl modification du système de retraite, de l'assurance chômage ou de l'abondement de l'assurance maladie. Désolidariser l'élection présidentielle des élections législatives, un état moderne n'a pas besoin d'un monarque tout puissant élu.....

Difficile à dire, tout dépend des régions et des représentants sur place... Je fais plus confiance en la personne plutôt qu'au parti qu'il représente...

moi_même ou mon avocat aucune confiance en la justice et dans les représentants politique

Maires, Gouvernement

le député à l'assemblée nationale. le président de la République élu démocratiquement

Je ferais bien confiance à des hommes politiques si la répétition des mandats n'était pas possible. En effet, cela génère naturellement le risque que une fois élu, les politiques veuillent conserver leur(s) mandat(s). Si c'était impossible, alors, ils consacreraient l'intégralité de leur temps à réfléchir à laisser leur ville, département, région ou nation dans un état irréprochable. Or on sent aujourd'hui que si les hommes politiques sont censés s'intéresser à l'intérêt général, ils s'intéressent en général à leur intérêt.

Le maire (par sa proximité et son écoute) Le député (représentation nationale parlementaire incontournable)

aux Maires et Députés

le maire , car il est proche du terrain et des préoccupations de ses concitoyens

Le réseau associatif parce qu'il est moins pollué par les lobbys et plus proche du terrain. La confiance se mérite les lobbys et intérêts particuliers sont trop présents électoralisme et intérêt général sont difficilement compatibles

l'état

Les élus aux échelons municipal, régional, national, européen et les représentants syndicaux ou d'associations.

A des personnes de sortant pas de l'ENA et connaissant la vie de notre beau pays

gouvernement et mon député

Mon député via le maire de ma commune

Le maire, les députés et les sénateurs.

moi

Personne ne peut mieux me représenter que moi, nos élus font depuis longtemps leurs propres politiques pour leurs intérets, il ne sont plus représentatif que d'eux même ou d'un parti !

organisations non gouvernementales parce que je peux choisir celle qui correspond le mieux à ma vision de la société

aux ONG parce que je peux choisir celles qui correspondent le mieux à mes positions et mes attentes

Je ne sais plus

j'ai perdu confiance dans les hommes politiques

bonne question

Moi-même , la mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne avec des moyens modernes permet au citoyen d'intervenir directement dans la vie du pays.

mon maire, en premier, s'il est compétent!!

Les députés. Mais ils ne devraient pas être là pour nous dire ce que le Président et le gouvernement veulent mais ils devraient être là pour dire au Président et au gouvernement ce que nous voulons. Pour cela, il faut changer le mode d'élection et : Revoter si la majorité des inscrits n'a pas voté, les candidats ne pouvant pas se représenter car, n'ayant pas fait déplacer les citoyens, il ne les ont pas convaincu de leurs possibilités de les représenter. Obtenir la majorité des suffrages exprimés (tenir compte des bulletins blancs). Si les bulletins blancs sont majoritaires, revoter avec les mêmes contraintes de représentation des candidats qu'au point précédent. - Ne pas pouvoir se présenter plus de deux fois à un mandat électif (Maire, Conseiller,

Député, Sénateur, Président...) et être interdit de se représenter au même mandat si l'on a été battu lors d'une réélection. (Évitons les « professionnels » de la politique trop vus depuis 60 ans), Interdir au gouvernement de gouverner par décret et de faire voter des lois. C'est aux élus de définir, présenter, et voter les réformes et les lois, et au gouvernement de les faire appliquer. En un mot, il faut faire évoluer notre constitution pour encore plus de démocratie. Monsieur Le Président, vous avez été élu : 1) parce que vous souteniez un changement des « politiques » qui nous ont conduit dans le mur. Mais à ce jour, « collectivement » vous appliquez les mêmes méthodes qu'eux... 2) parce que le choix des candidats n'a pas convaincu la majorité des inscrits... Si vous voulez entrer dans l'Histoire, changez la Constitution. Soyez notre voix et non celle des décideurs. Merci de nous avoir lu. En espérant que vous nous entendrez !

assemblée nationale car ce sont nos représentants élus . ils ont été élus dans le calme et la sérénité et pas sur les rond points

Personne

Le Maire de petites et moyennes communes. Ils sont rarement sous le diktat d'un parti, ils gagnent peu et sont là par sens de l'engagement, ils sont au contact quotidien et les mains dans «le cambouis». Et le fruit de leur mandat est perceptible. Les députés représentent avant tout leur parti et n'ont de cesse de légiférer. Ils devraient davantage contrôler et mesurer la pertinence de l'action gouvernementale.

Le maire et Le député, Il faudrait ré-autoriser le cumul des mandats (Député/Maire)

Maire et Député de ma circonscription que je peux rencontrer

Mon député

Le Maire car il est l'élu qui est au plus près des réalités du quotidien.

Le député car il lui est difficile de tirer un bilan juste en magouillant avec les uns et les autres. Il faut beaucoup de pédagogie pour mettre en valeur sa contribution à la santé du pays

En nos municipalités

Le président de la République car élu par le vote majoritaire

Pas grand monde, sauf peut-être E. Macron, car le système ne les contraigne pas à nous représenter mais à défendre, d'abord, leurs propres intérêts.

les depés les syndicats les ordres proessionnels

En fonction des sujets, aux associations privées spécialistes des sujets en question.

le Maire

Maires et députés

Les élus de la République, parce que les élections sont le fondement de la démocratie, et que celle-ci est le moins mauvais des régimes.

MAIRE

plus aucune confiance

Honnêtement je n'en sais rien :(

Les Maires pour la proximité et l'experience du quotidien

Le président de la République. Il est élu sur un programme. On a la possibilité de connaître ses orientations politiques et ses aptitudes à mener la politique de la France. Il a le pouvoir de le faire.

Maire

les élus par vote

Les maires et les députés.

Nos Elus, lorsqu'ils portent des programmes sincères basés sur l'équité, la justice, le respect et la volonté de réduire réellement les inégalités.

Le maire.

Aujourd'hui celui en qui j'ai le plus confiance pour me faire représenter dans notre société est notre Président de la République ainsi que son gouvernement. Je cois que ce sont les bonnes personnes pour effectuer les changements qui s'imposent.

des représentants non professionnels car non pressurisés par les différends lobby. Des gens hors des partis pour éviter les clivages et solutions simplistes.Des gens issus de la vie active et non sortants de l'ENA(donc formatés)

lors de mon précédent envoi j'ai oublié de parler de l'immunité parlementaire qui met de fait les élus hors la loi. Je pense que ceci est une anomalie, les élus devant être exemplaires. Comment faire confiance à des hors la loi ? Où est l'exemple pour les citoyens ? Pas en France mais dans les pays scandinaves.

Je fais confiance aux institution et aux représentations qu'elles prévoient, révocables lors des élections

Je ne me sens pas en confiance par la représentation publique trop souvent associée à un pouvoir (individuel ou collectif). J'attache plus d'importance à l'éducation à une citoyenneté responsable.

En aucun politicien sur-médiatisé. J'ai confiance envers des personnes qui me représenteraient durant des périodes + éphémères (pas de carriéristes), si possible choisi au hasard et représentant le peuple, proche de l'ensemble des français. Faisant parti de la classe sociale la plus répandu = proximité avec le peuple.

deputé , maires

Je cherche

Le maire, par proximité et possibilité de contact

personne

Mouvement de citoyens

Je fais le plus confiance en des personnes de la société civile car ils me ressemblent, ne font pas partie d'une caste forcément privilégiée, vivent dans la vraie vie et sont le plus à même de me représenter

le maire car peu implique dans la politique , plus proche du terrain ,plus a l'ecoute des citoyens, personne accessible facilement

À personne en particulier. À la chambre des députés le jour où ils seront élus à la majorité des inscrits ou à la majorité relative lorsque les règles de la prise en compte obligatoire du vote blanc seront instituées.

le maire de ma commune

1. DÉMOCRATIE et ÉVOLUTION DE LA CONSTITUTION a. Conserver la démocratie représentative en transformant la représentation nationale i. Le Sénat : fusion du Sénat et du CESE (Conseil économique, social et environnemental): et transformation en une Assemblée Stratégique (pour compléter l'action de l'Assemblée Nationale Législative) dont la mission est d'assurer une cohérence stratégique de long terme sur les thèmes environnementaux, sociaux et fiscaux et assurer la mise en évidence des effets systémiques « à priori» des lois à voter par l'Assemblée Nationale et l'évaluation des effets de ces lois sur le moyen terme «à posteriori» .Une première moitié élus par les grands électeurs comme le Sénat et l'autre moitié des personnes partagé pour moitié par des tirées au sort parmi la population qui a voté aux élections précédentes et l'autre moitié au sein des syndicats et associations. Le renouvellement par 1/3 tout les 3 ans. ii. L'Assemblée Nationale : mandat de 6 ans, renouvellement par moitié tous les 3 ans avec 20% de proportionnelle et 20% de personnes triées au sort parmi la population qui a voté aux élections précédentes pour équilibrer le CSP de l'Assemblée iii. Premier Ministre : issu de la majorité de l'Assemblée ou d'une coa-

lition majoritaire , ne doit pas être chef d'un parti. iv. Président : élu au suffrage universel mandat de 6 ans renouvelable 1 fois . Élection en même temps que le renouvellement d'une moitié de l'Assemblée. v. Pas de régimes spéciaux pour les anciens présidents, rémunération au moment de la retraite à hauteur de celle d'un député. b. Démocratie directe animée localement par les Maires sur des sujets : i. Consultation locale au fil de l'eau suivant les besoins ii. Une fois par an sur des sujets nationaux qui peuvent être issus de la représentation nationale, du gouvernement, d'une pétition d'initiative populaire et à partir des synthèses des débats remontées par les Maires, un référendum à choix multiples (plusieurs propositions avec réponse oui/non) pour éviter l'écueil d'un vote contre le Président ou le Premier Ministre iii. Création localement dans chaque inter-co d'un comité d'évaluation des politiques publiques coordonnées au niveau national par l'Assemblée Stratégique , pour que cette dernière puisse proposer des orientations au Gouvernement sur les politiques publics.

Le maire car il est proche des préoccupations réelles des citoyens.

Les syndicats

Le Président de la République et les députés

Quelqu'un qui serait issu du même milieu que moi et qui partage les mêmes conditions de vie

Le maire, car il est directement en contact avec ses électeurs.

Le député , il vote les lois en mon nom.

Maire et

President, Deputes, Maires car elus !

Dans les élus de la République. Il me paraît intéressant toutefois de pérenniser l'existence d'une plateforme d'expression directe telle que celle du Grand Débat pour permettre la remontée permanente des observations et suggestions des citoyens (et leur exploitation via une analyse politique)

Les institutions en place

Des associations à but non lucratifs. Des objectifs clairs et pas de pressions extérieures pour faire varier leur discours. À la rigueur leur limite (quelques cas d'assos non sérieuses) est que parfois leurs convictions peut leur amener à déformer la réalité pour coller à leurs discours.

à personne en particulier. Tous les élus sont légitimes. Je suis plus réservé sur les personnes nommées

Le peuple qui m'entoure... amis, famille, voisins.. etc et le Maire de ma commune, que j 'ai élu.

Au Président (élu) d'une Communauté de Communes, car c'est le premier échelon de proximité à garder

le maire pour sa connaissance du terrain , sa proximité , sa disponibilité

Les élus..en théorie

Bonjour je ne fais plus vraiment confiance à quelqu ' un pour me représenter dans la société , chacun , et chacune tire la couverture vers lui , ou vers elle sans se soucier un seul instant de l ' intérêt général .

Le président élu démocratiquement et les maires

Je n'ai pas confiance aujourd'hui. Je pense que les élus représentes biens plus leurs intérêts personnels que ceux des citoyens.

je n'ai pas d'a priori

A très peu de personnes.

Le maire de mon village, parceque je le connais

Maire : Accessible

Moi

LE MAIRE EST PEUT ETRE LA PERSONNE QUI CONNAIT LE MIEUX LES PROBLÈMES QUE RENCONTRENT SES ÉLECTEURS.

Nos élus

Les Maires et les élus qui rendent des comptes à leurs électeurs ou mandants je suis pour une société qui fait confiance mais qui contrôle tous les pouvoirs

Au maire de ma commune car proche de sa population

Les élus, car notre démocratie fonctionne. Mais il conviendrait de mettre en place des dispositifs de surveillance de l'action de ces élus pour que chacun puisse apprécier la cohérence entre les engagements de campagne et les actions conduites. De plus, la contribution de citoyens tirés au sort dans la décision publique me paraît judicieuse.

moi même

Je crois en l'Assemblée Nationale, avec 500 députés (1 député pour 134 000 habitant) dont 400 élus au scrutin uninominal majoritaire à 2 tours, et 100 (20%) tirés au sort dans des listes présentées par les partis politiques. Ces 100 parlementaires seront élus en proportion du résultat obtenu par leur parti aux élections législatives sur l'ensemble du territoire national. De plus je suis partisan d'une suppression de l'élection présidentielle (trop de pouvoir concentré au niveau exécutif). Le chef de l'Etat sera élu par les députés à l'issu des élections législatives (plus de pouvoir au niveau législatif)

Maire, puis élus locaux, puis députés

dans les élus , qu'ils soient locaux ou nationaux

Je fais confiance aux élus locaux et aux députés

Le Maire de la Commune et les Conseillers Municipaux, il est au plus proche des citoyens

moi même qui donne un vote positif pour une personne et non un parti

Je suis confiant dans la démocratie représentative. La démocratie participative ne peut être qu'un complément et doit être utilisée avec circonspection. Elle exige un certain niveau d'éducation civique

Les élus (Maire, députés)

Les députés et Maires

Mes élus car ils sont les représentants directs du peuple

La politique de proximité : le (la) maire.

Les députés qui sont élus par les citoyens et devraient donc être représentatifs

Le maire de ma commune. Proche de nous. A ce sujet, l'interdiction du cumul maire/député a été une bien mauvaise idée...

Les députés élus au suffrage universel et les sénateurs choisis par des élus chez les élus

Les députés qui tiennent une permanence locale. Ils sont à l'écoute et agissent.

aux élus, à condition de revoir la représentation (proportionnelle partielle et vote blanc) et de donner aux citoyens un pouvoir de contrôle dans l'intervalle des élections.

Le député de circonscription dans la mesure qu'il soit proche des citoyens et représentatif du peuple français. Qu'il soit disponible et à l'écoute car très souvent nos députés se soucient peu de nos revendications et expriment plutôt les leurs. Est-il normal que le député de la Vème circonscription du Rhône soit aux abonnés absents!!!

Députés, Maires

Aux personnes qui non pas une vision dogmatique de la vie du Pays, de l'Europe, et du Monde.

en français on dit : à qui faites-vous le plus confiance OU en qui avez-vous le plus confiance... A celles et ceux qui sont élu.e.s

démocratiquement et qui respectent leur mandat et leurs engagements, qui savent expliquer et rendre des comptes.

Actuellement je suis principalement représenté par les élus politiques et les représentants d'associations y compris les syndicats professionnels.Ces représentants sont plutôt efficaces, mais ils sont très vite tentés d'exploiter la situation à leur avantage et à oublier ceux qu'ils représentent

les associations, pour leur engagement concret au quotidien

Nous devons pouvoir nous exprimer et choisir nous même directement via une forme de RIC. Les maires sont les plus proches des citoyens et ceux qui connaissent les mieux les problématiques de terrains après les citoyens eux mêmes.

Au niveau national, le député, et au niveau local, le maire

personne , puisque je vis dans une situation ou l'anarchie a remplacer lla république

Personne. C'est bien tout le problème actuel.

Aux élus avec une loi électorale plus juste

les élus (confiance où pas, qui d'autre me représente ? ou je n'ai rien compris)

Le Maire, le député

mon maire, il est l'élu le plus proche des concitoyens

Normalement nos élus, mais je suis déçue de l'utilisation faite de nos fonds publics parfois.

Au peuple lui même. Ou a des représentants très proche des électeurs (pas plus de 1 pour 1000).

Les élus locaux car ils semblent accessibles.

Personne. Tant que les élus penseront plus à leur carrière qu'aux citoyens.

A ma famille

Les Maires;Ils connaissent parfaitement les problèmes quotidiens de leur concitoyens dont ils sont très proches.Ils n'aspirent souvent pas a une carrière nationale qui les éloignerais de leur conviction originelles

Le député, car c'est sa fonction première

Personne. Petits revenus donc transparents !

Aux organisasions professionnellles

Aujourd'hui je n'ai plus confiance en nos élus qui pensent en premier lieu à leur carrière et rétribution avant de s'investir pour l'intérêt de leur pays et de ses citoyens

aux élus qu'on choisit

les élus de proximité et les associations de citoyens engagés, dont le fonctionnement doit être démocratique.

les Elus

Député

à personne

moi-même car je ne connais pas les autres

Les associations professionnelles, les associations de citoyens . Les élus ne peuvent pas tout savoir.

député

à une personne qui n'appartient à aucun lobby ,libre de ses actes et qui pourrait avoir une influence sur le pouvoir décisionnaire

Les élus directs

Les maires, ils connaissent leurs territoires, les difficultés/enjeux de ces derniers...

des personnes ayant une activité professionnelle dans le secteur privé car ces personnes ont la connaissance du terrain, ce ne sont pas des personnes formées à des hauts postes de fonctionnaires et à leurs avantages. ils savent gerer des budgets et etre réactif.

Maires et Députés

Maire, acteur de proximité.

Mon avocat et mes relations.

Ma conjointe. Je ne suis proche d'aucun élus, sur aucun échelon. Nous portons les mêmes valeurs.

personnes sensées , equilibrées et intelligentes

Personne. Je considère que les élus sont des personnes déléguées pour assurer et contrôler les activités courantes mais n'ont pas la prérogative de s'exprimer en mon nom pour les changements significatifs

à tous les élus élus au suffrage direct. Plus compliqué avec ceux élus au suffrage indirect comme les élus dans les Métropoles, Communautés de Communes, Sénat...

Les personnes ayant le courage de s engager en politique et qui le font pour des idées et non une carrière.

personne actuellement

les députés et les maires

Je peux faire confiance à des représentants qui sont honnêtes et respectueux. Aujourd'hui AUCUN des élus nationaux. Le RESPECT est la plus essentielle des valeurs, Notre constitution est en permanence bafouée, ignorée par VOUS ! je rappellerai uniquement les valeurs de la république gravées sur les frontons de nos mairies LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE. Lesquels de ces trois mots ont encore un sens aux yeux des élus dans CE système?

Personne

Maire et député

Mes attentes ou mes préoccupations seraient mieux représentées par des associations que par des partis politiques, dont je ne partage pas les credo ni quelquefois le dogmatisme.

A personne la FRANCE n'est pas une démocratie c'est la ploutocratie qui gouverne donc, c'est l'anarchie en France

Le maire Par sa proximité avec le citoyen

Certains élus qui paraissent honnêtes

Maire = proximité avec les citoyens

Aux associations représentatives nationales ou locales , comme le CLCV. Aux députés et élus

La société civile, les associations, les syndicats., les scientifiques et universitaires. Les modes d'élection et les mandats aujourd'hui utilisés/définis pour nos principales échéances et représentants ne permettent pas une expression optimale des opinions et points de vue.

Je fais confiance à toute personne qui me donnera une vérité et non des espoirs.

personne

le maire

mairie

Aux personnes que j'ai élues car je suis proche de leurs idées

Des actifs du privé en nombre suffisant pour équilibrer le nombre de fonctionnaires ou de professions libérales. Confiance aux personnes que je connais ... Mais ce n'est pas une bonne réponse.

Moi même Aucune confiance en les élus locaux

les personnes HONNETES

Le maire

le maire c est lui qui est au plus près des administrés

Le député de ma circonscription.

Les élus

Aux élus de proximité, et encore ! La pratique politique à amené en zone rouge le lien entre votants et élus : Votez pour moi pour que je vous représente et rendez-vous dans 5 ans. Entre temps l'élus fait un peu comme il veut, un peu comme il peut au sein de son groupe politique et dans le jeu de rôle des parlements, trop facilement comme il ne peut pas en mangeant à de bonnes tables avec une armada de lobbyistes, et parfois comme il préfère faire quand ses intérêts personnels ont tout à y gagner.

LES PERSONNES ELUES

Les ONG, les partis politiques et les syndicats que je choisis

Des citoyens tirés au sort

les parlementaires

Le maire .Pour les petites ou grandes agglomération les élus municipaux sont au contact direct du citoyen . Il sont dans la réalité.La politique politicienne déconnecte et favorise l'ambition et la chasse aux postes.

Les députés que les français ont élus après avoir entendu leurs priorités.

ni les uns ni les autres

Au maire, parce qu'il est le plus proche de mon lieu de vie. Au président de la république parce qu'il représente notre nation.

En des femmes et des hommes pragmatiques ayant un gramme de bienveillance et un zeste de courage

Personne mais les institutions ne sont pas là pour représenter un individu mais la société

non

non

Plutôt dans les élus locaux proches du terrain qui connaissent la population.

Personne, je n'ai pas l'impression que les élus ont envie de représenter les intérêts public

Le maire, pour sa proximite et sa connaissance des problemes au niveau local, celui qui touche les gens. Il faut des reponses adaptees a chaque situation, pas des reponses toutes faites imposees du sommet

Les élus

1. Associations représentatives de mes préoccupations avec lesquels je partage des valeurs 2. Des individus spécifiques connus pour leur engagements et leur loyauté

deputé

je ne sais pas

personne en particulier, manque global de crédibilité des élus sans doute aussi du fait d'un fonctionnement trop lourd des institutions, et des groupes de pressions externes.

1) J'ai du mal à répondre à cette question. En effet, la réponse varie en fonction du sujet. Je pense qu'un équilibre doit être trouvé dans les différentes représentations pour atteindre une décision tenant compte des sensibilités et ayant envisagé le maximum de situations avant cette décision. Ma confiance sera d'autant plus importante si j'ai un report assez complet des échanges ayant donné lieu à la décision. 2) Par exemple, sur un sujet comme les pesticides (les interdire, les limiter ou les laisser prospérer), j'ai du mal à faire confiance aux autorités (gouvernement, élus, agences, ...). Mais je fais encore moins confiance aux entreprises qui produisent ces pesticides et je ne fais que peu confiance aux associations qui veulent interdire ces pesticides sans autre forme de procès. J'ai l'impression que toutes les informations sont biaisées et que le citoyen ne peut que se baser sur des impressions ou des croyances. Je voudrais de la vraie information contradictoire qui ne peut être faite par les journaux actuels qui n'ont pas de vraies compétences pour cela et qui expriment souvent que la croyance du journaliste qui rédige l'article. 3) Sur un sujet comme la vaccination, j'étais dans le même état d'esprit, mais des lectures et des événements récents m'ont convaincu de la justesse de la position du gouvernement auquel je fais confiance sur le sujet. 4) Par contre, sur des sujets liés à la finance publique, je fais relativement confiance aux informations des instituts de l'Etat donc aux représentants de l'Etat qui interprètent ces éléments comme je pense (moi) qu'ils doivent être interpréter. Contrairement à l'exemple précédent, j'ai l'impression de mieux maitriser les données du problème.

Aux personnes formées en diversifiant leur formation politique Aux élus car ils ont fait des études Aux députés pour leur proximité, car issues de la société civile, ne venant pas de la sphère politique, mais en contrôlant leurs présences à l'assemblée Aux ministres pour leur expérience

nos élus

Certains élus .

Les élus : Ils sont la voix de la démocratie. S'ils déplaisent ou échouent, on les change.

Je n'ai plus aucune confiance dans le système de représentation politique actuel. Seuls les maires ont encore une légitimité.

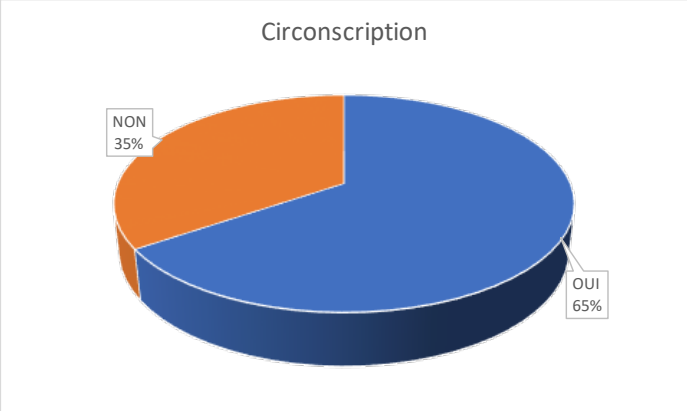
Députés et maires

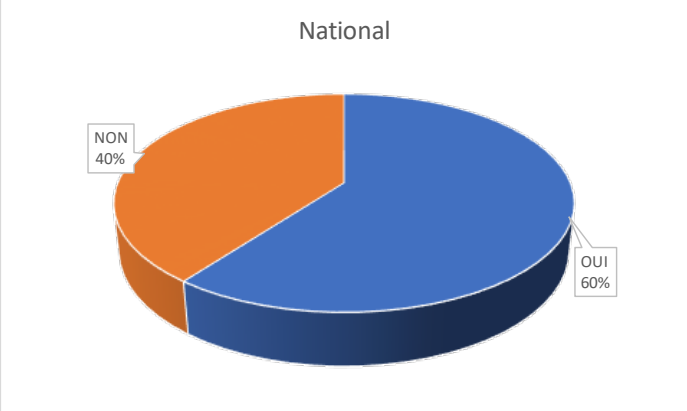
les elus et les associations et syndicats

Confiance dans le sens d'honnêteté, je ne pense pas que nos représentants soit malveillants, ils font de leur mieux pour représenter au mieux le 'groupe' qu'il représente. Pour autant, ils ne peuvent pas représenter un individu et donc forcément il y a un ensemble de point sur lesquels on ne sent jamais représenté, mais sans doute n'est-ce pas possible.

élus locaux

En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?





Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ?

les syndicats à condition qu'ils cessent de faire de la politique

Les Organisation Syndicales

Des associations de type social qui sont sur le terrain sans condescendance pour les gens qui ont eu des pépins . Mais il faut tjr une répartition des pouvoirs et un contrôle extérieur pour éviter corruption et abus de tt sorte.les syndicats ont assez de pouvoir et participent rarement à l'intérêt général.

Les syndicats et en particulier la CFDT

ASSOCIATIONS DE QUARTIER POUR PARTICIPER AUX DECISIONS COMMUNES

Les organismes représentant les professions, celles représentants les habitants d'une ville où d'une région pour un rôle consultatif.

Associtations de consommateurs et syndicats de salariès avec un rôles de représentations et de signatures d'accords. Un rôle de lanceurs d'alertes.

Il faut donner plus de pouvoir aux associations de consommateur et facilitant les recours aux actions de masse. Il faut donner plus de pouvoir aux syndicats de salariés dans les institutions représentatives des salariés, dans les instances sociale. Il faut donner plus de pouvoir aux syndicats de salariès dans les décisions au seins des entreprises avec droits de veto sur les rénumération des patronset des actionnaires.

Aux citoyens ! Les syndicats ne représentent plus personne hormis leur nombril, les associations sont souvent trop politisées. Donner du pouvoir aux citoyens

SYNDICATS

Des associations de citoyens représentatives de la population

Associations caritatives qui s'occupent des plus faibles. Rôle de lanceur d'alerte.

les organisations syndicales et associations représentatives en capacité de dialoguer et de proposer des avancées novatrices pour l'ensemble des citoyens et non de pure défense de droits acquis ou de revendications sectorielles

Association pour leur expertise, leur pluralité et leur proximité

Associations oui organisations syndicales non car incapables de propositions non politiques

surtout pas aux associations , qui sont des aspirateurs à subventions et se comportent en lobbies !

Organisations professionnelles apolitiques, hors syndicats. Associations d'intérêts collectifs apolitiques.

Organisation syndicales, avec là aussi l'obligation de se syndiquer pour les salariés comme chez nos amis scandinaves pour bénéficier des allocations issues de la gestion paritaire et au final le groupe sera plus fort pour discuter.

sauf les syndicats politisés

Syndicats : Imposer aux salariés une adhésion à un syndicat (idem Allemagne) pour favoriser le dialogue au sein des entreprises et pour un dialogue avec le gouvernement.

Aux associations syndicales

Les associations et les syndicats connaissent certains domaines bien mieux que les hommes politiques et c'est normal. Le terme «corps intermédiaires» doit alors prendre tout son sens. Depuis plusieurs années, on les laisse bien souvent à l'extérieur des cercles de décisions.

il faut revoir complètement le système d'élections syndicales , pas représentatives

Associations loi 1901 sur les thèmes d'intérêts généraux en évitant l'intégrisme de chapelle par la discussion les échanges la recherche de solution le respect des traditions

ONG

Aux syndicats et associations qui ont fait le choix d'être responsables.

A des ménagères qui géreront ce pays comme leur foyer et leur fin de mois difficiles

développer l'esprit de concertation et de négociation des syndicats.

Les initiatives locales d'aide aux personnes en difficulté, l'encadrement des jeunes et les syndicats avec une obligation de vote des salariés contre une faible cotisation pour que ces syndicats soient vraiment représentatifs.

Associations d'usagers, pour être la courroie de transmission auprès des députés

Aux associations de terrain (centres sociaux associatifs, clubs sportifs ou culturels, qui sont le mieux à même d'évaluer les problèmes d'un quartier ou d'un territoire.

MAIS, il faut maîtriser le risque lié aux associations militantes, groupes de pression ... qui ne défendent que leur point de vue et leur intérêt particulier, au détriment de l'intérêt ou de l'avis général. Ceux qui crient le plus fort, d'une part n'ont généralement pas raison, et d'autre par ne sont pas forcément représentatifs de la majorité.

associations citoyennes, écologiques et humanitaires dont les valeurs ne sont ni le pouvoir, ni le profit, mais le respect des humains et de leur planète

Assemblée citoyenne par circonscription, qui ferons remonter à leur Député, les doléances à soutenir à l'Assemblée.

il faudra revoir le conseil économique et social : voir qui y siège élus ou pas et revoir son rôle. Le vrai conseiller de l'état sur la société ce devrait être cette assemblée. peut être y mettre des représentants tirés au sort pour être sur qu'il soit bien représentatif de la société et des ses besoins. Ne pas y mettre de politiques, mais des gens qui savent ce dont nos citoyens ont besoin aujourd'hui et demain . peut être que son rôle pourrait être aussi de valider ou d'invalider une loi. bref remettre du bon sens dans les lois, les rendre plus claires plus justes et plus adaptées

Associations ou organisations reconnues d'utilité publique, non communautaires et non lobbyistes, dont l'action sur le terrain est riche de connaissances devant éclairer les élus sur les situations concrètes (la «vraie vie»).

Association dans le domaine de la dépendance et du handicap.

Les collusions entre organisations syndicales et patronales à travers les gestions paritaires où les places dans diverses mutuelles est une perversion

Alumnis ou association socio professionnelles (hors syndicats car trop politisés et sectaires) : connaissance de ma formation et des problatiques de mon secteur socio professionnel.

Il faut que ceux qui sont impliqués sur le terrain et qui ont une véritable expérience puissent être appelés à participer à l'action publique d'intérêt général Nos élus sont bien trop préoccupés par le clientélisme et travail de réseau pour être efficaces sur les réformes dont la France et les français ont besoin, et ils ont perdu leur crédibilité et leur légitimité

Redynamiser les corps intermédiaires, indispensables pour un bon fonctionnement démocratique. Les remettre dans le circuit décisionnel, de même que l'Association des maires de France

Comme tout citoyen à travers le RIC, ou comme lanceur d'alerte. Au contraire, mettre fin aux lobbies qui s'exercent aussi au travers des associations, sans être forcément représentatives.

les ordres pressionnels,

Oui aux associations privées/volontaires spécialistes et expertes. NON aux syndicats, du moins tels qu'ils sont aujourd'hui, ne représentant absolument pas la majorité des salariés qu'ils prétendent vouloir représenter quand en fait ils sont englués dans des dogmes archaiques et défendant leur pré carré souvent (pas tous il est vrai)

Aux syndicats représentatifs et apolitiques, aux grandes institutions religieuses et philosophiques, aux grandes ONG, avec un rôle consultatif.

Associations locales sans influence politique pratiquant des actions dans l'entraide, l'environnement, l'apprentissage auprès des jeunes et l'accompagnement des anciens.

difficile de répondre les organisations syndicales ne sont pas toujours objectives, les organisations professionnelles vont prêcher pour leur «paroisses», et peut être les associations qui sont au plus prêt de la réalité des choses.

aux associations et notamment aux bénévoles et veiller à éviter le lobbying (! organisations pro, syndicats)

Les organisations syndicales doivent être favorisées pour représenter le personnel. Leur rôle dans le management de l'entreprise doit être accru. L'appartenance à un syndicat devrait être incitée, voire obligatoire. Patronat et syndicats devraient être associés et non ennemis, dans la gestion de l'entreprise. Dans les AG d'actionnaires, les représentants du personnel devraient disposer d'un poids significatif. Par exemple en rapportant la masse salariale (qui contribue au résultat) au capital des actionnaires.

Associations citoyennes, association de défense des consommateurs, parents d'élèves, etc... Les organisations syndicales sont trop politisées et souvent très peu constructives

Les associations reconnues utiles et les organisations syndicales et professionnelles représentatives avec un rôle de consultants ou de décideurs selon la situation. Toutefois, les subventions allouées à ces associations doivent être mieux contrôlées afin de déterminer leur impact réel par rapport à leurs statuts et missions.

Toutes les associations qui s'occupent de l'éducation des jeunes, de la formation professionnelle, de la réinsertion, de l'accueil des réfugiés, de la transition écologique avec pour rôle de contribuer à soutenir la politique publique et encourager les comportements citoyens, favoriser les liens sociaux et œuvrer pour la paix sociale.

sociales et environnementales

Consultation / discussions mais cela suppose des corps intermédiaires plus puissants et représentatifs

surtout pas aux syndicats injustement subventionnés alors qu'ils ne représentent que peu de monde et qu'ils gagnent leur vie à empoisonner l'économie du pays (surtout la CGT).

aux associations et organisations à non but lucratif

organisations syndicales association ayant un rôle fort dans l'aide aux handicapés , à l'éducation des enfants , des immigrants ,...des gens qui ont une expérience reconnue « du terrain «;

Les syndicats aujourd'hui ne sont plus représentatifs et jouissent d'avantages exhorbitants

Vous devez négocier avec les syndicats qui ont une attitude positive pour faire avancer les conditions sociales (par ex la cfdt) et les appuyer dans leurs revendications sociales pour qu'ils gagnent en légitimité vis à vis des salariés au détriment des syndicats qui n'agissent que dans la contestation (par ex la cgt) Utiliser les experts techniques et des responsables du monde industriel/services pour une mise en oeuvre opérationnelle et pragmatique des décisions politiques de façon à contrecarrer les approches purement politiciennes et idéologiques des politiques. L'objectif des réformes doit être efficacité et des plans d'actions concrets et simples.

Mouvement citoyens

Il faut donner un pouvoir moins grand aux élus, et renforcer le pouvoir des associations (chaque décision prise par un gouvernement devrait pouvoir être validée par des personnes civiles via des associations au nom du peuple de France)

je me mefie des grandes organisations syndicales qui sont trop liees aux partis politiques , d'ou le desinteret des salaries. je ferais plus confiance a des associations de defences du consommateur...

Syndicats mais rendre obligatoire l'adhésion à un syndicat, c'est en fonction de ces adhésions qu'ils obtiendront des financements complémentaires contrôlés par la Cours des Comptes qui en fera un retour annuel public sur l'emploi

La démocratie a besoin de contre pouvoirs organisés pour négocier avec les décideurs, qu'ils soient politiques ou économiques => Syndicats pour représenter les intérêts des salariés => Associations pour être les interlocuteurs des citoyens auprès des décideurs

Renforcer les négociations avec les syndicats professionnels

Ce n'est pas nécessaire si les élus sont réellement représentatifs, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui (venez faire un stage dans la vraie vie, stop aux élus tous issus des écoles privées, l'ENA et milieu favorisé et stop aux copinages)

toutes les structures dépassant 100 000 adhérents

Corps intérmediaires Commissions d'experts

non

Je vise notamment l'importance des associations concernant la sensibilité aux enjeux sociaux et aux organisations professionnelles sur l'orientation de la politique de formation, notamment via l'apprentissage.

Association de Protection de la Nature, CNPN et en région CSRPN. Aujourd'hui ces structures sont seulement consultées et n'ont pas assez de poid sur les décisions administratives. Plus généralement les scientifique et les experts indépendants devraient être davantage écoutés que ceux qui travaillent pour des structures à but lucratifs. Par exemple des études indépendantes menées sur la toxicité du Glyphosate me paraissent plus fiables que celles réalisées par ceux qui commercialisent ce produit.

aucun.. ne représente qu' un petit %..

Corps intermédiaires Comité d'Experts

Les syndicats professionnels dit représentatifs ne le sont absolument pas dans la vraie vie d'une entreprise. Il faut donc les supprimer, et les remplacer par des représentants de chaque catégorie socio-professionnelle présente au sein de l'entreprise, auxquels on donnerait un réel pouvoir et place au sein du conseil d'administration de l'entreprise. Ainsi, de vraies décisions pourraient être prises pour le bien réel de l'entreprise, et ce sans être «pollué» par des idéologies politiques diverses.

Bonjour il faudrait écouter un peu plus les associations qui sont plus proches des réalités de terrain que les syndicats pantouflards et achetés par des lobbys en tous genres .

Arrêtons de financer les syndicats : ils ne sont que dans la contestations et ne défendent que leurs intérêts . Trop de syndicalistes qui ne travaillent pas et sont payés à critiquer... voire a ne rien faire...alors qu ils ne representent pas les travailleurs. .

Les syndicats devraient être calqués sur le modèle Allemand (cotisation obligatoire de chaque salarié pour l'un quelconque

des syndicats)afin de leur donner une liberté de mouvements et de rendre l'adhésion moins onéreuse .

Les organisations syndicales (malgré leurs défauts)

les organisations ou associations sociales pour une meilleur répartition des ressources fiscal et afin qu'elles remontent se qu'elles constatent sur le terrain

Par exemple, les automobilistes, les motards, les routiers devraient être largement majoritaires au sein du Conseil National de Sécurité Routière et désignés si possible par élection ou éventuellement par tirage au sort mais non choisis par le gouvernement. Leur avis serait public. Ils sont les premiers concernés et la philosophie est la même que pour les CHSCT dans les entreprises.

Les ONG

Les corps intermédiaires syndicats des salariés et des employeurs les associations humanitaires qui prennent une grande part à la lutte contre la misère sociale et la pauvreté en France et dans le monde.

Je crains dans cette hypothèse que la vie publique ne se retrouve prisonnière d'associations poursuivant des buts confessionnels ou partisans. Je préfère l'option de faire contribuer des citoyens tirés au sort.

Les organisations syndicales à condition qu'elles participent activement pour améliorer et réformer et laissent de côté leurs idéologies

- Syndicats, -organisations de consommateurs, -organisations caritatives.

aux organisations syndicales des travailleurs

Associations loi 1901

Un rôle consultatif pour les syndicats, une meilleure écoute des jeunes en matière d'enseignement et d'éducation.

associations de tout bord ayant plus de 100 adhérents

Les organisations syndicales sont faibles. Elles s'inscrivent trop dans un rapport de force et sont trop peu représentatives de la sphère d'activité professionnelle. Il faut s'inspirer des modèles nordiques et réintroduire le sens du consensus et du compromis. Quant aux associations, elles ne doivent pas fragmenter les revendications et les représentations.

Association loi 1901 : bonne connaissance du terrain dans leur domaine respectif

Les associations loi 1901, les ONG, associations défense consommateurs

Association sociale, syndicat et fédération d'entreprises

syndicats mais vraiment représentatifs (en terme de % des salariés) et associations hors ONG

Les organisations de consommateurs car elles développent des expertises impartiales et permettent de maintenir les lobbies à distance.

Associations regroupant des gens et ayant élus des responsables soucieux de remonter avec convictions les demandes émises.

A tous ceux et celles qui ne défendent pas des intérêts financiers et à court terme, qui sont élu.e.s démocratiquement, acceptent et respectent des règles démocratiques et s'inscrivent dans un processus de négociation et de recherche de solutions équitables...syndicats, associations humanitaires et/ou écologiques.

les associations de tout type, selon les thématiques et les missions. Avec un financement public ou privé plus important, permettant d'embaucher et d'avoir un poids dans le débat

Les associations écologiques, d'aides ou entraides à la personne (personnes agées etc.) Organisation véritablement indépendantes pour les domaines de la santé et de la science.

aux citoyens responsables et en parfaite connaissance du dossier concerné

A des associations thématiques expertes qui doivent être consultées lors des grandes décisions nationales

syndicats, associations de consommateurs, mouvements de jeunes. Rôle de proposition et de défense des droits

les associations défendant les droits des personnes privées en tous domaines

ADMD Ass. Mourir dans la Dignité Rôle consultatif et participatif dans l'elaboration Des textes concernés

Les travailleurs du terrain doivent être décisionnaires.

associations professionnelles

Associations non politiques. Associations liés aux différents thèmes de la vie des citoyens (écologie, équité, santé, travail....)

Associations à caractère social.

Les associations et organisations qui survivront à la suppression des deniers servis par l'Etat (le contribuable!) seront si rares qu'elles ne représenteront personne.

Association loi 1901 Dans le handicap,la santé notamment. Conforter les structures existantes ,développer des nouvelles structures,Réfléchir au orientations a prendre a 5 ou 10 ans, retour d'expérience Quelques sujets a défendre Toute personne handicapée doit pouvoir trouver des solutions d'accompagnement de proximité et adaptées à ses besoins et à ses attentes. L'école doit être handi-accueillante avec des enseignants formés et des professionnels du médico-social présents dans les écoles de quartier, les personnes handicapées doivent pouvoir exercer une activité professionnelle en milieu adapté ou ordinaire, toute personne handicapée doit avoir accès aux soins et à la prévention ce qui nécessite de former les professionnels de santé, de reconnaître les aidants comme partenaires du parcours de soins, de renforcer les coopérations entre les professionnels du médico-social et ceux du sanitaire, les personnes handicapées doivent avoir le choix de leur lieu de vie, qu'il soit individuel, semi-individuel ou collectif, il n'y a pas de raison de devoir attendre des mois, parfois des années, une place pour un accompagnement par un établissement ou un service, toute personne handicapée qui le souhaite doit pouvoir avoir accès à la culture, au sport, aux loisirs. une retraite pour une maman ou un papa qui s'arrête de travailler pour élever son enfant handicapé.

Grosses associations d'entraide (Secours populaire, Secours catholique, etc)

Les organisations professionnelles pas les syndicats

organisations syndicales et d'acteurs engagés sur des sujets de société, par exemple : l'insertion, l'aide aux plus fragiles

Toutes ...

Aux associations caritatives car elles essayent de faire le bien quoi qu'il arrive

Celles concernées par le sujet, doivent être dans les comité de pilotage des grands projets

les associations sont competentes ds leur domaine specifique (association de malades ,de professionnels de santé)sans intêrets politiques ou financiers

les associations communales avec un budget dédié

à toutes les petites associations qui travaillent sur le terrain et gèrent les problèmes... (droit des femmes, des enfants, handicapés, migrants, contre les violences, etc...) souvent avec un budget minuscule et pas d'aide de l'Etat

La cour des comptes, les organisations professionnelles. ces organisations ont malheureusement qu un role de consultation, elles devraient, de part leur expériences et leur neutralité, pouvoir obliger l'Etat a changer (surtout la cour des comptes).

* Associations d'intérêt public * Organisations syndicales, sous réserve qu'elles soient réellement représentatives des salariés, ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui

Les ONG environnementales, les droits humains, la justice fiscale. Rôle de lanceur d'alerte.

associations sectorielles , syndicats professionels sectoriels avec avec obligation consultative avant vote public

Tout le monde a son mot à dire. En revanche, personne ne devrait avoir de possibilité de blocage.

syndicats, associations de consommateurs, conseil économique et social

les associations représentent 16 000 000 de personnes dont la plupart sont actifs bénévoles entreprenants leur rôle est évident dans le mieux être quotidien de tout un chacun et leur parole DOIT être entendue écoutée et suivie.

Association de vrais bénévoles. Revoir la loi de 1901 et eviter les abus de faux benevolat

Des associations apolitiques, défendant une cause particulière. Les syndicats me semblent pour beaucoup discrédités par des discours d'arrière garde et par une non représentativité flagrante.

Les associations à vocation de protection de l'individu et de la nature Informer les citoyens, les représenter et les défendre, les assister par l'action sur le terrain

aux associations sur le logement et la consommation et l'environnement: leur donner un rôle de décisions au niveau local, mairie, villes, métropole.

Je pense qu'il faut donner la place au dialogue et au «conflit» constructif, sur la base des réalités vécues.

Notamment toutes les associations qui sont en prise directe avec les citoyens les plus démunis et les migrants

Organisations syndicales et professionnelles, avec un rôle de proposition et de concertation

Syndicats professionnels qui peuvent représenter les industriels et professionnels. Pourquoi pas aussi le Medef ?

Toutes celles qui regroupent les opinions des citoyens

trop d'abus...

tous types : pour vie en collectivité, partage, lien social, ...

TOUTES MAIS DANS LA MESURE OU ELLES /ILS NE DÉFENDENT PAS DES INTÉRÊTS PERSONNELS

ONG et ONG environnemental

Oui c'est important dans un rapport de force face aux grands lobbys financiers

Le monde associatif doit être plus consulté dans son ensemble . L'élu est parfois déconnecte de la réalité.Les associations comme les maires sont au contact de la réalité.

Syndicats, les élus de proximité

toutes ainsi que les syndicats qui ont l'avantage d'effectuer un travail dans la durée

Je n'ai aucune confiance dans les syndicats qui ne voient toujours que le mauvais côté des choses. Oui, pour une refonte du syndicalisme.

Aux syndicats mais ... Il convient de créer le syndicalisme du XXI siècle Leur rôle doit être central et pour cela il convient que leur représentativité soit renforcée (ex des pays nordiques) et que leur image soit rétablie Les corps intermédiaires sont plus que nécessaires et cela doit être expliqué à tous

;;;;;;;;;;;;;;;;;;;;;;;;

Il y a trop d hétérogénéité dans les associations elles prennent parfois le pouvoir et défendent l'intérêt d'une minorité au détriment de la majorité silencieuse c'est pareil pour les organisations syndicales qui défendent surtout leurs avantages

Association écologique et animaliers Ils ont les idées pour modifier les comportements pour sauver la planète

Les ONG ont souvent une connaissance pointue, concrete et pragmatique des problemes qu'elles essaient de resoudre. Faisons leur confiance et reprenons leur solution.

Chaque association a un domaine de compétence et peut dans ce domaine aider à trouver ou mettre en place des solutions adaptées.

Des associations ou organisations qui sont transparentes et surtout pas protégées par des règles qui encouragent l'impunité. Aujourd'hui je connais plus de personnes non syndiquées qui font du bien à leur entreprise que de personnes syndiquées qui par ailleurs se sentent à l'abri de tout.

Défense des consommateurs, ou représentants de citoyens, à condition qu'ils puissent aussi remplir leur rôle.

Des organisations ayant pour rôle officiel d'informer de manière contradictoire sur la base d'études réalisées de manière sérieuse. La manière contradictoire signifierait une mise en discussion/compétition des arguments apportées par chaque association ou organisation devant un jury citoyen. Le résultat de cette démarche donnerait lieu à un rapport (et une synthèse) disponible au niveau de chaque citoyen et à un éventuel référendum et/ou projet de loi.

Aux associations, notamment celles qui défendent l'environnement, A toutes les organisations importantes qui regroupent un nombre important d'adhérents Aux professeurs de l'éducation nationale Mais pas les syndicats politiques A aucune

Je pense qu'il faudrait rendre obligatoire d'être inscrit à un syndicat . Ainsi, ils seraient plus représentatif de l'ensemble des salariés .

J'avais un avis réservé sur les syndicats parce qu'ils ne sont pas représentatifs, notamment du fait de la confusion entre leur fonction et leur marque politique. Ils sont moins professionnels que politiques, ce qui explique un taux de syndicalisation très bas en France. Mais avec le mouvement des gilets jaunes, l'erreur commise par le Président Macron de vouloir contourner les instances syndicales a montré que c'était une lourde erreur car il n'y avait pas d'interlocuteur et de représentant avec qui parler. Il a commis la même erreur en se coupant des élus locaux. Il faut des relais pour nourrir un dialogue.

Organisations de contrôle indépendantes de nos élus. AntiCor, par exemple. Donner un pouvoir d'autorité, voire de coercition aux structures de contrôle étatiques (Cour des Comptes, etc.)

Associations sans but lucratif afin d'être détaché de tout gain financier

associations à but non lucratifs et associations professionnelles

Tout dépend du sujet mais lorsqu'il y a des échanges/réflexions sur le travail, il semblerait logique que tous les associations qui vivent au quotidien le terrain dans le domaine participe à des groupes de travail par exemple. Idem pour la santé (association de patient notamment), la solidarité (association d'insertion....)...

les syndicats pour discuter en amont afin d'éviter des grèves trop fréquentes. Partenariat avec l'état comme en Allemagne. Associations de défense des hommes, animaux, nature.

Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

je ne considère pas les élus (sauf les sénateurs qui ne servent à rien)comme des gens malhonnêtes ou corrompus. En tous les cas pas plus que la moyenne nationale.

que les élus soient exemplaires et n'aient plus aucun privilège/ passe-droit perçu comme anachronique (cf texte en bas de page)

écouter ce que l'on est en train de dire

Organiser des plate-forme internet comme celle ci pour pouvoir poser des questions faire des suggestions. Ne pas faire de concertation nationale pour les travaux locaux mais discuter en accord avec les résidents de quartier pour de aménagements de territoire des gares des écoles.....exemple quartier part dieu à Lyon saturée. Les élus veulent refaire la gare pour +de 4milliards(!!!!)par eiffage à ce prix on peut oxygéner le quartier pour en construire une ailleurs pas de concertation des riverains ou un choix limité. Manque d écoles aussi avec des investissements immobiliers de plus en plus nb.

Que les élus fassent leur travail et le disent. Les maires et les acteurs des comcoms sont sur le terrain en interlocuteurs directs des citoyens. Députés et sénateurs devraient privilégier les remontées du terrain sur l'idéologie, et se souvenir que les citoyens les voient à la TV lorsqu'ils siègent. Le «spectacle» est parfois désastreux..

Montrer l exemple; faire preuve de beaucoup plus de sévérité.

REDONNER UNE IMPORTANCE A LA REPRESENTATION NATIONALE. LES DIFFICULTES ACTUELLES VIENNENT DE LA

Plus de proximité

des débats non orientés : il nous faut un débat sur l'euro, sur l'Europe avec des opposants et des partisans

interdiction total du cumul de mandat: 1 élu= 1 seul mandat. obligation de présence en assemblée et dans les circonscriptions.

Il faut imposer le mandat unique on ne peut être député et conseiller municipal. Il faut une obligation de présence et de rendre compte de son activité et en fin assurer des permanance sur le terrains au près des citoyens. il faut respecter les resultats des référendum comme et ne pas trahir la voix du peuiple comme avec le traiter de Lisbonne. Les grands projets doivent faire l'objet de référendum national (EPR, NDDL...) et non locaux.

Que ceux qui nous représentent soient issus du peuple et pas des élites politiciennes professionnelles.

VISITES COMMUNALES ANNONCÉES DE L'ÉLU DE LA CIRCONSCRIPTION

- Des élus nationaux qui sachent ce que sait qu'une vie normale : avoir un salaire, payé ses factures : pas plus de 3 mandats pour Départements, Régions, Parlement, grandes communes

Faire en sorte que les élus représentent davantage leurs électeurs en évitant que la fonction d'élus ne devienne un métier

Comme à Athènes du temps de Solon, l'entre-soi, le copinage et la corruption, menés de manière plus ou moins officielle par les lobbys (voir exemple du glyphosate) détruit la confiance et le lien entre les citoyens et les élus. L'intérêt supérieur de l'État, à travers une question majeure de santé publique, l'explosion des cancers et des souffrances des Français à cause de substances chimiques toxiques, plombe les comptes de la sécurité sociale et augmente son déficit. Les citoyens français sont affligés de voir que face à un risque sanitaire majeur avéré, le glyphosate, la seule réponse est de continuer d'autoriser ce produit chimique dont le pouvoir cancérogène est prouvé et qui devrait être IMMEDIATEMENT INTERDIT nonobstant les poursuites que l'État devrait engager contre cette entreprise en dommages et intérêts pour rembourser le trou de la sécurité sociale qu'elle a creusé et les souffrances qu'elle a générées, alors même que depuis 1994 elle savait que son produit était cancérigène et qu'elle a trompé les États et les utilisateurs, semant souffrances et morts tout en trichant et falsifiant les études (ghost-writing). Google vient de se voir infliger une amende de 50 millions d'euros pour ne pas avoir respecté les règles de confidentialité de ses données mais n'a tué personne, alors que Bayer-Monsanto tue tous les jours en toute impunité et détruit des familles, n'est-ce pas le révélateur d'une corruption généralisée des élus réussie par Monsanto/Bayer ? Dés lors, comment voulez-vous que les citoyens aient confiance dans leurs élus ? Le message compris par les citoyens est le suivant : la santé des citoyens français est devenue inférieure aux profits d'une entreprise agro-chimique disposant de relais dans les paradis fiscaux où la bienveillante opacité permet de graisser les élus corrompus. Face à ce problème de corruption/copinage/entre-soi Solon a instauré le tirage au sort des citoyens avec mandat unique tout en effaçant les dettes de ceux qui étaient devenus esclaves à cause d'elle... Des citoyens tirés au sort PARTOUT EN FRANCE devraient remplacer les sénateurs. Leur rôle serait un peu celui de lanceurs d'alertes en charge de surveiller les dépenses de l'État, comme la Cour des Comptes, à la différence qu'au lieu de faire l'inventaire des cadavres cachés dans les placards comme cette dernière, le contrôle serait effectué ex-ante, avant que la dépense ne soit engagée et ne créée une nouvelle augmentation de la dette. Le rapport annuel de la Cour des Comptes devrait fortement dégonfler et permettre d'économiser beaucoup d'arbres...

donner davantage de pouvoirs aux maires

Éduquer les citoyens pour les rentres «CITOYENS»

plus de consultations locales et prendre l'avis des habitants pour les décisions les concernant.

un dialogue social renforcé de terrain, des députés ecoutant et representant les citoyens de tous bords politiques au lieu de representer les intérêts d'un parti politique ou d'un chef de clan (president de la république, 1er ministre)

Une approche régionale des problématiques avec des élus formés à l animation de débats à l idéation et au prototypage de solutions regionales

les élus doivent consulter les électeurs , et rendre des comptes

arrêter de mentir. faire ce que l'on a dit . concerter avant de prendre certaines décisions. ne pas faire les choses en douce

Qu'ils organisent 2 fois par an minimum, des réunions d'informations et de débat public sur des questions ciblées en fonction des préoccupations signalées par les citoyens.

Que les politiques parlent vrai , s'assument dans leurs décisions et les assument.

Peut-être une revue expliquant les actions menée, sa position, ou son vote... Un mot, clarté.

de la transparence sur les résultats et sur les dépenses obligations pour toutes conseils ou institutions de présenter un bilan de résultats

De la transparence sur les dépenses/impôts - Des explications et de la pédagogie

Que les élus fassent des points annuels sur l'action qu'ils ont eue

Je suppose que si l'intégralité des décisions de l'Etat allaient vers plus de protection et de justice sociale, les citoyens auraient plus confiance en leurs élus. Les hautes sphères de la politique ont oublié que leur rôle était de se placer entre les forts

(les riches) et les faibles. Ces derniers temps, les décisions politiques favorisent la liberté d'action des riches et dans le même temps on met les faibles en face de leur supposée responsabilité dans leur situation. C'est lamentable.

Ce lien n'est pas rompu; les élus doivent plus souvent organiser des réunions citoyennes dans leurs circonscriptions pour traiter des différents sujets (projets de loi notamment)

des réunions participatives au niveau local et des referendums à questions multiples au niveau national.

Il faudrait retrouver la confiance, la transparence des décisions. La signature de traités comme celui de Lisbonne pour contourner le non du référendum sur la constitution européenne en est un exemple. La délégation du pouvoir régalien de création monétaire aux banques privées en est un autre

plus de transparence, défendre des valeurs, ne pas faire de la politique un métier

Avoir un langage plus adapté au grand public, et éviter les discours très théoriques mais non réalisables sur le terrain

Il faudrait que les élus ne soient plus à la botte des lobbies de toutes sortes et soient pleinement conscients qu'ils doivent seulement défendre le bien commun, ce qui est bon pour la plus grande partie des citoyens.

Il faudrait que les élus aillent voir ce qu'il ce passe sur le terrain plutôt que de dormir ou envoyer des sms a l'assemblée nationale (quand il sont là)

Donner la parole au peuple et que le peuple décide de son avenir.

transparence; honnêteté des élus; combattre les fausses nouvelles (réguler internet). développer les médias locaux (radio, tv).

Une réelle écoute de la part des élus nationaux, une information plus objective de la part des médias.

Des réunions publiques d'information Régulièrement.

la transparence totale et le député ne doit être payé que s'il est présent a l'assemblée. Un salarie qui ne se rend pas au travail n'est pas payé cela doit être pareil pour les deputés et les senateurs. Une heure travaillée une heure Payée.

Donner la possibilité aux citoyens de voter pour les grandes décisions de la nation avec le RIC

Les députés devraient avoir des permanences régulières dans les différentes communes de leur circonscription ou du moins dans une intercommunalité, afin de mieux appréhender la vie concrète dans les territoires.

Des rencontres plus fréquentes entre les députés et les citoyens, au niveau communal ou intercommunal. Une permanence dans un seul lieu ne suffit pas pour les circonscriptions étendues

Des députés à l'écoute des citoyens (certains le sont à n'en pas douter, mais pas tous), faisant preuve d'objectivité (moins partisans, capable de critiquer les positions de leur parti et d'appuyer celles des autres) et plus présents dans les assemblés, notamment au moment des votes. Et qu'il soit INTERDIT de faire pression sur les députés pour qu'ils votent ou s'abstiennent sou peine de sanctions, ou de faire voter en profitant de la faible représentation en séance, à des heures indues, avec un nombre de députés non représentatif. Le quorum tel que défini actuellement parait satisfaisant, mais les règles qui s'y appliquent et permettent de le contourner sont scandaleuses. Elles doivent être modifiées pour éviter les abus que l'on voit couramment.

que les élus soient honnêtes, punis en cas de faute/que les promesses soient tenues et que les privilèges cessent

le respect des choix des citoyens et des engagements une présence Obligatoires à l'assemblée

Proportionnelle intégrale. Casier judiciaire vierge obligatoire. Faire participer les citoyens aux votes (budget, décisions importantes , ...) à tous les niveaux (commune, département, région, nation)

il serait souhaitable que nos élus se mettent à notre place

Ilsne devraient pas être là pour nous dire ce que le Président et le gouvernement veulent mais ils devraient être là pour dire au Président et au gouvernement ce que nous voulons. Ils doivent Interdir au gouvernement de gouverner par décret et de faire voter des lois. C'est aux élus de définir, présenter, et voter les réformes et les lois, et au gouvernement de les faire appliquer.

renouer la confiance : bon sens, montrer que nos élus travaillent pour les citoyens et non pas pour leurs intérêts (cela passe par un grand nettoyage sur les rémunérations des élus et une grande transparence). montrer les résultats simples efficaces et compréhensibles.

Que les citoyens soient plus impliqués

Que le citoyen devenu élu ne s'arroge pas ou se voit arroger des droits et des privilèges, qui même légaux n'en demeurent pas moins parfois insupportables. Que le citoyen devenu élu soit tout à sa tâche, sans relâche pendant la durée de son mandat, et qu'il agisse toujours dans l'intérêt du plus grand nombre et non pour le sien ou celui de ses amis.

Chaque député et Sénateur devrait avoir un site internet qui contiendrait: Les actions qu'il (qu'elle) conduit. Sont emploi du temps simplifié (Période de présence à l'assemblée, et à sa circonscription) De donner la possibilité aux citoyen de faire des commentaires et des propositions.

Pour les élections locales associer des citoyens tirés au sort Pour aller jusqu'a Une parité entre les pros et les citoyens

Des médias plus factuelles qui informent et expliquent sans rechercher le sensationnel. Des élus irréprochables, qui soient de bons gestionnaires.

Faire des publications publiques en transparence des actions réalisées par les élus au regard de engagements qu'ils ont pris (programme, plan de mandat, ...) et donner la possibilité aux citoyens de s'exprimer et apporter leur opinion. Tout faire pour que la politique ne devienne pas un métier et que les intérêts personnels n'entrent pas en compte.

Plus de référendums mais qui restent dans la ligne de ce pour quoi le président a été élu. Par exemple pour décider du niveau d'attribution de nouvelles aides ou suite à un nouvel élément international

C'est au élus de se mettre au service de la cause commune en oubliant les querelles de clan et les intérêts particuliers. Si nos élus se mettent au travail pour coopérer ensemble à la réussite du pays en devenant partenaires politiques et non plus adversaires le lien avec les citoyens sera automatiquement rétabli. Il faut rétablir la transversalité dans ce pays et réapprendre aux différents milieux à se connaître, à se parler et à se comprendre et alors on avancera ensemble avec force et dynamisme vers la réussite de note belle nation

Plus de pédagogie, des restitutions plus fréquentes de son action par le Pouvoir exécutif (par exemple, lors d'échanges périodiques avec des journalistes TV)

Contraindre les élus à rendre des comptes régulièrement en cours de mandat, sur chaque point de leur programme : ce qui a été fait, ce qui reste à faire, ce qui n'a pas été fait ou ne pourra pas être fait et pourquoi. Mettre dans les programmes (contrat entre l'élu et ses électeurs) suffisamment d'éléments chiffrés et quantifiables, pour un suivi objectif et non subjectif. Contraindre les élus à prendre l'avis de ses électeurs sur les questions qui n'étaient pas dans son programme et à expliquer pourquoi ils ne suivent pas leur avis lorsque c'est le cas. Pour tout cela, les ci-

vic tech devraient aider à rapprocher les élus et leurs électeurs. Lutter contre le carriérisme : Limiter les mandats dans le temps (3 mandats identiques successifs, c'est encore beaucoup trop - il est possible de faire 3X15 ans en changeant 2 fois de type de mandat) ; deux mandats dans une vie devraient suffire, c'est un service rendu à la société pas un métier - et reposer davantage les campagnes sur le contenu, la compétence des équipes que sur une personnalité. Instaurer le RIC, pour maintenir une pression bienveillante sur les élus, les contraignant à s'emparer des sujets de préoccupations de leurs électeurs. Etre plus ferme sur l'éthique des candidats (casier judiciaire vierge)

une transparence totale sur les finances des élus et une inéligibilté définitive en cas d'abus de biens sociaux

Plus de transparence, d'honnêteté, de respect des engagements. Il faut arrêter de prendre les citoyens pour plus stupides qu'ils ne le sont et adopter un discours respectueux mais transparent. Et surtout arrêter de vouloir faire de la comm à tout va. Prendre exemple sur les pays scandinaves. Etre exemplaires dans son attitude et ses actions lorsque l'on porte une responsabilité publique. Et assumer le conflit

Je pense que on doit donner les maires une responsabilité d'engager chaque citoyen dans sa ville. De pouvoir répondre avec les outils (Comme celui-ci) et de répondre.

Bien qu'il faille en diminuer significativement le nombre global, il faut que chacun se rende plus disponible à ses électeurs

Mieux communiquer , mieux solliciter , rendre le vote obligatoire

Que la confiance revienne. Que les élus nous prouvent qu'ils ne sont pas là simplement par intérêt personnel et pour se constituer un joli compte en banque.

Peut être rendre accessible les réunions des conseils municipaux via la vidéo en directe. Ainsi que les réunions des conseils régionaux et autres, avec possibilité d'interaction participative «contrôlée»

exemplarité des élus

Il faudrait que les citoyens puissent être convaincus que leurs élus sont honnêtes et ont un minimum de sens moral. Utopie? Pour aller dans ce sens, on pourrait faire prêter aux représentants (présidents, ministres, députés et sénateurs) un serment, par lequel ils 'engageraient (notamment) : - A ne pas profiter de leur situation pour détourner de l'argent ou des avantages, même «en toute légalité», que les citoyens lambda ne pourraient pas avoir. En gros, s'engager à ne pas faire ce que Monsieur et Madame Fillon (et d'autres) ont fait en toute bonne conscience! - A ne pas détourner l'argent pour financer leur parti et assurer leur réélection. - A ne pas mentir délibérément et ne pas reprendre des informations qu'ils savent bidon ou toxiques, afin de tromper leurs électeurs. - A respecter les institutions pour lesquelles ils se font élire, et se consacrer à leur mandat.

Que les Elus les fassent participer à des débats, des délibérations, des décisions sur les projets à prioriser. Et ça commence par les Maires Bref, il faudrait que les choix de sociétés soient faits de bas en haut et non de haut en bas, et encore moins par Paris pour le reste de la France. Comment peut-on prendre des décisions sur le carburant, la voiture, la vitesse alors que quand on est élu à Paris on ne paie pas son carburant, on n'achète pas sa voiture, on se fait escorter par des motards qui ouvrent la voie pour ne pas respecter les limites de vitesse. C'est ça le non respect du peuple....

moins d'élus , il y en a beaucoup trop, mais qu'ils restent proches des besoins et soucis de base, plus présents aux votes et en fassent retour dans leur circonscription

Peut-être regrouper les députés par binôme où, à tout de rôle, l'un serait pleinement présent à l'assemblée pour participer au vote des lois, et l'autre sur le terrain auprès des citoyens.

Interdire les mandats parlementaires aux fonctionnaires ou fixer des quotas. Est-il normal qu'entre 35 et 40% des députés soient des fonctionnaires ? La population française est très mal représentée. Les fonctionnaires sont la pour appliquer les lois et non pour les faire.

Le mépris et la condescendance n'ont pas leur place dans une société démocratique sinon elle se transforme en dictature. La classe politique française doit respecter le peuple français et l'écouter. Elle doit savoir se remettre en question lorsqu'un cri aussi fort que celui du mouvement des Gilets Jaunes essaie de se faire entendre.

Je propose de s'inspirer du système fédéral Allemand pour ensuite tendre vers le système Suisse. Pourquoi les maires sont les élus préférés des français et en même temps le gouvernement a souvent une côte de popularité désastreuse ? Dans un cas le pouvoir est tenu localement, l'élu est proche de ses élus. Il sait clairement ce qu'ils attendent de lui et réciproquement. De l'autre côté, le gouvernement, centralise presque tout le pouvoir, et beaucoup de décisions se prennent à Paris. Le faussé ne cesse de se creuser entre le peuple et la caste d'élite dirigeante. Les gilets jaunes en est un des symptômes. Je vous prie de cesser de croire que pour être au niveau de la mondialisation il faut briller et exceller par la centralisation du pouvoir et l'élitisme éducatif. Votre compétitivité internationale est tenue au détriment du bon-vivre français. Un français heureux est un français écouté et représenté. Par ailleurs, je trouverais judicieux et symboliquement très fort d'instaurer la capitale politique dans une métropole, tourné vers l'Europe et géographiquement assez au centre. Instaurer la capitale politique à Lyon sonnerait symboliquement le glas d'un système centralisé. Pour ça, relocalisez le pouvoir ! Nous avons d'abord besoin de se sentir parti prenant des décisions politiques. Ensuite, si votre peur est de perdre par fédéralisme les régions à tendance indépendantistes, sachez que s'ils se sentent inclus dans un Etat fédéral, où le peuple est écouté et acteur de la vie politique, je pense qu'ils auraient tout intérêt de faire partie du projet plutôt que de s'en démettre. Une fois que vous aurez relocalisez le pouvoir, les français se sentirons acteurs de la vie politique, ils seront donc responsabilisés. En effet, aujourd'hui, le peuple ne sentant pas acteur de la vie politique, pas responsabilisé et pire, souvent trahi pas des promesses électorales, une méfiance omniprésente s'instaure à l'égard des politiques (creusant le faussé entre les «gouvernés» et les «gouvernants»). Ainsi en restaurant cette confiance et en responsabilisant le peuple, la mise en place de référendum au niveau d'abord local, puis régional, puis fédéral aura tout son sens. Le peuple se sentira donc représenté et écouté. Pour résumé, de manière chronologique 1) Instaurer une république fédéral française et qui tendrait vers une confédération française. 2) Mettre la capitale politique à Lyon. –> Donc on décentralise et relocalise le pouvoir. Ceci responsabilise le citoyen. 2) On instaure un référendum. ATTENTION : doit se faire absolument après le fédéralisme à mon avis car la phase de responsabilisation à la politique est indispensable.

Il faudrait que les élus répondent franchement quand on les alerte sur un problème d'intérêt général quelles que soient leurs convictions politiques ou personnelles. Les élus des petites communes devraient pouvoir bénéficier de formations systématiques concernant des sujets comme l'urbanisme, la transition écologique...pour pouvoir répondre plus facilement à leurs administrés quand ces derniers leur soumettent une problématique ou une suggestion. Il me semble nécessaire que les élus soient parfaitement honnêtes et intègres. Par ailleurs quand un projet d'intérêt général est annoncé et promis, que les riverains supportent longtemps des nuisances liées à ce projet, il faudrait qu'il aboutisse!

que les élus ne fassent pas carrière en politique(limitation du nombre de mandats) et qu'ils ne décident pas pour eux même(augmentation du salaire des députés par eux même pour eux même sans contrôle extérieur). Les élus en l' occurence ne représentent qu'eux même(sauf les maires de communes rurales).

Cesser de vouloir piloter la vies de citoyens. Nous traiter en adultes. Redonner du pouvoir au Parlement qui apparait souvent comme une chambre d'enregistrement de l'exécutif

Faire davantage de pédagogie sur tous les sujets. Etre plus strict envers ceux qui se comportent mal. Que l'état montre l'exemple : en matière d'impôt, il est trop facile de rajouter un impôt alors qu'il faudrait commencer par diminuer les dépenses. Plus d'impôt c'est plus de dépenses !

De la transparence dans les dépenses. Des débats pour justifier tel ou tel décisions, des scrutins pour connaître l'avis des votants.

que les députés nationaux et européens fassent connaitre leurs actions dans les parlements , qu'ils viennent échanger avec les électeurs pour connaitre les ressentiments , pour expliquer, dialoguer...

Changer le comportement des élus, qu'il portent la voie des citoyens et non celles des lobbies ou de leur parti. En finir avec les députés godillots

réduire leurs avantages (effet + sur nos impôts) et rétablir le double mandat

Que les élus parlent et polémiquent moins devant les écrans de télé pour redevenir crédibles. Qu'ils prennent en compte la réalité de la vie des Français. Qu'ils cherchent le meilleur compromis pour voter les lois. Que les députés et sénateurs acceptent de réduire tous leurs privilèges (salaire, retraite) qui sont intolérables pour tous ceux qui ont du mal à boucler les fins de mois. Réduire le nombre de parlementaires. Que le Président (Macron) écoute moins tous les technocrates qui l'entourent dans la cour présidentielle et qui n'ont aucun sens de la réalité ni la notion du coût de la vie.

Que les oppositions arrêtent de dénigrer bêtement la majorité qui en fait de même à l'alternance suivante, donnant ainsi le sentiment aux Français que ce sont toujours des incapables au pouvoir ! Ce qui est totalement faux quelle que soit la majorité du moment depuis 60 ans

Au niveau local comme regional et national instaurer charte code conduite exemplaire, pas clientelisme ds les villages par le maire et elus, stop aux privileges (retraites politiUes biens gratuits,, president, ministre, députés.. Parlementaires,,) mettre age de part.. Creer plus ecoute et debat citoyen

Pour renouer le lien entre les élus et le peuple de France, il faut que les élus écoutent et agissent UNIQUEMENT dans l'intérêt du peuple, et non dans leur propre intérêt (envie de pouvoir, de puissance, d'argent, de votes...). Leur rôle est de servir le peuple, cela fait bien longtemps que les élus l'ont oublié (exceptés les élus locaux car ces derniers sont en contact permanent avec le peuple)

que les elus soient exemplaires (trop de scandales) et quand ils sont condamnes qu'ils soient exclus de la vie politique a vie

Instituer l'indépendance réelle de la justice. Tant que le ministre sera nommé par le gouvernement il ne peut y avoir d'indépendance et donc la moindre crédibilité dans la transparence et l'égalité devant la loi (voir commentaires plus bas).

voir plus haut

Que les élus réduisent leur train de vie et veillent à économiser l'argent public confié par les citoyens. Il n'est pas normal que les rapports de la cour des comptes qui montrent clairement de nombreuses dérives des dépenses publiques soient aussi peu suivis d'effet. Alléger les exigences normatives et réglementaires qui conduisent à réaliser des travaux coûteux dont la plus-value réelle est souvent très faible.

Organiser des débats annuels aux échelons communaux avec un compte rendu qui sera remis au gouvernement pour analyse

Que les élus aient un salaire moyen, aillent au travail en transport en commun, fassent leurs courses, cherchent des modes de garde pour leurs enfants, mettent les plus grands en école publique, payent leur essence... en deux mots : qu'ils vivent dans la vraie vie histoire de savoir de quoi ils parlent.

Mettre en place 1 fois par an des débats au sein des mairies.

plus de liens interactifs comme le grand débat sur internet.

Ecouter les citoyens de base

Accepter que des décisions soient prises pour le bien commun et pas pour un intérêt particulier. Etre à l'écoute les uns des autres. Ceci nécessite de la communication en amont des projets et un retour d'expérience sur le projet en question.

Reduire les gaspillages et depenses inutiles. Ouvrir a des referendums sur des sujets demandes par la majorite des citoyens

Donner le sentiment d'exemplarité : des élus correctement rémunérés, mais rendant des comptes comme le font des salariés, notamment en produisant les notes de frais, avec à charge d'un organisme neutre (Cour des Comptes?) un rôle de censure des comportements délibérément dispendieux.

organiser plus d'échanges sur des thèmes particuliers: utiliser plus les possibilités d'internet

Rendre le vote obligatoire et compter le vote blanc. Refaire un scrutin si plus de 40% des votants ont voté blanc. avoir la possibilité entre 2 tours de faire de vraies coallitions et de vrai compromis entre les projets proposés pour ne pas que les voies qui se sont exprimées lors d'un premier tour se retrouve le second avec uniquement des choix qui leur paraissent mauvais. Avoir plus de proportionnelle à l'assemblée pour que les citoyens soient mieux représentés. Mieux communiquer sur le rôle des différentes institutions (commune, comcom, département, région, état et surtout Europe). Arrêter avec les positions bêtement politiciennes, les éléments de langage qui transforme les hommes politiques en robots et les idées en répétitions de disque rayé.

On accuse souvent les élus. Ils seraient hors sol. Ils pensent à leur carrière politique mais pas à l'intérêt général. Nos députés, on ne les voit pas siéger à l'Assemblée. Mais on accuse rarement les citoyens. Pour créer un lien , il faut être deux. Certes, les élus ont leur part mais les citoyens? En dehors de critiquer et de pétitionner que font-ils ? Vont-ils aux séances du conseil municipal ? Participent-ils à des enquêtes publiques ? Pour être investi dans le milieu associatif, je sais qu'il est difficile de faire participer les gens. Nombreux se comportent en consommateurs. bref, la question du lien est complexe.

Il faut de l'écoute ...de la compréhension.. de la simplicité, de la modestie . du respect ,,. ! C'est nous qui les payons .

Une meilleur communication en amont des projets. Une meilleures restitution des résultats après la réalisation des projets.

Supprimer le «mille feuille» administratif, en supprimant le niveau Mairie et le niveau Conseil Départemental, afin de ne garder que trois niveaux amplement suffisants, à savoir Communauté de Communes (au moins un élu de chaque village/ville représenté), Conseil Régional (au moins un élu de chaque Communauté de Communes représenté) et Etat. En parallèle, terminer réellement la fusion des nouvelles Régions, car beaucoup de doublons subsistent à cause de rivalités locales/départementales de certains élus ! Créer en contre partie des

maisons de l'Etat et des Services Publics dans chaque demie Communauté de Communes (ou tiers selon la taille), regroupant tous les Services Publics (Poste, Impôts, Sécu, etc...) en un seul lieu et évitant ainsi la désertification. Ainsi le lien avec les élus seraient plus fort et plus compréhensible.

Des compte-rendus d'activité...la publication des notes de frais des élus

Bonjour il faudrait un peu plus de rencontres informelles entre les citoyens , et les élues , élus de la république afin que les vraies problématiques soient mises en avant .

Baisser le train de vie des élus (comme en Norvège, salaire correct, remboursement des frais sur facture comme tout le monde et on rentre chez soi en transport en commun). Les élus doivent vivre comme tous les citoyens sinon ils se coupent du peuple qu'ils sont censés représenter. Rendre public les liens entre les élus et les grandes entreprises pour faire barrage au lobbying, voire à la corruption.

De l exemplarité et la fin des privilèges donnés aux élus...

Reconnaitre le vote blanc. Aujourd'hui nous n'élisons pas par choix. Je rappel que les scores des élections ne sont jamais significatif mais en dépit de , pour faire barrage.

Afin de dissiper les doutes sur les élus des trois chambres (Sénat, Assemblée National et CESE) il me semble que leurs rémunérations ne devraient plus être décidées par leurs propres organisation mais par une assemblée citoyenne de personnes tirées au sort pour une mission de trois jours . Les deux premiers jour elles prendraient connaissance de toutes les rémunérations et avantages de chaque assemblée et après audition des présidents de chaque chambre elles donneraient un avis sur leur pertinence. Le troisième jour elles décideraient de l'augmentation ou de la diminution des rémunérations et avantages avec un maximum de 5 % en plus ou en moins..

Une bonne dictature

Faire que les elus soient des gens serieux et honnêtes, qui pensent au pays plus qu'à leur carrière ou /et a leur portefeuille.. Pour ça, des vrais sanctions, tres lourdes et exemplaires. Quand on pense que Cahusac demande à purger sa peine dans sa belle villa en corse, avec un bracelet électronique....

Moins d'élus, plus de responsabilité sur leurs épaules et pas se passer la balle des qu'on a peur de prendre des décisions. Des salaires plus juste et bien voir comment est dépensé notre argent publique. Eviter les fraudes et les passes droit pour nos élus. Contrôle fiscale de nos représentants inopinés, moins écouter les lobby et plus la raison et le peuple. Se sont les représentants du peuple pas des grandes entreprises qui pensent qu'a faire des profits au détriment de notre planète et de nous.

Transparence, équité, interdiction du lobbying

IL FAUDRAIT QUE NOS ELUS SOIENT MOINS CORROMPUS ET QU'ILS DESCENDENT DE LEURS NUAGES POUR VOIR LA RÉALITÉ ET LA VRAIE VIE DES CITOYENS .

Des comptes-rendus diffusés par internet.

Plus de rencontres avec les élus mon grand-père me disait vote toujours pour le plus rouge une fois arrivé à Paris comme député il aura toujours le temps de rosir.Les députés et sénateurs ou les maires sont au service de la Nation et des électeurs citoyens responsables.Faire confiance c'est bien contrôler c'est mieux à tous les échelons.

- Ne plus voir des bancs vides lors des séances de l'Assemblée Nationale - Les députés doivent informer leurs électeurs par voie de presse locale, site WEB ou revues municipales de leur intention de vote ou du vote effectué pour les lois débatues en séance.

Aller régulièrement aux résultats par rapport aux engagements de campagne.

Il faudrait que les élus ne promettent pas l'impossible pour être élus. Qu'ils s'en tiennent au possible, l'expliquent et le réalisent. Faire rêver ne peut que générer des déceptions une foi les élections passées

la proportionnelle intégrale

Que les élus communiquent plus régulièrement sur les actions qu'ils mènent.

Inciter les gens et leurs représentants à plus de dialogue

multiplier les débats télévisés qui mobiliseraient les électeurs

Il faudrait que les élus assistent et participent à TOUTES les réunions pour lesquelles ils ont été élus puis qu'ils fassent des compte-rendus de temps en temps en justifiant leur vote

Plus de communication, des mots clairs et simples

Que les personnes soient reçues, écoutées et orientées vers les personnes compétentes qui pourront expliquer pourquoi leur demande est acceptable ou non.

Un peu plus de système proportionnel, plus d'implications syndicales/associatives/territoriales dans les processus d'élaboration et de mise en oeuvre des grandes orientations politiques. Réintroduire un septennat présidentiel mais unique.

plus de consultation et plus d'information vers les citoyens : plus de «referendum» numérique comme ce grand débat, débats ou conférences publiques rediffusés sur internet pour les grands thèmes ou les grands chantiers locaux...cela permettrait aux élus de défendre le bien fondé de certaines décisions et aux citoyens de s'informer clairement sur les enjeux d'une thématique locale, départementale ou nationale.

Plus de consultations, plus de communications

Rendre obligatoire la participation des citoyens aux élections

Une possibilité de voter par internet au niveau local pour renouer avec les élus.

Deux choses à mon avis: que les élus soient irréprochables (je suis convaincu que les affaies Cahuzac, Fillon, etc. ont fait un tort considérable) et que les électeurs soient plus équitablement représentés: il est impossible qu'une situation où tant de Français sont considérablement sous-représentés n'ait pas de conséquences graves, dans la rue par exemple.

qu'ils soient totalement exemplaires en tout

Des occasions de réfléchir ensemble sur des sujets qui impactent notre quotidien en réunions physiques et/ou consultations en ligne. A condition d'avoir des retours sur les contributions.

organiser des consultations régulières des citoyens dans l'intervalle des élections afin de vérifier que la politique menée par les élus est toujours en phase avec le mandat, explicite ou implicite, qui leur a été confié. Aller au terme de la moralisation de la vie publique et ne pas se contenter de demi-mesures. Supprimer les avantages qui n'ont aucune justification des anciens présidents de la République : mise à disposition de locaux, de personnels, de véhicules...Idem pour les anciens ministres. Supprimer l'appartenance de droit des anciens présidents de la République au Conseil Constitutionnel. Supprimer le privilège exorbitant du paiement des obsèques des parlementaires, des anciens parlementaires, de leurs conjoints et enfants, ce qui, au regard des difficultés de fin de mois de beaucoup de Français, est insupportable

Une approche beaucoup plus simple car les barrières sont bien présentes entre les élus et les administrés. Et surtout éviter que nos élus se prennent pour tes roitelets.

Proportionnalité, Tirage au sort de représentants au parlement,

Une politique qui prend en compte les besoins de la nation et des citoyens, pas ceux de certain (1%) qui pense que la dérégulation du système est la seul solution à leur enrichissement. (délocalisations, évasions fiscales, extension de l'Europe pour intégrer des pays à bas coût...)

Une assemblée nationale qui soit davantage le reflet de la société française, avec une pourcentage de député.e.s tirés au sort et volontaires, bien sûr. Plus de pédagogie pour mieux expliquer les enjeux économiques et sociaux et les choix qui sont faits. rendre compte des actions menées, expliquer les choix, sans langue de bois. Associer aux réformes ceux qui sont les plus directement concernés, les professionnels qui connaissent le domaine concerné via leurs représentant.e.s. Cela prend plus de temps mais évite de nier des réalités de terrain. Plus de démocratie locale : information sur les projets locaux, consultations locales, votes locaux...

Il faudrait que chaque élu à commencer par les députés et sénateurs aient un site sur lequel les électeurs de leur circonscription pourraient émettre des idées et quand un vote doit avoir lieu à la chambre ou au sénat leur électeurs pourraient proposer un vote. le pré vote des électeurs serait comptabilisé sur le site. Quand le député ou le sénateur a voté, il devrait expliqué pourquoi il a suivi ou n'a pas suivi les préconisations des électeurs de sa circonscription. Cela aurait plusieurs intérêts: 1 le député aurait en permanence des remontées des électeurs intéressés de sa base 2 les électeurs intéressés se formeraient par la consultation des réponses de l'élu

plus de temps de débat, et la mise en place d'instances citoyennes consultatives au niveau de chaque commune. Composées de citoyens tirés au sort et siégeant pour un temps déterminé

Le RIC. Les personnes exerçant un mandat se doivent d'être exemplaires : De fait si elles sont reconnues coupables par la justice (par exemple de malversations, détournements etc.) elles doivent être démises de leurs fonctions et ne plus pouvoir se représenter. Cumuls de mandats interdits. Absentéisme pénalisé sur leurs revenus comme tout citoyen.

Organiser l'ecoute par voie numérique ou par réunions régulières d'ecoute. Amener le débat de l'assemblée nationale, jusqu aux citoyens via le numérique. Ou simplement permettre d'ouvrir un potentiel de voix citoyennes lors de son votes en assemblée

responsabiliser les élu qui obéissent a des consignes en haut lieu au détriment du bien etre des administrés

Créer plus de proximité, des temps de rencontre plus réguliers et élire des politiques moins déconnectés de la réalité. Un mandat de maire ou d'élu local devait être obligatoire pour être éligible à la présidence de la république et à certains ministères (social, logement..., pas à la défense ou aux affaires étrangères)

Compte-rendus de mandat réguliers, nécessité d'être passé par la case «élu local» avant de devenir député ou membre du gouvernement

A l'heure du tout numérique, il faut informatisé Que chaque institution d'état ouvre un site sécurisé et chaque français qui le souhaite participe (= grand débat» avec lettre aux administrés (périodicité à définir) et questions/réponses et transparence totale. Cela permettrait de partager avec les élus et de connaitre les besoins des citoyens entre eux (s'ouvrir aux opinions des autres est extrêmement positif). Mettre un lieu et un personnel formé à proximité (ex. dans chaque mairie) à disposition de tous pour ceux qui n'ont pas internet. Questions claires, détaillées (objectif, coût, financement), réponses libres, l'élu connaîtra ainsi l'opinion et les besoins des citoyens qu'il représente , c'est mieux que les poignées de mains au marché ou les discussions éparses

Chasser la corruption

l'action politique ne doit pas être un métier mais un temps de service à la nation,

des citoyens en parallèle pour participer aux décisions des élus. Certains investissements publics ou locaux semblent éloignés des préoccupations quotidiennes des citoyens (aménagement de voirie, dépenses inutiles...)

Plus de transparence et non cumul mandats, y compris dans la durée. Pas plus de deux mêmes mandats de suite

Les élus doivent être payés au salaire median et ne doivent faire qu'un mandat.

que nos élus gardent les pieds sur terre une fois élus trop de gabegie de dépenses non maitrisés vie de palais qui éloigne de la vraie vie avec personnel en nombre souvent inutile (personnel qui ouvre et ferme les portes comme sous Louis XIV) trop danciens présidents à entretenir de façon fastueuse bureau voiture chauffeur etc....

Avoir des moments de débats fréquents , apolitiques et des retours sur actions des députés par exemple. Chaque député devrait avoir un site internet pour l'échange et le reporting.

Honnêteté dans tous les sens du terme.

Est-il besoin de souligner que pour être respecté il faut préalablement, et dans la durée, être respectable? Si les élus étaient bénévoles ils seraient beaucoup moins nombreux et plus sincèrement dévoués à l'amélioration du bien être des leurs contemporains Le dernier des Français de cette trempe payait ses consommations d'électricité domestique lorsqu'il était locataire de l'élysée

Appliquer les condamnations lesquelles ont été prononcées. Interdire tout mandat a vie a un élu qui a fauté gravement notamment en cas de condamnation.Accentuer la transparence des élus sur leur éléments de train de vie et leur irréprochabilité .Lutter contre le cumul des mandats y compris complémentaires aux mandats d'élus.Diminuer le Nombre de députés et sénateurs

Des réunions régulières avec les citoyens où le député fait un compte-rendu des actions qu'il a menées.

Virer tous ceux qui ont trempé dans une affaire ou ont été mis en examen. Par exemple, le foyer de Mr Ferrand s'est enrichi grâce aux Mutuelles de Bretagne. Les hommes politiques doivent servir le pays et non pas leur propres intérêts, ni ceux de leur famille ou de leurs amis. Ils doivent -être exemplaires et surtout honnêtes ! Supprimer toutes les immunités pour que justice soit faite !

Puissent les élus s intéresser à la vraie vie, celle du quotidien

Une plus grande transparence sur leur actes et indemnités de toute sorte

Une vraie légitimité des élus donc offrir la possibilité à beaucoup de monde de voter

Reconnaître le vote blanc

organiser des débats au travers de sites officiels, avec modérateurs, en évitant les manipulations de groupes organisés. Cela de façon presque continue en fonction notamment des débats à l'assemblé. Et laisser une place à l'expression «libre».

Que les élus sortent de leur tour d'ivoire Interdiction de se représenter à n'importe quelle réelection (l'élu ne pensera qu'à son programme et non à sa réelection)

Que les élus soient au SMIC (dédommagement) et à la note de frais

Les candidats à l'élection de maire, doivent présenter des projets détaillés , selon un cadre à définir, investissement et fonctionnement. Les budgets votés en mairies doivent être détaillés

et en ligne, avec le résultat des votes ; doivent être aussi en ligne les dépenses de fonctionnement des voyages d'études des élus. Transparence comme en Suède ou en Norvège

le lien n'est pas si mauvais ; ce n'est pas une poignée d'excités qui représentent toute la population

les citoyens doivent être reconnus capable dans leurs choix de santé (vaccins ,homeopathie ...)ils sont plus informés que leurs elus et demandent une vraie concertation

Réduire le mille-feuille administratif, supprimer les départements, regrouper les communes. Transformer le sénat,avec 1/3 de membres du CESE (qui serait supprimé), 1/3 de représentants des territoires, 1/3 de citoyens.

plus de transparence, plus de comptes rendus sur les lois votés, les décisions politiques, car on entend seulement parler de «mauvaises» lois qui sont votés, mais il faudrait également informer les citoyens des bonnes décisions/lois votés au Parlement, dont personne n'est au courant.

Il serait judicieux que nos hommes politiques pensent plus a l interet general qu'a leur interet personnel. arreter les transfuge public-privé, tous représentant politique devrait avoir une activité professionnel et ne pas avoir pour unique revenu, des revenus versés par l'Etat.

Que les députés et sénateurs soient obligatoirement présents à TOUTES les séances de leur assemblée ET qu'ils écoutent ce qui se dit (de même qu'un salarié doit être présent et travailler)

interdire de se représenter si décalage programme et réalisation. Rendre les politiques responsables de leur actes (déficit).

Élire des élus non dépendants des courants politiques et indépendants de l'Union Européenne Transformer le lien par une corde et un ascenseur social

Une meilleure communication numérique. Des référendums numériques à petites échelles. De la politique numérique !

Exemplarité des élus; obligation des élus de proposer un programme visible à tous niveaux d'éléctions et de s'y tenir si possible

Supprimer les seconds tours des élections

- Plus de transparence sur l'action de l'Etat et des Elus, sur les rémunérations. - Sanctionner l'incompétence, les abus et les malversations des Elus et des agents de l'Etat avec plus de fermeté: combien d'exemples d'Elus ou de Grands Fonctionnaires à avoir été recasés après des pratiques plus que douteuses (notes de frais surévaluées, utilisations de moyen d'état à des fins personnelles....) Tout ceci devrait se traduire par une exclusion du corps de la fonction publique ou du corps des élus. La République doit être Exemplaire.

les élus doivent être irréprochables sur le plan de la moralité et surtout ne plus penser à leur carrière. donc limiter le cumul mais aussi la durée. Je trouve inconcevable qu'une personne ait un mandat politique pendant 30 ou 40 ans. Il faut impérativement du sang neuf qui vienne de la société civile. Il faut aussi que les élus respectent leur programme. Trop d'écart entre les promesses et la réalité de leur action.

informer les citoyens des droits et devoirs de chacun : élus d'une part, électeurs d'autre part. Renforcer l'éducation civique à l'école et à la télévision par des spots réguliers, genre pub.

changer le type de représentants, stopper la politique professionnelle, mettre en place des représentants légitimes, honnnêtes et respectueux. Les représentants élus sont NOS employés et surement pas l'inverse. En aucun cas ce sont les représentants élus qui doivent décider des actions qui sont les bonnes, ils doivent porter avec ardeur celles qui leur sont proposées par les citoyens dont ils sont uniquement les meilleurs porte-paroles.

Instaurer le referendum afin que les élus défendent les décisions des citoyens

Plus de reporting sur les actions et dépenses

Pourrait-on rompre avec les fastes républicains ? Ce système de représentation coûte cher et donne l'impression d'une caste s'auto-protégeant pour défendre des droits acquis.

Les élus ne nous représentent pas!!! C'est une corporation qui en a fait son métier. Des promesses électorales puis ils ne rendent aucun compte à leurs citoyens

Que les élus soient plus proches du quotidien des citoyens Que les élus soient plus présents dans les assemblées nationales (députés et sénateurs)

Plus de transparence et la fin des « rentes de situation»

Plus de confiance et donner plus d'autonomie aux régions = éviter un pouvoir central qui gravite comme trop souvent autour de Paris

Quelles élus fassent un compte-rendu de leur action tous les 6 mois à disposition sur leur site ou en mairie

Confier aux représentants des mandats plus longs, mais révocables par les électeurs, et non renouvelables dans tous les cas. Systématiser les bilans et inventaires des actions menées par les élus. Respecter les résultats des votes (exemple du «Non» au référendum sur la Constitution Européenne, foulé au pied) Réserver une partie des mandats à des citoyens tirés au sort. Créer un délit de mensonge pour les élus, qui devrait être considéré «sous serment» dans leur expression publique

Il faudrait des moments d'échanges sur les réalités vécues par les citoyens.

Que les élus comprennent que les citoyens sont des adultes responsables et qu'il ne détiennent pas un pouvoir absolu les mettant au dessus des lois...

moralisé réelement la politique

info par mail au sujet des décisions prises

Avoir des élus irréprochables, en particulier respectant les lois de la république

De la vérité, de la transparence et des résultats Une certaine idée de la fonction au delà du court terme.

Utiliser les outils digitaux pour les interroger à différents niveaux local pour un projet structurant Ou national pour un sujet de division retraite éthique

Moins d'abus...moins de passe droits, être plus proche du terrain, et plus de transparence des élus, moins de dépenses des élus. Plus de présences aux assemblées (présences obligatoires sous peine d'amendes...)

Former les élus ! les accompagner, qu'ils ne s'isolent pas ! Le pouvoir isole ... DEs représentants issus de la vie «civile» à qui l'on permet une mise en disponibilité SANS risque pour la carrière

a compter de 65 ans, toute fonction publique doit être effectuée bénévolement , il est scandaleux de voir par exemple des maires âgés deplus de 70 ans dans des villes cumuler indemnités et retraites, tout comme des présidents ou membres de conseil, assemblées, commission, haute autorité... il faut que toute personne qui se présente à un poste public, à une élection ait travaillé dans le privé pendant un certain temps.

sans avis

des elus plus proches

Il faudrait que chaque élu (député) ait un portail en ligne accessible par tous pour que nous puissions lui faire part de nos attentes. Il faudrait aussi que les citoyens soient consultés sur le salaire que les députés perçoivent. Il est temps de ne plus laisser le droit aux députés de voter leur propre salaire. Enfin,

il faudrait que chaque poste de dépense publique effectuée par un élu, une administration etc... Et sa justification (surtout pour les élus) soit accessible en ligne par tous et tout le temps.

Qu'ils remplissent leur mandat , en respectant les règles & les lois (fraudes fiscales, privilèges ..)

Les élus, de tous niveaux, doivent pouvoir être surveillés, contrôlés, évalués, révoqués par référendum

NE PAS DONNER FONCTIONNARISER ET FORMATER LES ELUS

?

Qu'ils fasse vraiment ce pourquoi ils ont été élu et non pas pour les intérêts de la finance

Rapprocher la vie des élus de celles des citoyens et donc limiter la durée des mandats à maximum 2 sauf pour les maires des petites communes inférieures à 1 000 habitants

Transparence totale sur les rémunération des élus et des hauts fonctionnaires.Les élus doivent être jugés sur leurs résultats et sur la tenue ou non de leurs promesses électorales.

Que les représentants organisent davantage d'échanges avec les citoyens : style Le Grand Débat, mais à une échelle plus locale ....

Que les avantages des uns soient revus et que l'individualisme des autres soit écarté Que l'écoute soit réciproque et que le discours soit simple et efficace (langue de bois et éléments de langage à mettre de côté SVP) Un soupçon de charisme conjugué à une réelle compréhension Que les élus vivent la vie des sans grades pendant un petit temps .... Limiter les mandats (électoral et de représentation) en nombre (pour mieux se consacrer aux sujets à traiter) et en durée

1- Stopper la communication et la langue de bois: Fournir des informations vraies et non édulcorées. Nommer les problèmes. 2- Avoir une classe politique intègre. Donc casier judiciaire vierge obligatoire. A. Juppé condamné et siégeant au conseil constitutionnel est une honte !!

avoir des élus qui ce préoccupent de leurs électeurs et pas uniquement d'eux les ego surdimensionnés nous en avons assez.

les élus ne représentent pas le peuple actuellement mais qu' une minorité les riches

Un système très participatif ou la population est questionnée très régulièrement où elle donne son avis fait des propositions et surtout où elle est entendue . un système similaire à la Suisse ou on les interroge pour les grandes questions nationales mais aussi pour savoir s'il faut un nouveau centre commercial dans telle ville.....des référendums beaucoup plus fréquents. La population doit récupérer le pouvoir qui a été accaparé par les politiques et il faudrait effectivement qu'isl ne soient là que pour nous représenter, représenter nos idées et pas uniquement les leurs avec dans l'idée d'avoir un travail à vie

Que les élus soient plus connecté avec la réalité du peuple

Des comportements exemplaires des elus, qui doivent oeuvrer pour le bien commun plutot que pour leur interet personnel ou pour celui de leur classe sociale et des lobbys.

Améliorer la communication : que les élus disent plus ce qu'ils font. La presse régionale est un bon support pour cela.

1. Plus de participation à la vie locale 2. formation diplomante à la représentation et à l'animation collective 3. formation à la communication non violente

plus de franchise

Ce que fait le Président Macron : un discours «vrai» et engagé- des actions concrètes - la tenue d'un cap. De la fermeté

Que les élus ne promettent pas l'impossible et tiennent leurs engagements (sanction possible en cas d'échec, ne seraient plus éligibles).

1) Une vraie écoute des citoyens par les élus. Il faut organiser cette écoute et le grand débat est peut-être l'une des ébauches de cela. Il faudrait le démultiplier au niveau des communes, de l'assemblée nationale et sur les sujets sensibles de notre vie démocratique. 2) Dans la mesure du possible, mettre en place des démarches Down - Top pour la recherche de décisions. La démarche doit être transparente et chacun doit pouvoir s'exprimer. Le processus est plus long, mais il est plus «solide» dans le temps et dans l'espace car les gens se sont appropriés la décision. 3) Il faut arrêter de mettre en avant la méritocratie comme la fable des «premiers de cordée». Tout d'abord la méritocratie n'est pas uniquement liée au mérites des individus mais reproduit largement les inégalités sociales. Ensuite, les exemples données sont hors de portée de la plupart des gens. Il faut raconter des histoires de réussites concernant des gens modestes qui ont réussi dans leurs carrières de salariés, de petits entrepreneurs. Il y a de nombreux exemples en France. Je fais partie d'une association qui aide de nouveaux créateurs d'entreprise et je peux témoigner de la qualité des gens que je parraine : ils sont inventifs, innovants, travailleurs, prêts à s'impliquer pour réussir et ils réussissent. Ce sont ces exemples qu'il faut mettre en avant. 4) Il faut aller rencontrer régulièrement les gens dans tous les coins de France, même les plus petits villages. Les politiques doivent connaitre les problèmes de leurs concitoyens même les plus éloignés. Des débats doivent être organisés dans des petites communes avec des ministres ou des politiques ayant du pouvoir. 5) Par les moyens précédents, il faut redonner un futur aux jeunes français. Il ya énormément de choses qu'ils peuvent faire, mais ils n'ont pas toujours les starters et ils abandonnent. Il faut donner des moyens aux associations qui peuvent aider ces jeunes pour leur permettre d'entreprendre.

Instaurer plus de débats, mettre en place plus de moyens communications entre les élus et les citoyens. exemple : cours au lycée, journaux d'informations dans les lycées. Se conformer aux résultats des referendums Créer une institution plus proche du peuple Les élus devraient venir au contact des jeunes (écoles, collèges, lycées) pour les sensibiliser Organiser plus de rencontres avec les élus Plus de referendum national et local (commune, région, département)

Il y a une coupure quand les élus font de la démagogie. Qu'ils aient le soucis du bien commun et non de leur pouvoir

limiter le nombre de mandats successifs pour tout élu, aussi bien maire que député

Arrêter de critiquer sans arrêt les politiques . Si nous ne sommes pas satisfait engageons-nous précisément dans un partie politique !

arreter de nous mentir et prouver que l'engagemnt des élus est désintéressé et qu'ils ne travaillent pas pour leur gloire mais pour le bien des citoyens

En finir avec la possibilité de faire de la politique un métier, ce qui est unique en France. Cela passe par une mesure radicale dont personne ne parle : l'interdiction de se représenter. Plus que le cumul des mandats, le renouvellement de 2 mandats successifs est la cause essentielle de l'inefficacité de nos politiques : à peine élus, au lieu d'attaquer de fond en comble les chantiers des réformes, passés quelques mois à bénéficier d'un état de grace, les élus sont tétanisés par une seule idée : se faire réélire, donc ne pas faire de vague. L'élu qui sait qu'il ne pourra prolonger son mandat fera le travail en profondeur sans cette crainte. Et puisque les mandats sont plus courts, on pourra se souvenir des réalisation faites par le prédécesseur qui pourra se représenter 4 ou 5 ans après la fin de son 1er mandat . L'élu non rééligible pourra candidater pour un autre mandat (local/national...) et surtout, retourner à la vie active se replonger dans la «vraie vie». Autre point : C'est étonnant de voir comment les

élus d'opposition restent inutiles et stériles. ils restent collés à une enceinte politique où ils ont peu de pouvoir et passent uniquement leur temps à démolir la majorité. Au lieu de cela, ils devraient aller voir et découvrir comment ca se passe dans les autres pays, thème par thème. Personne ne le fait. Nos élus ont le regard sur le nombril de la France et ne s'ouvrent pas au monde pour découvrir ce qui marche mieux ailleurs. Du coup, leur réflexion est plate, sans idée nouvelle, sans imagination, sans audace, sans idée, sans perspectives nouvelles...

Que les élus nationaux assument leurs responsabilités. Ce serait un bon début.

des échanges/consultations par internet entre l'élu et ses électeurs

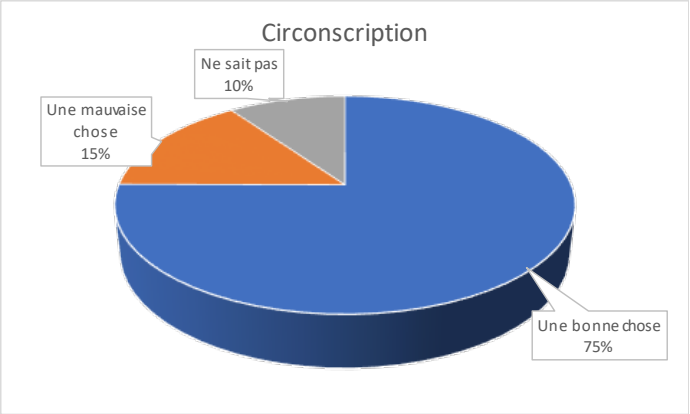
Pour redonner de la confiance : es élus devraient être responsables de leurs actes politiques sur leur biens propres ; restreindre le train de vie des grands élus de la République

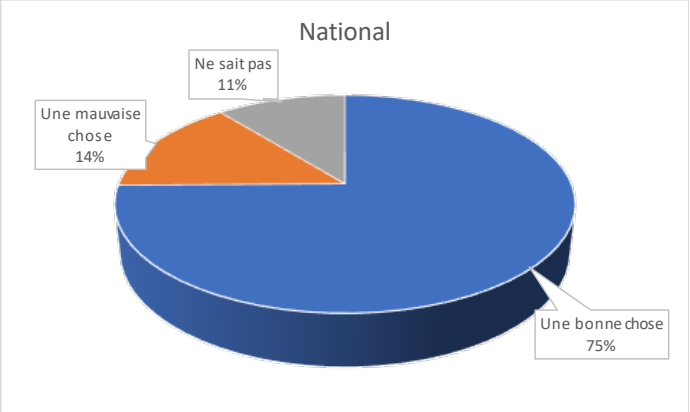
une information plus claire et régulière

Potentiellement modifier 'le profil' des élus. Faire que les élus, comme dans certains pays, vivent dans 'le monde commun à tous' et pratique la politique en parallèle.

information régulière des élus. Point sur les réalisations.

Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :





Pourquoi ?

un mandat demande un fort investissement si on veut l'exercer correctement. C'est suffisant.

cela permet d'éviter les baronnies et l'instauration de mauvaises pratiques...

Si ce non cumul était respecté cela permettrait une meilleure disponibilité des élus pour leurs missions. Un partage de compétences.

Il faut du temps pour s'investir dans chaque mandat et faire correctement son travail. L'excuse de l'éloignement du terrain (quand on est obligé de choisir entre député ou maire) est mauvaise, car rien n'empêche les députés et sénateurs de consulter les acteurs de terrain. Le cumul aboutit à une confiscation interminable du pouvoir de décision par des hommes politiques qui bâclent leur travail.

C'est une démarche d'exemplarité

CELA COUPE OBLIGATOIREMENT LES ELUS DES QUESTIONS QUOTIDIENNES DU TERRAIN

On ne peut pas faire correctement plusieurs mandats, problème de temps et de présence dans des lieux différents et éloignés.

c'est une bonne chose mais on doit aller plus loin. un élu ne doit pas pouvoir siégé dans plussieurs instance. (un élu municipal ne doit pas pouvoir se présenter à une autre élection. Obligation de présence sinon pas d'indemnité.

Cela a permis un renouvellement très important du parlement (plus jeune et plus féminisé)

Non cumul des indemnités ! Maintenant faut aller plus loin

LIEN TERRAIN-ASSEMBLÉE NATIONALE

Eviter que des baronnies et un système d'allégeance se mette en place, permettre un renouvellement sain pour la démocratie

Pour que l'élu se consacre pleinement à sa fonction. Je pense que le postionnement d'un élu local et national n'est pas le même et peut amener un élu à être schizophrène voire contradictoire.

Permet de faire évoluer, un peu (...) la pensée unique... apporter des idées neuves et de l'innovation. Un élu ne peut pas tout faire bien, il est donc essentiel qu'il se concentre sur une seule tâche, pour qu'il accomplisse pleinement son travail de manière qualitative dans l'intérêt général des citoyens qui l'ont élu et qu'il représente.

Tout en maintenant des dispositions visant à en limiter les effets négatifs sur une longue période, le cumul de certains mandats (député-maire, sénateur-maire par exemple) avait incontestablement l'avantage d'une connaissance du terrain qui peut manquer aux seuls dépositaires d'un mandat national.

la politique n'est pas une profession la stabilité dans le même environnement entraîne à terme copinage, routine manque d'innovation, ... sécheresse intellectuelle

parce que si un élu veut bien remplir son rôle, il faut qu'il se consacre à une tâche à la fois.

un mandat à 100% du temps , on evite les cumuls de mandats, source de corruption et de clientelisme, on limite les pouvoirs de celles et ceux qui sont tentés d'en abuser. la politique ne doit pas être un metier, ni une carriere, mais une vocation , on paie les mandants sur la base d'un forfait unique par élu , source d'economies pour tout le pays. pas plus de 5000 € par elu quel qu'il soit.on supprime les avantages en nature (train...) et les immunités.

Zéro plus zéro égal la tête à toto

cela multiplie le personnel politique, qui constitue une caste à part

s'ils ne font qu'une chose , ils seront peut-être plus présents dans leur région à écouter leurs concitoyens.

Pas de cumul de mandats et après 2 mandats dans une fonction, c'est fini.

Je pense qu'une bonne personne avec de bonne intention pourrait cumuler les deux. Mais la politique est un métier, et ce qui en font le leur cherche juste à cumuler les revenus.

changement de population, de métiers, suppression des vieux routard de la politique

Un seul mandat permet une meilleure action moins dispersée

Certes, cela permettait surement d'avoir un ancrage local pour les élus nationaux. Mais l'intérêt de voir plus de têtes émerger grâce à une plus grande répartition des mandats me parait tout de même essentiel. Malgré tout, je pense que c'est l'impossibilité de cumuler des mandats dans le temps qui permettra de restaurer la confiance envers les institutions. Comment avoir confiance en des personnes comme Gérard Colomb qui tient la mairie de Lyon depuis des années, qui laissent sa place pour aller au ministère de l'Intérieur et qui, quand il en a marre, revient récupérer sa place? Quelle démocratie permet ça? A-t-il été réélu par les citoyens? Non, seulement par un conseil municipal acquis à sa cause. C'est parfaitement abject que des institutions permettent cela.

c'est un travail à temps plein

les nouveaux Députés n'ont pas toujours un ancrage local ; ils devraient avoir eu au moins un mandat local avant d'être Député

Les députés et sénateurs ont besoin d'être maires pour rester dans la réalité , sinon ils sont «hors sol»

Par contre il faut garder un lien entre le terrain et le niveau national, mais il ne faut pas que la multiplication des mandats entraîne dispersion et absence de réflexion de fond. Un élu n'est pas là pour répondre uniquement aux lobbys et intérêts particuliers. Il doit avoir l'honnêteté de prendre du recul et de relativiser tous ces intérêts particuliers au regard de l'intérêt général. Actuellement nous observons une gestion des décisions par l'addition d'intérêts particuliers et non avec le filtre de l'intérêt général. Il faut savoir faire la différence entre électoralisme et mandat politique. Mais trop souvent un élu pour durer doit savoir tourner avec le vent au lieu d'expliquer pourquoi on ne donne pas suite au besoin particulier exprimé. C'est aussi un problème de transparence.

On ne peut pas faire correctement un travail pour lequel on a été désigné en cumulant les mandats

Pour pouvoir se consacrer pleinement à leur charge.

Le problème est que tout le monde continue d'accumuler les mandats

Mais il faut aller encore plus loin

meilleure implication des élus.

La politique ne devrait pas être synonyme de carrière mais de motivation personnelle tournée vers la collectivité.

Le contact avec les régions est indispensable.

pour travailler efficacement il faut un seul mandat

dans tous les cas il y a trop d'élus et ceux ci n'accomplisse pas leurs missions correctement et ne se rende même pas aux réunions, qu'ils aient un mandat ou plusieurs

Un seul mandat implique forcément plus de temps à passer auprès des citoyens

En principe le non cumul devrait dégager du temps pour rencontrer plus souvent les citoyens

Ces fonctions correctement assurées ne sont pas des temps partiels. et pour ceux qui veulent cumuler les fonctions, il ne devrait pas y avoir cumul des rémunérations ni des indemnités. De plus, cela peut limiter le favoritisme envers le «territoire» de l'élu. Combien d'élus on dépenser des fortunes en argent publique pour que des projets nationaux favorisent leur ville, alors que cela n'est pas pertinent (autoroutes, TGV, centrales nucléaires ...)

pour faire son travail correctement, il faut du temps : on ne peut pas être de partout en même temps. Et le cumul des salaires en temps de crise est indécent

Si un responsable est bon autant qu'il travaille le plus possible pour nous.

trop, c'est trop

Nos représentants ne doivent pas être des professionnels de la politique. Il faut permettre une large représentation à tous les niveaux et non concentrer « le pouvoir » aux mains de quelques uns.

il faudrait y rajouter les maires et adjoints divers etc... plus de communauté de communes avec une équipe qui cumule tous les mandats possibles. fin du mille feuille.

Les maires qui sont plus proches des réalités doivent siéger au parlement

Le cumul des mandats est aussi un cumul des indemnités et donc la porte ouverte à l'appât du gain plutôt qu'à la mission d'intérêt général. Un Maire est fort occupé et il ne doit pas être aisé d'occuper pleinement la fonction de député ou sénateur sauf à en négliger une des deux tout en ne négligeant ni indemnités ni avantages. Mais il est vrai que le Maire, confronté à la réalité du terrain, peut être un bon représentant du territoire.

Cette loi est en train de fabriquer des élus hors sol. L'idéal serait d'autoriser le cumul député/Maire pour les communes à moins de 100 000 habitants.

Les carrières exclusivement politiques avec l'obsession de la réélection amènent à toutes les compromissions

Eviter de fabriquer une castre des notables à vie.

Il éloigne le député des citoyens

Il évite à un seul élu de monopoliser l'opinion publique.

Trop d'elus ne travaillent que pour leur réélection, et tant pis pour le pays.

La politique ne doit plus être un métier et une carrière à vie Il faut du renouvellement du sang neuf pour oxygéner le pays, il faut que les politiques institutionnels forment et acceptent leur successeurs Inadmissible de voir des élus qui se maintiennent en politique en utilisant toutes les ficèles pour barrer la route à leur concurrents sur le terrain alors qu'ils devraient être depuis longtemps à la retraité en ayant assuré leur succession dans l'intérêt des causes qu'ils sont censés servir non pour eux même mais pour le bien collectif

Parce qu'ils ne peuvent pas sérieusement être partout à la fois et parce que le cumul aboutit à en faire des professionnels de la représentation populaire, ce qui n'est une bonne chose

Mais pas suffisant. Il faudrait limiter à deux mandats successifs (tout type de mandat confondu) pour éviter le carriérisme. Il conviendrait aussi de mettre sur un pied d'égalité les élus venant du secteur public et ceux venant du secteur privé : ces derniers n'ayant pas la garantie de retrouver leur poste à la fin de leur mandat.

limiter le cumul des mandats a 2 sauf pour les ministres qui ne pourraient etre que ministre et limiter les mandats successifs au meme poste a 3 consécutifs et plus de mandat électif apres 75 ans

Pour se consacrer pleinement à leur rôle

Qui trop embrasse mal étreint.

Pas suffisant et pas total Beaucoup d'élus rusent en se mettant vice président ou 1er adjoint et en continuant de tirer les ficelles : 1 seul mandant quelqu'il soit.

Ça évite la création d'un system caste

Que chacun s'occupe à plein temps ce pourquoi il a été élu

Parce qu'il est sans doute bon que les élus nationaux soient au fait des réalités locales de la «France profonde».

Etre focus sur le mandat mais attention le deputés se deconnecte aussi en n'etant pas maire

Pour mieux servir la nation dans une seule tâche.

au départ j'avais noté une mauvaise chose, mais après réflexion c'est une bonne chose, car personne ne peut cumuler des emplois impliquants en le faisant correctement. un député ou sénateur par exemple, la possibilité pour ne pas être coupés des réalités, peut participer à la vie associatives de sa ville, aller faire ses courses, utiliser les transports en commun etc ... il sera confronté aussi à la vrai vie comme tout un chacun. Pour aller plus loin, leur enlever un certain nombre d'avantage n'ont associé directement à leur mission publique.

Un député ou un sénateur devrait avoir suffisamment de travail pour s'occuper à temps plein. Sinon, on doit diminuer leur nombre.

Bonne chose car pour moi il est impossible de faire deux métiers en même temps correctement et pourtant il y a bien deux salaires !! Mauvaise chose car on se retrouve à avoir des députés ou sénateurs n'ayant aucune notion de la réalité quotidienne actuelle...

trop de dispersion nuit à une bonne activité et accroit les dépenses publiques

Le cerveau n'est pas multitâche et les agendas non extensibles : 1 mandat = 1 tâche = 1 salaire.

Equité et justice : nos élus sont à cette place pour servir le peuple et non pour SE servir !!!

Trop de mandats c'est moins de disponibilité pour chaque mission à effectuer.

Nous n'en voyons pas encore les effets. Evitement du copinage et du lobbying

Cela multiplie les coûts

Un député ou sénateur doit être présent à toutes les séances et votes qui décident de la vie de la Nation.Député ou Sénateur oui mais moins nombreux à temps plein et avec plus de moyens pour exercer leurs mandats ,pas seulement dans la circonscription.Pour rendre des comptes aux citoyens qui sont leurs mandants organiser des réunions de bilan au cours de son mandat.

le non cumul est une bonne chose pour ceux qui font de ces mandats juste des rentes juteuses. Par contre, cela éloigne du terrain. Il faudrait rétribuer les parlementaires à leur présence et non à leur titre. On ne paie pas un salarié qui ne va pas à son travail ! C'est de l'argent public gaspillé. Même règles pour tous.

car un élu doit se consacrer pleinement à sa tâche

il est impossible de bien faire deux métiers à la fois!

Faites correctement, ce ne sont pas des activités à mi temps.

ils deviennent hors sol. Paris n'est plus vraiment la France et nos gouvernants ne la comprennent plus, cf gilets jaunes

les parlementaires ne doivent pas se contenter de débattre de différents sujets, ils doivent voter des lois simples , pragmatiques et efficaces; qu'ils se consacrent entièrement à cela et uniquement à cela dans leurs hémicycles. Qu'ils ne se dispersent pas en discours inutiles et ils ne sont pas suffisamment compétents pour faire 2 jobs !

Cela aide le renouvellement des élus et réduit l'effet baronnies locales

Le non-cumul des mandants est une très bonne chose et dévrait être encore élargi à la société civile. Il est totalement anormal que certains dirigeants d'entreprise soient pdg d'une entreprise, puis travaillent également dans le consulting, et soient également dans les conseils d'administration d'autres entreprises... Le non-cumul est très bien car cela évite des situations favorisant les conflits d'intérêt, la concentration des pouvoirs et donc la malhonnêteté

meilleur concentration sur le mandat en exercice

La question est biaisée. Cumul «d'informations» pourquoi pas si les compétences peuvent servir l'avancement de projet. Mais cumul des avantages et salaires correspondants, non ! C'est illogique. L'ubiquité n'étant pas de mise, le temps de tout faire n'est pas à portée d'un mortel. Il faut de ce fait nécessairement rémunérer quelqu'un de plus et qui n'a pas la fonction pour faire le travail. Autrement dit, le cumul coûte triple et met les responsabilités dans les mains d'inconnus qui n'ont pas été désignés démocratiquement.

pour être à plein temps dans un mandat

Il faut simplement plafonner les rémunérations et accepter un mandat local et un mandat national. Dans l'emploi du temps national prévoir une semaine par mois de présence sur le terrain

Permet à l'élu de se consacrer complètement à une responsabilité politique.

A condition que les députés soient plus visibles dans leur circonscription

Un mandat ne devrait pas remplacer une activité professionnelle. L'élu devrait seulement avoir des temps de décharge pour son mandat. Donc seul un mandat devrait être possible, pour laisser aux élus le temps d'aller au boulot à côté.

En tant qu'entrepreneur, j'arrive à peine à réaliser ma seule activité par manque de temps, comment peut-on cumuler des mandats de professions aussi chronophage que députés et maire par exemple ?

il permet de faire naître des nouveaux talents

Evite une rente de situation

Cela permet une meilleure représentativité car il y a plus d'élus. Cela oblige les élus à garder les pieds sur terre et une proximité avec le monde de l'entreprise car dans la carrière d'élu le passage par le monde de l'entreprise va devenir plus fréquent.

Plus de temps pour se consacrer a sa fonction, eviter cumuls fictifs (double fonction et salaire pour un temps limite)

Parce qu'un parlementaire doit rester responsable au quotidien vis à vis d'administrés exigeants et critiques. Cela doit conduire à rendre compatible la fonction de maire d'une commune (jusqu'à 60 000 habitants ?) avec un mandat parlementaire.

que les parlementaires puissent se consacrer entièrement à leur taches.

Les élus ne devraient pas faire de longues carrières et ne penser qu'à être réélus la prochaine fois. Il devrait s'agir d'un service qu'ils rendent à la nation. ne pas cumuler les mandat leur permet d'être à fond sur une seule tâche.

Parce que on ne peut pas faire bien deux choses à la fois. Ne revenez pas sur cette réforme car: 1. il faut arrêter de faire et défaire. Cela crée de l'instabilité et justement joue en défaveur des élus (cf. supra) 2. ceux, notamment à droite, qui veulent revenir sur la réforme ont toujours des arguments éculés. Un député qui ne serait pas maire serait coupé de la réalité du terrain. Mais rien ne les empêche d'être conseiller municipal. Un parlementaire qui a été maire pendant un ou deux mandats et qui obtient un mandat national, n'a-t-il pas la compréhension du terrain ? Ce genre de caprice me fait penser à un colonel qui aurait la nostalgie de son temps de jeune officier et qui voudrait continuer à commander une section, pour être près de ses hommes 3. si la réforme institutionnelle proposée en 2017 est votée, il y aura moins de députés et surtout moins de circonscriptions. Le non-cumul des mandats sera d'autant plus nécessaire quand un député aura pour circonscription la moitié d'un département.

parce qu'un maire élu député est très au courant des problèmes d'une commune, et donc du peuple français (ou étranger)pas un jeune énarque , à peine sevré de ses études... N 'y connaît rien...mais croit tout savoir ..Grave.

Cela permet d'avoir plus d'Elus et donc une meilleures représentativité. Cela oblige les élus qui ont perdu leur mandat de retourner dans le secteur privé ou la fonction publique

Personne n'a le don d'ubiquité. Quand on décide de représenter les autres citoyens, on doit se donner à fond pour un seul mandat, afin d'être présent et efficace. La politique ne doit devenir un métier à vie, comme certains élus le font actuellement.

le député est trop éloigné des citoyens. Trop technocratique

Etre parlementaire c'est un travail à plein temps

Bonjour le non - cumul des mandats est nécessaire car personne ne peut mener deux carrières à la fois sans négliger une partie de ses obligations professionnelles .

En cumulant les mandats, les élus finissent par planer au-dessus de la mêlée sans vraiment s'occuper de rien, il perdent encore plus pied avec la réalité.

On ne peut raisonnablement pas tenir plusieurs postes en même temps correcte. Les élus ne sont pas des sur hommes...

efficacité

Un citoyen de cumul pas les emplois, c'est généralement interdit dans le contrat de travail. les parlementaires doivent uniquement se consacrer a leur mission. Si ils veulent avoir une action local rien ne les empêchent de faire du bénévolat.

Mais il faudrait encore étudier le sujet car il semble que l'adjonction du mandat de maire à celui de parlementaire donne une connaissance plus importante du terrain . Cette interdiction pourrait alors être limitée aux grosses communes et de toutes les façons le cumul des rémunérations doit être limité strictement.

C'est une bonne chose (on n'est pas élu à vie) et une mauvaise chose (les élus nationaux sont coupés des territoires)

On n'est pas multitache, Car avoir plusieurs mandats n'est possible qu'en utilisant des subalternes qui font tout le travail, mais qui n'ont ni la reconnaissance, ni le salaire... Un élu ne devrait avoir qu'un seul mandat à la fois, et SURTOUT qu'une seule rémunération, et donc qu'une seule retraite, quelque soit les fonctions publiques / parapubliques qu'il occupe... ça en calmerait beaucoup.

Faire peu mais faire bien

UN MAIRE QUI ÉTAIT DÉPUTE SAVAIT DE QUOI IL PARLAIT LORS DE SES REVENDICATIONS. LES DÉPUTES ET LES SÉNATEURS D'AUJOURD'HUI NE CONNAISSENT PAS LA VIE DES CITOYENS.

Sauf pour le cumul député ou sénateur et maire d'une petite agglomération, il est impossible d'effectuer les deux tâches simultanément. La contrepartie est une limitation du nombre des mandats identiques successifs.

Un Maire Député ou Sénateur est un élu à temps plein en CDD mais au service de sa commune sa circonscription mais aussi au service de la République une et indivisible.

Chacun doit assurer pleinement sa tâche, être à l'écoute de ses concitoyens et des représentants locaux et assister avec assiduité aux séances de débats et de vôte.

Éloignement du terrain pour les élus nationaux

L'utilité d'un ancrage local des élus nationaux milite pour autoriser le cumul des mandats, mais le cumul diminue l'investissement dans les fonctions occupées. Je suis favorable au cumul de deux mandats maximum, dont un local et un national.

Bof

il faut du turn over

Il est nécessaire que chaque élu se consacre pleinement à la tache qui lui incombe: maire, élu régional, député national. De plus que la politique ne devienne pas un métier dans lequel l'élu cumule les fonctions de façon à cumuler les revenus associés.

On peut espérer qu'ainsi les élus se consacrent quasi exclusivement aux responsabilités pour lesquelles ils ont été élus

les élus peuvent se consacrer à leur unique mandat

Un élu ne peut pas exercer correctement plusieurs mandats consécutifs

Une personne de peut tout faire.

Perte du sens des réalités. Il faut des hommes de terrains. Le concept de député-maire avait du bon. Mais il doit exercer sans faire de clientélisme.

On ne peut pas être concentré et efficace en se dispersant

Un élu ne peut pas se consacrer efficacement à trop de tâches

Le cumul des mandats empêche la participation pleine et entière à la mission d'elu. Chaque mandat est un emploi à plein temps, et doit être considéré comme une mission d'intérêt publique.

Cumul des mandats possible pour les maires des petites communes de moins de 5000 habitants par exemple

C'est déjà compliquer de gérer un mandat ... alors plusieurs ....

Cumul pour les maires des petites communes (moins de 5000 habitants)

Parce qu'on reproche beaucoup aux parlementaires d'être dans leur bulle, Le fait d'être, aussi, maire d'une commune était donc une bonne chose.

oui pour la limitation dans le temps , mais je crois aussi que 2 mandats simultanés peuvent apporter un plus dans la connaissance des problèmes de la société .

Impossible d'être au four et au moulin !

les fonction électives nécessitent un temps complet si l'on veut réellement s'occuper du bien public. Pour garder les pieds sur terre, il est loisible à un député de rester conseiller municipal, par exemple. Le non cumul dans la durée, par exemple deux mandats au plus, évite la tentation éventuelle de la corruption, les dérives perverses du pouvoir, permet le renouvellement des idées plutôt que la fossilisation des fonctions. Douze ans pour un maire, dix ans pour un député, douze ans pour un sénateur paraît une durée suffisante pour mettre en œuvre un programme.

Oui pour les grandes agglomérations comme par exemple Métropole Lyonnaise alors que dans des petites villes ou bourgades, le non cumul peut s'avérer néfaste compte tenu de la faible densité de population,ce qui fait qu'un maire pourrait très bien être député et maire à la fois.Il faut examiner la densité de population ,la Corrèze, le Cantal, la Creuse, l'Aveyron pour ne citer que ces départements pourraient justifier d'un cumul de mandat.

C'est un des seuls moyens pour que la politique cesse d'être un métier mais redevienne la représentation de ses pairs pendant une période; cela permet le renouvellement et la mixisation des élus

Oui et Non. Le problème n'est pas le cumul des mandats, mais le cumul des indemnités de mandat. C'est cela qui coût cher à la Nation

Il est important que les élus nationaux gardent un ancrage territorial. Mais quel mandat peu s'exercer pleinement si ce n'est pas à plein temps ? Différencier cumul des mandats et cumul des indemnités pourrait clarifier les motivations..Par ailleurs il me semble important d'évoquer plutôt la question de la limite de renouvellement des mandats pour éviter les baronnies, particulièrement pour les maires...

la possibilité de cumuler les mandats conduit à concentrer le pouvoir politique entre les mains d'un petit nombre d'individus

Les élus doivent pouvoir se consacrer pleinement à leurs missions pour remplir parfaitement leur rôle. L'absentéisme ne doit pas être toléré.

Le représentant doit être à la disposition des citoyens et à leur écoute. Ils ne peuvent cumuler plusieurs rôles sans dénigrer l'importance de ce rôle. Ils doivent également donner l'exemple vis à vis du monde salarié non autorisé à cumuler plusieurs activités professionnelles.

pour un meilleur travail au quotidien sur le terrain.

Pour éviter la porosité des intérêts personnels, les doubles ou triples casquettes et rémunération. Eviter l'éparpillement.

Pour éviter la confusion des tâches et le clientélisme

Je pense qu'a ces postes, ils sont suffisamment occupés (du moins j'espère car il y a tant à faire pour améliorer notre vie quotidienne)

l'action politique doit être un service aux autres pas une carrière

pour se consacrer entièrement à son mandat

Cumuler 2 salaires c'est du détournement d'argent public.

Le lien avec le local a été distendu ou perdu

pour les députés perte de contact avec le terrain

il est difficile d'avoir plusieurs occupations professionnelles à haute responsabilité. Un seul mandat à la fois pour permettre un investissement des personnes plus lisible et plus proche des citoyens.

Bonne chose, mais toutefois avec des limites.

Il faudrait installer des députés-maires ou sénateurs-maires, bénévoles donc, qui siègeraient à la région (exit le département), puis éliraient un collège pour les représenter à l'assemblée ou au sénat.

Pour qu'ils consacrent 100% de leur temps et énergie a leur mandat

Ne pas concentrer le pouvoir dans les mêmes mains

Parce qu'une personne ne peut pas remplir correctement plusieurs fonctions ! on ne peut pas être à la fois au four et au moulin !

Perte de contact avec le terrain

Un seul mandat est bien suffisant pour faire correctement sa mission et évite toute forme centralisation des deciis

Il faut être concentré sur une tâche pour bien la faire

Que chaque représentant, à son niveau, effectue correctement la mission qui lui a été confiée par les électeurs.

Renouvellement de l'appareil politique. par contre un effet indésirable a été le fait que les élus nationaux ont plus de mal à avoir le contact avec la vraie vie.

En quoi est on plus performant lorsque l'on cumule des mandats ? Au contraire, chaque fonction doit etre consacrée à 100%

pourtant il est bon qu un élu ait une liaison directe avec la région et surtout l'intercommunalité. Ce pourrait être le travail rémunéré de son associé

Car le rôle de député et sénateur est déjà un travail à temps plein

Pour mieux se consacrer à sa tache ;

maire et député ou sénateur, c'est souhaitable

Le cumul avec un mandat d'une petite commune devrait être autorisé

Si une personne obtient un autre mandat, c'est qu'elle a été réélue.

Il est compliqué pour une personne «normale» d'avoir plusieurs activités professionnelles et de les faire dans de bonnes conditions, je ne pense pas que nos parlementaires soient des «surhommes». si on veut faire son métier correctement, il n'est pas possible d'avoir 3, 4 voir 5 mandats en meme temps.

Etre élu, c'est pour exercer correctement son mandat

coupure avec réalité, recherche des privilèges au lieu de servir la collectivité.

Les parlementaires sont coupés des gens qu'ils sont censés représenter. Par contre, on doit limiter le cumul des indemnités et avantages.

Pour le renouvellement du monde politique et pour lutter contre la professionnalisation de la politique.

il est difficile d avoir une action efficace en cumulant les mandats

Le sénat devrait se composer des présidents de régions, de départements et de maires des plus grandes villes

Il faut savoir se concentrer sur 1 mandat. ça favorise le renouvellement du personnel politique et ça permet de se concentrer sur 1 tâche. Néanmoins, il faut réfléchir au mandat de maire ou de maire adjoint dans une ville de moins de 10 000 habitants

Il ne faut pas couper les liens entre nos représentants et leurs territoires.

restons basique : une personne n'a pas le temps de faire 3-4 mandats en même temps : il doit se consacrer entièrement et pleinement à un seul. Moi mon maire on ne le voyait jamais car il passait plus de temps à Paris en tant que député.

chacun son job!

Il faut toujours plus de représentants nationaux légitimes. De quel type de population sont-ils les représentants aujourd'hui? quelle est la fraction de médecin de notaires d'avocats comparée à celle qui représente le monde agricole le monde du BTP, le monde des chômeurs, le monde des travailleurs pauvres? la diversité de la société est-elle représentée dans ces institutions? bien évidemment non

Un seul rôle est suffisant si on veut le faire correctement

Parce qu'une journée n'a que 24 heures et que pour bien faire son travail il faut du temps.

Nos élus ne doivent pas s'enfermer dans leur Tour de Babel ils doivent être auprès de nous; rendre visite dans les villes les villages auprès du peuple se renseigner sur les conditions de vie des Français de tout bord.

Il est important d'avoir une représentation nationale des intérêts locaux mais limiter le nombre de mandats simultanés

Théoriquement pour s'occuper à temps plein de ce pour quoi il a été élu.

Salaires accumulés = INACCEPTABLE !

il faudrait permettre d'être en même temps d'être membre d'un conseil municipal d'une petite commune

Le non-cumul des mandats, de mon point de vue, permet de challenger les acteurs et d'apporter des idées nouvelles.

je ne suis pas certain que le non-cumul des mandats fut voté en 2017

Parce que chaque mandat nécessite une grande implication si on veut faire le travail correctement.

leur intéret du cumul est le cumul de leur salaire

Il faudrait durcir cela. Le non-cumul actuellement proposé est trop laxiste.

C'est indispensable pour qu'ils se dédient entièrement à ce pourquoi ils ont été élus

On ne peut pas leur reprocher ensuite d'être loin des réalités du terrain.

Plus d implication et participation à des commissions Ou projet est suffisant. L argument de dire que le non cumul ses mandats éloigne les elus de leurs électeurs est une hérésie

Moins de conflits d'intérêts, meilleur travail dans une seule fonction.

plus de diversité

Afin d'éviter une non remise en question, et surtout permettre un renouveau

cumuler les mandats peut permettre aux idees d être mieux diffusées

Cela permets de mieux débattre lors du vote de lois importantes.

Courir 2 lièvres à la fois ...?

Je n'ai le temps de faire qu'un seul métier à plein temps. Alors quoi ? un maire de grande ville, un président de région, un député ou un ministre pourrait cumuler plusieurs plein temps ??? Difficile à croire. Je n'oublie pas la petite scène enregistrée pour l'émission d'Elise LUCET où on peut voir des députés venir signer le registre des présences aux séances et repartir aussitôt. Ça se passe de commentaire !

Permet aux élus de passer plus de temps à faire leur métier

Car les élus doivent se concentrer sur un mandat et le faire bien plutôt que mal de partout

les élus doivent avoir un contact avec un territoire local

Il devrait être possible de cumuler 2 mandats comme maire et député mais sans cumul d'indemnités .La durée des mandat devrait ne pas aller au dela d'une réélection . Plus de 10 ans de pouvoir déconnecte l'élu même le meilleur , c 'est humain et cela a ete le cas pour tout le monde y compris Le general De Gaulle.

Oui, ça leur permet de se concentrer sur leur tache. Comment bien faire des taches très differentes, sur des lieux différents ? Si l'une des taches est minime, peut-être (député et maire d'une petite commune par ex). Ca peut même, dans ce cas, permettre de garder le contact avec la base.

les journées ont 24 h pour tout le monde! Le cumul ouvre de plus la porte à un nombre de «collaborateurs» (sortis de SC. PO;;;) qui sont autant de filtres qui aident l'élu à décrocher du monde réel.

Permet de se concentrer sur une mission mais celle-ci doit rester en contact avec la réalité de terrain

Impossible pour une personne de ce consacrer correctement à plusieurs missions en même temps.

on ne peut faire correctement 2 choses a la fois

pas assez restrictif on ne peux faire correctement une chose a la fois

Pour se consacrer a plein temps a leur mission

Bon pour les maires de grandes villes mais c'est dommage de se priver des connaissances et de l'expérience des élus locaux proches du terrain.

il est bon qu'un député soit en prise avec le réel

Il y a eu trop d'abus et de scandales dans le passé sur le cumul des mandats.

Il est utile pour garder une «proximité terrain», mais dans les fait difficile de concilier le cumul des charges de travail avec une réelle proximité. Il faudrait peut être imaginer un système de mandat court alternatif. La limitation du nombre de mandats dans le temps peut être une solution. (un local et un national)

1) C'est pour moi une bonne chose en ce sens qu'il réduit le temps de mandat de l'élu. Je pense qu'un élu ne doit pas faire plus de 2 mandats dans une même fonction. 2) Les citoyens se sentent éloignés des élus car ils ont face à eux des professionnels de la politique et non des représentants de leurs intérêts. Il est inadmissible, qu'une personne ait fait toute sa vie de 18 à 75 ans dans la politique. 3) Des mandats sans limites entrainent la perte de vision de son rôle, la démagogie pour rester en place sans tenir compte de l'intérêt général. Ils favorisent la mise en place de réseaux d'influence qui sont sans lien avec l'intérêt général et peuvent être corrupteurs.

Pour se concentrer sur une seule mission et ainsi laisser libre d'autres mandats pour les nouvelles générations

Coupe de la base

Meilleure présence

Plus que le non cumul, c'est la non rééligibilté qui devrait s'imposer obligeant les élus à changer de poste, à abréger leur carrière, à laisser la place à d'autres, à prendre le temps entre 2 mandat d'aller s'enrichir par l'études d'autres pays/régions à l'étranger.

Car les rentiers de la politique vivant aux crochets de l'argent publique ne sont que des parasites.

ce sont des fonctions à plein temps. Le cumul des mandats en fait des fonctions à mi, tiers, voire quart de temps

Plus l'homme politique s'éloigne du citoyen, moins il est en mesure de proposer des textes règlementaires concrets.

pour une implication plus forte car qu'un seul mandat dont le renouvellement devrait être limité qu'à une fois

En écoutant les différents débats, je suis partagée. En effet, il semble que cela dépende du type de cumul. On peut penser qu'il n'est pas possible de faire plusieurs métiers à la fois et que forcément on les fait mal. Pour autant, dans de nombreux milieux cela existe, dans le privé avec des personnes qui travaillent dans plusieurs entreprises et dans le public avec notamment des chercheurs qui enseignent aussi et dans de nombreux cas, in fine, un des rôles nourris l'autre rôle. Sans doute faut-il nuancer le non-cumul des mandats selon le type de mandat.

Il faut rester concentré et actif dans son mandat. Trop de députés et sénateurs absents dans les hémicycles.

Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

Une dose de proportionnelle (20%) à l'assemblée et la suppression du sénat

instauration de la proportionnelle (en gardant une majorité claire pour éviter les situations ingouvernables)

Bcp ne se sentent pas représentés par les partis politiques actuels pas assez modérés. Et trop dans l opposition les uns des autres que dans la construction 'pour représenter les citoyens il faudrait des citoyens et des politiciens avec diplôme. Pdt de République sur concours ?

La fin des baronnies et davantage de diversité. Il faudrait instaurer une limite d'âge pour tous, afin de contraindre au renouvellement, et réduire le nombre de mandats dans le temps. Sans contrainte, il n'y aura pas de renouvellement. Sans la parité, il n'y aurait presqu'aucune femme en politique.

C est assez représenter donc rien.

DISSOUDRE L'ASSEMBLEE NATIONALE ACTUELLE ET PROVOQUER DES ELECTIONS UN PEU A LA PROPORTIONNEL RENDRE LE VOTE OBLIGATOIRE

DEBATS TELEVISES DE DEUX HEURES entre WAUQUIEZ et ASSELINEAU par exemple

La seule solution est la proportionnelleintégrale.

imposer la proportionnelle intégrale à TOUTES les élections.

Introduire la proportionnelle à hauteur de 25%

Proportionnelle significative (mais pas intégrale)

PROPORTIONNELLE

Une petite dose de proportionnelle, parce qu'il faut avoir des exécutifs gouvernables, et en même temps assurer une représentativité des différentes sensibilité

Plus de proportionnelle et de consultation citoyenne à l'échelle locale.

Une dose de proportionnelle.

introduire une dose limitée de proportionnelle (15 à 20% maximum)

un peu de proportionnel mais en gardant un pays gouvernable

un panel d'élus représentatif de toute la société dans chaque conseil politique.

le vote à la proportionnelle à toutes les élections

Des sociologues des historiens et des design thinkers et des citoyens

la proportionnelle

Introduire une dose de proportionnelle (pas inférieure à 33%) pour les élections des députés de l'assemblée nationale. Redéfinir le découpage électoral pour que chaque député représente un nombre égal de citoyen.

La proportionnelle....

Pouvoir écouter et s'inspirer de toutes influences.

former dans les lycées sur ces sujets

Elles sont très bien représentées actuellement

Changer le mode de scrutin et passer à un mode de scrutin par point. Exemple: je donne 10 pts au candidat A, 7 au candidat B, etc et non pas seulement un scrutin uninominal à deux tours.

Une dose de proportionnelle dans chaque élection (25% par exemple)

au moins 30 % de proportionnelle aux Legislatives

le pays a besoin d'une majorité : la proportionnelle intégrale est dangereuse à cet égard.

La proportionnelle avec cependant le risque d'inaction par absence de majorité mais il faut qu'un grand nombre d'élus arrêtent de se comporter comme s'ils étaient en représentation. Nous avons besoin d'élus qui défendent l'intérêt général, qui sont capables de prendre du recul qui essaient de comprendre et d'analyser les situations mais toujours avec le filtre de l'intérêt général.

Elles sont bien représentées, mais pas assez écoutées.

Déjà, la proportionnelle ensuite tenir compte des votes blancs Aujourd'hui quel est l'interet de prendre sa voiture pour aller voter blanc ? Peut être de l'ecologie !!

La proportionnelle à un dosge plus élevé notamment pour les elections législatives (Cf. nombre de sieges PS / Rassemblement National, qui ne prend pas en compte les résultats quantitatifs d'un vote).

Proportionelle totale

La politique ne s'arrête pas à des combats gauche/centre/droite et extrêmes... redonnons le pouvoir aux citoyens plutôt que de lui faire croire que c'est l'autre qui a la solution à son problème

Une certaine dose de proportionnelle à chaque niveau électoral

Une part de proportionnelle au niveau national et régional

Part plus importante de proportionnelle dans les assemblées

je ne sais pas ce que veut dire sensibilité politique, je suis sensible à l'humain, l'égalité, la fraternité, la justice et l'écologie

Proportionnelle intégrale . Neutralité des médias assurée par un CSA élu par le peuple.

faire ce qu'ils ont dit dans leurs déclarations d'intention : moi qui ne suis pas de cette sensibilité, je trouve que seul E.Macron applique ce qu'il a prévu de faire)

Appliquer La proportionnelle, sachant que les 2 candidats ayant obtenu le plus grand nombre des suffrages au premier tour pourraient se présenter au second.

rien l'électeur choisit qui il veut

Proportionnelle

Il est préférable que les différentes sensibilités puissent s'exprimer dans le cadre des institutions. Un peu de proportionnelle peut oxygéner la démocratie sans rendre la France ingouvernable.

Organiser les élections législative séparément de cette du Président, mi-mandat par exemple. Permettre aux deux chambres de faire plus de propositions de lois, actuellement nous avons l'impression que tous est décide à l'Élysée. Ouvrir un site internet pour chaque député. (comme mentionné ci-dessus)

Elles sont bien représentées vu la multitude d instances. L'important est plus d'avoir une représentation cohérente avec la diversité du monde socio professionnel que de partis qui ne nous représentent pas mais représente des idéologies parfois dépassées (issues du 19 ou 20ème siècle!!). Non à la proportionnel au niveau national et à la représentation par des députés qui ne seraient pas de notre secteur géographique (ils ne sont pas déjà représentatifs de la société civile et de sa diversité !!). La proportionnel au niveau de la commune est plus satisfaisante car quelque soit la sensibilité , les élus sont issu de la commune !

surtout pas la proportionnelle!

Au delà des idées, ce qui compte ce sont les programmes, les projets, les actes.

Incorporer une faible dose de proportionnelle

Assainir la vie politique et assurer un vrai renouvellement. Les français ne veulent plus voir des représentants de partis qui collaborent à la vie publique depuis toujours sans avoir engrangé de réels succès au plan collectif et qui cristallisent la désillusion des citoyens

Introduire une dose de proportionnelle aux élections législatives

Revoir le mode de financement des campagnes électorales et des partis politiques. La sélection ne devrait pas se faire par l'argent : abaisser les plafonds des dépenses et supprimer le seuil de 5% pour le remboursement. Trouver d'autres critères, comme un nombre de soutiens d'électeurs (et non d'élus) pour être candidat.

le pire mal serait le retour a la 4eme republique...les français n'ont qu'a aller voter et que l'on prenne en compe le vote blanc comme un vrai vote en l'incluant dans les % des resultats

Une dose de proportionnelle

la proportionnelle intégrale a l'Assemblée Nationale.

Non... Ça marche comme c'est.

la proportionnelle

Une bonne dose de proportionnelle, mais sans excès (cf l'impuissance de la IVème République).

Introduire de la proportionnelle au parlement sur un nombre reduit de parlementaire , rendre le pouvoir legislatif electif

La vraie question est : les différentes sensibilités politiques auraient-elles vraiment le pouvoir de gouverner comme elles le voudraient si elles étaient aux commandes.

Que tous les votes soient prises en compte et permettent leur représentation.

intégrer le vote blanc

Qu'elles soient crédibles et que leur seul et unique objectif ne soit pas de gagner des élections! Plus sérieusement, une dose de proportionnelle est souhaitable, mais sans mettre en péril la possibilité de trouver une majorité. Éventuellement, une représentation sans droit de vote pourrait être une solution.

Instaurer la proportionnelle ou expliquer pourquoi il n'y en aurait pas !

Une dose de proportionnelle peut-être ?

Une petite dose de proportionnelle.

Instaurer la proportionnelle.

1) Faites 2 chambres comme en Allemagne avec le Bundesrat et Bundestag. Le sénat est complètement daté, il faut une chambre qui représente les régions dans un sytème fédéral français. 2) Mettez une représentativité au Parlement. Apparament problème : les populistes vont prendre beaucoup de place. Le problème est que ces populistes ont un si grand poids éléctoral entre autre car ils ne sentent pas représentés à l'assemblé ce qui augmente le sentiment de frustration au sein du peuple et s'intéresse donc de plus en plus à eux. Seul moyen d'enrayé le problème, laissez les venir par la représentativité, cela fera un petit choc au début puis je suis convaincu que cela se diluera. 3) Faites une présidence tournante en s'inspirant du conseil fédéral Suisse.

je ne sais pas.

Des élus qui ne soient pas des politiques et qui aient eu divers cursus professionnels en prise avec la vie réelle(avec leur lot de difficultés) des citoyens de TOUS les niveaux sociaux culturels. Des gens représentatifs donc.

Une légère dose de proportionnelle peut être envisagée, surtout si le Parlement a un rôle plus important

Instaurer la proportionnelle à tous les échelons de la vie politique : municipales,départementales,régionales,députés parlement €uropéen

Doit-on passer seulement par la politique ?

Arrêter de résumer chaque attitude comme étant de droite, de gauche, d'extrême... Ne pas s'opposer à une idée pour son origine politique (les gens de droite bloquant systématiquement les propositions de gauche et vice versa)

Augmenter largement la dose de proportionnelle

plus de proportionnalité

plus de proportionnelle mais en préservant la chance d'avoir une majorité pour décider et mettre en oeuvre leur politique.

Introduire une dose de proportionnelle à l'assemblée nationale

Prendre en compte votes blancs

Pour moi, les sensibilités politiques sont assez bien représentées en France

instaurer un peu de proprtionnelle

Cesser le diktat des parties. Tout comme il y a des croyants sans église il y a des politiciens sans étiquettes. L'adhésion «obligatoire» à un parti (financement, carrière, etc) oblige à la soumission à des dogmes qui sont l'exacte opposé de la clairvoyance et de l'indépendance d'esprit. Les arrangements de partie (désignations d'élus, accords cachés, ententes électorales, etc.) sont l'une des causes de l'absence de citoyenneté par le verrouillage de l'accès aux fonctions d'élus. Par ailleurs, si le mandat impératif est bel et bien prohibé par la constitution, on peut constater d'évidence que la majorité des députés s'inscrivent tous dans un mandat impératif, ce qui n'arriverait pas sans un parti qui les maintient sous cloche.

la proportionnel au élection

20% de proportionnelle sans revenir à la IV République où le Président du Conseil pouvait avoir une durée de vie de 10 jours

un peu plus de proportionnalité mais sans favoriser l'instabilité comme sous de la IVéme République.

Prendre en compte la parole de tous de manière neutre. Faire des brainstormings anonymes afin de ne pas passer à côté de bonnes idées sous prétexte qu'elles viennent d'un parti adverse ! Arrêter les guéguerre de clans. Plusieurs cerveaux sont toujours mieux qu'un.

50% de proportionnelle aux élections de l'assemblée, et 50% liée aux territoires.

Des élections ouvertes à toutes les tendances ainsi qu'une représentativité dans les médias sont suffisants.

Une dose de proportionnelle

Introduire une dose de proportionnalité (la proposition de 15 ou 20 % me convient) qui en aucun cas ne remette en cause l'apport fondamental de la 5° République sur la stabilité des institutions, même si elle a comme contrepartie une sous-représentation des courants politiques d'opposition à un moment donné.

petite dose de proportionnelle

Plus de proportionnelles, plus de compromis entre les grandes idées défendues par chaque partis.

instiller une dose de proportionnelle aux législatives

La proportionnalité.. Bannir tout parti politique religieux.

Mettre une dose de proportionnelle pour les députés afin que toutes sensibilités politiques soient représentées, mais tout en gardant un système de majorité à partir de 35% de votes (votes blancs inclus) obtenus afin que le pays reste gouvernable.

une part de proportionnelle aux législatives et aux régionales (10 ,15%)

un peu de proportionnelle

Bonjour il faudrait mettre en place un grand nettoyage dans les partis politiques , nettoyer les écuries d ' Augias , car la plupart sont inutiles , et dangereux .

Introduire la proportionnelle à l'assemblée.

Une dose de proportionnelle

Un peu de proportionnelle

Pas une proportionnelle, en tous cas, qui risque de rendre le legislatif faible.

LE DIALOGUE EST SUREMENT LA MEILLEURE SOLUTION. CHACUN POURRAIT DONNER SON AVIS ET ECOUTER LES AVIS DES AUTRES .

Une petite dose de proportionnelle (10 à 15% maxi).

Instaurer à toutes les élections une forte dose de proportionnelle 30 à 40% ou mettre une prime majoritaire pour l'élu ou la liste arrivée en tëte comme aux municipales dans les grandes villes de plus de 2000 habitants.Plus de scrutin majoritaire et découpler les Législatives des Présidentielles désigner les députés qui vont gérer les lois avant de choisir le Président de la République.La V ème est morte vive la VI ème République.

Mettre un peu de proportionelle aux législatives

ouvrir, en fonction de leur représentativité dans l'electorat National, un espace de parole plus important à ces sensibilités politiques dans les débats au sein de l'assemblee Nationale. En revanche, je suis défavorable à la proportionnelle qui est un frein à la décision.

Il ne s'agit pas de les représenter, elles le sont. Comment prendre en compte certaines proposition en dehors de la majorité? Il faut que chacun sorte du jeu de rôle actuel ou il n'y a qu'opposition et jamais compromis ou action commune, sans perdant ni gagnant, hors la démocratie qui y gagnerait beaucoup. Ce n'est pas un problème institutionnel mais un problème de comportement collectif et individuel.

la proportionnelle intégrale

Comme je l'ai indiqué, 20% d'élus à la proportionnelle. Un parti qui obtient un pourcentage de 20% au niveau national et seulement 20 élus sur 400 dans le mode de scrutin uninominal par circonscription (5%) sera en fait représenté par 20 + 20= 40 députés sur 500 soit 8%.

Introduire plus de proportionnelle

Instaurer un peu de proportionnelle

Un temps de parole égal pour tous les partis et une meilleure informations vis-à-vis de ces derniers, de manière à élargir la connaissance de ces derniers et pour éviter le bipartisme.

Du pragmatisme de court terme mais ne pas oublier le long terme

Plus de proportionnelle surtout au niveau local.

plus de proportionnel - plus de réferendum sur les grands sujets de société

Proportionnel

Rendre obligatoire la participation des citoyens aux élections

instaurer de la proportionnalité dans les législatives

Avoir un représentant de chaque partie politique (officiel) en local (mairie)

Modifier le mode de scrutin. Soit introduire une part de proportionnelle, l'idée est sur la table, soit peut-être instaurer en France le scrutin majoritaire à UN tour. Cela a t'il été étudié?

mettre de la proportionnelle à hauteur de 15 à 20 %

Une dose de proportionnelle mais à condition que les votes ne soient pas utilisés comme des manifestations de mauvaise humeur. Cela nécessite donc de la pédagogie citoyenne.

Introduire une dose de proportionnelle qui permette la représentation de la population sans aboutir à une instabilité de gouvernement. Définir les droits de l'opposition. Actuellement, dans un conseil municipal, le mode de répartition des sièges écrase les oppositions, donne au maire un pouvoir quasi discrétionnaire quant à la conduite des affaires de la commune. Les élus de l'opposition n'ont que peut accès à l'information et pèsent pour rien dans les décisions.

Etablir la proportionnelle pour toutes consultations électorales et revoir le découpage des circonscriptions qui,souvent, a été déterminé par rapport aux sensibilités politiques

Proportionnalité

Une intégration d'un pourcentage d'idées dans un projet de loi, proportionnel à sa représentativité dans les hémicycles. Assemblé et Sénat.

La question induit la réponse de la proportionnelle...mais on sait ce q u'a été la 4e république...alors il faut innover. Peut-être une certaine dose de proportionnelle (laquelle ?) mais aussi comme évoqué plus haut, une partie de représentation de la société civile hors partis politiques avec des citoyen.ne.s actuellement non représentés à l'assemblée mais s'engageant à respecter les valeurs de la république, notamment la laïcité.

un peu de proportionnelle

une dose de proportionnelle mais limitée pour éviter l'instabilité politique

Peut être un peu de proportionnelle.

Instaurer une proportionnelle

Instaurer l'usage du numérique pour partager les débats autour des rêflexions de l'assemblée et du sénat

ne sais pas

Porportionnelle

Introduire une large part de proportionnelle dans les élections nationales

Je ne suis pas sûre que cette période montre que les français recherche des représentants de «sensibilités politiques», loin de là.

Les supprimer

que tous les votes soient pris en compte, les votes blancs aussi, et que tous bords soient représentés aux assemblées

les intégrer aux différents débats et prises de décision

1. Financer les partis politiques uniquement à partir de nos feuilles d'impôts 1.1. Dans sa feuille d'impôts chaque citoyen devrait pouvoir choisir d'allouer une somme faible, de manière confidentielle, à une formation politique (et pourquoi pas aussi une ONG ou un think tank parmi une liste pré-établie dont les valeurs et les objectifs seraient affichés). Il serait possible de ne pas choisir et d'attribuer la somme à un pot commun qui serait ensuite distribué de manière équitable à toutes les formations politiques. 1.2. Arrêter de faire financer les formations politiques par toute autre manière. (cette proposition 1. est inspirée du livre de Julie Cagé «le prix de la démocratie», qui me parait prendre le problème politique actuel à la racine...) 2. Vote par valeur : changer le mode de scrutin des élections Mettre en place un «vote par valeur» pourrait contribuer à mieux représenter l'électorat. https://fr.wikipedia.org/wiki/Vote_par_valeurs Le scrutin majoritaire à 2 tours me parait à bout de souffle pour faire émerger des majorités qui fonctionnent vraiment au service de tous nos concitoyens. 3. Travailler à la création d'une 3ème chambre parlementaire, avec des membres tirés au sort dans la population. A l'heure actuelle un des problèmes de la représentation vient du fait que les élus parlementaires viennent tous de milieux homogènes (catégories socio-professionnelles les plus élevées), et que cela constitue une oligarchie de fait. Dans ces conditions, l'expérience de la population la plus nombreuse est inaudible et sans effet. Il s'agirait donc de créer un véritable dialogue institutionnel. Réduire le nombre de parlementaires me parait un faut problème : il ne faut pas moins de parlementaires, nous avons besoins de plus de parlementaires utiles parmi nos élus. Il faut un meilleur équilibre des pouvoirs. Il s'agit de revenir à Montesquieu et de s'appuyer sur une séparation correcte des pouvoirs, et une représentation diversifiée. ...bien sûr les rapports de force font qu'il est très compliqué de faire avancer les idées ci-dessus, puisqu'elles vont à l'encontre des intérêts des instances politiques qui sont déjà au pouvoir. Si des efforts ne sont pas faits par les politiques eux-mêmes suite à des échanges comme ce grand débat, la suite logique sera de trouver des leviers pour créer un rapport de force avec nos élus. Que les choses soient claires : sur ces questions (comme sur les autres) les politiques ne peuvent pas juste nous dire «ce sera nous ou le chaos». Au stade où nous en sommes, les politiques qui refusent de changer de logiciel (et j'inclus le gouvernement actuel, dont le nouveau monde me parait assez ancien) contribuent à pousser les citoyens à bout.

Tirer au sort les citoyens pour siéger a l'Assemblée.

Prendre en compte le vote blanc, ce qui permettrait pour commencer d'avoir une idée plus juste de la représentativité des différents votes

je ne sais pas ne pas revenir sous la 4eme république

Une dose de proportionnelle lors des élections.

La sensibilité politique d'un maire c'est répondre à la demande de l'administré de la meilleure façon possible. Après, droite, gauche, ou ailleurs, c'est l'intelligence de l'intérêt général qui doit l'emporter. Les maires ont du bon sens.

inscrire une petite dose de proportionnelle aux élections

La proportionnelle

Représentation identique pour tous les partis dans l'hémicycle (même nombre de députés pour chaque parti politique)

Rien de plus

améliorer la procédure de vote

Donner davantage la parole aux élus locaux

Une petite dose de proportionnelle, mais en évitant la non gouvernabilité type 4e république.

Peut etre une dose de proportionnelle à l'assemblée nationale

Sans doute une part de proportionnalité mais ceci mérite un vrai débat avec toutes les conséquences positives et négatives suivant le taux choisi

Instaurer la Proportionnelle

Limiter les partis politiques à 2 ou 1

La majorité / L'opposition municipale doivent organiser des débats publics, en cours de mandat, lors des gros projets d'investissement. Pénaliser financièrement un maire et une équipe lorsque le dépassement d'un projet est énorme (cas du musée Confluence à Lyon).

pas de proportionnelle, qui rend le pays ingouvernable, les alliances malsaines, et nous amènent des extrémistes qui bloqueront tout ou feront appel aux bas instincts humains

il s'agit ici de choix societaux et non politiques ce debat ne permet donc pas de les aborder vu les questions posées

15% de proportionnelle pour le parlement

Il faudrait que les télés et radios interrogent les partis minoritaires à des heures de grande écoute, car malheureusement il n'a a pas de réelle équité en ce sens actuellement.

introduction de le proportionnelle a hauteur de 10% et reconnaitre le votre blanc (qui annulerait une election dans le cas ou il dépasserait 25%)

Une petite dose de proportionnelle

Proportionnelle.

Proportionnelle à toutes les échelles. Reconnaissance du vote blanc.

instaurer un pourcentage de proportionelle

Législatives à la proportionnelle intégrale

Introduire une base de proportionnelle au Parlement

le système en place est très bien pour moi concernant cette question

une dose réduite de proportionnelle

Accepter les différences et faire entrer dans ces institutions de représentation nationale les associations. Accepter un débat contradictoire à l'assemblée nationale serait la moindre des choses, comment aujourd'hui accepter cette mascarade de députés aux ordres du pouvoir exécutif?

Proportionnelle

Rien. Pas de proportionnelle supplémentaire

Introduire plus de proportionnelle ?

Que les représentants du peuple soient un pourcentage de chaque profession et non que des enseignants ou des avocats...

Proportionnelle

Un temps de présence dans les médias équivalent...

mettre 20% de proportionnelle

Peut-être engager les citoyens à voter pour un candidat et non un représentant de parti politique...

Scrutin incluant une partie importante de proportionnelle

Remettre une part de proportionnelle.

Il faut une dose de proportionnelle. Lors de l'élection, le vainqueur récupère son pourcentage d'élus. Si l'élu a eu 52% de voix, il y aurait 52 % de représentants à l'assemblée. Le reste pourrait être mis à la proportionnelle.

Une dose raisonnable de proportionnelle dans les élections législatives

Proportionnelle

elles sont bien représentées, ce n'est pas un débat

Un peu plus de proportionnel mais seulement un peu et pas un ajustement au réel.

proportionnelles aux elections

proportionnelle

A part la proportionnelle, je ne vois pas, même si cela doit faire siéger des élus qui ne sont pas de ma sensibilité politique.

Plus de proportionnelle

Plus de proportionnelle, un sénat remplacé par une chambre plus citoyenne composé d'élus de citoyens tirés au sort ....

Elles sont bien représentées , la proportionnelle est une source d'instabilité politique

Un pourcentage de proportionnelle concernant l'élection des députés .

Eventuellement une certaine proportionnelle mais en veillant à ne pas paralyser l'action du parlement.

la proportionnelle. Ça fait 50 ans qu'on le dit!!!

Une dose de proportionnelle

introduire 20% de proportionnel dans toutes les élections.

élections a la proportionnelle

Une vraie proportionnelle à l'assemblée mais pas un ersatz de proportionnelle

Salaire équivalent à la classe moyenne pour mieux comprendre ce que vivent les gens

Proportionnelles integrale des qu'un parti represente plus de 5% des votes. Reconnaissance du vote blanc. Autoriser plusieurs choix hierarchises pour les candidats.

Revivifier la presse locale et régionale où chacun peut s'exprimer tant sur des questions nationales que sur des problèmes locaux.

dose d eproportionnel

Je souhaiterai des débats «sereins» loin du sensationnalisme et de la mise en opposition systèmatiques proposés par les journalistes.

Permettre aux partis politiques minoritaires n'ayant pas obtenu de sièges dans une assemblée de disposer d'un nombre minimal de représentants désignés.

1) Empêcher les cumuls, limiter le nombre de mandats et instaurer une part de proportionnelle au niveau des élections. 2) Je pense que les sensibilités politiques ne sont pas complètement représentées par les partis. Il serait souhaitable d'avoir une assemblée de citoyens nommés par tirage au sort avec un rôle de «vigilance démocratique» et de «proposition de lois» pour les élus. Les débats et conclusions de cette assemblée devraient être régulièrement portés à la connaissance des citoyens.

Elles sont déjà bien représentées. C'est au citoyen de s'informer. D'où l'importance de l'éducation des jeunes et de la communication envers eux. Prendre en compte vote blanc

Certainement, un peu plus de proportionnelle aux élections .

Ne rien faire qui anéantisse l'apparition de majorités stables. Le système de la représentation municipale est une bonne solution : 50% des sièges à la majorité et les 50% restant à la proportionnelle. Ca permet à toutes les tendance politiques d'être représentées, sans affecter la capacité à dégager une majorité.

De la proportionnelle. Ou un système électoral permettant d'avoir de vraies assemblées d'élus représentatives des forces politiques dans le pays. Actuellement, l'Assemblée Nationale et tout sauf une assemblée représentative. C'est scandaleux.

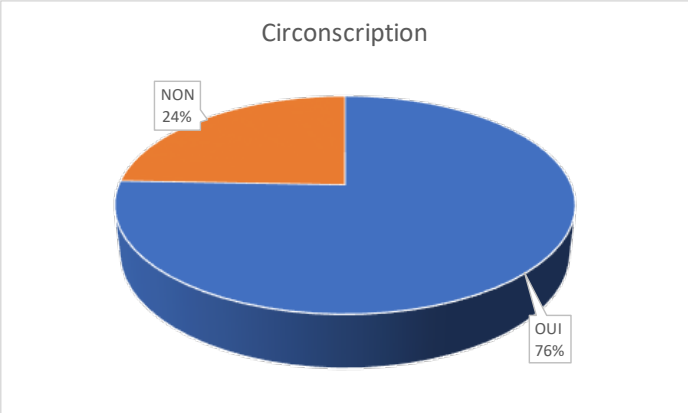
un peu de proportionnelle dans les scrutins locaux

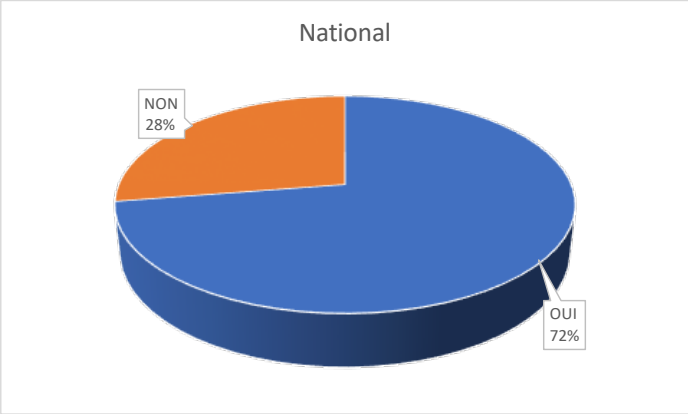
Introduire une part de proportionnelle

un peu de proportionnelle

La proportionnelle semble indiquée. La difficulté, de ma compréhension de l'histoire, est de trouver le juste équilibre pour ne pas avoir un pays bloqué par une non convergence permanente des courants d'idée. Pour cela, il semble nécessaire que quelque soit ses idées, si une idée est bonne, peut importe de qui elle vienne, elle soit adoptée...

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'élus (hors députés et sénateurs) ?





Si oui, lesquels ?

députés + sénateurs ainsi que suppression des Conseils départementaux (cf texte en bas de page)

Les maires

Il faudrait réduire le nombre de conseillers départementaux et régionaux.

Diminuer les communes et donc les maires.

Réduire le nombre de Conseillers Généraux et régionaux. Supprimer le CESE et les CESER.

Conseil départemental

Maire en encourageant la fusion des communes Les élus départementaux en permettant la fusion entre département ou avec une métropole

Tous

ASSEMBLÉE NATIONALE

Fusionner conseiller départemental et régional, cela obligera les conseilleurs régionaux à être ancré au terrain. Fusionner les communes dans les grandes agglos afin qu'elles soient gouvernables (agglo de Reims, 100 communes, Lille métropole 80, Marseille Métropole 90 ... etc : comment voulez vous gouverner de tels ensembles ?? La caricature de l'inefficacité et immobilité c'est l'ile de France : aberrant

Sénateurs en premier lieu et députés aussi

conseils départementaux ou régionaux, conseillers intercommunaux ...

les deux

tous les fonctionnaires en doublon ou plus, depuis l'invention des Régions. Une augmentation pléthorique de fonctionnaires dans certaines communes et un «millefeuille» administratif qui n'a pas été maîtrisé.

dans les assemblées régionales, territoriales et communales + EPCI trop d'elus= trop de depenses supprimons un tiers ou un quart selon le bassin de population moitiés élus politiques (forfait unique), moitiés elus citoyens bénévoles, ca degage des marges pour un budget de fonctionnement du territoire (donc des investissements dans les services publics, aides à la recherche medicale et autres, aides aux migrants, hébergements de SDF....)

Est ce vraiment une question de nombre? Je suis prêtre à avoir 3000 compétences et engagements que 200 godillots

les députés , justement , et , quant aux sénateurs , ils sont parasitaires. Il faut limiter le nombre de députés : un par département pour s'occuper des lois; quant aux affaires locales , elles sont du ressort de la région.

les ministres et les secrétaires de cabinet. un nombre fixe et non changeable à chaque changement de gouvernement

Conseillers régionaux, généraux et municipaux.

Je n'ai pas assez de connaissances pour pouvoir donner un avis.

conseils municipaux, métropole, certains syndicats

Députés ET Sénateurs

les élus du département

Les élus départementaux ou régionaux : leur rôle est mal connu

fusionner les petites communes

Suppression des Départements mais le regroupement des régions est une erreur trop grandes, trop disparates . Renforcement des intercommunalités plus proches du terrain Revoir la création des métropoles il n'y a pas une métropole dans le monde qui soit un modèle enviable d'un point de vue social et environnemental. De plus la représentation politique au prorata de la population fait la part belle aux grandes villes au détriment de la représentation des communs périurbaines. On retrouve le même biais qu'au niveau national avec un tissus rural qui se vide au profit des grandes villes et métropoles. Renforcer le tissus rural au lieu de concentrer les services dans les métropoles qui vident les territoires

Conserver seulement les élus municipaux, régionaux, nationaux et européens : 4 niveaux c'est bien, plus c'est trop.

Pourquoi hors sénateurs et députés c'est justement là le problème

Mais aussi et surtout réduire le nombre de députés et sénateurs (40% en moins)

conseillers régionaux

Sénat

les départements à supprimer totalement . Intercommunalités et régions suffisent. Limiter énormément les commissions dans les métropoles et les régions qui coûtent très chères.

une seule chambre et pas de vote bloqués par parti politiques

Tous

Au niveau départemental et/ou régional.

Les conseils généraux n'ont plus grand intérêt et font souvent double emploi avec les conseillers régionaux.

Supprimer le sénat

ceux qui bossent pour le pouvoir, l'argent et leur carrière

les sénateurs

Il faut plus d'élus car il faut : - des juges élus - un conseil constitutionnel élu - un conseil d'état élu - une cour de cassation élue - un csa élu

le sénat ne sert a rien . surtout qu'ils semblent avoir pas mal d'avantage

Dans les villes de plus de 100000 hab. trop de conseillers municipaux. Dans les conseils métropolitains trop d'élus dans des comités...

Diminuer les coûts et toute l'administration plethorique qui va avec

Élus locaux notamment (département, région, métropoles).

Réduire le mille-feuille territorial, regrouper les communes, supprimer les Départements

Diminuer le nombre de communes, supprimer l'échelon département

trop d'élus dans les collectivités locales, à l'assemblée nationale et au sénat avec des français pour qui le cout est exorbitant et qui aujourd'hui ont le sentiment de n'être plus représentés

Députés et sénateurs. Revoir et alléger aussi le mille-feuilles régional, départemental et local

Ce n'est pas tant le nombre qu'il faut réduire que leur coût et améliorer l'efficacité de leur action, notamment en facilitant la coopération et la coordination. Eviter les guerres de chapelles, les blocages sur des postures politiques ou tout simplement des luttes de pouvoir et de territoires. «Baronnies, Fiefs ....» finalement nous ne sommes pas si éloignés du moyen-âge ! Si les élus (maires, conseillers généraux et régionaux) étaient aussi jugés sur leur bonne gestion, leur sens de l'économie et du bon emploi de l'argent publique dans l'intérêt collectif, autrement que par le verdict des urnes.

tous

De conseilleurs départementaux et intercommunaux et supprimant les couches département et intercommunalité. Il y a certainement également de l'optimisation à faire au niveau du nombre d'élus dans les municipalités

Conseils régionaux conseils départementaux..... pourquoi tant d'administrations

les 2 plus le CESE

Tous, y compris les députés et sénateurs

députés et sénateurs

En réduisant le nombre d'échelons justifiant leur élection (cantons se substituant aux anciennes communes, d'où environ 15 à 20 fois moins d'élus municipaux, etc...)

Reduire le nombre de deputes / renouvellement du sénat plus frequent / plus forte remontée des assemblées regionales / pourquoi pas un senat elu par les assemblées regionales ?

suppression du sénat

en supprimant soit les conseils régionaux ou départementaux. lorsqu'il existe des communautés de communes, avoir un maire pour la communauté de communes et non pas un maire pour chaque communes de la communauté

conseils généraux, régionaux, communauté de communes

Les postes faisant doublon (ou plus) dans les différentes strates de l'administration.

Je ne sais pas quel serait le niveau le plus intéressant à écrémer mais pour moi ce ne serait pas le niveau Maire. Ce serait à mon sens les élus liés aux communauté de communes ou au département ou encore aux régions. Beaucoup trop de couches et de pantouflards trop payés et amis d'autres élus...

les sénateurs d'abord et les députés ensuite !!!!!!!!!!!

Départements, sénateurs (désolé)... Ne garder que les députés, le conseil constitutionnel, les élus de régions, et les maires.

Les hauts fonctionnaires.

Ayant moi-même vécu à l'étranger une bonne part de ma vie, je trouve que les députés des français à l'étranger sont inutiles et pire, ils ne les représentent pas. Je suis favorable à supprimer ces postes et si l'assemblé à besoin d'un avis expert sur un pays étranger, il n'ont qu'à faire payer le transport et la séance à un expert sur un sujet en particulier plutôt qu'un salaire mensuel de député.

tous

Régions et département

Surtout réduire le nombre de députés et sénateurs et qu'ils soient présents dans l'hémicycle au moment de tous les votes et débats, des élus à temps plein et pas des marcheurs très souvent absents au parlement.

les conseils généraux, départementaux. Navrant que la question ne concerne pas les députés et sénateurs , j'aurais répondu OUI!!

Je ne sais pas encore car je ne possède pas toutes les connaissances requises. Mais je pense que la réduction du nombre d'élu est possible.

conseil general maires

Supprimer le sénat qui n'est pas élu au suffrage direct, coute très cher et fait en grande partie doublon avec l'assemblée nationale, quand il ne freine pas ou ne défait pas ce que fait l'assemblée.

regroupement de communes

Il faut considérablement réduire le nombre de communes en les regroupant. Il faut intégrer les départements dans les régions.

L'assemblée régionale totalement inutile

Ds conseil municipal comlunes : ex je suis ds commune moins 3000 habitants 23 elus non payes.. Une dizaine suffirait mais avec salaire pour eviter uniquement des retraités. Par comparaison conseiller et non un adjoint dans une ville comme lyon gagne 1 500 euros alors que tous services st presents avec fonctionnaires ce qui n'est pas cas ds petitrs communes.

Il faut réduire d'au moins 25% le nombre de députés, sénateurs. Il faut en faire de même pour les conseillers régionaux et départementaux. C'est à réfléchir pour les élus intercommunaux

si on reduit le millefeuille administratif il y aura moins d'elus

Tous.

région

L'attribution des différentes compétences depuis le niveau communal jusqu'au niveau national conduit souvent à des compétences partagées et interfacées qui demandent beaucoup de temps et d'énergie à coordonner et mettre en cohérence, sans compter les pertes d'énergie liées aux luttes de pouvoir entre

les différents acteurs. Les niveaux région et département pourraient être fusionnés. L'exemple de la métropole de Lyon créée récemment part d'une bonne idée de supprimer un échelon administratif (fusion intercommunalité / département) mais n'a pas été conduite jusqu'au bout de la logique et ne permettra probablement pas d'obtenir l'ensemble des économies espérées. En effet, il reste un « moignon » de département du Rhône qui aurait dû être rattaché aux départements voisins (Saône et Loire pour la zone de Villefranche, Loire pour le sud-ouest du département). On garde ainsi l'intégralité des frais de fonctionnement du département pour un tout petit territoire. Cependant, lorsqu'on regroupe les compétences, il faut faire attention à conserver des antennes de proximité au plus près des publics qui doivent y avoir recours pour éviter de multiplier les déplacements de moyenne distance des citoyens.

Au niveau des régions et supprimer les départements pour limiter le millefeuille administratif

Les élus des petites communes qui ne représentent que leurs intérêts ou ceux de leurs «amis», les élus des départements et des régions. Les affaires gérées par les collectivités territoriales sont très techniques et assez normées dans l'ensemble, pas besoin d'autant d'élus pour signer ce que préparent les fonctionnaires qui maîtrisent parfaitement leur domaine et ont bien souvent un sens plus marqué de l'intérêt public que les élus.

les doublons

Conseil généraux

Regrouper les communes en intercommunalité et supprimer les communes en dessous. Supprimer les départements au profit des régions.

Il faut simplifier : garder uniquement communes, regions, parlement (assemble nationale uniquement, supprimer le Senat!), gouvernement

Je n'ai pas de réponse précise, sinon qu'il faut éviter les fameux «millefeuilles» administratifs et politiques.

Tous.

Tous, sans exception (_ 10 % à - 15 %) Souvent double emploi, Mais aussi députés et sénateurs ! Pourquoi les exclure d'office ?

Reduire le nombre d'élus locaux en regroupant les communes Supprimer le département au profit des régions

Supprimer le Sénat, qui ne sert plus à rien dans notre 5ème république, et réduire le nombre de députés (max 350) avec obligation de présence à chaque session. Cela permettrait de renforcer la représentation de proximité (Communauté de Communes).

les conseillers départemetaux

Bonjour il faut réduire de manière drastique le mille - feuille politique (commune - agglomération de communes - département - etc .)

Regrouper les communes trop petites. Et réduire le nombre de députés et de sénateurs!

Régionnaux, départementaux, municipaux

Fusionner les collectivités territoriales (supprimer les départements, les arrondissements, les cantons)

Ceux des regions

Tous - Faire des maison d'accueil avec des agents compétant aussi bien poste, pole emploi, CAF, Fiscale, Informatique (intérêt réduire les loyers, les interlocuteurs, le matériel....) - Repenser les responsabilités de chacun si ils n'ont pas de pouvoir de décision a quoi servent les agents publique autant passer par un ordinateur...

LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT QUI NE SERVENT A RIEN OU SI PEU, OU QUI NE SONT LA QUE POUR FAIRE LA POLÉMIQUE ! MINISTRE AUPRÈS DU 1ER MINISTRE CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT. SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉE DE L'ÉGALITÉ HOMME FEMME. MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE CHARGÉE DES TRANSPORTS. SECRÉTAIRES AUPRÈS DU MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE. MINISTRE CHARGÉE DES AFFAIRES EUROPÉENNES SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS DE LA MINISTRE DE LA SANTE. MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Les maires: regroupements de communes

La question est pipée voire piégée les Députés et Sénateurs sont trop nombreux il faut réduire leur nombre de moitié nous avons aussi des parlementaires Européens qui doivent rendre des comptes et faire vivre une Europe démocratique et non technocratique comme c'est le cas avec les commissaires Européens désignés ou la gestion par les hommes ou femmes choisis parmi» les spécialistes» des questions européennes en lieu et place des citoyens non à cette EUROPE.

Regrouper les petites communes de moins de 3 000 habitants Supprimer les départements

Tous les conseils municipaux, départementaux, régionaux

Je ne sais pas

Les département et conseils généraux devraient être intégrés dans les régions

Pourquoi hors députés et sénateurs ? bien sur qu'il faut réduire leur nombres à ceux la !

Suppression du conseil départemental. Les différents niveaux de représentativité maintenus sont la commune, l'agglomération de communes, le conseil régional et l'assemblée nationale. Plus de Sénat mais un chambre consultative telle que le CESE. Le département est maintenu mais uniquement comme entité administrative, l'Etat y étant représenté par le Préfet.

Je suis pour une suppression des élus départementaux avec transfert des responsabilités à la région. Pourquoi les députés et sénateurs ne seraient pas concernés par cette question ?

diminuer le nombre de conseillers ou d'assistants parlementaires nationaux ou européens

Les deux: si absents à deux réunions alors l'indemnité est supprimée.

Réduire le millefeuille administratif en privilégiant les régions et les inter-communalités.

au niveau des département et régions...

Conseiller, parlementaire, députés

Députés et sénateurs

Les deux

Bof!... j'ai longtemps été tenté par l'idée de supprimer les départements . (Tiens, on n'en oarle plus...) Voila qui serait une façon radicale de diminuer le nombre d'élus! Mais ayant pris conscience de la nécessité de bien représenter la ruralité, je ne suis plus sûr que ce soit une bonne idée...

les départements

400 députés et 150 sénateurs seraient suffisants.

réduire le nombre de députés à une moyenne de trois par département, tout en répartissant ce nombre proportionnellement à la population départementale. Réduire le nombre de sénateurs à une moyenne de deux par département.

Supprimer le Conseil Economique Social et Environnemental qui coûte très cher à la collectivité. Bien souvent le refuge d'anciens politiques, sportifs de haut niveaux payés grassement pour un travail ne se justifiant pas alors que les Régions sont capables de remplir ce rôle d'une façon plus efficace car aux contacts de leurs administrés. Supprimer des communes de petite densité

et mitoyennes en facilitant le regroupement et en élisant qu'un seul conseil municipal.

Probablement. Je crains qu'on ait rajouté une couche au mille-feuille avec la création d'un métropole entre la ville et le département plutôt que d'en gagner une!!

Diminuer le nombres de strates du fonctionnement de l'état dans son ensemble. - 1. Communes. - 2. Département ou métropole. - 3. Régions. - 4. L'Etat centrale. Tout le reste doit être supprimé.

Pourquoi hors députés et sénateurs?

Ce n'est pas un non. Je ne pense pas avoir assez d'informations pour me faire une idée précise du sujet. Il faut faire des référendums expliquant sur une longue période comment fonctionnent les choses actuellement, entendre tous les avis et les confronter et à l'issue d'une longue période de 6 mois peut être parmi toutes les solutions envisagées demander aux citoyens de trancher. Manière de faire qui devrait être valable en toutes circonstances. Les élus qui ne mettent pas en application les décisions référendaires sont remplacés.

tous ceux qui sont parfaitement inutiles et pourtant grassement payés.

Il faut accélérer les rapprochements de communes

Avec ma proposition, il faut réduire les élus et mettre en place du personnel compétent et rémunéré pour tenir le site.

Les départements et la région sont en double

réduire les députés et les sénateurs, tenir plus compte des maires

la région: les regroupements administratifs n'ont pas généré d'économies substantielles

Supprimer le sénat

Le problème ne me parait être en soi le nombre d'élus, mais plutôt la manière dont les échelons de pouvoir sont organisés.

Tous. Il faut en particulier supprimer le poste de président de la République, obsolète et dangereux par sa concentration des pouvoirs. Preuve en est : c'est lui qui autorise le débat.

deputes sénateurs afin qu'ils se consacrent sur l'essentiel sur des lois utiles et non faire des lois pour faire des lois qui ne sont pas appliques perte de temps et d'énergie ex loi parent 1 parent 2 ça veut dire quoi???qu'un parent est plus important que l'autre aux yeux de l'enfant vraiment n'importe quoi

Tous.

36000 députés-maires bénévoles, 4 ministres bénévoles(finances, défense-affaires étrangères, police, justice) 1 président bénévole

Députés et sénateurs

supprimer carrément le département. Ne garder que la commune et la région. Cela ferait de sérieuses économies !

Les sénateur et élus locaux

un peu de députés et un peu de sénateurs

Les élus locaux, en procédant au regroupement des communes.

pas d'avis

Pourquoi hors députés et hors sénateurs ? c'est justement eux qui sont trop nombreux ! Fusionner les communes pour éviter les doublons couteux qui ne profitent qu'à certains élus démagogues supprimer les départements

Les 2 chambres pourraient diminuer d'un quart

Syndicat de commune

Sachant que la politique menées actuellement vient de Bruxelles, on peut tout simplement enlever la totalité des députés et sénateurs

enlever les départements ; regrouper certaines communes ; enlever les communes et créer des arrondissements lorsqu'il y a une métropole (cas de Lyon...)

moins de députés (25% en moins), et moins de sénateurs (25% en moins)

15%

Je n'ai pas connaissance du nombre d'élus hors sénateurs et députés.

Députés, Sénateur, Conseil départemental. (il y a trop de personnes élues en France entre les conseils municipaux, départementaux, régionaux, assemblée nationale et le sénat)

Dans le mille-feuilles territorial, mais aussi les députés et sénateurs (n'en déplaise à la restriction de la question)

Sénateurs

Conserver un nombre de parlementaires en rapport avec les opinions, classes sociales, statuts. Réduire le « mille-feuille », Région, communautés de communes, et autres couches, y compris les municipalités pour ajuster le nombre d'élus parlementaires Ne plus rémunérer les élus que sur le temps passé, et régler leurs frais justifiés, en transparence, sur un compte national & contrôlable.

a tous niveaux , regional, departemental, municipal

A tous les niveaux. Réduire les élus municipaux en incitant aux regroupement de communes dans les communes nouvelles et supprimer un échelon, soit les communautés de communes, soit les mairies. Idem au niveau département/ régions. Il faut supprimer un niveau.

Tous. les elus regionnaux départementaux et en mairie

remplacer le sénat par le conseil économique et social qui serait élu et non nommé

Il faudrait les doubler, mettre a coté de chacun d'eux un citoyen comme garant de la présence, de la probité, de l'excellence de cet élu, lui faire profiter de la synergie citoyenne.... et après quelques recadrages si besoin est, la possibilité de révoquer cet élu qui ne serait pas à la hauteur de la confiance à porter à son mandat.

Regrouper les communes

Députés tout en maintenant le principe de circonscriptions territoriales. Non au scrutin de liste

C'est une question à laquelle je ne peux pas répondre Il me semble toutefois que la décentralisation a généré des doublons, mais je ne suis pas une experte. Existe-t-il un benchmark avec d'autres démocraties, comme par exemple l'Allemagne ?

A l'heure de l'informatique est-il nécessaire d'avoir un député pour 100.000 habitants? Faut il faire autant de lois? dont beaucoup ne sont pas promulguées...

les conseillers régionaux

Toutes les strates engendrées par le mille feuilles administratif : région, départements, intercommunalité...

Conseil constitutionnel par exemple

C'est justement le nombre de députés et senateurs qu'il faut reduire ainsi que les commissions et conseils de tous ordres

réduire le nombre de mairie, fusionner les conseils régionaux et généraux.

Une seule chambre devrait suffire

Maires par regroupements de communes. Elus aux échelons intermédiaires

36000 communes, c'est un peu trop par rapport aux pays voisins. Les regroupements de communes sont lents. Les strates qui s'ajoutent rendent les responsabilités de chacun plus difficiles à connaitre. Un seuil mini pour être efficace, c'est quoi : 5

000 - 10 000 habitants ? Pourquoi ne pas réduire ou fusionner départements et régions ? La logique du cheval pour parcourir le territoire semble dépassée ?

Au niveau régional Au niveau local il serait opportun de réunir les communes et donc de réduire le nombre d élus.

Régions, départements, métropoles, communautés de communes, communes.....ça ne fait pas beaucoup tout cela ? Et diminuer le nombre de députés et sénateurs !

regrouper des communes

y compris députés et sénateurs

Diminution des strates : un secteur privé ne serait jamais géré et organisé comme un «mille feuilles»

Moins d'élus, moins de dépenses. Par contre, je ne suis pas en mesure de dire si tel ou tel élu doit être mis à la porte.

communes, département, région, prefectures, territoire , DOM TOM,ambassades, consulats ....etc Liste à a Prévert certes mais arrêtons la gabegie NOUS N'EN N'AVONS PLUS LES MOYENS !

Il faut impérativement regrouper les petites communes dans un soucis d'efficacité

Sénateurs +députés + conseillers départementaux +intercommunalité +communes+métropole en tous genres bref cela fait trop et coutent trop cher .Les couches se superposent , il y a trop d'intérêt électoraux pour mener à bien une vraie politique .

Les régions par ex. On a regroupé certaines régions et quasiment additionner les représentants. Oü est l'économie?

10% des élus sont indemnisés et contribuent bénévolement au fonctionnement des communes. Si on réduit le nombre d'élus on revient au cumul des fonctions et des représentations....

Je ne sais pas vraiment à quoi servent les conseillers généraux ....

La multiplication du millefeuille territorial doit être revue (quid des rapports Balladur, Attali, ...) Il y a le nombre d'élus mais également celui des grands corps ...

Millefeuille administratifs à réduire.

trop de députés et de sénateurs et a partir de 65 ans uniquement a titre honorifique sans salaire

les députes et sénateurs sont trop nombreux et a partir de 65 ans leurs salaires doit être a 0€

Oui mais pourquoi exclure les députés et les sénateurs ce sont justement eux dont il faudrait réduire le nombre. on peut même s'interroger de l'intérêt de l existance du Sénat. le fait que vous l excluiez d'emblée du débat est vraiment problématique

Certains ministaires pourraient de réunir. Réduire député et sénateurs. Il y a des lois votées avec moins de la moitié des élus dans se cas pas besoin de tout le monde s'ils ne respectent pas leur devoir

Que les conseiller départementaux élisent parmi eux les conseillers régionaux.

municipalité

Dans les Régions

Difficile de répondre, car sur l'ensemble des élus d'une collectivité, quelle est la part des élus effectivement contributifs, et des élus plus passifs ?

La réponse est variable. Je pense qu'il faut surtout réorganiser les structures ce qui devrait entrainer une réduction des élus.

Oui car le cheminement d'une loi est beaucoup trop long et cela permettrait de faire des économies Oui à la proportionnelle Non mais à conditions qu'ils soient tous présents pour les débats et les votes Non car il sont proches du peuple

Il serait souhaitable qu'il y ait moins de communes

conseillers généraux

Il faudrait supprimer les départements et les conseils généraux .

tous ceux qui ne servent à rien

C'est moins par la surpression d'une catégorie d'élus correspondant à une collectivité locale particulière que par la réduction du nombre sidérant d'élus correspondant au mille-feuilles Français : mairie, agglo, communauté de commune, conseil départemental....

- supprimer 2 des 4 niveaux du millefeuille administratif français : région, département, communauté de communes, commune - diviser par 10 au moins le nombre de communes en les regroupant sur un seuil de population, par exemple 30 000 habitants, ou sur un seuil d'étendue, par exemple les anciens cantons à la campagne. Voir ce qui existe dans les autres pays européens.

les deux

Je ne sais pas, je n'ai pas entendu suffisamment de débat sur le sujet avec des arguments contraires pour me faire une idée du bien fondé ou non de ce point.

communes, collectivités, métropoles, départements, régions, députés sénateurs, députés européens. il y à vraiment trop de couches. Pour les diminuer, il suffit de limiter la durée maximale de la représentation politique. on ne doit pas faire carrière comme élu.

Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

reconnaître le vote blanc

reconnaissance du vote blanc (avec annulation possible de l'élection), vote obligatoire, en semaine, sur le temps de travail et assouplissement possibilités de vote (cf texte en bas de page)

Je ne participe pas moi même aux élections depuis mes 20ans je n ai voté que deux fois car rapidement déçue ce qui ne signifie pas que je sois complètement désintéressée de la politique mais plutôt dégoutée. . Pour les inciter à participer il faudrait déjà arrêter de les prendre pour des bêtes et que les élus descendent de leur piedestral.

La participation est faible. La France est montée à la 21e place du classement Transparency sur la corruption et pourrait encore améliorer son score. Même si le nombre de condamnations (et de corrompus) est faible, elles tuent la démocratie. Les élus condamnés dans l'exercice de leurs mandats devraient être définitivement inéligibles. Les citoyens n'ont pas confiance en des élus qui ne sont pas exemplaires.

La rendre obligatoire

RENDRE LE VOTE OBLIGATOIRE

Faire des élections en semaine.

DEBATS TELEVISES DE DEUX HEURES entre MACRON et ASSELINEAU par exemple

Il faut rendre le vote obligatoire sous peine d'amende, reconnaitre le vote blanc et imposer un corum pour être élu.

Il faut rendre le vote obligatoire sous peiine d'amende et reconnaitre le vote blanc ou nul.

Rendre le vote obligatoire comme en Belgique

Vote obligatoire comme en Belgique par exemple. Mais les gens retourneront voter quand ils pourront voter pour des gens qui leur ressemblent, et quand ces élus auront un réel pouvoir

40 POUR CENT D'ABSTENTION RENDRE LE VOTE OBLIGATOIRE ET INVENTER UNE PÉNALITÉ CONCOMITANTE À L'OBLIGATION

PAR EXEMPLE SUR LA FEUILLE DE DÉCLARATION D'IMPÔTS CERTIFICAT DE VOTE JOINT

Si les politiques prenaient des décisions qui aient un impact sur les problèmes, les citoyens iraient voter. A force de faire plaisir à tout le monde on ne fait rien. Exemple : la loi d'orientation des mobilités a été précédé d'un remarquable débat national, les assises de la mobilité, avec des centaines de propositions remontées du terrain. Les conservatismes du ministère de l'intérieur, de professions, les arbitrages du cabinet de M le Premier Ministre - pourtant non compétent sur le sujet - ont fait que les mesures les plus efficaces ont été retirés. Cette loi en l'état actuel n'aura quasiment aucun impact sur les problèmes de mobilité. Navrant et tellement représentatif des conservatismes et d'une certain arrogance parisienne

Voter est un devoir. Cea devrait être obligatoire pour impliquer pleinement les citoyens dans la responsabilité de leurs choix politiques.

Prendre en compte le vote blanc. Instaurer une loi prévoyant qu'en cas de vote blanc majoritaire les élections devraient être refaites avec interdiction à ceux s'étant présentés la fois précédente de se représenter.

manifestement insuffisante, elle traduit une désaffection des citoyens pour la vie politique; multiplier les incitations par des campagnes publicitaires plus subtiles que les spots existants, en informant plus concrètement sur le rôle des élus

rentre le vote obligatoire mais plus simple (électronique, délégation,...) et compter les votes blanc.

en consacrant au vote un dimanche plus le lundi ou le samedi afin qu'il y ait 2 jours pour faciliter le déplacement des citoyens.

les citoyens boudent les urnes pour une bonne partie et plus le scrutin est eloigné de leur quotidien, moins ils votent. (cf vote élections européennes, 57 % d'abstentions FRANCE) les citoyens votent si on les ecoutent, si on ne glisse pas seulement un programme tout fait dans leurs boites à lettres ou si on leur serre la main aux marchés ou devant les ecoles. je suis pour une co gestion des collectivités (Etat, collectivités locales) par une assemblée citoyenne avec voix preponderante des elus citoyens pour les sujets économiques, budgétaires, environnementaux, sociétaux. question de reconnaissance du pouvoir au peuple, coherence avec l'idée de democratie participative dans l'absolu apres referendum, democratie directe, sans mandats politiques de représentation

Redonnez nous confiance. J ai été marcheur parce que j ai cru au projet de Stuart up nation. Résultat Benalla, Ferrand, Bayrou, hulot' Colomb ... difficile de s engager faut reconnaître

ils participeraient , s'ils se sentaient vraiment représentés, ce qui n'est absolument pas le cas

vote obligatoire

Vote obligatoire et reconnaissance et prise en compte du vote blanc.

Je pense que c'est un effort très bonne chose ! Tout le monde peu être élu.

participation très faible, par un tirage au sort comme pour les tribunaux

Désinscription des citoyens qui ne vont pas 2x de suite voter. Et donc obligation de se réinscrire pour voter

Prendre en compte le vote blanc.

Pour les intéresser davantage, ils faut que les gens aient la certitude que les élus agissent en leur faveur. Si on suit la tendance politique généralement affichée en public par les 3 derniers présidents, en résumant on a un de droite, un de gauche, et un du centre. Qu'est-ce qui a changé pour la vie des gens? Bien peu de choses. La révocation des élus en cours de mandat est une idée intéressante.

si la participation aux élections est faible, c'est que la politique n'enchante plus nos concitoyens. Le débat politique est plus fait d'invectives et de propositions irréalistes que de vraies propositions pour l'avenir et le bien commun. Les réseaux sociaux ne font qu'amplifier le phénomène. Nos élus doivent tenir un discours de vérité et les approximations et fausses nouvelles qui se répandent doivent être dénoncées avec la plus grande rigueur. Les médias responsables doivent participer plus activement encore à cet exercice pour la démocratie

dissocier le timing des élections législatives et présidentielles

Pour que les citoyens votent il faut qu'ils pensent que c'est utile. Les élus se sont enfermés dans des réseaux et se sont coupés des citoyens.

vote obligatoire ou amende si ne vote pas

Alors que nous sommes en démocratie, il est dommage que les Français ne participent pas davantage . Peu de pays offre cette chance aux citoyens de donner leur avis .En France , ce sont souvent les personnes qui n'ont pas voté qui sont les premières à contester. Beaucoup ont oublié que le vote est une des bases de notre démocratie

La participation sera plus importante quand les élus défendront le bien commun, pas les intérêts des groupes de pression, et quand la séparation des pouvoirs exécutif et législatif sera respectée, ce qui n'est guère le cas quand les députés jurent obéissance aveugle au président de la république.

On a besoin d'Incorruptibles hors circuit politique

je ne comprends que quelqu'un qui ne vote puisse râler après.

Un vote obligatoire

Vote obligatoire contre reconnaissance du vote blanc. Déterminer un seuil, adapté en fonction du type d'élection, où le nombre de vote blanc implique un nouveau vote avec changement d'une partie des postulants .

EN donnant la possibilité de voter par internet en utilisant les identifiants des impots

Donner plus la parole aux citoyens via le RIC me semblent la bonne façon de les intéresser plus à la politique

Lorsque les élus auront un comportement irréprochable, les citoyens reviendront aux urnes.

Le jour où les élus seront irréprochables, les citoyens reviendront aux urnes

Leur redonner confiance est un préalable Comptabiliser les votes blancs et en tenir compte

je crois que les hommes politiques, par leur attitude parfois déplorable, incitent les citoyens à descendre dans la rue, à marcher pour le climat, à s'organiser

Proportionnelle intégrale

Il faut instaurer le vote obligatoire, moi qui vote à chaque élection, je suis outrée du nombre d'abstention

Tenir compte des votes blancs

la rendre obligatoire. beaucoup de pays le font, cela n'est pas antidémocratiques. Ceux qui ne votent pas pourraient avoir des suspections d'avantages sociaux ou autres. Beaucoup dans le mouvement actuel sur les rond points n'ont pas votés

Les citoyens ne participent pas assez aux élections car ils sont dégoutés des hommes politiques. Que les politiques fassent des promesses qu'ils puissent tenir et qu'ils les tiennent quand ils sont élus.

Participation trop faible due au fait de ne pas être toujours représenté. Sentiment d'un vote qui ne sert à rien. Rendre le vote obligatoire et introduire une dose de proportionnelle.

Les Français ne votent pas assez, la faute a qui? Le vote obligatoire serait une solution qui soulèverait beaucoup de contestations. Donc: Chaque élus doit avoir un comportement irréprochable. Le respect absolu des engagements de campagne. S'il doit y avoir des modifications significatives il faut faire un référendum. Arrêter la politique des copains.

Rendre le vote obligatoire surtout pour ceux qui sont aider par nos impôts et taxes

Je pense que le niveau de participation est correct. Plus de reporting des actions et résultats inciterait peut-être les électeurs à se déplacer Des candidats plus issus de la société civile et surtout compétents (sur CV).

Dispenser une vraie éducation citoyenne dans les écoles. Responsabiliser les gens

Rendre le vote obligatoire

Rendre le vote obligatoire, favoriser le vote par application mobile

Comme dit précédemment c'est aux politiques qu'il incombe d'amorcer un véritable virage dans la façon de faire de la politique s'ils veulent ramener les citoyens aux urnes. Les dernières élections présidentielles sont l'illustration du ressenti actuel de la population qui n'a pas vu l'intérêt d'aller voter dans un marasme politique qui a empêché une confrontation des idées pour tenter de trouver des solutions pour le pays Rien détonnant que les français soient aujourd'hui dans la rue.

Il faut laisser chacun libre de voter ou pas, mais comptabiliser les votes blancs

Comme le disait E. Macron lors de la création d'En Marche en 2016 : «Rendre à l'ensemble des Français la place qui n'aurait jamais du cesser d'être la leur : non pas le décor de la vie politique, mais son cœur» - Pour être au cœur, le citoyen a besoin de comprendre, de participer, mais plus encore d'en voir les effets. Si les citoyens se sont éloignés de la politique, c'est qu'ils ont le sentiment de compter «pour du beurre» et qu'ils ont perdu confiance. Alors pour qu'ils participent davantage, ils ne faut pas seulement leur demander de voter aux élections, pour qu'ils ne fassent pas que râler, mais soient force de propositions, il faut leur donner une part de pouvoir, une part de contrôle, avec une forme de votation citoyenne (RIC et non pas RIP) dont les modalités restent à définir, sans doute en commençant par le local. Il faut surtout redonner confiance et la confiance passe par l'exemplarité : les élus se doivent d'être irréprochables, sur le plan de l'éthique, du sens de l'intérêt général, de la compétence et de l'engagement. La politique devrait être un sacerdoce, pas une ambition personnelle ! Si la question sous-jacente est «faut-il mettre le vote obligatoire ?», ma réponse est NON, à condition de prendre en compte le vote blanc. Nul ne peut être forcé à voter et il serait intéressant de pouvoir faire la distinction entre les «je m'en foutisites» et les «tous pourris ! « - En revanche, que l'absence de participation, à plus ou moins long terme, ait des conséquences sur la possibilité d'exercer d'autres droits : OUI - droits à certaines aides, droits de signer ou de lancer une pétition dans le cadre du RIC, droit d'être représentant syndical,.... par exemples

voter est un devoir citoyen,un droit acquis cherement,ceux qui ne votent pas n'ont qu'un droit se taire!

Elle est très faible car les citoyens ne font plus confiance en leurs élus. Il est du devoir des élus d'être exemplaires et transparents pour redonner progressivement confiance

Faire en sorte que notre vote soit respecté (Pas de tambouille électoraliste)

Faites comme l'Australie. Ça va couter 20 Euros si on ne vote pas.

rendre le vote obligatoire et reconnaître le vote blanc

En publiant en mairie et/ou sur les réseaux sociaux la liste nominative des abstentionnistes, citoyens négligents.

Rendre le vote obligatoire

Les citoyens sont dégoûtés par les élus de tout bord, leurs promesses non tenues, leurs excès, leurs malversations et surtout leur impuissance devant le seul maître du monde, l'argent.

je la trouve trop faible, parce ce que beaucoup de gens pensent que ça ne sert à rien. Faire en sorte que chaque vote (à partir de 5% par exemple) permette une représentation. On pourrait très bien avoir un maire et des gens d'autres listes dans le conseil municipal par exemple. Qu'un président élu par exemple prenne en compte les résultats de votes du 1er tour lorsqu'il fait son gouvernement.

intéger le vote blanc

La participation est toujours trop faible, tant qu'elle n'est pas de 100%, car cela signifie que certains ne sont pas concernés ou n'y croient plus. L'enjeu des élections doit être clairement présenté, ainsi que les conséquences selon les résultats.

Respecter la proportionnelle et le vote blanc. Mr Macron se croit investi et justifie toute sa politique sur le fait qu'il a été élu mais il n'a été lu que par défaut (comme d'autres avant lui). Pour que le peuple suive un dirigeant il faut qu'il sente qu'il a un président élu pour ce qu'il est et pas contre ce qu'il n'est pas !

Les citoyens se sentent de moins en moins représentés et pourtant ils ne font rien pour. C'est pourquoi je propose d'inscrire systématiquement toute personne sur les listes électorales dès sa majorité, mais aussi de rendre le vote obligatoire, avec amende (symbolique) en cas d'abstention.

Rendre le vote obligatoire à toutes les élections comme dans 22 pays et comme aux sénatoriales. Le président actuel a été élu par moins de 44% des électeurs au 2nd tour, LREM et MODEM ont la majorité à l'assemblée en ayant été élus par moins de 19% des électeurs au 2nd tour. Ces élus ont donc une légitimité et une assise fragiles et facilement contestées. Le vote obligatoire règle le problème de l'abstention et donne aux élus plus de légitimité et d'autorité avec de vraies majorités. Le vote est un devoir et un droit.

Elire est un devoir. Communiquer massivement en ce sens.

Comme je l'ai dit plus haut, il faut fédéraliser -> relocaliser le pouvoir -> responsabiliser le citoyen -> augmenter leur participation politique.

Je pense que beaucoup ne se sentent pas assez concernés, qu'il faut commencer par en parler à l'école, faire des campagnes de communication en parallèle.

Instaurer le RIC semble impératif pour que les citoyens croient à nouveau à la politique(qui ne doit plus rimer avec libéralisme économique)

Une meilleure représentation aidera

Ils participeront davantage lorsque la confiance sera revenue .

Rendre le vote obligatoire. Donner une vraie valeur au vote blanc. Faciliter le système de vote tout en le gardant sécurisé. (internet possible ou trop risqué ???)

développer l'éducation citoyenne à l'école informer via les medias

Changer le comportement des élus du peuple. Il faut qu'il portent la volonté des citoyens, pas celle de leur parti ou des lobbies qui les influencent

vote blanc plus lisible

Tout d'abord les politiques doivent changer complètement leurs comportements et discours pour devenir crédibles et réalistes et apporter de vraies solutions pour le bénéfice des Français (plus de promesses non réalisées ni d'idéologies).

Etant donné le comportement des politiques (incapables de tenir une promesse, lâches, travaillant uniquement dans LEUR intérêt, soumis aux lobbys de toutes sortes...) , il est tout à fait normal que le peuple se désintéresse des élections.

rendre le vote obligatoire avec plus d'internet

En organisant une vraie sollicitation des intelligences et pas comme ce faux débat maquillée en consultation, système qui enferme volontairement l'expression dans un circuit de questions figées.

Elle est indispensable c'est une obligation civique lié à la nationalité française , pénalité pour ceux qui ne vont pas voter comme en Belgique

Je ne pense pas que la confiance retrouvée dans nos élus passe par une modification du mode de scrutin électoral. Le système actuel présente l'avantage de permettre à une majorité de gouvernement d'agir, ce que ne permet pas un système de proportionnelle intégrale qui génère des gouvernements instables et des combines politiques qui seront tout aussi mal jugées par nos concitoyens que les pratiques actuelles.

Participation irrégulière. Une élection doit être un contrat entre l'élu et les citoyens que chacun doit respecter et permettre au citoyen de dire quand le contrat n'est pas respecté. Il faut une véritable écoute réciproque.

Pour que les citoyens aillent voter, intéressez les ! Parlez leur de choses qui les concernent directement et surtout représentez les !!

Proposer des débats avant les élections et non après.

il faut autoriser le vote sur internet, on paie bien les impôts sur internet !

Libre à ceux qui s'y intéresse d'y participer.

Ce grand debat, si pris en compte, et l'usage du referendum vont permettre de dynamiser la participation des citoyens

Je suis favorable à un vote obligatoire sur le plan symbolique, et bien entendu sans illusion sur des résultats concrets. Je pense aussi que le citoyen participerait davantage s'il constatait que les partis proposent des solutions inspirées par une recherche de bien commun et non par le seul désir de l'emporter au gré changeant des enthousiasmes et des répulsions irrationnels de l'électorat.

inciter et forcer (rendre obligatoire le vote) / pouvoir le faire sur internet à l'avance (comme certains d'autres pays le permettent) en toute securite

Trop faible. Voter est un devoir => cela devrait devenir obligatoire et des peines de type hausse d'impôt devraient être mises en place en cas d'absence dans les urnes (sous réserve de prise en compte du vote blanc, de pouvoir faire une procuration facilement, via internet par exemple).

Si les gens ne votent pas c'est leur problème mais après il ne faut pas qu'ils viennent se plaindre ou manifester. Quelle est la légitimité de la lutte des gilets jaunes dont beaucoup disent qu'ils ne votent pas ?

Faire la proportionnalité... S 'ils savent que ceux pour qui ils votent auront un siège , ou une possibilité d'agir ils viendront voter.. Et si les politiques s'occupent des français , du bien être de leur pays, en priorité les gens voteront..

Ceux qui souhaitent y participer s'y intéressent d'eux mêmes. Il ne faut pas se laisser prendre au jeux du manque de représentativité d'élus par manque de participation.

La participation est trop faible, car le discours des hommes politiques actuels est trop belliqueux et trop centré sur des ambitions personnelles. Le vote devrait être obligatoire (c'est un privilège de la Démocratie !), mais uniquement si le vote blanc est valablement reconnu.

rendre le vote obligatoire

Bonjour je pense que cette proposition est hors - sujet . Et je ne suis pas d ' accord sur ce fait . C ' est la foire à la grande braderie .

La participation diminue parce que le jeu politique est perverti. Pour qu'elle remonte, il faut: - Cesser de biaiser les élections en agitant le chiffon rouge de l'extrême droite. - faire campagne sur les vrais problèmes de la société actuelle (transition énergétique, répartition du travail et des richesses...) - Tenir les promesses de campagne. - Agir pour le peuple et non contre lui.

Reconnaitre le vote blanc comme un vrai vote, choix et action des citoyens. cela veut dire qu'on ne souhaite pas être représenté par ceux qui sont présentés. De ce fait le vote peut être obligatoire.

Le vote devrait être considéré comme un devoir et l'obligation de voter pourrait être sanctionnée par une amende ou une restriction de droits (suppression du droit de la première erreur par exemple)

En rendant la vie politique plus saine et plus proche.

On ne va pas voter car on ne se sent pas représenté, Et si on pense l'être, il y a de forte chance que l'élu soit malhonnête... Ça ne donne pas envie. Donc, faire en sorte que les personnes politiques elues (à l'assemblée notamment) representent la quantité d' electeurs qui ont voté pour eux. , et aussi que les politiques qui ont fait des malversations soient tres tres lourdement sanctionnées pour redonner confiance Ex : on entend plus parler de fillon...

Faire en sorte que les personnes et les programmes pour lesquels ont vote puissent être mis en place et pas stopper des que certain font grêve. Si on vote pour un programme qu'il soit mis en place c'est çà la démocratie.

Ne pas punir si on ne vote pas mais gratifier le vote. Crédit d'impôt, âge de la retraite plus basse, à réfléchir à toutes les incitations possibles ...

NOS DIRIGEANTS SONT LA POUR GOUVERNER NOTRE PAYS. LES CITOYENS DEVRAIENT DÉJÀ SE DÉPLACER AUX URNES AVANT DE VOULOIR PRENDRE LE POUVOIR. LES CITOYENS DEVRAIENT DÉJÀ PARTICIPER AUX CONSEILS MUNICIPAUX DE LEUR COMMUNE AVANT DE VOULOIR GOUVERNER LA FRANCE.

Rendre le vote obligatoire (amende en l'absence de justification sérieuse). Si les absence sont répétitives (par ex. 3), radiation des listes électorales pour 5 ans.

Rendre le vote obligatoire avec des sanctions financières pour inciter les citoyens à participer à la vie de notre pays la FRANCE. Si les élus sont au service de la Nation des citoyens pour mettre en oeuvre une politique qui réponde aux attentes de la majorité après des élections démocratiques alors on peut envisager des sanctions financières pour les électeurs qui ne se déplacent pas pour un scrutin ou une élection.

Rendre le vote obligatoire pour les élections présidentielles, législatives, européennes et référendums. Le vote pourrait avoir lieu en semaine au lieu du dimanche. Modalités et organisation à étudier dans le cadre des horaires de travail. Le vote pour les régionales et municipales peuvent rester le dimanche.

Le vote obligatoire d'une part, et d'autre part l'obligation des élus de rendre compte régulièrement en réunion publique des actions qu'ils ont menées au regard de leur programme de campagne.

Réhabiliter le travail et le contact de terrain au niveau local, rencontrer et débattre avec ceux qui ne sont pas convaincus, faire sortir les élus de leur bulle et de leur chapelle.

vote obligatoire et proportionnelle, et pourquoi pas un age maximum pour voter, par exemple 85 ans , il y a bien un age minimum !

Participation insuffisante. Les Français croient trop que les politiques peuvent tout. De plus les candidats font des promesses dont ils savent qu'ils ne pourront pas les tenir. Les électeurs sont donc déçus quant leurs attentes ne sont pas comblées. Pour y remédier il faut un vrai débat politique dans lequel le candidat s'engage à réaliser les réformes pour lequel il a été élu (modèle Britannique).

Il y a beaucoup trop d'abstentionnistes. On pourrait rendre le vote obligatoire, mais en tenant compte des contraintes des gens : par exemple en prévoyant les élections en semaine avec autorisation d'absence du travail, voire compensation financière de celle-ci

en les mobilisant par des débats télévisés

Peut-être en rendant le vote obligatoire (par vote effectif ou par représentation)

Beaucoup d'abstention car beaucoup de jeunes citoyens sont perdus et se désintéressent complètement de la politique

Que les élus soient formés avant d'exercer leur mandat de conseiller municipal, adjoint au maire, de maire, de conseiller régional... comme un élu vacataire pendant un an par exemple tuteuré par un ancien.

Inciter en instituant une sorte de permis de vote à point.

les journalistes doivent faire leur travail : informer les citoyens. Les grands débats lors des présidentielles interessent les français, ce genre de débat devrait se multiplier en déhors de ces périodes d'élection, émission à heure de grande écoute, reportage sur le rôle des députés, des maires, des conseillers...nous manquons cruellement d'information.

Tenir compte du vote blanc

La participation aux scrutins est actuellement est trop faible. Rendre obligatoire la participation des citoyens aux élections par la mise en place de sanctions en cas d'abstention (amandes, suppressions d'allocations)

Chacun est responsable de sa participation ou pas.

Obliger le vote présidentiel. Ne pas faire voter pour les européennes (trop compliqué pour le citoyen lamdba. Créer un vote hebdomadaire par internet/application sur des sujets divers et variés.

Je crois que la réponse se situe dans les réponses précédentes. Mais en tous cas, il ne faut absolument pas rendre le vote obligatoire. Le vote est un droit et non un devoir. L'abstention peut avoir un sens (Pendant des années, je me suis abstenu aux élections cantonales, car j'étais favorable à la suppression des départements en tant qu'organismes politiques.) Et puis, tant d'abstentions amène nos élus à se poser des questions, ce qui est après tout une bonne chose.

rendre le vote obligatoire

La participation est trop faible pour une démocratie comme la nôtre. Il faut inciter les citoyens à s'impliquer de façon régulière dans la politique au niveau locale autour de projets concrets en lien avec leur quotidien. Cela afin de rendre naturel l'implication dans les élections nationales. Il faudrait redonner du sens au mot politique, l'ancrer dans le quotidien et dépasser le degré idéologique.

Prendre en compte le vote blanc, introduire une dose intelligente de proportionnelle.

Rendre le vote obligatoire avec sanction pénale et financière en cas de non vote afin de responsabiliser les français récalcitrants.

le jour où la politique ne sera plus un métier qui consiste juste, pour certains trop nombreux, à se faire élire et après de durer, mais à nouveau un mandat dans lequel on est juste là pour faire évoluer le bien commun, peut-être que les gens retourneront voter!

Réformer le fonctionnement des partis politiques, étaler les élections dans le temps, comptabiliser les vote blanc, Impliquer les citoyens à de grand projets (industriels, culturels, sportifs...)

On ne peut pas rendre le vote obligatoire, je crois que ce serait contre-productif, mais pourrait-on conditionner l'accès à certains droits ou prestations au fait d'avoir voté ? Sauf les les personnes en incapacité bien sûr.

il faudrait qu'ils prennent conscience de l'importance du rôle des élus; le système présenté plus haut peut inciter certains citoyens à être plus intéressés

chacun est libre de participer ou non

RIC, prise en compte du vote blanc. Si le vote blanc est majoritaire faire appel à de nouveaux candidats.

Rendre le vote obligatoire

En leur donnant un regard sur les prises de décisions de la majorité et une restitution des résultats . Ainsi que la décision d'accéder l'échec et le remodelage du processus tenté

que les doléances soit entendues respectées et appliquées...

Je ne trouve pas utile de rendre obligatoire le vote, en partant à la rencontre de toutes les populations, en faisant émerger sur la scène politique d'autres personnalités

Education civique à l'école, action dans les associations diverses (sportives, loisirs, jeunesse)

Renouer le lien et se rapprocher de leur besoin.

vote obligatoire

les citoyens ne se sentent pas entendus, on a l'impression que les hommes politiques ne pensent qu»à leur carrière

redorer l'image des élus

Introduire vote blanc et une part de proportionnelle

Le scrutin majoritaire à 2 tours me parait à bout de souffle pour faire émerger des majorités qui fonctionnent vraiment au service de tous nos concitoyens. Changer de mode de scrutin. Il existe de nombreuses alternatives au mode de scrutin majoritaire à 2 tours. Exemple: mettre en place un «vote par valeur» pourrait contribuer à mieux représenter l'électorat. https://fr.wikipedia.org/wiki/Vote_par_valeurs

En ayant un classe politique digne du peuple qui ne soit pas au service des puissants. Le mieux serait de voter pour des lois directement et non pour des élus qui ne respectent jamais leurs engagements.

Le degré de participation me semble lié à la qualité de la vie démocratique dans le pays. Pour commencer je propose de réintroduire l'instruction civique à l'école avec une approche concrète et vivante du régime démocratique dès les primaire, ainsi que des autres régimes.

ils participeront si les débats et les politiques sont crédibles éviter ses débats à 15 comme pour le dernier débat pour les présidentiels qui décrédibilisent tous les candidats grand cirque

La participation est trop faible ce qui engendre une représentativité trop faible des élus. Le vote obligatoire pourrait être une solution à condition que le votre blanc soit reconnu. ou Reconnaitre le vote blanc inciterait les gens à voter.

Participation bien trop faible. Prise en compte du vote blanc. Honnêteté des candidats dans tous les sens du terme.

vote obligatoire, élections entièrement à la proportionnelle, un jour de semaine, +1 à 5% d'impôts pour les non votants!

C'est une bonne chose pour la démocratie.Il faut les intéresser par des manifestation type grand débat notamment pour les législatives

Soit rendre le vote obligatoire, soit le favoriser par une incitation pécuniaire

Les gens du peuple ne se sentent pas représentés au second tour ! Lors des dernières présidentielles, il y avait le choix entre : un jeune banquier et une raciste fasciste !

Rendre le vote obligatoire

Importante il faudrait tout de même avoir des candidat crédible

Vote electronique ! seule solution !

Je pense qu'il est de notre devoir de voter, le vote devrait être obligatoire mais en prenant en compte les votes blancs. Les périodes d'élections sont également à revoir. Pourquoi ne pas les déplacer en automne plutôt que de les laisser au printemps ?

Elle est faible, il faut redonner aux citoyens la confiance envers les hommes politiques. Que ceux-ci ne soient plus à la botte des lobbies et multinationales

par des débats préalables et une certaine éducation citoyenne

Vote obligatoire

L'Europe est gouverné par une personne non élus donc plus besoin de participer à une élection. Et si élection il y a, il faudrait mettre ne place le vote par internet

En proposant des débats publics régulièrement, avec des sujets, des projets.

RAS, ceux qui ne veulent pas aller voter, tant pis pour eux

Par une information fiable sur les enjeux

Vote blanc

obliger le vote, une amende pourrait etre mise aux personnes n allant pas voter (ce qui est deja le cas dans certains pays européen). aller voter est un devoir !!!

Il faut la rendre obligatoire

Disposer d'outil comparatifs des programmes indépendants. conter les fakes news

• Donner un chèque ou un crédit d'impôt à chaque votant. • Rendre obligatoire le vote • Étendre le vote par Internet • Tombola : les votants tirés au sort peuvent gagner un lot important, ou une réduction de leurs impôts

C'est une mascarade, la moitié du pays ne vote pas.

En les consultant préalablement avant les elections et en les associants aux débats d'idées

Tenir compte du niveau d'abstention dans le poids des décisions

La participation au vote pourrait donner droit à un crédit d'impôt de 100 € si participation à 100% des échéances électorales d'une année civile. Coût 4,3 md d'euros. ça fait cher quand même! Ou sinon, la voie punitive ...

Permettre de voter toute une semaine et non pas uniquement le dimanche, accompagner d'une obligation de voter, même blanc ou nul.

plus de référendum sur les grandes orientations telles que la PMA, l'immigration, les aides sociales : n'ayant pas peur des résultats même si ceux ci pourront choquer certains. Cela sera le résultat d'une majorité de citoyens.

plus d'infos et plus d'éducation civique (voir plus haut)

Il est totalement normal que les citoyens ne se rendent plus aux urnes après des décennies de mensonges et de non respect des électeurs.... Vous pensez que les électeurs potentiels ont réellement oublié les résultats du vote sur la constitution européenne de 2005 sur la manière dont les politiques de tous bord, élus et normalement représentants des convictions de leurs mandants, se sont assis allègrement sur le résultat du scrutin par une procédure surement totalement licite mais totalement irrespectueuse du résultat du scrutin.... Tout ceci pour imposer cette constitution et tous les maux qu'elle génère aujourd'hui 15 ans après.... Le RESPECT du vote exprimé n'aurait-il pas été un moyen de faire mieux que ce qui existe aujourd'hui? Pour les inciter il vous faudra apprendre à les respecter et surtout leur prouver !

Cela doit rester un libre choix de chacun et il faut prendre en compte le vote blanc

Participation correcte.

Faire une consultation préalable à chaque élection présidentielle pour que les citoyens repensent le préambule de la constitution. Ils seront alors plus concernés par les programmes des candidats.

Prenez exemple sur nos pays voisins

Responsabiliser

Plus de référendum = mise en place du RIC

lier la participation au vote à une réduction fiscale

Démontrer que le politique a encore le pouvoir de faire changer le pays et le quotidien des gens vers du mieux pérenne, et que ce pouvoir est encore significatif vs le pouvoir des acteurs économiques et financiers.

Informer encore, et sensibiliser sur ce droit qui est le nôtre, ainsi que les responsabilités engagées.

Les citoyens sont déçus par leurs representants .Il faudrait que ces derniers parlent moins et agissent plus pour l'interet general

Voter est un droit et un devoir, ce devrait être obligatoire sous condition que les votes blanc soient pris en compte et donne lieu à des remises en question des personnes qui se présentent. Si les citoyens vote blanc, il disent quelque chose notamment que les personnes à élire ne leur apporte aucune réponse, aucun rêve, aucun projet auquel adhérer

si les citoyens ne vote plus c'est parcqu'ils n'ont plus confiance, trop de fraude et magouille et très peu de sanctions

Il devrait être obligatoire de participer. Sinon, une pénalité financière pourrait être mise en place.

C'est la garantie de la démocratie. Il faut pour augmenter la participation que les élus annoncent clairement ce qu'ils vont faire et qu'ils le fassent réellement

Sans avis même si je regrette le peu de participants.

Organisation de débat. Présentation des projets Ou des lois importantes

Reconnaître et comptabiliser le vote blanc.

organiser des débats ; solliciter plus les personnes du milieu associatif (quelque soit la raison de l'association)

Les français ne sont pas suffisamment instruits pour pouvoir se prononcer sur des problèmes complexes de gestion de notre pays.

que seuls ceux qui votent puissent ensuite s exprimer

S'inspirer du modèle Helvétique en impliquant plus les citoyens dans la vie politique. Un vote par mois sur des questions essentielles.

Vote obligatoire !

Le vote obligatoire, ça me paraît pas trop «démocratique» mais il paraît que ça marche dans certains pays. La menace, le fouet, la dénonciation publique aussi... ça marche ! Si la pratique politique avait su garder de la hauteur, de l'honnêteté, de l'efficacité, la question serait à peine pertinente.

OBLIGATOIRE

Pour les inciter à y participer il faudrait que la situation du pays s'améliore, un vote obligatoire serait ridicule.

l'exemplarité des élus , le renouvellement des élus , une rigueur extrême dans l'utilisation de l'argent public

rendre le vote obligatoire en regroupant les votes ..Lutter contre l'absentéisme par la reconnaissance du vote blanc.

Rendre le vote obligatoire, un jour de semaine comme au Canada.

PLus de consultation par internet et cela depuis le niveau local.

Je pense que le vote devrait être obligatoire mais modernisé : internet !!!!! et prise en compte du vote blanc. EN TOUS CAS, PAS LES WEEK-ENDS du mois de mai ou juin ; si ce n'est pas possible par internet, que ce soit en semaine !!!!

La participation est trop faible liée certainement au rejet de la classe politique Pourquoi pas le vote obligatoire ? Mais avant tout redonner le goût de la démocratie (éducation civique dès le plus jeune âge, mena culpa de la classe politique et de la haute fonction d'état, ...)

Rendre le vote obligatoire

avoir des élus qui représentent le peuple pas uniquement les riches

avoir des élus qui les représentent

Peut-être avec un système du même type en Suisse avec une amende ou un rappel à la loi quand on ne vote pas en tout cas quelque chose d'à la fois incitatif et explicatif

Rendre le vote obligatoire et faciliter le vote par correspondance ou par procuration

Mieux informer sur les pouvoirs de ceux qui vont être élus.

rendre le vote obligatoire

La participation des citoyens est primordiale. Ré-expliquer clairement les enjeux...

Redonner de la crédibilité aux candidats pour donner envie de voter selon ses convictions et éviter simplement le vote de protestation.

1) Les citoyens ne votent pas car ils pensent que leur vote n'aura pas d'effet sur la politique menée. Une évolution allant dans le sens évoqué plus haut devrait ramener les citoyens aux élections. 2) De plus, les citoyens voudraient avoir exactement la représentation de ce qu'ils pensent vrai (quelquefois sur des sujets mineurs) et ce n'est pas possible. 3) Il faut encourager les citoyens à se faire une opinion sur le contexte dans lequel nous vivons, à comparer, à analyser les avantages et inconvénients pour choisir la meilleure solution en essayant de voir au niveau du pays avant de voir son intérêt personnel (mais n'est-ce pas ce que le citoyens demandent aux élus ?). 4) Les campagnes électorales devraient structurer sur cette démarche : contexte, stratégie/plan, avantages/inconvénients.

Participation trop faible : a) être mieux informé et sensibilisé sur le devoir de citoyen ; l'école devrait avoir un plus grand rôle dans la sensibilisation politique : mettre en place des cours politiques pour mieux comprendre le fonctionnement b) La comptabilisation du vote blanc augmenterait la participation aux élections Vote obligatoire

Expliquer qu'il n'y a pas de recette miracles . La démocratie, c'est allez voter et respecter le résultat ... On est forcément déçu de certaine décisions puisque elles sont prises en tenant compte de l'avis de tous .

La qualité des débats dans les média est pitoyable. Elle ne favorise en rien l'intérêt et la participation. Leur responsabilité est immense dans cette désaffection. Tout ce qui contribue à la formation des jeunes (conseil municipal/parlement des jeunes) doit être poursuivi et développé. La participation s'améliorera quand les resultats des bilans de mandats s'amélioreront. Les citoyens sont lassés du spectacle désolant des politiques qui font de la com' plus que de la pédagogie et de l'action concrète.

Commencer par redonner un sens au vote. Prise en compte du vote blanc. Possibilité de révoquer un élu. Obligation aux élus de rendre compte. Interdiction de mandat pour toute personne élue condamnée dans le cadre de son mandat.

- en regroupant plusieurs consultations le même jour - en développant les consultations locales

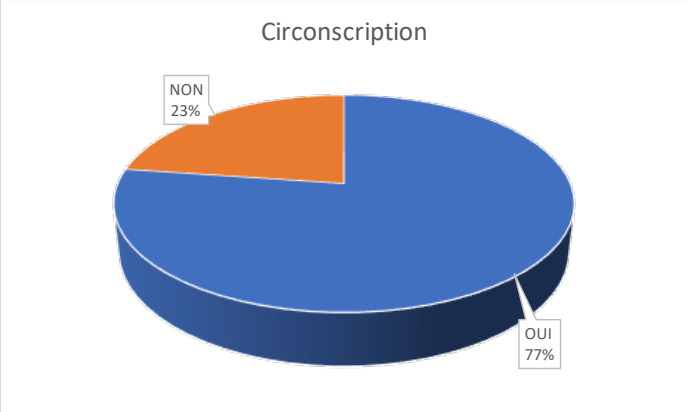
Nous avons la chance de pouvoir voter, mais cela devrait être obligatoire de mener cette action citoyenne

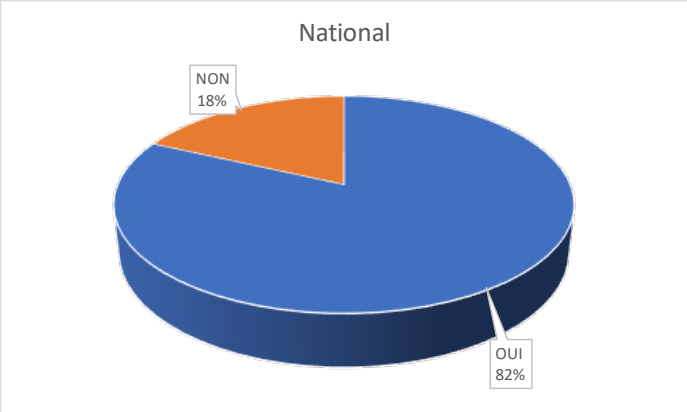
cours d'éducation civique à l'école mais aussi collège lycée faculté et pourtant en formation professionnelle car tout évolue et selon l'âge la compréhension est différente

Comme dans certains pays (dont les consulats français), il est tout à fait possible de voter à distance (en ligne). Le fait de se déplacer n'est pas toujours simple pour le tout le monde. Le vote à distance ou sur son lieu de travail aussi permet de choisir l'heure où on a le temps de lire/relire, voter... Et pas forcément le dimanche du seul WE du mois où il fait beau ou lors un WE de 3 jours où le maximum de gens ont profité pour partir en balade...

Vote obligatoire

Faut-il prendre en compte le vote blanc ?





Si oui, de quelle manière ?

même poids que les autres votes

si vote blanc > score du vainqueur -> annulation de l'élection

Donner le résultat des élections en comptabilisant les votes blancs ce qui relativiserait le score du vainqueur

Tout enveloppe vide pour faire la différence avec le nul. Ou mettre un bulletin blanc. Pour officialiser cette prise en compte

Qu'il serve à quelque chose. Pourquoi ne pas invalider une élection si le vote blanc obtient le plus haut score ? Il faudrait alors redébattre entre candidats puis revoter. Aie, et si c'est à nouveau le vote blanc qui l'emporte, que faisons-nous ?

Compter qu'un vote blanc est une participation.

CELUI qui n'obtient pas 50% des inscrits est remercié ... et on revote

Il faut rendre le vote obligatoire le vote à toutes les élections et on ne peut être élu si le taux de vote blanc ou nul dépasse 25%.

comme un suffrage exprimé.

Amener à un 3e tour ou nouvelle election

COMPTAGE AUX URNES

Voter c'est choisir. Comme vivre.

Prendre en compte le vote blanc. Instaurer une loi prévoyant qu'en cas de vote blanc majoritaire les élections devraient être refaites avec interdiction à ceux s'étant présentés la fois précédente de se représenter.

Sans être personnellement partisan du vote blanc (le fonctionnement de notre démocratie représentative, surtout si on y introduit une dose de proportionnelle, offre généralement une variété de choix suffisante pour pouvoir prendre clairement position), cette possibilité supplémentaire, en quelque sorte de ne pas choisir, donnerait aux élus et aux gouvernants une indication précieuse sur l'état de l'opinion, dont les enquêtes s'accordent sur la défiance existant envers toutes les institutions (à l'exception des maires, semble-t-il, ce qui est en soi une indication précieuse également). Cette prise en compte permettrait également de la distinguer nettement de l'abstention, dont les motivations sont particulièrement difficiles à analyser. Dans le même esprit, l'institution du vote obligatoire (un devoir citoyen : campagne de publicité à développer) éclairerait davantage les représentants élus et les gouvernants sur ce que veulent ou ne veulent pas les citoyens (le vote blanc prendrait dans cette hypothèse tout son sens) ; mais qui dit obligation, dit sanction .... La prise en compte ou non du vote blanc pourrait être proposée par référendum.

Relance de la procédure si corpus minimum non atteint.

En les comptabilisant comme les autres bulletins sortis des urnes.

50% + 1 voix vote blanc à toutes les élections= annulation des élections, nouveau scrutin sous 45 jours si à nouveau vote blanc, exclusion des candidats pour ce scrutin, il faut de nouvelles candidatures et obligation de soumettre les propositions à un vote des assemblées locales de citoyens (vote par internet dans un espace public securisé)

En les comptant

Prendre en compte le vote blanc qui doit être considéré comme une position politique indiquant qu' aucune des propositions (candidat ou question d'un référendum) n'est acceptable et qu'en conséquence le vote blanc et un rejet de ces propositions qui demande la présentation d'une autre alternative. le vote blanc doit être comptabilisé pour apprécier si une majorité est atteinte lors d'un vote. Si aucune alternative n'est présentée, et qu'il n'existe pas de majorité, le référendum est invalidé et on reste au statu quo précédent. Dans le cas d'une élection (député ou président), mettre en place une structure dirigeante mixte, avec des pouvoirs proportionnels au résultat du scrutin.

avec un vote obligatoire, une élection ne sera pas validée si le pourcentage de vote blanc est supérieur à 50% du corps électoral ou s'il est en tête de l'élection.

Libre aux penseurs de penser, ils trouverons bien quelques choses de cohérent.

dans la vie il faut choisir ou bien se présenter si on n'est pas d'accord

Les prendre en compte simplement dans les chiffres présentés

Si le nombre de vote blanc dépasse le nombre de votes exprimés, les candidats sont disqualifiés.

Au delà d'un certain seuil de votes blancs (50% des votants par exemple) il faut refaire l'élection

Les compter en tant que suffrages exprimés

Le vote blanc veut dire qu'aucune des propositions soumises ne réponds aux attentes . Il faut que le vote soit obligatoire c'est un devoir de citoyen. Le vote blanc aura alors tout sont sens contrairement à l'abstention.

si le vote blanc l'emporte, on annule les elections et on recommence

le comptabiliser comme les autres votes

Pas de majorité on revoit sa copie

Le vote blanc doit être considéré comment un candidat. Si ce candidat est élu alors il faudra faire voter le peuple pour définir son programme. Ensuite, une personne parmi les candidats sera tiré au sort pour appliquer cette politique et uniquement cette politique.

Purement mathématique de façon à ce que les élus aient conscience de ceux qu'ils représentent

Abstention et vote blanc doivent rendre une election impossible si elles representent plus de 30 % des inscrits

De la plus simple des façons, en comptant les bulletins et en annulant une élection avec plus de 50% de votes blancs

En les intégrant dans les suffrages exprimés, ce qui implique que tout candidat devra atteindre au moins 51% des votants

En le comptabilisant dans les suffrages exprimés. Cela aurait l'avantage qu'un candidat élu avec 51% des voix ne pourrait plus se voir contester sa légitimité.

Comptabilisation, invalidation s'il est majoritaire

en les comptabilisant et en se demandant pourquoi les français ne votent pas ou votent blanc

Une personne qui n'obtient pas la majorité , en tenant compte du vote blanc, ne doit pas être élu

pas de solution

Si les bulletins blancs sont majoritaires, revoter en interdisant aux candidats de se représenter.

le vote blanc serait la porte ouverte a une non gouvernance

En partie car il ne faut pas arriver à une situation de blocage et des mois de pays non gouvernés. Voir les autres pays comment il gère ce problème

Oui si pas de proportionnelle.

Je ne suis pas d'accord pour le vote blanc, on fait quoi si le vote blanc est majoritaire ?????

Afficher un pourcentage en fonction des votants et non des exprimés.

Je répons «oui, sans doute» mais sans avoir de recette miracle. Comment font nos voisins?

L'intégrer comme un candidat ou une liste et en cas de victoire du vote blanc, reconduire des élections avec possibilité de nouvelles candidatures. En cas de nouvelle victoire du blanc, constitution d'un gouvernement d'»union nationale» avec représentation à la proportionnelle de toutes les tendances

Que le vote blanc invalide l'élection à partir d'un certain taux

Seul le vote blanc permettra un renouvellement du paysage politique souhaité par les français Il faut rendre le vote obligatoire en contrepartie du droit civique qu'il représente et le rendre plus

facile d'accès (n'a t'on pas les moyens du vote électronique à l'heure ou le citoyen doit faire toutes ses démarches sur internet y compris pour les impôts) Les institutionnels de la politique ont bien sûr tout intérêt à s'y opposer car cela donnerait au peuple le vrai pouvoir d'éliminer enfin ceux qui n'ont plus rien à faire dans la conduite des intérêts de notre pays.

En les comptant en tant que tels car ils ont un sens dans l'esprit de ceux qui votent ainsi

Dans tous les scrutins et pour le calcul des pourcentages obtenus de chaque candidat. Pour l'invalidation d'un scrutin, si le %age de votes blancs est supérieur à 60% - Car dans l'hypothèse où tous les abstentionnistes actuels votaient blanc, le seuil ne serait pas encore atteint, même aux élections européennes. Ensuite, les pourcentages pour passer au second tour ou être élu devraient aussi être revus. L'important est que les élus sentent le poids de cet électorat pour être meilleurs.

en incluant son % au meme niveau que ceux des candidats en présence

Si c'est Plus de 60% des voix, il faut revoter.

Si le vote blanc est majoritaire, les personnes qui se présentent aux élections doivent revoir leur copie ou faire une coalition.

repartition paritaire des votes blancs sur l'ensemble des partis représentés .

comptabilisé dans les votes comme un parti politique

en l'intégrant dans le calcul de % des votes

Si le vote blanc représente plus que certains candidats on élimine les candidats en dessous et si ça arrive au dernier tour on recommence une élection au 1er tour. Il faudrait aussi investir dans le vote en ligne pour permettre à tous de voter à distance

Prise en compte du vote blanc ET du vote nul. En contre-partie, annuler le scrutin si l'ensemble des votes blancs et nuls constituent une majorité absolue.

Si le vote blanc dépasse un quart des votes, les élus doivent organiser un débat et proposer des ajustements à leurs programmes.

poucentage de vote blanc équivalent à pourcentage en moins sur le score du «vainqueur»

On peut les dénombrer et faire que les résultats en tiennent compte. Mais les voteurs blancs ne doivent pas bloquer les institutions et donc ne pas pouvoir empêcher l'élection et ses résultats

En comptabilisant les bulletins blancs et en donnant le résultat par rapport à l'ensemble des votes exprimés y compris les votes blancs pour inciter les électeurs à se déplacer à toutes les élections et rendre le vote obligatoire avec une sanction financière si abstention (une sorte d'amende de 50 à 100€uros par exemple)

en cas d'un certain pourcentage de vote blanc (pourcentage à fixer) alors le débat doit être relancé et l'élection repoussée. Voir autre proposition.

Passé un certain seuil, le vote blanc pourrait invalider le vote ?

Les résultats d'élections doivent clairement indiquer le % des votes blancs. Ensuite le candidat élu est celui des deux qui a recueilli le plus de voix (cependant l'élu devra prendre en compte qu'il n'a pas obtenu la majorité des voix des Français et devra trouver un compromis dans la politique qu'il veut mener). Un président ne peut pas simplement dire qu'il a été élu pour appliquer son programme, il doit prendre en compte tous ceux qui n'ont pas voter pour lui. Tout programme doit être adapté, enrichi par les idées de l'opposition.

Comme un candidat supplémentaire

Il faut rendre le vote OBLIGATOIRE (1 avertissement en cas de non-vote, puis déchéance du droit de vote pour 5 ans puis déchéance à vie) mais prendre en compte et intégrer les votes BLANCS et les votes NULS. Ceci donnera une meilleure vision des résultats. Il faut également pouvoir annuler un vote si le taux de votes blancs et nuls est supérieur à 33% (chiffre à discuter).

Un pourcentage élevé de votes blanc - disons 30 % et + des votants - devrait disqualifier les prétendants pour la session concernée, c'est à dire annuler leurs participations pour l'année concernée. Un pourcentage inférieure devrait venir en diminution des scores des prétendants en lices de façon a reflété très exactement quelle part de la population a accordé son soutien à chaque candidat concerné. Il est temps de ne plus confondre légalité et légitimité. Les élus -s'il y en a - devront exhiber la représentativité réelle qui les concerne.

Les citoyens doivent se positionner, ils ne peuvent pas ne pas s'engager et revendiquer.

La reconnaissance du vote blanc ne changerait pas non plus grand chose car il faudra toujours quelqu'un qui soit aux responsabilités après les élections. On démontrera tout au plus que sa majorité est encore plus étroite qu'aujourd'hui, ce qui ne va pas dans le sens de l'acceptation des représentants élus par nos concitoyens.

Au delà d'un pourcentage à déterminer l'élection n'est pas valable

seulement à la condition que la majorité des citoyens n'aient pas participé à un vote

De la même manière que les votes pour un candidat. Si majorité de votes blancs, on recommence avec d'autres candidats ou d'autres propositions.

comme un vote normal

Le prendre en compte dans les statistiques est un premier moyen de respecter les votants et de leur donner envie de voter! C'est aussi un moyen symbolique de les entendre!

Refaire un scrutin si plus de 40% des votants ont voté blanc

en % , ainsi que le vote NUL... On lit tout et n 'importe quoi en ouvrant les enveloppes...Mais les gens se sont déplacés. . Respect de leur choix ou «non choix»..

Reconnaître le vote blanc, mais dans le cadre d'une obligation de vote. Si pas de majorité de plus de 35% des votes exprimés intégrant le vote blanc, l'élection devra être recommencée depuis le début, avec changement ou non représentation des candidats ayant obtenu moins de 5%

en le reconnaissant et en le comptabilisant

calculer la majorité sur l'ensemble des votes et pas seulement sur les suffrages exprimés

Bonjour il faut tout revoir dans la structure du vote lors des diverses élections . Il faut pouvoir mettre en pratique le vote blanc comme n ' importe quel autre vote à condition d ' éliminer tous les candidats fantaisistes , et sans aucun avenir politique cheminade , et autre .

En étant comptabilisés et s'ils arrivent en tête des suffrages, que l'élection soit à refaire, avec interdiction aux perdants de se représenter.

Le vote blanc est un véritable choix et très significatif. Si le nombre de votre blanc est significatif arrêtez l'élection et renouvelez toute la liste des représentants ou toutes propositions. La réponse est que rien ne convient: AUTRE

Les comptabiliser simplement, cela éviterait les vote aux extrêmes

Le vote blanc doit être un vote exprimé et comme tel comptabilisé dans les résultats.

Compté en pourcentage dans le vote exprimé. A titre indicatif seulement, pour ne pas affaiblir l'exécutif...

Si majorité de vote blanc annulation des élections, c'est que la réponse apporté n'est pas satisfaisante.

Il faudrait déjà rendre le vote obligatoire puis ensuite compter le nombre de vote blanc et enfin au delà d'un pourcentage, revoter.

TOUT SIMPLEMENT EN COMPTABILISANT LES VOTES BLANCS DANS LES RÉSULTATS ET NE PAS PROCLAMER DE VAINQUEUR SI LES VOTES BLANCS FONT QUE PERSONNE N'OBTIENT PLUS DE 60% DES VOTES

Si 30 % de votes blanc, faire un tour supplémentaire. Si 50 %; refaire l'élection (une fois pour ne pas bloquer le système).

En comptabilisant les votes blancs dans les suffrages exprimés ce qui diminue de facto le pourcentage de celui qui a été élu.

A la condition qu'il y ait au moins 80 à 90% de participants au vote d'où l'instauration du vote obligatoire. Si le vote blanc est majoritaire, il faudra retourner aux urnes avec de nouveaux candidats.

En France, la prise en compte du vote blanc se traduira par la création d'un « parti du vote blanc », dont la seule motivation sera de bloquer les processus électoraux. Je n'y suis donc pas favorable.

Les choix électoraux d'élus se feront à la majorité relative. Il faudra négocier, post élection, des accords partiels qui ne soient pas perçus comme des renoncements. Ce n'est pas gagné.

je n'en vois pas l'intérêt

Je pense que l'offre politique est suffisamment large pour que chaque électeur y trouve la sensibilité qui lui convient.

Le vote blanc signifie qu'on n'est d'accord avec aucun des candidats (ou partis politiques) qui se présentent à l'élection. Il faut le comptabiliser dans les suffrages exprimés et, au-delà d'un significatif seuil à définir, relancer une élection avec des candidats différents

les citoyens doivent faire un choix (le vote blanc n'a aucun sens sinon pour se décharger de toute responsabilité)

A étudier car le vote blanc peut monter beaucoup de chose: une indécision, un manque d'information, un manque de conviction sur les personnes qui se présentent.. : laisser les personnes s'exprimer sur le bulletin.

Au dessus d'un certain seuil de votes blancs, on annule le scrutin.

plus de réferendum : le vote blanc signifie que le citoyen s'intéresse à son pays et à son fonctionnement, mais qu'il n'a trouvé personne pour le représenter.

au delà d'un certain taux de vote blanc, augmentation des referendurm d'initiation populaire. Annulation d'élection si un minimum de voix n'est pas atteint

Le vote blanc devrait être considéré comme un bulletin à part entière et être contabilisés dans les résultats finaux.

Dans le calcul des résultats.

La blanc reste un vote d'un citoyen qui ne se retrouve pas .. mais qui vote.

Pour le calcul des résultats

Je crois que la pratique actuelle est bonne: il faut comptabiliser les votes blancs, mais ne pas les compter dans les suffrages exprimés. Le risque de se retrouver avec un président ayant moins de 50% des voix est trop grand et les conséquences quant à sa légitimité pourraient être dramatiques.

en le comptant dans les votes exprimés et en annulant l'élection si le nombre de bulletins blancs dépassent un certain pourcentage (par ex. 1/3 des inscrits)

En cas de votes exprimés insuffisants, remettre en cause le scrutin, analyser les causes et agir en conséquence

Prendre en compte le vote blanc dans le décompte des votes exprimés.

Prendre en compte le vote blanc comme un vote exprimé alors qu'aujourd'hui malgré toutes les apparences, il est considéré comme un vote nul. Cela ferait réfléchir les principaux groupes politiques

en le comptant dans les exprimés et dans les calculs de %

Non. Celles et ceux qui ne se retrouvent dans aucun parti, et il y a le choix...n'ont qu'à en créer un !

les comptabiliser

Si le vote blanc est majoritaire refaire l'élection avec d'autres candidats puisqu'ils ne représentent pas à l'évidence les français. a minima les anciens candidats doivent proposer des changements importants à leur programme pour tenter d'être élus.

Je ne sais pas mais i.e. problème doit être étudié

En considérant que c est un représentant différent de ceux qui se sont présentés, pouvant annuler l'eléction et repartir sur des čandidatures si le vote blanc est majoritaire

reitirer le référundum

Si une personne est élue avec une part importante de vote blanc, un nouveau passage aux urnes devra être réalisé un ou deux ans plus tard pour valider son élection

Le vote blanc, s'il est majoritaire annule l'élection. Un deuxième tour, et on recommence ; l'élu révise son programme. Un site de débat ouvert à tous devrait éviter ce cas. En effet, le futur élu sera en mesure de consulter ses futurs administrés, d'apprécier la situation et d'établir un programme adapté (selon lui ou son parti politique ?) aux besoins exprimés. Si il a su faire, il y aura peu de vote blanc Si il n'y parvient pas, c'est dommage de chercher à se faire ellir pour représenter «le peuple» Mis en ligne sur le site, le programme sera a disposition des électeurs qui seront en mesure de rapprocher les propositions des élus et besoins des citoyens.

vote blanc consultatif

en les comptabilisant

peut être qu'à partir d'un certain seuil de votes blancs, demander une consultation citoyenne car cela révèle un malaise.

Comptabilisation à part

Si le vote blanc est majoritaire, l'élection est a refaire en changeant tous les candidats.

Comme vote exprimé

?

Au delà d'un certain pourcentage, il remet en cause l'election.

Il faut compter les votes blancs et LES VALIDER. Ils doivent être publiés. Ils ne doivent pas avoir d'autre rôle si ce n'est d'alerter les candidats et les élus qu'ils n'ont pas forcément obtenu une adhésion à leur programme. Quoi qu'il en soit, la prise en compte du vote blanc est un sujet très délicat car il ne doit pas non plus être à l'origine de crises politiques....Il ne doit donc avoir qu'un rôle d'alerte afin que les élus soit conscients que leur élection n'est pas forcément le signe d'une adhésion.

compte pour une voix exprimée

Il faut imposer a tous d'aller voter et de ce déterminer pour le bien de tous et non pas réfuter systématiquement tout

Annulation de l'election Si le vote blanc dépasse un certain pourcentage

La valeur d'un vote blanc est identique à celle d'un vote pour un candidat. Annulation de l'élection si le vote blanc a la majorité !

Les mettre plus en avant dans les analyses

Que le pourcentage de vote blanc soit communiqué pour chacune des élections

Dans les résultats en tant que vote blanc exprimé, notamment pour les seuils, du type présence au second tour.

taux de vote blanc par election

Comme un candidat. Si le vote blanc gagne, c'est que les projets proposés par les candidats ne sont pas assez aboutis pour convaincre une majorité de citoyen donc on remet tout le monde au boulot et on refait une élection 3 mois plus tard

Purement indicative

avec un certain pourcentage, les élections sont reconduites, avec un minimum de nouveaux candidats...

si le vote blanc atteint 25%, l'élection est annulée, en contrepartie, les personnes n allant pas voter doivent etre sanctionnée.

EN exprimant le % du vote sur l'ensemble des bulletins.

Si plus de 40% blanc ou nul on doit refaire l'élection

Intégrer une part d'élu tirés au sort parmi la population en fonction du pourcentage de vote blanc. 10% de vote blanc = 10% d'élus tirés au sort.

Le vote blanc est un refus des personnes qui se présentent et de leurs idées. On doit tenir compte des votes blancs dans le pourcentage des votes exprimés

Dans la vie, il faut faire des choix. Trop facile de ne pas trancher!

De même manière que les autres votes

prendre en considération le vote blanc comme un refus de l'offre proposée et au delà d'un certain seuil permettre à cette représentation d'invalider une élection

Au même titre que les autres votes

Donner son résultat et le considerer comme un suffrage exprimé

Un vote blanc a autant de valeur qu'un autre. car l'électeur s'est déplacé et ne partage pas ses idées avec le ou les candidats qui lui sont présenté. Il faut donc recommencer l'élection.

Comme un % réel = nouvelles élections

à condition d'instaurer un Quorum de 60% des inscrits votants

Comptabiliser le vote blanc au même titre qu'un vote pour un candidat. Si le vote blanc arrive en tête, il est possible que le peuple exprime une volonté de voir proposer un autre candidat...

Exactement comme un vote pour une liste ou un candidat. La voix d'un citoyen à le même valeur quelque soit ce qu'il exprime, il n'y a ps les bons citoyens et les sous citoyens...

comptabilisé dans le pourcentage du résultat (exemple candidat a 35% candidat B 28% et vote blanc 37% et ne plus éssayer de nous faire croire qu'un candidat a été élu a 75% des voies

Je ne sais pas

Par décompte

Sans avis sur les impacts

Comme un parti capable au delà d un %de provoquer une revotation

Comptabilisation et si le taux dépasse un certain seuil , l'élection est nulle.

Choisir c'est renoncer !

A plus de 50% de vote blanc, il faut refaire des élections.

Un président est-il élu démocratiquement avec 25 % des inscrits ?

Vote blanc décompté exactement comme le vote (valide) pour un candidat. Et non mélangés, dissous dans les votes nuls ou les abstentions. Tout le monde connais le sens du vote blanc mais le système électorale ne veut pas en entendre parler, c'est louche, l'autruche, nonche ?

SI LE VOTE EST OBLIGATOIRE

Si le vote blanc est majoritaire, les candidats ne peuvent plus se présenter et on recommence une élection avec des nouveaux.

Le considérer comme un vote exprimé afin d'inciter les abstentionnistes à voter . Un bulletin blanc devrait être proposé au moment du vote afin d'éviter les votes nuls

comme un candidat sans nom. A plus de 50% il faudrait refaire l'élection

En comptabilisant les bulletins blancs et si majoritaires, organiser de nouvelles élections avec de nouveaux candidats.

Que le % de bulletins blancs soit comptabilisé comme le % des votes

Si le vote blanc l'emporte, annulation de l'élection et interdiction aux postulants de se représenter à la même élection

sous forme d'un chiffre cela permettrait de voir qu'un élu avec 21 % des électeurs au premier tour n'est pas le président du peuple .

avec un chiffre c'est simple

Pourquoi pas des députés vote blanc

Si le vote blanc majoritaire, il faut proposer d'autre élu

Annuler l'election si le vote blanc est majoritaire.

Donner les résultats en deux temps : avec les votes blancs pour mesurer l'importance des gens qui sont mécontents des alternatives proposées ou qi ne se sentent pas concernés, puis sans les votes blancs pour désigner les vainqueurs.

1) Dans la vie il faut toujours faire des choix, même quand on ne perçoit pas complètement ce qui est le meilleur. Il n'y a que très rarement une adhésion à 100%. 2) C'est la même chose en politique. Il faut encourager les citoyens à se faire une opinion sur le contexte dans lequel nous vivons, à comparer, à analyser les avantages et inconvénients pour choisir la meilleure solution en essayant de voir au niveau du pays avant de voir son intérêt personnel (mais n'est-ce pas ce que le citoyens demandent aux élus ?).

Si le vote blanc a la majorité : a) refaire les élections b) recommencer la campagne présidentielle 1 fois seulement et nouveau vote Sensibiliser pour éviter le vote blanc

Il faut comptabiliser les votes blancs : ils sont significatifs et peuvent réduire le vote vers les extrêmes s'il sont pris en compte. Il faudrait fixer un seuil à compter duquel le nombre de vote blanc obligerait de revoter

Le comptabiliser, tout simplement. Annuler une élection si le pourcentage de vote blanc atteint ou dépasse un certain seuil.

Les comptabiliser comme les autres, et si le nombre est plus important que les votes pour et contre réunis, re-voter

C'est une bonne question... Idéalement comme un vote pour un candidat 'blanc' virtuel. Problème sans doute, lors de nombreuses élections, personne ne serait jamais élu et on resterait des mois sans organisation... Dans un autre côté, si cela se produisait, il faudrait forcément l'acter comme un très sérieux problème puisque la personne élue ne représenterait alors absolument pas la population.

Ne pas être élu avec la majorité des suffrages exprimés, mais avec la majorité des votants, blancs compris.

Comptabiliser tous les votes blancs : si plus de 50 %, annuler l'élection.

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

Enquêtes sur Internet sur les sujets ou le compromis est difficile

rendre le CESE représentatif de toute la société et non des corporations (tirage au sort parmi tous les français) et mise en place du référendum d'initiative citoyenne (cf texte en bas de page)

Les élus n'ont pas à décider entre élites des problèmes de société fondamentaux, tel que peine de mort, mariage pour tous, IVG, PMA, GPA, Fin de Vie, quand bien même ces sujets faisaient plus ou moins clairement partie de leur programme électoral, perdus au milieu de dizaine d'autres propositions. Les français doivent être consultés sur chacun de ces sujets et notamment sur « la Fin de Vie » par voie de referendum.

Faire venir chaque jour ou une semaine des citoyens par département tirés au sort à assemblée nationale donner un temps de parole à ces citoyens leur permettre de poser des questions et de voter.

Donner plus d'autonomie aux collectivités, afin que les citoyens voient mieux ce qui fonctionne bien (ou pas) à côté de chez eux. Il faut continuer de décentraliser, de responsabiliser les collectivités qui doivent davantage communiquer sur leurs actions.

Lancer des questionnaires comme ceci ou référendum obligatoire.

REMETTRE EN PLACE DES CORPS INTERMEDIAIRES RECONNUS

Faire passer des questionnaires par les mairies

DEBATS TELEVISES DE DEUX HEURES entre LE PEN et ASSELINEAU par exemple

une démocratie plus participative passe par la reconnaissance du vote blanc ou nul, la proportionnelle, et un accès plus simple au référendum d'initiative populaire qui ne pourra pas cependant être admis pour tout les sujet notamment les sujet sociétaux type mariage pour tous, peine de mort... Il faut soumettre à référendum les traités type TAFT, CETA et respecter l'avis du peuple. De même il faut retirer la signature de laFrance du traité de Lisbonne.

faciliter le recours au referendum, imposer des cahier d'expression publique sur chaque sujet important.

Par des consultations publiques sur internet

Référendum citoyen, votations, consultations citoyennes, chambre de citoyens. Moins de hauts fonctionnaires ou énarques surpayés dans les bureaux et ministères, plus de gens du petit peuple

RÉFÉRENDUM LONGUEMENT PRÉPARÉ PAR UNE CAMPAGNE (DISCUTER SUR LE «JOUR D'APRÈS» ET ENCADRÉ. ANNULER SI TAUX D'ABSTENTION EST AU DESSUS D'UNE LIMITE À FIXER

C'est au niveau local que cela doit se faire, intercommunal notamment avec des référendums locaux ou beaucoup plus de liberté laissée aux élus locaux pour organiser le débat local. Aujourd'hui le code de l'environnement a tellement codifié la concertation locale, qu'elle devient factice et entraine une multiplication des recours : était ce fait pour cela ?

Créer des associations / Collectifs de citoyens représentatives de la population avec un engagement de leurs membres sur 2-3 ans ou sur la durée d'un mandant ? Ces associations pourraient compatibiliser des milliers d'individus qui participeraient au débat politique via une plateforme comme celle-ci.

Afin de ne pas creuser les dépenses de l'État au travers des référendums qui se multiplieraient, tout comme il est possible de payer de manière claire et sécurisée, ses impôts sur internet, organiser des référendums sur Internet en sécurisant de la même manière les réponses transmises afin d'impliquer régulièrement les citoyens en leur demandant leur avis. Une consultation par internet et un tri des réponses réalisé par un programme informatique ne devrait pas coûter très cher et offrirait à tous les moyens de donner un avis à l'exemple de cette consultation.

augmenter la part de démocratie participative par voie de référendum encadré (non révocatoire et non abrogatoire) d'initiative citoyenne ou gouvernementale Rendre possible le recours au référendum d'initiative partagée en évitant les écueils de la remise en cause systématique de la législation existante, notamment sur les avancées sociétales (mariage pour tous, peine de mort etc ....). Mettre fin, d'une manière ou d'une autre, à la concomitance des élections présidentielle et législatives Depuis la réduction de la durée du mandat présidentiel à 5 ans, cette concomitance ne permet plus de s'exprimer en cours de mandat dans le cadre de la démocratie représentative (contrairement aux US par exemple avec les élections de mi-mandat) ; elle fausse en outre le résultat d'élections sur un autre thème (élections européennes).

Référendum locaux et tirage au sort de citoyens pour participer à certain débat ou instance publics

Bien expliquer les tenants et aboutissants des décisions et les faire approuver localement .

-co constructions des grandes lois en assemblées locales citoyennes. un vote majoritaire pour= dépôt du projet de loi par les élus de l'assemblée nationale et non le gouvernement, vote par l'assemblée nationale des elus politiques, et par -une nouvelles chambre parlementaire citoyenne crée par la 6eme republique en cas de conflit entre les chambres parlementaires, la chambre citoyenne a le dernier mot. -49-3 citoyen contre le gouvernement= motion de censure puis vote à la majorité (si majorité, le gouvernement démissionne) -referendum national et local au moins une fois par an, à l'initiative des citoyens, des élus de l'assemblée politique et de la nouvelles chambre parlementaire des elus citoyens bénévoles, du président de la république

Arrêter le top donner parisien et faciliter le bottons up régional

le RIC , referendum d'initiative citoyenne , est une bonne idée , selon le modèle de la votation en Suisse

Mettre en place une plateforme informatique sécurisée, (bien meilleure que celle ci...!) permettant à chaque citoyen de déposer ses idées et réclamations, (de façon anonyme ou non), par thèmes (aucun ne doit être exclu), avec une indexation par mot clés. Le contenu de cette plateforme devra être accessible à tout le monde pour être informé du contenu détaillé mais aussi du contenu synthétisé (avec une comptabilité des avis par thèmes). Chaque citoyen devra disposer d'un code d'accès sécurisé pour éviter les abus malhonnêtes et les manipulations d'informations séditieuses.

Référendum pour les grandes décisions impactant la vie des citoyens.

Poser des questions comme ici, prendre en compte les réponses, les répertorier, les comptabiliser, agir en fonction de celles-ci.

etablir des groupe de réflexion et préparation de loi, travailler sur la finalité de notre société

Boites à idée publiques par thème sur le web, accessibles aux élus et citoyens

Des référendums au niveau régional

Les Suisses votent très souvent pour des décisions très spécifiques. Pourquoi pas nous?

le référendum est un bon moyen s'il n'est pas révocatoire mais vient en complément de la démocratie participative

Un ou 2 referendums par législature avec plusieurs questions sur les grands sujets

des référendums à questions multiples

La difficulté de la démocratie participative est le foisonnement des idées , des discussions, des intérêts contradictoires. Face à ce foisonnement et cette dispersion , c'est celui qui est chargé de la synthèse qui va «avoir le pouvoir» . Actuellement on utilise ce foisonnement pour continuer ce qu'une poignée a décidé de faire. Dans une métropole nouvellement crée comme LYON par exemple 6 à 7 élus détiennent le pouvoir. Dans toutes les grandes instances il en est de même. Les lobbys le savent très bien, à toutes les échelles de territoire, et sont très présents auprès de cette poignée de personne. Il faut casser ce système par une vraie gouvernance indépendante.

Adopter un langage clair et adapté à la compréhension des Français, être plus proche des Français, les propositions doivent être accompagnées d'exemples concrets afin que les Français ne pensent pas qu'il y a d'un côté les hommes politiques et de l'autre les Français.Beaucoup de personnes pensent que quel que soit leur vote , rien ne changera et c'est bien là le problème!

Refuser la soumission aux groupes de pression industriels et financiers qui fait que la politique favorise leur activité au détriment des êtres humains et de l'environnement. Refuser aussi la pression morale des diverses religions qui empêchent que l'aide active à mourir soit légalisée comme c'est le cas en Belgique ou en Suisse, pays pourtant rarement considérés comme dangereusement novateurs. La situation qui perdure en France, en privant les citoyens de cette liberté est indigne, alors que beaucoup réclament cette liberté depuis longtemps.

Prendre des citoyens de toutes les classes sociales sans mouvance politique

Mettre en place le RIC (comme c'est la cas en Suisse)

Cette consultation en est peut-être une illustration ?

Des référendums locaux sur les choix des régions

mettre en place le RIC avec le vote electronique mais cela impose aussi de garder les bureaux de vote pour les personnes qui n'ont pas accés à Internet.

Le RIC est une solution éprouvée depuis longtemps chez nos voisins hélvète

Internet est une bonne solution, sans se limiter aux réseaux sociaux. Par ailleurs il ne faut pas exclure les personnes peu familiarisées avec le numérique. C'est pourquoi des assemblées de quartier sont une bonne solution.

En premier lieu, il faudrait plus de transparence sur les décisions prises et à prendre. Les sites gouvernementaux sont intéressants mais pourraient être améliorés au plan de la lisibilité.

faciliter les consultations référendaires

il faudra que ce débat, qui est une super initiative, débouche sur un changement en profondeur avec la prise en compte des aspirations recueillies

Référendum d'initiative citoyenne sans aucune restriction dès 700 000 signatures

pas de solution immédiate, à part les inciter par «référendum électronique»

Créer une assemblée par circonscription.

refaire un «granddebat « plus restreint de temps en temps pour avoir un avis sur des questions actualisées. mais pas de referendum. seule l'assemblée vote

Référendum avec des questions clairs, net et précises et après donné tous les points positifs et négatifs connus sur le sujet et que le résultat soit respecté.

Quelques référendums sur des sujets majeurs. Cesser de diaboliser les conservateurs versus les gentils progressistes.

Il faut conserver le même nombre de députés, leurs donner les moyens matériels et temporels pour mieux communiquer avec les citoyens de sa circonscription. Ceci implique que les remarques et propositions soient prises en compte et y apporter une réponse positive ou négative circonstanciée.

Il me semble qu'une cohabitation entre démocratie représentative et participative devient possible et que ce mode d'organisation constitue même une aspiration de beaucoup de français. Très clairement une démocratie participative intégrale ne peut pas constituer une alternative réaliste à notre démocratie représentative actuelle, peu d'entre nous ayant le temps nécessaire pour étudier et se prononcer sur chaque projet de loi et déposer des amendements. Nous pourrions cependant imaginer un système qui combinerait démocratie représentative et participative. Je m'explique en illustrant cette proposition avec l'élection de la députée de la Ve circonscription du Rhône. Madame Brocard a été éluée députée dans les conditions suivantes: - Nombre d'inscrits : 88 072 - Taux de participation : 45.04% (39 664 inscrits) - Taux d'abstention : 54.96% (48 408 inscrits) - Votes exprimés : 93.51% (37 088 votes) Madame Brocard fait donc partie des 577 députés de notre démocratie représentative avec un poids dans l'hémicycle de 0,17 % (1 / 577), ce qui implique que le poids réel d'un électeur de la Ve circonscription du Rhône est de 0,0000044 % au niveau national (1 / 39 664 / 577). Grâce aux nouvelles technologies, nous pourrions très bien imaginer que la règle générale demeure celle de la démocratie représentative sauf quand l'électeur souhaite personnellement voter un texte. Dans cette logique, le poids du vote de chaque député dans hémicycle varierait entre 0 % et 0,17 % en fonction de la participation directe des électeurs de sa circonscription. Ce qui donnerait par exemple : - Électeurs de la Ve circonscription du Rhône prenant part directement au vote : 13 221 (soit un tiers des participants aux dernières élections), - Poids de la démocratie représentativité via Madame Brocard : 0,12 % (2/3 * 1/577) et non plus 0,17 %, - Poids de la démocratie directe : 0,05 % (1/3 * 1/577) Les chiffres de la démocratie directe au niveau d'un député peuvent sembler peu significatifs mais dans le cas d'une mobilisation des lobbys (type glyphosate), des syndicats (type grève à la SNCF) ou populaire (type gilets jaunes), cette démocratie directe donnerait la possibilité au peuple de s'exprimer. Au-delà du résultat du vote, le taux de participation citoyen serait extrêmement important. Le poids politique d'un texte voté quasi exclusivement par les députés ne serait pas le même qu'un texte voté avec 1/3 des votes en démocratie directe et 2/3 en démocratie représentative. Accepter l'idée de cette cohabitation déclenche tout un série de questions sur les modalités d'application mais rien qui ne soit a priori insurmontable. En revanche notre démocratie pourrait en sortir renforcée.

Utiliser un peu plus le referend

Debats locaux ou via le net. Avis via internet

Avant de les associer, il faudrait d'abord qu'ils connaissent les sujets. Comment éviter que n'importe quel débile puisse dire n'importe quoi devant un micro ou une caméra?

Les citoyens doivent pouvoir initier des référendums. Entre le néant actuel et la systématisation du RIC en toutes matières, il y a largement matière à trouver un juste milieu. Cela pourrait passer par : - la création d'une Chambre des Référendums (citoyens tirés au sort + 1 représentant par groupe parlementaire, 1 personne = 1 voix sans droit de véto) chargée d'organiser le planning des référendums et de contrôler les débats contradictoires

en préalable aux référendums (débats pouvant durer de 3 mois à 2 ans), - la création de médias spécifiques aux référendums (TV, presse écrite, site internet, ...) pour éclairer l'opinion en toute impartialité et objectivité lors des débats contradictoires, - l'inscription automatique sur le calendrier des référendums de toute initiative collective regroupant l'appui de 1% des inscrits (400 000 électeurs) - la possibilité pour tout citoyen de pouvoir consulter ses concitoyens par ses propres moyens. Si l'échantillon consulté (plus de 1000 personnes sur un même territoire est favorable à l'initiative, la municipalité ou les municipalités des citoyens consultés devraient organiser rapidement un référendum municipal. Si le référendum municipal est favorable à l'initiative, le département dont dépend la municipalité organiserait rapidement un référendum départemental. Si le référendum départemental est favorable à l'initiative, la nation devrait organiser un référendum national. Tout résultat défavorable avant d'atteindre l'échelle nationale mettant fin à la progression de l'initiative

Référendums fréquents sur l'ajustement de la ligne votée à l'élection présidentielle par application mobile

Le grand débat est la première pierre portée à cet édifice qui sera long et difficile à mettre en place Il va de soit que l'issue de cette expérience si elle est réussie et donne lieu à de vrais changements conformes à l'attente du peuple redonnera confiance et je fais confiance au pouvoir en place pour trouver le moyen de poursuivre dans l'action concertée avec les citoyens L'association des citoyens aux grandes orientations et aux décisions publiques ne peut se faire sans la volonté des forces politique en présence qui devront impérativement renoncer aux oppositions systématiques sur les idées et sur les hommes lesquelles ont largement contribué à dresser les français les un contre les autres

Réduire le nombre de parlementaires et leurs avantages multiples salariaux, fiscaux, sociaux... Redorer le blason du Parlement. Mettre en place un référendum d'initiative citoyenne, mais très encadré, comme en Italie

Voir ci-dessus, concernant la participation des citoyens aux élections. Si participer c'est donner son avis, sans savoir comment il va être pris en compte -et si même il est pris en compte-, alors cela ne sert à rien. Les citoyens auront même peut-être davantage l'impression d'être dupés, de perdre leur temps. Cela a sans doute été en partie l'erreur d'E Macron : faire croire, et en particulier aux marcheurs, que leur avis comptait. Je ne vois pas d'autre solution que le RIC, sans doute pas pour tout, tout de suite, contrairement aux revendications des Gilets Jaunes, avec pour mentor Etienne Chouard, mais progressivement, localement, pour habituer les citoyens à s'informer, débattre, comprendre l'ensemble des tenants et des aboutissants, avant de choisir et faire ce choix de manière éclairée. Qu'ils se réapproprient les questions de fond et ne votent pas seulement à la bonne mine ou au bon parlé d'un candidat, ou pire, pour faire barrage à un autre.

elle a un interet surtout au niveau local

Je ne pense pas qu'il faille nécessairement plus associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique. C'est le rôle normalement des élus représentants les citoyens qui leur confient ces missions. Les élus ayant déçu depuis de nombreuses années on cherche à pallier leur manque de «performance» par plus d'implication des citoyens. On se trompe de solution. Ce qu'il faudrait peut-être c'est être beaucoup plus factuel et pédagogique lors des campagnes électorales pour que les citoyens comprennent vraiment mieux les enjeux et solutions proposées avant de voter.

RIC

Je pense LREM a bien fait de communiquer directe aux citoyens.

Le recours au référendum

Redonner dès l'école, le goût de lire la presse écrite, au lieu de se contenter de la télé avec ses chaînes d'information en continu, ou des réseaux sociaux avec leur grand «n'importe quoi» irresponsable.

Proposer des Referendum Regionaux sur des sujets locaux (du domaine de financement de la region) et procéder comme en suisse avec un travail du parlement et un retour auprés des citoyens d'un texte à proposer en referendum/ Themes de vie Sociale collective : faire la même chose mais nationalement . Referendum d'initiative : pas à moins de 500000 signatures et uniquement sur les sujets ci dessus . Aucun referendum de remise en question d'elu suite à une élection .

Peut-être associer les communes si l'impartialité est respectée.

Ne pas forcément faire des référendum avec comme réponse oui ou non, mais proposer diverses possibilités réalistes (3 ou 4 par exemple) et faire 2 passages pour obtenir une réponse dominante. Une marque cartonne actuellement car ses ont les consommateurs qui définissent le cahier des charges de chaque produit, il s'agit de «c'est qui le patron» (et je n'ai aucun intérêt de prêt ou de loin) Pourquoi ne pas impliquer en amont de la décision plus régulièrement les français sur des sujets importants.

exemplarité des élus

Je ne le pense pas nécessaire. Personnellement, je crois que j'ai l'occasion de désigner quelqu'un qui peut me représenter et que je n'ai pas tous les éléments pour juger de ce qu'il faut faire sur tous les sujets, à tout moment. L'usage du référendum doit être limité à quelques questions très simples, mais fondamentales. Par exemple sur le financement de notre système social. L'expérience montre qu'en fait, un référendum se transforme souvent en «pour ou contre le gouvernement en place». Il y a trop d'exemple où la démocratie dite «participative» devient vite un grand bazar de bobards.

Référendum ou votations (voir exemple Suisse) au moins sur des sujets à traiter au niveau local/régional Certains sujets doivent rester de la seule décision d'un gouvernement élu : défense, énergie, telecom

Voir les 3 questions précédentes. Quant au RIC, pourquoi pas.

Faire des référendums comme par exemple aux Pays Bas, en Suisse, en Italie.

Mettre en place le Référendum d'Initiative Citoyenne proposé par le mouvement des gilets jaunes.

Cf. plus haut.

Comme vous le faites en permettant à chacun de contribuer à un débat national une fois par an par exemple pendant deux ou trois mois. Mettre à la disposition des citoyens un cahier de remarques/demandes/suggestions dans chaque mairie pourrait aussi être une solution.

Le RIC. 1 seul mandat par élu, 1seul revenu, 1 seule activité. Retraite des élus calculée sur la base de calcul du travail(1 seul régime de retraite pour TOUT le monde).

La consultations des divers corps intermédiaires est souhaitable.

Voir ma réponse complète plus haut.

Par l'éducation à une citoyenneté responsable dès l'école.

Redonner de la valeur au métier de journaliste. Rendre les informateur journalistique indépendant (contrairement à actuellement). Faire des investissement pour tenir informer les électeurs (internet, tv, journaux). S'inspirer du système d'autres pays voisins qui font participer + activement leurs électeurs.

que les députés européens et nationaux , les maires, les élus organisent des débats , aillent au contact de la population. .que les syndicats soient representatifs et renforcés

Débat national est une bonne initiative. Plus de référendum

Les politiques doivent déjà apprendre à écouter et prendre en compte les commentaires / requêtes des Français. Le Grand Débat est un test majeur pour le Président et le gouvernement. Organiser des référendums au niveau des communes et des collectivités locales. Continuer le Grand Débat sur tous les autres sujets / débats majeurs jusqu'à la fin du quinquennat ?

Revenir au septennat

Remettre representativite petites communes a metropole lyon. Cest honte mode scrutin conseillers communautaires pour 2010. 1 commune sur 2 sera représenté !!!!

Pour mettre en place une démocratie plus participative, il faut remplacer le sénat par une assemblée de citoyens issus de la société civile qui pourra, comme le sénat, approuver ou retoquer les lois

je ne suis pas favorable aux referendums peut etre refaire une grande sollicitation nationale de cette façon

Référendum pour tout ce qui concerne les projets de société comme il est d'ailleurs inscrit dans la 5e constitution et qui a été dévoyé par l'adjonction de l'exception possible au travers des assemblées réunies en congrès.

référendum sur les grands sujets

Le Grand Débat est une bonne solution avec sur la synthèse des propositions , un référendum à choix multiples (environ 40 questions) pour éviter la politique du «non» au pouvoir en place et pas au sujet. La fréquence des élections tous les ans permet d'exprimer son insatisfaction.

Il faut d'avantage associer directement les citoyens à des décisions qui font le vivre ensemble par le biais du référendum. Celui-ci doit intervenir plus souvent et plus facilement et ses résultats doivent être respectés même s'ils ne plaisent pas à nos responsables politiques. Il ne faut pas chercher une nouvelle représentation par des citoyens non élus qui ne seront pas légitimes pour représenter les citoyens, même par tirage au sort.

Des rencontres politiques/élus plus régulières et que cet échange soit réellement pris en compte

Ce genre de questionnaire pourquoi pas, s'il est réellement suivi d'effet... Mais en principe si les citoyens étaient bien représentés, il n'y aurait pas besoin de les associer d'avantage à mon sens...

Prise en compte à partir d'un certain nombre de participants qui dévoilent leur noms et prénoms de certaines propositions, que les élus avaient peut-être sous estimées. Par internet.

échanges internet comme le grand débat

Referendum sur tous les sujets demandes par une majorite des citoyens!

Multiplier pour les citoyens la possibilité d'exprimer un avis (notamment en ligne ou via des réunions locales) sans toutefois dispenser leurs représentants de porter le projet et le cas échéant les points de vue exprimés.

cette initiative est plutôt bien et peut être multiplier sur des sujets plus spécifiques -

De nombreuses choses existent déjà comme les consultation publiques mais sont peut-être méconnues ou alors les gens ont le sentiment que leurs avis importe peu sur les décisions => améliorer les dispositifs existant, mieux communiquer dessus et vraiment donner le sentiment que les avis des citoyens sont pris en compte dans la balance face aux autres enjeux, notamment économiques ou productivistes.

Le grand débat en est le meilleur exemple

RIC ou referendum , pour tout ce qui influe, ou peut modifier , ou altérer , la vie du peuple français.. Les maires (certains) le font déjà, Bravo à eux .

Il faut donner plus de poids aux Régions et à l'Europe. A l'Europe pour les décisions économiques de droit international et de défense. Aux régions pour les décisions économiques et sociales Il faut réduire le poids de l'état national

Référendum possible à l'initiative de n'importe quel citoyen sur n'importe quel sujet, à partir de 4 millions de signatures de personnes ayant le droit de vote (environ 8% des inscrits)

Bonjour je ne suis pas d ' accord avec cette décision , c ' est la porte ouverte aux extrêmes .

Mettre en place des référendums d'initiative citoyenne comme en Suisse, avec des garde-fous comme l'impossibilité de remettre en cause des droits acquis, de discriminer des groupes de personnes... Les propositions devront être d'intérêt public.

Prendre l'exemple de nos voisins suisse qui vote toutes les décisions par canton. Tous projets doit être validé par le peuple, toutes grandes dépenses doivent être validée par le peuple.

pas facile et pourtant indispensable

Pour chaque décision importante, tirer au sort 10000 citoyens et les consulter par voie électronique.

Que faut il faire ? Voter !!! On n'a jamais trouvé mieux ! Avoir des candidats honnêtes, qui prospectent le besoin des citoyens, qui se font élire si leur projets sont bon. Et qui appliquent leur programme une fois elu. Il ne faut surtout pas que le citoyen d'un pays de 70 millions d'habitants s'exprime à tout bout de champ sur tout et rien, sinon, c'est la zizanie, un gouvernement faible, une catastrophe. La démocratie participative, c'est tres bien à l'échelle d'un village... voire d'un département.

Pouvoir aller au bout des réformes

EN ORGANISANT DANS LES COMMUNES DES RÉUNIONS AVANT PROJETS.

Refaire tous les 5 ans par exemple et un an avant les élections présidentielles et législatives une consultation comme celle-ci.

Elire une assemblée de citoyens ou tirer au sort des électeurs qui vont participer aux grandes orientations de la Nation à l'élaboration des lois et à leur application sur tout le territoire et pour tous.

Donner davantage d'autonomie aux représentants locaux (Communes et Régions) - Enseigner dès la classe de 6ème et jusqu'en 3ème l'instruction civique. Beaucoup trop d'électeurs ne connaissent pas ce qu'est la constitution, le découpage administratif, le rôle d'un maire, d'un député, d'un sénateur, la différence entre une loi, un décret, un arrêté, comment fonctionne l'économie d'un pays, etc...

Je suis favorable à la contribution de citoyens tirés au sort pour participer à la décision publique. Mais ça nécessite des modalités adaptées.

Des référendums sur des questions précises sont une solution à la condition express que l'on réponde à la question posée et qu'ils ne soient pas considérés comme un plébiscite ou un rejet. Le questionnement par internet finira par lasser et n'intéressera que les accros.

toujours la même chose vote obligatoire

Faire des consultations locales plus régulières au niveau des communes.

Mettre en place des «assemblées» de citoyens volontaires qui pourraient être tirés au sort, qui donneraient leur avis aux décideurs AVANT prise de décision

les élus doivent organiser des réunions avec leurs électeurs

pas d'idée précise

Une meilleure information des citoyens et une présentation claire, simple, concise des décisions et orientations de la politique gouvernementale.

Un débat de ce type tous les 2-3 ans serait un bienfait pour recueillir les bonnes idées et les difficultés rencontrées.

Le referendum citoyen doit être réservé à des sujets nationaux de société (PMA, euthanasie, jury populaire, laïcité... par exemple), ou encore à des sujets locaux (cf aéroport de Nantes!), mais en aucun cas à des sujets régaliens ou qui touchent à l'économie.

plus de référendum sur des grands sujets qui divisent : réforme retraite, réforme fonction publique, émigration, justice, peine plancher, lois anti-casseur, écologie. Ce n'est pas la rue qui doit orienter le sens des réformes, mais le vote de chaque citoyen.

Plus de referendum rend le peuple plus acteur des grandes décisions. Les politiciens doivent arrêter ce grand cirque des postures politiciennes qui lassent le citoyen et être réellement force de proposition. Arrêter de critiquer systématiquement les autres parties. Une attitude plus responsable et mature des politiciens rendrait la politique plus crédible et plus intéressante aux yeux des citoyens

Rendre obligatoire la participation des citoyens aux élections

Chacun est responsable de sa participation ou pas.

questionnaire internet / application mobile

en demandant l'avis des populations locales sur les grands projets les impactant (aéroports , autoroutes , barrages , centres commerciaux , etc..) dès lors que le débat reste objectif (avis argumentés des pour et compte , et arbitres compétents , impartiaux et admis par les parties)

En s'appuyant sur les syndicats, les associations, les collectivités locales. Le numérique et des consultations à l'échelle des communes (mairies) constituent les conditions à l'expression d'une démocratie plus participative.

Entre les élections, définir un mode de consultation qui permettent de vérifier que la politique des élus est toujours en phase avec le mandat initial, sachant qu'un vote ne saurait constituer un blanc-seing intégral au regard du programme de ceux qui ont été élus. Qui plus, est, parfois, le vote n'est pas un vote d'adhésion mais un vote de refus des autres.

Mettre en place le référendum d'initiale populaire,ce qui permettrait aux français de s'exprimer sur leurs revendications

Représentants tirés au sort, votations à la mode suisse

Faire remonter des avis construits de citoyens experts via le CESE.

Associer aux réformes les représentants des secteurs les plus directement concernés, les associations, les professionnels, les habitants pour ce qui est des projets locaux (urbanisme, équipements, installations sensibles avec risques de nuisances...); proposer des informations, des assemblées, mais aussi des consultations via des sites, des plateformes d'échanges...

Voir plus haut

faire entrer les citoyens au CESER au niveau régional et national, sous la forme de tirage au sort

RIC avec des élus qui respectent les décisions référendaires sous peine d'être remplacés.

Le numérique et la transparence des commissions et des débats

en les consultant

En limitant la diffusion à grande échelle de la bêtise et du mépris (Cyril Hanouna et tant d'autres...), en donnant envie aux gens de s'engager simplement (donner son avis dans une boîte, écrire un mail), en leur permettant de s'asseoir à la table des élus lors d'ateliers pour penser des réponses communes, en mobilisant des you tubeurs qui donneraient envie aux jeunes de participer à la politique. En redonnant à la politique ses lettres de noblesse et sa légitimité : exemplarité, capacité d'action (face aux lobbys), dignité, innovation.

Organiser des référendums d'initiative partagée

voir ci-dessus

Référendum. RIC

instaurer plus de consultations, comme en Suisse

prendre en compte ;es votes blancs ;initier des référendums ;

1. Donner du pouvoir aux partenaires sociaux réformistes. Dès le départ, le gouvernement actuel a choisi d'associer à la marge les syndicats réformistes à ses décisions. Les consultations ont été faites sur la forme, certainement pas sur le fond. Vous avez raté une occasion unique. Une fois que ces corps intermédiaires sont décrédibilisés, avec qui le gouvernement peut-il discuter des réalités du terrain ? 2. Faites entrer des représentants du personnel dans les conseil d'administration des grands groupes industriels dont l'état est actionnaire majoritaire. Cela ne sera pas suffisant mais ce sera un début...

En votant directement pour les lois, comme en Suisse

En commençant par l'école, la participation des élèves au conseil municipal est un exemple dans notre village. Développer la conscience de l'enjeu démocratique de toutes les manières possibles, l'instruction civique en premier

au niveau local importance des élus locaux

Le grand débat est une bonne chose. Il faut le maintenir et lui permettre de vivre en sélectionnant les sujets. Il pourrait ainsi permettre à tout à chacun de s'exprimer en réunion ou par écrit sur un thème précis. Cette opportunité d'expression serait répétée plusieurs fois dans l'année.

Décision publique doit être prise par des élus sincères et honnêtes. (dans tous les sens du terme) La politique n'est pas un moyen de satisfaire son ego... Un élu doit être au service des citoyens, pas au service de ses ambitions. Soumettre les grandes décisions au public par l'intermédiaire des mairies. Soumettre les idées à des sondages organisés en mairies. Référendums plus fréquents et dont les résultats seront respectés.

réunions dans les mairies

Il faut expérimenter dans le temps le grand débat et définir avec précision le processus de remontée des contributions et des orientations prisent

Réunions locales régulières citoyens-élus

Faire des référendums obligatoires comme en Suisse.

Renouer le lien entre les députés et le terrain. Les députés lrem sont bien trop parisiens et inabordables

Référendum et questionnaire

qq référendums accessible en vote électronique

Il faut rendre le vote obligatoire. Beaucoup de citoyens ne votent pas et critiquent les décisions prises à posteriori.

Voir plus haut sur l'utilité de sites officiels modérés de débat.

que les electeurs aient la possibilité de révoquer leurs élus en cas de manquements graves, de promesses non tenues

Education dès l'école

Référendum Initiative Citoyenne (Vote par internet)

rendre obligatoire les comités de quartier dans les grandes communes, avec avis sur les projets

des sondages ou référendums via internet pourquoi pas mais attention à ne pas dévoyer la démocratie alors qu'on a déjà élu nos représentants

ce questionnaire orienté qui ne me permet pas de m'exprimer sur l'obligation vaccinale illegale contraire à la declaration universelle des droits de l'homme,à la cour europeenne des droits de l'homme ,(9/07/02) en est l'illustration

Poursuivre la décentralisation

Impliquer les jeunes dès l'école, il y a déjà l'élection des délégués, mais il faudrait trouver d'autres moyens de les sensibiliser. Peut-être simplifier le jargon politique... Peut-être tirer aux sort des citoyens 1 fois par mois, comme pour les assises...

créer un site ou chaque citoyen peut émettre des propositions, que se soit pour sa commune, son departement, sa région ou pour l'Etat. les politiciens ne doivent pas avoir le monopole des idées. A l heure du digital, ce concept doit etre facile a créer.

Si les élus font correctement leur travail sans avantage indu et à l'écoute réelle des administrés, nul besoin de démocratie plus participative.

Forums sur Internet Garantir le bon fonctionnement des sites de l'administration. Formulaires de type Questions à Choix Multiples pour les contribuables identifiés

L'utilisation du numérique est aujourd'hui bien trop modeste. Une consultation numérique est simple, peu chère et rapide.

Appeler les citoyens , ou répresentant de citoyens aux assemblées consultatves avant tout projet les impactant , en vue d'un débat transparent

Des assemblées citoyennes mensuelles au niveau local, selon leur taille : quartiers, communes, cantons

Au lieu d'organiser des sondages politiques (ou en remplacement), pourquoi ne pas organiser des grandes campagnes de débat national annuelles pour inciter les citoyens à donner leur avis? Pourquoi ne pas mettre en place des études de satisfaction annuelles pour tous sur la qualité des services publics et l'efficacité de l'action de l'Etat dans toutes ses composantes (locales et nationales)

encore une fois par le referendum au niveau nationale et locale (mairie) sur les grandes orientations

REFERENDUM ET PARLEMENT Idées de base : 1- Les citoyens utilisent internet pour soutenir un projet proposé par un citoyen 2- Le parlement est obligé de prendre en compte ces soutiens sous certaines conditions. Détail : - Création d'un portail informatique du gouvernement - Ce portail recueille les propositions de lois émanant des citoyens qui ont donc l'initiative du libellé et du contenu du projet. - Les électeurs qui veulent soutenir un projet de loi donné le font grâce à leur carte d'électeur qui portera un code d'accès personnel - Un électeur ne pourra soutenir qu'un seul projet à la fois. Son compte sera donc bloqué par ce soutien. - Mais il peut se désinscrire et ainsi soutenir un autre projet qui lui paraît plus pertinent - Le portail affiche tous les projets de lois en cours avec, pour chacun le nombre de soutiens par départements. - Un projet de loi ne peut être placé sur le portail qu'à condition qu'il soit conforme à la Constitution et aux traités internationaux et qu'il ne fasse pas double emploi avec une loi existante. - Lorsque le projet a recueilli un nombre suffisant de suffrages (nombre à définir), et qu'il est porté par plusieurs départements (nombre à définir), le parlement a l'obligation de mettre ce projet à son ordre du jour, de le discuter, et de le voter (ou pas) comme s'il émanait de lui ou du gouvernement. Le parlement a donc toujours le dernier mot. ☐ -Si au bout d'un certain temps (à déterminer) le projet n'a pas recueilli le nombre de soutiens requis, il est retiré du portail avec information du public. Tous les électeurs qui avaient voté pour lui se retrouvent donc libérés et peuvent à nouveau soutenir un autre projet.

accepter sans aucune réserve le Référendum d'Initiative Citoyenne

Referendum

Avis sur internet

Au troisième millénaire, arrêtons de penser que le peuple prendra la bonne décision parce qu'il est souverain. Passons aux logiciels de modélisation et de simulation des systèmes complexes pour aider les dirigeants à prendre des décisions éclairées. Les citoyens pourraient simplement exprimer leurs attentes dans le vote du préambule constitutionnel et par une boite à idées à leur disposition dans chaque ministère.

Ce sera long nous n'avons pas été formé à ce type de démocratie . les partis politiques se sont emparés du pouvoir . A part une révolution ils ne voudront rien lâcher.

Favoriser les échanges, les débats, les réunions Prendre conscience de sa situation par rapport aux autres citoyens français et autres citoyens dans le monde

Référendums...

que chaque député propose un sondage sur les projets de loi qu'il va voter

Refaire une constitution, sur l'exemple islandais il y a quelques années.

Je pense d'abord que les citoyens doivent être en confiance pour participer à une décision publique ou aux grands orientations. Par la suite, ils doivent être en mesure de penser que leur participation soit attendue et utile aux décisions prises. Ils doivent se sentir parties prenantes, réellement.

Sur les grands projets, des décisions stratégiques organiser des votes par internet, en fonction du périmètre d'application le faire par commune / région / pays

faire en sorte que les citoyen puissent proposé des lois et des réformes

Leur donner des clefs pour comprendre les choix qui s'imposent et proposer un référendum.

En donnant plus de possibilité de dialogue au niveau de la commune, en chargeant les maires de faire remonter les idées, critiques et satisfactions. Les assistants parlementaires devraient assurer le même rôle sur le terrain pendant que les députés sont à l'Assemblée

Sas avis

Descendre le débats vers les citoyens et les interroger avec les nouveaux outils digitaux

Mettre en place des référendums locaux suite à des demandes citoyennes.

Arrêter de ne parler que de PARIS ... à commencer par les médias ! Insupportable d'entendre les journalistes, animateurs se souhaiter de bonnes vacances alors qu'en «Province» on travaille. STOP au tout Paris

il faut que les décideurs politiques soient responsables de leurs décisions, comment expliquer que des élus ayant par exemple souscrits a des emprunts toxiques, qu'ils n'auraient pas fait dans leur vie personnelle, ne soient pas poursuivis et punis . comment un ministre qui déclare au pays entier qu'il n'a pas de compte à l'étranger ne soit pas durement sanctionné à titre d'exemple!!!!

Il ne faut pas nécessairement associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique. Nous avons élu des personnes qui sont là pour prendre ce genre de décision.

vote électronique peut etre

Informer les citoyens, leur poser des questions auxquelles ils peuvent répondre.

?? le nombre ridicule de participants à ce débat me laisse perplexe ! Courage ! «Les chiens aboient & la caravane passe»

L'enregistrement vidéo ou audio des rencontres, des négociations, de tous les débats parlementaires. Mettre tout de suite

fin aux procédures secrètes de ratification des traités internationaux (TAFTA, CETA, AMI et bien d'autres) qui ont des portés de toute importance mais qui sont soustraits par nos «représentants» à toute transparence, toute démocratie et qui s'apparentent à des COUPS D'ÉTAT commerciaux, juridiques, environnementaux... sans violence, sans militaire, sans opposition ! L'interdiction absolue des tribunaux «spéciaux» et «privés» qui sont les matraques électriques au service de ces fameux traités. Le référendum d'initiative Citoyenne doit désormais être prévu par la constitution. Il doit être pensé et mis en oeuvre pour un véritable moment d'expression et de débats démocratiques pour aboutir à un vote qui s'impose au pouvoir législatif et exécutif. Il ne doit pas être un vote à «main levée» à tout bout de champ, au retour du marché. Il doit pouvoir se donner le cadre et le temps d'une réflexion collective, un peu comme Le Grand Débat National, peut-être ? Les élus doivent pouvoir être contrôlés et évalués et dans les cas de manquements à la loi et à l'éthique les citoyens doivent pouvoir les révoquer.

RESPONSABILISER

Référendum d'initiative citoyenne

Une consultation permanente via internet (accessible aussi dans les administrations pour les personne n'ayant pas accès à internet)

Des consultations numériques de l'assemblée nationale sur les textes de lois en cours de rédaction

Engager la responsabilité des élus sur les promesses non tenues. La justice doit être implacable avec les élus hors la loi. Leur trop souvent impunité nuit énormément à la crédibilité de la démocratie . inéligibilité à vie pour toute faute grave comme la corruption , l'abus de bien sociaux ou l'enrichissement personnel etc

Organiser des réunions d'information et de débats ! mais lorsqu'il y en a parfois, combien de personnes y participent? De toutes façons les problèmes sont souvent trop complexes pour que le citoyen puisse vraiment s'impliquer en tenant compte de toutes les contraintes qu'il ne maitrise pas.

sans aller au mandat impératif; que les élus consultent quand ils sont «amenés « à changer d'avis oud projet

Par des réunions publiques ou des lieux d'expressions comme celui du Grand Débat ; par tirage au sort de citoyens qui participeraient à la vie publique.

Leur redonner confiance en étant plus clair dans son discours et ses actes, bien exposer les conséquences de leur vote avant que le vote soit effectif (le Brexit le traité de Lisbonne le front républicain : autant d'err à ne pas reproduire...) Prendre en considération leur vote

Mettre en place des initiatives tel que celle ci sur des sujets très précis

Cela est très facile je pense avec les outils informatiques, Internet, réseaux sociaux . mettre en place des référendums des grands débats qui interpelleraient les gens sur des questions importantes n est vraiment plus une difficulté il s'agit juste d'une volonté politique.

Associer les ONG et autres associations apolitiques et non religieuses. Avoir une troisieme chambre constituee de citoyens tires au sort et formes sur les grands sujets politiques.

Encourager le dialogue des élus avec les citoyens, instaurer des réunion d'écoute où les citoyens pourraient s'exprimer et les élus écouteraient sans avoir à répondre ou chercher à convaincre.

Au travers des décisions dans les mairies tout d'abord et dans les communes.

1) Renouveler les débats du type «Grand Débat» en ciblant des thèmes plus précis. 2) Faire une assemblée de personnes tirées au sort ayant un rôle de vigilance démocratique et de propositions au pouvoirs exécutif et législatif. 3) Faire «descendre» les élus et les gouvernants auprès des citoyens pour expliquer les décisions et leurs mise en oeuvre. 4) Montrer régulièrement l'avancement des programmes et leur résultats.

Les grands débats Les sondages Des consultations thématiques nationales régulières L'éducation est primordiale + moyens de communication (ex. : chaine de télévision neutre d'éducation politique)

Mettre en place des référendums au niveau régional .

référendum

La voie du référendum doit être améliorée. Certes, il peut s'agir d'un piège pour le dirigeant qui le propose car on a toujours le risque de ne pas répondre pour ou contre à la question mais pour ou contre à son auteur. Pour cela il faut le réintroduire sur des sujets qui ne placent pas le dirigeant en arbitre ou qui ne font pas du référendum un plebiscite personnel ou dont le résultat n'affectera pas la poursuite de son mandat. Pour cela, les questions de sociétés pourraient une bonne voie (Solidarité/dépendance; peines planchers, fin de vie...) ou l'organisation des institutions (baisse du nombre des élus, nouvelle vague de décentralisation, arment des polices municipales

Commencer par respecter les résultats des votes, même s'ils ne conviennent pas à nos gouvernants. Mettre un terme définitif aux passages en force législatifs (49.3, ordonnances, etc.)

le faire localement d'abord

Apporter de la proximité entre la politique et le citoyen : entretiens de quartiers,....

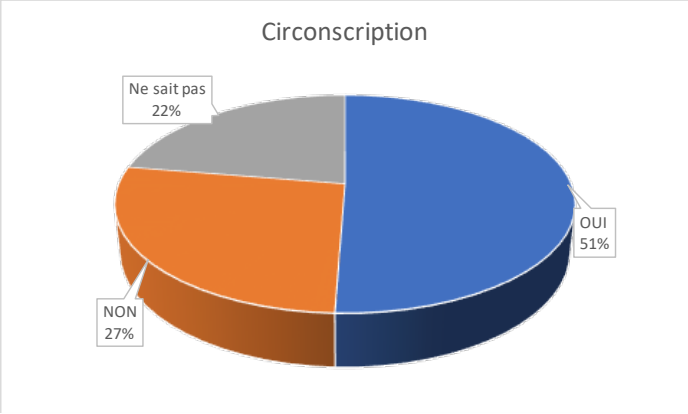
faire des «bilans partagés « ou par organisme indépendant régulièrement

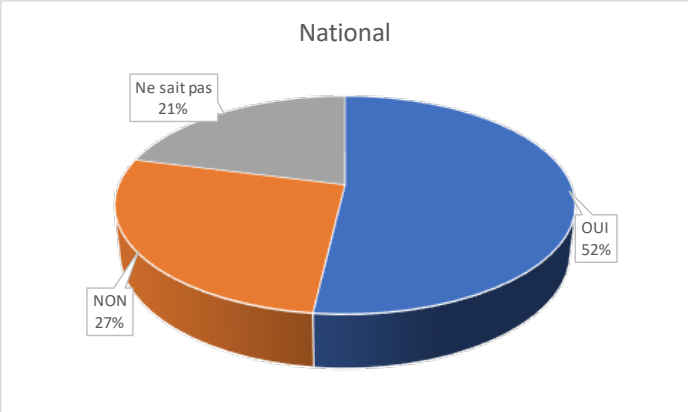
Sans doute qu'il serait intéressant, comme dans certains pays, de dissocier les décisions. Certaines décisions n'ont aucun sens à être prise à Paris, par des personnes qui ne peuvent pas, en toute bonne foi, voir un point de vue construit sur une problématique spécifique à un territoire. Sauf quelques députés, venant d'autres territoires similaires mais pas toute l'assemblée. De plus, en milieu plus restreint, il est plus facile de débattre, d'avoir une meilleure connaissance des problèmes et surtout les conséquences des décisions impacteront bien les personnes qui l'ont prises. Dans ce cas, même en local, il faut pouvoir voter en ligne pour éviter les biais dans l'échantillon votant. Il ne faut pas que ce qui votent, en local, soit les seuls qui en ont le temps.

renouveler les mandats électifs,=, en les limitant dans le temps maxi x années, non renouvelable , ne pas faire carrière en politique

Une ou deux fois par an, organiser au niveau local, une consultation sur des sujets prédéfinis.

Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?





Si oui, comment ?

C est au parlement d'en décider.

Trop compliqué. Il faut réduire les contraintes, moins de parlementaires, plus de citoyens, que le résultat soit probant (60/40 au moins) pour valider. Entre gouverner par référendum et ne jamais consulter directement les citoyens en dehors des élections, il y a de la marge : sur des sujets simples, poser des questions simples.

NON.CELA DOIT ETREASSUR2 PAR DES ORPS INTERMEDIAIRES RECONNUS

Baisser les seuils.

en abaissant les seuils de declenchement

En laissant l'initiative au peuple et une fois soutenue par des élus on pourrait le déclencher

UN RÉFÉRENDUM À 48-52 DOIT ÊTRE ANNULÉ CAR 52 CITOYENS IMPOSENT LEUR OPTION À 48 AUTRES. C'EST PAS DÉMOCRATIQUE.. N'ACCEPTER QUE DES RÉSULTANTS FRANCHEMENT CLIVANT SINON ANNULER

Uniquement au niveau local

Mais je ne parlerai pas de référendum mais plus de consultation citoyenne

abaisser les seuils de déclenchement; prendre en compte d'une manière ou d'une autre le recours au numérique

En prévoyant des quotas réalistes et non presque impossibles à mettre en application.

assouplir ce referendum et l'ouvrir à tous, meme les non Français en situation reguliere sur le territoire

Dans l état actuel de désinformation j ai un doute. De plus la formulation de la question est juste clé . oui mille fois oui si nous sommes capables de formuler la question et gérer les reponses

je n'ai pas confiance dans les parlementaires, ils sont totalement décrédibilisés; le référendum doit venir des citoyens ; ensuite il peut être relayé par les maires et les députés...

En baissant les limites d'accessibilité.

la suisse c'est 8 millions d'habitants non comparable à la France au regard du nombre abstentions

Il ne doit pas y avoir nécessairement l'appui du Parlement pour le déclencher.

800 000 signataires et 100 députés ou sénateurs pour déclencher le RIP

seuils de déclanchement plus bas

à condition que les «promoteurs» de ce RIP soient suffisamment nombreux pour représenter une part significative du pays

Comme sont nom l'indique INITIATIVE POPULAIRE sans une censure organisée

RIP soutenu par une partie du corps électoral moins importante : actuellement rendu impossible.

Le RIC oui mais pas à dès questions bateau ou l'on doit répondre oui

je suis contre un référendum d'initiative citoyenne au niveau national mais j'y suis favorable au niveau régional (décision sur un autoroute par ex.).

Initiative citoyenne comme en Suisse

Moins de contraintes mais toujours un nombre significatif de demandeurs pour ne pas tomber dans l'anarchie.

le parlement c'est corruption et lobby alors cela ne sert à rien il faut donner aux citoyens la possibilite de declencher un referendum pour toute demande depassant le million de participants

D'abord faire connaître cette possibilité qui est peu connue du public. Ensuite réserver son usage à des questions pratiques (par ex. construction d'un aéroport ou d'une voie ferrée) et exclure les sujets d'éthique.

On peut commencer par informer le public sur le RIP (dont j'ignorais l'existence jusqu'il y a peu) et peut-être ne pas réserver l'initiative au Parlement, étant entendu qu'un certain nombre de parlementaires doit le valider.

Les parlementaires ne sont pas assez à l'écoute de la volonté des citoyens. Exemple: la majorité des citoyens est favorable à l'euthanasie / suicide assisté (dans certaines conditions), mais aucun parlementaire ne veut s'emparer du sujet et proposer un référendum. Dans ces conditions, il faut pouvoir contourner les réticences des parlementaires et que les citoyens puissent être à l'initiative de référendums.

Supprimer la condition de soutien par les parlementaires Abaisser le seuil à 700 000 signatures Aucune restriction des sujets

50 % des élus ont 50 % de leurs circonscription le demandant.

Alléger les contraintes qui font que c'est à ce jour inapplicable.

A questions multiples concernant un changement d'orientation par rapport aux programme électoral, ou dans le cadre d'une loi fortement contestée. Nous sommes en démocratie et c'est la majorité du peuple qui doit avoir le dernier mot. PAS CEUX QUI CRIE ET QUI CASSE

Diminuer un peu le nombre de signatures nécessaires (de parlementaires et de citoyens). Non au RIC qui conduirait à l'ingouvernementalité et renforcerait le populisme.

Oui, de sa propre initiative, l'Etat devrait soumettre aux référendums les lois qui ne sont pas écrites dans le programme du candidat élu, celles qui potentiellement peuvent faire l'objet de débats ou de rejet potentiel par une partie des français ainsi que celles qui sont poussées par des groupes de pressions (minorités agissantes, communautés, lobbies) ou dictées par des technocrates coupés de la réalité. Mais l'Etat ne doit pas être le seul à pouvoir initier un référendum. Les citoyens doivent pouvoir le faire à tout moment. Voir plus haut

Référendums fréquents sur l'ajustement de la ligne votée à l'élection présidentielle par application mobile

En le transformant en RIC, type votation citoyenne Suisse Pourquoi faudrait-il que le déclenchement du Référendum dépende du bon vouloir des parlementaires, inféodés à leur groupe parlementaire ? N'aboutiraient que les questions soutenues par un parti, dans l'intérêt partisan de ce parti. En revanche, si le résultat du RIC est positif, il ne devrait pas avoir force exécutoire - que l'on sait peu appliqué ou inapplicable- mais contraindrait les parlementaires à s'emparer du sujet, (avec la participation des citoyens à l'origine du RIC ?) - les seuils de déclenchement devraient être largement abaissés (actuellement 1/10ème des électeurs, soit 4,7 millions d'électeurs ! Cela suppose énormément de moyens pour le citoyen lambda ou l'association qui voudrait soumettre une question au référendum)- 1, 5% des inscrits (700 000 signataires) semble plus raisonnable au vu des résultats de change.org avec d'autres moyens et d'autres contrôles : création d'une plateforme sécurisée, avec identification du signataire et validation de son inscription comme électeur, du fait qu'il ai voté au cours des deux derniers scrutins (cf question précédente) - cette plateforme devrait également être une plateforme de débat, exposant les avis pour et contre (cf Le Drenche), puis proposer à chacun d'argumenter, de poser des questions,....et enfin de signer ou non, la pétition. Des débats citoyens, comme ce grand débat, devraient pouvoir être organisés pendant ce temps, avec mise à disposition gratuite de salles par les mairies, à tout citoyen en faisant la demande, avec des moyens publicitaires et de communication autres que FB (que notre démocratie n'enrichisse pas les GAFA !) Ceci au niveau national, mais le RIC devrait trouver sa place à tous les échelons de notre démocratie, avec la même facilité et force exécutoire plus ou moins importante.

annulation du vote si le% de vote blanc l'emporte

Ce n'est pas la peine de consulter. Moi j'ai un bac+5 et je n'arrive pas à comprendre comment tout marche. Comment voulez-vous qu'on me demande mon avis. Si vous me dites « est-ce qu'il faut dépenser plus ? », ce sera non. Taxé plus ? Non encore. Attirer les sociétés de choisir la France ? Oui. Il faut montrer que les impôts baissent, l'emploi augmente et les dépenses ne sont pas en déficit. Facile.

Il doit pouvoir être proposé par les citoyens entre 700 000 ou 1 million, mais très encadré et qu'il soit annulé s'il y a moins de 50% de votants.

Le referendum, par essence dangereux, est à manipuler avec grande précaution (l'exemple calamiteux du Brexit vient à point nommé pour nous en préserver)

je ne savais même pas que ça existait ! quelle est cette partie du corps électorale ?

Rendre les députés plus accessibles dans leur circonscription.

Non car je pense que les française ne sont pas assez responsable politiquement et qu'une grande défiance envers le gouvernement anime leur choix. Je pense donc qu'il faut d'abord passer par une relocalisation du pouvoir par le fédéralisme. Cf. plus haut.

étendre la possibilité de cet outil par TOUS les acteurs(associations par exemple) et pas seulement le monde politique

Cela doit être possible mais la démocratie représentative consiste en un choix de représentants qui décident et sont éventuellement révoqués à la prochaine élection. Les référendums ne donnent que rarement une vraie réponse à la question et sont tout simplement dangereux (Cf Brexit par exemple). Cela n'empêche pas bien entendu que le référendum reste un outil à disposition de l'exécutif. Il peut aussi être déclenché par une demande populaire mais avec des exigences de volumes élevées

Le référendum R.I.P ou R.I.C (même s'il hérisse le premier ministre)doit exister avec plus de souplesse que prévu dans la constitution par Nicolas SARKOZY en 2015 .

en faisant beaucoup de pédagogie et d'éducation en amont de ces RIP.

Au bout d'un certains nombre de soutien à une pétition cela devrait ouvrir un RIP. Rendre la technocratie, bureaucratie politique + accessible. LE RIP était applicable depuis 2005, bizarre que personne ne sait comment le déclencher...

Les membres du parlement ne prennent pas l'initiative. Il faut donc mettre en place un système différent qui ne soit pas verrouillé par les parlementaires.

Eviter de le bloquer quand il doit avoir lieux

Il faut faciliter le déclenchement et l'application du référendum d'initiative partagée (la proposition de loi n'a pas à être signée par des élus, elle devrait pouvoir être déclenchée par des citoyens uniquement ! Idem pour le conseil constitutionnel, pas de validation de cet organe. Proposition de loi signée par 5% du corps électoral et non 10%)

Les conditions de son déclenchement sont obscures et à la seule initiative de députés et gouvernement. Il faut compléter de l'initiative inverse venant des citoyens puis conforter par le soutien des députés ou sénateurs (1/15e) . L'Etat (exécutif) n'ayant en ce sens aucune légitimité à intervenir pour ou contre puisqu'il peut lui-même décider d'un référendum.

Un grand débat tous les ans est suffisant avec un consultation sur la synthèse lors d'élections communale, départementale, européenne , Régionale , sénatoriale et législative c'est à dire chaque année sur un mandat de 6 ans

☐ Réduire le nombre de signatures nécessaires et simplifier les prérequis pour demander l'organisation d'un référendum d'initiative citoyenne

>Pourquoi le RIP n'a t-il jamais été appliqué?

Par un nombre limité : 1 par an maxi.

Eviter les discussions type «café du commerce» !

Surtout pas. Les citoyens ne répondent jamais à la question du référendum. Le monde est complexe et une réponse en «oui ou non» ne permet pas de répondre à cette complexité.

Il suffit d'utiliser une plateforme de ce type, en utilisant notre numero fiscal afin de s'assurer que chaque citoyen vote au plus une fois, et d'ouvrir un referendum des qu'un quorum suffisant est atteint

Le RIP est en revanche mal connu et gagnera à bénéficier d'une pédagogie sur son utilisation. Il faut en tout cas exclure le référendum dont le seul but est de détricoter sans analyse et sans réflexion éthique ce qui a été patiemment bâti auparavant, pour exprimer un ras-le-bol sans rapport avec la question.

C'est au gouvernement d'y réfléchir. Je crois que le déclenchement est à 4 millions de citoyens. Il faut le réduire.

En complément du référendum citoyen (cf ci-dessus), mais avec la même contrainte de 4 millions de signatures.

Avec des députés qui retrouvent un mandat de maire et qui seront à meme de sentir la pertinence d'un RIP

Il faudrait déjà que les citoyens soient informés de l'existence de cette procédure. Et qu'ils puissent demander à leurs représentants de la déclencher.

Les lois doivent aussi être approuvées par le peuple. Mise en place de vote.

En mettant comme seuil de déclenchement les seules signatures de 600 000 citoyens

internet

Diminuer le nombre de parlementaires nécessaires à la convocation d'un RIP et le nombre de signatures d'électeurs

Il y aurait peut-être lieu d'assouplir le RIP en 1/10ème de parlementaires et 1/10ème d'électeurs au lieu de 1/5ème de parlementaires et 1/10ème d'électeurs.

Les référendums sont généralement ultra politisés, et leur finalité s'en trouve la plupart du temps dénaturée. J'y suis donc plutôt défavorable tant que des modalités claires ne sont pas établies pour éviter ce type de dérive.

un nombre de simple citoyen doit pouvoir déclencher un referendum ET SANS SUJET TABOU

En levant les barrières mises en place lors de son vote en 2015 pour le rendre inutilisable

multiplier les débats sur la place publique

Il faut être très prudent sur l'utilisation d'un référendum sur le plan national car le vote est souvent détourné par les extrêmes. Par contre on pourrait envisager un référendum sur le plan local pour des cas bien précis

C'est possible. Mais le vote citoyen pour entériner doit être supérieur à 10%

si une pétition obtient plus d'un certain nombre de signataires par exemple. La mise en place d'un réferendum permettrait alors de contourner les lobbys, les extrémistes de tout bord et aurait la légitimité de la majorité exprimée

Faciliter sa mise en œuvre sans pour autant en faire une mesure courante et ne l'utiliser que pour des questions fondamentales de société.

Seulement sur des sujets fondamentaux de société

Je ne suis pas enthousiaste à l'idée de référendum, quel qu'il soit. Car nous les Français n'avons pas la culture du compromis, mais plutôt celle de l'affrontement.. Tout référendum sera donc plutôt clivant, je le crains. Mais pourquoi ne parle t'on pas de référendum communal, où la situation serait probablement différente...

tout d'abord en faisant connaître cette procédure à la population

Possible mais sûrement pas systématique car cela remettrait en cause la délégation de pouvoir accordée aux gouvernants. Le RIP ne doit pas engendrer des coûts trop importants.

En définissant dans la loi, les thèmes qui peuvent être soumis à référendum, pour éviter toute dérive populo-démagogique, et en définissant un quorum ni ridicule ni inatteignable.

Il est impossible de faire un référendum sur chaque sujet. Beaucoup de gens ne connaissent pas le fonctionnement de nos institutions.

Il est dangereux de consulter à tout propos. Il faut définir les sujets qui peuvent faire l'objet d'un référendum (sujets concernant tous les citoyen.ne.s, par exemple sujets sociétaux), à condition et c'est le plus important de s»assurer de la maîtrise des enjeux et de la connaissance des impacts du choix (Cf : le Brexit !) Mais aussi bien sûr si l'on consulte les citoyens il faut que le gouvernement s'engage à respecter le choix du peuple..Par ailleurs la façon de formuler la ou les questions sont des éléments déterminants...et cela doit faire l'objet d'un examen et validation par une instance reconnue..

abaisser les seuils pour le rendre envisageable

Abaisser de manière conséquente mais raisonnable le nombre de personnes nécessaire pour déclencher le référendum. Alléger la procédure pour que du moment que ce nombre est atteint, le référendum soit programmé de manière automatique mais avec une vraie explication des enjeux sur une longue période (variable en fonction de la complexité du sujet). Processus transparent de A à Z

Si demande d'un nombre significatif de citoyens inscrits sur les listes électorales, obligation pour le Parlement d'étudier la proposition. le dernier mot restant au Parlement

oui parce que cela a été mis en place dons ce doit être utile et «non» parce qu'une élection valide un programme qui ne doit pas être remis en cause tout le temps

le mettre en place lors d'élections

Le rip est inaplicable en l'état. C'est une nouvelle République ou le vote des lois direct est au centre de la constitution.

Au regard des contributions des citoyens lors des grands débats.

Conditions actuelles trop lourdes.

le RIC oui, le RIP non: le peuple décide! et à condition d'abaisser le seuil de signatures pour le déclencher

L'expliquer largement

je n'ai pas assez réfléchi sur ce sujet pour avoir un avis pertinent.

à partir d'un certain nombre de signature demandant un , RIP celui-ci deviendrait obligatoire

à débattre, je ne sais pas

je ne connaissais pas ce référendum donc aucune idée

Uniquement sur les problèmes locaux

je ne connaissais pas son existence. Donc, probablement le faire connaitre aux gens.

Revoir l'ensemble des types de référendums Modifier les règles trop restrictives (jamais utilisé !)

En baissant les seuils.

Baisser les seuils fixés

Descendre les seuils de déclenchement.

Abaisser les seuils

idem ci-dessus

Reduire un peu le seuil mais surtout NON au RIC qui est la porte ouverte au populisme

5% des députés et 800000 citoyens signataires

Baisser le nombre de signatures nécessaires, assouplir les critères.

En simplifiant la démarche de mise en oeuvre. Aucun RIP depuis 2015 à ma connaissance c'est surprenant vu la situation dans laquelle se trouve la France aujourd'hui?

Questionnaire info

trop de risque d'un vote santion et non un vote sur le fond !

diminuer le seuil de déclenchement

Prendre exemple avec les votations en Suisse (Aurons -nous le courage d'exiger la maîtrise de la langue, coutumes, recettes culinaires ....?)

NON, le RIP n'a pas fonctionné et on sait pourquoi. Les citoyens sont déjà représentés et pas toujours conformément à la campagne électorale préalable. Faut-ils encore qu'ils «prient» et allument des cierges pour que les parlementaires déclenchent un référendum. Que faut-il attendre de ceux dont l'élection se

justifie par le fait qu'ils sont les experts de la loi. La loi c'est leur affaire. Sont-ils naturellement enclin à laisser les citoyens s'en emparer sur une question précise, en fait, à les remplacer ! même pour un instant ?

à remplacer par le RIC

Oui pour les grands thèmes societaux seulement et avec l'appui des élus de terrain et des corps intermédiaires pour plus de cohérence

Mettre en place un referendum annuel regroupant les 5 propositions citoyennes ayant eu le plus de signature et/ou toute celle ayant plus de 1 millions d'électeur

il n' a jamais été utilisé très rarement évoqué aussi . le RIC sur des plateformes participative comme change .org

sur des plateforme style change .org

Déjà par en faire une pendant c'est temps de crise

Il ne faudrait pas multiplier les consultations nationales : mettre la barre de déclanchement assez haut, en revanche faciliter ces consultations au niveau local ou régional.

N'est pertinent que pour des choix non stratégiques sans impact sur le long terme, qui à contrario nécessite des compétences spécifiques. A priori plutôt du domaine local (plan de circulation, construction d'aménagements sportifs...)

Je suis favorable à un référendum qui serait plutôt un questionnement pour décider de la mise oeuvre de politiques ou de lois, mais après des débats organisés auprès des citoyens. Ces débats alimenteraient le questionnement proposé. Les sujets sont difficiles et un référendum qui serait fait sans débat préalable donnerait des résultats sans prise en compte des tenants et aboutissants des choix à faire.

En créant une nouvelle instance NEUTRE 1/3 du parlement OK pour proposer un RIP

Cela me semble une usine à gaz.

Faciliter les procédures de mise en place du vote ?

revoir le s règles de déclenchement du RIP

Sans doute faudrait-il modifier les seuils pour faciliter son déclenchement sur certains sujets.

Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ?

je ne considère pas que ce soit la thématique principale du référendum (cf texte en bas de page)

Des plate-forme internet facile à trouver et connues du grand public plus aiseés que des rdv car personnes pas tjr disponibles.

Il faudrait que les budgets soient facilement accessibles en ligne, compréhensibles. Il manque des fiches pédagogiques décryptant les résultats de chaque mission, et aussi ceux de cette foultitude de comités et conseils dont les citoyens ne voient pas l'utilité. Strasbourg consacre 1M € à un budget participatif, peut-être que ce serait faisable au niveau d'autres communes ou d'une région.

Référendum

MEME REPONSE

multiplier les enquêtes publiques.

Transparence

Donner un pouvoir de sanction à la cour des comptes. Faire payer des impôts à tout le monde ! Quand tout le monde sera impliqué financièrement , on arrêtera de laisser l'argent publique financé par seulement 40% des actifs être gaspille

PUBLIER LES STATISTIQUES SUR LA «REDISTRIBUTION» DE SOURCE NEUTRE OCDE, INSEE ETC

Il faudrait d'abord expliquer à quoi sert l'argent collecté. On devrait permettre d'avoir plus d'impôt affecté. Aujourd'hui il y a une grande liberté pour créer des associations, à elles de se faire entendre. Les référendums sont propices à la manipulation de foules. CF Alexander Hamilton l'un des pères de la constitution américaine sur le sujet.

Cela commence par une évaluation systèmatique et accessible des dépenses publiques avec une analyse a posteriori des résultats vs engagements. Et ensuite pourquoi pas soumettre le projet budgétaire prévisionnel à un collectif de citoyens pour avis consultatif.

Sénateurs tirés au sort, disposant d'un pouvoir de contrôle des dépenses avant engagement, devenant des lanceurs d'alerte en charge d'informer les citoyens sur des dépenses douteuses...

Utiliser les nouvelles technologies pour consulter les citoyens

toujours plus de consultations et d'explications de ces décisions d'État via les communes

ouvrir les comptes publics dans les mairies, pouvoir s'opposer à un projet local si trop couteux, demander des enquetes de terrain , que les citoyens aient leur mot à dire sur les depenses par leurs impots.

Prendre les responsabilités au niveau de l état qui doit savoir la valeur ajoutée de chacune des dépense et se poser la question des effets collatéraux sur d autres dépenses. En 27 ans d entreprise j ai vu toutes les politiques d économies aboutir à des surcoûts au Niveau transversal

referendum

Pour les dépenses d'état, consulter par référendum. Pour les collectivités locales: adresser des questionnaires aux habitants de la région, en présentant le budget courant réparti entre les postes les plus importants (avec une grille de correction souhaitée), et en questionnant sur la pertinence des projets d'investissement et le coût lié à ceux ci.

Référendum avec de vrais questions.

Prendre en compte les doléances de chacun. Lorsqu'un projet est décidé, organiser un vote pour que les citoyens touchés par ce projet puissent exprimer leurs avis sur ce dernier, du moins se positionner.

obligation de publier les résultats simples chaque année un classement des plus économe valoriser les bonnes pratiques avec des primes faire des émissions de télévision créative

Site web présentant toutes les dépenses de chaque élu, villes, ministères.

Au niveau régional, chaque année établir des comptes-rendus sur ce qui a été fait et dépensé.

Le manque de pédagogie flagrant sur l'utilisation de l'argent public génère des fantasmes. Il faut plus de transparence à ce niveau là. Ensuite, le vote des citoyens pour telle ou telle liste doit leur permettre de donner leur avis lors des élections classiques sur l'utilisation de cet argent.

Organiser localement plus de réunions d'information et d'échanges sur cette question

les interroger sur les choix ! (référendums...) en précisant bien les coûts ... (exemple des ronds-points et des médiathèques dans les zones rurales , coûteux et dont l'utilité est douteuse.

Il faut expliquer simplement en toutes transparences ce qui est fait. La satisfaction ou la sanction interviendra lors des élections voire lors de la demande de RIP, voire lors de manifestations lorsque l'écoute ou les réponses apparaîtront insuffisantes

vote en ligne

les informer

Un site internet avec la répartition des recettes et des dépenses, dans le cas d'un solde négatif restriction drastique du poste en question comme dans une entreprise d'ailleurs

Référendums

réduire les frais d'apparat; expliquer par des émissions tv comment est dépensé l'argent.

Le modèle suisse : - Référendum obligatoire pour toute modification de la Constitution ou adhésion aux organismes et traités internationaux. -Référendum facultatif qui permet aux citoyens de déclencher un référendum pour rejeter une loi dans les 100 jours suivant l'adoption de cette dernière, à la condition d'avoir réuni XX 000 signatures. -Initiative populaire (démocratie participative) qui peut déclencher un référendum pour modifier la Constitutionsous condition de XXX 000 signatures.

Référendum local

Questionnement electronique à chaque décision importante . Faire confiance a l'inventivité des citoyens

RIC

Drôle de question ! Je n'ai pas l'impression d'avoir jamais été consultée sur l'utilisation de l'argent public. La première chose serait de rendre transparente cette utilisation en mettant de manière simple les différents budgets des collectivités à la disposition des contribuables (sur un sité dédié par ex.)

Là encore, mettre à disposition du public de manière facilement accessible les grandes orientations budgétaires, cela ne sert à rien de consulter si on est mal informé.

Consultations publiques aux différents niveaux, avec obligation de prise en compte du résultat de la consultation

Soumettre les budgets au vote des citoyens à tous les échelons .

par une proposition électronique

Les députés présentent à l'assemblée de circonscription le budget et les comptes. Ils votent en fonction de la majorité de leurs circonscription.

c'est simple le parlement vote le budget et l'année terminée, on analyse les résultats par rapport a ce budget et le vote du parlement démet ou pas le gouvernement. d quand a l'avis des citoyens sur l'utilisation de l'argent public : mini grand débat

soumettre le budget aux peuples

Aucun budget déficitaire et plus de taxes/impôts supplémentaires, notre pression fiscale étant déjà insupportable.

Les élus et les ministres ont un mandat pour gérer la France d'une probité irréprochable. Leur responsabilité sont de prendre toutes les mesures budgétaire qui vise à réduire la dette en faisant supporter l'effort d'une manière équitable. Et veuillez que les devoirs régaliens de l'état soient efficace et au service et accessible pour tous le citoyens.

Faire une communication annuelle à chaque échelon local régional etc avec une présentation identique et validée par une organisation independante

Cf ci dessus

Ceci est de la démagogie

Référendums

Référendums fréquents sur l'ajustement de la ligne votée à l'élection présidentielle par application mobile

Peut être créer des comités citoyens de contrôles des fonds publics incluant de véritables professionnels de la gestion

Pour moi la question n'est pas de consulter les citoyens sur ces questions, sauf à ce qu'ils s'en emparent au travers du RIC (cf cas du projet de stade de Zurich abandonné suite à un RIC) mais de responsabiliser les élus. - Par le biais du «contrat» chiffré avec leurs électeurs (voir plus haut), - En rendant exécutoire les avis de la cours des comptes, - En laissant les lanceurs d'alerte, type Canol.fr, faire leur travail, notamment auprès des tribunaux

c'est le role du parlement mais les conclusions des commissions ne sont pas médiatisées on a donc l'impression que ce la se passe «entre gens inities»

Idem que pour la question sur l'implication des citoyens à la vie publique. Il faudrait en amont des élections présenter un budget clair sur lequel les citoyens puissent voter

Par internet L'état sait bien construire des sites puisque celui-ci existe.

Les forums comme cela, email direct, etc.

que des citoyens puissent être associés dans les commissions.

Création du livret de suivi budgétaire (voté / décidé /dépensé) local / regional / National transmis au citoyen et disponible sur la plateforme des IMPOTS .MAIS ETRE CLAIR

Même réponse que ci-dessus

déja avoir de la transparence sur les dépenses actuelles, ou va l'argent, dans quelle proportion,

C'est un cas ou je pense que le référendum est utile, pour définir ce que les citoyens acceptent de financer par l'impôt et les taxes. Certaines décisions lourdes de conséquences, financières notamment, ne devraient pas pouvoir être engagées uniquement par la municipalité. Il y a trop de communes endettées de façon dramatiques du fait de la mauvaise gestion d'une équipe. Dans ce cas, une confirmation de l'investissement pourrait être obligatoire par un vote des habitants.

Vote sécurisé par Internet ou en Mairie

Il faudrait d'abord que les français connaissent et comprennent ces chiffres. Je ne suis pas certain que ce soit dans les cordes de chacun. Autrement dit, c'est aux citoyens de faire plus confiance, et aux élus d'être plus transparents.

Des référendums

Commencez par les responsabiliser politiquement : fédéralisme. Cf. plus haut.

Il faudrait déjà que les citoyens aient une idée claire de la façon dont l'argent public est dépensé et par qui, ce qui implique de trouver une manière simple d'expliquer les dépenses publiques. Je pense aussi que les projets publics de grande envergure impactant lourdement le budget des communes et/ou impliquant un endettement important du budget communal devraient faire l'objet de référendums locaux. Le problème actuel est qu'une fois une équipe municipale en place, si celle-ci décide d'un projet pharaonique, exotique, pseudo-créatif...aucun citoyen ne peut s'y opposer. Cf l'argent dépensé pour décorer des ronds-points, mis dans des salles communes qui ne sont pas polyvalentes alors que le besoin est flagrant, dans des médiathèques alors que le bourg ne compte que quelques centaines d'âmes, dans des places, fontaines...dont personne n'a l'usage. Et il est impossible pour le citoyen d'anticiper les idées originales et néanmoins couteuses que peuvent avoir certains élus au fil de leur mandat. Le souci est que les enquêtes publiques sont trop rares et restreintes à un champ limité, que la consultation ne peut se faire qu'en mairie, que lorsque les horaires d'ouverture de ces dernières sont faibles, les enquêtes sont vides car les citoyens ne sont pas tous disponibles pour s'y rendre, que lorsque parfois on laisse un commentaire à l'enquêteur, on n'a jamais de retour. Je pense que mettre les enquêtes publiques en ligne et alerter systématiquement les citoyens qui le veulent par mail serait déjà un premier pas. Je propose qu'aucun chantier colossal proportionnellement au budget communal ne soit décidé sans aval d'un professionnel du marketing. Investir oui mais encore faudrait-il s'assurer de la nécessité de certaines dépenses,

c'est à dire des besoins auxquelles elles répondent. C'est une compétence marketing. On ne peut pas reprocher à des élus de petites communes dont ce n'est pas le métier de ne pas savoir conduire ce genre d'investigations mais le fait est que parfois ce manque de savoirs techniques conduit à des dépenses difficiles à comprendre.

Demander leur avis aux citoyens(vente des autoroutes, aéroports, barrages, etc...). Instaurer un service civique aux récipiendaires d'aides et prestations quels que soit leur statut. Que les démarches administratives numériques soient facultatives et non pas quasi obligatoires(cf cartes grises)tout le monde n'étant pas au fait de ces technologies.

Rendre des comptes aux électeurs aux citoyens après utilisation du budget de chaque ministère et à la fin de chaque exercice budgétaire une fois par an.

De vaste sondage sondant toutes les classes et pas qu'un petit nombre de personne de classe spécifique. Un grand nombre de sondeur. Faire appel au devoir du citoyen en le responsabilisant. En le rendant fier de participer.

des débats publics !

Des consultations des citoyens devraient être organisées aux différents niveaux pour valider ou non les dépenses utilisant l'argent public.

Le net doit permettre des avancées démocratiques

Continuer le Grand Débat sur tous les autres sujets / débats majeurs jusqu'à la fin du quinquennat ? Organiser des référendums au niveau des communes et des collectivités locales. Des questionnaires comme celui-ci pourraient être proposés en ligne (même si tout le monde n'a pas internet) et en mairie. il faudrait que les politiques apprennent à présenter clairement le chiffrage de projets (coûts / bénéfices) avec des figures simples sans noyer le public de chiffres.

Rien de plus

Il faut tirer au sort des citoyens non élus pour être associés à la décision publique Il faut faire des référendums par Internet (pour les personnes tirées au sort) pour consulter plus directement les citoyens sur l'argent public dépensé par l'Etat, les collectivités. Déplacements en mairie pour les personnes ne sachant pas se servir d'Internet.

Rendre plus accessible et plus fréquent les rapports de la Cour de comptes. Que ces rapports soient soumis à l'appréciation des électeurs et que les conséquences existent concrètement.

Grand Débat

Soumettre à référendum les questions de simplification et réduction des instances de représentation démocratique pour contourner les blocages des élus installés dans leurs prérogatives .

des échanges au niveau communal, ou une information pour chaque foyer

Même réponse que précédemment

Mettre en place 1 fois par an des débats au sein des mairies.

débats en mairie et sur internet comme maintenant.

Il suffit de lire les messages de ce forum et de prendre les mesures qui s'imposent afin de reduire le gaspillage de l'argent public qui est en grande partie finance par nos impots!

C'est le rôle du Parlement, à renforcer, et de la Cour des Comptes, dont les rapports très documentés me paraissent surtout servir à alimenter un journal de 20 heures et trois éditoriaux au moment de leur parution.

Communiquer de manière plus transparente sur internet en particulier / mais avec aussi d'autres media. Expliquer de manière neutre les sujets avec avantages et inconvénients - chiffrer les projets & les positionner par rapport à 1 budget - et demander à prioriser (sortir du tout est possible)

Davantage détailler le budget annuel de l'état / des collectivités. Le rendre accessible, expliquer pourquoi ces choix sont fait. Cela peut prendre la forme d'une lettre envoyée par mail ou d'une allocution présidentielle. À la suite de cette édition, proposer un questionnaire en ligne standardiser pour recueillir les éventuels avis ou sonder la population via un organisme indépendant de sondage.

Pourquoi les consulter plus ? En démocratie représentative, nos gouvernants et nos élus sont à même de faire le meilleur usage de l'argent public

Leur poser des questions , ! Puis je faire ceci ? PUIS JE SUPPRIMER CELA ? Puis je donner votre argent à X ou Y..,?,

Les décisions de dépenses de l'Etat devraient être soumises à l'accord des Députés et des élus des Régions. Les décisions de dépenses des Régions devraient être soumises à l'accord des élus des Communautés de Communes. Et pour finir, les décisions de dépenses des Communautés de Communes devraient être soumises aux votes des citoyens de la Communauté de Communes, une fois par an lors de l'établissement du budget de fonctionnement.

Organisation d'une consultation des citoyens mais au niveau de la commune ou la communauté de communes

Bonjour il faut renforcer le contrôle des dépenses publiques , et ce à n ' importe quel moment .

Les consulter par référendum pour savoir quels domaines leurs semblent mériter plus.

Consultation comme celle ci

Il faut que les citoyens puissent voté pour valider les dépenses public. Le projet doit être validé par les citoyens avec d'être réalisés. Encore une fois prenons l'exemple de la suisse.

Il faudrait d'abord respecter les recommandations de la cour des comptes

Donner des éléments d'information TOUS les mois (informations courtes fabriquées par un organisme non dépendant de l'Etat) et donner un suivi aux recommandations de la Cour des Comptes.

Pas besoin de consulter les citoyens : - Premièrement, la cours des comptes fait un bilan, il faut OBLIGER le gouvernement à corriger dans l'année les dérapages et gaspillages, - Et deuxièmement, il faut que les juges sanctionnent tres lourdement ceux qui ont dilapidé l'argent public. Ex : 50000€ de taxi en une année... et l'affaire fillon.. etc... Le reste des dépenses, c'est au gouvernement élu de le gérer... et de rendre compre devant les urnes... il suffit aux journalistes de communiquer sur ce sujet pendant les campagnes électorales. Le citoyen n'a rien à voir là dedans... ce n'est pas son rôle.

internet formulaire

FAIRE DES CAHIERS DE DOLÉANCES DANS LES MAIRIES

Cf supra: les consultations pourraient aussi se faire au niveau des collectivités;

Créer un site WEB où serait diffusé ces informations et le faire connaitre auprès du public. Inciter la presse et le journaux télévisés à faire des documentaires assez précis sur ces sujets au niveau national et régional. A l'issue de ces informations les citoyens pourraient laisser leur avis en répondant à un questionnaire.

En intégrer dans les processus de réflexion et décisionnels.

vote obligatoire sous peine de sanction. par exemple: amende, privation de subventions etc ....

Leur demander leur avis par un des moyens proposés dans le grand débat sur des projets impactants et surtout évaluer systématiquement l'impact des réformes votées avant d'en voter de nouvelles

les élus doivent consulter leurs électeurs

Référendum LOCAL dans une commune

Oui, cela paraît être une bonne chose, puisque ce sont les citoyens qui sont les premiers concernés

Les comptes d'une collectivité ne sont pas facilement compréhensibles par les citoyens à moins de faire travailler des personnes de communications comme le font déjà certaines communes.

C'est aux structures administratives et aux élus de faire correctement leur boulot. A eux de trouver les moyens de consultation qui sont adéquats à leur niveau. Ils doivent être à l'écoute de tous leurs clients et pas seulement de leur clientèle. Ils doivent aussi faire un retour (objectif) sur expérience.

Transparence des comptes accessibles à tous sur internet à tous les niveaux du millefeuille avec evolution des dépenses et économies selon les années.

Plus de consultation au niveau local ou régional sur les projets de dépense(referendum local) A tous les niveaux, un accès sur internet doit être possible à tous pour consulter dans les détails, les grandes dépenses engagées et leur justification.

Augmenter la transparence sur les budgets et rendre accessible aux citoyens la participation aux conseils décisionnels (municipaux, collectivités,...)

Chacun est responsable de sa participation ou pas.

Pas grand chose car l'utilisation de l'argent public est extrait difficile à juger pour un citoyen.

Ajouter un questionnaire avec la déclaration de revenus. Communiquer sur l'utilisation de l'argent public et informer le contribuable sur le coût réel des services qu'il utilise.

Possibilité de consulter les dépenses réelles de l'argent public par le biais des mairies ou d'un site internet dédié avec possibilité de réactivité de la part du citoyen

votations

Expliquer et informer régulièrement les citoyens sur la bonne utilisation de ces sommes de façon trimestrielle.

D'abord expliquer de manière compréhensible les notions de base d'économie et de finance du pays dans le contexte et les engagements européens et mondiaux. Au niveau local cela me semble plus accessible. Au niveau national, il faut quand même des bases communes à toutes et tous et quand on voit comment les économistes et les politiques ont des visions différentes...pas simple. Mais c'est un enjeux fort que de partager les constats avant de s'attaquer à des solutions et/ou définir des priorités.

Voir plus haut

communiquer plus fréquemment sur l'utilisation de l'argent public, sa destination

Expliquer, justifier et documenter toutes les dépenses publiques et les soumettre à l'acceptation des citoyens par référendum. Consulter plus souvent les citoyens comme le fait actuellement l'assemblée nationale sur le changement d'heure par exemple et en informer largement le public.

Non une décisiOn de l'assemblée, puis une analyse objective partagée publiquement, et les modifications à apporter en consensus avec un portail citoyen

une écoute plus attentive

Uniquement sur les grands projets avec au moins un an d'information préalable pour éviter les réactions épidermiques et non éclairées : une concertation.

vor plus haut

Mettre en ligne sur le site les infos claires et simplifiées dans chaque administration concernée et poser les questions aux citoyens.

instaurer des consultations locales

publier les documents de la cour des comptes, consulter les citoyens avant tout projet d'envergure

Les citoyens peuvent voter entre plusieurs budgets proposés chaque année.

gérer l'état comme une entreprise c'est à dire enrespectant son budget sous peine de sanction être responsable en cas de dépenses injustifiés, et non pas trouver de nouvelles taxes, sentiment que Bercy ne fait que cela sentiment que lorsqu'un nouveau président est élu ses premières mesures qui arrivent sont d'augmenter lex taxes ou en trouver de nouvelles, tout cela pour en arriver a une dette abyssale, ou passe l'argent???? il n'y a plus d'argent et l'état continue à distribuer incomprehensible

utiliser le RIP sur certains choix importants.

Informer de l'utilisation via les mairies au public et lui demander leur avis aux citoyens. (sondages, referendum, etc...)

la votation au niveau de la commune

Une consultation type grand débat avec réponse informatisé et endroit pour ceux ne disposant pas de matériel ou ayant besoin d'aide (mairie?)

Publier sur internet un cernât de route consultable par les citoyens

Faire des référendums comme en Suisse

Rendre les politiques plus raisonnables et moins centres sur leur ego

Transparence accès aux comptes détaillés

qq référendums accessible en vote électronique

Il faudrait rendre obligatoire, dans les campagnes électorales, les moyens avec lesquels les candidats souhaitent financer leurs promesses de campagne. Et que la faisabilité soit validée par une assemblée désignée.

Consultation systématique sur les investissements locaux significatifs, avec un droit de veto par consultation citoyenne locale (RIC local)

Peut etre demander par RIP quel(s) minister(s) doit être financé en priorité

Eviter de politiser les débats et parler avec des chiffres précis

Référendum Initiative Citoyenne (Vote par internet)

Budget des collectivités locales en ligne Salaires des élus aussi en ligne

il y a des programmes sur lesquels sont élus nos représentants : qu'ils s'y tiennent (ex réduire le train de vie de l'état)

Les enquêtes et les débats

OUI

créer des budgets participatifs et être plus transparent sur l utilisation de l argent publique

Aucune idée

Pas plus de 2 mandats.

Consultation préalable lors de la présentation du budget par le Jury politique référendums national/local à sa mise en place. Publication du rapport de l'exécution via la Cour des Comptes sur Internet

Accéder aux données, aller vers plus de transparence.

Les informer de la raison des investissements , de leur cout et du procédé envisagé

C'est la priorité d'une part en cas de conflit entre pouvoirs exécutifs et législatifs et d'autre sur initiative citoyenne sur demande des assemblées citoyennes mensuelles

Sondages Tirage au sort de citoyens avec participation obligatoire à des réunions d'évaluation (devoir du citoyen)

idem ci-dessus et plus de tranparence. Il faudrait aussi que l'état «fasse» plus confiance en ces directions. Un exemple pourquoi reconduire des budgets aléatoires dans l'armée. Pourquoi ne pas laisser plus de latitude aux décideurs afin de gérer les dépenses comme dans le privée (tout en respectant une moralité)

compte-rendu de mandat tous les ans

Referendum sur les investissements supérieurs à une somme à définir

Avis consultatif sur internet

En tout cas leur donner un bilan annuel des comptes et un benchmark avec d'autres démocraties.

Commencez par informer loyalement du bien fondé de vos dépenses tous les citoyens car depuis des décennies c'est le grand gaspillage voir les rapports de la Cour des Comptes.

Questionnaires

Des sondages

faire participer un groupe de 100 citoyens tirés au sort aux débats de la commission traitant du budget.

Confier systématiquement une part de la responsabilité de répartition des budgets à des assemblées citoyennes, qui pourraient voter sur le financement de divers projets.

Peut être en utilisant une campagne spécifique de «grand débat», à l'image de ce qui a été lancé là. Pourquoi ne pas instaurer ce mode d'échanges entre citoyens et l'Etat plus régulièrement sur des sujets d'actualité ?

Faire voter les dépenses les plus significatives par les citoyens, l'outil internet peut-être un fabuleux outil bien utilisé

il faut que les citoyen savent ou va leur argent, quel investissement sont vraiment néccessaire et prioritaires

Proposer un référendum avec plusieurs choix possibles et pas uniquement oui ou non

Transmettre aux maires et assistants parlementaires les conclusions de la Cour des Comptes concernant la commune ou le département, à charge pour eux d'organiser des débats dans leurs juridictions

Sans avis. Mais cela passe par plus d'information, de transparence et de simplicité.

Questionnaire Présentation obligatoire des projets structurants Mise en place d une commission indépendante en ças de désaccord du style modification d'un PLU au profit d un élus

Référendum locaux

sondages

sans avis

Informer les citoyens, s'inspirer du modèle Scandinave et publier les dépenses publiques ainsi que leur justification sur un site internet dédié.

TRANSPARENCE & ÉQUITÉ

La publication d'une synthèse, d'une version «tout public» du budget de l'état avec des explications, des approfondissements en annexe. On ne demande qu'à être plus éclairés mais nous ne sommes pas des experts pluridisciplinaires.

COMME TOUT UN CHACUN ? ETRE CONTRÔLER ET RENDRE COMPTE

Des enquêtes d'opinion à grand échelle sur Internet (plus d'un million de participants)

Une consultation permanente via internet (accessible aussi dans les administrations pour les personne n'ayant pas accès à internet)

Des consultations numériques faciles d'accès sur les décisions en cours

Le numérique doit donner accès aux citoyens aux informations relatives aux comptes publiques. et aux rémunérations des hauts fonctionnaires et tous les élus.

Oui peut être des référendums si la question relève du local. Sinon, les conséquences dépassent les capacités du citoyen qui ne connait pas ce que sa décision implique au de la de sa réponse.

Il faudrait déjà une plus grande transparence : d'où vient cet argent public, quel est son montant, qu'est ce qu'on en fait ? Il devrait y avoir des comités de citoyens tirés au sort qui font des propositions d'utilisation, puis ces propositions seraient ensuite soumises à un référendum populaire.

Que les citoyens redeviennent des citoyens et pas seulement des consommateurs d'où une meilleure éducation de tous Que les services proposés exposent simplement le coût qu'ils coûtent Que les élections municipales départementales régionales ...en plus des listes proposent un questionnaire sur le sujet de l'utilisation de l'argent public

Présenter annuellement les résultats budgétaires de l'année précédente à la télévision et lors du référendum annuel (ci-dessus) permettre le choix parmi plusieurs possibilités avec les tenants et aboutissants clairement exposé.

Enquêtes publiques sur les grands chantiers permettant la consultation des citoyens qui peuvent donner leur avis voire poser des questions ... Revenir sur le décret du 26 décembre 2018 qui remplace les enquêtes publiques pas une simple consultation internet dans les Hauts de France et en Bretagne et surtout de ne pas le généraliser

-Avoir des publications facilement accessibles sur quelles sommes d'argent sont utilisées et comment. -Donner la possibilité au peuple de décider quels doivent être les budgets prioritaires - Fixer des objectifs à atteindre en terme d'économie budgétaire et d'efficacité avec publication de bilans et sanctions si les objectifs ne sont pas atteints

Déjà être transparent pour savoir où va l'argent public

Budget participatif. Avoir la possibilite d'affecter 20% de nos impots sur des projets specifiques.

Publier les dépenses en particulier les salaires et autre avantages des chargés de mission, cela incitera à la sagesse et évitera des polémiques.

Mieux informer et former

donner la parole à ceux qui contribuent par leurs impots et pas seulement écouter ceux qui n'ont que la dépense à la bouche: donc organiser des consultations axées sur ces contributeurs

Des questionnaires en ligne

Une rencontre régulière (effectuée au niveau des communes ou des cantons) sur le budget de l'Etat et une remontée des souhaits des citoyens.

Plateforme internet Compte rendu simple des dépenses accessible à tous (pédagogie) Nous n'avons pas à être consultés : les représentants sont élus pour prendre des décisions Un regard des citoyens est important en revanche une consultation n'est pas pertinente

Ouvrir des enquêtes public via Internet

rendre public sur internet les dépenses de chaque parlementaires, chaque députés.

Il faudrait, avant de consulter les citoyens, beaucoup plus pratiquer «l'experimentation» : on testerait les mesures nouvelles pendant un an ou 6 mois dans tel département, telle région et on observerait et analyserait les résultats avant de décider de les généraliser. Cet exercice de bon sens est très insuffisant en politique. Il évite pourtant des erreurs et surtout leur ampleur. On aurait fait cela avec les 356 heures dans l'hôpital, on ne serait pas arriver à une telle désorganisation de notre système hospitalier. Mais surtout, il faut donner une «force exécutoire» aux rapports de la cour de comptes en permettant par exemple à la commission des finances de l'assemblée nationale (désormais présidée par un membre de l'opposition), de fixer à l'ordre du jour de l'assemblée nationale un projet de loi applicatif de ces avis de la cour des comptes, sans que le gouvernement puisse s'y opposer. Concrétisés par une loi annuelle (type loi de finances), les avis de la cour des comptes auraient une utilité concrétisée. ces rapports sont bourrés de bonnes idées, de constats évidents mais les politiques les oublient aussitôt, toujours et encore pour ne pas déplaire...

RIC

par des consultations citoyennes sur le site de l'Assemblée Nationale

Sondage à mettre en place au niveau des villes puis faire remonter à l'Etat

que les remarques par ex de la cour des comptes ou autre instance soient suivies d'effet ....

Faire voter plus souvent la population, en dissociant les thèmes plus nationaux et les thèmes plus locaux. Nous ne sommes pas Suisse mais sans doute est-il possible de trouver notre propre mode de fonctionnement dans un esprit similaire. Leur solution aussi d'avoir un conseil citoyen en parallèle des conseils 'politiques' est intéressant. En mélangeant le vote en ligne et le vote 'physique' cela devrait alléger les procédures et permettre à chacun de voter et plus souvent.

les citoyens ne sont pas tous des comptables.

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Supprimer le Sénat et donner plus d'importance au CESE

reforme du sénat avec élection au suffrage direct (identique aux députés) et refonte du CESE afin de représenter tous les français (voir plus haut)

Elles ont un rôle de contre pouvoir à la base. Pouvoir exécutif législatif et judiciaire. J ai du mal à voir ces différences et ces contre pouvoirs aujourd hui.

Il faut qu'elles fassent remonter l'avis des élus de terrain. Il faut donner davantage d'autonomie aux régions, aux départements, aux comcoms. Le CESE, si l'on considère le nombre de contributions à ses consultations, ne représente absolument rien, et ses consultations ratées sont la proie de groupes de pression.

ESSENTIELS SOUS RESERVE QU'ILS SOIENT RECONNUS

Mieux faire remonter les réalités du terrain

être le porte voix des population qu'elles représentent et consulter via débat ou cahier de propositions les populations

Ces 2 assemblées doivent être fusionnées

Pour l'instant c'est copier /coller avec l'adsemblee. Que les meme gens entre eux. Qu'au moins une des chambre ait une représentation plus proche du peuple

DIFFICILE À EXPLIQUER ICI

Le CESE est un organisme visant à recycler des gens (ex syndicalistes, élus, ...) amis de personnes au pouvoir. Le CESE coute une fortune pour une utilité fort discutable. On devrait le supprimer. Le Sénat par nature représente les territoires. Pourquoi ne pas avoir le dispositif allemand sur le Sénat ? Le système de nomination des sénateurs oblige aux manoeuvres d'appareils de partis

Assemblée = Pilotage de la politique gouvernementale Sénat = ? CESE = Collectif de citoyens impliqué dans la décsion politique, dans les commissions de l'Assemblée nationale,.....,

S'ouvrir aux citoyens, à tous les citoyens par tirage au sort sur une partie de leurs représentants : les sénateurs.

conforter le rôle du Sénat et réviser celui du conseil économique, social et environnemental Même si le fondateur de la Vème République avait en son temps envisagé de revenir sur son utilité, le Sénat joue un rôle important dans le fonctionnement des institutions, si ce n'est que par son mode d'élections, plus représentatif des corps intermédiaires dont les événements qui motivent ce grand débat sont la parfaite illustration ; il permet en outre un fonctionnement moins technocratique de nos institutions sans les inconvénients dont on a voulu très longtemps le rendre responsable (la lenteur sénatoriale ....). En revanche, la question de la justification du CESE, dont la majorité des français ne connaissent pas l'existence, mériterait d'être posée.

Venir plus souvent au contact de la population et des maires. Que ces assemblées pensent à être moins dépensières pour elles-mêmes = cf apéritifs somptuaires organisés par le Conseil économique, par exemple...

suppression du SENAT, remplacé par une assemblée des elus politiques elus par le peuple, face à une assemblée de citoyens elus par les peuple. dernier mot à l'assemblée citoyenne suppression du CESE, cher, abscons, inutile, il faudrait mieux mettre l'argent public vers des comités locaux consultatifs composé d'experts du terrain, bénévoles.

Proposer mettre en place des charge de respect des valeurs humaines et économiques dont l innovation responsable à l'ensemble des parties prenantes. À ce sujet ou est le Medef dont la responsabilité dans la crise sociale actuelle est impliquée

Aucun

Un rôle de coordination d' assemblées, pour prendre l'avis des différentes parties prenantes. Pas de rôle de représentation et aucune délégation de pouvoir, les décisions doivent être prises en accord avec la majorité des citoyens concernés par ces mesures.

Contre pouvoir.

Exprimer la volonté de leurs électeurs, ce tenir au fait des doléances constantes de ces derniers lorsque celles-ci sont réclamés à l'unisson.

se faire connaitre et travailler avec les communes et les métroples

Je ne sais pas

Je pense que le tirage au sort d'un tiers ou la moitié de ces assemblées peut permettre de faire entrer dans les cercles de décisions des gens issus de tous les lieux et de toutes les catégorie socio-professionnelles

Changer le mode d'élection du Sénat pour améliorer sa représentativité Constituer un CESE avec des citoyens tirés au sort sur les listes électorales

Il faut surtout que nos institutions arrête de se laisser polluer par les intérêts particuliers et les lobbys. Il n'y a plus un texte de loi ou un règlement qui sorte sans qu'un lobbys ne soit derrière. On légifère ou réglemente à tours de bras. Le pire est de voir des

textes sortir avec des objectifs et un contenu sujet à interprétation avec des rédacteurs affirmer : les conflits sont sains les juges arbitrerons . C'est au législateur de fixer un cadre précis sans laisser une marge d'interprétations contradictoires, pas aux juges d'interpréter la loi. Le juge doit dire la loi, rappeler son esprit il n'a pas la légitimité de l'interpréter. Plutôt que légiféré sur tout posons les principes que doivent respecter les activités, produits, services ... pour l'intérêt général .

Leur rôle est déjà défini : exercer le pouvoir législatif, effectivement séparé du pouvoir exécutif. Vraiment séparé, ce qui n'est pas le cas actuel.

Simplifions ce système moyenâgeux déjà pour faire des économies et arrêtons de diviser pour régner

il faut donner plus d'autonomie aux régions et décentraliser l'état.

Pas de réelle modification sur le plan qualitatif

Le sénat permet un équilibre, nécessaire, peut-être un peu moins nombreux mais mieux assistés. Le conseil économique est peu connu et semble partiale.

Ces assemblées ne peuvent jouer un rôle que si elles sont effectivement ancrées dans un territoire, elles devraient (en dehors du Parlement) être situées au niveau régional

Le Sénat devrait revenir à l'échelon régional (fusionner plus ou moins avec le Conseil régional et comme lui être élu au suffrage universel), ce qui ne l'empêcherait pas d'avoir un droit de regard sur les lois votées par le Parlement. Quant au CESE, la désignation de ses membres est trop opaque pour qu'il puisse représenter effectivement la société. Là aussi, le cantonner au niveau régional serait raisonnable.

Déjà, supprimer les comités Théodules qui pullulent, ne servent à rien sinon engloutir de l'argent public et recaser les élus qui y pantouflent. Un grand ménage dans ces comités et dans les normes et réglementations était me semble t'il , une promesse de campagne ... qui semble passée à la trappe. En tout cas, il faut faire le ménage et ne conserver que les comités / conseils et autres qui jouent un rôle réellement utile. Peut être les supprimer tous et voir ce qui se passe ... sans doute rien grave ! Supprimer le SENAT, qui doublonne en partie avec l'assemblée nationale, quand il ne freine pas son travail, et coute «un fric fou».

Supprimer le Cese Faire élire le Sénat par les citoyens

je ne sais pas

il faudra revoir le conseil économique et social : voir qui y siège élus ou pas et revoir son rôle. Le vrai conseiller de l'état sur la société ce devrait être cette assemblée. peut être y mettre des représentants tirés au sort pour être sur qu'il soit bien représentatif de la société et des ses besoins. Ne pas y mettre de politiques, mais des gens qui savent ce dont nos citoyens ont besoin aujourd'hui et demain . peut être que son rôle pourrait être aussi de valider ou d'invalider une loi. bref remettre du bon sens dans les lois, les rendre plus claires plus justes et plus adaptées

représenter les territoires et les citoyens en se tenant au courant des réalités de la vraie vie et ne pas se voter leur propre salaires ou indemnité

Être à l'écoute des citoyens dans leur circonscription. Les députés et sénateurs doivent être de plus en plus des courroies de transmissions entre le peuple et l'état.

Mettre de manière obligatoire des citoyens dans leurs équipes et non leur famille ou proche

Être plus représentatifs des diversités de la population en terme de statut et métiers.

Je suis favorable à la disparition du CESE

Les fusionner pour supprimer un des deux

???

Ou faut-il des instances représentatives de nos territoires et de la société civile ? et si oui avec quel pouvoir ? Pour moi la question se pose davantage quant à l'organisation hyper-centralisée de nos institutions, contrairement à nos voisins allemands ou suisses. Héritage de notre histoire, nous en subissons chaque jour les conséquences. Et ce n'est pas une Loi de décentralisation de plus qui peut changer les choses. Il est pourtant primordial que nos régions (pas celles administrativement - ou plutôt politiquement- telles qu'actuellement définies) se voient renforcées, notamment dans une Europe plus forte et plus unie. Nos territoires sont tellement divers et riches de leurs diversités. Pourquoi tout devrait-il se décider à Paris ? Pourquoi ce qui se fait à Paris serait mieux ? Sinon, je ne connais pas bien le rôle de ces deux Assemblées, et n'en comprend pas bien l'utilité, si ce n'est de coûter beaucoup d'argent, de ralentir le travail législatif. Alors oui, pour un renforcement des prérogatives des territoires et une meilleure coordination des politiques territoriales, non aux maintien d'instances nationales coûteuses, sans réel intérêt. Plus que la société civile, si vous entendez-là les associations dont je doute de la représentativité, je suis en faveur d'un Sénat de citoyens tirés au sort. Les assises fonctionnent bien avec un jury tiré au sort ! Le conseil constitutionnel reste pour s'assurer de la conformité des lois à la Constitution (Faut-il d'ailleurs, que les anciens présidents en soient membres de droit ? -cf projet de Loi Bayrou - même si F Hollande n'a pas pris le siège qui lui revenait)

Supprimer le sénat EHPAD des politiques

il faut tout réactualiser

Plus efficacement.

Limiter le nombre des sénateurs à 2 à 3 par département (cf les USA)

Le sénat national pourrait être un prolongement des Parlements Regionaux et rendre les parlementaires régionaux plus responsables - Conseil Economique / Social et environnemental –> Installée par grande région

Un rôle de contrôle et de garde-fous

clairement je ne connais pas leur rôle actuellement, du coup compliqué de répondre !

agir et arrêter de faire de la politique dépoussiérer/rajeunir et surtout arrêter de faire des textes de lois inutiles et absolument pas cohérents

Justement, je n'en sais rien! Et cela me pose la question de leur utilité!

Etre les garants de la bonne justice de nos lois et de leur applicabilité partout en France, pas seulement à Paris et pour certains

A mon sens, il devrait plutôt s'agir du rôle des députés de l'Assemblée Nationale.

Il serait déjà juste que toutes les questions posées par les citoyens aux élus soient a minima examinées et/ou évoquées publiquement. Ensuite j'attends des représentants des citoyens qu'ils viennent au contact du terrain. En 26 ans dans le même village, je n'ai jamais vu un seul représentant d'une seule assemblée. Quant au CSE pour moi son rôle est plus que flou.

Meilleure prise en compte de l'intérêt des citoyens et pas uniquement du monde économique. Rôle d'arbitre

Contrôle effectif de l'exécutif

Plus de contrôle de la vie politique de la mise en oeuvre des lois ou des recommandations cour des comptes CES et supprimer de nombreuses commissions appelées «Théodule» par le général DE GAULLE des personnes actives et utiles ou efficace pour améliorer la vie des citoyens à tous les niveaux.

A vous de nous le dire. Pour beaucoup, ils ne servent qu'à faire joli...

que des membres de la société civile fassent par partie des assemblées, que les mandats ne soient pas renouvelables que ces assemblées soient aptes à transmettre les informations venant de la population et à diffuser leurs actions

Les sénat et le CESE peuvent être supprimés.

si les députes d'un parti sont dans l'obligation de voter tous dans le meme sens, comment peuvent-ils nous représenter ? Les sénateurs sont utiles mais trop nombreux, inconnus et jouissent d'avantages trop nombreux

elles doivent interagir avec les conseils régionaux et les communes.

Plus de non politiques,, olus de gens ordinaires representatifs des secteurs...

Le sénat doit disparaître purement et simplement sous quelques années. Le pouvoir du conseil économique et social doit être plus grand et plus puissant

fusion et 1/4 en tirage au sort, 1/4 tiré au sort parmi les associations et syndicats

peuvent être des récepteurs des idées et des problèmes des citoyens

Le rôle actuel mais avec des élus qui connaissent les citoyens, qui les représentent vraiment.

Venir en mairie expliquer le bien fondé de leur actions sur le long terme.

renforcer le rôle des députés

Plus de poids aux régions Il faut donner plus de poids aux régions pour représenter les territoires. Moins de poids au niveau national pour se décharger sur les régions et l'Europe Plus de poids à l'Europe pour les enjeux mondiaux dans les secteurs économiques, de défense, et de représentativité internationale.

Il faut supprimer le Senat et questionner le role du Conseil Economique et Social, ainsi que de nombre de commissions diverses a l'interet tres incertain!

Je crois en l'intérêt du bicaméralisme pour éviter les effets de stop and go brutaux et mieux représenter les territoires. Le système de navette parlementaire avec un dernier mot à l'Assemblée Nationale me paraît un bon équilibre. Par contre, là aussi je trouve que le rôle du Conseil Economique et Social est largement méconnu, en tout cas de moi, et que sauf erreur on rend bien peu compte de ses missions. Au risque d'accréditer l'idée (absurde ?) qu'il sert à peu de choses.

je ne sais pas - pas suffisamment au courant. Mais en France nous avons beaucoup, beaucoup de conseil et conseiller dont l'efficacité est relative et qui souvent sont là pour arrondir leur fin de mois. Avoir moins de Conseils - cibler plus les sujets - responsabiliser les membres des conseils par rapport à leurs missions et leurs recommandations: «les conseilleurs ne sont les payeurs»

Le Sénat = contre pouvoir à l'assemblée nationale. Le CESE je ne connais pas.

La première représente les territoires. La seconde le fait au niveau régional. Donc elles jouent leur rôle.

Etre plus sévères sur l'utilisation de l argent des Français, cesser de penser à leur propre avenir, et diminuer leur intérêts pour les pays étrangers ,(du continent Africain, en particulier, Maghreb, etc,,) qui doivent apprendre à se débrouiller grâce à leurs dirigeants, rois ou autres, tous milliardaires.....

Ces deux institutions sont à supprimer, car je considère qu'elles ne servent plus à rien et qu'elles sont trop loin des citoyens. Je préfère à la place que les pouvoirs des Communautés de Communes et des Régions soient renforcés.

Avec la diminution du monde rural , le sénat n'a plus de légitimité et donc doit disparaitre. Le CES est méconnu. Quel sont ses pouvoirs aujourd'hui ? des recommandations nos suivies , des rapports non lus. Il faudrait équilibrer l'Assemblée Nationale par une montée en puissance du CES qui est composé de personnes d'horizon divers qui éclaireront les prises de décisions des députés

Bonjour le mille - feuille territoriale est obèse , et mal organisé il faut tout revoir , toutes les instances ne sont pas nécessaires .

Elles doivent être à l'écoute des citoyens, oeuvrer pour le peuple et non contre lui. C'est pour cela qu'elles sont élues et que nous les payons. Or la plupart du temps nous ne nous sentons pas représentées par elles car elles prennent des décisions pour favoriser les intérêts des multinationales et de la finance, qui ne sont pas les mêmes que ceux des citoyens. Et elles ne prennent pas les décisions qui s'imposent pour face face aux grands enjeux actuels.

le rôle de ces institutions est très mal connu. Elles doivent être encore plus proche des besoins et problématique des français pour pouvoir y répondre.

je ne sais pas

Si on savait ce qu'ils faisaient..... et en plus ils coutent fort chers à l'Etat. A SUPPRIMER

Etre au contact des citoyens pas dans leurs bulles avec les lobby...

UN RÔLE RESPONSABLE ET SURTOUT HONNÊTE . NE PAS LAISSER LES LOBBIES PRENDRE LES RENNES.

Peut-être, faire du Sénat un Conseil des Régions.

Elles doivent être en mesure de connaître les spécificités des territoires, et de les porter dans le débat public.

Normalement elles sont déjà censées le faire. peut-être faudrait-il remplacer quelques institutionnels, particulièrement au CESE, par des citoyens tirés au sort sur une liste de candidats en veillant à ce qu'il n'y ait pas une surreprésentation parisienne ou de grandes villes.

être représentative des citoyens ce qui est loin d'être le cas !

Suppression du Sénat remplacé par le CESE. Le Président de la République est élu par les élus de l'Assemblée Nationale.

Elles doivent beaucoup plus communiquer sur leurs missions et responsabilités respectives dans un premier temps. Elles doivent être le relais des avis des citoyens au travers des possibilités de collectes mises en place

les assemblées doivent poursuivre leurs missions

Le Sénat est là pour contrôler les lois et pour les faire, les autres assemblées remplissent très bien leur rôle.

Les députés qui rencontrent les élus des communes sont ceux qui récoltent les informations au plus prêt des besoins de la communes mais pas toujours des usagers qui préfèrent traiter de leur problème en famille ou/etdans leur cercles d'amis.

Etre aussi une force de proposition et pas seulement de consultation.

D'abord, écouter

Consultation, referendum, justification des décisions

Elles doivent augmenter leur proximité et leur transparences afin de représenter aux mieux les territoires et société civile.

présence physique obligatoire

réfléchir , analyser calmement , écouter , comprendre , anticiper

Le travail de ces assemblées n'est pas clair. La création pléthorique de commissions donne l'impression d'une inefficacité et de gabegie financière.

Redéfinir le rôle du Sénat en lui conférant les missions du conseil économique, social et environnemental, ce dernier servant souvent à recaser les «amis» et «obligés».

voir plus haut ,suppression du Conseil Economique social et environnemental doublon néfaste et inutile.

Le respect du non cumul et de la limitation du nombre des mandats, du tirage au sort d'une bonne partie de l'assemblée (40) devrait casser l'élitisme et le «hors sol» actuel

Réformer le CESE pour qu'il soit plus proche de mondes économiques, culturels, sportifs, associatifs.

Le sénat a un rôle de régulateur...mais il est trop souvent au service des partis politiques. Le CESE fait des rapports très intéressants et plutôt consensuels...mais qui les lit, et surtout qui en tient compte ? Tout ce travail pour si peu d'utilité parce que dans notre pays on préfère les combats et les rivalités politiques, les batailles pour le pouvoir, plutôt que le dialogue, la recherche de compromis, voire de consensus !

Il me semble que c'est leur rôle actuel

fusionner les deux et garder cette dimension d'instance indépendante du vote contrairement au parlement, afin d'avoir toujours deux chambres et de permettre un équilibre dans la réflexion et la prise de décision

Le Sénat a un rôle crucial et salutaire de contre pouvoir et nécessaire au bon fonctionnement de notre démocratie. Il représente les citoyens et doit conserver un pouvoir fort et indépendant afin de faire toute lumière et transparence notamment dans tout le fonctionnement de l'état. Il doit être en mesure de contrôler sans entraves le bon fonctionnement de nos institutions et différents pouvoirs notamment l'action du gouvernement. Il ne faut pas réduire le nombre de sénateurs mais bien au contraire renforcer leurs missions, pouvoirs et autorité.

Le national doit venir réfléchir à la désertification du monde rural et la fuite des agriculteurs. On ne doit pas perdre ce monde paysans.

une parfaite connaissance du dossier

Une rôle de débat, de compétence, d'expertise, d'action éclairée et débattue.

Proposer, amender les lois soumises aux députés

Je ne sais pas, il me semble que le conseil constitutionnel doit contrôler les élections et le respect de la constitution et le sénat les lois .

oeuvrer à ce que les décisions reflètent l'avis des citoyens

Supprimer le sénat et le conseil eco et social. Non représentatif et dispendieux Créer un comité écologique crédible.

Aucun. Ils sont trop déconnectés.

tous ces élus ont une vocation locale par définition??????????

Se déplacer en région et être ouverte à tous. Inclure dans le débat des thèmes et questions développer dans les grands débats réguliers

S'ils sont constitués, comme dit ci-dessus, de maires bénévoles, ils sont les représentants naturels du peuple. Leur défraiement lors des assemblées hors régions devra être pris en compte au forfait.

Il doivent être les garants du bon fonctionnement des institutions et éviter les dérives du président de la république

Nsp

je sais pas

Les assemblées citées pourraient représenter nos territoires en organisant des discussions localement afin que les citoyens intéressés puissent intervenir. Et ensuite s'appuyer sur ces discussions pour argumenter lors des débats nationaux.

Leur rôles me semblent convenir à l'exception du sénat dont l'utilité n'est pas très claire. Peut être est ce du au recrutement?

le Senat ne sert à rien Les conseil economique et social devrait peut etre etre l'initiateurs de referendum , pour cela il devrait etre composé de citoyens tirés au sort mais volontaires (rénumétés s'ils doivent quitter leur emploi pour y sieger)

leur donner des responsabités précises

Un rôle accru de contrôle des exécutifs , y compris ceux des collectivités locales . Notamment ces assemblées doivent absolument mettre en oeuvre les réponses à toutes les observations et remarques que produit la cour des comptes publics

voter et débattre des lois et des budgets

Intégration du sénat et du CESE, et des citoyens pour disposer d'une assemblée représentant la société civile

Le Conseil économique, social et environnemental publie des rapports qui restent la plupart du temps lettre morte.

Réduire le nb de sénateurs, recentrer le vote des députés sur le local et non le national.

Élaboration et contrôle des lois S'abstraire des liens avec l'Union Européenne Supprimer le Conseil économique, social et environnemental ne sert à rien

Consultatif, avec un droit de veto sur vingt pour cent des projet de lois déposés

La représentation des territoires est la vocation du sénat. La société civile n'a pas à être représentée politiquement

C'est quoi le Conseil économique, social et environnemental? Pas élu Je trouve la question étrange, ils sont élus (bon, pas les sénateurs...), ils représentent de facto leur territoire. Si les citoyens ont l'impression que ce n'est pas assez, c'est peut-être qu'ils ne sont pas suffisamment sur le terrain, qu'ils ne rencontrent pas suffisamment de citoyens lambdas en dehors des adhérents de leur parti politique?

restons encore basique : le rôle du CSE est beaucoup trop réduit dans notre société pour jouer un rôle quelconque quand au Sénat vous savez ce qu'en pense une majorité des Français....

voir plus haut

Ces institutions sont elles à la hauteur de la tâche qui nous incombe en tant que citoyens? Toutes largement représentées par des «politiciens professionnels» à la retraite que l'on nomme comme des sages alors qu'ils ont dans l'exercice de leurs fonctions apporté toutes ces fractures sociales environnementales économiques???? c'est une plaisanterie dont les citoyens vous tiennent responsable et qui participe aux dysfonctionnements de l'état dont nous ne voulons plus. c'est encore un manque de respect d'imposer aux français des hauts fonctionnaires aux salaires improbables comme garants du fonctionnement de nos institutions alors qu'ils ont été les responsables du chaos actuel.

Supprimer le Sénat et le Conseil économique

Supprimer le CESE

A l'heure d'internet, il y a d'autres canaux pour faire remonter les voix de la société civile. Cette représentation me parait surabondante

Descendre de leur fauteuil et aller sur le terrain sans une ribambelle de journalistes , d'attachés en tout genre pour se rendre compte de visu ce qu'est la France

Une meilleure implication dans la vie locale

envoyer ou informer les citoyens de la mise à disposition d'un sondage ou d'un QCM sur leur site

Il me semble que c'est déjà leur rôle

sans avis mais être plus représentatifs de la population (moins de fonctionnaires donc)

Informer Interroger solliciter les citoyens dans un language compréhensible

exemplarité (déjà !)

A quoi sert le CESE ? AUjourd'hui, je ne connais pas cet organisme

parler de 1000 feuilles est abusif, certes mais le mastodonte est grassouillet !

Mais avant cette question, une refonte du mode d'élection du Sénat moderniserait notre démocratie. Comment penser que nous sommes aussi représentés par le Sénat alors que ce dernier ne connait aucune alternance. De droite, toujours de droite, c'est pas un peu fait exprès ? Quel est le principe immuable entre les forces conservatrices, les possédants, les puissants et l'État via le Sénat ? Quant au Conseil économique, social et environnemental et son rôle «consultatif», il ne semble pas avoir été déterminant dans les domaines qui font son titre, surtout pour l'environnement !

Etre plus proche de la justice sociale et plus éloigné des grand de la finance

je ne vois pas la contribution apportée par le sénat et le conseil Economique et social

Installer des contre pouvoir pour surveiller l'exécutif . Plus d'influence de la cours des comptes , du sénat ,. Sénat qui projette une image de vieux retraités de la politique qui ne servent à rien et coutent très cher. Un hémicycle d'un autre temps....

Supprimer le sénat et créer une chambre de la transition environnemental regroupant un maximum de spécialiste

Repenser à l'aménagement du territoire, favoriser le désenclavement des zones délaissées et assurer l'équilibre et la cohésion entre les métropoles et les territoires ruraux

Ces assemblées coutent trop chère et sont obsolètes: doivent être réformées ou supprimées

Le Sénat est totalement hors-sol il faut le supprimer , les députés doivent être moins nombreux et plus proches de leurs concitoyens il faudrait surveiller leur présence effective à l'assemblée, leur financement en faisant en sorte que leurs dépenses ne soit remboursées que sur facture comme pour n'importe quel salarié d'entreprise Quant aux autres conseils je ne connais pas trop leur utilité ... mais la France souffre d'une multiplication d'agences diverses et de conseils dont l'utilité n'est pas probante souvent juste consultative finalement cela coûte cher et ne sert à rien la Cour des Comptes a ce titre pourrait être vraiment rendue utile en faisant en sorte que ses orientations et ses conseils soit obligatoires à suivre pour l'État ce ne devrait pas être juste un organe consultatif.

Ce n'est pas à nous de trouver une solution

Le CESE ne sert a rien, le Senat a pas grand-chose

Il faut supprimer le Sénat ou réduire au moins de moitié le nombre de sénateurs, diminuer leur salaires et leurs privilèges. Les avis de CESE devraient être publiés. Les nominations au CESE devraient être motivées par des compétences réelles.

un rôle de décideurs conscients des limites financières de notre pays , et qui sachent mettre face aux droits des citoyens , les devoirs de ceux ci

1) Il y a peut-être une assemblée de trop. Je la remplacerais par l'assemblée citoyenne tirée au sort. 2) Ces assemblées doivent toutes représenter les territoires et la société civile. L'assemblée citoyenne tirée au sort peut-être l'aiguillon pour que les autres assemblées prennent en compte les territoires et la société civile. 3) Ne faut-il pas aménager les débats de ces assemblées pour ces aspects de territoire et de société civile soient abordés plusieurs fois dans une session ?

sans avis

Je pense qu'ils remplissent leur rôle même si il y a certainement comme partout des choses à améliorer .

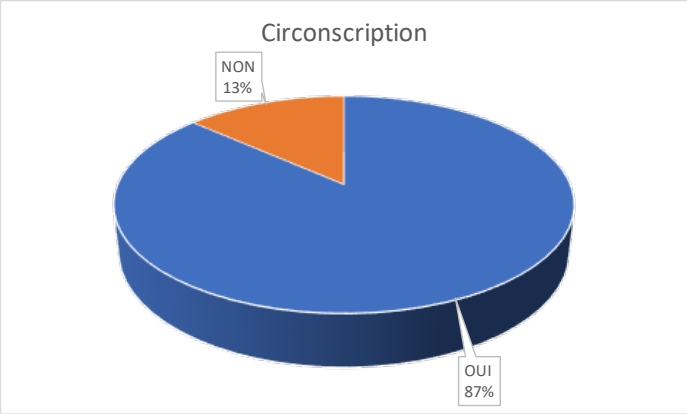
Je suis très circonspect sur les CESE au plan national comme dans les régions. Utilité très faible, voir nulle.

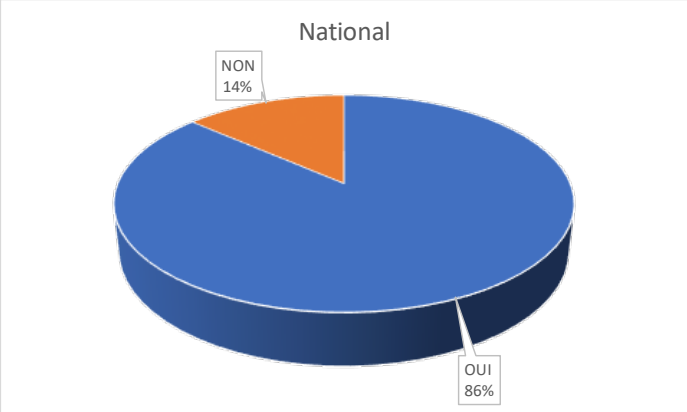
- Supprimer le Sénat (le Général avait bien raison en 1969 ....) - Faire la chasse aux Comités Théodule (le Conseil économique, social et environnemental en est-il un ?)

Avoir un renouvellement des conseillés, des sénateurs avec une limite d'âge.

Mise à part le Sénat, je ne connais pas les autres assemblées et je ne sais donc pas sur quoi ni comment elles pourraient jouer.

Faut-il les transformer ?





Si oui, comment ?

donner plus de visibilité au CESE très mal connu du grand public. Parallèlement supprimer le CNDP et les commissions qui sont couteuse et inutiles et les représentants qui ne servent à rien (EX Mme Royale ambassadrice pour les pôles)

cf réponse ci-dessus et texte en bas de page

Il faut supprimer le CESE = 42 millions d'économie. Il y a certainement d'autres autorités administratives inutiles à faire disparaître. Si l'on y tient absolument, il faudrait toutes les délocaliser en province, ce qui ferait de l'emploi et des économies sur le prix du m carré de bureau parisien.

Diminuer leur nombre et copier les politiques scandinaves.

En tout cas avoir plus de visibilité sur leurs actions et les interactions entre les différentes structures de l'état

Fusion

Plus de citoyens, moins de politiciens et d'enarques

cfci-avant. Supprimer le CESE, revoir le mode de désignation des sénateurs (de droit le Pdt ou l'un des VP des CR et CD seraient membres du Sénat, idem pour les 100 métropoles / agglos : 100 + 13 + 100 = 213

L'assemblée nationale en diminuant le nombre de députés et en limitant le nombe de mandat à 2 mandats consécutifs En donnant plus de rôle au CESE dans sa participation à la vie politique

La solution de Solon qui a sauvé la démocratie à Athènes et amené 200 ans de paix et de prospérité : le tirage au sort de citoyens.

simplifier et fusionner ces instances, diminuer le nombre de représentant.

suppressions, voir ci dessus

Force de proposition transversal au lieu de contrôleurs a posteriori la

en les supprimant !

Voir réponse ci dessus.....

Réduire le nombre de personnes siégeant.

travailler en inter activités avec les regions

Toujours le tirage au sort

Revoir le fonctionnement du CES trop couteux

il y a trop d'assemblées et de haut-comités. Et composés de trop de membres. Supprimer le Conseil Economique.

Mettre en place un Sénat un CESE moins pléthoriques.

Ceci demande un débat national

Diminuer le nombre des élus et concentrer les missions sur l'essentiel.

Présence obligatoire lors des votes.

Tout élu qui a un lien quelconque avec des intérets prives doit être suspendu et inelligible ex Macron et autres.quelqu'un qui refuse de répondre aux institutions de la république doit être enprisonné et condamné. Quand on jure de dire la vérité on ne peut pas dire la je ne réponds pas. il faut faire une loi obligeant à répondre (Benalla doit être inculpé et Jugé) tant que cela ne sera pas fait on ne pourra que se mefier des institutions. LES députes sont élus dans les département ils sont les representant des territoires.

Intégrer le Sénat au Conseil régional et supprimer le mode d'élection indirect.

Les cantonner au niveau régional permettrait une meilleure adéquation aux réalités différentes des territoires français.

Faire le ménage, ne conserver que l'essentiel Supprimer le sénat

Supprimer le Cese

pas de solution

il faudra revoir le conseil économique et social : voir qui y siège élus ou pas et revoir son rôle. Le vrai conseiller de l'état sur la société ce devrait être cette assemblée. peut être y mettre des représentants tirés au sort pour être sur qu'il soit bien représentatif de la société et des ses besoins. Ne pas y mettre de politiques, mais des gens qui savent ce dont nos citoyens ont besoin aujourd'hui et demain . peut être que son rôle pourrait être aussi de valider ou d'invalider une loi. bref remettre du bon sens dans les lois, les rendre plus claires plus justes et plus adaptées

surveillance

Les réduire et supprimer le CESE qui ne sert à rien

Supprimer le CESE qui semble être un refuge de notables et syndicalistes! Diminuer nombre de sénateurs mais rester représentatif des territoires. Rendre obligatoire la prise en compte des constats de la cour des comptes mais avoir aussi des certitudes sur son indépendance et la compétence de ses membres.

Conserver le Sénat mais liquider un grand nombre de comités Théodule dont on ne connaît ni le rôle, ni le nombre

Oui. Le mandat de député ne doit pas être vu comme une distinction mais comme un engagement au service de la nation. Chaque député doit s'engager sur un résultat et rendre compte de son activité par un bilan chiffré

les fusionner pour supprimer un des deux, que la fonction sénatoriale soit bénévole

Il faudrait revoir le fonctionnement de ces assemblées exiger un contrôle des présences, avec des indemnités proportionnelles à l'activité concrète de ses membres.

En réduisant le nombre de membres et les avantages associés

Voir ci-dessus

reduire le nombre de senateurs et supprimer le CESE

Les Suupprimer

6ème république ? Peut-être trop extrême... Utiliser les outils modernes de gouverner...

suppression du sénat car doublon

Pragmatisme, gestion en bon Pere de famille

Étant donné que le rôle que je vois jouer par les sénateurs est de contrôler les décisions des députés en fonction de leur appartenance à leur parti politique, je pense qu'on pourrait réduire le nombre de sénateurs à UN, qui représenterait le parti qui a obtenu la majorité lors des élections sénatoriales.

Rendre OBLIGATOIRE la présence des participants. Ils sont payés pour. Limiter le nombre des participants et parfois supprimer quelques avantages...

réduction de personnels et plus d'efficacité

Peut-être en ne gardant que l'Assemblée Nationale pour voter les lois, et le conseil constitutionnel pour juger de leur conformité avec la constitution, donc supprimer les autres chambres (Sénat, etc.).

Faites 2 chambres comme en Allemagne avec le Bundesrat et Bundestag. Le sénat est complètement daté, il faut une chambre qui représente les régions dans un sytème fédéral français. Cf. plus haut.

Il faut envoyer tous ces gens sur le terrain, programmer des réunions publiques au moins une fois par an dans chaque commune ou collectivité de communes, faire des comptes-rendus de ce qui s'est dit et avoir un retour rapide et clair des demandes formulées: oui/non, peut-être...pour quelles raisons et sous quels délais.

meilleure participation directe des citoyens

Augmenter les moyens d'action en diminuant le nombre d'élus. Moins d'élus ayant plus de moyens opérationnels et de pouvoirs effectifs

Supprimer des postes de Sénateurs qui sont les retraités en fin de parcours politique;plus de jeunes élus au Sénat et au C.E.S National pour une efficacité plus grande et pas de Sénateur ou Député à vie ou même des maires et tous les élus de la Nation.

Ne pas être un lieu de retraite pour les carriéristes politique. Transparence et essayer d'atteindre la grande écoute des électeurs.

limiter les mandats des sénateurs , rendre ces assemblées plus interactives,leur imposer des échanges avec la population , diffuser leurs actions

Supprimer le sénat et le CESE.

réduction du nombre de sénateurs, nous les présenter car on ne les connait pas et réduire leurs avantages, cumules

moins de représentants moins de blabla médiatique et moins de grands discours stériles en interne à l'assemblée, plus de consensus et plus de volonté de proposer des lois concrètes, simples, pragmatiques et opérationelles Ne les payer que proportionnellement à leur temps de présence effectif dans l'assemblée ou les commissions. Pas d'heures supplémentaires payées pour les longs débats stériles politiciens et idéologiques

Le sénat doit disparaître purement et simplement sous quelques années. Le pouvoir du conseil économique et social doit être plus grand et plus puissant

fusion et 1/3 en tirage au sort, 1/3 tiré au sort parmi les associations et syndicats

Supprimer le sénat qui fait doublon avec l'assemblée nationale.

Diminuer le nombre de parlementaires et faire en sorte qu'ils soient issus de la vraie société, que ce soient des vrais gens de la vraie vie.

Je ne sais pas...

supprimer le sénat, coûts et pertes de temps, la mise en place des lois est beaucoup trop lente.

Transférer une partie de leur compétence au niveau régional.

De nouveau, je n'ai jamais compris le role du Senat, encore moins de nombre de commissions et conseils comme dit precedemment...

voir ci dessus! moins de conseils - plus cibles - plus de transparence sur qui participent / pourquoi / quels sont leurs missions / leurs responsabilités / leur engagements. Evaluer chaque année la pertinence et l'efficacité de ces Conseils et des Conseillers

aucune idée

Gardons le Sénat. je suis favorable au bicamérisme. On peut s'interroger sur l'utilité du CESE.

Diminuer le nombre, et AUGMENTER.. la parité.. Si possible

En les supprimant !

voir commentaires ci dessus

Bonjour il faut tout réorganiser , et il faut interdire aux anciens politiques d ' en faire partie , et il faut diminuer leurs émoluments financiers .

Lorsque nous les élisons, nous devrions voter aussi pour les grandes orientations de la politique à mener. Les élus auraient ainsi une feuille de route avec des objectifs à atteindre et ne pourraient pas se faire élire avec des promesses qu'ils ne tiennent pas. (comme le glyphosate ...)

Diminuer le nombre de sénateurs

Le conseil économique, social et environnemental devrait avoir un rôle plus important.

En les supprimant

Les élus devrait avoir une expérience professionnelles, avoir travailler dans des entreprises être patrons

VÉRIFIER LES CONFLITS D' INTÉRÊTS ÉVENTUELS DES ÉLUS

Le Sénat est-il bien utile ?

Je ne sais pas.

les recentrer sur leur rôle, que les députés ne soient plus de super assistantes sociales !

Je me répète: suppression du Sénat (plus de conseiller départementaux) remplacé par le CESE. Plus de

Réduire significativement leur effectif

L'élection des sénateurs doit être absolument revue (durée du mandat plus courte et élection limitée à 2 mandats)

CESE à faire connaitre

Eviter le surplus ou l'embouteillage administratif (pas de doublon). Le sénat a un rôle important jouer en matière territoriale (relais social et économique).

Réponse trop technique

Les regrouper et diminuer le nombre de représentants de chacune de ces assemblées et arrêter de nommer au CESE les recalés des syndicats , des ministères , en un mot les planqués de la République

Il faut simplifier et donner de l'agilité pour faire de ces institutions des organes d'action. Par ailleurs, la rémunération des membres de ces assemblées est à revoir. Ils devraient être rémunérés à la tâche ou à la mission. Il est insupportable de voir les rangs clairsemés de l'Assemblée Nationale avec des députés qui au mieux baillent ou pire s'endorment !

Voir plus haut et limiter le nombre de Sénateurs ou le supprimer car le Sénat n'apporte plus rien puisqu'il est uniquement consultatif pour l'Etat . Chaque décision du Sénat négative au président ou au gouvernement est rejeté systématiquement par l'Assemblée.

Pas les transformer, mais les réformer, avec plus d'interactions avec les déférents écosystèmes.

Pour le CESE, mieux le faire connaître, diffuser des synthèses de ses rapports, les mettre dans le débat politique, les rendre accessibles. Sans doute il est possible de s'interroger sur la composition de ces instances et le nombre de représentants. mais je suis pas favorable à leur suppression. Je pense qu'il faut les rendre plus utiles. Nous avons besoin de représentant.e.s qui ne sont pas seulement dans la réaction, dans la prise de décision pour du court terme, mais qui sont en capacité d'analyser les dossiers en profondeur et d'avoir une vision à plus long terme.

faire évoluer le CESER pour le rendre plus ouvert et démocratique

En les dédiant au monde rural, les grandes métropoles et les communautés de communes étant autonomes pour gérer leur urbanisme, transport, économie

les reduire et parfaire la connaissance de chaque situation

Les élus ne devraient plus être attachés à des partis à l'assemblée mais à un territoire. Arrêter avec les chefs des partis.

On pourrait supprimer le Sénat et donner un rôle plus important au CESE

Peut être une seule assemblée représentative et indépendante suffirait, en fait il s'agit de contrôler de l'état.

réduire le nombre d'élus et faire plus participer les citoyens

pas de cumul des mandats ,tourné vers le terrain

Commencer par supprimer le senat

Créer une 3ème chambre parlementaire, avec des membres tirés au sort dans la population. A l'heure actuelle un des problèmes de la représentation vient du fait que les élus parlementaires viennent tous de milieux homogènes (catégories socio-professionnelles les plus élevées), et que cela constitue une oligarchie de fait. Dans ces conditions, l'expérience de la population la plus nombreuse est inaudible et sans effet. Il s'agirait donc de créer un véritable dialogue institutionnel. Réduire le nombre de parlementaires me parait un faut problème : il ne faut pas moins de parlementaires, nous avons besoins de plus de parlementaires utiles parmi nos élus. Il faut un meilleur équilibre des pouvoirs. Il s'agit de revenir à Montesquieu et de s'appuyer sur une séparation correcte des pouvoirs, et une représentation diversifiée.

En les supprimant et en créant une nouvelle République.

Etre plus à l'écoute des maires les seuls confrontés au terrain

Les rendre plus lisibles et compréhensibles. Il faut les scinder entre purement législatifs et en reponses aux questionnement des citoyens.

Le Cese est inconnu du grand public et est fagocité par des retraités d'organisations syndicales et autres associations en tout genre qui viennent compléter la confortable retraite qu'ils perçoivent par une indemnité équivalente à 2 SMIC, en ayant passé tout leur temps d'actif à convaincre les travailleurs de faire la grève. Quant à l' A.N. et le Sénat il faut les alléger de 50% et redistribuer tous les agents au service de ces institutions au mieux dans un autre secteur du public, au pire les diriger vers une reconversion dans le privé

Il faut réduire le nombre de députés, ils sont trop nombreux pour être efficaces. Ils sont déconnectés de la réalité ! Il faut qu'ils soient présent lorsqu'une loi est votée dans l'hémicycle et qu'ils ne soient pas essentiellement du parti du président. Je pense que l'on peut se passer des sénateurs et encore plus de CESE qui ne sert à rien ! Le CESE est un énorme gaspillage !

Renouvellement de la caste politique mais c est en court

Les simplifier

je sais pas

Modification du rôle du sénat, avec une spécialisation des deux assemblées? Ex : budget uniquement assemblée, Sénat spécialisé sur des problèmes légaux, de société (dans ces cas dans un fonctionnement proche de l'actuel)....

il devrait etre composé de citoyens tirés au sort mais volontaires (rénumétés s'ils doivent quitter leur emploi pour y sieger)

Suppression du conseil économique et social. Faire appel à des cabinets spécialisés si besoin

réduire le nombre

Le Sénat, est un ensemble politique difficilement compréhensible et légitime pour moi, sachant qu»il n'est pas élu directement, et ne semble pas avoir de véritable pouvoir, face à l'AN.

Supprimer le CESE

Réduire le nombre de députés et de personne

Un « Jury » politique choisi sur un large échantillon représentatif de la population des contribuables, volontaires, renouvelable une fois par an. Ils proposent des mesures, signalent des difficultés et valident les textes

avoir plus de transparence sur leur travail et leur dépenses

Supprimer le CES

Moins de représentants.

Les CSE doivent être plus forts plus impliqués dans les sociétés

supprimer le sénat et le remplacer par le CESE

les supprimer

Suppression

Réduire drastiquement le nombre de députés et de sénateurs. Clarifier le mode de nomination et les attributions du CESE aux yeux du public. Avoir des collèges d'experts par matière qui aident à la définition des grandes orientations.

Réduire leur nombre et leurs avantages

Moins d'elus

Il faudrait des représentants des différents partis avec des représentants qui travailleraient uniquement sur le terrain

Obligation pour les députés de siéger à l'Assemblée (l'hémicycle est trop souvent vide) Clarification de la désignation des membres du CESE

sans avis

Sénat et conseil économique je ne sais pas à quoi ils servent

Moins de monde et plus de proximité de terrain

icompétent pour répondre

Je ne sais pas, je ne connaît pas ces administrations.

Simplification & réduction (les entreprises privées ont réduit leurs coûts de 5 à 10% par an pendant des décennies, pourquoi les» instances officielles « ne peuvent pas faire mieux que» ne pas augmenter « !?

Pour le Sénat, s'il ne veut pas faire double emploi avec l'Assemblée Nationale par un scrutin universel, qu'un ré-équilibrage, des circonscriptions - peut être, ou des quotas (femme-homme entre autre) ou autre, le fasse évoluer avec son temps et pour qu'il soit plus ressemblant à une société qui change.

Plus de représentants citoyens

suppression pure et simple ou changement radical du mode de fonctionnement : leur action aujourd'hui si elle existe est totalement illisible

travail et présence effective

Dépoussiérer et limiter les avantages Limiter aussi le nombre de mandats et obliger la présence en préparation comme en séance Les faire sortir des palais ... Catherine de Médicis c'est une époque révolue !

Suppression et remplacement par une assemblée de citoyen tirés aux hasard.

le sénat ne sert a rien

Il faut viser à l'efficacité , soit on les supprime soit comme il coûte cher on fait en sorte qu il y est une réelle plus-value à leur existence . il faut arrêter de payer des t'as de gens dont le travail n'est pas très utile à la France.

Supprimer le CESE au profit d'une troisieme chambre constituee de citoyens tires au sort et formes sur les grands sujets politiques. Transformer le Senat en bras politique de la Cour des Comptes, avec un vrai pouvoir contraignant sur l'Assemblee Nationale.

Supprimer le Sénat. Remplacer tous les membres du CESE nommés par copinage par des conseillers compétents.

en nommant des gens qui ont le sens de la réalité économique et pas que des politiques entre eux

Nécessaire pour adapter le fonctionnement du pays a l'époque actuelle, mais nécessite une étude exhaustive du projet et de prendre le temps d'écouter toute les parties prenantes contrairement a ce qui se passe actuellement.

En changeant le mode d'élection ou de nomination.

Supprimer le CESE qui coûte 40 milliards pour rédiger des rapports Rapprocher ses instances du peuple

favoriser le renouvellement, interdire les mandats successifs

Je ne connais pas le sujet . Mais il est évident qu'ils doivent être utile et irréprochable puisque payé par l'argent public. Il faut donc beaucoup de transparence et de contrôle .

Il faut les supprimer comme tant de comité bidules : ca ne dégagera pas des économies colossales au niveau du budget et du déficit actuel, mais ca donnera l'exemple de ce qu'il faut faire

En supprimant celles dont le but principal est de «recaser» les hommes politiques dans des placard dorés, comme le Sénat typiquement

diminuer sinon supprimer le sénat et augmenter le rôle du conseil eco,social et environnmental un rôle de remontées d'informations, de positions et et de propositions avec un contrôle de celles-ci dans leur application concrète

Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les

religions de notre pays ?

enseigner l'histoire des religions (pas les dogmes)

Supprimer tout argent public en direction des organismes religieux + suppression de toutes les écoles qui ne sont pas sous contrat avec l'Etat (cf texte en bas de page)

Laissez en état.

Je pense que la situation, par exemple dans l'éducation, est très contrastée. Les mesures pour soutenir les enseignants en grande difficulté me semblent bonnes.

Plus de sévérité être plus affirmer.

ARRETER D'eN PARLER ET APPLIQUER LES LOIS DEJA EN PLACE

Application stricte des lois concernant la laïcité

Meilleur connaissance des religions pour un meilleur respect et une meilleure compréhension. Demander aux responsables religieux de voir comment vivre sa religion en respectant les lois de la France.

Interdire que le moindre euro ne finance les religion, n'accepter aucune relation entre le politique et le religieux. Cantonner le religieux à la sphère privée lui interdire d'avoir voix au chapitre sur les question politique et notamment les question sociétales.

Arrêter le laissisme électoraliste ! Le communautarisme qui règne depuis des années soutenu par des politiciens ne pensant qu'a Leur élection ou réélection est insupportable pour la majorité silencieuse de notre pays. On ne transige plus, on assume notre passé et notre histoire, tout comme nos us et coutume. On ne se soumet pas aux communautés ou religions qui veulent imposer leur points de vus ou modes de vie sous couvert de liberté et laicité

CES PRINCIPES SONT PARFAITEMENT ENCADRÉS PAR LA LOI AUJOURD'HUI

Il est indispensable d'enseigner le fait historique religieux à l'école (Christianisme, Islam, Judaisme, Boudhisme), avec des enseignants compétents, quitte à les prendre à l'extérieur de l'EN. Ne pas laisser cela à des extrêmistes en dehors de l'école. Intégrer à cet enseignement les principes de laicité : liberté de culte, respect des croyances/incroyances, respect de l'autre. Enseigner la philosophie dés la 3ème, avoir des notions très tôt, en primaire

Port de la blouse à l'école jusqu'au bac et interdiction de tous les signes religieux.

appliquer strictement les dispositions de la loi de 1905

le respect des religions dans un stricte respect de la laïcité

Beaucoup de fermeté avec les étrangers. La manifestation de la religion doit essentiellement se situer dans les lieux de culte. Imposer aux arrivants de respecter cette laïcité et, s'ils ne veulent pas y souscrire, qu'ils retournent d'où ils viennent. Les Pbs du voile n'auraient pas dû exister si, dès le début, on l'avait purement et simplement interdit. Idem pour les signes religieux = «de petite taille» C'est ridicule. Quelle taille??? Il faut dire «aucun signe religieux» dans les écoles et collèges. Faire en sorte que les femmes musulmanes soient libres d'aller où bon leur semble en dépit des hommes musulmans.

la laicité c'est à l'ecole que ca s'apprend et la loi de 1905 doit être conforté, renforcé et enseigné partout.

Nous sommes une république laïque aux religions de faire leur ménage interne

la laïcité s'applique partout dans le pays. ex: pas de repas sans porc mais un repas végétarien à la place la religion reste dans le domaine privé.

La religion c'est le domaine du privé, notre république est laïque et ceci ne doit pas être modifié.

Arrêter de favoriser l'introduction de l'islam dans notre culture par peur de les froisser. Je pense que la laïcité est la clef, une nécessité, mais notre culture ne doit pas s'éteindre sous prétexte de celle-ci, et sous le poids des minorités religieuses importés mais actives.

à 18 ans recopier et signer un engagement a défendre la laïcité pour les émigrés parler ,ecrire le français et connaitre les institutions et signer un engagement

Rappeler les principes de la république à ceux qui veulent s'y installer

La renforcer n'est pas la solution, mais l'appliquer justement, en cessant de rappeler les racines judéo-chrétiennes de la France pour essayer de favoriser la religion chrétienne ou faire fantasmer sur le soi-disant grand remplacement de notre culture par une autre, doit être au coeur de l'action politique.

Appliquer la loi de 1905 sans plus ni moins

Ce n'est pas de renforcer la laïcité dont la France a besoin , mais de l'appliquer envers la religion musulmane comme avec les autres : Il ne doit pas y avoir de repas Hallal dans les cantines publiques! Et pas d'horaires adaptés pendant le Ramadan .

Pas

sortir de l'omniprésence de la chrétienté, stop aux crèches dans les écoles, stop aux jours féries religieux

Redéfinir la notion de laïcité, car beaucoup de personnes confondent laïcité et démocratie. La religion est un acte personnel propre à chacun et doit le rester, normalement aucun signe religieux quel qu'il soit ne devrait être accepté pour le bien -être de tous dans un pays laic.

Respecter la laïcité c'est la renforcer. L'état doit être dégagé de toute pression des religions.

Justement , sous couvert de laïcité la France est devenue l'empire de l'islam,souvenons nous que nous somme catholique

rien

Une question très compliquée notamment sur le financement des religions...Je pense que la loi de 1905 doivent être appliquées à la lettre Ainsi, les articles 1 et 2 sont particulierement clairs : Article 1er : « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes [...] ». Article 2 : « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte.

Réelle application de la loi existante sur les signes religieux. Implication de l' état Dans l'encadrement des imams et aide à la création de mosquées françaises

Comment parler de Laicité en étant proprietaire des lieux de culte. Il faut rendre les églises au curés et les mosqués au Imans. L'entretien de ce patrimoine religieux nous coute un pognon de dingue.

Il suffirait que l'Etat respecte strictement la loi de 1905 et la fasse respecter. Pour cela elle devrait être affichée clairement dans les établissements publics (mairies, préfectures, hôpitaux, lycées, etc.

Simplement garantir partout le respect strict de la loi de 1905.

Déclarer la religion catholique comme religion officielle Interdire le salafisme Interdire le voile islamique dans l'espace public et dans les entreprises Supprimer les menus de complaisance à l'ecole et dans les prisons Interdire les prieres de rues et les minarets

se conformer strictement à la loi de séparation de l'église et de l'état DANS TOUT LE TERRITOIRE, de quelque église que se soit

l'état ne se mêle plus de religion et vice versa. il ne faut plus légiférer sur tout La France est le pays des libertés . on doit pouvoir rire de tout, c'est une forme d'ouverture et d'intelligence.

égalité pour toutes les religions dans les lieux publics

La Loi de 1905 s'est imposée aux chrétiens et aux juifs. Il n'y a pas de problème. Les musulmans doivent se voir imposer la même chose. Pas d'exception. Les lois républicaines pour tous, notre passé, nos moeurs, nos us et nos traditions ne doivent pas être remises en cause par et pour une communauté, qui a tout à fait le droit de vivre sa foi dans notre pays, mais qui doit s'adapter, s'intégrer et non l'inverse.

Loi sur laïcité doit être appliquée dans totalité. L'état doit s'assurer que les responsables et les prêcheurs de toutes les religion diffusent un message de tolérance et de paix. Dans le cas contraire des sanctions fortes doivent appliquées quelque soit la religion. La France est un état laïque et ne doit pas se laisser influencer par le religieux.

Rien L'islam n'est pas qu'une religion et doit donc être traiter a part

Ne rien changer et surtout arrêter de courir derrière la minorité de dogmatiques de la laïcité qui nous coupent de nos racines et nos traditions.

Faire respecter partout et par tous la loi actuelle, sans en créer une nouvelle chaque jour.

Ne plus financer la construction de lieux de culte. Interdire le salafisme et ses formes dérivées en France. Combattre le communautarisme et l'ultra-laïcisme dogmatique qui encourage le communautarisme. Sanctuariser l'école en y appliquant le principe d'abstention en matière de croyance et d'incroyance

Enseigner les religions à l'ecole pour que chaque enfant connaisse les rudiments de chacune. On a peur de ce que l'on ne connaît pas. Le fait de toutes les expliquer est laïc.

Appliquer déjà strictement la loi de 1905 pour toutes les religions, notamment sur la transparence des comptes des organisations religieuses. Ne pas proposer des alternatives dans les cantines au porc sous couvert de religion (on peut tout à fait proposer plusieurs plats au choix, tous les jours, sans raison religieuse). Pour le reste, il me semble que la laîcité ne fonctionne pas si mal en France.

Je penses que la France marche le mieux au monde dans ce domaine.

Que l'on remette l'instruction civique à l'école.

Sans modifier encore la grande et belle loi de 1905, être intraitable avec ceux qui y contreviennent, s'agissant notamment des religions ignorant le concept de laïcité ou les principes fondamentaux de notre République

Sécuriser la formation des IMAM en France -

L'état régit la nation et les codes du vivre ensemble applicable à tous, les religions le chemin intérieur de tout croyant. Chacun son boulot, tout le monde reste à sa place.

pas d'intervention de l'état tant que nos fondements «liberté, égalité, fraternité» ne sont pas touchés, je citerai une phrase célèbre «la liberté des uns, s'arrête la ou commence celle des autres. voilà le résumé de ma pensée sur ce sujet.

arrêter de donner trop d'importance aux religions

Rendre la laïcité obligatoire dans toutes les écoles, publiques ou privées, avec une part d'enseignement consacré à la laïcité dans un cours d'instruction civique. Enseigner quelques principes de chacune des grandes religions pratiquées dans le monde, et en France en particulier. Enseigner la tolérance. Supprimer les écoles d'enseignement à caractère religieux (il y a le catéchisme pour cela, en dehors de l'établissement scolaire).

La laïcité est une bonne chose mais il est IMPERATIF qu'elle soit appliquée conformément à la loi. Il n'est pas normal que l'on accepte des dérives vestimentaires, de prêches et des financement étrangers sous un prétexte religieux. ET cela est valable pour toutes les religions Il faut donc que l'Etat applique et fasse appliquer la loi, ce qu'il ne fait pas aujourd'hui. Bien entendu certains s'insurgeront à gauche pour dire qu'il y a du racisme la dedans mais c'est justement ceux là qui ont fait monter les intégristes en acceptant tout.... Un peu d'ordre et de respect de la loi me semble URGENT

Rien de plus que ce que dit la loi de 1905 : « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes. » De ce fait, l'état ne doit prendre aucun positionnement à ce sujet, même pas au titre de notre culture judéo-chrétienne, qui de toute façon est présente d'elle-même, et s'assurer du respect de la liberté de chacun.

La pratique de la démocratie passe par la reconnaissance des valeurs portées par la France à savoir Liberté, Égalité et Fraternité. Je propose donc que toute religion s'opposant à ces valeurs fondamentales soit immédiatement invitée à se réformer. Or, une religion en France interdit de changer de religion ou d'être athée (pas de liberté de conscience), ne reconnait pas l'égalité homme/femme, préconise l'abattage sans étourdissement : elle se doit donc de se réformer pour ne pas s'opposer aux valeurs fondamentales de la France.

Je propose que les étudiants de santé de sexe masculin en stage/formation dans les hôpitaux publics ne soient pas exclus des salles de soins, opérations, chambres en raison de questions religieuses, particulièrement dans les maternités. Je propose que les soins et suivis afférents aux enfants nés avec des morbidités et handicaps lourds soient déremboursés quand leurs parents, en raison de leurs convictions religieuses, ont interdit que des internes et médecins obstétriciens de sexe masculin prodiguent les gestes médicaux indispensables à une bonne vie de l'enfant. Se contenter de faire signer une décharge aux parents pour éviter la mise en cause de l'établissement public n'est pas une réponse adaptée, ni pour l'enfant ni pour le personnel soignant. Quid des droits de l'enfant?

Plus de subvention à aucune congrégation. Surveillance des financements étrangers.Sanction du prosélytisme.Sanction de l'intolérance.

Etre strict sur les signes religieux qui ne doivent pas être présents à l'école, dans les lieux publics...C'est un rapport de force que la République doit gagner...pour l'avenir.

Luter contre le communautarisme religieux et social. Punir les actes d'incivilité contre la laïcité et le «vivre ensemble».

Respecter scrupuleusement les principes de laicité à l'école, dans les services publics, au travail .. Ne pas considerer des morales religieuses dans l 'établissement des lois developper un enseignement du fait religieux dans toutes ecoles

Preciser la place des deux dans les différents espaces de vie : domaines publics (laïc) et privé (liberté de pratique religieuse). La pratique religieuse ne peut envahir l'espace public : pas de halal dans les cantines ou jamais le kasher n'a été proposé. Les menus végétariens peuvent convenir à tout le monde.

Renvoyer systématiquement dans leurs pays tous les musulmans salafistes et intégristes. Interdire les écoles religieuses quelles qu'elles soient. L'éducation civique, les valeurs de la République et les valeurs démocratiques, l'égalité des femmes et des hommes doivent être enseignées au collège de la 6ième à la 3ième comme une matière aussi importante que le Français et les maths. Tout étranger accueilli en France doit être intégré dès la délivrance de leur permis de rester en France avec l'enseignement de la langue française et des valeurs de la République

Rien c'est trop tard - restaurer l'autorité de l'état dans les quartiers, diminuer le chômage, donner des consignes aux forces de l'ordre pour appliquer les lois existantes

Remettre uniforme a ecole.

Je ne répondrai pas aux questions concernant la laïcité en France car c'est un faux problème déterré tous les ans par les politiques pour éviter de parler des choses importantes et qui fait en plus le jeux des extrêmes et de l'intolérance. Personne ne parlerait de laïcité si la situation économique et sociale de la France était bonne.

etre plus stricte sur le principe de laicite surveiller les cultes et sur ce qui se dit dans les sites de prieres etre plus attentif et ne rien laisser faire qui soit contraire a notre principe de laicite

Respecter ce qui existe, sans aucune discrimination «positive» !

Traiter de la même manière toutes les religions et les croyants . C'est le respect de la position personnelle privée Interdire tout signe religieux distinctif et particularisme alimentaire dans les lieux public (dont l'école) ou de comportement dans l'espace public

L'état est laïque, les religions relèvent de la sphère privée

Appliquez réellement la loi sur la laïcité: ne pas admettre et sanctionnez les comportements intégristes. Tous les dirigeants religieux doivent être français et former en France. Ne pas admettre les financements des cultes par des pays étrangers.

Arrêter de financer les écoles privées catholiques, pour que ces enfants là aillent dans la vraie vie dès le départ, ce qui favoriserait la mixité et attenuerai les craintes et préjugés des uns envers les autres.

Application stricte de la loi.

contrôle des crédits alloués aux écoles privées, contrôle du contenu des courts, et validation des enseignants, on doit écarter les extrémistes.

Il faut maintenir la religion dans la sphère privée et ne pas la laisser envahir l'espace public.

Etre beaucoup plus ferme sur l'interdiction des signes exterieurs de religion dans l'espace public!

Je propose de garantir le principe de laïcité en acceptant que l'Etat y renonce un peu, en contribuant y compris lorsque nécessaire financièrement à l'organisation sur notre territoire des organisations religieuses et à la formation de leurs représentations cléricales. Je pense bien évidemment à la nécessité de structurer la vie religieuse des communautés musulmanes dans la République et à la formation des imams, voire au pouvoir de contrôle de l'enseignement coranique au sein des écoles pour les plus jeunes. Mais la responsabilité de l'Etat s'étend aussi à de nombreux autres mouvements qui, sous couvert de religieux, s'apparentent à des sectes.

je ne sais: être fort sur les principes de la laïcité - mais en mème temps comprendre et être plus tolérant sur certaines pratiques: éviter de mettre la laïcité en lien avec la politique et les peurs des gens

La laïcité pour moi, c'est la liberté d'exprimer ses propres idées y compris religieuses et y compris dans l'espace publique sans pour autant nuire aux idées et à la liberté des autres. Dans ce cadre, l'état ou les collectivités n'ont pas à légiférer sur quoique ce soit que fait ou pense quelqu'un tant que cette personne ne nuit pas à autrui.

avoir un discours ferme (style Manuel Valls); ne pas céder aux revendications communautaristes; ne pas accepter de filles voilées dans le futur service national universel

Cessez de mettre l 'islam à toutes les sauces. Les autres religions sont plus discrètes, intelligentes. Lutter définitivement contre les djihadistes. Ne surtout pas accepter d'argent étranger pour construire des mosquées , Refuser toute exigence religieuse en lieu public. Rue, Ecoles Sorties scolaires, etc Respect de NOTRE pays et de SES origines et de ses VALEURS...

Il faut laisser la religion dans la sphère privé et ne pas la laisser entrer dans la sphère publique

Interdire et fermer toutes les écoles dispensant un enseignement religieux radicalisé, quelque soit la religion, car incompatible avec notre bien vivre ensemble.

Une intransigeance absolue vis à vis de tous les manquements (à l'école, etc)...mais aussi beaucoup de pédagogie et une respect total de toutes les religions, si elles respectent la démocratie et l'ordre républicain

Bonjour il faut interdire aux représentants politiques leurs présences lors de réunions , ou de festivités religieuses .

Arrêter de faire de la discrimination positive. Il faut continuer de respecter nos valeurs et defendre notre histoire... ce n est pas à la société de s adapter aux principes religieux mais l'inverse. Il faut arrêter de céder devant les exigences de laïcité qui n en sont pas... comme le porc dans les écoles... en faisant ça au contraire on renforce le sectarisme et les principes communautaires. Sous couvert de laicite on en oubli nos origines a la faveur d autre coutumes, d autres religions....

Le principe de laïcité doit être respecter dans toutes les instances et communiqués.

Il me semble que le principe est bien posé, il faut le faire respecter .

Abolir le concordat en Alsace et Lorraine. Contrôler réellement et efficacement les écoles confessionnelles sous contrat (il s'en passe des choses.....)

Arrêter toute forme de prosélytisme angélique. La religion et ses symboles, c'est chez soi, Dans la rue, c'est laïc. Donc, il faut avoir un gouvernement fort qui impose ce principe, quitte à ce que cela deplaise aux religieux. C'est pas du racisme, je côtoie avec plaisir d'autre culture, c'est juste un rejet tres fort du religieux et du communautarisme.. ça m'insupporte.

Stop a l'abolition de notre histoire, nous sommes un pays qui a une histoire religieuse il ne faut pas enlever nos racines. La Laïcité ne veut pas dire l'oubli. Si des gents ne mangent pas de poissons de viandes d'oeufs de laitage ou autre pour raison médicale, religieuse ou personnelle se n'est pas a l'état et au cantine de changer leurs menus, un état laïque veut dire qu'on ne prend pas en compte les principes religieux. Les signes ostentatoires religieux qui cache un visage des cheveux... ne doivent pas être possible dans une institution publique. ex : dans une crèches les enfants doivent pouvoir identifier leurs maîtresses çà passe par la voix et l'apparence ont ne doit pas se cacher ou se camoufler). Les jours fériée sont en rapport avec la religions chrétienne car notre héritage et notre histoire est chrétienne, nous ne devons pas oublier notre histoire meme si nous sommes un pays laïque. Et tout le monde doit connaitre notre histoire pour comprendre se qu'est la France et ce pourquoi nous nous sommes toujours battus.

IL FAUDRAIT DÉJÀ RESPECTER LES PRINCIPES QUI EXISTES AVANT DE LÉGIFÉRER ENCORE ET ENCORE . TROP DE LOIS DÉJÀ VOTÉES NE SONT PAS APPLIQUÉES

Eviter que des cultes soient financés par des pays étrangers. Pour cela, trouver un moyen pour avoir un islam français. Pourquoi ne pas s'appuyer sur le régime d'Alsace-Moselle pour la formation des imams et de oulémas?

- La construction, l'entretien, à l'exception de ceux classés monuments historiques, des lieux de culte doit être à la charge des fidèles sans aucun financement de l'Etat ni en provenance de pays étrangers. - Il en sera de même pour les établissements scolaires à caractère religieux. Ces derniers devront respecter les règles fixées par le ministère de l'éducation nationale pour la partie indépendante de la religion. - Dans les lieux et espaces publics, tout signe ostentatoire du style burka ou voile sur

le visage doivent être interdits. - Lors d'attribution de logements sociaux, favoriser le brassage des populations aux origines diverses afin d'éviter les ghettos. - Les soins médicaux doivent être pratiqués sans distinction de sexe aussi bien pour le patient que pour le praticien.

Que le culte musulman exprime clairement son attachement à la république er condamne officiellement la charia, la polygamie.....

La laïcité ne doit pas être le rejet des religions, ni la négation de notre histoire. Pour bien poser les bases de la laïcité, il convient d'aborder la question en rappelant qu'objectivement, notre corpus législatif du « vivre ensemble » repose, en France, sur des valeurs très majoritairement issues de la chrétienté, desquelles on a retiré toute référence divine. Cette affirmation ne remet pas en cause la liberté de chacun d'avoir les croyances de son choix, mais pose le socle historique et sociologique des fondements culturels de notre pays. Je pense qu'integrer ce préalable à la question de la laïcité en France permettrait de mieux dépassionner le débat sur la laïcité d'une part, et à faciliter l'integration D'autre part.

L'Etat gère les affaires publiques de façon non religieuse et c'est très bien ainsi. Cela ne signifie en rien que les élus et agents de l'Etat doivent être athées ou faire comme si. Poussé à son extrême l'athéisme se situe au même niveau qu'une religion. Là comme ailleurs il convient de faire preuve de tolérance et de mesure.

Pour moi; ils sont globalement respectés. Il faut éviter les réformes à tendance trop polémiques, ou alors bien expliquer en amont leurs enjeux pour éviter des réactions trop partisanes

faire respecter les règles actuelles , que j'ai connues en 40 ans de vie professionnelle en lycée et collèges

l'ETAT doit absolument être séparé des religions

Une pratique des religions plus modérée: la religion peut être présente mais en dehors des lieux de culte et des domiciles, elle n'a pas sa place sur la voie publique.

la connaissance mutuelle: on a moins peur de ce que l'on connait.

Il faut d'abord appliquer les principes existants et les inculquer à l'école! (cours d'éducation civique, histoires comparées des religions...)

Appliquer la loi dans tout le territoir, des banlieux aux campganes, quelque soit le citoyen. Cela serait déjà parfait. Problème de laxisme au niveau des juges

Respect de la loi en place et application systématique des sanctions prévues en cas de violation. Tolérance zéro. Tenir compte de la tradition historique judéo chrétienne de notre pays. Pas de financement d'autres pays.

Augmenter l'instruction scolaire sur les différentes religions afin d'éduquer les jeunes à la tolérance par la compréhension des différents cultes

- Ne plus accepter les signes ostentatoires dans les lieux publics (notamment dans les hôpitaux où le personnel se retrouve souvent dans des situations délicates parfois mêmes violentes).
- Ne pas autoriser des dérogations pour une certaine catégorie de citoyens (telles que les aménagements piscine ou cantine, le halal, le casher etc...), ce qui stigmatise et exclue davantage ces personnes.

Rien de spéciale

Définir le cadre des pratiques de l'islam en France qui soient compatibles avec la culture française

Rien...

Appliquer la loi de 1905 à toutes les religions et tout particulièrement la religion musulmane , non visée à l'époque où cette loi fut débattue

L'Etat doit rester la référence pour la bonne entente entre les cultes. Les lois de la République doivent s'appliquer à tous.

ne pas autoriser des pratiques religieuses sur la voie publique : prières, vêtements qui masquent le physique des personnes

Interdire les mosquées salafistes ,communautaristes,supprimer les écoles coraniques de plus en plus présentes sur le sol français et représentant un réel danger en prônant un islamisme radical.

Renforcer son enseignement et l'explication de sa signification et son rappel régulier

Rien. La loi de 1905 ne doit pas être modifiées. Juste amendé pour la question de la religion musulmane qui doit être mise au diapason des autres religions. (Règles et lieux de cultes)

Faut-il renforcer les principes de la laïcité ? c'est au citoyens de le décider !!! Mon opinion est qu'il n'y a pas de problème majeur; les religions implantées en France depuis longtemps et l'Etat vivent traditionnellement ce principe de laïcité; l'islam dont l'importance est récente en France et qui a quelques préceptes non laïques pourrait s'insurger, mais en cette période l'islam modéré a tellement de problèmes mondiaux avec sa frange islamiste à traiter.

respect de la loi de 1905, ni plus ni moins. Ne pas rentrer dans le piège de l'affrontement voulu par les islamistes, hyper minoritaires dans le pays

Une bonne voie déjà : décrire dans les écoles les différentes religions présentes en France et leur modes de représentation. De plus, pousser le monde musulman à reconnaître un culte unique national et homogène

un siple respect de ce qui est deja en place

Etre plus ferme sur la laïcité à l'école. Supprimer les jours fériés saints. Etre intransigeant avec le prosélytisme

Expliquer ce qu'est la laïcité de l'Etat, Respecter la loi de 1905

respect de la loi 1905

la loi c'est la loi, fermeté point final

Interdire les signes ostentatoires dans la vie quotidienne car la religion doit rester dans la sphère privée. Un minimum d'éducation religieuse est nécessaire pour éviter les déviances ou l'extrémisme.

Renforcer la pédagogie ds les écoles et Appliquer la loi et laisser les religions hors champ politique

Cesser de financer les écoles privées sous contrat confessionnelles.

Simplement rappeler ces principes, rappeler quand et pourquoi la séparation de l'Eglise, des Eglises, et de l'Etat

le respect de lareligion de chacun avec non ingérence dans la société dans l'entreprise à l'école

Que d'autres fetes autre que catholiques soient des journées «fériées» ou marquées spécialement dans la vie quotidiennes.

Faire respecter la Loi qui existe avant d'en créer d'autres.

La loi de 1905 qui s'applique pour toutes les religions sans aucune exception

le strict respect de la loi,le respect de l'ensemble des religions et le dialogue permanent,contrôler les financement des religions

Les lois actuelles suffisent

Les religions ne doivent pas imposer leur choix à l'état. Les lois doivent êtres appliquées par chaque citoyens quelque soit sa religion.

Être clair sur la définition de la laïcité et la faire appliquer sans concession

Dans l'ensemble des enseignements publics et administration pas de signes religieux.. piscine, plage pas de signes de religion

Tant qu'il y aura de l'intégrisme, ça va être dur

Faire appliquer l'ensemble des lois votées en ce sens, par l'ensemble des religions de notre pays (port de signe religieux au travail, port de la burqa,...)

Éduquer les ministres des différents cultes, surtout les plus fondamentalistes d'entre eux. Permettre à tous d'exprimer son opinion, mais ne pas tolérer qu'ils veuillent imposer leur opinion leur croyance.

La laicité n'est pas en cause. C'est ce qu'on en fait dans les cas de radicalisation

Si l'Etat se dit laïque, qu'il détruise tous les lieux de culte, comme ça pas de jaloux

s'orienter à autoriser toutes les religions à utiliser les édifices religieux entretenus par les communes. Les musulmans doivent pouvoir utiliser les églises pour se réunir et prier, à négocier au cas par cas . Il faut bien sûr poursuivre la construction d'un islam de France indépendant de la mouvance islamiste.

Être moins hypocrite et avoir du courage et de la fermeté : il y a ce qui est conforme à la loi et ce qui n'est pas conforme; dans ce cas, rappel à la loi et sanction

Par l'éducation, chaque religion doit s'engager à respecter les lois de la République

s'inspirer d'autres pays qui gèrent la diversité

rien, la france est un etat a la base catholique, cette religion doit rester prioritaire mais doit tout de meme respecter les autres religions. il est anormal que la france se plie à la volonté des autres religions sous prétexte de la laicité alors que nous quand nous allons dans d autre pays nous devons nous adapter à leurs exigences (port du voile dans les pays musulmans, ...)

Faire déjà respecter toutes les règles avec intransigeance. Inutile d'en rajouter

Application ferme de la loi sur tout le territoire de la république

Ma conviction sur la laïcité est qu'elle est un principe essentiel et intangible garant du vivre ensemble, qui ne peut être à géométrie variable, soumis aux fluctuations des contextes sociaux ou politiques, négocié avec tel ou tel groupe de pression, ou enfin présenté de manière différente en fonction d'intérêts partisans ou d'objectifs qui lui sont exogènes. Cette intangibilité signifie que nous devons éviter deux écueils : la laïcité dégradée, ou laïcité ouverte, qui abdiquerait son ambition et son sens par des petits reculs ou des compromis successifs ; la laïcité dite de combat, qui stigmatise le fait religieux et constitue parfois le masque de l'islamophobie.

Moins d'ostentatoire (fini les croix sur les sommets) et un traitement égalitaire des différents cultes.

Pas de port de signes religieux dans les lieux publiques pour les mineurs avant leur majorité. Pas de discrimination d'activité au sein des lieux publics

Par l'adaptation de la Loi de 1905 à l'évolution des religions depuis un siècle

Faire appliquer la/ les lois Fermeté contre les extrémismes de tous bords Interdiction des financements étrangers, ou seulement via une plateforme gérée par l'Etat qui redistribuerait les dons de manière anonyme et proportionnelle au nombre de pratiquants.

Il faut purement et simplement interdire les signes religieux dans la vie publique même dans la rue. la religion doit se pratiquer chez soi ou dans des lieux de culte. Pourquoi montrer son orientation religieuse? c'est quoi l'intérêt a part attiser la haine des autres.

application stricte de la loi de 1905

Eduquer et respecter les valeurs communes LIBERTE EGALITE FRATERNITE et ajouter RESPECT qui ne sont pas des mots désuets mais des valeurs bafouées.

Pas de financement par l'Etat et interdiction de tout financement étranger

Rien Satisfait de la situation actuelle. Sujet secondaire

Les jours fériés doivent devenir non confessionnels. Le fait religieux doit être mieux étudié à l'école. Les structures gérées par l'état ne doivent pas tenir compte des interdits religieux, notamment alimentaires.

Vaste affaire!!!Depuis plus de 2 000 ans les religions s'affrontent cela ne s'apaisera pas par des principes de laïcité. Une religion notamment n'accepte pas ce principe d'où des attentats et ce n'est que le début.

Faire mieux connaître la loi de 1905 et les textes qui s'y rapportent

Être intransigeant sur nos valeurs et nos lois qui doivent être respectées par tous sans exception

Imposer la loi par son inscription dans les bâtiments publics

appliquer réellement la loi de 1905

faire apliquer la loi sur le port du voile et de la bourka

il y a déjà des lois à ce sujet

Traitement identique de toutes les religions dans le cadre de la loi de 1905

Sans avis. Mais j'aime bien la logique actuelle rattachée à notre histoire chrétienne.

Interdiction de signe distinctif à l'école tant que la population ne sait pas gérer la diversité religieuse Si on souhaite porter des signes distinctifs il faut aller dans une école privée Chaque religion doit pouvoir être pratiquée dans de bonne condition. Peut être avec une aide financière de l état vs droit de regard sur les messages dispensés

Interdire écoles-collège-lycée (religieux) qui ne sont pas sous convention. Enseigner les valeurs à l'école. Mettre les parents devant leurs responsabilités (convocations si débordement de l'enfant - ado), ...

supprimer les signes extérieurs tout en conservant l'identité et l'histoire de la France (crèche en mairie par exemple)

Ne pas confondre Démocratie & Démagogie ou faiblesse ! Crèches interdites ? Calvaires & crucifix aussi ?? Mais quid Voiles & burkas ??

ETRE AU CLAIR SUR NOS ORIGINES ET NOS VALEURS: ON SE CONSTRUIT O PARTIR DE CE QUE L'ON A VÉCU

ce n'est pas prioritaire

Suppression des spécificité d'alsace Lorraine face à la loi 1905. L'état ne doit pas financer de lieu de culte que ce soit. Laïcité est aussi respecter les divers religions. Suppression des conseil français de culte, la religion n'a pas à s'initier dans la politique, les citoyens croyant le feront déjà bien assez s'ils peuvent se prononcer. Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu.

une plus grande intransigeance sur la notion de laïcité

Appliquer la loi de 1905 dans son intégralité Enseigner son principe à l'école . Faire comprendre qu'elle n'est pas contre les religions mais un garant de la liberté de pratiquer .

Rester ferme sur la loi de 1905. A chacun sa religion mais rien de visible.

ne pas toucher à loi de 1905 et la faire appliquer.

Commencer par appliquer les lois relatives à la laïcité Une charte répartissant les rôles de chacun et applicable par tous Renforcer l'égalité femmes hommes Réapprendre le respect mutuel dès l'école

Rien de plus qu'actuellement sauf que les valeurs françaises intangibles et historiques doivent être défendus. Ne pas s'adapter au communautarisme

Supprimer les termes du Concordat de 1801 pour l'Alsace et la Moselle Enseignement religieux dans les écoles Rémunération des prêtres Nominations des évêques Ces dispositions doivent être supprimées dans un soucis homogénéité des pratique en France

-Toute agression verbale ou physique contre un représentant de l'État comme policier infirmiers à l hôpital enseignants sous couvert de revendications religieuses doit être sanctionnée avec la plus grande fermeté sans avoir peur de systématiquement d être taxé de racisme . - Pour bénéficier du système social français (aides allocationns....) il faudrait signer une charte d'engagement laïque (égalité hommes femmes....) et tout non-respect de cette charte entraîne la suppression des aides .

Ce n'est pas un problème urgent à aborder Mais déjà que l'état arrete des aides pour les mosquées alors qu'on a refusé des crèches dans les mairies.

La situation actuelle qui incite au respect et à la tolérance est à garantir. Il faudrait que les cultes communiquent davantage pour donner plus de transparence à leurs ativités.

ne pas laisser les suppots de religions conquérantes s'accaparer l''espace public et les médias

Un respect de la loi (

1) Garder les principes de la laïcité tels qu'ils existent (je ne pense pas qu'il y ait besoin de les renforcer). 2) Le problème me semble avant tout un problème de respect mutuel. Ce respect est moins partagé car nous avons laissé se créer des lieux ou des groupes qui sont intolérants. Ces groupes considèrent leurs croyances (et leurs coutumes) comme intangibles et ne permettent pas que des pensées ou des comportements différents puissent s'exprimer. On trouve cela dans toutes les religions et groupes de la société (même en dehors de la religion - voir les attaques Vegan contre les boucheries). 3) Je pense que la aussi des débats impliquant les citoyens doivent avoir lieu. Ils doivent être préparés de manière très précise. L'objectif est de faire en sorte dans un premier temps les différentes sensibilités se parlent et s'écoutent sans se rejeter à priori. Plusieurs étapes seront ensuite à mettre en oeuvre pour définir des objectifs de progrès avec les citoyens. On peut peut être partir de quelques groupes de personnes, avoir de premiers résultats qui peuvent être diffusés et élargir la démarche progressivement à tout le pays.

Appliquer la loi et la rendre plus précise Renforcer la neutralité de l'Etat Des cours sur la culture des religions Redéfinir les jours fériés et leurs symboliques

Cesser d'en faire un sujet de crispation. Cesser de vouloir expulser les religions de l'espace publique. Développer la notion de laïcité apaisée

Je pense que ce principe est bien établit et que ce n'est pas un sujet .

Il faut être beaucoup plus strict sur la place du religieux dans l'espace public pour le laisser libre de s'exercer pleinement dans la sphère privée. La laïcité ne doit concéder aucun recul car elle inhérente à la République. Chaque religion doit être exercée librement mais les enseignements religieux et ceux qui les exercent doivent être soumis au contrôle de l'état pour s'assurer de leur contenu. Enfin, les signes ostensibles religieux doivent être interdits dans les espaces publics (à l'exception des autorités religieuses) s'il sont pour effet de dissimuler les visages ou de permettre des transporter des objets dangereux et de créer des risques en terme de sécurité. Ce n'est peut être pas la tendance actuelle dans beaucoup d'états (grande bretagne, Europe du Nord, mais c'est la marque visible de la laïcité.

La loi de 1905 se suffit à elle-même. Arrêtez de tout casser !

Appliquer la loi de 1905 à toutes les religions, y compris l'Islam

application de la loi de séparation religion et ETAT

L'état pourrait établir un guide de 'bonnes pratiques' des religions en France en cohérence avec la république. Mise à par les écarts avec ce guide, il ne devrait jamais intervenir dans les différentes religions. Sauf pour protéger bien sûr leur droit à être pratiquées paisiblement pas tous ceux qui le souhaite, dans le respect du guide.

Tout le monde doit respecter les principes de laïcité en France. En contrepartie, l'état respecte les religions diverses.

Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

la laïcité doit s'enseigner de manière non dogmatique Il faut expliquer Liberté et Egalité et Fraternité

En sanctionnant tout manquement : destitution et expulsion des représentants religieux qui ne respectent pas ce principe + fermeture de la structure associée / principe de neutralité à l'école, en entreprise et dans les services publics

Ce n est pas le plus important dans l'education si les enfants et jeunes écoutent en maths ils écouteront en cours de citoyenneté.

C'est impossible de «garantir». C'est comme garantir qu'il n'y aura plus jamais de délits et de crimes.

Il est déjà garanti .

FAIRE REDECOUVRIR L'IMPORTANCE ESSENTIELLE DE SES VALEURS (Enseignement)

Passer par l'école pour toucher les enfants et les parents

Imposer l'enregistrement de toute réunion religieuse, imposer une liste d'emmargement pour tous les participants et sanctionner sans faiblesse toute dérive.

Être intransigeant ! Et sanctionner !

Des règles de vie communes doivent être appliquées (ex : pas de menu spécifique dans les cantines scolaires : ingérable. Ceux qui le veulent se débrouille par eux même ou changent d'établissement). Les différences vestimentaires ne devraient pas être une difficulté, sauf quand elles sont un problème pour l'ordre public ou empêche la relation (visage masquée par la Burqua notamment). L'histoire du foulard st une vraie bétise signe d'intolérance de la part d'incroyants, voulant expulser le religieux de l'espace public (on va détruire les édifices religieux aussi ???)

Par la création d'un service civique obligatoire entre 3 et 6 mois tous les 20 ans afin que des personnes d'âges, d'horizon différents se retrouvent autour d'un projet et partagent des valeurs comme : le respect, l'égalité, l'engagement.....

Éducation civique à l'école.

Avoir un parcours citoyen tout au long de sa vie et est formé et informé

En commençant par les enseigner dès les classes maternelles, les expliquer et s'assurer que les élèves les comprennent, et en poursuivant tout au long des années d'éducation.

le dialogue entre les religions est la seule voie possible, la tolerance religieuse est un combat qui doit être mené partout par tous et à commencer par les parents et les ecoles, les elus, les imams, les curés, les rabbins....conférences, débats, colloques, rappels des valeurs du partage et de le fraternité, de la liberté. durcissement des sanctions contre les precheurs de haines, expulsions definitives de la FRANCE

Faire signer à chacun d entre nous une charte de citoyennete

Développer l'éducation civique et restaurer l'autorité de l'état et de ses représentants. Veiller à faire appliquer les lois et que la justice soit moins laxiste. Par exemple faire respecter le droit de chaque citoyen de se déplacer librement sur le territoire français (éradiquer les blocages de routes, de ronds points, de magasins ou d'usines, évacuer les piquets de grèves qui veulent interdire l'accès au travail des personnes qui veulent continuer à travailler).

En parlant simplement et sans ambiguïté sur ce sujet, si on est pas d'accord avec les valeurs de notre république, on n'est pas obligé d'y vivre.

Par l'éducation nationale, doublez, triplez le temps consacré à l'éducation civique ! Il faut instruire mais aussi et surtout éduquer nos enfants ! Le schéma familial est trop variable, trop instable...

par la formation de la langue et des institutions

Education civique renforcée à l'école

Tout est dans la réprocité. La République a abandonné un certain nombre de ses enfants qui en retour, ne se reconnaissent pas dans la République. Plus de justice sociale et moins de déclassement devraient aiser à recréer ce lien entre tous et les valeurs dont vous parlez dans la question sans les citer...

C'est l'École et l'éducation qui en sont les garants. Le service national s'il est obligatoire pour tous les jeunes est également un bon moyen

Lutter plus efficacement contre L'ISLAM POLITIQUE qui est peu compatible avec nos valeurs (non respect de l'égalité hommes/femmes , des lois ...) et contre toutes formes de communautarisme

Mettre en place à l'école,dans les séances de formation , d'apprentissage des cours de citoyenneté et des règles de la République, car beaucoup ont une méconnaissance des valeurs de la république

Les lois qui les garantissent doivent être respectées.

Il faudrait commencer par l éducation mais pas celle des enseignants trop nombreux et majoritairement incompétents

développer l'éducation civique à l'école et le service civique pour les jeunes et les moins jeunes.

Je pense qu'il faut revenir à la sanction pour tout contrevenant. Une sanction républicaine repose sur la loi et non sur une quelconque discrimination.

La répression des abus et l'éducation des enfants à l'école et au collège.

il faut que la république respecte les gens et ne traite personne comme des sans dents ou des gens qui ne sont rien.

Peut-être que si les élus donnaient le bon exemple, en évitant les invectives personnelles, les remarques sexistes ou autres, cela pourrait inciter les citoyens ordinaires à les imiter...

En donnant l'exemple : le jour où les politiciens respecteront eux-mêmes ces principes et feront l'effort d'écouter leurs adversaires (ce qui ne veut pas dire se laisser convaincre), les Français auront peut-être l'envie de les imiter.

ces valeurs doivent être respectées par les gens qui nous dirigent

Arrêter l'immigration en provenance des pays de culture non occidentale

liberté, égalité, fraternité dans toute son acceptation

éducation a l'école et fermeté pendant le parcours de la vie. éducation éducation... et surtout rappel a l'histoire. Pourquoi on ne peux plus a l'école montrer des photos des camps de concentration? a vouloir tout laver, on a que du linge monocouleur. Les leçons de l'histoire ne se gardent que si on a compris l'histoire

rappeler les règles de la république et faire jurer pour tout nouvel entrant l'acceptation de ces règles.

??? Je ne comprends pas votre question.

Bien définir les valeurs intangibles de la république. Sur le terrain il y a des associations, des permanences de partis politiques, minoritaires ou majoritaires, il faut prendre l'habitude d'écouter. Prendre en considération les avis des personnes qui ne pensent comme nous est une preuve d'humilité et respect. Si cette règle avait été appliquée les gilets jaunes ne seraient pas sur les rond-points

Renforcer l'education Civique rt remettre en place le service militaire

Éduquer.

Appliquer la loi, sanctionner les manquements

Eduquer et informer

Relancer fortement l'instruction civique à l'école et au collège. Quand on est un élu, être parfaitement exemplaires. Mettre d'importants moyens contre la fraude fiscale.

des sanctions exeùmplaire en cas de manquement

Renforcer l'éducation civique à l'école: les grands principes mais de façon pratique et non trop théorique et ennuyeuse

La fermeté

L'éducation des jeunes à l'école

Par l'éducation au fait religieux à l'école, et par la répression sans faiblesse du non respect de nos valeurs républicaines.

Education de la primaire jusqu'à l'université / Service national

Apprentissage des valeurs à l'école primaire. Apprentissage du respect pour la nation, pour l'autorité, pour les profs etc...

apprendre le vivre ensemble dans le respect de chacun et inversement

l'éducation civique à l'ecole

Instruction civique renforcée et contrôlée lors des examens (Brevet et Bac).

L'enseigner dès la maternelle et tout au long de la vie étudiante Le rappeler régulièrement aux parents et les condamner fermement si ils ne respectent pas la loi en récidivant Idem pour les religieux qui iraient à l'encontre des lois républicaines de la France Quand on est en France, on respecte les lois françaises, même si on est étranger et que notre religion nous dit l'inverse de nos lois Ce n'est pas la France qui doit s'adapter à tous, ce sont les français ou étrangers qui s'adaptent à la France. S'ils ne sont pas contents ils émigrent

Par l'éducation : A l'école donc, dès le plus jeune âge, et au travers du service civique avec des stages.

Ne pas autoriser des prédicateurs quels qu'ils soient à diffuser des discours violents. Mettre en place des contrôles rigoureux et aléatoires pour stopper ce type de comportement ce qui en plus pourrait créer des emplois !!.

Je suggère d'imposer un suivi psychologique/thérapeutique à tous les mineurs ayant commis des actes de délinquance car l'irrespect du droit et des lois vient souvent de souffrances des jeunes et/ou de carences éducatives. Pourquoi ne pas égale-

ment proposer plus souvent des suivis thérapeutiques familiaux quand un mineur a commis un acte répréhensible?

L'éducation et la mixité sociale

par l'enseignement, l'éducation et un comportement irréprochable de ceux qui la représentent.

Education scolaire. Respect et justice pour tous. Mettre fin aux erreurs fréquentes de la loi qui comporte de nombreuses failles. Quelque soit son «statue» social, même punissions pour tous.

par l'éducation civique à l'école , par des campagnes d'information, par l'exemple

Education en préventif, (nos enseignant font bien leur métier) et application de la loi répressive, en curatif. Attention aussi à la culture du repentir

voir ci-dessus

Instruction civique dès le CM1

Apprentissage a ecole, portage de projets RSE des primaire

Je ne répondrai pas aux questions concernant la laïcité en France car c'est un faux problème déterré tous les ans par les politiques pour éviter de parler des choses importantes et qui fait en plus le jeux des extrêmes et de l'intolérance. Personne ne parlerait de laïcité si la situation économique et sociale de la France était bonne.

impliquer les religions dans l'education conforme au respect et a la tolerance

Par l'honnêteté des élus, leur acceptation des rigueurs de la loi à leur égard ! L'exemple vient du haut.... à méditer fortement !

Enseignement de l'instruction civique, de la morale et de la philosophie, et de l'histoire des religions 2h tous les quinze jours à partir du CP jusqu'en terminal. Ce qui permettra à chacun d'avoir suivi 700h de formation pour comprendre et intégrer ce qui fait la vie en société en France

Il faudrait que la république, ses dirigeants, les grands patrons soient eux même exemplaires exemplaire (Benalla, Fillon, Bernard Arnaud, Carlos Ghosn, paradis fiscaux...)

La nationalité française ne peut être donnée que si la personne maîtrise le français, accepte réellement les valeurs de la République et montre le respect de ces valeurs par son comportement républicain dans le quotidien

Faire preuve de pédagogie, beaucoup. Expliquer pourquoi les droits sont là contrepartie de devoirs, faire comprendre à chacun l'intérêt qu'il a à respecter ces valeurs

Débats en mairie.

renforcer l'instruction civique

Par l'éducation à l'école et dans les associations.

Nous sommes un etat laique se devant de respecter toute religion. En revanche, chaque religion ne doit jamais enfreindre les lois de la Republique!

L'étude des religions et la vie civique doivent faire partie de l'enseignement de tous les citoyens. Par ailleurs je trouve judicieux de considérer qu'un enseignement comme celui de l'arabe est de nature à promouvoir la culture, la connaissance de l'histoire des civilisations et in fine la tolérance, et non -comme on peut le craindre dans un contexte frileux- de favoriser le repli identitaire.

Faciliter les échanges courtois - arrêter / punir les positions haineuses et très extrémistes

Une meilleure formation civique à l'école. Plus de mixités sociales.

cela passe par l'éducation et donc par l'école pour contrecarrer parfois les discours anti-républicains dits à la maison

Commencer à la maternité.. par éduquer les parents. Obligation d'apprendre le Français. Puis à la maternelle, à l 'école en général, et en crêche, ; Rétablissement de l'instruction civique, et des leçons de morale en primaire .. Bien besoin. DROIT,oui MAIS pas sans DEVOIR. L 'un ne va pas sans l'autre... Bref, cessez de «blablater» AGIR.

Par l'éducation

Toute forme de violence ou de saccage, même pour défendre ses idées, est inadmissible. Le droit de manifester ne doit pas être remis en cause, mais toutes les manifestations doivent rester pacifiques. Pour cela, elle doivent toutes être déclarées 48h avant, la France ne devant pas être prise en otage par une minorité. Cela fait partie du respect de chacun qui est fondamental pour le bien vivre ensemble.

Education..

Bonjour il faut se montrer intransigeant sur la laicité , et il faut la faire respecter , sinon il faut envisager une expulsion immédiate , et sans retour .

Communiquer sur ces valeurs et sur le fait que personne ne peut être au-dessus des lois françaises au nom d'une quelconque religion.

Sanctionner les abus contraire aux droits de la république et arrêter de changer nos fonctionnements, nos histoires sous pretexte de laïcité...

il faut promouvoir les valeurs de la république pour quelles soient connu, comprise et validé par tous.

Par l'éducation. Par des Séries TV...Une série bien conçue pourrait avoir un impact significatif.

Il faudrait d'abord les apprendre ces valeurs. Ça se fait où ?

justement, en ayant un etat fort pour faire appliquer ces valeurs.. Ne pas faire 2 poids 2 mesures continuellement Sanctionner réellement, ... Tout est deja dans la loi... il faut juste l'appliquer

Suspension des droits sociaux pour non respect des valeurs de la République

LE NON RESPECT DE LA RÉPUBLIQUE DOIT ETRE PUNI . LA FRANCE EST TROP LAXISTE FACE A TOUS LES PROTAGONISTES QUI NE RESPECTENT PAS SES VALEURS

Dans e cadre de l'Education civique, enseigner l'histoire des grande religions présentes en France et leurs caractéristiques majeures.

Celà doit commencer dès l'école primaire puis le secondaire par des cours de morale et d'instruction civique. Renforcer l'autorité des professeurs d'école Responsabiliser les parents de leurs enfants mineurs. Sanctionner sévèrement tout manquement aux valeurs républicaines.

Affirmer le point precedent. Les règles prévues en matière de laïcité dans le monde scolaire me paraissent plutôt bien adaptées.

Déjà en faisant en sorte que ces valeurs soient exprimées, commentées et accessibles facilement. tout le monde ne va pas lire un manuel de sciences politiques mais il doit pouvoir le trouver facilement. A l'heure d'internet ce n'est pas un problème

Tout d'abord, il faut les définir et préciser très souvent dès l'école maternelle ou primaire afin qu'elles soient bien implantées dans l'esprit des citoyens. Puis ensuite valoriser et communiquer sur les évènements qui s'y réfèrent (ex : fête nationale)

bien organiser le service public , à commencer par le système scolaire

Légiférer en conséquence

Par l'école ou la formation avant de s'installer en français

Lorsque les principes de laïcité sont bafoués, notre justice ne doit pas être complaisante.

Information, prévention et sanctions - droits et devoirs - application de la loi sans faiblesse

Éducation dès la Maternelle, responsabilisation des parents - Application et sanction en cas de non respect (application de la loi et des sanctions prévues, sans concession et sans laxisme)

Cela se ferait par l'éducation des générations futures

Instaurer davantage de fermeté et moins de laxisme concernant les valeurs de notre République.

Retour à l'école / université / cours du soir / en entreprise ...

Davantage de fermeté sur les valeurs et la culture occidentales. Ne plus accorder de dérogations (cantine, piscine, halal...)

Garantir est un verbe trop fort. Hélas!...Mais un minimum d'instruction civique à l'école serait une bonne chose.

Tolérance zéro dans la sphère publique ,

Etre ferme sur les principes de la République. La religion est une affaire privée et ne doit pas être étalée dans l'espace public avec des signes religieux ostentatoires.

Charger l'école de former l'esprit des enfants, dès le plus jeune âge, à la laïcité : respects de la religion d'autrui mais refus du prosélytisme et des signes extérieurs qui peuvent heurter les consciences.

Rétablir la morale dans les écoles, respecter davantage les professeurs, instituteurs car aujourd'hui l'enfant roi est le ftur prédateur de la paix sociale

Sanctionner seuls qu'ils ne le font pas, voir les exclurent de la république, se n'est pas à une toute petite minorité de dicter leurs lois à la majorité.

Enseignement à l'école des valeurs de la république, des institutions, du fonctionnement démocratique et des instances représentatives. Exemplarité des responsables politiques, des élus, des membres du gouvernement, de tous ceux et celles qui par leur fonction représentent la république.

Enseignement pédagogie et chasse légale aux ennemis de ces valeurs. Renforcer les lois qui protègent les valeurs de la République tout en gardant à l'esprit que ces lois pourraient être utilisées par des ennemis de la républiques qui pourraient accéder au pouvoir.

proposer un enseignement des valeurs à l'école, à tous les niveaux, tout au long du cursus d'étude. Réintroduire un service national universel tel que prévu par le Pt Macron. Proposer à toute personne s'installant en France des cours sur cet enseignement

Expliquer à l'école en premier lieu et de manière non rébarbative comment fonctionne notre république et les valeurs qu'elle se doit de défendre.

En les inscrivant dans l'enseignement et dans une vision géopolitique des le collèges

l'intégrité des elus

Impossible sinon il faudrait une dictature, des levers de drapeaux et du bourrage de cerveau permanent, ce n'est pas souhaitable. En revanche, forcer le collectif et le respect des valeurs peut se réfléchir. Là encore il faut du dialogue, de la proximité, des outils d'information et surtout de l'exemplarité. Comment être crédible quand on défend la fraternité en laissant des représentants de Génération Identitaire faire la chasse aux frontières sans s'exprimer avec force contre cela ? On ne peut pas décider qui a le doit de piétiner les valeurs françaises ou pas. La règle doit être la même pour tous et là il y a un énorme travail à faire.

L'éducation

l'enseigner et ne pas tolérer le non respect

les élus doivent montrer l'exemple, et les citoyens qui transgressent les valeurs de la république être envoyés en travaux d'utilité publique

il faut intégrer ces valeurs au programme éducatif, travailler sur le respect des uns envers les autres

1. Réparer l'ascenseur social.

Que liberté, égalité, fraternité redeviennent ces ''valeurs intangibles'' pour de vrai.

A l'école, en instruction civique mais pas en cours magistral, de l'expérientiel.

déjà apprendre le respect à l'école, respect de son maître, respect de l'autre, et dans la vie courante lerespect de la victime, sentiment que la victime est souvent oubliée dans les tribunaux apprendre tout simplement à dire bonjour monsieur madame merci monsieur madame etc.... le respect du code de la route, trop d'actes d'incivilités impunis à l'hôpital à l'école dans la rue etc.... education formation restauration du service militaire l

Faire respecter la Loi.

la république est laîque et les religions qui ne peuvent s'adapter ne doivent pas être représentées auprès des instances de la nation.

Accentuer l'instruction civique des enfants a l'école dès le plus jeune age et pendant toute la scolarité.Organiser des stages de réflexions ,rappel set obligations a l'issu de toute condamnation peu grave avec développement des travaux d'intérêts généraux sur des périodes longues mini 3 mois

Cela s'apprend à l'ecole

Il faut apprendre la laïcité, les valeurs de la république dès la maternelle.

Un rêve...

Enseignement laïc et civique obligatoire à l,école et pour tout étranger voulant vivre en france

L'éducation et la suppression de certains droits dans le cas de non respect

La pédagogie à l'école dès le plus jeune âge et des rappels à la loi à chaque fois que c'est nécessaire. Rétablir les responsabilités parentales : si un mineur peut ne pas être pénalement suivi, ses parents doivent l'être à sa place.

Éducation au dialogue, à l'écoute de l'autre, apprendre l'art de la synthèse.

interdiction totale de toute marque religieuse dans l espace public, la religion doit rester dans le cadre privé.

par l'éducation civique

Question trop complexe ! C'est quoi la compréhension réciproque et les valeurs intangibles de la République ?

Education, temps d'antenne télé pour toutes les religions (comme sur France Culture le dimanche matin)

voir ci-dessus

Par l'autorité et la sanction

Ramener un peu de patriotisme dans les écoles, qui aujourd'hui est souvent mal interprété. Mais il n'y a pas de mal à aimer le drapeau français. Peut-être passer par le sport, qui est un excellent moyen pour créer une dynamique de groupe, d'appartenance...

faire apprendre les bases des religions juive et musulman en cours d'histoire. mettre n place le drapeau français sur l'ensemble des batiments publiques et des ecoles, afficher la photo du président dans chaque etablissement publique et scolaire. cela renforcera le sentiment d etre français.

Par l'éducation au Lycée

REspect strict de la loi

Formation civique + Certificat citoyen

L'É-DU-CA-TION.

Une explication récurrente de la laicité tout au long de la scolarité et une formation adapté des enseignants

Par l'enseignement au niveau des collèges

Education. Formation. Communication. Fermeté sur les valeurs de la République.

cf. ci-dessus

éducation

En commençant par faire respecter ces valeurs par nos représentants. RESPECT des hommes des femmes des enfants de vieux des jeunes des homos des malades des handicapés des peuples des races des couleurs

Sanctionner sévèrement les pratiques interdites

Appliquer les lois existantes

Les enseigner très tôt, notamment aux nouveaux arrivants en France, et ne pas avoir peur d'être fiers de notre République.

Il faut inculquer ce principe des l'enfance et dans la même école: celle de la république. Il faut revenir à la nation afin de pas voir ces images où des gens brulent le drapeau Français et sifflent la Marseillaise.

Par l'éducation : dans la famille, à l'école, dans les médias Mettre l'accent sur l'histoire de la France en comparaison avec les autres pays, le cheminement de la société vers la démocratie

Les faire respecter sans laxisme

Durant l'enseignement de la maternelle au lycée

faire plus d'instruction civique à l'école

Mettre en place des formations d'accueil dans notre pays pour toutes les personnes qui arrivent en France, leur expliquant ce que l'on attends des citoyens et des personnes vivant sur notre territoire (droits/devoirs).

Chaque citoyen a des droits et des devoirs. Les devoirs devraient être clairement rappelés dans un pacte citoyen à valider.

Renforcement de l'instruction civique. Formation obligatoire des candidats à l'immigration, avec apprentissage obligatoire du Français. Sévérité exemplaire à l'égard des contrevenants. Enseigner dès les petites classes la notion de responsabilité individuelle.

Sans avis. Mais exclure ou retirer la citoyenneté des extrémistes ?

Sévérité et strict sur le respect des lois

Tout passe par l'école et celle-ci doit être refondée profondément... Moins de laxisme des parents dont les enfants ne respectent pas la République (coupure des aides si nécessaire etc.)

les faire respecter ... sans négociation, sans dérogation, pour toutes les religions

Education et instruction

le respect des personnes et des institutions s aprennent des le plus jeune age dans les ecoles. il faut donner de l autorité aux enseignants et qu ils soient mieux respectés par les parents. la mme chose pour les autorités policières

Éducation

Choisir un pays, s'y intégrer c'est l'aimer & adopter ses valeurs & coutumes, ce n'est pas uniquement profiter de ses avantages...?

COMMENCER PAR LES ENSEIGNER. CONNAITRE NOTRE HISTOIRE

École et rappel aux valeurs en cas de défaillances (tribunaux et police)

Commencez dès l'école à mettre en place ces valeur comme le nettoyage des salles de classe par les élèves afin de leur apprendre le respect des lieux communs et donc de l'environnement.

Ces valeurs doivent être étudiées et rappelées à l'école tout au long du cycle scolaire, le non respect doit être sanctionné .

Par l'école .

Une éducation à la spécificité française. Il n'y a pas à transiger. C'est à prendre ou à laisser!

rappel permanent des valeurs à l'école et lien avec les règlements intérieurs débattus avec les élèves

Éduquer à l'école, dans les associations, les syndicats, sur les lieux de travail ... dans les médias

Les valeurs intangibles de la républiques sont non négociables : expulsions immédiates pour les ressortissants étrangers en cas de non respects, amendes fortes (en argent et:ou en travaux d'intérêts généraux) pour les autres

Insister sur l'apprentissage de ses règles à l'école et y revenir à tous les niveaux primaire collège lycée . quand un enfant est défaillant convoquer ses parents et éventuellement voir si eux ont bien intégré ses principes de la république.... si ce n'est pas le cas obligation de formation stage ou TIG . de toutes les façons on constate que derrière un enfant qui ne respectent pas les principes de laïcité il y a souvent des parents qui lui inculquer ces idées

L'école est le lieu privilégié pour cela.

lutter contre les intégrismes

Vaste débat. Il faut de la fermeté car trop de gens estiment n'avoir que des droits et aucun devoir.

Cela passe par une éducation civique depuis l'école primaire jusqu'au lycée.

1) Voir la réponse précédente ainsi que les propositions concernant la vie démocratique. 2) Je crois modérément à l'éducation par l'école même si c'est indispensable. Par contre, il faut atteindre les familles qui sont les premiers relais pour apprendre le respect des autres.

Cela passe par l'éducation Commencer l'enseignement civique et moral, en l'intégrant dans les matières, et la connaissance des religions plus tôt (CM1) Levé du drapeau dans l'éducation nationale Service militaire à réinstaurer pour un engagement citoyen Réprimer le non respect

En faisant respecter fermement la loi .

que l'état soit lui meme respectueux envers ses citoyens et arrête de leur mentir

L'education, la loi et la justice en cas d'infraction. Etre intransigeant avec tous les manquements, les atteinte au symbole de l'Etat à l'autorité de l'Etat, aux force de l'ordre... la justice est beaucoup trop complaisante. la question se pose aussi de la responsabilité des médias avec les images qui tournent en boucle et qui banalisent cette violence contre les symboles républicains. On opposera la liberté de la presse et de l'information ? cette liberté devient une menace dès lors que ce qui est montré est toujours les actes d'agression aux valeurs de la république et jamais les actes de condamnation...

Que nos élus commencent par respecter et cessent de dévoyer à des fins de politique partisane nos valeurs Liberté, Egalité, Fraternité.

Faire appliquer la loi serait déjà un net progrès La démocratie doit être juste mais sévère, sous peine de disparaitre

Réintroduire dans les écoles, les enseignements civiques en CE1, CM1, 6ème, 4ème, 1ère année de BAC, licence, 1ère année de master, 1ère année de doctorat

pédagogie et fermeté sur tout écart sur le principe de laicité

Dans certains pays, il y a une bien plus grande mixité religieuse, d'origines... mais tous partage un socle commun, transmis à l'école pour ceux qui naissent déjà dans le pays et transmis

dans la phase d'intégration à ceux qui arrivent d'autres pays. Il s'agit de quelques fondamentaux du pays, partagés par tous.

Rôle important dans l'éducation scolaire et information systématique au sein des associations.

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

définir ce qu'est le commun indispensable pour une vie sociale aussi harmonieuse que possible. Bien sûr c'est une utopie mais les utopies sont parfois utiles

Donner les outils aux citoyens pour le faire : RIC, transformation du CESE avec uniquement des français tirés au sort et exemplarité des élus (cf texte en bas de page)

Il est déjà fort mais pas assez écouté.

Les citoyens s'engagent beaucoup, il suffit de considérer le monde associatif : 1,3 millions d'associations et 13 millions de bénévoles, 80 000 jeunes en service civique...

Rendre obligatoire par l'impot.

VOTE OBLIGATOIRE et IMPOTS JUSTES MAIS SYSTEMATIQUES

le reconnaitre comme expérience.

Vote obligatoire, tig, respect

STIMULER L'APPARTENANCE AUX ACTIVITÉS ASSOCIATIVES DE SA COMMUNE

Il y a une grande liberté d'association et pléthores d'association pour s'engager dans la vie collective. Pourquoi créer encore autre chose ?

Créer les outils démocratiques du 21èeme siècles via le digital. Consultation citoyenne, Réseau social collaboratif,....,

Les consulter par internet mensuellement.

donner au citoyen le pouvoir d'avoir une prise plus direct et rapide sur la politique local et national (référendum local, participation au instances de gouvernances)

redonner du lustre à notre pays, le mettre à l'honneur à chaque occasion.

services civiques dans les collectivités publiques, bénévolats dans les associations, reduction du temps de travail payé pareil qu'à temps plein, cout supporté par les collectivités, pour s'engager pour les autres.promotion de tout cela dans les ecoles de la république,

Redonner du sens à la citoyenneté. Je suis fière d être française et concrètement ça se traduit comment,

Lutter contre les injustices, pour que chacun se sente en accord avec le fonctionnement de la société.

Remettre en avant la valeur du groupe et non l'illusion du premier de cordée.

Éduquez, et sensibilisez, donner au peuple et à leurs actions un sens, qu'ils se sentent utile, important...

rendre obligatoire dans le parcours du CV de période dans des associations ou service publiques ou mission d'intérêt publique

1) Développer les échanges européens (collèges, lycée, erasmus...) pour sensibiliser les enfants à la pratique des langues et leur ouvrir l'esprit à d'autres cultures. 2) Développer les visites d'entreprises et d'artisans pour les collégiens : les entreprises sont prêtes à recevoir des groupes; mais les rectorats n'encouragent pas ces actions même lorsqu'elles sont proposées par des entreprises ou des écoles

Encourager des réunions autour de thèmes (projet commun) dans chaque localité

Est-il nécessaire de renforcer l'engagement citoyen? Le nombre de personne dans les associations ne me parait pas en chute et on peut en conclure que les Français ne sont pas désengagés de leur statut de citoyen. De plus en plus d'entre eux ne croient plus en la capacité des personnages politiques à améliorer leur vie mais cela ne veut pas dire que leur engagement citoyen faiblit. Peut-être que si la vie politique n'était pas si sclérosée, les Français auraient plus de courage pour aller dans les partis politiques.

Il faut que les élus soient plus à l'écoute et qu'ils organisent plus de réunions citoyennes sur tous les sujets de société ou les projets de loi et de réforme

les responsabiliser et arrêter de trop les assister.Les gens ne s'engagent plus , et ont perdu le sens de la citoyenneté au sens large du terme , celui qui concerne une nation

Il faudrait prouver que la politique menée n'obéit pas à l'intérêt de lobbies mais au bien de la population.

Laisser la parole aux citoyens

service civique; reconnaissance du statut de bénévole dans les associations agrées.

Faire vivre notre démocratie en : - donnant les moyens à l'école de travailler efficacement sur cette problematique. - sanctionner efficacement la corruption, les «brebis galeuses» parmi les élus . Un élu se doit d'être exemplaire. Les électeurs attendent cette exemplarité pour continuer à croire à nos institutions et à voter. - Réaffirmer les valeurs de notre république et sanctionner plus efficacement la délinquance (petite délinquance, délinquance financière, etc...).

ne pas les matraquer parcequ'ils ne parlent pas commes des politiques ou qu'ils ne pensent pas selon les mêmes schéma et respecter les avis contraires ne pas faire comme le président qui prend les francais pour des imbéciles.

Il y a en France de nombreuses associations qui font un travail extraordinaire. Une aide financière ou logistique de l'état ne pourrait qu'inciter les citoyens à participer

Le service universel peut être un premier pas s'il est bien géré. Et ce thème doit être abordé dès l'école, et valorisé dans l'évaluation (notation) des élèves.

Redonner confiance

que les citoyens aient l'impression de n'être pas que des porte monnaie ou des bulletins de vote utiles et utilisés, mais des personnes dont on se préoccupent et qui sont tous traités de la même façon

Les écouter et éviter de leur envoyer des gaz lacrymogènes

idem

éducation et que les élus MONTRENT enfin l'exemple.

comme on désigne pour les tribunaux des jurés choisis parmi les citoyens, en désigner pour participer à des commissions sur certains sujets

Ne pas laisser prospérer le communautarisme. On est français avant d'être de telle ou telle religion, avant d'être de telle ou telle origine.

Rétablir la confiance entre le peuple et les élus. Le grand débat est une bonne solution, à condition d'y donner des réponses circonstanciés positives ou négatives

Vote obligatoire

Plus de reconnaissance pour ceux qui s engagent bénévolement .

Ce n'est pas de mon ressort. Peut-être remplacer dans les journaux télévisés, le bulletin météo par de l'instruction civique!

Instruire et éduquer. Redonner la fierté d'être français, européen ... et mettre en avant les initiatives locales.

éviter que les subventions données aux associations par les maires soient du clientélisme politique. Donner des subventions sur appel à projet.

Valoriser le travail des associations, et l'engagement sur le terrain. Ne pourrait on pas reconnaitre l'engagement citoyen par le biais d'avantage sur la retraite des citoyens engagés et mobilisés. Ce serait justice au regard de tout cet engagement bénévole qui contribue à l'intérêt général du pays

Relancer fortement l'instruction civique à l'école et au collège. redonner confiance à tous dans nos institutions (exemplarité absolue des élus, réduction de leur nombre et de leurs avantages multiples)

une indemnisation de l'élu local avec un statut precis aussi bien pour le monde associatif,ordres professionnels,ou elus locaux

CF exemplarité des élus et dirigeants. C'est cela qui redonnera confiance et envie aux citoyens de s'engager

Cela doit commencer dans sa ville. Il faut avoir l'obligation de participer localement.

Dès l'école, par une sérieuse éducation civique, puis par un service citoyen pour tous sans exception, d'une durée significative (3 à 6 mois)

Service national / réserve Social

proposer des réductions d'impots pour toute participation à des actions de sociétés. permettre des aménagements de travail pour participer à des débats publiques

service civique et environnemental

Expliquer à quoi servent leur participation et faire en sorte qu'ils soient écoutés et que ça se traduise en réalité. ET cela dans le respect des règles et lois communes

Mettre en place le vote obligatoire.

Valoriser le patriotisme et l'amour de son Pays ce qui ne constitue pas du tout une posture d'extrême droite comme on l'entend trop souvent. Avant d'être Européen, nous sommes le peuple de France.

Il faudrait payer les présidents d'associations et verser un salaire minimum aux parents au foyer qui élèvent des enfants mineurs. Élever un enfant prend du temps et engage chaque parent/citoyen dans la société.

Que la participation soit prise en compte. Feu Coluche a eu une phrase admirable à ce propos:»dites nous de quoi vous avez besoin et on vous dira comment vous en passer»

Que les élus de la Nation soient au service de leur pays la France et pas à leur service pour gagner encore plus en cumulant les retraites et jetons de présence dans des commissions qui ne servent à rien et qui dépensent des sommes conséquentes voir un «pognon» de dingue.

qu'il y ait plus de passerelles entre l'école et la société. Que les élus se rappellent que les citoyens existent en dehors des périodes électorales !

Résoudre les ruptures sociales, augmenter les zones de réinsertion au travail pour les défavorisés, les délinquants et autres criminels de faibles délits. Responsabilisé les habitants des communes. Encourager l'engagement des citoyens par des gains symbolique...ou autre...

inciter la participation des jeunes dans des associations dès l'adolescence pour développer l'engagement de chacun

Montrer les richesses de notre culture et en développer la fierté. Il faut etre un peu nationaliste pour avoir envie de «défendre ses couleurs». Il faut aimer son pays pour avoir envie de se donner. A force de ne monter que nos erreurs collectives ...

1 semaine de travaux d'intérêt général / an de la 4ième à la terminale + 1 semaine de conférences sur des sujets de société (protection de l'environnement, tolérance et règles de vie en commun, démocratie, santé et alimentation, contre le tabagisme, code de la route etc ...)

Service national de 6 mois pour filles et garçons

Faciliter benevolat (points retraite...)

je pense que l'exclusion implique le ressentiment plus de justice sociale permet aux citoyens de se reconcilier

Respecter les citoyens dans la FORME et dans le FOND ! Quels qu'ils soient !

Vrai service civique de 6 mois avec soirée et nuit en internat obligatoire et activités en journées de solidarité : par ex EPAD , personnes âgées seules , bibliothèque, réparation de petits matériels ménagés, portage de courses, cours particuliers pour aider les jeunes en difficulté scolaire, intégration par la langue et l'instruction civique de migrants ..... activités qui aujourd'hui ne sont pas soient solvables ou qui ne trouve pas de personnes rémunérées pour assurer le service.

Accepter de soumettre les questions de société à référendum (mariage, PMA, quotas d'immigration, suicide assisté, etc.)

Service universel, associer tous les citoyens à des projets nationaux tournés vers la construction de l'avenir. Rendre la fierté aux Français

Que le travail soit moins prenant qu'on ait le temps de faire autre chose et de s'intéresser à la vie en société

Qu'ils s'impliquent dans des associations présentent sur le terrain.

participation plus facile avec internet et le numérique

Consulter les citoyens via referendum des qu'un quorum suffisant est atteint!

Parler vrai lorsque l'on a accepté l'honneur d'être élu. Au risque de l'impopularité. Favoriser le phénomène associatif. C'est le seul engagement dans la société (généralement, même si on connaît des exceptions) qui n'est pas soupçonné d'être vénal ou d'une autre manière intéressé.

Avoir un but, des objectifs des projets de société partagé par la grande majorité des citoyens - et indépendant des partis politiques (tous les partis devraient s'engager à le respecter). Trouver le plus petit dénominateur commun à la grande majorité des gens: objectifs de long terme - déclinés en étapes bien définies. Renforcer pendant l'école (3-18 ans) des cours sur le civisme & sur l'engagement -

Davantage écouter les citoyens, leurs avis compte plus que celui des puissances économiques de ce monde.

L'engagement citoyen cela ne se décrète pas. C'est comme l'amour de la patrie. Le SNU est peut-être la bonne formule

Réviser l' histoire de France. Remettre le service militaire obligatoire , 1 an mini, pour tous les jeunes ayant commis des délits,2 ou 3 fois, les récidivistes. Un peu de sévérité ne nuit pas , quand les parents sont absents ou impuissants...

Arrêter la politique «spectacle» et «égo centrée», et développer réellement les réseaux associatifs.

Bonjour il faut établir des rencontres régulières entre les représentants politiques , les représentants d ' associations , les représentants sportifs , les représentants patronaux , et les citoyens .

Inciter fortement les jeunes à agir dans la société , initier l'engagement dans les établissement scolaire, en partenariat avec des associations.

Il faut que les citoyens se reconnaisse dans la société pour qu'il retrouve l'envie de s'engager. Plus d'écoute, proximité, initiative, lien social.

Par des Séries TV...Une série bien conçue pourrait avoir un impact significatif.

Avoir une société plus JUSTE faciliterait beaucoup l'engagement.

Lui rappeler que la France n'est pas qu'un supermarché, qu'on a des droits, mais aussi des devoirs. Le service militaire, c'était tres bien pour ça. Celui qu'on propose aujourd'hui ne servira à rien... il faudrait qu'il soit obligatoire, long d'au moins 6 mois pour qu'une cohésion se fasse, et SURTOUT que les appelés ne soit pas éparpillés partout en service civil, mais soit dans des «casernes» . L'armée, ça soude une nation. J'ai détesté l'armée, mais ça m'a énormément appris sur moi et les autres. Chirac a fait une énorme bêtise en la supprimant complètement.

Service militaire obligatoire

PLUS DE SÉVÉRITÉ POUR CEUX QUI NE RESPECTENT PAS.

Mettre en place rapidement un service civil obligatoire (entre 3 et 12 mois) pour tous les jeunes à partir de 16 ans afin qu'ils prennent conscience des difficultés de la vie et apprennent à les surmonter par l'effort de chacun sans avoir recours à un assistanat permanent. Ce service permettrait également de détecter l'illettrisme et d'y remédier.

Vote obligatoire, participation de citoyens tirés au sort à la décision publique.

Rendre le vote obligatoire et valoriser un peu mieux l'engagement de ceux qui s'y emploient

développer les rapports élus-citoyens

Tout citoyen devrait s'engager dès sa majorité (voire à 16 ans) à respecter les valeurs intangibles de la République

Informer mieux et rendre accessible l'information

L'engagement citoyen doit être défini: est ce partager par exemple avoir tous droit à une part du «gâteau» travail? Alors il faut obliger les entreprises d'accepter tous les temps partiels demandés par les salariés de plus d'un an d'ancienneté.

Le citoyen oublie qu'il a aussi des devoirs, dont le premier est de respecter les règles républicaines de savoir vivre en France et non pas celle de sa communauté

pourquoi pas un service civique obligatoire pour chaque citoyen une fois dans sa vie ? même le temps d'un week end ? le citoyen doit prendre conscience qu'il doit aussi DONNER un peu à son pays....

Meilleure communication au niveau local sur les différents engagements possibles selon ses disponibilités compétences

Augmenter l'implication des citoyens dans les décisions (rendre obligatoire la participation aux scrutins, rendre accessibles les conseils municipaux, communaux...)

Sensibiliser davantage les jeunes dès l'école sur l'éducation citoyenne

Simplifier les lois et règles pour que le citoyen puisse comprendre et participer à des réunion. exemple : Le PLU –> Incompréhensible ...

Cours d' éducation civique de l'école primaire au bac , avec examens avant d'entrée en 6ième , puis au brevet et enfin au bac avec moyenne obligatoire , sinon pas de diplôme

Il faudrait rappeler que notre démocratie a été obtenue de haute lutte et demeure malgré tout fragile. C'est notre bien commun le plus précieux, à ce titre chaque citoyen se doit de le défendre en le faisant vivre et évoluer.

rétablir un service civique plus long afin de faire se côtoyer les diverses couches de la population et confier aux jeunes des tâches d'intérêt général pour leur inculquer le bien commun

Rétablir le service militaire minimum 6 mois

Améliorer l'information, favoriser les débats , reconnaître, utiliser (au bon sens du terme), et valoriser les corps intermédiaires.

valoriser le temps passé en association, en accordant des avantages du type bonus à la retraite

Il faudrait que les élus montre un minimum de professionnalisme et d'engagement dans leur travail pour que les Français aient l'assurance qu'ils ne vont pas voter en pure perte des personnes souvent corrompues car condamnées par la justice, non indépendante car influencées très largement par les lobbies au mépris de l'intérêt des citoyens. Ce serait un minimum pour que les citoyens reprennent confiance en leurs élus. Ces derniers devraient pouvoir être facilement révoqués en cas de manquement avéré.

Le service militaire ou civique pour tous : sexe, religion, couleurs, nantis/pauvres, immigrés/natifs. Tous égaux au service du peuple français

ne pas les mépriser

Montrer le bon exemple, que les politiques soient crédibles et respectés.

L'éducation

tirer un trait sur ces dernières décades et oublier tous ces comportements purement politiques, moderniser tout, écouter et répondre aux besoins des citoyens

tenir compte de l'avis des gens, des associations, etc....

que nos élus soient encore plus sur le terrain ;que les élus rendent des comptes en permanence et impliquent les concitoyens

Arrêtons de croire qu'en récitant la Marseillaise ça ira mieux. C'est de la pensée magique.

Que la société est un sens qui ne soit pas que celui du chacun pour soi et de l'argent. Les citoyens s'y investir aient plus

A l'école, multiplier les expériences.

moins de chômage fournir un travail en contre partie du RSA trop d'allocations qui ne poussent pas l'individu à s'investir dans la société» le travail etc..... trop de gratuite dans ce pays dévalorise les soins médicaux les médicaments on entend j'y ai droit j'y ai droit, a quoi j'ai droit trop d'associations qui favorisent cet été d'esprit au lieu de les encourager à trouver une activité

Qu'il aie confiance en ses élus. Aux élus de mériter cette confiance.

des cours d'instruction civique comme ceux qui étaient dispensés au XXè siècle, et une intangibilité des comportements laïques dans l'espace public élargie aux voies, parcs, jardins à l'exception d'un périmètre de 200m autour des lieux de culte lors des journées de fréquentation rituelles

Redonner confiance aux gens et allez vers des représentants élus a valeur d'exemples

Faire respecter les lois de la république et de la laïcité.

Faire comme les suisses, poser des questions simples et respecter la decision

Le service militaire pour tous est une bonne chose

Que les élèves organisent des projets citoyens dans chaque école, avec des échanges avec le corps enseignant autour des valeurs de la République.

Avoir un vrai statut du bénévole : pas de salaire, mais défraiements des frais engagés directement (essentiellement des frais de déplacements), assurer une couverture sociale minimum pour certaines fonctions si celle-ci n'est pas obtenue par ailleurs. Promouvoir une journée de l'engagement citoyen, avec une mise en valeur de cas emblématiques.

toujours l'éducation

Le citoyen est le parent pauvre de la politique française et n'a pas la voix au chapitre sur tout ce qui le concerne. Il faudrait que les politiques prennent conscience et redescendre de leur bulle protectrice et qu'ils se mettent au diapason . Exemple, Juppé qui rejoint les Conseil Constitutionnel pour terminer une carrière avec des casseroles au cul. Voilà un bel exemple de citoyenneté ou l'oligarchie politique se fout complètement du citoyen lambda pourvu qu'elle empoche le maximum d'argent au détriment du contribuable «HONNÊTE». Voilà un exemple parmi tant d'autres. D'autre part, comme le lien autres questions n'est pas actualisé, je parle de la télévision: Delphine Ernotte fait la pluie et le beau temps et se moque des téléspectateurs en supprimant des émissions cultes comme celles de Patrick Sébastien. Curieusement Ernotte aime Drucker, Foucault, les vieux de la télé mais préfère virer Julien Lepers en mettant en place un présentateur «non représentatif» sans voix,sans éloquence, ce qui fait que de nombreuses personnes ont abandonné cette émission «Questions pour un champion». Ou est le respect du citoyen puisqu'il y aucune concertation?

Il faut plus le solliciter et être pédagogue avec lui

Education

rappeler le respect de la loi, assurer l'ordre, et sanctionner les comportements non conformes à la loi, sans quoi la situation dégénèrera

les ecouter,ne pas sanctionner ceux qui s'opposent aux decisions abusives et dangereuses aux bottes des lobbies (medecins rayés du conseil de l'ordre ;

Par le service national

instauration d un service civique aupres de l armée ou de la fonction publique afin de mieux comprendre son fonctionnement

Faire des Grands Débats de ce type par ex. tous les 5 ans. Et aussi en Région.

Lutter contre les fake news

Référendum d'Initiative Citoyenne, Reprendre le contrôle de nos institutions et se libérer des contraintes européennes

Construire une nouvelle politique ensemble, un projet commun qui fédère car il est le fruit de nos propres choix.

Récompenser les citoyens oeuvrant le plus en faveur de la nation

Une forme de réserve sociale.

Favoriser les valeurs collectives par rapport aux valeurs individualistes. Cela passe en premier lieu par l'Exemplarité de l'Etat, des élus et des agents de l'Etat

Rendre le syndicalisme obligatoire. Les syndicats seraient alors plus représentatifs.

remettre à l'école primaire un petit apprentissage

éducation

accepter la représentation associative dans toutes les institutions stopper les dérives des politiciens de l'ENA. Respecter les projets les ambitions les avancées les demandes du monde associatif prioritairement aux lobbys industriels et financiers.

Service militaire ou civil obligatoire pour tous; supprimer la double nationalité (sauf pays européens)

Reconnaissance des actes d engagement bénévoles

Actuellement, chaque citoyen «consomme» du service public, mais rechigne à en supporter le coût. Pourquoi ne pas laisser les prérogatives régaliennes être gérées par l'Etat et financées par nos impôts, et les autres secteurs (culture, loisirs, para scolaire, vieillesse, solidarité, écologie...) déléguées en grande partie au niveau local. Des tas de besoins pourraient au niveau municipal être pris en charge par des associations. Les membres actifs d'associations d'intérêt communautaire pourraient voir leurs efforts récompensés soit par une baisse de leurs impôts locaux, soit par une aide communale s'ils sont exonérés d'imposition. Cela permettrait de recréer du lien social, de donner un sentiment d'utilité à ceux qui l'ont perdu, de diminuer le nombre de fonctionnaires communaux, de recycler l'expérience des retraités, et de satisfaire des besoins nouveaux (accueil des migrants, prise en compte du vieillissement de la population, recyclage et écologie, réinstauration de structures de soins et de prévention pour pallier la désertification médicale...)

Remettre en place un service national

Informer sur les dépenses de l'Etat pour l'amélioration du bien vivre (culture, santé, environnement, ...) Communiquer sur les points forts de la société française pour établir et défendre des valeurs

Référendum

proposer des «cheques découverte» : une participation aux conseils municipaux et dans les instances de décisions de l'état (haute administration, instances ministérielles,..)

Soutenir le tissu associatif local (détachements, services civiques, subventions...) qui crée des opportunités d'engagements, et crée du lien entre les habitants, qui permet d'incarner un sentiment d'appartenance et d'inclusion.

Ne plus traiter les gens comme des machines à consommer.

Information et organisation de débats par les maires et les assistants parlementaires

sans avis. Un service civique d'au moins 6 mois me semble utile si il est bien encadré.

Tout écart doit être sanctionné retour au pays d origine suppression des aides. Mise sous surveillance Ou pénalisation de certaines disgressions

Remettre en place le service militaire obligatoire (pas 3 jours...).

le valoriser (points retraites ?) ; proposer des temps d'engagement aux collégiens et lycéens (travaux de groupe pour développer un projet dans sa ville / communauté, ... +/-intergénérationnel d'ailleurs)

Par l'instruction, par des cours d'éducation civique au lycée et à poursuivre post bac. Par l'enseignement de l'histoire (la mémoire) qui nous a permis d'obtenir ces droits et ces devoirs.

Éducation

les droits sont assortis de DEVOIRS !!!

Tirage au sort de citoyens avec renouvellement fréquent pour participer aux instances de prises de décisions.

L'APPRENDRE A L 'ECOLE ,RESPONSABILISER CHACUN VIS A VIS DE CES COMPORTEMENTS

Le référendum d'initiative citoyenne

Renforcer la pensée collective dès le plus jeune age, sortir de cet égoïsme ambiant pas vu pas pris.

je trouve que l'engagement associatif fonctionne très bien, il faut l'encourager

Que les élus donnent l'exemple et ne soient pas au dessus des lois.

Faire la balance entre les droits et les devoirs

Redonner du sens aux vraies valeurs !

- Devoir d'être d'exemplarité pour les représentants de l'état : Ils doivent être irréprochables - Règle d'égalité (et non d'égalitarisme) stricte - Service type militaire pour la jeunesse - Sanction sévère pour les marques d'incivilités

Justement la possibilité de s'exprimer plus régulièrement , d'être entendu de participer constamment à la construction de la politique nationale par le biais de référendum de vote divers et variés mais régulier et pas seulement pour quelques votes

tous les cinq ans . si les gens se désintéressent de la politique et ne s engagent plus dans la société c'est qu'ils sont désabusés et on impression de ne plus décider du tout ce qui se passe dans leur pays les décisions sont prises d en haut , en dépit du bon sens souvent

Developper le sport, une ecole de la vie qui enseigne des valeurs de respect, d'effort, de perseverance, de collectif et est benefique pour la sante, le vivre ensemble.

Encourager le bénévolat, la vie associative dès l'école.

demander à chacun ce qu'il peut faire pour son pays, et pas seulement en attendre tout

Expliquer de façon OBJECTIVE à l'école les enjeux

Voir les réponses précédentes.

Etudier la politique à l'école avec des enseignants passionnés, engagés ayant reçu une formation civique. Faciliter l'accès à des associations Faire des sorties pédagogiques dans le domaine associatif avec l'établissement scolaire Faire choisir un service obligatoire : militaire ou civique

Reconnaissance des activités associative. Que les scolaires participent à des services collectifs à tour de rôle (mettre le couvert à la cantine, balayer la classe...) : une manière de lutter contre l'individualisme et de travailler pour le bien commun.

En expliquant que le bon fonctionnement de la société dépend en premier lieu de l'engagement et de la responsabilité de chacun

une société plus juste et sans privilèges pour les fonctionnaires de l'etat

L'activité des associations repose en grande partie sur l'engagement des bénévoles. Le monde associatif a de plus en plus de mal à recruter de nouveaux bénévoles et à les fidéliser pour leur confier des missions de longue durée. Un certain nombre de mesures pourraient être prises pour remédier à cette situation. > Date de départ à la retraite - Les mesures incitatives mises en place par les régimes complémentaires de retraite à partir du 1er janvier 2019 vont repousser de fait l'âge de disponibilité de nouveaux bénévoles. Nous proposons que la décote des régimes complémentaires de 10% prévu pour ceux qui prennent leur retraite à l'âge légal prévu pour le régime de base (62 ans sous conditions de durée de cotisation) ne s'applique pas aux personnes acceptant de donner à une association d'intérêt général un temps équivalent à leur dernière année de travail pendant 1 an et que la surcote de 10% à 30% prévues pour les années 2 ,3 et 4 ans s'applique si ce temps de travail dans une association est prorogé sur la même durée. Une autre proposition consisterait à valoriser l'engagement bénévole des actifs en points retraite. > Frais de déplacement - Les bénévoles retraités, appelés à se rendre régulièrement sur le lieu d'exercice de leur mission en engageant des frais de déplacements, devraient pouvoir bénéficier, comme pour les salariés, d'une réduction de leur revenu imposable de 10% de leur retraite ou des frais réels engagés dans la mesure où ils ne perçoivent aucun remboursement à ce titre par l'association. > Mutuelles - Les retraités, lors de leur départ à la retraite, assument la totalité de la cotisation à leur mutuelle santé. Les cotisations font l'objet d'une hausse annuelle liée au vieillissement des bénéficiaires. Il est reconnu qu'une activité bénévole dans une association est favorable au maintien en bonne santé physique et psychique. Il serait légitime que la variabilité de la cotisation liée au vieillissement soit suspendue pour les bénévoles exerçant une activité régulière dans une association d'intérêt général. > Formation - Le monde associatif se professionnalisme de plus en plus. La formation est devenue une nécessité. Le recours aux financements provenant des OPCA pourtant prévu par la loi était quasiment impossible et les associations ont le plus grand mal à financer la formation qu'elles se doivent de proposer aux bénévoles afin qu'ils assument leur mission avec efficacité. La réforme de la formation professionnelle ne semble pas laisser une place au financement de la formation des bénévoles. Nous proposons que le Compte Personnel de Formation puisse être utilisé pour des formations liées à l'activité bénévole des salariés encore en activité et qu'il soit maintenu sous une forme à définir après le départ à la retraite. Par ailleurs des modules de formations adaptées aux besoins des bénévoles et notamment des bénévoles dirigeants pourraient être mis en place dans les universités. Plus largement, il s'agit de faciliter dans tous types de parcours de formation des temps dédiés au monde associatif. > Appels à projets / subventions - Dans les appels à projets auxquels les associations sont amenées à répondre, la part liée aux activités menées par des bénévoles est rarement prise en compte excluant dans certains cas des associations qui ont la légitimité pour répondre à ces appels à projets. Des instructions devraient être données aux administrations lançant des appels à projet d'accepter les frais liés à l'activité des bénévoles : quote-part des frais généraux (usage de locaux informatique...), assurance, déplacements, formation, frais d'animation.... > Engagement citoyen et fiscalité - Un engagement bénévole de temps a tout autant de valeur qu'un engagement financier. Une décote fiscale devrait pouvoir être octroyée à ceux qui donnent du temps à des associations d'intérêt général au même titre que les déductions des dons financiers. > Développer les initiatives de type Pass région pour inciter les jeunes à s'engager - Les jeunes qui effectuent une mission d'engagement volontaire proposée par une association œuvrant dans des domaines comme la lutte contre la pauvreté, l'aide aux personnes malades ou handicapées ou le lien entre les générations, voient leur engagement récompensé en bénéficiant d'une contribution financière pour financer une partie de leur permis de conduire (1 000€) ou le passage du BAFA (200€). Déjà mis en place en Auvergne Rhône-Alpes la généralisation de ce dispositif sur tout le territoire pourrait être une initiative pertinente pour développer l'engagement des jeunes de 16 à 25 ans. Plus généralement, dans l'objectif d'un bénéfice mutuel, il serait important dans les programmes d'Education à la citoyenneté de donner davantage de place à la notion d'engagement (par l'organisation de projets collectifs citoyens, des sorties pédagogiques citoyennes...).

Commencer par respecter les citoyens et le pluralisme politique.

tenir compte des avis et des propositions des citoyens quand on prend la peine de les consulter (il y a de nombreux contre-exemples au niveau local, national ou européen)

Instaurer des amendes.

reconnaitre et permettre des détachements (temps de participation aux réunions, etc) par les employeurs auprès des associations reconnues d'utilité publique

La problématique vient sans doute d'une phase sociétale plus large, internationale... Pour autant, dès le collège, encourager les élèves à prendre de petits engagements, en travaillant à plusieurs pour améliorer le hall du collège, pour aider la personne qui dort dans la rue pas très loin tous les soirs... mettre en avant les multitudes d'actions citoyennes...

Education, information

Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

le respect, l'exemplarité (avant tout des représentants de l'Etat et des collectivités) et l'équité (et non l'égalité)

Si tout contribuable (comme son nom l'indique) payait des impôts, même de façon symbolique, alors la perception de la solidarité nationale changerait. Aujourd'hui pour beaucoup ce n'est pas leur problème, « c'est l'état qui doit payer».

La tolérance. À partir du moment où on flique tt le monde, qu'on parle d incivilités dès que le voisin est différent cela s appelle une dictature. Le dialogue non violent est efficace aussi. Lancer des flashball et rendre borgne des gens n est pas un très bon exemple de tolérance.collomb à discuté avec des casseurs lors de la fête des lumières s est déplacé avec succès.

Le respect, l'écoute et l'entraide.

Le tri des déchets .

RESPECT DE LA VIE COLLECTIVE

Respect des lieux et des personnes

Le respect des lois et règles.

Le respect d'autrui, de l'environnement

Respect des règles, tout ce qui est personnel reste chez soi, on ne s'impose pas dans l'espace publique

LA LIMITATION DE VITESSE, L'ACHAT LOCAL EN CARTON OU EN VERRE PAS EN PLASTIQUE

Politesse, propreté / lieux publics : les basiques ! L'attention aux plus fragiles est la marque d'une société humaniste, Diminuer notre impact CO2 est l'enjeu des deux décennies à venir

Responsabilité / Respect / Diversité / Tolérence / Empathie / Engagement

Fraternité !

Respect et fraternité

Le respect , dire bonjour quand on entre dans un lieu public par exemple, se lever quand un professeur entre dans la classe, savoir dire merci. Apprendre dès la petite enfance à respecter, par exemple, le mobilier urbain, expliquer que ce sont les citoyens qui paieront les dégâts. À ce sujet, il serait plus juste de faire payer un impôt, si modeste soit-il, à tout le monde, auquel cas ma réflexion ci-dessus aurait du poids...

-tolerance -partage -dialogue notre société est individualiste, le système libéral y contribue. il faut donc promouvoir un autre système politique fondée sur l'altruisme, le respect de l'environnement par des modes de consommation sur la location, le recyclage, le don, le troc , de limiter nos besoins à l'essentiel. cultiver le vivre ensemble, c'est déjà apprendre à connaitre l'autre, mais cela suppose de revoir les modes éducatifs (ateliers parents/ enfants avant les 6 ans de l'enfant, déconstruction des stereotypes sexuels....)

Sortir de l individualisme pour comprendre le collectif. Sortir d une société qui privilégie la mise en place de procédure protectionniste au lieu de privilégier le sens général humaniste

La tolérance et la politesse.

Respect du bien public, du bien d'autrui et par dessus tout des personnes.

Le respect de la tranquillité de son voisin (habitation, transport en commun, usagé de la route), avoir de la courtoisie, bannir la violence, bannir la provocation, l'intimidation, la haine ! Respect de l'environnement, des institutions, de la culture, et des valeurs traditionnelles.

respect de la langue, des séniors, des handicapés de l'autre la défense du bien commun

Le respect des institutions et des représentants de l'état.

Le bénévolat, le temps passé gratuitement pour les autres

La vie ensemble, ce qui fait notre société; il faut donc lutter plus efficacement contre les incivilités

mieux enseigner le Respect : des autres , de l'environnement , des lois et règles de vie en communauté

Respect des autres,(dans la rue, ...) Respect des règles Respect des forces de l'ordre , du personnel soignant, du personnel administratif

Le respect des lois par tous.

Apprendre le respect des autres sanctionner sévèrement tout dérapage

entraide collective et combat contre toute forme de violence (être plus ferme contre les violences dans les manifestations, les dégradations de biens publics, radars...).

- participation à des actions bénévoles - dons aux organisations caritatives - participation à la vie de sa commune (conseil municipal, parnts d'élèves, ...).

L'attention aux autres et leurs respect.

l'exemplarite des elus et la transparence dans l'utilisation des fonds.

La solidarité (ou la fraternité). Passer moins de temps sur les réseaux sociaux et aller passer quelques minutes avec la voisine/ le voisin de palier qui vit seul et a du mal à se déplacer.

L'attention aux autres et le respect de leurs différences.

exemplarité des comportements des hommes de la politique et de la finance

Le patriotisme La politesse

un regard bienveillant sur les autres

engagement pour les autres, entraides, politesse RESPECT

le respect des institutions, des individus. Il n' y a pas de personnes plus libres que d'autres. Et cela commence par les sociétés ou personnes qui travaillent en France, qui s'enrichissent à la consommation des citoyens Français et qui s'exile dans d'autres pays. Les gains obtenus en France doivent être imposés en France. Stop aux artifices fiscaux. C'est un comportement civique et collectif.

Le beaba pour commencer, comme bonjour et merci. Et croyez-moi ce n'est pas gagné, notamment de la part de ceux que l'on ne pourrait imaginer. Mettre en avant le beau et le bien, ne pas se cacher derrière un pseudo pour distiller haine et insultes. Ne pas être guidé par l'appât du gain.

Le vivre ensemble, la tolérance. L'implication dans vie des cartiers et des associations. Être ferme dans l'application de la loi concernant la délinquance.

Le respect des autres et de la propriete

Respect de l' autre et des biens d autrui. Aide aux personnes âgées

Tolérance zéro, dès l'apparition des premières «incivilités» (manquer de respect à son professeur, voyager sans billet, taguer les murs, etc, etc.)

Le respect des institutions, des personnes et des biens. La solidarité nationale. L'investissement dans les actions caritatives et bénévoles

Renforcer le travail dans les écoles, le service civique et militaire

Le sens du devoir, le respect des institutions et de chacun, le respect de la loi,

tous,quant on compare notre notion du civisme pare rapport aux USA on peut avoir honte

Penser au collectif vs. soi-même, le goût du travail et de l'effort, le sens du devoir et non pas seulement des droits, la responsabilité (les actes ont des conséquences qu'il faut assumer)

Le respect des valeurs de la république par respect pour ceux qui l'on façonnée. Inculquer DES le plus JEUNE AGE les comportements appropriés.

On doit garder la politesse. On doit aussi encourager les uns et les autres à s'exprimer pour une infraction de comportement. Utiliser la force de la culture Française.

Liberté, égalité, fraternité, dans cet ordre : respect de la personne et des biens d'autrui, respect de l'ordre public, des représentants de l'Etat, solidarité avec les moins chanceux.

Propreté des Villes / des transports / des quartiers - Non violence verbale - Respect

respect des aînés, respect des institutions.

Le respect, la solidarité

respect des personnes et des biens

Propreté. Ne pas jeter ses déchets par la fenêtre de la voiture. Respect des adultes et en particulier, des enseignants par les enfants. Respect du code de la route et des interdictions.

L'aide et le soutien aux autres : personnes agées, personnes malades, enfants handicapés, activités scolaires

la tolérance

Le respect de chacun, donc des différences, et prendre conscience que sa propre liberté est délimitée par celles des autres.

La tolérance et le respect du sol sur lequel nous résidons.

La politesse, la courtoisie, la gentillesse, l'altruisme, la coopération, la solidarité, la bienveillance, le respect de la loi et d'autrui sans oublier celui des animaux, l'honnêteté.

Diminuer l'individualisme dans un monde libéral qui exacerbe l'individu me semble bien difficile. Peut être remettre plus de collectif dans nos rapports ?

Donner plus de sens au rôle des élus à tous les échelons et valoriser le bénévolat ou l'engagement citoyen des jeunes et des retraités.

laisser la place à plus d'initiatives locales .

Le recyclage, le respect des lieux publiques (et privés), éducation, attrait pour la culture quelle qu'elle soit (la population a besoin de retrouver l'envi de la lecture, du cinéma, etc.

le respect des personnes agées, l'acceptation des gens differents dans la vie quotidienne , bannir toute parole xénophobe

Les comportements dignes d'exemple, comme ceux qui nous défendent et ceux qui font rayonner l'image de la France par son excellence

tolérance et respect des autres respect inaltérable des différences et condamnation sévère de tout acte raciste ou homophobe respect de l'égalité homme - femme et condamnation dans tous les médias de tout acte de violence vis à vis des femmes

La politesse et le respect des anciens

Creation lien social

Tous les comportements bénéfiques à la société (quels qu'ils soient) : entraide, participation dans les associations, aides de toute sorte..

agir par l'education a l'ecole pourquoi existe t il des quartiers ou la police et les services publiques ne rentrent plus?

La politesse, le respect, la franchise, l'honnêteté... La question est stupide !

respecter les enseignant , les forces de l'ordre et tous les autres.

Courtoisie et politesse.

le respect et donc sanctionner par des amendes les comportements inciviques: le bruit, les déchets jetés sur le sol, les déjections de chien non ramassées.etc. Faire APPLIQUER LA LOI

Le respect de tous et des biens publics

Accepter les différences, aller vers l'autre, ouvrir sa porte au plus démunis, ne pas tout attendre de l'état.

les engagements aux service des autres, pompiers, formateurs, éducateurs ...

Tri selectif, laicite/respect des autres, engagement citoyen via le referendum (et on verra progressivement une augmentation du taux de participation dans les elections)

Les gestes à portée de tous : par exemple la politesse, le respect de l'autre... Ne pas barbouiller les infrastructures publiques de tags, ne pas jeter mégots et canettes de boisson par la fenêtre de la voiture...sont aussi des comportements citoyens qui changeraient beaucoup dans la mentalité des auteurs.

la liberté individuelle s'arrête là ou commence celle de l'autre: renforcer le faire / partager ensemble / faciliter l'engagement sur de petits sujets à l'échelon de la commune / inter-communalité: par exemple: 1 fois trimestre tout le monde se rassemble pour nettoyer la commune / mise en place d'aide pratique - mais dans un petit périmètre - renforcer les règles de vie collective.

Le recyclage, la protection de l'environnement, la solidarité en général.

Dans une société qui valorise l'individualisme, l'égoïsme et le narcissisme (cf les selfies et les réseaux sociaux), le retour à des valeurs collectives serait bienvenu : respect d'autrui, politesse, ne pas empiéter sur la liberté du voisin, être eco-responsable

Devoir = droit ....Pas le contraire.. Pas de droit systématique sans participation...Politesse, respect, générosité, droiture.. et non violence ..

Redonner une éducation civique à toutes les personnes qui en manquent ou qui ne savent pas la transmettre, en la remettant au goût du jour dans les programmes scolaires des collégiens et en la dispensant aux parents qui ne maîtrisent plus l'éducation de leurs enfants, sous forme de stage d'une semaine dans les maisons de l'état et des Services de proximité créées dans chaque Communauté de Communes.

Bonjour il faut réapprendre les valeurs intrinsèques de l ' humain la tolérance , la bienveillance , la liberté , et les droits , et les devoirs de chacun , et chacune , et ce dès la plus tendre enfance .

Le respect des autres, le respect de l'environnement, l'aide aux personnes en difficulté

Respect, bienveillance, entre aide et donc sanctionner fermement les comportements déviants et répréhensibles. Moins de tolérance,...

Politesse, respect d'autrui, respect des biens publics, non violence, aide au personne dans le besoin.

Le respect de l'autre quelque soit ses particularités. La solidarité

Le RESPECT de tous les autres.

faire comprendre qu'on n'est pas un hero quand on trangresse une loi. Mais a contrario, faire en sorte qu'il y ait moins de lois qui régissent notre quotidien, et faire que le citoyen soit considéré comme un adulte responsable en lui laissant de l'autonomie et des choix.... des libertés de faire différemment On étouffe, sous les normes et reglementations...

Plus de répression pour les incivités avec des obligations de nettoyer des bâtiments publique si on les a dégrader et payer ou travailler pour payer le matériel publique dégrader. Le travail d'intérêt générale (ramasser des ordures sur une plage, repeindre un murs avec des graffiti, nettoyer une zone sinistré par une tempête...)

LE RESPECT DE NOS COUTUMES. NOS FÊTES RELIGIEUSES. ARRÊTER DE SUPPRIMER NOS COUTUMES POUR NE PAS FROISSER LES MINORITÉS

Cesser de soupçonner tout adulte et tout enseignant dès qu'il se montre sévère vis-à-vis d'un enfant ou d'un adolescent. Ne pas voter une loi anti-fessée qui ne peut que déstabiliser les adultes. Bien sûr, cela ne veut pas dire cesser de lutter contre la vraie maltraitance et la pédophilie.

Le dialogue et la tolérence dans le respect des institutions de la République. La critique n'est valable que si elle propose d'autres solutions constructives.

Respect de l'autre, respect de son environnement.

Le respect d'autrui et son acceptation malgré ses différences

savoir écouter sa famille, ses amis, ses voisins , les citoyens que l'on cotoie

Promouvoir le respect de la hiérarchie, des élus, des forces de police, des magistrats, des enseignants

Le vote est à encourager, il semblerait également essentiel de renforcer la participation citoyenne à la vie des communes et au niveau national.

On a besoin de tous les métiers et les personnes qui les exercent. Un médecin généraliste, formé gratuitement pendant 8 ans après le bac, qui prend pendant 20 min un patient reçoit 25 euro pour cela tandis qu'un coiffeur formé pendant 2 ans après le brevet des collèges demande 38 euro pour une coupe et un brushing pour le même temps de travail 20 min! Le coiffeur est trop cher ou le médecin est mal payé? A mon avis on devrait pouvoir aller chez le coiffeur pour 10 euro et revaloriser le tarif des médecins en exigeant des formations tout au long de leur vie professionnelle.

Respect, sens de la collectivité, sociabilité, sens moral, altruisme, responsabilité.

respect de l'environnement (ne pas jeter tout par terre), rassurer une personne en difficulté dans la rue ou dans les transports en commun, lutte contre sexisme racisme homophobie

Le tri - l'aide à la sécurisation des personnes et des biens - signalement lorsque l'on est témoin d'un acte incivique - la prise de conscience de la nécessité de protéger le bien public,

Les engagements citoyens, élus et représentants

les membres d'association local : sportive, social ou autre. Ils font vivre le pays

le respect , le vivre ensemble , la tolérance partagée

Mettre en avant tous ceux qui font leur part, partager toutes les bonnes idées et les bonnes pratiques. Voir le verre à moitié plein et non à moitié vide. Changer l'échelle des valeurs et ne plus tout ramener à la réussite financière.

le respect d'autrui et la tolérance, le tri sélectif

Inciter les français à apporter leur contribution bénévoles aux associations locales.

le respect de l'autre quel qu'il soit : une femme, un.e homosexuel.le, une juif.ve, un.e handicap.e, un jeune, une personne âgée (égalité, lutte contre les violences

Le respect de l'autre. Il n'y a plus de respect à l'école, dans les entreprises, dans la rue. Sanctionner le comportement de certaines entités (Pôle Emploi, entreprises...) qui ne répondent pas (même négativement aux sollicitations des citoyens. Ex: vous postuler et vous n'avez aucune réponse, ceci est frustrant et provoque chez certain une forme de haine, et de rejet de la société. «Article 11 de la déclaration des droits de l'Homme: La liberté des uns s'arrêt ou celles des autres commence»

Le respect des différences et la vision positive de celles-ci si elles sont en accord avec les valeurs de la république; l'entraide et la solidarité; la responsabilité écologique notamment dans les actes du quotidien (économie d'énergies, limitation du gaspillage te traitement des déchets...incitation à l'hygiène personnelle (lavage des mains) et la propreté notamment dans les espaces publics (déjections canines); une conduite responsable au volant.

Il me semble que la notion de sécurité et respect de la vie et ou de l'intégrité physique d'autrui et de soi-même est une valeur galvaudée: Je vois des citoyens qui s'opposent aux limitations de vitesse sur route; je vois des manifestants qui n'hésitent pas à molester à faire prendre des risques létaux à autrui.

respect des personnes et des biens

Respect des fondamentaux à savoir la liberté, l'égalité et la fraternité qui sont foulés au pied en diverses et nombreuses occasions. Les lois doivent être les mêmes pour tous et doivent être respectées.Le respect des citoyens et de leur volonté doit être pris très au sérieux et non méprisé.

Le respect du bien commun et de l'autre. S'interdire toute nuisance engendrée par l'égocentrisme. Renforcer la police de proximité qui assurerait une pédagogie devant les actes d'incivilité

un rappel permanent des droits et devoirs des citoyens.

Le respect, à toutes les échelles.

Respect de la loi, dans tous les domaines, par exemple sur la route...

rien à «promouvoir» c'est normal de se comporter civiquement

faire toujours de son mieux, avec bienveillance

le respect, l'attention aux anciens, la chasse aux fraudes

Promouvoir la solidarité, avec une vision collective, ouverte et inclusive de la vie en commun.

Le refus de la misère, la solidarité, le respect des différences.

Le respect des forces de l'ordre. La culture du dialogue.

le respect et le respect de notre culture apprendre le français pour les personnes étrangères pour être mieux intégrés et pour ces personnes vouloir surtout s'intégrer

L'entraide, la solidarité et la tolérance et le respect de chacun. Le respect et la protection de l'environnement de tous.

Courtoisie . Respect des Lois. Avoir un comportement courtois au volant d'une voiture.

Tous ceux qui contribuent au vivre ensemble et aussi la notion d'exemplarité des personnes publiques à tous points de vue.

L'engagement bénévole,la participation aux décisions la ou l'on se trouve,le respect des autres et de la vie en collectivité le respect des règles démocratiques

Entraide et solidarité

Le respect, l'intérêt collectif, mais un rêve...

Les gestes et comportements de tout les jours qui œuvre dans le sens de la laïcité

sais pas

Le respect de l'autre : place de parking réservée aux handicapés ; respect des biens de la collectivité (abris bus, poubelles,...).

Dialogue, écoute, tolérance,

Le respect des autres

Le respect du code de la route, Un langage politique moins violent. Contredire les infoxs ! loi pour pénaliser les réseaux sociaux qui ne font pas de ménage.

le respect de la loi et de l'ordre

Le respect, la responsabilité, la vérité, les faits, la tolérance.

les associations (femmes, enfants, migrants, handicapés, contre les violences). L'Etat doit supporter financièrement ces associations, et travailler avec elles, puisqu'elles connaissent mieux que personne les problèmes existant...

Respect des passagers dans les transports en commun et des autres conducteurs au volant; respect de la propreté des voies publiques (déchets jetés, crottes de chien,...), du mobilier urbain, et des bâtiments (tags)

Aider les vieux, respecter les piétons, jeter ses clopes au cendrier, ses crottes à la poubelle. De la politesse, de la courtoisie et du respect de l'autre.

la civilité, la tolérance

Le dialogue entre personnes plutôt que chacun derrière son écran

Le Respect, l'acceptation qu'en face des Droits, il y a des Devoirs

Reconnaitre le mérite de ceux qui s'engagent, travaillent, essayent...

tous ceux qui favorisent l'entraide

le RESPECT

Respect des autres et de l'environnement

Respect de l autre et des biens

IL faudrait pouvoir lutter contre l'individualisme, qui est la source de beaucoup de dérives individuelles et collectives.

Toujours la formation et limiter l'émigration.

Apprendre la politesse, le respect de l'autre, le respect de l'espace privé et public (exemple apprendre la propreté dans les lieux publics)

Démarche environnementale

respect de la propreté des villes , des seuils de bruit, aide aux personnes âgées.

Le respect des personnes et des lieux.

Investissement dans des associations d'utilité publique

Le respect de l'autre et du bien commun, la politesse

Tolérance, respect

Laïcité respect des autres personnes âges handicapées ... respect des lois des infrastructures Développement des travaux d'intérêt generaux dès le plus jeunes âges Participation des citoyens au maintienndes Infrastructure s communes de type école bibliothèque ...

Respect des codes (route, urbanisme, ...) SANS dérogation => exemple d'un état de droit

Le respect des autres, de la société, et des lois de la République.

le respect de la police, de la hiérarchie et du bien privé et commun

Assistance, respect

RESPECT DES VALEURS

LE RESPECT , LA MORALE , L'ETHIQUE ET QUE LA LIBERTÉ DE CHACUN SE TERMINE AVEC LA LIBERTÉ DE L'AUTRE

Respect de l'environnement

Nettoyage des lieux publique citoyens, redonner l'esprit de village, de quartier ... en s'appuyant sur le tissu associatif.

Le sentiment d'inégalité ressenti , que les jeux sont faits d'avance découragent bon nombre de citoyens a s'engager . Cela passe aussi par le respect et la reconnaissance de chacun quelque soit l'origine sociale

Apprendre à respecter l'autre: En France, on fait comme on fait en France: on respecte l'autre, on obéit à la loi, on a une attitude civique (bruit, papiers jetés dans une poubelle...)

Aides aux personnes qui nous entourent sans distinction de races, de genre, de religion, d'orientation sexuelle .....

La solidarité entre générations et classes L'écoute réciproque et le dialogue Que nous aussi des devoirs ... !

Ce n'est pas les marques civiques qu'il faut promouvoir mais sanctionner l'incivilité: Crachat dans la rue, dégradation des biens publiques, dépôt d'ordure, insultes...

L'assistance à personne en danger ainsi on voit souvent dans la rue les gens se faire agresser sans que personne ne bouge idem dans les transports en commun normalement il y a une loi contre la non-assistance à personne en danger elle n'est jamais utilisée. alors si tout le monde se mobilisait contre un agresseur dans la rue il n'y aura plus de risque pour personne . il faudrait inciter les gens à être un peu plus courageux et leur rappeler que ne pas défendre un enfant ou une femme qui se fait agresser est penalisable.

Le benevolat

Le bénévolat, la prise de responsabilités dans les associations.

comportements de base citoyens respecteueux du bien public

Respect des personnes et des règles . Trop de personnes en France ne respectent ni les gens, ni les lieux, ni les institutions. Ils estiment n'avoir qu'à recevoir sans jamais donner en retour (ni considération, ni respect, ni travail, ni impôt).

Le respect mutuel d'autrui et accepter les différences de culture ou religion.

Respect des lieux publics, des biens et des personnes, et surtout des institutions et des valeurs de la République Tolérance,entraide, solidarité, dialogue, loyauté, fidélité, vie en communauté Honnêteté des politiques pour montrer l'exemple Lutter contre l'individualisme

Anti-gaspi Respect Service

Il faut valoriser tous les femmes et les hommes qui s'impliquent dans les associations d'intérêt général .

Mettre beaucoup plus en avant les actes héroïques et exemplaires en décorant davantage des inconnus qui ont réalisé des prouesses que des acteurs ou des chanteurs qui n'en ont aucunement besoin. la peoplisation depuis des décennies de la légion d'honneur et du Mérite sont effarantes. On décore les vrais courageux souvent sur le coussin de leur cercueil alors que tous les jours des gestes remarquables sont effectués : on ne décore pas ceux qui font des maraudes pour s'occuper des sans abris. On ne décore pas ceux qui visitent les prisonniers. On en décore pas assez les chercheurs qui font progresser la science. Par contre, les élus locaux, les fonctionnaires... représentent des bataillons de décorés. Ce n'est pas normal.

L'honnêteté. Le cynisme politique général est le pire venin pour notre démocratie.

question trop vague et trop ouverte

Respect de la femme, politesse, respect des autres (déchets dans la rue, bruit)

le respect de l'autre le partage

Ne serait-ce qu'une heure de bénévolat par semaine, par tous, permettrait à chacun de s'ouvrir à la société et aux autres.

Respect, aide aux plus démunis (personnes âgées, handicapées)

Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

ne pas laisser passer les incivilités du quotidien et mettre l'exemplarité des élus/hauts fonctionnaires en exergue

Faire des campagnes mais je ne trouve pas qu il y ait tant d incivilités que cela.les gens souffrent +d un manque de reconnaissance pécuniaire et morale dans leurs entreprises

Encourager le bénévolat dans des associations.

Tout passe par l'argent.

ENSEIGNEMENTS... RESPECT DE LA VIE COLLECTIVE OBLIGATION PARTICIPATION ELECTORALE

Faire réfléchir les citoyens au niveau de leur commune

le développment des comportement civique passe par l'exemplarité et donc l'exigence de s'imposer de respecter les loi, les règles de la démocratie et nos institutions.

Dès la petite enfance par l'école

ÉDUCATION À L'ÉCOLE

Le respect de l'autre, des biens publics : cela passe par l'éducation, à l'école

Créer un service civique obligaoire de 3-6 mois tous les 15-20 ans

Éducation mais pas que scolaire, familiale aussi.

Bâtir un pacte social moderne et cohérent avec l'époque et ses contraintes.

voir ci-dessus c'est en partie une solution. Remettre le drapeau Français plus à l'honneur comme les Américains ou les Norvégiens le font chez eux où il y en a presque à chaque maison.

les ateliers partout, gratuits, sur un mode ludique et sans juger qui que ce soit. travailler autour du partage en milieu collectif (ecoles, travail, espaces publics, services publics). gros travail par les medias, les pubs, les éditeurs de livre de jeunesse, les écrivains, les psys....associer les professionnels de terrain, les pouvoirs publics, assemblées citoyennes, les enfants pour un mieux vivre ensemble contre l'égoïsme ambiant et ses effets pervers, les incivilités et la délinquance.

Redéfinir la liberté individuelle et définir la liberté collective en dehors de la taxation

Enseigner dès l'école primaire, les règles de civisme (cours obligatoires), les droits et les devoirs de chaque citoyen; mais aussi expliquer, le fonctionnement de l'état, ses institutions, son budget, l'utilité des impôts.....etc

Eduquer, éduquer, éduquer.

On revient toujours à la sensibilisation, à l'éducation (il faut que ce soit commun, donc via l'éducation nationale). Réaliser et diffuser des cours métrages, de se publicités, des affiches chocs.

mettre en avant les bonnes pratiques sanctionner les abus

Une heure de bénévolat par semaine proposée à chaque citoyen dans une institution qui l'intéresse, et selon ses compétences.

Le bénévolat devrait être encouragé. Le temps ainsi passé n'est pas rémunéré mais un crédit d'impôt pourrait être imaginé pour encourager le bénévolat.

Beaucoup de personnes ont un comportement civique, ce qui est insupportable c'est le comportement de quelque uns qui n'est jamais ou presque jamais sanctionné

Il faut retrouver le sens du respect, respect de l'autre, respect de l'ordre, des services publics. Il est inadmissible que les policiers, gendarmes, pompiers, médecins et infirmières, enseignants ... soit agressés verbalement voir physiquement. C'est le rôle des parents qui doivent être sanctionnables ou aidés et des enseignants (retour au 1/4 h de morale ou débat civique et rappel aux valeurs en début de cours) pour que les enfants aient un sens des valeurs. Signalement précoce des enfants qui n'arriveraient pas à intégrer ces valeurs morales pour agir le plus précocement possible. Il est inadmissible qu'une économie souterraine se développe dans des quartiers qui deviennent des zones de no,n droit Il est inadmissible que cette économie souterraine permettent à des individus d'afficher leur «richesse» en paradant en véhicule et en claquant un argent illégalement gagné. AL CAPONE est tombé pour des raisons fiscales. Il ne doit pas y avoir d'impunité . Mais parallèlement il faut aussi mettre en place des alternatives à cette économie souterraine.

Sanctionner davantage .Toute personne qui a eu un comportement civique non approprié doit être sanctionnée même une personne mineure

Idem

reconnaissance du statut de bénévole pour les droits à la retraite par ex.

-Réduire le temps de travail pour ceux qui se consacrent à des missions civiques (non religieuses bien-sûr). - Eduquer les jeunes pour les orienter dans cette démarche dès le plus jeune âge.

Des assemblées de collégiens dans chaque mairie.

Il faut encourager dès l'école les mécanismes d'entraide et valoriser les comportements altruistes (y compris dans la notation à l'école)

La télévision publique devrait proposer plus d'émissions, en particulier en direction des enfants, qui présentent des «héros» quotidiens (pompiers volontaires, bénévoles dans les associations).

que les hommes au pouvoir montrent l'exemple et que les punitions soient exemplaires en cas de faute : les privilèges, la justice à 2 vitesses, les cautions pour éviter prison, tout ça devient insupportable et crée violence

Apprendre l'amour de la patrie à l'ecole en faisant vivre le récit national et arrêter de déconsidérer la France

un bonjour, une aide ponctuelle

que chacun appliquent le respect

Modifier certaines lois.

Éducation familiale.

Dés le plus jeune age il faut apprendre les règles du vivre ensemble. Récompenser les meilleurs, motiver les moins bons. En entreprise, chaque chef de service, chaque patron doit respecter et soutenir ses collaborateurs, favoriser l'échelle sociale. Dans la vie courante accepter la différence, aider les plus faibles.

Apprentissage (éducation notamment au sein de la famille) des règles et comportement, droits et DEVOIRS . Les familles qui n'assurent pas ce rôle devraient en rendre compte, voire être pénalisées sur leurs aides sociales qui seraient à remplacer par de l'assistance et du conseil de prestataires sociaux .

Commencer à l'école et épargner aux citoyens le spectacle lamentable donné par certains élus au sein même des assemblées ou à proximité (p. ex. M. Mélanchon lors de la perquisition de ses bureaux).

Mettre en place des cours/ateliers d'instruction civique de l'école primaire jusqu'au lycée

Forcer la rencontre des jeunes avec le tissu associatif en créant une forme de service militaire associatif, par exemple d'une durée de trois mois. Les gens engagés ont souvent rencontré leur première association par hasard, forçons un peu cette première rencontre. Il faut par contre bien choisir les associations éligibles pour éviter celles qui endoctrinent les jeunes.

Il faut recréer du lien entre les citoyens et le civisme regagnera du terrain Les catégories sociales se côtoient de mois en moins au travers des écoles, des formations des services d'intérêt général obligatoires Il n'y a plus de transversalité dans les relations citoyennes et les gens qui ne se rencontrent plus ne se respectent plus Il y a de plus en plus d'écoles privées pour des raisons sociales ou religieuses Cela rompt le lien citoyen qui s'enrichit inéluctablement de la différence alors qu'aujourd'hui

ce lien se sclérose et renforce les divisions et les identités communautaires

L'instruction civique à l'école et au collège, le rétablissement d'un service militaire ou civique mixte et à vocation citoyenne, sanctionner sévèrement la fraude fiscale de grande ampleur

l'enseignement et l'éducation des lécole prmaire, l'exemple et encore une fois la sanction forte

Education +++ à l'école, pragmatique et pratique 6 mois de service civile/engagement citoyens aide à la communauté/service écologique sur le terrain dans le même principe que le service militaire mais pour rendre des services publiques (ex: envoyé comme aide soignant ou femme de ménage dans les hôpitaux, maisons de retraites, pour nettoyer les déchets, dans des ursines de tri des ordures, en service avec les policiers, dans des associations aidant les drogués, les accidentés de la route, etc) Punir + sévèrement tout acte d'incivilité, avec des peines financières ou de travail de réparation pour la vie publique (en lien avec l'incivilité commise)

Autrefois il était impensable qu'un parent insulte ou giffle un professeur ou un instituteur. C'est l'élève qui prenait la rouste. Eh bien que cela revienne. Que les parents de certains enfants deviennent adultes.

voir en haut

Tout commence à l'école et dans les familles, à conforter par le service civique à l'entrée dans l'âge adulte.

Education - Camera - pénalisation - Denoncer les NOMS et PRENOMS des personnes jugés coupables

Apprentissage et rigueur à l'école

permettre la compréhension de l'autre, la compréhension de la différence (qui n'interfère pas sur les fondements de notre société) donner des bases de connaissance dès l'école valoriser et communiquer sur des actes positifs et pas toujours sur les négatifs. Sortir du système de montrer le mal, mais positiver le bien.

Que les politiques commencent par respecter les fonctionnaires et en particulier les enseignants. Refuser de voir une incivilité non dénoncée et poursuivie.

Proposer des projets communaux, départementaux qui fédèreraient des adultes et/ou enfants, des élus et qui pourraient profiter aux habitants de la Commune, du Département Rendre obligatoire une participation à une association ou un projet pour une durée de 15 h / an et par adulte. Un peu comme pouvait l'être le Service Militaire. Ce serait une contrainte certes mais ça obligerait TOUT le MONDE à participer, peu importe sa condition ou son origine. Car on se rend souvent compte que ce sont toujours les mêmes qui donnent et toujours les mêmes qui ne donnent pas et en profitent... Il faut aussi condamner FERMEMENT les comportements inciviques et là c'est le rôle de la Justice qui est bien trop souvent laxiste

apprendre dès l'école le respect des autres et la pensée différente

L'éducation d'un côté, et le rappel à l'ordre de l'autre. Cela passe aussi par une justice plus rapide et plus juste.

Ne pas stigmatiser systématiquement toute personne souhaitant s'exprimer sur le problème migratoire en le catégorisant comme fasciste ou raciste. Ce n'est pas en diffusant des messages de cette sorte que l'on réussira à créer ce magnifique «vivre ensemble» que toute la population souhaite à savoir une tolérance et un respect mutuels, des droits mais aussi des devoirs réciproques, des pratiques religieuses conformes à nos valeurs fondamentales ... Il n'est pas tolérable que des zones de non-droit se développent sur notre territoire laissant des populations fragiles dépendre de gangs ou prédicateurs sans scrupules et violents. Tous les Enfants de la République doivent être protégés dès lors qu'ils ont intégré légalement le Peuple français. Pour les ressortissants présents illégalement en France, il faut les reconduire dans leur pays d'origine de manière digne et respectueuse : les laisser livrés à eux-mêmes sur le sol français les soumet à des risques importants et préjudiciables tant à leur santé, sécurité physique ou économique qu'à celles des citoyens légaux.

Chaque adulte doit donner l'exemple aux plus jeunes en particulier ceux en charge de leur éducation: parents, enseignants, éducateurs... Chaque citoyen doit pouvoir intervenir pour défendre une personne agressée dans un espace public et être soutenu par autrui. Je propose la création d'un logo/pin's «moi j'aide mon prochain» ainsi qu'une campagne de publicité associée.

Ne plus mettre en avant que le 1er mais valoriser tout le monde(«l'essentiel est de participer»disait Pierre de Coubertin,tout le monde est important chacun ayant ses capacités toutes différentes mais pas meilleures. Cesser les jugements de valeur.

Ouvrir des centres de loisirs accessibles aux jeunes et moins jeunes, peu onéreux, qui empêcherait les gens de trainer sans but dans les rues, mais dont le respect de ces lieux serait capital et sous la responsabilité de ses visiteurs.

compliqué mais consentir a l'impôt, c'est déjà héroïque, quand la sécurité n'est pas assurée partout...

Education à l'école, collège et lycée. 1 semaine / an: éducation civique, valeurs de la République et les valeurs démocratiques, égalité des femmes et des hommes doivent être enseignées au collège de la 6ième à la 3ième comme une matière aussi importante que le Français et les maths.

Rien

Dans chaque commune, dans chaque région et à l'échelle nationale, chaque année, faire une remise de prix de personnes ayant un comportement bénéfique pour la société. En parler, les mettre en valeur (tv, internet, journaux...), les associer à la décision politique

valoriser les bons comportements : on ne rapporte dans les medias que les mauvais comportements

voir question prédédente

Formation au cours du primaire et du collège à l'écoute de l'autre et à débattre

Rendre RESPONSABLE chaque citoyen. Peut-être prévoir un spot humoristique avant les informations , sur internet qui met en avant un comportement incivique. Arrêtez la gratuité systématique des services, demandez une contribution même minime et mettre à la connaissance du citoyen le prix que coûte réellement chaque service: ex: le prix d'une année scolaire à chaque inscription, le prix d'acte médicaux etc...

Pédagogie. Expliquer avec des exemples concrets à quoi sert l'argent public (ex une facture de cantine coûte tant à l'usager mais en réalité un repas coûte tant, le déneigement des routes ou le ramassage des feuilles n'est pas gratuits, un séjour à l'hôpital idem....)

Proposer à chaque jeune pendant leur parcours scolaire de participer bénévolement à des associations d'aide, peut importe le thème.

On communique, et on récompense !

cf ci-dessus

Valoriser le positif (par exemple la collecte des déchets par des citoyens le long des routes d'une commune) et non systématiquement le négatif. Message pour la presse en particulier : est-il définitivement ridicule de dire que des choses vont bien dans ce pays ?

la liberté individuelle s'arrête là ou commence celle de l'autre: renforcer le faire / partager ensemble / faciliter l'engagement sur de petits sujets à l'échelon de la commune / inter-communalité: par exemple: 1 fois trimestre tout le monde se rassemble pour nettoyer la commune / mise en place d'aide pratique - mais dans un petit périmètre - renforcer les règles de vie collective.

Mettre en place ou aider des structures qui impliquent davantages les cytoyens. Par exemple donner une obligation de 7 à 10 heures par semaines de travaux d'intérêt généraux aux chomeurs ou aux retraités (en bonne santé) contre le versement de leurs allocations. Cela pourra prendre la forme d'interventions auprès d'associations solidaires ou de transmission de savoir-faire. Ce temps pourrait être groupé sur une semaine par mois ou un mois dans l'année etc.

La prise de conscience c'est ce qu'il y a de plus compliqué. Si on ne fait pas de bonnes rencontres, que l'on reste dans un entre-soi avec des pairs qui fonctionnent comme vous, il est difficile d'accéder à ces comportements sains.

Déjà répondu .. éducation, instruction, PROPRETE, RESPECT, leçon de morale, service militaire .. , participation à diverses activités bénévolement, en cas de fautes civiques pas trop graves ..

Instaurer un service civique obligatoire, à faire par tous les jeunes (femmes et hommes) juste avant leur premier emploi (donc entre 16 et 25 ans environ). Sa durée devrait être d'environ 30 jours.

Bonjour il faut mettre en place dans chaque structure une charte du vivre ensemble à l ' école , à l ' armée , à la maison , dans les administrations , dans les sociétés , dans les parcs , etc .

C'est surtout une question d'éducation. Il faut agir très tôt, à l'école au collège et au lycée en inscrivant l'engagement citoyen dans les programmes scolaires

Remise en place d'un service civique fort tout le long de l'éducation, participation des plus jeunes a des actions sociales, remise en place d'un service militaire à contribution pour la société pour l'apprentissage des valeurs de la républiques, du respect et des règles de vie en société et communauté.

L'éducation, l'école ....s'inspirer de ce que font d'autres pays comme l'un des pays nordiques qui base l'éducation et sur la résolution des conflits par la parole

Je ne sais pas répondre en 2 lignes

Service militaire, OU oeuvre social donner du temps pour les autres, les senior, le soutien scolaire....

L'APPRENTISSAGE OBLIGATOIRE DE NOTRE LANGUE DÉJÀ. ET NE PAS OUBLIER L'HISTOIRE DE LA FRANCE.

Réagir toutes les fois qu'on est témoin d'une incivilité mais il ne faut pas risquer de se faire tabasser.

- Il y a beaucoup trop d'échelons administratifs (le « mille-feuille » administratif). La plupart des décisions et actions proches de la vie quotidienne des citoyens (transports, assainissement, équipements immobiliers, services sociaux et de proximité), devraient être prises directement au niveau des mairies ou communautés de communes ou au niveau région selon l'importance des projets et des coûts. - L'Etat doit conserver la maîtrise de ses ministères actuels mais doit leur demander de décentraliser aux régions les missions qui les concernent plus particulièrement.

Que les contrevenants mineurs à la loi soit assujettis à la réalisation de travaux d'intérêt général.

Inciter les parents à EDUQUER correctement leurs enfants en leur consacrant plus de temps par exemple, ce qui implique de favoriser la famille au détriment de la carrière ou du travail

donner des perspectives aux élèves , aux citoyens

Par un enseignement des valeurs républicaines et démocratiques dès l'école, puis au lycée, voire même à l'Université

Il faut informer, encourager voire rendre le vote obligatoire

Prendre un rendez vous et ne pas s'y rendre devrait avoir des conséquences pécuniaires. Attention, les rendez vous imposés par la SS ou Pole emploi ne sont pas souvent judicieux: exemple, il est impossible parfois de se rendre à une visite de contrôle avec 2 béquilles en métro.

Le service citoyen tel qu'il est conçu est une fausse bonne idée. On n'induit pas des changements de comportement en 2 mois. Ce service doit être muri et préparé par des actions pédagogiques initiées pendant la scolarité (cours d'éducation civique, réalisations et actions collectives...)

Communiquer sur tous les réseaux sociaux en montrant des vidéos d'incivisme et au contraire des actes civiques. Campagne publicitaire sur tous les réseaux

Education renforcée dès la maternelle et tout au long de la scolarité obligatoire : action obligatoire d'ordre civique à organiser par chaque école et participation obligatoire des enfants (nettoyage des sentiers ou des plages, débats avec des professionnels du vivre ensemble, prise de conscience de l'importance du bien commun, responsabilisation financière des parents de mineurs dans les comportements inciviques,

Augmenter la reconnaissance civique pour les engagements citoyens

Service militaire ou civil obligatoire pour toutes et tous

Un service civique valorisé et mixant toutes les couches sociales pour tous les jeunes entre 15 et 25 ans.

mission confiée à l'école

voir ci-dessus

Mixer les populations dans tous les quartiers, supprimer les ghettos; c'est la rencontre de l'autre différent de soi qui fait qu'on le comprend et qu'on le respecte, s'occuper beaucoup mieux de tous ces jeunes, oubliés de la République : accompagnements individuels dans leur projet de vie

Education et sanction.

Informer et expliquer d'abord, ...mais sanctionner aussi. Sur la route : à quoi sert d'avoir des règles contraignantes si on n'est pas en mesure de les faire appliquer ? Fatiguée d'être harcelée parce que je respecte les limitations et de voir des conducteurs prendre des risques pour me doubler...y compris par la droite. Mais aussi les limitations sont-elles vraiment adaptées aux risques ? Ca n'est pas mon sentiment. Et surtout quand la limitation change tous les Kms 50-70-50-80, ça devient ingérable ! Des concertations locales sur les signalisations, sur la constructions des ronds-points, qui sont très onéreux et pas toujours efficaces.

Tout un chacun doit se montrer prompt à respecter toute forme de civisme et les élus se doivent d'être exemplaires de par leurs fonctions notamment de représentation des Français.

Nuisance sonore et comportemental à bannir, dès le collège, dans la relation parents/professeurs, dans la rue

ne sais pas

Par des sanctions, les mêmes pour tous.

L'éducation

enseigner ces comportements civiques à l'école au le plus jeune âge (certains n'ont pas cette éducation à la maison)

redonner de la valeur au travail, à l'engagement, au bénévolat... créer des instances de participation citoyennes concernant tous domaines

plus d'éducation civique, et ensuite pouvoir sanctionner les incivilités

Soutenir les associations qui contribuent à vision collective, ouverte et inclusive de la vie en commun. Les gens ont besoin de solidarité, et ils savent en donner quand ils n'ont pas le couteau économique sous la gorge.

Que les politiciens montrent l'exemple en ayant eux même un comportement décent.

Enseigner les fondamentaux du dialogue tout au long de l'école, primaire, collège, lycée. Véhiculer une image des forces de l'ordre gardiens de la paix

EDUCATION soutien scolaire par ex plus de rigueur à l'école, l'école est trop laxiste par rapport à d'autres pays valoriser les talents à l'école soirée talents

Une meilleure reconnaissance des personnes méritantes. Certainement quelque chose à inclure dans les programmes scolaires.

Pour favoriser le développement des comportement civiques il faut faire respecter la Loi. Et redonner des moyens et des effectifs à la force publique. (Gendarmerie, police, etc....)

l'éducation des enfants et des adultes. Retrouver la confiance dans l'autre, mais il y a fort à faire sur 10ans peut-être...

Encourager ceux qui s'investissent,Aide aux associations(-morale et financière) Reconnaître les avantages pour tous et mettre a l'honneur les anonymes

L'éducation

Des sanctions sont prévues par la loi en cas de non respect et sont malheureusement peu appliquées.

Communication large, et constante (radio, TV, net,....), éducation, expérience lors de la scolarité

Maintenir les 80 km/h sur le réseau secondaire, expliquer, .. Spot télé obligatoires par les journalistes sur les évolutions du code le route, sur les nouvelles lois , juste avant les informations , avant la météo .

une meilleure intelligence entre les partis non populistes de façon à se retrouver sur des fondamentaux de la Républiqie

Par l'éducation, le bénévolat, l'entraide

Condamner avec beaucoup plus de fermeté les auteurs d'incivilités, d'injures, de dégradations diverses (notamment les tags), ...

De l'éducation, de la prévention, des lois et de la justice.

Instaurer un service civique d'un mois entre quinze et dix sept ans avec un rappel des principes de la nation. Instaurer un service militaire national d' un mois entre 18 ET 28 ANS , et deux fois une semaine entre 28 et 45 ANS Instaurer un service militaire europeen du même type que le national afin d'inégrer le sentiment d'appartenance européénne

Des lieux de rencontre où chacun aille régulièrement

Développer le Service Civique.

les mettre en avant quand on peut

EDUCATION et EXEMPLARITE

Sanctionner sévèrement, faire des exemples

Education et sanction

Instauration dans le programme éducatif d'un bonus aux étudiants accomplissant un service communautaire, qui pourrait être pris en compte lors de l'entrée à l'université. (Cela existe aux Etats-Unis et cela marche très bien) Service civique dans le maintien de l'ordre, la propreté des villes et la réparation des biens publics endommagés

C'est apprendre aux enfants le respect , la morale , chère à mon instituteur

Chacun peut participer en montrant soi-même l'exemple de comportements civiques

Notion d'engagement réciproque = Etat comme les citoyens

faire participer des citoyens tirés au sort aux conseils municipaux, régionaux, métropolitains

Enseignement civique dès les petites classes

sans avis. Mais cela passe par une éducation apaisée et plus directive.

Sanction avec les TIG Et Ou suppression des aides

sans avis

Éduquer

C'est aux nouveaux arrivants de s'adapter à la France , pas l'inverse ! Pour les autochtones, qui maîtrisent mieux le râle que le Français : Education ??

L'EDUCATION , LA CONNAISSANCE

Campagne d'affichage

Sanctionner les pollueurs par des travaux de nettoyage généraux, le principe pollueur payeur a malheureusement un effet très limité et peut être vu commme «je paie donc je pollue».

Projeter une image positive de notre pays pour donner à tous l'envie d'y croire .

Organiser des réseaux de citoyens ..... favoriser la communication et développer l'information sur l'interculturalité.

Éduquer et montrer l'exemple Intéresser dès le plus jeune âge Écouter les anciens et les exclus

Ce n'est pas les marques civiques qu'il faut promouvoir mais sanctionner l'incivilité: Crachat dans la rue, dégradation des biens publiques, dépôt d'ordure, insultes...

Prévention et sanctions

Encourager le bénévolat pour les activités visant à améliorer la vie de la cité et de toutes les personnes. Valoriser la prise de responsabilités dans les associations en prenant plus en considération leurs dirigeants.

valoriser ces comportements et ne pas systématiquement soutenir les rebelles

Il faut une prise de conscience individuelle et collective. Nous devons être acteurs pour faire changer les choses.

1) Montrer à chaque rencontre avec d'autres du respect pour autrui. Ce respect se traduit en général par un comportement similaire de l'interlocuteur en contrepartie. 2) Montrer les exemples de comportements qui réussissent et les impacts positifs pour chacun. Les journaux ne font pas cela, ils ne mettent en avant que des exemples de mauvaises conduites car c'est plus vendeur. Et pourtant les citoyens aiment aussi entendre des choses positives qui les motivent pour s'engager (voir les succès de certains films du genre «Demain»). Il faut essayer de développer une information positive et éviter les sarcasmes politiques (les politiques peuvent critiquer mais en proposant des solutions alternatives pas en attaquant les personnes qui agissent).

Campagnes nationales (Publicités) plus crues, plus trash, plus «interpellantes» Activités, organisées par les communes, favorisant la mixité sociale : jeux, rencontres, débats.... Mettre en place une journée citoyenne caritative obligatoire Renforcer le rôle des professeurs des écoles pour éduquer les enfants Renforcer les campagnes publicitaires Renforcer le rôle des associations

En parler davantage. Mettre en avant les exploits plutôt que des faits divers.

Que nos élus et gouvernants commencent par montrer l'exemple. Exemplarité TOTALE exigée et non négociable.

idem

Réintroduire dans les écoles, les enseignements civiques en CE1, CM1, 6ème, 4ème, 1ère année de BAC, licence, 1ère an-

née de master, 1ère année de doctorat. La répétition permet de créer «un automatisme»

faudra t-il imposer ou au moins inciter à «faire» une journée «civique» à chacun ? une journée à l'hopital ou aux pompiers, dans une asso des sans abri etc

Chaque établissement, chaque association, chaque établissement publique pourrait indiquer son besoin et chacun pourrait s'inscrire pour donner 1h par semaine ou même 1 h par mois selon les métiers ce n'est pas simple 1h par semaine. Par exemple, l'Ehpad à côté de chez moi pourrait demander chaque jour à 16h, 3 personnes pour venir partager un temps de discussion, d'animation avec les personnes âgées. Ou 10 personnes qui s'engagent à aller au moins une fois par mois chez tel ou tel personne âgée isolée.... Ou très différent, 1h dans les écoles, centres aérés pour partager une culture, une langue, un voyage, une découverte... ou il faut du monde pour couper du bois sur certaines forêts... Idéalement, cette heure donnée à la communauté, n'a pas à venir en plus de ses heures de travail, laissant un temps de repose mérité et de partage familiale, amicale... Donc ce temps 'bénévole' pourrait être sur le WE pour ceux qui le souhaite mais aussi la semaine....

Développer le service civique

Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?

que le temps passé dans les associations en charge de venir en aide aux autres soit comptabilisé dans les trimestres pour la retraite ?

L impliquer.

Prendre en compte les activités associatives bénévoles pour la retraite, comme il faudrait le faire pour les stages, rémunérés ou non.

Défiscalisation

EN PARLER,LE MONTRER

Donner de la reconnaissance publique à ceux qui le font. Je ne comprends pas la fin de la question

Créer un service civique obligaoire de 3-6 mois tous les 15-20 ans

Un référent clair net précis, joignable, avec email et n° de téléphone.

trouvé des point de rencontre ou le citoyen puisse intervenir concrètement dans la gouvernance de sa nation.

Qu'il y ait des établissements publics partout et qu'il ne faille pas faire des Kms pour y accéder.

mieux reconnaitre les gestes d'engagements par les pouvoirs publics, au lieu d'une simple medaille de legion d'honneur

Redéfinir le service public et lister les droits et devoirs de chacun

idem ci-dessus

Je n'ai pas d'idée à proposer.

le rendre obligatoire dans le cursus de la vie

Les mairies pourraient recruter des conseillers bénévoles pour l'écologie, l'amélioration de l'habitat et des transports. Les écoles d'apprentis pourraient travailler avec les mairies pour rénover certains batiments : ex : des apprentis maçons pourraient s'exercer à leurs métiers en rénovant les gares SNCF de campagne. Les élèves peintres pourraient aider les mairies en rénovant des pièces de bâtiments publics (comme dans le compagnonage).

Voir la réponse ci-dessus

Retrouver l'écoute et l'efficacité de réaction

Simplifier l'administrtion, rien n'est jamais simple

Une réconnaissance des engagements dans les calculs de retraite. Une administration pour aider les citoyens plutôt que les limiter.

Promouvoir d'autres modèles que celui du premier de cordée. Le bon guide de montagne est celui qui attend les derniers pour les aider à atteindre le sommet.

Beaucoup de bénévoles sont des retraités, mais on pourrait imaginer que dans les parcours professionnels on propose à des salariés un semestre d'engagement dans une association ou une ONG, en gardant son poste et son salaire.

leur redonner confiance en la politique

Supprimer la bureaucratie et les lois liberticides

plus de bon sens de la part des salalriés de la fonction publique

la Justice sociale . Le Francis veut bien participer mais ile faut que ce soit juste

Arrêtons de stigmatiser telle ou telle population. Tout le monde a besoin de tout le monde. Que chacun fasse un pas vers l'autre. Plus d'humanité.

Il faut que citoyen soit considéré. Si beaucoup d'agents du service public sont serviables, se n'est pas le cas de tous. L'administration est au service du public pas l'inverse. Accorder les mêmes avantages de carrière pour les élus du secteur public au secteur privé. C'est à dire l'assurance de retrouver sont emploi en fin de mandat. Avoir plus de considération pour les maires et conseillés municipaux qui font un travail remarquable et souvent bénévolement.

reconnaissance par citations ou décorations voire défraiement partiel des conséquences d'engagements bénévoles (frais de déplacement par ex.)

Que déjà l'administration elle-même donne l'exemple

Revoir les conditions d'attribution de l'Ordre National du Mérite et mettre en place des cérémonies de délivrance dans les territoires

Une prise en compte dans le calcul des retraites? Un système de points et les citoyens les + engagés cumuleraient plus de points qu'ils pourraient convertir ensuite comme ils le souhaitent? (sous forme monétaire, à redistribuer à des associations ou garder, en «cadeaux»?)

On peut faire beaucoup avec une simple « portes ouvertes » pour rencontrer ce qu'on ne connais pas.

Accroître le nombre de médiateurs locaux et en faciliter l'accès (cf l'ombudsman scandinave).

Bonification d»heure pour les salariés - reduction Impot pr les non salariés -

donner envie et espoir

joker

Peut-être que «rémunérer» l'engagement citoyen pourrait être intéressant : rémunération sous forme de ristourne sur le coût d'un document administratif (Carte d'identité, Passeport, Carte grise), crédit d'impôt, subvention complémentaire à une association

Une présence des députés dans leur circonscription plus accessible.

Aider le retour à l'emploi de tous ceux qui ont pris du temps pour s'occuper des autres parfois pendant des années, y compris les mères et pères de famille qui ont arrêté de travailler pour s'occu-

per de leurs enfants et les rémunérer a minima en leur ajoutant des points de retraite. Un enfant c'est un parcours de vie! Pour favoriser les relations entre les citoyens et les administrations, je propose de former le personnel administratif à la méthode appelée «communication non violente» et/ou à l'analyse transactionnelle en plus de les initier aux règles du phoning. Pour valoriser l'engagement dans les parcours de vie, celui des personnes âgées en particulier, je suggère qu'on invente de nouveaux modèles d'habitats où toutes les générations pourraient vivre bien ensemble. Tant qu'on continuera à vendre d'un côté des maisons de lotissement sur des parcelles minuscules à des jeunes couples et qu'on construira de l'autre des maisons de retraite/ghettos, l'engagement citoyen dans les parcours de vie va rester difficile.

Respecter l'individu en tant que tel sans le transformer en numéro de dossier

Du respect mutuel et des comportements exemplaires partout, cela suffirait.

augmenter et faciliter grandement l'accès à des journées fréquentes «porte ouverte» des métiers aux demandeurs d'emploi, qui pourrait participer à des journées (au moins une) de travail (observateur et actif)

valoriser les actions caritatives dans les CV

La fonction publique accepte t'elle des stagiaires comme dans le privé ? L'administration ne doit elle aussi se réformer ? son image n'est pas fameuse dans l'opinion publique ? A elle aussi de se vendre

le citoyen a souvent l'impression de subir : le pot de terre contre le pot de fer simplifier les demarches administratives

Sans objet - question fondamentalement hors sujet - l'engagement citoyen n'a pas à être valorisé !

Créer un service civique obligatoire pour les jeunes.

Rien ça devrait être normal

Que les administrations viennent plus au contact des citoyens, en bus par exemple.

plus d'échanges numériques possibles

cf ci-dessus

que chacun soit un modèle - que l'état, l'administration et les pouvoirs publics soient réellement là pour aider les citoyens & plus de compréhension tout en étant clairs et transparents

Ne pas considérer qu'une activité non productrice économiquement comme le bénévolat est du temps perdu dans une carrière.

Quelqu'un qui s'inscrira au SNU devrait avoir des facilités pour accéder à certains postes

Savoir dire MERCI.. Savoir employer des agents compétents, à l 'écoute, connaissant bien leur domaine respectif.. Respecter les travailleurs et les ANCIENS qui, ont œuvré, et payé, pour garantir une belle vie en France !!!! Pénaliser les grossiers et les violents..

Un engagement citoyen utile et réclamé par l'état devrait être valorisé dans le parcours professionnel de chacun (reconnaissance professionnelle et pécuniaire), et ne pas être considéré comme un arrêt ou une remise en cause.

Bonjour il faut de nouveau responsabiliser chacun envers lui - même , envers les autres , envers la société , envers l ' administration , envers l ' entreprise , etc .

C'est du charabia politique! Voulez-vous dire que vous souhaitez que des bénévoles prennent en charge les personnes qui ne peuvent pas ou plus se débrouiller avec leurs problèmes quotidiens ou administratifs? Cela vous permettrai de supprimer encore quelques emplois de fonctionnaires ou d'auxiliaires de vie.

améliorer l'information et l'accès, promouvoir l'engagement citoyen, aider les initiatives citoyennes. Valoriser le bénévolat

Une série TV (je n'ai aucun lien avec ce circuit) mais compte tenu du temps passé par beaucoup devant la TV c'est par ce vecteur que beaucoup de comportements pourraient être changés. La légion d'honneur pourrait ne plus être réservée aux personnes qui sont «arrivées» dans la vie mais aux personnes qui ont pris sur leur temps ou leur argent pour aider les autres.

Idem

Ça, c'est une question pondue par un énarque... bac +5 minimum.. En francais de base, ça ne veut rien dire. Je comprends pourquoi on dit que ceux qui nous gouvernent ne vivent pas sur la même planète que nous.... en fait, c'est SURTOUT qu'ils ne parlent pas le même français que le gaulois de base..

Ce que font les entreprises privés, le bénévolat sur un CV ça intéresse, pourquoi ça n'intéresserait pas l'ETAT

NE PAS FERMER LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

- L'Etat doit d'abord objectiver tous les hauts fonctionnaires des administrations et des collectivités locales : objectifs, moyens, résultats. Ces hauts fonctionnaires devront également décliner ces objectifs à leurs différents services. Des analyses de résultats doivent être effectuées régulièrement afin d'apporter les correctifs nécessaires en cas de difficultés. La rémunération de tout le personnel de la fonction publique et leur avancement doit être au mérite et en fonction des résultats et non plus à l'ancienneté. - Ministres, Hauts fonctionnaires doivent être davantage sur le terrain au plus près des élus locaux et des citoyens.

Les pouvoirs publics et les administrations doivent se rappeler qu'ils sont AU SERVICE des citoyens, pas le contraire. Leurs agents doivent être sensibilisés ou formés sur ce sujet

organiser localement des réunions d'échanges entre élus et citoyens

Faire connaître tous les engagements citoyens

Désencombrer les services publiques surcharger, réduire les délais administratifs

Si le citoyen sait que cela coute X euro pour former son enfant durant une année sera plus enclin à l'envoyer à l'école par exemple sinon il devra l'envoyer en école privée, obligatoirement.

Mettre en avant les exemples positifs. Faire des bilans, pas seulement qualitatifs (on se fait souvent plaisir) mais critiques avec des critères pertinents et mesurables. Pourquoi n'arrive-t-on toujours pas, dans la fonction publique, à faire évoluer les parcours en introduisant les bilans de compétence?

un chomeur ou un non actif qui perçoit une aide devrait avoir l'obligation de s'investir un minimum auprès des associations.

Permettre à chaque citoyen de pouvoir se mettre en congés sabbatique pour effectuer un service civique en France ou à l'étranger.

Permettre des aménagements professionnels (temps partiels) afin de permettre la poursuite d'une carrière professionnelle en même temps qu'un engagement citoyen

voir ci-avant (examen au bac)

Développer les stages dans les institutions dès le collège.

Supprimer les frontières entre les élus de la République et le Peuple.

Marginaliser ceux qui nuisent au système.

2 question s différentes Valoriser l'engagement citoyen : déjà le reconnaître, notamment la part importante du bénévolat et tout le travail des «inactifs» dans les associations...qui n'est pas valorisé économiquement; pas plus que n'est valorisé le travail des aidants auprès des parents âgés, ou le travail domestique et parental; l'économie ne comptabilise que ce qui a une va-

leur marchande, alors il faut faire rentrer dans le calcul de la richesse tout ce travail important pour la société. Relations avec les administrations : il faut renforcer la proximité et l'accompagnement des personnes qui n'ont pas accès au numérique (malades, personnes âgées), dépendantes de proches pour traiter leurs relations avec les services publics (ou privés) au risque d'être spoliées ou de ne pas avoir accès à leurs droits.

Utiliser les jeunes en service civique pour ontribuer au travail de pédagogie dans la rue avec les polices de proximité

simplement que , a chaque fois qu'un citoyen s'adresse a un représentant de l'administration , des pouvoirs publics : les courriers ne restent pas sans reponse !!!

Je ne comprends pas cette question.

Question peu précise

Que tous connaissent ces comportements civiques

peut-être communiquer régulièrement sur des propositions d'engagement associatif pour toucher des personnes prêtes à s'engager, communiquer aussi sur les comportements civiques

exemple: mieux tenir compte du parcours des personnes qui arrêtent leur activité professionnelle (congé de maternité, paternité) pour s'occuper de leurs enfants. Cela fait des trous dans leurs futures retraites, alors que cela est un vrai bénéfice pour les enfants. Des enfants équilibrés c'est un bénéfice pour la future collectivité.

Rémunérer le travail associatif.

Une meilleure reconnaissance des personnes méritantes.

Restaurer la confiance.

même réponse, avec des fonctionnaires aimables (çest mieux en le disant avec le sourire) et ne pas prendre les français pour des fraudeurs, des voyous potentiels, cela détend l'atmosphère parfois...

Établir une relation de confiance avec des personnes attachées a notre parcours ,nos difficultés,nos problèmes

Un respect de l'administration envers ses administrés ainsi que de ses élus sans avantage envers certaines communautés et religions

sais pas

J'avais proposé dans ma commune d'inciter les jeunes majeurs de l'année précédente à venir participer aux bureaux de vote. Je pense toujours que cette idée permettrait aux jeunes et aux élus de se rencontrer différemment.

de l'information et de l'éducation

Revoir le rôle du Président de la République qui doit prendre à cœur les véritables problèmes urgents des français . Macron est loin d'être Jupiter et n'en pas la prestance , ni Roi,ni Dieu . Nous avons besoin d'un président de tous les français qui doit s'adapter au pays sans penser qu'à son enrichissement personnel sur le dos des citoyens en augmentant la CSG,les impôts, les taxes, les carburants donnant son accord pour l'augmentation du gaz et de l'électricité mais ne prenant en compte la demande de rétablissement de l'ISF et en donnant encore plus de pouvoir aux riches. Ne plus ignorer qu'il faut indexer les retraites à l'inflation car depuis maintenant 8 ans, aucune revalorisation digne de ce nom n' a été faite. Ignorer cette demande nécessaire au développement économique car «les Vieux» participent allègrement à celui-ci par le biais de voyages, d'aides aux enfants ou petits-enfants en difficulté et aussi qu»ils puissent profiter de la vie en général actuellement réservée qu'à nos gouvernants, députés, sénateurs, préfets,sous préfets ,maires ,conseillers de toutes sortes qui vivent aux crochets de la Société. et des riches qui nous entourent . Voilà quelques exemples qui ont créé le mouvement des Gilets Jaunes d'ailleurs mouvement qui n'est pas prêt de s'arrêter. Le rôle du Président est aussi de veiller à la politique des prix car actuellement nous assistons aune hémorragie inflationniste sur les produits de première nécessité. Le président a donné encore plus de pouvoirs aux grandes centrales d'achats au détriment des agriculteurs en souffrance,eux aussi.

Eduquer, spot télé obligatoire en temps de grande écoute

Par la reconnaissance

Les enseignants sont les relais de la pédagogie de la laïcité auprès de leurs élèves. Ils la transmettent naturellement dans des enseignements dédiés, comme l'enseignement moral et civique, mais aussi dans leurs différentes disciplines

Dévalorisons, le désengagement citoyen. Je n'ai pas à être valorisé pour quelque chose qui va de soi.

vaste débat

Les laisser libres de s'engager

C'est quoi l'engagement citoyen dans un parcours de vie?

il faudrait déjà reformer les grandes administrations et les rendre plus humaines

SIMPLIFIER les relations entre les citoyens et l'administration, simplifier la vie plutôt que de toujours la contraindre et la rendre de plus en plus difficile et liberticide.

Idem engagement citoyen dans la société

Points bonification retraite

Voir plus haut

Déjà que l'administration respecte les citoyens même si je constate une évolution dans ce sens

Baisse d'impôts

offrir des points de retraite en fonction des participations à des associations .

La question n'est pas claire pour moi

sans avis

Récompense pour les plus vertueux par ex pour ceux qui n'ont pas eu de délis de la route sur 20 ans. Bourse pour les meilleurs élèves ou voyage ...

Bénévoles + personnes sans activité touchant des aides sociales, pourraient participer et s'engager dans des actions civiques

Informer les citoyens sur l'administration et les pouvoirs publics, les éduquer.

Respect & reconnaissance Interdire les vocables « usagers des transports publics» « administrés» .....

NE PAS TOUJOURS OUVRIR LES PARAPLUIES ET SAVOIR OSER ET ASSUMER. MOINS LÉGIFÉRER ET RÉGLEMENTER . APPRENDRE A RESPECTER LES RÈGLES

Des missions de service citoyens rémunéré et d'autres bénévole accessible aux volontaires tout au long de la vie (permettant de rompre un isolement en cas de chomage longue durée).

Le bénévolat devrait être mieux reconnu valorisé et montré en exemple . Ne pas toujours parler de ce qui ne va pas dans les médias et montrer toutes les actions positives qui vont dans le bon sens. La France n'est pas un paradis mais il faut regarder ce qui se passe ailleurs . Faire la promotion de l'économie solidaire .

Plutôt que de donner du pouvoir aux syndicats dans les entreprises, ne pourrait-on pas créer des comités de citoyens qui seraient libérés d'un temps de travail (1 h par semaine par exemple) pour se rassembler dans un lieu public ?

Que l'administration soit moins impersonnelle et que les fonctionnaires soient plus investis (je parle en toute connaissance

de cause) Que le citoyen ne soit pas uniquement concerné par l'intérêt individuel mais également par l'intérêt général

Donner à ceux qui s'engagent une considération qui les valorisent, les rendent plus visibles ce qui facilitera leur action et leur exemplarité pour susciter des vocations.

que l'administration respecte le citoyen

Je ne sais pas

Raconter de belle histoires des expériences réussies.

Valoriser une action citoyenne par les média et/ou les élus

que l'administartion et les pouvoirs publics fassent d'abord preuve de respect et montre de l'intérêt, et une réelle bienveillance et compassion à l'égard de leurs administrés.L'engagement citoyen découlera tout naturellement dans ce climat de confiance et de considération.

Favoriser l'accès aux fonctions politiques des travailleurs notamment ceux du privé, par un retour à l'emploi après la mandature. Le personnel politique ne représente pas les métiers du pays, et encore moins les plus productifs d'entre eux (métiers techniques notamment). Il faut pouvoir se mettre en disponibilité ou avoir des ressources par ailleurs, genre cabinet d'avocats, pour faire de la politique.

Ecoute sincère

clarifier les documents administratifs faciliter leur accès par internet pour les personnes qui ont du mal avec les outils modernes (du style ecrivain public internet)

Peut-être offrir à ce qui prenne du temps pour la société, des temps de retraite en plus, comme si c'était un travail ou des 'crédits formations' ou des droits autres...

Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

stationnement anarchique, conduite dangereuse, agressions verbales et/ou physiques, vols, viols... -> sanction systématique (travaux d'intérêt public a minima) et expulsion en cas de récidive d'infraction pour les résidents étrangers ou binationaux

L intolérance.

L'incivilité dans les transports y compris au volant, toutes celles qui concernent la dégradation des biens publics, dont la pollution intentionnelle ou pas,.

Agression ; comportements routiers violents ; être beaucoup plus sévère

LE NON RESPECT DE LA VIE COLLECTIVE

Dégradation écoles, facultés

Les incivilités au volant et les incivilités quand les gens jettent leurs détritus sur la voie publique.

Le non respects des règles du code de la route. Il faut mettre en place une police de laroute.

le non respect du code de la route. Il faut créer une police de la route, generalisezr la videoverbalisation, et les radars.

Les comportements des conducteurs Les décharges sauvages Les dégradations des biens publics et privés Le manque de respect des gens dans les transports en commun

Saletés, irrespect des règles et des gens, cigarettes, délinquance, défiances, menaces...

LA ROUTE EST UN UNIVERS SAUVAGE

Salir l'espace public, ne pas faire attention aux autres dans l'espace public. Education d'une part, et sanction pécuniaire (amendes) quand cela est possible

Communautarisme / racisme / .... / Créer un service civique obligaoire de 3-6 mois tous les 15-20 ans

Le non respect de l'espace public devenu une porcherie et qui devrait être sanctionné.

L'égocentrisme et l'individualisme, agir très tôt dans éducation «réguler» «encadrer» des éléments de l'environnement actuel (réseaux sociaux, informations, sociétés multinationales,..).

L'impolitesse, les agressions de professeurs par exemple, des pompiers, des forces de l'ordre. La présence des casseurs systématique. On peut les repérer par rapport aux personnes «normales» et il faut les stopper de suite. Toujours l'éducation, à la base. Punir oui, mais pas toujours la prison comme seul moyen là où les gens deviennent plus mauvais que lorsqu'il y sont entrés. Penser à utiliser les «condamnés» plutôt à réparer les dégâts par exemple qu'à croupir en prison.

invectives dans la rue, harcèlement et agressions sur les femmes, crachats, infractions au code de la route....la répression n'est pas la seule solution, il faut converger vers l'educatif aupres des parents, les sensibiliser autour des valeurs de partages, les inviter à des ateliers participatifs.....

Le non respect du code de la route qui entraîne des lois pénalisant les bons conducteurs et ne changeant rien pour les mauvais.les entreprises qui ne respectent pas les codes du travail et le respect des collaborateurs. Les parents qui ne traitent pas les poux de leurs enfants. Les journalistes qui ne vérifient pas leurs sources et livrent des dossiers bâclés. Les médecins qui ne se coordonnent pas. L industrie pharmaceutique qui oublie qu elle est payée partiellement dpar le contribuable. Les grandes surfaces qui tuent le petit commerce de proximite , les rondpoints... les politiques qui n ont que des combats partisans et non une vision personnelle. En clair le combat des mauvais pour faire sortir les bons . Vive le maillon faible

l'agressivité, le non respect des règles, l'intolérance, le manque de respect en général

Le bruit excessif des sans gêne, à n'importe qu'elle heure. Les personnes qui jettent leur détritus sur la voie publique. Les personnes qui polluent l'atmosphère (feux de végétaux, automobiles et cyclomoteurs avec gaz d'échappements empestant l'huile...etc)

Le non respect des autres.

Les intimidations, les provocations à répétitions, les vols, et surtout les violences verbales et physiques ! Aujourd'hui les abords de gare, et les centres villes ne sont pas sûr, des bandes se rassemble exclusivement que pour réaliser des méfaits, pouvant souvent aller jusqu'au passage à tabac. Honteux, houleux, écœurant, et méprisant, mais actuel et réel !

saleté, fraudes, dégradation,le non respect des handicapés et séniors, répression par des travaux obligatoires et des photos dans les journaux

Violence verbale dans les transports en communs.

Les dégradations de biens publics (vitres d'abribus et mobilier urbains cassés) - incendies de biens privés. Mettre en place une justice plus répressive pour ce genre d'infractions

C'est bien peu de choses, mais les coups de klaxons en ville me fatiguent au plus haut point. Pour le reste, je ne dirais pas que notre société est gangrenée par les incivilités. Si la fraude fiscale et l'exil fiscal peuvent être considérées comme des incivilités, alors, voilà bien le vrai fléau de notre société.

Le non respect du code de la route (notamment des limitations de vitesse et les diverses interdictions) et les incivilités dans les transports collectifs (dégradations diverses, tags)

Non respect de l'environnement / Jets de détritus au sol / crottes de chien (on est champion en France) / non respect des équipements publics (mobilier urbain / radars) / cambriolages à répétition dans certains quartiers/ tags sur bâtiments / escroqueries multiples sur Internet

Il faut retrouver le sens du respect, respect de l'autre, respect de l'ordre, des services publics. Il est inadmissible que les policiers, gendarmes, pompiers, médecins et infirmières, enseignants ... soit agressés verbalement voir physiquement. C'est le rôle des parents qui doivent être sanctionnables ou aidés et des enseignants (retour au 1/4 h de morale ou débat civique et rappel aux valeurs en début de cours) pour que les enfants aient un sens des valeurs. Signalement précoce des enfants qui n'arriveraient pas à intégrer ces valeurs morales pour agir le plus précocement possible. Il est inadmissible qu'une économie souterraine se développe dans des quartiers qui deviennent des zones de no,n droit Il est inadmissible que cette économie souterraine permettent à des individus d'afficher leur «richesse» en paradant en véhicule et en claquant un argent illégalement gagné. AL CAPONE est tombé pour des raisons fiscales. Il ne doit pas y avoir d'impunité . Mais parallèlement il faut aussi mettre en place des alternatives à cette économie souterraine.

sexisme, homophobie, dégradation des biens publiques => education

Dégradation des arrêts de bus, crachats dans la rue, déchets jetés à côté d'une poubelle..... Mettre des amendes

50 ans de laxisme politique nous on conduit dans cette impasse aujourd'hui je serai tenté de vous dire: débrouillez vous avec vos banlieues

Les déclarations méprisantes des politiques. Des amendes.

dégradations des biens publics(radars...); incivilités au volant; petits larcins.

Les plus visibles, donc les plus souvent dénoncées : la petite délinquance, la délinquance routière. Les plus sournoises mais encore plus graves : la délinquance financière (la fraude se chiffre plusieurs centaines de millions d'euros) que je classe dans les incivilités car «il s'agit d'un comportement qui ne respecte pas une partie ou l'ensemble des règles de vie en communauté». La solution : prévention puis sanction

Les vols et agressions. Une justice rapide et sans tolérance.

le mépris de nos dirigeants . le fait de ne pas exister. donner le pouvoir de décider à chaque francais inscrit sur les listes electorales

Les insultes, les bousculades dans les transports en commun. Mais tout cela relève de l'éducation (parentale et scolaire). La télévision publique pourrait (plus qu'elle ne le fait) proposer des programmes pour les enfants mettant en scène des héros altruistes et tolérants.

Les insultes et les bousculades dans les transports en commun. La meilleure solution serait que les témoins de ces incivilités manifestent leur solidarité avec les victimes, ce qui est rarement le cas.

les incivilités au volant, la pollution sonore

les déchets sauvages

Ce ne sont pas des incivilités mais des infractions ou des délits . C'est un ensemble de choses qui s'accumulent. Seule solution : la tolérance zéro et l'expulsion des étrangers à la première infraction

queue de poisson, refus d'aide

le cancer de notre société est le non respect de l'autre. Ceci dit aucune loi n'empêchera les 'incivilités. sinon on légifère sur tout et la plus de vie en commun pour lutter ; aviser d'abord les parents. cela commence par eux

Le manque de respect. Dans le temps, à l'école, il y avait des leçons de morales. Revenons à plus d'humanisme.

Les agressions , physiques ou morales, sur les personnes vulnérables. Le harcèlement à l'école. etc.... Pour lutter contre il faut éduquer, l'école a son rôle à jouer, mais pas seule, elle a besoin du soutien de sa hiérarchie et des parents.

Agressivité des minorités Respect du code de la route

Incivilités envers les personnes et les biens. Incivilités au volant. Incivilités à l école et dans la rue. Il faut éduquer mais aussi punir. Revoir les lois suer la délinquance des mineurs et la responsabilisation des parents.

Les scènes de violence données par les «gilets jaunes» et légitimées par une partie de la classe politique et médiatique sont un bon exemple.

Le non-respect de l'autre quelle que soit la forme qu'il prend

Les incivilités d'enfants: il est plus difficile de changer les adultes que les enfants. Un comportement d'enfant inacceptable a l'ecole ou dans la rue doit avoir pour effet de punir ses parents par exemple en suspendant les allocations familiales.

La fraude fiscale, le non-respect d'autrui ou des institutions, la dégradation des biens publics. Les sanctionner plus sévèrement et réintroduire les cours d'instruction civique

les incivilités au volant,les abandons de détritus dans la nature,

Les fraudes de tout genre: fiscales, des arrêts maladie (avec un abus de faux arrêts maladie qui coûtent très cher à notre système de santé et aux entreprises), dégradation des biens publiques. Cf recommandation sur ce qu'il faudrait faire pour développer des comportements civiques pour lutter contre ces incivilités

Incivilités routières. Délinquance sexuelle .Ce sont les pires incivilités.

Le non respect des autres.

Le jet d'ordures sur la voie et les aires publiques, les crottes de chien, les tags; solution: de fortes et immédiates amendes ou travaux d'intérêt général (cf la ville de New-York)

Manque de propreté - violence verbale - non respect de la personne et des objets

dégradations du domaine public

la non prise en compte de l'autre, le non respect des femmes, handicapés, personnes agées, l'impunité des actes délinquants ... arrêter le tous répressif facile.

agressions verbales et/ou physiques , non respect des règles d'utilisation (transports en commun ....) détérioration des biens publiques ou privés (affichages sauvages, tags, saleté ....)

Les incivilités au volant. Les incivilités à l'école vis à vis des enseignants. Mettre les parents devant leurs responsabilités et envisager des mesures s'ils refusent. Prévoir des sanctions pénales sévères contre les parents qui brutalisent des enseignants. Les incivilités des politiques qui se permettent de raconter n'importe quel mensonge, s'ils pensent que cela les fera réélire. Le zonage en bas des tours d'immeuble. La dégradation du bien public. Tout dégât occasionné par un individu ou une association d'individus devrait être remboursé. En cas de dégradation lors d'une manifestation, les organisateurs devraient prévoir une caisse pour le remboursement.

Le bruit et la vitesse des voitures, motos et quad => Que la police et la justice fassent leur job et verbalisent ou confisquent Le petit vandalisme et vol : casse mobilier urbain, voitures, vols

de vélos, scooters => Que la police fasse son job mais surtout que les juges et magistrats condamnent et cessent de prôner le pardon, la xième chance, le laxisme LA violence pour rien : que la justice condamne véritablement BREF, la police doit faire son job mais elle n'aura envie de le faire que si derrière les juges condamnent et que les peines sont exécutées réellement . Et il faut aussi arrêter de croire que la prison doit être un hôtel avec téléphone, télé, etc.... Il faudrait revenir au bagne ou aux TIG et parfois même remettre la peine de mort. Aujourd'hui, seuls les gens sages et avec des valeurs ont peur de la prison MAIS c'est pas eux qui posent souci !!!!!!!!!!!!!!!!

la violence et le non respect d'autrui

Le non respect des petites règles en général : les voitures garées sur les trottoirs, le non-respect de la propreté des espaces communs, les automobilistes au comportement agressifs vis-à-vis des piétons ou des cyclistes, le sens de montée dans les bus, les bousculades sans excuse, etc.

Le racisme, l'homophobie et les zones de non-droit dans certaines banlieues.

Les incivilités les plus pénibles au quotidien sont: a) l'agressivité verbale et physique dans les lieux publics ainsi que les déjections humaines sur la voie publique b) la violence routière, les chauffards, tous ceux qui ne respectent pas le code de la route c) le harcèlement/la violence en milieu scolaire scolaire ou péri-scolaire (internet) Ce qu'il faut faire? Appliquer les lois en vigueur et pouvoir signaler certains comportements aux autorités compétentes avec une chance d'être entendu. En cas de harcèlement, prévoir des réunions avec un psychologue/médiateur pour entendre ensemble tous les acteurs des faits, imposer un suivi psychologique et scolaire individuel, faire intervenir un psychologue dans la/les classe(s) concernée(s), obliger les responsables d'établissement à déposer un rapport circonstancié avec preuves à leur hiérarchie, inclure cette problématique dans la formation de tout le personnel éducatif même pour ceux qui sont déjà en poste.

Les insultes et les menaces(je travaille sur la voie publique). Je suis quotidiennement confronté au «seul au monde» et au rapport de force...il s'agit là d'un manque notoire d'éducation et de recul(vue globale).

Les comportements pénibles des citoyens (propriétaires de chiens jeunes à vélo sur les trottoirs ou moins jeunes) apprendre aux citoyens le respect des règles de vie en commun

Non respect du code de la route, de l'espace commun par des déchets ...Non respect du bien commun, la Nature, qui est empoisonnée alors qu'elle est à la base de la vie. Là aussi besoin du respect de tous et non de ce massacre généralisé. Tant que l'on ne respectera pas la vie, on ne respectera pas l'homme.

détérioration des biens publiques. Les trafics illicites qui rendent certains lieux malfamé et dangereux. Les intimidations et violences qui ne mène à aucune punition (pas d'heures d'intérêt général) auprès des responsables. Accélérer les procédures juridiques.

VOLS AGRESSIONS VERBALES

violence et insultes à sanctionner très tôt à l'Ecole

il faut réellement punir les incivilités et en débattre à l'école

La dégradation des biens publics

Au volant (refus de priorité), dans la rue (insultes, crachats, files d'attente...)

voir questions prédédentes

Le bruit: cris de personnes dans les rues, klaxons Les déchets sur le sol , des comportements de groupes irrespectueux et qui terrorisent leur environnement.

La destruction des biens publics et le mépris des fonctionnaires. Cf supra

Les insultes en auto, le parking sur les places handicapées, le non respect des vitesses limitées sauf à l'approches des radars, ce qui crée des ralentissements très dangereux, l'insulte des femmes et homosexuels, le blocage des routes...∞

les agressions verbales et physiques , des campagnes en films, clips pour les rendre ridicules.

Amendes pour les gens qui jettent leur detritus ou cigarettes par terre, amendes tres fortes pour les casseurs....

incivilités et agression sur internet (haine / extrémisme) - déchets sur la voie publique / non respect des règles de conduite / cambriolage /

L'irrespect envers les gens et l'environnement. L'irrespect envers les professeurs, les pompiers etc.

A partir de quel niveau une incivilité n'est pas une infraction ? En fait tout est au moins contraventionnel. Ce qui me choque le plus : les tags dégradant non un portail rouillé mais un beau mur de pierre ou une porte cochère; les déjections canines; les mégots; les pots d'échappement trafiqués

Impolitesse, manque de propreté, manque de respect de l 'autre.. Etalage de «mendicité récurrente organisée» venant de pays étrangers, européens ou pas.. Avant avec des bébés dans les bras , (pauvres petits bouts) maintenant avec des petits chiens .. (pas mieux) !

Rétablir l'ordre dans les zones de non droit bien connues de tous, afin de mettre fin aux trafics en tout genre et à l'économie parallèle nuisible qu'ils engendrent, et développer l'emploi et une réelle économie dans ces zones.

Bonjour il faut revoir l ' éducation de fond en comble , et ce en instaurant des pauses lectures , des cours de yoga , d ' entraide , de bienveillance , et des cours d ' éducation civique .

Les personnes qui ne font pas attention aux autres, leur marchent sur les pieds et les bousculent. Il faut éduquer au respect de l'autre comme au Japon. Les personnes qui jettent leurs ordures partout comme autour des fast-food: cesser de vendre cette nourriture à emporter et limiter les emballages Les gens qui roulent très vite ou slaloment entre les voitures: les sanctionner immédiatement mais il faut des policiers au bord des routes. Les gens qui contestent l'autorité des professeurs ou celle des soignants aux urgences: affirmer plus clairement les obligations des élèves dans les règlements intérieurs des établissements scolaires et les écrire de manière simple et compréhensible, afficher clairement les règles dans les services d'urgence. Les mégots de cigarette jetés allumés sur le sol. Les poubelles incendiées, les boîtes aux lettres cassées. Les agressions verbales à l'encontre des personnes au service du public. Le bruit (de le voiture avec la sono à fond, des voisins, du scooter sans pot d'échappement...)

Comportements routiers, propriété urbaines (cigarettes, papier, chewing gum jetés par terre), non respect des pietions et velos qui traversent n importe comment au risque de leur vie : répression

Le bruit des motos

Dégradation du bien publique, prendre notre planète pour une poubelle, violence et non respect d'autrui. Les biens publiques sont dégradés et le villes sales: condamnées ses actes par des sanctions de participation obligatoire a des heures de participation à la réparation de bien publique. Condamnés par des amendes tous les actes de pollution. Lutter contre les violences par des agents de sécurité (police) plus présent et actif pour le maintient de l'ordre.

Toutes

Il y en a tant...

- La dégradation de bien publique - Les incivilités ou pire les agressions de nos forces de polices, de nos pompiers - Les incivilités dans les transports Suppression des logements sociaux et des aides sociales pour ces enfants et ces parents (les parents sont responsable de leurs enfants)

LE RACISME DE LA PART DES ÉTRANGERS. TROP SOUVENT LES FRANÇAIS SONT TRAITES DE RACISTES ALORS QU'EN FAIT CE SONT LES ÉTRANGERS QUI NE FONT AUCUN EFFORT POUR S'INTÉGRER. IL FAUDRAIT ARRÊTER DE CONSTRUIRE DES LOGEMENTS DANS LES PETITES COMMUNES. LE PROBLÈME N'EST QUE DÉPLACÉ.

Agressions dans la rue et transports en communs Cambriolages de maisons et appartements Dégradation des biens publics (casses, tags, ...)

Tags muraux, papiers parterre, urine de chiens sur les trottoirs, pieds sur sièges dans les transports en commun, arrogance de certains français d'origine étrangère, ...

Les insultes, les agressions verbales pour tout et pour rien, le manque d'égard vis à vis de l'autre. Considérer que la collectivité doit tout: remettre en état les espaces dégradés, ramasser les objets abandonnés parfois au pied des poubelles

Dégradation de l'environnement: jets de mégots, jets d'emballages, tags.... Poubelles pas suffisamment renouvelées en milieu urbain.

Le manque de respect, l'absence de tolérance. Cela renvoit à l'éducation des enfants

je ne vis pas d'incivilité

le non-respect des règles de vie : bruit, tabac, déchèteries sauvages

- Le harcèlement sous toutes ses formes notamment le harcèlement de rue, scolaire, au travail (très peu de procès aboutissent à une condamnation) - Le vandalisme - Le vol - les discriminations - les incivilités dû aux fumeurs et aux personnes qui jettent leurs déchets sur la voie publique Il faudrait renforcer la législation vis à vis de ces incivilités

Impolitesse, laisser-aller, individualisme, fraude, homophobie, inégalité des droits H/F....

propos sexistes dans les transports. Incivilités au volant. Vol Pour lutter : appliquer la loi chaque foi qu'un constat est fait

Dégradation du biens communs ou du biens privé avec la sensation d'impunité, non respect des files d'attente, fraude dans les transports, vol à l'arraché, agressivité au volant et non respect des autres usagers de la route, attitude des piétons et autres cyclistes, non respect des zones non fumeurs, propos sexistes .... Pour lutter : éducation dès la maternelle au respect des autres, des biens, de la discipline. Il est indispensable que les juges appliquent la loi de façon systématique. Tout acte d'incivisme avéré, doit être sanctionné dès la 1ere fois, sans laxisme. Les parents de mineurs doivent être financièrement responsabilisés. La justice est beaucoup trop laxiste.

Le sexisme est au cœur des incivilités. Rendre sa penilisation plus importante afin d'obtenir un changement drastique des mentalités dès notre société. Les déversements sur la voie publiques des déchets (objets inutilisés, mégots...)

Petite délinquance ... tout le monde en local connait ces délinquants : il faut donc une police de proximité qui connait les citoyens de son quartier

Les incivilités, c'est un sujet particulièrement agaçant. Les poubelles sur les trottoirs, les papers gras et canettes de bière un peu partout, les coups de fil dérangeants, le bruit à n'importe quelle heure, et sans parler des incivilités au volant, etc., etc.. C'est agaçant parce que rien n'y fait, cela ne fait que croître et embellir. Le vivre ensemble, ça commence par le respect des autres, ne serait-ce pas là un sujet pour une leçon d'instruction civique à l'école? Mais ce thème relève avant tout des maires, je crois. Je voterai aux prochaines municipales pour le candidat qui en fera sa priorité...

le manque de politesse , les crachats dans l'espace public , les excréments des chiens , le parler , les regards haineux ,

Le non respect des règles de circulations sur les routes et les trottoirs (trottinettes, vélos, etc.) et notamment les automobilistes qui accélèrent aux passages piétons pour ne pas perdre de temps en laissant traverser les piétons ! Les déjections canines en ville comme en campagne. Les dégradations des biens publics.

le non respect des lieux publics : détritus jetés sur la voie publique, pollution sonore. Mission d'éducation de l'école

l'irrespect, la politesse ,les insultes racistes anti blanches non reconnues car le racisme en Franc est à sens unique pour les «espèces protégées»

injures et comportements dégradants envers les femmes

Vaste sujet. Agression, vol, dégradation...

L'agressivité et les comportements à risque au volant.. des jeunes qui s'accaparent les places assises dans les transports en commun, le démarchage téléphonique.

manque de respect dans les espaces publics : jeter des détritus par terre, abimer ou dégrader des locaux et du mobilier urbain

Manquement au respect des personnes, ne pas écouter correctement les gens et leurs demande. Tous les manques de respects comptent même s'ils paraissent insignifiant. Les exemples sont très nombreux : Manque de respect du voisinage, tapage à des heures indues, brûler (et polluer fortement au passage) des feuilles ou autre alors que c'est interdit. Si vous signalez il n'y aura pas de sanction derrière alors qu'après un rappel de courtoisie, les fois suivantes il devrait y avoir des sanctions sous forme d'amende ou formation obligatoire. Manque de propreté flagrant dans les rues et dégradation diverses etc.

Le manque de respect et de tolérance

Comportement verbal agressif dans les transports en commun. Comportement égoïste dans la rue : stationnement gênant (circulation des voitures- des cyclistes, des piétons)

un simple respect des loi , des droits , une plus efficace reponse des pouvoirs publics , et suppression de la corruption qui ferme les yeux sur de graves incivilités , troubles et nuisances.

Le détournement d'argent public.

Comportement des chiens, crachats, tapage nocturne ou diurne

toute incivilité est pénible et ne doit pas être tolérée

le non respect d'autrui, l'égocentrisme. Les gens sont le jouet de la société de consommation qui ne fonctionne que sur l'exacerbation de l'individualité, en face la société civile ne propose rien, il n'y a plus ni modèles ni valorisation des qualités humaines à travers des engagements, ou autre.... les gens ont l'impression d'être dilués dans le groupe, sans incidence aucune , les jeunes devraient avoir le sentiment d'avoir un rôle à jouer, une mission dans la société.

Installer des caméras dans les lieux publics ou les endroits les + fréquentés pour être capable de réprimer les incivilités

Agressivité de certains jeunes impunie

La fraude fiscale des personnes et des entreprises. C'est de loin le problème principal qui peut résoudre le reste. Arrêtez de nous enfumer avec la fraude sociale, on connait les chiffres...

Les abus au sommet de l'état et des entreprises. Punir avec la même sévérité ces élites protégées que les délinquants lambda

Casser des commerces. Agresser la police. Proner la destruction

trop de voiles dans la rue trop d'inciviles en voiture, rond point pris contre sens, vitesse, feux non respectés vols en progression harcèlement à l'école, voir des viols (cas enfant de sixième par enfant de troisième) l'école ne remplit plus son rôle car les maitres ne sont plus respectés par les parents donc les enfants

Les dégradations et non-respect des biens publics. Le non-respect de certaines règles du bien vivre ensemble.

Comportement des automobilistes , des cyclistes en ville , des patineurs. Vitesses excessives, irrespect du code de la route, etc...La solution : Réprimer en donnant plus de moyens à la force publique. Dans un premier temps réprimer avec de fortes amendes pour les cas les plus évidents d'incivisme. L'argent collecté sera bien utile à l'Etat. Ce serait une forme d'impôt parfaitement justifié. Le comportement de trop nombreux automobilistes est irresponsable. Autre incivisme : Dégradation et pollution des lieux publics, de la voie publique : Déjections de toutes sortes, abandon sur place des déchets (canettes, papiers, etc...) Que faire ? Réprimer. En donnant les moyens et des effectifs à la force publique. Lourdes amendes , voilà un impôt justifié.

Toutes sont insupportables, les gens apaisés tout ira mieux

les dégradations .Ils faut sanctionner durement et transformer les peines a exécuter jusqu'au dernier jour en travail d'intérêt collectif

Non respect du code de la route ; tags sur les murs.

Les dégradations, l'agressivité, le sexisme, la société violente, l'absence de limite. Notre société ne protège plus du tout des atteintes à la personne. Notre police baisse les bras

Les insultes envers les femmes, les agressions et l'ingérence de la religion mulsuman à vouloir imposer ses règles notamment pour les femmes

incivilité routière, injures, comportements douteux voir agressifs

Les incivilités sur la route : les piétons qui traversent hors passage protégé ; les cyclistes (et motards) qui passent au feu rouge dangereusement, les impatients qui doublent sur des lignes blanches en situation dangereuse, l'usage de téléphone portable, ... Il y a beaucoup de radars pour contrôler la vitesse mais trop peu de contrôles pour les comportements dangereux.

Les injures gratuites dans la rue.

nom respect et danger sur la route trafic de drogue en toute impunité violences urbaines (dégradations , voitures brulés, violences physique)

la violence

la fraude

brûler les voitures, casser les biens publics : condamner plus fortement

agressions, vols

Les injures, la haine , la violence

harcèlement de rue, racisme, cyber harcèlement...gros travail à faire sur les réseaux sociaux

Téléphone à haute voix, insultes dans les transports en commun, déchets jetés sur la voie publique, tags sur les bâtiments, les murs, les maisons, dégradations en tout genre du bien public

Port du voile intégral

La politesse, le respect et la tolérance

Les groupes de jeunes. Un présence de police de proximité, d'éducateurs, médiateurs et de professeurs autour de ces publics en manque de repères et d'objectifs.

les agressions envers les agents de l'etat(pompiers, enseignants, corps medical etc) , personnes agées. informer les citoyens sur les contraintes de leur métier, leur apport à la nation

Les incivilités envers les femmes

Toutes. La fermeté dans l'application de la loi et des peines. Une justice plus rapide sur les petits délits. Des sanctions financières immédiates et appliquées à hauteur des dégradations commises.

Le non respect des lois. Punir fortement ceux qui sont nos représentants, ceux qui sont détenteurs de pouvoir et ceux qui récidivent.

le manque de respect des uns et des autres. C'est effectivement très difficile

appliquer la loi

Celles entre les citoyens nantis et les citoyens démunis. Elles sont quotidiennes et elles sont le fait des élites et de la société que celle-ci nous offre dans l'irrespect le plus total..... Je (EM) traverse la rue et je te trouve du boulot par exemple? Quelle honte de la part d'un Président de la République à l'un des citoyens dont il est pourtant le simple mandataire.

Saleté, insultes, bruit : sanctionner; pour cela il faut promouvoir l'appui de citoyens assermentés auprès des polices municipales. Bruit des 2 roues : confisquer systématiquement l'engin

Incivilités du quotidien. Trop d impunité

La dégradation du bien public, y compris par le jet d'immondices par terre. Sans aller au «social scoring» chinois, nous pourrions envisager au niveau communal un système de sanctions soit par diminution des aides servies par les collectivités territoriales, soit par des amendes administratives. La justice ne peut pas traiter tout ce contentieux, et sans réponse adaptée et rapide, les comportements déviants ne changeront pas.

Déjà que les personnes vivants en France parlent Français dans les lieux publics. Qu'ils se comportent correctement dans les transports en commun

la saleté et la grossièreté - le manque d'éducation les comportements haineux pour cause de différence de religion, de couleur de peau, de sexualité griller les feux rouges - emprunter des sens interdits

Le non respect de la propreté des rues, de la tranquillité (trop de bruits divers tolérés)

Bruit assourdissant des motos, casse de voitures, déjections canines...

mégots, papier «crottes de chien» , bruit des moteurs des deux roues, trottinettes sur les trottoirs. les pénaliser

Les incivilités sont dues principalement au fait que les comportements valorisés aujourd'hui ne sont pas le respect de l'autre, l'intégrité, l'altruisme, le courage... les bons exemples devraient venir de nos élites (intellectuelles/financières/politiques...), et pour le moment franchement c'est triste à pleurer

crachat dans la rue, mégot de cigarettes, insulte, geste obsène.

Les casseurs sont insupportables. Le coût devrait être partagé par tous : contribuables ou non !

Non respect des personnes (de la grossièreté à l'agression physique), non respect de l'espace public (salissement, tags, destructions)

!s agressions en tout genre (par la parole, les gestes, ...) mais également jets de crachats, de papiers, de détritus, mégots sur la voie publique ... Pour information mon fils a été agressé deux fois (à 12 ans, vol de son vélo, à 20 ans vol de son portable - Mon épouse s'est fait arracher son collier en accompagnant ses deux petits enfants à l'école ! Ceci dans une zone calme du 77. Il n'y a eu aucune suite !

Pas facile Peut être la condamnation facilitee de ce type d agissement

Dégradations gratuites, propretés, insultes. Agressions contre les services d'urgences (pompiers, samu...) : les coupables doivent être durement punis

Agressions (mêmes minimes) sur les femmes ; non respect du code de la route ; non respect du code de l'urbanisme ;

irrespect des autres pour lutter contre : l'éducation et les valeurs que la famille peuvent transmettre + répression

il n est pas normal que des gens puissent insulter des autorités sans sanctions.

Les dégradations volontaires, insultes gratuites et le manque de respect général.

Non respect des Valeurs établies au cours des siècles & définissant le socle d'une vie harmonieuse en FRANCE !!

VIOLENCE, LA HAINE INTOLÉRANCE

Les personnes qui croient que la rue est une poubelle géante, que le code de la route s'applique aux autres mais pas à eux...

Non respect des valeurs de la république, agression des forces de l'ordre ou des sapeurs pompiers, impolitesse, dégradation du bien public, saleté des rues suite aux déjections des animaux,

Il y a trop souvent impunité sur tous les petits délits au quotidien qui créé un climat d'insécurité .

bruit, l'extérieur semble n'appartenir à personne alors qu'il appartient à tout le monde, le non respect des règles (sur les routes, la mendicité au milieu des trottoirs...), les fraudes de toutes sortes (dans les transports, dans l'obtention des aides diverses comme le logement, les cartes vitales qui soignent bien au delà du bénéficiaire...)

Le non respect des règles. Peut-être y en a t-il trop ? Peut-être ne sont elles pas assez sévèrement punies ? Peut-être que le respect des règles à contrario n'est pas assez encouragé ????

Les caractères agressifs dans la rue et les TC mais aussi dans les SP Le non respect des réglementations (code de la route par exemple) Encore et toujours éduquer dès le plus jeune âge Appliquer réellement les sanctions prévues

- Dégradations des biens publiques, - crachats, déjections canines, chewing gum, mégots, ordures jetés dans les rues - Insulte et insécurité

- les attitudes qui mettent en danger la population comme la conduite avec un portable qui n'est pas sanctionné finalement ou très peu faute de moyens - les trafics que l'on va se dérouler dans la rue sans que la police intervienne ou alors elle intervient arrête les dealers qui reviennent de jours plus tard il y a un sentiment d'impunité qui est insupportable - en terme d'incivilités il y a la raquette des agressions verbales physique dans la rue mais c'est toujours pareil si personne n'intervient autour pour aider la victime rien ne se passe Pour lutter contre les incivilités il y a toujours deux aspects la prévention l'éducation pour expliquer mais ensuite il faut que cela a été fait correctement et que les incivilités se poursuivent alors il faut punir sanctionner sévèrement . la France est beaucoup trop laxiste les juges en particulier . certains jeunes récidiviste ont un casier plein ils sont toujours dehors après des vols de voitures de scooter des trafics.....on devrait faire ce qui a été fait aux États-Unis dans les années 90 à New York zéro impunité zéro récidive . Au bout de trois délits quelque soit le délit c'est la prison avec des vraies peines de prison pas du sursis .... la criminalité est ainsi baissé de 60 % .

L'agressivité des gens, que les gens retrouvent du pouvoir d'achat et non qu'ils soient prit à la gorge par les factures

Violence routiere

Les gens qui jettent les déchets partout. Verbaliser ceux qui sont pris sur le fait, les obliger à nettoyer.

les comportements provocateurs et intimidations dans la voie publique et dans les transports en commun: avoir desforces de l'ordre efficaces et soutenues par le pouvoir ; et que les représentants de l'état ne se précipitent pas chez les fautifs pour les soutenir contre les forces de l'ordre: c'est absolument insupportable

L'insécurité dans les transports publics, dans les lieux publics.

Le non respect des règles de la vie en société (bruit, cigarette dans les lieux publics,) et aussi du code de la route (et pas seulement les limitations de vitesse) (voir ci dessous) sans oublier les déjections canines en ville

1) La manière de conduire sur la route est souvent faite d'incivilités nombreuses. On voit la différence quand on a eu l'occasion de conduire aux Etats-Unis : la conduite en France est de loin beaucoup plus agressive. 2) La volonté de certains de toujours s'avantager par rapport aux autres sans aucune politesse. 3) Le comportement des parents par rapport à leurs enfants à l'école qui considèrent qu'ils savent tout et méprisent, menacent, agressent les maitres et les professeurs. 4) Le développement du harcèlement sans limites sur les réseaux sociaux. C'est facile de s'attaquer à des gens sans les rencontrer physiquement. 5) La violence de certains discours politiques qui entretient un climat de haine et qui donne le La pour les citoyens. 6) Les agressions (quelquefois très graves) que subissent certaines personnes qui veulent s'affranchir d'une religion ou qui veulent la suivre par les tenants de la vision opposée. 7) Et un grand nombre d'autres choses ...

Se faire siffler dans la rue Attouchements Les détritus et les mégots jetés au sol L'expression du racisme et de la discrimination Dégradation des lieux publics Pour lutter : Réprimer, Verbaliser réellement + sensibilisation/éducation à l'école

Insulte et violences aux personnes Fraude Dégradation des lieux

Les incivilités faites aux femmes .

donner une amende à ceux qui jettent les détrituts par la fenêtre de leur véhicule, à ceux qui urinent sur la route, à ceux qui crachent par terre

Il y en a tant ! La saleté dans les rues, sur les routes et les voies d'accès autour des grandes villes. Les comportements inadmissibles de certaines communautés qui sous prétexte de manifestations joyeuses, bloquent, perturbent, agressent (voir certains mariages dans les centres villes, voir les dégradation le soir d'une finale de coupe du monde remportée par la France...). Et on ne dit rien, one fait rien parce que ces era vécu, une fois de plus comme une orientation raciste ou une ségrégation... Ca ne peut plus durer, sauf à vouloir le FN au pouvoir !

Le cynisme politique.

La petite délinquance, vols et cambriolages Le harcèlement ordinaire quotidien pour les femmes

Manque de respect des femmes, déchets sur la voie publique

éducation et que les services publics soient vraiment opérationnels ex diminuer les attentes aux urgences, que les trains arrivent à l'heure .....

Le non respect de la personne, si c'est une femme, quelqu'un de plus petit que la majorité, de plus gros, de plus grand, de religion différente, de tenue vestimentaire différente... Renforcer, dès l'école, la démarche de tolérance, de compréhension que quelqu'un de différent n'est pas moins bien que soit et qu'au contraire, cette différence peut apporter beaucoup. L'enfance passée, utiliser peut-être les médias, la Tv notamment, internet pour diffuser des exemples concrets, des mini-reportages sur des moments de vie de toutes les typologies de personnes... moment de vie en positif, comprendre en quoi c'est différent mais intéressant et ni mieux ni moins bien. moment de vie négatif, que recent, que vie la personne quand elle subit l'incivilité...

C'est souvent la méconnaissance qui fait que les gens ont peur et par réaction sont désagréables...

détérioration de l'environnement : déchets, tags mauvais comportement : impolitesse, harcèlement

Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

sanction !

Rappeler que « tout émeutier qui s'attaque aux forces de l'ordre risque sa vie » ! Il est intolérable dans une démocratie de voir les forces de l'ordre reculer devant la violence. Voir l'inverse rassurerait le citoyen.

Favoriser le dialogue et non la répression.

Il faut des amendes et de la médiation, des sanctions et du dialogue, valoriser les comportements responsables... Dans les transports, il manque des médiateurs, hors contrôleurs, pour rappeler les bonnes règles du vivre ensemble.. Arrêter de réparer les radars fixes et augmenter les voitures-radars.

Être beaucoup plus sévère ; augmenter les pouvoirs de la police ; créer des camps pour les ados . Transformer les prisons diminuer les droits d'esbroufe prisonniers portable tv et augmenter leur accès à l éducation. Arrêter le pat de vagues !

FORMATION ENSEIGNEMENT ET SEVERITE

Appliquer la loi et durcir les sanctions. Les rappels à la loi ne suffisent plus. Peines plancher en cas de récidive. Sanctionner les parents des jeunes délinquants

Multiplier les amendes et généraliser les travaux d'interet général pour les personnes qui dégradent

être bien plus inflexible quand au respects des lois. Punir!

Etre plus repressif

Les sanctionner plus sévèrement

Tolérance 0 ! Sévir, être intransigeant et faire respecter l'esbroufe sanctions

Travaux d'intérêt général, renforcer l'éducation dés la primaire

Eduquer les citoyens sur le vivre ensemble. Je suis constant sur ma proposition Créer un service civique obligaoire de 3-6 mois tous les 15-20 ans

Multiplier les poubelles avec tri. Fortes amendes pour ceux qui jettent des mégots, des papiers au sol et autres déchets.

investir dans l'éducation des très jeunes et «réguler» «encadrer» des éléments de l'environnement actuel (réseaux sociaux, informations, sociétés multinationales,..).

Voir ci-dessus. Réagir dès le début avec une peine adaptée. Bien sur, il faut, comme dans beaucoup de cas, du personnel...

ci dessus

Définir des règles et sanctionner les contrevenants. En clair faire bénéficier les bons citoyens et non pas les pénaliser

sanctionner sévèrement pas forcément de la prison mais des peines d'intérêt général

Mettre en place une éducation digne de ce nom et appliquer une répression sans faille selon les lois en vigueur, trop souvent bafouées en toute impunité!!

Sanctionner intelligemment.

Multiplier les patrouilles pédestres, les contrôles, et ensuite à la justice de se montrer des plus ferme.

augmenter les peines par des travaux intérêt général et afficher la responsabilité des délinquants

Que la justice soit plus sévère dans tous les cas

Renforcer la lutte contre la fraude et l'exil fiscale.

Une présence policière plus grande, présence devenue inexistante sur nos routes et particulièrement en ville

moins de tolérance ; sensibiliser d'avantage les plus jeunes et sanctionner quand c'est nécessaire

Ne pas tolérer les agressions verbales , ni les rodéos urbains.

Ne pas les tolérer , identifier les auteurs, comprendre les motivations de l'incivilité mettre en place des travaux d'intérêts général dans une structure adapté au profil de l'individu concerné

Mettre des amendes payables immédiatement ou des sanctions en fonction de l'incivilité. Donner plus de crédibilité et de pouvoirs aux forces de l'ordre

La prison mais aussi faire payer cette pension par les détenus ou leur famille de plus une prison ne doit pas être un lieu de villégiature mais un endroit ou l'on n'a pas envie de retourner prenez exemple sur les prisons japonais ou est enfermé Carlos GOHN

restaurer l'autorité de l'Etat et rester fermer pour le respect des 80 km/h.

Appliquer reellement les sanctions lorsque celles ci s'imposent.

Transformer la justice pour que les délinquants n'att Pas leur jugement qui doit être ferme donc plus de centre de détention pour les mineurs et primodélinquants.

Déjà balayer devant leur porte et ne pas en commettre l'incivilté c'est aussi empécher les gens d'avoir des rapports normaux avec les administrations il n'y a qu'a voir comment vous parle la police lors d'un controle .

pas grand chose... c'est l'affaire de tous.

Les incivilités quotidiennes sont un problème d'éducation parentale et scolaire. A part soutenir les enseignants quand ils sont victimes d'incivilités, je ne pense pas que l'on puisse faire autre chose...

Éduquer, Sévir

Voir ci-dessus

plus de répression immédiate sans passer par le procès

le moins de lois possibles, plus d'education

Légiférer ne sert à rien si les lois ne sont pas appliquées, surtout qu'il en existe certainement déjà. Cela commence à l'école par l'éducation et chez soi.

Sanctionner. Et appliquer les sanctions. S'il s'agit de jeunes, impliquer les parents.

Faire appliquer la loi sans faiblir, que la justice défende les victimes et condamne les délinquants. Soutenir les policiers dans leur mission et arrêter de les accuser en permanence de brutalité envers les délinquants. Ils font leur travail et doivent être respecté.

Sévir

Faire respecter la loi, codes et les règlements. Revoir les lois sur la délinquance des mineurs et la responsabilisation des parents. NB: OUI aux 80 kmh et aux radars pour lutter contre la délinquance routière et notre triste bilan de morts et blessés sur les routes . Combien, de morts seront imputables aux délinquants qui ont saboté 60% des radars!!!

Rétablir la discipline à l'école et rappeler au «syndicat de la magistrature» qu'un délinquant n'est pas nécessairement une victime de la société, mais qu'au contraire, le justice doit protéger la société des délinquants.

Avoir la plus grande fermeté vis-à-vis de ces comportements en responsabilisant les enfants et leurs parents sur les sanctions encourues par les deux : obligation de réparer, de participer à des travaux d'intérêt collectif, à des ateliers d'instruction ci-

vique (sur le modèle du rattrapage de points pour le permis de conduire) pouvant aller jusqu'à des retenues sur les allocations versées

Supprimer les aides dont bénéficient les gens qui commentent des incivilités: aides sociales mais aussi crédits d'impots pour les plus riches

Prendre appui sur l'école pour inculquer les valeurs fondamentales aux élèves, sanctionner les parents dont les enfants causent des incivilités, enfreignent la loi (retenues sur allocations familiales)

sanctionner fortement nous avons des lois ,il suffit de les appliquer

Obligation de soins pour la délinquance sexuelle avec contrôles réguliers du suivi de traitement. Sévir et punir très fermement les drogués et alcoolisés au volant. Confiscation des véhicules gel des cartes grises ...etc

Prends les exemples les plus flagrant et montrer par pédagogie comment s'améliorer

C'est la justice qui doit s'en saisir

Education et répression

Présence Humaine et Video.

Eduquer et sévir.

instaurer la participation à des actions dans des associations par exemple déjà faire comprendre ce qu'est une incivilité, l'expliquer, et faire prendre conscience de leur impact.

pédagogie/éducation et «punitions» (exemple nettoyage des lieux souillés...)

Il existait autrefois des maisons de correction. Pas très reluisant, mais si les parents sont incapables d'éduquer leurs enfants, il vaut mieux leur retirer et qu'une organisation s'en occupe avant qu'il soit trop tard.

Voir avant => Eduquer les Juges ou les changer !

punir plus fermement les incivilités et brutalités, travail d'intéret général obligatoire plutôt,que prison ; faire payer les repas des prisonniers qui n'ont pas à être à la charge de nos impôts

Être plus présents à l'extérieur qu'enfermés dans des bureaux.

Accepter de reconnaître la montée d'un certain racisme anti-français et le combattre. Le «vivre ensemble» claironné de façon si tonitruante depuis si longtemps, se doit d'être réciproque entre étranger et français comme entre français et étranger : des droits identiques doivent entraîner des devoirs identiques. Les migrants illégaux doivent être reconduits dans leurs pays et si possible aidés dans ceux-ci.

Voir ci-dessus et conserver la limitation de vitesse à 80 km/h sur les départementales; systématiser les contrôles de vitesse à l'entrée des villages et pénaliser en conséquence, verbaliser les conduites dangereuses sur autoroutes à l'aide des caméras de surveillance, sanctionner l'agressivité verbale ou physique constatée dans les lieux publics.

éduquer mais aussi sanctionner à bon escient

Une seule solution les amendes et l'éducation des plus jeunes à la citoyenneté.

Faire appliquer la loi de façon plus systématique. Le sentiment d'impunité ambiante ne devrait pas exister. L'état doit protèger le citoyen, on ne le ressent plus depuis longtemps.

A part faire des investissements urbains réfléchi, je ne sais pas.

EDUQUER INFORMER DONNER L EXEMPLE

ne pas laisser passer, réfléchir à différentes mesures dont la suppression des allocations familiales

Sanctionner sans faiblesse ni molesse

Pour les incivilités, toute faute mérite une sanction proportionnée. Il faut promouvoir les travaux d'intérêt généraux pour toutes les fautes mineures.

Être exemplaire !

Sanctionner réellement . Une plus grande visibilité, plus de fréquences des services de sécurité sur l'ensemble du territoire et dans les zones difficiles pour assurer la sécurité de tous

Punir et expliquer, toujours expliquer jusqu'à ce que ça rentre !!

Faire respecter la loi, user de la force en cas de refus, faire payer immédiatement par une amende ces incivilités, comme pour le stationnement gênant.

punir si c'est grave

Le gouvernement doit ecouter davantage mais etre super ferme sur tous les debordements, afin de preserver l'etat de droit!

preventif et repressif proportionnellement à la gravité des faits

Être plus pédagogue et lorsque cela ne suffit pas, plus répressifs.

Il y a des pays où il n'y a pas de déjection canine et de mégot par terre. Inspirons-nous en.

Supprimer les allocs, (ou une partie) pour ceux qui en ont, distribuer des amendes, quant on touche à l 'argent , ça bouger.. ! Et au moins , ce ne sont pas des innocents , gentils qui paieront...

Remettre en place une police de proximité et des Services de l'Etat.

Intransigeance !

Bonjour il faut mettre en place un tableau d ' évaluation , à la première incivilité une récrimination verbale en expliquant le pourquoi , et le comment , à la seconde incivilité un cours d ' éducation civique renouvelable , à la troisième incivilité punition incitative des parents , et à la quatrième incivilité travaux d ' intérêt général .

Dans le milieu scolaire: impliquer la responsabilité des parents dont les enfants se comportent mal. Faire dans les écoles des séances pour apprendre aux parents à éduquer leurs enfants, de la maternelle au lycée. Faire un suivi régulier des familles concernées. Dans l'espace public: rétablir une police de proximité qui pourra infliger du travail d'intérêt général de nettoyage public pour les pollueurs, et veiller au respect de chacun et notamment des femmes. Remettre des policiers au bord des routes pour sanctionner les comportements dangereux (et les défauts de permis et d'assurance). Dans les services publics: faire appel à des agents de sécurité.

Informer prevenir et sanctionner.

Condamnés ces actes par des obligations a réparer les dommages.

Des peines de travail obligatoire au service des autres pourraient peut être changer la mentalité de certains.

Privilégier l'Éducation. Faire à l'École ce qui ne se fait plus forcément à la maison.

Suppression direct des aides

IL FAUDRAIT PLUS DE SURVEILLANCE POLICIÈRE SURVEILLER LES ASSOCIATIONS .

Mise en place de vidéo surveillances permettant d'identifier les auteurs d'actes malveillantset d'envoyer les forces de l'ordre pour intervention. Comparution immédiate des auteurs et sanctions pénales appropriées avec obligation de prise en charge par les auteurs des coûts de réparations.

L'éducation à vie collective et au respect de l'autre en permanence. Sanctionner rapidement et légèrement les petits écarts avant de devoir en venir aux sanctions pénales lourdes.

de la fermeté !

Bis répétita: Que les contrevenants mineurs à la loi soit assujettis à la réalisation de travaux d'intérêt général. Affichage plus important de ce qui est interdit. Principe de base: l'article 4 de la déclaration des droits de l'homme de 1789 : «La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui »

Des rappels à l'ordre et aux valeurs nécessaires à la vie en communauté, et punir les fauteurs de troubles en évitant la prison qui a tendance à ne pas améliorer leur comportement, avec des travaux d'intérêt général utiles à la société si on ne peut leur imposer la réparation directe des incivilités qu'ils ont fait subir

Sanctionner très rapidement et très lourdement les incivilités constatées

Verbaliser, avoir plus de policiers, de gendarmes, de magistrats et maintenir les Tribunaux d'Instances ainsi que les juges de proximité Plus de places dans les prisons, réduire la durée du délais de procédure judiciaire

Justice moins partisane et moins laxiste. Plus de travaux d'intérêt collectifs donnés aux délinquants. Des prisons plus modernes et plus nombreuses en faisant si possible du sur-mesure (s'inspirer des modèles d'Europe du Nord) et en accompagnant les réinsertions.

Appliquer la loi, responsabiliser les casseurs ou les personnes inciviles en leur faisant prendre en charge les couts générés par leur attitude. Une diminution - voire suppression ponctuelle - des aides perçues serait juste. Un service civique obligatoire peut aussi être exigé pour sensibiliser ces personnes aux conséquences de leurs actes sur l'environnement, les accidents, le mal être des autres, les couts etc.... : D'une manière générale, les parents de mineurs récidivistes devraient voire une ampuation de leurs aides sociales

Sanction - Education - Responsabilisation des parents de mineurs - sanction systématique même pour les mineurs (financière ou travaux d'utilité ou stage de citoyenneté)

Augmenter la proximité avec les citoyens par l'augmentation des patrouilles en civiles avec verbalisation immédiate.

Davantage de fermeté

Tenir ces engagements en terme de sanction ...

Davantage de fermeté

tolérance zéro

Etre plus fermes dans l'application des sanctions. Agir en mode commando, faire des exemples et communiquer de façon virale pour jouer sur la dissuasion. Utiliser la vidéo surveillance.

voir supra

Plus de sévérité, établir le travail d'intérêt général obligatoire pour les délinquants et leur faire reconstruire à leurs frais les destructions occasionnées

Informer, former, puis Sanctionner. Cesser cette tolérance autour des violences sexistes et sexuelles. Censurer les pubs limites (et il y en a des paquets); montrer des femmes dans tous les métiers

Des sanctions (financières) lourdes et significatives .

Informer, éduquer, informer éduquer...mais sans infantiliser...

Pédagogie et sanctions IMMÉDIATES; il n'y a pas lieu de durcir les sanctions mais donner au policier le droit de les appliquer sur le champ, tout en laissant au sanctionnés la possibilité de se pourvoir en justice.

c'est aux parents d'éduquer leurs enfants, pas aux pouvoirs publics. Pour les parents récemment installés et arrivant de l'étranger, leur inculquer les règles de savoir-vivre admis dans notre culture, qui peuvent ne pas être les mêmes que les leurs

La première fois que l'incivilité est constaté il faut rappeler courtoisement les règles et dès la deuxième infractions sanctionner par amendes ou selon le contexte éduquer via des formations des séminaires etc.

Prévoir davantage de morale et d'instruction civique a l'école et plus tard dans la vie d'adultes .... amendes

Organiser des polices de proximités qui avertissent, donnent du sens puis sancationnent si néçessaire

ne plus etre corrompu !!!

Donner l'exemple.

police de proximité

Ne pas les tolérer

déjà les personnes en responsabilité devraient donner l'exemple, ce sont les premières incivilités à réprimer. Punir les gens ne sert à rien, il faut leur donner une place dans la société, un rôle à jouer, qu'ils sentent qu'ils peuvent avoir un impact bénéfique sur la vie du groupe.

sanctionner d'une manière ou une autre, si l'éducation n'a pas été efficace.

1. pour commencer, adoptons la méthode américaine: une personne qui a un passeport français paie ses impôts en France. 2. Attaquez-vous vraiment aux paradis fiscaux et à la réforme des banques. Après on pourra causer...

Appliquer la même justice pour tout le monde

De la vulgarisation

déjà que les tribunaux fassent correctement leur travail pour les cas plus graves sentiment de non punition

Informer, expliquer, convaincre...

Réprimer en donnant des moyens et des effectifs à la force publique. (Gendarmes, policiers, ASVP, etc)

il y a lieu avant de répondre à cette question de définir la nature des incivilités. ce débat devrait apaiser non dresser les gens les uns contre les autres. mauvaise question.

Etre répressif avec toujours l'idée que les gens sont perfectibles d'ou le travail d'intérêt collectif

Sanction le plus tôt possible et application certaine de la sanction

Sanctionner davantage les agressions y compris verbales

Faire respecter la laïcité et ne pas être laxiste et complaisante avec la communauté mulsumane

la suppression de certains droits (allocs, caf, etc...) dans le cas de non respect

Sanctionner

Tolerance zéro, sanction tres lourdes quel que soit le délit, meme s'il sagit du 1er abaisser à 14 ans la résponsabilité pénale sanctionner lourdement les parents d enfants délinquants

aucune tolérance

Faire respecter la loi

Etre plus ferme dans la sanction, faire payer les fautifs et récompenser les gens civilisés

C'est le rôle des familles de contribuer au contrôle social.

sanctionner

Sanctionner immédiatement, plus de laxisme, des amendes obligatoires, les casseurs sont les payeurs.

plus de prévention, de travail en amont, comme ce qui est entrain d'être créé avec le harcèlement de rue... Revoir certaines définitions...pour pouvoir punir plus de choses...

la justice doit etre plus ferme, en france il vaut mieux tuer une personne que ne pas payer ses charges sociales. la peine est

moins lourde !!!! Il faut donner aussi plus de latitude aux fonctionnaires de police. il est anormal que ces derniers ne soient pas respectée, la police doit tout de meme susciter un minimum de crainte.

Etre plus ferme dans les condamnations, surtout lorsqu'elles sont répétées par le même individu.

Punir

Prévenir, Réprimer et Punir les comportements incivils

Plus de réactivité, notamment avec une police de proximité (qui ne ressemble pas à des robocop bien sur).

hors le devoir d'information, punir plus ou moins sévérement les coupables en fonction de leur action coupable

S»appuyer sur le monde associatif

De la fermeté

les punir quand on peut mais surtout les denoncer

appliquer la loi

Ne pas mettre d'hu

Sanctionner

Application de la loi et renforcement des travaux d intérêt général pour les incivilités

Frapper au porte-monnaie mais sans passer par le système pénal car la Justice est engluée. Il faut des amendes administratives, la privation d'allocations, ou de certains droits.

La formation

Être plus ferme

Une présence sur le terrain

former les enfants et pénaliser les adultes

Etre probes, transparents, donner l'exemple en étant les plus rigoureux possible sur la loi, la déontologie.

tolérance zero même pour un mégo jeter dans la rue

Il faut appliquer les lois. Il vaut mieux une punition faible mais automatique qu'une punition importante qui ne s'applique jamais. Exemple : piratage informatique : aucune sanction ou sanction énorme

Pour la prévention: intervenir dès les petites classes Pour la répression: amendes dissuasives et appliquées, travaux d'intérêt général (réparation des dommages subis par les biens publics, par exemple nettoyage des tags)

réprimer de façon adaptée. Est-il normal que depuis de nombreuses semaines de nombreuses manifestations se terminent par des casses de mobiliers, boutiques et agressions de personnes et représentants de l'ordre. Et que dire des agressions de pompiers !

Sanctionner certaines d entre elles

éducation et répression ; transformer les peines en temps «civique» (ex : aides aux brancardiers blessés de la route, nettoyage des rues pour ceux qui dégradent par tags, ... , un mois dans un Ephad, ...)

Information et Repression

mieux sanctionner

Réprimer, éduquer.

Rétablir les travaux d'utilité publique Les casseurs réparent, les incendiaires replantent ...etc

FAIRE RESPECTER LA LOI ARRÊTER DE NE PAS VOIR CE QUE TOUT LE MONDE VOIT! REDONNER DU SENS A L'EFFORT ET AU TRAVAIL

Former les citoyens à mieux réagir et à ne pas trouver normal les incivilités.

Tolérance zéro avec des sanctions pour chaque incivilité , utilisation de la télésurveillance pour verbaliser

On ne peut pas mettre un policier derrière tout le monde. Éduquer ses enfants est un des premiers devoir vis a vis de la société mais c'est une responsabilité individuel et avant tout celle des parents .

Faire appliquer les règles qui existent.

Appliquer les sanctions prévues et ne plus trouver d'excuses Le politiquement correct à des limites et contrarie la responsabilisation citoyenne

Sanctions non négociables et totalement appliquées

Sanctionner réellement avec des amendes ou de la prison . ceux qui ne peuvent pas payer leurs amandes doivent faire des TIG . il faut il faut impérativement trouver un moyen pour que même les plus pauvres payent leur dette à la société quand ils ont violé la loi . Sinon il y a un sentiment d'impunité et d'injustice et cela mène au pire . malheureusement la politique de la France depuis 40 ans a crée une sorte de caste dans la société à qui on autorise beaucoup trop de choses , beaucoup trop de délits et qui sont peu sanctionnés et dans le même temps ils bénéficient d'avantages sociaux très important. où est la justice ?

On éduqué pas des adultes ou c'est trop tard

Education et repression des comportements illicites

Eduquer les enfants à se comporter correctement et à lutter contre ces délinquants.

voir ci dessus

Faire preuve de fermeté => amendes, condamnations. Aujourd'hui, on a l'impression que pour certains, TOUT est possible et qu'il n'y a que des sanctions sans suite d'où le sentiment d'impunité chez certains.

plus de pédagogie pour les petites incivilités mais aussi plus de fermeté pour les récidives

1) Ne pas montrer d'agressivité auprès des citoyens et des élus (je pense que le Président malgré les petites phrases qui ont été mises en avant par la presse est plutôt sur la bonne voie dans ce domaine : il développe des propositions sans attaquer les propositions adverses). 2) Montrer l'intérêt des comportements d'accueil des autres.

Sanctionner fermement : Contraventions, travaux d'intérêt général, journée de nettoyage et/ou de réparation des lieux dégradés.... , Caméra de surveillance Sensibiliser

Trouver du travail Renforcer la lutte anti-fraude

former les jeunes, informer par les médias que certaines attitudes ne sont pas acceptables.

Apprendre aux enfants de primaire et de collège à ne pas céder à la violence, à respecter les personnes et les biens . Leur expliquer que c'est finalement aussi à eux même qu'ils nuisent quand ils se comportent mal . Il pourrait exister des temps d'enseignement pour apprendre à réfléchir , débattre , s'exprimer ...

donner des amendes

Ne rien lâcher. Sanctionner dès la première infraction. Pas de rappel à la loi mais une obligation de réparer, de nettoyer. Les TIG sont bien plus utiles à condition d'être effectués réellement.

Obligation d'exemplarité.

La première étape serait de commencer par s'en occuper en maillant le territoire «à l'ancienne», avec l'appui des citoyens

Donner des amendes

que les services publics marchent correctement et que les individus manquant de respect envers le personnel passent quelques heures dans le service !

Je ne suis pas sure que la verbalisation soit le remède... sans doute plus 'l'éducation au sens large', la sensibilisation...

la fermeté

sanction immédiate (amende, comparution immédiate) avec réparations si dégradations et obligation de participer à une journée civique pour rappeler les devoirs et droits de chacun.

Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?

le rôle de chacun est de ne pas faire à autrui ce que l'on n'aimerait pas qu'on nous fasse... cela a un mot : le respect

Être catholique..... Je plaisante. Apprendre à vivre ensemble. Se respecter les uns les autres. Ne pas cracher sur l autre.

Simplement respecter les règles, réglementations, code de la route etc.

Ne pas attendre tout de l'etat . Améliorer l'education Des enfants.

LE RESPECT ET LA PRISE EN COMPTE DES EXIGENCES DE LA VIE COLLECTIVE. ON A DES DROITS,CERTES,MAIS AUSSI DES OBLIGATIONS

Se responsabiliser

respecter la loi

Commencer par respecter la loi et les règles democratiques.

Commencer par sanctionner. Car tout le monde devient de plus en plus incivile en vouant le voisin qui fait pire sans jamais être sanctionner. Il n'y a aucune prime aux vertueux aujourd'hui et pas de sanctions pour les irrespectueux

LA LEÇON À SES PROPRES ENFANTS

Ne pas laisser faire autour de soit, donc ne pas avoir peur de faire une remarque quand on constate une incivilité

Cela commence par soi. Se comporter comme l'on souhaiterait que les autres se comportent.

Solidarité et fraternité.

Prendre conscience qu'ils font partie d'une société et que chacun à un rôle dans sa santé.

être poli soi-même à chaque occasion, en famille comme à l'extérieur, se montrer généreux pas rancunier. Donner l'exemple. Enseigner les règles du bien-vivre à nos propres enfants.

signaler anonymement les incivilités (déchets sauvages par exemple) à des référents locaux mairie, police....une formation par des professionnels auprès des citoyens peut permettre d'intervenir et d'expliquer l'absurdité de ces incivilités, couteuses par ailleurs (nos impôts paient les pots cassés

Considérer que la civilité est un engagement personnel et non collectif. Arrêter de se dire je suislaseulealefaire et je suis vraiment cruche

respecter la loi, arrêter de se croire supérieur à l'autre, plus de compassion

Que chaque mairie mette en place un cahier de doléance ou une page internet spécifique pour dénoncer ces incivilités et proposer des solutions.

Oser faire les remarques de façon ferme tout en restant courtois.

Ça s'est tres compliqué, sachant que ces bandes se considèrent en dehors...

être sur que la justice ne se retourne pas contre nous et nous protége

Ne pas tolérer les manifestations publiques non déclarées (idem Allemagne)

S'opposer aux incivilités (sans cependant se mettre en danger) chaque fois que c'est possible

que chacun éduque ses enfants et lui inculque les valeurs de respects

Avoir le courage de signaler tout problème aux services concernés

Ce n'est pas aux citoyens de faire la loi

éducation à l'école, au permis de conduire.

Voter !

Élever ses enfants et respecter chacun

chacun devrait pouvoir signaler les incivilités et que cela serve. Par exemple une voiture dépasse la mienne en exces de vitesse alors qu'il y a une ligne blanche. Je le signale et il est verbalisé.

Avoir le courage d'intervenir devant chaque situation choquante, mais cela suppose de prendre des risques...

Ne jamais accepter d'être témoin d'une incivilité sans intervenir.

A part si on autorise des milices citoyennes , rien.

faire respecter son prochain

Normalement, chacun devrait réagir quand une incivilité est constatée. Mais la réaction de certaines personnes quel qu'elles soient étant de plus en plus violentes, la peur a pris le pas.

Éducation familiale.

Que chacun s'implique dans le respect de l'autre.

Capacité à faire remonter les informations sans se faire jeter

Eduquer autour de soi et être exemplaire (montrer l'exemple au travail , sur la route et à la maison)

Je paie des impôts pour en être protégé, en principe.

Ne pas se taire

Que chacun élève déjà ses enfants dans le respect des autres, favoriser la mixité sociale à l'école en commençant peut être par ouvrir la carte scolaire au lieu de travail ou d'habitation au choix. Il y a bien des pauvres qui travaillent dans les quartiers riches et qui pourraient y scolariser leurs enfants.

Avoir une attitude exemplaire et respectueuse de chacun, respecter la loi, les institutions et les biens publics

montrer l'exemple et ne pas craindre de représailles en cas de manifestation de son désagrement

Etre un peu moins lâche et ne pas rester un témoin indifférent quand une personne se fait agresser même si parfois on risque un peu sa vie.

On doit aussi encourager les uns et les autres à s'exprimer pour une infraction de comportement. Utiliser la force de la culture Française.

ne pas les accepter

L'exemple

Eduquer - manque d'education est une faute sur ce sujet

Les parents doivent donner l'exemple ; les sanctions des autorités plus efficaces.

valoriser l'acte positif.

Ne pas rester passif ou tolérant.

Education de ses enfants en leur inculquant les droits mais aussi les devoirs Dénoncer les comportements inadaptés

Oser faire de la pédagogie ou simplement des remarques aux personnes qui dégradent, salissent, manquent de respect, etc.

Se respecter et se soutenir. Apprendre à se connaitre et s'aimer. Ne pas se positionner en conquérants, ne pas se rejeter.

Déjà se comporter de façon exemplaire. Faire des interventions bénévoles dans les établissements scolaires.

La courtoisie et la politesse (bien que ce soit un signe de faiblesse pour certains - précisemment ceux qui ne connaissent que le rapport de force-)

une société dans laquelle l'éducation au respect de l'autre, à l'empathie et non une société faite pour construire des pouvoirs destructeurs.

Une application signalant les types d'incivilités (comme les signalement avec waze). Et après réfléchir aux actions pour éviter que cela se répète.

les parents doivent agir en premier, puis l'école

Cen 'est pas au citoyen de faire la police mais mettre à disposition un site internet pour témoigner

Les montrer du doigt et ne pas abandonner par lâcheté.

Que chaque citoyen puisse réagir en sachant qu'il est soutenu par les autres.

Idem

Interpellé directement la personne qui commet ces infractions, le prendre en photos la transmettre aux forces de l'ordre.

solidarité avec les victimes

Ne pas avoir peur d'intervenir et faire remarquer les incivilités.

Chacun doit etre responsable et assumer ces propres erreurs devant la justice!

Mieux sensibiliser et éduquer les gens.

Etre responsable

Ne pas hésiter à faire des remarques, Pour ceux qui voient cela.. L'indifférence est pire que tout. Je pense que c'est ce que fait déjà une partie du peuple.... En priorité , L ECOLE. L' instruction .. des parents , puis des enfants, en compléments de parents incompétents ou absents..

Se manifester et faire remarquer l'incivilité.

Chaque citoyen devrait être en mesure d'enseigner les règles civiques, dès leur plus jeune age, à ses enfants.

Bonjour il faut que tout le monde reprenne sa place d ' accompagnateur les parents , les enseignants , la société , etc . Il faut savoir recadrer un enfant avant qu ' il ne soit trop tard .

Difficile d'agir quand on est seul face a une personne agressive. Il faudrait apprendre dès l'école à réagir et à se grouper pour faire face à ce genre de comportement.

respecter autrui et l'espace commun

Le respect de l'autre

Aucune idée simple

Que la législation change, un enfant qui fait du vole a l'étalage ne doit pas ressortir comme çà mais doit fait du travail d'intérêt général doit être assidu en cours. Si il y a agression de la fonction publique c'est une peine de prison et du travail d'intérêt général (Ce sont des économies pour l'Etat et çà donne des valeurs de travail)

AUCUN RÔLE N'EST POSSIBLE INDIVIDUELLEMENT PUISQUE CES PERSONNES NE SOUHAITENT PAS S'INTEGRER

Mise en place de centres d'appel que chaque citoyen pourrait contacter lorsqu'il constate une incivilté en la signalant à partir de son smartphone avec photo ou vidéo.

Ne pas subir

J'en reviens à l'éducation, et à avoir soi-même une attitude exemplaire face à celles-ci

Un constat d'incivilité relevé par plusieurs citoyens devrait être pris en compte

Une meilleure éducation

L'éducation familiale et l'éducation scolaire. Il faut donc faire évoluer l'enseignement et responsabiliser davantage les parents.

les prévenir en commençant par éduquer les enfants -

Participer à la protection des biens et des personnes (vigi voisin, alarme dans les trains etc....) - Éduquer, signaler les personnes inciviques

S'exprimer et s'unir pour contrer les incivilités ensemble et faire changer les mentalités

Rien, nous ne sommes pas des policiers. Au mieux : éduquer à l'école

Apprendre aux gens «ne fais pas aux autres ce que tu ne veux pas que l'on te fasse» et « ma liberté s'arrête là où celle des autres commence «

Le rôle de l'éducation familiale est primordial. Il faut «déringardiser» les règles de savoir-vivre parce qu'elles seules permettent le vivre ensemble.

faire prendre conscience aux gens que les incivilités représentent des coûts . Que chaque incivilité vue fasse l'objet d'un dépôt de plainte avec punition sévère d'une justice trop laxiste et favorable aux incivilités

Ne pas laisser passer de tels comportements

Les dénoncer, pour quelles soient sanctionnées.

Faire du yoga, de la méditation, apprendre à sourire et à regarder les autres, se demander si l'urgence dans laquelle on croit être est vraiment une urgence et qu'est-ce qui est vraiment important dans sa vie...Se mettre d'accord sur une définition consensuelle du respect des autres. Eduquer à la coopération plutôt que de favoriser la compétition à l'école, comme dans l'entreprise et la vie de tous les jours...

Montrer au contrevenant si possible collectivement que la société ne tolère pas

,

On doit soit même déjà se conformer aux règles et éventuellement signaler ces incivilités, encore faut il que derrière on ne considère pas cela comme non important et qu'il n'y ai pas de suites.

Dénoncer le vécu pour demander une présence de la police de rue dans la zone sensible

un signalement au services concernés , mais si le service concerné est soumis aux consignes de «laisser faire» par les hautes instances corrompus : c'est terriblement inefficace !

Donner l'exemple et aider.

l'Education

Ne pas les pratiquer

être soi-même quelqu'un de bien, toujours, en tout lieu et avec quiconque.

S'entraîner au dialogue

donner l'exemple déjà au niveau national trop de corruption impunie, trop d'abus a la televison trop de dérapage, de gros mots, de chroniqueurs irrespectueux de violence verbale, trop de violence dans les films, trop de sexe, des films interdits au mois de 10 ans en FRANCE et dans d'autres pays le même film est interdit aux enfants de moins de 15 ans trop de violence sur internet

Montrer l'exemple...

Je ne sais pas. Il m'arrive en tant que citoyen d'intervenir, mais je me fais rabrouer où insulter. Je ne peux pas prendre le risque d'une altercation dont je puisse être victime ou coupable... Témoigner, mais attention à la délation...

Éduquer les enfants ,faire remarquer et faire comprendre les incivilités aux autres

Moins d'invidualisme = Ecole + campagne de pubs

Cours de civisme et de laïcité

compliqué ! ca passe plus par l'éducation de ceux qui en sont à l'origine

Penser collectivement avant de penser individuellement.

Réagir systématiquement.

eviter de répondre et d'envenimer quand le niveau est trop bas

Les incivilités commencent à l'école. Instaurer une vraie autorité avec sanctions si dérapage,suppression des allocations familiales pour certains, du RSA. Lorsque des dégradations sont commises dans les écoles ou autres établissements scolaires,obliger les familles des coupables à participer financièrement à la remise en état. Rétablir la morale,redonner plus d'autorité aux professeurs, aux directeurs d'école, principal de collège. Remettre la Gendarmerie au boulot en leur donnant plus de pouvoir et de respectabilité. Créer une Police de la Route, agir pénalement contre les dépassements dangereux sur les routes, défauts de clignotants, vitesse excessive et réprimander davantage l'usage de la drogue;;;; La liste est tellement longue qu'il faudrait des mois et des années pour rétablir un véritable civisme bradé par nos» MEDIOCRES GOUVERNANTS»

Respecter les lois et les personnes

intervenir, être davantage impliqué pour aider les autres

Le rôle des parents est primordial, suppression des allocations familiales en cas défaillance.

difficile à dire, car s'y opposer peut mener à des réactions violentes

Intervenir lorsque cela est possible. Mais de nos jours avec la violence potentielle des auteurs, c'est très difficile

Commencer par se comporter de facon civilisé

Bien se comporter soi-même

utiliser son cerveau?

éducation et application de la loi

EDUQUER et RESPECTER

Signaler à des concitoyens assermentés

Signaler en mairie

Ne pas faire à autrui ce que l'on ne voudrait pas qu'il nous fasse. Respecter le bien commun. Apprendre aux enfants que ce qui est gratuit est toujours payé par quelqu'un, et qu'il faut y faire attention.

La police ne se fait pas respecter comment voulez-vous que seul j'affronte ces individus. d'ailleurs il semble que dans le gouvernement vous ayez quelques problèmes!!!!

L'éducation dans la famille L'éducation à l'école

Dénoncer les incivilités mais être soutenu par la police

Un vrai engagement

permettre chacun de distribuer à la personne faisant preuve d'incivilité un prospectus fourni par le gouvernement.

Si chacun pouvait comprendre que les incivilités sont le cancer de notre capacité à vivre ensemble un immense pas serait déjà franchit pour faire les faire reculer. A chacun d'entre nous de cesser d'en produire au simple prétexte que tout le monde le fait.

rien tant que l'état ne fera pas son travail

Avoir soi-même un comportement civil

sans avis, mais je n'aime pas trop la délation .... Les flims avec des téléphones portables ou des caméras pré installées

Éducation. Intégrer cette notion dans l éducation de le plus jeune âge avec punitions travaux d intérêt général. J ai craché je nettoies.....

Eduquer nos enfants ; donner l'exemple (sourire et tendre la main)

Bien éduquer ses enfants avec de vraies valeurs.

un forme de delation ??

Montrer l'EXEMPLE

L'ENSEIGNEMENT: EDUCATION FORMATION DE TOUT TYPE CONNAISSANCE DES VALEURS

Apprendre aux citoyens à faire bloc et ne pas que chacun pense «si j'interviens ça va se retourner contre moi»

Tolérance zéro pour certain délits. Pour les petits délits l'enfermement ne sert à rien . Il faut trouver d'autres solutions .

Encourager les gens responsables et respectueux.

Respecter son contemporain !

Ne pas en être responsable soit même

Responsabiliser davantage les gens . on ne doit pas tout attendre de l'État ou de la police . en Turquie quelqu'un qui agresseraient une personne dans un bus se ferait tabasser par tout le bus . étrangement on se sent parfois plus en sécurité dans certaines villes de Turquie qu'en France où on sent que si nous arrive quelque chose il va falloir se débrouiller tout seul ou attendre la police . il faut faire prendre conscience aux gens que nous pouvons nous défendre nous avons droit de nous mobiliser et qu'ensemble on est plus fort. A ce titre il faudrait vraiment revoir les règles de la légitime défense puisque si on ne peut pas tout attendre de la police apparemment alors il faut faire en sorte que l'on puisse se défendre quand on est agressé sans risque en plus d'aller en prison ....

C'est le rôle des parents

Exemplarité des comportements individuels.

oser réagir sur le champ: mais la violence est telle que le citoyen normal n'a plus envie de prendre le risque se faire tabasser (cf affaire Marinà lyon)

Oser se manifester lorsqu'on est témoin d'une incivilité. Aujourd'hui, il y a une telle violence dans la société que cela peut s'avérer tragique d'agir

S'interposer sans se mettre en danger Arrêter d'être indifférent Faire prendre conscience de ce qu'est une incivilité pour interagir

Travailler sur l'éducation de nos enfants

être prés à réagir devant une situation inacceptable

Que chacun ait le courage de les regarder en face et de les dénoncer.

Il faut investir certains professionnels d'une autorité de police en les faisant prêter serment : exemples des moniteur de ski et pisteurs de ski face à la délinquance nouvelle sur les pistes de ski (comme aux USA). Un skieur expose les autres a de grands risque en raison d'un comportement dangereux devant un moniteur de ski : retrait du forfait ! Des scooter de mers adoptent une attitude dangereux à proximité de baigneurs ? Les maitres nageurs et secouristes de plage doivent pouvoir les dénoncer ou les verbaliser....

Participer au maillage local du territoire (sans tomber bien sûr dans le flicage ou la dénonciation pour un oui ou un non)

Signalisation à la police, pour délivrer les amendes ou personne agréée pour cela.

monter l'exemple par de l'amabilité du respect par de la pédagogie

Intervenir quand elles se produisent mais plus facile à dire qu'à faire selon les conditions... Pour autant, si 5 personnes réagissent, et non 1 seule, c'est forcément plus réalisable.

Etre attentif et réagir

Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?

racisme (anti-noir, anti-blanc, anti-maghrébin...), communautarisme religieux (musulman et juif notamment) mais aussi de classe sociale (personne avec un certain statut social/pouvoir d'achat se croyant valoir plus que les autres citoyens)

La maladie mentale qui touche pourtant 1personne sur cinq est diabolisee. Sur France deux un reportage sur schizophrenie... ils n'ont parlé que de Satan. La dépression la bipolarité les toc et la schizophrenie ne sont pas sataniques nous ne sommes pas au moyen âge tt de même.... Et La discrimination sur apparence physique relayée par les médias.

Les femmes sont celles qui subissent le plus de discriminations et le plus d'incivilités.

Racismes

DEGRADATIONS PERSONNES AG2ES OU HANDICAPES

L'homophobie, le rejet des personnes agées et/ou en situation de handicap, la fracture numérique.

Homophobie.

Sexistes, ethniques, communautaristes ou religieuses

J'AI DE LA CHANCE CE N'EST PAS MA PRIORITÉ

La concentration dans les mêmes territoires des populations immigrées. La difficulté pour elles à trouver un job

Le mauvais usage des aides de l'Etat

L'IMMENSE MÉPRIS et la condescendance de certains délégataires de fonctions publiques sur l'ÂGE en particulier, l'origine sociale, les diplômes, le physique etc...

Pour l'égalité des chances en fonction de son genre, origine, scolarisation ou localisation

racisme, handicap, sexe

Sexisme,age

les réflexions sexistes, des hommes qui ne savent pas se tenir en présence d'un femme(les hommes politiques devraient donner l'exemple)

Positive ! Aujourd'hui les discriminations sont aux bénéfices des minorités actives, on créait nous mêmes des différences !

ne plus entendre le français dans les transports en commun, les marchés, les magasins ,les cafés et les filles d'attente le non respect des femmes et séniors le refus de laisser passer un handicapé les barbecue dans les parc public les insultes aux policiers et agents administratif

Discrimination contre les femmes par certains individus des cités dans les transports publics, bars, restaurants et dans la rue.

Je suis un homme blanc athée hétéro et ne suis donc pas directement concerné par l'antisémitisme, le sexisme, l'homophobie ou le racisme mais ces discriminations me paraissent bien ancrées en France même sous couvert d'humour par moment.

selon l'origine sociale ou la couleur de peau

pas réellement rencontrées

sexisme et homophobie

racisme

La discrimination qui se développe c'est celle de l'argent : pour la santé (dépassements d'honoraires), l'éducation (écoles privées et différences selon les quartiers et territoires), la justice. Attention, elle se fait sans bruit et grandit.

Le racisme anti blanc

propos racistes envers les émigrés.

Discriminations raciales, hommes / femmes notamment sur les salaires.

Homme/femme et religieuse

Le sexisme...

la justice à 2 vitesses, les privilèges

La discrimination anti- chretienne et anti- française

discrimination envers les plus faibles, les «étrangers», les handicapés dont je fais partie (hémiplégique avec besoin d'accompagnement)

non respect des handicapés (mon épouse l'est. on pourrais écrire un livre dessus)

A mon niveau, pas de discrimination bien que je sois entièrement contre. Il y a des personnes de bien de partout. Ce que je constate surtout est le manque de respect du code de la route (tant des automobilistes que vélo et compagnie), donc de l'autre. Ceci indique un refus de vivre en collectif et de respecter les règles définies.

Envers les personnes âgées.

Plutôt que de discriminations, je parlerais d'iniquité, par exemple devant l'impôt

Le rejet des valeurs de laïcité (communautarisme), l'intolérance, le non-respect de la liberté de pensée et d'expression, la non acceptation de la différence d'autrui

Je parraine des jeunes pour trouver un emploi, un stage. Le simple fait qu'ils n'aient pas accès à un réseau de personnes qui travaillent dans le secteur marchand (je ne parle même pas de patrons) est en soi une discrimination.

Je sais que beaucoup fraudent le fisc et trouvent ça normal, comme si c'était un jeu pour berner l'Etat. Cela contribue fortement à l'injustice fiscale.

je vis a la campagne et je suis pe confronté mais au volant les compremen sont détetestable , le «moi d'abord» est quotidien

Discrimination dûes au dipôme et parcours avec une fermeture d'esprit en France si le diplôme et/ou l'expérience ne correspond pas exactement à certaines cases à cocher

Les gens qui sont malpolie, mal compris ou racistes

le racisme

Recrutement / Reglement fournisseur des grands groupes /

les discriminations raciales

agressions verbales, le non respect de l'espace public, des commentaires et attitudes sexistes, l'espace publique accaparé par une petite partie de population

Je n'ai pas le souvenir d'avoir été témoin direct de discrimination.

Aucune pour ma part

intolérance raciale de la part des musulmans pour les «français»

Les petites phrases vexantes, l'homophobie ou le petit racisme quotidien (« je suis pas raciste, mais quand-même... », « j'ai rien contre les pédés, mais bon... »).

Pour moi, la discrimination envers les femmes doit être regardée en face.

Les discriminations faites aux femmes et aux jeunes.

fonctionnaire, je travaille moi !

Discriminations des femmes dans la rue.

le prix élevé de la culture. La culture n'est pas accessible facilement pour tous. D'où certaines fraudes, certaines colères et certaines ruptures sociales.

agression verbale petits vols irrespect

«Ici, ça pue le cochon vraiment fort, vous ne trouvez pas ?? Vous mangez du cochon, vous ?? vous ne trouvez pas que ça pue, les cochons ? C'est dégueulasse, non ?

vis à vis des femmes et des homosexuels

Sexisme, racisme anti maghrébins

L'injustice (les injustices de tous rangs)

les comportements misogynes: insultes

Sexisme, racisme

Insulte de conducteurs à d'autres conducteurs, appel de phare alors que je respecte les limitations de vitesse, dépassement dangereux, vitesse non adaptée, téléphone portable au volant, stationnement en double file...

l'homophobie reste très présente, encore la couleur de peau.

Sexisme et racisme

La sous-valorisation du rôle des femmes et l'inégalité de leur rémunération par rapport à celle des hommes à compétence au moins égale.

incivilités et agression sur internet (haine / extrémisme) - déchets sur la voie publique / non respect des règles de conduite / cambriolage /

Contrôle au faciès, discrimination à l'embauche.

aucune

insultes .. bousculades, volontaires ou pas, saletés. tout ce qui devrait être déposé dans une poubelle , et qu'on jette par terre, dans la rue, les jardins les allées etc . Immonde..

sexisme et racisme

Les personnes qui embêtent les autres dans les centres villes.

Bonjour les discriminations sont légions surtout sur les réseaux sociaux car là personne ne s ' en soucie le sexisme , le racisme , l ' homophobie , la haine , la jalousie se retrouvent dans un déversoir commun d ' ignominies en tous genres .

Des insultes racistes antisémites ou homophobes,des propos déplacés à l'égard des femmes, des bousculades.

Salaire homme femme.

Les retraites spéciales ou privilège

sexisme

Envers les femmes et parfois les personnes âgées.

Discrimination face à de l'impôt, les classes moyennes payent pour tous, Et discrimination du secteur privé face aux avantages du secteur public: calcul retraite, jours de vacances, travail à vie, etc...

Envers les personnes de couleurs blanche, si elles se font agresser par une personne de couleur ont dit qu'elles ont tenus des propos racistes et c'est de leurs fautes si elles sont dans un fauteuil roulant a l'hôpital, alors qu'elles ont juste marché dans une rue sans baisser la tête...

LES HOMMES QUI NE VEULENT PAS PARLER AUX FEMMES. LE NON RESPECT DES OBLIGATIONS DES LOCATAIRES DANS LES LOGEMENTS EN SACHANT BIEN QUE PERSONNE N'OSERA SE PLAINDRE.

Racisme latent

Hommes-femmes, vieux-jeunes

Racisme

harcèlement scolaire, au travail, dans la rue, vis à vis des étrangers, des personnes en situation de handicap, homophobie, antisémitisme

Salaire homme-femme. Trop de jeune ne trouve pas de travail. il faut partager le travail car les jeunes ne peuvent pas toucher les aides si ils n'ont pas travailler assez longtemps. IL faut taxer les produits importés: plus ils viennent de loin plus il faut les taxer: pollution, en espérant que l'on recommence à produire au plus prêt de nos besoins ce qui créera du travail en France.

Aujourd'hui ceux qui partent de France ne sont pas forcément ceux qui crient le plus à l'injustice raciale ou religieuse. Dénoncer par confort moral ne va pas forcément se traduire par un meilleur partage des valeurs. Les études sociologiques sérieuses ont la réponse à votre question. La quantification serait plus pertinente si on autorisait la prise en considération de critères de segmentation plus variés et elle permettrait de mettre en oeuvre des plans d'action plus efficaces pour réduire les discriminations.

non respect du bien publique, triche, vol, casse, sexisme, jet de detritus, non respect des files d'attente etc....

Sexisme et racisme (anti blanc)

Le sexisme et le dénigrement des femmes au quotidien

Je n'ai été ni victime ni témoin de discrimination tant le milieu professionnel que personnel

Orientation sexuelle

Je n'ai été ni témoin, ni victime de discrimination.

face de craie

Les discriminations à l'embauche pour les femmes : âge, maternité, apparence physique, moindre rémunération. La société a reculé au cours des 20 dernières années. Et le gouvernement n'est pas exemplaire, loin s'en faut.

L'utilisation intempestive du téléphone portable au détriment de la politesse et rendant les gens complètement individualistes,insouciant et se foutant pas mal de ce qui se passe leurs yeux.

Sexisme, homophobie

Tout le monde se sent discriminé à un moment ou un autre, trop jeune, trop vieux.vieille, trop gros.se, trop maigre, trop foncé de peau ou trop roux.rousse, trop petit.te ou trop grand.e, pour ses orientations sexuelles, sa religion ou absence de religion, ses idées politiques....ce n'est pas par ce biais qu'il faut améliorer le vivre ensemble et la tolérance. l

Manque de respect vis à vis des personnes âgées ou femmes enceintes dans les transports et non respects des files d'attentes en pharmacie ou à la poste par exemple. Incivilité en voiture, comportements dangereux, excès de vitesse etc. Dans notre commune systématiquement des voitures se garent sous un panneau «interdit de stationner» dans une rue très étroite en forte pente ou les voitures se croisent à peine et avec un virage à visibilité extrêmement réduite sans miroir, chemin avec trottoir minuscule qui mène juste un peu plus haut à une des écoles de la communes. C'est un simple exemple mais qui gène et rend la circulation et les sorties d'école dangereux.

Discussion d un chauffeur avec un piéton bloquant la circulation, la voie cyclable bloquée par une voiture d un chauffeur faisant des courses, des provocations verbales de jeunes vis à vis des gens conventionnels ou des filles

l'institution judiciaire qui dans son fonctionnement , en cas de graves nuisances et infractions déboute le plaignant sans moyen de se défendre et donne raison au délinquant fortuné qui a les moyens de se payer les meilleurs avocats. pitoyable justice ou n'existe pas «la liberté l 'égalité , et la fraternité».

Le rejet des pauvres, le racisme.

couleur de peau, âge

Le manque d'emploi

manque de respect entre hommes et femmes

Contrôles policiers au faciès, quartiers et écoles ghettos, harcèlement de rue des femmes

La méconnaissance qui entraîne le manque de discernement

J'ai la chance de ne jamais avoir été témoin où victime de discriminations, si ce n'est l'incivisme de la vie quotidienne. Notamment en matière de comportement routier.

quartier calme et éduqué

Accès des personnes handicapé a une vie la plus proche possible des citoyen

Contrôles d'identité au faciès

Les insultes au travail et le cyberharcelement

Les insultes et actes envers les femmes et l'insulte de sales français

homophobie, dénigrement des femmes

Un de mes fils a été harcelé en école primaire sans raison particulière, peut-être trop timide, plus calme dans ses jeux et éduqué au respect.

Envers les femmes (je suis un homme), et les personnes qui ne sont pas de type européens.

racisme sexisme

Un manque de courtoisie , de patience, beaucoup de culot et de plus en plus de la violence dans le regard et la parole

l'antisémitisme actuel est monté en épingle par les médias et relayé par des groupuscules extrêmes mais pas forcément. Très souvent ces actes odieux sont dus à des gamins désœuvrés,remontés par les réseaux sociaux, la Presse et la Télé. Si vous passiez sous silence tous ces problèmes ,cela limiterait la propagation mais les médias ,en général, sont des prédateurs pour détruire une paix religieuse. Faut-il revenir aux années 30 et connaître à nouveau le fascisme voulu par certains politiques de gauche et macronistes. N'oubliez pas que pendant la guerre ,les meilleurs collaborateurs ralliés à Pétain étaient issus du SFIO. A méditer !!

pas concerné

racisme, sexisme, homophobie

Misogynie et injures raciales

harcèlement de rue, discrimination à l'embauche, contrôle au faciès

racisme envers les français de la part de personne issue de l immigration car ces derniers savent qu ils sont «intouchable» et ne seront pas jugé

Aucune personnellement là où je vis.

Comportement des voyous dans les trains, dans la rue et dans les salles de spectacles. Les tags sur les bâtiments

Raciale ou physique (les personnes en surpoids).

me concernant , vu ma corpulence, , elles sont rares. J'ai été témoin de controle policier au faciès, d'insultes aux femmes

Le mépris des retraités

Par chance, peu de discriminations dans le milieu dans lequel je vis. Peut-être la discrimination scolaire. Les enfants ne partent pas tous avec les mêmes chances dans la vie.

les discriminations contre les personnes handicapées

Celles entre les citoyens nantis et les citoyens démunis. Elles sont quotidiennes et elles sont le fait des élites et de la société que celle-ci nous offre dans l'irrespect le plus total..... Je (EM) traverse la rue et je te trouve du boulot par exemple? Quelle honte de la part d'un Président de la République à l'un des citoyens dont il est pourtant le simple mandataire.

Je ne sais pas

Anti ceux qui onr réussi. Jalousie

Allez dans la rue sans vos sbires!!!

Certaines populations ont plus facilement des droits et des aides que le francais moyen...

Aucune

harcèlement en tant que femme: sifflement et propositions indécentes quand j'était jeune et insultes sur mon âge depuis que j'ai 60 ans!

Je suis victime de discrimination par l'Etat, en tant qu'homosexuelle, car l'Etat : - ne me propose pas d'aide pour avoir un bébé sur notre propre territoire - ne me reconnaît pas comme parent à la naissance de ma fille, portée par mon épouse - m'oblige à me marier et à adopter ma fille, que je l'ai conçue avec mon épouse

Etre une femme en France est la première des discriminations, le jour où une femme pourra accéder à un poste à responsabilité en étant aussi incompétente qu'un homme, alors toutes les discriminations auront été réglé, parce que c'est bien la dernière chose qui pourra arriver dans notre pays.

rasisme anti Français largement passé sous silence

Les contrôles «au facies»

sans avis

Handicap Personne âges Discrimination grande dès lors qu'il y a faiblesse

envers les femmes (plafond de verre !)

sur les handicapés. Racisme.

Indulgence pour les fraudeurs Abus des élus

La discrimination faite aux femmes me semble la plus répandue et de loin. Je suis un homme mais je suis aussi victime du mépris, de l'humiliation, de la différence de traitement faites à ma mère, mes soeurs, mes tantes, mes amies, ... et à la moitié de l'humanité.

LA DISCRIMINATION DU SAVOIR, DE L'INTELLIGENCE, DE L'EDUCATION LA DÉVALORISATION DU TRAVAIL

Le harcelement du rue envers les personnes différentes des standards.

La république a raté l'intégration et a créé malgré toutes les bonnes intentions le communautarisme . De ce coté l'échec de la république est total .L'ignorance , la peur , la suspicion s'est installée. Lutter contre la discrimination à l'embauche est une priorité.

Témoin de discrimination religieuse.

Discriminations envers les femmes et les plus faibles : quel courage !

- Le terme «JEUNE» est une discrimination pour l'ensemble des mois de 25 ans - Le communautarisme : Que ce soit le Véganisme, l'Islamisme... - Les insultes faites dans certain lieux vis à vis des femmes musulmanes ne portant pas le voile

L'antisémitisme qui progresse de nouveau ce qui est très inquiétant mais là encore on ne nomme pas le problème . cet antisémitisme n'a rien à voir avec celui des année 30 . Il est le fait de certains musulmans extrémistes qui transposent leur haine et leurs problématiques religieuses dans notre pays .

Agression verbale de certaines populations « maghrebine» fasse au blanc (agression, verbale, et physique . Et je ne fait pas d'amalgame avec ceux qui travaille et respectueux de son prochain

Les handicapés sont souvent bien seuls.

Discriminations par rapport aux «blancs» et aux femmes

1) Je pense que les discriminations les plus répandues et les plus graves restent celles liées à l'étranger (à la métropole) et à la religion.

antisémitisme sexisme racisme jugement de la classe sociale homophobie

Discrimination religieuse

Il n'y a pas assez de mélange . Chacun vit dans son microcosme

discriminations pour l'attribution de terrains agricole parla SAFER. Si on est oas dans le réseau, on obtient rie, seul le copinage fonctionne

Manque de respect de la femme au quotidien, dans la rue, le métro, au travail.....

pas de discriminations

Les discriminations envers les femmes semblent réduire peu à peu. Celles envers des personnes semblant d'origines étrangères se maintiennent en revanche hélas...

racisme, sexisme, homophobie

Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?

arrêter d'être con mais c'est pas gagné...

Des campagnes de la pédagogie plus de tact et de délicatesse dans les médias et moins d idées tt faites.

Sanctionner, expliquer, récompenser les bons comportements.

Répondre déjà sur' les fondamentaux de l'insecurite .

MEME REPONSE QUE CI-DESSUS

Mieux se connaître

cela passe par la prévention, l'éducation.

Education

Faire du français une langue obligatoire dans tous les endroits du territoire... punir les fautifs, cesser de privilégier les communautés et faire respecter la loi

L'ÉCOLE

Favoriser la mixité sociale (le service militaire était le lieu où toutes les classes sociales se rencontraient), éduquer éduquer éduquer

Revoir notre système de protection sociale. Chaque avantage doit être suivie d'une contrepartie.

Sanctionner immédiatement ces dérives dés qu'elles sont avérées et prouvées. Obliger toute administration et/ou tout délégataire de service public (SPIC ou EPIC ou autres...) de justifier de manière précise et DÉTAILLÉE tout refus de sa part déjà prévu par la loi mais pas respecté par les délégataires de services publics en particulier qui invoquent le principe qu'il ne sont pas soumis à cette règle qui ne concernerait que l'administration et pas leurs délégataires.

Redonner à chacun les mêmes chance de réussir par son travail

Plus de justice sociale, réduire les inégalités criantes des salaires. Pls de police de proximité.

D-E-C-O-N-S-T-R-U-C-T-I-O-N des stereotypes de tous genre seule solution: sortir par le haut par l'educatif partout tous les jours tout le temps, une ecole citoyenne qui doit donc recruter des enseignants «citoyens» au dela du simple temps scolaire (donc revoir les rythmes scolaires)

Une charte de valeurs commune assortie d'une déclinaison comportementale parcitoyen

recréer de la vies dans les villes et les villages. stop aux villes dortoirs où personne ne se connait et se parle.

Faire disparaitre la bêtise humaine et ça .....

Que chaque minorité s'adapte à la culture local, sans créer de différence il n'y en a plus.

obligation de parler le français engagement sur la laicité

Mettre un terme à l' immigration de masse. Eduquer ces individus à la culture démocratique

C'est l'éducation dès le plus jeune âge et des sanctions fortes contre les auteurs de ces discriminations qui les feront reculer. Mais les baisses de budget dans l'éducation nationale et la justice sont de biens mauvais signaux.

appliquer la loi existante

J'ai souvent remarqué que les discriminations sont un cercle vicieux . Le comportement trop laxiste ou trop agressif ou trop méprisant de l'un encourage le comportement discriminatoire de l'autre. La généralisation à l'ensemble des personnes de même profil devient alors du racisme.

Peut être, remettre davantage l'accent dans les cours d'histoire , le processus de colonisation et de décolonisation , pour que certains Français comprennent que si il y a aujourd'hui « beaucoup d'étrangers « c'est parce que nous les avons fait venir aussi pour reconstruire la France, et que beaucoup font les travaux que les Français ne veulent pas faire

Cesser de s'occuper des minorités

expliquer le rôle bénéfique de l'immigration qui rapporte à l'Etat plus qu'elle ne côute.

Eduquer dès la maternelle

Education

1) Donner l'exemple. 2) Proposer dès l'école non pas des cours d'éducation civique, mais des travaux pratiques...

que les politiques soient solidaires de leur peuple

Retrouver les origines de la France

être plus solidaires les , les autres plutôt qu'être individualistes

justice entraide et respect. cela commence par la justice fiscale et ensuite que tout le monde (y compris les retraités) puissent vivre de leur travail (ou ex travail)

Réapprendre le respect.

Lutter contre les discriminations ne doit pas conduire à des chasses aux sorcières. Ni à une victimisation permanente.

Eduquer notamment à la maison (rôle des parents)

C'est le rôle du législateur. Le reste est de la démagogie

Eduquer, informer

Il faut de la mixité sociale dans l'urbanisme, à commencer par loger les gens près de leur travail. Dans une entreprise on trouve toutes les catégories socioprofessionnelles, par extension si les gens étaient logés près de leur travail il y aurait une belle mixité. Creer une vrai aide au logement pour que les bas salaires puissent se loger dans les beaux quartiers.

Ma réponse découle de la réponse précédente

Renforcer la lutte contre la fraude fiscale. Faire en sorte que tout le monde paie l'impôt sur le revenu (même si ce n'est que quelques euros/mois) : je trouve absolument anormal que l'impôt sur le revenu soit supporté par moins de la moitié des contribuables, alors que tout le monde profite des services et équipements publics

Education, éducation, éducation dès le + jeune âge + punir ce qui ne correspond pas aux règles fixées

L'éducation et interactions

Changer le comportement des gens , vaste programme!!!

Bannir les signes distinctifs plus ou moins provocants dans l'espace public, voile islamique notamment.

revoir l'urbanisme TRAVAIL / RESIDENTIEL des grandes villes

donner du travail à tout le monde.

dès l'école maternelles inculquer les valeurs de respect de la différence, la notion d'égalité des sexes ...

Je pense que les choses évoluent favorablement pour ce qui concerne les discrimination dues au faciès. Je trouve qu'il y a trop d'entrave aux déplacements des handicapés, ce qui est une sorte de discrimination. Les lieux publics, culturels devraient être modernisés pour mieux les accueillir.

Arrêter de recevoir toute la misère du monde et tous les profiteurs. On se focaliserait ainsi sur celle set ceux qui chez nous ont vraiment besoin, et il y en a un paquet déjà ! Eduquer celles et ceux qui font n'importe quoi et qui ne respectent rien, sans travailler Arrêter aussi de faire de la langue de bois et se cacher derrière des grandes règles des droits de l'homme pour éviter de dire les choses telles qu'elles sont. Moi, ça ne me gène pas du tout que l'Etat tienne des fichiers des délinquants ou criminels par origine par exemple. Si on n'est pas délinquant ou criminel on ne sera pas dedans et si on est dedans c'est qu'on ne devrait pas ! Et en plus cela permet d'adapter la réponse à apporter en fonction des origines car même si on ne doit pas le dire, on n'a pas tous la même culture et les mêmes valeurs...

ne pas donner à ceux qui ne travaillent pas plus que n'ont ceux qui bossent ou ont travaillé toute leur vie

A part une bonne gifle qui remettrait les idées en place, plus sérieusement je pense encore une fois que l'éducation est la clé.

Toute violence (vestimentaire, physique, psychologique) et tout geste déplacé envers les femmes doivent être lourdement sanctionnés. Dans une Démocratie évoluée comme la nôtre, il ne doit pas être fait de place à une vision rétrograde des femmes et de leurs actions et ce quelle que soit cette vision ou ses fondements.

Vaste projet! C'est toute notre société qui a besoin d'être rénovée en profondeur. Il faudrait sortir de comportements machistes/paternalistes/vieux-jeux, prendre le temps d'élever nos enfants avec douceur et compréhension, faire participer tous les enfants dès le primaire à des initiatives citoyennes, leur expliquer ce qu'est le bénévolat, valoriser la gentillesse et les comportements altruistes par une note qui compterait dans la moyenne, faire plus souvent appel à des retraités pour intervenir dans les écoles afin de créer des interactions entre les générations. Mais il faudrait aussi permettre à tous les enfants d'apprendre une autre langue que le français très tôt ainsi que les us et coutumes associés à cette langue, en leur proposant un choix varié de langues et en adaptant les méthodes pédagogiques afin de les rendre plus ludiques. Pour avoir un comportement solidaire et tolérant, il faut déjà savoir qu'ailleurs d'autres gens que nous communiquent différemment, mangent autre chose, cultivent d'autres produits, ont d'autres coutumes...bref, il faut s'ouvrir l'esprit.

Que les décideurs élus s'immergent pendant quelques mois afin d'être confrontés au quotidien des gens ordinaires

l'éducation est à revoir. La société française est malade de son éducation. Les bases sont à reprendre

Lutter contre la pauvreté. Trouver les solutions pour que toute personne puisse se sentir utile, se loge, se nourrisse, se cultive, s'amuse, se soigne, comme il se doit.

Eviter le communautarisme et limiter le regroupement familial

Eduquer, mixer les écoles, les HLM etc...

Une personne arrêtée qui a fait quelque chose de mal ne devrait JAMAIS ressortir d'un commissariat / tribunal sans une peine.

Séparer la justice de l'exécutif pour la rendre autonome dans son budget et dans la désignation de la tête qui en gérera l'administration. (voir plus bas)

Développer la culture du respect de l'autre quelque soit ses origines et ses croyances

SANCTIONNER efficacement mais aussi prévenir par une meilleure communication sur les territoires

Mixité sociale obligatoire dès le plus jeune âge et sur tout le territoire

Interpellé directement la personne qui commet ces infractions, le prendre en photos la transmettre aux forces de l'ordre.

éduquer les enfants sur les différences

De l'éducation

préventif (éducation) et répressif. Que chacun sente qu'il est sa place dans la société - augmenter le sentiment de responsabilités individuelles et collectives -- mais plus facile à dire qu'a faire. Continuer à favoriser et mème augmenter l'engagement personnel et collectif dans les ONG. Augmenter l'ascenseur social & présence de L'État dans les endroits les plus défavorises. Plus de moyens à l'éducation dans les quartiers sensibles. Associer tout le monde pour une meilleure éducation.

Plus de mixité sociale. Ne pas laisser les gens qui ont des problèmes en vase clôt.

Instruire, éduquer , punir, faire payer, Participation :obligation de nettoyage, par ex ..ou autre.. Ne pas tout donner sans aucune contrepartie . Les assistés qui ne paient rien, se foutent de tout ! Ne savent pas le prix des choses..

Une meilleure éducation. Développer la mixité

Les éduquer ou bien leur donner un travail rémunéré d'intérêt général pour leur apprendre le sens civique.

Bonjour il faut faire comprendre aux propriétaires de réseaux sociaux que toutes les paroles , les actes , ou les menaces ne doivent pas se retrouver dans un lieu neutre sans que personne ne puisse rien faire . Les droits , et les devoirs de tout le monde doivent pouvoir s ' appliquer tout le temps .

Éduquer, encore et toujours, et communiquer par des spots de rappel à la loi et aux valeurs humaines puis sanctionner les adultes récidivistes.

Egalité de retraites pou un euro cotisé

Privilégier l'Éducation. Faire à l'École ce qui ne se fait pas à la maison

Réformer le statut des fonctionnaires, Arreter de ponctionner les classes moyennes,

Faire la même chose pour tout le monde

JE CROIS MALHEUREUSEMENT QU'IL N'Y A PAS DE SOLUTION. NOUS CONSTATONS JUSTE L'IMPLANTATION DE BEAUCOUP D'ASSOCIATIONS QUI SERVENT DE COUVERTURE A DES MAGOUILLES, IL FAUDRAIT PLUS ENCADRER ET SURVEILLER CES DERNIÈRES

Les cours de morale et d'instruction civique dès l'école primaire Le service national

Chacun a des devoirs et des obligations. Les devoirs des uns obligent les autres. C'est un problème d'éducation qui se joue un peu à l'école mais encore plus dans la rue ou dans la famille.

Que les mentalités changent: rôle primordiale de l'éducation.

Pour les discriminations liées au genre, dans le travail particulièrement, pénaliser très fortement les entreprises qui ne jouent pas le jeu

Informer....informer...expliquer

plus de vigilance, d'attention et de sensibilisation

La solidarité passe par le partage de sommes récoltées puis redistribuées en fonction de besoin. On a une assurance santé

Eviter la victimisation et la repentance. Attention à la discrimination positive, elle a ses limites.

Prévention dès le plus jeune âge (importance du rôle de l'éducation nationale) - sanction systématique et application de la loi sans faiblir pour une modification des comportements.

Éduquer dès la maternelle (respect des adultes, des différences, des camarades, de la vie de classe, des règles de vie en société) - sanctionner les parents de mineurs si besoin (financièrement) - impliquer les jeunes et moins jeunes dans la mixité (actions organisées par les écoles pour sensibiliser les enfants aux autres, au respect (visite centre pour handicapés, témoignage et discussion sur divers thèmes de société, visite dans les hospices etc.... Le rôle de l'école - collège - lycée est primordial : c'est là que l'enfant construit sa perception de la vie en société, autre que dans la cercle familial ou amical

Pénaliser les comportements indécents

Avoir plus de représentation des communautés minoritaire dans les lieux public ou chez nos élus

Education civique à développer dès l'école ou collège et lycée

tolérance zéro , punir et expliquer . En cas de récidive sanctionner fermement

Peut-être une société dirigée par des femmes ?

La tolérance a des limites

Informer, former, puis Sanctionner. Cesser cette tolérance autour des violences sexistes et sexuelles

I faut se recentrer sur des valeurs communes à commencer par le respect de la différence dans le cadre des valeurs de la république. Voir les différences comme une richesse. Permettre à chacun.e d'exprimer ses talents, de trouver sa place.

Il faut contrôler de manière efficace les automobilistes et les sanctionner à hauteur de l'infraction et si récidives les pénaliser davantage pour leur faire comprendre l'importance du respects des règles pour le bien commun

Ça commence à l'école où il y a eu une forte dégradation de la mentalité et de l'esprit de solidarité et de respect

une justice plus juste n'obéissant plus a la puissance des avocats des délinquants ,pour condamner les victimes .

Aider les plus fragiles, ne pas tolérer le mépris, montrer l'exemple.

L'Education

Du travail et des revenus pour tous

éduquer les enfants depuis le plus jeune âge et surtout continuer au collège et au lycée. Encourager les jeunes à prendre des responsabilités au sein des groupes

Favoriser la mixité sociale, punir sévèrement le harcèlement de rue

L'approche du dialogue et de la tolérance à l'école

Restaurer l'autorité de la force publique.

Imaginons un grand bateau où chacun rame dans le sens qui lui convient, à son rythme. Où est le capitaine? quel discours? quel objectif? Mais sincèrement, dans la construction d'une réalité à la mesure de ceux qui doivent l'atteindre, pas des abreuvoirs de paroles pendant 5 ou 6 heures. Brillant certes, mais ce n'est pas de l'or qu'il faut montrer, ni de la brioche, c'est du pain...

Ecouter les acteurs de terrains et notamment les associations

Mixité sociale dès l'école. Blouses obligatoires jusqu'au collège inclus.

Le zéro tolérance

Simplicité et Faire respecter les lois

L'éducation

Que le corps enseignant soit formé à écouter et à transmettre le respect et l'ouverture aux autres.

Communication, et «shaming» systématique.

punir sévèrement (prison, amendes)

Toujours ameliorer autant que possible les bas salaires ou les possibilités d'augmenter ses revenus par le travail

Offrir des logements moins chers : l'accès au logement décent devient beaucoup trop cher !!! c'est l'échec le plus important des 20 dernières années ; La défiscalisation du logement neuf n'a profité qu'aux riches et très riches (40 milliard d'aide publique par an environ à ma connaissance) augmenter le salaire minimum . Les retraites doivent augmenter selon l'inflation !!

faire respecter la loi

Education et sanctions

Parler, valoriser les différences, et ne pas en faire quelque chose de tabou. Inscrire au programme scolaire l'étude des religions, leur formation (de manière neutre et détachée)...

Prévenir, Réprimer et Punir les comportements incivils

Éducation, Prévention, Répression.

tout part de l'école

Donner le pouvoir aux gilets jaunes

Développer les dispositifs d'accompagnement scolaire aux plus défavorisés. Accompagnement scolaire mais aussi psychologique pour les enfants en besoin. Membre du Conseil de Discipline d'un Collège, beaucoup d'enfants exclus nécessiteraient les soins d'un psychologue scolaire et il n'y en a pas assez.

renforcer les actions positives à l'encontre de ces personnes

éducation et application de la loi

EDUQUER et RESPECTER

Maîtriser l'immigration pour une meilleure intégration

Limiter le nombre des insoumis si ce n'est pas trop tard.

Priorité au mérite

Le bon sens...

éduquer les enfants en leur faisant faire des jeux de rôle de es situations

Je souhaite une aide de l'Etat pour m'aider à la conception d'un enfant sur le sol français. Je souhaite une réforme sur la filiation pour avoir les mêmes droits que les hétérosexuels sur nos enfants.

A travail égal salaire égal, faire évoluer la mentalité des hommes blanc qui ont le pouvoir de notre pays. Mais c'est pas gagner.

faire apliqué les loi en vigueur tout simplement

Formation des détenteurs de l'autorité.

sans avis

Obligation à respecter les personnes âgées les personnes handicapées les mères avec enfants. ... Intégrer dans l enseignement

A part la loi ... ??? éducation ?

Bien éduquer ses enfants avec de vraies valeurs.

Rétablir règles de base : Civisme & respect !

Taper du poing sur la table pour une égalité TOTALE des salaires entre femmes et hommes. Contraindre par la loi les publicitaires pour qu'ils changent radicalement leur façon de montrer les femmes. En finir une bonne fois pour toute avec le déséquilibre entre candidates-candidats et élues-élus dans la sphère politique.

Réduire la discrimination à l'embauche, le controle au fascises, qu'il n'y ait pas des citoyens de seconde zone

Vaste programme

Eduquer éduquer éduquer ..... mais pas seulement les enfants !!!!

Limiter le pouvoir de nuisances des manipulateurs en tout genre et mettre comme règle la notion d'equipe ou d'interet général La solidarité comme la tolérance implique le respect des

devoirs et des droits, elle suppose un minimum d'éducation et une remise en question des enseignements dispensés dans bon nombre d'écoles supérieures

Lutter contre le communautarisme

Toujours pareil prévention explication et sanction punition . en France on a oublié le deuxième volet depuis bien longtemps on est toujours sur la prévention d'explication on ne sait pas sanctionner

Plus de justice fermé pour délinquant et protéger plus les victimes

Inciter les gens qui bénéficient de la solidarité à aider les handicapés.

je ne sais pas

1) Il ne faut pas que l'Etat soit le porte-parole des citoyens qui veulent discriminer. Il faut qu'il fasse de la pédagogie et raconte de belles histoires réussies de l'accueil.

Education Montrer l'exemple avec les médias, dans les entreprises, dans le monde politique

Tolérance à la différence.

Favoriser le mélange de la population . Il faudrait dans chaque immeuble de n'importe quel quartier au moins 1 logement social .

Vaste programme !

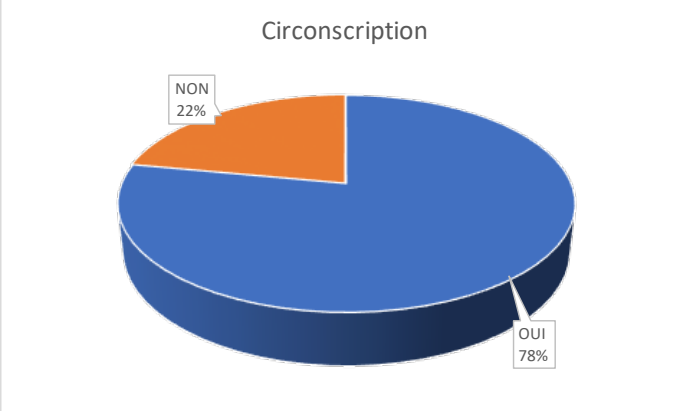
Réintroduire dans les écoles, les enseignements civiques en CE1, CM1, 6ème, 4ème, 1ère année de BAC, licence, 1ère année de master, 1ère année de doctorat. La répétition permet de créer «un automatisme»

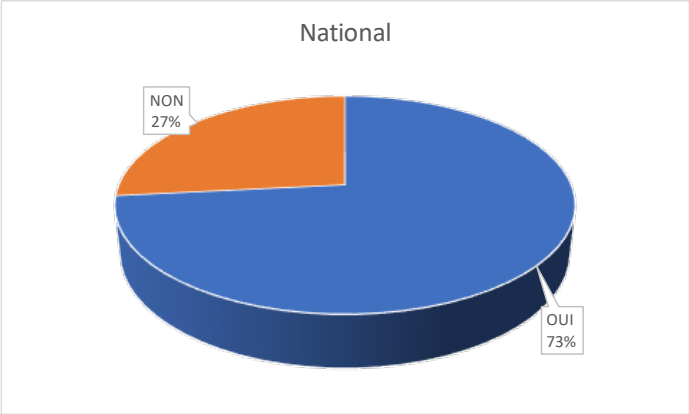
rôle de l'école mais aussi de tout un chacun (exemple)

Comme déjà évoquer, plus de connaissance de l'autre, pour réaliser à quel point nous ne sommes pas si différent et que la peur diminue. Certaines personnes n'ont jamais rencontré réellement un migrant par exemple. Ou quelqu'un venant de certains pays... Donc la méconnaissance fait parfois imaginer des choses. Les 'portes ouvertes' des mosquées avaient été à mon sens une très bonne idée. Il faudrait sans doute faire de même avec d'autres structures, foyers...

éducation, lois pour mieux protéger les victimes

Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?





Si oui, lesquelles ?

s'assurer que la personne n'a jamais enfreint la loi ce serait déjà la base

Il est anormal de toucher une subvention sans contre-partie en travaux d'utilité public.

TRAVAIL VOLONTAIRE BENEVOLE OBLIGATION DE PARTICIPER AUX ANIMATIONS COLLECTIVES

Contribution à la vie de la commune. Travail d'intérêt général

RSA

Service, tig, aide aux écoles, aux anciens... beaucoup de bénévoles donnent leur temps et leur argent voire leur santé quand beaucoup reçoivent des allocations sans jamais rien donner à la société.

LES COUCHER SUR LA FEUILLE D'IMPÔT AVEC UN TAUX TRÈS MINIME

Donner de son temps à la collectivité.

montrer que l'aidé fait le maximum pour sortir de sa situation.

Engagement dans des actionscitoyennes

travailler pour la collectivité

Le travail d'utilité collective ou associatif.

une implication dans une mission d'intérêt collectif.

Je ne connais pas le sujet

soit un remboursement à long terme soir des heures de travail

Suppression des allocations en cas d'infractions pénales commises par le ou les bénéficiaires ou ses enfants.

Le RSA pourrait s'accompagner d'un service rendu à la collectivité qui s'accompagne d'une réelle formation; la mesure pourrait être non obligatoire mais laissée à l'appréciation de chaque allocataire

(vrai) Travail d'intérêt général en contrepartie du RSA

On pourrait instituer une contrepartie de travail d'utilité collective

Si une personne reçoit une aide au titre de la solidarité, il faut qu'elle ait conscience que ce n'est pas un du mais un soutien. Il est légitime qu'elle réfléchisse à comment rendre service en contrepartie. Il faut pouvoir proposer une diversité d'actions d'intérêt général possibles en laissant à la personne une liberté de proposition. Il ne faut pas que ce retour soit incompatible avec la recherche de solutions de sortie du système de soutien lorsque cela est possible. Je pense que nous perdons beaucoup trop de temps dans les procédures et formalités diverses au détriment d'un travail d'accompagnement efficace.

Vérifier si la personne est en recherche véritable d'emploi

Une aide comme son nom l'indique n'est pas un don Une personne assistée a une dette envers la société qu'elle doit rem-

bourser que ce soit à court, moyen, ou long terme selon sa situation

participation comme service civique.

Aucune contrepartie pour les ASPA et ASI (retraités à faibles revenus ou handicapés). Pour les autres, les droits vont avec les devoirs : le bénéficiaire doit justifier de sa réèlle motivation à trouver un emploi / à s'insérer. la contrepartie peut dès lors être de se rendre disponible pour des travaux d'intéret collectif.

RSA. Une action citoyenne pour aider à l'insertlon. Un seuil Max global d'allocations pour qu'une famille sans travail n'est pas plus d'argent qu'une famille où un parent travaillle.

ces questions sont toutes dirigées

Tout dépend du type d'allocation. On ne peut guère demander de contrepartie en échange d'aides aux personnes handicapées ou en situation de dépendance. Mais pour d'autres prestations, il doit être possible de demander aux bénéficiaires une contrepartie modeste (aider des voisins en difficulté)

Il est nécessaire de différencier le type d'allocation. Il n'est pas question de demander une contrepartie à une aide pour personne handicapée ou en situation de dépendance. Mais je ne trouverais pas scandaleux de demander à des bénéficiaires du RSA de rendre quelques services à des personnes âgées de leur voisinage.

Travaux d'intérêt général, bénévolat

Être français

dans le cas du chômage, donner des heures de travail général obligatoire et vérifié comme cela se fait dans d'autres pays, en échange de l'allocation

justifier a quoi servent elles, travail intérêt général. toujours pareil : justice

Je pense que tout chômeur ou personne bénéficiant d'aide de la collectivité a besoin de retrouver de la dignité. Leur demander quelques heures d'activité dans leur commune en contrepartie leur redonnerait du courage, de la dignité humaine.

Tout travail mérite salaire. Alors tout salaire ou une indemnité devrait découler d'un travail. Et tout usager devrait contribuer avant que ne se mette en place la solidarité.

Suppression des allocations lorsque l'enfant est trop souvent absent ou fait preuve incivilités. Réduire les allocation chômage si pas de recherche active d'emploi. Supprimer les aides financières au immigrés avant examen du dossier .

Le vote obligatoire et la non condamnation des membres de la famille

Formation, éducation ou travail d intérêt collectif

Rappeler aux immigrés qu'ils ont aussi devoirs. S'assurer que les allocataires d'assurance chômage recherchent effectivement un travail. Comprendre pourquoi tant d'offres d'emplois ne trouvent pas preneur...

Oui. Toute allocation mérite contrepartie publique/solidaire

Éviter que les gens qui vivent grâce aux aides s'enferment chez eux et ne rencontrent plus personne, et s'excluent eux même de plus en plus en leur donnant du travail à réaliser pour leur commune en rapport avec un métier qu'ils pourraient exercer. Et quand ils sont en recherche réelle d'emploi qu'ils rendent compte chaque jour de leur sans avoir besoin d'ecrire un rapport grâce à la digitalisation. Qu'ils puissent être encouragés à chaque instant.

Toute aide de l'état doit être assortie de contreparties Plus de contrôle dans l'octroi des indemnités et suppressions en cas de manquements graves dans les obligations Je suis favorables à la suppression des allocations aux familles qui n'assurent pas leur rôle éducatif à l'égard de leurs enfants sous réserve d'un contrôle au cas par cas par le juge

S'assurer que les allocataires de Pôle Emploi cherchent réellement du travail et sanctionner financièrement les vrais-faux chômeurs

une obligation d'avoir un travail productif dans le mode associatif

Le travail.

tri d'intérêt général

Je ne comprends pas la question.

passer du temps pour des travaux d'intérêt général

Prestation en nature, adaptée au cas d'espèce.

Contribuer par le travail

Etudier au cas par cas s'il y a des abus ou des fraudeurs.

impliquer les bénéficiaires dans la vie civile ou associatives pour leur permettre de garder le contact avec la réalité quotidienne (horaires, egagements, etc ...)

allocations pour services rendus

Qu'en retour, il y ait un engagement à respecter les lois de la République.

Aucun casier judiciaire, aucune condamnation de ses enfants avant leurs 18 ans, respect du temps d'école des enfants, avoir travaillé en France et parler français à peu près correctement Respecter les lois de lé République française

rien de gratuit n'est positif dans une société car cela dévalorise ; donc des heures en échange d'allocations diverses

Pour les bénéficiaires du RSA, des travaux d'intérêt généraux.

Pour le RSA, introduire ou renforcer les aides pour le retour à l'emploi qui doit rester l'objectif final de cette prestation.

service civique

Trouver du travail à chacun et mieux rémunérer les salariés dans les entreprises ou bureaux et le déficit de la Sécurité Sociale ou des comptes sociaux pourrait se résorber très vite.

Le but n'est pas de pénaliser les gens mais de leur trouver une place active dans la société.

il faut des contreparties justes et non tyranique.

Travaux d'intérêt général, bénévolat

accueil, nettoyage, différents travaux de mairie, école...

Il faut juger et punir les délinquants immédiatement et il faut éduquer à la fois les délinquants et leurs parents avant de les menacer avec les allocations de solidarité (handicapant peut-être d'autres enfants dans la famille)

Absence de condamnations pénales, présence des enfants à l'école, recherche réelle de travail etc...

Obligation d'aller à l'école pour les enfants, réduction des allocations en cas de condamnation des enfants, ...

une allocation chomage devrait etre assortie de quelques heures pour l'interet general

Tous ceux qui reçoivent des aides sans recevoir par ailleurs un salaire lié à une activité doivent consacrer 4h par semaine à des activités de solidarité : par ex EPAD , personnes âgées seules , bibliothèque, réparation de petits matériels ménagés, portage de courses, cours particuliers pour aider les jeunes en difficulté scolaire ..... activités qui aujourd'hui ne sont pas soient solvables ou qui ne trouve pas de personnes rémunérées pour assurer le service.

Il n'est pas normal qu'une personne qui ne cherche pas activement à travailler vive au crochet de la société et ait en plus le sentiment de n'avoir que des droits et aucun devoir envers cette société. Il faut diminuer les dépenses dites de solidarité dont il

faut conditionner l'attribution à des obligations et au respect de règles de vie ensemble. => recherche active d'emploi pour les chômeurs => obligations de rendre des services d'intérêt général pour obtenir le RSA

La citoyenneté ne peut être donnée que si la personne maîtrise la langue,respecte la République , n'a commis aucun délit même mineur.

Apprentissage du français, obligation d'aller à l'école ou de chercher un emploi.....

des petits travaux d'intérêt général

Respect des règles de la république et du savoir vivre ensemble.

Il faut valoriser celui qui reçoit une aide en lui demandant lorsque c'est possible d'être utile à la collectivité. C'est en outre le meilleur espoir de ré-insertion, le cas échéant.

Je pense réellement que c'est la responsabilité de la société d'aider collectivement ses membres dans le besoin - cependant les personnes recevant cette aide doivent être conscient de cette aide et vouloir aussi donner à leur tour à la société; cela permettrait aussi de redonner le sentiment de valeur.

Une forme de service civique ou de travaux d'intérêt général d'au moins deux heures par semaine.

je ne les connais pas assez pour donner un avis

Faire faire des heures de travail en collectivité, gratuitement, Rien sans rien... Qu'ils donnent de leur temps aussi, à défaut d'impôts. Certaines allocs devraient être récupérables sur les salaires, par la suite, ou les successions ..si ..! Ou sur les allocs.. classiques... ! SERAIT DISSUASIF..

Le respect des règles de la république et du vivre ensemble

Par exemple, un chômeur indemnisé par Pôle Emploi devrait travailler au moins 3h par jour, soit pour un service public ayant des besoins de personnel, ou soit pour des associations caritatives de sa région d'habitation. Le choix devrait être déterminé lors du premier entretien Pôle Emploi, en fonction d'une combinaison entre les compétences et les envies de la personne indemnisée et les besoins régionaux à pourvoir. Cela permettrait de ne plus embaucher de fonctionnaires inutilement, voire de réduire dans le temps leur nombre.

Bonjour à chaque allocation doit répondre une contrepartie , travail , bénévolat , entretien des infrastructures , nettoyage des plages , indemnisation de la société .

Un minimum de travail de bénévolat auprès d'une association d'intérêt général.

Il est inadmissible de pouvoir cumuler toutes les aides sans plafond et sans contributions en contre partie.

A étudier avec une assemblée citoyenne, le sujet n'est pas simple.

Des petites choses simples : assurer la sécurité aux sorties des écoles, entretenir un petit espace vert, donner un coup de main à une cantine, à un EHPAD.....

- Avoir des enfants assidues a l'école - Pas de dégradation de l'espace publique ou privé - Respect de nos forces de l'ordre et de nos pompiers - Paiement des loyers si ont a un logement social - Etre a jours de nos impôts - Ne pas commettre de délit

TOUT COMME LES ASSOCIATIONS QUI SOUHAITENT DES SUBVENTIONS, IL FAUDRAIT FOURNIR DES JUSTIFICATIFS POUR L'OBTENTION.

Chômage = contrôle d'une recherche active de travail. Allocations familiales = ne pas laisser ses enfants traîner et les obliger à fréquenter sérieusement l'école

Toute allocation de solidarité ne doit pas rendre le bénéficiaire dans l'oisiveté. En fonction du montant perçu et de ses capacités physiques et intellectuelles, le bénéficiaire doit accomplir quelques heures consacrées à des tâches d'intérêts collectifs comme l'entretien d'espaces publics, d'aide dans les EHPADs et centres d'handicapés, de soutien scolaire, de formation bénévole pour l'accès aux démarches administrativs par internet, etc...

Quelques heures de réel travail

La contrepartie doit être l'exigence de faire tout le nécessaire pour trouver un travail: recherche active, formations en vue de rejoindre une filière qui présente de bonnes perspectives d'embauche, etc...Je ne crois aucunement aux contreparties sous forme de travaux d'intérêt général. En revanche j'elargis ma réponse, car la question ne me parait pas traiter de façon suffisamment large de la question des allocations de solidarité. Le problème de fond, qui me paraît être l'un des motifs de notre chômage de masse, est qu'aujourd'hui, Les allocations de solidarité versées rendent parfois plus confortable et financièrement plus intéressant de multiplier les périodes chômage que de travailler au SMIC. Je pense donc que, sans remettre en cause le principe des allocations de solidarité, il convient que: - le différentiel entre le revenu d'un chômeur (cumul de l'allocation chômage et des différentes aides reçues) et celui d'un employé au SMIC (cumul du salaire et des aides reçues) devrait être, à situation de famille equivalente, suffisamment important pour être une incitation à travailler. - les allocations chômage doivent être rapidement dégressives, - la durée de bénéfice de l'allocation chômage doit tenir compte du dynamisme de l'emploi local, tout en restant incitatif à la formation professionnelle, voire à la mobilité géographique, - un chômeur ne doit pas pouvoir durablement refuser l'emploi qui lui est proposé. Il est, à titre d'exemple, inacceptable que les métiers de la restauration, qui n'exigent que très peu de formation, soient en permanence en tension alors que l'on est en situation de chômage de masse.

le respect des valeurs

Obligation pour un chômeur d'accepter un travail selon les conditions fixées par la loi. Obligation pour les familles bénéficiaires d'allocation de respecter les institutions.

toute allocation devrait être soumise à des travaux d'intérêt général. Beaucoup de citoyens ne font plus d'efforts et ne comptent que sur les aides.

Toute action «au bénéfice de» doit s'accompagner d'une réciprocité

A moins d'être handicapé ou malade, toute aide de la Nation devrait être assortie d'un retour. C'est aussi une façon de garder sa dignité. Le béneficiaire doit

Travail d'utilité général (sauf si il s'agit d'allocation pour adulte handicapé ou malade ou agé). L'aide publique doit être perçue comme une générosité, une chance et non pas comme un du.

En cas de comportement reprehensible, les allocations devraient être suspendues ou réduites

Contribution de tous à l'impôt. Suppression des allocations familiales pour les parents dont les enfants ont commis des infractions, incivilités, ne vont plus à l'école....

Allocation chômage = temps donner à l'état (quelques heures par semaines)

Impôts pour tous les chômeurs de longue durée peuvent travailler pour l'état

Ce serait tentant, car ces allocations sont rapidement considérées comme un droit tout naturel. Alors, quelques travaux d'intérêt général par exemple, comme effacer les tags sur les murs? Mais cela demande une organisation , un encadrement, des fonctionnaires à défaut de bénévoles... Bref, après avoir dit oui, je n'y crois guère!

faire l'effort de s'insérer , accepter les petits boulots

Un travail civique

La société doit venir en aide aux plus démunis; dès lors, en retour, il est souhaitable que les citoyens aidés puissent apporter leur contribution aux tâches d'intérêt général, ce qui produit une solidarité citoyenne, évite l'assistanat et inscrit chacun dans une dignité citoyenne.

Obligation d'une semaine de travail pour les collectivités (entretiens espaces verts, nettoyage des voies publiques, entretiens des immeubles municipaux,etc..) Recherche active d'emploi pour les récipiendaires du RSA avec menace de suppression des indemnités en cas de refus.

Quand il y a refus du respect des règles de vie française

Oui et non. Tout dépend de la personne et de l'allocation qui lui est attribuées.

Fusionner les allocations en un revenu universel de base + des compléments sous conditions et avec contrepartie . ex : aide à des travaux d'intérêt général

Il ne devrait pas y avoir différentes allocations de solidarité mais un seul versement de contribution sociale par individu ainsi chaque individu n'aurait pas à galérer de bureau en bureau pour tenter de maximiser son gain voire de tricher. La contrepartie serait définie par ce bureau unique avec une priorité donnée aux actions de type travail.

a minima un engagement associatif, qui permet aussi à la personne d'éviter l'isolement et d'être valorisée

Je ne vois pas quelle contrepartie on peut raisonnablement demander. Pour un demandeur d'emploi par exemple il me parait très difficile et non efficace de lui demander des heures de travail de bien commun pour la bonne raison que cela va coûter cher pour l'encadrer et lui expliquer le travail pour peu d'heures. Autant à ce moment là les employer directement en finançant des emplois réels d'intérêt public ou pour l'environnement.

Contribution aux actïons civiques ou aux associations d'assistance sociale proches des mairies

Non mais il faut contrôler qui les touche. Quelle mauvaise surprise de constater qu'une propriétaire de deux appartements peut toucher le RSA alors que combien qui y auraient droit ne le demandent pas ? Honteux.

L'allocation de solidarité devrait être accordée en fonction d'une participation à une activité dans une association ou autre aide à son prochain assimilée à un travail ; ce serait valorisant pour tous (travail =revenu et on ne doit rien à personne)

donner sans contrepartie c'est dévaloriser à la fois la personne qui reçoit et en général le travail. Rien ne devrait être gratuit, l'état n'est pas le grand pourvoyeur de tout. De plus tout le monde devrait payer des impôts, même les plus pauvres, même 30 euros par an, tout le monde doit participer aux services publics, éducation, santé, etc....ça aiderait à faire prendre conscience que chacun participe à l'effort de la nation envers tous.

RSA, allocations de longue durée

A voir.....

RSA

Donner du temps pour les autres. et pour la société.

Seule contrainte : Justifier de pouvoir prétendre à ces allocations.

A chaque euro reçu doit correspondre un service rendu et un impôt payé sauf frappé de handicap ou de dépendance

selon les capacités de chacun pour participer à la collectivité et surtout refaire du lien social.

Travail d action sociale

Donner du temps à son pays pour des actes de solidarités. S'assurer du respect des allocataires de la laïcité Les limiter dans leur cumul

entièrement d'accord ! tout ce qui est en rapport à l'assistance de personnes dans le besoin et donner qq heures pour travailler dans des branches où il manque de personnel (remettre les gens au boulot)

- Une participation à l'impôt sur le revenu, même d'un euro symbolique. - De s'insérer dans la vie active afin de maintenir une vie sociale : quelques heures au sein d'associations mais à horaires fixes.

etre irréprochable vis à vis de la loi

participation à quelque chose

Travaux d utilité public

Les supprimer

A voir, en fonction des cas, un retour annuel de leur satisfaction, ou problèmes rencontrés, pourrait permettre un bilan plus objectif.

travail de solidarité vis-à-vis de personnes agrées

Respect des lois de la République, formation, travaux d'intérêt général

travaux d'intérets généraux suivant les capacités et les compétences de chacun

RSA et allocations chômage, par exemple une demi-journée par semaine

Travail en contrepartie des aides.

Contreparties aux Allocations et aides pour les migrants

une activité solidaire ou devoir de formation

Travaux d'intérêt généraux lorsque le montant dépasse un certain seuil?

il faudrait pouvoir contrôler leur efficacité

personne ne souhaite être dépendant de ces allocations, c'est une honte d'imaginer ajouter cette contrepartie à celles-ci.

Appui aux services communaux

Travail d intérêt collectif

Un travail communautaire. Le travail n'enlève pas la dignité il peut même la rendre à ceux qui se sentent inutiles ou à la traîne. Et chaque fraude judiciairement constatée devrait entrainer ispo facto une privation des droits à allocation pour une durée déterminée, en sus du remboursement de la somme fraudée. On ne prend conscience de l'intérêt d'un filet de protection que lorsqu'on ne l'a plus.

Travail d'intérêt général

Un engagement citoyen, une formation professionnelle... mettre leurs atouts au service des autres...

ne pas confondre solidarité et assistanat

Aucune contrepartie financière sans participation à l'effort commun pour une société meilleure.

Un travail d'intérêt général à temps partiel

Service civique adapté.

Respect des lois françaises Si enfant concerné verser les aides directement aux instituions école cantine medecin. Pour les adultes plus de versements

RSA notamment par l'obligation de travail en milieu associatif ou autre (sous peine de suspension de l'aide).

participer à la vie collective

un travail d'intérêt général

contribution aux travaux de la société + suppression des aides si enfants mal éduqués

travaux d interets generaux en fonction de ses capacités

Le RSA devrait obliger à des TIG réguliers.

Ne pas confondre «Droits de l'homme» & SPA

RIEN N'EST GRATUIT : LES AIDES SONT NÉCESSAIRES MAIS DOIVENT ETRE CONTRÔLER POURQUOI PAS UN IMPÔT MÊME SYMBOLIQUE

travail associatif pour les chômeurs , prise en charge de petit déjeuner et de la cantine scolaire directement sur le versement des allocations familiales

droits et devoirs vis a vis de la société . Donner sans rien demander créé une société d'assisté mais il faut que cela serve avant tout à celui qui est aidé .La priorité doit être la réinsertion dans la société.

Quelques heures de travail, quel qu'il soit, au prorata des sommes perçues. Cela donnerait de la valeur aux aides qui se «mériteraient» et permettraient aussi une insertion dans la société.

Travail d'intérêt général ou formation

Pas ou peu de contreparties pour les allocations en faveur des séniors mais à envisager pour certaines allocations La contrepartie pourrait être simplement une demande que l'allocataire soit un citoyen engagé (participer à l'edu ou la communication civique par exemple)

Des heures de travaux d'intérêts généraux (1 jour par semaine): Nettoyage et ramassage des ordures et des plastiques polluants les villes et les rivières, aide aux personnes âgées, rénovation des bâtiments publiques ou classé historiques...

Une famille qui perçoit des allocations familiales et dont les enfants sont des délinquants multirécidivistes voire qui connaissent la prison, cette famille doit être privée d'allocations familiales . C'est une question de responsabilité individuelle on doit changer de logiciel et arrêter de considérer que cette famille est juste une victime c'est aussi le coupable . de la même façon que des gens bénéficient de logement HLM et donc loyers incroyablement faible , si c'est personnes font preuve d'incivilités , font du bruit , sont agressif avec les autres bref ne respectent pas le vivre ensemble ils ne doivent plus bénéficier de logement HLM et se débrouiller pour se loger par leurs propres moyens. il faut vraiment un système de donnant-donnant vous avez des avantages vous devez avoir un comportement irréprochable. en France on donne énormément d'avantages à des gens qui en plus font des incivilités ou bien deviennent des délinquants . c'est complètement anormal . Les parents doivent être responsabilisés peut-être là encore avec des formations , des aides à la parentalité mais on ne peut plus considérer qu'un parent qui ne s'occupe pas de son enfant et le laisse devenir un délinquant est juste débordé et à plaindre . c'est surtout un parent incompétent et donc il faut l'aider à devenir compétent et le sanctionner si il ne fait pas d'efforts et si il ne reprend pas ses enfants en main .

Du benevolat, quelques heures pour des travaux d'interet general

Que celui qui reçoit une aide se sente obligé à donner une partie de son temps pour une activité de bien être collectif ou d'aide à des personnes défavorisées

respect des règles de citoyenneté: présence à l'école, enfants surveillés et pas laissés débridés

Travaux d'intérêt général pour des taches qui ne sont pas réalisées faute de budgets et aussi de volonté politique

Je ne pense qu'il faille instaurer des contreparties décidées par l'Etat. Par contre, je pense qu'il faut proposer des parcours d'insertions au gens concernés comme des groupes de parole, des ateliers de formation ou d'apprentissage, des solutions d'insertion. Les associations (qui doivent s'engager à être positives) peuvent se charger de ces missions. Ici aussi, il faut donner envie aux personnes dans ces situations de faire quelque chose.

Actions humanitaires ou civiques en contrepartie de certains types d'allocations. Exemple : allocation chômage = action civique, allocation handicapée= pas de contrepartie

participer à une formation

Donner du temps pour des causes utiles. Exemple : un chômeur qui perçoit une allocation doit participer, à son choix, à des activités d'associations.

Si vous parlez des milliards d'euros d'argent publique donnés aux grandes entreprises sans contrepartie (CICE par ex.) alors, oui, il est temps d'agir.

- Le respect de la loi et des règlements par les bénéficiaires pour commencer - Les efforts du bénéficiaire pour essayer de s'en affranchir

Contribuer à la vie publique par du bénévolat : visite aux personnes âgées,.... Trop de citoyens prennent cela comme un dû ou une normalité

Si et seulement si des contreparties sont demandées à ceux à qui on offre d'autres types d'aide (allègement d'impôts).... et que cela serve leur parcours. Il sera sans doute demandé à ceux qui souhaitent payer moins d'impôts d'investir dans des PME. Cet investissement devrait leur rapporter, c'est donc une contre-partie positive. On pourrait demander à quelqu'un au RSA de faire une journée d'accompagnement en EHpad si cette personne vient du milieu ou tend à y aller pour obtenir de l'expérience dans l'esprit d'une contre-partie positive. Sinon il semblerait plus pertinent de lui demander autre chose (temps de traduction de document, temps à l'école...)

Plusieurs heures par jour ou par semaine à consacrer aux communes, aux associations, à l'aide aux personnes âgées

Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quelles sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

Il faut accueillir les gens persécutés ou menacés dans leur pays . Il faut accueillir les étudiants étrangers. Il faut aussi accueillir les personnes au titre du regroupement familial

conserver l'asile politique qui est une question de vie ou de mort limiter les autres formes d'immigration par le biais de quotas par métier en manque de main d'oeuvre interdire l'entrée au territoire à toute personne déjà condamnée dans un autre pays

Si des Etats se déchirent pour des questions religieuses, un état laïc n'a qu'en faire. Il doit renvoyer les fuyards, en les armant éventuellement, régler leur problème interne dans leur pays d'origine. Dans quelques années il faudra bien évidemment accueillir des immigrés climatiques qui eux n'auront d'autre choix que de compter sur la solidarité internationale.

Le quatar est effectivement trop présent ainsi que l arabie saoudite dans la politique française. Mbs est un tyran sanguinaire

Les immigrés, qui ne sont pas très nombreux, mais sont très inégalement répartis avec une concentration dans les grandes villes, alors que des villes moyennes et petites pourraient accueillir. Mieux répartir, c'est favoriser de vraies rencontres et lutter contre les fantasmes et les idées reçues.

De mieux en mieux . Copier le Canada malheureusement durcir notre politique .

DEFINITION DE CE QU'EST UN «MIGRANTS» RAPPEL DES TEXTES ET RESPECT DES PERSONNES

Réduire l'immigration aux seuls demandeurs réels d'asile. Actuellement nous sommes trop laxistes. Nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde

Nous ne pouvons malheureusement pas accueillir décemment tout le monde

La France se doit d'accueillir sans quotas ni sélection.

aucun

Situation intenable ! Trop d'immigres, trop de communautés, nous n'integrons Plus nous nous faisons désintégrer... moins d'immigration, plus d'expulsions, moins de regroupement familial, moins de nationalisations, plus de droit du sol automatique

Ne pas toucher au droit d'asile. On doit accueillir les gens en danger. Pour le reste, accueillir en fonction de nos besoins de compétences et main d'oeuvre; Permettre au famille de se retrouver.

manque de politique migratoire cohérente et construite, et très peu partagé avec la population. Il faudrait définir une politique migratoire cohérente en fonction des besoins du pays avec des objectif par métier, par situation géopolitique,...

Il est inconcevable de vouloir accueillir «dignement» les immigrés, les loger, leur attribuer la CMU, alors que tant de nos concitoyens sont dehors et manquent cruellement de tout. Commençons par nous occuper d'eux.

Nous sommes tous issus de migrations est ce vraiment là le problème. Demandons aux migrants comment ils peuvent s insérer et aidons les. Tout le monde pleure en lisant les misérables alors que nous sommes entourés de valjean Cosette . Halte aux Javert dépositaire d'une procédure logique mais probablement inappropriée à la situation

la France comporte près de 7 millions de personnes sans travail régulier, et sa forte natalité apporte 800000 jeunes chaque année sur le marché du travail; dans ces conditions , l'immigration est inutile , particulièrement l'immigration dite économique

Comme au Canada, définir des quotas liés à des capacités professionnelles. Pas d'immigration sans intégration dans la société active.

Nous allons tout doucement mais sûrement dans le mur.

Allez à Barbès, vous avez compris, un désastre... Il faudrait que les demandes d'asiles se fassent du pays de résidence, via les consulats, et au besoin sous protection de celle-ci, pas de notre territoire national. Que l'immigration soit sélective, par apport de compétence. Via le mariage. Par passage obligatoire à la douane, quelqu'un qui n'a pas validé son entrée serait la reconduite direct et sans condition à la frontière.

nous n'abordons pas la question de façon transparente il faut s'inspirer du modèle canadien en point en fonction du métier de la famille et des compétences, de l'age ect ne prendre que les profils qui sont utile pour le pays

Trop d'immigration en France. Prendre en exemple les Etats-Unis pour une immigration maitrisée

Immigration = arrivée massive des musulmans en France, qui ne viennent pas pour s'intégrer, mais pour imposer l'islam en Europe, c'est le devoir du musulman imposé par leur coran. Les politiques français sont ignorants de l'islam, naïfs, sinon islamo-collabos et complices. L'islam n'est pas une religion de paix et de tolérance, mais une secte politico-religieuse. Donc arrêt de l'immigration, retour au contrôle au frontière, expulsion des étrangers en situation irrégulière, expulsion des condamnés étrangers, suppression de la nationalité française pour les binationaux condamnés et donc expulsion . Nettoyage de la France !

La France a un comportement honteux vis-à-vis des migrants. Est-on encore humain quand on refuse quelques dizaines de migrants récupérés en perdition en Méditerranée? D'autres vont mourir de froid en passant des cols dans les Alpes et on continue de condamner des humanistes qui les aident... Quelle honte! Nous avons une responsabilité dans le décès de ces migrants et je souhaite que un jour nous payerons, non seulement notre inaction mais aussi les lois mises en place pour rendre encore un peu plus difficiles leurs conditions de vie. Le seul critère à mettre en place est le critère humain. Nous avons de la place en France. Lorsque les migrants arrivent en France ils sont aptes à travailler et à creer de la richesse. Leur refuser l'accès en France est inhumaine et raciste. Les hommes responsables de ces politiques auront je l'espère à rendre des compte pour mise en danger de la vie d'autrui et non assistance à personne en danger. Bien sûr ça m'étonnerait que cela arrive.

Définir des quotas au niveau européen (pour les pays volontaires, on n'obtiendra pas l'unanimité sur ce point)

Immigration choisie en fonction de nos besoins ; celle ci doit être revue chaque année par le Parlement

Nous sommes face à une immigration subie et non choisie . Et la baisse de la démographie n'est pas un argument pour justifier ce niveau d'immigration (voir le Japon dont la démographie est nettement plus faible et qui a une politique migratoire plus que réduite). On doit réduire l'immigration aux vrais demandeurs d'asile et à quelques travailleurs très qualifiés . Le regroupement familial systématique est à supprimer.

La politique d'immigration doit être une politique d'intégration.

Si je suis au chômage je réduis mon train de vie une France acculée de dettes doit faire pareil

politique pas claire et ambiguë.

- Engagement écrit de d'adhérer aux valeurs de la république. - Privilégier l'immigration choisie (adéquation diplômes ou compétences de l'immigrant / offres d'emplois disponibles=

Manque d'intégration. Capacité d'accueil pour une bonne intégration avec limitation des migrations économiques.

MAcron a parlé quotas alors cette question est biaisée et ne mérite pas de réponse

Tant que le taux de chômage reste élevé en France, il faut sans doute adapter la politique migratoire à cette donnée. Le rejet massif des migrants par une partie de la population vient de la conviction que les étrangers prennent «nos» emplois, «nos» logements et «nos» aides sociales. Là encore, la transparence sur les chiffres exacts des aides aux migrants permettrait de limiter les préjugés.

C'est une question difficile et très clivante en ce moment. Tant que le taux de chômage reste élevé en France, le thème de l'immigration sera un lieu privilégié de fake-news. Là encore la transparence devrait être la règle. Le seul critère qui me semble incontournable est le respect par les immigrés des règles de la République, dont en premier lieu le principe de laïcité.

L'immigration n'est pas contrôlée et déstabilise complètement notre nation. Il faut : - sortir de Schengen et rétablir les frontières - supprimer le droit du sol - supprimer le regroupement familial - réserver la sécurité sociale et les allocations de toute nature aux nationaux - supprimer l'AME - durcir les critères du droit d'asile et des conditions d'application

Notre pays se refuse à être plus humain, quoique déjà un peu plus engagé que d'autres pays : même s'il s'agit d'immigration alimentaire, il faut plus penser à l'autre quel qu'il soit

malgré tout le bien que l'on pense sur l'être humain qu'il faut aider, nous ne pourrons malheureusement pas accueillir toute

la misère du monde. Il faut clairement definir combien, qui et quels criteres. et ensuite les appliquer. justice et transparence

Pour juger, il faudrait avoir des chiffres fiables, sachant que l'on peut tout faire dire à des chiffres. Il est exact que nous ne pouvons pas accueillir tout la misère du monde. Mais que ceux que l'on reçoivent soient respectée humainement.

Des années de laxisme... Quand on veut venir en France on en demande l'autorisation. Si elle est acceptée très bien, sinon on repart. La France doit définir chaque année qui elle accepte sur son sol en fonction de ses besoins et de sa capacité à accueillir. Quant aux demandeurs d'asile ils doivent être accueillis, identifiés, suivis et leur dossier examiné le plus rapidement possible. Si la demande est acceptée faire en sorte qu'ils s'intègrent par l'apprentissage de la langue puis par un travail afin qu'ils subviennent rapidement à leurs besoins. Ceux qui sont déboutés doivent repartir immédiatement sans avoir la possibilité de moults recours. Intransigeance pour les clandestins et pour ceux qui les exploitent.

Il faut arrêter les aides financières. Accélérer les procédures de contrôles, reconduire sans délais les migrants économiques.

N'accepter que ceux qui veulent et peuvent s'integrer (Langue maîtrisée, signe distinctif religieux', ...)

L immigration est incontrôlée et le nombre d'immigrés en situation irrégulière s'accroit. Il faut des quotas notamment par typologie de métiers et en fonction de l employabilité et de la volonté d intégration des personnes voulant immigrer. Après examen de leur situation , les personnes en situation irrégulière doivent être expulsées avec décence du pays

N'accepter que le nombre d'immigrés que nous sommes capables d'accueillir dignement.

Elle n'est pas assez contrôlée. Prendre modèle sur le Canada qui fixe des quotas et des grilles de sélection en fonction de ses besoins permettant au pays d'absorber et de favoriser l'intégration de nouveaux habitants chaque année

Accepter uniquement l'immigration de réfugiés politiques, climatiques et les immigrés ayant trouvé un travail en France. Leur donner pleinement accès à l'apprentissage du français, de notre mode de vie et un logement décent.

Critère du travail : favoriser l'immigration dans les secteurs où l'on manque de main d'oeuvre

une immigration choisie en fonction des besoins de notre pays comme en amérique du nord

Je ne sais pas. On entend tout à ce sujet mais je ne connais pas suffisamment les chiffres pour me prononcer. L'impression est que nous n'avons pas suffisamment d'immigration diplomée, trop de migrants qui seront des futurs chômeurs malheureusement. Pour le reste, je ne sais pas.

Ne pas créer de ghettos et autres zones de non-droit. Réduire petit à petit ceux qui existent. Eviter le communautarisme.

Les quotas

être moins laxiste avec les migrants ilégaux.

Il faut être moins laxiste, notamment vis-à-vis de migrants étrangers à notre civilisation européenne ou ayant de vieux griefs à son encontre (ex- colonies,...)

La ou l'emploi est tenu par le secteur public (> 50% de l'emploi total) l'immigration est difficile à tenir La ou les bassins d'emploi sont tres dynamique hors public l'immigration doit etre la bienvenue

Trop floue. Pas assez accompagnée. Très coûteuse.

il est difficile de répondre, la plupart des gens qui arrivent en France ont fui l'enfer de leur pays. Mais difficile aussi de pouvoir intégrer tous le monde. Une des solutions seraient de permettre une vie normale à ces gens dans leur propre pays mais une fois que ça est dit, la question devient comment ? D'un autre point de vue, une fois les personnes en France, il faudrait leur donner toutes les chances de réussir mais est ce au détriment de «français» dans le besoin ? c'est un sujet qui ne peut être abordé ni que d'une façon comptable, ni que d'une façon humanitaire ... difficile très difficile de répondre

trop laxiste

L'immigration a servi et sert encore à développer l'économie du pays. Malheureusement, un pays qui se situe aux alentours de 10% de chômage ne peut pas faire face à n'importe quelle arrivée. Le flux migratoire acceptable doit être régulé en fonction des capacités d'accueil digne. Une famille qui finira dans la rue ne peut pas être acceptée. La priorité doit être donnée aux réfugiés, puis à ceux qui peuvent trouver un emploi.

Immigration choisie comme au Canada, en Australie.. En fonction des besoins en main d'oeuvre et avec obligation d'apprendre le français et de travailler dans un poste proposé au minimum 1 an (bien entendu avec contrôle pour que l'employeur n'abuse pas) Arrêt de l'accueil des migrants => Si on accepte on joue le jeu des organisations humanitaires qui affrètent les bateaux..

limiter l'immigration devenue beaucoup trop importante et massive au détriment de ceux qui travaillent avec de bas salaires ou touchent de petites retraites

Je trouve que l'immigration est relativement bien maîtrisée, entre ouverture et gestion de quotas. Toutefois, je trouve que pour les dernières vagues migratoires (suite aux tensions dans le Moyen-Orient), la France a été très mauvaise élève, et aurait pu accueillir plus de familles. Autre remarque concernant les Roms : Quand se décidera-t-on à gérer cette population ? Soit on ne souhaite pas les garder et il faut plus radical, soit on se décide à les accepter et les intégrer, mais cela passe par des stages et des formations, comme cela se fait dans d'autres pays d'Europe. L'Allemagne est un bel exemple dans ce domaine.

Supprimer le regroupement familial (Raymond BARRE voulait déjà le supprimer), fixer des quotas.

Nos gouvernements sont trop complaisants à ce sujet voire même téléguidés par des puissances financières intéressées par leurs seules opportunités de profits ! Il est si facile d'utiliser les migrants pour justifier des salaires toujours plus bas et des droits sociaux sans cesse attaqués.. Personne (ou presque) n'est dupe sur les motivations réelles cachées sous ces arrivées massives migratoires : toujours placer le citoyen français dans la culpabilité afin de l'exploiter encore plus et de le placer dans la précarité. Ainsi, conditionné par le marketing publicitaire, la société de consommation voulue par les financiers, prisonnier de cette pensée unique qui prône le «vivre ensemble» à tout prix, matraqué par une presse qui ne fait que relayer la voix des puissants, le citoyen français non ré-informé n'a que le choix de subir ! Je propose donc que notre politique migratoire se cantonne seulement à l'obligation de droit d'asile pour les personnes en réel péril dans leurs pays et ceci tant que nos français pauvres et précaires n'ont pas été pris en charge !!! Si des budgets se débloquent par la suite, la France doit aider les pays pauvres sur leur propre territoire. Il est complètement ridicule d'imaginer que des continents entiers aujourd'hui en grande misère puissent migrer pour des raisons économiques sur notre territoire qui je vous le rappelle est de 543 940 km2 (pour la France métropolitaine seule) !!!!

Je pense que pour accueillir des gens, il faut pouvoir leur apporter des structures adaptées, une formation professionnelle s'ils n'en n'ont pas, pouvoir leur apprendre notre langue, ce qui veut donc dire qu'il faut faire le point sur tout cela, connaitre les coûts engendrés et réfléchir à leur insertion dans notre société sur le plan socio-culturel.

Les migrations ont existées de tout temps et en tous lieux. D'où proviennent ces flux ou plutôt comment peut on en arriver là ?. Je veux dire à qui est-ce que cela profite et qui en est la cause ? marchands et fabricants d'armes pour cause de conflit armé, multinationales pétrochimique et minières pour cause de migration climatique, banques internationales pour cause de seuil de pauvreté. Le problème mondial ne peut pas être pris en charge par les simples citoyens. C'est le fruit de la mondialisation mal menée (uniquement pour le profit de la finance internationale)

Les critères peuvent être économique comme dans certains pays d'immigration traditionnelle (USA, Canada, etc)

Oui à l'accueil des étrangers en FRANCE réfugiés politiques climatiques et victimes des conflits ou des contraintes économiques dans leur pays.

je ne connais pas assez le sujet mais je le pense difficile à gérer. Il faut peut-être davantage parler de ce qui marche, des initiatives locales, des intégrations réussies...mais être strict avec ceux qui fraudent . Cette politique a un coût, c'est de l'argent public à ne pas gaspiller.

question difficile. Lutter contre le travail au black, ne plus opposer travailleur français et travailleur migrant.

Réguler l'immigration en fixant des critères correspondant aux besoins de la France

Quels sont nos besoins économiques ? il faut d'abord essayer de donner du travail à nos chômeurs. A faire venir des gens de l'étranger, leurs compétences doivent répondre aux besoins de nos entreprises.

accueillir seulement les réfugiés politiques refuser les musulmans qui en général sont intolérants, ne respectent pas la laicité et les règles de la République et qui ne respectent pas les femmes en les privant des droits fondamentaux des femmes (toutes les guerres actuelles impliquent des musulmans shiites et sunnites, Etat Islamique, Al Queida, terrorisme)

Besoin de l'économie en main d'oeuvre

il y a trop d'immigrés en France.Il ne devrait pas avoir droit automatiquement aux aides sociales

Donner 6 mois de formation à la langue française, enseignement de l'instruction civique de la morale et de la philosophie, et de l'histoire des religions

La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde. Il y a trop d'immigrés économiques qui viennent pour bénéficier des prestations de solidarité données sans conditions de nationalité.

Dire que les immigrés sont une richesse

Arrêtez d'être dans le déni, avec la mondialisation,l'explosion démographique, si on veut garder notre démocratie, la France doit ralentir fortement l'immigration. Le migrant a des droits , il a aussi des devoirs. Il doit pouvoir subvenir à ses besoins et à sa famille. Il y a déjà trop de pauvreté en France. Ne pas toucher d'aides sociales avant six mois et à condition d'avoir un travail Responsabiliser les pays de départ, qui doivent accepter le retour de leurs ressortissants

Être sûr que les migrants sont prêts et en capacité de s'intégrer

Les peuples qui souffrent ont besoin d'être accueillis, mais pas subventionnés, attention à ne pas donner plus à ceux qui n'ont jamais travaillés en France ni payés d'impôts sur le territoire. Par contre il faut mettre en valeur ceux qui travaillent dur pour échapper à l'enfer de la où ils sont nés par hasard !

elle est plutôt subis que choisie

Nous ne pouvons plus accepter les émigrés «Economiques». Nous n'en avons plus les moyens. N'accepter que les demandeurs d'asiles en danger dans leur pays d'origine.

Nous devons conserver une politique d'accueil et du droit d'asile pour les réfugiés politiques, ceux qui fuient les zones de guerre. Nous devons avoir une politique de quota pour l'immigration économique au niveau de l'Europe.

La politique migratoire doit etre tres largement revue, limitee a des criteres tres precis et limitatifs (guerre, asile politique...). Les sans papiers actuellement en France doivent etre revus au cas par cas, soit regularises soit expulses.

Notre capacité d'accueil ne me paraît pas exploitée au maximum, notamment vis à vis des familles ayant un niveau culturel permettant une intégration assez rapide dans un monde professionnel de type assez largement tertiaire en France aujourd'hui.

sujet extrêmement difficile; en tant que français je ne souhaite pas recevoir en France la terre entière; d'un autre coté si je n'avais rien à manger je serai un immigre. Développer les aides pour aider les populations sur place (agriculture et éducation / infrastructures) – faire comme l'Australie / le Canada: être sélectif sur le type de personne que nous accueillons (besoin de notre pays); accueillir moins de personne en nombre - mais investir plus pour faciliter leur intégration.

Pour moi il n'y a pas de problème d'immigration en France. Ne pas accueillir des réfugier à dispatcher ensuite en Europe est intolérable au vu de leurs conditions d'arrivée.

L'immigration se situe à un niveau assez stable depuis longtemps. Ce qui pose difficulté c'est qu'on est passé d' une immigration avec des pays avec lesquels on avait des liens (nos voisins latins - espagnols, portugais-italiens; les polonais catholiques; nos anciennes colonies d'Afrique et du Maghreb+Indochine) à des pays qui n'ont pas de lien avec nous, ni cultuel, ni culturel, ni historique, ni linguistique (Turquie, Albanie, Soudan, Afghanistan, Erythrée). Ces gens-là auront des difficultés à s'intégrer, d'autant que leur volonté de le faire me paraît insuffisante. Il est difficile de mettre des critères en place, sans que les associations droit-de- l'hommistes crient à la discrimination.

Stopper toute immigration. pendant un certain temps. Quand on a près de 2 300 milliards de dettes. On s'abstient de distribuer , ce que l'on a PAS. On s'occupe de ceux qui vivent légalement en France , D ABORD..

Maintenir la politique d'accueil d'asile Politique et des réfugies de zones de guerre Mettre des quotas au niveau européen pour l'immigration économique

Le droit d'asile n'est pas à remettre en cause. En revanche, l'immigration économique doit être fortement limitée, via des quotas annuels fixés par le parlement et surtout budgétés.

critères familiaux...critères économiques...bien sûr continuer d'offrir l'asile des réfugiés politiques

Bonjour il faut que la France mette en place une grille de demandes , et de besoins dans chaque profession .

Je souhaite que la France offre un asile à des réfugiés qui fuient la guerre et qu'ils rentrent ensuite dans leur pays. Je souhaite que la France accueille des réfugiés climatiques et les aide à s'intégrer dans la société française. Je souhaite que la France accueille des réfugiés économiques uniquement dans les secteurs d'activités où il y a pénurie de main d'oeuvre. Pour les autres candidats à l'immigration, et surtout pour ceux des anciennes colonies françaises, je souhaite que la France aide au développement et surtout aide ces pays à mettre dehors les multinationales qui continuent à piller leurs richesses.

S inspirer du Canada pour faire de l immigration sélective et qualitative

Je pense qu'aujourd'hui la France n'a pas de politique migratoire et surtout n'a aucun contrôle. Contrôle du droit à l'entrée, vérification du casier judiciaire, raison de la migration

Le droit d'asile doit être respecté . Le chemin pris actuellement me semble correct (Ouverture de ce droit aux seules personnes qui y ont droit, rapidité de la prise de décision, aide au départ des personnes ne répondant pas à ce droit)

L'immigration est une richesse pour notre pays

la politique migratoire est une catastrophe. Elle fonctionne au jour le jour, à cout terme, Alors qu' il y a une explosion démographique en Afrique. C'est maintenant qu'il faudrait agir sur ces pays pour limiter les naissances, pour eviter que dans 20 ans, on soit complètement débordé par des millions de gens cherchant à survivre en venant chez nous.

- Un migrant pour pouvoir rester en France doit parler Français, connaitre l'histoire de la France, connaitre la législation Française et la respecter, trouver un emploi et ne peut pas bénéficier d'aide sociale avant 10ans en France. Le chômage est déjà important en France donc il faut une immigration sélective selon les emploi que nous devons pourvoir.

NOTRE PAYS A CHANGER DE VISAGE ET N'A PLUS LES MOYENS FINANCIER POUR ACCUEILLIR TOUS CES DEMANDEURS.

La situation de la France vis à vis de l'immigration est scandaleuse: on ne respecte pas les droits de l'homme, et on ferme nos frontières aux migrants.

Il faut mettre en place des contrôles afin de lutter contre l'immigration clandestine. Celà doit se faire au niveau fontières européennes par un renforment ou la crétion d'un service police des frontières de l'Europe.

Catastrophique. Il faut le Respect strict du droit d'asile et des quotas d'immigration. Les aides' sociales doivent être analysées pour ne pas servir d'appel d'air à l'immigration. La naturalisation par le droit du sol doit être abolie, car les temps ont changé, le défi migratoire est immense, il convient de naturaliser selon la règle du droit du sang, avant qu'il ne soit trop tard.

Je pense que la France dispose économiquement d'un certain potentiel d'accueil d'immigrés, mais que cette immigration doit être pilotée, tant en qualité qu'en quantité, afin de préserver les équilibres économiques et culturels de notre pays. J'estime notamment que l'immigration de confession musulmane doit être réduite, car force est de constater que dans les 20 dernières années, l'islamisme militant s'est développé en France avec un certain succès, et qu'il en résulte des attitudes plus communautaristes qu'auparavant, favorisées par un effet de masse significatif. Le phénomène n'est pas généralisé, et la majorité des musulmans conserve pour principal objectif de bien s'intégrer. Mais cette volonté est menacée par la pression intellectuelle, culturelle, et sociale que les islamistes font peser sur eux dans les quartiers où ils se sont regroupés. Il convient donc de mener - pour le bien des musulmans eux-mêmes - une politique d'integration puissante et volontariste, sans concession, et de limiter l'arrivée de musulmans tant que cette politique n'a pas produits des fruits suffisants. Il faut empêcher les regroupements communautaires, qui sont naturellement des freins à l'integration. Pour ce faire, il faut conditionner les arrivées à la rejointe de lieux d'implantation choisis par l'etat, et « saupoudrer » les familles dans les petites villes et villages qui se meurent. Cette méthode aurait plusieurs vertus: - re dynamiser la démographie de ces lieux: de nouvelles familles créeront des besoins d'ecoles, de commerces, etc... - faire tomber la peur des immigrés dans nos campagnes, car ce contact permettrait de sortir des idées reçues, - favoriser l'integration Enfin, il faut imposer une formation stricte et significative à nos références nationales et culturelles, et expliquer que notre tradition étant intégrationniste, et non pas communautariste, ceux qui n'y adhèrent pas ne sont pas les bienvenus, et se verront opposer la loi.

La position de la France vis à vis de l'immigration est scandaleuse: on doit appliquer le principe de solidarité et accueillir les navires portant des migrants plutôt que de les laisser se noyer. Pas de critères !

il faut favoriser la natalité des français ! de tous les français !

La France doit être une terre d'accueil et de tolérance, ouverte au cosmopolitisme. Le fait migratoire, qu'il soit cyclique, temporaire ou définitif, est inhérent au monde vivant, et par conséquence à l'espèce humaine. Nous n'existerions pas si des « homo sapiens » n'avaient migré de l'Afrique Orientale ou ils étaient apparus. La France n'existerait pas si de multiples migrations ne s'y était succédé ainsi que dans L'Europe entière, depuis des dizaines de milliers d'années. Migrations individuelles ou sous forme de flux plus ou moins importants, sources d'un métissage, biologique et culturel, essentiel à la survie de l'homme. L'histoire de la France moderne nous démontre que l'apport de populations exogènes lui a toujours été bénéfique et que «a contrario» le départ en nombre de nos concitoyens en raison d'oppressions diverses l'a desservi.

Les limites à poser sont économiques : est-on capables en France d'accueillir correctement (logement, travail, etc.) plus d'immigrés au vu des finances publiques ? On pourrait peut-être l'être en raccourcissant les délais d'obtention des papiers nécessaires pour pouvoir travailler

la France doit chercher à accueillir les populations en danger de mort

Il faudrait une immigration mieux contrôlée et surtout limitée

Nous ne pouvons pas accueillir tout le monde, il est vrai. Néanmoins, nous pouvons faciliter l'intégration des immigrés et demander une aide à l'Europe

on accueille si on peut et si les personnes accueillies acceptent les règles de la République.

L'immigration a toujours été guidée par des raisons économiques pas très honorables (donner aux émigrés des boulots faiblement qualifiés et refusés par les Français de souche). Il vaut mieux des émigrés moins nombreux mais mieux intégrés et plus heureux que beaucoup de sans papiers. La capacité d'accueil dépend beaucoup de la santé économique du pays d'accueil. Actuellement, la France est économiquement fragile, peu dynamique, avec un chômage de masse.

Immigration choisie selon les secteurs en difficulté pour recruter (restauration, aide à la personne, industrie, medecin). Aide à l'installation dans les zones géographiques en difficulté. Un migrant économique sans emploi fixe au bout de 6 mois ne devrait plus être renouvelé. Accorder le regroupement familial seulement après un certain nombre d'année de présence sur le sol, sans délit et avec un emploi. Aider et accepter les réfugiés en provenance de pays où leur vie est en danger. Expulser systématiquement tout migrant ou réfugié faisant l'objet de condamnation pénale ou criminelle.

L'intégration est majoritairement catastrophique. Les migrants économiques hors europe doivent pouvoir être choisi en fonction des métiers dont le recrutement est tendu en France (aide à la personne, hopitaux, industrie, médecine, restauration). La pratique du français doit être un critère déterminant. Un migrant économique sans emploi au bout de 6 mois devrait être refoulé. Le regroupement familial ne devrait être possible qu'après un certain nombre d'année de travail et casier judiciaire vierge. Les expulsions doivent être effectives. Une grande vigilance doit être apportée aux mineurs non accompagnés qui peuvent basculer dans la délinquance si ils ne sont pas pris en charge énergiquement. L'immigration en provenance d'europe de l'est est tout aussi catastrophique et malheureusement rien ne peut plus être fait pour la réguler. Les étrangers venant de pays où leur vie est en danger doivent être accueillis, aidés et accompagnés.

La politique migratoire est floue et devrait être plus expliquée par le gouvernement. Une immigration raisonnée doit être envisagée : tous les membres de l'UE doivent accueillir les migrants avec une répartition imposée aux migrants selon des critères définis.

Favoriser l'asile politique (en s'assurant de qui nous faisons entrer sur notre territoire) et en favorisant leur intégration (langue, école, travail..) Supprimer l'immigration dite économique

pas d'avis

Favoriser l'asile politique et stopper l'immigration économique non voulue.

Aussi douloureux que cela soit, la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde et je pense pour ma part que l'immigration ne peut perdurer qu'à concurrence de nos capacités d'intégration. (Pour moi, l'intégration reste l'objecti essentiel) Je crois malheureusement que ces capacités sont devenues très très limitées. Pas question de revenir sur nos obligations en matière de droit d'asile, mais pour le reste, je suis partisan de limiter les flux entrants. Les discours récents dans ce sens me vont bien. Cela dit, je reconnais n'avoir pas d'idées bien précises en la matière...

la gérer quantitativement et qualitativement

La politique migratoire doit être maîtrisée et non subie

L'accueil des personnes qui souffrent dans leur pays: guerres, dictatures, dérèglements climatiques, famine, relève d'une ardente obligation. Toutefois, il convient de ne pas mettre en péril l'équilibre social et économique de notre pays, au risque de mal accueillir les immigrés et de de déclencher des comportements racistes de nos concitoyens. Il faut donc trouver des critères d'accueil.

L'immigration purement économique est un désastre ,nuisible à la France, ruinant les fonds publics. L' Etat privilégie cette immigration aux détriments des français qui n'en peuvent plus car actuellement tous les efforts sont consacrés à cette immigration massive ruinant l'espérance de français modestes ne pouvant même plus accéder à un logement décent ou des personnes avec des petites retraites ne peuvent plus vivre alors que tout est accordé à ces gens comme l'AME,la CMU, l'aide aux mutuelles, les transports gratuits,les allocations familiales,le téléphone portable, les aides alimentaires,etc... Combien de cas de personnes isolées surtout les femmes avec enfants se retrouvent sans moyens financiers alors que l'Etat privilégie ces migrants. STOP STOP STOP L'immigration due pour des raisons politiques où la ou les personnes sont en danger de mort dans leur pays d'origine peuvent prétendre à rentrer mais sous condition. Est-il normal de laisser rentrer des djihadistes français ou étrangers ayant combattu contre la France alors que ce sont des assassins en puissance?

La France devrait continuer à être une terre d'accueil. On ne quitte jamais son pays pour le plaisir. Si on le fait, c'est qu'on ne peut pas faire autrement pour vivre ou survivre. L'immigration est une richesse.

Mieux la réguler, et surtout la choisir et ne pas la subir. Un gros travail doit être fait avec la francophonie sur cette qestion.

Je ne me sens pas compétente pour répondre. Je suis par contre choquée lorsque je vois que l'on criminalise l'aide humanitaire à des personnes en danger de mort (comme sur la frontière italienne).

La situation migratoire est aujourd'hui satisfaisante; cependant la pression migratoire mondiale croit; la France ne pourra pas demain accueillir tous les volontaires migrants. Il est donc indispensable 1 de se doter de moyens de contrôler l'immigration illégale 2 de définir une politique d'accueil des migrants (nombre, qualifications, formation à donner, action auprès des pays de départ pour une collaboration etc...)

la politique migratoire actuelle est un peu trop marquée par des effets d'annonce et des actions symboliques faites pour donner des gages à la population censée être inquiète du fait de l'immigration. L'immigration est une chance pour un pays, les personnes qui se déracinent pour venir en France devraient être mieux considérées, accompagnées, valorisées, l'impact des personnes issues de l'immigration est très positif depuis toujours. Le seul critère qui vaille est notre capacité à accueillir dignement les personnes, il est donc normal de ne pas ouvrir les frontières et de fixer des contraintes pour venir en France et limiter les flux pour éviter de laisser les personnes entrer et rester sans avoir d'avenir

Une gestion des droits au niveau européen, un quota par pays au prorata de sa population et son pib, un programme d'intégration économique rapide là où l'économie française ne trouve pas suffisament de candidats

reconduire dans leur pays d'origine ceux qui veulent imposer leur présence , aux frais du pays en question.

Il faut limiter le regroupement familial abusif mais accueillir plus d'étudiants étrangers.

Distinguer le droit d'asile et l'immigration de travail

pas d'idée

répartir les immigrés dans toutes les communes

la politique migratoire doit être définie en tenant compte des moyens d'accueil. L'accueil doit se définir au niveau européen en plus du niveau national.

C'est lamentable. J'ai honte.

La France doit rester une terre d'accueil

Non maitrisée

Il faut recevoir les personnes dont la vie est en danger dans leur pays d'origine.

une immigration sélective qui correspond aux besoins d'emplois vacants. Pour une durée déterminée et sans regroupement familial. Trop de Français attendent à la porte de pôle emploi

La France est un pays riche et une terre d'accueil .Il faut traiter de l'immigration avec nos partenaires européen et prendre notre part et imposer a tous d'en faire de même.Les critères doivent être accueil politique,regroupement familial,possibilité d'insertion et de respect de nos règles

Immigration trop massive dans les années 70-80. Maintenant le mal est fait = la société est bancale et personne ne se sent à l'aise. Proposition = augmenter l'integration des jeunes issus de cette immigration via l'emploi

Définir notre capacité à integrer

Castrophiqu. Apprendre à parler français, à adhérer et respecter la laïcité et non signes visibles religieux. Le respect des femmes

Il faut accueillir en fonction de notre capacité d'accueil. Mais je pense que ce point va au-delà de la France, il doit être traité au niveau européen.

Sujet difficile,

Plus de solidarité

Faire bloc avec l'Europe

déjà répondu

Ouvrir les frontières, que tous les humains soient libres de circuler sur la planète

Etablir des quotas en fonction des origines, de façon à ce que la population soit «brassée» et non avec une identité étrangère unique (ex Afrique du nord) Etablir des critères en fonction des besoins de l'Industrie = en cas de fort chômage, limiter l'immi-

gration comme en Suisse Fortement limiter le phénomène migratoire actuel

Il n'y a pas de politique migratoire actuellement, elle doit être choisie, limitée avec des critères de diplôme, de connaissance de la langue

Il faut continuer à accueillir de nouvelles personnes, c'est un devoir français, mais il faut s'assurer de pouvoir les accueillir correctement, et ne pas oublier les français qui vivent déjà dans la rue, envers qui on a aussi un devoir.

La france n'a pas vocations a accueillir toute la misere du monde. il faut que les migrants intégrant notre pays soient la pour travailler et non pas pour venir chercher un eldorado, malheureusement ce sont les travailleurs français qui financent cette générosité. il convient de privilégier les personnes françaises en situation difficile plutot que de s occuper des personnes venant d un autre pays.

La France est parfaitement en mesure d'accueillir beaucoup plus de migrants s'ils sont réellement menacés dans leur pays d'origine Accélérer les procédures de traitement des dossiers

Il faut des quotas par pays d'origine.

Avoir une politique indépendante des dogmes de l'Union Européenne. Mettre en œuvre les leviers pour assurer une représentation effective et une reconnaissance des situations et des acteurs de la lutte contre les discriminations en phase avec l'exercice et la production du droit commun dans une République sociale pluraliste et égalitaire

Le non respect des quotas d'accueil, et la condamnation pour aide à l'entrée sur le territoire sont des aberrations. Il faut faire comprendre et apprendre que l'autre, le réfugié, l'immigré est une chance pour le pays d'accueil. C'est l'accès à d'autres façons de faire, de penser mais aussi l'arrivée de main d'oeuvre. L'immigration est une chance dont il faut profiter.

La principale est de demander aux immigrants le respect des valeurs nationales

La situation n'est pas bonne. Il faut travailler à partir de l'accord de Marrakech

La situation n'est pas digne du statut de la France. Les flux migratoires ne sont pas si importants que ça, en comparaison à la population française. Néanmoins, je pense qu'il faut avoir une immigration maîtrisée pour maintenir la cohésion sociale. Et en parallèle, rester forts sur nos engagements en cas de crise humanitaire exceptionnelle comme celle que nous venons de traverser avec les conflits en Syrie, en Iraq et en Afghanistan.

mettre des objectifs claires et mesurables chaque année

accueillir les vrais réfugiés et choisir parmi les émigrés économiques ceux dont le pays a besoin.

aucun critère, le monde n'appartient qu'à l'Homme, quid des frontières si l'on s'élève un peu?

Beaucoup trop d'immigrés impossibles à assimiler. Revenir au droit du sang et fixer des critères d'immigration

Non maîtrisée. Mettre des critères liés à nos besoins et à l employabilité des immigrés. Refuser les gens qui refusent de s integrer (mise à l épreuve)

Une immigration choisie en fonction des besoins du pays, avec un quota pour les gens en détresse. Une pause dans l'accueil des étrangers malades ou à tout le moins l'établissement de critères plus sélectifs. Une réciprocité des politiques migratoires

Posez-vous la question: D'où vient l'argent que les migrants ont reçu pour venir en Frane

Immigration choisie en fonction des besoins de main d'œuvre en France

Satisfaisant mais au vue des attentats, un renforcement des douanes aux points stratégiques me semble indiscutable...

elle est insuffisante La france peut accueillir plus de migrants

Malgré une situation tout à fait soutenable, la France est très frileuse, alors qu'elle a tout à gagner à s'ouvrir plus. Dans tous le cas, le droit d'asile n'est pas négociable.

+Notre pays s'est bâti avec les migrations successives et s'est enrichi sur tous les niveaux, intellectuel, financier, culturel... pourquoi vouloir se priver de tout cela, c'est débile.

la situation est désastreuse et dangereuse. les migrants ou imigrés doivent respecter les citoyens de France et l'état Français. limitation du flux migratoire, suppression des aides sans contre partie

Il y a desertification de certains territoires. Pourquoi ne pas envoyer les migrants dans ces endroits et leur apprendre le français. Ensuite, il faut éviter toute concentration d'une même ethnie dans un même lieu.

L'Islam radical pose un grave problème. Il ne me paraît pas souhaitable d'augmenter la proportion de musulmans en France tant que ceux actuellement présents ne sont pas mieux intégrés. L'immigration choisie est une solution souhaitable.

sans avis

Respect des lois françaises Démonstration de la volonté de s'intégrer Mettre en place un parcours d intégration.

Nous ne devons plus accueillir de migrants, sauf une immigration choisie : pour cause de besoin de compétences particulières professionnelles ou droit d'asile.

France terre d'accueil : on doit être fier de cela ! Par contre, il faut instaurer des «règles» de conduite et réciprocité aux accueillis

il faut une immigration choisie

des quotas en fonction de la possibilité d'intégration dans notre pays et en fonction des besoins que l'on a.

nous ne devons acceuillir que des gens qui ont envie et ont la possibilités de s integrer en france en reconnaissant les valeurs et les coutumes francaise

La politique migratoire est floue. La France peut-être une terre d'asile pour les réfugiés de guerre et politiques. Les réfugiés économiques, nous n'en avons pas besoin

Instaurer une règle simple: Nul n'est forcé de vivre en France ! Choisir la France c'est accepter ses règles, pas uniquement profiter de ses avantages...

DIFFÉRENCIER L'IMMIGRATION DE COMPLAISANCE POUR PROFITER DES AIDES DE CELLE HUMANITAIRE

Respecter la droit à l'asile

La France a encore beaucoup de place. Bien sur il faut prendre en compte le gros pourcentage de chômage, le fait que notre société est déjà rongé par les communautarisme donc il faut remodeler la société pour lui permettre d'acceuillir ces nouveaux citoyens dans de bonnes conditions.

mettre des quotas par profession dont nous avons besoin à l'image du Canada

Oui a une immigration économique choisie suspension du regroupement familiale pendant une longue période.

employabilité

C'est difficile, critère de guerre ou de catastrophe naturelle...

La politique migratoire est mise en place uniquement pour essayer de maintenir la croissance. Il serait temps de changer de paradigme. le but de la politique migratoire doit être l'intégration des populations et non la mise en place de communauté. Il y a donc besoin d'une formation et éducation forte à nos valeurs, notre cultures et nos devoirs.

Beaucoup trop d'immigration en France. une immigration non choisie , subie, des populations toujours plus pauvres qui paupérisent de plus en plus notre pays. pourquoi n'aurions-nous pas le droit, comme les États-Unis au le Canada et dans d'autres pays , de choisir nos migrants et d'en faire une force ? pourquoi devons-nous subir un afflux migratoires motivée par des raisons économiques qui viennent chercher des aides sociales ? Pourquoi est-ce qu'on condamne la France au nom des droits de L'homme à être un pays qui absorbe de plus en plus de pauvreté et de migrants , pourquoi a-t-on honte de dire que nous ne pouvons pas assimiler tous ces gens et que si nous voulons garder un niveau de vie correcte pour l'ensemble de nos concitoyens nous devons aussi faire certains choix ?

Agir dans les pays d'origine de ces immigrés pour les aider à y vivre

L'immigration ne doit pas être que le problème des grandes villes, il peut y avoir une solidarité dans l'ensemble du territoire qui est incitée et valorisée pour les maires et pour les habitants avec un projet positif

actuellement la politique migratoire est beaucoup trop large , notamment pour les mineurs: c'est une facilité extrêmement coûteuse et qui attire trop d'immigrés (et il y aura un regroupement familial derrière!!!!) il faut limiter aux cas extrêmes de danger , et faire une immigration choisie , comme la plupart des pays le font

Nous avons déjà beaucoup accueilli sur notre sol. La politique migratoire doit être à son strict minimum.

Accueil des seuls migrants souhaitant s'intégrer en France et soumis après une période de formation à des tests de connaissance culturelle et linguistiques. Leur répartition doit se faire aussi en tenant compte des besoins du marché du travail local et des capacités d'hébergement disponibles. Ne pas recréer de ghettos.

1) Je pense que nous devrons accueillir des migrants dans le futur. Autant nous y préparer. 2) Je pense que les réfugiés sont à accueillir en priorité. 3) Je pense qu'il faut faire appel aux bonnes volontés des familles françaises (et autres !) pour accueillir des migrants. Il y a des familles qui sont prêtes à accueillir et qui doivent se sentir encouragées. 4) Dans certains territoires, l'exode a laissé des terrains en jachère, des maisons abandonnées et il faudrait les proposer à ces personnes. 5) Il faut avoir un discours humain et courageux sur le sujet.

La situation n'est pas satisfaisante. Il faudrait des critères numériques et humanitaires Il faudrait un accord entre les états Il faudrait adapter les structures aux nombre de migrants accueillis

Continuer l'accueil des réfugiés.

Ce sont naturellement le respect de nos obligations d'asile et ensuite des quotas pour que la société ne soit pas déstabilisé par des arrivées massives . Il faut également développer une vrai politique d'intégration . Enfin , cela doit impérativement se faire au niveau européen . Il faudra peut-être pour cela revenir à une Europe plus réduite en nombre de pays ....

trop de laxisme, trop d'aides pour ceux qui en profitent et ne contribuent pas trop de droits pour les immigrés notamment les roms, donner plus de pouvoir à la police d'interpeller dans les camps de roms plus de sanctions pour ces personnes qui ne s'intègrent pas, qui dégradent et qui font preuve d'une grande incivilité, plus de sévérité pour les peronnes qui ne veulentpas s'intégrer dans la société et qui imposent leur manière de vivre

Les conditions de protection sociales en France constituent une forte attractivité. Or nous n'avons pas les moyens de maintenir ce système. La carte vitale doit être rendue infalsifiable. Les conditions d'attribution des allocations doivent être soumises à des conditions d'ancienneté sur le territoire français plus longues. L'immigration est une donnée au niveau e l'Europe. On a besoin d'une Europe beaucoup plus forte, beaucoup plus ferme et donc d'une Europe beaucoup plus intégrée sur ce volet. Les conditions d'entre sur le territoire américain sont bien plus strictes, depuis très longtemps. l'Europe doit s'en inspirer. Il faut beaucoup plus sélectionner les condition d'immigration, notamment sur des critère de niveau de formation. Naturellement, cette orientation ne doit pas empêcher l'exercice du droit d'asile a condition qu'il soit réserver aux seuls victimes de totalitarisme et accompagné d'une veritable politique de reconduite à la frontière pour ceux qui n'y sont pas éligibles. Or la encore, les décisions de justice ne sont pas appliquées, ce qui est connu des réseau et aggrave la situation.

Obligation de parler la langue. Obligation d'adhésion aux valeurs de la République.

Une immigration choisie et non une immigration subie. Voir ce qui se fait au Canada, USA, Australie, Afrique du Sud, etc.

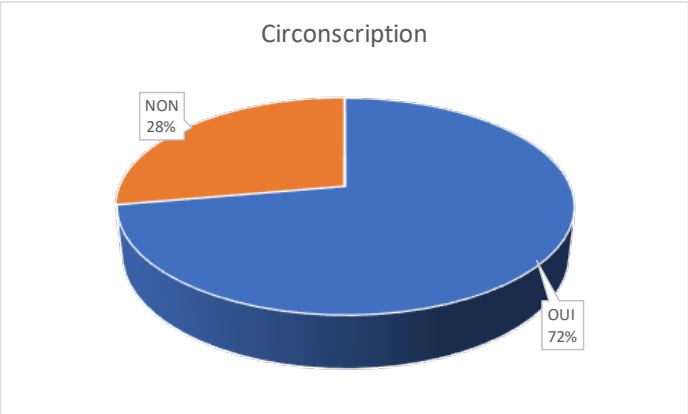
Réduire les quotas d'accueil, cela représente un coût financier pour l'état

critère d'asile politique ou de danger critère éco

Je pense pas qu'il y ait trop d'immigration en France. Nous sommes 67 millions et nous n'accueillons chaque année, sauf erreur que 200/250000 personnes... en long séjour... Une partie repart d'ailleurs. Il faut mieux organiser l'accueil. Dans de nombreux pays, vous passez une vraie phase d'intégration aux pays : partage des valeurs, de l'histoire, de la langue. Partage de la culture avec des locaux...

Politique migratoire inexistante. Accepter en priorité les demandeurs d'asile politique. Concernant les migrants économiques, définir les besoins par professions et si nécessaire organiser des formations correspondantes. Tous les migrants acceptés doivent pouvoir s'intégrer par le travail.

En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?



Note : les commentaires indiquant uniquement OUI ou NON ont été supprimés ci-dessous.

Non pas de quotas.

Augmenter l immobilier à cause de riches touristes étrangers posent effectivement un pb.

Oui, pourquoi pas, afin qu'on puisse les loger, leur apprendre le français, leur donner du travail.

non, notre pays se doit d'accueilir sans restriction

Oui dans les secteurs qui ont des difficultés pour embaucher

Oui ! Asile oui, réfugiés oui immigration choisie oui ! Avec des quotas et une immigrations basée sur l'espace besoins de la société

Je ne sais pas si cela fait sens d'avoir des politiques qui changent tous les ans. Il me semble que c'est plutôt une politique de moyen long terme, avec des périodes de révision

Oui. Seulement en fonction de ce que nos propre ressortissants auront pour vivre dignement. C'est dans les pays d'origine de ces migrants qu'il faut essayer d'agir ce qu'on a bien trop tardé à faire.

Arrêtons de penser chiffres globaux

oui , il faut fixer des quotas, comme de nombreux autres pays développés, sans faire d'angélisme

Cela ne servira à rien, sinon à monter des malheureux contre d'autres malheureux.

Non, pas de quota pour l'asile ! Ceux qui en on besoin doivent être accueilli après validation du dossier, mais juste temporairement, le temps de trouver une solution à leurs problèmes.

oui des cotas en fonction de nos besoins éviter les concentrations dans les grandes villes

Objectif = 0 le temps d'assainir la France.

Non, on laisse rentrer les gens. On n'a pas assez de place en France c'est ça? Moins de 10% du territoire est urbanisé, on peut laisser entrer des gens sans soucis. Ils travailleront et créeront de la richesse.

Oui notamment dans certains domaines où l'économie peine à recruter ainsi que dans des domaines de pointe (informatique, intelligence artificielle...)

oui ; nous ne pouvons pas accueillir tout le monde et en particulier l'immigration économique ; reconduire plus systématiquement les personnes en situation irrégulière

OUI , c'est évident.

L'objectif est d'intégrer la population immigrée.

Zéro

En admettant qu'on puisse le faire, cela ne mettra pas fin à l'immigration clandestine

Même si le Parlement définit des règles claires, cela n'empêchera pas l'immigration illégale. C'est au Parlement européen de fixer des objectifs et de les faire adopter par les pays membres.

Limiter l'immigration par des objectifs correspondant aux besoins de la France Mieux intégrer les immigrants, mais aussi renvoyer les délinquants condamnés

Non il faut que la politique migratoire soit décidée par référendum

Pourquoi pas mais se pose le problème de l'Europe et des frontières internes qui n'existent plus. Donc c'est impossible à réaliser sauf à casser l'Europe, ce qui n'est pas souhaitable.

Oui pour les objectifs annuels définis par le parlement en accord avec les régions qui connaissent mieux le besoin en quantité et en qualification. Accepter également les étudiants en faisant payer au prix réel leurs études. Les étudiants Français ont droit à la gratuité parce leur parents payent des impôts.

A coup sûr. mais, il faut souligner «une fois nos obligations d'asile remplies'

Oui des quotas !

Oui, un objectif clair permet de mettre en face les moyens adaptés.

Pourquoi pas, à voir selon quels critères définis

Favoriser l'Immigration choisie pour une meilleure intégration

On ne doit pas avoir l'obligation pour les asiles. On les choisi.

oui je pense que des quottas peuvent être instaurés en fonctions de nos besoins de main d'oeuvre.

Oui, à l'instar de pays comme le Canada, l'Australie,...en fonction des besoins réels de l'économie

oui mais adossez à une prevision d'emploi et employabilité

Nous devons déjà gérer l'immigration existante.

il est important d'être pédagogue et de bien expliquer Pourquoi et comment

Oui, en fonction des emplois disponibles que les chômeurs actuels ne veulent pas occuper

Oui mais il faudra s'assurer que l'immigration illégale soit stoppée et que les reconduites à la frontière soient effectuées

Il me semble que c'est déjà le cas, non ?

Oui des quotas

Oui, objectif zéro tant que des français vivent dans la pauvreté et la précarité.

Pourquoi pas?

Le problème est à résoudre au niveau mondial et il serait souhaitable que l' ONU ait des pouvoirs et soit consultée.

Cela semble raisonnable

NON AUX QUOTAS.

Accueillir des personnes dont nous avons besoin en termes professionnels. Leur intégration sera alors facilitée.

Éventuellement, mais pour diminuer l'immigration, il faut que les condition dans les pays voisin s'améliore, d'où le besoin de coopérer entre pays, et d'arrêter cette optique de profit qui manque d'humanité et de solidarité. Pas travailler gratuitement pour autant, mais la coopération n'a jamais été de la gratuité. Tout le monde peut être gagnant.

oui ainsi que les critères de sélection

mais la réguler en fonction des emplois vacant non satisfaits

uniquement selon nos besoins d'emplois réels

Pourquoi pas

Non, car si le montant des aides reste très faibles (moins de 100€/mois) s'ils n'ont pas de travail sur le territoire. Les pousseront à trouver du travail dans au autre payes de la communauté européenne..

oui je suis très favorable, ce serait plus facile pour l'intégration.

Oui des quotas mais au niveau de l'Europe

Voir ci-dessus. Plutot que de fixer un chiffre, il suffit de fixer des regles simples et de les appliquer.

Oui, une politique d'immigration de type canadien, tenant compte des besoins nationaux, me semble à étudier, sans oublier évidemment dans la partie «obligation d'asile» que asile politique et asile économique sont souvent bien délicats à distinguer. Comme pour la plupart des sujets, je souhaite des avancées de la construction européenne (jusqu'à une fédération prenant en compte des aspects régaliens, en ce qui me concerne) dans ce domaine de l'immigration.

Il faut essayer d'avoir une politique ferme en matière d'expulsion des étrangers en situation irrégulière, des migrants économiques et de tous ceux à qui on refusera le droit d'asile car ils ne remplissent pas les conditions. Mais avant d'en arriver là, à partir du moment où un migrant arrive sur notre sol, il faudrait qu'il soit accueilli de façon digne et c'est loin d'être le cas. Croire qu'on peut fixer des objectifs annuels est un leurre.

Comme je l 'ai dit plus haut, Stop à toute immigration supplémentaire, que l,on ne peut pas assumer , ou que le peuple ne veut plus assumer ! Quant aux obligations d'asile ? La priorité

est de renvoyer illico chez eux , à leurs frais, ceux qui ne sont pas recevables... Combien dans la nature ? Demander à rectifier le droit d'asile , àla baisse....

Mettre des quotas au niveau européen pour l'immigration économique

Oui, car cela aurait le mérite d'être clair et permettrait d'établir des relais concrets dans les pays en difficulté.

pourquoi pas

Bonjour il faut réguler l ' immigration pour le bien - être du plus grand nombre , mais ce de manière intelligente , et réfléchie .

Votre question est trop imprécise.

Oui, je suis convaincu que nous devons en accepter un pourcentage chaque année en faisant un tri et notamment privilégier les personnes dont la culture se rapprochent de la nôtre.

Pensons à long terme.. sur 30 ans. sinon, cela ne sert à rien

Non on arrête la

NOUS N'AVONS PLUS LA CAPACITÉ POUR L'ACCUEIL DE CES FAMILLES

Il faut conditionner notre accueil à notre capacité d'intégration: travail ou études, apprentissage de la langue, connaissance de nos valeurs et de nos règles sociales.

Pas de quota, et que l'on respecte au moins nos obligations.

- Ne pas revenir sur les conditions d'asile lorsque celles-ci sont remplies. - Il faut limiter l'immigration économique en définissant un quota au niveau du parlement en fonction de nos besoins de main d'oeuvre et des crédits possibles qui pourraient être alloués à cet effet. La France ne peut accueillir toutes les misères du monde.

Voir point développé ci dessus. Les objectifs doivent en effet pouvoir être fixés par le parlement, qualitativement et quantitativement, tout autant que le lieu d'accueil.

Il faudrait déjà remplir nos obligations. Pas d'objectifs annuels !!

Je ne crois que l'on puisse ni qu'il faille en passer par une loi en dur.

Oui s'ils sont budgétés correctement sans alourdir la dette publique

OUI des limites doivent être fixées

Aucune idée

Nos objectifs doivent être à la baisse et ne concerner que les métiers en difficulté de recrutement. Les objectifs doivent être calculés en fonction des secteurs économiques en tension

Les objectifs doivent être fixés en fonction des besoins économiques de notre pays (filière en tension) et des quotas maximum doivent être fixés en fonction des pays. Après l'asile, l'immigration doit rester une immigration choisie et non subie.

oui en concertation avec les autres pays européen. Nécessité d'un consensus sur cette question.

C'est une possibilité

Des quotas doivent être établis mais à conditions que ces gens migrants «pour raison non économique»qui viennent sur notre sol soient là pour travailler

non c'est une mauvaise idée

Organisme européen

avant de s'imposer des obligations d'asile , bien vérifier qu'aucun concitoyen de notre pays ne souffre et ne manque du minimum vital pour vivre.

Non, tout dépend des besoins de l'économie

remplir nos obligations humainement, c'est déjà bien

Stop

Cela peut sembler nécessaire pour n'accueillir que dans la mesure de nos moyens.

si vous êtes capable de les respecter????????

Comment peut on utiliser des chiffres à propos de la vie d'un être humain ?

UNE IMMIGRATION POUR COMBLER LES EMPLOIS NATIONAUX RESTES VACANTS DANS DES SPECIALITES DE POINTE. AVEC UNE PREFERENCE POUR LES TRAVAILLEURS EUROPEENS

Oui à condition de les respecter ce qui n'est pas gagné

Indispensable nous ne pouvons accueillir tout le monde surtout des personnes qui nous imposent leur religion et veulent changer les règles de la république sans compter venir pour récupérer des aides alors que le budget de l'etat ne le permet plus

Tout dépend du budget établi mais je pense qu'à ce jour, une fois nos obligations remplies, il faut consolider notre budget.

Non, il faut aider ceux qui sont dans le besoin

Non, ouvrez les frontières

En accord avec les entreprises, le parlement fixe un quota

Oui, via le Sénat et surtout via les Régions.

Oui, il parait logique de ne pas pouvoir accueillir indéfiniment, mais le problème ne me semble pas à l'ordre du jour.

la question est trop nebuleuse

Oui, avec des objectifs sur des emplois prioritaires. En contrepartie, l'Etat doit améliorer son accompagnement aux migrants

Quelle honte que cette proposition.....

Stopper temporairement toute immigration (hors obligation d'asile y compris le regroupement familial

Avant de vous occuper des migrants Descendez dans le peuple et voyez ceux qui souffrent sans dire un mot

Oui tout à fait

oui: 3% de la population

Non, il faut accepter tout ceux qui veulent nous rejoindre, cela nous apporte du sang neuf des idées nouvelles et crée des nouvelles richesses. Soyons optimistes le soleil brille pour tout le monde.

Pourquoi pas mais dépend des crises migratoires donc il faut pouvoir réagir rapidement

Oui suivant un quota de besoin défini (besoin de compétences particulières professionnelles).

objectifs de quels ordres (origine ? nombre ? diplôme ?)

Oui, car le pays ne peut accueillir toute la misère du monde, nous n'arrivons plus à nous occuper sérieusement des gens déjà présent

C'est à dire ?

oui, la France n'est pas une poubelle !

OUI UN PLAN D'AIDE ET FAIRE UNE ÉVALUATION AU BOUT D'UN AN

Pas bien compris la question

Pourquoi pas

Tout à fait il faut des quotas migratoires que l'on respecte vraiment et des reconduite à la frontière car 90 % des gens débouté du droit d'asile reste en France donc nous votons des lois mais nous ne les appliquons pas ce qui crée un sentiment d'impunité. il faut être beaucoup plus ferme sur l l'immigration nous ne pouvons pas assimiler encore et toujours des populations étrangères nous n'en avons ni les moyens ni l'envie .

Non, qui va financer tout ça alors qu'on est justement en crise

Il faut limiter le nombre en fonction du nombre de personnes que l'on peut accueillir dignement.

pourquoi pas si c'est dans le cadre d'un projet positif

oui et de façon très limitée et appliquée réellement

Il faut baser notre accueil sur les possibilités que nous avons (et je pense qu'elle peuvent être importantes si nous mobilisons nos forces). Donc il faut en faire un recensement et s'organiser en fonction avant de faire venir les gens.

Les objectifs devraient être mis en commun à l'échelle de l'Europe. Il faut

Non, il faut que ce soit définis au niveau Européen .

Oui, avec des quotas par métier ou niveau de formation, selon les besoins du Pays

S'assurer que les personnes accueillies sur le territoire français, respectent les règles de la république française : compréhension égalité homme/femme, exclure la polygamie

pourquoi pas

Oui, Si ces objectifs ont pour vocation de rééquilibrer le type de visas distribués, pour mieux les adapter aux besoins du pays. Si l'idée est de réduire une immigration déjà faible non.

Oui. Une consultation avec les autres pays européens me parait également importante.

Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Etablir des vraies politiques de développement économiques avec les pays sources d'immigration

préparer l'intégration de ces personnes avec un accompagnement, notamment pour apprendre la langue française mais aussi l'histoire et la culture française et former les personnes en âge de travailler à des métiers en manque de main d'oeuvre

Ne plus utiliser de pétrole.

Ceci concerne l'Europe, qui doit s'emparer de ce défi en favorisant financièrement l'accueil, en répartissant les immigrés partout en Europe.

Être beaucoup plus honnête sur les statistiques dans ce domaine.

REPONSE COLLECTIVE AU NIVEAU DE L'EUROPE

Aider les pays d'origine des émigrés

Voir ce que font certaines associations et généraliser leurs actions sur tout le territoire

l'immigration n'est pas un poids mais une chance. Il faut donc se donner les moyens et cela passe par une redistribution des richesse.

meilleure répartition des richesses

Couper l'appel d'air ! Nous sommes trop généreux. Moins d'aides, moins d'argent donné, la nationalité française est trop vite donnée elle n'est même pas respectée, plus de regroupement familial et moins de complaisance avec les passeurs et ces associations qui sous couvert d'action sociale et humanitaires sont de vrais trafiquants d'etres humains

DÉPENSER DE L'ARGENT POUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Le défi c'est l'intégration. Eviter la concentration de population immigré dans un même quartier, territoire. S'assurer que les enfants d'immigrés et les familles parlent correctement le français.

Le réchauffement climatique va accélérer fortement les mouvements migratoires de centaines de millions de personnes qui ne pourront plus vivre chez eux à cause de la montée des eaux mais aussi à cause des hausses de températures qui vont brûler leurs cultures leur permettant de se nourrir. Hors nous avons une responsabilité importante dans ce réchauffement climatique du fait de nos émissions de CO2 passées ; ceci nous donne donc une obligation de réparer les dégats causés et pour cela, d'INNOVER. Innovations conditionnées par la réalisation de prototypes qu'il est aujourd'hui impossible de financer en France du fait de la castration des organismes publics en charge de l'innovation. Nous donner les moyens d'INNOVER en finançant les prototypes qui permettent de décarboner et freiner le réchauffement climatique tout en apportant une solution économique globale permettant à tous ces gens de pouvoir continuer à vivre chez eux ; innovations aisément applicables chez nous comme chez eux si on nous donne les moyens de travailler et d'innover : avec de l'audace on peut tout entreprendre mais on ne peut pas tout faire (Napoléon Bonaparte). LIBÉRER LES FORCES INNOVATRICES FRANÇAISES DE LA CASTRATION DES ORGANISMES D'ETAT en recrutant, dans ses organismes chargés d'aider les innovations à se réaliser en France, de réelles compétences et expériences du TERRAIN en matière de création d'entreprises innovantes, venant du secteur privé des TPE PME PMI, pas des énarques et autres «hauts fonctionnaires» ou cadres des grands groupes, dont le seul risque pris dans leurs vies se limite à prendre quotidiennement l'ascenseur pour rejoindre leurs confortables bureaux. Revoir de toute URGENCE et simplifier tout le système qui concerne l'innovation et son financement en France. Mettre en place UN RÉFÉRENT par dossier, joignable par téléphone et email, en charge de la paperasserie et de remplir tous les dossiers technocratiques et administratifs pour accéder aux aides financières à l'innovation, connaissant les rouages du système pour flécher le chemin le plus rapide permettant d'accéder aux financements des prototypes. Mettre en place une obligation de MOTIVER LES REFUS DE MANIÈRE RESPECTUEUSE, PRÉCISE ET DÉTAILLÉE. Mettre en place une procédure d'APPEL permettant aux innovateurs d'apporter avec des experts et des scientifiques, la preuve que la décision prise est erronée.

Cohérence à l'échelle européen pour l'extra européen.

Agir auprès des pays d'origine, poursuivre bien plus activement les passeurs...

Acceuil

aider les pays d'émigration à proposer à leur jeunesse des incitations à rester au pays ; le tri doit se faire sur leur sol, en ccoordination avec les autorités de ces pays

Refouler systématiquement les soit disant «sans papiers» qui ne sont que des clandestins, immigrés illégaux.

Il faut répondre au problème à la base, donc avant le départ des gens qui courent vers un eldorado qui n'existe plus.

Apporter de l'aide là où ils en ont besoin, nous savons très bien qu'une fois qu'ils sont là il est trop tard.

la transparence dans le recrutement des besoins l'obligation de vivre dans les zones définies, exemple la guyanne pour travailler dans les forets et les cultures

Mieux intégrer les nouveaux arrivants : apprentissage de la langue et de la culture française, en particulier pour les femmes, qui seront en premier plan pour éduquer leur enfants.

Remettre en place un contrôle aux frontières, même si nous restons dans l'Europe

Intervention de l'armée pour nettoyer les zones de non-droit où les mafias musulmanes font la loi et appliquent déjà la charia

SOLIDARITE

Travailler avec les pays de départ et ne pas attendre le flux des migrants

Aider les pays d'Afrique à créer des emplois sur place

IL faut revenir aux sources du mal et travailler sur les conditions de vie dans le pays de départ : d'où viennent les migrants, pourquoi quittent t'ils leurs pays ... on va trouver des pays en guerre

ou sous développé ou victime de la montée des eaux suite au réchauffement climatique ou dont les richesses sont exploitées par des multinationales au détriment de la population locale .... En fait des causes dont les pays d'accueil eux même sont responsables. Lutter contre le comportement des multinationales, lutter contre le réchauffement climatique, favoriser le développement des pays concernés, la coopération et non l'enrichissement de la poignée de dirigeants au pouvoir ...

Informer les français que les flux migratoires font parti de l'histoire de l'homme depuis la nuit des temps

Limiter et intégrer.

Continuer de pomper les richesses de l'Afrique, instaurer un RSA sur place payé par les multi nationnales qui s'engraissent sur place

s'organiser pour accueillir dans de bonnes conditions et s'organiser au niveau européen.

Des seuils alliant devoir d'asile / possibilités d'accueil. Contribuer au développement des pays en voie de developpement (actions locales, projets européens mis en place sur le terrain, ...)

Cota d.immigration économique limitée et aide aux pays en développement

au lieu d'exploiter et piller le reste du monde on doit lui donner les moyens de vivre .

Le parlement européen devrait se saisir du problème et proposer autre chose que des quotas. La solution ne peut être qu'européenne.

La réponse ne peut être qu'européenne. Je ne suis pas certaine que l'aide au développement dans les pays d'émigration soit très efficace.

Voir ci dessus Rétablir les frontières et l'identité française Envoyer clairement le message aux pays d'origines de l'immigration que nous changeons de politique Reprendre plus le contrôle sur ces pays pour stopper la corruption et le détournement des aides massives que nous leur versons

essayer de régler les conflits qui créent les flux migratoires et faire participer les pays les plus proches

Est-ce qu'il va durer ? A mon avis nous avons derrière nous les années qui ont vu le plus gros nombre d'immigrés.

Humanité, bienveillance, exigence et fermeté.

On ne peux pas accepter toute la misère du monde, Donc ok pour les réfugiés politiques et mise en place des cotas. Avoir une vrai politique d'accompagnement: apprentissage de la langue et des réglés de droit français

Contrôle des frontières. Reconduite des personnes en situation irrégulière. Aides sociales modulées en fonction de la durée de présence en France et non attribuables aux personnes en situation irrégulières (après examen plus rapide de leur cas). Le défi du futur est la surpopulation du pays et du monde (sujet qui des conséquence sociétales et ÉCOLOGIQUES mais sujet TABOU!!). L'accroissement exponentiel de la population de l'Afrique notamment est un sujet majeur qui concerne la France et l'Europe. Aider l'Afrique a se développer, s'instruire , gérer sa natalité, faire du développement durable et pouvoir maintenir sa population localement....devrait être un projet majeur et prioritaire . Sujet bien plus important que notre «petite lutte» franco-française sur le réchauffement climatique et nos principes de précaution . M Borloo l'avait compris !!

Renforcer le contrôle aux frontières, lutter efficacement contre les passeurs, simplifier les procédures de reconduite, aider les PED à construire une économie et pour cela, ne pas distribuer aveuglément des «aides» qui ne font que renforcer la corruption.

Politique de contrôle migratoire aux frontières renforcé, pour les immigrés illégaux

Avoir des quotas pour dimensionner les accompagnements et donner de vraies aides à ceux que l'on accueille en formation logement emploi.

Des contingents fixés par le Parlement et des quotas liés aux possibilités du marché du travail

Il pourrait y avoir une reponse européeenne avec un ESTAT comme pour australie canada ou USA ce n'est pas tres compliqué

Ne pas donner de signaux qui font penser que notre pays est un eldorado ou l on peut gratuitement se nourrir être soigné, être hébergé sans aucune contrepartie afin que les candidats a l»immigration s»intègrent grâce à leur propre volonté.

Nous devons avoir un politique de développer ces pays pour que les gens restent chez eux. Ou bien on respecte le quota.

Un discours clair, courageux et constant des responsables politiques

Developpement des pays d 'origine et tampon - Réduire l'attractivité -

Les français se sentent défavorisés par rapport aux efforts faits pour ces populations accueillies et si le travail ne revient pas en France, il y aura un rejet total de ces pauvres gens.

apporter des solutions dans les pays d'origines,

impliquer davantage le citoyen dans la démarche d'intégration (sercice civique obligatoire, 3 jours par an par ex)

Développer la coopération avec les pays concernés pour que la misère diminue.

Obligation aux personnes immigrantes d'apprendre le français et les principaux devoirs, de travailler chez nous sur des postes vacants et mettre en place un retour à la frontière à la moindre violation de la loi.

stopper les aides et les soins gratuits en france cela freinera déja l'immigration massive

Faites-vous référence aux réfugiés climatiques ? Si oui, il faut évidemment les accueillir.

S'inspirer de la politique australienne, le résultat de cette politique : immigration maitrisée et aucune mort de migrant dans les mers bordant l'Australie. (contrairement à la méditerranée) Prévention en amont, coopération ferme avec les pays de départ.

Notre pays ne pourra pas accueillir tous les miséreux du Monde qui migrent pour des raisons économiques et entrent illégalement sur notre territoire. La France doit avoir le courage de reconduire les illégaux à la frontière pour se concentrer sur les demandeurs d'asile en péril réel dans leur pays mais doit aussi reconnaître et résoudre les difficultés des français les plus pauvres.

Faire le point sur les besoins et voir ce qu'il est possible objectivement et humainement de faire, recruter/former plus d'enseignants, faire l'état des lieux des logements vacants et/ou en déshérence, dire clairement aux gens qui veulent venir chez nous quels sont les emplois que nous sommes en mesure de leur proposer, les secteurs qui recrutent...et leur proposer une formation en adéquation.

Mise en place d'une organisation mondiale dépassant les états et les multinationales et banques

Débattre et se questionner sur que voulons nous vraiment devenir ? Une simple espèce vivante vouée à disparaître, ou une prodigieuse civilisation dont la coopération de chacun peut l'amener toujours plus loin dans son besoin d'apprendre et de découvrir ?!

Limiter l'immigration, faire de l'intégration choisie et mieux intégrer. En contrepartie, renvoyer hors de France les immigrants délinquants / condamnés

Voir la politique migratoire des pays scandinaves (Suede) qui ont rétablis les contrôles aux frontières, réduit les avantages sociaux des migrants et ont fait savoir qu'ils expulseraient les migrants économiques, avec les résultats que l'on sait.

refuser tout migrant en France qui n'a pas fait de demande à l'ambassade de France dans leur pays contribuer au développement économique des pays concernés sans vue égémonique

De renforcer les états du pourtour méditerranéen Lybie notamment

agir sur le developement dans certains pays

Réfléchir (mondialement) avant d'agir (localement) au lieu de l'inverse !

Intégration chaque année d'une population d' environ 400 000 émigrés par an pour maintenir une démographie équilibrée en France et permettre le maintien d'un revenu décent pour les retraités (pb en Allemagne, Japon , Chine...)

Ne donner les prestations de solidarité qu'aux citoyens français ou aux étrangers s'ils cotisent comme les autres (exemple sécurité sociale, retraite).

Proposer un accueil digne aux immigrés

Rendre le regroupement familial plus contraignant. Obligation d'avoir un travail dans les 6 mois, sinon retour dans le pays d'origine Pas d'aides dans l'immédiat. Pas de CMU. Se soigner en France signifie payer les soins Aider les pays de départ en les aidant dans la construction de projets, former des personnes pour l'entretien. Surtout ne pas donner d'argent au pays car cela serait détourner

Les intégrés à notre système scolaire, les former puis les répartir dans toutes l'Europe, l'Allemagne a besoin de gens qualifiés, par exemple, il faut une solution Européenne.

On implique les entreprises , elles connaissent les besoins

Aider les pays d'Afrique.

Renforcer une politique européenne sur l'immigration.

Voir ci-dessus.

Une répartition territoriale sans reconstitution de ghettos... Un renforcement des postes de Français Langue Etrangère. Une intégration des plus jeunes via des possibilités de travail en alternance de la formation générale.

Aider les gens à se développer chez eux: qu'ils puissent vivre , manger chez eux

Changer la société mondiale. Sortir d'un système de croissance économique et démographique infinies dans un monde finit qui par définition ne pourra bientôt plus supporter ces pressions. Faire en sorte que les populations puissent vivre décemment là où elles naissent. Éduquer la population mondiale à avoir une démographie durable.

Il faudrait traiter le problème le plus en amont possible. Le défi majeur de ce siècle c'est l'explosion démographique africaine. L'Afrique, continent d'avenir, je n'y crois pas une seconde. Les quelques espoirs de développement qu'ils auraient seront ruinés par le réchauffement climatique et leur natalité galopante. Alors même si je dois passer pour malthusien, si on veut éviter que des dizaines de millions d'Africains essayent d'arriver en Europe, il faudrait faire en sorte que ces personnes ne naissent pas. Ces pays politiquement et économiquement faibles, où les traditions, coutumes, religions et superstitions tiennent encore un rôle éminent auront toutes les peines du monde à réduire cette natalité, si tant est qu'ils en aient seulement un début de volonté.

STOP¨... Et si les règles européennes (ou internationales) ne le permettent pas ; on DOIT modifier les règles. On est au XXI ème siècle, pas en 1930 ! Courage... Car si ça dure, ce sera la révolution, dans l 'Europe, je le crains ..!

Travailler la question migratoire au niveau Europeen

Arrêter les flux migratoires illégaux, en démantelant les réseaux de passeurs, car cela s'apparente à un trafic d'êtres humains.

Bonjour il faut mettre en place une vraie structure d ' accueil pour ceux , et celles qui sont déjà là , cous de langues , formations accélérées , et intégration plus rapide au pays d ' accueil avec obligation de respecter nos droits , nos devoirs , et notre histoire .

Je crois que le problème est mondial et que la réponse doit au minimum être européenne.

nous devons a tout pris contrôler les personnes qui rentre sur le territoire européen, ou nous allons les placer, les intégrer dans les valeurs de l'unions européennes et de la république française et savoir comment ils vont contribuer au développement du pays.

Que l'on accepte une immigration de personnes parlant notre langue et se déclarant d'accord avec nos valeurs. La citoyenneté ne pourrait être accordée qu'après un long délais probatoire mais pendant ce délai ces personnes auront le droit de vivre en France sans restriction. Toute infraction grave (à déterminer) pendant la période probatoire pourra entraîner l'extradition.

Rien de particulier

Bloquer les frontieres

SÉVIR SUR LES CONDITIONS POUR L'OBTENTION DES DROITS D'ASILE

Aider les pays d'origine des migrants en favorisant stabilité politique et investissement productif. Conditionner notre aide au contrôle de son usage.

Aider les pays pauvres afin de permettre à leur population de vivre correctement chez eux: aider les ONG.

Il faut fixer des règles à respecter de la part des migrants retenus : obligation de trouver un emploi déclaré dans les 3 ou 4 mois après son arrivée ; fixer un délai de carence (6 mois minimum) avant de pouvoir bénéficier des services sociaux et médicaux gratuits (sauf cas d'urgence vitale) ; se conformer aux obligations légales du droit français, etc... Le non-respect des règles doit entraîner un retour immédiat au pays. - Trouver un accord commun au niveau de l'Europe pour définir les modalités d'accueil et conditions.

Développé ci dessus. Je rajoute que parce que la pression migratoire va durer, avec une composante musulmane importante, Il faut développer un islam de France, et imposer des imams français et formés en France dans chaque mosquée.

Améliorer notre aide aux pays en difficulté pour éviter que leurs ressortissants ne s'enfuient. Aider les ONG !

Il faut que les gens qui arrivent puissent s'intégrer rapidement (2 à 3 mois) et pour cela pouvoir commencer à travailler au plus vite. Recevoir des immigrés sans être capable de les intégrer peut mettre à mal notre société, non pas parce que nous serions submergé, on est là dans le phantasme, mais parque qu'ils peuveuvent modifier les équilibres socio économique ectuels qui sont assez fragiles.

Il faut anticiper. Préparons les structures d'accueil pour faire face au flux migratoire à venir. Tentons d'établir une coordination avec nos voisins européens, et efforçons-nous de convaincre les dubitatifs et les frileux que l'accueil d'émigrés est une chance à terme.

Des investissements plus importants dans les pays concernés pour fournir localement des moyens de vivre sur place aux can-

didats à l'émigration. Attention que ceux-ci n'aillent pas directement dans la poche des dirigeants ...

discussion dans les assemblées de la République

les réponses au droit d'asile doivent être rapides et strictes (sinon reconduite au frontières)

Je n'ai pas d'idée sur ce point

D'abord trouver avec les pays source d'immigration des accords de développement pour fixer leur population.

Les migrants doivent avoir des devoirs . Responsabiliser les pays dont proviennent les migrants économiques en diminuant leurs aides si leurs gouvernants ont une politique qui favorise les départs de leur ressortissants. Pénaliser financièrement les pays qui ne reprennent pas leur ressortissants expulsés

En matière d'immigration, l'intérêt national et les critères nationaux doivent prévaloir sur tout intérêt européen. Les pays refusant le retour de leur ressortissant expulsé doivent être financièrement ou économiquement pénalisés

Envisager une politique européenne sur ce sujet. La France seule ne pourra pas répondre à ce defi

Aider les pays en voie de développement à se développer et à devenir autonomes. Agir urgemment sur le climat pour éviter une immigration climatique massive d'ici quelques années et l'anticiper dès à présent en engageant une concertation avec nos partenaires européens.

prévenir l'immigration climatique en soutenant les pays en voie de développement et en les aidant à devenir autonomes. Politique européenne concertée sur l'immigration.

instaurer des quotas et recevoir selon nos besoins économiques Privilégier les réfugiés issus de l'Europe

Il faut réguler l'immigration pour qu'elle soit comprise et acceptée. Mais pour cela il faut raisonner à l'échelle européenne et non nationale.

voir supra

Fermer les frontières, rétablir les polices frontalières ,rétablir les douanes

Aider les pays qui en ont besoins avec des aides matériels sous le contrôle de l'état et des parlement, pour éviter le détournement des ces aides et donc de payer deux fois. (le matériel et l'immigration)

Nécessité d'une politique européenne et de partager l'effort d'accueil en fonction des possibilités de chaque pays.

la collaboration avec les pays de départ; sur le plan économique global l'immigration est souvent bénéfique mais elle n'est rarement perçue comme telle; il faut faire un effort de pédagogie auprès de nos concitoyens pour qu'ils prennent conscience de cela;

ce n'est pas un défi, c'est une chance et une richesse. Ma proposition est de répartir les personnes arrivant en France dans des régions qui ont besoin de sang neuf pour habiter dans les villes moyennes qui se dépeuplent, participer à l'activité locale en créant leur activité ou en contribuant à l'emploi local, contribuer à repeupler les écoles avec leurs enfants

Refuser l asile économique auquel il faut opposer plus d'investissements européens dans le pays d'origine

arreter de faire miroiter que notre pays pourra indéfiniment recevoir toute la misère du monde .

Se préparer à mieux intégrer, ouvrir le marché de l'emploi, repeupler des zones sinistrées, condition l'entrée pour les migrants économiques à un projet économique (même si c'est travailler dans le bâtiment), pas d'accès aux aides sociales sans avoir cotisé un an.

Une action dans certains pays pour dissuader les candidats, en particulier les cadres au départ de quitter leur pays qui a besoin d'eux. Agir dans les pays les plus pauvres pour que la situation économique s'améliore

s'adapter à la situation

Stop

gérer avec clarté et de façon égalitaire dans les communes, les quartiers, les arrondissements

revoir le droit du sol qui encourage les naissances sur notre sol... et définir une politique globale de soutien aux investissements locaux pour permettre le développement des pays à émigration.

Une plus grande justice sociale mondiale.

la responsabilité, la maîtrise et non le grand n'importe quoi il y a des campagnes qui se vident des villages qui se meurent des personnes peuvent se reapproprier et faire revivre ces campagnes sous réserve de vouloir travailler et non pas profiter du système, il faut que ce soit encadrer mais sait on le faire???????

Donner les moyens au gens pour qu'ils puissent trouver des solutions dans leur pays. (Ne pas intervenir uniquement pour des raisons d'intérêts économiques, liés au pétrole ,par exemple...)

participer par des moyens humains et techniques au développement des pays de départ des migrants

Faire entendre notre point de vue a Bruxelles

Création de centres d'integration = sortes d'écoles où les réfugiés apprendraient le français et les lois

Il faut s'ingérer dans les pays d'où proviennent les émigrés afin qu'ils puissent y retourner et y vivre décemment. Il faut aider les pays à se développer et faire une coalition pour ceux où il y a la guerre

Des frontières européennes mieux gérees, une entraide en UE pour financer cette protection et aider les pays les plus exposes

Prendre des mesures concrètres pou limiter l'immigration

Ne pas subir : établir une politique européenne durable sur les flux migratoires, s'organiser pour accueillir décemment les réfugiés que nous accueillons.

arreter de pilier les pays dit pauvres

bien connaitre notre capacité d'accueil

déja repondu

Ouvrez les frontières

voir plus haut = limiter l'immigration

L'Europe doit aider les pays d'origine, et faire des campagnes de limitation des naissances.

travailler avec l UE afin de fermer un minimum les frontières, il convient aussi de nouer des relations diplomatiques solides avec les pays d'Afrique et du moyen orient afin qui limite les expatriations. plus ces pays se développent moins sa population voudra partir

Se mettre enfin d'accord avec les autres pays européens, mais c'est un voeu pieux avec la catastrophe annoncée de la décomposition de l'EU

Quotas et aide locale

Mettre en œuvre une politique publique française articulant approche inclusive, non-discrimination et mise en mouvement des populations

Montrons qui nous sommes, notre différence, nos valeurs en ouvrant nos portes. L'immigration est un excellent vecteur d'avancée sociale, cela dynamise l'économie.

une seule action est possible, c'est aider au dévloppement des pays d'emigration afin que ces peuples puissent subsister chez eux.

Un traitement au niveau européen

Parler juste et vrai. Arrêter les escalades verbales et les faux arguments. Définir des règles fermes et les appliquer. Faire passer le message qu'il vaut mieux gérer la situation avant de quitter son pays d'origine. Accélérer l'examen des demandes d'asile et les recours pour pouvoir plus facilement expulser les personnes qui n'auront pas obtenu l'asile et sécuriser le parcours de ceux qui l'obtiennent. Autoriser le travail pour les personnes demandeuses d'asile. Mais un contrat de travail ne devrait pas être un motif recevable contre une expulsion en cas de rejet de dossier

Pour que chacun sache, la plublication des chiffres de l immigration, du nombres d'étranger dans chaque ville, département, région, comme cela se fait en Espagne.

accueillir les vrais réfugiés et choisir parmi les émigrés économiques ceux dont le pays a besoin.

Ouvrir nos portes être accueillants et intelligents, accepter de partager avec ceux qui n'ont rien n'est pas si difficile, TAXER les transactions financières et récupérez l'argent de l'évasion fiscale et nous aurons de quoi nourrir tout le monde dans un monde volontairement décroissant.... Prôner la croissance et la compétitivité entre les gens entre les peuples est totalement absurde et augmente la pression liée à ce problème qui est uniquement financier....

Etre pragmatique et choisir des solutions efficaces plutôt qu'intellectuelles N'accepter aucun Sans papier, chacun doit justifier de son origine

Contrôler les frontières et expulsion des irréguliers. Aides sociales si cotisation

Etre plus directifs sur les lieux de séjour des étrangers, en désengorgeant les villes à forte pression immobilière et en privilégiant l'implantation dans des territoires désertés.

Vous avez les moyens pour cela . Observez ce qui se passe dans des pays voisins. Supprimez en premier lieu le regroupement familial. N'oubliez pas que se sont nos parents qui ont lutté pour une France libre

L'immigration doit être liée à la capacité de la société française d'intégrer les migrants Développer des structures d'accueil sans ghettoïsation - Développer la formation des migrants

Il faut absolument limiter l'immigration pour qu'il n'y ait pas saturation ce qui engendrerait des problèmes

Un quotas et un choix de personnes par critères d'urgence (guerre, médicale, environnemental...)

aider les pays d'ou viennent majoritairement les migrants. Enseigner plus d'histoire contemporaine et de géopolitique aux jeunes

Arrêter d'avoir peur de son ombre, et se réjouir de voir que des gens veulent venir vivre en France et mettre leur intelligence à notre disposition et investir leur travail pour continuer à enrichir notre pays.

Aider les pays source d'immigration à se développer et à assurer la sécurité de leurs citoyens

Nous avons un devoir d'accueil, mais il n'est pas possible d'accueillir toute la misère du monde .... Le choix est difficile. La démographie européenne stagne face à une démographie de pays proche qui explose.

Être capable d'intégrer et virer tout ceux-ceux qui ne veulent pas de notre pays

Travailler avec les pays d'où les personnes s'enfuient. On ne choisit pas d'être migrant => il faut combattre les raisons de départ. Les investissements doivent se faire sur place

Il faut arrêter de distribuer a tous l'argent que le pays n'a plus depuis longtemps, car nous allons transmettre à nos enfants un pays en ruine

des quotas + la fin au regroupement familiale qui consiste à faire rentrer un membre d'une famille en France et ce qui lui permet de faire rentrer ensuite toute sa famille. Car cette intégration se fait au détriment de citoyens français sans abris.

Il serait temps de prendre le problème à la racine, gagner ce conflit en Syrie et au Mali.

Fermeté , nous ne pourrons pas combler la misère de milliards d'étrangers

Repartir les nouveaux arrivant sur chaque communes du territoire Français et surtout ne pas recrer les barres d'immeuble des années 70. Sinon il faut rebooster au plus vite la formation repenser l'entreprise dans le partage du travail et des richesses afin d'augmenter le nombre de consommateur et donc de l'industrie des services et loisirs dans un cercle vertueux.

Fermeté et humanisme , dire la vérité sur les vrais chiffres . En France on ne peut pas parler de l'immigration sans être pris pour un extrémiste Prendre des mesures pour lutter contre l'immigration clandestine . Exemple que deviennent les déboutes du droit d'asile ? deviennent 'il des clandestins ? L'ignorance et source de fantasmes . Les migrations liés aux problèmes écologiques sont le défi de demain . Ne pas y répondre fait la place aux démagogues et populistes. La solution est européenne .

Il faut aider les gens dans leurs pays d'origine, les éduquer pour qu'ils produisent de quoi vivre sur place. Cesser de les faire travailler pour 3 fois rien, cesser de piller leurs ressources pour notre propre bénéfice... tout en faisant attention que nos aides ne soient pas détournées par les puissants des pays aidés.

Passer de la cohabitation parfois sensible à une intégration positive ou partagée

Avoir une immigration choisie et mettre en place des processus forts permettant l'intégration: Aide à l'apprentissage de la langue française, diplôme à obtenir concernant les valeurs de la républiques et les lois françaises.

Il faut réfléchir à des frontières européennes qui soit vraiment des frontières et non pas des passoires il faut être ferme se donner les moyens de reconduite à la frontière créer des partenariats avec les pays dont ces gens sont issus et réfléchir en terme de discussion et de sanctions car nous pourrons pas accueillir les migrants qui vont se diriger par millions en Europe à cause du réchauffement climatique. il faut vraiment anticiper cet énorme afflux de population qui arrivera et savoir si on veut d abord les protéger eux ou bien si on veut se protéger nous .

Régler le problème dans leur pays. S'ils ont une vie convenable, ils n'auront pas envie de partir

Aider les gens dans leur pays d'origine pour qu'ils puissent y rester.

Les défis que nous avons a relever sont énormes, nous n'aurons pas trop de bras de de cerveaux pour y parvenir. Pourquoi pas penser un accueil de migrant négocié localement avec des contreparties de type : exploiter des zones rurales abandonnées, être au services de la rénovation énergétique publique...

il faut être réaliste, pragmatique, cohérent avec nos moyens, et ne pas se laisser en permanence par la soit disant bien pensance

Ces personnes doivent participer activement à la vie de notre société => s'ils n'ont pas d'emploi, ils ne peuvent pas être simplement «bénéficiaires» de droits. Je propose de leur confier des travaux d'intérêt général (entretien des lieux publics ou autre)

1) Faire travailler les citoyens pour qu'ils fassent un état des lieux prospectif et proposent des solutions. 2) Mobiliser nos res-

sources internes importantes (patrimoniales et humaines). 3) Convaincre les citoyens que l'on ne peut pas se fermer car de toute manière nous ne pourrons la contenir sauf par la guerre. 4) Il y a des associations qui font un très bon travail qu'il faut encourager tout en les aidant à réfréner leur extrémisme qui parfois peut choquer.

Améliorer la politique d'insertion : construire des infrastructures d'accueil, former, donner des cours de français obligatoires, refuser les fichés S. Aider les pays d'origine fuis pour raisons économiques à se développer.

Que les politiques arrêtent d'en parler tout le temps car ils font un effet de loupe et de stigmatisation . Diffuser dans les pays d'origine des films qui montrent la situation des immigrés en France, pour éviter de les faire rêver

Il faut absolument avoir une politique Européenne de l'immigration. Nous devons investir massivement dans les pays de départ pour qu'ils se développent et qu'il n'y ait plus de raison d'émigrer. Il faut aussi une politique militaire Européenne pour pacifier les zone de conflits qui créent de l'émigration et qu'il n'y ai pas que la France et dans une moindre mesure l'Angleterre qui soit impliquée dans ce domaine.

aider les personnes dans leur pays, les aider à se développer, ne pas faire de l'ingérence et ainsi provoquer des guerres civiles dans ces pays et être la cause de ces immigrations massives arrêter le pillage et l'ingérence dans ces pays

Accentuer fortement l'aide au développement pour limiter ces phénomène migratoires. Les pays les plus riches réservent une part beaucoup trop insuffisante au développement dans le monde

- Des quotas au niveau européen et au niveau français, par secteur professionnel et métier - Passer du droit du sol au droit du sang. Le droit du sol date d'un autre temps où les populations ne se déplaçaient pas ou guère.

Prévoir des contrôles : en France nous avons des droits mais aussi des devoirs envers la République

mais en lien avec l'europe

Le Canada me semble un exemple intéressant. Ce pays s'est construit et se construit encore sur l'intégration d'étrangers, de tous pays... Ils ont de vrais programmes d'intégration.

Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?

Former pour trouver du travail et enseigner les droits et les devoirs de citoyens pour s'intégrer

l'école pour les enfants et la formation pour les autres

Ne pas tuer des journalistes et les découper en morceaux comme mbs et ne pas accepter de vendre des armes à des «partenaires» qui nous tueront peut être un jour économiquement d abord physiquement ensuite

L'apprentissage de la langue est obligatoire, le travail doit être facilité et réglementé pour éviter que des entreprises emploient au noir des immigrés en profitant de leur vulnérabilité. Ceci devrait être terriblement sanctionné, ainsi que le mal-logement «organisé» par les marchands de sommeil.

Copier le Canada les mêmes modalités

ARRETER L'HYPOCRISIE DES «PAPIERS» TAIRE CONFIANCE AUX ASSOCIATIONS

Education. Apprentissage du français

Cours de français, apprendre les droits et devoirs des personnes vivant sur notre territoire

affirmer avant tout que les lois de la république s'impose à tous et à toute sans aucune exception .

éducation

Parler français, respecter l'histoire de la France et le mode de vie et les habitants de ce pays. C'est à l'etranger Arrivant en France de respecter les coutumes et les libertés françaises, pas aux français de respectés les us et coutumes venus d'ailleurs, imposer à nos yeux et consciences sous couvert de liberté et laïcité

L'ACCUEIL À L'ÉCOLE DES ENFANTS

L'éducation, l'éducation, l'éducation

De la part de l'État, de ses représentants et des ses délégataires en général : moins de mépris, de condescendance et de discriminations liées à l'âge, au sexe, la couleur de peau, le physique en général, les diplômes en particulier, le cursus scolaire, l'expérience, le lieu d'habitation, l'origine sociale, les idées philosophiques, politiques, religieuses ou autres... ARRÊTER DE JUGER LES GENS SUR L'APPARENCE en général.

L'apprentissage de la langue, l'emploi, la mise à disposition progressive des aides nationales

Essayer, enfin, de réduire le chômage mère de tant de misères et de violences. Obliger les étrangers en France, à connaître très bien le français et à faire une démarche solennelle pour obtenir cette naturalisation.

Coaching solidarité de proximité et convivialité de quartier Michel Rocard tu me manques

Enseigner la langue Française

Le travail. Mais dans une société qui vit depuis trop longtemps avec un chômage massif la tâche est exorbitante voire insurmontable.

Ce faire à la culture local, apprendre la langue, participer à des cours d'éducation civique, et prendre connaissance de nos droit et devoirs, de nos lois.

ne pas donner des allocations aux gens qui n'ont pas cotisé rendre transparent la méthode de sélection et de recrutement prendre en compte le patrimoine laisser au pays

- Apprentissage/éducation : de la langue, des pratiques et coutumes - Encourager les nouveaux installés à s'inscrire dans des clubs sportifs

Faciliter l'accès au travail.

Arrêt de l'immigration

On accueille les enfants dans les écoles et on donne des permis de travail aux parents. Après, l'intégration se fera.

La formation (langue, citoyenneté, formation professionnelle)

Apprentissage obligatoire du Français ; le regroupement familial ne doit pouvoir se faire qu'après intégration du nouvel arrivant

L'acquisition de la nationalité Française ne doit pas être automatique et le droit du sol est à réformer . Il faut exprimer sa volonté d'être français (et pas double national) et justifier d'une maitrise suffisante de la langue et de la culture (cf naturalisation aux Etats-Unis)

La règle est simple toute personne qui souhaite s'installer dans un pays en accepte ses règles , son histoire et ses traditions. La création de communautés et le regroupement qui favorise le communautarisme ne permettent pas l'intégration

intégrer les migrants par la maitrise de la langue française, les faire participer à des travaux d'intérêts généraux en attente d'un emploi stable afin que les français n'aient pas le sentiment qu'ils profitent du système et que cela coûte cher à la société et

que c'est « leurs impôts « qui payent, cela limiterait peut être la montée du racisme qui apparait dès qu'une société est en crise

Apprentissage de la langue, éducation civique et garantie d'une vie décente.

A part envoyer nos migrants travailler en Chine je ne vois aucune solution

atelier d'insertion par le travail , aide à la formation au français.

Un contrat écrit

Apprentissage du français obligatoire et test de connaissance de notre nation avant un accueil définitif

PArler la langue du pays et se plier aux regles en cours dans celui-ci et donner à tous l'espoir d'une vie meilleure

L'apprentissage du français est la condition sine qua non d'une intégration réussie, il devrait être obligatoire pour tous et toutes (bien souvent les femmes sont exclues de cet apprentissage, alors que ce sont elles les mères des futures générations). Il faudrait aussi conditionner le permis de séjour au respect strict des règles de la laïcité.

L'apprentissage de la langue française, couplée à certaines notions de droit, pour tous les immigrés arrivés en France, y compris pour les femmes, qui sont souvent les oubliées des programmes d'intégration. Or, ce sont elles qui élèvent leurs enfants, et peuvent ou non communiquer avec les enseignants. Elles sont le facteur clé de l'intégration de toute la famille.

Un étranger ne s'intègre bien que s il est baigné dans une culture forte et fière. S il est dans un environnement où il y a forte proportion d'étrangers il ne s'intégrera pas mais il participera à une communauté étrangère implantée en France. Il faut donc que les étrangers restent ultra minoritaire pour bien s intégrer. Il faut être intransigeant avec le communautarisme, par exemple interdire les prénoms non européens pour les enfants.

ne pas être trop tatillon et toujours avoir à l'esprit le souci de l'autre qu'il soit émigré ou SDF car on oublie trop souvent ces personnes

adéquation demandeur avec le besoin potentiel de compétences. en dehors de cela nous allons créer des abus intolérables

Déjà, il faut faire accepter par chacun, quelque soit sa nationalité, les règles de la République dans la mesure où il eut s'installer en France. Et surtout, il faut créer de l'emploi pour que tout le monde puisse vivre dignement.

Maîtrise de la langue, acceptation des règles républicaines, engagement à respecter notre histoire, notre culture et nos us. Et avoir un travail pour être en capacité de subvenir à ses besoins.

La formation. Faire comprendre aux immigrés qu'il y a des devoirs et des obligations à remplir pour faire partie de la France, les aides viennent après avoir rempli ses obligations.

Apprentissage de la langue payée par l'etat Obligatoire comme dans les pays scandinaves

Intégration par le travail et l'apprentissage de la langue et de nos valeurs. Envisager des centres d'intégration.

S'inspirer de ce que font les pays où ça marche.

L'assimilation des valeurs françaises et le respect et l'adhésion à nos lois et notre culture.

Une vrai formation à la citoyenneté française, à la langue française, il est anormal que des gens présents depuis plusieurs années en France ne parlent pas un mot de français et ne puissent pas réaliser leur devoir d'aide de leur enfant à l'école même maternelle. Aider ceux qui font l'effort d'integration et sanctionner les autres.

Revenir aux valeurs républicaines par l'éducation et lutter contre le communautarisme, le fondamentalisme, sanctionner les appels à la haine et au djihad. Revenir aux approches républicaines des années 60, période au cours de laquelle il n'y avait pas de difficultés d'intégration malgré l'arrivée massive d'immigrés.

j'ai assisté a ELLIS ISLAND a une prestation de serment pour devenhir citoyen americain ...c'est un vrai engagement avec des droits et des devoirs. Revoir les conditions pour devenir citoyen francais et reconduite a la frontiere effectives sans trainer

L'éducation des plus jeunes dans les valeurs de la république puisque d»ou qu»ils viennent ce sont eux qui représentent notre avenir.

Cela marche bien au Canada. Une fois que vous êtes pris en charge, il doit y avoir un suivi par un immigré ressortissant du même pays. Je suis prêt de sponsoriser une famille.

La parfaite connaissance de la langue française

L'école publique, toujours, (en surveillant de près les écoles privées confessionnelles hors contrat qui se créent), le service civique ou citoyen pour toutes et tous, et l'urbanisme, en réduisant peu à peu certains «ghettos», territoires perdus de la République.

Apprentissage obligatoire de la LAngue- durée minimale de l'apprentissage de 24 mois

Un travail pour tous, un logement mais pas de ghetto. Du respect entre tout individu.

mixité sociale

L'école joue le rôle principal. L'enseignement peut élargir ses références aux cultures et religions représentées dans le pays, au-delà de nos origines gauloises puis chrétiennes. Les enfants d'origine étrangère se sentiront mieux intégrés s'ils ont conscience que la France respecte leur culture d'origine. Ce respect ne signifie pas que la France adopte cette culture, mais qu'elle en retient le meilleur.

Stopper le mal lié à la religion et faire travailler les gens Il existe peu d'immigrés en Bretagne, en Pays Basque, en Corse ou ils sont très bien intégrés : Pourquoi? Il faudrait peut-être étudier cela et comprendre à quoi c'est dû? Faire respecter la loi me semble la principale chose à faire maintenant puisque les différents gouvernements précédents ont laissé faire, ont prôné l'éducation, l'accompagnement, les subventions, les aides sociales. On voit où ça nous a amenés...

travail d'intérêt général en échange d'argent, obligation de respecter la patrie qui vous héberge au lieu de lui cracher dessus

Dès l'accueil, il faut mettre en place des stages intensifs d'apprentissage de la langue, de notre culture, et de tout ce qui constitue notre nation.

L'apprentissage du Français pour pouvoir se faire comprendre et comprendre. Réinstaller dès la sociabilisation des enfants (entrée à la crèche, école ...), les principes fondamentaux du vivre en société à savoir respect, politesse. Dès la reconnaissance par la Nation du statut de réfugié pour les migrants, communiquer sur les valeurs fondamentales de notre République, sur sa culture et sur les attitudes acceptables ou non sur le sol français.

Pour moi l'intégration passe par l'école pour les enfants, l'autonomie donnée par le travail pour les adultes et des conditions de logements/vie décentes.

apprentissage de la langue et des moeurs(on ne jette pas ses ordures dans la rue par exemple). On respecte les autres même si leurs valeurs sont différentes. Eviter à tout prix le communautarisme (tout comme l'entresoi des politiciens)

L'école avant tout. La discipline et le respect

Obligation d'apprendre le français, de comprendre le système qui les accueille...

Un immigré doit apprendre la langue, respecter nos lois, ne pas subir de discrimination, et doit éviter le communautarisme.

L'Ecole, à condition qu'elle insiste sur les valeurs Effort et Travail, des le plus jeune age, pour essayer de valoriser la réussite au mérite

Enseignement obligatoire du Français, des valeurs de la République avant d'être autorisé à rester en France.

La France seule ne pourra rien faire concernant l'immigration. Il faut mieux accueillir et aider les immigrants qui arrivent en France. Pour cela je suis prête à payer plus d'impôts ! Mais pour les accueillir, il faut instaurer des règles intangibles : parler un minimum français, apprendre les valeurs de notre pays sans pour autant qu'ils oublient leurs valeurs car ce sera une richesse pour notre pays, les aider à se former et à s'insérer en France, leur adjuger des familles relais pour les aider dans la vie de tous les jours...

le language , l'education et le travail

Donner 6 mois de formation à la langue française, enseignement de l'instruction civique ,de la morale et de la philosophie, et de l'histoire des religions et autoriser le travail salarié dès que le dossier de demande d'asile ou d'immigration est déposé

=> Le travail ou a minima la contribution à des services d'intérêt général devraient être une obligation pour pouvoir rester sur notre territoire et pour bénéficier ensuite des avantages donnés aux citoyens français. => la maîtrise de la langue française est un incontournable pour s'intégrer

L'école, le logement, l'accès àla santé

la langue et un travail

Mixité sociale

La scolarité, la formation professionnelle, l'entrepreunariat.

les entreprises et la formation

Apprendre le français.

Reconnaissance des diplomes et possibilité de validation des acquis.

Le principe de laicite est primordial. Le travail est un moyen parfait d'integration, pas l'assistanat!

Apprentissage de la langue et permis de travail obtenu rapidement.

Je dis souvent que pour s'intégrer il faut une volonté partagée du migrant et du pays d'accueil. Encore une fois, le principal intégrateur, c'est l'école. Pour les adultes, c'est probablement le travail.

Instruction, diminution des aides, augmentation des obligations et de la durée de présence en France, avant d'obtenir quoi que ce soit. renvoi illico de ceux qui ne sont éligibles au droit d'asile . A LEURS FRAIS, Obligation d' adaptation aux coutumes du pays ou l'on veut s»installer.. Barème des allocs familiales dégressifs, à partir du 4. ème enfant.. Fin au 6 ème. terminé. Revaloriser le travail , artisanat , en particulier, et remettre les AUD (allocations uniques dégressives) fonction du temps de travail effectué.

Reconnaissance des diplômes étrangers et validation des acquis

Obligation d'apprendre le Français au cours des 6 premiers mois, et obligation de vivre comme un laïque dans la sphère publique, la religion et autres coutumes devant rester dans le cercle familial.

L'école..développer des classes d'accueil et d'intégration

Bonjour il faut mettre en place une structure fiable afin de savoir si ces personnes sont aptes à s ' adapter à notre pays mangue , diplômes , expériences professionnelles , situation familiale , etc .

Il y a en France beaucoup de logements vides, dans des villages, des lieux touristiques, des petites villes. De nombreuses personnes sont prêtes à accueillir des réfugiés, épaulés par des associations. L'Etat pourrait s'appuyer sur elles et les dédommager financièrement. Être accueilli par la chaleur d'une famille serait autrement plus humain que d'être dans un camp de transit ou un hôtel... et je ne doute pas que l'intégration en serait grandement facilitée.

Obligation de parler français, pas de naturalisation si casier judiciaire

test sur le niveau de français , connaissance des valeurs de la république, capacité à s'intégrer dans notre société.

1-Obligation d'apprendre le francais 2-Obligation d'apprendre le francais 3-Obligation d'apprendre le francais

D'abord n'accepter que des personnes vraiment très motivés pour devenir francais, comme ils font au Canada, Et limiter la quantité d'immigrés de façon à leur laisser le temps de s'integrer avant de faire entrer une nouvelle vague.

Par le travail

APPRENDRE NOTRE LANGUE. ET NE PLUS TOLÉRER LES DÉBORDEMENTS.

Eviter de concentrer les immigrants dans des ghettos.

Le migrant doit se conformer aux us et coutumes du pays qui l'accueille et non l'inverse.

Intégration par l'école qui doit être stricte. Ne plus laisser des quartiers en zones de non droits.

Idem

Améliorer la réception des demandeurs d'asile (il faut actuellement plus de 6 mois à Lyon pour obtenir un RDV à la préfecture). Organiser des cours d'apprentissage du français.

Les étrangers résidant légalement en France on les mêmes droits et devoirs que les citoyens Français. Le vecteur d'intégration sociale est l'éducation : une école, gratuite et obligatoire, et l'enseignement supérieur pratiquement gratuit également. Développement nécessaire de l'apprentissage et de l'enseignement en alternance

La formation à la langue française si nécessaire; c'est une priorité. Puis donner le plus vite possible les moyens aux immigrés de travailler (cf. ci-dessus) afin de ne pas dépendre trop longtemps des aides publiques

offrir un toit aux nouveaux arrivants

il faut prévoir pour toute personne accueillie un logement et un travail. Donc limitation du nombre des immigrés

Proposer aux migrants de s'installer sur l'ensemble du territoire et pas que dans les grandes villes.

Nos émigrés doivent suivre une initiation (apprentissage de la langue et des règles républicaines). Developper la mixité sociale pour éviter le repli identitaire, développer des plans Borloo, s'appuyer sur des représentants ouvert d'esprit et porteurs de valeurs «républicaines» qui soient issus de ces communautés pour encadrer le mouvement. L'islam doit se réformer de l'intérieur et on doit les aider dans ce travail, avec compréhension mais sans naïveté.

Sélection des migrants s'ils ont un réel avenir professionnel - Respect de laïcité - Justification d'un travail dans les 6 mois suivant l'arrivée sur le territoire - apprentissage du français obligatoire par toute la famille

Application strite de la laïcité - apprentissage du français - mixité géographique, ethnique et sociale - éducation aux valeurs de la république - sanction en cas de non respect (financière voire expulsion)

La prise en compte de l'origine, de la situation de chacune d'entre eux est indispensable.

Apprendre notre langue et nos valeurs, notre culture. Permettre aux enfants d'aller à l'école Accorder à tous un travail, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Langue, culture et habillement.

Apprendre la langue et la culture française et occidentale L'école pour les enfant Le travail déclaré

apprendre la langue française , l'histoire de France , la laïcité , les mœurs et coutumes du pays . En cas de refus , refuser la nationalité et le renvoi d'office

La meilleure des intégrations reste le travail, pour le reste les institutions républicaines fonctionnent très bien.

Obligation aux migrants de s'adapter à notre culture et non pas nous imposer la leur!!!!

accueil des personnes, examen de leurs compétences, formation au français, intégration dans des parcours vers l'emploi. Ce n'est pas le faible % d'immigré qui va faire basculer la donne en matière d'emploi

Enseigner notre langue et la connaissance de nos modes de vie, les valeurs de la république. Orienter les migrants en priorité vers les besoins de notre marché du travail.

permettre aux personnes nouvellement arriver de se former pendant le temps nécessaire à maitriser la langue et un métier

Validation des acquis professionnels du migrant, recherche d'adéquation avec le marché de l'emploi national et proposition d'emploi à accepter au bout de deux refus

deja insérer notre propre concitoyens qui ne bénéficie meme pas des aides que l'on propose aux arrivants étrangers qui arrive en France uniquement pour profiter des largesses sociales.

L'intégration économique.

Accès au droit de travailler,Hébergement décent, apprentissage du français et du fonctionnement de nos institutions

instruction civique et apprentissage du français

Stop

parler la langue française, respecter les lois françaises, et travailler

L'intégration passe par l'apprentissage de la langue et l'engagement à respecter les règles de la république et du pays d'accueil. Il faudrait interdire les prêches radicalisées et communiquer sur les valeurs de l'islam que l'on veut voir enseigner en France. Travailler ce point avec les têtes pensantes de la religion musulmane. Les autres prêches sont à interdire s'ils ne sont pas «homologués» par exemple.

Donner des moyens a l'école et mixer les quartiers

mériter son intégration respecter son pays d'accueils des aides avec des contre partie au moins d'apprendre la langue de respecter la culture etc.... ce n'est pas valorisant de donner sans contre partie

Apprentissage de la langue et des codes de notre société.

Encadrer et informer . Eduquer. Respecter, mais aussi se faire respecter.

La France est en échec depuis 1956 pour l'intégration, si le français de base que nous sommes tous a une réponse que ne l'a t-il donné avant?

Ne pas concentrer mais diffuser les intégrations dans toutes les régions de France,les soutenir les encourager

Dissémination des réfugiés dans le territoire national par petits groupes = éviter absolument tout ce qui pourrait ressembler à un ghetto

La formation, le travail

Adhérer à nos valeurs et notre laïcité signature d'un contrat et plan d'integration

La maîtrise de la langue française, la compréhension et l'engagement au respect des règles de vie au sien de notre société (respect de tous et toutes, règles d'hygiène, ...)

Dispersion des lieux d'accueil (pas de ghetto), éducation

mettre le paquet sur l»ecole et l apprentissage fu français

l'education

Parler français

déja répondu

Ouvrez les frontières

Appel au bénévolat par les associations, par les communes.

s'occuper davantage des banlieues et des personnes françaises souvent issues de l'immigration, au lieu de dépenser l'argent de nos impôts envers les migrants

Au préalable la connaissance obligatoire de la langue, aussi pour l'épouse, et l'engagement formel à respecter les lois de la République

Discuter de ce sujet à l'école, apprendre aux enfants à vivre ensemble malgré les différences, peut-être forcer la mixité sociale dans les écoles, et donc revoir les «zones scolaires». Revoir notre vision de la laïcité...qui visiblement n'est pas la bonne méthode... S'inspirer d'autres pays, où il n'y a pas autant de problèmes.

* Rendre obligatoire l'apprentissage d'un français correct (voir ce qui se fait en Allemagne et qui est remarquable) * Ne pas tolérer les comportements délinquants.

Laicité

Obliger les migrants à acquérir notre culture, apprendre le français et obtenir un certificat d'études et de civilité. Les obliger à faire des activités en échange des aides apportée par l'état.

Ouvrir nos portes aux réfugiés syriens, et aux roms qui sont aujourd'hui les maghrébins d'hier.

Scolarité des parents et enfants. apprentissage des valeurs républicaines. les inciter a trouver du travail ou a le créér

La connaissance de la langue française et la participation à la réserve sociale

L'éducation. Il faut qu'il y ait un parcours obligatoire pour maîtriser la langue française, l'histoire du pays, ses valeurs, ses lois, ses institutions, les droits et devoirs des citoyens.

Favoriser la mixité dans chaque commune.

il faut impérativement obtenir un niveau de Français minimum et surtout une participation à la vie sociale immédiatement (travail et/ou associations, impôt, etc..).

Accepter ces familles les scolariser les loger les nourrir.... TAXE sur les transactions financières, récupération de l'évasion fiscale, impôts sur les entreprises multi-nationales, faites ça et vous serez le premier président qui a de couilles....

Obligation de connaître et parler le français; engagement écrit à respecter la loi et la culture françaises; classes spéciales pour les enfants étrangers Instaurer une «période d'essai»

La langue et le respect de nos valeurs

Un temps de probation d'un an pour que l'étranger puisse apprendre notre langue, nos codes sociaux, et trouver un emploi. Un ré examen de sa situation par une commission administrative comprenant des citoyens, pour apprécier ses capacités d'intégration.

Donnez le plein emploi aux Français . s'ils ne sont pas assez nombreux ; à ce moment la, vous pourrez reposer la question

Obligation de parler français, de travailler et de s'intégrer aux valeurs et au mode de vie de notre pays

École / valeurs République

Enseigner l'Histoire, la géopolitique, l'histoire des religions

Promouvoir la mixité sociale (écoles, urbanisme...) ; appui linguistique et accompagnement/suivi ; droit de vote aux élections locales.

Accueillir les gens en leur expliquant comment on vit chez nous, le mode de vie qui nous importe, que nous respectons leurs cultures, leurs religions et que tout cela c'est leur force mais est de l'ordre du privé et que vivre en France c'est vivre dans une démocratie ou l'Etat défini les règles à suivre qui sont donc les mêmes pour tous et qu'il prédomine toutes les religions qui peuvent de façon privée être suivie et pratiquer mais non pas à affecter les autres citoyens qui peuvent professer ou non une autre religion.

Le travail est indispensable. Nous avons besoin de personnes pour tout un tas d'activités qui ne sont pas rentables mais qui peuvent améliorer la vie. Personnel pour guider les touristes dans le métro, personnel pour aider des personnes âgées (visites à domicile, courses à faire) ...

Acceptation par les candidats à l'immigration d'une formation au Français et aux lois de la République et à la laïcité. Engagement au respect de ces lois.

sans avis - mais encore éducation - répression

Mise en place d'une usine à intégrer avec le personnel et les compétences qu'il faut pour apprendre la langue soigner les désordres psy consécutifs à une migration forcée projet professionnel et envois dans une commune d accueil Peut être mise en place d'un tutorat.

Apprendre la langue, aller à l'école, connaître l'histoire et les valeurs de la République, avoir un travail et participer à l'effort collectif (impôts...)

Education et réciprocité (le migrant aura ensuite des obligations vis à vis de l'Etat français)

Un test d'entrée pour pouvoir intégrer la france regroupant l'histoire de la France, les valeurs de la République et surtout notre langue. (comme en Suisse)

L'immigré souhaitant accéder à la nationalité Française doit se plier aux obligations citoyennes. Ils doivent prouver leur engagement pour le pays avec des TIG et des obligations spécifiques.

Vivre dans un pays c'est accepter ses règles, sinon on peut en choisir un autre ou retourner dans le sien !? PS j'ai vécu 20 ans «expatrié» & j'ai toujours accepté les règles du pays dans lequel je travaillais !!

École et travail

L'apprentissage de la langue, la non discrimination à l'embauche.

la scolarisation des enfants et l'apprentissage du français

Compréhension de la laïcité via l'école ,connaissance de la langue et de la culture européenne .

Apprendre la langue française aux enfants et aux adultes. Enseigner les spécificités françaises, les règles qui sont incontournables si l'on veut vivre en France. Sii elles ne sont pas acceptées, alors il faut choisir un autre pays plus proche de ses attentes.

apprentissage obligatoire de la langue, des usages et des codes sociaux

On ne propose pas d'aide psychologique à tous ces migrants qui ont vécu des traumatismes profonds, qui vont grandir parmi nous, et avoir des enfants qui eux mêmes se trouveront en détresse pcq leurs parents n'auront pas été pris en charge. Pourquoi ?

Via comme toujours l'éducation des jeunes et des moins jeunes La minimisation des ghettos

L'éducation L'interdiction de la double nationalité L'expulsion immédiate en cas de non respect des lois Françaises suite à la première recidive

Intégrer moins de gens mais les intégrer bien en leur donnant la possibilité de bien parler le français et de trouver ensuite un travail sinon il resterons à charge de la population et de l'État . il faut qu'ils acceptent les règles de la laïcité et respectent ses principes . mais nous ne devons pas transiger avec cela les immigrés qui ne respecteraient pas ses conditions devrait être sanctionnés réellement comme avec des reconduite à la frontière . habiter la France est une chance énorme il faut que les gens qui migrent chez nous soit respectueux de notre pays et de cette chance qu'on leur offre d'avoir une vie meilleure .

Limiter les aides «gratuites» et inciter ces personnes à s'insérer en se rendant utiles à la collectivité nationale.

ne pas prioriser les immigrés par rapport aux natifs, et exiger l'apprentissage d ela langue française

L'éducation et la culture sont indispensables

1) La vie auprès des français (dans les familles dans un premier temps, ensuite dans le voisinage) 2) La formation et l'éducation 3) Le travail (vu de manière classique mais aussi par exemple dans des missions de reconstruction de nos villages et terres laissés en déshérence après l'exode)

apprendre le français

Répartir le plus largement possible sur le territoire les immigrés et développer avec les associations des politiques d'intégration . Il y a de très belles réussites dans ce domaine.

exiger une obligation de travailler pour les parents dans les 6mois qui suivent l'entrée sur le territoire sinon retour au pays d'origine ou suppression des allocations familiales exiger la scolarisation des enfants et l'assiduité à l'école sinon suppression des allocations familiales

Le mérite à l'école. Il faut beaucoup plus permettre à ceux qui réussissent d'intégrer les grandes écoles (type politique de Richard Decoins à ScPo Paris) - Oui aux quotas s'ils permettent de reconnaitre aux plus méritants le droit d'accéder à des enceintes qu'ils ne pourraient jamais intégrer sans eux !

Le travail.

l'école

Intégrer des familles : parents et enfants (ce qui doit être vérifié), plutôt qu'une personne seule.

par l'ecole et les asso

Un socle commun, qui fera que nous sommes tous français, et le respect des différences qui viennent enrichir ce socle. La France a toujours était un pays 'carrefour', un pays qui s'enrichit et grandi des nouveaux arrivants...

Apprentissage obligatoire de la langue. Apprendre les règles de laïcité en France et vérifier qu'elles soient bien comprises. Scolarisation des enfants.

Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?»

La démocratie doit être protégée et éviter de glisser vers un régime populiste autoritaire voir plus

Tellement (non exhaustif) : DEMOCRATIE ET CITOYENNETE - Remettre en adéquation les sanctions pénales : qqu'un qui vole pour manger n'a pas à être sanctionné plus qu'un élu ou homme

d'affaires qui vole l'ensemble des français - Reconnaissance du vote blanc avec annulation des élections en cas de %age de votes blancs > au pourcentage du vainqueur - Rendre le vote obligatoire, - Assouplir le système de vote (permettre le vote dans n'importe quel bureau en France, voter un jour de semaine avec possibilité d'avoir 2h pris sur le temps de travail...) et d'inscription sur les listes électorale (fichier national centralisé, possibilité de changement d'adresse par internet...) - Accélérer la fusion de communes en imposant une réduction du nb d'élus et de fonctionnaires municipaux - Passer à 690 le nombre d'élus parlementaires à l'Assemblée + Sénat (vs 925, soit environ ¼ d'élus en moins) - Limiter le nb de ministres / ministres délégués / ministres auprès du ministres / secrétaires d'état qui composent le gouvernement à 20 élus - Rendre obligatoire la présence des élus dans leur assemblée : dès la 2ième absence sur la durée du mandat = baisse de salaires, 5ième absence = fin du mandat anticipée - Faire élire les élus du Sénat au suffrage universel direct comme pour l'Assemblée et rééquilibrer le nb d'élus entre les deux chambres - Transformer le CESE : constituer le conseil de 200 volontaires par un tirage au sort parmi les français volontaires de plus de 18ans et sans casier judiciaire - Supprimer la notion de canton (avec la suppression des Conseils Départementaux) et supprimer la notion de circonscription, incompréhensibles pour les français et sujettes à considérer ces découpages comme magouilles électoralistes -> se baser sur les Départements pour le vote des Députés et Sénateurs : 1 député/sénateur par tranche d'environ 100000 habitants (pour que le plus petit Département de France ait un représentant), soit 690 députés+sénateurs - Rendre les programmes électoraux engageants pour les élus : bilan à mi-mandat par la HATPV des mesures réalisées, engagées, non réalisées et remise en cause du mandat en cas non-respect - Possibilité de remise en cause du mandat également si 50% des votants signent une pétition à mi-mandat en ce sens - Mise en place de référendum pour toute question sociétale et ayant un lien sur la relation entre la France et d'autres pays/organisations - Ne croit pas à la démocratie participative locale : toujours les mêmes participants non représentatifs (personnes âgés, syndiqués, associations...) - 2 types de référendums : o Initiative citoyenne : seuil minimal de demandeurs à atteindre (1 million ?), majorité claire à obtenir (60% ou 2/3 ?) o Initiative du gouvernement : majorité simple o Pas d'initiative des chambres parlementaires pour éviter les referendums à viser électoralistes IMMIGRATION - Obligation de connaitre les bases de la langue et de la culture française (ou suivre des cours de français avec examen à réussir) - Mise en place de quotas annuels d'immigrants par métier (hors asile politique) en fonction des filières déficitaires en main d'œuvre - Suppression de la carte de séjour/résidant et renvoi dans le pays d'origine à la première condamnation de prison - Traiter le sujet à la source, par l'aide au développement dans les pays d'origine (aide sur des projets d'emploi local et non en direction des états qui gaspillent bien souvent cet argent) et accords bilatéraux avec les pays concernés LAICITE - Reprendre les manuels scolaires sur la vision de l'histoire dans laquelle une partie de la population ne se reconnait pas forcément - Renforcer les contrôles des écoles à enseignement religieux (musulmanes, juives, orthodoxes...) pour éviter toute dérive extrémiste - Encadrer la formation des représentants religieux et expulser tous ceux au discours extrémiste / fermer les structures associées - Organiser des lieux de culte pour éviter les lieux non officiels - Imposer le principe de neutralité dans l'enseignement, l'entreprise et les services publics - Fermer les écoles privées qui ne sont pas sous financement de l'Etat et donc sans garantie de respect du principe de la République avant celui de la Religion - Appliquer le principe de séparation état/religion (loi de 1905) à la Guyane, au Haut-Rhin, Bas-Rhin et à la Moselle. - Retransférer les charges d'entretien des édifices religieux existants depuis 1907 aux cultes concernés et non plus aux communes

Sur les pensions alimentaires qnd le père touche bcp d argent et ne veut plus assumer son enfant faire un pourcentage pour la pension alimentaire exemple :un père au smic doit donner de 100 à 150euros à son enfant soit 10%de son salaire. Pourquoi un père gagnant 10000euros ne doit donner que 4%?interet de enfnar c est aussi d avoir la vie que ses parents peuvent lui procurer et l élever le père déjà absent le minimum c est de participer au même pourcentage que les autres. Donner un statut d enfant à l embryon pour les fiv car trop de «déchets» d enfants. Sans rentrer dans débat de l'avortement et d homosexualité il est choquant qu autant d enfants soient abandonnés d un côté et pas adoptés et la multiplication des fiv avec généralement bcp d embryons congelés et gardés pendant des années. Donner un statut d enfants à ces embryons ou limiter les «déchets» on parle de sensibilité animale scientifiquement rien ne nous assure que l embryon est une chose. Faciliter les adoptions plutôt que fiv remboursés. Le déficit de natalité n est pas aussi important qu on le dit. Et en plus eugénisme à la clef. La sterilite est due à d autres pb environnementaux. Réguler internet ne pas tout autoriser pour «favoriser les initiatives personnelles» (cedric villani) pouvoir vendre ses donnés sur internet car ce n est pas de la «marchandisation du corps humain» les donner sans choix est une forme d abus de pouvoir. L Europe et la France se réveille dans un sursaut citoyen même si le réveil est difficile et que le fçs est de mauvais poil espérons que cela ne soit pas un mauvais rêve.

La réduction des emplois aidés a été une erreur car beaucoup exerçaient dans la médiation, participant au mieux vivre ensemble, un peu comme la police de proximité. Ces décisions semblent avoir été prises par pure idéologie. Les petites communes qui ont déjà très peu de moyens ont été pénalisées. Si les nouveaux dispositifs fonctionnent (Territoires zéro chômeurs de longue durée...) il faut les déployer rapidement sur tout le territoire et les pérenniser sur une bonne durée.

REDEFINITION IMPERATIVE ET URGENTE DES CORPS INTERMEDIAIRES

Sanctionner toutes les incivilités et tous las abus

BEAUCOUP

Ne pas paralyser nos institutions par une trop forte dose de proportionnelle, simplifier les codes urbanismes et environnement qui sont des machines à recours et en même temps empêchent de vrais débats, parce qu'ils ont codifié l'expression des citoyens (enquètes publiques, ...etc) : une usine à gaz mise en place sous pression des écologistes qui n'apporte pas grand chose, si ce n'est perte de temps, d'argent, et au final sans contribuer au débat public. Permettre des référendums locaux si un minimum de gens le demandent, sur des sujets précis (investissement, ...etc)

Consulter régulièrement les citoyens DIRECTEMENT par des référendums organisés mensuellement sans frais ni papiers, sur internet et sécurisés de la même manière que lorsqu'il s'agit de payer nos impôts. Communiquer, sur internet, de manière précise et détaillée les résultats de ces consultations. Pourquoi ne pas faire un questionnaire mensuel référendaire sur les sujets en cours de débat ?

Ne pas attribuer automatiquement la nationalité Française aux enfants étrangers nés sur le sol Français. Cf les critères d'obtention de cette nationalité aux USA : connaissance des lois et de la Constitution, grand oral devant des juges, acceptation des lois du pays en prenant à témoin la Bible....IL y a là-bas une grande solennité.

Les entreprises et notamment celles du cac 40 doivent s'engager dans la signature d une charte d innovation responsable et de citoyenneté. Pourquoi sont elles absentes du debat

il faut changer la constitution , elle a plus de 60 ans et n'est plus adaptée à la modernité , ni aux défis de la mondialisation, et aller vers une démocratie plus directe, avec moins d'intermédiaires. Mairies , régions , parlement suffisent pour dialoguer avec le gouvernement, car , à l'heure du numérique, les français peuvent s'exprimer directement.

pour qu'une démocratie fonctionne il faut que les citoyens soient formés et instruit des sujets trop de solution simpliste pour des problémes complexe

Inscrire dans la Constitution française la liberté de conscience pour tous les personnels médicaux, pharmaciens y compris : leur métier est de sauver des vies et non de les supprimer ni avant la naissance, ni en fin de vie. Toutes les questions concernant l'éthique doivent se traiter par référendum national et non par un petit vote à l'Assemblée nationale par une poignée de députés : avortement, liberté de conscience, PMA, GPA, euthanasie

Arretons d'opposer les uns et les autres... Arretons de stigmatiser les uns et les autres. Remettons les valeurs humanisme et solidarité au coeur du projet politique de la nation.

OUI la trahison démocratique de nos de nos dirigeants Je ne voudrais pas que les thèmes et leur cadre détournent le débat du vrai problème de fond : *** Celui du déni de démocratie par contournement du non au référendum sur la constitution européenne par la signature de traités *** Celui de la délégation aux banques privés du pouvoir d'un Etat de créer la monnaie et sur les conséquences en terme : +d'explosion des dettes, + de détournement du rôle d'intérêt général de la création monétaire au profit d'intérêts particuliers:, cette délégation est un échec le culte du profit a pris le dessus +de création de banques trop grosses pour faire faillite, + de fragilisation du système financier mondial, + de perte de liberté d'actions pour les Etats , + de création d'une finance de l'ombres + de maintien de paradis fiscaux y compris au sein de l'Europe + d'anonymat des transactions financières et de complicité dans les manipulations de cours, d'indice, + de création de produits financiers complexes, toxiques Avec la délégation totale de la création monétaire aux banques privés, nous avons perdu notre liberté d'action et une marge de manœuvre. Nous payons des intérêts à des banques privés pour de l'argent qui n'existe pas et qu'elles peuvent créer grâce au pouvoir que les Etats leur on délégué.. Avec la création de l'euro nous avons perdu la possibilité de créer de l'argent pour des motifs d'intérêt général. Nos dirigeants élus s'étonne du manque de confiance des citoyens . Ils nous ont trahi notamment : + par le transfert de la création monétaire qui est un pouvoir régalien. Ils ont pensé que les banques privés feraient mieux que l'Etat. Cette délégation a été organisée par des financiers et des fonctionnaires d'Etat, inspecteurs des finances, qui sont trop influencés par leur carrière et la perméabilité public privée incompatible avec le souci de l'intérêt général + par le contournement du non au référendum sur la constitution par la signature de traités + par leur capacité à trouver des milliards pour sauver l'irresponsabilité des banques mais leur incapacité à trouver les moyens de gérer des problèmes de fonds (dépendance énergétique et son impact dans notre balance commerciale, développement de politiques « vertes » d'avenir et durables,...) + par leur incapacité à imposer la séparation de l'activité bancaire classique des activités financières de spéculation + ... Le délit de haute trahison a même été supprimé de la constitution pour protéger les responsables de toutes actions en justice ... et permettre ce transfert de pouvoir Nous devons retrouver au niveau de l'Etat la possibilité de créer de la monnaie pour agir dans les domaines d'intérêt général : la transition énergétique et l'urgence climatique associée en font parti. Cette création doit se faire de façon responsable et durable. L'argent ainsi créé doit être remboursable par les gains obtenus : exemple réduction du déficit de la balance commerciale, développement d'emplois dans les politiques vertes générant des ressources supplémentaire par l'activité créée .... Nous devons revoir cette aberration de payer des intérêts pour de l'argent qui n'existe pas : nous déléguons à des banques le pouvoir de créer de l'argent fictif et en plus nous payons des intérêts pour que ces mêmes banques nous prêtent cet argent : il faut oser ... Nous devons séparer les activités classiques, qui doivent soutenir l'économie, des activités spéculatives des banques et refuser que des banques soient trop grosses pour faire faillite. Nous devons abolir l'anonymat sur les transactions financières. Nous devons établir notre propre liste des paradis fiscaux.

Redéfinir le terme de la démocratie qui est actuellement bafouée , faire des comparaisons entre La France et les autres pays , pour que les français comprennent enfin la chance qu'ils ont de vivre en France,

Le problème du handicap est curieusement absent de ce questionnaire. Une démocratie qui se respecte doit faire en sorte que tous ses citoyens se sentent représentés. Or, de nombreuses personnes en situation de handicap sont exclues du débat public.

Il faut rétablir une vrai liberté d'expression en France et réviser les lois qui la limite. Il faut de nouveau que la justice soit rendue au nom du peuple français . Outre l'election des juges, il faut généraliser les jurys populaires dans tous les tribunaux (au lieu de les restreindre comme on cherche à le faire actuellement)

pas pour l'instant

seul la confiance entre les citoyens et leur représentants remettra la machine en marche

L'Etat ne doit pas infantiliser. Faire respecter les lois, si sanction il y a la faire appliquer, faire évoluer le droit pour que celui qui est impliqué dans un crime/un délit même s'il n'a pas porté le coup, soit sanctionné. Faire payer solidairement ceux qui détruisent/détériorent plutôt que le contribuable. Pour finir, que gouvernement et parlementaires donnent l'exemple car bien souvent l'image qu'ils renvoient est loin d'être un modèle de démocratie et de citoyenneté.....

Avoir une loi qui oblige le Président et le premier ministre à avoir 50% des leurs conseillés qui résidente en province. Les moyens actuels de communication permettent sans problème de communiquer a distance. Voilà une idée pour que le pouvoir se rapproche des réalités et des diversités des nos régions.

Ne minimiser pas l'impact de l'islamisation rampante de notre société et la censure permanente mise en place sur ce sujet par les organisations islamo gauchistes au nom du politiquement correct

Les problèmes de citoyenneté, laïcité et d'immigration ne doivent plus être des sujets qui sont trop l'apanage des extrêmes.

Apporter une vraie contradiction argumentée aux bateleurs et autres populistes.

Si l'on veut que le citoyen reprenne sa place dans la démocratie et la citoyenneté il faut une exemplarité de nos politiques et enfin une volonté de rétablir du lien et de la coopération entre les forces politiques en présence. Il y a en France un grand sentiment d'injustice sociale et les détenteurs de pouvoir qu'il soit politique économique religieux médiatique .....doivent être exemplaires et très lourdement sanctionnés quand l'utilisation du pouvoir est détourné à des fins personnelles

Oui, je suis favorable au référendum d'initiative citoyenne (RIC), mais uniquement s'il permet de déboucher sur un processus législatif classique, avec au préalable un strict contrôle du Conseil constitutionnel sur l'objet du RIC. L'exemple italien, très encadré, me paraît intéressant et pourrait être importé en France

Malgré ses problèmes récemment, La France va très bien dans ce domaine.

Il faudrait modifier le sénat; qu'il soit élu par les citoyens et à la proportionnelle, avec plus de pouvoir. Qu'aucune décision ne puisse être prise sans passer par les corps intermédiaires et valider par une assemblée.

Solenniser davantage l'acquisition de la nationalité française, au terme d'une formation linguistique et culturelle ad hoc. Encadrer le regroupement familial et les mariages avec un conjoint trouvé dans le pays d'origine.

Poser le cas de l'organisation de l'etat encore trop napoléonien

nos représentants ont beaucoup d'avantages et sont très bien rémunérés sans que nous ayons vraiment le sentiment que tous soient impliqués. Comment savoir ce qu'ils font vraiment ? A quoi servent l'assemblée et le sénat, quelles sont les différences ?

Je suis très inquiet de l'influence des «réseaux sociaux» sur la démocratie. Je suis absolument contre la démocratie «Facebook» du net, où on trouve tout et n'importe quoi et où tout bobard peut être répliqué à l'infini sans contrôle. Certains ne font malheureusement plus confiance qu'aux bobards d'internet et autres scoops complotistes, jusqu'à traiter l'ensemble des journalistes de collabos. La meilleure illustration est la récente campagne «Presse ne pas avaler». Ahurissant! La disparition des journaux payants, au profit des réseaux sociaux et de la presse gratuite (en fait que nous finançons par la publicité) est préoccupante.

Eduquer les magistrats et juges, remettre les peines de TIG, le bagne....

la fin de vie devrait être une décision personnelle et légale autorisée ; et cela limiterait les énormes gachis des Epadh

Indigne d'une nation évoluée et respectueuse des Droits, la cruauté envers le règne animal ne doit pas être autorisée. Ainsi, je propose la suppression de tout type d'abattages rituels.

D'une manière générale l'état doit cesser de vouloir réguler tous les détails de la vie du citoyen et s'appuyer sur la responsabilité personnelle de celui-ci. L'état doit fixer des règles générales mais laisser une marge de manœuvre aux institutions locales et au citoyen. Par exemple, les limitations de vitesse à 90 et 130 peuvent être de compétence d'état, libre aux communes ou départements d'adapter en fonction des circonstances particulière de chaque axe. Le 80 km/h qui tombe d'un haut est inefficace car mal accepté et intrusif! Il y a des dizaines d'exemples comme ça où le citoyen se sent infantilisé. Par exemple les médicaments passés soudainement sous ordonnances alors qu'ils existent sans danger depuis des années. Arr^tons le considérer le pire et de guider la vie de 99.9% des personnes pour les 0.01% qui pourraient être à risque. Informez mais laissez décider. Nous sommes par nature rebelles en France ne renforcez pas ce sentiments, aux conséquences potentiellement dangereuses, en édictant sans cesse des interdits péremptoires. Bref acceptons le risque. Il n'y a pas de vie sans risque. Evidemment fixons des limites générales impératives (quand le risque devient trop grand) mais laissons une marge de manoevre individuelles. C'est donc une question de dosage, de mesure, mais c'ests ouvent le cas. les nuances de gris font la différence entre une bonne et une mauvaise politique.

Pas de zone de non droit, la République doit s'imposer partout et à tous. Que l'écologie soit dans tous les partis. Que le Cour des Comptes ait un vrai pouvoir exécutif et non consultatif. Que l'école donne envie d'apprendre (et non l'obligation) et d'avancer dans la connaissance pour des citoyens plus heureux. Tout le monde y gagnera.

Définir plus durement les conflits d'intérêt lorsqu'une loi est votée par des élus.

J'ai travaillé dans une école de «Banlieue». La violence de ces enfants est difficile à supporter mais ils ne sont pas plus malheureux qu'ailleurs et tout aussi malins. Il faut leur donner nos codes le plus tot possible et de manière explicite. Réflechir sur nos valeurs serait un travail commun intéressant et coercitif

refuser le retour en France de tous les djihadistes qui ont combattu en Syrie

La 5ème république est le meilleur système au monde qui nous protège au mieux des populistes, de l'affaiblissement de l'état vis à vis de toutes les menaces extérieures et intérieures.

Il faut abolir les privilèges pour TOUS les élus en : - Leur imposant de publier leur agenda pour contrôler leur travail et les influences des lobbys - Plafonnant leur âge (chiffre à discuter entre 65 et 70 ans), - Les obligeant à assister à toutes les séances (députés, sénateurs...) - Diminuant de 20 à 25% leurs salaires (et par effet des retraites) Autres mesures : - Dans toutes la assemblées (Assemblée Nationale, Conseils départementaux/régionaux...) : aucun vote n'est adopté s'il y a moins de 75% de l'assemblée présente - Pour TOUT élu condamné en justice : interdiction A VIE d'exercer tout emploi d'élu et tout emploi dans la fonction publique - Pour TOUS les élus et tous les fonctionnaires rattachés (ministres, sénateurs, députés, maires, présidents d'agglo/communautés de communes, attachés en tout genre, ...) : publication trimestrielle en open data de la liste de leurs dépenses et vérification par un organisme citoyen indépendant - Arrêt des rentes à vie et des gardes du corps à vie pour les présidents et les ministres

Tant que les magistrats et surtout les procureurs seront nommés par un ministre lui-même dépendant du gouvernement, l'indépendance de la justice n'existera pas. Faire carrière nécessite la soumission au pouvoir en place et donc la dépendance servile. Une nouvelle constitution qui ne tiendrait pas compte de cet épineux problème (source de tous les autres ou presque) n'apporterait rien à la transparence de la démocratie, car le doute subsisterait sur les accointances similaires à celles qui exaspèrent quotidiennement les français. Il y a donc des solutions possibles et nécessaires à envisager sérieusement. Le simple fait que ce débat soit déjà compartimenté en thèmes arrêtés alors que tout doit être mis à plat montre la difficulté qu'il va y avoir à convaincre (museler ?) les puissances en place. Je ne me fais aucune illusion sur le classement vertical de mes remarques...

La corresponsabilité d'un élu et de sa fonction (valable aussi pour les hauts fonctionnaires) Une personnalité publique dans sa fonction d'élu doit être tenue responsable des sommes publiques dépensées. Lors d'une dépense avérée fautive soit volontairement soit involontairement (fraude, détournement, abus, imprudence, méconnaissance des lois, etc.) et reconnue comme telle par un tribunal (tribunal administratif par exemple), si la structure morale (mairie, ministère, etc.) est condamnée à des pénalités et indemnités, une fraction de cette somme doit être mise au compte de la personne physique (pourcentage à établir en fonction des montants). À titre d'exemple, si la mairie de paris est condamnée par le tribunal administratif à verser pénalement 40 millions d'euros pour des mesures qui n'ont pas respecté le droit public - ce qui se fera évidemment aux dépens de l'argent public - la faute avérée doit contraindre le maire à assumer financièrement. Il est anormal que ce dernier n'en ait cure. Sa responsabilité dans l'affaire est engagée, sa pénalité devrait être entre le 1 000e et le 10 000e d'une telle somme ! Ceci éviterait la gabegie de l'argent public (réfléchir avant d'agir), responsabiliserait l'élu concerné (mes actes ont des conséquences pour moi aussi) assainirait le parc de prétendants (si tout est permis en politique, je ne risque qu'une chose, ne pas être réélu, alors la princesse paiera), rétablirait un peu l'équilibre et de justice sociale dans la société (un individu ou un créateur d'entreprise qui se trompe lourdement peut perdre tout ce qu'il possède même si le jugement sanctionne la personne morale - personne ne paie à sa place pour ses erreurs).

Le nombre de députés à l'assemblée nationale devrait être divisé au moins par 2.

Toute personne qui vient d'obtenir la nationalité peut la perdre en cas de délit très grave durant 10 ans. Toutes les personnes extrémistes doivent être refusées sur notre territoire. Revoir l'espace Schengen: ne pas faire rentrer les personnes qui n'ont pas de visa , ni de billets de retour dans leur pays. Une aide matérielle, formatrice de l'UE pour le développement des PMA (des études peu chères à condition que les personnes retournent chez eux pour participer au développement de leur pays)

OUI, il faut que la durée des mandats de TOUS les hommes et femmes politiques soit limité à 20 ans, et qu'ensuite ils retournent à la vie civile.

Il faut conserver le nombre de députés si 50% sont élus à la proportionnelle, il faut à tous prix facilité le vote numérique, toute la jeunesse fonctionne de cette manière, l'organisation des élections est archaïque !

Réduire l'Aide Médicale d'Etat. Beaucoup d'émigrés «économiques» viennent se faire soigner gratuitement en France.

La démocratie est un combat. Elle n'est pas acquise une fois pour toutes. Mais il faut la préserver car, comme disait Churchill, c'est le pire des régimes à l'exception de tous les autres.

Interdiction de la polygamie, même dissimulée (caf) Déchéance systématique de la nationalité française, aux bi ou tri nationaux, qui assassinent les français, trahissent la France, et retour systématique dans leur pays , quel qu'il soit (avec toute leur famille) ATTENTION AUX CARTES DE sécu .. ? (empreinte digitale pour tout étranger !) . ARRËT DES PENSIONS A L ETRANGER . TANT QUE LA PERSONNE N A PAS ETE RECUE PAR LE CONSULAT, ou un représentant de la CARSAT.

Il est nécessaire et urgent d'imposer un quorum pour le vote des lois. La représentativité (toute relative) ne peut justifier l'adoption d'une loi avec 3 ou 4 votants. Des députés élus au mieux avec 30% des inscrits qui voteraient dans une séance ou seuls 6 députés seraient présents font adopter une loi qui ne représentent que 3 % au mieux de la population !? C'est un déni de démocratie et une loi par nature légale, mais illégitime ! Peu importe que 'techniquement» la majorité ait de quoi remporter le scrutin en cause. C'est une imposture. Nul ne peut préjuger du résultat d'un vote. Il faut que puissent s'exprimer les doutes au sein même d'une majorité. Le quorum actuellement en vigueur ne répond pas aux besoins. Il faut rendre obligatoire la présence physique des députés à ces scrutins car il s'agit de leur métier et nulle excuse ne saurait amender ce devoir professionnel ! Les commissions peuvent être suspendues le temps du vote ou les votes peuvent s'inscrire une demi-journée précise par semaine par exemple. Toute solution est imaginable, mais pas l'absence de volonté d'y remédier.

Bonjour il faut que la démocratie puisse se moderniser sans pour autant perdre de vue ses droits , ses devoirs , et ses bases .

Réforme des retraites : égalité cela veut dire fin des régimes spéciaux . Et nous devons accorder la pension de réversion aux conjoints pacsé afin que les pacsé soient aux même niveau d égalité que les conjoints marié. Il s agit d une inégalité qui doit être réparée et qui sera facilement financée grâce à la fin des régimes spéciaux...

Si la démocratie est malade aujourd'hui, c'est en grande partie de la faute de nos dirigeants depuis 30 ans. Alors messieurs (ou mesdames) donnez nous ENVIE de vivre en démocratie.

IL SERAIT BIEN DE SE PENCHER SUR LES INDUSTRIELS QUI NOUS POLLUENT AVEC LEURS EMBALLAGES . OBLIGER LES GRANDES SURFACES A PROPOSER DES PRODUITS FRANÇAIS. (DANS LA GRANDE SURFACE OU JE FAIS MES COURSES, AUCUN POISSON DE PAVILLON FRANÇAIS N'EST PROPOSÉE) . NOUS SOMMES INCITER A ACHETER FRANÇAIS ET LOCAL, MAIS LES GRANDES SURFACES NE JOUENT PAS LE JEU ET NE SONT PAS SANCTIONNÉES. SUPPRIMER LE QUOTA DES CONSTRUCTIONS DE LOGEMENTS SOCIAUX ET OBLIGER LES PARTICULIERS A LOUER MOINS CHER.

1. Pas de RIC qui ne peut que déstabiliser notre vie politique. A la place, je propose un Proposition de Loi d'Origine Citoyenne. Si 5 % des électeurs signent en 6 mois une proposition de loi (sur registre et pas par internet), cette PLIC est obligatoirement examinée par le Parlement comme si elle émanait d'un parlementaire. 2. Un magnifique contre exemple: la limitation à 80 km/h décidée sous la pression d'une lobbyiste contre l'avis des trois quarts des automobilistes.

Je pense que la scolarite des enfants n'est pas suffisamment exploitée pour leur donner des opportunités de réaliser des actes citoyens

Atténuer les réflexes xénophobes et tribaux d'une partie de la population. Encore une fois développer l'éducation de façon a ce que les citoyens Français abordent de façon rationnelle le fait migratoire dont ils sont eux même issus. Ne pas avoir peur de «l'autre».

Je souhaiterais une meilleure écoute et information des jeunes citoyens surtout à propos des sujets qui nous concernent directement (réforme du BAC, Service universel) comme l'éducation.

Notre démocratie n'est pas la seule à déraper mais nous avons beaucoup de handicaps. L'ascenseur social ne fonctionne plus. Les valeurs travail et mérite ont été trop piétinées au détriment d'un égalitarisme malsain.

Durcissement de l'attribution de la citoyenneté française. Un contrôle sur l'apprentissage de la langue française par toute la famille doit être vérifié. Durcissement des modalités du droit du sol. Le gouvernement devrait communiquer plus largement sur la chance que les français ont de vivre dans un tel pays de liberté et d'entraide. Les citoyens n'ont pas la notion de leur chance mais n'en n'ont conscience qu'en voyageant.....

Rediscuter les conditions d'attribution du droit du sol, contrôle plus poussés sur les mariages blancs, rôle primordiale de l'éducation Nationale dans l'apprentissage de la citoyenneté au quotidien et ce dès la maternelle

- stopper les dérogations accordées en fonction de certaines religions (piscine, cantine, halal, casher...).

Une vision partagée, une trajectoire comprise par tous et une transparence sur les actions à mettre en oeuvre et ce qui est attendu par chacun.

supprimer les avantages injustifiés des parlementaires: indemnités de fonctionnement non contrôlées systématiquement, frais d'enterrement, double cotisation pour la retraite, avantages consentis aux conjoints (transport...), afin que les élus soient irréprochables et ne suscitent pas de l'antiparlementarisme primaire, poison lent qui pourrait nourrir l'antichambre du fascisme.

Bien rappeler dans les cours d'histoire qui nous sommes, français, aujourd'hui. D'où nous venons?

l'absence de réponse insupportable des élus concernant une grave situation de troubles , nuisances et infractions , permettant l'impunité au délinquant responsable des malveillances. il est très inquiétant de voir les autorités compétentes et les pouvoirs publics complices d'individus mal intentionnés , faisant de la sorte , disparaitre les notions démocratiques et les valeurs républicaines pour laisser place a l 'anarchie autorisée...!

IL faut travailler 'urgence à plus de tolérance et arrêter de diaboliser les migrations.

La liberté de manifester doit aussi se confronter à la libre circulation des personnes et des biens. Les peines prononcés par les Tribunaux doivent être appliquées pour tous. La société n'est plus la même que celle des année 50, la loi doit être impérativement modernisée pour s'adapter aux changements profonds de la Sociétés. Les Juges doivent davantage s'intéresser aux victimes.

Pourquoi les casseurs ne doivent il pas participer financièrement aux dégâts qu'ils ont occasionnés ? Ils cassent ? donc ils paient (au moins une partie), ils nettoient...c'est injuste que nos impôts servent à financer des dégâts effectués librement. Idem pour toutes les incivilités : on salit, on abime le bien commun : donc on nettoie et on paie soi-même. Très efficace pour ne pas récidiver

Aller voir dans d'autre pays ou la vie est plus douce le Portugal par exemple pourtant moins riche l'Allemagne ou le respect de chacun, le respect de son pays, le respect des règles est important du coup la vie est plus douce pour chacun moins agressive et lorsque l'on rentre est France on se dit que tout part à vélo

Liberté, égalité, fraternité ce qui inclue justice et respect.

Il faudrait réhabiliter le mot populisme qui défrise les élus parce qu'il explique en langage populaire le désir de vivre mieux du petit peuple.

Il est nécessaire de lutter contre l'évasion fiscale des plus riches si l'on veut que la « mayonnaise prenne »

Je trouve qu'il n'y a ni égalité, ni fraternité et de moins en moins de liberté dans notre beau pays !

Nous pourrions faire confiance à nos politiques s'il y avait une ligne claire dans la durée. Mais est ce compatible avec un système ou on est toujours à la veille d une élection ?

Respecter le droit des femmes égale de l'homme

Le problème de l'ISF qui ne fait l'objet d'aucune question directe: 1) Arreter de parler d'ISF» immobilier» 2)exemption d'ISF pour les investissements en France dans l'année, pour les retours de capitaux et pour l'arrêt d'investissements étrangers. Donner la liste et les chiffres par comparaison aux 3 années précédentes au lieu de parler dans le vide.

déja répondu

Rallonger la durée du mandat présidentiel, 5 ans c'est trop court pour changer quoique soit

Pénaliser beaucoup plus fortement les malversations financières sur l'argent public des élus et des citoyens (fraude à la sécu, ...), à l'instar de ce qu'on observe au Japon avec le cas de Carlos Ghosn . La lutte contre la fraude fiscale (en relevant fortement les pénalités, en incluant une augmentation selon la récidive) me parait être l'objectif le plus important pour une démocratie ! Il faudrait absolument abolir tous les paradis fiscaux, et d'abord en Europe !

arrêter les migrations

Lutter contre la désinformation, et les fake news. Je suis aussi effarée par certains propos haineux/ou bien des choses totalement fausses que l»on peut entendre à la télé, et que les présentateurs et journalistes laissent dire, «au nom de la liberté d'expression».... cela doit être puni, j'ai le sentiment qu'en laissant parler ces gens, leurs propos et donc cette haine sont banalisés. Certains propos sont coupés au montage, déformés, et de nombreuses personnes ne vont pas chercher à savoir si cela est vrai et vont croire à des bêtises. Les journalistes/présentateurs doivent intervenir dans ces moments.

la nationalité française devrait etre acquise par le droit du sang ou naturalisation et non pas par le droit du sol

Reprendre notre autonomie par rapport aux institutions européennes. Réviser les lois pour les rendre moins contraignantes.

oui, je souhaite l'éléction du garde des sceaux au suffrage universel, afin qu'il y ait une vraie séparation du politique avec le judiciaire. seul , le secret défense ne fera pas partie de son domaine

Actuellement, il est question de «rapatrier» une centaine de djihadistes en France. De mémoire, ce sont des personnes qui se sont engagées militairement ou en tant que mercenaires en agissant contre l'Etat et la sécurité des biens et des personnes ,de plus ayant commis ou prévus des attentats faisant des centaines de morts. Ces gens ont tués volontairement et d'une façon odieuse des personnes hostiles à DAESH. Ces assassins doivent être jugés et condamnés par une cour militaire ou martiale et mérite la peine de mort. Il faut agir comme pour le procès de Nuremberg ou des dignitaires nazis ont été condamnés à mort ou d'une peine de prison et pour certains à vie. N'oublions que ce sont des islamo-nazis qui ont pratiqué la torture, des décapitations contre des personnes opposées au régime. Ces gens, imprégnés de la haine contre le mécréant, sont prêts à récidiver. Alors pour empêcher cela, il faut les mettre hors d'état de nuire. Pendant la guerre mon oncle,Maurice Bertin-Mourot dit Jacky, résistant FTP dans les maquis de l' a été pris par Barbie et est passé entre ses mains et heureusement, a pu s'échapper car compte tenu de ses faits, était condamné à mort. Mon père, lui s'est engagé dans la Royale pour rejoindre De Gaulle. Ma mère ,résistante de la première heure, était avec le groupe Desthieux et a échappé plusieurs fois à la Gestapo. Combien de Résistants ont perdu la vie à cause de ces barbares. Ne refaisons pas l'Histoire mais procédons à des actes et non pas que des mots, trop chers et sans valeurs. Rétablissons la peine de mort pour ces barbares, assassins de policiers,gendarmes, enfants ou vieillards car la justice aujourd'hui est laxiste et préfère s'occuper dignement des assassins et ignorer les victimes. Nous demandons une justice»juste»et qui ne ferme pas les yeux lorsque ça l'arrange. Pourquoi entretenir,dans les prisons déjà surchargées,des tueurs qui coûtent à l'Etat et ne servent à rien car irrécupérables. IL faut être plus répressif selon le type de délit. Parlons aussi de l'Eglise à la dérive ou tout est à revoir et malheureusement, plus assez représentative de Dieu et de Jésus. Tout est galvaudé. Cette situation offre des portes ouvertes à l'Islam radical, salafistes qui est en train de gangréner notre pays et l'Europe. Regardons de plus prêt,la montée de l'antisémitisme, un des raisons majeures de l'Islam afin de provoquer des troubles dans notre pays et ainsi de pouvoir aborder le pouvoir que cette religion ,n'a pus mettre en place au Moyen Orient. Attention,danger,car la paix est menacée. Il faut un véritable débat sur la laïcité,que chacun pratique sa religion avec le respect de l'Autre mais surtout ne pas oublier que le racisme n'est pas que le reflet d'une couleur mais est aussi du racisme blanc et que tout le monde semble ignorer. Pas moi ,ni beaucoup d'autres!!!. Parlons aussi des maisons de retraite ou les vieux sont bafoués et peu respectés bien souvent à cause du manque de personnel et d'un manque de formation ainsi que de salaires peu élevés.. Du prix des hébergements bientôt inaccessibles. Il faut que l'Etat est un regard sur ces établissements. Parlons du harcèlement téléphonique, le service Bloctel mis en place en 2016 est totalement inefficace. Il faut punir avec plus de sévérité par des amendes lourdes ,ces appels intempestifs, venant souvent de l'étranger ou de plateformes et utilisant des numéros portant à confusion. D'autre part, le Président Macron,président des Riches, devrait être plus à l'écoute des citoyens, ne pas se retrancher comme il le fait actuellement derrière des barrières infranchissables comme l'on fait certains dictateurs aujourd'hui déchus. Il n' a pas été élu par ma voix ,ni celles de mes proches et ne représente pas ce qu'attendent les français: LE RESPECT. Que les votes blancs soient reconnus et comptabilisés comme votes exprimés et, là, nous verrons bien que la majorité se retrouvera en minorité. Que ces mots fassent réfléchir tous

les politiques car il y en a marre de l'oligarchie. le temps des tsars est révolus. Les gilets jaunes seront toujours d'actualité dans un pays en pleine mouvance et à la recherche d'un espoir de MIEUX VIVRE. La France n'appartient pas à Jupiter mais à L' Homme. Même Juppé ne l'a pas compris et continue sa carrière au mépris des français

Il faut augmenter les nombres d'élus pour assurer une parité effective.

Reformer la justice qui ne me semble pas juste en tout point

Faire en sorte qu'un referendum local du type de celui de Notre Dame des Landes soit respecté!!!!! En revanche pour des referendums nationaux voire européens, une réponse unique est inadaptée (éventuellement il n'est pas répondu à la question mais à celui qui la pose).La démocratie délibérative doit à ce niveau pleinement jouer son rôle

Arrêtez tous les projets de lois liberticides masqués..... laissez les gens vivre en leur montrant votre volonté d'un changement réel et votre exemplarité, le reste n'est que mensonges et poudre aux yeux balancés par des nantis qui d'aucune manière ne souhaitent de changement qui affecterait et amoindrirait les petits pouvoirs des uns et des autres.

ECOUTER ET ENTENDRE les français avant qu'il ne soit trop tard

Non à plus de proportionnelle.

Il faut abroger la loi sur le mariage homosexuel, renoncer à la loi permettant la PMA pour des personnes non infertiles et prendre toutes disposition pour rendre impossible la GPA . Protéger la vie et la loi naturelle des folies du matérialisme.

Il faudrait trouver de nouveaux moyens de faire comprendre à chacun à quoi l'argent de nos impôts et cotisation sert, et faire comprendre, pour d'une part montrer qu'une baisse d'impôt n'est pas nécessairement une bonne chose pour l'intérêt général, et d'autre part, responsabiliser les citoyens bénéficiaires. Nouvelle constitution ou évolution constitutionnelle, avec notamment : - Système de vote pondéré. Le système électoral devrait être profondément modernisé, à commencer par l'élection présidentielle et les élections législatives. Un système de vote pondéré, voire par approbation, devrait être mis en place ; les électeurs devraient pouvoir s'exprimer sur les candidats qu'ils souhaitent voir accéder au pouvoir mais aussi sur ceux qu'ils souhaitent écarter. - Retour au septennat pour laisser le temps des réformes de fond, et dissocier l'élection présidentielle de de l'élection législative.

Je suggère que les maires ne soient pas les représentants d'un parti politique mais soient élus sur le seul programme concernant la commune

Le maire ne doit pas être omnipotent Il doit y avoir un organe indépendant que peut saisir le citoyen

On a de la chance en France ... certains n'en sont pas conscients. Il est urgent de leur rappeler (l'école ?)

Il faudrait que les dépenses des élus soient accessibles à tous sur un portail en ligne. Ces dépenses doivent être justifiées et justifiables, comme en Scandinavie. Il serait temps que les députés fassent quelque chose pour que le peuple lui redonne un peu de confiance

Fixer règles entre Tolérance & Faiblesse ! IMPOSER Réciprocité ! (mosquées interdites aux infidèles, voiles imposés aux hôtesses Air France en Iran...etc)

CHAQUE PAYS A SON HISTOIRE SES COUTUMES EN INTÉGRANT UN PAYS IL FAUT POUVOIR RESPECTER ET ACCEPTER CELLES DU PAYS D'ACCUEIL PEUT ETRE AUSSI REVOIR LES DROITS ACQUIS AVEC LE DROIT DU SOL

Instaurer un revenu universel pour tout citoyen Français afin qu'il puisse vivre décemment et puisse même entreprendre sans risquer la pauvreté totale. Tout citoyen est consommateur et participe au circuit économique.

La démocratie est l'affaire de tous et doit être réapprise

La récidive doit être puni très fortement

L immigration est un vrai sujet il faut avoir le courage de poser le problème sans avoir toujours peur d'être catégorisé de raciste. la France souffre depuis trop longtemps de ce complexe et s est aveuglée en ne posant jamais les bonnes questions et surtout en ne proposant pas de réponse adaptée. aujourd'hui nous sommes face au problème de l'intégrisme musulman qui est en hausse et il a fallu des attentats pour oser vraiment nommer Et poser le problème.... la France est beaucoup trop laxiste et complaisante .

Insister dès l'école primaire sur l'instruction civique, les devoirs et les droits des citoyens, les contraintes et les bienfaits de la solidarité, le respect des lois et des personnes.

Citoyenneté Déconnecter élection du président de la république et les élections législatives : actuellement, les députés ne sont pas là pour exprimer les souhaits des électeurs mais pour être les godillots du président. Etablir le élections législatives à la proportionnel pour permettre l'expression plurielle des électeurs. Limiter le nombre de mandats des députés et sénateurs, Non cumul des mandats comme actuellement mais sans permettre que l'ancien maire devienne premier adjoint et manipule le maire Respecter absolument la loi de 1905 sur la séparation des religions et de l'état

Ma remarque est liée au grand débat en général. 1) Les gens qui ont participé ont fait un véritable effort. Il ne faut pas décevoir leurs attentes. 2) Pour cela, il est essentiel qu'un report soit fait des contributions à ce débat et des idées évoquées ainsi que leurs fréquences. Il serait bien que ce soit des citoyens (exprimant les différentes sensibilités du pays) qui fassent ce report. 3) Le gouvernement doit répondre en proposant un plan d'action. Ce plan doit être ambitieux, sinon il y aura une grande déception. Il peut être sur plusieurs années, mais il faut aussi des mesures rapides. La planification doit être expliquée et claire car les gens n'entendent souvent que l'objectif sans tenir compte du planning pour le mettre en place. 4) Sur certains points des questions importantes ne se dégageront pas véritablement et un référendum sera surement nécessaire. Les questions doivent être multiples et si possibles concrètes (en évitant les réponses oui ou non) pour éviter toute récupération politique. Il faut que les gens aient envie d'aller voter. 5) Certaines mesures doivent se décider très vite.

Je me sens personnellement privé de démocratie par le mouvement des gilets jaunes qui bloquent les évolutions pour lesquelles nous avions pourtant voté démocratiquement . Sans parler des violences , du populisme de droite comme de gauches et de tout ce qu'on voit malheureusement chaque semaines depuis 4 mois . Notre société doit se ressaisir et penser en priorité à l'avenir de ces enfants !

Le minimum de proportionnalité dans les scrutins nationaux sinon le pays sera ingouvernable. Plus le scrutin est local, plus on peut en introduire.

modifier enfin la loi pour un droit à l'euthanasie et suicide assisté

Dans un cadre local, il me semble nécessaire que les étrangers 'long séjour' puissent voter. Comment leur dire d'être intégrés si leur avis n'a pas de valeur au moins dans leur milieu quotidien.

Organisation de l'Etat et des administrations

Que pensez-vous de l'organisation de l'Etat et des administrations en France ? De quelle manière cette organisation devrait-elle évoluer ?

Transformer les services publics de manière efficace. Les évaluer en termes d'utilité, de qualité et d'efficience. Améliorer radicalement ses performances en modifiant les processus, les comportements et les capacités de l'ensemble des administrations et des agents, en particulier en mutualisant et partageant les informations. Rappelons que depuis 2012, le Royaume Uni, classé 8ème au Forum économique mondial (la France est 17ème), a mis en œuvre un vaste plan de réforme de sa fonction publique, Civil Service competency framework, orienté Efficience et non pas seulement Efficacité. Il définit les valeurs pour chaque secteur de la fonction publique : honnêteté, intégrité, impartialité et objectivité dans la façon dont les gens doivent travailler. Il faut une approche cohérente au fonctionnement - identifiant les compétences, les connaissances et les comportements menant à des performances réussies et indiquant de quelle manière – les processus - ils peuvent être démontrés à chaque niveau. L'accent doit porter sur l'utilisation d'exemples de comportements antérieurs pour prédire les comportements futurs, en se référant à des domaines d'activité particuliers. Comment un gouvernement peut-il ne pas en connaître, et sembler découvrir ce sujet complexe - alors que le Président est au gouvernement depuis 5 ans - et demander à de simples citoyens sans compétences ad hoc, de proposer des solutions ? Le Système d'informations administratives nécessaires aux différents services publics est au cœur d'une transformation efficace. On peut rappeler que Bill Clinton en 2000 avait lancé un plan de modernisation des administrations fédérales en opérant un vaste 'reengineering' où des systèmes d'information high-tech ont permis de diminuer de 12% les effectifs des fonctionnaires fédéraux et d'économiser ainsi chaque année plus de 100 millions de dollars. Initiative qui avait été suivie au niveau des Etats de l'Union. Faire des économies sur le fonctionnement des services publics découlerait de cette transformation de la fonction publique que j'ai indiquée ci-dessus, avec un nettoyage des 'administratifs' qui passent leur temps à mouliner des données, faire des rapports que personne ne lit et « qui coûtent un pognon dingue ». Ou encore un retour aux 39 heures permettrait d'économiser 12% des dépenses de personnels (ou au contraire de fournir 12% de services en plus ...) La réponse à la plupart des questions suivantes se trouve dans cette transformation des services publics. On peut ajouter que cette transformation permettrait également de délocaliser tout pour partie des services dans des régions 'déshéritées' ce qui doperait leur activité et les repeuplerait.

L'Etat est trop concentré sur les métropoles et de moins en moins presente dans la France peripherique et rurale. il doit y a voir une meilleure repartition des services publics (Etat, territorial, hospitaliere) pour ne pas créer de disparités et d'abandon de l'Etat pour des millions d'habitants, dont une grande partie payant ses impots.

Enfin traiter ce mille-feuilles territorial employant des fonctionnaires qui atteignent difficilement 35h par semaine et ce avec un absentéisme record. Réduire le nombre de mairies (qui ont construit un nombre incalculable de rond-point) ce qui concourra à l'optimisation des dépenses. Supprimer la Sécurité de l'Emploi et mettre en place un management digne de ce nom concourrait à améliorer la performance de notre administration, (actuellement les tire-au-flancs sont invirables).

Je pense que c'est une organisation très compliquée et qui demande d'etre Étudier pour la comprendre.

ETRE PLUS ADAPTEE AU MONDE ACTUEL

Les administrations sont devenues le bon plan emploi. Trop d'agents dans les CR, CD, mairies, et autres services publics «de bureau». Aucune motivation, nb de jours d'arrêt maladie contre-productif. Se rapprocher du privé dans le fonctionnement (absence de pérennité acquise de l'emploi, primes sur objectifs en fonction d'indicateurs objectifs comme les délais de traitement des dossiers, la satisfaction par sondage des administrés etc...) La garantie de l'emploi est aux antipodes de l'envie de travailler, de se motiver, de se surpasser.

trop de superposition de compétences et trop peu de lisibilité pour les citoyens - Cf texte en bas de page

Trop centralisée Il semble que la compétence ne se trouve qu'a Paris

Trop complexe; trop d 'institutions

Notre pays est très divers. Le rôle de l'état n'est pas de garantir l'égalité mais l'équité. Bref aidé plus les persones ou teritoires qui ont le moins ou le plus besoins.

C'est trop éparpillé. Département, région etc... On ne sait plus à qui demander quand on veut quelque chose

Trop de monde, trop chère, manque de résultats, trop d'abus, manque de contrôle

Plutôt bonne en général mais une dégradation du service qui se ressent d'année en année. Une offre territoriale qui pose problème, un maillage de plus en plus lâche en dehors des métropoles et autres agglomérations qui donne l'impression d'un abandon de l'Etat dans ces territoires

Il faut réduire les échelons beaucoup trop nombreux en France. Je pense notamment aux départements qui sont devenus obsolètes et dont les compétences pourraient être transférées pour partie aux régions ou aux métropoles, communautés de commune., d'agglo

Dans les grandes agglomérations, il faut inciter à ce que les communes se regroupent. Reims : 100 communes, Lille métropole 90, comme Marseille, Métropole de Lyon 60, ... cela les paralyse Ailleurs la bonne échelle ce sont les communautés de communes pour gérer l'eau, l'assainissement, les déplacements, l'aménagement des espaces. Déconcentrer au maximum l'éducation nationale, avec plus de pouvoir aux directeurs d'établissement sur les pédagogies, le recrutement, les évaluations L'Etat doit simplifier le code de l'environnement qui a multiplié les contraintes et procédures , qui ne sont plus toujours cohérentes, sont incroyablement complexes à mettre en oeuvre, sont sources de recours de part cette complexité, sans apporter de plus value environnementale Revoir la composition et le rôle du CNPN, instance sans contrôle qui induit des surcouts très importants sans justification scientifique La liste serait longue

1 - respect et traitement égalitaire pour TOUS SANS DISCRIMINATIONS liées à l'âge, au sexe, origine sociale etc... 2 - simplification 3 - un référent précis à contacter avec au moins une adresse mail 4 - que TOUS les organismes bénéficiant de délégations de services publics (EPIC SPIC et autres...) soient soumis aux mêmes règles de droit que les administrations et en particulier l'OBLIGATION DE MOTIVER DE MANIÈRE PRÉCISE ET DÉTAILLÉE TOUS LES MOTIFS DE REFUS 5 - procédure simple et rapide, via internet, pour faire APPEL de toutes les décisions prises par l'administration et de ses délégataires, en fonction des motifs invoqués de manière précise et détaillée justifant le refus

Vers une administration plus simple et efficace. A l'aide des nouvelles technologie, il est largement possible de simplifier l'administration. En effet l'administration française est longue, bien qu'elle s'imbrique d'elle même (impôt, caf etc). De plus supprimé le papier serait un pas de plus vers l'écologie.

Lourde et compliqué. Réfléchir en terme d'efficience, réfléchir à ce que nous pouvons ou pas encore nous payer (service, aide, ...)

Elle devrait être simplifiée. Il faudrait aussi un répertoire par région avec tous les échelons et les coordonnées (tel, adresse, mail.....)

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Un dédale dans lequel plus personne ne se retrouve. L'état doit se concentrer sur le régalien Un maître mot : transformer un état obèse sans pilote en un état agile au service des citoyens : simplification des structures, allègement des effectifs, réduction des strates, suppression ou regroupement des agences de l'état. De façon générale, les préconisations de la cour des comptes devraient s'imposer à l'état (sinon la supprimer)

Moins d' Etat & de collectivités territoriales, moins d'élus, chacun moins dépensier: aujourd'hui ils n'ont aucune incitation à moins dépenser puisque la majorité des citoyens qui les élisent ne paient pas (ou peu) d'impôts, ceux qui sont accablés d'impôts ne sont pas (ou peu) représentés, n'ont pas voix au chapitre, c'est une anti-démocratie.

1) Simplifier : trop de strates (CG, département, communautés de communes, villes...). 2) Transférer la gestion du régime des retraites des élus et fonctionnaires vers le régime général. 3) Publier sur un site web public : Les notes de frais des élus (idem Norvège) pour plus de transparence - Les dépenses réalisé par une ville, région, ministère avec des comparatifs européens - Les salaires et avantages reçus par chaque élu (récemment ou dans le passé). 4) Supprimer toute indemnité ou avantage à un élu qui n'est plus en poste. 5) Supprimer les gardes du corps pour les anciens présidents.

Sans avis

envoyer des blames , voire prévoir une exclusion définitive, aux députés que l'on voir dormir au sein de l'hémicycle . Si nous simples salariés agissons comme ça dans nos entreprises, l'avertissement voire le licenciement nous guette et bien il faut qu'il en soit de même pour les députés et sénateurs.

Une forte demande de services publics existe dans des zones périurbaines et les petites villes où précisément ces services ont fermé (perceptions...). Beaucoup de démarches administratives sont aujourd'hui dématérialisées et il faut encore amplifier ce processus tout en l'accompagnant. Il faut développer dans les mairies (gage de la proximité et de l'écoute des citoyens) des bureaux multi-services où les citoyens peuvent faire toutes leurs démarches administratives et puissent être renseignés et secondés pour cela. L'état central doit donc mettre des moyens matériels et humains pour accompagner ces changements. Ces services existent déjà dans certaines communes qui en ont pris l'initiative mais il convient de généraliser le processus. Plus généralement, concernant la réforme de l'État et des économies à réaliser, je pense que nos concitoyens sont en accord avec les changements que ces réformes induisent mais bien souvent l'impact de ces changements sur la population n'est pas anticipé et les changements ne sont pas suffisamment accompagnés. Cela crée de la frustration, un sentiment de déclassement, un manque de considération et de la colère.

pourquoi le gouvernement fait des lois et ne les applique pas au public

Il faut simplifier l'organisation en réduisant le nombre d'échelons mais surtout définir les rôles et responsabilité de chacun. Il faut également définir la façon dont les budgets correspondants seront alimentés. Si ces conditions ne sont pas remplies la décentralisation sera un désastre. La simplification ne concerne pas seulement les différents échelons de l'organisation mais aussi les nombreux services qui interviennent dans le même domaine en générant redondances, antagonismes, irresponsabilité, inefficacité, et coûts. La création des grandes Régions est probablement une erreur mais il ne faut pas ajouter de la confusion en revenant en arrière. En revanche il faut regrouper les départements dont la logique géographique remonte à l'époque napoléonienne où non se déplaçait à cheval (Ex. les 2 départements corses, alsaciens, normands, Loire et Rhône etc) La décentralisation suppose aussi que l'on instaure la mobilité des fonctionnaires aussi bien géographique que entre services différents, elle doit entraîner une réduction significative des effectifs et des coûts.

I faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

-30% en volume

L'Etat n'ayant jamais vraiment engagé de réforme alors que dans le même temps notre société évoluait fortement, des strates se sont superposées et génèrent aujourd'hui des surcoûts pour un résultat décevant. De nombreuses études et notamment les rapports de la cour des comptes ont régulièrement pointé des dysfonctionnements et donné des pistes de solutions. Il est temps d'exploiter ces études et d'actionner la réforme de l'Etat branche par branche avec pour priorité de réaffecter les moyens là où ils sont prioritaires et en ciblant ceux ayant un pouvoir de levier.

Organisation complexe et peu lisible. La répartition des compétences doit être clarifiée et étanchéifiée.

Le problème de fond pour l'efficacité du service public est lié à une lourdeur des procédures, à un centralisme toujours excessif, à une vision toujours descendante des enjeux

Une omniprésence qui complique presque tout dans les relations. Tout est compliqué, les papiers trop présents, les procédures trop longues...

Bien trop centralisée sur Paris

La diminution des régions ne semble pas avoir diminué les frais de fonctionnement

décentraliser vers la région et la commune.

Mauvaise gestion, pas de solution apportée, pas d'écoute active, pas de concidération, mépris d'une partie de la population

Nous avons la chance d'avoir une administration compétente. Elle n'est cependant pas toujours très réactive. Il faut aller vers plus de simplification et plus de dématérialisation des documents

Devenir la plus efficace possible.

Mettre fin aux avantages énormes et injustifiés des élus de la république (Sénat, Assemblée Nationale, hauts fonctionnaires) et les indexer sur le citoyen moyen (voir Allemagne). Ce n'est qu'une question de morale et de justice.

L'état doit laisser plus de responsabilités aux collectivités locales, qui ont une meilleure connaissances de la réalité du terrain

Ajuster les services de l'état aux besoins des citoyens en limitant les échelons administratifs et en créant un dossier unique pour toutes les administrations ou organismes sociaux (Impôt, Office HLM, CAF, CPAM, etc.)

Autoriser l'accès aux Urgences des hôpitaux uniquement aux professionnels de santé (ambulance, SAMU, pompier) ou avec une ordonnance établie par un médecin (sauf accouchement) : - en créant des maisons médicales de garde au niveau de chaque canton ou territoires accessibles 7/7 - en affectant les médecins pendant 3 ans après l'obtention de leur diplôme soit dans des maisons médicales territoriales soit dans des hôpitaux en contrepartie du coût de formation (8 ans de formation supérieure) - en augmentant le numérus clausus au besoin des territoires - en instaurant le tiers payant à toutes les consultations - e Ceci permet : - de réaffecter les médecins à leur mission première au service de la santé publique et de proximité - inciter des médecins à s'installer dans les territoires ruraux - prendre en charge les cas bénins par un professionnel de santé sans encombrer les urgences - permettre aux service d'Urgence d'assurer leur mission en prenant en charge que des cas «graves» véritablement urgent

Etre au service des citoyens et non aux comptables, financiers et lobbies

il faut simplifier l'organisation de l'état moins de députes, de sénateurs et d'élus divers.

SIMPLIFICATION il faut reformer les territoires, supprimer les empilages, arrêter qu'un maire soit président de ceci ou cela .... il n'est pas normal qu'un élu ait plusieurs mandats (et donc plusieures rémunérations) alors que les journées n'ont que 24h!! il faut simplifier . comme cela on fera des économies de gestion, et le citoyen verra mieux a quoi on utilise son argent.

Je trouve que ça ne marche pas si mal que ça compte tenu du fait qu'on est 60 millions. Il faut aller vers plus de numérique et de dématéralisation.

Trop lourde, trop règlementée, trop administrative, trop loin de la vraie vie

Le Gouvernement : Faut-il 21 Ministères et 35 Ministres et Secrétaires d'Etat ? Il me semble qu'il y a des doublons. Il y a aujourd'hui une dispersion énorme entre certains ministères fondamentaux et d'autres moins cruciaux, qui pourraient être des Secrétariats d'Etat. Pourquoi y a-t-il un Ministère de l'Enseignement Supérieur à part entière. Ne pourrait-on pas plus logiquement le rattacher au Ministère de l'Education Nationale, pour éviter cette dichotomie entre l'éducation initiale et l'enseignement supérieure. Par contre, ceci permettrait de renforcer les fonctions du Ministère de la Recherche et de l'Innovation, vers une orientation plus économique qui doit favoriser le transfert et l'industrialisation des Recherches. Quant à l'Education Nationale, ne peut-on pas revenir à une Education Civique plus moderne en utilisant le Numérique et les Réseaux Sociaux, afin de renforcer le Patriotisme des Français qui fait beaucoup défaut de nos jours en France, contrairement à d'autres pays. Le Parlement : Le Sénat a-t-il vraiment besoin de 348 sénateurs ? Limiter à 150 lors des prochaines élections en septembre 2020. Pour cela il faut changer la Constitution. Limiter la durée de leur mandat à 4 ans renouvelable par moitié tous les 2 ans. Le Sénat donne aujourd'hui une image vieillotte. Par ailleurs, le rattachement d'un sénateur à un parti politique n'est plus à l'image de notre société citoyenne, que la politique politicienne rebute de plus en plus. De même pour l'Assemblée nationale : 577 députés ?? Les fonctions parlementaires ne sont –elles pas trop redondantes avec celles du Sénat. Différencier plus les fonctions de l'Assemblée Nationale de celles du Sénat. Sanctionner financièrement les Sénateurs et/ou Députés qui ne sont pas assidus à leur fonction ni suffisamment efficients, à l'exemple des membres du CESE, qui ont une retenue sur leur rémunération en cas d'absentéisme. Supprimer totalement les avantages en nature à vie (ex. gardes du corps et voiture de fonction) des ex-Ministres, Députés ou Sénateurs. Le Conseil Economique, Social et Environnemental : Contrairement aux 2 instances précédentes, le CESE est bien modeste sur le plan financier et communication. Leurs sections sont-elles bien utilisées par les Ministères équivalents ? Il semble que ses 233 membres ne soient pas aujourd'hui à la hauteur de leur mission sur le dialogue social, la vie économique, la cohésion sociale et territoriale, ni sur la protection de l'environnement et du développement durable ? Il n'y a pas assez de communication sur leurs travaux. Qu'en sort-il de concret ? et avec quel délai ? Exemple : saisine sur la transition énergétique : Le Gouvernement doit mettre tout en œuvre pour arriver à un résultat palpable avant 5 ans. Donner plus de parole aux citoyens par le référendum sans toutefois renforcer la décentralisation qui générera plus de coût par la multiplication des instances. Il y a déjà trop d'échelons soit disant représentatifs, qui finalement ne sont pas l'échos du citoyen. Le regroupement des Régions n'a pas non plus fait faire des économies, car chaque instance a voulu garder ses moyens et prérogatives. A l'ère du multimédia, utilisons les moyens modernes du numérique pour intégrer les suggestions des citoyens. Continuons pour cela l'effort sur la Fibre Optique partout. OUI à l'Europe économique et monétaire, mais NON aux orientations abusives des assemblées européennes.

Il y a trop de structures qui se superposent et se juxtaposent. La mobilité et le numérique doivent permettre de «dégraisser» pour moins de dépenses et autant voire plus d'efficacité.

Trop de strates administratives, pas assez de visibilité de qui fait quoi. Difficile de savoir vers qui se tourner pour effectuer une démarche

Trop centralisée et trop pléthorique. Un mille feuille parfois!! Simplification , décentralisation, souplesse, culture de résultat. Je pense que la taille optimum est la Région, mais malheureusement la réforme critiquable de la gouvernance Hollande a rendu certaines Régions trop grandes ou sans dénominateur ou histoire commune (Grand Est, Aquitaine, Occitanie, par ex.): A REVOIR

Faire disparaître le niveau départemental (Préfecture et Conseil Départemental) et confier ses missions au niveau régional (Préfecture de Région et Conseil Régional) tout en maintenant l'offre de services publics existante (front et backoffice).

Je pense que la France est sur-administrée. Il faudrait donc réduire le poids de l'Etat et le cantonner dans ses missions régaliennes.

Le septennat me semble plus pertinent que le quinquennat car il permet d'engager des réformes et d'en voir les résultats, sans que les élections suivantes viennent trop vite interférer dans l'action du Président et du Gouvernement. Au niveau local, je trouverais plus efficace -et certainement plus économique- qu'une collectivité ait toutes les compétences sur son territoire plutôt que de multiplier les collectivités. Ceci impliquerait de supprimer un, voire plusieurs échelons administratifs.

Une organisation...peu organisée avec des procédures rigides et qui se multiplient. Cela dit, internet commence à être investi par les services et c'est un point positif pour les administrés.

Evolution par un allégement du mille-feuille région/départements/communes. Par une réduction du nombre de parlementaires. Par une réduction du nombre de communes (regroupements comme cela s'est fait autour d'Annecy, par exemple)

Plus de digital, des applications mobiles

L'organisation de l'Etat et des administrations est bien trop lourde et complexe et coûteuse. Nous devrions 1/Réduire le nombre de parlementaires et sénateurs, 2/ Assurer un suivi très strict, transparent et rigoureux de leurs dépenses, 3/ Réduire le nombre de strates: supprimer les départements et intercommunalités pour ne garder que les communes et régions, avec plus de pouvoir à ces deux strates, 4/ Informatiser une grande partie des services publiques et les simplifier (avec par exemple une seule gestion de données via le numéro de sécu utilisable informatiquement par tous les organismes de santé, admnistratifs etc), 5/ Simplifier tous les organismes tels que CAF, PAJEEMPLOI, URSSAF, etc etc, 6/ Privatiser une partie des transports.

organisation satisfaisante

Simplifier ,simplifier et encore simplifier.

vers davantage de décentralisation

Il faut en finir avec une informatisation et une déshumanisation des démarches qui excluent les plus fragiles. Un nouveau pacte doit être construit qui pose la question des moyens, de la présence sur tous les territoires, qui parte des besoins des populations, de la qualité des emplois publics (statut, formation, ...) et qui intègre l'enjeu de la nécessaire transition climatique.

Simplifier, unifier et automatiser le paiement des aides sociales aux destinataires qui y ont droit : ce ne doit pas être à eux d'en faire la demande mais à l'état (ou représentants) de le faire automatiquement et en temps utile

Trop complexe ; réduire vraiment le mille-feuilles territorial

L'administration Française est trop compliquée et pas assez numérique. Mais l'espoir et là

Il faut responsabiliser les employés des services publics. A la fois pour les performants (récompenses, promotions, ...) et les moins performants (formation, pas d'augmentation, sanction, licenciements ou changement de fonction). Cela passe par une transformation du système et d'une responsabilisation de l'ensemble des managers. Du manager de proximité au ministre. il faut des objectifs clairs, des indicateurs de performances et des évaluations. Des choses simples que toute entreprise fait, mais qui est un énorme changement de culture pour les services publics.

Trop lourde, trop technocratique

Il faut déconcentrer au maximum, en cohérence avec la décentralisation. Donc, réduire les services centraux, limiter les textes réglementaires et circulaires et donner le plus de marge possible aux fonctionnaires de terrain.

simplification

Beaucoup de doublons, beaucoup de cadres administratifs et pas assez de coordinations entre les services.

Trop de millefeuille administratif. A Lyon: communes, métropole, communautés de communes, département, canton, stop! Gardons commune, métropole région. Les départements datent de l'époque où chaque département pouvait être traversé à cheval dans la journée...

trop d'administrations, mille-feuilles d'organisations qui ne travaillent pas ensemble et se contredisent, prise de décisions impossible ou incohérente, pouvoir de décision dilué, gaspillages de l'argent public trop de fonctionnaires trop de sénateurs, députés ; taux d'absence élevé et intolérable; foutaises et débats médiatiques ridicules et irrespectueux pour tous les français qui paient de lourds impôts ; va t'il falloir ressortir la guillotine pour que ces sénateurs et députés comprennent la situation pour les français de classe modeste et moyenne ? il faut simplifier, dégraisser le mammouth, virer tous ces roquets de la politique et les populistes qui n'agissent pour trouver des solutions aux problèmes concrets des français. Regrouper les régions et départements avec une assemblée régionale constituée de représentants des départements

Trop lourd, trop lent, trop vieux, trop bureaucratique, loin des citoyens

Il faut évoluer au sujet de la santé. Il serait fondamental et nécessaire d'intégrer et de reconnaître à sa juste valeure la médecine traditionnelle chinoise dans le parcours de la santé.

Donner plus de pouvoir aux régions et aux maires, arrêter les grandes communautés de communes mais faire des regroupement de petites communes

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Trop de couches administratives et de doublons. Trop de concentration à Paris des missions et des décisions : délocaliser les administrations parisiennes en province.

Stopper les titularisations pour revenir dans un effectif de fonctionnaires en ligne avec la moyenne européenne Supprimer le statut de fonctionnaires (emploi à vie) aux personnels qui présentent un taux d'absentéisme supérieur à un seuil à définir Supprimer des échelons de collectivités publiques (le Département par exemple) Supprimer les doublons nés des regroupements des régions Le droit français est devenu trop complexe. Il faudrait un choc de simplification. Un VRAI cette fois. En demandant aux professionnels de chaque secteur de donner des pistes et des règles à supprimer (expert-comptable et avocats pour le code de commerce et de code général des impôts, architectes, pour le code de l'urbanisme et le code de la construction notaires pour le code civil, médecins pour toutes les règles touchant à la santé, fonctionnaires pour le code des marchés publics etc...) L'Etat génère des règles toujours plus complexes qui alimentent son appétit en effectif. Tout est devenu trop complexe et devient source d'incertitude juridique. L'empilement des textes de loi créé désormais une insécurité juridique en France Le sénat devrait être supprimé, car il coute cher et apporte peu dans le processus législatif.

Nous avons beaucoup trop de fonctionnaires bureaucrates dans les administrations mais il manque cruellement des postes dans les hôpitaux: infirmières, aides soignantes. Le nombre de hauts fonctionnaire est couteux et trop élévé

Vers une simplification : au lieu de rajouter des couches au feuilleté administratif existant, supprimer et déployer (ex : communauté de communes crée depuis peu alors que les cantons existent encore...)

Organisations trop cloisonnées. Pas assez de transversalité. Trop de papiers et de procédures. Tout est trop lent/délais de réponses trop longs. Manque de transparence sur qui fait quoi et à quoi ça sert. Il est trop difficile de contacter les services. Quand on a une question précise à laquelle on veut une réponse de même qualificatif, on se fait rapidement «jeter» si on insiste. Les interlocuteurs se renvoient la balle «c'est pas moi c'est sans doute X», lequel X élude à son tour la question, vous raccroche au nez, vous bascule sur une messagerie déjà pleine qui ne prend pas de messages. La sensation d'être toisé/pris de haut quand on interroge un service ou considéré comme quantité négligeable voire comme extra-terrestre est franchement désagréable. Il faudrait évoluer vers plus de réactivité, de fluidité, de simplicité et d'accessibilité des services. Quand je contacte une administration, j'aimerais être entendue et considérée avec plus de respect. Ce sont les impôts et taxes que payent les citoyens qui contribuent à payer tout ce personnel et je n'ai pas bien l'impression que c'est compris.

vers plus de pouvoir déconcentré à tous les étages , mieux définir les fonctions régaliennes de l'Etat et donner plus de pouvoir aux collectivités locales , y compris au niveau de certains impôts , vers plus de solidarité en direction des plus pauvres , des plus éloignés de l'Etat et de l'Administration

Les services régaliens comme l'éducation, la justice, la police et l'armée doivent rester centralisés. Les politiques économiques doivent être décentralisées au niveau des régions et des communes

Plus efficace grâce aux technologies, moins pléthorique et plus aimable, vraiment au service du public, comme dans le privé

En France, l'Etat et ses administrations sont beaucoup trop nombreuses et complexes. Il faut absolument réaliser une refont de l'organisation, en insistant sur la SIMPLIFICATION du système.

trop centralisee

Dans un premier temps, diminuer le train de vie du gouvernement, limiter le nombre de ministres et secrétaires d'Etat, chefs de cabinets,conseillers (salaires injustifiés,pas d'augmentation ou de primes. Interdire l'octroi d'une enveloppe à la première dame de France. Tout les dirigeants s'inspirent du Gaullisme sans appliquer ses règles. Madame de Gaulle a refusé toute enveloppe et cela ne l'a pas empêchée d'être présente . Supprimer le Conseil Economique Social et Environnemental,ramassis d'anciens sportifs de hauts niveaux, politiques,etc.. Cette institution n'a plus aucun crédit au regard des français. 233 membres payés grassement qui se réunissent 2 fois par mois pour une trentaine d'avis par an!!!Supprimer le Sénat qui n'a plus de légitimité.Diminuer le nombre de députés et adapter les circonscriptions au ration nombres d'habitants au km2.

a. Délégation du Service Public de toutes les activités qui ne sont pas régaliennes et formation des fonctionnaires au rôle de maîtrise d'ouvrage pour qu'ils sachent faire des cahiers des charges, fixer des objectifs de service et en mesurer la qualité du service public dont ils ont la responsabilité. b. Mettre les salaires au niveau du privé ainsi que le temps de travail c. A chaque évolution des procédures des publics redéployer les moyens humains pour les traiter. d. Suppression des hauts fonctionnaires issus de l'ENA et remplacement au fur et à mesure par des fonctionnaires ayant dans un premier temps eu une formation supérieure (niveau maitrise d'instruction civique , sciences politiques et publics) et une formation supérieure sur d'autres spécialités. Ils devront avoir eu un parcours national de 10 ans en Régions au sein des collectivités et de l'entreprise et non au sein des services de l'Etat avant d'accéder à ces postes) pour être à même d'élaborer de nouvelles politiques publiques en connaissance de cause

Il faut décentraliser l'administration et l'organisation au plus près des régions en decentralisant

Il y a trop d'échelons trop complexes dans notre système qui génèrent des dépenses inutilement élevées. Il y a aussi beaucoup trop d'instances et comités divers qui ont peu de plus-value et coûtent cher. La gestion du personnel des administrations, et en particulier de l'état est peu efficace.

Simplifier !! Clarifier les compétences pour éviter les doublons

notre admpinistration est plethorique,avec trop de fonctionnaires qui se comportent «en fonctionnaire» j'ai écris en novembre a mon centre des impots mi novembre...nous sommes début février je n'ai toujours pas de reponse... a la suite d'un conflit serieux sur l'aéroport de bastia l'été passé j'ai ecrit au prefet...reponse 6 mois apres...au president de la region au directeur de l'aeroport au deputé...pas de reponse

trop de services séparés, pas d'optimisation entre les différents niveaux, supprimer les départements. pas assez d'utilisation du numérique et d'internet.

Trop d'administration. Leur coordination nécessite des efforts énorme. On a créé un monstre qu'il sera difficile de transformer.

Elle doit etre geree comme une entreprise!

Le statut des agents de la fonction publique d'état ou territoriale devrait évoluer pour garantir plus d'engagement et d'efficacité. Il s'agit de bien rémunérer les agents, mais aussi d'en attendre ce qu'on attend des agents d'entreprises privées : une responsabilité de leurs actes (il y a une véritable impunité dans la fonction publique, même pour les attitudes les plus répréhensibles), un temps de travail et un absentéisme au moins comparables, une mobilité fonctionnelle indispensable à la réforme des missions assumées.

Nous devons alléger notre maillage administratif et reposer sur 4 piliers : - plus d'Europe sur les grand thèmes mondiaux : economie - droit international - défense - representativite interna-

tionale - Un état nation allégé - Plus de poids dans les régions - Regrouper les communes dans des ensembles d'intercommunalité.

encore trop centralisé , trop de niveaux, trop de communes trop petites. Trop de services pas assez connectés

Encourager les fusions de communes Développer les missions des communautés de communes pertinence des divers syndicats de communes Suppression des départements. Plus de pouvoirs aux régions

Evolution vers la simplicité et l'exemplarité

Beaucoup moins d'élus: une seule chambre avec des représentants du peuple tirés au sort (avec un niveau de diplôme minimum requis)

Bonjour l ' organisation de l ' état en France , c ' est Ubu le roi est nu . Dans certaines administrations c ' est le désert quasi - permanent , alors que dans d ' autres , il y a trop de monde .

Organisation lourde et inefficace. Il faut décentraliser en donnant de vrais pouvoirs aux communes, départements et régions : police, économie, fiscalité, santé, école, transports... Arrêter le centralisme jacobin : chaque localité pourra mener sa propre politique adaptée à sa population. Une saine concurence permettra de constater les meilleures politiques. La subsidiarité est un principe non appliqué et c'est un tort. L'Etat ne doit s'occuper que des fonctions régaliennes : police pour les affaires à caractère national , justice , défenses nationale . Supprimer les intercommunalites qui sont des doublons inefficaces. Il faut également favoriser un meilleur aménagement du territoire en : - favorisant les lignes de transports et routes / autoroutes (au contraire de la politique actuelle qui désinvestit : abandon des projets d 'autoroutes et de grandes lignes ferroviaires) - décentralisant le lieux de pouvoir : on pourrait mettre des ministères dans des grandes villes de France hors Paris Par ailleurs les juges ou leur encadrement doivent être élus et assisté systématiquement d'un jury populaire (y compris en correctionnelle et au civil).

Supprimer les conseils généraux

Il serait souhaitable de faire baisser le coût de fonctionnement de l'état et de ses institutions en modifiant: Le nombre de ministres maximum 10 En supprimant les secrétaires d'état En supprimant le Senat En supprimant les départements En supprimant les 14 régions existantes au profit de 5 régions Imposer au métropoles (collectivité Territoriale) un mode de scrutin représentatif de toutes les communes les formants. Imposer la création de nouvelles communes de sorte à n'avoir plus que 7 à 8000 communes en France. Rendre le vote obligatoire et prendre en compte le vote blanc. Remettre en place le septennat

je pense que l'Etat doit se moderniser et s'adapter a notre société d'aujourd'hui plus flexible, plus compétent.

Aujourd'hui, l'Etat finance aussi bien l'école publique que l'école privée sous contrat (salaire des enseignants, ce qui constitue la part la plus importante du coût). Or, elle ne fixe pas les mêmes règles à ces deux types de structures. Les écoles / collèges / lycées privés sous contrat échappent à la carte scolaire, choisissent leurs élèves, ont très peu de contrôle de la part des corps d'inspection, créent des «options», «spécificités» interdites dans le public ... De ce fait, l'Etat organise délibérément un système scolaire à deux vitesses : les catégories supérieures et moyennes vont dans le privé sous contrat, créant un entre-soi manifeste et les plus faibles se retrouvent concentrées dans le service public qui a bien du mal à faire réussir les plus démunis. La société se retrouve de fait encore plus divisée.

Trop volumineuse. Tout est trop COMPLIQUE

Organisation déplorable, qui n'a pas sue évoluer avec le temps et les progrès.

De un, je suis canadien, marié à une française et j'habite en France depuis 2017. Deux, je crois que l'organisation de l'Etat et des administrations en France ressemble à un labyrinthe coûteux, semé de plusieurs embûches, où l'on met un temps fou à trouver la sortie, si on la trouve...

STOP AUX 80 KM/HEURE

Trop d'échelons et surtout des responsabilités mal assumées ou factices

L'administration française est une vieille dame, redoutable machine, globalement efficace, mais sans doute trop centralisée. Dans un Etat jacobin, où tout doit être uniforme de Brest à Menton et de Perpignan à Strasbourg , toute création de respiration est difficile. Les ressources fiscales des collectivités qui étaient déjà maigres s'effondrent avec la disparition de la TH. Il faudrait au contraire aller vers une fiscalité locale propre, notamment au niveau régional. On a créé des grandes régions mais ce sont des nains budgétaires. Ma région (Auvergne-Rhône-Alpes), pourtant la 2ème de France, a un budget (3, 83 Mds €) à peine supérieur à celui de la Métropole de Lyon (3,41 Mds €).

Il faut diminuer les dépenses de l'état

organisation de l Etat beaucoup trop lourde

Les comptences de chacun doivent être clairement définies et surtout ne pas se recouper.

Il y a beaucoup trop d'échelons administratif qui font double emploi et qui se renvoient de l'un à l'autre ce qui provoque de l'incompréhension et de la colère chez les usagers. Il faut créer des guichets multiservices permettant de renseigner et de traiter la plupart des affaires administratives courantes sans avoir à courir d'un guichet d'une administration à une autre.

Bon équilibre des services de l'état au niveau central et territorial

Beaucoup trop d'échelons, décisions uniquement centralisée et surtout à la botte de l'Europe qui ne s'occupe pas des bonnes choses, administration bien trop standardisée donc non humaine et non flexible Remettre de l'humain, permettre de la flexibilité, permettre les transactions par Web (mais pas comme cette daube de service pour les cartes grises), supprimer des échelons présents uniquement pour (re)caser ses amis et générant donc des couches administratives ralentissant tout, arrêter de croire que toute décision parisienne peut s'appliquer partout et sans moyen identiques.... Donc redonner du pouvoir aux Mairies, au Département

beaucoup trop centralisé. On a vraiment l'impression que tout descend de Paris. Chaque région devrait avoir plus de pouvoir concernant l'apprentissage, la formation, les transport et les services. Et lever l'impôt qui correspond, sans que l'état y contribue. L'état lèverait donc moins d'impôts

L'organisation est trop centralisée sur la capitale; il faut décentraliser

Simplification

Le système administratif français est complexe et souvent redondant. La simplification de ce système permettrait de faire des économies et de simplifier les actions des citoyens

Simplification de l'organisation !

Complexe, beaucoup trop d'échelons, millefeuilles d'aides....

L'Etat ne peut pas tout, il faut que les gens le comprennent. Cependant des modifications peuvent être apportées. Comme je l'ai indiqué dans ma contribution REPRESENTATION, un chef de l'Etat élu par les parlementaires réduirait la personnification de l'Etat en la seule personne du président de la République. Il faut continuer à décentraliser et donner plus de pouvoirs et de moyens au Régions. La numérisation des formalités administratives, c'est à dire le traitement pas Internet, est une bonne

chose même si une partie de la population, principalement âgée, se sent délaissé car elle ne maitrise pas les outils. Il faut assister ces personnes. C'est une situation temporaire car les générations futures n'auront pas ce problème.

Trop lourd, trop coûteux, trop bloquant pour les initiatives individuelles. Donne l'impression d'une grosse machine qui bloque, qui s'enraye...

L'état fait du bon boulot, contrairement à l'Obs, vous savez le journal ?

il faut remettre a plat le statut des fonctionnaires avec une égalité entre tous les français durée de travail age de départ à la retraite fin de l'emploi à vie. mettre fin a une certaine forme de monopole d'état : ouvrir plus l'enseignement à des établissements privés ouvrir plus de place aux cliniques privées,qui par leur souplesse et leur taille plus raisonnables, pourraient remplir des vides hospitaliers régionaux rationaliser les implantations judiciaires , diminuer les sous-préfectures.

Procéder à une nouvelle étape de la décentralisation et ne conserver au sein de l'État que les fonctions régaliennes. Supprimer des échelons administratifs : le département et ne conserver qu'un seul type de coopération intercommunale. En outre, supprimer toutes les commissions et comités Théodule qui ne sont que des «fromages» pour affidés, et dont certains ne se réunissent jamais. En contrepartie, remuscler les commissions et groupes de travail de l'Assemblée Nationale.

Les administrations françaises ont souhaité mettre en place des indicateurs de performance au même titre qu'une entreprise privée. Or, ces indicateurs ne sont pas pertinents (notamment dans le secteur hospitalier-dans la sécurité...) et même contre-productifs. Effectivement, de nombreux cadres supérieurs sont en charge de la gestion de ces indicateurs ce qui nous coûte cher pour un résultat nul. Dans certaines administrations, la pyramide hiérarchique est quasi inversée...Nos concitoyens souhaitent un service public de proximité. Il faudrait donc arrêter le recrutement de cadres et cadres supérieurs dans les administrations qui n'ont même plus suffisamment d'agents à manager et remettre des agents au service de la population. Dans le même temps, il faut assouplir les règles rigides du télétravail dans la fonction publique afin d'avoir un service publique adaptée aux besoins. Enfin, il convient de ne plus faire de coupe budgétaire dans les hôpitaux, la situation est devenue dramatique et là aussi, supprimons des postes d'encadrants pour remettre des opérationnels bien plus utiles aux malades et qui nous coûtent bien moins chers.

Il y a beaucoup trop d'échelons administratifs. Deux niveaux suffisent, les régions et des grands regroupements de collectivités locales (on devrait diviser par 10 le nombre de communes en France .... Il est ridicule, comme chez moi, d'avoir deux mairies à 1 km d'intervalle !!

Vers plus de transparence et d'ouverture, les administrations sont opaques, à distance, un grand nombre d'entre ells ne remplissent ainsi plus leur rôle

Aujourd'hui, il n'y a pas de service public En effet, impossible de vous rendre dans une administration en dehors de vos heures de travail. Si nous voulons du service public je recommande que nous revenions aux 39 heures et que les fonctionnaires travaillent le samedi, sur la base de volontariat, mais que ce service soit digne de ce nom. Enfin, il n'est pas ententable aujourd'hui de maintenir le nombre de fonctionnaires au regard des évolutions numériques. Pour autant, je modererai mes propos lorsqu'il s'agit de personnel hospitalier, d'enseignement et de sécurité. S'agissant de l'enseignement, n'est il pas incroyable que les enseignants fassent leur formation pendant les semaines de cours ! N'est il pas incroyable que ces fonctionnaires qui se disent mal réménurés aient 16 semaines de congés par an. Si nous voulons cesser cette division entre publique et privé, il es urgent de mettre tout le monde sur un pied d'égalité.

les administrations ne sont pas à la portée des usagers. Problème d'horaires, de rendez vous etc.

moins de strate

moins centralisée

simplification

Complexité des droits des citoyen.e.s et donc difficultés pour les faire valoir, pour repérer des erreurs sur des prestations. Difficultés à avoir des interlocuteurs qualifiés en direct. Scandale des N° surtaxés pour des services publics avec des temps d'attente longs. Il faut simplifier les dispositifs, les rendre plus lisibles. Former ou maintenir des professionnels qualifiés pour informer et expliquer, notamment pour les personnes qui ne peuvent avoir accès au numérique, mais pas seulement. Un interlocteur.trice qualifié.e peut souvent régler rapidement des questions qui ne figurent dans les la liste des questions-types proposées sur les sites. Un bon point pour le site «service public. fr» qui donne des informations plutôt claires.

il y a quelquechose qui ne marche plus dans nos administrations ;je ne suis pas directement concerné car je travail et j'ai un salaire correct , mais j'ai plusieurs amis qui ont perdu leur travail qui font tout pour en trouver mais l'administration ne fait rien pour qu'ils en aient envie , en ne les aidant pas et en leur mettant sans arrêt les batons dans les pattes pour qu'ils ne soient pas motivés; un exemple ?une amie au chomage depuis peu et qui touchait la prime a l'emploi trouve quelques heures de travail , l'administration lui propose une aide au logement du coup , sans même qu'elle ait touché un centime de cette aide ,ils lui demande de rembourser la prime à l'emploi ; elle va les voir , tout semble arrangé mais quelques jours plus tard c'est une autre somme qui est demandée , Y a t il un pilote dans l'avion , ce n'est semble t'il pas le cas ; il me semble qu'il a quand même , UN MINIMUM DE RESPECT A AVOIR ENVERS CHAQUE FRANCAIS; on ne parlera pas des administrations qui ferment certains jours sans avertir les personnes qui en ont besoin , des contrediction entre les sites informatiques d'administrations et ce que l'on vous dit au comptoir ,et de ce que tout ce qui est fait pour démotiver les chercheurs de travail qu'on accuse de fainéantise il y a urgence à mettre un grand coup de pied dans cette mascarade.

Si vous êtes fonctionnaire, repensez à votre arrivée au gouvernement ou à votre dernier poste. Vous souvenez-vous avoir rempli le formulaire de demande ? Combien de temps a-t-il fallu ? Et combien de temps a-t-il fallu pour être invité à un entretien et pour commencer votre nouvel emploi une fois qu'on vous l'a offert ? La fonction publique s'est toujours enorgueillie de disposer d'un processus de recrutement juste et impartial - et c'est toujours le cas. Toutefois, les recrutements dans la fonction publique s'appuient sur des procédures de recrutement lourdes, rigides et susceptibles d'être longues. Il faut changer les méthodes de recrutement. Il faut réunir des groupes d'employés et des spécialistes du recrutement, internes et externes à la fonction publique, pour mettre au point une approche qui continue d'être juste et impartiale, mais qui fonctionne mieux pour tous les candidats. À notre époque de multiples défis politiques, technologiques et économiques, il n'a jamais été aussi important de recruter un large éventail de talents et de donner à tous les professionnels davantage de possibilités de réaliser leur potentiel. À la fin de cette transformation, les décisions de recrutement seront fondées sur des « profils de réussite » plutôt que sur de simples compétences. Pourquoi introduire un cadre de compétences ? Un référentiel de compétences, tel que nous le proposons, serait utilisé pour l'ensemble de la fonction publique. Il doit fournir une approche cohérente du recrutement - identifiant

les compétences, les connaissances et les comportements menant à des performances effectives et indiquer de quelle manière ils peuvent être démontrés, à chaque niveau hiérarchique. L'accent doit être mis sur l'analyse de comportements actuels pour décrire les comportements futurs, en se référant à des domaines d'activité particuliers. Cette approche permettra d'évaluer tous les candidats à un poste d'emploi sur la base des mêmes critères et de veiller à ce que tous les ministères utilisent le même langage pour le recrutement. En tant que tel, le référentiel de compétences permettra à la fonction publique de progresser. Les critiques que l'on peut faire est que, utilisé seul, le référentiel de compétences ne fournit pas une image complète d'une personne ni sur la manière dont cette personne se comporterait dans des situations spécifiques. Le référentiel de compétences peut, par inadvertance, favoriser des candidats dont la capacité de « flexibilité » pour s'adapter aux critères, avec une certaine rigidité qui s'insère dans la manière dont ils sont appliqués. Que sont ces profils de réussite ? Les 'profils de réussite' offrent une approche plus flexible du recrutement. S'ils conservent le référentiel de compétences sous la forme de comportements plus courts et plus clairs de la fonction publique, ils s'appuient sur un éventail beaucoup plus large d'éléments - fournissant une approche plus inclusive et plus précise en matière d'évaluation et de recrutement. Les compétences ou, plus spécifiquement, les comportements dans la fonction publique, ne constitueraient que l'un des cinq composants de recrutement retenus dans les profils de réussite, les autres points forts étant le savoir-faire, l'expérience et les compétences techniques. Cette approche s'appuie sur les capacités et talents natifs d'un individu pour donner aux candidats une plus grande opportunité de démontrer leur aptitude à occuper un poste spécifique. Cela permet également aux responsables du recrutement de personnaliser les critères et les méthodes de sélection en fonction des postes vacants, optimisant ainsi la capacité de faire correspondre le meilleur candidat à chaque poste. Pour ces raisons, les profils de réussite seront définis de manière à créer des conditions plus équitables pour les candidats internes et externes. Ils moderniseront et faciliteront le recrutement dans la fonction publique, en attirant un bassin plus diversifié de candidats tout en contribuant à libérer les talents déjà existants au sein des ministères, facteur important pour faire que la fonction publique soit un lieu de travail agréable. Une « fonction publique exemplaire » grâce à un « plan de main-d'œuvre » Cela amène au plan de la main-d'œuvre de la fonction publique, cadre pour concrétiser ma vision d'une « fonction publique exemplaire » - une vision inclusive, innovante et responsabilisante. Ce plan ambitieux définit les principaux domaines de transformation de la fonction publique entre 2019 et 2022. Il contribuera à assurer que nous disposerons des effectifs qualifiés et motivés nécessaires pour progresser dans ce changement, notamment grâce à la révolution numérique, technologie qui a transformé toutes nos vies et nos méthodes de travail. Soutenu par un engagement à bien préparer les bases, le plan de main-d'œuvre promet de transformer le mode de travail des effectifs. Les progrès seront plus rapides dans certains domaines que dans d'autres, mais jetteront les bases des changements et des améliorations que l'on souhaite. Le plan de main-d'œuvre est défini et soutenu par cinq défis : 1. La fonction publique doit attirer et fidéliser des personnes talentueuses et expérimentées issues de divers secteurs et de tous les horizons. La capacité de tirer parti du plus grand bassin de talents possible et de déplacer rapidement les employés dans et au sein de la fonction publique est le moteur des profils de réussite. 2. La fonction publique doit offrir des évolutions de carrière qui encouragent une expérience étendue et une expertise approfondie Il faut décrire la mission, les buts et les objectifs stratégiques et les fonctions de gestion. Discuter des changements, le cas échéant, à venir au cours des cinq prochaines années qui pourraient influer sur la mission, les objectifs et stratégies de l'administration. Il faut identifier l'éventail des professions qui composent la fonction publique et le plan relatif à la main-d'œuvre poursuivra cette tâche. Les règles et les évolutions de carrière permettront de plus en plus aux individus d'acquérir et de transférer des compétences et des comportements professionnels d'un contexte à l'autre, en s'appuyant sur un apprentissage ciblé. 3. La fonction publique doit former des dirigeants de classe mondiale charismatiques, confiants et responsabilisants. Dans une approche de « leaders enseignants », un « Club de l'Excellence » réuniraient des dirigeants de la fonction publique pour partager expériences et expertise. 4. La fonction publique doit être l'employeur le plus inclusif. Ce serait est l'ambition stratégique pour la diversité et l'inclusion de la fonction publique. La stratégie doit avoir des objectifs pour la représentation des membres des minorités ethniques et des personnes handicapées au sein de la haute fonction publique d'ici 2022. Elle doit s'engager à créer une culture qui attire, fidélise et nourrit les talents les plus divers, ce qui nous met en situation de répondre aux besoins d'une France moderne et diversifiée. Pour que cela devienne une réalité, les objectifs des directions et services sont intégrés aux objectifs de performance. Un groupe de coach, rattaché au ministre de la fonction publique, aidera les directions et services à atteindre ces objectifs. 5. La fonction publique doit mettre en place des structures de rémunération attractives et flexibles nous permettant d'attirer, de fidéliser et de développer les meilleurs talents. La fonction publique doit s'engager à élaborer un cadre de récompense à long terme favorisant le transfert de compétences au sein et en dehors des administrations - un cadre qui respecte les contraintes financières tout en garantissant la cohérence des niveaux de rémunération pour des rôles similaires dans l'ensemble du pays. Il faut déjà créer un cadre de récompense flexible au sein de l'organisation gouvernementale et d'introduire de nouvelles échelles de rémunération selon les rôles dans la fonction numérique, données et technologie, qui contribuent à assurer la cohérence et la compétitivité avec le marché au sens large. Il faudra travailler sur des solutions de rémunération pour d'autres groupes de spécialistes, dans l'enseignement, la santé. L'époque est passionnante et difficile pour la fonction publique. Il y a du chemin à parcourir, le plan de main-d'œuvre fournira un cadre à la fois ambitieux et pratique. Profil de réussite des pilotes au gouvernement Pour tester la probabilité que les profils de réussite arrivent au gouvernement, des organisateurs de la fonction publique devront mener des projets pilotes dans plusieurs départements ou services. Celles-ci incluront une évaluation axée sur les forces, l'un des cinq éléments de recrutement disponibles dans les profils de réussite. Une condition importante est qu'une approche « mixte », qui utilise des forces et des compétences, fournisse une approche plus juste pour tous. En effet, les candidats moins expérimentés auront la possibilité de démontrer leur potentiel, leurs forces, leur enthousiasme et leurs compétences transférables, et pas seulement leur expérience. Afin de garantir la meilleure approche possible en matière de recrutement et de maintien en poste, les organisateurs de la fonction publique devront également examiner ce que font les organisations non gouvernementales. Evaluation des résultats La plupart des départements s'assureront que les entrevues « mixtes » fournissent une meilleure compréhension au candidat. La thèse est que l'évaluation basée sur les points forts dans les entretiens structurés apportent une valeur unique, bien que l'évaluation basée sur les compétences ait toujours sa place. L'approche combinée devrait être optimale. Dans la mesure où les entretiens seront structurés de manière à garantir une expérience cohérente aux candidats et que tous les enquêteurs recevront une formation appropriée, il devrait n'y avoir aucune différence pratique dans la manière dont les can-

didats répondent aux questions axées sur les compétences ou sur les forces, en termes d'origine ethnique, de sexe et d'âge. Aucune de ces approches ne devra avantager ou désavantager des groupes particuliers.

Redéfinition du périmètre de la fonction publique pour la rendre moins couteuse et plus efficace : externalisation au secteur privé des tâches non prioritaires et si nécéssaire re nationalisation d'autres tel les autoroutes

Usine à gaz.

C'était un mille-feuille ! c'est toujours un mille-feuille ! Revoir tout, simplifier, réorganiser autour de la REGION, peut-être supprimer les départements, privilégier l'intérêt du pays et supprimer des doublons , tant pis pour les mécontents (dans une entreprise, on ne regarde pas de si près pour alléger les charges de personnel) enfin «AGIR» pour que ce mille-feuille disparaisse définitivement !

On manque d'information sur ce fonctionnement, ce qui le fait paraître «lourd»...

Perfectible dans l'efficacité

Trop de complexité, de cloisonnement et de blocages : il faut remettre le citoyen au cœur du fonctionnement : l idée d un regroupement des services en 1 lieu/ 1 outil est excellente

INTERNET - l'immense majorité des services doit etre consultable/realisable A DISTANCE

L'état est beaucoup trop centralisé et sollicité avec des doublons dans nos structures administratives. Notre législation est trop complexe et trop abondante.

Notre Etat est beaucoup trop centralisé. Il faut favoriser les métropoles d'équilibres, et que celles ci soient un levier pour les autres agglomérations régionales Pourquoi organiser encore et encore un evenement (JO) à Paris qui est déja ultra favoriser? Il faut absolument investir MASSIVEMENT dans les transports LOURDS (métro , RER) dans les villes de province FIN DU DÉPARTEMENT, FUSION OBLIGATOIRE DES COMMUNES D'UNE MEME AGGLOMERATION (les doublons voire triplons coutent CHER pour le prestige de certains élus!!!)

la suppression de l'étape administrative «departement» ne devrait pas nuire au fonctionnement de l'état

1) Je pense qu'il y a une trop grande quantité d'organismes et de corps d'état qui se concurrencent et qui ne sont pas transparents pour les citoyens au niveau de leur rôles et des services qu'ils apportent. 2) Ce nombre et cette non-transparence produit une vue tronquée des choses : les citoyens voient ces organismes comme des moyens de donner des salaires élevés (même si ces salaires sont bien en dessous du privé) à certains amis ou connaissances des gens de pouvoir. 3) Pour cela, il faut donner l'information régulièrement sur la réalité, si possible dans le cadre de rencontres citoyennes avec les élus. 4) Il faut réduire le nombre d'organismes, les regrouper en rassemblant les rôles qui sont proches. Il faut garder la commune comme échelon de base tout en promouvant les métropoles avec un échelon équivalent au niveau communal avec des rôles décentralisés. 5) Il faut choisir entre la région et le département et éviter un tuilage comme c'est le cas actuellement.

Supprimer les départements Revenir au découpage antérieur à celui de Hollande (22 régions)

Le redécoupage des régions est un non sens car il n'y a pas eu d'économies d'échelle, cela a créer un sentiment d'éloignement pour beaucoup de personnes n'habitant pas des grandes ou moyennes villes, et le «mille feuille» administratif devient inaudible pour les administrés et finit par coûter très cher à l'ensemble.

Clarifier qui fait quoi ?

Trop d'empilement de niveaux. Il faut un niveau très local : arrondissement, petite commune, métropole regroupement de communes, composés d'élus locaux (pas de scrutin de liste comme annoncé), région, état. Le niveau départemental ne se justifie plus. Ensuite région et état.

Réduire le nombre de communes et supprimer les départements

Elle est trop segmentée et illisible la rendant inefficace. Il existe plusieurs fonctions publiques, plusieurs services pour la même fonction aux citoyens (ex : la sécurité intérieure). Les structures internes et les couches de décision s'empilent. Les périmètre de responsabilité se chevauchent ou ne communiquent pas ensemble, c'est la fausse décentralisation à la française. Il faut rationaliser pour retrouver l'efficacité et l'objectif premier de la fonction publique. Il faut à la fois retrouver un vrai système de management ou de commandement dans cette grande administration et à la fois utiliser toutes le potentiel du numérique pour être au service des citoyens 7j/7 et 24h/24.

Simplifier le mille feuille et des échelons

Davantage de pouvoir régional, départemental et local et beaucoup moins de strates institutionnelles.

Nous sommes embourbés dans un système de poupées russes kafkaïens. Formulaire sur formulaire. Révolutions ds services administratifs: numérisation, simplicité, rapidité, flexibilité.

Trop de services administratifs, on s'y perd entre les compétences des communes, régions, départements, état.... On perd du temps, et de l'argent ! Et finalement personne n'est responsable de rien...

Moins d'énarques et plus d'ouvertures aux différentes formations réduirait le fossé. Et surtout ne pas avoir le sentiment q la fonction publique et la société active ne jouent pas dans la même cour. L'effort doit être collectif face à l'évolution de la société, du marché du travail.

Cette proposition ne concerne que notre organisation démocratique. Elle part des constats suivants : - Complexité grandissante des problèmes politiques et économiques - Désintérêt des citoyens pour le vote - Emergence de nouvelles formes démocratiques via les réseaux sociaux ou les nouvelles formes d'organisation de la vie sociale (troc, économie solidaire, ...) - Défiance envers les représentants politiques - Remise en cause permanente du rôle et de la personne du chef de l'Etat Pour que chaque entité démocratique intervienne de façon appropriée, il faudrait repenser notre système par strates : -1. Les valeurs que les Français veulent faire prévaloir, et qui seraient consignées dans un préambule à notre constitution. Elles pourraient faire l'objet tous les cinq ans, d'un débat national, et chacun pourrait positionner son curseur personnel entre Etat providence et libéralisme, entre sécurité et libertés... Cette consultation serait la feuille de route des partis pour l'organisation des élections présidentielles. -2. Les lois de programmation, conçues sur la durée du quinquennat, afin d'équilibrer les budgets en fonction des attentes ainsi exprimées et de fixer des objectifs de réformes. Ce travail d'élaboration des lois de programmation nécessite un collège d'experts travaillant avec l'équipe du président élu. Le résultat serait présenté à l'Assemblée dans les six mois du début de mandat.Ces lois de programmation seraient élaborées en s'appuyant sur un logiciel de modélisation et de simulation des systèmes complexes, permettant une étude d'impact puissante et une anticipation des problèmes qu'elles pourraient générer. -3. Les lois de mise en oeuvre resteraient du domaine de compétence de l'Assemblée nationale, fonctionnant à effectif réduit. Le Sénat serait chargé d'examiner les incidences de la loi projetée en termes budgétaires et d'impact social. Le Sénat pourrait demander une simulation d'impact au groupe d'expert (voir.2), assortir son approbation d'un rééquilibrage budgétaire ou d'une modification du texte, ou opposer son veto. -4. La partie ré-

glementaire resterait de la compétence de l'exécutif. Intérêt de la répartition : - Permettre au citoyen de s'exprimer sur les grandes valeurs souhaitées pour l'organisation de l'Etat, sans intervenir dans des processus ou des réflexions trop techniques. - Laisser les problèmes techniques d'élaboration de la loi à des représentants expérimentés, au sein d'une assemblée nationale réduite - Instituer le Sénat comme garant des équilibres budgétaires et du respect des feuilles de route fixées par les lois de programmation - S'appuyer sur la révolution technique de l'intelligence augmentée (et non l'intelligence artificielle), dans laquelle la France est pionnière, pour piloter la Nation à l'aide de logiciels de modélisation et de simulations des systèmes complexes, à l'instar des plus grandes entreprises. La complexité des problèmes actuels ne peut être appréhendée par la seule intelligence humaine.

Différencier les zones urbaines des zones rurales Une organisation matricielle entre les activités, les moyens et les grands objectifs notamment environnementaux

Simplification et suppression de beaucoup de contraintes inutiles

Améliorer l'Etat, c'est bien, mais l'urgent est d'abord de sauver l'Europe, ce qui ne se fera pas à 27. ==> Constituer une vraie fédération France-Allemagne (économique, politique et militaire) à l'intérieure de l'Union Européenne.

Il faut ABSOLUMENT payer aux forces de l'ordre les sommes que nous leur devons, quitte à créer une redevance spéciale perçue une seule fois. Il en va de la survie de l'état de droit. Qu'adviendrait-il si une partie importante de ces forces mettaient la crosse en l'air?

trop de structures empilées d'inefficacité

Trop complexe, simplifier, supprimer les départements, regrouper les communes pour atteindre 500h

Beaucoup trop de lois et complexité des codes, le grand ménage s'impose.. la justice est trop longue, supprimer les annulations de décision pour erreur de procédure par exemple etc...

Un mille feuille trop centralisé. Décentralisation et responsabilisation

Embaucher des gens compétents dans les services informatiques de l'état c'est un mammouth qui ne cesse de grossir depuis 40 ans mais est toujours préhistorique

Diminution des députés et des sénateurs Rendre les administrations plus efficaces

Pour vivre en Société il faut pouvoir avoir accès et comprendre toute sortes d'informations. Ce n'est pas le cas aujourd'hui : des personnes handicapées, illettrées, âgées ou maîtrisant mal le français sont exclues faute d'avoir accès à des informations. Il existe une méthode de langage «Facile à Lire et à Comprendre» (FALC) qui permet de rendre les informations écrites, électroniques et audiovisuelle accessibles à tous

moins lourde moins de hauts fonctionnaires ,trop bien payés

L'organisation est bonne, mais il faudrait diminuer le nombre de «couches administratives», il y trop de redondances et pas assez de mutualisation.

simplification

Maintenir une forte présence local, avec une égalité d'accès aux services publics et à l'administration, même en zone rurale.

Je suis navrée qu'il n'y ait pas un thème propre à l'éducation dans ce débat. C'est bien les enfants et les jeunes d'aujourd'hui qui feront les citoyens de demain. Les réformes en cours dans l'éducation (bac 2021 : l'idéologie est bonne, la mise en oeuvre va à son encontre. Les jeunes doivent choisir en milieu de seconde, la filière qui les intéressera pour leur études supérieures en fin de terminale : une hérésie dans une filière générale). On essaie de prendre modèle sur nos voisins européen, mieux formés d'après les études. Tout va trop vite, les réformes ne sont pas suffisamment pensées en prenant en compte la réalité du terrain. Réformer oui, mais en prenant le temps. Inutile d'aller trop vite, nos jeunes vont en souffrir. Il écouter les personnels qui sont sur le terrain, confrontés à la réalité donner leur avis. Voilà pourquoi un thème sur l'éducation m'aurait semblé être un minimum. Mais nos jeunes ne sont pas encore électeurs, c'est peut-être pour cela qu'ils ne sont pas consultés ! Quel dommage !

Simplifiez votre modèle, comment se fait il qu'il y ait encore une préfecture et 3 sous préfectures (depuis peu..) dans le Haut Rhin avec ss Prefet , chauffeur, secretaire etc..qu'attend on pour simplifier et réduire cette organisation qui date de Napoléon ! intéressez vos personnels et impliquez les plus. Vous devriez avec le numérique pouvoir libérer plus de postes. Pratiquez ce qui se fait depuis longtemps dans le privé non remplacement d'un poste sur 2 ou 3 simplfiez les documents administratifs ou chaque service demande les mêmes informations qu'ils ont déjà !

Il n'y a pas de recettes miracles à proposer Cependant il me parait nécessaire de se concentrer sur des bonnes pratiques. Elles peuvent s'appliquer à tout exécutif qu'il soit de droite de gauche du centre ou apolitique On instaure une règle de conduite absolue : l'exécutif opérationnel applique une stratégie pour gagner de l'argent, pour optimiser l'usage de l'argent et non plus se satisfaire d'une démarche de dépenses absolue. L'exécutif doit obtenir un quitus annuel de son travail par rapport à ce qu'il a présenté dans son plan d'actions et budget qui lui est lié. Chaque citoyen doit pouvoir se retrouver dans une démarche qui veut une égalité de traitement ; fini les privilèges injustifiés et sans motif. Tous les citoyens ont des droits et des devoirs ce qui veut dire que chacun participe à la construction de la société et ne fait pas que d'en profiter. Bien évidemment toutes les actions de l'exécutif sont transparentes, communiquées et les citoyens peuvent remettre en cause ces actions. Toute dépense de l'état doit être justifiée par un calcul de retour sur investissement. Allons vers l'action plutôt que de se complaire dans les paroles et commissions interminables. Il est temps de bouger. Dans un souci d'efficacité et de gain, examiner le nombre de strates qui sont seulement réellement nécessaires : président, ministres secrétaires députés sénateurs, régions départements, communauté de communes, métropoles, mairie, adjoint, élus... Les orientations et loi doivent être imaginés pour la majorité et non pas pour 3% des citoyens. Respecter les citoyens et les écouter.

Je pense que l'Etat Français est en retard par rapport aux structures d'accueil d'enfants et adultes en situation de Handicap qu'il offre à ses concitoyens. D'autres Pays limitrophes à la France investissent davantage dans la recherche et les structures d'accueil liés au handicap

Plus de simplicité et de transparence

Augmentation du SMIC Prime d'activité sur la fiche de paye Redistribution du CICE pour baisser la pauvreté Impôts progressif ou plus de paliers Rétablir ISF-vert Imposer les multinationales US Financer la transition écologique par la BCE Dissoudre l'assemblée pour introduire une dose de proportionnelle Mettre des députés proche du peuple Introduire des travailleurs a l' assemblée nationale Réduction du sénat en faire une assemblée de sages Utiliser un langage compréhensible par tous Revoir train de vie et logement(gratos) du gouvernement , hauts fonctionnaires et conseillés suppression de hauts fonctionnaires et différents conseils, cabinets de l' Elysée Mastrich et Lisbonne = Mondialisation Désindustrialisation Destruction de l Agriculture paysanne Popérisation des classes moyennes Rendre public les salaires des ministres, dé-

putes, sénateurs et hauts fonctionnaires. Plus de informations et transparence sur les projets de lois Elargir le role du maire

trop centralisé. repenser tous les services pour les évaluer et les remettre en question

diminuer les strates, le «mille-feuille»

Trop d'echelons Trop long

redonner de la proximité en favorisant les communes

Il faut revoir l'administration dans son ensemble. Un service public plus accessible par Internet, moins de démarches à faire sur site. Il faut réduire le nombre de fonctionnaires et automatiser des tâches simples.

Simplifier le mille feuille administratif en supprimant les départements et en rétablissant les anciennes régions à taille humaine.

Et si on réconciliait le public et le privé... Souvent décrié par des citoyens réclamant plus d'équité entre privé et public, le statut des fonctionnaires et particulièrement le célèbre privilège de l'emploi à vie, fracture la société, alors que le service public est au cœur de son existence même. Les citoyens en colère sont unanimes pour réclamer plus de service public de proximité, plus de lien social, plus de rapports étroits avec ce qui fonde leur appartenance à la communauté républicaine. Pourquoi faudrait-il opposer le secteur privé au secteur public. Le service public n'est-il pas le socle sur lequel se construisent les entreprises dans toutes les sociétés démocratiques ? Nous avons sous nos yeux un formidable exemple de cohésion républicaine : le monde associatif. Avec ses 13 millions de bénévoles, ce mode d'organisation est tous les jours la preuve qu'il existe un espace où les citoyens se retrouvent et partagent ce qu'ils estiment être important pour donner du sens à leur vie. Ils participent à la vie de leur association, aux côtés d'autres citoyens qu'ils n'ont pas choisis et le plus souvent sans arrières pensées financières. Ma proposition est de changer de paradigme. Changeons la conception que nous avons de l'organisation du service public. Parce que chaque citoyen dispose de compétences qu'il peut mettre au service des autres dans un contexte associatif, je propose de créer « un service public national associatif ». L'idée est simple. Plutôt que de disposer de bataillons de fonctionnaires embauchés par l'état, chaque citoyen pourrait consacrer un temps à définir ; hebdomadaire ou mensuel, à servir ses concitoyens. Il est raisonnable de penser que la plupart des tâches exécutées dans les services publics pourraient être effectuées par des citoyens du secteur privé, détachés temporairement en temps partagé. Chaque citoyen serait responsabilisé. Il serait alors acteur de l'organisation au quotidien de la communauté républicaine. Avec un jour donné par semaine ou par mois, de nombreux services publics pourraient être recréés au plus près des besoins. Chacun se sentirait utile, la fracture serait réduite car chacun serait un maillon de l'organisation démocratique de son pays. La célèbre formule de Kennedy « ne demande pas ce que ton pays peut faire pour toi mais demande ce que tu peux faire pour ton pays » prend alors tout son sens. Bien évidemment, tous les services publics ne peuvent pas ainsi être « cogérés» par les citoyens. Mais après l'échec d'un siècle d'un modèle d'organisation en silos, la solution est peut-être simplement en nous. Une société toute entière gérée comme une association, par les citoyens, pour les citoyens, n'est-ce pas cela la définition de la démocratie ?

Trop de strates et d'anonymats

Ce qui a déclenché le mouvement des gilets jaunes est l'augmentation brutale de la fiscalité écologique concomitante à celle des carburants, alors qu'en zone rurale en particulier, la voiture est quasiment, avec la disparition progressive des transports collectifs publics (notamment ferroviaires), le seul moyen de déplacement. Cette injustice fiscale est liée à une politique de déménagement du territoire qui accompagne et encourage la métropolisation (loi MATPAM) et la concentration des activités (loi NOTre avec la fusion des communautés de communes et des Régions). Pour émettre moins, il faut d'abord réduire les déplacements contraints par cette politique, en optant résolument pour une politique de développement territorial en réseau plutôt que par «pôles». Le principal gisement d'énergie, solaire, est par définition réparti, et les technologies de communication (fibre, 4G,..) le permettent aujourd'hui. Par ailleurs, la pile à hydrogène produit par énergie renouvelable (photopholtaïque, éolien ou hydraulique) apparaît totalement adaptée au stockage et à la consommation d'énergie dans les zones rurales. Il me paraît essentiel de mettre en place une politique publique de soutien massif à cette filière. Des entreprises maîtrisent les technologies de production, il est temps d'expérimenter et de développer au plus vite à grande échelle la mise au point de véhicules équipés de piles à hydrogène accessibles financièrement au plus grand nombre. Paralèllement, il faut naturellement revenir sur l'erreur historique qui a fait disparaître les transports ferroviaires reliant les grandes villes aux zones périurbaines, en arrêtant de supprimer des arrêts et/ou des «petites» gares. Et pourquoi ne pas remettre en service certaines «petites» lignes abandonnées, et les alimenter ... par des piles à hydrogène !

Il faut accentuer le pouvoir donner aux communes. Le maire est aujourd'hui le personnage politique préféré des français pour 2 raisons : il n'a aucun pouvoir (observez la grande popularité des ex-présidents) et il est proche de la population. Il faut redonner du pouvoir et donc de l'argent aux communes et transformer les départements et autres régions en facilitateur (par exemple pour accompagner les maires dans leur décisions, créer des groupes de réflexion etc., faire avancer des grands projets transversaux.)

La formation des enseignants est assurée par des universitaires souvent très éloignés des aspects professionnels du métier d'enseignant tout particulièrement en ce qui concerne le professorat des écoles : méconnaissance de l'école maternelle et de ses pratiques, méconnaissance des capacités des élèves aux différents tranches d'age...

Les services sont trop éloignés des préoccupations des citoyens au contact des réalités concrètes. Refuser l'anonymat administratif et simplifier le point d'accès (humain) aux services. Beaucoup d'échelons intermédiaires avec un trop plein de petits chefs plus ou moins compétents. Trop d'échelons et de niveaux ? Je ne sais pas mais une opacité et des doublons oui. Peu de citoyens connaissent les répartitions fonctionnelles entre les diverses structures et certains dossiers sont traités simultanément par plusieurs collectivités. Par exemple : l'une sur le plan économique, l'autre parce que le tourisme est concerné ou encore une autre pour la formation ou l'emploi, sans coordination. Cela permet aussi de « balader » les usagers qui ont le sentiment d'être une balle de pingpong. Je pense que cela est arrivé à tout le monde.

Arrêter la fermeture des maternités de proximité pour favoriser la sécurité de femme enceinte et de leur bébé.

L'organisation des services de l'Etat n'est pas réellement le problème. Dirigeant d'une ETI industrielle (300 pers.) LE problème réside dans l'inflation réglementaire incontrôlée.

Je pense que nous avons une bonne organisation générale mais qui doit évoluer pour être plus performante et moins couteuse .

IL y a environ 36000 commune en France autant que en Europe donc il y trop de mairie il faut regrouper les mairie des petit village pour qu'elle soit plus forte et qu'elle plus de moyens pour leurs contribuable . et malheureusement il y a de moins en moins d 'hôpitaux et de transport en milieux rurale et semi rurale il faut absolument donner des moyens a c'est zone la. Et c ''est que le point d'indice des fonctionnaire soit geler depuis 9ans. Il sont la pour toute la populations et il sont dénigrer très

souvent t on encore pire on parle pas de réforme pour leur pouvoir d'achats.

la réponse est en fin de questionnaire espère être lue

Allégeons les processus de décision. Limitons le millefeuille administratif. Établissons des prérogatives claire entre les divers organismes sans recouvrement et redondances. Interdire la suppressions des dossiers lors des changements de pouvoir, établissons une continuité dans les décisions.

Simplification de l'administration, Trop de bureau qui se renvoient les démarches

D'autres pays européens ont beaucoup moins de fonctionnaires et ont une administration qui fonctionne bien. Il est donc important d'en réduire le nombre, à commencer dans les collectivités territoriales. Mais également le nombre de Sénateurs et députés.

Des organisations trop pyramidales et souffrant de la tyrannie hiérarchique Pas assez de transversalité Aller vers un management en mode projet dès que cela est possible Aller vers une simplification des process et des procédures : on en parle depuis des décennies mais on ne fait que complexifier

L'ORGANISATION ENTRE L'ÉTAT ET L' ADMINISTRATIONS EN FRANCE EST UN PEU LOURDE. IL SERAIT PEUT ÊTRE ENVISAGEABLE DE LAISSER PLUS DE SOUPLESSE AUX ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES;

Il est très difficile de s'y retrouver mais ce n'est pas pour autant une preuve inefficacité. Donner à chacun les connaissances pour comprendre. Cela passe par l'école mais aussi par les grands médias radio et télé. Séance télé quotidienne à heure de grande écoute pour un enseignement vulgarisé sur les institutions, les grands principes économiques, le sens des mots, ...

Peut efficace, lente, et mauvaise conseillère. Des améliorations ont été apporté mais nous sommes encore loin du compte. Avoir un personnel plus compétant et à l'écoute, multiplier les accès via le net, simplifier les procédures via le net, chercher l'efficacité des services mais pas le bénéfice à tout prix. Ex Pôle Emploi: de mauvais conseils ou contradictoires, un personnel qui n'est pas à l'écoute ou exceptionnellement, un service à la tête du client, les bons éléments quitte l'institution car négligés par lors hiérarchie et attaqués par lors médiocres collègues qui eux sont toujours là des années après.

Etre beaucoup plus efficace et arreter de recaser les enarques dans des organismes qui ne servent a rien. C'est du gaspillage de l'argent public et cela renforce le sentiment d'injustice entre citoyens.

Beaucoup trop complexe beaucoup trop lourd il faut supprimer des administrations qui coûte trop cher utiliser l'outil informatique qui nous permet de simplifier beaucoup de démarches et réutiliser cet argent à bon escient exemple que ce soit dans les lycées collège ou dans les hôpitaux il y a presque autant d'administratif que d'enseignants ou de soignants cela n'est pas normal il faut vraiment réfléchir un autre un autre système

Pour ma part, il faudra que 3 couches : communautés de communes, Region et Etat, arreter les métropoles, les departements, et autres strates. que region, communautés et etat parlent la meme lange avec les memes regles. que tout soit accessible en ligne et founir un minimum d'information, que chaque Français est un referentiel unique adminstratif (caf, impots, mairie, ...) afin de ne pas refournir et retrouver les documents. Que l'on arrete de remplir des formulaires dont on ne comprend pas les phrases au format juridique. Que l'on mette des bus pour aider les personnes agées ou autres ne pouvant se déplacer afin qu'elle puisse accéder au service publique, voir ans les villages mettre ces services dans les épiceries ou Poste (s'ils ont pas disparus).

Trop normatif Trop compliqué Evoluer vers plus de pragmatisme et de simplicité

Baisser les loyers car c'est la dépense principales des ménages et ils sont de plus en plus élevés, on se loge très difficilement...

globalement on a une administration présente , mais qui est d'abord centrée sur elle même: obtenir le maximum d'avantages (le premier étant la sécurité de l'emploi), irresponsabilité du personnel vis à vis de l'administré; en clair le personnel de l'administration pense d'abord à son propre confort et ses avantages , et ne considère jamais l'usager comme un client à qui on doit respect et satisfaction dans le service rendu (célérité, précision, non erreur...) Il faut responsabiliser les fonctionnaires, comme le sont les salariés du privé. en plus chaque administration locale a tendance à vouloir grossir. .car elle s'alimente de faux travail par elle même; les armées pléthoriques de régions ou métropole sont un puits sans fond

Réduction du nombre de communes ou Développement de l'inter-communalité. Développement des régions (au détriment des départements)

trop de parlementaires, trop de députés, trop de fonctionnaires payé à rien faire ou a vociférer dans le vide sur desbancs de l'assemblee, du sénat...

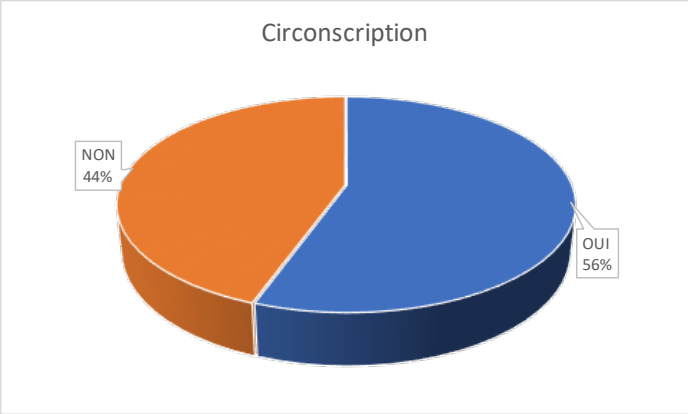
Le logement et l'emploi sont des éléments cruciaux pour l'insertion. Or, on constate en France de grandes disparités territoriales dans les domaines de l'accès au logement et à l'emploi. Des territoires comme Ile-de-France ou les grandes métropoles sont tendus en terme d'offre de logement, et saturés en terme d'hébergement. A contrario, les villes moyennes sont à la fois dynamiques et en demande de population nouvelle. L'accès au logement est plus facile et moins cher (prix au m² à la location 1,5 à 2 fois moins élevé). L'accès au logement social y est aussi beaucoup plus aisé avec des délais d'attente bien plus courts. Ces territoires sont également dotés d'opportunités professionnelles non pourvues. > Développer les initiatives favorisant la mobilité géographique – La mobilité géographique au sein d'un parcours volontaire et accompagné combinant l'emploi et le logement apparaît comme une des solutions à développer. Les expériences associatives existantes montrent de réels succès avec des taux de sorties vers l'emploi s'élevant à plus de 70%. Des dispositifs d'accompagnement global (social, logement, emploi) dans la mobilité géographique sont à développer : En amont du départ, - Repérer les publics volontaires, réaliser des diagnostics des compétences, animer des ateliers de découverte sur les villes moyennes (présentation de ces villes, du cadre de vie, des activités et des métiers présents), visites... En aval, - Proposer des solutions globales et personnalisées, incluant à la fois un accès à l'emploi et un logement. - Proposer des formations en apprentissage avec un hébergement et un accompagnement inclus. En fin de formation, ils pourront ainsi s'insérer dans le logement temporaire ou pérenne grâce un emploi sur le métier de formation. - Coordonner l'ensemble des acteurs. > Pour les réfugiés, installer des référents emploi dans les Pôles Emploi, les Missions locales, les CCI, Chambres des métiers

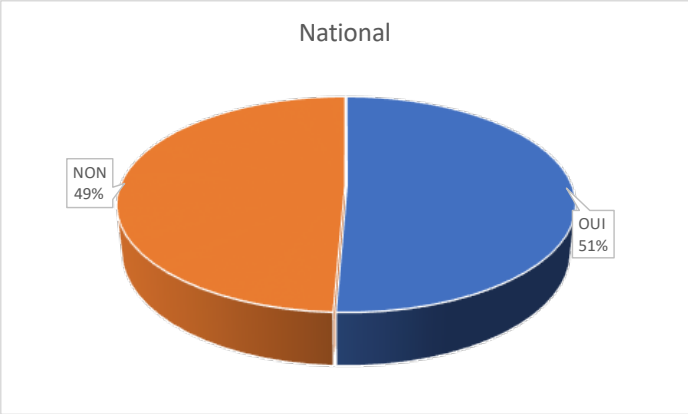
Bureaucratie et administration devenus fous.

- Supprimer deux des quatre niveaux entre la Région, le Département, la Communauté de communes et la Commune - Diminuer drastiquement le nombre de communes en les regroupant sur une critère de population (10 000 à 30 000 habitants par exemple) ou de surface (les anciens cantons à la campagne)

il y a trop de gaspillages et de doublon dans notre système actuel. Trop d'élus ont plusieurs mandats et salaires qui ne sont plus justifiées. Réduire les salaires et les mandats des élus.

Selon vous, l'Etat doit-il aujourd'hui transférer de nouvelles missions aux collectivités territoriales ?





Si oui, lesquelles ?

En conséquences de la réorganisation, revoir les missions globalement dans une approche client et processus. Il convient de faire un examen des missions et de tous les acteurs et niveaux qui interviennent dans les processus, avant d'attribuer les tâches aux différents niveaux et acteurs avec l'objectif d'efficience. Toutes les missions orientées 'Service' aux citoyens doivent leur être accessibles au moins en point d'entrée, sinon au niveau local/ à défaut par Internet/téléphone..

SANTE, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ,ENSEIGNEMENT,FISCALITE LOCALE

Supprimer les structures d'Etat en local - se recentrer sur la péréquation financière pour maintenir l'équité entre territoires - Cf texte en bas de page Supprimer les Départements

Ce n'est pas le transfert par l'Etat vers des collectivités territoriales qui est important, mais le transfert vers les administrations décentralisées et les compétences qui vont avec

Tout ce qui est local ! Routes, logements sociaux...

L'Etat doit définir un cadre national sur l'aide sociale à l'enfance. Pourquoi d'un département à l'autre un enfant en danger ne bénéficierait il pas des mêmes droits ???

En étroite collaboration, l'innovation doit être en partie travaillée au niveau départemental, proche du terrain.

Le maximum mais avec un contrôle stricte de l'efficience (1 euro investi pour X)

Éducation, transports

Laisser à la province les décisions relatives à la vie en province !

Pourquoi NON: très mauvaise gestion des collectivités territoriales, chacune préférant s'occuper de ce dont elle n'est pas directement responsable (redistributions invraisemblables de nos revenus en aides diverses, au 1/3 monde, à l'emploi, à l'écologie, aux voyages des écoliers jusqu'à Naples ou Venise, ronds-point fleuris & salles des fêtes superflus, piscines etc... etc...) plutôt que de gérer rigoureusement son lot et de baisser les impôts locaux devenus exorbitants, plus élevés que notre impôt sur le revenu. Exemple: 1300€/an l'enlèvement des ordures 1 fois/semaine !

Transférer tout ce qui n'est pas régalien aux régions (impôts, responsabilités et dépenses)

il faut beaucoup plus de transparence

L'Etat ne devrait conserver que les missions régaliennes armées, justice, police services fiscaux. Il faut en particulier décentraliser l'éducation pour la rendre plus proche des citoyens, l'Etat gardant un rôle de définition et de contrôle. Par ailleurs l'Etat doit poursuivre la privatisation de ses activités industrielles.

L'enjeu de la transition écologique doit être confié aux territoires avec de réels moyens d'action. L'état doit se placer en renfort et en facilitateur sur ce sujet et non en «dictateur».

Il;faut d'abord améliorer l'efficacité des services. La gestion des carrières est fait sur la base principale de la mobilité fonctionnelle et géographique et non prioritairement sur l'efficacité dans l'exercice des fonctions . Beaucoup trop de chefs de services sont nommés non pas en fonction de compétences mais en fonction d'un diplôme initial. Il y a toujours un corporatisme auto protecteur au détriment de la reconnaissance de l'efficacité. Il faut instaurer dans les services un esprit de gouvernance et de recherche permanente d'efficacité. Nombre de personnels sont démobilisés et assurent simplement les tâches confiées parce que leurs hiérarchie à tous les niveaux ne leur permet pas d'être force de propositions pour améliorer le fonctionnement du service. Pour avoir travaillé aussi bien avec du public qu'avec du privé j'ai trouvé la même proportion de personnes dynamiques et motivées comme de «fumistes» dans les 2 domaines. Le statut protecteur du fonctionnaire est une nécessité pour défendre l'intérêt général face aux pressions en tout genre des intérêts particuliers ou politiques. En contrepartie le fonctionnaire doit être animé d'un sens du service public et de l'intérêt général à tous les niveaux. Il a le devoir d'être force de proposition permanente pour l'amélioration du service , mais sa hiérarchie doit l'accepter et l'encourager ce qui est trop peu souvent le cas. Combien de procédures inutiles pourraient être remise en cause, combien de dysfonctionnements pourraient être évité. Il faut apprendre des erreurs et mettre un processus correctif en marche pour chaque erreur. Il est par exemple inadmissible de revoir des erreurs de verbalisations d'un tracteur au cœur de la capitale = l'erreur s'est produite, on l'analyse, on rectifie. Il est inadmissible que des agences de paiement créé par l'Etat pour payer des subventions ou aides diverses de l'Etat deviennent un frein au règlement des dossiers . Il est inadmissible de renforcer la lourdeur des procédures administratives et comptables pour «empêcher» les détournements . L'ajout de procédure alourdit une majorité de dossier pour une minorité de détournement. Il faut contrôler l'efficacité (et non la procédure) à posteriori et être sans pitié pour les abus volontaires . Le pointage dans les administrations a favorisé les fumistes qui savent détourner un système et en tirer parti (ils n'en font pas plus et trouvent en plus le moyen de récupérer) et découragé les plus travailleurs qui voient bien les nouvelles contraintes au détriment de l'efficacité. Arrêtons de nous focaliser sur les éléments négatifs trouvons les moyens de renforcer l'efficacité des agents. Les fumistes seront obligés de s'adapter à un système qui tire vers le haut . L'émission PATRON INCOGNITO est intéressante dans son esprit. Elle met un dirigeant dans la peau d'un stagiaire qui exécute et qui peut observer les points d'améliorations. L'état d'esprit n'est pas de fliquer mais de rechercher les points améliorations possibles

laisser les collectivités apprécier les vitesses réglementaires sur route et autoroute. A l'époque ou les voitures bénéficient de plus en plus d'aides électroniques et de sécurité passive, il faudrait au contraire augmenter la vitesse autorisée sur autoroute!

gestion et maintien des établissements hospitaliers

ça suffit. on transfère et on fait donc croire qu'on fait des économies. l'état doit ENFIN s'assumer

La décentralisation des services publics n'est pas la solution à un accès rapide. Elle me semble plutôt génératrice de coûts supplémentaires au niveau des Régions et des Départements. Donnons plutôt accès via Internet avec la Fibre optique pour tous.

Il lui en a déjà transféré mais pas toujours les moyens qui vont avec.

Décentraliser vers les régions dans les domaine de l'éducation , formation et réglementations spécifiques (par ex. liée à la situation géographique ,économique , climatique...)

Je ne sais pas. Mais par exemple, que ce soit le 1er ministre qui décide de la vitesse sur la route en face de chez moi me paraît un très bon cas d'aberration!

L'Etat ne doit pas transférer plus de compétences aux collectivités mais doit leur donner les moyens nécessaires d'assumer celles qu'elles ont déjà.

meilleure protection des territoires ruraux qui souffrent de désertification. Pouvoirs accrus aux maires afin qu'ils puissent agir avant l'éloignement des services publics

Transférer la gestion et le paiement des employés des collectivités locales et territoriales aux regions. Les Profs par example.

Je ne sais pas. Mais dans une démarche de simplification et de responsabilition il faut réflechir à quelles actions à quels niveaux. La France est trop centralisée, trop Parisienne. Pourquoi ne pas décentraliser des ministères ? A l'heure du numérique il est grand temps de sortir de Paris.

Vers les départements : tout ce qui est parti dans les régions

Non mais il faut concentrer les missions sur les epci au détriment des communes et départements. C'est le bon niveau de proximité

Décision des limitations de vitesses et gestions des infrastructures

transports (route, TER, métro, bus) , aides sociales aux personnes, aménagement du territoire, logements sociaux, activités culturelles et sportives, une partie de la transition écologique (rénovation habitat)

Je ne suis pas compétent sur ce sujet

Concertation citoyenne...

Les territoires sont les mieux à même de fixer les limitations de vitesse en fonction de la dangerosité des routes. Il est facile de voir les sections accidentogènes et les causes des accidents au lieu d'imposer une vitesse à tous les secteurs. En 2013 il y eu presque le même nombre de tués sur les routes alors que la vitesse n'était pas limité à 80 km/h

A peu près toutes les missions sauf la défense, à transférer avec des moyens équitables aux régions, départements et communes et tenant compte des richesses de chaque territoire et pas seulement au prorata du nombre d'habitants.

Les collectivité territoriales ont démontrer leur incapacité à contenir leurs dépenses

les régions

santé, formation, emploi

les politiques économiques

Les grands axes peuvent rester dans les ministères mais la gestion l'application est locale, les pouvoirs aussi. Education, DDE, Santé...

Pour une gestion en phase avec la réalité du territoire

Ou alors avec les financements qui vont avec ! Et attention à l'inégalité des territoires ensuite.

le maximum a condtion obligatoire que l'état supprme sa ligne de budget allouée a cette mission

la bêtise du 80 km/heure ! touts les décisions à impact local.

Je préfère un état central fort qui a toutes les manettes. La décentralisation n'a fait que créer des niches et des castes qui font vivre des fonctionnaires notamment des haut-fonctionnaires. La décentralisation a été une erreur énorme pour l'économie du pays !

L'Etat doit garantir une égalité de traitement entre les citoyens. Doit-on pour autant annuler un concours national parce qu'un typhon a empêché quelques candidats de concourir aux Antilles, ou doit-on accepter que les malheureux empêchés par le temps concourent sur un autre sujet ? Il me semble qu'il faut aller vers plus d'autonomie régionale. Notre centralisme à la française est sur le principe très égalitariste, mais peu réaliste.

Les Regions L'Europe

toutes les décisions et réglementations à fort impact local, comme les 80 k ms heure par exemple

l'ensemble du développement économique doit etre confié au régions. L'application des décisions de l'Etat dans le domaine de l'Education ainsi que le maillage des établissements doit etre confié aux régions Si le département disparait , les dépenses sociales doivent etre attibuées la Région

Bonjour l ' état doit transférer les missions de première nécessité aux collectivités territoriales telles que la prime de rentrée scolaire , le R . S . A , la prime à la reconversion professionnelle , l ' amélioration de l ' habitat .

Toutes sauf la justice et l'armee.

prise de décision de politique local

La gestion des personnels de plusieurs ministères.....

Il faut des collectivités ayant une dimension suffisante sur le plan humain et le plan financier pour que, sauf cas particulier d'opérations de très grande envergure, elles se suffisent à elles-mêmes sans devoir quémander de subventions. Il faut donc regrouper les communes pour aboutir à des ensembles d'au moins 10000 habitants, les anciennes communes gardant un statut de commune annexe. Une fois ces regroupements mis en place et rodés, supprimer les départements.

Avant de transférer des missions, il faudrait fournir les moyens (cf.supra)

Tout ce qui concerne la vie quotidienne du citoyen doit pouvoir être traité au niveau de la commune et de la région.

Le maximum, mais il faut transférer les moyens qui vont avec. Et donner un cadre pour ne pas créer des déséquilibres entre départements avec des moyens et départements avec moisn de moyens. Seule la défense, la politique étrangère et le renseignement doivent rester de la compétence centrale de l'Etat.

L'apprentissage, la formation des adultes en chômage ou reconversion, les transports inter-urbains et les implantations commerciales dans le cadre de la protection des commerces de centre ville.

Les transports, une partie de l'enseignement, une partie de la recherche, une partie de la santé, une partie de la justice.

Oui et non car hélas, on a vu que le transfert, par le passé, faisait exploser les coûts en multipliant les emplois.

C'est cocasse

l'aménagement scolaire , la carte scolaire , la gestion du personnel de l'éducation nationale avec en particulier le cas dramatique de l'absentéisme et des remplaçants. la décision de l'implantation des établissements pénitentiaires par régions (avec un nombre minimum obligatoire de cellules en fonction de la population de chaque région). la carte des sites produisant de l'énergie (centrales nucléaires, centrales thermiques, barrages hydrauliques, éoliennes....) mettre fin au système de répartition de l'énergie entre régions sans coûts de transports. Que les régions qui consomment de l'énergie mais qui ne veulent pas de site de production chez eux paient en conséquence

Tout ce qui ne relève pas des missions régaliennes.

L'état ne doit garder que les grandes mission régaliennes, la défense, la sécurité intérieure, la justice liées à la protection de ses citoyens. Même l'éducation doit être régionalisée et décentralisée.

Décisions en termes d'urbanisme en relation avec le terrain

l'organisation de limitation de vitesse

Je ne sais pas; il y a lieu de veiller à l'égalité des droits sur le territoire. Plus de compétences au local sur des domaines qui concernent le local...à condition que transfert de compétence s'accompagne réellement de transfert budgétaire.

je ne sais pas

L'éducation nationale à la région pour être au plus prés des besoins de la population et avec l'évaluation de tous les postes administratifs de l'académie régionale pour ajuster au mieux les effectifs de façon à dégager le maximum de moyens pour les enseignants sur le terrain - réduction drastique du personnel voir suppression du ministère de l'éducation nationale à Paris

Tout.

faire le point avec les collectivités locales, les responsabiliser

Tout ce qui concerne le terrain et le local

Intinctivement oui mais ce découpage n est pas clair pour moi et à condition de bien le border

Revoir le mille-feuille administratif en supprimant des strates et redéfinir les missions territoriales sur la base d'un découpage qui ne soit pas électoral mais en symbiose avec les orientations économiques des grands bassins d'emploi

Fiscalité Infrastructures recherche

ce qui n'est pas régalien

1) Les communes sont un échelon essentiel pour communiquer de manière humaine (c'est ici que les gens se réunissent et peuvent interpeller leurs représentants). Il faut garder cet échelon en étoffant ses responsabilités et missions. 2) Je pense que la région est un bon niveau pour déléguer des missions actuellement dévolues à l'État (par exemple des politiques de prévention, d'emploi, ...) avec un rôle de mise en œuvre des grandes politiques conçues par le gouvernement (politiques non définies dans le détail avec une marge de manœuvre pour les régions).

formation organisation territoriale traitement du chômage (pôle emploi) carte sanitaire

Les décisions sur les transports «collectif et individuel» de proximité pour coller aux politiques des villes et des réductions des pollutions dans une optique de transition énergétique qui devient urgente et incontournable, mais avec les moyens de décisions et les budgets associés.

La recherche publique

L'état doit se concentrer sur l'ensemble des terrictoires. La France ce n'est pas que Paris !

Initiatives environnementales

L'Etat ne doit intervenir que dans ses fonctions régaliennes, le reste doit être administré au niveau local, afin de mieux utiliser le budget en fonction des particularismes locaux.

L'enseignement et la santé Chercher d'une manière générale le meilleur équilibre entre proximité et capacité pour chaque service

Les aides à la transition ecologique

Education et formation

Toutes, à l'image des Etats Américains, l'Etat ne doit conserver que l'international, en attendant que l'Europe prenne en charge cette fonction

Celles généralisant l'accessibilité matérielle et intellectuelle pour une information accessible à TOUS

et au privé, tous ce qui n'est pas régalien

la mobilité: circuits routiers et transports

L'Enseignement devrait être décentralisé pourquoi tout se passe depuis Paris ? Mutations nominations...Laissez plus de latitudes aux Facultés Lycées Collèges pour recruter et noter et au besoin réorienter

C'est possible si seulement si c'est plus efficace et permet de faire des gains économiques

Je ne sais pas. Mais si cela peut permettre une avancée, pourquoi pas ...

L'état a beaucoup transféré de responsabilités. Les compétences et les moyens sont-ils présents partout pour les recevoir ? Les transferts d'argent et d'effectifs sont-ils à la hauteur ? L'impartialité des plus de 36 000 collectivités qui ont reçu ces responsabilité est-elle réelle ? Quelle assurance de cohérence nationale ? N'avons nous pas perdu la vision «impartiale» des grands commis de l'état ?

Réduire les différentes couches administratives

L'Etat et les régions devraient constituer des guichets uniques pour éviter aux citoyens de se poser des questions sur les compétences des uns et des autres.

Mise en place de stage d'observation (pratique accompagnée) pour des enseignants débutants chez des maîtres confirmés, avant la prise totale de responsabilité dans une classe.

Mais si des missions sont transférées, il faut garder le lien avec l'état et avec les autres territoires: exemple mobilité

Revoir la distribution des compétances actuelles entre les différentes collectivités qui seront gardées. Car aujourd'hui, il y en a trop. Ensuite, laisser plus d'autonomie dans l'organisation de leur fonctionnement: par exemple, laisser faire des referendums au niveau régional pour certaines décisions.

Qu'elles réalisent déjà correctement les missions qu'elles ont

Oui, pour plus de proximité, mais tout réorganisant le mille feuille territorial et en diminuant le nombre d'agent dans les collectivités. Suppression des départements.

L'état doit être garant de l'equilibre entre les territoires attractifs ou riches et les territoires délaissés ou pauvres Les CT doivent déjà bien digérer les différentes vagues de décentralisation et ce n'est pas encore acquis

Les collectivités territoriales pourraient avoir plus d'avis consultatif, et un pouvoir décisionnel plus important dans chaque Commune.

aménagement et gestion du territoire

Oui et non. Il faut redéfinir l'ensemble des rôles de chacun. Supprimer les doublons et sur tout donner aux citoyens un accès facile et simple aux différents services de l'Etat. (Etat, régions, départements, métropoles, villes)

L'economie, le sport, le tourisme, l'agriculture, tout ce qui n'est pas regalien.

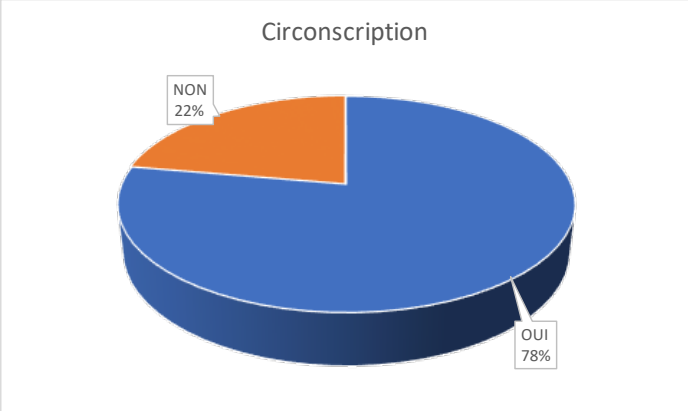
L'etat devrait so'ccuper des fonctions regaliennes. il doit aussi assurer la coherence du territoire et des regions en terme de regles afin d'eviter un déséquiibre territorial.

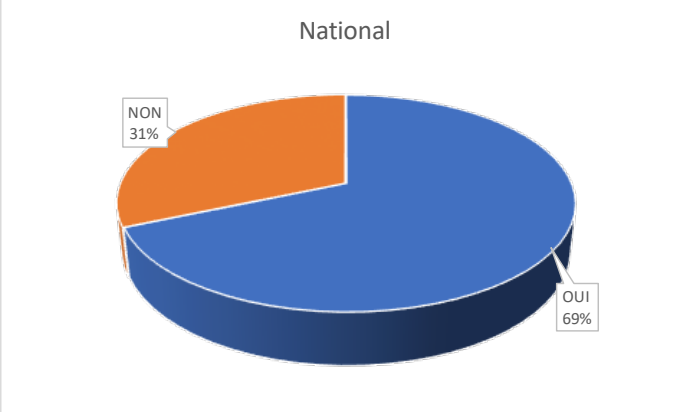
transférer de l'état à la collectivité ce n'est jamais que passer d'un fonctionnaire à l'autre et en plus ces collectivités grossissent toujours plus sans aucune retenue: chaque baron local embauche, embauche pour satisfaire chaque exigence locale sans aucun filtre .

Des missions non-régaliennes

Tout dépend du sens que vous entendez par «transférer». En pratique cela signifie concrètement «transférer» la responsabilité et la charge des coûts sur les collectivités territoriales.

Estimez-vous avoir accès aux services publics dont vous avez besoin ?





Si non, quels types de services publics vous manquent dans votre territoire et qu'il est nécessaire de renforcer ?

Il faut d'abord que les sites Internet de l'administration fonctionnent ! • Le site du Défaiseur des droits ne fonctionne pas, • Le DMP bien qu'annoncé depuis longtemps ne fonctionne pas pour tous les régimes !?

j'ai répondu oui car je suis proche d'une grande Métropole

Il ne faut pas les renforcer mais les faire travailler avec un vrai sens du « client/usager » ce qui me paraît être une gageure

Transport en communs, poste, services préfectoraux et autres services administratifs

Aucun service ne me manque mais il manque des crèches et des maisons de retraites compte-tenu de l'évolution démographique.

Un service publique du transport, seul garant d'une transition écologique incitative et réussie

Parce que j'habite à la limite d'une métropole .Mais on y voit déjà l'impact d'une trop grande concentration des services hospitaliers, des pôles d'enseignement, de la déshumanisation des gares, de l'absence d'analyse des besoins de terrain (transport en communs notamment)

organisation de fin de vie

horaires étriqués de tous les services publics (ex : poste, gendarmerie, police, sécu, etc.)

Pas d'information sur les guichets uniques ou itinérants

Service santé de proximité

les hôpitaux et services de soins de plus en plus longs et éloignés

Mon plus gros souci c'est la gestion des enfants. Après l'école on en fait quoi quand on travaille ?

Toutefois, j'ai bien conscience qu'étant citadin, mes compatriotes ruraux souffrent du manque de service public et je les soutien dans leur lutte pour préserver leurs postes, hopitaux, etc

Quand j'en ai besoin, je le fais par Internet. Je me déplace rarement pour les consulter. Ceux qui me paraissent les plus utiles sont ceux de la Santé et la Sécurité Sociale, de l'Enseignement et de la Justice et de la Police. Hors les services régaliens (qui sont aussi à faire évoluer), les autres sont plus ou moins publics et de plus en plus marchands.

Service de cartes de gris en ligne est complètement inutilisable. Importer une voiture d'Allemagne prend 6 semaines ? chauvinisme ou protection ?

heures d'ouverture trop limités : pas possible quand on travaille

La Poste

grâce à internet ; le problème est tout le monde n'a pas accès à ce service aussi faut-il conserver des permanences ponctuelles dans les villages et les quartiers même défavorisés

Transports en commun/ligne de bus dans la Vallée de l'Azergues permettant de relier la Courly ou le chef-lieu de canton (Anse) ou la sous-préfecture de Villefranche ou le Pôle Emploi de Villefranche sur Saône ou l'hôpital de Villefranche. La seule ligne régulière a été supprimée il y a quelques années au prétexte qu'elle n'était pas rentable. Aucune étude n'a été transmise à la population pour le prouver et surtout aucune étude n'a été effectuée depuis pour évaluer les nouveaux besoins de la population du fait de l'urbanisation exponentielle des villages: constructions d'immeubles + HLM + lotissements + structure pour personnes âgées. Remettre en service la ligne Vallée d'Azergues/Lyon St Paul qui a été supprimée. Rendre le TER accessible aux handicapés (le pont piéton avec des marches est infranchissables pour certains). Créer un passage à niveau sécurisé pour les piétons à Civrieux d'Azergues.

Sécurité des personnes et des biens

Transport quotidien domicile -travail ; habitant en proche banlieue de Lyon pas de service public permettant d'aller sur Lyon avec souplesse (1 train par heure le matin) ou bus avec toute la lenteur que cela implique. Venant auparavant de la région parisienne le contraste est saisissant

Ce n'est pas directement un service public mais l'accès a un médecin est difficile en province. Un samedi : notre médecin ne travaillait pas, les autres cabinets médicaux n'ont pas voulu nous recevoir et finalement sos médecin est passé à 19h30 (après les avoir eus à 12h45 avec 40 min d'attenet au téléphone). Et après on se demande pourquoi les urgences sont débordées???

Hôpitaux, entretien des routes

tous les services pblics sont présents (region lyonnaise) mais il ne sont pas joignables

Lyon est une grande métropole.

plus facile dans une grande agglomération

Transports Poste Fibre

transports en commun

Transports, Poste, trésorerie, hôpitaux

je constate une forte dégradation du système de santé avec un accès de plus en plus réduit et discriminatoire.

Chaque village de plus de 100 habitant devrait être doté, dans la mairie si besoin, d'un distributeur automatique de billets.

Je suis en France depuis maintenant plus d'un an, nous avons entrepris des démarches afin d'obtenir ma Carte Vitale en juillet 2017, il a maintenant plus d'un an et demi. Toujours pas de Carte Vitale, et toujours une bonne raison pour nous expliquer pourquoi nous ne l'avons pas...

La poste et un centre des impôts. La police nationale et la gendarmerie doivent être renforcées

Ecologie. Seules des actions de particuliers bénévoles existent pour par exemple nettoyer les zones de nature souillées

On a accès à tout mais TRES TRES mal : heures de queues à l'hôpital, à la CAF, site Web complètement nuls (cartes grises), plaintes non suivies à la Police par manque de temps et moyens....

La poste, la CPAM, la trésorerie public.

Attention le numérique oui mais personne n'a l'obligation d'avoir internet. En Mairie un accès gratuit serait un plus ainsi qu'une aide ponctuelle.

Comme je l'ai indiqué précédemment, la numérisation des services permet de ne plus avoir à se déplacer.

Un kiosque avec le journal l'Obs

aucun nous ne pourrons jamais faire des économies de fonctionnement, réduire la dette sans un mouvement de réorganisation géographique .

Habitant dans une métropole, le problème ne se pose pas pour moi. En revanche, l'État, depuis plusieurs décennies, a failli à son rôle de répartition juste des services publics. En ont pâti les publics les plus fragiles, ceux rejetés toujours plus loin des centres ville, en raison de l'étalement urbain dû à un prix du foncier et du logement inaccessible, avec toutes les conséquences nuisibles en découlant: pollution, allongement des temps de transport, temps gaspillé au détriment d'occupations plus positives (culture et loisirs, travail productif). En outre, au nom des économies budgétaires, on a procédé à la suppression des bureaux de poste, des centres des impôts, des services hospitaliers, des lignes de chemin de fer, ce qui constituent la négation d'un aménagement intelligent et citoyen du territoire.

Un guichet unique de soutien à la transition écologique

transport plus fréquent entre mon village et les communes plus importantes. Et aussi des transports moins chers.

un bureau postal,

bureau postal

Les postes ferment, les petites gares ferment et quand les bornes sont en panne pas de solution, mais le manque le plus important est un accès aux soins de proximité sans RV en journée, quand le médecin référent n'est pas disponible et que la grippe n'a pas pris RV, ou pour une blessure pas grave, ou petits maux du quotidien qu'il faut traiter rapidement m^me si ce n'est pas grave...ou quand on a un doute sur des symptômes qui peuvent être inquiétants. Eviter d'encombrer les urgences ! Concernant les transports en commun, il faut les développer et notamment les transports transversaux et petits trajets de proximité pour des personnes n'ayant pas de véhicule (et qui ne peuvent pas utiliser un vélo) et bien pour sûr des transports moins polluants.

aide à l'emploi et aux personnes démunies des personnes motivées dans les administrations et qui respectent les personnes

J'ai accès aux services publics parce que je réside dans une grande agglomération. A défaut de vivre dans une grande agglomération j'aurais répondu non...

Il y a des économies d'échelle à trouver (mutualisation des moyens). Il est très curieux que les regroupements suivent un schéma d'intercommunalité qui est variable selon les services.

RAS

1) Je suis dans une métropole et j'ai presque tous les services publics disponibles. Cependant c'est quelquefois galère d'obtenir les service souhaité. 2) Je suis pourtant un fan d'informatique, mais je suis quelquefois fatigué d'avoir aucun interlocuteur physique et d'attendre un téléphone ou une réponse par mail qui ne vient pas sans pouvoir relancer efficacement.

Les heures d'ouverture des services publics et parapublics comme gares SNCF, les bureaux de poste, ... avec les 35 heures contrairement à ce qui avait été promis les heures d'ouvertures ont été restreintes.

Le problème n'est pas l'accès mais plutôt à qui s'adresser, par quel moyen? J'ai une question sur des travaux à faire. Je ressors de la mairie où on me dit de revenir la semaine prochaine le matin. Donc en fait, les services publics sont faits pour ceux qui ne travaillent pas... donc ceux qui ne contribuent pas à leurs financements?? Un portail internet m'aurait permis d'avoir ma réponse sans me déplacer... gagnant - gagnant, non ?

Transports en commun réguliers et plus fréquents : trains et bus.

Je vis en ville

les serveurs de l'administration fiscale, sont soit en maintenance soit surchargés et pas disponibles cela ne risque pas d'arrivée chez Amazon ! le contribuable est un client de l'état..... mais obligé

La Santé : lorsqu'on a un handicap mental l'accès est compliqué : manque d'accès au Diagnostic, aux soins, à la prévention avec des professionnels de Santé peu ou pas formés pour accueillir l'Ecole : une école pour TOUS avec des Enseignants formés aux difficultés d'apprentissage de personnes en situation de handicap. Aménager pour répondre aux besoins spécifiques des élèves déficients intellectuels : classe réduite, aides humaine, adaptation spécifique...

Sécurité , vol

Oui car je réside dans une grande ville.

Accélérez la mutation des services d'urgence dans les hôpitaux , il est scandaleux de voir des personnes nécessitant des soins attendre si longtemps et tant d'autres qui n'ont rien à y faire encombrer les services

Il serait souhaitable que les services publics aient une approcha des relations plus humaines

Les structures d'accueils aux enfants et adultes handicapés sont nettement insuffisantes en France . Nous sommes très en retard Les institutions ont des délais d'admission très très longs car manquent de place.

qualité et proximité pour les services existants et un nouveau service public pour le maintien à domicile et les EPADH

Médecin itinérant, service public nocturnes par exemple jusqu'à 21h le jeudi soir...

Transports en commun même si nous sommes dans une grande métropole Le courrier

Arrêter de fermer tous les bureaux de poste, par exemple

Un service social de proximité.

transports

Oui et non, j'habite en périphérie d'une grande ville et de plus en plus de services disparaisses. (La poste, Pôle emploi...)

Tous ceux qui ont été littéralement liquidés ces 20 dernières années au nom du libéralisme et de l'austérité, alors que notre argent public est détourné par la sphère financière.

Quels nouveaux services ou quelles démarches souhaitez-vous voir développées sur Internet en priorité ?

Accès à toutes nos données personnelles, quel que soit le service en charge.

les déclarations fiscales, les pre-demandes de cartes d'identités et autre titres, les déclarations de manifestations en prefeccture, sous condition d'une disparition totale de la fracture numerique.

Sécurité social

IL Y EN A DEJA SUFFISAMENT

Tous ! notamment les permis de construire, l'inscription sur liste électorale

Tous

Inscription scolaire

Aucune. Il faut même revenir sur le tout internet. par exemple il faut supprimer l'obligation de déclarer ses impôts en ligne, de faire ses démarches administratives (permis, cartes grises, passeport, CNI...) uniquement en ligne. Internet ne doit pas être le seul outil il doit être possible de trouver un guichet et de rencontrer des personnes il faut donc réouvrir les guichets dans les préfectures, les perceptions des impôts...

Vote par internet notamment pour des éventuels référendum .dossier sécurité sociale.

Référendum mensuel pour consulter les citoyens sur des questions à l'ordre du jour et des décisions à prendre. Communication des résultats de ces référendums en ligne sur internet.

Le plus possible, nous avons changé de siècle...

Nous pratiquons très difficilement internet: garder un accès téléphonique en particulier aux Services Fiscaux, désormais injoignables, même pour prendre un rendez-vous, ils ne répondent pas non plus aux courriers.

L'ensemble des démarches administratives devraient être disponibles sur internet

Les services de santé devraient être la priorité. Aujourd'hui les différents intervenants ne sont pas interconnectés. Les systèmes informatiques qui existent ici et là sont vétustes et inefficaces.

Plutôt un concept de guichet unique

Un site universel et partagé par tous les services publiques (identifiant unique, partage des informations entre tous les services, un vrai «ne le dites qu'une fois»). Ce site permettrait d'effectuer les démarches classiques et les demandes d'aides nationales dématérialisées

supplémentaire non, mais des services qui fonctionnes/plus performant comme par exemple le service des carte grises

L'ensemble des relations avec l'administration publique devrait être dématérialisées Les rencontres avec un agent seulement pour traiter les cas complexes

Toute utilisation d'internet doit être accompagnée d'une aide par une personne présente ou au téléphone pour ceux qui ne maîtrise pas cette utilisation.

amélioration de l'utilisation des services actuellement proposés

Totalité des démarches administratives réalisables par internet

Centre de loisirs/aéré public pris en charge par l'état et facile d'accès et d'inscription. Pour le moment c'est 1 jours de CP pour chaque inscription et des heures d'attente !

Tous

Tous les Services publics devraient avoir un site Internet simple d'accès et de compréhension.

Toutes, sauf celles où un risque de fraude existe. Dans cas, il est préférable de maintenir le lien avec un agent. Les services et les démarches les plus complexes doivent également être maintenues à un échelon de proximité.

Plate-forme de débats participatifs., référendums, questions aux élus, ... Application smartphone et site internet mis à jour mensuellement et présentant l'utilisation des recettes fiscales pour les différentes missions de l'Etat (Economie, Enseignement scolaire, Justice, ...) en détaillant pour chacune la part de fonctionnement et la part d'investissement (grands projets financés au sein de chaque mission). Idem pour tous les niveaux administratifs jusqu'à la commune. Application smartphone pour consulter en temps réel ses droits cumulés à la retraite et simuler le calcul de sa pension pour un âge de départ choisi (avec une interface plus ergonomique et plus simple que l'actuel portail AssuranceRetraite).

Je n'ai pas d'exemple

Le service public sur internet, c'est bien, mais il faut préserver le service humain (la suppression des services de cartes grises n'a pas été une bonne idée alors que le service internet fonctionnait très mal)

Documents identité, permis de construire et que tout ce qui en découle soit automatique

n'importe lequel opération dont je dois me rendre aux préfectures ou Mairie ou impôts

Le plus possible

Outils pour l'accès aux droits : coffre fort numérique, accompagnateurs pour les personnes en difficulté avec les démarches en ligne

Un portefeuille/cloud administratif où nous pourrions déposer les documents nous concernant, les indexer, et envoyer l'adresse aux administrations pour qu'elles les récupèrent (au lieu d'envoyer les mêmes documents à plusieurs reprises à différentes administrations). En plus, ces documents seraient protégés et non susceptibles de disparaître par accident.

Tout ce qui touche les formalités administratives (renouvellement CNI, Passeport)

carte grise Passeports, Etat civil

Je souhaite voir développer sur Internet les services / démarches suivantes en priorité : démarches pour la poste (affranchissement, recommandés... à faire connaitre !!), pole emploi (entretiens par skype /télephoniques généralisés), arrêt maladies (car compliqué de gérer un dossier/envoi postal en 48h quand on est au fond de son lit!!)

Renouvellement CNI, passeport

Prise de rendez-vous avec maison médicale le we (qui sinon est très difficile à joindre par téléphone) ou médecin de garde à domicile à

Internet c'est bien si on maitrise et si on rentre «dans les cases». On se retrouve parfois dans des situations kafkaïenne. Et attention à la déshumanisation.

tous les renouvellements de documents, autorisations pour les particuliers et les entreprises.

Tout il faut maximiser l'utilisation d'internet: carte identité, passeports

tous les renouvellements de documents, les certifications ...

Tout ce qui est possible sur internet aujourd'hui avec des délais de traitement sous 48h

La prime au premier enfant , la prime de rentrée scolaire , la prime de reconversion professionnelle , le R . S . A , etc .

Le vote par référendum local sur tous les sujets : validation du budget de la commune , département, région et même pourquoi pas les référendums nationaux d'initiative citoyenne.

aucun

Chaque mairie devrait être dotée de référents internet, bénévoles ou salariés. Ces référents au casier judiciaire vierge (qu'ils devront produire annuellement) ne pourront en aucun recevoir des dons ou héritages des personnes conseillées. Un ou des bureaux avec accès à internet devraient être mis à disposition des personnes non équipées.

Tout ce qui est faisable en dématérialisé; y compris de la visio avec un employé du service public

Le fonctionnement dans les communes, les dépenses, les décisions prisent, les budgets engagés, les permis de construire. Les cahiers à idées transmis au ministère.

Obtenir sa Carte Vitale en ligne.

Les démarches sur internet ont atteint un haut niveau au détriment du contact humain et téléphonique. Quand vous voulez joindre une administration (mais dans une entreprise privée c'est pareil) par téléphone ou vous déplacer sur place, ce sont de longs délais d'attente. Au lieu d'accentuer la primauté d'internet, il faut recréer du lien. La société virtuelle remplace de + en + la société tout court.

Promouvoir et développer le site sécurisé «www.service-public.fr» pour permettre le maximum de démarches ne nécessitant pas un déplacement en guichet.

Prise de rendez vous en ligne pour les services publics (mairies, la Poste etc)

Tous les papiers administratifs (Cartes grises, Carte d'identité, Passeport, vrai dépôt de plainte en ligne) MAIS avec des sites Web testés et fonctionnant PARFAITEMENT en répondant à tous les cas

Un site pour chaque députés. Qui devrait nous tenir informé des lois en préparations. Que chaque citoyen puisse faire des remarques et des propositions. D'avoir un visu sur l'agenda simplifié du député.

Pas d'idée

Que les informations transmises sur internet soient mises à jour dans le mois qui suit les modifications mises en place.

Inscription sur les listes électorales et prises de rendez vous avec les conseillés communaux

Impots: c'est fait, prestations sociales: c'est fait, la Poste: c'est fait, retraite: c'est fait. Continuer dans ce sens. La demande d'un permis de conduire international par exemple ou l'obtention des codes pour accéder à la consultations des points disponibles sur le permis.

Le transport est une question très importante, notamment pour aller chercher l'Obs

Tout ce qui peut être traité par internet doit l'être. En corolaire, il faut un internet «sécurisé» pour ses «clients».

au contraire , ne pas déshumaniser le service public :tout ne doit pas être dématérialisé Les citoyens ont besoin d'une présence , d'un contact et non d'une seule «machine» !

Rien sur internet

Les aides à la conversion écologique : informations et conseils pour aménager son logement, pour des déplacements moins polluants, et bien sûr des aides financières.

j'insiste sur le respect des personnes et les contradictions des administrations

Aucun. Besoin de guichets et de contacts concrets...

TOUS Attention à ceux qui n'ont pas Internet ; mettre en place au niveau de la mairie les outils et le personnel adapté et formé surtout) pour que tous bénéficient des services actuels : ok pour maisons de services au public à proximité de tous.

Aucun, je suis âgée et pas formée à l'informatique. C'est très difficile pour moi et pour beaucoup d'autres personnes âgées. De plus cela représente un budget (matériels et abonnements).

Papier d indentite, permis de construire

Le numérique doit être développé dans tous les secteurs mais parallèlement il faut inventer de nouveaux canaux pour les personnes âgées qui ne maitrisent pas internet. Les services téléphoniques sont déficients (chers, pas fiables).

impots

satisfaisant pour l'instant

1) De l'information sur l'avancement des projets de l'Etat dans le cadre du budget, si possible validée par des instances citoyennes. 2) Il convient de trouver des moyens de contacts plus performant avec les services (le privé a quelquefois mis en place des solutions très performantes).

documents administratifs

toutes les démarches avec un vrai outil informatique digne des plate-forme internet américaine. Quand on voit le site de l'ANTS, c'est l'enfer... on regrette même de faire la queue à la préfecture

Tous les services publiques devraient être digitalisés au maximum

Les impôts, la CAF, sont encore un cauchemar pour tout informaticien formés après 1980.

Vote par correspondance éléctronique.

Valorisation actions environnementales

Les recours juridiques

Aucune

Toutes les demandes d'aides et de prestations

Voter par internet

comme déjà demandé à l'interlocuteur de l'administration : recevoir un email de rappel en cas d'oubli, ou d'impossibilité à cause de la non disponibilité du site pour les déclarations fiscales (tva, is ...), plutôt qu'un ordinateur m'envoie par la poste 10% de pénalités automatiquement, que la solicitation de la bienveillance de l'administration puisse se faire par mail, et pas par courrier, si eux y gagnent en travail moi non, et je vois pas pourquoi il n'y aurait pas de réciprocité depuis l'obligation de déclaration et paiement en ligne, cela m'a généré du travail supplémentaire et des sources d'erreurs Que font les gens de l'administration maintenant que c'est moi qui fait les saisies à leur place ! et des ordinateurs qui m'envoi les pénalités ? répondre à mes demandes de «bienveillance» ? cela ne rend pas l'impôt agréable, si c'était possible qu'il le soit

la fibre pour tous moins de papier, SIMPLIFICATION

CPAM

Donnez nous plus d'informations sur l'utilisation des ressources dans vos services. De la même façon qu'une société rend des

comptes chaque année faites un retour sur les ressources qui vous ont été confiées ce que vous en avez fait et quels étaient et quels sont vos objectifs

Mieux informer les parents des enfants handicapés des aides dont ils peuvent bénéficier Un site internet facile d'accès, lisible.

Le maximum de ce qui est possible. Et beaucoup de choses ont déjà avancé.

beaucoup d'évolutions faites ces dernières années.

Passeports, cl, cartes grises ...

le vote et les propositions d idées

Impôts, sécurité sociale, service de préfecture.

Ne pas oublier la proximité avec un interlocuteur bien identifié et la transparence pour l'existant

Le vote ! La multiplication des consultations. Plutôt que de payer des instituts de sondage qui racontent n'importe quoi en interrogeant 12 personnes à la sortie du métro parisien, faites des consultations, on vous répondra, surtout si ça devient une habitude. Et puis au passage ça permettra de limiter le pouvoir des lobbies qui devraient défendre leur cause vers la population et non vers les représentants de la population...

Formations de base pour aider les élèves en difficultés (accès gratuit et mise à disposition de matériel adapté)

Des interlocuteurs identifiés!

Rien de particulièrement prioritaire pour moi, il faut continuer l'informatisation des services en particulier pour les entreprises et les artisans

Internet n'est la réponse à tous les maux

Des services (sociaux) d'aide aux personnes pour toutes les formalités administratives.

Tous avec de petits pôles regroupant différents services, car l'internet permet beaucoup de choses mais ne peut tout solutionner.

L'inscription et l'entrée dans un hôpital par exemple

Que tout soit accessbile vai 1 (un) seul portail, il faut arreter de chercher l'information.

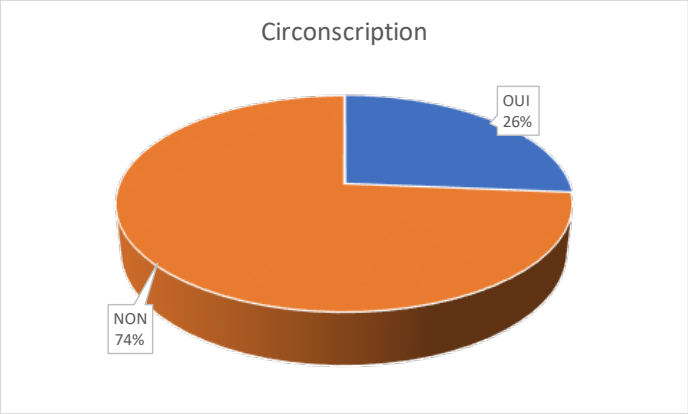
l'essentiel y est déjà (bravo pour la digitalisation du fisc)

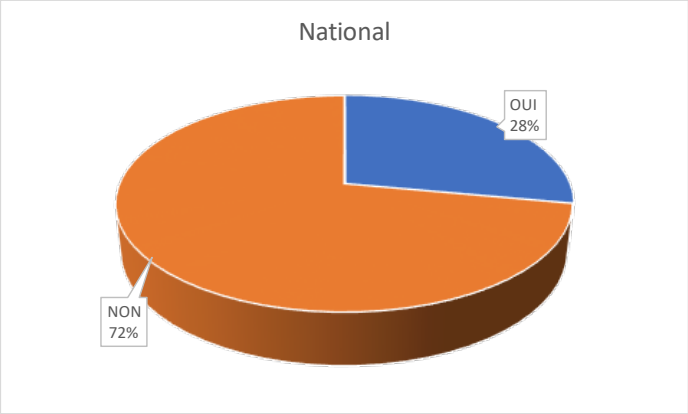
Des suites annuelles au débat national

Tous. Bienvenue en 2019 ...

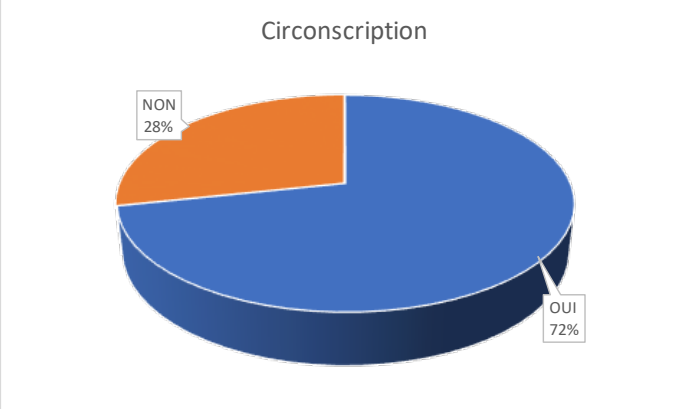
Dématérialisation de l'ANAH pour les propriétaires Bailleurs Dématérialisation des dossiers Permis de construire / DP

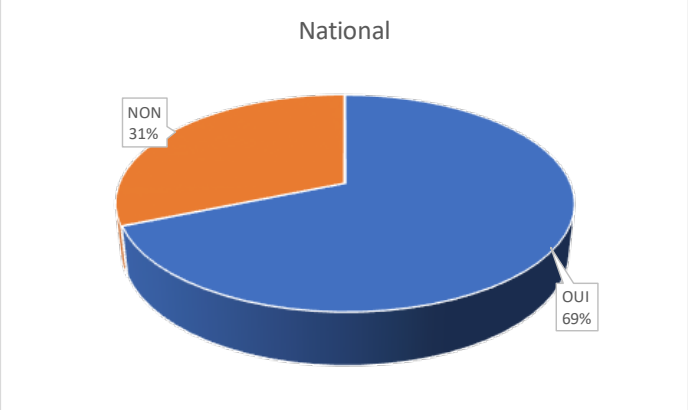
Avez-vous déjà utilisé certaines de ces nouvelles formes de services publics ?





Si oui, en avez-vous été satisfait ?





Quelles améliorations préconiseriez-vous ?

Aujourd'hui, les mairies sont dépossédées de leur moyen d'action et se défaussent sur des 'niveaux supérieurs' sans que l'on sache où et quoi : communauté de communes ou autres.

la mutualisation des moyens n'est efficace que dans des zones à faible population et les demarches simples, mais inefficace en zone de densification de population (métropoles, periurbain...) et face une proliferation des reglementation., il faut donc remettre les services publics bien identifiés secteur par secteur et augmenter l'offre de services, avec une qualité de suivi. internet n'est qu'un accessoire, pas un pretexte à supprimer des postes de fonctionnaires. pour pole emploi, supprimons la fusion de 2009 qui est inefficace, reouvrons les guichets «recherche d'emploi» d'un coté, «indemnisation» de l'autre.

POUVOIR MAINTENIR L'HUMAIN DES CONTACTS

Ils ne doivent pas considérer qu'ils détiennent la seule réponse aux questions et doivent admettre la remise en cause si justifiée Ils ne doivent plus se comporter comme les représentants d'une administration toute puissante et au dessus de tout recours de tiers

Les créneaux horaires trop limités; l'agent peut prendre plus de Rdv sur une journee

Les multiplier car pas assez nombreuses

Plages horaires plus nombreuses surtout pendant les vacances ou le samedi matin quand le rendez-vous concerne des enfants en âge scolaire. Ex : 1 mois 1/2 de délai pour un rendez-vous pour un renouvellement de carte d'identite pour une ado à qui je ne voulais pas faire rater des cours.

Accès aux services publics sur Rendez-vous.

Il promouvoir toutes ces solutions.

efficacité, écoute, bienveillance

Développer ces services de proximité dans les mairies (avec l'aide de l'État) est une chose essentielle

voir ci-dessus sur l'utilisation

Generalisation du regroupement des services publics dans un lieu unique

on a essayé dans notre commune de prendre un RV pour un passeport. cela n'était pas possible avant 2 mois, et le RV ne pouvait même pas être pris. Nous sommes allés dans une commune voisine ou nous avons été TRES BIEN reçus, sans RV. Le RV est bien a condition que les préposés bossent.

Favorisez le regroupement de services publics mais arrêtez d'en proposer, car peu de gens les connaissent tous et ils grèvent nos financements (5,7 millions d'agents de la fonction publique) pour une efficacité quelquefois limitée. Les dépenses des administrations publiques représenteraient 54% de notre PIB !!

Mieux former les agents du service public pour une véritable compétence dans leurs tâches assignées auprès du public

Tout se passe à l'internet avec un identité sécurisé (Carte d'identité, passeport, Carte vital)

Améliorer les msap de la poste

Davantage de services de proximité et d'interlocuteurs

il faut augmenter tous ces services publics

Une plus grande information (par plis dans boites aux lettres ou avec le bulletin municipal)

Déployer complètement des services publics administratif sur le net

Excellentes initiatives, a developper!

Acces numerique renforcé

Les services de santé et de justice sont trop négligés , même si des efforts sont tentés chaque année;

Il faudrait davantage organiser les rendez-vous en amont. Il n'y a rien de pire pour un pays que de faire faire la queue aux gens en attente d'un service public. Les queues au guichet d'un service public, le côté public de votre demande quand elle est faite devant tout le monde (quand la personne s'exprime sans confidentialité) renvoie l'image d'un pays pauvre qui n'a pas le moyen de respecter les personnes.

Décentraliser les processus en donnant plus de responsabilités aux gens plus près de l'action.

Développer les services itinérants de service public lorsque les bureaux fixes ferment.

L'idée des bus du Service Public est bonne. Il faut que l'agent qui l'anime ait une bonne connaissance de base des différents services, qu'il puisse aider une personne pour utiliser internet, qu'il ait la possibilité devant un cas complexe de contacter prioritairement les services concernés et, si la réponse ne peut pas être immédiate, de fixer un rendez-vous à l'occasion d'un prochain passage. Il faut donc de moyens performants de communication et de copie.

Je suis dans une grande ville avec tous les services administratifs. Les maisons de service au public, les bus itinérants avec agents polyvalents me semble être de très bonnes solutions en milieu rural.

Des horaires d'ouverture adaptés aux horaires de travail du plus grand nombre (jusqu'à 20h)

Développer les maisons de service au public, la polyvalence, l'accompagnement à domicile pour des personnes âgées ou ayant des difficultés de déplacement

Il n'y a pas de maison de service au public dans ma ville, il faudrait multiplier ces maisons.

La disponibilité des agents et/ou ses services tant pour la prise de RdV que sur place (la poste, services fiscaux, services d'identité et cartes grises)

Augmenter la communication sur l'existance de ces services

Distrivuer l'Obs dans les transports ce serait cool

regrouper encore plus fusionner toutes les communes de moins de 1000 habitants .cela ne sert à rien de faire des communautés de communes on ne fait que rajouter des couches aux mille feuilles. pour simplifier il faut moins de mairies , moins de communes, moins d'employes de mairies sur des fonctions redondantes ex accueils . par ex quatre mairies auront quatre agents d'accueils ou plus. avec une seule mairie on pourrait redéployer trois postes sur d'autres fonctions de production.

Il faut développer les maisons de services publics partout où cela favorise la relation de proximité de l'État avec les citoyens.

Il faut impérativement multiplier ce genre d'initiatives

Regrouper les services et les compétences

Je pense que ce type de services de 1er niveau doit se développer. Mais en parallèle il faut simplifier les dispositifs, car une même personne peut difficilement renseigner sur Pôle emploi, la CAF, la CARSAT, le trésor public... Le 1er service doit être d'aider à l'utilisation des outils numériques et de relayer ce qui doit l'être vers les organismes concernés. En tous cas il faut un accueil physique de proximité, c'est très important.

j'insiste sur le respect des personnes et les contradictions des administrations

Pas de regroupement, pas de service itinérant, etc , chaque commune où ville doit bénéficier du service public.

On est très en retard en France sur l'existence de plate-formes publiques capables de délivrer des conseils ou accomplir des formalités. Attention toutefois à la polyvalence: dans notre maquis législatif, les choses sont complexes et donc peu adaptées à l'exercice d'expertises polyvalentes

RAS

multiplier les agents publics polyvalents pour tous les foyers qui ne possèdent pas ou ne pratiquent pas bien internet .On ne peut pas vivre facilement sans google et internet aujourd'hui

De l'information, de l'information ! au niveau des communes. A ce titre, il faut encourager les maires à faire venir des responsables pour parler de cela aux citoyens.

Il faut penser aux personnes générations post «Y» qui ne sont pas nées avec l'informatique et qui ont des difficultés aujourd'hui,

J'ai la chance d'être dans la métropole de Lyon bien pourvue dans ce domaine.

basculer sur le tout numérique avec des accès internet en mairie pour ceux qui n'y ont pas accès et qui n'y connaissent rien... et des formations sinon on n'y arrivera pas! Avoir un système informatique centralisé orientation service au publique et non pas calqué sur l'organisation administrative.

recours systématique au digital

Accélérer la simplification

définir des missions par structures avec des objectifs clairs et précis et une évaluation annuelle des résultats Mettre en place des contrats à 10 ans avec passage de certaines catégories de fonctionnaires dans le privé

refaire un passeport par internet, et pas être obligé de passer à la mairie de ma commune pour prendre un rdv avec la commune qui est équipée d'à coté pour le rdv

Généralisation de ces services

moins lourde moins de hauts fonctionnaires ,trop bien payés.

ces services mutualités semblent très bine appréciés. les démultiplier et augmenter la fréquence des itinérants.

Une numérisation des démarches, 1 courrier sur 3 n'arrivent pas à destination ! Une connexion entre les systèmes : une seule et même entrée!

Cela semble une bonne démarche. Un service d'assistance à toutes les démarches publiques pourrait faciliter localement toutes les démarches. Pourquoi pas simplement une aide, un support au numérique simplement. Cela éviterait les déserts de services publiques. Cela peut être sous forme de bus itinérant.

Les rendez vous ou l'on doit gâcher une demi journée de travail, c'est pas jouable...

simplicité des démarches. Qui fait quoi. Ne plus être une balle de ping pong entre services

J'aimerai pouvoir parler à ma conseillère pôle emploi sans qu'à chacune de mes demandes, il faille qu'elle me convoque à un entretien «OBLIGATOIRE». C'est lourd, culpabilisant et totalement inutile. Prenez exemple sur le service client d'Apple, ils ont aussi à faire au grand public et aussi à faire à certaines personnes mécontentes... Je pense pourtant que j'ai donné plus d'argent à Pôle Emploi qu'à Apple...

On ne peut répondre à cette question sans avoir redéfini de façon précise les actions ou les décisions concernées. Il est évident qu'avec une trop grande décentralisation, on n'aurait pas d'autoroutes, pas de voies de chemin de fer, pas de pylônes électriques...On en veut bien mais à condition que ce soit loin de chez moi ! Dans d'autres domaines, il faut effectivement rapprocher les décisions du local afin que ces décisions soient mieux comprises et admises. Il faut faire attention toutefois de ne pas mettre en place une France à plusieurs vitesses (éducation, santé...) en fonction des revenus des collectivités. On parle beaucoup des limitations de vitesse : doit-on faire confiance au local pour fixer les limitations ? • Prendre un avis circonstancié avant toute décision : oui ! mais une décision purement locale : danger ! • Consultation des citoyens et concertation : oui. Décision : très réticent si les citoyens ne font pas un effort d'information.

Il faut que chacun est sa spécialiste autrement personne ne s'y retrouvera

Je connais les MSP dans le cadre de mon travail, les agents de ces espaces souffrent de ne pas pouvoir recevoir les usagers dans de bonnes conditions (beaucoup de demandes ou d'attente de la part du public et pas assez de disponibilité à lui accorder)

Ces services gagneraient à être joignables plus facilement. Lenteur au téléphone, prise de RV par internet (tout le monde n'a pas internet) ; difficulté pour les personnes âgées dues aux serveurs vocaux.

A développer plus systématiquement.

Etre informé de ces services.

un seul portail web, mettre un robot tchat intelligent pour nous aider à comprendre ce qui est demandé en cas de besoin

Meilleure formation des correspondants

Juste arrêter de bricoler des machins complètement débiles (vente de billets SNCF dans les bureaux de tabac, faire passer le permis de conduire par des agents de La Poste). Ça devient tellement ahurissant qu'on croirait à un concours de bizutage des nouveaux arrivants dans la Haute Fonction Publique ...

Quand vous pensez à l'évolution des services publics au cours des dernières années, quels sont ceux qui ont évolué de manière positive ?

Aucun, exception faite en partie par celui de administration fiscale.

les déclarations d'impots

Administration fiscale avant la mise en place du prélévement à la source

Oui

LES IMPOTS

Impôts, service de la préfecture pour les carte grise notamment

Les services municipaux dans certains cas

AUCUN

Aucun.

Pas beaucoup ! D'ailleurs je n'arrive pas à en nommer un...

La poste mais est-ce encore un service public? Le passage au numérique pour les formulaires à télécharger ou remplir en ligne La prise de rdv

Les impôts : la déclaration en ligne est très bien faite, l'administration répond rapidement aux questions posées sur le site

La caf et la mission locale.

Impôt, Sécu,

Mairie : beaucoup d'infois sur internet mais au final il faut quand même se déplacer et parfois dans une mairie qui n'est pas celle du domicile car regroupement de moyens (ex : carte d'identité.....)

Les télécommunications

Toujours plus de lourdeurs administratives, de contrôles tatillons, de services redondants, de délais de réponse trop longs, d'agents souvent incompétents ou désabusés (ou absents...)

Démarches en Mairie, généralement rapides & bon accueil.

Centralisation des différents impôts

Sans avis

Les services fiscaux

aucune

Les services fiscaux sont les seuls à avoir évolué en particulier avec la numérisation, les autres services font un effort de modernisation mais pas véritablement adopté une culture de changement.

Le site impôts.gouv

L'échelle départementale, avec notamment la création des DDT et DDPP

Les réponses apportées par les intercommunalités, véritables territoires d'expériences sur des thématiques ciblées

administration fiscale

Services fiscaux

aucun

pas beaucoup... L'administration fiscale et l'URSSAF avec le CESU sont de bons exemples à,suivre

Services numériques

détérioration de l'hôpital

Internet

La police. malgré qu'il ne soient pas très bien payés au regard de ce qu'ils font, ils sont exemplaires. Merci a eux

Le passeport sur prise de rendez-vous m'a convaincu que c'était une bonne chose. La montée en puissance du numérique dans les services publics est également très bien.

L'accès à internet

Les transports et les Télécom qui sont des services plus ou moins marchands, donc avec des moyens plus importants. Mais il y a encore beaucoup à faire (TER et Fibre optique). Pour les autres, si c'est une question de moyens financiers, faut-il envisager de les privatiser partiellement ?

Service des impôts en ligne. Service carte d'identité/passeport.

La dématérialisation est selon moi une évolution positive, mais la communication n'a pas été suffisante. Exemple du Plan Préfectures Nouvelle Génération qui a supprimé le traitement des demandes de titres en présentiel, de nombreux citoyens pensent que certaines démarches s'effectuent toujours en Préfecture. Il faut de plus mieux accompagner les citoyens les moins coutumiers de outils informatiques

Évolution favorisant les démarche via le net au détriment du conseil et de l'information. Je pense qu'en terme d'évolution , c'est les services des impôts qui ont le plus évolué positivement (utilisation du net pour les déclarations , les prélèvements et avec un service d'assistance satisfaisant). Il faut cependant espérer que rapidement des gain en cout de fonctionnement et de personnel seront réalisé.

Déclaration des impôts par Internet, par exemple.

Ceux qui permettent les démarches sur Internet (déclaration impôts, certificats de naissance, ...)

Les impôts

Les impôts qui sont vraiment passés au digital, parcours sup

On sent un début de modernisation et de simplification en ligne. Le site Améli est bien fait, clair et réactif, grosse amélioration. Le site de Pôle Emploi également.

aucune

Ce n'est pas la peine d'aller à l'assurance maladie. Le centre d'appel est plus efficace, par example

la dématérialisation de la déclaration fiscale

Oui mais attention à garder présence territoriale !

service des impôts (ahaa) , carte d'identité, passeport

aucun

Administration fiscale Sécurité sociale

services publics accessibles 24 h sur 24 sur internet sans les longues files d'attente

La poste, l'éducation

Il y a toujours beaucoup trop de fonctionnaires qui ne font pas grand chose et sont souvent désagréables.

Ils ont quasiment tous évolués de manière positive avec le déploiement de sites internet plutôt bien faits.

je ne comprends pas pourquoi le nombre de fonctionnaires a augmenté depuis 1à ans avec un service perçu comme dégradé. ce n'est donc pas une question de moyens mais d'efficacité et de «productivité» des agents. Il est donc indispensable de supprimé l'emploi des fonctionnaires pour pouvoir sanctionner et récompenser quand c'est nécessaire. Il faut sanctionner les agents trop absents. Le taux d'absentéisme dans la fonction publique et assimilée est un désastre.

aucun

les transports en commun et les trains en marge des grandes agglomérations.

je ne vois pas...tout a régressé.

le services des impots a bien géré la transition vers le numérique. Il faudrait faire la même chose avec les cartes grises et cartes d'identité. L'école se dégrade avec l'inégalité incoyable que represente l'école privée

Sécurité sociale

Impôts et pôle emploi ont évolué de manière positive ainsi que le service des papiers d'identité (dématérialisation prise de rdv simple, rapide)

impots

Aucun, car les Services Publics ne répondent plus aux demandes des français (fermetures intempestives de bureaux de Postes, CAF, Recette des Impôts,Maternité,Hôpitaux

l'acces à internet

Je ne vois pas, je vois plutôt une évolution négative.

ceux de ma mairie

la fusion ANPE / Assedic

La collecte de l'impôt

Declarations via internet

L'administration fiscale, le remboursement des frais de santé

la fusion ANPE / ASSEDIC

Transports

Bonjour il n ' y en a pas vraiment les files sont toujours aussi longues .

Non, encore moins depuis mai 2017

aucun

facilité administratif et démarche via internet

Les services publics qui ont mis en place la dématérialisation.

Ceux qui ont dématérialisé

....!

Je ne sais pas, je suis arrivé en France en 2017, donc trop tôt pour dire.

La plateforme internet gouvernementale et spécifiquement celle liée aux impôts.

Je n'en vois guère. Sans paraître nostalgique, la plupart des EPIC se sont transformés en société . L'usager est devenu un client. A la poste, vous trouvez beaucoup de gadgets mais plus de timbres de collection. A la SNCF, vous ne pouvez pas savoir à l'avance combien un billet de train va vous coûter. Les ex EDF et GDF sont devenus concurrents pour vous fournir leurs deux énergies à la fois.

Ils évoluent mais trop lentement. Ceux qui évoluent le plus rapidement sont ceux dont l'Etat a plus ou moins privatisé comme France Telecom devenu Orange.

Les mairies

Trop de services publics: supprimons les départements pour faire des économies

Achat timbres fiscaux

L'informatisation est une bonne chose, mais n'est pas identique d'un service à l'autre. Le mieux serait les impôts, des efforts seraient bon pour la CAF, les préfectures (site pas assez interactif.

Le fisc pour ceux qui savent et peuvent se servir d'Internet

Attention les documents numériques à compléter sont parfois mal rédigés et des incompréhensions sont préjudiciables aux usagers: pas de prime d'activité à la CAF si vous vous trompez par exemple dans vos déclarations.

Le paiement des impôts en ligne et la possibilité de faire une grande partie des démarches en ligne

Déjà mentionné , la numérisation a grandement fait évoluer la réalisation des formalités administratives. Allons vers un monde «sans papier»

La mise en ligne des services et le maintien d'agents pour le renseignement en direct

C'est négatif.

les impôts mais pourquoi avoir compliqué la vie des trésoreries avec les règlements des impôts par des tiers(employeurs caisses de retraite) . il fallait simplement rendre obligatoire le paiement des tous les impôts par prélèvements bancaires.

Demandes administratives en ligne

la gestion des cartes grises (dématérialisée) ou les impôts à la source

les services de la CAf et Securité Sociale

Les impôts : beaucoup plus accessibles. Le reste c'est plutôt l'inverse.

Aucun.

la poste

Difficile à dire. On voit les mêmes tendances et mêmes évolutions : Il y a un meilleur accès à l'information pour les personnes qui sont à l'aise avec le numérique, plus de rapidité à obtenir des documents, mais globalement de plus en plus de difficultés à avoir un interlocuteur.trice direct en cas de difficulté. Les remboursements sécurité sociale automatisés et plus rapides, c'est un vrai progrès pour les patients. (mais la charge administrative reportée sur les soignants et pharmaciens...ce n'est pas leur rôle et se fait au détriment du temps qu'ils peuvent consacrer aux patients).

je dirait que l'informatisation des systèmes a crèe une certaine amélioration mais qu'il y a toujours des lourdeurs administratives quand il faut aider les gens par contre le citoyen doit a le devoir de s'expliquer et de payer dans les plus brefs délais

Le ministère des Finances

Aucun. Il faut maintenir les effectifs .

Tous ceux qui sont accessibles sur internet

Les impôts

Le fisc, la police, les mairies

bravo pour les portails impotsgouv, ameli, caf qui marchent bien

Evolution trop lente, donc les effets sont peu significatifs.

1) La Direction des finances publiques 2) Tous les services qui aident les entreprises - je participe à une association qui aide les entreprises qui se créent et je suis impressionné par les possibilités offertes par la France dans ce domaine. 3) Les services qui ont su faire évoluer leurs processus en utilisant de manière adéquate l'informatique et Internet en pensant «service client».

la déclaration des revenus le paiement des impôts par prélévement

Les déclarations fiscales DGI, AMELI, la SNCF qui s'améliore petit à petit.

L'évolution internet est bien pour ceux qui sont à l'aise avec cet outil. Mais Près de 15 % de la population n'a pas d'accès propre, ou ne sait pas s'en servir. Ce sont en plus les plus fragiles.

Les technologies se sont améliorées, au détriment de l'humain

l'accès en ligne

Impots. Défense.

La Poste

La radio. L'application Radio France est superbe. C'est vous dire s'il y a du travail pour le reste ! La poste, la SNCF, l'éducation, la science et la santé sont en périls ou déjà perdues pour certains services... On parle de la télévision ? Réveillez vous ! Non aux privatisations.

Aucun, les horaires des administrations publiques restent inaccessibles aux personnes qui travaillent.

Caf cpam

De façon générale, l'accueil est meilleur, notamment aux services des impôts. Les services préfectoraux liés à la délivrance de passeport sont diligents. Les hôpitaux donnent au-delà de leurs forces grâce à la qualité et l'implication de leurs fonctionnaires, mais leur situation est intenable à court terme.

Les impôts

La fiscalité, les retraites, les papiers d'identité

La Direction des Impôts ....et pour cause !

Finances

certainement très positive pour les services de l'état, mais une charge de travail supplémentaire pour moi Quand est ce qu'une personne de l'administration se mettra à la place de chaque profil de contribuable en le considérant comme un client, pas comme «une vache à lait»

Les services des impots La sécurité sociale

Aucun

La Sécurité Sociale et le service des impôts

impôts avec la déclaration en ligne

Les questions vers le Fisc.

Les différentes réformes des services publics sont liées à des restrictions budgétaires. Peut-être faudrait-il plutôt éviter l'évasion fiscale ou rétablir l'ISF pour trouver de l'argent. La force de la France était ses services publics, dommage que peu à peu ils disparaissent.....

Les services fiscaux ont bien évolué, sécurité sociale

Je ne sais pas, je ne les connais pas assez

La poste en transférant ses bureaux de petites villes (moins de 5 000 habitants pour un exemple) dans un magasin de journaux / tabac. Nous avons gagné en amplitude d'ouverture et en service.

aucun

Toutes les démarches administratives, impôt.gouv, les services de la poste, application mobiles sur les réseaux de transport, AMELI, CAF,...

Tout ce qui a été dematerialise. Ex : déclaration impôts sur les revenus, ainsi que modulation des prélèvements

le compte amelie par exemple qui permet d acceder à ses éléments sans se déplacer et au moment qui nous conviennent

Impôts

aucun

Tout a évolué de manière positive. Attention toutefois à Internet, la DMLA progresse et limite l'utilisation des écrans pour les personnes âgées (et peut être de moins en moins âgées). Il ne faut pas oublier les personnes faibles ou handicapées. La progression d'Internet doit libérer du temps pour des collaborateurs qui peuvent du coup retrouver un côté humain dans leur relation avec le public puisque le gros du flux est géré automatiquement. Si c'est pour supprimer ces postes, c'est idiot et on arrange rien, on transfère juste.

accès a des démarches administratives en ligne

Aucun à mon avis

La digitalisation était une bonne idée dont le bénéfice a été dévoyé: chaque administration impose désormais de nouvelles contraintes grâce à la digitalisation. Nous travaillons en ligne pour l'Administration, sans bénéfice pour l'usager.

Les impots , la poste .

Malheureusement vu que l'état mais de moins en moins de moyens le service public ce détériorer

Impôts, états civil, tout ce qui est sur gouv.fr

tous les services auxquels nous pouvons accéder par internet.

La majorité L'état civil, les impôts, la poste ...

impots retraite sécurité sociale

Les impôts

Les Finances avec la declaration de revenus sur Internet

Les déclarations d'impôts sur Internet , la consultation en ligne des remboursements sécu

l'informatisation

fisc,

Impots Création des cartes d'identités et des pasports

Aucun. Non mais sérieusement, sans déconner, c'est une blague cette question ?

aucun me semble-t-il

Quels sont les services publics qui doivent le plus évoluer selon vous ?

Une approche globale est requise, et ce n'est pas une évolution mais une 'révolution'

le reste!

Sécurité social

LA SANTE ET L'ENSEIGNEMENT

les mairies mais il faut un accompagnement de l'Etat (pb de moyens financiers et de formation des agents)

Toutes les administrations centrales Le blocage qu'elles sont capables de mettre en place pour éviter de promouvoir les réformes voulues par les politiques qui nous représentent est inacceptable et anti democratique

TOUS

La sécurité sociale .la caf et les trésors publics

L'accessibilite ! Poste, hôpital, service

Les services en charge des permis de construire, déclaration préalable: mettre à disposition un fonctionnaire pour la réalisation du dossier afin qu'il ne soit pas rejeté parce qu'il manque telle pièce, la présentation n'est pas exactement celle attendue d'où perte de temps, d'énergie et manque à gagner pour les entreprises sollicitées

La gestion des aides sociales

Toutes les démarches devraient pouvoir se faire en ligne : carte grise, permis de conduire, ...etc, le reste en commune L'éducation nationale est une machine à fabriquer de l'échec, inculque l'obéissance et non la créativité, est incroyablement fermée et non réceptive à la moindre critique. Quand on écoute des gilets jaunes (leurs leaders par exemple) on se dit qu'elle a vraiment échouée ....

Organismes en charge de l'INNOVATION c'est URGENT.

Le service «mission locale» et tout service d'aide pour les 18/25ans actif.

santé, éducation, administration, police

Poste, SEcurite sociale

L'éducation nationale

ministère des finances, de la justice, du travail, du logement, tribunaux de commerce et surtout collectivités locales qui sont au coeur de la gabegie financière

Démarches en Préfecture (ex carte grise, permis de conduire international): attente ou délais postaux insupportables. Mettre fin au tout internet des Services Fiscaux et autres, pouvoir continuer à faire déclarations papier, à payer par chèque ou prélèvements (pour les rappels), à joindre un agent pour rendez-vous.

Les services sociaux, l'aide aux personnes

Les services de santé, les sociétés de transport (SNCF, RATP...) , la poste. Ces évolutions nécessitent la mise en place d'une vraie structure managériale et de directions des ressources humaines performantes pour gérer les changements profonds qui sont nécessaires.

La sécurité sociale. Les échanges par mail sur le site Ameli ne sont pas satisfaisants : le temps de réponse est long, la réponse souvent incomplète et il faut alors tout recommencer depuis le début (pas de suivi avec un même interlocuteur). A part pour les remboursements, les démarches se font encore avec des formulaires papier et comme il n'existe presque plus de guichets physiques il faut effectuer des démarches longues par courrier ce qui génère des coûts pour les usagers et des coûts de traitement pour l'administration. Par exemple, j'ai demandé que mes remboursements se fassent sur mon compte bancaire et non sur celui de mon conjoint. J'ai envoyé un RIB en septembre 2018, il m'a été retourné en novembre car je ne l'avais pas signé (aucune mention dans le courrier ne stipulait qu'il fallait le faire). J'ai renvoyé mon RIB signé par retour de courrier. Depuis rien n'a été fait, mon RIB n'a jamais été enregistré. J'ai laissé tomber !

La défense nationale : à reconsidérer dans le cadre européen. Son budget est démesuré aujourd'hui. Le niveau central, trop lourd et trop peu réactif, qui est souvent à l'origine des lenteurs observées sur le territoire. La réduction d'effectifs dans la fonction publique doit porter sur ce seul niveau.

Tous les services publiques sont victimes de surcharge administrative, comptable et juridique. Il ne faut pas accroître le nombre de personnels administratifs, comptables et juridique il faut au contraire simplifier les procédures , revoir notre façon de légiférer qui génère de plus en plus de risques juridiques. et donc de besoins d'autogestion au détriment du service rendu sur le terrain. Il faut refuser la complexification qui fait le lit des juristes, des procéduriers administratifs et comptables.. Plus on crée le besoin d'experts moins on agit. Les postes libérés pourront reve-

nir au service du citoyen et non au service de procédures de plus en plus lourdes. A titre d'exemple l'apparition des ordinateurs, des logiciels de traitements de texte s'est traduit en réalité par le transfert du travail de secrétariat vers les agents «techniques». La création de postes administratifs s'est trop souvent traduit par un alourdissement des procédures. Un agent public qu'il soit administratif, comptable, juridique ou technique qui réfléchit intérêt général doit être un faciliteur et se poser en permanence la question de la simplification et de l'amélioration du fonctionnement pas celle d'un échelon supplémentaire qui crée son territoire de pouvoir.

Préfectures

sécurité sociale

transparence impot, service auto, payement facture eau

Aide sociale (CAF, Sécurité sociale)

impôts, sécu, hôpitaux

La gestion hospitalière

la santé

CAF ,pole emploi et pajemploi

les urgences (merci a eux) l'éducation (il faudrait que les enseignants redescendent sur terre et connaissent la vraie vie)

La poste doit rester publique et c'est le service public dans son ensemble qui doit être préservé partout.

tous

Aidez plus les Services de la Justice et ceux de la Police, qui n'ont pas assez de moyens, en commençant par payer les heures supplémentaires des policiers.

URSSAF, SSI.

Les démarches simples, comme la délivrance de titres. Il faudrait également pouvoir effectuer plusieurs démarches avec un seul formulaire, comme c'est le cas pour le demande du RSA et de la CMU-C.

L' éducation Nationale bien trop centralisée avec un personnel mal managé. Avoir une ossature de programme , de méthodologie et de normalisation Nationale mais un management régional et local ; des programmes adaptés aux spécificités du terrain et des personnels ayant un «patron» et des «cadres» localement qui les connaissent.

Ceux qui génèrent des files d'attente (fonction du contexte local).

La Justice et l'Education nationale

La Justice : elle n'est pas assez réactive. Beaucoup trop de dossiers traînent en longueur et laissent des personnes dans la difficulté, le stress, l'inquiétude, les empêchant de tourner la page sur des épisodes difficiles de leur vie.

La Poste qui doit être davantage au service du client de proximité, les chemins de fer (meilleures dessertes locales), la santé (reconstituer un service hospitalier digne de ce nom)

CAF, URSSAF, POLE EMPLOI, et tous les services des collectivités départementales et territoriales, des multiples aides and co incompréhensibles

tous les services publics (éducation, santé, recherche, transports en commun etc)

recréer une proximité dans les territoires ruraux et les petites villes.

Il faut en finir avec une informatisation et une déshumanisation des démarches qui excluent les plus fragiles. Un nouveau pacte doit être construit qui pose la question des moyens, de la présence sur tous les territoires, qui parte des besoins des populations, de la qualité des emplois publics (statut, formation, ...) et qui intègre l'enjeu de la nécessaire transition climatique.

Les transports

Service de cartes de gris en ligne, Assurance maladie et la fin de la carte vitale, regroupment des actes de santé, analyse de tout acte de santé avec les traitement logiciel pour voir s'il y a une façon d'améliorer

L'évolution de l'école doit être notre priorité ! Il faut prendre exemple sur les états ayant réussi dans ce domaine ! flexibilité des professeurs (pédagogique, géographique), des professeurs réellement managés (objectifs -> indicateurs -> résultats -> actions correctives), des professeurs valorisés (salaires, respectés par les enfants et les parents), des parents responsabilisés (sanction, accompagnement). Quid des progrès techniques ? Comment utiliser le numérique pour améliorer noter pédagogie : école inversée ? MOOC ? QCM ?

Les services centraux et les «comités divers» : réduire leur nombre

Les services centraux

les hôpitaux

Hôpitaux

Les services dans les hôpitaux et les ehpads doivent avoir plus de personnels , être mieux considérés et mieux rémunérés car ils le méritent (en contrepartie diminuer le personnel administratif dans les autres administrations qui ne sont pas essentielles) la justice ! c'est intolérable que la justice ne soit pas rendue et qu'elle le soit avec tant de retards

Impôts, Greffe du TC, La Poste, La Sécu, CAF, etc. pratiquement tous !

La santé avec l'ouverture aux médecines dites alternatives comme la médecine traditionnelle chinoise qui n'a pas encore sa place en France, contrairement aux autres pays d'Europe...

Trésors public ; Préfecture et services associés ; Éducation nationale

Les caisses de retraite, il faut absolument arriver à un regroupement des caisses et des mutuelles pour faciliter les démarches.

La justice doit se moderniser et se simplifier pour être plus rapide L'éducation nationale doit avoir un vrai rôle de préparer nos enfants à la vie professionnelle: l'apprentissage devrait êter développé L'administration fiscale est tatillonne et ne se modernise pas. les administrations devraient pouvoir croiser leurs fichiers pour plus d'efficacité

la fonction hospitaliere

l'accès à la santé et surtout aux services d'urgence organisés : triage, redirection, permanence nuit et week-end au niveau de la médecine de ville et campagne. A l'exemple des pharmacies, des infirmiers... attribuer aux médecins généraliste un territoire en gros faire un maillage pour diminuer la désertification médicale.

Les transports en commun, Pôle Emploi et les hôpitaux.

L'école. Il convient de supprimer les écoles privées et renforcer les écoles publiques

etat civil

La Poste (trop de queue, fouilli), et l'assurance retraite (compliqué, long), et enfin le désormais ex-RSI (URSSAF, pas de commentaire!)

services de sante

Tous ceux liés aux services à la personne et dans les communes éloignées des grands centres

La souplesse de l'URSSAF pour payer les cotisations ou les erreurs de bonne foi à prendre en compte.

Transport

Éducation nationale, ni performante ni efficace, ne remplissant même pas ses missions de base. Profs absents et déconsidé-

rés (malheureusement souvent à juste titre). Mettre les profs au 39h effectives et avec 5 semaines de congés par an comme tout le monde afin d'arrêter d'attirer sur ce métier des gens non motivés.

tous , plus de prfessionnalisme , plus de respect pour les usagers, plus d'implication

La sécurité sociale, l'URSSAF pour les entreprises, suppression du RSI ...

Toutes les administrations qui traitent le social

SNCF, nous sommes des clients, pas des usagers...

Le régime social des Indépendants (RSI)

L'education

Sécurité sociale / URSSAF

Santé

Les services des impôts pour s'attaquer à la fraude fiscale

Bonjour les services publics doivent tous évoluer mais en particulier la C . P . A . M .

Les transports Les infrastructures de Telecom La police

transports en commun

les services de l'état

Les services des préfectures. Les ambassades qui coûtent beaucoup d'argent à la société et qui ne sont que le reflet d'un Etat Français qui n'a en fait jamais réellement renoncé à l'aristocratie.

TOUS

L'enseignement, la police, la sécurité sociale

OFII

La police doit être plus présente, et plus réceptive aux demandes des citoyens.

Au delà des services publics, je parlerai des missions de service public. Il faut arrêter de supprimer des fonctionnaires dans des secteurs où le contrôle est de + en + nécessaire pour la sécurité des citoyens. Je ne parle pas que de sécurité publique mais aussi économique, alimentaire et sanitaire. Comment prévenir certains scandales, quand il n'y a plus assez d'agents à la DGCCRF, dans les DDPP, à la DREAL, aux douanes ?

Les services fiscaux en simplifiant les systèmes d'imposition et les taxes L'éducation en créant un partenariat avec les entreprises dès les classes de 4ème afin de faire découvrir aux jeunes les métiers, le monde du travail et les moyens pour y accéder et y progresser. La santé afin de désengorger les urgences des hôpitaux par la création de centres de santé de proximité.

Pole emploi

TOUS hormis les Impôts => INADMISSIBLE d'obliger les gens à passer par Internet

Préfecture, CAF, aide aux personnes handicapées

L'Education Nationale

La poste, Pôle emploi

Faire trois à quatre heure de queue pour avoir un document en Préfecture est bien trop long et indigne d'un pays moderne et organisé.

Les services municipaux pour augmenter la transparence d'utilisation des impôts locaux

LA SECURITE SOCIALE (CAF CPAM CARSAT)

L'Education Nationale

Les transports, les bus et tout ça, j'écris ça notamment pour le referencement d'un certains stagiaires de l'Obs

justice et aménagement du territoire

délivrance des permis de conduire: Kafkaïen!!

l'éducation nationale qui ne forme pas les jeunes aux métiers attendus par la société ... Il faut que l'éducation soit proche des décideurs de terrain.

les collectivités locales

La santé : la situation dans les hôpitaux n'est plus acceptable. La justice pour désengorger les tribunaux.

Tous. Il est urgent que le service public puisse répondre à l'ensemble des Français, en fonction de leur disponibilité et donc peut être le samedi.

les premiers services, cad les services communaux, puis les services comme la poste, la caf, l'assurance maladie, les impots

pole emploi les établissements de santé

la santé, les maisons de santé, les hôpitaux, y compris psychiatriques

la santé, les maisons de santé, les hôpitaux y compris psychiatriques

Les hôpitaux, les Ephad et services de santé. Les conditions sont difficiles pour les patients et pour les soignant.e.s, une charge trop importante, des organisations qui semblent complexes et déshumanisées.

aide à l'emploi et aux personnes démunies

l'éducation nationale

Tous. En maintenant les effectifs. Toutefois, limiter le nombre de technocrates qui ne connaissent pas les réalités.

L'organisation de l'état , la démocratie,

Tous. Il y a trop d'administratif, trop de papiers, trop de formulaires... C'est trop compliqué, trop procédurier.

La cpam

L éducation et la santé dont il faut repenser totalement la philosophie et casser le corporatisme au service des usagers

Les services de prefectures (carte grise-permis de conduire) de mairie CNI, passeport doivent pouvoir se faire à distance dès qu' s'agit de renouvellement. est ce acceptable de faire la queue pendant 1 à 2 h ? Plus aujourd'hui à mon sens.

Santé, emploi, éducation

Beaucoup Il faut faire disparaitre le statut de fonctionnaire au profit de CDI de la fonction publique . Les fonctionnaires DOIVENT rendre des comptes En contrepartie apres 18 mois un CDD de la fonction publique DOIT etre titularisé en CDI

1) Les services communaux 2) Les services de l'emploi 3) Les hôpitaux : il faut absolument régler le problème des effectifs et des salaires (et des arriérés de salaire) dans ce domaine. Je serais favorable à une augmentation des impôts pour cela. Le secteur privé hospitalier devient meilleur que l'hôpital public et c'est un peu dommage. Il faut avoir une vraie pédagogie pour que les citoyens réclament un vrai service de santé sans l'assimiler systématiquement à un hôpital de proximité.

Toutes

L'Ecole et la SNCF.

l'éducation. Il faut arrêter de niveler vers le bas toujours plus pour faire croire à l'égalité

Education nationale. Hospitalisation publique.

Les questions d'urgence contre les violences, les risques d'insécurité, les délinquants, les services de santé, les pôles santé dans les petites agglomérations, les maisons de retraites, les conseils médicaux en téléassistance

Les transports, l'éducation, la police.

La Poste doit s'occuper du courrier en priorité et le faire bien. Les transports doivent être plus réguliers et plus fréquents, gratuits ils insiteneraient aux usagers de les prendre plus régulière-

ment. L'état devrait s'occuper plus des français au lieu de faire des fastes.

Rsi!!!!!!!!!!!!!!!!! Ils sont le cliché même du fonctionnariat à la francaise: indisponibles (surtout en fin de semaine) contradictoires pour ne pas dire incompétents et hautains.

La Justice, la police, dont l'efficacité est faible due en grande partie à une inadéquation entre les attentes des citoyens et la capacité de traitement des agents.

L'enseignement

La grande majorité

Tous

La justice

La Justice

Education nationale

je pense que tous les services publics ont une très grande marge d'évolution, alors tous

Les services de carte grises et en général ce qui est géré au niveau local.

LA SÉCURITÉ

l'émission des papiers : cartes identité passeports

CPAM

La santé et l'éducation car ils concernent l'avenir de la population. A faire des économies sur ces 2 postes, on raisonne à court terme (à l'échelle d'un mandat peut-être) . Quel dommage que l'avenir d'un pays ou d'une population ne prédomine pas sur les intérêts personnels des politiques que nous avons élus !

Les personnels au contact du public dans les préfectures

Les services sociaux Délais MDPH trop longs Manque de places dans les institutions d'accueil liées au handicap

Tous peuvent le faire, certainement. La mode dans le privé a longtemps été de diminuer le nombre de niveaux hiérarchiques. Dans le public j'ai l'impression que c'est toujours l'inverse (en 30 ans, en plus, l'Europe, la région, les différentes formes de regroupements de collectivités, ... et au sein de chaque administration encore plus ?)

la difficulté essentielle est de ne plus avoir d'interlocuteur en cas de besoin

La justice à cause des délais Les caisses de retraite (1 an pour avoir mes droits)

Aides sociales, urbanisme , justice

Préfecture

Tous vers plus de simplicité et d'efficacité au service du citoyen

transports, santé,

1. Les services de transport doivent permettre d'autoriser le plus rapidement possible les navettes autonomes avec des acheminements courts vers des lignes «rentables» dont on pourra augmenter la fréquence. 2. Les hôpitaux doivent être renforcés en ressources, rénovés, adaptés : il y a urgence d'arrêter le massacre de notre service de santé. Je propose qu'on arrête de se demander comment faire des économies et qu'on recommence à se demander comment on soigne les citoyens ! 3. Concernant le médicament, il est peut-être temps de créer un laboratoire public qui pourrait commencer par fabriquer des médicaments génériques au lieu d'envoyer tout notre argent en Inde sans aucun contrôle. Aujourd'hui vous avez un médecin qui prescrit à un patient un médicament (le patient lui fait confiance) le pharmacien donne un autre médicament (le patient refait confiance au pharmacien). Cependant on sait que le pharmacien lui même a fait confiance à un laboratoire qui lui vient de l'étranger. Vous ne serez pas surpris quand le prochain scandale sanitaire viendra de cette hérésie. Si vous voulez maîtriser un tant soit peu les dépenses et les brevets, c'est un laboratoire en France qu'il nous faut et si l'Inde le fait c'est que c'est rentable... A moins qu'ils ne respectent pas nos conditions d'emploi et de protection de l'environnement ? Autre idée, inspirons nous des marques-distributeurs et faisons fabriquer sous drapeau français et à pas cher les médicaments génériques par les laboratoires qui les fabrique déjà sans quoi on ne peut pas distribuer leurs autres produits ... 4. L'éducation doit être renforcée. Totalement convaincu par l'école publique je me suis orienté, comme beaucoup de mes connaissances, vers l'école privée. Non pas parce que les professeurs y sont meilleurs ni parce que j'adore dépenser mon argent mais parce qu'il y en a ! Les élèves sont surveillés en récréation, les instituteurs répondent aux mails qu'on leur envoie, la directrice peut nous recevoir en RDV et sait de quel élève on parle, bref on a l'impression d'exister et d'être considéré (cf. Gilets Jaunes). Par contre même dans le privé, les toilettes ne sont pas pourvues de PQ et sont toujours sales alors que dans les stations Total sur l'autoroute elles sont propres (dingues non ? où sont nos priorités ?) Arrêter de supprimer des postes parce que les patrons du CAC40 vous ont dit que c'était inutile, c'est le ciment de la république. Allez dans les écoles, allez dans les hôpitaux on y est beaucoup moins bien que dans un parking Vinci ! n'y a-t-il pas un souci ? 5. Il faut absolument reprendre la main sur les transitions professionnelles. En tant qu'ex-dirigeant de PME, je ne suis absolument pas aidé par Pôle Emploi pour trouver ou cibler des entreprises et je suis menacé par le gouvernement avec sa réforme supposée sur les hauts salaires. On considère comme une évidence que je dois me débrouiller «autrement», bref je suis un parasite. J'aurai dû rester à mon poste, bien au chaud et en désaccord avec la stratégie pour que l'entreprise puisse couler et qu'on fasse beaucoup plus de chômeurs, mais pendant ce temps là j'aurais pu travailler mon réseau et rencontrer mon futur employeur... En tant qu'ex-dirigeant, j'ai également appris dans ma carrière qu'il ne fallait surtout pas déposer d'offres sur le site de pôle emploi de peur d'être assailli de toute part et de ne perdre un temps précieux à essayer d'identifier le bon candidat (!!!) Donc en gros ça ne fonctionne pas du tout, à tel point que ce sont des privés qui font de l'argent sur cette faille. Je ne sais pas moi rachetez cadremploi, ça doit être dans nos moyens non ? et utilisez leur moteur de recherche pour identifier qui peut faire quoi ? Concernant les PME ou ETI il faut les aider financièrement et techniquement à créer leur programme de formation interne. Cela permettra vraiment de traverser la rue. Parce que pour l'instant quand on traverse la rue, on n'est pas retenu parce que pas spécialisé dans la chaudronnerie, dans l'électronique, dans la santé, dans... depuis 15 ans ! C'est juste que les entreprises recrutantes n'ont absolument pas réfléchi aux flux et n'ont aucune capacité à former leurs équipes ou leurs nouveaux collaborateurs à leur métier. Il faut leur faire prendre conscience de ça et les aider à le mettre en place.

pole emploi

Social Impôts

Les services décentralisées de l'Etat dont la culture doit changer.

La santé . Les cliniques privée qui bénéficie de l'assurance maladie devrait prendre leur part dans le traitement des urgence , CMU , etc ... Bref, tous ce qui n'est pas rémunérateur et que seul (il me semble) les hopitaux prennent en charge .

les hopitaux les ecoles et les transport et le policiers

Sécurité sociale & santé (il est certainement nécessaire de diminuer la charge managériale et de valoriser ceux qui font !!), pole emploi, retraites, éducation nationale,

les hopitaux

Les services de préfecture

Tout les services publics devraient encore évoluer, et de façon moins impersonnelle.

aménagement des territoires pour créer un dialogue avec les populations

Pôle emploi, la CAF, préfecture, la poste

Les impôts il faudrait supprimer beaucoup d'administratif et ne faire qu'une agence unique quand on a une question car parfois on nous oriente sur différents organismes il faut multiplier les appels et on a pas la bonne réponse

RSI, impots, creation d'entreprise, demandes d'aide : tout cela est trop complexe avec des dizaines de docs à fournir. on travaille d'abord pour son entreprise pas pour l'adiminstration

collectivité locale

milieu hospitalier (manque de personnel)

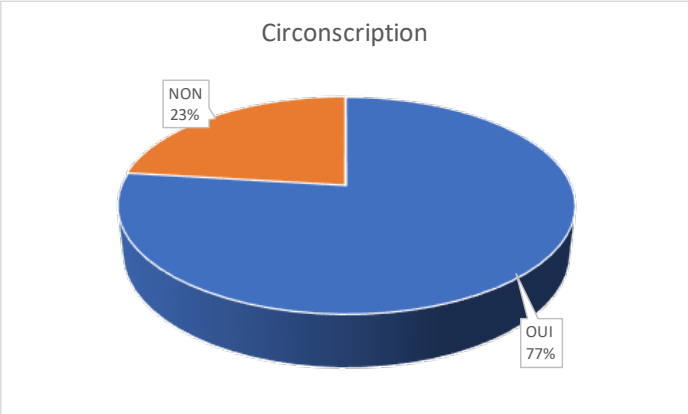
la police doit être plus efficace face à la délinquance dans les cités, la justice doit avoir plus de moyens pour agir plus rapidement et efficacement. Un gros effort doit être fait pour que les prisonniers vivent dignement dans un milieu qui respecte leur hygiène et leur tranquillité et où tout est fait pour la rééducation et la réinsertion.

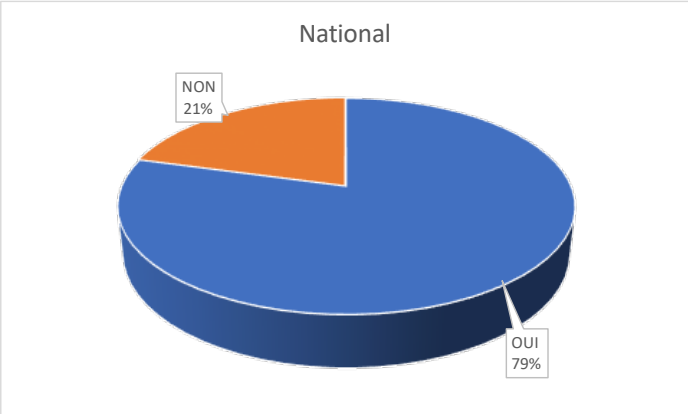
Tout dépend de ce qu'on entend par le terme «évoluer». En vérité, ça se concrétise toujours par une destruction du service public en question. Je commence à bien connaître la novlangue managériale ...

L'ANAH : dossier papier de 200 pages pour une rénovation, signature et tampon original sur tous les papiers sinon dossier retoqué. Ceci n'est pas sérieux à l'heure de la dématérialisation.

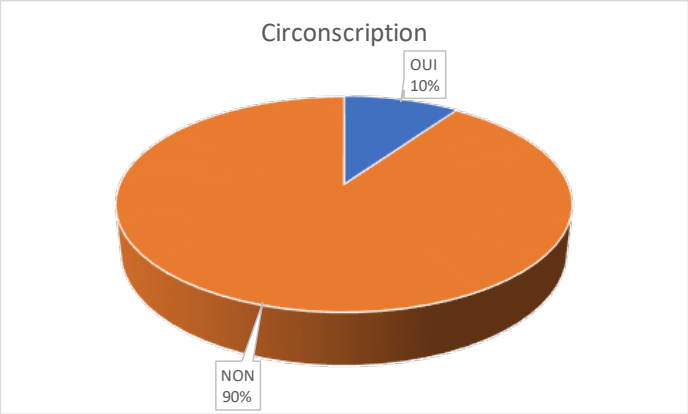
les transports publics

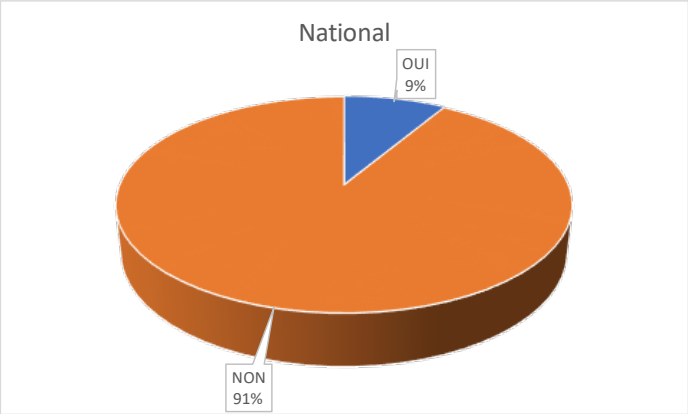
Connaissez-vous le »droit à l'erreur», c'est-à-dire le droit d'affirmer votre bonne foi lorsque vous faites un erreur dans vos déclarations ?





Si oui, avez-vous déjà utilisé ce droit à l'erreur ?





Si oui, à quelle occasion en avez-vous fait usage ?

Problème fiscal

Bilan médical pour un prêt

utopie, ne fonctionne pas, démarche trop complexe

On me l'a refusé pour la déclaration d'impot . J'avais tout bien rempli mais lors de ma déclaration d'autorisation de prélèvement par le Trésor Public, l'acceptation de mon mandat a été faite trop tard et on a considéré que j'avais trop trainé à payer. Résultat: 10% de sanction sur un tiers de mon impot cet année la...

Ce droit n'est pas une nouveauté absolue. Dans tout contrôle fiscal il y avait la possibilité de mettre en avant sa bonne foi.

Rectification déclaration impots

impots

je ne connaissais pas ce droit...je me suis trompé en payant mes impots en ligne...penalité de 650€ !!! j'ai écris a mon centre des impots il y a 2 mois 1/2 ...pas de reponse

une taxe d'entreprise , payée en retard

pour une taxe d'entreprise payée en retard

Déclaration de revenus oubliés.

Après si c'est un questionnaire à la méthodo pourrie c'est différent

impots

C'était il y a quelques années. Nous avons eu un redressement fiscal important pour un petit oubli (indemnités journalières), et 3 ans de pénalités appliquées alors que nous étions de bonne foi, et n'avons jamais cherché à frauder ! aucune indulgence de la part des services fiscaux !

RSA

Récemment dans une procédure fiscale où mon père, âgé de 93 ans, pensait avoir envoyé sa déclaration fiscale 2018 numérique alors qu'il n'avait pas validé le formulaire. Ma mère étant décédée trois semaines plus tard, il n'avait pas pensé à vérifier. Il n'a répondu à la lettre de mise en demeure que 33 jours après sa réception. Je n'ai hélas pas obtenu que le droit à l'erreur soit reconnu, mais la majoration a été cantonnée à 10%. Il y a encore quelques améliorations à apporter en termes d'humanité, mais j'ai accepté la décision car le responsable du centre des impôts a pris le soin de me téléphoner pour m'informer de cette décision.

Erreur de calcul dans la déclaration d'impots

serveurs de l'administration fiscale indisponibles et demander la «bienveillance de administration» par courrier, dans ce cas, est très frustrant !

erreur d'enregistrement de la personne invalide à charge

Un oubli de paiement

J'ai trop d'exemples de la lourdeur de l'administration pour y croire vraiment. Il vaut mieux être bon du premier coup. Il est plus facile de se faire prélever une amende que rembourser un trop perçu.

Déclaration des revenus bruts au lieu des nets... Rapidement corrigé.

En tant que citoyen, je doute de l'efficacité de ce droit car une fois que la machine administrative se met en marche tout devient compliqué. Pour les grandes entreprises, en revanche, l'intérêt est énorme.

Déclaration impôts

Pouvez-vous identifier des règles que l'administration vous a déjà demandé d'appliquer et que vous avez jugées inutiles ou trop complexes ?

les ABF !!! Les services urbanismes devraient pouvoir faire ce travail d'harmonie des constructions sur un lieu à proximité d'un monument historique - pouvoir (abusif) détenu par une simple personne et sans cohérence dans le temps

Remonter des problèmes au niveau national alors que tout à fait possible de le traiter au niveau local La dictature de l'administration n'est pas exercée sur les usagers mais aussi sur les échelons inférieurs ou decentralises

Les inscriptions dans les écoles avec une multitude de formulaire alors que tout pourrait se faire via un portail internet

devoir déclarer mes impôts sur internet. Je suis conducteur de bus et tous les 5 ans je dois faire renouveler mon permis or je ne peux que le faire en ligne je trouve ce la débile, de compliquer la vie des usagers pour faire des éconoùmies dans les prefectures ou les administration. Les Français veulent une présence plus proche syur le teritoire et non que l'on crée de nouveles fractures.

Refaire une demande de carte électorale alors qu'on à déménager que de 500 mètres.

Loi accessibilité des lieux recevant du public, déclarations relatives à l'habitat...

Déclaration préalable: après un refus, l'attendu est particulièrement abscon

Refaire mon permis de conduire après une perte. J'ai été obligé de prendre un RV en préfecture, 3 mois d'attente, perdre 1/2 j de travail pour une simple remise de document (ce alors que j'avais fait une démarche en ligne). pourquoi une délégation en commune ou communauté de commune n'était elle pas possible ? Il y en a tellement d'autres ...

présentation de certain justificatif, alors que la situation ne le demande pas.

Impossibilité d'avoir un service en ligne, pas de mail, avoir plusieurs interlocuteur pour mes relation avec l'état, des plages horaires inadaptées, des temps d'attente insupportable...

Justificatifs et courrier pour inscrire un jeune à la conduite accompagnée

La limitation de vitesse

Des dizaines tous bien connus quand on doit gérer une entreprise, embaucher, louer un logement. Essayez de lire le code du travail, le CGI, la loi Duflot et j'en passe !

les déclarations & paiements fiscaux obligatoires par internet

dans le cadre de mon travail, relation avec la caisse des dépots pour demande de prets pour logements sociaux: simplifiez les démarches bon sang 6 mois pour obtenir une garantie auprès des collectivités et débloquer les prêts. Il manque toujours un document. Que les garanties d'emprunt soient plus faciles à obtenir. Que les collectivités jouent le jeu surtout et n'entravent pas la bonne marche.

non

Les règles fiscales qui ne sont pas le fait de l'administration mais résultent de choix politiques

L'obligation de remplir une demande de RSA en fin de droits alors que je savais que je dépassais le plafond du fait des revenus de mon conjoint. J'ai du remplir un long formulaire et joindre les bulletins de salaire de mon conjoint sur plusieurs années donc des coûts de photocopies et des frais postaux car impossibilité de dématérialiser ce genre de dossier !

Les dossiers «familles» à re-remplir chaque année pour les parents ayant des enfants scolarisés en maternelle / élémentaire

Cette question fait typiquement partie des informations remontantes que les services «déconcentrés» devraient faire remonter. Une plateforme des retraites a été mises en place . mais les documents fournis ne sont pas disponibles pour l'ensemble des caisses concernées par le dossier d'un futur retraité. Nous avons du fournir plusieurs fois les mêmes documents (livret de famille, complément de relevé de carrière, ...) Nous avons du par 3 fois envoyer nos avis d'imposition des 2 dernières années . Le lobby des architectes qui a réussi à faire 'imposer par la loi l'obligation de passer par eux pour une extension à partir d'une certaine surface.

création micro-entreprise, services quotidiens

Non aucune

Cession de véhicule à ma fille : Le contrôle technique du véhicule datant de 8 mois (donc plus de 6 mois), j'ai dû le refaire pour pouvoir obtenir la carte grise au nom de ma fille. Exigence non pertinente dans ce cas, coûts induits, délais et temps passé à faire les démarches.

déduction d'impôt pour installation d'une chaudière fuel. J'ai été obligée d'aller jusqu'au tribunal administratif pour obtenir gain de cause face à l'administration qui interprétait la règle sur la forme et non sur le fond... j'ai gagné ! mais que de temps 'et donc d'argent) perdu.

J'ai accompagné des personnes sollicitant une APL. La langue des formulaires administratifs est souvent incompréhensible et décourage beaucoup de monde.

Mon divorce et tous les problèmes d'impôt qui vont avec. La déclaration qui fonctionne que pour un des deux divorcé. Pour ma part j'en paie encore les frais. La difficulté de payer ses impôts

(taxe foncière) en plusieurs fois alors que la faute vient de l'organisme en question !!!

fournir des documents lors d'une demande de reconsidération de taxe d'habitation détenus par un autre service

1 an pour que la SSI procède à une adhésion en qualité de TNS.

Une demande effectuée en Mairie pour connaitre la réglementation en matière de construction de piscine. Nous avons dû relancer la commune plusieurs fois, pour nous voir envoyé le PLU sans plus de détail. Ce n'est pourtant pas un document très simple à lire.

RAS

Non

Recemment : les imprimés multiples et mal renseignés pour effectuer un don manuel / donation à ses enfants.

Les procédures d'achat ou de cession de véhicules sur internet peuvent tourner au cauchemar

Construction de maison avec toutes les différentes instances à contacter pour le même sujet et qui ne parlent pas ensemble et pire se contredisent

Tout ce qui a trait à la garde d'enfants et aides de Paje Emploi et CAF, beaucoup trop complexes. Tout ce qui a trait aux aides pour agriculteurs très complexes et longs Tout ce qui a trait aux permis de construire très complexes et longs

Service de cartes de gris en ligne. Impots.fr pour prélèvement à la source,

changement de carte d'identité, fiscalité incompréhensible (niches), norme habitation, ISF / IFI

Toute la fiscalité en général : trop de cas particuliers et de «niches»

Lors d un dossier pour un employeur public j'ai dû demander un certificat de nationalité française alors que je suis né en France de deux parents français... Cherchez l'erreur

Pole Emploi, indemnités stoppées lors de la liquidation/dissolution d'une société, à cause des délais administratifs trop longs du Greffe du Tribunal de Commerce, des Impôts, etc.

Trop de «guichets» pour un même objet.

L'administration fiscale adresse des rôles d'impôt sans raison et nous devons donner des tas de justificatifs pour les faire corriger alors que c'est l'administration fiscale qui est en tort. C'est scandaleux

la limitation de la vitesse à 80 km/h

demande de justificatifs pour la retraite déjà connus d'eux

Non

RSI

Acte d'achat immobilier de plus de 50 pages

Calculs des frais réels pour les impôts, système de calcul pour la retraite, calcul des aides sur la base de l'année N-2 pour la caf !!

Quand le maire delivre un permis de construire qu'il sait parfaitement contraire aux règles du code civil et qu'il renvoie les victimes de ce permis illégal devant la justice civile, ne marche t'on pas sur la tête ?!

La declaration d'impots est beaucoup trop complexe, surtout lorsque l'on a quelques investissments locatifs ou actions...

J'ai regretté que, pour bénéficier de crédits d'impôt consécutifs à des investissements économiseurs d'énergie, les règles de déductibilité ne soient jamais exposées in extenso, conduisant à des redressements partiels (sans pénalité il est vrai)

des mises à jour de carte grise pour les véhicules

Bonjour la C . P . A . M nous oblige à remplir un questionnaire en cas de changement de profession alors que le code INSEE en cas de création d ' entreprise vous suit quoi qu ' il advienne .

Les lois fiscales Le règles d 'allocations Le droit de l'urbanisme

démarche en ligne pour les impots

RAS

Le positionnement d'un compteur électrique. L'impossibilité d'isoler certains murs d'immeuble à cause des monuments historiques

Le processus pour obtenir mon Titre de Séjour. Je suis canadien, né à Montréal, ma langue maternelle est le français. On m'a demandé de passer un test de français niveau 1 avec une classe remplie d'immigrant dont la majorité avait besoin d'un interprète pour se faire dire qu'il devait passer un test de français. Pour mon renouvellement de titre dans deux ans, on me demandera maintenant un niveau 2 de français...J'ai passé 3 journées complètes au total, dont une afin de me familiariser avec la culture française, et l'autre pour me familiariser avec les différents services offerts en France, tel que Pole Emploi. Super, Pole Emploi, entre temps, j'ai pris un sans-solde pour me faire dire comment trouver un boulot.

Permis de construire: contraintes injustifiées et pas homogènes sur la région.

Déclarations de revenus trop compliquée, en particulier pour les crédits d'impôts => Détail de ce qui est autorisé ou pas Demande de carte grise pour mon épouse suite à achat voiture de collection => Env 1 mois 1/2 Avoir une boite d'ampoules dans sa voiture alors qu'aujourd'hui on ne peut plus atteindre les phares pour changer l'ampoule ! Exemple bête mais qui montre bien l'immobilisme de notre pays

Pour le renouvellement d'une prestation handicap, obligation de refaire le dossier complet à chaque demande alors que la situation m'a pas changé.

Globalement; il faut toujours fournir trop de «paperasse»; les solutions permettant un partage d'information entre les différentes administrations sont à privilégier pour éviter aux citoyens les saisies multiples (l'assurance retraite par exemple)

Trop d'erreur dans les actes notariés. Les notaires sont trop bien rémunérés sachant qu'ils n'ont pas de risque à gérer. Ils font le choix de réaliser les actes qui leur rapportent le plus et abandonnent les autres ce qui est inadmissible: profession à revoir.

Non

Ne pas être suffisament payer c'est une règle pas ouf

Oui, pour l'impôt sur le revenu lorsque nous voulons actualiser notre taux et si on se trompe de 10% sur le total, nous avons un pénalité. C'est injuste d'autant que les simulateurs ont toujours une année de retard.

Demander des aides pour embaucher un employé

Non

avoir un controle fiscal. j'avais tous les documents nécessaires pour prouver ma bonne foi mais j'ai mis 3 semaines à pouvoir avoir le contrôleur référent au téléphone pour une prise de rendez vous.

Certaines limitations de vitesses à certains endroits qui semblent totalement inappropriées et surtout qui changent sur des distance très courtes...

voir plus haut

En général trop de paperasseries superflues.

Permis de construire : ex aval bâtiment de France pour un abri de jardin de 10m2 totalement invisible de la rue

Entrer dans la fonction publique: impossible de connaitre les echelons et grades de mon affectation donc le salaire exact

avant d'avoir l'arrêté de nomination (1 mois après la prise de poste environ)... incroyable, non? Retour de l'étranger après expatriation: au poste frontiere, on m'a demandé de renvoyer sous un mois un certificat de résidence dans la nouvelle commune et la mairie m'a dit que cela ne se faisait pas (j'ai gardé tous les echanges emails si cela vous interesse) J'ai du echanger un permis de conduire etranger en France: à la prefecture du rhone, j'ai eu un rDV à 6 mois, qui s'est averé être une plage horaires sur laquelle sont donnes de nombreux RDV; j'ai fait 2 h de queue debout dans les escaliers comme les 150 personnes que nous étions (et c'est comme cela tous les jours)...pour juste déposer des documents que la dame au guichet a pris sans rien faire de plus.... pourquoi je ne pouvais pas les envoyer?

Renouvellement de concession dans un cimetière: un parcours ubuesque avec des demandes de papiers totalement aberrantes

1) Il est quelquefois bizarre de se voir poser des questions que l'on ne voit pas en rapport avec la demande (mais ce sont les formulaires qui l'obligent). 2) Il peut aussi y avoir plusieurs étapes dans les demandes où l'on nous redemande des informations déjà données.

non

Répondre par écrit (courrier) à un dossier traité sur Internet

non

Déclaration préalable pour mise en place d'un portail automatique (dossier compliqué en 7 exemplaires !)

vendre une voiture d'occasion (timbre fiscale = complexe, démarche par internet = trop complexe et trop long). les règles sur les attestations de domicile = inutile. Déclaration impôts = trop complexe. En fait, tout est complexe en France car on n'assume pas les décisions prises. Donc, on ajoute un tas de règles pour adoucir l'opinion et compenser les impacts de nos décisions... revenons sur des notions simples et compréhensibles. Ex : le nb de niches fiscales, les services soumis aux conditions de ressources. Pourquoi le prix de cantine scolaire est soumis aux revenus? Pourquoi les citoyens sont-ils aussi différents qu'on soit obligé de les traiter aussi différemment pour les crèches, la cantine scolaire, les impôts, les aides sociales, la CAF, les retraites, la sécu... toutes ces compensations génèrent de vraies cassures dans le pays et alimentent les freins au développement de notre pays.

Déclaration de revenu

le respect des horaires au travail

Adhérer à une Association de gestion agrée pour l'impôt d'un travailleur indépendant.

Démarques administratives pour ,e dossier retraite...pourquoi les informations de carrière ne sont pas enregistrées au fur et à mesure plutôt que tout redemander... valable aussi pour la Caisse Primaire de Sécurité Sociale, pôe emploi, impôts... on a l'impression que les fichiers ne sont jamais à jour !

Création d'entreprise

L'exit taxe est un casse tête sans nom ! Par ailleurs, il serait bon de revoir le périmètre d'intervention des architectes des batiments de France, dont les décisions paraissent quelquefois empreintes d'arbitraire...

L'accumulation des règles pour l'acquisition d'un bien immobilier

Tout ce qui touche au permis de construire

contact direct avec l'administration correction de l'erreur et validation commune

Demandes identiques par plusieurs administrations

Non

beaucoup mais dernièrement la taxe de séjour calculée et différentes toutes les semaines, la percevoir et la reverser ... je ne suis pas payé par l'administration pour faire son travail ? .....

Tout est trop complexe, avec des tas de lois inutiles SIMPLIFICATION

devoir attendre 2,5 mois pour obtenir un passeport dans le Rhone, l'Ain, la Loire alors que cela s'est fait en 10 jours en Saône et Loire! Harmoniser et redistribuer les impressions dans les imprimeries agrées.

En tant qu'allocataire chômage en congé maternité, je dois fournir de nouveau l'ensemble des justificatifs de mon ancien employeur à la CPAM alors que pôle emploi a déjà traité ses informations lors de mon inscription. perte de temps

Les documents envoyés aux sociétés sont trop chronophages et par ailleurs vous avez déjà les informations

Oui : une aide liée à mon fils fortement handicapé : l'attribution de la PCH

Les déménagements étaient longs à stabiliser ... Il semble que cela s'améliore. Je ne vois pas encore de guichet unique ... Ou ne l'ai pas identifié ....

Limitation de vitesse. Dossier à monter pour percevoir des aides, beaucoup trop complexe ce qui décourage à en faire la demande.

Recours rejeté contre un Permis de construire alors que celui-ci ne respectait clairement pas les règlements et PLU, puis passage au tribunal administratif (nous payons notre avocat et la mairie dépense de l'argent Public pour payer le sien) qui nous donne raison !

Non

Les règles fiscales et sociales sont trop complexes. Elles donnent de fait la part belle aux intermédiaires (ssii, experts, ...)

le problème n'est pas de les juger inutiles ou complexes mais de bien les connaitre et qu'elles ne changent pas sans cesse

Non

règles jugée «injuste» dans le code des impôts : étanchéité entre 2 années civiles, sans analyse spécifique du dossier pour entendre la bonne foi d'une réclamation (j'ai payé plusieurs milliers d'impôts de manière indue, en raison d'un retard de demande de remboursement de l'éducation nationale!!!)

déclaration d'impôts

Toutes les règles imposées par l'Etat, qui pourtant ne les respecte pas. Ex de contraintes de l'Etat, sans application par l'Etat-employeur: les accords d'égalité hommes-femmes, les critères de pénibilité au travail, l'interdiction de renouvellement de CDD, etc...

Procèdure à l'hôpital lorsque j'accompagne ma mère pour un traitement .

La vignette crit'air stupide et incapable d'évolué :une usine à gaz sans résultats Les demandes de bourses pour les études Le paiement des retraites incompréhensible

Les déclaration d'impots pour entrepreneurs sont trop complexes, je n'y comprends rien

Non mais connaissant la fonction publique je suis peut-être plus patiente

LES RÈGLES CONCERNANT LE SURENDETTEMENT - je suis actuellement confrontée à un litige avec une société de crédit pour une créance soldée depuis plus de 10 ans ; je suis dans l'impossibilité de prouver ma bonne foi, malgré les démarches entreprises auprès du Tribunal de Grande Instance de Villefranche sur Saône (les dossiers ne sont pas conservés au-delà de 5 ans) et contact pris auprès de mon ancien employeur (en effet ce surendettement a été réglé par voie de saisie sur sa-

laire pendant de nombreuses années, et je ne parviens pas à obtenir de duplicata de la main-levée rédigée en 2005). L'AGE DE LA RETRAITE DANS LA FONCTION PUBLIQUE : J'ai pris ma retraite du régime général à 60 ans, et j'ai eu la chance de pouvoir m'acheter un T.2. à cette période - mais suite à mon surendettement je n'avais pas d'argent «d'avance», et mon crédit est assez lourd à supporter ; de ce fait, j'ai trouvé un travail dans ma Commune dans laquelle j'effectue les temps périscolaires, méridiens, etc.... lorsque je le peux, je travaille dans les centres aérés pendant les vacances, et c'est très agréable !!! mais voilà que je viens d'apprendre que je ne peux plus travailler dans la Fonction Publique à compter du 11 Mars 2019 puisque je suis née en 1953. Je trouve cette situation très triste : certains sont contents de rester chez eux et de percevoir le chômage, d'autres ont envie (et besoin de travailler) et ne peuvent plus le faire ! Vous êtes en pleine réforme des régimes de retraite, et je pense que s'il est parfait pour certains de partir à la retraite très tôt, les lois pourraient être plus souples à l'égard de ceux qui désirent encore travailler. A noter que ma retraite a été liquidée en 2013, que je ne travaille même pas pour l'augmenter, que je paie des cotisations dont je ne bénéficierai pas, et que je paie correctement mes impôts. Je souhaiterais vivement obtenir une dérogation, je vous assure !!!! les citoyens pourraient avoir le choix : de prendre leur retraite, ou de continuer à travailler. J'ai 66 ans, et je ne me sens pas «vieille», le contact des enfants est en plus bénéfique pour mon moral et ma santé, et je présume que je ne suis pas la seule dans ce cas.

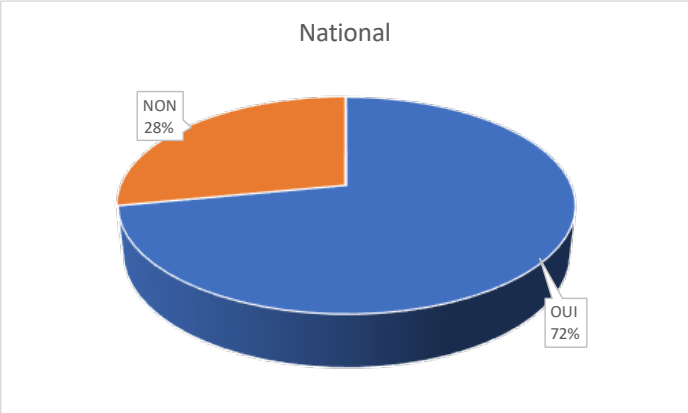
Pour une contravention qui m'etait addressee par erreur, j'ai du payer le tarif le plus eleve pour avoir le droit de contester (soit) mais ayant apporte toutes les preuves de ma bonne foi et ayant meme retrouve le conducteur (homonyme), mon dossier aura pris 18 mois pour etre resolu!!! Au final j'ai ete rembourse du montant de l'amende mais pas des recommandes, etc... Les voies de recours sont decourageantes et fastidieuses, on s'addresse a un mur et on ne rencontre que peu de bonnes volontes. Bref, c'est tout sauf un service public.

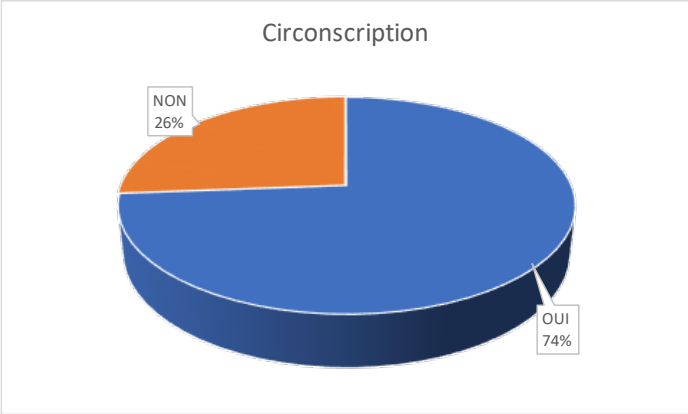
lorsque l'administration fiscale exige des paiements de façon comminatoire et qu'en fait c'est suite à une erreur de sa part

La question est incomplète : les règles en question sont même parfois complètement déconnectées de la réalité du terrain.

Dossier Eco PTZ : je réalise régulièrement des dossiers ANAH. La réalisation d'un dossier ECO PTZ est un parcours du combattant à comparer à un dossier ANAH

Faut-il donner plus d'autonomie aux fonctionnaires de terrain ?





Si oui, comment ?

La plupart de ces questions auront une réponse appropriée dans le cadre de la REORGANISATION des Services Publics et des administrations.

-+ de moyens sur le terrain! -developper les formations et les partenariats avec les collectivités locales, les associations, les habitants -retablir la confiance entre les autorités de tutelles trop eloignées du terrain et les agents aux guichets physiques et téléphoniques, les directions locales -un questionnaire d'evaluation des agents par les usagers

En diminuant leur contrainte

dématérialisation, responsabilisation et reconnaissance du travail

Abandonner les règles de remontée automatique de certains problemes

En leur faisanrt plus confiance.

Avec de meilleurs équipements notamment numérique.

En arrêtant de leurs lettres des strates complètes de chefaillons qui ne servent à rien, et que le travail soit mieux valoriser que de ne rien faire dans la fonction publique. S'ils n'avaient pas le travail à vie assuré avec un si petit rendement, les fonctionnaires seraient plus autonomes et performants

Qu'ils fassent le lien avec le citoyen en surpervisant des dossiers, projets

A condition que leur activité reste sous contrôle pour éviter les dérives

les former à etre généraliste et leur donner la capacité de s'appuyer sur un Back-office fort.

Pouvoir prendre Rz-Vs avec eux.

L'autonomie accrue suppose la mise en place d'une véritable structure managériale capable de définir des objectifs avec les intéressés, d'en contrôler la réalisation et sans doute d'une certaine forme de bonus

Dans le sens où terrain signifie proximité, je pense que les moyens d'action devraient être à la hauteur des enjeux locaux avec des objectifs clairs et atteignables, mesurables et mesurés avec des actions correctives rapides.

En décentralisant davantage. Aujourd'hui le niveau central n'a plus de réelle utilité, il se fait juste courroie de transmission alors que l'expertise se trouve dans les services publics de l'état en région / département.

Le contrôle des agents devrait reposer sur l'efficacité dans la réalisation de leur mission et leur façon de faire remonter les problèmes rencontrer pour trouver des solutions.

Des fonctionnaires pourraient se déplacer pour aller au plus près des usagers (dans les mairies par exemple)

Non il faut des règles communes

Pour un meilleur jugement des situations rencontrées.

l'autonomie (intelligente) passe par l'éducation et le bon sens. un fonctionnaire de terrain autonome devrait pouvoir faire remonter a sa hiérarchie les anomalies constatées, et pouvoir vérifier si cela a bien été corrigé

je n'en suis pas sûre, car démultiplication régionale ou départementale est suffisante et cause déjà de beaucoup de gaspillages.

Alléger la chaine hiérarchique et les multiples contrôles. Exemple de la chaine de validation en Préfecture ou un parapheur doit être validé par 4 personnes avant d'être signé par l'autorité compétente. Cela augmente les délais de traitement.

Décentraliser le pouvoir de décision avec cependant un système de contrôle adapté.

Je ne sais pas ce que sont des «fonctionnaires de terrain», mais je pense qu'il faudrait surtout beaucoup moins, en général. (sauf policiers, gendarmes, infirmiers, maître d'école...)

Responsabiliser les acteurs, diminuer les échelons hiérarchiques qui gèlent le système ainsi que la paperasserie à l'heure d'internet.

Meilleure formation, polyvalence, possibilité de changement de filière (par exemple en permettant à un enseignant de devenir agent des impôts après formation).

Diminuer les strates hiérarchiques, les gens que nous rencontrons n'ont jamais le pouvoir de décider

en évitant le «millefeuille administratif» qui empêche les agents de faire leur travail dans les meilleurs conditions.

Responsabiliser et faire travailler plus (de 35 à 39 heures)

Partage des fonctionnaires entre services.

Je ne sais pas. C'est un problème de management... je pense que nos fonctionnaires ne sont pas managés : ils font ce qu'ils peuvent... ou pas ! Je pense que c'est plus un problème de responsabilisation

Faire confiance ! Donner des objectifs et axes mais ne pas borner ou normer la méthode et outils

meilleure écoute des intervenants par leur hiérarchie.

Les libérer de la paperasse

il faut surtout les inciter à travailler !

Je ne suis pas compétent sur ce sujet

En leur conférant plus de responsabilités

Être bienveillant et pragmatique

selon leur compétence et spécialité, possibilité de se déplacer sur le terrain ; aménager leurs horaires en restant au service du citoyen (ouverture de service mairie jusqu'à 19 ou 20 h pour permettre aux personnes qui travaillent d'aller réaliser des démarches éventuellement sur rendez-vous))

formation, compétence et polyvalence des fonctionnaires de terrain

pour les politiques économiques type pole emploi

Qu'ils soient plus disponibles et qu'ils aient les moyens de travailler

En les traitant comme les salariés du privés qui font du service

Ou alors leur apporter les garanties qui vont avec

Sous réserve d'une plus grande responsabilité personnelle, et donc sans être à l'abri de l'infaillibilité du fonctionnaire protégé par son statut, une plus grande autonomie de décision dans le cadre des règles communes régissant son secteur d'activité permettrait de hâter considérablement la prise de décision.

Donner de l'autonomie et des responsabilités aux fonctionnaires.

En leur déléguant ce qu ils sont en mesure de décider : principe de subsidiarité

En leur faisant confiance et en les payant mieux

Il faudrait qu'on leur laisse faire preuve d'initiatives, parfois les laisser user de leur libre arbitre surtout quand les enjeux sont de nature à améliorer les relations humaines.

En leur donnant des directives à suivre, afin que les subventions accordées soient utilisées correctement.

En leur donnant le droit de prendre des décisions sur le champ sans avoir à valider avec Paris...

Déléguer plus de pouvoirs aux préfets et aux maires

Par une bonne formation et tenir compte dans leur rémunération de la qualité des décisions qu'ils prennent. Eux aussi doivent avoir le droit à l'erreur non répétitive. Il y a un petit risque d'inégalité de traitement mais quel progrès pour les agents et pour le public !

Il faut faire la distinction entre fonction publique d'Etat et territoriale. Pour la 1ère, l'autonomie ne peut qu'être contingentée. Quand on voit certains enseignants qui s'auto-gèrent selon leur bon vouloir, il y a là une trop grande autonomie

Si ils sont formés pour.

L'Etat doit d'abord objectiver tous les hauts fonctionnaires des administrations et des collectivités locales : objectifs, moyens, résultats. Ces hauts fonctionnaires devront également décliner ces objectifs à leurs différents services. Des analyses de résultats doivent être effectuées régulièrement afin d'apporter les correctifs nécessaires en cas de difficultés.

Les laisser sortir du cadre si c'est intelligent

Avoir le pouvoir de s'adapter aux usagers et pas être sous le carcan administratif.

En simplifiant les procédures et les règlements

Demandez à l'obs, quand ça concerne pas l'Afrique ils sont bons

En les rendant compétents pour régler les démarches courantes, voire les «conflits» qui peuvent opposer l'administration et les usagers des services publics; supprimer le plus possible la bureaucratie.

Libérer le télétravail, diminuer le nombre d'encadrants qui sont dans certains cas plus nombreux que les encadrés et responsabiliser les opérationnels en leur accordant de faire des écrits qui engageraient l'administration afin de répondre aux demandes des usagers honnêtes.

En leur délégant des pouvoirs de décisions

en les formant par équipes sur le taritement de problèmes spécifiques

En leur laissant le choix dans le traitement des situations.

localement les fonctionnaires doivent s'adapter à la population qu'ils cotoient

C'est totalement à l'encontre de la culture des fonctionnaires et du système très hiérarchisé qui existe en France. Il y a heureusement des fonctionnaires qui parfois transgressent la règle pour traiter de manière intelligente des situations complexes, et qui ainsi sont en cohérence avec les principes plus qu'avec la règle quand elle n'est pas adaptée. Plus de personnel qualifié avec des marges de manœuvre définies et des instances de régulations pour éviter les dérives et l'arbitraire.

en les motivant avec une part non négligeable de leur rémunération basée sur leur performance et non plus à l'ancienneté

Suffisamment d'effectifs, formation pour être polyvalents.

simplifier les hiérarchies

Oui, si formation pour un vrai service responsable (pas de dérive de petit pouvoir) ce qui implique un état d esprit bâti sur la

bonne volonté dans le respect des lois et des possibilités de recours réelles pour le citoyen

En les responsabilisant et en les valorisant, sinon ils pantouflent.

Fin du statut de fonctionnaire au profit du CDI

Le droit de décision rapide

En ayant un management différent, par la formation et en promouvant le droit aussi pour les fonctionnaires.

les responsabiliser en les rémunérant aussi par le mérite

je pense que cela les motiverait plus : toutes les règles n'étant pas codifier, il faut laisser place à une appéciation individuelle si elle est plus «humaine» en même temps!

Moins de hiérarchie

oui mais en évitant l'arbitraire, donc avec une possibilité d'appel transparente et d'accès aisé

Question pas claire

Réduire la hierarchie, favoriser l'autonomie des individus, responsabiliser les fonctionnaires.

Initiative encadrée valorisation mérite projet transversal

Donner des responsabilités aux jeunes sans leur faire subir une cascade hiérarchique

Il faut surtout si il soit compétent et intéressé

par le contact direct

Un pouvoir d'appréciation

Delegation de pouvoir de decision avec contrôle associé (comme ds l industrie)

Plus d'autonomie aux territoires

en adaptant les horaires , en multipliant les effectifs et en réduisant le nbr de dossiers en charge

remettre en place du bon sens

ils peuvent directement valider des demandes ou des dossiers.

si les démarches sont simplifiés et les agents formés car pour le moment chaque agent a son propre discours.

Leur faire confiance autant que possible.

en responsabilisant chaque fonctionnaire

plus de formation oui, plus d'autonomie, non.

Sélection à l'embauche, formation, contrôle - évaluation, reconnaissance et rémunération

Laisser au fonctionnaire la possibilité de s'adapter aux besoins de chaque citoyen, sans dépasser ses compétences.

Responsabilisation, évaluation, rémunération

en les responsabilisant: plus de numéros de tel cachés, plus d'anonymats

Posez leur la question, vous verrez c'est génial, les gens ont un cerveau, même les fonctionnaires de terrain. Si vous posez la question au fonctionnaire de terrain, il va vous dire ce pourquoi il fait ce travail et ce qu'il voudrait avoir comme autonomie. Du coup le rôle du fonctionnaire qui n'est pas sur le terrain est de poser la question puis de faciliter la vie de ce fonctionnaire de terrain.

Dans le cadre de la formation des enseignants, donner plus de place aux inspecteurs de l'éducation nationale et à leurs équipes

En les rendant responsables

en leur donnant la formation ad'hoc , comme suggéré ci-dessous

Surtout pas car nous subirons le syndrome du «petit chef» enfermé dans son pouvoir de contrainte et de nuisance.

En leur laissant prendre des décisions lorsque c'est dans leur domaine d'expertise .

en leur donnent plus de moyens matérielle et humain

En les responsabilisant

Les mairies pourraient avoir plus de pouvoir de décision.

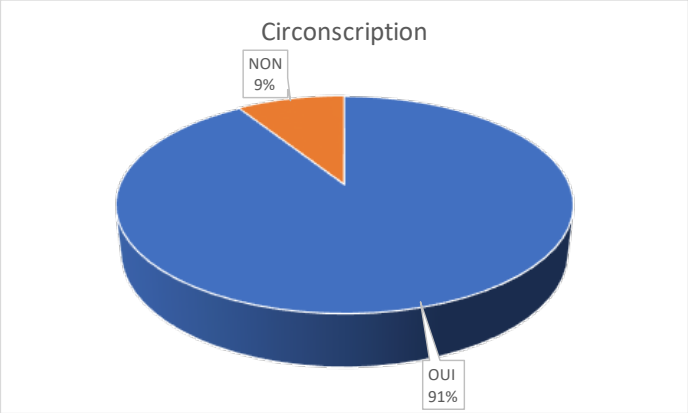
Délégation sur ertains sujets

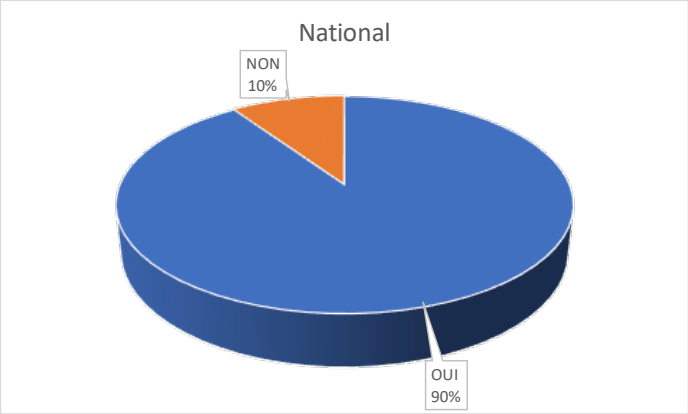
Les rendre plus autonomes, mieux les former, et supprimer les brebis galeuses. (Un petit nombre qui pénalise la majorité)

Il faut aussi les responsabiliser davantage

qu'ils soient formés et qu'ils soient enfin efficaces (exemple les CCAS)

Faut-il revoir le fonctionnement et la formation de l'administration ?





Si oui, comment ?

La plupart de ces questions auront une réponse appropriée dans le cadre de la REORGANISATION des Services Publics et des administrations.

-une formation adaptée et utile à tous les agents -une repartition equitable sur le territoire (regle : un service public à moins de 5 km)

dématérialisation, responsabilisation et reconnaissance du travail

Instaurer une relation clients et non usagers Les entreprises ont des clients qui les font vivre Les administrations ont des clients qui les font vivre également par les impôts et taxes et elles l'ont oublié

Ils rendent un service il faut donc développer cette culture et adapter les horaires pour les personnes qui travaillent

Mieux formé pour la.gestion des dossiers et pour les logiciels informatiques.

Meilleur recrutement, obligations d'avoir travaillé dans le privé avant d'etre Fonctionnaire. Recrutement sur compétence

Place au numérique mais l'ensemble des citoyens n'y ont pas tous accès Revenir à la notion d'usager et non de client. Une ad-

ministration n'est pas une entreprise même s'il est possible de récompenser le fonctionnaire par des indemnités, avancements suite à un bon suivi des projets.

Ne plus recruter sur concours mais sur des compétences et une formation de base en adéquation avec la fonction

Favoriser les passerelles publics/privés. Faciliter l'embauche de personnes de secteur privé dans le public. Faciliter la sortie de l'emploi public et donc revoir en conséquence les contrôles absurdes de la commission de déontologie, qui embêtent de petits fonctionnaires souhaitant passer dans le privé alors que des cas manifestes de conflits d'intérêts importants ne sont pas traitées

Pour l'INNOVATION recruter des binômes : une personne qui connaît parfaitement les rouages de l'administration pour flécher les chemins les plus rapides et une autre personne expérimentée en création d'entreprises innovantes, issu du secteur TPE PME PMI à même de comprendre et de dialoguer avec les porteurs de projets innovants

Plus simple avec une approche d'entreprise (performance, service rendu, satisfaction des «client»,...)

Les mêmes agents pour un territoire donné pour éviter de répéter 3 fois la même chose pour un même dossier

Au titre de la solidarité, pourquoi ne participent-ils pas à l'assurance chômage ? Nous participons bien à leurs retraites avec nos impôts !

Supprimez toutes les lois qui ne servent à rien (cad ne sont jamais appliquées). Simplifiez, les normes, codes, procédures trop nombreuses et trop complexes, voire inutiles ou redondantes

Beaucoup sont efficaces, mais parfois difficilement disponibles. N'y a-t'il pas trop d'absentéisme parmi les autres, les services, en particulier territoriaux, sont-ils gérés avec la rigueur qu'on connait en entreprise?

plus d égalité entre le public et le privé pourquoi les personnes en CDD dans le public ne perçoivent pas la prime de précarité et la prime de fin de contrat en plus quand on est 19 ans en CDD sans cesse renouvelé

Il faut changer les mentalités pour passer d'une culture de la satisfaction exclusive du fonctionnaire à la satisfaction du client ce qui n'exclut pas la satisfaction du fonctionnaire. A titre d'exemple je dirai que la comparaison entre Colissimo et Amazon est cruelle...

-30% en volume/cout/personnes

La formation de l'administration est trop différente des formations du privé, cela engendre des postures et un vocabulaire qui n'est pas partagé avec les citoyens d'où beaucoup de problèmes de communication, donc de l'insatisfaction, du temps perdu et par conséquent des coûts supplémentaires !

En stoppant en premier lieu la casse du service publique. En revoyant ensuite la priorité à donner à nos services publiques : transport, agriculture, énergie doivent être développés alors que la défense nationale n'a plus lieu de perdurer sous cette forme dans le contexte d'une armée européenne.

Les formations de bases ne sont en moyenne pas mauvaises . Il y a par contre une baisse de la compétence technique lié à l'abandon des missions qui entraient en concurrence avec le secteur privé. Il y a aussi une baisse de la conscience service public et des devoirs que ce service impose à chaque agent aussi bien de l'Etat que des collectivités. Je répète ma réponse à la question du transfert de compétences nouvelles aux collectivités territoriales Il faut d'abord améliorer l'efficacité des services. La gestion des carrières est fait sur la base principale de la mobilité fonctionnelle et géographique et non prioritairement sur l'efficacité dans l'exercice des fonctions . Beaucoup trop de chefs de services sont nommés non pas en fonction de compétences mais en fonction d'un diplôme initial. Il y a toujours un corporatisme auto protecteur au détriment de la reconnaissance de l'efficacité. Il faut instaurer dans les services un esprit de gouvernance et de recherche permanente d'efficacité. Nombre de personnels sont démobilisés et assurent simplement les tâches confiées parce que leurs hiérarchie à tous les niveaux ne leur permet pas d'être force de propositions pour améliorer le fonctionnement du service. Pour avoir travaillé aussi bien avec du public qu'avec du privé j'ai trouvé la même proportion de personnes dynamiques et motivées comme de «fumistes» dans les 2 domaines. Le statut protecteur du fonctionnaire est une nécessité pour défendre l'intérêt général face aux pressions en tout genre des intérêts particuliers ou politiques. En contrepartie le fonctionnaire doit être animé d'un sens du service public et de l'intérêt général à tous les niveaux. Il a le devoir d'être force de proposition permanente pour l'amélioration du service , mais sa hiérarchie doit l'accepter et l'encourager ce qui est trop peu souvent le cas. Combien de procédures inutiles pourraient être remise en cause, combien de dysfonctionnements pourraient être évité. Il faut apprendre des erreurs et mettre un processus correctif en marche pour chaque erreur. Il est par exemple inadmissible de revoir des erreurs de verbalisations d'un tracteur au cœur de la capitale = l'erreur s'est produite, on l'analyse, on rectifie. Il est inadmissible que des agences de paiement créé par l'Etat pour payer des subventions ou aides diverses de l'Etat deviennent un frein au règlement des dossiers . Il est inadmissible de renforcer la lourdeur des procédures administratives et comptables pour «empêcher» les détournements . L'ajout de procédure alourdit une majorité de dossier pour une minorité de détournement. Il faut contrôler l'efficacité (et non la procédure) à posteriori et être sans pitié pour les abus volontaires . Le pointage dans les administrations a favorisé les fumistes qui savent détourner un système et en tirer parti (ils n'en font pas plus et trouvent en plus le moyen de récupérer) et découragé les plus travailleurs qui voient bien les nouvelles contraintes au détriment de l'efficacité. Arrêtons de nous focaliser sur les éléments négatifs trouvons les moyens de renforcer l'efficacité des agents. Les fumistes seront obligés de s'adapter à un système qui tire vers le haut . L'émission PATRON INCOGNITO est intéressante dans son esprit. Elle met un dirigeant dans la peau d'un stagiaire qui exécute et qui peut observer les points d'améliorations. L'état d'esprit n'est pas de fliquer mais de rechercher les points améliorations possibles

performance, mérite et formation sur accueil, écoute, bienveillance

L'administration parait toujours lointaine et pas toujours au service des usagers. Chaque service peut réfléchir à cette question et s'améliorer

Les services en ligne sont à généraliser, mais en s'assurant préalablement que cela fonctionne. Pour un changement d'adresse sur une carte grise, il m'a fallu près d'un an de délai, sans savoir si mes demandes étaient prises en compte, avec des messages indiquant que ma démarche ne pouvait se faire en ligne, mais sans donner la possibilité de faire autrement (aucun contact possible avec la préfecture, pas d'aide en ligne ...) Il faudrait systématiquement qu'un contact téléphonique ou d'aide en ligne avec un interlocuteur HUMAIN soit mis en place.

En exigeant des fonctionnaires compétence et efficacité.

Faire preuve d'intelligence en privilégiant le fond à la forme vis-à-vis de la réglementation.

Chaque agent administratif devrait avoir une formation en psychologie et être formé à l'écoute du public. Si les usagers sont souvent agressifs, c'est parce qu'ils ont l'impression de ne pas être écoutés.

Ne plus recruter à vie sur concours ....

Plus de responsabilité au niveau du terrain

l'administration doit se simplifier de facon a ne plus decourager les citoyens a solliciter les services plublics

Il faut mieux une personne très compétente que 10 qui regardent...

peut être dans les écoles de l'administration, moins passer de temps a apprendre le règlement mais comment l'appliquer intelligemment.

communication entre les services

Sans vouloir supprimer l'ENA, a-t-on besoin de toujours en sortir pour être un bon gestionnaire ou un bon représentant des citoyens ? Diminuer le nombre de Sénateurs et de Parlementaires. Sanctionner financièrement les Sénateurs et/ou Députés qui ne sont pas assidus à leur fonction ni suffisamment efficients, à l'exemple des membres du CESE, qui ont une retenue sur leur rémunération en cas d'absentéisme. Supprimer totalement les avantages en nature à vie (ex. gardes du corps et voiture de fonction) des ex-Ministres, Députés ou Sénateurs. Un exemple cuisant : « frais d'obsèques » des députés, sénateurs et leur famille, voire même de ceux qui ne sont plus en exercice !!! Ils ont fait assez d'économie pour se payer leurs obsèques ! Coût 1,5 M€ en 2017(Le Figaro 17/03/2018). Verse-t-on 2.350 € pour les obsèques d'un simple salarié ou d'un retraité ??

Créer plus d'écoles de formation. Les affectations immédiatement à la suite d'une réussite aux concours conduit à des agents mal formés (notamment chez les A et B).

Décentraliser et responsabiliser. RAS sur la formation.

FERMER L'ENA et la remplacer par une école d'application à laquelle les hauts fonctionnaires les plus méritants pourraient avoir accès au bout de dix ans. Sauf cas particuliers (enseignants, personnel de santé, ...), privilégier le recrutement d'agents ayant exercé au moins 10 ans dans le privé.

En l'allégeant et en responsabilisant les fonctionnaires. En matière de Justice, je pense que les juges devraient être responsables de leurs décisions. Je ne comprends pas qu'une peine prononcée par un jury ne soit pas systématiquement appliquée: rôle du juge d'application des peines.

Je me limiterai au cas de l'Education nationale que je connais bien. Dans l'éducation nationale, les classes de primaire sont surchargées alors que les bureaux académiques sont copieusement dotés d'agents administratifs , conseillers divers, chargés de mission, groupes de travail, ...qui n'ont pour la plupart aucun impact tangible au quotidien sur la réussite des élèves. Des conseillers pédagogiques sont mêmes affectés dans chaque circonscription pour «aider» les enseignants du 1er degré. Faut-il rappeler que les enseignants du 1er degré dont désormais des bacs + 5 (et non titulaire du certificat d'étude comme il y a 60 ans) au même titre que les enseignants du second degré qui n'ont pas ce genre d'»aide». On gagnerait beaucoup à affecter ces pseudos conseillers et autres chargés de mission dans les classes. Il n' y aurait ainsi aucune nécessité à recruter des professeurs supplémentaires...

Suppression de l'ENA qui forme des technocrates sans capacités managériales éprouvées et qui cultive l'élitisme social.

Que l'on ne puisse pas être fonctionnaire à vie, obligation de changer de poste tous les 5 ans maximum

Etre tournés service client, pragmatisme, simplification et formation au digital

Trop de fonctionnaires dans les bureaux et les administrations, pas assez de fonctionnaires sur «le terrain». Trop de gens payés pour des taches inutiles ou des doublons dans les bureaux pour diluer les responsabilités.

Revenir à la semaine de 39 heures (puisque les 35 heures sont payées 39 !)

Il faut contrôler en continue les processus et les problèmes

Travailler sur la flexibilité des fonctionnaires : accompagnement au changement. Relation «client» : prendre conscience que les citoyens payent leur salaire.

Supprimer l'ENA qui crée une caste qui se pense supérieure et «propriétaire» de la France , voire de l'Europe , en lieu et place des citoyens

Nommer les meilleurs lauréats sur des postes de terrain !

sortir de l'état d'esprit fonctionnaires (horaires, procédures...)

Chaque administration a ses problèmes spécifiques et ce qui est bon pour l'une n'est pas forcément bon pour l'autre.

les fonctionnaires doivent faire un stage de formation dans une entreprise privée. Qu'ils travaillent 35 h comme tout le monde !

Je ne suis pas compétent sur ce sujet

Ils devraient faire des stages récurrents dans le privé pour comprendre comment cela fonctionne et mieux nous servir.

Regrouper les administrations pour aller vers des guichets uniques par objet, comme c'est déjà le cas pour le dossier santé, accessible par tous les acteurs, expérimentation très positive sur mon territoire.

Il convient de supprimer l'ENA qui forme des hauts fonctionnaires incapables depuis des décennies de gérer correctement la France Donner plus de pouvoir contraignant à la Cour des Comptes dont les rapports sont classés sans suite. Si ces rapports ne servent à rien, il faut la supprimer car quelle est donc son utilité?

la formation : je ne sais pas ; le fonctionnement certainement en adaptant les services de l'Etat aux besoins des citoyens

Il faudrait que les services soient plus accessibles, plages horaires plus larges, agents mieux formés à l'accueil du public de visu ou par téléphone.

trop vague la question

suppression des couches managériales, numérus closus strict sur les hauts fonctionnaires

L'ena devrait s'inspirer de certaines regles de Gestion du privé, : budget, RH, controles internes... il y a du travail

Il faut un fonctionnement plus simple, moins vertical et plus pragmatique. Il faut mieux former les fonctionnaires (il m'est arrivé plusieurs fois que l'agent en face de moi ne connaisse pas la réponse à ma question, notamment aux impôts !!)

L'Etat a tellement délégué aux Régions la gestion de cette administration qu'au final , il y a eu une érosion des services administratifs ne répondant plus à la demande de certains administrés

Noté en tête de chapitre

Le système de recrutement par concours, de quasi absence de reconnaissance et/ou de sanctions envers l'investissement du travail du fonctionnaire dans son métier et de garantie de l'emploi à vie conduit à ce que de nombreux fonctionnaires ne s'investissent pas correctement dans leur métier, ce qui nuit gravement à l'efficacité des administrations. Ce sont les fonctionnaires consciencieux, et heureusement il y en a beaucoup, qui pallient tant bien que mal aux carences de leurs collègues et qui font que malgré tout, les administrations délivrent plutôt convenablement leurs prestations, mais à des coûts anormalement élevés. Pour remédier à ces défauts je préconise : ☐ De mettre en place un vrai système d'entretiens individuels des fonctionnaires basé sur l'appréciation des résultats obtenus par la hiérarchie et qui conditionne l'évolution professionnelle du fonctionnaire (avancement, possibilités de progression de carrière). ☐ De décentraliser la gestion des personnels au plus

près du management des agents. Il n'est pas normal que l'avancement d'un fonctionnaire dépende principalement de critères administratifs liés à l'ancienneté dans le grade et à la cogestion avec les syndicats au niveau national alors que les résultats obtenus dans le travail quotidien entrent peu en considération. ☐ De revoir le fonctionnement des concours internes permettant la promotion des agents. Au lieu d'un examen basé uniquement sur un dossier administratif et d'une présentation à un jury, il est indispensable de prendre en compte le jugement des managers du quotidien sur la capacité du fonctionnaire à exercer ses fonctions et à évoluer vers des fonctions plus complexes. ☐ De mettre fin à la garantie de l'emploi à vie des fonctionnaires. En effet, un fonctionnaire inefficace doit pouvoir être sanctionné et si nécessaire licencié comme n'importe quel autre salarié. ☐ De supprimer à nouveau le délai de carence en cas d'absence pour maladie. La mise en place de cette mesure avait fait fortement reculer l'absentéisme de nombreux fonctionnaires qui obtenaient des certificats médicaux de complaisance.

Revoir la formation des hauts fonctionnaires, qu'ils ne soient pas tous issus de sciences po, l'ENA ou l'Inet. Et assouplir.

en responsabilsant nominalement le responsable de votre dossier,l'administration ça n'existe pas... il n'y a que des hommes et des femmes payés pour efffectuer un travail, la grande majorité le fait tres bien mais certains sont inconséquents... «fonctionnaires» dans le sens rond de cuir de courteline

plus de transversalité

Alléger les structures en dématérialisant les échanges.

En hiérarchisant les fonctionnaires sur d'autres critères que l'ancienneté. En redonnant toute la noblesse d'une fonction «au service du public». En faisant qu'ils bénéficient eux aussi du droit à l'erreur en contrepartie d'une mission objectivée des fonctions qu'ils ont en charge.

Apprendre à Responsabiliser les fonctionnaires

il faut rendre les personnels plus polyvalents.

Adaptation au monde du digital

Bonjour il faut tout revoir les diplômes , les accréditations , le temps de travail .

En la soumettant à la vonlonté du peuple qui dirigera par le référendum d'initiative populaire. En supprimant la bureaucratie qui nous étouffe . En réduisant le nombre de fonctionnaires. En supprimant l'Ena

meilleur formation des agents pour une meilleur compréhension de besoin et explication. Accompagnement des personnes. Les personnes devrait avoir un comportement comme dans le privé, attente de résultat, satisfaction du client, réponse le mieux possible et le plus rapidement possible.

Le principe du concours [pour intégrer un corps administratif) est à remettre totalement à plat.

Que chaque fonctionnaire travaille au moins 15 jours dans le domaine privé, pour comprendre ce que vivent les citoyens qui travaillent.

Pour la formation, un exercice d'empathie s'impose. Imaginez-vous dans la peau du demandeur et posez-vous une seule question: que puis-je faire pour traiter cette demande le plus simplement possible, et pourquoi pas faire le tout avec le sourire.

Supprimer les postes de fonctionnaires qui sont en doublons ou qui ne servent à rien (tâches administratives inutiles).

Pour le fonctionnement, accompagner plus de décentralisation par plus de déconcentration. Il y a trop de gens en administration centrale et pas assez dans les services déconcentrés. Pour la formation, chaque administration a ses écoles. J'ai l'impression qu'elles sont d'un bon niveau. Il y a de + en + de synergie entre elles. Donc revoir la formation, je ne crois pas même si on peut toujours l'améliorer.

Étudier, comme au Canada ou en Suède notamment, les services qui peuvent être privatisés. La télétransmission de l'ensemble des données de la Part des contribuables, particuliers et entreprises, aurait dû permettre une réduction plus importante du nombre de fonctionnaires. Le temps de travail des fonctionnaires doit été augmenté et se caler sur ceux du privé. Supprimer le statut des fonctionnaires, sauf concernant le régalien.

L'ensemble du personnel doit être objectivé en définissant les moyens et les résultats attendus. La rémunération de tout le personnel de la fonction publique et leur avancement doit être au mérite et en fonction des résultats et non plus à l'ancienneté. Supprimer tous les postes qui peuvent être informatisés et ceux qui ne permettent pas d'avoir un équivalent temps plein toute l'année.

Formations à donner aux fonctionnaires pour qu'ils soient plus à l'écoute du public

Développer la polyvalence, la qualité du contact avec l'usager, l' autonomie plutôt qu'un formalisme tatillon, la réactivité (on ne doit pas passer plus de temps à parler de la complexité et la charge de travail que de faire le travail en lui même)

Les obliger à faire des «clients» mystères devant les administrations pour découvrir par eux mêmes l'ensemble des soucis que nous rencontrons

Par une formation au mangement des cadres. Par plus de décentralisation. Par une évolution de carrière au mérite et plus par ancienneté.

En simplifiant les procédures et la législation

Amélioration de l'efficacité, culture du résultat...

Instaurer une culture du résultat. Manager l'administration comme une entreprise Mettre fin à certains privilèges des fonctionnaires qui favorisent une certaine inaction du système

L'obs

ouvrir l'administration au monde extérieur . pour cela il faut mettre fin au régime fermé cloisonné de la fonction publique . il faut plus de passage du public au privé . pour cela mettre tous au même régime. on ne veut pas d'emploi à vie , mais des emplois utiles à tous.

Rendre l'administration intelligente et ne pas l'enfermer dans des procédures rigides qui excèdent.

Réduire le temps de formation des fonctionnaires dans les écoles après réussite de concours (et les supprimer dans certains cas) afin qu'ils se forment davantage sur le terrain que de manière scolaire.

Je connais mal le sujet mais il mes semble que certains services manquent vraiment d'organisation et d'efficacité

Comme le font les entreprises .... car elles n'ont pas le choix , sinon elles meurent.

bonne formation et information sur le fonctionnement de l'ensemble des services d'une structure

Il faudrait y mettre plus de marge de manoeuvre, de capacité à inventer, sortir de l'encadrement délétère, responsabiliser

Une fois de plus, il est impératif que le fonctionnement de l'administration change : ouverture 7 H - 20 H du lundi au samedi. Que les fonctionnaires soient jugés sur leur performance, leur savoir faire et leur savoir être. Cela ne peut passer, à mon sens, que par la suppression de ce statut de fonctionnaire à vie, avec des privilèges que le privé n'a pas. Enfin moins de fonctionnaires, moins de privilèges, mieux rémunérés : un pari gagnant

éviter les couches dans les services

en simplification

simplification

Vers une culture de la responsabilité et de l'intelligence. Une organisation plus horizontale, avec un système de recours permettrait aux usagers d'être mieux servis at aux fonctionnaires de retrouver (car parfois ils ne le voient plus), le sens et l'intérêt de leur travail, dans le cadre des valeurs du service public (respect des personnes, équité...). Et plutôt que d'individualiser les résultats et instaurer des primes individuelles au mérite, valoriser la coopération, l'entraide, la réussite collective.

apparament dans les administrations une personne qui a demandée d'être mutée, l'ai même si aucun fonctionnaire compétent n'est là pour la remplacée d'ou tous ces problèmes de contradiction

Statut des personnels : seuls les personnels ayant une fonction régalienne (police, justice, armée, finance) conservent le statut de fonctionnaire actuel. Pour les autres administrations : Collectivités locales, Hôpitaux, Education nationale Pour tous les organismes para-publiques tels Banque de France, DGAC, Audio visuel etc..... Pour toutes les Sociétés où l'état est actionnaire majoritaire tels EDF, SNCF etc..... les personnels auront un statut d'agent publique avec contrat de travail se rapprochant au plus prés de celui du secteur privé, renouvelable, sans garantie à vie, ni avancement automatique, et avec rémunération au mérite. Il faut s'inspirer des modèles européens actuellement en vigueur (Suéde, Suisse, Allemagne, Italie)

En y mettant des effectifs suffisants. Limiter les technocrates. Former à la polyvalence.

Les horaires et les jours d'ouvertures ne sont pas adaptés à une vie active (exemple : service des impôts) Moins de procédures. Conditions d'attentes inacceptables en préfecture pour les émigrés (files interminables dehors, dans le froid ou sous la pluie ou en plein soleil).

Chaque question doit obtenir une réponse appropriée. Se débarrasser du problème n'est pas u'e réponse admissible. Améliorer la communication juste,comme en Suisse par exemple

Possibilité de renvoyer les fonctionnaires si non performants

Dans le sens de l'efficacité, l'amabilite, la disponibilite; l'administration devrait nous considerer comme un client, et non comme un utilisateur... devoir garder une clientèle, c'est satisfaire pour que le client revienne...

Ne pas critiquer les énarques (c'est très à la mode et démagogue) mais réformer l'enseignement à l'ENA pour leur donner une expérience de terrain (en liaison avec la sphère privée).

Fin des concours Ce n'est pas parce que l'on est scolaire que l'on est un bon agent

améliorer surtout les répondeus téléphoniques (pour éviter les crises de nerfs) et diminuer les services en 08 peu fréquents d'ailleurs dans l'administration

Il faut que l'administration ne parle plus d'usagers comme de citoyens soumis mais comme de clients à qui elle doit un service. Prendre en compte l'aspect humain dans la formation et donner à chacun des marges de manoeuvre pour qu'un «conseiller» ne puisse se retrancher fréquemment derrière les consignes. Permettre aux conseillers de pouvoir contacter rapidement des décideurs formés.

des stages en entreprises , chez les artisans , sur le terrain

L'ENA me parait hors sol. Je propose que la première année de l'ENA, ils vivent avec un smic, travaillent au bas de l'échelle, et vivent en HLM. Je précise que je suis ancien élève des grandes écoles mais que la vie m'a mis au contact de milieux très divers couvrant tout le spectre.

Diminuer le nombre de fonctionnaires dans les ministères et certaines collectivités territoriales

une organisation plus simple avec un vrai management des ressources humaines et une priorité aux fonctionnaires en contact avec les publics en réduisant les frais de structure (immobilier, logistique, fonctionnaire sans mission productive (ex : le nb de professeur sans élèves))

Suppression de l'empli à vie; permettre passerelle public / privé.

par l'effet d'usage de la pratique qui enfreint les règles en respectant toutefois les valeurs édictées par la loi

Plus de simplicité, du numérique agréable et efficace.

Simplifier le fonctionnement, limiter la hiérarchie, responsabiliser les fonctionnaires.

Formation continue valorisation d'aquis projet professionnel ou extra professionnel de formation soutien pedagogique et ou logistique

supprimer la fonction publique, que tout le monde puisse postuler sur des offres d'emplois - que la fonction publique intègre le droit du travail comme toutes les entreprises

Les fonctionnaires devraient passer une partie de leur carrière dans le secteur privé, et spécialement des cadres administratifs. L'aptitude professionnelle devait faire l'objet de bilans périodiques et non d'une simple évaluation par le supérieur hiérarchique, qui peut être tenté d'acheter la paix sociale par des évaluations peu connectées à la réalité.

En se basant sur le principe de l'État employeur unique, sans statuts spécifiques aux ministères

En faisant des stages dans le privé

Désclérose le recrutement, ouvrir les postes à tous et pas de réservation de poste par concours. Favoriser la compétence et la motivation

Stages en entreprises

plus de compétences et moins de fonctionnaires il suffit de faire comme les entreprises, et que les gens qui le font aient bien conscience que le contribuable est un client sur internet tout le monde est jugé avec des avis pourquoi le contribuable ne peut-il pas juger l'administration en mettant des avis ? donner un avis sur internet sur un employé des finances, c'est pire que noter son boucher ?

en généralisant l'utilisation du langage «Facile à Lire et Comprendre» (FALC)

moins lourde moins de hauts fonctionnaires ,trop bien payés.

apprendre le contact avec le citoyens

réduire les strates administratives, moins de formalités plus d'autonomie.

Supprimer le classement de l'ENA et les castes afférentes.

Plus de partage avec le terrain et la «vie réelle» pour se mieux en appréhender les réalités et contraintes.

Il faudrait qu'in fine ils se rendent compte qu'ils sont au service de la société , payés par la société et qu'on n'est pas là pour les «servir». C'est une question d'état d'esprit que beaucoup de société enseignent.... «la culture client» Innoculez leur le virus du respect du client. La SNCF qui était une administration a progressé dans ce domaine. Faites les auditer, qu'ils envoient des questionnaires de satisfaction ce sera surement mieux que ce que je peux vous raconter ici.

En les responsabilisant beaucoup plus

Permettre des transferts publics / privés dans les deux sens plus facilement et en plus grand nombre.

nsp

Agent très mal formé car souvent, l'on peut contacter plusieurs d'entre eux et avoir des réponses différentes. Manque de pro-

fessionnalisme, d'implication et de motivation de la part des agents.

Ne pas être fonctionnaire « à vie » ce qui place les personnes occupant les postes dans une situation de « c'est-pas-grave-istes ». Leur emploi n'etant pas menacé... pourquoi le faire bien (voire mieux !). => sélection, formation, évaluation, reconnaissance, récompense.... un agent doit avoir des objectifs (réalistes) et doit les atteindre (comme dans le privé)

assurer une formation serieuse avant de mettre des agents au contact du public

Former les fonctionnaires à être ouverts d'esprit et au service de l'état et de ses citoyens

attention aux niveaux intermédiaires (petits chefs) pas toujours très bien formés suite à une promotion ou parachutés sans connaitre le fonctionnement des services avec comme seul but de rationaliser ce qui rend les exécuteurs mal à l'aise

L'administration doit rester l'élite de notre pays, c'est une force majeure que nous avons ou avions. Il faut donc que ce soit intéressant et valorisant de travailler pour notre pays, je suis donc contre la baisse des revenus pendant l'exercice des fonctions. La formation doit donc continuer à être du plus haut niveau. En revanche, cela doit s'accompagner d'une exigence du service de la France ce qui signifie que cette formation d'exception doit permettre d'aider les citoyens et les fonctionnaires de terrains à travailler ensemble pour une société plus juste. Cela doit servir à contrer les attaques permanentes du privé visant à satisfaire les souhaits de quelques uns contre l'intérêt général. Si nos élites ne le sont plus, l'Etat disparaîtra et on s'appellera bientôt la France Groupama, le pays des Droits de l'Homme Conforama.

Plus de promotion au mérite avec un mérite évalué à 50% par les usagers.

Formation des personnels en particulier lors de promotions internes

Besoin d'expliquer le rôle des administrations: le service public est au service du public et nous pas l'inverse. Les entreprises et les citoyens ne sont pas au service des administrations.

Ne plus recruter sur concours et faire comme n'importe qu'elle entreprise

Mettre une évolution au mérite Obligation de résultat Arrêter l'évolution uniquement basé sur un système de concours interne Plus de transversalité entre le public et le privé (et réciproquement) Supprimer l'ENA pour ne pas mourir de cosanguinité Obligé des stage en industrie de type ouvrier dans toutes les écoles menant à la fonction publique pour voir «la vraie vie»

faciliter les passerelles et l'adaptabilité des agents afin de diminuer les effectifs dans services qui ont trop de personnel au profit de ceux en fort développement

Développer le passage de savoir entre les générations de fonctionnaires, ne pas laisser partir sans capter les savoirs et les expériences terrain des anciens ou des plus expérimentés Donner plus de valeur aux agents de terrain et leur demander d'être des formateurs pour leurs pairs

On parle encore et toujours de la lourdeur des formalités administratives, peut être y aurait il quelque chose à faire ?

ouvrir des passerelles public/privé redorer l'image des agents publics

Une formation de qualité et tout au long de la vie. (Chose qui devrait être fait aussi bien dans le publique que dans le privé)

Moins de paperasse, moins de jargons, des reponses concretes et rapides.

Surtout pour la haute administration c'est gens sont totalement hors-sol ...

Simpliifier le codes adminstratif, centraliser les demandes (un seul guichet) Diminuer le nombre de personnes backoffice s'occupant des profs de l'education nationale (1personne pour 3 profs vraiment n'importe quoi en terme d'efficacité et de budget)

Qu'ils puissent se former en continue pour pouvoir répondre à toutes les questions posées

d'abord en leur apprenant qu'ils ne vivent que grâce à, l'argent que l'économie privée (donc les entreprises) génère et qu'à ce titre ils sont responsables de chaque euro dépensé, comme si c'était le leur et non une manne illimitée qui tombe du ciel en leur appliquant des formations responsabilisantes et ouvertes sur le monde réel; par exemple que les enseignants soient obligatoirement en stage en entreprise pour savoir ce que c'est réellement.

Donner plus de liberté pour les changement de carrière aux recruteurs Arrêter les notions de points pour pouvoir changer de poste. Mettre en place l'évaluation de manière plus courrante

caler le fonctionnement sur celui d'une entreprise privée (horaires, obligations de présence, obligation de résultats, bilan annuels, bilan de compétences, licenciements en cas de défaillance ou d'improductivité

Certainement pas en supprimant des postes de fonctionnaires. L'administration est tellement complexe et lourde que nos fonctionnaires dépensent un temps et une énergie consternante à «nourrir» la machine bureaucratique. Je travaille dans la recherche scientifique en charge d'un service DSI. L'administratif me phagocyte 40% à 50% de mon temps, ce qui parasite totalement mes missions d'origine (projets à destination des chercheurs, etc.). Il faut le vivre pour comprendre le délire total dans lequel on vit.

question trop ouverte

Comment l'Etat et les collectivités territoriales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ?

-creation de services publics en zone rurale (maternités, tribunaux, CAF, point d'acces aux droits...) -revoir l'amplitude horaire d'ouverture des guichets (le soir)

En créant une police et justice efficace et douloureuse en matière de fraude

PLUS DE PROXIMITE

Dans les secteurs ruraux, valoriser l'agriculture locale, augmenter la prise en charge des déplacements pour le motif travail en plus de la prime employeur Dans les secteurs urbains post-industriels requalifier la main d'œuvre par un accompagnement en soutien financier et en formations des métiers en manque de main d'œuvre Dans les secteurs urbains en périphérie des grandes agglomérations : remettre la République en centre des quartiers -> renforcer les moyens humains et financiers sur l'école dès la petite enfance, renforcer l'enseignement de la laïcité et ne pas tolérer les enseignements religieux antirépublicains, accompagnement des chômeurs sur la formation des métiers en manque de main d'œuvre, accélérer la requalification urbaine et le désenclavement par les transports publics Dans les quartiers avec divers trafics (drogue, armes) : envoi de l'armée en remplacement de la police

Si l'etat Doit être stable, les collectivités territoriales (les élus) devraient être sanctionné par des votes de défiance ou confiance annuellement

Regrouper les services sur les communes les plus isolées ou développer les bureaux mobiles avec des jours de passage dans les communes

En écoutant plus les habitants des territoires.

En aidant à la création d'entreprise dans ces lieux et en apportant des solutions concrètes. Supprimer aussi définitivement les zones de non droit qui pourrissent la vie des citoyens qui demandent qu'à vivre sereinement

Avoir des fonctionnaires plus compétents, et quand ils le sont su'ils Soient moins empêchés par leur hiérarchie et les complexités administratives

Eviter les doublons, limiter la course aux emplois de fonctionnaires territoriaux

Ne financer que des choses utiles, et donc avoir une procédure d'évaluatuion couts / bénéfices systèmatique

Résoudre surtout les problèmes de mobilité liés à la désertification des services publics. Bus itinérant, réseau téléphonique digne de ce nom et connexion internet rapide.

développés les cursus scolaires, ainsi que le changement d'orientation, une meilleur prise en charge dans les projets professionnels.

Avoir une approche cohérente par territoire(même objectifs) et un déploiement rapide (électrochoc) en centralisant l'action proche du terrain et en ne respectant pas forcement l'ensemble des procédures administratives standard, etre dans une sorte d'état d'urgence et de gouverner par ordonnances pour le territoire.

Plus de personnel dans ces territoires

En nous laissant plus de liberté.

Les mairies ont souvent du sureffectif : utilisons-les comme relais de l'état au lieu de les rémunérer pour faire acte de présence. La poste pourrait être hébergée en mairie dans les petites communes (et dans des magasins comme en Angleterre) et/ou servir de transport de marchandises ou passagers (comme en Suisse)

Diviser par deux le millefeuille administratif (aujourd'hui 8 couches dépensières de l'Europe à la Commune). Leur but ne doit plus être de dépenser pour se faire réélire, mais de baisser les impôts. Halte à l'inflation des services (ex. balisage des sentiers de randonnées autrefois bénévole), au «tout gratuit», que chacun paye au moins un peu pour se rendre compte. Ne plus dire dans les médias ou sur les billets gratuits, «l'Etat doit payer» ou «Service Gratuit» mais «OFFERT PAR LES CONTRIBUABLES».

En prenant connaissance et conscience des problèmes, en écoutant les doléances de la population touchée. En prenant des décisions fermes, appliquant la loi partout sur le territoire, force doit rester à la loi ! En ne laissant plus les quartiers, les villes mourir...

Pour chaque mesure nouvelle, il faut en évaluer l'impact (en concertation avec des citoyens) et mettre des moyens pour les accompagner

En premier lieu il ne faut pas se voiler la face, l'urbanisation se poursuit de façon irréversible depuis le XIX ème siècle. Elle conduit à la concentration de 80% de la population dans les 20% du territoire que représentent les zones urbaines et à la dissémination des 20% restants de la population sur 80% du territoire. Tous les citoyens ont droit à des services publics de qualité mais les solutions ne peuvent pas être les mêmes en zone urbaine et en zone rurale. Les solutions (transports, écoles, soins médicaux, postes commerces...) doivent être définies au cas par cas au plus près du terrain d'où la nécessité de la décentralisation.

L'Etat doit garder un rôle de contrôle (garant) et de répartition des moyens entre les territoires car tous n'ont pas les mêmes ressources ni les mêmes problèmes.

En communiquant entre eux et en se répartissant lisiblement les compétences.

En créant ou laissant créer des territoires d'expériences avec les intercommunalités., alors qu'on fait l'inverse sous prétexte d'empilage administratif. La création des métropoles sous prétexte de non empilage de structures fait ou fera disparaître des structures qui étaient beaucoup plus efficaces créatives et réactives qu'une métropole. L'exemple du syndicat mixte des Monts d'Or devenu plainesmontsdor http://plainesmontsdor.com/ est un exemple de structure qui a montré sa pertinence et son efficacité dans la gestion d'un espace périurbain dans la métropole lyonnaise. Les territoires en difficultés le sont en raison de la concentration des services des équipements dans les villes et métropoles qui ne pensent qu'à grossir. Il suffirait d'additionner les chiffres d'objectifs d'accroissement des populations dans les schémas directeurs (SDAU) pour comprendre que la pompe aspirante des populations est incompatible avec les défis des territoires en difficulté. On concentre dans les villes les populations en générant des dysfonctionnement non maîtrisés (transport, pollution ,besoins en logement, ...) On favorise l'égocentrisme d'élus dans ce qu'ils considèrent comme leur royaume sans partage. On doit raisonner équilibre et bien être, pas concentration . On doit raisonner en réseau et pas en pôle concentré unique. Les «nouvelles « technologies permettent la déconcentration et le permettrons encore plus. Il faut renforcer de façon volontariste les services publics, les implantations économiques dans les territoires en difficultés. Ils ont une force irremplaçable une qualité de vie potentielle extraordinaire (pas de pollution, pas d'embouteillages, pas de problème de coût de logement, ...). Encore faut il que villes et métropoles ne les étouffent pas . Comme on le fait avec les parrainage avec des communes de pays étranger on devrait créer un parrainage avec les territoires en difficultés pour recréer une activité , des services et une vie dans ces territoires. On a depuis des décennies une culture urbaine hégémonique et sans partage qui s'est développé. On a reconstitué avec les métropoles le système centralisateur national. On a une perception du territoire qui est la ville avec des espaces périphériques de loisirs , parfois avec une petite pensée pour une production agricole et très peu pour une production forestière. On idéalise la nature sans se poser les questions d'impact, de capacité d'accueil compatible avec la qualité du milieu (Saint Gervais au pied du Mont Blanc commence à en prendre conscience, mais Chamonix de l'autre côté non, les Gorges de l'Ardèche totalement appropriée par les canoës dont le surnombre n'a toujours pas réveillé les consciences sauf celle de mobiliser des pompier sur les rochers des rapides pour éviter les accidents ....) Quand on pense espace naturel, protection de la nature on pense agir en favorisant et «organisant» la fréquentation du public. Combien d'élus en charge de l'environnement se sont considérés efficaces pour «protéger'» l'environnement en organisant cette fréquentation par une signalétique, en organisant des journées propreté ou patrimoine. Il y a un déficit culturel profond sur la vie d'un territoire et le fonctionnement d'un écosystème.

suppression des étapes intermédiaires

Les services publics doivent être renforcés dans ces territoires (sur le modèle du dédoublement des classes dans les ZEP)

Analyse de fond des problèmes soulevés et rapidité d'action de résolution.

Il faut avant tout faire l'effort de recenser les besoins et casser l'impression d'isolement. L'initiative de la Poste pour prendre

des nouvelles des personnes âgées isolées pourrait servir de modèle.

Créer un dossier unique accessible à toutes les administrations d

simplification du mille feuille AVEC réduction des gens inutiles. la sont les véritables économies. et peut être la dotation aux régions devraient 'elle calculée, pas que sur le nombre d'habitant, mais avec sa surface et les routes, électricité etc?..dont elle a besoin. Chaque région (comme une entreprise) devrait faire un budget prévisionnel qu'elle soumettrai a état qui serait garant de son bien fondé. les dotations se baseraient dessus.

On doit renforcer la présence des services publics (santé, transport, poste...) dans les territoires ruraux. Dans les territoires atteints par des forts taux de chomage, c'est la présence de plus d'agent de Pole emploi qui doit être renforcée.

par le partage et l'écoute. Plus de décision arbitraire avec des quotas décider selon les instances parisiennes (fermeture de classes dans les villages par exemple)

Avoir une politique de «repeuplement» des territoires isolés par une défiscalisation temporaire et finaliser rapidement la communication par Fibre Optique dans toutes les zones défavorisées.

Avoir une culture d'entreprise ; traiter l'usager comme un client et donc satisfaire ses demandes sans lui imposer un parcours du combattant.

La LOLF a déjà conduit à de grandes avancées. Créer plus d'interfaces de communication entre les collectivités et les services déconcentrés.

Adapter le maillage en fonction des spécificités et de la géographie. Par exemple le département pourrait être supprimé (ou limité à une simple représentation locale de l'état) dans les département très urbanisés (grandes métropoles) mais maintenus voire renforcés dans des département de grande taille et très ruraux (ex : centre de la France) ou économiquement fragiles.

Associer les citoyens aux débats sur l'aménagement du territoire, les politiques publiques, la fiscalité et plus généralement sur les tous les sujets qui les impactent au quotidien.

C'est le rôle du législateur

Meilleure réactivité. Adapter les moyens aux besoins.

Par l'incitation fiscale à l'implantation de services et d'industries

Éviter que les collectivités se chevauchent sur les compétences

cf. première question

Embaucher des gens compétents sur le terrain, limiter les contrats des fonctionnaires afin d'éviter des postes pourvus par des personnes non motivées qui se sentent protégées par leur status mais reste sans rien faire alors que nous avons en France des chomeurs qui ne demandent qu'à travailler !!!

Ne pas supprimer le contact aisé avec un humain compétent (abus de répondeur téléphonique...)

Je n'ai pas assez de connaissance pour répondre

Le numérique : couvrir les zones blanches, former et accompagner les personnes en difficultés

Sortir de la tutelle de l'union Européenne pour retrouver la souveraineté nationale et populaire

Par une contractualisation unique sur l'ensemble des sujets

Meilleure solidarité entre les collectivités et arrêt des dépenses inutiles (budget annuel à consommer sans nécessité flagrante comme les formations fantaisistes, afin de se voir attribuer le même budget l'année d'après).

regrouper les petites communes pour avoir une taille suffisante et pouvoir être gérée correctement. Il y a trop de communes en France par rapport aux pays voisins. il y a une taille critique pour créer un bassin d'emplois viable. Utiliser la poste comme service public global

Par le digital et le partage de compétences et services

Il faut délocaliser dans les territoires en difficulté le maximum d'administrations parisiennes. Il faut assurer une dotation à ces territoires qui tienne compte de leur pauvreté. Il faut tenir compte de la pauvreté des territoires (petites communes) avant de supprimer des aides (emplois aidés) ou de leur imposer des dispositifs qui les saignent à blanc (journée de 4,5 jours). Bref, il faut faire de la gestion différenciée des territoires et non prendre des mesures uniformes.

Se déployer à effectif constants en supprimant les doublons

Mutualiser les moyens et élargir les plages horaires des permanences

Sans doute en collaborant mieux, en étant plus réactifs, en communiquant mieux, en faisant des études sans attendre des mois les résultats et en ayant des circuits décisionnels plus courts.

être plus proche du terrain avec plus d'initiatives possibles

financement de grands travaux et de pole de compétitivité

Peut etre faut il responsabiliser les personnes, plutot que de vouloir les sauver. Mais pas simple. il faut des efforts des deux parties

agir sur la desertification de certaines regions

Le coût d'un service donné est plus élevé dans un territoire à faible densité de population si l'on veut qu'il soit d'un niveau équivalent à celui d'un territoire urbain dense. On peut cependant trouver des solutions pour réduire l'écart en créant des maisons du service public en zone rurale qui regroupent les services de différentes administrations d'état et territoriales. Bien sûr, le niveau d'expertise que nécessitent certains dossiers ne pourra pas être obtenu dans un lieu nécessairement généraliste, mais l'agent local devrait être l'interlocuteur responsable auprès de l'usager du bon aboutissement du dossier au sein des administrations. Ces maisons du service public pourraient être abritées au sein des mairies qui sont proches des citoyens. L'écart de coût restant entre les différentes zones devrait être financé par la solidarité nationale sous la forme de dotations différentiées permettant de redistribuer les impôts collectés selon les besoins des différentes zones.

Que les élus arrêtent de penser à leur intérêt personnel et s'intéresse davantage à l'intérêt public.

regrouper les communes trop nombreuses, supprimer un niveau le département.

Elargir les plages d'ouvertures des services grâce auxprocédures en ligne mais aussi enayant des interlocuteurs si nécesaires

Avec des solutions innovantes, type vidéo-conférences entre des administrations situées dans les centres urbains développés et des maisons de service public disposant d'une connexion dans des zones de campagne. Avec peut-être des obligations de service temporaire en zone rurale pour les médecins (type service national en entreprise). Et avec beaucoup d'imagination : l'adaptation fonctionnelle de la Poste est un exemple qu'on n'osait guère imaginer il y a 15 ans, même si aujourd'hui on a l'impression qu'elle sait tout faire sauf distribuer du courrier dans les conditions qui ont eu cours.

il faut repenser l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Il faut encore plus favoriser l'installation d'entreprises en zone de difficultés.

Si les agents des impôts font rentrer la fraude fiscale dans les caisses de l'Etat, on pourra améliorer les services de proximité en ayant plus d'agents de terrain.

Bonjour il faut tout reconstruire remettre en place des structures solides dans les territoires abandonnés , et mettre en place un service allégé dans les territoires mieux lotis .

Arrêter de favoriser Paris et les grandes villes. Faire un vrai Amenagement du territoire permettant le développement des zones rurales

En donnant les moyens financiers aux collectivités territoriales

Proximité, flexibilité, adaptabilité, performance

Ecouter les gens pour de vrai.

Je ne suis pas concerné

En étudiant chaque secteurs deux fois par an, par l'intermédiaire de nos élus de proximité.

Améliorer la disponibilité, la proximité et simplifier et limiter les procédures.

Pour les déserts, par les bus ou les points multiservices; Pour les zones de pauvreté genre banlieue, en assurant une densité plus grande de fonctionnaire plus expérimentés, en particulier en matière scolaire.

En créant des maisons de services publics dans des chefs-lieux de cantons

Par une meilleure prise en charge des déplacements pour les gens qui travaillent loin de leur domicile

suppression du sénat et réduction de la moitié du nombre de députés. la création de la métropole a rajouté une épaisseur au millefeuille et vient compliquer les relations avec l administration.

Les départements et régions devraient avoir plus d'autonomie pour appliquer les lois (ex : 80 km/h à appliquer par les élus locaux en fonction des zones accidentogènes ou pas)

Le bureau itinérant avec des agents administratifs très opérationnels dans les territoires isolés.

Donner des moyens et des ressources mais en demandant à ceux qui les recoivent de s'engager sur des résultats. Et donc ensuite évaluer les résultats.

Par la décentralisation. Faire confiance aux élu locaux qui doivent communiquer et écouter un peu plus les citoyens. Admettre que les lignes de chemin de fer ne sont pas forcement retables et les régions à forte populations devraient apporter leurs contributions financières aux territoires en difficultés.

En promouvant et multipliant les Maisons de service publics

Les territoires sont en difficulté car il y a une désertification à cause du manque d'accès: trains supprimés, bus supprimés et les personnes vont s'entasser en ville ce qui est bien dommage de ne pas profiter toute l'année de la campagne. Développer les bourgs avec les PLUI c'est bien si il y a bus ou et train pour aller au travail.

Mettre en place des échanges avec les citoyens afin d'identifier les besoins pour y répondre le mieux possible

culture du résultat

1) Support à apporter aux personnes qui maitrisent mal l'outil informatique. 2) Agents administratifs polyvalents et itinérants qui permettraient de couvrir les territoires mal desservis.

Arrêtons de penser que l'argent est la seule solution, la loi de la République doit s'imposer, partout et l'état doit protèger les citoyens et non laisser la racaille faire sa loi.

Courage Romain

revoir les rôles respectifs des départements et des régions «hollande» beaucoup trop grandes. peut-être faut-il a la fois supprimer ces trop grandes régions et regrouper des départements autrement dit supprimer et les grandes régions et les départements et refaire une carte des régions intermédiaires . pourquoi Rhones-alpes va de l'Auvergne à la Savoie????

Remettre des service publics groupés dans les territoires reculés

S'appuyer sur d'autres partenaires pour les points postes, permanences services publics,..

Je ne suis pas dans un territoire en difficulté .... mais peut-être faut-il faire comme les américains et délaisser certains espaces du territoire quand ils ne sont plus «viables» économiquement? Exemple; Chicago.

constitution de groupes de réflexion et de mise en oeuvre de projets en équipe

En partant sur le terrain en plus grand nombre pour recréer du dialogue et mieux comprendre les besoins, en créant des aides efficaces dont les effets sont suivis sur le terrain

Le pragmatisme est essentiel. Chaque région a sa particularité, il faut donner de l'autonomie à ces dernières

regrouper les services

En améliorant les effectifs de tous les services publics.

Mutualiser avec le service prive

Pour le citoyen, ce découpage doit être transparent : l idée d un lieu unique des services est excellente

Il faut que l'état puisse réguler afin de corriger des déséquilibres économiques (des systèmes de subvention à l'image des aides européennes accordés à des pays en cours de rattrapage). Mais attention, il faut aussi des contreparties.

Plus de moyens , plus d'autonomie, moins d échelons

fibre optique et internet partout

En mettant en place toutes une série de dispositifs de terrain tels que ceux évoqués plus haut (maison de services au public, bus de services itinérant, prises de rendez-vous, ...).

en diagnostiquant la situation , puis en présentant un plan d'action établi avec les élus locaux et des citoyens choisis

En réduisant le mille feuille des niveaux des administrations et en étant plus proches des citoyens

Rattachement à d autres collectivités

En formant les fonctionnaires amenés à traiter ces défis, et en leur permettant une vraie connaissance de terrain.

l'investissement sur l'avenir (formation, recherche...). Tolérance zéro sur les règles en vigueur. Cela peut passer par plus d'état (éducation, sécurité, justice...)

Culture de client et non de l'agent

En contribuant à organiser des comité de parrainage jeunes-retraités bénéficiant d'une subvention par domaine de difficulté remboursée à la collectivité territoriale si l'objectif n'est pas atteint au bout d'un délai déterminé.

La solidarité est une de nos valeurs, il faut prioriser les aides et les investissements vers ces territoires.

Réduire les délais de réponses, que chacun fasse son job !

Services, prevention et sécurité de proximité pluridisciplinaires. Initiés locales et citoyennes

En assurant une redistribution budgétaire permettant d'éviter de trop grandes fractures entre les territoires En laissant les rênes aux décideurs locaux, mieux aptes à apprécier les besoins du terrain, tout en assurant un contrôle afin d'éviter la corruption, la concussion et le favoritisme En accompagnant l'innovation en matière sociale et économique, notamment des néo ruraux. En assurant un égal accès aux infrastructures routières, de communication, de santé...

En indemnisant les transports pour accéder aux services publics et en donnant le droit de moduler ses horaires de travail pour répondre aux convocations de l'administration

Par plus de sévérité sur la minorité qui sème la pagaille

regroupement de compétences primes pour les fonctionnaires travaillant dans des territoires en difficulté

un interlocuteur unique, qui suivra le dossier.

Moins d échelon et plus de pouvoir local

en ayant plus d'imagination et plus d'agilité en espérant qu'il en trouve dans se grand débat

Numérisation

SIMPLIFICATION

utiliser des opérateurs itinérants venant à la demande dans un quartier , un résidence.

Equiper les mairies et/ou lieux publics d'un accès à l'ensemble des services publics avec accompagnement.

Soutenir le développement des services de proximité même quand ils ne sont pas rentables financièrement.

Assumer qu'il n'y a pas partout égalité de traitement. Mais le net et les guichets itinérants vont dans le bon sens. On ne peut pas avoir des gares dans tous les villages.

Sans avis

Intégrer plus les acteurs locaux (entreprises, associations). A l'heure du collaboratif et des réseaux, les collectivités locales devraient prendre exemple sur l'esbroufe fonctionnements de certains réseaux type Fondation Entreprendre, Réseau entreprendre, sport dans la ville, ... qui fonctionnent très bien et apportent bcp aux territoires et a l'economie. Developper le volontariat en entreprise (avec par ex : 1 journée de RTT que l'on donne à une cause = 1 journée d'urssaf Reversée à La même cause)

Plus d'actes administratifs à faire en ligne

Décentralisation

claire définition des responsabilités et dialogue

Très simple, aider à recentraliser ce qu'on achète en Chine et en Inde et arrêter de ne réfléchir qu'au PIB, au gain etc. Quand notre balance commerciale redeviendra positive, on pourra envisager beaucoup de développement mais pour cela il faut arrêter de fermer les yeux sur des pratiques inculquées par Edouard Leclerc a toute la population depuis 60 ans. Non ce n'est pas possible d'acheter un T-shirt à 3 euros sauf s'il est fabriqué par des machines miraculeuses mais du coup celles-ci peuvent être localisées au plus près du consommateur, par exemple dans nos territoires en difficulté. Ensuite, il faut multiplier les investissements liés à l'éducation, au transport, à la santé, à l'insertion, à la culture pour créer une dynamique. Pour le financer on peut par exemple doubler la TVA (ou ajouter une autre taxe) sur les produits électroniques neufs (de l'Iphone à l'écran ultra plat 16:9) d'une part parce qu'il n'y en a pas de fabriqué en France, d'autre part parce qu'on ne va pas tarder à s'apercevoir qu'il s'agit d'une drogue et ensuite parce que ça peut booster l'économie circulaire.

maintien des services publics en zone rurale

• Redonner un poids majeur à l'action politique • Diminuer l'influence de la haute administration, en particulier pour Bercy. • Faire en sorte que les hauts responsables administratifs n'oublient pas la réalité du terrain et qu'ils ne prennent pas le dessus sur les politiques. • Au niveau local, faire disparaître l'anonymat avec possibilité de contacter directement notre interlocuteur par téléphone ou par mail.

Très simplement: bienveillance et accompagnement au lieu de contraindre. Au niveau législatif: quand a été récemment promulguée une loi donnant davantage de liberté ? Le législateur, en panne d'idée, ne pense et n'agit qu'avec des contraintes.

En investissant précisément dans ces territoires en difficulté . Par exemple, au lieu de continuer à développer l'Ile de France avec tous les problèmes d'infrastructure très couteuse qu'on connait , on pourrait développer des villes satellites proche des lignes à grande vitesse rejoignant la capitale .

en donnant des moyens

Avoir des missions bien définie et rendre compte devant les citoyens du résultats de ces missions Penser à long terme et pas seulement jusqu'à la prochaine élection

Centraliser tous les services d'aides afin de les rationaliser, de mieux les orienter, d'éviter les doublons et de lutter contre la fraude aux aides sociales.

Trouver une synergie et des passerelles entre État et CT

Certaines villes, certains villages doivent avoir de grandes difficultés à obtenir des réponses à leurs problèmes ; certaines régions sont vraiment éloignées de la vie quotidienne des citadins.

instaurer un dialogue au plus près en s'appuyant sur les maires

Recréer, ré-installer les services qui ont été supprimé depuis longtemps. (Créer des pôles services)

avoir des fonctionnaires souples dans leur formation et aptes à travailler sur plusieurs domaines à la fois: être polyvalents, et pas gelés dans leur chapelle

En respectant le statu du service public au plus près !

Commencer par mettre un terme à la liquidation des services publics. Arrêter la privatisation tous azimuts de nos structures et de nos biens publiques.

question trop vaste et trop ouverte

Si vous avez été amené à chercher une formation, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

C'est beaucoup compliqué pour se former et trop cher.

Le parcour'sup, est à revoir entièrement; favorisé la motivation plutôt que les résultats scolaire antérieur. (Dans le cas des réintégrations scolaire, ou réorientations) ; arrêter le fractionnement des branches et des corps de métier.

Formation pour un adulte handicapé (autisme) beaucoup de services mais uniquement accessible quand on est dans un parcours de soins hors manque des places. Nous avons attendus 4 ans pour une place en SESSAD donc perte de temps, il faut maintenant récupérer des erreurs de parcours et tout faire en accéléré car la prise en charge dans cette structure s'arrête dans deux ans.

J'ai demandé et obtenu de Pôle emploi (avec mon DIF) un bilan de compétences afin de pouvoir trouver un emploi quitte à me reconvertir via une formation. J'ai donc effectué ce bilan auprès d'un organisme choisi par PE. J'ai été surprise de voir que les métiers référencés étaient des métiers pour moi déjà dépassés, que les métiers en lien avec le développement durable étaient soit disant sans avenir donc à proscrire et qu'il ne fallait surtout pas que je me reconvertisse puisque PE ne me financerait aucune formation (alors que j'étais prête à investir dans une formation) !

formation non attribué car pas de débouché, contre mon choix

cela n'a pas été mon cas

J'ai cherché à subventionner une formation coaching en 2015. la personne de l'OPCA ne savait pas comment faire...

En tant que fonctionnaire d'Etat, j'ai suivi de très bonnes formations dans le supérieur.

C'est le parcours du combattant avec l'avis plus ou moins objectif de l'employeur et l'attente de financement pendant plusieurs années ; j'ai payé seule la formation de cadre de santé car l'organisme financeur (UNIFAF) a refusé de faire le lien entre deux concours (l'un en Institut de Formation de Cadres de Santé et l'autre en IUP) après une attente de 4 années.

Je me suis rendue une fois au Pôle Emploi de Villefranche sur saône, situé dans une zone d'activités à 30 mn de chez moi en voiture. On m'a dit que je ne rentrais pas dans les cases. Ancienne cancéreuse ayant dû liquider mon entreprise pour cause de maladie et handicap consécutif, je n'avais pas ma place manifestement là-bas. Je me suis donc formée toute seule. Pour rire: malgré l'absence de toilettes publiques à proximité, le Pôle Emploi n'a pas de WC à disposition pour les chercheurs d'emploi qui y restent parfois plusieurs heures.

université très bien Ecole primaire et secondaire souvent dégradée (programmes et manque de respect)

oui amélioration permanente des services de pole emploi.

oui bon fonctionnement de Pole Emploi

Trop d'organismes quand on veut utiliser son CPF

Bonjour lors de ce trajet , c ' est Koh - Lanta en pire , chacun , et chacune se renvoie la patate chaude .

Trop d'information pas accès préciser et claire.

Pôle emploi : un système immobile, inadapté qui fait juste de la gestion de dossiers. J'avais trouvé des stages dans la cadre d'une recherche d'emploi et l'agent me dit «de freiner», alors que le stage ne coûtait pas plus au pôle emploi qu'à un employeur et me donnait de l'expérience. L'initiative individuelle est moteur pas le Pôle Emploi.

C'est super long mdr

Je suis retraité

le choix des formations n'est pas fait sur la qualité pédagogique amis sur des critères de référencement qui ne prouvent rien au plan de la qualité et de l'efficacité

Je n'ai pas eu cette occasion. C'est mon entreprise qui s'est chargé des démarches et cela s'est fait dans le secteur privé.

dans le cadre d'une éventuelle reconversion professionnelle, je me suis intéressé à différentes formations. En dehors de formation très onéreuse pour lesquelles je n'avais pas les moyens, je me suis tourné vers mon employeur : rien non plus! Du côté pôle emploi, j'ai eu quelques informations mais rien de concret. Ce secteur est globalement sclérosé.

pôle emploi. difficile, long et les formations proposées pas au niveau.

+ Obtension d'un bilan de compétences par Pôle Emploi, mais.... - REFUS de formationen vue d'une reconversion parce que trop diplômée (bac +4)

Bonne mesure le logiciel de choix des formations et inscriptions post bac qui devra être amélioré pour tenir compte de l'employabilité par filière et de l'adequation entre desirs exprimés et niveau de l étudiant concerné

l'industrie de la formation en France est florissante en ponctionnant les entreprises et d'une efficacité nulle pour un coût extrêmement élevé cf : AFPA : une escroquerie

L'administration n'est pas faite pour ça.

Trouver l'organisme prêt à prendre en charge une partie ou totalité de la formation. Tout le monde se renvoie la balle. Pôle emploi, CIF, FAFSEA

Travailleur indépendant je ne sais pas bien quels sont mes droits et financements

J'ai souhaité me former à l'anglais. J'ai fait part de mon souhait à ma conseillère pole emploi en novembre ou décembre. Elle m'a trouvé une formation qui a l'air très bien, mais le test était à passer la semaine dernière et je ne peux commencer que le 14 mars ! 3 mois ça me paraît énorme, surtout en tant que chercheur d'emploi. Ensuite j'ai passé le test avec un très bon professionnel, j'ai accepté de faire la formation aux dates indiquées (même si j'ai déjà des RDV pris pour ces dates et que je sais déjà que je vais avoir un problème pour certains jours), je n'ai aucune info sur le niveau de mon groupe ni sur le professeur que je vais avoir. J'espère que tout va bien se passer mais je sais aussi que si le prof est nul et que le groupe l'est aussi, c'est moi qui devrais justifier mon départ quitte à être sanctionné (!).

Aucun Pôle emploi: PE a été incapable de me conseiller, de m'aider dans la mise en place de ma formation, mais sur tout du financement de celle si. Ex: Je devais faire une formation en électronique, je me suis débrouillé tout seul aucune aide de PE, j'ai dû financer la formation par du travail à mi temps, et celui si a été supprimé à la dernière minute par l'entreprise qui me l'avait proposé, la formation a été annulé. Entreprise: «Intérim» J'ai été induit en erreur par la boite d'intérim avec la quelle je travaillait et donc les délais ont été dépassé. Service communal de l'emploi: Ces services sont peut compétant et travaille avec des bouts de ficelles.

Le prix est exorbitant

Si vous avez été amené à scolariser votre enfant, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

bon (ecole maternelle)

difficulté pour trouver des places en crèche (mairie) -> nombre de places insuffisant

Multitude de formulaire

Satisfait sauf pour la Cantine au collège de mon fils . 100 euros tous les trimestres qui partent dans un abonnement. C'est 100 euros qui pourraient service pour me nourrir. C'est de l'argent perdu pour nous.

Les profs ne bossent pas assez et ne sont pas assez soutenus et rescpectes par leur hiérarchie comme par les parents. Les inégalités creeent l'irrespect. L'ecole Publique baisse de niveau scolaire de manière inquiétante. Trop de gens dans les bureaux à réfléchir pour changer de programme trop souvent, ils feraient mieux d'ztre Sur le terrain... qu'on arrête de niveler vers le bas le niveau est très inquiétant. Qu'on hésite pas à orienter beaucoup plus tôt les élèves non scolaires vers les professions manuelles, elles ne sont pas moins respectables que d'accumkler Des diplômes qui servent à rien

Encore beaucoup de papier et de démarches redondantes, d'un enfant à l'autre d'une année à l'autre entre les administration (municipal et education national) Trop d'enfant dans les plus petites section, investissement des professeur dans les temps périscolaire disparité dans les approches, absentéisme (éducation national).

Scolarisation dans des établissements privés (généraux ou professionnels). Par contre contact avec la MDPH pour une AVS. MDPH : bon suivi par l'enseignant referente mais lourdeur des

dossiers à refaire régulièrement et attribution tardive des AVS, quelques jours voir quelques heures avant la rentrée.

Sur le plan administratif, je n'ai rencontré aucun problème. Par contre je dois faire la classe à mon fils de 9 ans, en partenariat avec l'enseignante, car il n'arrive pas à suivre le rythme très rapide imposé. Je me suis ainsi rendue compte que les matières n'étaient pas reliées entre elles et obligeaient à beaucoup de dispersion. Par exemple, le cours de mathématique pourrait être l'occasion de savoir écrire les nombres et le vocabulaire mathématique. Les dictées pourraient reprendre le thème de la leçon d'histoire et de géographie. C'est en tout cas ce que j'applique avec succès sur mon fils. J'en ai fait part également à son enseignante.

Périscolaire géré par la mairie, école gérée par l'État. Des personnels différents qui n'ont pas les mêmes intérêts et qui communiquent mal.

Bonne relation mairie/école.

la scolarisation de mes enfants s'est bien passée, à part le problème de transport (RER) pour leur scolarité au lycée à 25 km de notre logement.

Pas de vécu récent.

Pour avoir été confronté à «Parcoursup» je pense que des améliorations sont à apporter.

Inscription au collège puis au lycée : quand les élèves s'inscrivent dans leurs établissements de secteur en suivant une scolarité linéaire, pourquoi devoir remplir et rapporter systématiquement tout un tas de documents alors que cela a déjà été fait dans l'établissement précédent. Pourquoi les documents ne suivent-ils pas ? Pourquoi ne pas simplement demandé s'il y a des changements ?

Nous avons dû faire appel à des prestataires privés pour aider au choix d'orientation, les prestations proposées en la matière par l'Education nationale étant peu probantes

Difficulté pour scolariser son enfant dans sa ville de travail et non de résidence

cf points vu au dessus. donner aux profs un bureau dans lequel il sont présent 35h ou 40h par jour leur permettant de recevoir les parents. Les former pendant les vacances scolaires. Faire en sorte qu'un professeur soit capabel d'assumer l'année entière : éviter que les futurs retraités et femmes enceintes commencent une année. les mettre alors dans des missions de remplacement

Il faut rester convaincu de laisser ses enfants dans certains établissements scolaires publics. Le niveau d'éducation et d'enseignement est tellement bas que c'est presque de la maltraitance d'enfants ! Quand allez-vous relever le niveau scolaire, supprimer le collège unique, élever le niveau d'exigence et supprimer ce taux absurde de réussite au bac qui nivelle vers le bas !

Beaucoup d'absentéisme et des remplaçants de niveau inégal dans le primaire et le secondaire. Mais aussi beaucoup de bonnes expériences, dans le primaire et le secondaire avec des enseignants extraordinaires.

Primo, quand j'ai voulu scolariser mon 4° à l'école du village, le directeur m'a dit que les classes étaient surchargées, les enseignants souvent absents et m'a invité à inscrire mon fils dans le privé. Deuzio, quand j'ai voulu l'inscrire au nouveau lycée de secteur (à 14km de la maison au milieu des champs), j'ai découvert que faute de transports en commun réguliers à proximité, il ne pourrait plus suivre sa scolarité parallèle au Conservatoire/CNR de Fourvière où il achevait son 2° cycle. Je suppose que c'est le Département qui a décidé de construire un lycée ravitaillé par les corbeaux. Tertio, quand un de mes enfants scolarisé en classe de 2° au lycée public Ampère Bourse à Lyon 2° a été victime de graves faits de harcèlement assortis de happé-slapping, menaces de mort, sodomisations et humilié de toutes les façons possibles dont coups et insultes au sein du lycée et sur internet, j'ai été désavouée par le proviseur et son adjoint pour ne pas dire humiliée et la souffrance de mon fils a été totalement niée. Déléguée des parents d'élèves, il a fallu que je supporte au dernier conseil de classe la présence du principal harceleur de mon fils, délégué de classe, lequel a été félicité publiquement pour son comportement exemplaire. Pourtant deux expertises médico-légales effectuées par le Professeur de l'IML de Lyon ont attesté des faits et du traumatisme. Le fait d'avoir transmis le dossier à l'académie n'a rien changé. Le Proviseur adjoint du lycée m'a conseillé de changer mon fils d'établissement. A la rentrée suivante mon fils s'est retrouvé dans la même classe que 3 de ses harceleurs. Le Proviseur nous a dit que les faits étaient passés. Les harceleurs n'ont eu pour sanction qu'un avertissement dans leur cahier de correspondance pendant 2 mois. Seuls les enseignants ont compris la situation et ont montré de la compassion. 4°: quand on a des enfants détectés à haut potentiel intellectuel, leur scolarisation dans le Rhône relève du casse-tête. Il n'y a pas assez de structures publiques adaptées. Aucune que je sache en maternelle et primaire. Un seul collège en banlieue. Pas de lycée. Je suppose que cela relève de l'académie du Rhône. De ce fait beaucoup d'enfants sont en souffrance voire en échec scolaire, sont contraints de suivre une scolarité par le CNED. 5°: quand j'ai voulu inscrire mon fils en 6° en classe de CHAM/maitrise de l'Opéra de Lyon au collège Ampère Bourse, la nouvelle Principale a décidé de supprimer l'enseignement du russe LV1 pour ces élèves là, au prétexte que le chant était un avantage qui se suffisait à lui-même et a imposé l'anglais en LV 1 aux enfants. Dommage pour des enfants qui chantent en russe, en allemand, en italien et en français, plus rarement en anglais. J'ai changé mon fils d'établissement et il a appris le russe par le CNED. L'Inspecteur académique rencontré nous a dit que cette directrice était libre de répartir sa dotation horaire comme elle le souhaitait. Quand j'ai par ailleurs alerté cette Principale sur le fait qu'une élève se scarifiait dans les WC de la cour, prêtait son cutter à d'autres, se scarifiait en se filmant en ligne en plus d'ajouter des intentions écrites de suicide, la dame m'a dit qu'il ne fallait pas que ça se sache. J'ai donc fait un signalement. 6°: j'ai découvert que les établissements privés sous contrat étaient libres d'accepter des représentants des parents d'élèves ou non. C'est un problème de droit national auquel il faudrait remédier. Ce sont les assemblées nationales qui doivent voter un texte à ce sujet. 7°: nous attendons la réponse de la scolarité de Lyon 3 Faculté de Droit relatif au passage d'un examen au dernier trimestre dans des conditions peu équitables. Un amphi a eu droit au code et pas l'autre, non plus que les élèves handicapés. Pourquoi? Un mois qu'on attend une réponse. Impossible par ailleurs d'avoir accès aux QCM corrigés par la machine. Pourquoi? Toutes les demandes des étudiants à ce sujet restent vaines. C'est le rectorat du Rhône qui est concerné. La consultation des copies est très difficile, dans des horaires restreints...et parfois les copies sont perdues, les étudiants ont zéro sans savoir pourquoi ni rien pouvoir faire. Il y a un sérieux problème administratif dans cette faculté de droit outre le fait que le personnel d'accueil y est particulièrement désagréable, qu'il est quasiment impossible de joindre le standard même pendant les heures d'ouverture.

Même dans les quartiers huppés les écoles publiques sont désertées par les familles les plus riches. On ghettoise les écoles. je n imagine même pas les quartiers populaires

L»enseignement doit être ludique et l'enfant ne doit rien faire chez lui au primaire Soit, mais quand l'enfant entre au college, il devrait apprendre ses leçons, mais ne le fait pas, pourquoi ? il dérange le cours et décroche, pourquoi ? Par ce que tout petit, on lui a dit que ce n'était pas nécessaire

Notre aînée est en fin de primaire ; il ressort des échanges entre familles que tous les bons élèves partent dans le privé pour sa discipline et la recherche de tirer également les bons élèves vers le haut

Satisfaction : école gratuite et laïque, mixité sociale Difficulté : profs absents ou manquant de motivation, mauvaise réputation de l'établissement qui fait fuir les copains

Aucun problème d'inscription

Les classes sont surchargées, les enseignants ne peuvent plus prendre en charge chaque enfant

Bonjour je n ' ai pas d ' enfants .

Ils sont dans l'enseignement libre. D'ailleurs il serait bien que les parents d'enfants scolarisés dans l'enseignement libre bénéficient d'un chèque scolaire puisque leurs enfants ne coûtent rien à l'éducation Nationale.

Notre école est performante, il faut seulement plus d'établissements spécialisés pour les élèves en décrochage ou en grande difficulté.

La carte scolaire est un vrai problème. Vous devriez la supprimer totalement pour les établissements publics, cela mettrait à égalité les établissements publics et ceux sous contrat qui siphonnent les meilleurs élèves et qui se vantent d'avoir de meilleurs résultats sans pour autant apporter de réelle plus-value. Si vous voulez qu'un établissement scolaire soit évalué sur ses performances réelles, il faut que chaque chef d'établissement (privé ou public) puisse choisir ses élèves et ses personnels.

Pour l'inscription dans la classe supérieure, besoin de remplir chaque année manuellement l'ensemble des informations concernant nos enfants => Si les dossiers étaient informatisés on n'aurait seulement quelques modifications à apporter. Bref, problème des Mairies de petites villes qui ne maîtrisent pas l'informatique et le Web... A l'heure où tout le monde à Internet et s'informe comme cela. Sans compter que il y a souvent 2 parents qui travaillent et ne peuvent donc pas aller en Mairie Bulletins scolaires de mes filles de 8 et 10 ans toujours pas en ligne.... => Education Nationale

Avec l'éducation nationale, la satisfaction est surtout liée aux personnes et à leur bonne volonté, plutôt qu'à l'administration et ses réformes constantes et ... inefficaces

Le choix de l'école doit revenir aux parents (par exemple, nounou dans une autre commune que la sienne) et non au Maire qui ne veux pas verser de contribution à l'autre commune.

Aucun problème jusqu'à ce jour (enfant au lycée)

Aucunes difficultés, école, collège, lycée, université: partout un enseignement de qualité. Toujours un peu le problème de l'Anglais mais le Français rencontre des difficultés avec cette langue dont la bande passante est supérieure à la notre. Également, trop grande suprématie des Mathématiques par rapport aux sciences (Physique, Chimie, Electronique, Biologie). Plus d'exercices appliqués faisant appel aux sciences sont nécessaires.

J'ai pas d'enfant mais t'inquiète qu'ils iront dans le privé

la carte scolaire est attentatoire à nos libertés individuelles

Education nationale. Très contente de la qualité de l'enseignement tut en acceptant tous les enfants en maternelle, primaire, collège et lycée

Les remplacements d'enseignants au collège = l'horreur, des heures et des heures de cours perdues

Manque d'informations claires. Discours technocratiques.

Le système éducatif français est malade : j ai 3 enfants qui ont tous été malheureux dans le système français et se sont tous révélés a l étranger par une éducation beaucoup plus centrée sur l enfant, l apprentissage par l expérience et une collaboration enfant, école parents

Trop de nivellement par le bas et des programmes scolaires inadaptés

Pas d'expérience récente.

J'ai choisi le système privé, qui s'occupe de tout. Dans l'ensemble, la proposition éducative étant à la baisse, je constate la multiplication des organismes parallèles pour préparer le post-bac. Ces organismes payants interviennent dès la terminale pour préparer à Sciences-Po, PACES, Prépa scientifiques... L'exigence du monde professionnel (voire international) ne baissant pas, ces dispositifs démontrent bien la faiblesse du système éducatif français.

Education nationale à revoir.

Scolarité primaire et secondaire dans le privé pour nos 3 enfants très satisfaisante. Difficultés d'obtension de places en public pour le post bac...recours au privé obligatoire.

Ns avons habité 2 communes diamétralement différentes socialement. Pb recurent: affectation et remplacement du personnel enseignant. 4 maitreses différentes en un trimestre! Obligation de mobilisation des parents d'élèves face à l'abandon du corps enseignant.

Nous avons scolarisé notre fille dans le réseau AEFE et nous avons apprécié cette possibilité de ne pas la couper de l'enseignement et de la culture française. Son retour en France en a été grandement facilité. Ceci étant, nous pensons que l'expatriation est un choix personnel qui ne doit pas être financé par la collectivité. L'Etat ne devrait donc pas investir davantage dans l'éducation des Français à l'étranger que dans ceux résidant en France. En revanche, les établissements d'enseignement français sont totalement inadaptés aux enfants bilingues. L'enseignement créé un handicap dès le départ, en termes de communication et nous met à la traine des autres pays. Il faut vraiment réformer cela. Excellent point : le CNED qui transmet un enseignement de qualité et qui permet, justement, de corriger les lacunes du système.

Grande difficulté pour trouver un contrat d'apprentissage .

aucune prise en compte de la difficulté (mentale) d'un enfant : éducation nationale, afpa

Favoriser la mixité est la voie privilégiée pour changer le regard et les mentalités, pour apprendre le «vivre ensemble» : difficulté voir impossibilité d'intégration d'un enfant handicapé au sein de l'Education Nationale actuelle

Classes avec des effectifs trop nombreux (jusqu'à 38 en maternelle à Lyon), enseignants pas assez reconnus et pas assez payés.

Enfant scolarisé en seconde cette année, choix des spécialités très difficiles car des informations très tardives. Des options choisies en début d'année ne peuvent pas être poursuivie. Les jeunes ont l'impression d'être abandonné par la société. Ils sont aigris à 16 ans à cause d'une réforme démarrée trop rapidement... Le rôle de notre société est de rassurer la jeunesse. A l'époque où on parle de confiance et de bienveillance, l'état fait l'inverse avec nos jeunes. Quels adultes souhaite on former ?

sans objet récent

En France, la formation est réputée gratuite. Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout et supprimer la prime de rentrée scolaire et fournir aux élèves tout le matériel nécessaire. Facilité de vie pour les famille, la prime sera vraiment utiliser pour les enfants et avec le recrutement d'acheteur probablement des économies. Le déléguer au régions. A Faire jusqu'au Bac. Rendre payante les études supérieures en octroyant des bourses remboursables

ou mettre en place le système de «Botte» pour certaines formations dans lesquelles il y a des pénurie.

Tout de fait en ligne et par mail à présent. Un dossier complet doit être présenté. Satisfaite de ce fonctionnement entre la mairie et l'école.

Pas de problème

redonner de l autorité aux enseignants et ne pas laisser les parents trop intervenir sur leurs décisions. favoriser la sortie scolaire des 14 ans au profit de l aprentissage

L'éducation doit être renforcée. Totalement convaincu par l'école publique je me suis orienté, comme beaucoup de mes connaissances, vers l'école privée pour mes deux enfants. Non pas parce que les professeurs y sont meilleurs ni parce que j'adore dépenser mon argent mais parce qu'il y en a (des professeurs) ! Les élèves sont surveillés en récréation, les instituteurs répondent aux mails qu'on leur envoie, les remplaçants sont trouvés rapidement, les créneaux horaires vacants liés aux absences sont comblés par un autre professeur, la directrice ou le directeur peut nous recevoir en RDV et sait de quel élève on parle, bref on a l'impression d'exister et d'être considéré (cf. Gilets Jaunes). Par contre même dans le privé, les toilettes ne sont pas pourvues de PQ et sont toujours sales alors que dans les stations Total sur l'autoroute elles sont propres (dingues non ? où sont nos priorités ?) Arrêter de supprimer des postes parce que les patrons du CAC40 vous ont dit que c'était inutile, c'est le ciment de la république. Allez dans les écoles, allez dans les hôpitaux on y est beaucoup moins bien que dans un parking Vinci ! n'y a-t-il pas un souci ?

J'habite en banlieue Lyonnaise (Neuville sur Saône) . Ma fille est allée à l'école primaire à l'école public et elle est au collège à l'école privé . Dans les deux cas, j'ai été (et elle aussi) très satisfait du service et de la qualité de l'enseignement.

Très content de parcoursup qui malgré ce que disent beaucoup de gens simplifie énormément les demandes d'entrées dans l'enseignement supérieur (A mon époque, cela se faisiat par écha,ge de courrier avec chaque école!!) Donc relativisons. Les diplômes sont trop compliqués et trop spécifique en France, faire des diplômes plus généralistes permettant plus de passerelles.

Les fournitures scolaires devraient être achetées directement par les établissements, centralisées (économies d'échelle) et bénéficier à tous (public et privé). Plutôt que d'accorder des primes de rentré scolaire uniquement sur des critères de revenus. L'école pour tous...

satisfaisant /education nationale

Pourquoi faut-il remplir toutes les années autant de documents à l'inscription d'un enfant dans la même école peut-être les administrations pourraient-elles garder ses documents d'une année sur l'autre et éviter ainsi toute cette paperasse idem dans d'autres administrations

enfant dyxlexique, une galere pour avoir le tiers temps alors que c'est un droit : administration education

Y a-t-il vraiment une satisfaction quelconque à tirer du délabrement de l'école de la République ??

Si vous avez été amené à chercher un emploi, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

mauvais (ANPE POLE EMPLOI), defaillance du suivi de mon dossier, pas d'offres d'emploi adaptées, erreur de radiation administrative. c'était avant la fusion ANPE ASSEDIC de 2009.

Pôle emploi est inadapté pour certains métier

Arrêter de «demander de sortir de l'école avec 10ans d'expérience»; pour le pôle emploi, dans bien souvent les cas ce ne sont pas des travaux dans la branche concerné, ou alors ce sont les postes que personne veut occuper; Améliorer la desserte des transports en commun afin de mieux desservir les Z.A et Z.I; mettre en place un système pour facilité l'accés au permis (mise en place de différent module de code de la route, en classe de 3éme par exemple)

Je suis inscrite à PE. En tant qu'ancien cadre je pense que les services PE ne correspondent pas à mon besoin. Je suis suffisamment autonome pour avoir un suivi dématérialisé sur le site pole emploi par exemple avec un coach virtuel, un chabot et un programme qui pousse des annonces en lien avec les mots clés de mon CV (cf. APEC). Cela permettrait de faire des économies et de réaffecter les moyens humains pour monter plus d'opérations de recrutement et de formation sur les métiers en tension.

pole emploi, mauvaise formation, pas d'écoute, pas de considération, pas de suivi

Défaut de professionnalisme de beaucoup d'organismes de formation qui répondent à Pôle Emploi en termes de statistiques ponctuelles et non de satisfaction des premiers concernés : les demandeurs d'emploi.

le pole emploi m'a déconseillé de reprendre un travail étant donné que j'avais encore des droits au chômage ce qui me parait contraire a la mission de pole emploi qui est de faire en sorte que le plus grand nombre travaille afin que la majorité des français cotisent et que le système français puisse fonctionner correctement

cela n'a pas été mon cas

Pas de suivi de la part des conseillers Pôle Emploi compte tenu de mon niveau de diplôme, j'aurais pourtant souhaité pouvoir participer à diverses formations.

Pôle emploi est surtout adapté pour les aspects «allocations» mais défaillant sur les aspects coaching et recherche. Les associations et certains prestataires font bien mieux!

Satisfaction: site pôle-emploi Difficultés: le nombre de démarches administratives

Pole emploi : pas de conseils pertinents, mauvais suivi de mon cas (pas au courant de ma réembauche et d'un nouveau licenciement).

manque de compétences, de temps des acteurs dédiés

Je fais partie d'une génération qui trouvait facilement du travail, je n'ai été au chômage que quelques mois dans toute ma carrière.

Mon 2éme emploi en CDI a été trouvé grace aux agences d'interim. J'ai trouvé un emploi sénior avec l'aide de pole emploi il y a 2 ans.

Longtemps que j'ai décidé de me créer un emploi. A 50 ans après deux cancers et une rupture professionnelle de ce fait, un

handicap pour couronner le tout, je ne vaux plus rien sur le marché de l'emploi. Voir ci-dessus les remarques sur Pôle Emploi.

impossibilité de faire financer des formations adaptées à la recherche d'emploi

Anpe pole emploi. Gentils, généreux mais ce ne sont pas eux qui ont trouvé les propositions. Parfois concurrence avec les services municipaux

Lorsque j'ai recherché du travail, je n'ai pas fait appel à Pôle Emploi car ce n'est pas du tout adapté aux cadres/bac +5. On ne trouve jamais de travail par Pôle Emploi

pole emploi n'est pas d'une grande aide ni pour la recherche d'un emploi ni pour la recherche d'un employe

Bonjour tout est à revoir de fond en comble .

Je n'ai pas compté sur l'Anpe

interlocuteur non compétent ne comprennent pas le statut profession, parcours de la personne. Pas a même d'aider et accompagner l'interlocuteur. (se rapprocher de la performance des services comme l'APEC ou autre association très bien au niveau accompagnement personnel et professionnel). De plus, on nous proposer présente pas les services a notre disposition. service Pole emploi reste vraiment a désirer.

Pôle Emploi est vraiment un service à reprendre de A à Z. La gestion de dossiers ne donne pas un travail. Les agences d'Intérim font cela bien mieux.

Le salaire

pour chercher mes emplois je n'ai jamais été en contact avec une administration quelconque. en revanche lorsque je recrutai en tant qu'employeur le pole emploi a été très efficace pour m'aider à faire un tri amont. par ex si je voulais un homme de 40 à 60 ans compte tenu de la pyramide d'age et des compétences de mes autres employés , je ne pouvais pas exprimer ce besoin par écrit sous peine de pénal. Le pole emploi ne m'envoyait, tant pour respecter les candidats que j'aurai refusés que pour m'éviter une perte de temps , uniquement des candidats dans mon profil de besoin.

il y a beaucoup de travail à faire , il n'y a plus beaucoup de personne au chomage qui compte sur cette administration fuyante

Salarié depuis l'année 1972 je n'ai pas eu de problème pour trouver un emploi. Toutefois, l'anpe de l'époque ne m'a pas été utile puisque j'ai trouvé seul mon emploi en écrivant aux entreprises.

Mon mari avait créé une entreprise : pendant 5 ans il a travaillé sans compter ses heures et sans se payer mais en salariant 15 personnes. Il a déposé le bilan, perdu 40 ke et n a pas le droit au chômage. Heureusement que j étais la. Je soutiens totalement le projet de Macron pour dédommager les chefs d entreprises

Excellente agent à Pole emploi Villeurbanne , exellente conseillere

Pas d'expérience récente.

La bataille du RSA avec la CAF, passer plus de temps à décrocher des aides qu'à chercher du travail.

Offre d'emploi à l'Académie du Rhône : manque de sérieux des responsables du service médical qui en juin cherchaient des infirmières scolaires et qui en octobre alors que la rentrée scokaire étaitbien avancée, ne savaient toujours pas évaluer leurs besoins....

aucune aide apportée

Pole emploi et cap emploi gentil mais peu efficaces . Suivi très espacé dans le temps .

Pole emploi moins efficace que bien des associations

Absence de suivi, candidat livré à lui-même

sans objet récent

A l'ANPE les interlocuteurs ne sont pas suffisamment formés et le site d'offres d'emploi pas adéquat

Il faut absolument reprendre la main sur les transitions professionnelles. En tant qu'ex-dirigeant de PME, je ne suis absolument pas aidé par Pôle Emploi pour trouver ou cibler des entreprises et je suis menacé par le gouvernement avec sa réforme supposée sur les hauts salaires. On considère comme une évidence que je dois me débrouiller «autrement», bref je suis un parasite. J'aurai dû rester à mon poste, bien au chaud et en désaccord avec la stratégie pour que l'entreprise puisse couler et qu'on fasse beaucoup plus de chômeurs, mais pendant ce temps là j'aurais pu travailler mon réseau et rencontrer mon futur employeur... En tant qu'ex-dirigeant, j'ai également appris dans ma carrière qu'il ne fallait surtout pas déposer d'offres sur le site de pôle emploi de peur d'être assailli de toute part et de ne perdre un temps précieux à essayer d'identifier le bon candidat (!!!) Donc en gros ça ne fonctionne pas du tout, à tel point que ce sont des privés qui font de l'argent sur cette faille. Je ne sais pas moi rachetez cadremploi, ça doit être dans nos moyens non ? et utilisez leur moteur de recherche pour identifier qui peut faire quoi ? Concernant les PME ou ETI il faut les aider financièrement et techniquement à créer leur programme de formation interne. Cela permettra vraiment de traverser la rue. Parce que pour l'instant quand on traverse la rue, on n'est pas retenu parce que pas spécialisé dans la chaudronnerie, dans l'électronique, dans la santé, dans... depuis 15 ans ! C'est juste que les entreprises recrutantes n'ont absolument pas réfléchi aux flux et n'ont aucune capacité à former leurs équipes ou leurs nouveaux collaborateurs à leur métier. Il faut leur faire prendre conscience de ça et les aider à le mettre en place.

En disponibilité dans l'Education Nationale, car je n'avais pas de poste dans l'Acadeémie où mon mari travaillait, je n'ai pas eu le droit de faire un remplacement à 500m de chez moi parce que j' étais titulaire! C'est idiot! Les terminales ont eu un professeur vietnamien, sans doute très bon en math., mais incompréhensible!

Récemment à la retraite j'ai souhaité travailler à nouveau pour conserver un lien social et pour améliorer mes fins de mois : jusqu'à maintenant je n'ai pas eu de souci, sauf celui auquel je viens d'être confrontée, à savoir «j'ai atteint l'âge limite pour travailler dans la Fonction Publique» !!!

Aucun. Je me suis toujours débrouillé tout seul pour chercher du travail. Tous les postes que j'ai eu , je les ai trouvés seul. (Aucun service de l'état ne m'a aidé à trouver un travail)

Quelle blague. Pôle Emploi est juste une organisation de contrôle des demandeurs d'emploi non diplômés. Toute personne au niveau cadre/cadre sup se passe de cette structure sans aucun problème.

Si vous avez été amené à préparer votre retraite, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

Manque de transparence. J'ai été amené à confier mon dossier à un consultant spécialisé dans ce domaine.

Excellent fonctionnement des différents organismes pour retracer la carrière et déterminer le montant de la retraite

DIFFICULTES DES SITES EN PARTICULIER POUR LES AUTO-ENTREPRENEURS

Plus d'un an pour obtenir une cotation definitive

Je n'aurai pas de retraite donc je sais que je vais devoir travailler jusqu'au bout, je l'accepte, mais j'en ai marre que ceux qui bénéficient d'un emploi garanti m'empêchent d'innover pour protéger leurs copains des grandes multinationales en échange d'avantages pour eux et leurs familles.

Erreur dans les relevés sécurité sociale et caisses de retraite : parcours du combattant pour les faire rectifier (mails, téléphone, courrier). J'ai assisté une personne qui a été victime d'erreurs de la CARSAT : j'ai dû aller jusqu'à intervenir auprès de la responsable locale pour qu'elle obtienne satisfaction (100€ de retraite par mois qu'on lui enlevait à tort sur un montant de 800, un vrai scandale). Ceux qui n'ont pas d'appui ou des difficultés à écrire se trouvent spoliés...

retraite des fonctionnaires, dossier réglé en quelques mois

il devrait y avoir un suivi tout au long de la carrière car si on n a plus les justificatifs nous perdons nos droits en plus dans les années 80 en tant qu assistante maternelle on ne cotisait pour rien aucun trimestre retenu

Le système actuel qui oblige à reconstitué le parcours professionnel en fin de carrière est extrêmement compliqué. Le futur système par points dont le décompte sera connu annuellement, résoudra cette difficulté.

J'espère que notre société saura à terme créer des emplois suffisamment enrichissant intellectuellement parlant pour nous donner envie de travailler jusqu'à la fin, donc pas de retraite dans le sens actuel du terme !

Une plateforme des retraites a été mises en place . mais les documents fournis ne sont pas disponibles pour l'ensemble des caisses concernées par le dossier d'un futur retraité. Nous avons du fournir plusieurs fois les mêmes documents (livret de famille, complément de relevé de carrière, ...) Nous avons du , par 3 fois envoyer par la poste , nos avis d'imposition des 2 dernières années .

c'est une honte la manière dont sont reçu les personnes souhaitant faire valoir leurs droits!

Services des retraites de l'enseignement supérieur très compétent

Je ne comprends pas que l'établissement du montant de la retraite soit ce parcours du combattant.. Obligation de preuve à ce moment alors qu'avec l'informatique le Trésor Public ne peine pas à justifier nos prélèvements. La demande de pension de retraite devrait automatiquement déclencher les paiements de la pension puisque nos bulletins de paie sont répertoriés (et pour cause) et donc l'Etat connaît les prélèvements effectués en leur temps et les montants de nos salaires tout au long de notre vie active.

nous avons bien été reçus pas la cnav

pas de problème hormis que les retraites complémentaires demandent les mêmes documents et qu'il faut fournir le double de justificatifs.

La Carsat locale a été très efficace et tout s'est bien passé dans le temps. Leur site ainsi que celui de l'AGIRC - ARRCO sont très clairs.

Satisfait . RAS

Je suis satisfaite de recevoir tous les 5 ans un bilan de ma situation professionnelle et d'avoir un site internet où je peux faire des simulations de retraite et avoir des informations.

Aucune difficulté pratique. Tout s'est bien passé avec mes différentes caisses de retraite

RAS

aucune difficulté rencontrée et rapidité d'exécution.

Pour ma part je n'ai eu aucun problème et cela c'est fait en trois mois, pour ma femme l'ARCO lui envoie des courriers lui demandant des fiches de paies qu'elle a déjà envoyé, quand elle téléphone on lui dit qu'il ne faut pas en tenir compte ce sont des courriers automatiques et la semaine suivante elle reçoit le même courrier, c'et un gaspillage de temps et d'argent public.

UMR/IRCANTEC/AG2R/CARSAT/ENSAP/RAFP : sites bien faits, mais envoi des mêmes justificatifs à tous ! Accueil téléphonique excellent, accueil très sympathique sur place pour l'AG2R.

Lors de l'évaluation de ma retraite, j'ai très bien été reçue et conseillée

Globalement cela s'est pas trop mal passé mais heureusement que mon époux m'a aidée ; j'ai pu faire des démarches par internet mais il a fallu que j'envoie en bon nombre et à plusieurs reprises des documents par courrier (AGIRC-ARCCO) ; il est à noter qu'il faut financièrement avoir les reins solides car je n'ai rien touché pendant 1 mois.

En tant qu'ancienne gérante majoritaire de SARL, puis malade chronique handicapée mais pas assez pour avoir droit à des aides, ayant déjà travaillé plus de 25 ans en tant que salariée du privé puis profession libérale puis soumise au RSI et élevé 4 enfants, les organismes de retraite m'ont écrit que je toucherai à 70 ans 330 euros par mois. Je ne sais même pas quelle est l'administration concernée!

pas de difficulte pour le passage a la retraite. mais on est mis devant le fait accompli jamais d'explication pour les calculs et pas de recaputulatif annuel de versement. service tres opaque et aucune communication possible

la CARSAT du Rhône a bien suivi les dossiers. En revanche, pour mon épouse, l'antenne de Lyon Vaise a trainé la patte pour obtenir le minimum contributif et il a fallu être vindicatif pour presser le mouvement. En revanche avec l'ARCCO, IRCEM, et IRCANTEC, tout a été fait dans les règles de l'art.

L'administration pénitentiaire a été complètement défaillante dans la transmission des éléments permettant de calculer la pension de mon épouse : non transmission des derniers indices, erreurs sur les bonifications et les durées. De même l'organisation du Service de retraites de l'Etat est kafkaienne: on a un interlocuteur tampon qui ne peut pas traiter le dossier et qui empêche tout contact avec l'agent en charge du traitement du problème. Enfin, l'organisation est extrêmement parcellisée ce qui ne permet pas aux agents d'être motivés dans leur travail

le site internet fonctionne très bien

le site internet est très correct

MSA et autres : des délais de traitement de dossiers > 6mois => inadmissible

La préparation de ma retraite s'est passée très facilement (Éducation Nationale).

Ce service est assez bien organisé

Etant fonctionnaire, le site ENSAP n'est pas à jour et ne permet pas de calculer sa retraite. Il faudrait que les plateformes informatiques publiques soient plus efficaces

le CICAS et l'Assurance retraite m'ont été très utiles pour préparer ma retraite. Ce type de service «centralisateur» est à étendre à d'autres services publics

500 euro de découvert car l'assurance retraite a été versée en retard de 4 mois en ayant comme comme prévu son dossier 6 mois avant la date de début de la retraite après une retrait progressive ce qui facilité le dossier qui est déjà prêt.

Je suis encore à 3 ans de la retraite toutefois les sites Internet permettent d'obtenir en temps réel un relevé de carrière ainsi qu'une estimation du montant de la retraite en fonction de l'age de départ. Outils numérique formidables.

J'ai fait ma demande de retraite en ligne (en 2018) sans avoir besoin de RV, Tout s'est bien passé. La CARSAT m'a bien aidée à obtenir des infos d'anciens employeurs.. Le lien entre toutes les caisses est très bien aussi.

La date, la retraite c'est comme l'apéro, plus ça arrive tot mieux c'est

Excellent échange avec l'URSSAF pour ma reconstitution de carrière. Des difficultés importantes avec le système internet automatique compensé par la compétence de la personne en charge du dossier

aucune difficulté pour réaliser son dossier : en revanche délai de latence pour toucher son premier revenu de retraite

difficultés : impossible d'avoir une personne compétente au téléphone. Par erreur, ils ont envoyé mon dossier de retraite à Toulouse alors que j'habite et travaille à Lyon; le plus drole est leur réponse à mon désarroi : vous ne vous souvenez plus mais vous avez du travailler ou habiter à toulouse. Un enfer.

Cram, bilan positif

Difficultés à joindre le service par téléphone et à obtenir un RV, et au téléphone personne pas trop compétente pour des problèmes de fond. Par contre lors des RV, compétence et efficacité des personnes. Chaque fois que j'ai pu avoir un interlocuteur. trice identifié.e ayant suivi mon dossier, c'était très bien.

Satisfaction totale. Dossier géré par CARSAT en 2014. Je crois savoir que depuis , les résultats sont moins bons. Manque d'effectifs ?

Bonne gestion de mon dossier retraite - (je suis fonctionnaire)

pas de problèmes; CNRS

1) Une très bonne réactivité des organismes complémentaires 2) Quelques problèmes avec les organismes gérant la retraite de base (MSA)

bravo à la caisse de retraite pour le calcul des droits à la retraite de base et pour le paiement mensuel

Satisfait dans l'ensemble mais pourquoi faut -il 4 mois avant sa rtraite pour boucler un dossier? pourquoi la Carsat perd autant de pièces jointes informatiques? impossibilité de voir un conseiller? impossibilité d'anticiper avant les 6 mois?

Info claire sur internet

comment cumuler une retraite de fonctionnaire et des activités d'auto entreprise

Répétitions de carrière....pourquoi les dossiers informatiques ne se mettent ils pas à jour au fur et à mesure des années.

Service pour les retraites compétent et efficace

Pas de problème avec l'assurance retraite Des problèmes avec certaines caisses de retraite complémentaire qui n'existent plus ...

satisfaite d'avoir pu organiser choisir la date de mon départ grâce à un rendez-vous avec une personne de la Carsat 2 ans avant, ce qui n'est plus possible aujourd'hui: la Carsat ne répond que un an avant le départ théorique.

Le système actuel est très complexe il pourrait être plus conversationnel avec les moyens d'informations actuels

Je ne peux que me féliciter de l'efficacité des services concernés : professionnalisme et rapidité. Que ce soit retraite de base ou complémentaires. De même pour les caisses d'assurance maladie. L'informatique a bien aidé. Un seul point : au fur et à mesure de la démarche sur les 5 dernières années, je n'étais pas sur que mes commentaires étaient bien pris en compte. Même si ils l'ont été effectivement au final.

Encore trop jeune. Mais je capitalise par moi-même

La CNAV a des délais de réponse innacceptables

Très bien gérée et par l'Education Nationale, et par la CARSAT en ce qui me concerne

Je n'ai eu aucun souci pour entreprendre les démarches de ma demande de retraite, car les formalités étaient simples. Pour certains de mes collèges, la démarche a été beaucoup plus difficile.

Complexité des systèmes de retraite et liaisons inter régimes pas toujours efficaces. Retards de traitement difficilement acceptables dus à une inadéquation objectifs/ressources

recontitution de carrière assez facile ; versement des prestations assez rapides

Quelle retraite ? Notre génération peut-elle espérer en profiter un jour ? Nous sommes juste bons à payer et entretenir le train de vie de nos élus ainsi que des générations précédentes qui ont vécu des décennies au-dessus de leurs moyens ...

Si vous avez été amené à demander un remboursement de soins de santé, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

moyen (MFP CAISSE FONCTION PUBLIQUE)-probleme dans la connexion securité sociale/mutuelle complementaire (probleme resolu depuis)

On travaille dur et on est très mal remboursé il y en a marre . C'est pas normal qu'on puisse pas se soigner sereinement quand il nous arrive une tuile.

La cpam fonctionne plutôt bien pour les patients mais au détriment des professionnels de santé... a trop rembourser on paupérise les professionnels et on fait fructifier les mutuelles

Les délais sont très long, ce qui peut avoir comme conséquence, un trou dans le budget. De plus les délais pour débiter les comptes sont bien inférieur aux délais pour créditer le compte, ce qui dans un élan de logique ne l'est pas du tout.

la secu n'est pas encore totalement passé dans le numérique mais cela va beaucoup mieux, il est difficile pour le particulier d'avoir accès à ses information médicales avec une vision simple.

Non prise en charge d'un transport en taxi pour une personne âgée en maison de retraite car il s'agissait d'un examen sans hospitalisation mais cette personne n'avait pas d'autrès moyen de transport

Cela fonctionne bien. On se demande pourquoi de tels effectifs alors que tout est automatisé...

Mon épouse et moi sommes excédés par l'arrêt de nombreux remboursements S.S. et donc de nos mutuelles (pour le 15% et -) pour plusieurs maladies de vieillesse, en particulier l'arthrose, des anti-inflammatoires etc....et va financer la PMA, des stages de ski pour handicapés: nous le sommes aussi!

Le système fonctionne mais il est lourd et coûteux.

Les remboursements de santé au niveau SS fonctionnent très bien dès lors que le dossier assuré/ ayants droits est en ordre !

Les relevés de remboursement sont incompréhensibles pour le commun des mortels

IL est désormais impossible de vérifier les paiements et remboursements de la sécurité sociale et de la mutuelle. Tantôt tout passe par la carte vitale, tantôt il faut envoyer un courrier. Si une facture arrive en retard (exemple laboratoire d'analyse médicale suite à une admission en urgence) et est transmise à posteriori

elle est retournée par la mutuelle (MGEN) qui demande la feuille de soin qui avait déjà été envoyée par ailleurs avec d'autres factures de soins .

mutuelle, long, avance trop cher, remboursement en baise d'une année sur l'autre

Pas de problème sauf pour demande d'extension pour une carte européenne de prise en charge faite par internet. J'ai été obliger de me déplacer physiquement au centre de sécu.

pas de problèmes avec la secu

Je n'ai eu aucun soucis a me faire rembourser donc c'est bien.

Le site de l'Assurance maladie et la connexion avec notre mutuelle santé est très efficace. RAS

Cela remonte à 11 ans. Etre entre démission du régime CPAM et moins d'un an d'ancienneté au RSI et ne pas avoir droit aux IJ malgré des années de travail sans interruption.

RAS

Je parle de la CRAM ou CARSAT: Trop lourd et engorgé. Des queues pour une simple information ou démarche. Améliorer les systèmes à distance (net et téléphone) et les rendre gratuit ou forfaitaires.

Service correct, satisfaction sur ce point (administration concernée : Sécurité Sociale).

Satisfaite des remboursements rapides grâce à la Carte Vitale.

de plus en plus les mutuelles dans les entreprises sont obligatoires et un couple a donc deux mutuelles. Il est possible d'enregistrer chaque membre du foyer sur les deux mutuelles. Les mutuelles se servent d'AMELI pour que à chaque fois qu'un enfant est soigné au titre de la mutuelle principale il soit rejeté ensuite par les deux mutuelles sous couvert de demande de rattachement de la deuxième mutuelle pour le transfert automatique des demandes de remboursement . Il faut plusieurs fois par an écrire car bien entendu ça n'est pas un simple clic informatique, ceci permet aux mutuelles d'utiliser l'etat pour décourager les gens de se faire rembourser.

Ça marche très bien!

carte vitale : un vrai plus ! à développer dans le suivi des soins

aucune difficulté

Je suis à la RAM sur mes remboursements je n'ai pas de détail j'ai des sommes en négatif sans précision, quand je téléphone on me dit que j'ai 100€ par an à ma charge sans précision aucune.

MGEN : site web bien fait, relevés de prestations rapidement en ligne, très bon accueil téléphonique.

Tout a bien roulé !

Souci pour un de mes enfants passé du statut d'étudiant à salarié. La «machine» n'a pas enregistré l'information et il doit remplir un dossier complexe et n'est pas remboursé en attendant la régularisation de son dossier.

la carte vitale est clairement une statisfaction les soins sont remboursés tres rapidement

biens remboursés, Merci

pas de probleme de remboursement tout est clair et transparent

Nous envoyons les feuilles de soins lorsque certains médecins ne prennent pas la carte Vitale(cette utilisation devrait être rendu obligatoire pour tous le corps médical afin d'éviter les envois par courriers à la CRAM de Lyon. Il faut attendre environ un mois avant d être remboursé

Satisfaction dans l'ensemble malgré quelques bugs informatiques de carte vitale n'ayant pas permis certains remboursements.

fonctionnement correct

Processus de traitement simple et efficace

fonctionnement normal en ce qui me concerne.

Bonjour tout est à reconstruire , et au faites dites à la sécurité sociale que la prochaine fois elle peut garder ses deux euros de remboursement .

Le deremboursement des lunettes avec en plus un plafond imposé aux mutuelles est un scandale. Non seulement c'est contre nos libertés (les mutuelles ne sont plus libres de proposer le remboursement qu'elles veulent) mais en plus cela tue l'industrie française de la lunette. Bravo aux énarques qui ont inventé cette mesure.

Il faut déremboursser l'homéopathie qui est reconnu scientifiquement comme aussi efficace qu'un placebo.

Jamais eu de problèmes autres que mineurs

Pour les remboursements des déplacements en taxi (en cas d'opération en ambulatoire) l'administration est trop tatillon et n'informe pas le patient correctement.

Bons délais de remboursement et efficacité

3 semaines pour remplacer une carte vitale cassée c'est beaucoup, même si ce n'est pas un sujet majeur.

Impossible de discuter si il y a eu une erreur due au Médecin. La Sécu à tous les droits et si elle ne donne pas suite, de manière unilattérale elle est censée avoir raison

Le site AMELI et la carte Vitale de l'Assurance maladie sont des innovations intéressantes pour faciliter et accélérer les remboursements de soins

Pour les frais dentaires il n'est pas normal que des personnes choisissent de se faire arracher les dents plutôt que de les soigner à cause du prix surtout qu'ensuite il peut y avoir des problème de digestion qui seront pris en charge par la SS. Chirurgien dentiste ou chirurgien à rémunérer selon leur travail comme chaque travailleur et non avec des dépassements autorisés exorbitant en prétextant que la Mutuelle rembourse.

Service efficace - rien à dire

Problème de télétransmission en cas de changement de mutuelle.

Problème avec la télétransmission lors d'un changement d'entreprise et donc de mutuelle

Pas de problèmes.

Rien a dire

ce n'st pas exactement la question mais je pense que l'on devrait avoir un laisser à charge pour tous à la pharmacie et à l'hôpital ; tout comme on devrait faire montrer à chaque malade le coût réel de son traitement , de son passage à l'hôpital pour qu'il réalise ou passe tous ces prélèvements obligatoires.

Améli ok

pas de difficulté

La sécu fonctionne vraiment très bien

CPAM : Ca fonctionne très bien, facilité, rapidité. Par contre lorsqu'on regarde le détail des remboursements sur son compte personnel, cela semble très complexe et on se rend compte qu'il y a chaque fois une partie non remboursable. Le coût des mutuelles est de plus en plus important. Les salariés ont aujourd'hui des contrats collectifs par leur employeur avec une prise en charge d'au moins 50% du coût. Quand on passe en retraite, les ressources diminuent considérablement et le coût de la mutuelle en adhésion individuelle et sans aide est très élevé.

espérons que rien ne va changer dans ce système qui est très performant même si on entend de + en + que le personnel des hôpitaux a des objectifs a atteindre ce qui est vraiment regrètable , la santé tout le monde y a droit

Pas de problème. Remboursements automatisés. Toutefois, en cas de remboursement « manuel «, délais très longs... Manque d'effectifs ?

Remboursements rapides et sans problème

La cpam est l'administration qui fonctionne le moins bien en France. C est kafkaïen

Le patient devrait connaître ce qu'il coûte à la collectivité et ce qu'il reçoit en contrepartie. Ce serait édifiant et il changerait peut-être de comportement. D'autre part, la gestion des hôpitaux peut être grandement améliorée. A titre d'exemple, mais parmi tant d'autres, la défection pour les vaccins en France est proprement scandaleuse et coûteuse. Comment se peut-il qu'une partie du corps médical soit complice de cet état de fait. Le vaccin contre la grippe devrait être obligatoire dans les EHPAD, dans les hôpitaux. Une vigilance devrait être mise en place dans les établissements scolaires.

J'attire l'attention sur les praticiens non conventionnés des grandes villes; Ceci est de plus en plus intolérable car il n'y a plus de limite et plus de remboursement dans certains cas; que doivent faire les vieilles personnes des grandes villes

1) Pas de problème. Une très bonne organisation entre le régime de base MSA et l'assureur complémentaire.

bravo pour les remboursements en ligne et la transmission automatique à la complémentaire

Satisfait dans l'ensemble

Pourquoi les frais dentaires réalisés à l étranger sont ils remboursés tardivement (6 mois) ?

Les remboursements de soins sont dans l'ensemble plus efficaces et plus rapides depuis plusieurs années.

Le relevé sur internet est meilleur

Ça s'est facile, une carte à puce et on en parle plus, pas de papiers, des remboursements faciles et automatiques.

renvoi de la demande entre différents interlocuteurs de la sécurité sociale et des hôpitaux

Pas de problème

Imposer passerelles de remboursement entre sécurité sociale et mutuelles

très peu utilisateur mais 14€ de remboursement pour une paire de lunette ! alors que je paye des 1000€ de charges sociales

En règle générale, pas de problème

Délai téléphonique et réponse inadaptée pour la CAF

bon fonctionnement de AMELIE

Le lien entre la sécurité sociale et les mutuelles se fait de mieux en mieux.

professionnalisme et rapidité. Mais peu de transparence : on a du mal à voir si le remboursement est bien bon, à 100 % ou pas.

Assez simple. Le site AMELI est très bien fait. Les demandes de remboursement peuvent se traiter en ligne. Délai de retour 2 semaines environ (en nette amélioration) .

Délais trop longs (ram rsi) Opacité des remboursements réels des mutuelles. Et toujours anormal d'avoir un si faible remboursement des frais optiques

problème avec les dépassements d'honoraire et incompréhension devant le non remboursement de médicaments sur ordonnance (i.e; considéré comme efficaces par les praticiens: exemple ophtalmo)

Ayant été salarié, j'ai été obligé par la loi de prendre la mutuelle de mon employeur. Ma femme étant à l'époque salariée également devait également prendre la mutuelle de son employeur ce qui est totalement idiot et qui permet aux mutuelles de bien vivre. Récemment sorti de mon dernier emploi j'ai demandé à bénéficier de la portabilité de ma mutuelle pendant un an (ce qui est un droit que j'ai bien conscience d'avoir payé dans mes prestations préalablement). J'ai mis 4 mois à obtenir cette portabilité d'un an et j'ai dû passer par des agressions sur Facebook pour obtenir des réponses de ma mutuelle AG2R sachant qu'APICIL n'était pas mieux. Les mutuelles ne considèrent pas les usagers et utilisent des méthodes d'évitements scandaleuses. Ces entreprises gagnent des milliards sur le dos des usagers et la loi nous oblige à y souscrire. Si vous êtes libéraux, enlevez cette obligation, remettez de la concurrence réelle pour l'usager et tout s'améliorera. Si vous êtes socialistes, nationalisez les mutuelles, il y a beaucoup d'argent à se faire !

MGEN très bien

oui car les mutuelle sont trop cher et rembourses de moins en moins de prestation médicales

J'ai changé d'emploi et été obligé de changé entre la sécurité sociale et la MSA (puis retour arrière) c'est un enfer!! Simplifions: une seule caisse d'assurance maladie (et pas la MSA !!)

Suite à un passage aux urgence pour un de mes enfant, je n'avais pas le livret de famille. On m'a dit que j'aurais donc quelque chose à payer. j'ai souhaiter payer sur place, mais ce n'étais pas possible. L'hôpital m'a donc envoyé une facture de quelques euros (papier + enveloppe timbrée), ayant oublié de payé, j'ai reçu une relance (papier + enveloppe timbrée)....tout cela pour quelques euros que j'aurais pu régler immédiatement.

Les remboursements sont plutôt rapides et conformes

L'assurance maladie fonctionne bien. Si la situation est à jour, les remboursements sont rapides.

pourquoi ne pas intégrer les mutuelles à la Sécurité sociale puisqu'elles sont obligatoires

Je n'ai eu que rarement des problèmes dans ce domaine.

satisfaction : ameli difficultés : des medecins sont tjs encore sans carte vitale et donne des feuilles de soins (3 à 4 semaines de rempboursement)

Problèmes de communication entre les services

Si vous avez été amené à faire une demande d'aide pour une situation de handicap, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

Dans une situation de handicap il faut donner beaucoup de justificatifs et renouveler souvent les demandes (AVS, RQTH, aides financières, services de soins et de suivi) heureusement tout est centralisé à la MDPH

Ma soeur galère depuis des années à refaire tous les ans le dossier pour mon neveu handicapé. Les organismes ne communiquent pas donc 1 dossier (de plusieurs pages à faire signer par pleins de personne) pour les outils à l'école, 1 dossier pour l'ALD, 1 dossier pour la maison handicap etc. C'est vraiment une honte....

MDPH : a fait de grands progrès. mais le dossier est toujours très complexe.

Les ex-COTOREP et les plus récentes MDPH sont un exemple de mauvais fonctionnement d'institutions que j'ai trouvées inhumaines (l'annonce de handicap de mon enfant a été très violente) et fort peu compétentes (on l'a orienté vers un atelier

protégé, alors que son dossier montrait qu'il travaillait depuis plusieurs années en milieu ordinaire)

En période de handicap, mon mari et moi-même n'avons jamais su valoir des droits ; démarches lourdes et difficiles ; impression de quémander avec un regard défavorable que ce soit avec la médecine du travail et les contrôles de la SS.

Très insatisfaisant! Toute aide m'a été refusée même humaine. La dame qui m'a reçue avait l'air las, ne comprenait absolument pas qu'avec un bras inutilisable consécutivement à un curage axillaire total pour cause de cancer du sein à 40 ans, un taux de morbidité élevé, des douleurs neurologiques chroniques et dûment attesté par des experts, 4 enfants mineurs à élever âgés de 5 à 12 ans, une maison à tenir, de gros chariots à pousser au supermarché - ce qui est vite une torture - des douleurs à la conduite et dans tous les gestes de la vie courante, elle a classé mon handicap juste sous la barre qui m'aurait donné droit à quelque chose. Je ne réclamais pas d'argent mais juste une carte pour pouvoir me garer plus près de l'entrée des magasins sans avoir à faire des manœuvres pénibles et pousser un chariot lourd sur plusieurs centaines de mètres parfois. Il s'agit de la Maison du handicap d'Anse. Au final la dame m'a renvoyée sur le pôle Emploi qui m'avait adressée à elle !

Suite à une demande d'aide pour mon épouse concernant sa perte à 80% d'audition,une demande d'aide a été faite à la MDPH du Rhône. 6 mois pour obtenir une réponse négative alors qu'aucun document ou visite de contrôle n'a été demandée afin d'évaluer et de reconnaître son handicap. Entre temps un courrier pour demander un audiogramme réalisé avant ses 60 ans. Document envoyé ,réponse 3 mois plus tard mentionnant que son état avant 60 ans ne justifiait pas une aide quelconque. Pur foutage de gueule avec des personnes incompétentes, désagréables s'attachant à défendre leurs propres intérêts avant celui des autres. Tout ce système est à revoir et devrait dépendre directement des mairies

Accueil désastreux à la limite de la politesse. A chaque demande devoir refaire le même dossier alors qu'il y pas dévolution possible, mentionné sur dossier médical. Délais de réponse très long, minimum 6 mois voir plus. Par exemple pour remplacement d'un fauteuil électrique 14 mois.

Je vois en 3D et ça c'est la galère, pour les créneaux par exemple

pa d demande

autre chose qu'il me semble urgent de rèsoudre c'est le problème des maisons de retraite , tout le monde devrait y avoir droit ce qui n'est pas le cas , couts exhorbitants

Pas d'expérience récente.

Un de mes enfants à un handicap. Il m'a fallu 6 mois entre le montage du dossier et sa validation (délais obtention rdzvs et docs). Dossier déposé en maison départementale et traité à la mdph. Dossier evidemment mal transmis ou le demandeur doit rectifier les erreurs! Validation du dossier pour une mise en place 6 mois après. A sa rentrée en CP l'avs a été affectée à une formation (normal sur son tps de formation) mais sans remplacement. Idem lors de son congé maladie! Au bout d'un an (date du dossier et non de la mise en place) il faut renouveler la demande pour l'année q vient!!!! Chronophage!!!!

fille handicapé. il faut 2 ans sans aucun revenu pour bénéficier de la pension handicapé. comment doit-elle vivre entre temps ?

Parcours chaotique et éprouvant . Pourquoi faut il renouveler la Rqth tous les 3 ans alors que le handicap reste le même !! Il ne risque pas de disparaître . Il sexiste des parcours personnalisés , plein de mots , de textes .....mais les établissements scolaires ou CFA n'ont aucun moyen à part leur bonne volonté éventuelle .

Délai d'un an pour régularisation de l'AAH auprès de la MDPH Délai de +de 6 mois pour le dossier «d'Habilitation Familiale « par le Tribunal d'Instance du Juge des Tutelles

lourdeur des démarches, traitements des dossiers trop binaires pour gérer des personnes en situation de handicap mental qui nécessite à traitement au cas par cas en fonction de la pathologie. Manque de solution pour la prise en charge de ces personnes sur l'ensemble du territoire. Temps d'attente pour une place en foyer de vie, 5 ans voir plus ! ARS, département.

C'est extrêmement compliqué ! Les délais MDPH sont longs Les allocations des enfants handicapés peuvent être réduites à zéro d'une année sur l'autre si le dossier n'est pas présenté de la même manière que l'an passé. Personne ne prend soin d'aider les parents face à cette administration. Les règles sont archaïques Les parents sont seuls face à cette administration obscure et lente .

pour une proche: incroyable la mauvaise gestion et l'incohérence du traitement d'un dossier à Marseille

La MDPH c'est comme atterrir dans un roman de Kafka ou dans une usine à gaz. Des démarches sans arrêt renouvelées avec les mêmes informations avec des délais infinis comme si on avait un enfant handicapé différent chaque année ! Une souplesse inexistante face à des situations forcement très sensibles et complexes. Un pragmatisme et un bon sens inexistant, on applique juste une norme et c'est aux aidants de rentrer dans les cases même si cela coute parfois plus chère à la collectivité. C'est l'esprit public même qui n'y est pas car l'administration n'a droit à aucune initiative.

Si vous avez été amené à créer une entreprise, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

Le nombre de papiers à fournir et taxes à payer est tout de même trop important

Blocage financier total des castrateurs bénéficiant des délégations de services publics en matière d'innovation.

tribunal de commerce, long, personnel non formé, pas de suivi

Les services des Chambres de Commerce sont à «dépoussiérer» et trop rigides sur les procédures qui mériteraient à être plus souples. Trop de «papiers», la création d'entreprise devrait être plus «spontanée».

2 expériences en 2017. Déprimant... aussi bien avec la Chambre des Métiers qu'avec la SSI. A force d'obstination et après avoir eu la chance de tomber sur des personnes moins obtues et la mise en relation avec un/une responsable, résolution du problème. 12 mois pour un des dossiers.

Principales difficultés furent les rapports avec le RSI qui ne répond à aucun courrier, ni à aucune sollicitation. Service de qualité nulle

J'ai été décliné devant la complexité et j'ai abandonné le projet. Payer les impôts avant avoir gagner un centime...Ridicule...

j'ai été actionnaire d'une TPE. Beaucoup trop de complexité qui obligent rapidement à payer pour avoir des professionnels juridiques.

La micro-entreprise

Gros souci avec le Ministère des Droits de la Femme il y a quelques années. On m'a dit qu'il fallait choisir entre faire des enfants et créer une entreprise! Je m'étonnais de l'injustice et

l'incohérence relatives à l'imposition des allocations maternités des gérantes majoritaires de SARL mise en place en 1999. Ces allocations sont versées sur le compte bancaire personnelle des gérantes. Or, quand une gérante va accoucher, elle ne peut pas se faire remplacer si ce n'est par ses salariés si elle en a. Moi je n'en n'avais plus après un Prud'Homme catastrophique ayant réduit ma trésorerie à zéro. J'ai donc dû fermer mon entreprise/commerce. Je suppose que je ne suis pas la seule dans ce cas là. Donc les allocations maternités m'ont servi à payer les frais fixes de l'entreprise pendant les quelques semaines prises pour la naissance de mon fils. Pourquoi me faire payer des impôts sur des sommes qui ont servi à préserver la vie de l'entreprise et sur lesquelles j'ai repayé d'autres taxes? Le calcul fait, j'aurais mieux fait de ne pas toucher ces allocations ou de ne pas déclarer ma grossesse. Le problème de cette mesure fiscale est qu'elle a mis dans le même panier des professions libérales (infirmières, avocats, médecins...) qui peuvent plus facilement se faire remplacer et dont les revenus sont inexorablement personnels avec les revenus des gérantes majoritaires qui se payent quand elles le peuvent après avoir payé toutes les charges et taxes de l'entreprise. Oui sans doute, quand on veut avoir des enfants, il faut renoncer à créer son entreprise. Le Ministère des Finances, du travail, des droits de la femme, de la santé et celui qui s'occupe du droit des enfants s'il y en a un devraient se pencher sur la difficulté de mener de front des grossesses et la direction d'une petite entreprise, d'un commerce, d'une entreprise artisanale. Les problématiques de créer une entreprise quand on est une femme et une mère est le manque général de compréhension du reste de la société: difficultés à faire garder les enfants après l'école ou à des horaires tardifs, manque de crèches et garderies adaptées aux horaires élastiques, manque de compréhension des écoles sur le travail de la mère de famille entrepreneuse...

RSI

Lorsque j'ai créé mon entreprise, Pôle emploi m'a bien orienté vers des entités à même de m'aider dans mon projet (CCI, experts-comptables,...)

Les charges sont trop lourdes pour des petites structures, le plafond minimum des charges trop élève.

Standardisation des services nécessaire, le RSI est inutile et ne fonctionne pas bien.

Echange numérique facile avec les Greffes

dysfonctionnements entre l'Urssaf et le RSI, ce dernier doit être supprimé.

Bonjour notre système est à bout de souffle .

Trop de documents à remplir, trop de délai pour obtenir des réponses

L'Urssaff ne rembourse pas le trop perçu, est ce normal?

Je pouvais pas redistrbuer les moyens de productions aux ytravailleurs c'était dommage

lourdeur insupportable pour créer mes deux entreprises, et le pire cela aura été pour leur radiation. je n'ai jamais eu autant le sentiment de me faire exploiter lorsqu'il m'a fallu payer des impôts ou publicités diverse de radiation

professionlibérale , pas de difficulté

Un parcours du combattant : 7 commissions pour obtenir l autorisation d ouvrir un restaurant et 2 mois après l'ouverture la visite de l'inspection du travail en plein rush qui estime que les plans valides et modifiés par 7 commissions n intègrent pas ses critères et veut nous sanctionner. Il faut des coordinateurs entre les créateurs d entreprises et l état qui les guident dans la jungle des lois et règlements et il faut assouplir les règlements.

Pas d'expérience récente.

le CRE est efficace

On devrait être libre de cumuler un petite activité d'autoentreprise sans être obligé de demander chaque année l'accord de son administration

Le parcours du combattant avec les différents CFE. Pas assez de flexibilité (mon activité ne rentre pas dans une seule case), trop lent, contact compliqué avec les différents personnels non formés à mon activité.

Urssaf : dossiers à actualiser pour éviter de demander plusieures fois des cotisations déjà payées...

Lourdeur et méandres administratifs. Rsi rsi rsi et ponctionnement fiscal. A décourager de vouloir travailler ho été ment et modestement.

Création Auto entreprise :Site Internet clair et efficace contact très professionnel de la part de l'URSSAF

il y a 30 ans, donc mon jugement n'est plus d'actualité sans doute

SIMPLIFICATION Les chambres de commerce ne servent à rien, comme beaucoup de choses, sauf à prélever des taxes

Ca date un peu mais la difficulté essentielle est de payé des taxes avant d'avoir réalisé du chiffre d'affaire

URSSAF = une catastrophe : pas transparent, mauvaise communication, mauvaise gestion et suivi des dossiers, nombreuses erreurs de leur fait mais qu'il nous faut des mois à régulariser..... à réformer d'urgence. Et remettre tout le monde sous le même régime de sécurité sociale (stop régimes étudiants, stop RSI, ...)

Les démarches de création sont grandement simplifiées depuis qq années

les informations peuvent diverger d'une administrative à l'autre Au niveau de l'impots sur l'entreperise j'ai eu une personne qui m'avait menacer d'une pénalité aors que je n'arrivait pas à payer en ligne . Alors que celle ci n'avait pas la bonne information et n'a pas chercher à trouver une solution

Trop d'organismes gèrent les régimes de prévoyance et de retraite notamment. Décalage entre les cotisations à payer et les bases qui servent pour le calcule N-1 ou N-2

La création aucun problème, très simple quand on passe par le service «autoentrepreneur», la CMA est une catastrophe. (L'incompétence est le maître mot) Pour les questions fiscales, «aides aux démarrages» on retrouve l'administration fiscale.

site du RSI proche de l'inefficacité, d'ailleurs je ne vois pas à quoisert le RSI à part servir de taxes, aucun service n'est rendu en contre partie

Démarche auto entrepreneur plutôt facile

remboursement des soins de santé pour chef d'entreprise, il a fallu 1 an pour savoir à quel régime nous appartenions (nous sommes à la fois agriculteur et gérants d'une sarl) ? administration : MSA, CPAM , CRAM. Chacune de ces administrations se renvoyaient la balle

Si vous avez été amené à recruter du personnel, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

Dépôt d'une annonce sur pôle emploi aucun candidat ne s'est proposé

la multitude des contrat de travail est complexe et peu flexible pour tout le monde, de moins en moins adapté au monde actuel.

Inspection du travail : on vient vous contrôler et vous redresser parce que la feuille des horaires n'est pas affichée alors que vous avez 1 employé !

Aucun. Vous êtes livré à vous même dans le recrutement lorsque vous êtes une petite société.

difficulté à embaucher un ingénieur étranger.

travail avec un centre de réinsertion, personnel non qualifié en restauration, probleme de santé grave (ancien alcoolique pour travailler dans un bar)

Pôle emploi défaillant. J'ai eu recours aux Associations , Alumnis ou prestataires privés.

Ce n'est pas une expérience personnelle, mais dans mon entourage, tous ceux qui cherchent à recruter du personnel éprouvent les plus grandes difficultés et souvent renoncent.

Très satisfait de pôle emploi et les missions locales

Vous vous êtes conscient de la complexité des contrats, feuille de paye ?

Aucun problème pour recruter ni dans la fonction publique de l'Etat, ni dans la fonction publique territoriale : bons DRH à l'écoute des besoins des chefs de service, bonne réactivité de l'administration... et bons candidats.

j'ai fait appel à plusieurs reprises à Pôle Emploi dans le cadre de mon travail et les réponses (CV) fournies étaient souvent complètement à coté de la demande (pour un emploi Aide soignant, envoi de CV de plombier...

1) les Prud'hommes. Les conciliations sont des mascarades. Le petit commerçant y est considéré comme un patron du Cac 40. Aucune chance d'en sortir vivant. La salariée - la seule de l'entreprise - qui m'avait assignée après un licenciement pour causes réelles et sérieuses après 3 avertissements et un nombre incalculable d'arrêts de travail de quelques jours se succédant pendant plus de 6 mois, était défendue par un délégué CGT qui passait sa vie au tribunal et connaissait très bien la directrice de la commission de la pseudo conciliation. Ensuite j'ai tout entendu, que si ma salariée bloquait la ligne et dépensait du téléphone à l'étranger en mon absence, c'était normal, que j'aurais dû préciser dans son contrat de travail qu'elle n'avait pas à passer de coups de fils personnels pendant le travail, que si elle n'ouvrait pas la boutique à l'heure ni pendant des heures, ce n'était pas une faute en soi, que si elle volait de la marchandise, c'était insignifiant au regard de la valeur vénale de la marchandise... 2) le greffe de la chambre sociale de la Cour d'Appel Lyon. Le greffe n'a pas transmis mon dossier de pièces au Président de la Cour. J'ai perdu faute de preuves. Je n'avais pas les moyens de faire un recours auprès de l'administration du greffe. 3) la médecine du travail. Ma demande de contrôle par la médecine du travail relatif aux multiples arrêts de travail de ma salariée n'a jamais été effectuée et je n'ai jamais eu aucune réponse de cette administration. 4) L'inspection du travail venue sur dénonciation d'un salarié le jour de la naissance de mon 3° enfant, laquelle faute d'avoir trouvé quoi que ce soit de significatif à me reprocher m'a écrit 2 pages de remarques hallucinantes comme «l'accès aux toilettes doit être dégagé» ou des rappels sur le cubage d'air indispensable, lequel cubage était 2.5 fois plus important que la norme exigée par le Code du travail. Cette personne n'a jamais cherché à me rencontrer et je regrette qu'elle n'ait pas noté en positif la machine à café en libre-service gratuit, le frigo garni à disposition des salariés, la liberté d'action que je leur laissais, l'intéressement mensuel au C.A qu'ils avaient, le fait que régulièrement je les raccompagnais chez eux en voiture...Dès qu'un employeur est dénoncé par un salarié mécontent, l'employeur est présumé coupable. 5) Le Pôle Emploi. Quand j'ai voulu recruter par leur biais, aucun demandeur d'emploi ne m'a été adressé si ce n'est des personnes qui ne voulaient pas être déclarées! Conclusion: faute de satisfaction dans les embauches, j'ai renoncé à embaucher pour le reste de ma vie active qui que ce soit.

pole emploi innefficace

La qualité des intervenants Pole emploi est différente suivant les villes, avec des écarts d'efficacité incompréhensibles

Bon support de pole emploi globalement, mais des différences de méthodes et d'efficacité très différentes entre les régions.

Bonjour ce n ' est pas mon cas .

On ne nous laisse pas assez de liberté, tout est encadré , réglementé, compliqué. On dirait que l'Etat veut inciter au travail non déclaré.

Pôle emploi n'est pas en mesure de proposer des candidatures adaptées au profil recherché. On vous présente uniquement des personnes qui correspondent au profil «administratif» mais pas au profil «professionnel». Pôle emploi ne sert à rien.

Ils étaient pas syndiqués...

difficultés : impossibilité de rencontrer de trouver des ouvriers de la métallurgie , y compris en essayant de remonter bien en amont dans les lycées et collèges pro . Pas d'apprentis disponibles sur le marché il y a des lycées et collèges ,il y a des professeurs mais pas d'élèves.

Pôle-emploi, c'est devenu une catastrophe nationale. Cette agence qui, il y a 20 ans, avait encore des agents capables d'effectuer un réel lien entre les employeurs et les personnes en recherche d'emploi a complètement perdu son savoir-faire avec la fusion ANPE-Assedic; Aujourd'hui, je considère qu'il faudrait garder l'ancienne Assedic et fermer le reste . Cela nous coûte cher et ne sert à rien!!

Nous avons créé en 15 ans plus de 180 emplois. Nous avons racheté une société au bord du dépôt de bilan et avons été amenés à licencier un DG ayant fait des faux contrats de travail et qui a amené à sa perte une société vieille de plus de 30 ans : condamnation aux prudhommes 220 000 euros. Nous sommes régulièrement exposé à des collaborateurs désireux de faire un pause sans envie de démissionner = demande de RC : si refus arrêt maladie. Administration fiscale : En 15 ans d'exercice, nosu avons eu 3 contrôles fiscaux qui sont soldés sans reprise. Est ce bien normal ? CAC : il avait été question de supprimer des obligations coûteuses pour les entreprises, notamment les CAC. Nous sommes toujours contraints de le faire soit des charges supplémentaires de plus de 20 000 euros qui ne sont de fait pas redistribuer aux collaborateurs ! Des organisations du personnel qui sont fortement coûteuse en temps et en organisation

Pôle emploi ne répond pas aux critères du recrutement

Le personnel non qualifié est trop protégé : arrêts maladie répétés non contrôlés, chômage et aides trop proches du salaire et avec fraudes en continu : je ne sais même pas quelles administrations pourr

Ns sommes artisans depuis 5 ans en métier de bouche. 5 employés successifs en 5 ans restés toujours en de bons termes. Mais un 13ème mois qui part en fumée quelque soit la forme du départ pour cause de coûts de rupture. Les petites structures prennent plus de risque qu'elles ne donnent de garanties et ne peuvent pas rémunérer à hauteur...

Pôle emploi couteux et peu efficace

vaste sujet principalement la prétention des jeunes qui sortent de l'école parce qu'ils ont eu un diplôme (acheté pour la plupart) quel intérêt de conserver pole emploi ? les annonces sur les réseaux sociaux sont bien suffisantes si c'est pour gérer des aides sociales, il faut pas faire croire qu'ils participent à trouver un emploi et que ca coûte à l'état

faire un système plus simple et opérationnel comme dans les pays nordiques

Pôle emploi pas du tout efficace dans le recrutement des cadres.

URSSAF toujours !!!! Et complexité des lois et règlements qui m'imposent de déléguer cette charge (donc un coût supplémentaire pour l'entreprise du fait de la complexité des services d'etat et de leur incompétence.... ce qui nuit à mes résultats donc ma capacité de créer des emplois !!! Dommage)

En tant que dirigeant, j'ai également appris dans ma carrière qu'il ne fallait surtout pas déposer d'offres sur le site de pôle emploi de peur d'être assailli de toute part et de ne perdre un temps précieux à essayer d'identifier le bon candidat (!!!) J'ai testé et effectivement c'est une catastrophe tellement le marché est tendu (ça fait 20 ans au moins qu'il est tendu !)

ANPE: en progrès, davantage à l'écoute des entreprises. DIRECTTE: une catastrophe dès que l'entreprise devient une ETI. Harcèlement administratif permanent, pour des broutilles.

Utilisatrice de LE TESE qui effectivement facilite les démarches administratives mais l'application informatique est une horreur d'ergonomie et de rigidité. Vive la transformation digitale pour l'administration !

Si vous avez été amené à former du personnel, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

A quoi servent les OPCA (c'est pire que l'administration) ?

J'ai eu recours à des prestataires privés ou internes.

J'ai utilisé le CNFPT pour les membres de mon service et constaté l'inadéquation de son offre. Les collectivités obligent les fonctionnaires territoriaux à piocher dans cette offre, parce qu'elles la financent, sans se soucier de leurs réels besoins.

Le problème est que dans certains secteurs, on ne trouve pas de personnel qualifié, mais le pire est surtout qu'il est très difficile de recruter du personnel même non qualifié qui arrive à l'heure au travail, est respectueux avec la clientèle, ne fume pas/ne boit pas/ne se drogue pas, veut tout simplement apprendre et travailler, est motivé pour le faire. Quand j'ai accueilli des élèves de BTS vente, j'ai dû leur expliquer que le BA-Ba de la vente était d'être propre et coiffé correctement quand on se présentait à un client. L'autre problème est que beaucoup de jeunes peu qualifiés présentent des lacunes d'expression orale et de vocabulaire, ont du mal à compter (caisse, pourcentages...), manquent cruellement de culture générale, ont parfois bien du mal avec la courtoisie nécessaire, ne sont pas formés aux techniques de communication, peinent en orthographe, ce qui est particulièrement dommageable dans toutes les activités en lien direct avec une clientèle. C'est l'administration scolaire qui est concernée.

les formations professionnelles est une nébuleuse infernales. Les aides sont indéchiffrables changent a chaque élections et les budgets inaccessibles

les organismes de formations sont multiples tres chers et peu controles

Trop de lourdeur administrative.

très bon fonctionnement entre le Fafiec , pole emploi et les écoles

Bon fonctionnement entre les écoles et pole emploi, encore simplifier les demandes d'accès pour les emplois en alternance.

Bonjour je ne suis pas la personne adéquate pour cela .

Non concerné.

La formation est encore trop souvent inadaptée au besoin réel de la personne sinon à remplir des stages où il y a de la place parce que quelqu'un de parfaitement inconnu a estimé qu'il serait bon d'ouvrir une formation.

La réforme de la formation professionnelle avantage juste les grands branches comme la Métallurgie. Pour les petits secteurs et les petites entreprises, il n'y a plus aucun support pour les aider à financer les nécessaires formations de développement de compétences dans l'emploi (je ne parle pas de certification ou de diplôme mais juste de perfectionnements professionnels)

difficulté à connaitre le financeur de telle ou telle formation

Nouvelle réforme de la formation : à compter de 2019, les entreprises de plus de 50 personnes ne bénéficients plus de l'impôt qui leur est demandé pour la formation. Les collaborateurs seront moins nombreux à être formés car nous ne pouvons pas d'une part, alimenter le budget formation et payer des formations : les budgets ne sont pas extensibles !

Je travaille dans un CFA en zone rurale, il faut plus de moyens, avec la réforme de l'apprentissage ceux-ci sont en difficultés. Les formations post bac ferment. Les jeunes qui préparaient un bac en apprentissage ne peuvent pas se déplacer en ville et deviennent des décrocheurs. Il faut aussi aider les lycées qui forment des jeunes futurs bacheliers en alternance en stage

Toujours des lourdeurs administratives de suivi de prise en charge de rembourse ment. Affreux accords de branche des organismes habilités

Question trop large impossible de répondre ainsi que les suivantes

L'industrie de la formation en France est très nuisible, son principal objectif c'est le business Malgré toutes les aides et leurs coûts, un alternant coûte plus cher à l'entreprise qu'un employé et tout le travaille de formation est à faire par l'entreprise nb : c'est pas l'administration puisqu'elle fait «sous-traiter» (adefim ...), total improductivité du système ..... que des organismes qui en profitent

SIMPLIFICATION

Je suis rarement passé par la formation des administrations pour former mon personnel. Je suis passé une fois par la CCI pour une formation sur les incoterms et ça s'est plutôt bien passé.

les formations pour les aide soignant sont trop courte elle dure que 10mois on pas le temps de bine les former

En tant que formateur occasionnel je trouve que l'attente des formés est avant tout un échange de bonnes pratiques et un recherche de réseau La formation professionnelle est mal rémunérée

Si vous avez été amené à rémunérer du personnel, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

Difficultés pour joindre pajemploi

Impossible d'établir une fiche de paye sans recourir à un intermédiaire. Encore plus vrai avec l'impôt à la souce ! Des coûts supplémentaires, des risques d'erreur accrus, etc, etc

Depuis la fin du RSI et la reprise par l'URSSAF, c'est la catastrophe. L'URSSAF et débordée et ne répond plus aux messages en cas de problèmes. J'ai des messages déposés depuis plusieurs semaines sur le site d l'URSSAF et aucune réponse.

Le site du CESU que j'utilise depuis sa création est parfait, à chaque demande il m'a été répondu avec rapidité et clarté.

CESU: Très simple et satisfaisant.

Le chèque emploi-service est pratique et facile d'utilisation.

Rémunérer des salariés est juste trop coûteux pour des TPE dont les «partons» se payent eux-mêmes rarement. Les frais de médecine du travail sont exorbitants pour les petites boîtes, le coût concret de la formation n'est pas intégré à l'actif du bilan, les coûts des arrêts de travail pour les TPE ne sont absolument pas pris en compte...problèmes divers qui relèvent du Ministère des Finances et de celui du Travail.

Employeur de salarié à domicile, le fonctionnement du CESU est très simple et très efficace.

Aide ménagère grâce au CESU très simple et efficace

pas de problème majeur

Bonjour je me rémunère moi - même .

Trop de charges sociales, cela tourne au racket.

Pour faire prendre conscience aux salariés du coût de l'ensemble des charges sociales, je souhaiterai supprimer la distinction charges patronales /charges salariales. En effet le coût accepté par l'entreprise pour rémunérer les services rendus par le salarié correspond au cumul salaire net + retenues salariales + charges patronales. Je souhaiterais que le brut de la fiche de paie soit le coût total pour l'entreprise et que l'on appelle charges sociales, le cumul charges patronales et retenues salariales. Exemple : Actuellement salaire brut 2000, retenues 450 et charges patronales 900 Souhaite : salaire brut : 2900 - charges sociales : 1350 = 1550. Le salarié voit ainsi clairement ce que représentent les charges sociales que l'employeur versé aux organismes en contreparties de ses services.

L'obs

inspection du travail il y a des militants politiques et des gens professionnels consciencieux. à la gendarmerie à aucun moment vous ne savez le bord politique du gendarme à qui vous vous adressez.

Beaucoup de charges, beaucoup de complexité administrative mais des administrations généralement à l'écoute et aidante et, ces dernières années, une diminution des charges salutaire

Le droit du travail est totalement inadapté aux tpe. C est catastrophique et contre-productif al'emploi

Complexité des lois qui changent en permanence et peuvent se contredire : notre avocat nous disait : on ne peut jamais être en totale conformité avec les lois, on limite le risque

Le capital travail n'est pas assez valorisé par rapport au capital «inactif» et «capital».

Le Cesu est une belle réussite. Le site est efficace.

Complexité d'une feuille de salaire, changement continuel, obligation de faire faire ca par un spécialiste

Le site du CESU fonctionne bien

SIMPLIFICATION

Dispositif CESU satisfaisant.

Le site urssaf est bien fait

Dossier assez compliqué à monter et pour lequel on n'est jamais vraiment sûre d'avoir tout bien complété ou répondu. Le site de PAJEMPLOI est cependant plutôt bien fait.

Complexité des règles assujetissement aux cotisations sociales, complexité des exonérations

Complexité des feuilles de paie et trop nombreux changements

J'utilise les CESU pour payer ma femme de ménage et c'est trés pratique .

La déclaration des salaires CESU sur internet est très pratique, en revanche, lors d'une rupture, les indemnités ou les déclarations devraient être simplifiées. les attestations Assedic devraient être établies par le CESU. Dans un cas, on parle de salaires nets, dans l'autre de salaires bruts....

Satisfaction : cheque emploi service

Si vous avez été amené à mettre fin à votre activité, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

L'URSSAF : un poême. J'ai reçu en 1 mois trois montants différents de cotisation à payer, et au tél le préposé m'a indiqué un montant différent de ceux reçus, le site web sur mon compte en indiquait un 6ème. Opacité des règles de calcul, aucune confiance pour être sûr que ce que j'ai payé était le bon montant

J'ai voulu clôturer la société héritée de mon père (un groupement foncier agricole) à son décès. Comme l'activité avait cessé et qu'il ne restait que le nom je pensais pouvoir clôturer facilement et surtout gratuitement et vendre les terres séparément. Finalement j'ai du trouver un acquéreur pour les terres et la société ce qui a été long et incertain

difficulté a récuperer tout les documents de fin de contrat (attestation, STC)

C'est plus facile de liquider une entreprise que de la monter.

La lourdeur des charges de l'urssaf et la contribution CFE m'ont forcé à liquider ma société. Je ne travaillais que pour payer des charges sur mon C.A , plus l'impôt sur IS et pas assez pour me rémunérer !!!c'est le comble.

Bonjour c ' est la jungle mais sans Mowgli .

Pour arrêter l'activité d'une société c'est le parcours du combattant, on n'a jamais fini, même après avoir rencontré les personnes chargées d'enregistrer la fin d'activité de votre société.

J'en ai fait un article feel good de solution donc ça allait

difficultés les operations de radiation.

Absence de chômage pour le gérant

L'URSSAF. Son foutu courrier recommandé, l'impossibilité de faire cela par internet, le téléphone surtaxé et injoignable. Les 50€ de non déclarations trimestrielles. Tout le monde aime l'urssaf, c'est bien connu.

Si vous avez été amené à recruter une personne portant un handicap, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction et/ou les difficultés rencontrés en précisant, pour chaque point, l'administration concernée :

J'ai eu recours aux Associations ou prestataires privés ou internes.

Dans ma collectivité, j'ai été amené à recruter des personnes portant un handicap en emploi aidé. Dans l'ensemble, c'est une expérience très positive, même s'il faudrait des aménagements

au fil du temps, ces personnes présentant une fatigabilité supérieure en fin de carrière... mais n'ayant pas les moyens d'un temps partiel.

le fonctionnement de l'Agephip n'est pas clair, comment sont attribués les certifications pour les ateliers ? Nous avons été plusieurs fois victimes d'arnaques.

Bonjour je n ' ai jamais entrepris la démarche .

J'espère il verra le questionnaire c'est pas la vanne la plus facile à faire de ma vie on va pas se mentir

Y a-t-il d'autres points sur l'organisation de l'Etat et des services publics sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

De manière annexe, votre formulaire comporte des questions qui passent « du coq à l'âne « ou qui sont redondantes.

PLUS DE PROXIMITE ET CONSERVER L'HUMAIN

Tellement (non exhaustif) : ORGANISATION DE L'ETAT / COLLECTIVITES - Accentuer la décentralisation avec transfert des compétences et des moyens en local / l'état est simplement garant de la péréquation financière de ces compétences au niveau national pour ne pas créer d'inéquité entre les territoires - Plusieurs échelons de décision : communal, intercommunal, régional et national -> suppression des notions de cantons, d'arrondissements et départements - Principe de non doublon de compétence entre collectivités : suppression de la clause de compétence générale à chaque échelon et suppression/réduction des organismes d'état en région/département/communauté d'agglo (Préfectures, DREAL, DRJSCS, DDTM, DDCSPP, ARS...) - Dans les secteurs ruraux, valoriser l'agriculture locale en filière courte et les appellations de qualité type IGP (consommer local c'est bon pour le porte-monnaie, l'économie locale, l'environnement et la santé), augmenter la prise en charge des déplacements pour le motif travail en plus de la prime employeur - Dans les secteurs urbains post-industriels requalifier la main d'œuvre par un accompagnement en soutien financier et en formations des métiers en manque de main d'œuvre - Dans les secteurs urbains en périphérie des grandes agglomérations : remettre la République en centre des quartiers -> renforcer les moyens humains et financiers sur l'école dès la petite enfance, renforcer l'enseignement de la laïcité et ne pas tolérer les enseignements religieux antirépublicains, accompagnement des chômeurs sur la formation des métiers en manque de main d'œuvre, accélérer la requalification urbaine et le désenclavement par les transports publics - Dans les quartiers avec divers trafics (drogue, armes) : envoi de l'armée en remplacement de la police - Interdire les prêts à la consommation avec des taux d'usuriers et mieux encadrer les cartes de crédit à la consommation pour éviter le surendettement DEMOCRATIE ET CITOYENNETE - Remettre en adéquation les sanctions pénales : qqu'un qui vole pour manger n'a pas à être sanctionné plus qu'un élu ou homme d'affaires qui vole l'ensemble des français - Reconnaissance du vote blanc avec annulation des élections en cas de %age de votes blancs > au pourcentage du vainqueur - Rendre le vote obligatoire, - Assouplir le système de vote (permettre le vote dans n'importe quel bureau en France, voter un jour de semaine avec possibilité d'avoir 2h pris sur le temps de travail...) et d'inscription sur les listes électorale (fichier national centralisé, possibilité de changement d'adresse par internet...) - Accélérer la fusion de communes en imposant une réduction du nb d'élus et de fonctionnaires municipaux - Passer à 690 le nombre d'élus parlementaires à l'Assemblée + Sénat (vs 925, soit environ ¼ d'élus en moins) - Limiter le nb de ministres / ministres délégués / ministres auprès du ministres / secrétaires d'état qui composent le gouvernement à 20 élus - Rendre obligatoire la présence des élus dans leur assemblée : dès la 2ième absence sur la durée du mandat = baisse de salaires, 5ième absence = fin du mandat anticipée - Faire élire les élus du Sénat au suffrage universel direct comme pour l'Assemblée et rééquilibrer le nb d'élus entre les deux chambres - Transformer le CESE : constituer le conseil de 200 volontaires par un tirage au sort parmi les français volontaires de plus de 18ans et sans casier judiciaire - Supprimer la notion de canton (avec la suppression des Conseils Départementaux) et supprimer la notion de circonscription, incompréhensibles pour les français et sujettes à considérer ces découpages comme magouilles électoralistes -> se baser sur les Départements pour le vote des Députés et Sénateurs : 1 député/sénateur par tranche d'environ 100000 habitants (pour que le plus petit Département de France ait un représentant), soit 690 députés+sénateurs - Rendre les programmes électoraux engageants pour les élus : bilan à mi-mandat par la HATPV des mesures réalisées, engagées, non réalisées et remise en cause du mandat en cas non-respect - Possibilité de remise en cause du mandat également si 50% des votants signent une pétition à mi-mandat en ce sens - Mise en place de référendum pour toute question sociétale et ayant un lien sur la relation entre la France et d'autres pays/organisations - Ne croit pas à la démocratie participative locale : toujours les mêmes participants non représentatifs (personnes âgés, syndiqués, associations...) - 2 types de référendums : o Initiative citoyenne : seuil minimal de demandeurs à atteindre (1 million ?), majorité claire à obtenir (60% ou 2/3 ?) o Initiative du gouvernement : majorité simple o Pas d'initiative des chambres parlementaires pour éviter les référendums à viser électoralistes

L'administration est très difficile avec les indépendants et les petites entreprises. Tout leur met des bâtons dans les roues, sans parler des charges...

Rétablir un véritable maillage de services publics dans les territoires ruraux en couplant avec l'accès aux soins, à l'éducation

Les services de l'Etat ne paraissent pas tous utiles. Ex la DDT alors que beaucoup de compétences ont été transférées, que l'Etat ne gère plus les permis de construire. Ex les DREAL, dont les services environnement ne vivent que de la complexité de procédures parfois absurdes avec par ex l'extension sans contrôle de la liste des espèces protégées, dont certaines ne sont pas menacées, entrainant des procédures aberrantes pour des animaux très répandus, comme le lézard des murailles ! Des services de collectivités n'ont pas non plus grande utilité. Dit autrement on les supprimerait que les citoyens ne s'en rendraient pas compte.

Quand est-ce que vous allez libérer l'Innovation en France, pas seulement pour fabriquer des gadgets numériques inutiles qui servent de support de communication, mais aussi et surtout dans les innovations majeures et de ruptures qui concurrencent les multinationales des énergies fossiles en particulier ? LIBEREZ LES INNOVATEURS FRANÇAIS DU SYSTEME ACTUEL À L'ORIGINE DU CHÔMAGE DE MASSE par ses blocages destinés à protéger des copains de promo et des multinationales à qui ils pourront demander des avantages pour eux et leurs familles en terme de renvois d'ascenseur.

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au

service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

oui, dans une autre contribution

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

1) Gestion des appels d'offres publiques : il faudrait avoir un site web centralisé unique pour les appels d'offres publics et simplifier son utilisation pour diminuer les coûs des administrations, et simplfier son accès aux PME/PMI. 2) Simplifier les feuilles de paie.

La transition écologique passe aussi et surtout par l'état, il faut montrer exemple ! Le parc automobile des services publiques est en ruine dans la plus part des petites et moyennes communes. Que dire des véhicules des compagnie républicaine de sécurité, ils passsent leur vie sur la route et ils roulent dans des poubelles polluantes, rien que pour l'image ce n'est pas de haut standing, mais d'un point de vu écologique...

l égalité des salaries plus d égalité entre le public et le privé pourquoi les personnes en CDD dans le public ne perçoivent pas la prime de précarité et la prime de fin de contrat en plus quand on est 19 ans en CDD sans cesse renouvelé

Dans les différents secteurs industriels et commerciaux il faut entreprendre avec les professionnels de ces secteurs, un examen en profondeur des normes et règles en vigueur et de la façon dont les administrations les appliquent.

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Trop de marchés publiques sont attribués à de grandes entreprises étrangères. Cela n'aide pas l'économie locale et rend les services de l'état dépendant de sociétés qui n'ont pas forcement d'intérêt envers notre pays.

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h inconditionnelle sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse de manière imbécile! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résul-

tats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Supprimer la limitation à 80km/h sur les routes et revenir aux 90km/h. car les 80 km/h provoque un danger par le fait qu'il est impossible de dépasser un PL ou véhicule lent, sans prendre le risque de prendre un PV. Les radars ou contrôle par les gendarmes sont toujours dans des zones sans aucun risque, mais uniquement dans des zones où l'automobiliste sera piégé. Ce harcèlement devient insupportable.

Ma vie serait tellement plus facile si je ne paniquais pas à chaque vacances scolaires pour avoir de la place pour faire garder mes enfants ! Et si je savais que je pourrais payer tous les mois la cantine qui est hors de pri (pour une école publique !)

Le service public est une chance, quel que soit son organisation. Certes cela peut sans doute être amélioré mais certainement pas vu comme une machine complexe et lourde qu'il faudrait réduire. Vive le service public!

Supprimer les doubles mandats, notamment dans le Gouvernement. Exemple : Ministre avec Conseiller Régional ou Général + Maire + Député ou Sénateur + Préfet + Président d'un Etablissement Public, etc.... En matière d'économie aussi, les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Le tout numérique est difficile dès qu'il y a une erreur. Une mauvaise donnée saisie pour une carte grise et le dossier est rejeté sans avoir la possibilité de parler à quelqu'un, et ce qui devait prendre quelques heures prend plusieurs semaines. Il est aussi insupportable d'avoir des pénalités pour paiement non dématérialisé des taxes et impots. Avant on vous sanctionnait pour non paiement dans les délais, maintenant on vous sanctionne pour paiement par un moyen non dématérialisé. Payer ses impôts et être sanctionné...

Suppression de l'échelon départemental ou généralisation des métropoles à compétence départementale comme la métropole de Lyon

Les services d l'état et publics fonctionnent bien et ont progressé (en général). Il reste qu'il faut décentraliser, alléger , simplifier, aller vers une culture de résultats et réduire les coût. Le passage à 35 heures à désorganisé et déresponsabilisé le système (et accru les coûts). Un retour aux 39 heures (payées 37 ou 38) et une réduction (ou redéploiement)t des effectifs en fonctions des besoins (régions ou zones en difficulté ou rurales) permettrait d'optimiser tout en donnant du pouvoir d'achat aux fonctionnaires. Des prestataires privés (à conventionnement de service public) peut être une solution adaptée à certaines situations! IL FAUT BAISSER LES DÉPENSES PUBLIQUES ET SOCIALES . La crise que nous vivons est une crise de la DETTE (45 milliards d'intérêts par an à ce jour !!!). Augmenter ou ne pas réduire les dépenses ; c'est augmenter taxes et impôts et pénaliser nos enfants (c'est pire que le réchauffement climatique en France !!!)

Je pense qu'il faudrait réfléchir au calendrier électoral modifié après le passage du septennat au quinquennat.

Accès à un internet de qualité: j'habite au bout d'une impasse et le réseau fibre passe devant l'impasse mais n'entre pas dedans. Ma couverture 4G me donne un bien meilleur débit que mon accès ADSL. L'operateur tirant la fibre me dit qu'elle n'arrivera pas chez moi avant plusieurs années mais que je ne peux pas souscrire à une box 4G car mon territoire n'est pas isolé, l'etat ayant peur que les abonnements 4G prennent le dessus de la fibre. L'administration en charge de ces décisions devrait se soucier de ces zones équipées en fibre mais qui ont tout de même des gens qui en sont privés pour longtemps. Leur laisser accès à la 4G au moins.

1er point : pourquoi devons-nous payer des «frais de bureau, appartement, voiture etc» pour les anciens présidents ? Pourquoi leur «retraite» ne sont-elles pas suffisantes ? 2ème point : un ancien président à augmenter son salaire «d'autorité» sans demander quoi que ce soit à qui que ce soit ? est-ce normal ? Depuis évidemment sa «retraite» est confortable.

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Je propose de faire du canton le niveau de base de l'organisation territoriale, les ex-communes devenant des quartiers de la nouvelle grande commune, de conserver les départements, de revenir à des régions plus petites calquées sur les anciennes provinces, chargées d'histoire et de culture.

Je pense pour chaque processus, on doit mesurer l'efficacité. Où il y a des services qui peut être privatisé, il faut le faire.

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur La voiture , c'est la liberté de se déplacer , que les citoyens n'ont pas eu pendant des siècles ; elle est arrivée au 20 ième siècle et Georges Pompidou l'a compris et mis en oeuvre . Depuis , les technocrates parisiens veulent reprendre cette liberté au peuple , notamment rural , et n'ont de cesse de réduire et de confisquer cette liberté . Les automobilistes sont les plus grands contributeurs de l'état : dans la logique «élitiste» des gens qui sont au pouvoir, un suffrage «censitaire» leur donnerait le droit de décision au nom de l'argent qui leur est pris .

Je plaide pour une administration départementale de l'état complètement interministérielle et dotee dune vraie capacité à agir au plus près des besoins des territoires et populations

Les 6.000 aides aux entreprises En 2014, le député de ma circonscription pose une question à l'assemblée sur ce sujet. La réponse est édifiante. http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-54596QE.htm Le panorama semble sensiblement le même aujourd'hui. Pourtant il existait un secrétariat à la simplification et à la réforme de l'état jusqu'en 2017. Au-delà des annonces et des photos souvenirs (https://www.gouvernement.fr/simplifier-transformer), qu'est-ce qui a changé depuis ? Les entreprises ont besoin de normes, règlementations allégées, lisibles, compréhensibles. Elles n'auraient probablement pas besoin d'aides (en dehors des aides à l'exportation et à l'innovation) si elles n'étaient pas submergées par les taxes, les impôts, les déclarations de toutes sortes, les procédures administratives complexes et inutiles pour la plupart. Cela suppose une organisation agile de l'état et des services publics pour en diminuer le coût et le nombre. Comment baisser les impôts sans diminuer la dépense publique ? Comment diminuer la dépense publique sans réorganiser la fonction publique ? La réponse est connue : la cour des comptes et le FMI (https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2018/03/pdf/alesina.pdf) publient régulièrement les bonnes pratiques à adopter. Qu'attend le gouvernement pour entreprendre la vraie réforme, celle de l'état, point d'orgue de toutes les autres : la fluidité du fonctionnement d'une entreprise est la clé de sa compétitivité. C'est encore plus vrai pour l'état : allégez le jockey pour que le cheval puisse courir. C'est la clé du redressement de la France (et la faiblesse du programme présidentiel.... dont on voit le résultat aujourd'hui).

Les statistiques des effectifs de la FPH sont nébuleuses et peu précises. On lit néanmoins que 70% des effectifs sont du personnel soignant. On en déduit que 30% sont des administratifs. Qui imaginerait une entreprise de services dans laquelle 30% des effectifs sont «improductifs» ? Nota : c'est ainsi qu'on les appelle dans les entreprises de service où on distingue les pdf (personnels directement facturables) des autres (commerciaux, administratifs), sans que ce soit péjoratif. Ainsi, au fil des années, les hôpitaux ont vu leurs effectifs de soignants stagner quand ceux des services administratifs explosaient (direction des soins, de la biologie, etc, etc) sans contrôle. La prolifération de ces services s'est accompagnée de son lot de fiches à remplir, normes, contraintes de toutes sortes dont ont été victimes les personnels soignants, sans qu'une quelconque amélioration de la qualité du service rendu aux patients ne s'améliore. Pire, les personnels soignants, accablés par ces tâches mortifères et sans autre utilité que de conforter l'utilité des nouveaux services administratifs créés, devenaient fatigués, excédés, démotivés, avec pour conséquence l'augmentation des arrêts de maladie et des erreurs liées au stress. La raison principale est que la FPH tourne en vase clos, les directeurs d'hôpitaux provenant exclusivement de l'école des hautes études en santé publique de Rennes. La consanguinité ne favorise pas la créativité ! On peut dire la même chose, s'agissant de l'Enarchie dans la haute fonction publique, ce qui explique aussi la rigidité de l'état devenu irréformable et les bévues du gouvernement (le 1e ministre avec les 80km/h et les APL, on peut avoir tort sur la forme en ayant raison sur le fonds). M. Hirsch tente de réformer l'APHP avec des méthodes moins orthodoxes que celles enseignées à l'école de Rennes. Souhaitons lui de réussir et que cela puisse faire tache d'huile dans les autre hôpitaux en donnant des idées aux ARS. Au passage sont-elles utiles (si oui, à quoi sert le ministère ?) ou s'agit-il d'une énième couche hiérarchique qui complexifie la bonne marche des hôpitaux ? Concernant l'éducation nationale, la proportion d'administratifs par rapport aux enseignants n'est pas connue avec précision. On sait juste que le nombre d'enseignants sans affectation est proche de 100.000 mais cela intègre les stagiaires et peut-être les TZR. Cela dit, les rectorats regorgent de personnels dont le seul objectif est de faire sauter un poste de prof ou une spécialité dans tel ou tel établissement. Or la finalité de l'éducation nationale est de dispenser des cours, ce qui figure dans le discours du ministre mais pas dans les actions menées. Les suppressions de poste devraient porter exclusivement sur les services administratifs, incapables de gérer les mutations (système antédiluvien) et affectations des personnels enseignants avec simplicité. Donnons aux directeurs d'établissement les prérogatives leur permettant de gérer leur établissement en autonomie et jugeons les sur les résultats (cela avait l'objet d'une loi contestée par les syndicats qui perdaient leur pouvoir de nuisance, loi qui n'est pas vraiment appliquée car les rectorats ont aussi tout à y perdre). Les bonnes pratiques utilisées dans les autres pays (Canada, Nouvelle Zélande, etc) devraient faire école !

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars !

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

La reconnaissance et l'intégration de la Médecine Traditionnelle Chinoise dans le parcours de la santé. Appel à tous avec l'UFPMTC. Il nous semble important d'intervenir dans le Grand Débat voulu par le Président Macron et d'exprimer que la médecine chinoise est, à bien y regarder, une médecine d'avenir éco-responsable, dont les praticiens souhaitent être intégrés

dans les parcours de soins. Praticiens, étudiants, utilisateurs, sympathisants, exprimez-vous dans les débats organisés dans vos mairies ou contribuez en ligne ! Quelques suggestions : - La médecine chinoise, une médecine préventive reconnue par l'Organisation Mondiale de la Santé ! - La médecine chinoise est une pratique de soins reconnue dans le monde, pourquoi pas en France ? - Dans l'état actuel de la législation française concernant la médecine chinoise, même madame TU YouYou, pourtant prix Nobel de médecine, ne serait pas autorisée à exercer son métier dans notre pays. - La médecine chinoise est pratiquée et efficace en médecine d'urgence et en médecine humanitaire - La médecine chinoise, par son point de vue original peut être source d'économies substantielles - Médecine chinoise et médecine occidentale peuvent se compléter harmonieusement et permettre ainsi de raccourcir des temps d'hospitalisation - Elle peut fournir des solutions spécifiques à l'inexorable accroissement des maladies chroniques non transmissibles - La médecine chinoise a une approche holistique spécifique de la santé - Je souhaite pouvoir exercer mon libre choix thérapeutique (loi Kouchner) en ayant recours à une médecine chinoise de qualité. J'ai le droit de choisir mon thérapeute. - La médecine chinoise m'a beaucoup aidé à atténuer les effets secondaires de ma chimiothérapie - Le praticien de médecine chinoise a un abord plus humaniste : il sait prendre son temps et écouter son patient pour comprendre la cause ou l'origine du déséquilibre constaté. - Je suis praticien de médecine chinoise et j'ai signé un code de déontologie garantissant la sécurité de mes patients - Je suis praticien de médecine chinoise et la sécurité de mes patients est au centre de mon métier - J'étudie la médecine chinoise, une eco-médecine d'avenir - J'investis dans mes études de médecine chinoise et j'espère la légalisation de la profession que j'envisage d'exercer à la fin de mon cursus de formation - J'étudie la médecine chinoise dans une école sérieuse reconnue en Europe et en Chine, son pays d'origine.

Faire le point sur toutes les commissions qui existent et voir si elles ont toutes un réel intérêt, Aligner tous les régimes de retraites y compris celui des élus, que le revenu emploi retraite soit plafonné. Revoir la gestion de l'hôpital public car il manque des postes à certains endroit et limiter le personnel de gestion. Créer une assurance dépendance pour les personnes âgées accessible au petits revenus, augmenter le budget des ehpad.

Il y a un déficit de concertation évident de l'Etat avec les collectivités. Des décisions sont prises sans tenir compte des spécificités des territoires, comme si les citoyens n'étaient que des chiffres. Après la décision absurde de la semaine de 4,5 jours, la suppression des emplois aidés, la menace porte sur les crédits d'impôts. Or ces crédits aident au financement de la transition énergétique, dans laquelle chaque opération est très coûteuse. Ils soutiennent aussi l'emploi dans de petites entreprises du bâtiment et in fine tout le monde est gagnant. Enfin, les conditions climatiques peuvent être très différentes, entre Paris et des territoires où l'amplitude thermique est très importante.

Je ne sais pas si c'est la bonne rubrique mais je vous demande de ne surtout pas supprimer la retraite de reconversion pour les veuves. Cela amènerait à la grande pauvreté une proportion très importante de la population

il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va. Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse. Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars. Le fait que les « recettes » générées par les radars soient budgétées montre à l'évidence qu'il ne s'agit pas d'une amende pour comportement fautif mais d'un impôt sur la vitesse. Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur.

harmonisation des services de l'Etat avec une présence accrue dans les «zones difficiles» (banlieues) et les zones «désertés» mais occupées encore un peu. En gros, l'Etat se doit de s'occuper et de protéger l'ensemble de la population sans distinction.

Oui, il y a à mon sens un gros travail à faire de cohérence sur l'éducation des enfants et des jeunes. Il est incohérent que ce soit plusieurs ministères qui se chargent de leur scolarité d'un côté (les académies), de leurs activités sportives (ministère du sport et fédérations), musicales ou artistiques de l'autre (ministère de la culture), de leur handicap s'ils en ont un (ministère de la santé). De ce fait et sauf à ce que les enfants soient dans des classes spécifiques ce qui n'est pas toujours possibles parce qu'il y en a peu, tout devient très compliqué à gérer, les trajets, les emplois du temps, les relations parfois avec les équipes enseignantes qui sont persuadées qu'en arrêtant l'instrument pratiqué avec succès ou les compétitions sportives, l'enfant améliorera ses résultats scolaires. Les activités pratiquées par les enfants devraient être intégrées à leurs bulletins scolaires. L'enfant est un tout qui se construit, apprend et s'épanouit grâce à l'école mais aussi grâce à des activités péri-scolaires. Le système scolaire actuel, ses horaires bien trop lourds et son organisation trop rigide, pénalise les enfants qui veulent suivre plusieurs enseignements connus de l'État en parallèle. exemple: comment expliquer à l'école qu'un enfant qui passe ou prépare un concours musical ou une compétition sportive va peiner à se concentrer sur les contrôles du jour, de la veille ou du lendemain? Je propose qu'il n'y ait qu'un seul ministère en charge de l'enfance, toutes activités ou problématiques confondues et plus de souplesse pédagogique les concernant. Relativement aux transports en commun dans les territoires, les inégalités de desserte et tarifs sont flagrantes et injustes. Pour le coup l'État devrait reprendre le contrôle de ces problématiques et regarder vraiment ce qui se passe en régions afin d'homogénéiser ce service public, d'autant que la SNCF est souvent au cœur du problème. Le problème général du fonctionnement de l'État et des services public est le sentiment de césure/coupure/manque de compréhension entre ce qui est décidé en haut lieu et les réalités du terrain dont les élus locaux ne sont pas toujours de bons représentants, ne serait-ce que parce qu'ils ne sont pas du même bord politique que le gouvernement en place. Donc une résistance passive se crée dans le plus grand silence.

ce questionnaire me parait très mal construit . Il n'y a pas une Administration mais des services administratifs très divers

à quoi sert le ministère du débat public? Les postes de fonctionnaires devraient être pourvus par concours et en aucun cas être ouvert par le simple fait d'avoir été élu ou ministre

pas de reduction de services dans la sante et l'education!!!

Diminuer le train de vie du gouvernement, limiter le nombre de ministres et secrétaires d'Etat, chefs de cabinets,conseillers (salaires injustifiés,pas d'augmentation ou de primes. Interdire l'octroi d'une enveloppe à la première dame de France. Tout les dirigeants s'inspirent du Gaullisme sans appliquer ses règles. Madame de Gaulle a refusé toute enveloppe et cela ne l'a pas empêchée d'être présente . Supprimer le Conseil Economique Social et Environnemental,ramassis d'anciens sportifs de hauts niveaux, politiques,etc.. Cette institution n'a plus aucun crédit

au regard des français. 233 membres payés grassement qui se réunissent 2 fois par mois pour une trentaine d'avis par an!!!Supprimer le Sénat qui n'a plus de légitimité.Diminuer le nombre de députés et adapter les circonscriptions au ration nombres d'habitants au km2. Favoriser le rapprochement des communes limitrophes en créant une supercommune avec un pôle regroupant tous les services administratifs gérée par le maire et son conseil municipal, fédérer les services de gendarmerie, police municipale.

Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Au sein de l'administration d'Etat, il existe des grades différents pour les mêmes métiers en fonction du ministère de rattachement de l'agent. Ces dispositions conduisent à des différences de salaire à fonction égale et rendent difficile les mutations inter-administrations ce qui « fige » le marché de l'emploi interne de la fonction publique d'Etat et rend plus difficile les adaptations de l'administration aux évolutions des besoins de la société. => harmoniser les dénominations et grades pour les mêmes fonctions au sein de différentes administrations et/ou permettre à un agent d'une autre administration de conserver ses conditions salariales d'origine (si elles sont plus avantageuses) lors d'une mutation vers une autre administration.

La justice n'est absolument pas gratuite ni accessible ni simple et seul les citoyens armés de patience et ayant les moyens (avocat à 200€ de l'heure, provision pour expertise à 4000 €, huissiers à 500€...) peuvent en réalité y recourir, ce que savent parfaitement les malhonnêtes qui en profitent pleinement.

je ne sais pas si ma remarque va dans cette rubrique mas je n'ai pas trouvé d'autre page pour l'exprimer... je suis médecin retraité et je continue une activité liberale...je paye URSSAF..CFE.. ASSURANCE...COTISATION ORDINALE..tous ca est normal je pae assi 250€ de caisse de retraité par mois... a fond perdu car cette cotisation ne me dnne aucun point supplementaire c'est une injstice manifeste

Trop d'administrations tant territorialement que périmètriquement ce qui fait qu'on a souvent des démarches qui sont complexes

Besoin de simplifier, optimiser, gerer...

A quoi sert le C3S ? service coûteux , il devrait disparaître.

Bonjour tout doit être revu , et très vite encore avant que l ' l . A ne vienne y mettre son nez en nous remplaçant tous , et toutes y compris au sommet de l ' état .

Laissez nous vivre Arrêtez de taper sur les automobilistes : abandonnez les 80km/h, arrêtez les radars automatiques, les radars embarqués confiés à des sociétés privées, les fourrières confiées à des sociétés privées , l'augmentation exorbitante des amendes de stationnement, abandonnez définitivement l'idée du péage urbain. Faites le referendum d'initiative citoyenne. Faites financer la justice par les justiciables. Arrêtez la soumission à l'Union européenne et rendez le pouvoir aux français . Arrêtez la soumission aux Usa. Arrêtez de dépenser notre argent pour de la porcelaine, des piscines , pour la femme du président, pour les anciens présidents, pour les courtisans , etc Arrêtez de promouvoir la Pma pour des personnes non infertiles. Mettez en place une vraie politique familiale nataliste. Arrêtez de vous en prendre à ceux qui défendent la vie.

Donner une priorité absolue à la lutte contre le réchauffement climatique et sensibiliser un maximum les citoyens sur les rapports des scientifiques que personne n'écoute depuis des années, avant qu'il ne soit trop tard !

Notre service de santé est entrain de se dégradé par la centralisation et éloignement des hôpitaux. Le manque de médecin généraliste et spécialiste. L'attente pour un rendez vous et la qualité des soins (médecin étrangers), surcharge des professionnels.

Le rétablissement de l'ISF initiale

Assez dit. SIMPLIFIEZ, TOUT.

I faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français. Cela pénalise injustement les conducteurs : temps de trajet rallongés, dépassements dangereux, camions collés aux voitures... Sans parler des radars qui flashent à tout va ! Le Gouvernement doit veiller à l'entretien des routes, au lieu d'y baisser la limitation de vitesse ! Le Gouvernement doit mettre la politique de sécurité routière au service des conducteurs, au lieu d'en faire une politique fiscale et un véritable racket par les radars ! Le Gouvernement doit traiter les conducteurs en citoyens responsables, acteurs indispensables de la sécurité routière : laissez-nous adapter notre vitesse aux conditions de circulation, au lieu de détourner notre attention de la route, en nous obligeant à rouler à une vitesse inutilement réduite, les yeux rivés sur le compteur !

Il faut plus de contrôle de la part de l'ETAT pour toutes les allocations versées

Comme dans le privé, un fonctionnaire doit pouvoir être remercié.

Mettre de l'ordre dans le mille feuilles administratif, local, régional, national. Réduire le nombre de députés et sénateurs. Supprimer la garde républicaine et ses habitudes de présentation au Sénat et à l'assemblée. Ne plus «caser» des anciens élus, et autres au conseil économique et social. Et réduire le nombre de ses membres. Revoir les rémunérations exorbitantes de certains hauts fonctionnaires, des personnel du senat (ex. Nombre de chauffeurs et leurs coûts, ...) D'une façon générale , il est impératif de réduire les coûts de fonctionnement de l'Etat pour viser à se situer dans la moyenne européenne dans dix ans.

Des économies très importantes pourraient être réalisées en plafonnant les salaires de la centaine de très hauts fonctionnaires, dont certains dépassent celui du Président de la République

Malaise dans la ferme démocratique : la réforme de l'état est prioritaire L'ouvrage «la nouvelle ferme des animaux» d'Olivier Babeau publié en 2016, fable politique et économique qui s'inspire à la fois d'Orwell et Hayek, illustre parfaitement les politiques menées en France depuis 1981 et leur apothéose pendant le dernier quinquennat. Yorick de Mombynes le résume très bien dans Lectures https://www.contrepoints.org/2016/01/20/235941-olivier-babeau-observateur-de-la-servitude-contemporaine «Pour se maintenir au pouvoir, les hommes politiques sont condamnés à user de plus en plus systématiquement du pouvoir de réglementation et de prélèvement fiscal de l´État pour distribuer des avantages de toutes natures aux différentes catégories qui composent leur électorat. Mais ces dispositifs clientélistes, dont les bénéfices pour les popu-

lations concernées sont identifiables, mesurables, et célébrés sans retenue par la propagande officielle, ont un coût indirect, diffus, souvent réparti sur l´ensemble de la collectivité, difficile à quantifier et soigneusement négligé par les dirigeants et les observateurs. Ce coût est considérable, il explique même la plupart des problèmes économiques et sociaux des sociétés contemporaines, ce que seule une analyse attentive et honnête permet de comprendre. Mais les dirigeants en place et la troupe des intellectuels serviles qui vantent leur action préfèrent toujours attribuer ces maux aux « excès du marché », à « l'égoïsme des individus », à la « domination des possédants », à la « quête éhontée du profit ». Cela leur permet, pour paraître utiles, de proposer toujours plus d´interférences coercitives des pouvoirs publics dans la vie économique et sociale, qui à leur tour créent des effets pervers appelant davantage d´interventionnisme étatique. A chaque stade de ce cercle vicieux, le discours antilibéral de plus en plus décomplexé accrédite, auprès du public, l´idée que c´est la liberté qui est coupable et qu´une bonne dose d´autoritarisme ne serait pas inutile... jusqu'au jour où les électeurs finissent par traduire pleinement ce sentiment dans leur vote. Telle est la dangereuse dérive qui guette les démocraties où se conjuguent antilibéralisme, clientélisme et démagogie. Et tel est le sort pitoyable qui frappe la ferme des animaux» Les gilets jaunes sont venus nous rappeler bruyamment que l'on arrivait au bout du modèle. Le dernier rapport de la Cour des Comptes aussi...L'urgence des réformes pour remettre sur pied le pays devient cause nationale. Pour mettre en perspective le champ des possibles, chacun (élus et syndicalistes en particulier) devrait lire cet ouvrage : comment peut-on poursuivre cet emballement à légiférer, réduire les libertés, augmenter impôts et taxes, réglementer, encadrer, contraindre, surveiller, entraver, complexifier ? C'est un non-sens économique et politique. Les forces vives (formées, entreprenantes, fortunées) du pays s'installent sous d'autres cieux. Le nombre d'inscrits au registre des Français tenu par les consulats de France à travers le monde s'élève à 1 821 519 au 31 décembre 2017. On estime le nombre global de Français vivant à l'étranger, y compris ceux qui ne sont pas inscrits au registre, à entre 2 et 2,5 millions. Pendant ce temps, les voyants de l'économie restent au rouge (dette, chômage, pauvreté, déficits, balance commerciale) et la société se délite (défiance, communautarisme, délinquance). Tout est prêt pour un scénario à l'italienne... Or, le grand débat laisse à penser que chacun peut demander encore plus (de redistribution, de retraites, d'augmentations de salaires, de transports en commun gratuits, de services publics, de soins gratuits, etc) et que «de l'argent il y en a» dixit le leader de la CGT sur France Inter. Un effort de pédagogie devrait s'imposer à tous les élus de la république. Les notes publiées par le ministère de l'économie ne suffisent pas. Comment un maire dépensier et clientéliste (c'est la raison pour laquelle ils sont populaires) peut-il donner des leçons de civisme à ses concitoyens ? Comment un syndicaliste peut-il tenir un discours de modération alors que cela va à l'encontre de son fonds de commerce ? Ainsi, sauf à prendre des mesures drastiques pour réformer rapidement état, collectivités locales et services publics afin de donner des marges de manoeuvre au gouvernement en baissant fortement la dépense publique (alignement sur la moyenne UE ou OCDE), le grand débat risque de provoquer la grande désillusion !

4.1 Millefeuille administratif Entre Etat, Régions, Départements, Communes, Métropoles, Intercommunalités il est impossible pour le commun des mortels de s'y retrouver d'autant que les appellations ne sont pas toujours très claires. Idéalement les niveaux Etat, Région et Commune devraient être suffisants. La commune est indispensable. Elle est le niveau dans lequel chaque citoyen peut se reconnaître même si le pouvoir réel des maires est aujourd'hui trop restreint dans les petites communes, que soit du fait de limitations règlementaire ou par manque de moyens. Il y a dans notre pays, héritage historique, beaucoup de trop petites communes. La fusion forcée ne marche pas souvent car, comme en Europe, chacun veut être roi en son jardin et suppose toujours que l'autre veut l'absorber et non s'associer. Ce n'est pas une raison pour ne pas y pousser. Les intercommunalité et métropoles sont une strate administrative supplémentaire avec transfert de budget et de compétences qui sont ainsi retirées aux maires alors qu'elles devraient être un lieu d'association permettant de partager des équipements, de fédérer des moyens et des budgets sans que ce soit forcément une strate hiérarchique de plus. Les départements, en tant que lieu de pouvoir, devrait être supprimés et leurs compétences reprise à priori par les régions au sein desquelles des élus régionaux pourraient faire office de conseillers généraux. La suppression des départements est tout à fait compatible avec le maintien sur les mêmes lieux, dans des sortes d'antennes locales, de services pour les citoyens locaux. Ils seraient simplement rattachés hiérarchiquement à la région. 4.2 Services publics 4.2.1 Accueil du public Il y un grand nombre de services publics, souvent dispersés géographiquement et dans lequel chacun s'acharne à rester dans son pré carré. Il est indispensable de rassembler en un même lieu les services publics et de pouvoir y trouver un interlocuteur capable d'informer un citoyen sur l'ensemble des services publics dans la plupart des cas et si nécessaire pour les cas délicats de les aiguiller vers la personnes qui pourra traiter leur dossier. Il s'agit bien de trouver des personnes physiques, compétentes et capables d'apporter des solutions rapides et non un formulaire à remplir devant un micro ou un hygiaphone déshumanisé avec en face une personne qui ne sait s'assurer que du fait que les cases soient cochées ou les formulaires remplis sans capacité d'analyse ou d'assistance. On objecte régulièrement que c'est difficile parce qu'il faut beaucoup de domaines différents quelquefois complexes. Que dire alors pour un administré qui n'est confronté au sujet que quelques fois dans sa vie. Ce serait l'occasion de revoir le niveau de formation des agents rencontrant le public. Il n'y a pas de raison que ce soit ceux qui sont au plus bas de l'échelle hiérarchique. 4.2.2 Accueil téléphonique ou informatique L'accueil téléphonique (tapez 1, tapez 2, dites 22, ...) suivi de longue minutes d'attente est exaspérant d'autant que pour naviguer dans les menus proposés il faut bien connaître le problème à traiter ce qui n'est évidemment pas les cas ; sinon on ne prendrait pas la peine de téléphoner. Pour l'accueil informatique s'il s'agit d'une question explicitement prévu on arrive à s'y retrouver mais dans le cas d'une question ouverte il faudrait au moins pouvoir interroger par mail avec un retour par mail ou téléphone rapide. 4.2.3 Dématérialisation La dématérialisation des papiers est une bonne chose mais tout le monde ne sait pas, ne peut pas se servir d'un ordinateur sur un réseau internet (âge, manque d'habitude, difficultés visuelles, ...) et peut se trouver bloqué à la moindre occasion. D'autre part la possession et l'usage d'un ordinateur ne sont pas obligatoires et ne devraient jamais l'être. Il est donc indispensable qu'avec la dématérialisation des services d'assistance dans les centres administratifs ou/et à domicile soient proposés aux usagers, certains ne pouvant pas se déplacer. 4.2.4 Bureaux itinérants La mise en place de bureaux de service publics itinérants avec un accès à internet est une solution qui apparait intéressante pour les zones rurales. 4.3 Fonctions assurées par l'Etat L'Etat ne peut pas tout. On prétend que cette expression à participé à la perte des élections par Lionel Jospin. On voit par ailleurs des élus qui semblent trouver surprenant et regretter que certaines actions de développement se fassent sans eux. Il faudrait faire passer dans les esprits le fait que l'Etat ne peut pas tout, ne doit pas tout faire et qu'il s'agit là d'un choix assumé visant à assurer une large part de liberté individuelle. L'Etat devrait réduire ses missions aux fonctions dites régaliennes, garantir l'éducation et la santé pour tous. Il s'agit là de fonctions qui font notre pays, lui

donnent quelque originalité dans le monde et qui ne doivent pas disparaitre. Pour la santé on a quelquefois l'impression que les fabricants de médicaments veulent caller le prix de leur médicament sur le bénéfice qu'en retirent les malades. Il s'agit là de quelque chose d'inacceptable car cela revient à dire «combien êtes-vous prêt à payer pour votre vie». C'est «la bourse ou la vie». L'Etat est seul capable, en faisant preuve d'une volonté sans faille, à faire contrepoids et à payer les médicaments selon leur coût de fabrication, études et mises au point comprises.

Il faut DISSOUDRE au moins une centaine d'Agence, de Conseils, Chambres, Commissions, Organisations qui ne servent strictement à rien si ce n'est y placer des amis ou justement pas et qui coûtent très très cher alors qu'elles ne rapportent rien Bref, des agences d'état de planqués

Actuellement professeur des écoles exerçant à temps plein depuis plus de 20 ans, ayant également la chance d'avoir pu faire rayonner notre enseignement à l'étranger, j'avais jusqu'à récemment, le goût d'exercer mon métier à savoir, enseigner. Mais voilà qu'aujourd'hui, je remets très sérieusement en question ma carrière et ce métier, comme bon nombre de mes collègues qui sont arrivés à épuisement, isolés dans leurs difficultés quotidiennes et assommés par une hiérarchie au silence assourdissant. Voici donc quelques remarques concernant un système éducatif qui se délite sous le regard impuissant de ses acteurs. J'espère, sans grande conviction qu'elles permettront aux parents, salariés, recteurs, députés, ministres et pourquoi pas président de comprendre la catastrophe annoncée vers laquelle nous nous dirigeons. L'enseignant d'aujourd'hui, jugé, discrédité et constamment dévalorisé par la société puisque « toujours en vacances », « fonctionnaire » donc fainéant, est au final bien seul dans sa classe une fois la porte de l'école refermée. Et pourtant, c'est bien lui qui accueille des élèves de plus en plus nombreux (30 élèves/classe en maternelle REP+) mais surtout de plus en plus difficiles avec des troubles du comportement / attentionnels / des apprentissages et à qui on demande la même réussite qu'auparavant... Les aides sont inexistantes : RASED absent puisqu'entièrement dédié au cycle 2 alors que les enfants sont signalés dès la petite section ; psychologues scolaires et orthophonistes débordés ; AESH présente en classe uniquement après que les dossiers MDPH aient été acceptés (donc pas avant la grande section vu les délais) et pas sur toute la durée de scolarisation. On passe donc son temps et son énergie à faire des signalements, des équipes éducatives, des GEVASCO et essayer de gérer au mieux la classe. Comment dans ces conditions faire cours, enseigner les fondamentaux ? Car ne nous voilons pas la face. Même si l'école inclusive était une belle idée au départ, sa réalisation, sans moyen humain ni financier (le but étant justement de faire des économies !) pénalise dangereusement la vie de l'école, épuise et démotive les enseignants, les éloigne de l'enseignement fondamental et discrédite l'Education Nationale. Et les meilleurs élèves, qui subissent ces situations et qui le peuvent, partent dans le privé. A cela s'ajoute le non soutien de la hiérarchie qui mérite bien son « #pasdevagues » et qui nous demande des projets déconnectés de toute réalité ou nous propose des formations sans intérêt puisqu'éloignées de nos préoccupations quotidiennes. Les familles quant à elles, sont de plus en plus agressives à l'égard de l'école et remettent constamment en question notre rôle, nos règles, nos avis, nos orientations, jusqu'à notre pédagogie (rare métier ou tout le monde pense avoir les qualifications nécessaires pour juger de ce qu'il faut ou ne faut pas faire...) Et pourtant, après de longues années d'étude et d'effort, n'ai-je pas obtenu un diplôme qui me donne le droit d'enseigner ? Il n'y était pas stipulé que je devais également y exercer des fonctions d'éducatrice (sans formation), d'assistante sociale (sans qualification) ni de psychologue (sans compétence). Alors oui, nous avons beaucoup de congés qui sont devenus salvateurs pour la plupart d'entre nous mais durant lesquels nous préparons aussi nos classes, corrigeons nos cahiers, rédigeons des projets et remplissons toute la paperasse exigée par l'administration. Et lorsqu'un décès survient dans nos familles en dehors de ces vacances, on se voit autorisé à s'absenter moyennant un jour de salaire et d'ancienneté en moins... Finalement, l'avenir est sombre, surtout si l'on constate que la plupart des enseignants, pour toucher une pleine et maigre pension, ne partiront à la retraite qu'à l'âge de 67 ans... Impossible physiquement et moralement d'enseigner dans ces conditions à un âge si avancé... L'Etat doit donc aussi se poser la question de la fin de carrière de ses professeurs...

Il faut mettre un peu plus d'humain dans les relations avec les administrés. L'informatique permet des simplifications et des économies, mais il faut penser à ceux qui ne peuvent ou ne savent pas l'utiliser. La disponibilité des services publics en général est à améliorer; il n'y a rien de plus désagréable que de «dialoguer» avec un automate téléphonique qui fait patienter après recueil de nombreux éléments et coupe soudain la communication ! au lieu d'une personne

Le PAS: modification de mon taux de prélèvement SANS MON ACCORD suite à un échange téléphonique avec un agent des impôts à qui je demandais seulement une précision et qui a pris mon brut annuel au lieu de mon net fiscal! Impossibilité de changer mon taux sur le site du fait que la modulation ne fait pas 10% de moins et impossibilité de joindre un agent sur la plateforme téléphonique qui me demande mon numéro de portable pour m'envoyer un sms qui devait me parvenir dans les secondes qui suivent et que j'attends toujours!

Education Nationale : le contenu de notre système éducatif que l'on sait coûteux et de mauvaise qualité doit être mis à plat. On doit faire des gens curieux d'apprendre pas des «machines» .On devrait laisser plus d'initiatives aux expériences qui marchent bien, aux profs qui aiment transmettre et non faire des enfants des supports de mauvaises notes, de classements sordides... Les enfants aiment apprendre, ne gaspillons pas leur vie, l'intégration sera meilleure dans une société qu'ils auront envie de rejoindre car ouverte et respectueuse. L'éducation est à la base du Vivre ensemble dans le public comme dans le privé. Il faudrait aussi plus de passerelles entre l'école et l'extérieur que ce soit pour les élèves ou les profs. Soins : les services de soins et leur personnel explosent. Ils ont besoin d'aide. Allocation Personnalisée d'Autonomie : avant, elle était soumise à recours sur succession et les dossiers stagnaient. Quand ce ne fut plus le cas, la demande a explosé! Il faut comprendre que ce sont les familles qui font les dossiers et qui veulent protéger leur succession. C'est l'argent des personnes âgées qui devrait servir à les aider et non à enrichir les enfants. Quand il n'y a pas d'argent, c'est normal que l'état aide mais quand il y a des ressources, ce n'est pas à l'état, et donc à nous tous, de payer.

l'aménagement du territoire ne doit pas être confié aux communes. il y a trop d'intérêts familiaux . je ne comprends pas les conflits de juridiction entre la volonté de sauvegarder des espaces verts , d'éviter le mitage et l'obligation de construire des hlms. on construit on bétonne ou on préserve des espaces verts!!!! pour bien aménager les espaces verts, les zones à construire , les équipements collectifs (prisons, hôpitaux, barrages, casernes , tribunaux, lycées et colleges .....) il faut réfléchir soit au niveau national soit au niveau des régions mais ensuite ne pas remettre en cause par la violence les décisions que les élus auraient prises.

Je vous invite vraiment à gérer les administrations en bon père de famille. Comme par exemple, dans certaines administrations, il y a des primes appelés «étoiles» qui sont distribuées de

manière opaque et arbitraire. Je vous invite à supprimer ces enveloppes.

attention à l'isolement de chaque citoyen par la dématérialisation des démarches à outrance

Il n'est plus possible de continuer ainsi. Nous sommes étouffés en tant que Chef d'entreprise, nous sommes étouffés en tant que contribuable. Pourquoi les PME paient elles 33 % d'IS quand les grosses entreprises ne paient que 8 %. En tant que contribuables, nous dépensons nos revenus dans nos impôts, non pas dans l'économie. N'est pas une abération de contribuer aux dépenses de l'état en payant de l'IR, alors que nous pourrions investir cet argent dans l'économie dépenses, faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'état, participer à la création d'emploi, etc.... Je seraie ravie de faire partie de ces citoyens impliqués auprès de votre mouvement et dans ce grand débat !

revoir le financement des hôpitaux publics

Nécessité d'améliorer la prise en charge de la dépendance et du grand âge en établissement et à domicile.

Nous assistons à une métropolisation massive en France, comme dans le monde, d'où une dévitalisation des petites villes et même des villes moyennes. Sommes-nous si sûrs que la concentration des habitants, des pôles d'activités et des espaces de culture soit une bonne réponse à la cohésion du territoire. Un arrêt sur image s'impose. La traversée des villages et des petites villes donne à voir une paupérisation qui n'est pas sans affecter le patrimoine affichant des panneaux à louer, à vendre. Un désert se dessine ; il est sans oasis. A Paris, trois écoles ont fermé cette année. Que de familles n'ont plus accès à la ville en raison de loyers inabordables, concurrencés par des plateformes à vocation hôtelière (Airbnb). Certes, des régulations sont mises en œuvre, mais cet habitat temporaire pour des touristes fortunés fait florès dans les beaux quartiers. Montluçon a perdu 20 000 habitants en 50 ans. L'activité économique dépérit, 2 000 logements vacants, plus de 2 500 à Nevers, alors que tant de familles en Ile-de-France doivent attendre 7 ans pour disposer d'un appartement dans le parc social. Le budget de la ville de Paris pour le logement social est de plus de 500 millions d'euros. Les budgets enflent pour les métropoles et s'amenuisent pour les villes moyennes et plus encore pour les petites. Le mal-logement s'aggrave dans les métropoles et l'habitat se détériore dans un grand nombre de départements, désarmés face à l'exode de leurs habitants. Les valeurs républicaines sont blessées, de par l'absence, depuis de longues décennies, d'une politique d'aménagement du territoire capable de réguler, de structurer et de mettre en œuvre des formations pour de nouvelles activités. La métropolisation brise : • l'égalité entre les territoires, mais la République n'est-elle pas une et indivisible. • la liberté. Quand les usines et ateliers ferment, que reste-t-il comme choix, sinon celui de rejoindre les métropoles pour tenter de trouver un travail. Cependant, si la métropolisation était la réponse, assisterions-nous à un chômage touchant 2,5 millions de personnes. • La fraternité. Que d'anonymat ! Les métros et les TER sont souvent les wagons de l'indifférence ; tant de voyageurs sont fatigués par ces temps de transport amputant leur sommeil. Qui n'est pas touché par ces femmes partant très tôt pour faire du ménage dans les entreprises, leur salaire ne leur permettant pas de se loger à proximité de leur lieu de travail ; alors, il leur faut habiter loin, trop loin. Les métropoles laissent briller au cœur de leurs villes des lumières qui font miroiter bien des illusions. Si tout semble possible, les promesses ne sont pas au rendez-vous. Que de solitudes profondes et même désespérées ne trouvent plus à se cacher dans les grandes villes. Le Grand Paris se prépare. N'y aurait-il pas une autre réflexion à retenir. Est-ce trop tard que d'envisager de transférer des investissements vers des villes moyennes, leur permettant d'offrir un avenir à ceux qui y vivent encore. Jean-Louis Schilansky, Président du MEDEF à Paris, s'inquiète de l'inflation du projet des prélèvements sur les entreprises pour financer le futur métro automatique francilien, hier évalué à 20 Mds, aujourd'hui réévalué à 35 Mds. La digitalisation entraînera une révolution du travail qui devrait donner un atout aux petites et moyennes villes, réserve faite qu'elles développent l'intercommunalité. Mon propos n'est pas d'opposer les métropoles aux villes moyennes ou petites. L'heure est de s'inquiéter de leur synergie pour que la vitalisation des unes n'entraîne pas la dévitalisation des autres dont l'assèchement ne s'arrêtera pas par le seul ruissellement des premières. La métropolisation est liée à des volontés de puissance, entraînant une course entre les quelques grandes villes pouvant prétendre, via des critères disqualifiant les plus petites, à disposer de lieux de pouvoir. Ne serait-ce pas la peur de la fragilité créant paradoxalement des outrances pour ne point être saisie comme un levier facilitant les métamorphoses dont nos territoires ont besoin. Bernard Devert Novembre 2018

Augmenter le budget de la justice, les délais de traitement sont inacceptables. Corriger le budget de la santé en responsabilisant davantage le patient dans la dépense. Confier l'arrêt de travail longue durée à un médecin expert indépendant. Plafonner les cotisations sociales des indépendants à un certain seuil pour redonner une motivation au travail plutôt que de pousser à limiter son travail à partir d un certain seuil. Changer le logiciel de management des services publics, qui doivent être efficaces à moindre coût au service du citoyen.

L organisation est pensée pour ses membres et non pour ses citoyens : la meilleure illustration est le questionnaire ou on nous demande ce qu on pense des différentes strates : on en sait rien !!!! Ce qu on sait, c est que le citoyen a un sentiment de complexité et de gâchis. Dans une entreprise, on ne demande pas au conso ce qu il pense de l organisation, seulement du produit final. Ça devrait nous inspirer

Je note que beaucoup de participants demandent ici la suppression du 80 km/h. Je pense que la décision est du ressort de la région et même de l'intercommunalité. Je pense que la mesure est cependant parfaitement normale sur certaines routes

Loi Pacte : en finir avec le toujours plus de complexité Pour les PME ou TPE, la rédaction du rapport du Conseil d'Administration à l'assemblée générale devient un véritable parcours du combattant. Chaque année, une nouvelle loi impose des déclarations supplémentaires qui alourdissent le coût de sa rédaction par les conseils de l'entreprise et dont certaines (inutiles) rendent soporifique la lecture du rapport : . En application de l'article L 225-37 alinéa 6 du code de commerce, le conseil d'administration est tenu de présenter à l'assemblée générale un rapport sur le gouvernement d'entreprise . les différents points visés dans ce rapport et visé à l'article L 225-37-4 du code de commerce, lequel fait l'objet d'une section spécifique du présent rapport de gestion, conformément à l'article L 225-37 alinéa 6 du code de commerce. . Dépenses non déductibles fiscalement (ARTICLE 39.5 DU C.G.I.) . les dispositions de l'article L 441-6-1 Code de commerce, précisant la décomposition, conformément aux tableaux établis par l'arrêté du 20 mars 2017 des délais de paiement des fournisseurs et clients, faisant apparaître (sur plusieurs pages) : - les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu, - les factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice. C'est un exemple parmi tant d'autres de la bureaucratisation imposée aux entreprises sous couvert de transparence de l'information. On peut citer aussi, toutes les obligations encadrant la cession d'une entreprise ou d'une partie de son fonds de commerce. De grâce, laissez les chefs d'entreprise développer leur entreprise, rencontrer leurs clients, salariés, actionnaires, plutôt que de régimenter le fonctionne-

ment des sociétés. La loi Pacte doit poursuivre cet objectif et seulement celui-ci.

L'organisation de la recherche publique. Sur la question de l'organisation des services publics et du système d'organisation de la recherche en France actuelle et puisque « La France doit être en mesure d'écouter plus souvent la voix de ses citoyens » et que « La citoyenneté, c'est aussi le fait de vivre ensemble » Emmanuel Macron. La lettre au Français, 13 janvier 2019 La création de Comités de Recherche Civiques : 1- Externes à l'échelle locale pour associer la société civile au monde de la recherche académique et dégager des propositions concrètes aux problèmes quotidiens utiles aux décideurs 2- Internes à chaque établissement d'enseignement et de recherche pour favoriser « un mieux vivre ensemble » et une dynamique en termes de ressources humaines et d'efficacité professionnelle. L'EXEMPLE DU CNRS : Voici 5 propositions qui permettraient de déplacer les frontières pour mieux les dépasser 1- Postes « blancs » ouverts à la mobilité pour des fonctions support d'accompagnement à la recherche ou mutualisables : Offrir la possibilité à toute unité de recherche de recruter en interne un agent employé par le CNRS et affecté à une unité de départ sur demande de l'agent sous condition de 5 ans d'ancienneté dans la fonction sur une période d'essai de 3 mois soumis au remplacement de l'agent en cas de nouvelle affectation confirmée. Il pourrait alors exister une répartition de ces postes « ITA/ITARF blancs » au niveau national (hors statut, hors institut scientifique ou direction transversale, hors délégation régionale). 2- L'ouverture d'un corps d'activité professionnel mixte IT/CHERCHEUR : pour les agents qui accompagnent la recherche et souhaitent à un moment donné de leur carrière contribuer à la communauté scientifique en faisant de la recherche, soit par une reprise d'études, soit par l'intégration dans une équipe de recherche de l'unité d'appartenance ou hors de son unité. 3- Recrutement interne et externe : Modification du recrutement des jurys dans le cadre de la procédure de recrutement interne et externe au CNRS intégrant pour moitié des acteurs publics ou privés issus de la société civile spécialistes du profil métier concerné 4- Astreinte retraités : Encourager par des honoraires des fonctionnaires retraités pour répondre à un besoin remplacement ou un besoin ponctuel généraliste ou spécifique avec un profil de compétences adapté. 5- Signes de reconnaissance autres qu'indiciaires pour les ITA/ITARF: Octroi de jours de congés supplémentaires, journées télétravaillées supplémentaires occasionnelles, extension Congé Personnel Formation , missions de découverte scientifique en France ou à l'étranger, cadeaux d'entreprise, etc.

Kafkaïen. Voilà ce qui me viens quand on me parle de l'administration. Je vois du compliqué, de l'illogique, du pénible et du long. Je rêve d'une nouvelle organisation, front end user friendly. Pour les services publics. C'est la décrépitude. Depuis que je suis né, il y a eu les privatisations, la baisse de la qualité du service, l'arrivé de la concurrence ubérisante. Par contre radio franc c'est top. Mais est-ce suffisant ?

Trop peu de différence salariale entre ceux q préfèrent travailler pour peu et ceux q ne veulent pas travailler. Les entrepreneurs n'ont plus de capacité à vivre ni socialement parlant (famille formation) ni économiquement (investissements epargne)

il faut redonner du sens à la mission de service public. arrêter de demander aux fonctionnaires de faire du chiffre alors que les résultats sont très à la marge et les détourne de leur fonction principale. Il faut ouvrir la fonction publique à tous les salariés du privé,sans distinction.

Il faut d'abord s'assurer de la compatibilité avec la tenue des objectifs climatiques

Transformer le sénat en une assemblée regroupant: 1/3 de représentants des territoires; 1/3 de membres du CESE, qui sera supprimé, 1/3 de citoyens, pour représenter la société civile; réduire le nombre des élus de 15%

Revoir le temps de travail des fonctionnaires. Donner plus de délégation de services publics pour les secteurs non régaliens

ce serait un peu trop long

Il y a de très gros problèmes pour la prise en charge et l'intégration dans le monde du travail pour les personnes avec un handicap ou des problèmes psychologiques Beaucoup de lourdeurs, des services non efficaces , les hôpitaux saturés

Etat trop lourd, partir vers un modèle à la scandinave, Un état qui montre l'exemple dans la réduction de ses dépenses . Suppression de tous les avantages coûteux des politiques et des hauts fonctionnaires (chauffeurs, personnels à vie...etc) Appliquer obligatoirement les recommandations de la cour des comptes avec sanction comme dans le privé.

Globalement, l'état devrait favoriser une plus juste reconnaissance des acteurs les plus utiles socialement, dont font partie les fonctionnaires, enseignants, infirmiers, etc., par rapport aux activités moins utiles pour l'intérêt général, très souvent bien mieux payées. En particulier, il s'agit par exemple d'assurer une meilleure reconnaissance du corps enseignant (maîtres et maîtresse d'école, professeur(e)s de collège, etc.), avec de meilleurs salaires et en facilitant leur évolution, et du corps médical (infirmières, aide-soignantes, etc.).

Quand on parle d'éducation et de formation, je pense qu'il est important de réfléchir dès le plus jeune âge et de donner une véritable importance à l'éducation dès l'enseignement primaire. Là encore, il s'agit des priorités de l'état qui ne sont pas mises au bon endroit à mon sens et je pense l'expliquer par des intérêt politiques, ce que je regrette. La France a de très mauvais résultats par rapport aux autres pays européens. Donner des moyens pour diminuer les effectifs, pour accompagner les élèves en situation de handicap dans les classes ou dans des structures spécialisées, revaloriser les salaires des enseignants... tous ces leviers devraient pouvoir être mobilisés au lieu de changer les programmes et les dispositifs sans arrêt. Concernant la santé, les politiques de prévention devraient être renforcées afin d'avoir moins de frais lourds plus tard (par exemple, les certificats médicaux annuels pour les activités sportives permettaient de détecter des problèmes comme les scolioses qui quand elles doivent être traitées par des corsets ou des opérations coutent très cher). Le développement des soins ambulatoires est une mesure d'économie mais pas de santé public. Le manque de personnel est préjudiciable à la santé des patients et à celles des soignants. Ces 2 domaines demandent un gros budget et ne permettent pas d'annoncer des mesures phares (vendeuses auprès des électeurs !). Il faut donc faire des économies par ailleurs et trouver des recettes (lutter contre l'évasion fiscales, taxer les bénéfices des grosses entreprises, ISF, ...) Mais ces mesures ne sont pas populaires auprès des électeurs de nos dirigeants !!! Quel dommage que les intérêt personnels d'un petit nombre passe avant l'intérêt collectif !

Les Praticiens hOspitaliers-Professeurs des Universites ne cotisent à la retraite QUE sur la partie universitaire de leur salaire (et PAS sur la partie hospitaliere): c'est ANORMAL

IL faut garder la pension de reversion: le couple est une équipe, chacun évoluant dans son domaine de spécialité, les capacités de chacun sont potentialisées. Cela est excellent pour la societé...celui qui a un travail rémunéré est excellent car peut se donner à 150 ou 200%, celui qui a choisi la disponibilité est présent pour les enfants, les associations, les voisins, les petits services de vie de quartier, bref tous ces petits riens non valorisés qui amènent pourtant de la sérénité à notre societé.... mais cela n'est possible que s'il y a cette pension de reversion... En arrêtant cett pension, le travail rémunéré va devenir indispensable

pour chacun et la societé va y perdre une grande partie de sa fraternité, et l'individualisme sera majeur avec tous les effets psychologiques majeurs que cela entrainera.

Les commentaires sont faciles... Mais je peux comprendre que le fonctionnaire doit toujours être entre plusieures obligations parfois difficilement compatibles : rapidité et fiabilité. Transparence et confidentialité. Il n'en reste pas moins que souvent le renvoi d'un guichet à l'autre ou d'une administration à l'autre avec parfois des retours à l'envoyeur sont toujours mal vécus.

Supprimer le statut de fonctionnaire. Que les services publics soient gérés davantage comme un secteur privé en travaillant l'efficience, l'amélioration des process, l'implication et la motivation des collaborateurs, ...

Montée en compétence et en exigence. Arrêter un statut qui donne aux personnel un emploi à vie ... et ainsi gagner en efficacité ! Urgent ! Merci

Il faudrait que les postes de dépenses des élus et des services publics soient mis en ligne et consultables par n'importe qui à n'importe quel moment, comme en Scandinavie. Informer les citoyens sur comment le denier public est dépensé.

Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ? Trop d'échelons et de niveaux ? Je ne sais pas mais une opacité et des doublons oui. Peu de citoyens connaissent les répartitions fonctionnelles entre les diverses structures et certains dossiers sont traités simultanément par plusieurs collectivités. Par exemple : l'une sur le plan économique, l'autre parce que le tourisme est concerné ou encore une autre pour la formation ou l'emploi, sans coordination. Cela permet aussi de « balader » les usagers qui ont le sentiment d'être une balle de pingpong. Je pense que cela est arrivé à tout le monde. Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? A quels niveaux et pour quels services ? On ne peut répondre à cette question sans avoir redéfini de façon précise les actions ou les décisions concernées. Il est évident qu'avec une trop grande décentralisation, on n'aurait pas d'autoroutes, pas de voies de chemin de fer, pas de pylônes électriques...On en veut bien mais à condition que ce soit loin de chez moi ! Dans d'autres domaines, il faut effectivement rapprocher les décisions du local afin que ces décisions soient mieux comprises et admises. Il faut faire attention toutefois de ne pas mettre en place une France à plusieurs vitesses (éducation, santé...) en fonction des revenus des collectivités. On parle beaucoup des limitations de vitesse : doit-on faire confiance au local pour fixer les limitations ? • Prendre un avis circonstancié avant toute décision : oui ! mais une décision purement locale : danger ! • Consultation des citoyens et concertation : oui. Décision : très réticent si les citoyens ne font pas un effort d'information. Comment voudriez-vous que l'état soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ? • Redonner un poids majeur à l'action politique • Diminuer l'influence de la haute administration, en particulier pour Bercy. • Faire en sorte que les hauts responsables administratifs n'oublient pas la réalité du terrain et qu'ils ne prennent pas le dessus sur les politiques. • Au niveau local, faire disparaître l'anonymat avec possibilité de contacter directement notre interlocuteur par téléphone ou par mail. Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficultés et que proposez-vous ? Pas assez compétent pour être pertinent. Je fais confiance au dialogue entre les élus qui sont confrontés régulièrement à ces défis.

Non sinon c'est super, continuez comme ça !

Simplifier au maximum les règles pour rendre les différents services accessibles à tous

Régler le problème des déserts médicaux comme l'était celui des enseignants à recruter autrefois: reprendre le schéma des IPES, en demandant en contre-partie un engagement d'installation de 5 ou 10 ans là où le pays en a besoin. Ainsi, même les enfants défavorisés pourraient rêver devenir médecins

Urgence : stopper l'inflation législative et réglementaire qui bride le développement du pays et met les citoyen et les entreprises en état d'incertitude juridique.

Je pense qu'il y a trop de couches et qu'il faudrait pour de bon supprimer les départements . Je pense qu'il faut plus de mixité social et elle doit se faire par le logement . Au lieux de construire des logements sociaux ou il n'y a justement pas cette mixité , il faudrait que les personne ayant droit à des aides puissent louer dans le secteur privé et que le loyer soit complété et garantie au propriétaire par l'organisme d'aide . Bref une femme de ménage qui travaille dans Paris devrait pouvoir habiter à proximité de son travail ... Certe cela peut coûter cher mais je pense que c'est un point essentiel pour la cohésion social de notre pays qui en a bien besoin .

DONNEZ LE COUT DES SERVICES MEDICAUX combien coute un examen à l hôpital COUTS D'UN ETUDIANT EN FAC Qui le sait? SALAIRS REELS (ET TOUS LES AVANTAGES=RETRAITE VERSEMENTS AVANTAGES EN NATURE.....)des députés sénateurs Cette ignorance pour la plupart entraine des demandes des propositions aberrantes entendues récemment

Arrêter le financement d'organisme tel que la fondation Jean Jaures, Institut Montaigne... Casier Judiciaire Vierge pour tous les haut fonctionnaires et les élus Diminuer le nombre de haut fonctionnaire Supprimer le cumul des fonctions

Les allocations familiales devraient être identiques pour tous (quels que soient les revenus) et plafonnées à 3 enfants maximum.

Redonner du corps à la notion de service public car les agents sont parfois éloignés de ce sens mais également que les usagers soient respectueux

Oui. Sur la question de l'Industrie avec un grand «I» L'industrie se meurt dans ce pays (électronique, transport, énergie, alimentaire, agriculture, textile, sidérurgie (et affilié) et services en tous genres... A quand une vrai politique industriel française et pas européenne qui a été une catastrophe. Alstom avec GE licenciement en vue, Alcatel Lucent avec Nokia licenciement en vue, Alstom transport avec Siemmes sauvé par la commission européenne 2500 à 5500 postes potentiellement supprimés sous 4 ans et la liste est encore longue, en temps entrepreneur (moi et d'autres) nous aimerions avoir une vision sur la politique du gouvernement. Une politique économique c'est une dizaine d'années pour qu'elle se mette en place. Qu'attend le gouvernement pour se mettre au travail, le chômage ne baissera pas en supprimant les chômeurs des listes, mais en créant de l'emploi via l'industrie.

REDUIRE les PROCEDURES ET PROCESS, mettre en place un dossier electronique centraliser pour chaque Français ergroupant sa situation administrative, documents , entreprises, medical... sous un seul code (le N° de SS)

Organisation de l'état Réhabiliter le TER et les trains Intercités dans le cadre d'une politique ambitieuse d'aménagement du territoire. Lancer un plan fret ferroviaire et ferroutage afin de doubler la part du transport de marchandises d'ici 2025. Nationaliser les autoroutes et les aéroports privatisés. Recruter des enseignants en nombre suffisant pour améliorer le taux d'encadrement. Revaloriser financièrement le métier d'enseignant. En finir avec la logique concurrentielle qui renforce la ségrégation. Remettre les patients et les soignants au centre des préoccupations de l'hôpital en sortant de la seule logique comptable. Renoncer à la T2A comme mode principal d'affectation des bud-

gets hospitaliers. Ne plus considérer l'hôpital comme un centre de coût, mais comme un lieu de recherche et d'activité auquel il est nécessaire d'accorder un budget approprié. Assurer un meilleur remboursement des soins de ville (jusqu'à 100 %) par la Sécurité sociale, sans exclusion des petits risques, afin de réduire les inégalités d'accès. Lutter contre les dépenses de santé génératrices d'inégalités comme les dépassements d'honoraires. Faire en sorte que le financement de la couverture santé reste socialisé et solidaire, selon les principes fondateurs de la Sécurité sociale. Faire de la lutte contre les déserts médicaux une véritable priorité de la politique de santé. Cela peut passer par l'octroi de bourses d'études conditionnées à une obligation d'exercice des jeunes médecins dans les territoires désertés. Socialiser les banques de dépôts bénéficiant de la garantie publique. Réintroduire une séparation entre banques de dépôts et marchés financiers. Orienter le crédit à l'investissement matériel, de formation et de recherche qui développe l'emploi et la transition écologique sous un contrôle des parties prenantes. Faire en sorte que les anciens présidents de la république ne soient plus d'office membre du Conseil Constitutionnel En finir avec la monarchie républicaine : un homme seul décide de tout. Etablir un véritable contre pouvoir à l'exécutif Etablir l'ndépendance du parquet vis àvis de l'éxécutif

Baisser drastiquement le nombre de députés pas de cumul des mandats réduire voire supprimer le budget des armées et choisir la neutralité 'comme la suisse ou le costa rica pas de privilèges pour les fonctionnaires, ministres, ambassadeurs, députés, anciens ministres, anciens présidents car tous ces privilèges plombent le budget de l 'etat et obligent les français à se serrer le ceinture.

Il serait intéressant de créer une cellule au niveau de l'état à laquelle soumettre les idées / remarques des citoyens en continu. Ce grand débat est une occasion ponctuelle de le faire avec un niveau de participation important, mais permettre ce retour en continu serait une occasion de faire remonter les idées et l'information.

- à quand la fusion police-gendarmerie, si souvent annoncée ? - pour réduire la surpopulation carcérale, il faut cesser de considérer la mise en détention comme une punition. On ne doit mettre en prison que les individus dangereux physiquement pour la Société afin de les isoler, c'est-à-dire ceux qui présentent un risque de récidive mettant en cause les personnes (dans le doute ne pas s'abstenir). Par exemple les délinquants «financiers» ou les auteurs de crimes passionnels n'ont rien à y faire. Pour les condamnés non dangereux pour la Société, c'est-à-dire ceux pour lesquels on considère qu'il n'y a pas de risque de récidive violente, il faut appliquer des peines de substitution, financières quand on peut.

Transition écologique

Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ?

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

La pollution de l'air

la déforestation , le bétonnage des littoraux, les constructions en zone inondable, la surpêche, la chasse

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Comment hierarchiser tous ces problemes? Le seul soucis de la planete est la surconsommation de tout...

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La pollution de l'air

Les pollutions (air, mer, sols) mais tout est lié. Il faut s'attaquer aux causes et non aux conséquences

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Ressource en eau, qualité de l'air, l'impact du déréglement climatique sur l'agriculture, sur la qualité de vie

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques qui causent la disparition de certaines espèces et catastrophes «naturelles»

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Tout ce que vous signalez ci-dessus. N'oubliez pas qu'au cours des siècles il y a toujours eu des périodes de réchauffement et de périodes glaciaires. L'homme contribue à accélération des phénomènes mais il ne faut pas toutloui mettre sur le dos.

La pollution de l'air

La pollution de l'air

toutes ces thématiques sont liées

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Surconsommation des énergies, incohérence d'actions, non respect de l'environnement.

les déchets sauvages en ville ,à la campagne, le gachis, la non récupération des objets

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

l'augmentation de la pollution liée au développement des grandes métropoles urbaines - l'allongement des distances dans l'acheminement des biens et des personnes

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Dépenses d'energie

la surpopulation

La pollution de l'air

Tous ces problèmes sont liés, ce questionnaire manichéen est d'une pauvreté regrettable sur un sujet si important. Ces quatre problèmes sont tous très concrets.

LES QUATRE !!!!!! Tout est lié et les politiques ne l'ont apparemment pas encore intégré

L'ensemble

l'utilisation du plastique généralisée et systématique, sans autre alternative pour les consommateurs

notre terre est devenue une poubelle

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Faire évoluer les mentalités, postures au quotidien des citoyens, réfléchir aux actions à mettre en oeuvre pour ce faire. A voir pour sanctionner les comportements déviants (cf dégazage paquebots en mer, déversement huile de vidange sur les routes, ...!!)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les problèmes listés ne se résoudront pas indépendamment les uns des autres

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La gestion des déchets

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Transférer les modes de transport

tous les domaines sont a prendre en compte tout étant lié. La réponse unique me semble limitative et orientéee

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

les 4 points précédents

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La surdensification des villes

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

les gros bateaux et avions polluent plus que tous il faut les taxer part rapport a ce qu'ils polluent

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air, des terres, des rivières, des océans

tout est important et tout est lié

La pollution de l'air, de la terre, des rivières et des océans

Depuis une dizaine d'année, il est de bon ton de pensez que la terre est en danger du fait du réchauffement climatique. Certains nous annoncent même la fin du monde (ça me rappelle quelque chose ...). L'évolution de notre monde ne se compte pas en années, mais en millions ou milliards d'année; il y a eu des évolutions majeures dans le passé et il y en aura encore dans le futur. La seule manifestation concrète que je vois dans l'environnement ce sont les saletés laissées par les uns et les autres dans des lieux qui ne sont pas faits pour cela. La solution est dans l'éducation et c'est en cours: les jeunes sont plus sensibles à la préservation de l'environnement que les générations plus âgées. Les mentalités évoluent comme le monde, lentement mais surement ! Ce n'est pas sur 10 ans qu'on peut faire bouger les habitudes de transport, rénover l'habitat, modifier les sources d'énergie, éduquer la population, et cela dans le monde entier: il faudra sans doute plusieurs générations, alors un peu de patience. A plus long terme c'est la croissance de la population mondiale, qui génère le réchauffement, dont on devrait se préoccuper, sinon c'est la nature qui s'en chargera.

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

L'érosion du littoral

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

coûts des energies renouvellables trop eleves

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Voir ci-dessous

La démographie et les modes décisionnels des acteurs économiques et politiques

tous sont importants mais notre pays représente une infime part de la pollution mondiale...je trie mes dechets comme beacoup de monde...j'ai fait il y a peu le trajet aeroport et un celebre club de vacances a DJERBAla littoral est noyé sous des montanes de sacs et bouteilles en plastiques...ce n'est qu'un exemple mais il illustre la mondialisation de nos problemes d'écologieles vieux sous marins qui porissent au nord de la russie ,les centrales a charbon chinoises,les vieilles voitures diesel en afrique et en amérique du sud....

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

Tout à la fois, c'est un système global qu'il faut regarder

La pollution de l'air

On demande aux gens de participer bien qu'il veulent ou pas

la pollution, le réchauffement climatique, la planète qui s'épuise, pourquoi les gouvernements ne se sentent pas concernés ?

La pollution de l'air

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

c'est un cumul de pollution de l'air et des mers/océans, du dérèglement climatique, de la disparition d'espèces que je ne peux absolument pas prioriser

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Tous sont à prendre en compte

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

pourquoi choisir un domaine en particulier alors qu'il faut agir de front sur tous ces domaines

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Il est difficile et franchement peu utile de hiérarchiser les différents problèmes concernant l'environnement tant ils sont liés les uns aux aitres ainsi qu'à nos modes de production, d'échange et de consommation

Production énergies trop centralisées et polluantes

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Nous avons besoin de la nature pour nous nourrir (libèrez les semences paysannes pour + de diversité et donc de sécurité alimentaire), pour nous ressourcer, pour absorber les aléas climatiques, pour le respect de la vie en général

Ca n'est pas Mon problème, tous ces sujets sont ou doivent être la préocupation de toutes et tous.

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

tous les problèmes cités

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Définir le problème le plus important est choisir entre «la peste» et «le choléra». Il faut considérer TOUS les problèmes environnementaux comme importants!

mobilité écologique

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La pollution généralisée de lensemble du territoire

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

l'attitude de l'Homme

RIC

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Tous ces problèmes sont importants (je pense que l'érosion du littoral est plutôt une conséquence des déréglements climatiques). Ils proviennent pour une grande part des mêmes causes. Il faut donc agir sur l'ensemble, même si le réchauffement climatique et la biodiversité me paraissent les plus dangereux, impactants et urgents à traiter pour notre planète (et pour notre vie à tous).

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Tous les thèmes

Pollution de l'air, dérèglement climatique, érosion littoral, biodiversité et disparition de certaines espèces, etc...

Concernant la transition écologique à financer, bien que me paraissant indispensable pour l'avenir de nos enfants et de la planète, il me parait actuellement utopique et injuste de demander de gros efforts aux français, tant que les grands pays pollueurs ne jouent pas le jeu. La première quête de tous nos élus sur ce sujet devrait être uniquement de trouver un consensus international, car sinon nos petits efforts français ne serviront strictement à rien.

Les grands pays pollueurs ne jouent pas le jeu

Les choix politiques doivent être faits pour préserver tous ces aspects

Nous n'anticipons pas la raréfaction des ressource (hydrocarbures, minerais, etc ...) qui manquerons forcément aux générations futures !

la pollution de l'eau pas de poisson pas de nouriture. pas d'eau pas de vie humaine

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Tous les problèmes mentionnés

l'espece humaine consomme chaque année plus que la Terre ne peut fournir

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

tout est important et urgent. L'écologie c'est la liaison entre le vivant et l'environnement. C' est interactif.

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

pollution et dérèglement climatique

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Gestion des déchets

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Le dérèglement climatique et la biodiversité et la pollution de l'air... tout est lié.

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

la pollution

Tout est lié (la pollution de l'air est responsable en partie des dérèglements climatiques, lesquels provoquent des crues et sécheresse etc etc)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La surpopulation humaine qui devaste tout

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

energie electrique

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Si le problème est bien le réchauffement climatique, maintenir le nucléaire à un niveau élevé en ne fermant aucune centrale (sous contrôle de l'ASN) et utiliser l'argent économisé pour améliorer les logements et favoriser un transfert du transport marchandise de la route vers le rail. Construire un nouvel EPR dès

l'achèvement de Flamanville pour capitaliser sur le professionnalisme des équipes.

La pollution de l'air

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

la qualité de l'eau et de l'air

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

LA POLLUTION DES SOLS DE L AIR LES DEREGLEMENTS CLIMITIQUES

Les 4 options sont indivibles - Qui a donc proposé ces questions ? Essayer de réiplanter des oiseaux quand l'air est pollué et qu'à cause du déréglement climatique ils n'ont plus leur nourriture spécifique ??

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

surpopulation

surpopulation

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Tout

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

la transition énergétique est un problème systémique; chaque élément du dossier rétroagit sur les autres et aucune nuisance proposée ne peut être dissociée des autres.

La pollution de l'air

Tout est important et très concret. La pollution de l'air est un point que l'on doit pouvoir traiter rapidement.

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

la volonté de developper les villes en construisant des immeubles en réduisant les surfaces constructible alors que l'on sait que les villes sont des causes de réchauffement et de pollution . les ville smettent en oeuvre des actions pour qu'il y fasse moins chaud l'été ! Pourquoi ne pas avoir de projet de redynamiser les campagnes?

ne pas être assez innovant pour trouver des solutions économiques à l'écologie pour changer notre mode de vie

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

TOUS

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

>Les 4 problèmes

La pollution de l'air

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

Polution de l air

la pollution de tout, l'air, l'agriculture, les aliments, les produits domestiques, etc.....

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La gestion des déchets

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Ce n'est pas l'un ou l'autre mais un enjeu global qui traverse même au delà de l'environnement

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les 2 problèmes les plus importants sont à mes yeux la «malbouffe» avec toutes les questions de pesticides, d'additifs ... que nous trouvons dans notre alimentation ; et la pollution au plastique

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

la santé

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

la cohérence des moyens proposés dans le quotidien de chacun pour apprendre à être responsable au niveau écologique

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La pollution de l'air

Tous

Tous

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Eoliennes = ne produiront jamais autant d'énergie que dépensé à leur construction et démantèlement

Toutes sont aussi importantes

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

le gaspillage, les produits à usage unique (plastique)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les deux : dérèglements climatiques, et la biodiversuté

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

pollution de l'eau

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

on consomme trop : voiture changée au bout de trois ans pour ne pas trop perdre en décote conseillée par les professionnels. Il faut raisonner différemment: on achète une voirure qui doit durer et non pas pour en changer tous les 3 ans car on épuise la planète!

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

L'cologie est un système complexe donc tout est important !

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

Les difficultés liées aux déplacements et leurs impacts environnementaux, économiques et sociaux.

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Tous ces domaines sont aussi importants les uns que les autres

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

cette société de surconsommation organisée nous oriente sur un toujours plus de croissance alors qu'il est urgent de s'organiser pour un toujours moins....

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

L'individualisme qui fait que plus rien n'est respecté. Commençons par ne pas jeter des déchets partout , réduire les émissions sonores....

pollution sonore

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

disparition des insectes polinisateurs

Politique écologique C'est certainement le thème le plus complexe, eu égard aux doutes sur le résultat des mesures prises en France et sur l'opacité de l'action gouvernementale, mis à part les mesures fiscales - taxation abusive des carburants, crédit d'impôts partiel pour les logements, prime pour le remplacement de véhicules âgés - le transport en hélicoptère par de Rugy de deux ours dans les Pyrénées, et le survol du Cap Corse lors du la collision d'un cargo en octobre 2018. Après la COP 21, en France, ce fut en effet une mobilisation médiatique et politique du gouvernement d'Emmanuel Macron contre les véhicules particuliers au diesel, accusés de polluer l'air, sous l'influence de feu son ministre Hulot – un journaliste, animateur et producteur de télévision, écrivain, homme d'affaires et homme politique capricieux. Déclarant que « La menace pour nos concitoyens est diffuse, aléatoire, et l'échéance exacte ne peut pas être déterminée scientifiquement », il annonçait cependant, dans son plan, la fin de la vente des voitures à essence et diesel d'ici à 2040. Ses mesures prises en 2017 : • Sans aucune concertation avec les autres pays Européens (qu'en pensent ces pays ?). • Sans savoir où, quand et comment fournir des sources d'énergie 'propres' à des véhicules électriques encore balbutiants. • Sans étendre cette politique aux camions - français ou étrangers - ni aux avions. • En oubliant qu'il y avait encore des centrales électriques au Fioul. • Sans étendre cette politique aux transports maritimes (les 15 plus gros supertankers polluent à eux seuls autant que la totalité du parc automobile mondial !) La consommation de pétrole de la France, c'est 1,8% de la consommation mondiale, tous domaines confondus : Energie, Transport, Industrie et construction, Résidentiel & Tertiaire, Agriculture et sols, Déchets. Les émissions de GES selon les données sur le site gouvernemental SDES, sont : • Pour le transport : 26% • Pour le résidentiel & tertiaire : 17% Même si nous divisions notre consommation de carburant par 2 grâce à des voitures 100% électriques, cela n'abaisserait donc les émissions de GES que de 0.46% du niveau mondial ! Pour les chaudières à fioul, l'impact serait de 0.30% ! Et encore, en supposant que toute l'électricité nécessaire soit verte ou nucléaire, ce qui n'est pas crédible, il faudrait augmenter de 15% la production d'électricité d'EDF ! Les primes pour le remplacement des 'vieux diesel' ne sont appréciées que par les constructeurs automobiles, comme Renault avec sa Zoé incapable de parcourir 200 kilomètres sur autoroute, même en été ! En hiver, c'est 30% de moins ! Tout cela pour comprendre le fake prétexte de l'écologie pour taxer les carburants terrestres a fait ce que l'on a vécu depuis Novembre 2018. Que dire des pays comme les USA, la Chine, le Japon, l'Inde, la Russie, l'Arabie saoudite ou le Brésil qui consomment plus de 50% de ce pétrole ? L'Union Européenne, c'est 14% de cette consommation, 9% au Moyen-Orient et 4% pour Afrique ! Par chance, (en espérant que cela ne se produise pas) on n'a pas appliqué de taxe supplémentaire écologique sur l'électricité ! On pourrait aussi parler de l'Allemagne et ses mines de charbon à ciel ouvert qui déversent sur la France ses particules fines, si néfastes. Même si le dérèglement climatique semble être factuel, la doxa actuelle en France et chez ceux qui sont en mal d'idéologie est que nos émissions de CO2 en sont responsables, et les mesures prises en France – mais ni en Allemagne, en Europe, aux USA, au Brésil ... - sont illusoires ! Cela revient à vouloir vider une baignoire avec une petite cuillère (test en psychiatrie). La surpopulation mondiale est de loin le problème majeur En 1950, la population mondiale était de 2,5 milliards d'habitants, et cent ans plus tard, en 2050, il y en aura 4 fois plus, 10 milliards ! Ce qui conduira à la disparition de notre espèce !

L'exploitation des ressources naturelles (énergies fossiles, minerais, forêts, océans...) de façon inconsidérée et insoutenable, poussée par un modèle de société toujours plus consumériste et matérialiste

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Toutes ces propositions à égalité

La pollution de l'air

La pollution de l'air

Le fait que les produits chimiques sont omnipresents dans la nouriture et l environnement

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Pollution de l'air semble être le point sur lequel on peut agir en partie localement et efficacement. Quoique ... Erosion du littoral (important pour certains) est moins vital que montée des eaux ?

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

L'attentisme dont chacun de nous fait preuve face à l'évidence: on a créé un problème dont on sera les victimes tôt ou tard

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La pollution de l'air

pollution quotidienne

La pollution de l'air

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les déréglements climatiques qui ont un impact à long terme en particulier en ce qui concerne les déplacements de populations ne peuvent être opposés aux problèmes de polution admosphérique qui ont eux des conséquences à court terme sur la santé, il faut pouvoir tenir tout ensemble.

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La pollution de l'air

Pourquoi une seule réponse est possible ??? Elles sont toutes concrètes et importantes !!! Il ne fallait pas nier le problème pendant des décénies sur le plan politique. Nous n'avons plus le temps de faire des petits pas, problème après problème. Remettre en cause le nucléaire, en sortir dès à présent car le chemin sera très long et les techniques restent à inventer. Le lobby français du nucléaire doit cesser d'influencer et de dominer toute politique publique.

La pollution de l'air

C'est la conjugaison du dérèglement climatique et de l'atteinte à la biodiversité

tout

La polution de l'air, le dérèglement climatiques, l'érosion du littoral, la biodiversité .... Il n'y a pas un seul problème majeur, tout est lié par le même problème

TOUT !!

La pollution de l'air

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La contamination de tout le vivant par le plastique, les métaux divers, les substances chimiques

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

L'ensemble de ces problèmes sont liés, pourquoi les classer

La pollution de l'air

le dereglement climatique est le plus problematique et notre impact en tant que Francais et pays est tres relatif à l'echelle de la planete, de l'evolution exponentielle de la population mondiale , des eùissions CO2...

tous

Les pesticides

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La pollution de l'air

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les 4, les actions concrètes doivent se mettre en place au plus vite pour éviter ces problèmes.

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La pollution de l'air

Encourager les comportements vertueux

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Tous

La pollution de l'air

gaspillage des ressources non renouvelables

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

La précarité énergétique concerne « toute personne qui éprouve dans son logement des difficultés à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat. » 5 à 6 millions des ménages français sont potentiellement touchés par la précarité énergétique. La transition énergétique ne peut pas se limiter aux seules innovations. Elle doit être accompagnée d'une évolution des pratiques, des usages, des comportements qui orientent la consommation d'énergie (mode de consommation, modes d'habiter...).

La pollution de l'air

Le déclin de la biodiversité et les enjeux du dérèglement climatique

La biodiversité et la disparition de certaines espèces

La pollution de l'air

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

La méthode très culpabilisante avec laquelle on traite ces sujets

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)

Le gaspillage des ressources énergétiques, des emballages, des aliments, La surconsommation, la surpopulation, la course au toujours plus Les mentalités qui ne sont pas orientées vers le respect de l'environnement : se plaindre mais ne pas agir, toujours demander à l'état mais ne pas s'impliquer soi-même.

Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?

Diminution de la pollution (avions, cargos, transport sur route) - Agriculture raisonnée (haies bocagères, pas d'énormes fermes d'élevage, moins de pollution des sols) - Favoriser les revêtements perméables en ville - Diminuer l'éclairage nocturne en ville - Rendre gratuit les transports en communs, les préserver dans les campagnes - ...

La biodiversité est en voie de disparition , nous voulons tous une réforme complète de la chasse, et l'éducation des chasseurs sur la biodiversité .

Limiter la croissance des populations

Écouter les scientifiques et ingénieurs travaillant sur la question planter des arbres absorbants pollution choisir des énergies non polluantes comme de l huile à la place du pétrole ou de l ectricite mais faire de l électricité non polluantes ne pas remplacer les parcs nucléaires par exemple transformer les déchets en source d énergie la France est entourée d eau pourquoi ne pas utiliser l énergie hydraulique. Utiliser les ressources locales

et non canadienne pour l agro-alimentaire assez de veaux en France pour ne pas aller les acheter au Canada par le traité qui permet une concurrence déloyale . Limiter les transports industriels. Supprimer les ferrys transport le plus polluant au monde.

protèger les forets et les littoraux , demolir , règlementer la pêche (au niveau mondial) , interdire la chasse et protéger les espèces.

Des aides pour réduire l'empreinte carbone

Aider rapidement les ménages à mettre en conformité leur chauffage et si refus Pénaliser financièrement par l impôts les foyers de chauffage polluant.

Je pense que la transition écologique doit être financée par chaque citoyen et par les entreprises, qu'elles produisent en France ou qu'elles importent des produits fabriqués à l'extérieur. Elle devrait être neutre financièrement pour les citoyens et les entreprises. Les sommes collectées pour un sujet donné, doivent être intégralement redistribuées sous forme d'aides ou de primes. Ce qui est à la charge des particuliers doit être redistribué aux particuliers, ce qui est à la charge des entreprises doit être redistribué aux entreprises. Chaque fois que c'est possible, un système de bonus-malus flèche le comportement souhaité des citoyens et des entreprises. La justification de l'usage des sommes collectées doit être facilement accessible par tous pour que l'on puisse avoir confiance dans la neutralité financière de la taxe. Pour faciliter les investissements nécessaires par les particuliers pour changer un équipement coûteux par un équipement plus vertueux (exemple voiture ou chaudière à fuel), l'état pourrait garantir auprès des banques ou des vendeurs de ces équipements de prêts à taux zéro remboursables sur une durée correspondant à peu près aux économies annuelles générées par l'utilisation du nouvel équipement écologiquement plus vertueux. Les taxes sur les carburants et les énergies générant du CO2 peuvent financer le coût de ces prêts à taux zéro.

- Considérer les Low-techs comme aussi importantes que les Hi-techs et les NTIC. - Changer les personnes en charge de l'innovation dans les structures de l'État et recruter des personnes EXPÉRIMENTÉES en innovations, ayant déjà créé des entreprises innovantes et venant du secteur TPE PME PMI qui représente 93% de l'emploi salarié en France, pas des personnes n'ayant pas connu les trous d'air financier bien à l'abri dans les grandes entreprises où dans les structures de l'État. - Mettre en place un référent dynamique pour chaque projet, joignable, en charge du remplissage des dossiers administratifs, ayant une lecture pointue et affûtée des méandres technocratiques de notre administration afin d'éclairer et de baliser le chemin à suivre par les innovateurs pour faire aboutir les innovations le plus rapidement possible - OBLIGER les organismes publics et/ou bénéficiant de délégations de services publics à JUSTIFIER DE MANIÈRE RESPECTUEUSE, PRÉCISE, DÉTAILLÉE, POSITIVE ET CONSTRUCTIVE (pas destructive par le mépris) les raisons d'un refus de financement d'un projet innovant pour permettre au porteur de projet d'éventuellement améliorer sa proposition, ce qui requiert de ne JAMAIS fermer la porte à une nouvelle proposition améliorée. - Offrir aux porteurs de projet une possibilité d'APPEL de la décision prise de refus de financement d'un projet d'innovation, en répondant point par point aux arguments justifiant le refus de financement, puis en organisant une réunion avec des comités scientifiques et des experts choisis par le porteur de projet et par les services de l'administration afin de pouvoir statuer définitivement, en toute objectivité et réelle impartialité. - Orienter le CIR (Crédit d'Impôt Recherche) prioritairement sur les énergies et la réduction des émissions de carbone. - Revoir, simplifier et décentraliser au niveau départemental, tous les systèmes d'aides et de soutien à l'innovation. - Garantir les porteurs de projets d'une TOTALE confidentialité sur leurs innovations - Arrêter de mépriser et discriminer les porteurs de projets innovants en fonction de leur âge, de leur origine sociale, de leur origine scolaire, de leur(s) diplôme(s), de leur sexe, etc... bref, arrêter de castrer les innovations à la source pour protéger de toute concurrence notamment les monopoles dans lesquels l'État détient du capital sous prétexte d'impératif équilibre budgétaire au nom des rentrées de dividendes inscrites au budget desdites participations. Les innovations castrées en France se réaliseront de toute façon hors de France et seront ensuite subies par la France ce qui provoquera hausse du CHÔMAGE DE MASSE. ; aurions nous un CHÔMAGE DE MASSE croissant si les deux plus grandes innovations du 20ème siècle (voir ci-dessous), innovations 100 % françaises, avaient pu s'épanouir en France ? - 1972, François GERNELLE inventa le premier micro-ordinateur au monde, 3 ans avant les américains (Brevet 73 03 553 pour le Micral et 73 03 552 déposé en France et aux USA). Il travaillait au sein de la société R2E. L'ANVAR, chargée du dépôt des brevets, comme l'exigeait la procédure de l'époque, a averti Bull, entreprise d'État et gigantesque gouffre financier, qui a racheté la société R2E et enterré le micro-ordinateur pour qu'il ne fasse pas de concurrence aux gros systèmes que Bull fabriquait et c'est IBM (USA) en 1975, 3 ans après, qui va développer le micro-ordinateur et imposer sa machine au monde. - 1974, Louis POUZIN, brillant Polytechnicien, développait un projet nommé «cyclades». Mais les PTT, ancêtre de France Telecom/Orange, entreprise d'État, développaient un autre support, le Minitel. Les PTT ne voulaient pas de concurrence. Ils demandèrent donc à l'État français (ANVAR/OSEO) de stopper le financement des travaux de recherche de Louis POUZIN. Louis POUZIN n'eut alors d'autre choix que de partir aux États Unis où le département d'État et le Pentagone financèrent la fin de ses travaux qui furent ensuite repris par Robert Kahn et Vinton Cerf pour créer le protocole TCP/IP c'est-à-dire la «petite innovation» (...) qui s'appelle internet. À noter qu'en 2003, Claudie Haigneré, Ministre de la Recherche, a remis la Légion d'Honneur à Louis Pouzin pour son innovation de l'envoi des données par paquets (TCPIP) à l'origine de l'internet actuel et toujours utilisé par nos ordinateurs, tablettes, smartphones. Si, grâce au financement de leurs innovations, Louis POUZIN et François GERNELLE avaient pu finaliser le développement de leurs travaux en France LE CHÔMAGE DE MASSE N'EXISTERAIT PAS, la Silicon Valley non plus, et on parlerait du Tour de France des Valley : Paris–Lyon–Marseille–Montpellier–Toulouse–Agen–Bordeaux–Poitiers-Paris. On pourrait ainsi multiplier les exemples partout, dans toute l'industrie française. - ne surtout pas reproduire l'erreur de Nicolas SARKOZY en 2009 avec le grand emprunt de 35 milliards censé relancer l'innovation et la création d'emplois en France dont la gestion a été confiée aux mêmes structures... pour le résultat catastrophique que l'on connaît : forte augmentation du CHÔMAGE DE MASSE et de la DETTE, sans que personne ne puisse dire où ces 35 milliards d'euros censés soutenir l'innovation sont passés... «On ne résout pas un problème avec le même niveau de pensée que celle qui l'a créé» Einstein

UNE DEMARCHE RAISONNEE ECHAPANT AUX LOBBIES ECOLO ET ABOUTISSANT A DES PROPOSITIONS VIABLES ECONOMIQUEMENT

les énergies fossiles sont un vrai fardeau et aggravent les conditions climatiques sur TERRE. La France est un phare pour le monde, nous avons des idées, mais il y a des lobbys d'intérêts économiques qui bloquent tout ou qui entravent les pouvoirs publics dans leur volonté de mettre en action les engagements COP. la solution radicale:cesser à l'horizon 2022 d'importer des produits pétroliers et mettre tout de suites 1000 milliards d'euros d'investissements productifs pour les énergies 100% renouvelables (eolien, solaire, biomasse, electique, hydrogene.... les savoirs faire ne manquent pas, nous avons les cerveaux de scientifique pour changer le monde) -installer des bornes securisées de recharge électriques pour les moyens de transports

individuels et en commun -miser sur les énergies vertes pour produire les objets du quotidien (bois par exemple) -casser les contrats avec les importateurs de petrole, passer des contrats avec des eco-concepteurs locaux en FRANCE -augmenter la taxe carbone pour financer cela, aupres des plus gros pollueurs (cargos, avions) en dénonçant les conventions internationales exonérant ces transporteurs de taxes qui ont enflammé le pays et alimenté les manifs des gilets jaunes -eduquer les jeunes (ecoles) et moins jeunes (stages gratuits du week end par des associations agrées) à l'ecologie et au respect de l'eco système -cesser de betonner partout, l'urbanisation rampante aggrave le rechauffement climatique et ses effets sur la planete -stop au modele dominant de consommation de masse dans les magasins, au profit des centre de recyclage des produits d'occasion (les soldes, black friday et autres fièvres acheteuses aggravent la pollution et donc le probleme) -avantage fiscal renforcé pour les ateliers de reparations, recyclage, associations specialisées -favoriser le velo et autres engins non polluants en ville -developper les autorails et autres hyperloops entre campagnes et villes, plutôt que de de fermer les petites lignes à marche forcée -developper l'eco mobilité dans les ecoles de conduite et à l'ecole des la maternelle -100% plastique d'origine non petrole 100% recyclé d'ici 2022 -developper les aéronefs à consommation non kerosene , idem pour les bateaux, surtout les paquebots de plaisance qui envahissent les ports maritimes -accelerer l'isolation thermique des logements par une simplification fiscale et administrative, zero charges pour les menages non imposables versant l'euro symbolique directement versé à un fonds «vert « finançant avec la surtaxe carbone des multinationales pollueurs notamment, fonds qui paiera les travaux d'isolation thermique. -y a plein d'idées!allons y bon sang!

Agir sur les industries et les moyens de locomotion.

Taxer les transporteurs routiers étrangers qui ne font que traverser la france

Communiquer clairement sur les principales sources de pollution (industries, transports ...) au lieu de pointer toujours la voiture et le chauffage du particulier. S'attaquer à les réduire au niveau de l'hexagone tant qu'il n'y aura pas d'accord international sur le sujet. Par exemple tendre à interdire la circulation des camions de marchandises dans la vallée de Chamonix, interdire ou taxer les importations en fonction de la distance parcourue et du mode de transport utilisé.

Pour lutter contre les dérèglements climatiques dont la l'érosion du littoral, le déclin de la biodiversité et la disparition de certaines espèces sont des conséquence il faut entrer d'urgence dans une société de sobriété, d'accoissance bref une société plus frugale.

Mettre en place les infrastructures pour réduire l'utilisation de la voiture en ville - interdire le chauffage au bois en cas de pollution; appliquer des règles aux entreprises polluantes en cas de pic de pollution

Consommation responsable, et accords internationaux pour éviter le gaspillage et la surproduction

Il faudrait limiter puis interdire la chasse, l'utilisation des pesticides

Proposer des solutions au niveau local (citoyen) en réseau, au niveau régional, national et enfin international (UE, ONU) baser sur l'altruisme et l'entraide

Aller vers une agriculture 100% biologique

Donner un pouvoir plus important aux régions/départements/communes afin d'agir selon la spécificité du territoire en question. Encourager l'agriculture responsable, collective et participative que ce soit en ville, dans les communes rurales et dans les zones agricoles afin de responsabilisé le plus grand nombre de personnes. Promouvoir cette agriculture/ les comportements écologique sur le lieu de travail et SURTOUT à l'école !! Développer massivement le «circuit-court» afin de protéger les paysans du territoire et taxer les produits suivant leur provenance afin d'encourager la consommation de produits locaux. Taxer le carburant utiliser par les port-conteneurs

Avoir une fiscalité responsabilisant les consommateurs et les producteurs

Renforcer la part de l'énergie électrique d'origine non fossile. De ce fait renforcer l production nucléaire (arrêter le démantèlement de centrales et relancer la construction de nouveaux réacteurs). Prendre en compte le fait que le passage aux véhicules électriques va générer une demande à laquelle nous ne savons pas faire face sans nucléaire . Cesser d'être soumis aux lobbys des monarchies pétrolières et des grandes compagnies pétrolières. Arrêter le processus de mondialisation des échanges qui incite les consommateurs à faire venir des produits fabriqués à des milliers de km de chez eux alors qu ils pourraient être produits près de chez eux. Et donc dénoncer les traités de libre échange type Ceta ou similaires.

On ne peut pas réduire les problèmes environnementaux à un domaine. La pollution de l'air, la réduction de la biodiversité sont aussi des problèmes majeurs liés à l'activité humaine. Par contre l'érosion du littoral est un phénomène naturel, certainement aggravé par le réchauffement climatique, mais n'est pas un problème majeur environnemental. Il est surtout lié à des occupations urbaines et des activités humaines que l'on veut «sauver» en se battant contre la nature = vision de court terme qui correspond à cette carence culturelle de compréhension de l'intégration de l'activité humaine dans son environnement. Par contre la montée des eaux et l'inondation des zones basses de bord de mer sera d'autant plus grave que nous tardons à agir contre le réchauffement climatique Pour répondre à la question sur le réchauffement climatique il faut inciter les acteurs qui en sont responsables à modifier leurs comportements. Là où il n'y a pas de profit il y a peu d'acteurs. Toute activité générant un impact environnemental négatif doit voir cette activité pénalisée par un surcoût dépassant le gain espéré ou une réglementation adaptée. Il faut lutter efficacement contre le dumping environnemental (idem pour le dumping social). Pour cela il faut avoir un vrai projet de société porteur de valeurs. En fait Giscard d'Estaing trop pollué par la pensée unique de la mondialisation économique s'est trompé dans le pilotage de la rédaction de la constitution européenne, comme il s'est trompé, avec d'autres, en déléguant le pouvoir régalien de la création monétaire aux banques privés. Il a cherché à inscrire (ou a cautionné ?) dans le marbre européen un texte qui correspondait à un projet de société mondialiste, ultralibéral. Projet très libéral qui avait été volontairement « noyé » dans un énorme texte, avec un emballage social et environnemental sous joug économique et financier. Trop peu de gens pouvaient lire et analyser un document aussi complexe. Cette constitution aurait du être un texte simple comme nos anciens l'avaient fait à la révolution française avec la déclaration des droits de l'homme. Quelles sont les valeurs que nous défendons ? Si on pose les valeurs de bases sur le respect de l'environnement, la recherche permanente de l'amélioration du bien être social les dumpings environnementaux et sociaux sont légitimement condamnables et doivent être combattus par la réglementation, par les pénalités financières ... Le regroupement de pays doit rendre plus fort dans les 3 domaines économique social et environnemental. L'europe pouvait être la bonne échelle , mais elle a était fondée sur des enjeux économiques. Elle a grossi sans poser les bases d'un fonctionnement efficace. Elle ne joue pas le rôle de subsidiarité qu'on pouvait espérer d'elle. Elle est divisée et incapable d'agir parce que ses fondations comme une constitution simple qui pose des vrai va-

leurs n'existe pas : elle n'a pas d'objectif commun autre qu'économiques et sous influence des lobbyistes qui ont été jusqu'à avoir des locaux à Bruxelles pour être proche des lieux de décisions. Il faut revendiquer le droit à l'expérimentation quand les structures trop grosses pour agir montrent leur incapacité, leur manque de volonté ou de créativité. Nous avons été capable de trouver des milliards pour sauver le système financier qui cherche surtout à se « gaver » grâce à la création monétaire. Nous payons des intérêts sur de l'argent qui n'existe pas. Il est prêté par les banques privées grâce à la création monétaire qui leur a été déléguée par les Etats et par l'effet levier de l'exigence faible de fonds propres (possibilité de prêter et percevoir des intérêts pour 100 € prêté alors que la banque a moins de 10% de cette somme en « argent réel ») . Nous devons retrouver la possibilité de créer de la monnaie pour des investissements d'intérêts général sans devoir payer des intérêts sur de l'argent crée. Cet argent doit disparaître par amortissement du capital grâce aux gains réalisés. Exemple réduction du déficit de la balance commerciale par investissement dans des productions énergétiques locales, des dispositifs de stockage d'énergie .... Si on fait par exemple le bilan des surfaces artificialisées (zones industrielles, surface de toits , de parking, ...) on dispose de surfaces « énormes » pour valoriser l'énergie solaire. Il faut inciter voire obliger à une couverture par des panneaux solaires (photovoltaïque, thermique) . Le PLU pour les nouvelles constructions, des dispositifs financiers incitatifs pour préfinancer les investissements de ceux qui n'ont pas les moyens en remboursant le préfinancement par les recettes ou les économies réalisées structures privées ou publics en fonction des secteurs et des cibles)... C'est cette créativité et la nécessité d'avoir une liberté d'action dont nous avons besoin pour prendre en compte l'intégration des coûts dans la vie réelle des citoyens et des acteurs économiques

supprimer les causes

Que chacun à son niveau prenne sa part de responsabilité. Les états en premier lieu avec une vraie politique ambitieuse en la matière (et surtout avoir le courage de sanctionner les vrais pollueurs et arrêter de faire culpabiliser et taxer les particuliers). De plus, est-ce que la classe sociale des gens les plus aisés est sensibilisée sur ce sujet ou au contraire elle agit sans aucune retenue...

Que la France reste un sponsor mondial de l'écologie

Déjà redonner la priorité au ferroutage et au transport par péniche pour supprimer quantité des camions qui transportent les marchandises et, donc, supprimer une bonne partie de pollution. L'eco taxe de Ségolène Royal était, aussi, une excellente solution. Voici une décision qui aurait mérité une consultation des citoyens. Agir avec plus de sévérité envers la conduite des monstres des mers qui polluent tellement quand ils font escale....

Développer et utiliser des technologies performantes pour le traitement des émissions gazeuses, pour limiter ou supprimer les polluants. En parallèle utiliser des combustibles dont les produits de combustion sont moins polluants ou peuvent être traités efficacement. Interdire la circulation aux véhicules les plus polluants, en instaurant un seuil raisonnable et réaliste.

plus de transports collectifs à des prix abordable et plus nombreux

du courage politique et des financiers à la hauteur de l'enjeu

Favoriser le nucléaire et la production d électricité issue de l'hydraulique et des autres energies renouvelables

Sensibiliser la population en utilisant journaux, publicités télévisuelles, et l'éducation nationale, au respect de notre environnement et de nos énergies. Piétonnier les centres-villes, en développant les transports propres, les parkings en amont de ces nouveaux centres, et en renouvelant; et c'est une grande nécessité, le parc automobile des agents de la force publique (ils ne passeraient plus, soyez en sûrs, la les visites périodiques d'anti-pollution, à chaque accélération c'est un nuage noir assuré...) Pour terminer la richesse c'est bien, mais toujours vouloir produire plus, vendre plus, plus, plus, plus, conduit à une surconsommation, et à des déchets toujours plus nombreux !

des sanctions plus sévères , une campagne la France la plus propre de l'Europe, des concours villes propres avec des primes

Mettre en route des réalisations concrètes (mettre en place des transports en commun y compris dans les zones moins denses, organiser du covoiturage, planter des arbres dans les villes, ...)

un plan d'urbanisation qui favorise le développement régional et la réindustrialisation des campagnes

Cesser de vouloir renoncer à l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité non carbonée

1) Développer le transport ferroviaire pour diminuer le nombre de poids lourds sur les autoroutes. 2) Contrôler plus les industries pour la polution (par exemple, sur LYON, de plus en plus d'odeurs clairement d'origine chimique).

Encourager les transports publics

orienter les politiques publiques vers la baisse des émissions de CO2 et la baisse de la consommation de produits carbonés. Contractualiser les dotations de l'état aux collectivités en introduisant un bonus si celles-ci investissent dans la rénovation énergétique des bâtiments publics ou dans les véhicules électriques.

1) Eteindre les autoroutes la nuit. 2) Imposer aux commerces d'éteindre leurs enseignes la nuit : les règles en la matière ne sont pas respectées

Que tous les pays conviennent au même moment de ne plus croître, certes quelle utopie!

Seule une modification INTENSE et RADICALE de notre mode de vie pourraient ralentir l'émergence des quatre catastrophes énoncées ci-dessus. En effet, notre société nous apprend à ne réfléchir que par la croissance et le pouvoir d'achat. Ce mode de vie n'est pas soutenable pour la planète et les solutions envisagées lors de conférences telles que le One Planet Summit sont en décalage complet par rapport à la gravité du problème. Comment peut-on sérieusement imaginer que de multiplier toujours plus les investissements en faveur de la production d'énergie (même renouvelable) peut diminuer sur le long terme les émissions de gaz à effet de serre? La priorité c'est la sobriété énergétique et matérielle. Pour cela, nous devons ré apprendre à payer le juste prix de ce que nous consommons, et cela doit naturellement nous amener à consommer moins. Si la solution est de taxer les produits venant de l'étranger, qui ne respectent pas les normes environnementales (qui sont à réévaluer d'urgence), pourquoi pas. Mais les politiques doivent avoir le courage de faire ces choix-là et de les expliquer. Toutefois nous ne devons pas oublier que ce sont les riches qui polluent le plus et ce sont donc eux qui doivent le plus payer cette transition. Lorsque l'on connait l'impact carbone d'un aller-retour pour un autre continent en avion, ou même d'une liaison nationale aérienne, comment sérieusement continuer à exonérer de taxe le kérosène? Pourquoi continuer à autoriser des véhicules tels que les SUV à circuler librement en ville alors qu'il sont parfois occupés uniquement par le conducteur? Le centre-ville des villes doit être interdit aux voitures et les transports en communs gratuits. L'accès au transport par train doit être favorisé et le transport aérien réduit au minimum. Le ferroutage doit être favorisé jusqu'à devenir bien plus concurrentiel que le transport par la route.

Taxer le kérosène avant tout et les énergies fossiles. Rétablissement de toutes les lignes locales de train. Taxer les produits

polluants à l'importation. Prise en charge par l'Etat des déplacements mode doux sur les trajets domicile/travail. Gratuité des transports publics en ville. Interdiction ferme d'utilisation dès tous les produits agricoles dès qu'un doute est émis pour l'Agence Régionale de Santé. Centre ville interdit aux voitures. Développement des parkings en périphérie et donc des transports en communs pour un meilleur maillage du centre ville et des banlieues. Modification des modes de consommation et donc de production (stop au suremballage, développement des produits en vrac et des filières locales). Repas de cantine bio et local, respectant les proportions 1 viande/semaine. Changer nos modes de consommation implique de vrais changements de société et donc des prises de positions fermes par le gouvernement. Nous ne pouvons plus sans arrêt mettre en avant la compétitivité et les profits des entreprises face à l'agonie de la planète.

Changer de mode de vie. Arrêter de voir la croissance comme un but ultime, mais se focaliser sur l'humain et ce qui nous rend heureux.

Inciter financièrement à l'utilisation d'autre alternatives, comme les bouteilles en verre. remettre en place des circuits de consignes

que les déchetteries soient ouvertes à tous et gratuites pour tous les particuliers: dans trop de secteurs, il faut être un résidant local pour pouvoir y accéder, au final, les gens jettent tout dans la nature. inciter les entreprises du bâtiment à recycler leur gravats et autres déchets en mettant en place une taxe à tous ceux qui ne déclarent pas un volume minimum de déchets recyclés par an.

Nous sommes un pays qui a presque 6000 kms de côtes maritimes. Pourquoi ne pas investir dans des systèmes de production d'énergie électrique qui utilisent la force de l'eau (mers et fleuves) ? Si nous nous engageons dans la réduction du parc nucléaire et il faudra le faire : nous ne pouvons pas conserver des centrales vieillissantes aux risques d'avoir un accident nucléaire qui serait catastrophique pour la population et les générations futures.

Faire une évaluation environnementale systématique des PLU en cours de modification. intégrer les trames écologiques.

Remettre à plat les itinéraires de transit pour éviter la traversée des villes. Définir des zones de basses émissions et taxer les poids lourds qui les traversent sauf pour les véhicules propres. De manière générale aider prioritairement les entreprises de transport françaises à basculer vers des flottes à énergie propre. Développer le travail à domicile à chaque fois que cela est possible (tertiaire).

Veiller à faire appliquer les décisions déjà prises, à faire respecter les engagements pris.

éduquer, récompenser/honorer/faire connaitre les bonnes pratiques aussi mineures soient elles

Il faudrait revoir totalement la rénovation des bâtiments + électrifier les voitures. Mais quid du financement ? Il faudrait mettre en place des visions en direct des économies réalisées pour pouvoir avoir un aspect pédagogique et ainsi «oser» mettre de l'argent dans la rénovation et le changement de voiture.

Faire payer les vrais pollueurs : Maritime, Aéronautique ,Transports Routiers Arreter de se focaliser sur l'automobile qui a déjà fait d énormes progrès en terme d'ecologie

Gratuité de tous les transports en commun et développement de ceux-ci en zones rurales (vrai service public) Développement accéléré des véhicules hydrogènes (et des points de recharge), ainsi que énergies propres (notamment hydroliennes) Interdiction de tous les pesticides, y.c ceux dont la dangerosité n'a pas encore été prouvée et, en contrepartie, soutien plus accentué à la mécanisation (désherbages thermiques, mécaniques...) des exploitations, aux conversions AB et au changements de systèmes (élevage vers polyculture notamment)

Faire évoluer les règles au niveau international. Même si c'est impossible c'est la seule option viable. Mais on peut déjà commencer à notre échelle.

Se remettre en contact avec la nature qui nous entoure. Préserver l'écosystème et les quelques espaces naturels encore préservés. Ralentir massivement l'artificialisation des sols.

se pencher sérieusement sur la question avec la mise en place de commissions de scientifiques pour faire un bilan concret de la situation dans notre pays et en Europe ,informer les concitoyens de façon pédagogique,claire et honnête des conclusions et en tirer les concéquences rapidement ..A force d'attendre....!!

Il faut faire migrer le parc automobile vers une énergie plus propre mais pas vers l'electrique qui obligerait à une large augmentation du parc nucléaire français sans compter le cout de l'installation de bornes sur tout le territoire et leur manque d'autonomie. L'hybride est la solution à court terme. Cela permet aux personnes de ne pas changer leur habitude niveau carburant en diminuant la pollution. Je propose donc d'ici quelques années (pour laisser le temps à l'industrie automobile de se retourner) d'interdire purement et simplement la vente de véhicule neuf essence ou diesel non hybride. Les personnes changeant de véhicule régulièrement vont ainsi devoir changer pour de l'hybride et les autres plus modestes, le feront tot ou tard, lorsque ces véhicules seront omniprésents sur le marché de l'occasion. C'est sûr c'est une mesure qui prendra des années à avoir un impact mais elle ne devrait pas être vécu par la population comme une agression mais simplement comme un changement progressif (ce qui est la bonne chose à faire pour tout ! Pas comme font les gouvernements depuis des années).

réduire l'utilisation des automobiles diesel

Mieux gérer les déchets = agir à la source en contraignant les entreprises à produire moins d'emballages inutiles, biodégradables, et donner davantage de moyens aux déchèteries afin que les coûts baissent pour les entreprises. Encourager par des aides les filières du compostage/recyclage pour créer des emplois. Commencer dès aujourd'hui à réparer ce que nous avons pollué, en collaborant au niveau international pour les mers et océans. Notre planète est une vaste poubelle, bientôt plus de plastique que de poissons dans les océans.

Mesurer les polluants (dont les particules fines PM2,5 ou PM1 qui ne sont pas prises en compte aujourd'hui dans les alertes à la pollution et dont l'OMS reconnait la dangerosité) et réduire les vitesses des véhicules, voire interdire les véhicules les plus polluants Utiliser réellement les vignettes CRITAIR et les rendre obligatoires (la politique actuelle n'est pas comprise ni compréhensible)

Interdire toute chimie dans l'agriculture

DIminuer drastiquement l'envahissement de l'espace collectif par la bagnole et le transport routier en général

Diminuer les rejets de CO2 en favorisant les énergies renouvelables (solaire, pile à hydrogène...);aider les plus humbles à acquérir des véhicules électriques et multiplier les bornes de rechargement. interdire la plupart des pesticides ; favoriser tout azimut les circuits courts de qualité ; stopper la mondialisation imbécile (pèche du cabillaud en Europe, envoi en Chine pour découpe et «traité», renvoi en Europe pour distribution.) Mener une politique de zéro déchet en évitant les plastiques, les ventes forcées par 6, 8, 12 par ex. en bref, mener une réelle politique en faveur de l'environnement

Pour l'heure, les véhicules electriques sont beaucoup, beaucoup trop onéreux alors qu'il existe en France des solutions pour des

batteries rechargeables et durables. Il faut beaucoup plus inciter les industriels, et les consommateurs. Les aides sont encore dérisoires. Idem pour les vélos electriques. Un bon vélo coûte 2000 euros. 100 euros d'aides de notre mairie à yon, c'est dérisoire.

La base de chacun des problèmes environnementaux aujourd'hui est notre modèle de société productiviste basé sur les individualités. Le changement des comportements passe avant tout par un changement de paradigme. Changer de modèle de société, c'est aussi changer la façon dont nous mesurons la réussite de notre société. La croissance est un mauvais indicateur en ce qu'elle ne prend en compte que les richesses créées. mais ces richesses ne sortent pas de nulle part. Nous sommes dans un environnement fini. Tout ce que nous produisons découle de ce que nous avons détruit. Nous mesurons ce que nous produisons en plus, mais pas ce que nous détruisons. Les deux devraient être mis constamment en balance. Il faut absolument penser les limites des choses. Je ne dépense pas plus d'argent que ce que j'ai sur mon compte et je surveille le niveau de mon compte au fur et a mesure que je dépense. C'est la même chose pour les ressources naturelles. Changer de modèle, c'est aussi revoir certains fonctionnements établis Par exemple, un comportement vertueux qui passe par l'utilisation de déchets ou de produits recyclés n'est pas avantagé. Le produit fini sera soumis aux mêmes taxes qu'un produit non vertueux. Nous taxons la valeur ajoutée (TVA), et faisons supporter cette taxation au consommateur final. Ne faudrait-il pas taxer en amont plutôt qu'au niveau de la consommation, et en fonction des ressources naturelles utilisées pour produire. Ainsi, on pourrait avantager les entreprises vertueuses qui utilisent déchets et produits issus du recyclage et faire en sorte que les prix des autres soient plus haut. En résumé, remplacer la TVA par une Taxe sur l'empreinte écologique.

Arrêter le développement urbain et l'agriculture intensive

Déployer plus de trains locaux mais aussi des bus en site propre et surtout dimensionner les parking relais qui sont très vite saturés le matin.

encourager le transport fluvial(1 péniche=40 camions) / taxation de TOUTES les émissions de carbone et pas seulement les 15% émis par les particuliers(cf transport maritime entre autres) / surtaxation de l'obsolescence programmée / mise en place du ferroutage (les suisses le font) / surtaxation des produits jetables ou non réparables / rôle d'aide de l'état comme moteur de l'économie(lave linge»l'increvable», voiture à air comprimé de marque TATA, etc) / application des lois existantes(extinction des lumières commerciales de 22 à 6h, par exemple) / financement de l'élimination des déchets par les producteurs de suremballage et produits jetable / augmentation des énergies renouvelables(30% dans le sud de l'Autriche) / lorsqu'une molécule, produit, process est mise en doute au niveau sanitaire(OGM,glyphosate,dioxyde de titane,etc)abstenons nous : principe de précaution / imposer ou du moins fortement encourager(par le biais de la fiscalité)l'usage généralisé de produits réparable et ou recyclables

Revoir entièrement notre manière de produire qui n'est pas en association avec la faune et la flore. Essayer de voir plus loin que le «rendement». Et ne pas céder à la faciliter (pesticide toxique, cancérigène et perturbateur endocrinien) pour le «rendement».

Ne rejeter aucun gaz à effet de serre à l'usage et le moins possible à la production, que ce soit pour les véhicules, les industries ou le chauffage

que des spots tv et radio et journaux bombardent les gens de messages, comme le fait la pub pour nous faire consommer, pour que les hommes réalisent l'ampleur du désastre et l'urgence à agir

Limiter la consommation de biens matériels . Envisager un plan avec les grand constructeurs automobiles pour limiter le poids des véhicules ainsi que leur vitesse. Celà pour limiter la consommation aux alentours de 2l/100km. (cf argumentation de Mr Jean Marc Jancovici)

- Consommer moins et mieux - Limiter la taille et la vitesse de voiture pour baisser la consommation a 2l/100km. Pour celà organiser un plan d'action avec les grand constructeurs francais. (cf argumentations de Mr Jean Marc Jancovici)

développer les transports en commun réduire le nombre camions, réduire les commerces de zones pour revenir à des commerces de proximité.

Aménager le territoire de manière équilibrée , arrêter de densifier les grandes villes et surtout l île de France

faire baisser la pollution mondiale étant donné que la France est déjà vertueuse sur ce point

La mise en oeuvre de transports écologiques ou de productions vertes (type éoliennes) suit les memes processus administratifs que n'importe quelle construction. Un décret d'urgence climatique pourrait limiter les recours et accélerer la prise de décision. Cela éviterait que de nombreux projets de construction d'éoliennes soient aujourd'hui à l'arrêt, pourrait permettre la construction plus rapide de transports en commun (comme le tramway Lyon Trevoux qui est planifié depuis 20 ans mais toujours pas lancé). Un exemple très concret serait de supprimer toute implication des architectes batiment de france sur les projets d'installations photovoltaiques.

Concernant l'écologie, je propose la creation de la TKI: taxe sur les km inutiles. Il est aberrant que des produits ayant fait des milliers de km soient moins chers que des produits locaux. Le pétrole, le transport ne sont pas assez chers. La TKI se substituerait ainsi à la TVA. Pour moi la valeur ajoutée ne doit pas être taxée. C'est la non valeur ajoutée qui doit l'être. Et le transport est une non valeur ajoutée qu'il faut combattre. Cette TKI serait matricielle (distance vs nécessite). Les produits de première nécessité locaux seraient les moins taxes. Les produits inutiles et autres gadgets polluants venant de loin seraient les plus taxés.

Les déplacements de quelques kilomètres ou dizaines de km sont indispensables, une des revendications des semaines passées etait le 'droit' de se déplacer. Les déplacements plus long doivent être consommés plus modérément. En s'inspirant du principe des forfaits téléphoniques, ce qui est dans le forfait doit être peu cher. Le hors forfait doit faire mal au porte-monnaie. On pourrait imaginer ce forfait comme un credit d'impôt ou un cheque mensuel, indépendant du revenu dont la valeur dépendrait du lieu d'habitation. Plus faible en ville ou tout est prévu pour éviter la voiture. Plus élevé quand on s'éloigne des infrastructures. La contrepartie serait une hausse significative des taxes sur les carburants Pour mon cas, je fais 2 pleins par mois pour 150 euros, pour un usage normal me rendre au travail, faire mes courses, ... augmentons le prix à la pompe de 40% et estimons que pour ma situation géographique, le credit d'impôt soient de 60 euros mensuel. Toutes chose égale par ailleurs, le bilan sera neutre. Si je baisse ma consommation, que je fais du covoiturage, que je marche ou prends mon vélo, je suis gagnant sinon ça va faire mal au porte monnaie. En plus ça m'incitera a ne pas acheter un 4*4 enorme et inutile pour mon prochain changement de voiture.... 40 % semble un chiffre fort, pour moi pas de changement de comportement sans incitation forte. Une telle augmentation permettrait aussi peut être de rééquilibrer le cout trains vs voiture.

taxer ces gros pollueurs

Nous n'aurons pas de réponse immédiate aux problèmes actuels. Mais nous pouvons réduire leur amplification par un meilleur respect de l'environnement : réduction des déchets,

limitation des rejets des gaz à effet de serre, limitation des déplacements inutiles, développement de moyens sécurisés de se déplacer à pied et à vélo, ...

lutter vraiment contre la déforestation et proposer des alternatives aux pays en voie de développement

Pour apporter des réponses à ce problème on peut envisager d'utiliser mieux et moins d'énergie comme par exemple : - Inciter les entreprises à moins polluer. Taxer celles qui rejetent des produits polluants en hiérarchisant ses taxes par rapport à la nécessité et à l'utilité des produits fabriqués - accentuer fortement le ferroutage - imposer la réduction les emballages ou imposer plus de recyclage. - réduire ou supprimer (0h-6h) les éclairages de nuits dans les communes. - interdire les éclairages publicitaires la nuit et les panneaux lumineux géants qui fleurissent dans les communes. - arrêter les déplacements inutile – favoriser fortement le télétravail, les visioconférences... - accélérer le projet ITER.

un grand plan «Marshall». Nous sommes à un niveau où les mesurettes arrivent trop tard et qu'il faut mettre le paquet.

Pour apporter des réponses à ce problème on peut envisager d'utiliser mieux et moins d'énergie comme par exemple : - Inciter les entreprises à moins polluer. Taxer celles qui rejetent des produits polluants en hiérarchisant ses taxes par rapport à la nécessité et à l'utilité des produits fabriqués - accentuer fortement le ferroutage - imposer la réduction les emballages ou imposer plus de recyclage. - réduire ou supprimer (0h-6h) les éclairages de nuits dans les communes. - interdire les éclairages publicitaires la nuit et les panneaux lumineux géants qui fleurissent dans les communes. - arrêter les déplacements inutile – favoriser fortement le télétravail, les visioconférences... - accélérer le projet ITER.

L'éducation, le progrès technique, et la maîtrise de la croissance de la population mondiale sont les vrais solutions, et non pas les taxes «opportunistes» en tout genre, sous prétexte de nous faire changer nos habitudes en 2 ans ! Mais c'est vrai que ces solutions ne sont pas dans la même échelle de temps que les élections.

Si je le savais.... Plus sérieusement il est déprimant de voir des sacs en plastique et desbdéchets ménagers sur une plage en Italie ou une route en Grèce. Faire un programme européen voire mondial de déchèteries pour tous, facilement accessibles.

Commençons par faire des économies d'énergie et d'eau à tous les niveaux . L'Etat de son coté doit favoriser les isolations des habitations par des détaxations encourageantes et non des taxes supplémentaires.

Adopter des normes environnementales ainsi que des plans climat-énergie-mobilité pour la défense du climat (et donc un budget, financé par la taxation et des sanctions des entreprises les plus polluantes) drastiquement plus ambitieux.

Stopper toute nouvelle construction sur le littoral /proteger les cotes la ou s'est possible/

Il faudrait vraiment changer nos habitudes et mode de vie selon moi. Voyages trop nombreux, tourisme de masse, société de surconsommation à tout crin générant une surproduction de biens non durables.

Vaste problème,bien que la France agit depuis des années,il faudrait inciter les autres pays a en faire autant

rendfre accessibles les voitures propres et faciliter leur developpement

Que les états du monde entier prennent des mesures concrètes pour sauver l'espèce humaine.

Renforcer le nucléaire et surtout, ne pas arrêter Fessenheim. En finir avec l»Ecologie politique» et aborder le sujet de façon rationnelle et non passionnelle.

Baisser la quantité de CO2 émise par la population mondiale

TAXE CARBONE. Appliquer la taxe carbone aux secteurs très polluants qui en sont aujourd'hui exemptés : transport de marchandises sur route et sur mer, et transport aérien. Il y a là une injustice grandissante à mesure que l'écart sur le prix payé augmente. Proposition : Faire payer la taxe carbone à tout le monde et mettre en place une concertation nationale sur l'utilisation des recettes de la taxe carbone. ALIMENTATION. L'alimentation doit faire l'objet d'un débat de société ouvert, élargi, profond pour savoir de quelle alimentation nous voulons collectivement. Cela pourrait passer, entre autres, par une réduction drastique de l'usage des pesticides, un soutien au développement de l'agriculture biologique et un soutien à l'introduction de produits bio et de qualité, locaux, de saison, dans la restauration collective. Proposition : Lancer un Grenelle de l'alimentation pour rapprocher producteurs et consommateurs, filières et collectivités.

Premier problème, la démographie : nous sommes de plus en plus nombreux et consommons plus que ce que la planète peut nous offrir Une guerre ? ...c'est une plaisanterie, mais hélas notre histoire et le contexte actuel pourraient faire craindre ce genre d'issue, solution, s'il en est, au problème démographique - Saurions-nous l'éviter ? Second problème : les modes décisionnels des acteurs économiques et politiques Une part de laisser-faire est sans doute appropriée : la raréfaction des ressources entraîne une hausse des prix et un arbitrage naturel vers d'autres ressources ou d'autres modes de consommations. Par ex, quand le coût de transport par bateaux des T-Shirt du Bangladesh sera plus élevé que l'économie sur la main d'oeuvre, la production se rapprochera des lieux de consommation. Une modification du calcul de certains indicateurs, comme le PIB, ou l'EBITDA des entreprises, voire l'indexation des salaires des dirigeants sur leurs efforts en faveur de la préservation de la planète...mais là, faudrait-il encore que tout le monde joue le jeu : une Europe unie, plus forte pourrait montrer l'exemple !

des decisions a l'échelle planetaire mais on voit ce qu'il advient de la cop21 avec D.TRUMP

De la pédagogie et un débat national chaque année au Parlement pour fixer ou actualiser les objectifs nationaux, faire le point sur l'état d'avancement. Mettre en place et publier un tableau d'indicateurs de la situation écologique du pays, consultable par tous et actualisé régulièrement.

Supprimer le droit de chasse, le conserver occasionnellement lors de maladie ou de surpopulation. Favoriser la polyculture pour favoriser la biodiversité

Réduire plus rapidement la part des énergies fossiles dans le mix énergétique

Promouvoir la voiture électrique par le développement systématique de bornes de recharge rapide dans chaque station essence de France notamment.

C'est tout notre modèle de consommation qui est à revoir. En préservant un certain confort acquis. Il faut donc aller vers une consommation plus durable et locale. Encourager financièrement les entreprises locales et durables qui se montent en terme d'alimentation, d'habillement, de transports, de construction, de biens électroniques etc. Encourager les entreprises qui utilisent des matirères premières naturelles non nocives, et proposant des produits qui durent très longtemps et réparables. Pénaliser à l'inverse financièrement toutes celles qui ne le font pas, qui vont sourcer ailleurs, loin, qui détruisent les invendus, etc. Halte à la surconsommation qui ne rend pas heureux. Ce faisant, nous favoriserions l'emploi qualifié localement, retrou-

vant un certain savoir-faire et re-dynamisant des régions vidées de leurs habitants, améliorant ainsi le tissu social.

Une VERITABLE volonté politique

On taxe et dépense beaucoup d'argent sur les problèmes (Ségolène Royal et son milliards d'investissement perdu sur les camions) qui n'a pas un résultat concret. Tandis, on creuse le déficit and surtaxe les populations. On fait croire que c'est de l'écolo, mais en fait ne sert à rien mesurable.

Aider les agriculteurs à se passer des pesticides et engrais chimiques. Donner un grand élan aux énergies renouvelables et équiper toutes les habitations anciennes et nouvelles afin de consommer un minimum d'énergie.

Limiter drastiquement le transport routier au long cours, rétablir l'écotaxe lâchement abandonnée, favoriser le transport fluvial, très sous-employé en France, favoriser les transports en commun électrifiés (tramway, trolleybus, métro, etc...)

Interdire la vente de véhicules diesels neufs d'ici 5 ans. Taxer l'achat de véhicules polluants neufs. Favoriser l'accès aux véhicules propres avec des règles simples et identiques pour tous. Augmenter le nombre de parcs relais gratuits en périphérie des villes. Augmenter le nombre de transports en communs propres (bus électriques), le réseau, la fréquence et élargir les horaires. Rendre obligatoire les flottes de véhicules propres pour les entreprises et les véhicules de l'état. Favoriser les énergies propres (équipement de chauffage : panneaux solaires, ...), la rénovation (isolation thermique) en centralisant les aides et en simplifiant (c'est un casse-tête entre les différentes administrations et les règles restrictives) : les mêmes règles pour tous (propriétaires ou bailleurs quel que soit le revenu, résidence principale ou bien en location) et un seul interlocuteur. Inciter à l'utilisation de petits véhicules : vélos, scooters, motos. (plus d'espaces de stationnement gratuits en milieu urbain). Arrêter de surchauffer les bâtiments collectifs et équiper obligatoirement les appartements ou locaux de thermostats individuels.

Malheureusement j'ai peur que les réponses arrivent bien tard. il faudrait être moins nombreux sur terre, la terre n'et pas faites pour recevoir autant de monde.

donner un plus grande priorité au rail par rapport a la route, réouvrir les petites lignes fermées au cours des 45 dernières années, limiter le tonnage des camions à 38 tonnes, instituer une taxe pour les poids lourds étrangers en transit, sauf s ils utilisent le ferroutage (transport sur wagons).

Aujourd'hui que l'on vive en ville ou en périphérie/campagne, il revient moins cher de prendre sa voiture que de prendre les transports en commun !! C'est une délirant. Par contre, on ne peut envisager de taxer plus l'usage du véhicule individuel tant que d'autres solutions alternatives ne sont pas accessibles. Une réponse possible est de mettre en place au niveau national une VRAI politique de transports en commun. Ce qui veut dire pour les villes des transports métro/bus/tram gratuits, pour les périphéries/campagnes des trains avec un nombre et des prix cohérents (cout de revient inférieur au cout d'un véhicule individuel) ce qui n'est à jour pas le cas.. Faire payer les gros pollueurs industriels qu'ils soient français ou étranger. Etranger en taxant leurs produits par exemple. Faire en sorte que le fabriqué en France soit plus accessible, en aidant ces entreprise et non des multinationales qui au finales détruisent plus d'emplois (périphériques) qu'ils n'en créent

En finir avec les energies fossiles. Investir dans la recherche sur toutes formes d'énergies renouvelables.

Développer le ferroutage, afficher la transparence sur les produits de consommation, tant sur leur composition que sur leur provenance (distance parcourue avant la vente), développer et encourager la consommation responsable, introduire le bio dans toutes les cantines de France, mettre au programme scolaire la protection de l'environnement, lancer un grand plan national d'isolation.

1 / Respecter en France les engagements pris lors des accord internationaux 2/ Taxer les produits en provenance des pays ne respectant pas ces accords 3/ Réfléchir à la possibilité de dépôt de plainte collective contre les états les plus pollueurs, mais sans se tromper de cible! (La France émet par exemple 1% de gaz à effet de serre, ce n'est peut-être pas à elle de se tirer une balle dans le pied). 4/ Développer la notion de crime contre le climat, nominative (D. Trump, Bolsonaro par exemple)

service écologique et/ou services intérêt d'utilités publiques pour tous les citoyens ou pour les lycéens, étudiants, retraités

Lancer un challenge national pour trouver le moteur le plus propre possible (hydrogène, eau, etc...), le plus viable mondialement (tout le monde n'a pas d'eau), et générant le moins de déchêts possible, avec pour premier prix le monopole de sa commercialisation pendant 15 ans Stopper le transport en camion sur nos routes et donc développer le ferroutage (voir ex de la Suisse) Déjà, interdire aux poids lourds de circuler aux heures de pointe (7h-9h30 et 16h30-19h) prés des agglomérations Contrôler plus sérieusement la pollution générée par les entreprises Remettre des crédits d'impôt conséquents et pour tous afin que l'ensemble de la population puisse faire isoler sa maison : fenêtres, portes, toiture, murs, etc...

Réunir autour de la table des représentants associatifs, prendre en compte leur proposition et les mesures qu'ils proposent. Des initiatives sont mises en places dans toutes les villes pour lutter contre la pollution de l'air mais il faut aller plus loin en proposant davantage de transports publics,collectifs à des tarifs avantageux et qui soient connectés au périurbain. Favoriser le covoiturage, les modes de transports doux. Cela passe par la sensibilisation et l'éducation à ces questions mais aussi par l'arrêt de l'étalement urbain...

Il faut sensibiliser les enfants dès l'enfance à l impact de chacune de nos actions sur le climat

Informer, communiquer, faire œuvre de pédagogie pour expliquer et sensibiliser les populations, les acteurs du tourisme et les élus au premier chef, les citoyens et les enfants (programmes scolaires) en parallèle, protéger plus d'espèces communes aujourd'hui, recenser les espèces sauvages par commune/avoir des «veilleurs» de faune et flore sauvage, valoriser les initiatives locales individuelles et collectives, mettre en lumière les associations qui agissent en ce sens, faire des spots TV et radios pour présenter des exemples concrets d'espèces disparues ou en voie de disparition et expliquer les phénomènes climatiques ou les actions humaines en lien, mettre des pancartes à l'entrée des plages et des marinas pour sensibiliser les touristes aux problématiques des mers, océans et espèces associées en voie de disparition ou disparues, faire appliquer la loi sur l'interdiction d'épandage de pesticides à proximité des points d'eau naturels de petites tailles (mares, serves, rus...), recenser précisément les zones agricoles traitées aux pesticides chimiques et mettre en place un système de veille des abeilles, proposer des concours dans les établissements scolaires une fois par trimestre comme par exemple: «enregistrez le chant des abeilles», «les plus belles photos de coccinelles/papillons, lys sauvages, hérons cendrés, tritons, hérissons...»

Il faut changer de vision, de paradigme. La croissance, même verte, n'est pas une solution.Elle engendre toujours plus de consommations et donc d'inégalités, de pollution, d'érosions, de disparition d'espèces.... Revenir à une agriculture raisonnée, bio et locale qui offre emploi, produits de qualités et échanges. Investir dans les énergies renouvelables pour éviter la dépendance aux énergies fossiles et nucléaires (approvisionnement

uranium) tout en aidant les plus modestes (aides pour l'isolation, le changement de systèmes énergétiques....) Une vrai politique de la mobilité douce et pour tous. Pas uniquement pour les métropoles mais également les petites villes et les campagnes. Politique de l'habitat pour éviter que les gens dessertent les villes à cause des prix de l'immobilier. Habitat neuf respectueux de l'environnement. Utilisation de matières locales, faible empreinte carbone - ce qui induit de la création d'emploi également sur le territoire Répartition des richesses plus juste pour penser aux plus démunis qui sont hélas toujours les premiers touchés.

Intensifier les discussions au niveau international pour la mise en place de réglementations contraignantes (et coordonnées) pour les entreprises et les particuliers : créer un noyau dur de nations prêtes à adhérer et s'engager.

Décarbonner l'énergie

Ces problèmes environnementaux (on peut, si on souhaite les catégoriser, se reporter à la définition des 9 frontières planétaires dont 4 seraient aujourd'hui d'ores et déjà dépassées) ne peuvent être résolus par des mesures spécifiques qui viseraient à réduire l'impact de telle industrie ou de telle pratique par rapport à tel problème. Notre modèle de société tout entier est mis en cause : il s'agit aujourd'hui de réduire drastiquement nos prélèvements dans la nature, d'éviter le gaspillage des ressources non renouvelables, de réduire drastiquement nos émissions et nos déchets. Comment imaginer le faire sans bouleverser la manière dont sont organisées nos sociétés? A mon sens, cela ne pourra se faire que par étapes, mais par étapes rapides et radicales. Dans un 1er temps il convient, à la manière d'un Churchill en 1940, de fournir à la population un discours juste et réaliste sur l'ampleur de la tâche qui nous attend: ça ne sera pas facile, mais c'est nécessaire si l'on veut éviter le pire et avoir encore un vague espoir de continuer à vivre dans une société qui permette à la plupart des gens d'assurer a minima leurs besoins vitaux. En parallèle, il nous faut être cohérents : on ne peut continuer à vanter les bienfaits d'une société de consommation, dont les limites sont plus que prouvées et qui ne peut que conduire à une frustration maximale. Ainsi, devra être interdit tout forme de publicité visant des biens de consommation (on peut imaginer conserver de la publicité pour des activités culturelles ou de manière générale qui favorisent la vie citoyenne et le vivre ensemble). Après tout nous avons bien interdit la publicité pour certaines consommations jugées nuisibles, telle la cigarette. Dans le même état d'esprit, il me semble que la trop grande inégalité existant en France (ainsi que partout ailleurs dans le monde!), nuit considérablement à la constitution d'un projet politique réaliste concernant l'environnement : le mouvement des gilets jaunes ne saurait trop nous rappeler combien des propositions éventuellement favorables à l'environnement ne peuvent être acceptées si la population a l'impression (à tort ou à raison) que certain·e·s y perdent et que d'autres y gagnent. J'irais même plus loin : même des propositions favorables à l'environnement et bien construites socialement, c'est à dire ne renforçant pas les inégalités, pourraient susciter un fort ressentiment dans une société déjà inégalitaire. Car dans une telle société (avec des pauvres, des classes moyennes et des riches pour faire simple), toute évolution négative du pouvoir d'achat est perçue négativement et ce d'autant plus que l'on a déjà des difficultés à joindre les 2 bouts et que l'on a (à juste titre!) l'impression que d'autres tirent toujours leurs épingles du jeu. Ainsi, je pense qu'il est urgent, dans l'absolu et d'autant plus dans une perspective environnementale, de réduire les inégalités. Les propositions ne manquent pas : revenu d'existence permettant de mener une vie digne en dehors de tout travail et sans la peur de ne pas en retrouver un que la société ne saurait de toute façon apporter à tou·te·s ; écarts limités entre les salaires les plus bas et les plus hauts ; gratuité des biens de consommation vitaux (premiers mètres carré de logement, premiers mètres cubes d'eau, premiers kWh d'énergie) et renchérissement des mésusages ; financement massif de la rénovation des logements en commençant par les plus énergivores etc. Il convient ensuite de réfléchir aux solutions alternatives proposées, afin de favoriser les plus sobres, les plus efficaces, les plus justes, les moins impactantes (en analyse complète du cycle de vie), les plus durables. Un exemple : est-il pertinent de vouloir substituer des véhicules à essence par des véhicules électriques, certes moins polluants, mais au temps de retour énergétique discutable et substituant une problématique (utilisation de pétrole, pollution de l'air, émission de gaz à effet de serre) par une autre (production du Lithium, recyclage des batteries et production d'électricité pour la recharge)? Ne serait-il pas plus pertinent de promouvoir et d'encourager les modes de déplacement doux (marche et vélo) et collectifs (transports en communs, covoiturage dans un premier temps) plutôt que de vouloir initier une filière industrielle qui in fine ne répondra que très partiellement aux problématiques posées et devra à son tour se convertir ou disparaître dans quelques décennies? N'est-il pas plus urgent de relocaliser l'économie? Il faudra également privilégier la qualité sur la quantité, le durable sur le jetable (arriver petit à petit à l'interdiction totale de produits jetables, punir sévèrement les cas prouvés d'obsolescence programmée, favoriser l'utilisation de matériaux recyclables et/ou renouvelables, encourager les fabricants et les commerçants à produire et vendre des objets garantis des années voire à vie - comme cela se fait pour certains produits, par exemple certains vélos en acier). Enfin, il faut sortir de certains paradigmes dominants dans la culture occidentale et fortement défavorables à la constitution d'une société compatible avec la préservation de la nature : il nous faut apprendre dès le plus jeune âge la coopération plutôt que la compétition, le respect de l'altérité et l'amour de la Nature dont nous sommes partie intégrante. Pour cela il est essentiel de moderniser l'Ecole Publique en s'inspirant des pédagogies alternatives mais aussi en favorisant la nature en ville via des jardins partagés, une «débettonisation» progressive des villes (facilitée par des politiques défavorables à la voiture qui permettraient de gagner de l'espace) permettant la multiplication des espaces verts, en incitant à l'exode urbain pour repeupler les campagnes (avantages fiscaux, revalorisation du métier de paysan etc.). Pour une vision globale des services énergétiques que peut attendre une société respectueuse de l'environnement et la manière de les fournir, je ne saurais que trop vous recommander une lecture attentive du scénario négaWatt qui a fait un travail fantastique sur ce sujet.

Développer les productions énergétiques locales dans toutes les régions où la production «naturelle» est la mieux adaptée : éoliennes sur les bords de mer et crêtes des passages les plus ventés, production électriques en toitures associés aux CES (chauffe eau solaire), hydroliennes .... Assurer les réseaux interconnectés de ces productions comme actuellement (aussi entre différents pays européens. Éviter les déperditions calorifiques ou réchauffements trop importants dans les bâtiments (toitures végétalisées), construire et rénover (aide à ...) en économie d'énergie. En bref, favoriser au maximum les productions d'énergie locales solaire, éolienne, hydraulique, et en réseau.

un réel engagement de l'Etat, et de vraies mesures, pas une pseudo prise en compte, avec des mots et des paroles en l'air comme c'est le cas depuis plusieurs décennies !

Sensibiliser les pays en voie de développement sur les enjeux climatiques

Un grand plan européen s'inspirant de la Suède pour ne pas gaspiller encore une fois l'argent public. La dimension européenne est absolument nécessaire, à l'échelon national c'est loin d'être suffisant

Protection des sols, de l'eau, de l'air par un mode de culture respectueux de la vie. Sortir les semences des monopoles, la vie ne leur appartient pas. Consommer localement pour éviter transports et pollution.

Penser global, agir local. Des accords internationaux et notamment européens, notamment contre les pesticides ;stopper l'expansion des grandes métropoles et la désertification des campagnes, densifier les territoires, créer des emplois de proximité en lien avec la transition écologique; faciliter la concertation et les initiatives locales pour trouver des solutions adaptées aux besoins; développer l'agriculture biologique (aides) et paysanne; développer les services et transports (non polluants) de proximité; informer et éduquer sur les enjeux environnements et climatiques pour promouvoir des comportements vertueux, respectueux de la nature..plutôt que des taxes et une écologie punitive.

Au niveaux international, taxer plus les transports aeriens et maritimes. Au niveau national, taxer plus les biens d'importation pour permettre au niveau local d'encourager les modes doux (pistes cyclabes et transports en commun)

Revenir à une utilisation local de la vie en général.

favoriser les investissements dans les modes de déplacements en commun, permettre les deplacements intermodaux avec des parcs relais sécurisés et suffisamment grands, fréquences des transports en commun et extension des horaires, délocaliser les administrations en les sortants des centres villes

créer des parcs ou l'homme n'a pas le droit d'entrer (sauf ceux charger de l'étudier et de protéger ces milieux, cela dans toutes les régions)

Stop aux poids lourds, il faut absolument mettre en place deja sur les autoroutes, une voie rail ou autre réservée aux poids lourds et ils n'ont pas autre voie et ne roule pas.

Il faut recenser les 1000 plus gros pollueurs du pays. Rabaisser de façon draconienne les seuils d'émission, faire des contrôles extérieurs et indépendants TRES réguliers (toutes les 2 semaines/tous les mois), mettre le paquet sur les contrôles et mettre en place des sanctions financières prohibitives pour les industries, l'agriculture et les transports.

il faudrait en accord avec Renault mettre à disposition de tout citoyen en dessous d'un certain seuil de revenu (+ qui a des déplacements importants) une location de voiture électrique Zoé 400 km à environ 100 €/mois + un prêt à taux zéro pour l'installation de la borne de recharge > cela aurait de multiples avantages : - industriel > grosse croissance dans le domaine automobile pas très en forme - écologique > baisse de la pollution - géopolitique > baisse de notre dépendance au pétrole - sociale > les ménages de faible revenus + éloignés + ruraux : gagnerait en pouvoir d'achat - aménagement du territoire > en effet le parc grossissant très vite les supermarchés et autres lieux vont proposer des bornes de rechrarche, ENEDIS va proposer des associations et installation avec une application pour smartphone pour recharger sa voiture partout

interdire les pesticides de toutes natures utiliser produits naturels en remplacement

Développement des véhicules à hydrogène et des stations de service associées (5 000) pour éviter la pollution à venir par le recyclage des batterie. Ces stations serviront en même temps de stockage temporaire d'énergie pour réguler localement les sur ou sous productions d'énergie renouvelable et assurer la réponse en électricité aux besoins de pointe

il n'est pas normal que des denrées qui font le tour de la terre en polluant soient moins chère que les mêmes produites localement. Le transport des denrées devrait être Beaucoup beaucoup plus taxé.

il n'est pas normal de payer des denrée qui viennent de l'autre bout de la planète moins chère que produite localement. Le coût de la pollution engendrée par le transport n'est pas taxer...

Une solution pour limiter les pollutions matériels serait de rendre obligatoire aux industriels de tabac l'utilisation de filtres de cigarette biodégradable

Taxer bien plus durement les entreprises polluantes (et plus chèrement les plus grosses), offrir de plus gros avantages fiscaux aux entreprises dont l'activité améliore la qualité de l'environnement dans une démarche durable, développer les déchetteries et rendre leurs services gratuits, verbaliser très chèrement les personnes déposants des déchets sur la voie publique (chewing-gum, mégots de cigarettes inclus) pour responsabiliser les citoyens, taxer durement les communes n'offrant pas suffisamment de solutions de tris des déchets pour responsabiliser les élus, investir davantage dans la recherche sur le recyclage des déchets, les substituts du plastique à développer d'urgence, l'utilisation des eaux de pluie pour les toilettes, interdire et lutter contre les décharges, sensibiliser les enfants et les jeunes adultes pour les éduquer à adopter un comportement environnementalement responsable.

RIC Localement,

Diminuer la nécessité des emballages, leur production, leur traitement ; favoriser la production locale, le commerce locale, notamment en matière d'alimentation. Produire et manger locale, et diminuer drastiquement la part des industriels, et ainsi favoriser la qualité, la santé, le climat. Il faut : -favoriser le local, en pénalisant à hauteur de l'impact carbone les polueurs (qui emballent à outrance, qui font faire des milliers de kilomètre pour transformer ces aliments en bombes à retardement climatique et sanitaire. Ces produits sont dangereux pour notre santé et la planète. -valoriser le local, et donc le commerce de proximité en encourageant cette consommation par une valorisation , incitation fiscale, sur la même forme que les notes de frais et/ou une récupération de la TVA. Cela se fait déjà dans le bâtiment, avec les artisans RGE. Pourquoi ne pas calquer ce modèle pour les restaurateurs, commerçants, agriculteurs qui répondraient eux aussi à une chartre écologique, qualitative et environnementale. Ex: Je vais chez un restaurateur « RGE » je peux déduire ma note de mes impôts, même hors cadre professionnel. Le commerce et la consommation retrouveraient ainsi du sens, et répondraient à de vrais besoins. -éduquer les citoyens plutôt que les assommer de publicités et gavés de produits toxiques. Comment: dès le plus jeune âge, à l'ecole, en apprenant la cuisine: ceci débouchera sur une connaissance des produits et du goût. Ainsi les produits frais et de qualité seront favorisés, ce qu'on est synonyme de produits locaux et circuits courts, et ainsi diminution de l'impact carbone de notre consommation.

1) Un plan global au niveau mondial avec un financement associé important (type Plan Marshall). Il faudrait commencer par l'Europe et la France doit être fer de lance dans ce domaine. Il faut aussi que chaque citoyen s'implique par des gestes quotidiens, mais cela se développera naturellement (et se développe déjà) si les états font en sorte que les environnements financier, législatif et de communication soient favorables et qu'une communication positive soit faite dans les médias (très important). 2) Une remise en cause des évaluations actuelles des pesticides et des autorisations de mises en marché avec la mise en place de vraies structures indépendantes des producteurs de produits phytosanitaires. Cela aussi doit se faire au niveau mondial et Européen. La disparition des insectes et des animaux est aussi une très grande menace sur l'homme et sa survie sur terre.

Arrêter les phyto, le glyphosate et favoriser l'agriculture en polyculture bio locale par des incitations fiscales

Avoir une politique environnementale positive, créatrice d'emplois et pas seulement restrictive. Cela passe par l'encouragement du développement de nouvelles filières, des investissements dans la recherches de solutions qui concilient vraiment développement économique, social et environnemental. Ne pas soutenir seulement les grands groupes censés être créateur d'emplois. De nombreuses petites structures française existent et mériteraient d'être davantage aidées => leur attribuer à elles les aides et arrêter de subventionner les grands groupes. INTERDIRE L'OBSOLESCENCE PROGRAMMEE, ET AVOIR UNE POLITIQUE REPRESSIVE A L'EGARD DE CEUX QUI LA PRATIQUENT! Permettre aux associations de vendre les semences paysannes et de concurrencer les produits proposés par les grands groupes comme Monsanto. Interdire davantage de produits phytosanitaires et allouer davantage d'aide au bio / pratiques raisonnées. Sensibiliser davantage la population, qu'elle se rende compte que préserver notre environnement aujourd'hui c'est assurer le bien-être des générations futures. Avoir une politique plus durable de la gestion de la ressource en eau. Des projets de restauration des cours d'eau, de zones humides etc. devraient être plus nombreux et se substituer à la création de retenues artificiels, canaux et autres réservoirs bétonnés. Avoir une consommation raisonnée et raisonnable, ne pas acheter ce qui n'est pas nécessaire, favoriser les achats locaux (circuits cours, made in France et UE avant le reste). Réfléchir à notre manière de se développer économiquement. Aujourd'hui pour beaucoup de collectivités, développement économique et création d'emplois = aménagement et artificialisation de nouvelles zones qui étaient naturelles ou agricoles. Or, nous vivons dans un monde qui n'est pas infini! Cela passe également par plus d'aide à la rénovation de logements plutôt qu'à la réalisation de lotissements consommateurs d'espaces. Homogénéiser les méthodes de recyclage à l'échelle nationale. Avoir une vrai politique de répressions des pollutions (du groupe industriel pollueur au particulier qui dépose ses déchets dans la nature). Cela passe par davantage de moyens alloués à la police de l'environnement, arrêté d'être laxiste avec certains lobbies et mettre des amendes à la hauteur du préjudice subit par les milieux et que la collectivité va devoir financer. Contrôler les naissances. Avoir un enfant devrait être un acte plus réfléchit qu'il semble l'être parfois. Sans tomber dans l'eugénisme ou une règlementation répressive, stopper les aides à partir du quatrième. Permettre à davantage de personnes en fin de vie de partir dignement plus facilement.

Revoir tout le système, arrêter les pollueurs (particuliers et entreprises) et les passer en jugement.

Concernant la transition écologique à financer, bien que me paraissant indispensable pour l'avenir de nos enfants et de la planète, il me parait actuellement utopique et injuste de demander de gros efforts aux français, tant que les grands pays pollueurs ne jouent pas le jeu. La première quête de tous nos élus sur ce sujet devrait être uniquement de trouver un consensus international, car sinon nos petits efforts français ne serviront strictement à rien.

Mettre tout notre énergie et notre intelligence pour stopper cette fuite en avant : > Développer les énergies renouvelables, même si aujourd'hui elles sont parfois plus cher que les énergies fossiles. Elles ne le serons plus demain . C'est un bon investissement . > Stabilisation voire réduction de la démographie (moins d'êtres humains mais des êtres humains qui vivent simplement et dignement) > Fabriquer et normaliser des produitS durables et recyclables > Développement des transports en commun financés par les taxes sur les carburants et par des péages urbains ...

règlementer les déchets en mer y compris dans les eaux internationales. idem pour les ruisseaux et rivières. supprimer les petits barrages, refaire les berges pour que le poisson puisse s 'y développer

Taxes sur les entreprises qui polluent!!!

Application stricte des accords internationaux

Taxer davantage les pollueurs, il n'y a malheureusement que par l'argent que l'on fera changer les mentalités. Vivre autrement, arrêter de toujours vouloir produire plus pour gagner plus.

Continuer à diminuer le gaspillage en tout genre - favoriser encore plus le recyclage; être intransigeant sur le principe du pollueur=payeur

Moins de pesticides. Arrêt de la déforestation, Arrêt de multi-constructions dans des endroits inappropriés. Stop aux éoliennes inutiles et laides. Paix à la nature, elle reprend toujours ses droits. A l'homme de s'adapter pas le contraire. Stop à la surconsommation.

C'est un problème mondial. Comme l'a dit N. Hulot, notre mode de développement actuel basé sur toujours + de croissance et de consommation est incompatible avec la transition écologique. Il faudrait rien moins que changer de système. Mais, il faut commencer par prendre des mesures au niveau où on a du pouvoir : national et si possible européen.

limiter les émissions de CO2

Développer une agriculture plus propre (moins de recours aux pesticides) , limiter l'impact des industries, agir au niveau international

Bonjour il faudrait interdire certaines pratiques de la chasse comme la chasse à courre , la chasse à la glue , la chasse à l ' arbalète , la chasse lors de la reproduction , et la chasse le dimanche .

Mieux gérer les déchets = agir à la source en contraignant les entreprises à produire moins d'emballages inutiles, biodégradables, et donner davantage de moyens aux déchèteries afin que les coûts baissent pour les entreprises. Encourager par des aides les filières du compostage/recyclage pour créer des emplois. Commencer dès aujourd'hui à réparer ce que nous avons pollué, en collaborant au niveau international pour les mers et océans. Notre planète est une vaste poubelle, bientôt plus de plastique que de poissons dans les océans.

Développer les transports collectifs en ville et en périphérie, développer le fer-routage, faire participer les transporteurs étrangers à l'entretien des routes.....

Réduire les émissions de gaz à effet de serre, donc élargir l'offre de transports en commun en ville et à la campagne (réouverture de lignes de train, bus de ramassage pour les employés des usines taxis municipaux à la demande...) Interdire l'utilisation de quantités de substances chimiques dans l'agriculture, dans l'agro-alimentaire et aussi dans la sphère domestique comme les produits ménagers. Interdire la vente des vêtements ne respectant pas des process de fabrication «propres». Protéger ce qui reste d'espaces verts naturels et de biodiversité dans notre pays.

Arrêter de déployer des éoliens et du photovoltaïque qui n'a aucun effet sur la décarbonation de notre production d'électricité en France. 121 milliards d'euros c'est selon la Cours des Comptes les primes au solaire photovoltaïque et à l'éolien qui restent à payer pour financer uniquement les contrats d'aides signés avant 2017

S appuyer sur des avis scientifiques et non politiques

Tous citoyens de notre terre doivent developper des solutions plus écologiques en changeant notre mode de consommation et production. L'économie doit se faire par l'écologie, nouveau mode de production, politique plus respectueuse de l'environne-

ment. Nous devons tous penser dans notre action avec la notion de RSE.

Actions préventives (favoriser des modes de production industriel présentant un bilan carbone positif) et actions correctrices (aménagement des bassins avec des ouvrages appropriés, application de critères de construction adaptés...)

Promouvoir la construction en terre crue (ou béton de terre) nous permettrait de lutter contre les émissions de CO2 dans le secteur du bâtiment.

Limiter ou optimiser tous les déplacements voitures, camions, bateaux, isoler les bâtiments. Ferroutage ... Une taxe en fonction de l'éloignement du lieu production, taxe sur le transport aérien marchand et de loisirs.

Obliger les pays à faire baisser énormément la population mondiale.. ce n'est pas simple, mais si on passe de 7 milliards a 3,5 en 2100, beaucoup de problèmes seront resolus... Ce n'est pas simple, mais l'actuelle course en avant pour eviter le vieillissement des populations est une catastrophe, et sera source de guerres dans le futur.

Tenir tous les engagements pris au nom de la France

Le problème n'est pas que français, il est mondial, il faut à tout prix arrivé à s'entendre progressivement avec tous les pays du monde, pour supprimer les usines polluantes, les véhicules polluants, y compris les camions, trains, etc... Que tous les véhicules de l'état soient électriques. Et surtout, revoir les problèmes en France, de la négligence des horaires des transport en communs, qui n'incite pas les usagers à les utiliser vu les retards systématiques.

Créer un droit international coordonné et une instance mondiale contraignante pour garantir le droit des générations futures

Produire moins d'éléments générateurs (production électricité auto-consommée, incitation à l'utilisation des transports en commun, etc.)

Développer dans toutes les grandes villes, des voies «royales» pour les vélos, qui donnent plus envie de prendre le vélo que la voiture.

développement des hydroliennes dans les courants marins

laisser le temps aux espèces de se reproduire (pêche) . Interdire de détruire la forêt amazonienne(par exemple ou autre) par consensus mondial sans pouvoir invoquer l'ingérence dans un pays :la terre est à tout le monde . On voit l'inefficacité des COP 21 ou autre à chaque fois q'un président change tout est à renégocier, on perd du temps et la terre n'en a plus .

Une transition progressive. Ne pas passer du coq à l'âne. Ex: L'automobile. Re-régler les moteurs thermique, adapter des systèmes de dépollutions modernes sur des véhicules enceins, les faire rouler aux bio gaz ou bio carburants. Ceci permettrait aux plus modestes de garder leur véhicule tout en étant moins polluent. Nous pouvons reproduire ce schéma dans l'industrie, le bâtiment, les transports.

Chaque commune peut déjà donner l'exemple en cessant de bétonner à tout crin, en favorisant les plantations, en apprenant aux jeunes générations (voire aux autres) à ne pas gaspiller...

- Accroître la production d'énergie renouvelable pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et plus particulièrement de l'hydroélectricité qui est la plus écologique

Je souhaite la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur la validité du modèle animal dans l'expérimentation scientifique, suivie d'un grand débat à l'Assemblée Nationale. En effet, le modèle animal n'a jamais été validé par rapport à la santé humaine contrairement aux méthodes substitutives qui, elles, sont validées. Je demande également l'utilisation des méthodes substitutives à l'expérimentation des animaux (cellules souches, déchets biologiques et chirurgicaux, 3 D, épigénétique etc.....). Et aussi une inversion rapide du pourcentage des sommes allouées à la recherche médicale qui est pour l'instant de : - 98 % des sommes pour l'expérimentation animale, - 2 % des sommes seulement pour la recherche substitutive.

Travailler sur une économie locale, trouver un nouveau modèle non basé sur la croissance absolue, reduire les emballages

Je crois qu'il ne faut pas se contenter de mesurettes pour dire de faire mais s'attaquer aux vrais problèmes de la pollution qui est mondial et le résultat de la mondialisation et de ses dérives économiques.Les gros pollueurs doivent être sollicités (transport , navires, avions ..) avant de taxer une pollution bien moindre que sont les voitures .

• Promouvoir l'isolation thermique des logements par l'incitation fiscale • Favoriser le déplacement par rail au détriment du transport routier en payant une vignette pour tout déplacement sur le territoire national • Augmenter les emplacements de parking à l'entrée des agglomérations • Augmenter significativement les zones piétonnières et favoriser les voies pour les transports en commun dans les grandes métropoles • Élargir les plages de fonctionnement des bus, des tramways et du métro dans les grandes agglomérations • Remettre en service les petites lignes de chemin de fer , trains interrégionaux,...

Tout d'abord réduire la consommation électrique : par exemple, dans les villes et villages ,éteindre tous les lampadaires et lumières inutiles tous les soirs après minuit.

- La transition écologique doit être étudiée au niveau européen. Il faut qu'il y ait unité entre tous les pays d'Europe ou au minimum avec ceux de la zone euro pour les taxes sur les carburants, les coûts de l'énergie. - Avoir une politique commune énergétique et fiscale au niveau européen d'abord puis au niveau mondial par la suite - Au lieu de créer des taxes ou impôts supplémentaires, ne serait-il pas judicieux de lancer une souscription d'obligations auprès du public ? Cette souscription pourrait intéresser certaines personnes au titre d'épargne peut être plus intéressante que celle d'un livret A.

MODIFIER LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE , encourager le bio , lutter contre le surembalages , lutter contre le gaspillage alimentaire

Tout mettre à plat et surtout ne pas oublier que les frontières sont perméables : donc c'est un problème à traiter au niveau mondial

Investir plus de moyens dans la protection de la biodiversité dont l'équilibre est primordial pour assurer la survie de l'homme (risque de développement de plantes invasives, déséquilibre de la chaîne trophique, disparition des pollinisateurs, ...)

Si le dérèglement climatique est un problème mondial, la pollution de l'air est un enjeu plus local sur lequel nous pouvons agir à l'échelle d'un territoire en acceptant de remettre en cause nos modes de déplacement. Concrètement, se déplacer à pieds, en vélo (électrique), en transport en commun tant que possible. Il faut inciter d'une manière ou d'une autre les gens à laisser leur véhicule chez eux pour se rendre au travail / école.

Au niveau de l'énergie je propose d'expliquer la gestion de la POINTE électrique aux français qui est le problème de base et que visiblement 95% des français ignorent. 1) La consommation d'électricité augmente car le nombre d'habitants augmente et les nouvelles technologies fonctionnent avec de l'électricité (voitures,...). 2) Les jours et heures de pointe de consommation peuvent être des jours sans soleil et sans vent (janvier). Il faut donc fournir de l'électricité sans éolien et sans photovoltaïque, justement quand on en a le plus besoin. 3) Deux solutions seulement sont possibles : A Réduire la consommation. B Augmenter

la production. A) Réduire la consommation a) Tous les français devraient réduire obligatoirement leur consommation lors des pointes (si seulement l'état leur expliquait !). Un tarif plus élevé de pointe obligatoire devrait être mis en place y compris pour les entreprises qui s'organiseront autrement (travail la nuit et les we pendant ces périodes). b) La production future d'électricité devra être décentralisée: La consommation du transport de l'électricité nécessite actuellement, pour remédier aux pertes, une tranche de centrale nucléaire : c'est le premier consommateur d'électricité. c) Chauffage : Subventionner les pompes à chaleurs et le chauffage au bois non polluant. Le chauffage est en effet le facteur aggravant de la pointe. B) Augmenter la production. Financer la recherche pour produire aux jours et heures de pointe indépendamment des aléas climatiques. a) Financement de cette recherche : Cette recherche peut être financée par l'argent des industries électriques et gazières. Il faudrait pour cela appliquer le principe selon lequel l'argent de ces industries (EDF, régies...), issu de nos factures d'électricité, doit être utilisé exclusivement pour produire, transporter l'électricité, et développer la recherche. En conséquence, l'argent des privilèges des agents des ces entreprises doit être redirigé vers la recherche. Un contrôle rigoureux et transparent des finances de ces entreprises par les citoyens payeurs, et non par les syndicats ou l'état, doit être mis en place. B) Pistes de recherches : - Nucléaire : Développer la recherche pour : une filière hautement sécurisée, traiter plus rapidement les déchets (cf prix notre Nobel de physique français), développer des micro centrales (de quelques MW) sécurisées et décentralisées. - Stockage : Continuer nos recherches sur le stockage afin de produire en heures creuses pour consommer en pointe. - Autres modes de production à inventer (par nos ingénieurs s'ils ne partent pas à l'étranger à l'issue de leurs études payées par la France.....)

Au niveau de l'énergie je propose d'expliquer la gestion de la POINTE électrique aux français qui est le problème de base et que visiblement 95% des français ignorent. 1) La consommation d'électricité augmente car le nombre d'habitants augmente et les nouvelles technologies fonctionnent avec de l'électricité (voitures,...). 2) Les jours et heures de pointe de consommation peuvent être des jours sans soleil et sans vent (janvier). Il faut donc fournir de l'électricité sans éolien et sans photovoltaïque, justement quand on en a le plus besoin. 3) Deux solutions seulement sont possibles : A Réduire la consommation. B Augmenter la production. A) Réduire la consommation a) Tous les français devraient réduire obligatoirement leur consommation lors des pointes (si seulement l'état leur expliquait !). Un tarif plus élevé de pointe obligatoire devrait être mis en place y compris pour les entreprises qui s'organiseront autrement (travail la nuit et les we pendant ces périodes). b) La production future d'électricité devra être décentralisée: La consommation du transport de l'électricité nécessite actuellement, pour remédier aux pertes, une tranche de centrale nucléaire : c'est le premier consommateur d'électricité. c) Chauffage : Subventionner les pompes à chaleurs et le chauffage au bois non polluant. Le chauffage est en effet le facteur aggravant de la pointe. B) Augmenter la production. Financer la recherche pour produire aux jours et heures de pointe indépendamment des aléas climatiques. a) Financement de cette recherche : Cette recherche peut être financée par l'argent des industries électriques et gazières. Il faudrait pour cela appliquer le principe selon lequel l'argent de ces industries (EDF, régies...), issu de nos factures d'électricité, doit être utilisé exclusivement pour produire, transporter l'électricité, et développer la recherche. En conséquence, l'argent des privilèges des agents des ces entreprises doit être redirigé vers la recherche. Un contrôle rigoureux et transparent des finances de ces entreprises par les citoyens payeurs, et non par les syndicats ou l'état, doit être mis en place. B) Pistes de recherches : - Nucléaire : Développer la recherche pour : une filière hautement sécurisée, traiter plus rapidement les déchets (cf prix notre Nobel de physique français), développer des micro centrales (de quelques MW) sécurisées et décentralisées. - Stockage : Continuer nos recherches sur le stockage afin de produire en heures creuses pour consommer en pointe. - Autres modes de production à inventer (par nos ingénieurs s'ils ne partent pas à l'étranger à l'issue de leurs études payées par la France.....)

Revoir la politique des transports urbains : Je pense qu'on devrait plus facilement pouvoir laisser sa voiture à l'entrée des villes et utiliser les transports en commun. Ça existe à l'entrée de Lyon par exemple, mais les jours ouvrés les parkings sont saturés dès 7.30 le matin ! On pourrait construire des parkings péri urbains plus loin du centre et mettre en place des navettes fréquentes et régulières.... Les habitants des périphéries utilisent leur véhicule car trop peu de transports en commun ; pourquoi n'existe-t-il pas systématiquement des aires de co-voiturage dans chaque commune ? Pourquoi autant de camions traversent la France ???

Revoir les plans transports: développer les centres villes sans véhicules particuliers et poids lourds afin de développer les transports en communs et les pistes cyclables. Le désengorgement des villes par la suppression de ces véhicules permettrait de réduire la pollution atmosphérique tout en privilégiant les transports en communs.

il faut faire des choix prioritaires. Les énergies renouvelables sont à développer massivement mème si elles sont plus chères que les autres, et répartir le surcout au kWh sur l'ensemble des kWh consommés (gaz, électricité...), éolien terre et mer, solaire, hydrolique marées et fleuves

consommer local (nourriture, vêtement, etc..) et réduire la consommation de viande réduire les emballages

Il existe indubitablement une élévation de la température moyenne annuelle depuis plusieurs années. A mon avis, nous n'avons pas encore totalement déterminé qu'elle était l'influence de l'homme sur ce phénomène: il est certain qu'il existe des cycles climatiques naturels sur lesquels nous n'avons pas d'influence. Toutefois les différentes études semblent démontrer que le dégagement de CO2 lié à l'activité humaine entraine un réchauffement climatique.

Apporter plus de renseignements à la population sur la façon dont il peut contribuer à la transition écologique (grâce à des pubs par exemple ou en parler à l'école), ne pas seulement dire qu'il y a un problème mais leur dire comment régler ce problème (plus de bouteille en plastique par exemple ou acheter des cotons lavable et non pas jetable).

Encourager toutes les initiatives agro-écologiques, stopper l'utilisation des pesticides et destructeurs des abeilles, développer les Transports en commun dans les périphéries des grandes villes autres que Paris

L'État, en tant que garant de l'intérêt public, et nonobstant la liberté d'entreprendre, doit réguler l'activité économique et financière, veiller à ce que l'appât sans limite du gain ne mette pas en danger notre planète. Il en va ainsi de la destruction des espèces marines en raison d'une pêche prédatrice, du financement par les banques des organismes exploitant les ressources fossiles, du recours au travail des enfants, payés misérablement, dans les pays en voie de développement, pour la fabrication de vêtements vendus toujours moins chers, au détriment même des consommateurs au faible pouvoir d'achat et qui oublient qu'ils seront les premières victimes de cette politique d'une recherche du profit maximum : produits de piètre qualité, licenciements boursiers. L'État doit aussi être le garant du revenu des agriculteurs et ne pas laisser se développer leur pillage par les grands groupes de distribution. Le maintien d'une agriculture de qualité est la condition indispensable à la préservation des paysages, à

l'arrêt de la destruction de la biodiversité, à la production d'une nourriture conforme aux besoins de la santé des Français, pour autant qu'elle soit accompagnée d'une recherche puissante, soutenue par l'État, pour éradiquer, le plus rapidement possible, les pesticides et autres produits phytosanitaires.

Réduire la circulation des poids lourds étrangers transitant par la France en établissant une taxe dissuasive et surtout obliger ces transports n'apportant que des nuisances à notre pays d'emprunter le rail route. Personne ne parle de la pollution de l'air par les avions,source énorme de retombées de poussières nocives,les avions n'ayant pas de filtres d'échappement. Développer davantage les transports en commun par la création de tram-train dans les grandes agglomérations. exemple, le nord de Lyon ne bénéficie d'aucun transport de ce type. Des lignes de chemin de fer sont totalement adaptées à ce type de transports. Améliorer et créer des parkings suffisants pour absorber la masse de véhicules aux abords des gares ainsi que des villes moyennes ou d'agglomération.

Interdiction du chauffage à bois, taxer les modèles de chauffage polluants et favoriser, rendre accessible les chauffages non polluants. Bonus malus ?

arrêter les pesticides immédiatement, la pêche intensive, diminuer les transports maritimes, développer des accords internationaux pour «pollueurs = payeur»

Contrairement à ce que proposent certains , il ne faut surtout pas arrêter les centrales nucléaires qui produisent de l'énergie électrique sans émission de CO2. Stockons les déchets résiduels dans les couches profondes.

Revoir les projets des grandes villes pensés il y a déja dix ans et plus ; ces projets ne sont plus cohérents avec l'urgence du traitement du problème environnemental ; on met en oeuvre dix à 20 ans après, des projets complétement dépassés

être innovant, c'est à dire ne pas rechercher des solutions dans ce qui existe ... mais les inventer

Une volonté forte des acteurs de l'économie : transport et industrie

Mieux maîtriser les activités humaines qui ont des effets sur le climat, et préserver les macro équilibres naturels de la planète.

UNE réponse: Relocaliser sur chaque bassin d'agglomération la production nécessaire et suffisante d'aliments pour couvrir les besoins du bassin concerné. Avantages: diminution des émissions de CO2 (moins de transport) / maîtrise de la qualité des aliments (BIO) pour une meilleure santé / création d'emplois à valeur ajoutée / développement de circuit-court avec meilleure redistribution des richesses

Avoir une approche mondiale , la France ne contribue que très peu à ce problème et servir d'exemple est bien mais pas suffisant . C'est l'objectif des COP mais encore faut il que les decisions soient partagées et appliquées ailleurs qu'en France

une équipe, des moyens et tout mettre en oeuvre pour atteindre au + tôt les objectifs aux quels on est déjà engagé

Transférer sur le rail le transport de marchandises selon le modèle suisse.

Limiter la pollution de l'au, des sols, de l'air, stop aux pesticides avec des amendes record, créer des abris pour la biodiversité, mieux contrôler les chasseurs

Carburants :plein tarif pour tous les déplacements ne concernant pas le travail. Tarif réduit (à étudier) pour les déplacements liés au travail.

Limiter les pollutions industrielles

Plus de transport par fer s il est modernise et privatise

instaurer des réglementations plus sévères dans tous ces domaines

pêche raisonnée, agriculture raisonnée, élevage respectueux de l'animal

Rationaliser véritablement la collecte

développer les transports collectifs et les véhicules propres

arrêter d'opposer les politiques aux scientifiques et s'accorder sur les problématiques afin de faire prendre conscience des enjeux à chaque citoyen pour s'engager vraiment dans une action partagée

Les états doivent investir massivement dans les énergie non fossiles et aider les particulier à faire de même Le budget consacré à cette lutte doit être à la mesure des engagements pris

Beaucoup de réponses peuvent être apportées. Un petit pas, facile à mettre en oeuvre, serait de développer et encourager le télétravail partiel afin d'éviter la pollution due aux trajets quotidiens, désengorger les métropoles, retrouver une qualité de vie et du pouvoir d'achat (car moins besoin de recourir à des baby-sitters par exemple le soir et payer les transports). D'autres changements plus globaux peuvent être pensés : législation des grandes entreprises pour les forcer à respecter les contraintes climatiques, encourager des mouvements plus décroissants (changer de paradigme). Se joindre à la réflexion sur les indicateurs (telle que menée par J. Stiglitz) pour penser différemment. Instaurer un «ministère des affaires durables» qui pense au delà de la durée d'un mandat pour pouvoir impulser des changements au delà des stratégies électorales et du court-termisme.

Lutter contre l'utilisation de produits nocifs pour l'environnement et la santé (exemple : le glyphosate).

Réduire au maximum les gaz à effet de serre pour, à terme, les supprimer. Utiliser uniquement les énergies renouvelables. Utiliser uniquement des bus électriques servant aux transports en commun. Développer ABSOLUMENT le ferroutage.

Développer les alternatives à la voiture pour qu'il soit plus simple pour les ménages d'adopter un autre moyen de transport + encourager l'achat de voitures éléctriques et l'installation de station de charge, mettre en route la transition énergétique en passant des énergies fossiles et nucléaires aux énergies renouvelables via le déplacement de subventions, encourager une plus grande diversité des plantations agricoles pour augmenter notre résilience, encourager l'isolation des bâtiments etc...

Nous devons peu à peu éliminer le plastique de nos usages quotidiens : plus d'emballages alimentaires en plastiques (privilégier le carton, le verre, les contenants réutilisables, reprendre l'habitude d'aller faire ses courses avec des boites en verre, des bouteilles en verre, des paniers ... idem pour les produits cosmétiques (shampooing, lotions, laits ...). Éradiquer les sacs en plastiques : beaucoup de magasins en donnent encore. Pour la malbouffe, il faut arrêter de se voiler la face, arrêter de se laisser influencer par les lobbys, faire ce qui est vraiment bon pour l'être humain.

Prendre des décisions radicales, sans tergiverser, pour protéger toutes les espèces d'insectes et d'animaux (plus d'utilisation de pesticides par exemple)

diminuer drastiquement la production de gaz à effet de serr

Résister aux lobbies, avoir des règles mondiales en matière d'exploitation des ressources, informer, interdire le glyphosate

interdire les produits chimiques sous toute les formes qui sont nocives pour la santé ,la biodiversité

Oser dire NON aux lobbyistes (dernière exemple en tête parmi bien d'autres, par exemple: quid de l'inscription dans la loi de la sortie du Glyphosate?). Avoir toujours en tête que nous sommes responsables (ou coupables) de l'avenir lugubre que nous préparons à nos enfants, et de la sorte: Oser prendre des décisions

anti-lobbying, peut-être impopulaires d'apparence, mais qui garantissent dès le départ le maintien du pouvoir d'achat aux français.

il y a plusieurs possibilités: créer par exemple une cellule dans chaque commune permettant de centraliser les impossibilités des citoyens de pouvoir entrer dans le monde écologique, aide, recueil d'informations, conseils et analyse permettant au commune de mieux viser les priorités d'actions mais aussi voir la cohérence avec les lois existantes et/ou les aides proposées... et faire valoir les difficultés des communes avec les données recueillies au ministère de l'environnement afin de mieux organiser les priorités nationales, les dysfonctionnements et les possibles améliorations

Ce n'est pas le souci majeur d'un citoyen pauvre : sa priorité, quand son salaire ou sa pension de retraite ne suffisent pas à le nourrir, à le chauffer, à le loger est de subvenir aux besoins de sa famille. Il a conscience de l'état de la planète mais.... Il faut interdire la vente des gros véhicules polluants (SUV etc) Le malus ne sert à rien ; les riches paient le droit de polluer, c'est anormal !

Ce n'est pas le souci majeur d'un citoyen pauvre : sa priorité, quand son salaire ou sa pension de retraite ne suffisent pas à le nourrir, à le chauffer, à le loger est de subvenir aux besoins de sa famille. Il a conscience de l'état de la planète mais.... Il faut interdire la vente des gros véhicules polluants (SUV etc) Le malus ne sert à rien ; les riches paient le droit de polluer, c'est anormal !

Ce n'est pas le souci majeur d'un citoyen pauvre : sa priorité, quand son salaire ou sa pension de retraite ne suffisent pas à le nourrir, à le chauffer, à le loger est de subvenir aux besoins de sa famille. Il a conscience de l'état de la planète mais.... Il faut interdire la vente des gros véhicules polluants (SUV etc) Le malus ne sert à rien ; les riches paient le droit de polluer, c'est anormal !

Donner les moyens de changer de comportement avant de taxer

Donner les moyens de changer de comportement avant de taxer

-Des espèces d'insectes et d'animaux disparaissent à cause des produits chimiques et de l'agriculture intensive. Il faut rétablir l'ensemble de la chaîne alimentaire de notre pays. - L'enfouissement des déchets pollue durablement nos sols, il faudrait utiliser d'autres solutions, avec lesquelles nous maîtriserions les effets environnementaux.

C'est une totale ineptie technique (sans même parler des dégâts environnementaux et financiers pour les malchanceux habitant à proximité) ==> Arrêter immédiatement leurs installations et subventions !

Investir massivement dans les énergies vertes taxer lourdement les pollueurs Privilegier la voiture electrique investir ultra massivement dans les transports collectifs y compris en zone rurale arreter de prévoir des objectifs et de ne pas les réaliser au nom de la croissance. il faut réagir maintenant

une action à l'échelle de la planète

Chaque décision politique doit avoir un bénéfice écologique.. les entreprises doivent être incitées à démontrer le bénéfice écologique de leurs activités

rabâcher les campagnes de lutte contre le gaspillage, rabâcher les conséquences de l'utilisation du plastique, apprendre à s'en passer en sensibilisant à l'utilisation des produit de substitution, rappeler les consignes de tri des déchets au niveau national comme une publicité

Créer des zones protégées d'arbres, arbustes, et plantes qui existaient localement. Conserver ou recréer des haies autour des cultures bio et des pâturages.

Réformer notre mode de vie. Cela suppose un appel à tous

Interdire tous les engrais non naturels, protéger les forêts et les prairies, produire en circuit court, interdir la pêche et la chasse, manger que les animaux issues d'élevages

limiter la consommation de viande

Faire payer les pollueurs

choisir a chaque dépense publique la plus éco responsable

* Taxer lourdement les vols civils et les transports maritimes internationaux, * Remplacer 80 % du transport par camion sur les longues distances par le ferroviaire, les fleuves et les canaux * Stopper les fermetures de dessertes SNCF * Augmenter en 5 ans d'au moins 50 % la fréquence des bus, Tram et TER aux heures de pointe. * Quintupler en 10 ans les pistes cyclables en site propre, * Doubler en 10 ans les lignes de bus ou tram en site propre * Aides fiscales importantes ET DURABLES pour moderniser les chaudières, doubler ou tripler les vitrages, isoler les toitures et les façades

Il faut que le matériel dure dans le temps. Exemple sur la voiture: on achète sa première voiture comme célibataire puis on la revend pour véhiculer sa famille puis on revient à une plus petite donc on achète en fonction de ses besoins. On répare et pour cela il faut exiger que les fournisseurs fournissent les pièces pendant plus de 10 ans voir 20 ans ou 50 ans pour les voitures.

Evitons l'écologie punitive pour les classes sociales modestes et moyennes

Volonté politique et grande campagne nationale (média, école etc..)

Réduire les émissions de carbone

Réinvestir dans le réseau ferroviaire massivement et encourager financièrement le transport de marchandises de cette manière afin de réduire la circulation des PL.

Définir des engagements au niveau municipal pour le renouvellement des conseils municipaux en 2020

On ne peut se permettre de continuer à hypothéquer l'environnement, un «bien commun» dont chacun est à la fois le garant et le bénéficiaire, au profit d'intérêts privés. Montagne d'or est une catastrophe écologique, quand bien même ce projet se voudrait «exemplaire» en termes de protection de la biodiversité, comme se plait à le préciser M. Macron.

Eviter tout impact de chaque projet urbain, agricole, ... sur la biodiversité. Densifier les villes, au lieu d'utiliser les espaces naturels, verdir les toîts des villes et les friches, développer une agriculture commercialisable en proximité sans pesticides, engrais chimiques, ...Mettre en place des projets restaurations de biodiversité (mares, prairies, haies, ...),davantage de passages de faunes sur les autoroutes

Il faudrait contraindre les industries très polluantes à ralentir leur activité lors de pics de pollution. Il est anormal que l'on exige des conducteurs un effort conséquent, quand les industries qui représentent une part importante des émissions polluantes ne sont, elles, soumises à aucune contrainte. Je prends un exemple: J'habite a proximité de Lyon. Il y a deux étés, alors qu'un pic de pollution exceptionnel avait cours, entraînant la mise en place de la circulation alternée des véhicules, la raffinerie de pétrole (Feyzin) n'a jamais ralenti son activité et même pire, a «dégazé» au milieu de la nuit. Les efforts doivent être consentis par tous, les industries comprises!

Le sujet des DEPLACEMENTS est majeur car il retentit sur l'économie, la fiscalité, l'écologie. D'une façon ou d'une autre, il concerne absolument tout le monde et relève du pouvoir et de la responsabilité de l'Etat, des collectivités et des services publics. Les problèmes liés aux déplacements augmentent beaucoup plus vite que les mesures prises pour les rendre supportables et nous sommes déjà dépassés : les embouteillages quotidiens

coûtent des millions d'heures perdues, génèrent une pollution considérable, engendrent du stress et de l'incivilité. Les évolutions récentes des règles d'urbanisme entrainent la multiplication des habitations péri-urbaines, lesquelles grossissent encore les encombrements routiers qui seront très bientôt ingérables, sauf à des coûts économiques, sociaux et environnementaux exorbitants. Face à cette croissance ultra-rapide et démesurée du problème, il semble absolument nécessaire de passer de solutions locales cosmétiques à une véritable POLITIQUE A GRANDE ECHELLE en faveur d'aménagements d'envergure (multiplication des bus en voie propre, création de circulation fluviale pendulaire quand c'est possible, extension radicale des voies cyclables y compris par emprise matérialisée et sécurisée sur les chaussées, amélioration drastique du nombre et de la régularité des trains...), de contraintes règlementaires et fiscales revisitées (sur-taxation davantage dissuasive des véhicules particuliers puissants, aides aux équipements et usages des modes doux), d'incitations et facilitations persuasives (extensions significatives des parkings-relais pour l'emprunt des transports publics après dépôt sécurisé de sa voiture personnelle, navettes...). Nous pensons que seule une politique volontariste d'envergure exceptionnelle, nationale et déclinée sur tout le territoire selon les urgences et spécificités locales est en mesure de faire front à ce défi des déplacements et aux impacts dangereusement croissants sur la santé économique, écologique et citoyenne de la Nation. Par ailleurs, la plupart des mesures attendues seraient génératrices d'activité économique, d'emplois de tous types, d'investissements publics et privés considérables.

Favoriser l'energie electrique et le nucleaire francais qui est une energie sure jusqu'a peuve du contraire, qui n'est pas arrivee (2 morts a fukushima)

Faciliter l installation de panneaux solaires pour la production d électricité ou de chaleur en supprimant certaines réglementation comme l intégration dans les toitures.

S'attaquer aux lobbys des motos «vertes», des quads, des hors bords, des jets skis; et faire que les appareils électro ménagers durent plus de 5 ans!

développer les initiatives locales de projets écologiques

orienter et organiser la société sur une décroissance plutot que de ne parler systématiquement que de croissance nationale comme remède à tous les maux de la terre...

Mesures internationales partagées surtout par les pays les plus nocifs pour l environnement (Asie en particulier)

Impliquer l'industrie et les entreprises

developper les moyens de transport non polluant, mais vraiment non polluant, pas l 'électrique qui est aussi polluant d'une autre façon que l essence ou le gasoil

réduire tous les effets du réchauffement climatique.

Il faut limiter - ou même interdire - l'utilisation des véhicules (notamment les bus et les camions) les plus polluants en ville et offrir des transports en commun dans les zones rurales qui permettent de limiter efficacement l'utilisation de sa voiture (trajet domicile-travail). De façon générale, l'utilisation extensives de petits bus électriques pour les trajets courts en ville ou campagne rendraient service à la planète et aux usagers. Il n'y a pas besoin que les bus soient grands s'ils sont suffisamment nombreux. Il faudrait rendre les gares plus facilement accessibles en zone rurale : desserte fréquente par bus, parking correctement dimensionnés et sécurisés, horaires de train adaptés aux besoins des usagers

Verbaliser les personnes qui dégradent notre environnement quotidien

apprendre aux gens que le bruit est nuisible à la santé

Avoir une vrai politique pour isoler l'habitat individuel et collectif pour ne plus chauffer les maisons et réduire les émissions de cO2 liées au gaz et pétrole.

EAU, ELECTRICITE, GAZ : TARIFS PROGRESSIFS Comme pour l'impôt sur le revenu, prévoir des tranches pour les factures. Tranche 1 correspondant à un minimum vital : Gratuit Tranche 2 correspondant à une consommation sobre : 50 % du prix réglementé Tranche 3 correspondant à une consommation courante : 100 % du prix réglementé Tranche 4 correspondant à une forte consommation : 150 % Tranche 5 correspondant à du gaspillage : 200 voire 300 % Ces tranches s'appliquent uniquement au compteur quel que soit la composition de la famille. Les familles nombreuses bénéficient des allocations familiales. Les tranches sont établies par les fournisseurs et soumises à l'état pour approbation.

imposer la restructuration des villes et favoriser l'expansion des zones naturelles qui ne doivent pas être constructibles

Investir dans la recherche et développer l'utilisation d'énergies renouvelables: à partir du soleil , débit des fleuves,

Une politique nataliste mondiale réaliste et urgente

D'une façon générale, passer d'une logique d'exploitation de la nature, et à une approche de synergie et de symbiose avec celle-ci, pour répondre à nos besoins sans compromettre les grands équilibres naturels. Un premier levier tient dans la fiscalité, à orienter de façon beaucoup plus poussée pour favoriser ces approches, et pénaliser les activités polluantes. On citera notamment la taxe carbone à consolider, le kérosène à taxer pour le transport aérien, les incitations à développer pour une agriculture bio et responsable, mais bien d'autres aspects sont à traiter. Un deuxième levier tient dans nos «mesures» de performance économique, à commencer par le PIB et le cours des actions... il conviendrait enfin d'en changer, et mettre en oeuvre les préconisations faites à de moult reprises par des groupes de travail comme celui piloté par Amartya Sen pour intégrer à la notion de « richesse » le respect, voire la régénération de la nature. Un troisième levier tient dans les initiatives permettant de « relocaliser » l'économie : on citera le développement des monnaies locales complémentaires, et le revenu de base universel, ce dernier permettant notamment d'apporter des filets de sécurité pour le développement des initiatives locales, ou de sécuriser des réorientations professionnelles allant vers des métiers et des activités plus respectueuses de la nature. De nombreux citoyens seraient près à franchir ce pas si un revenu universel de base leur permettait de franchir ce cap. Enfin, le dernier levier est l'éducation, des plus jeunes mais aussi la formation continue, pour permettre à chacun de trouver une place et une activité dans un modèle de société qui en pillerait plus la nature mais nous permettrait de s'y épanouir.

protection des écosystèmes, protection des habitats, revoir les pratiques agricoles plus écologiques, limiter la pollution de l'air, des eaux, limiter l'urbanisation et favoriser les corridors écologiques

anticiper les conséquences des dérèglements climatiques en France par l'amélioration des zonages agricoles et la mise en place de périmètres de protection contre les crues ou tempêtes à venir. La France est toutefois un pays très protégé. Notre nucléaire est un des plus surs au monde. Il nous permet de disposer d'une énergie, sure, pérenne, et peu coûteuse. C'est une des gloires économiques de notre pays. D'énormes progrès ont été faits pour diminuer, sur tous les plans, notre consommation quotidienne. Notre industrie est particulièrement performante sur ce plan. Toutefois, certains «partis pris» considèrent le nucléaire comme à proscrire et préfèrent défigurer notre territoire par des monstres dénommés éoliennes qui polluent nos paysages, sont un désastre sur le plan de la faune et ne fonctionnent qu'un

jour sur 3. Ma proposition est donc de renforcer nos installations nucléaires et d'en construire d'autres de manière à maintenir l'avance technologique que nous avions construits.

Doubler le prix des certificats d'immatriculations des VL de + de 150 CV .Plafonner les allocations familliales à 4 enfants

taxer lourdement les bateaux et les avions

Interdire les plus dangereux des pesticides et taxer lourdement les autres

Il faudrait créer une monnaie universelle, qui soit indépendante de tous les marchés spéculatifs, qui ne serve qu'à des projets écologiques, non échangeable dans une autre monnaie. Elle ne servirait qu'à financer les actions d'ecologie locale ou planétaire... Ce serait un système indépendant et contrôlé par un organisme au dessus des lobbing et des intérêts économiques de tout système politique , un système international géré par des écologistes et de scientifiques. Cela permettrait d'employer les habitants les plus proches des lieux d'actions (si possible les sans emplois) et de recréer une vie économique locale. Cette monnaie permettrait que le sauvetage de la planète en soit plus une question de budget d'état ou de collectivité . Il est préférable de payer un braconneur d'ivoire à protéger lui meme les animaux plutôt que des rangers à traquer les braconneurs...

Une réponse mondiale et un consensus de tous : «On y croit vraiment - c'est possible !» Mais est-ce possible ? Il faut définir le problème et être tous en phase ! Je crois que le nucléaire peut être une réponse écologique et durable en tous les cas meilleure en France (même la fission) qu'en Allemagne (les centrales au charbon pour produire de l'électricité ... et j'exclue les pays en développement et les grands pays historique, Chine ...). ITER et la fusion : une partie de solution mondiale à suivre ? Tout revient à une décision économique et politique locale / face à la logique de l'humanité ! ce n'est pas gagné. Il y a beaucoup de variables .... Pour les autres actions, l'homme a-t-il vraiment un pouvoir (au delà de réactions ponctuelles techniques ou organisationnelles possibles et peut être efficaces localement)

Modifier progressivement, mais rapidement, les techniques de cultures. Développer des solutions locales, en particulier dans les villes, pour produire des fruits et légumes avec un minimum d'intrants. Modifier les systèmes d'aides et de subventions pour aider en priorité les producteurs vertueux en termes de respect de la nature, des humains et créant des emplois.

Financer un grand plan national pour l'isolation des batiments : forte accélération des systèmes déjà existant et nouveaux système

Effectuer des campagnes d'information au même titre que les campagnes pour la santé + inciter à 3 gestes simples qui auront le plus d'impact

Arrêter de considérer que l'import-export est la solution à tous les problèmes. 1. Taxer les importations de produits ne respectant ni nos règles environnementales, ni nos règles en matière de droit du travail. Nous devrions de cette manière revenir à des importations de produits que nous ne pouvons effectivement pas réaliser chez nous pour des questions de conditions climatiques ou de territoires. 2. Utiliser l'argent de ces taxes pour aider à (re)créer des filières industrielles propres 3. Imposer à ces filières l'éco-conception et la création autant que possible avec le tissu économique local. Imposer également la création des filières de reprise du matériel pour le recycler. 4. Reprendre la main sur les centres villes en limitant la hausse foncière et en favorisant les producteurs locaux plutôt que les grandes multinationales financières.

Expertise nationale et publique, avec obligation d'informations régulières sur les médias, organisée par des scientifiques reconnus et des associations indépendantes des lobbies et partis politiques

1. que les pays développés (notamment US et Chine) réduisent drastiquement leur production de CO2. 2. appliquer la taxe carbone aux transports maritimes et aériens. 3. concernant le transport routier, l'électrique nous encombrera de déchets supplémentaires liés au batterie. Je crois davantage à l'hybride et aux nouvelles technologies dont les piles à combustible (voiture à l'hydrogène) 4. modifier les modes de vie de notre quotidien en incitant et non en punissant (bouteille en verre en consigne, tri des déchets domestiques, covoiturage, utilisation limitée des voitures en ville,...)

Au niveau des transports, nous devons trouver des alternatives au moteurs thermiques (diesel...) mais également électriques (pb batterie lithium etc.), en tulisant de l'énergie réellement propre (bioéthanol...). Au niveau des rejets des industries, les procédés doivent être revus également et mieux contrôlés.

Développer les transports en commun, fabriquer des voitures moins polluantes et abordables (éviter l'électricité pour éviter l'énergie nucléaire), contrôles et sanctions des entreprises polueuses, développer des chauffages moins polluants et abordables.

Verbaliser tous ceux qui jettent des détritus parterre, sur les plages ....

Optimiser les déplacements

Faire que toutes les compétitions qui brûlent des énergies fossiles diesel , essence soient remplacer par des bio éthanol ou électrique. Faire que tous les bateaux soient équipés du même dispositif idem les bateaux de croisière.Bus taxi et autres véhicules circulant en permanence dans les centres villes hybride ou/ et... électrique , les autres centres villes payant comme en suèd par le flashage des plaques .Fin de la construction de nouvelles autoroutes qui favorisent la pollution et le réchauffement climatique . Les camions qui traversent la France OBLIGATION d'être sur des trains jusqu'à la frontière suivante.

Concernant l'alimentation le consommateur doit avoir le plus de moyen possible pour s'informer de la qualité nutritive , de l'impact sur la nature, des circuits , du produit. Concernant l'énergie utilisée pour se chauffer et se déplacer la transition écologique doit s'adresser à toute les couches sociales et à tous les budgets.

oui pour changer les voitures polluantes mais il faut renouveler le parc de manière progressive et faire la transition lors du renouvellement du véhicule en prenant en compte les moyens financiers des utilisateurs. Plancher sur des moteurs essences et diesel plus propres avec de nouvelle technologie. L'électrique oui mais quid du changement des batterie et de leur prix?

Le secteur des transports est le principal responsable des émissions de GES. Ce qui a déclenché le mouvement des gilets jaunes est l'augmentation brutale de la fiscalité écologique concomitante à celle des carburants, alors qu'en zone rurale en particulier, la voiture est quasiment, avec la disparition progressive des transports collectifs publics (notamment ferroviaires), le seul moyen de déplacement. Cette injustice fiscale est liée à une politique de déménagement du territoire qui accompagne et encourage la métropolisation (loi MATPAM) et la concentration des activités (loi NOTre avec la fusion des communautés de communes et des Régions). Pour émettre moins, il faut d'abord réduire les déplacements contraints par cette politique, en optant résolument pour une politique de développement territorial en réseau plutôt que par «pôles». Le principal gisement d'énergie, solaire, est par définition réparti, et les technologies de communication (fibre, 4G,..) le permettent aujourd'hui. Par ailleurs, la pile à hydrogène produit par énergie renouvelable (photopholtaïque, éolien ou hydraulique) apparaît totalement

adaptée au stockage et à la consommation d'énergie dans les zones rurales. Il me paraît essentiel de mettre en place une politique publique de soutien massif à cette filière. Des entreprises maîtrisent les technologies de production, il est temps d'expérimenter et de développer au plus vite à grande échelle la mise au point de véhicules équipés de piles à hydrogène accessibles financièrement au plus grand nombre. Paralèllement, il faut naturellement revenir sur l'erreur historique qui a fait disparaître les transports ferroviaires reliant les grandes villes aux zones périurbaines, en arrêtant de supprimer des arrêts et/ou des «petites» gares. Et pourquoi ne pas remettre en service certaines «petites» lignes abandonnées, et les alimenter ... par des piles à hydrogène !

diminuer les effets de tout ce qui contribue aux dérèglements climatiques, au réchauffement.

Il est urgent de modifier nos modes de consommation et de production beaucoup trop énergivores et de chercher à revenir à un mode de vie plus sobre privilégiant les produits locaux, fabriqués peut-être à coûts plus importants, mais bénéficiant d'une qualité supérieur et d'une plus grande solidité, donc d'une plus grande longévité. Il faut aussi s'interroger sur la réelle nécessité de tous les biens de consommation proposés. C'est là un choix de société qui doit être accompagné afin que les gens cessent de voir dans la consommation le seul moyen de parvenir à un état de bonheur que leur vend en permanence la publicité. Comme c'est là une évolution de longue haleine, il faudrait déjà favoriser les modes de consommation plus respectueux de l'environnement en subventionnant mieux l'agriculture biologique, en aidant les entreprises qui cherchent à mettre en place des productions de qualité. Les circuits courts de distribution sont aussi à privilégier qui réduiront la taxe carbone des produits consommés, accompagnés par la mise en place de mode de transport moins polluant. Favoriser aussi tous ce qui permet de diminuer les énergies polluantes.

Les agriculteurs bio devraient être reconnus d'utilité publique pour leur travail d'entretien et d'aménagement du territoire. De fait, ils devraient être non imposables.

Reduire les emissions favorisant le rechauffement climatique liées au chauffage (bois, charbon,...) qui representent une grande partie de la pollution en faisant mettre un filtre a particules sur les cheminées. Encouager le chauffage par electricité avec maintien du nucleaire (energie propre) et surtout ne pas faire comme les Allemands avec des centrales a charbon qui polluent enormement. Developper les transports collectifs pour traverszere les grandes villes des banlieux aux zones de travail et non ce cebntrer uniquement sur le developpement des transports a l'interieur des grandes villes et mettre des grands parkings a l'entrée des grandes villes avec parking gratuit via la prise d'un ticket de transport. Developper les pistes cyclables car actuellement pas assez utilisé du fait dangerosité d'etre avec voies avec voitures.

Ré instaurer la taxe carbone. Instaurer le réel principe du pollueur payeur : ceux qui utilise les énergies les plus néfastes payent. Re développer une véritable stratégie et une véritable filière nucléaire française sécurisée.

Ré instaurer la taxe carbone. Instaurer le réel principe du pollueur payeur : faire payer ceux qui consomment les énergies les plus polluantes. Re développer une stratégie et une filière nucléaire française sécurisée

Concerter, décider et agir MAINTENANT sans attendre que d'autres autres pays nous «donne le feu vert» Le gouvernement doit déclencher la RÉVOLUTION écologique, TOUT DE SUITE car la situation de la planète est pire qu'une situation de guerre : L'énemie - LA POLLUTION - est partout, dans un état souvent avancé.

Développer plus les transports en commun pour faciliter l'accès sur les lieux de travail et accès au grandes villes , sans devoir prendre la voiture.Abonnée au ter depuis des années je suis scandalisée des conditions de transports, trop d usagers et peu de wagon des retards et suppression des trains . Reduire le temps de fonctionnement d'usines petrochimiques .

Apporter une assistance pédagogique et concrète à chaque citoyen (sur son habitat en 1er, puis sur ses déplacements, hygiène de vie, ... dans des second et autres temps) pour trouver les différentes solutions qu'il peut mettre en œuvre. Ne pas laisser totalement la main au privé car les exemples d'excès ou d'abus sont malheureusement présents

Malgré une croissance de la conscience écologique, on voit bien que les français ne sont pas encore près à faire de gros efforts sur le sujet : non respect des limitations de vitesse en cas de pollution de l'air, non volonté de passer à 80 km/h sur les nationales, rejet de la fiscalité climatique...Il faudrait récompenser les bons élèves et punir les mauvais. Sanctionner les personnes - aider les engagés

Valoriser les déplacements en vélo, transports en commun, le covoiturage etc.... Favoriser le circuit court dans les campagnes et agglomération, afin de valoriser nos producteurs locaux. Aborder de nouvelles techniques agronomiques plus respectueuses de la biodiversité en limitant un maximum les intrants.

Je pense que même si les comportements des consommateurs doivent évoluer, la responsabilité pèse avant tout, et surtout, sur les industriels qui induisent le comportement des consommateurs. Il faut donc que leur contribution à la transition écologique soit proportionnelle aux nuisances qu'ils produisent. Et encourager les innovations en faveur d'un nouveau modèle de production/consommation.

La seule solution possible est le développement des transports en commun efficace pour limiter le nombre de voiture

produire et commercialiser des variétés de plantes et graines anciennes, locales qui ont fait preuve de leurs robus et qui ont été soigneusement sélectionnées

La quantité de carbone produite par personne devrait être limitée en fonction des objectifs de réduction fixés à l'échelle nationale.. A l'instar du marché carbone, chaque personne pourrait vendre ou acheter des tonnes de carbone. Les contributions à la diminution de son empreinte carbone serait prise en compte dans son crédit carbone. Bien entendu, c'est un processus complexe qui nécessitera d'y travailler un moment avant de le mettre en oeuvre.

Aujourd'hui sur nos routes de campagne comme en ville, il est trop dangereux de circuler à vélo. En ces temps d'état d'urgence climatique, développons un réseau cyclable sur lequel nos enfants développeront leur autonomie, et leur parents diminueront les émissions automobiles et augmenteront leur activité physique. De plus, j'ai fait l'expérience d'une diminution de l'offre de transport en commun qui m'a contrainte à acheter une deuxième voiture. Pourtant, cette ligne régulièrement saturée refusait régulièrement des passagers faute de place. Il faut arrêter de considérer les transports en commun uniquement comme une dépense à diminuer, et se fixer au contraire des objectifs d'augmentation des usagers, même si ça coûte plus cher.

Orienter les aides en fonction du rapport coût / quantités d'émission de gaz à effet de serre evitée

Abandonner les voitures, que ce soit celles à essences, électriques ou encore hydrogènes: elles demandent beaucoup de ressources et sont utilisées le majorité du temps pour les trajets quotidiens. Interdire donc les voitures, sauf cas exceptionnel (les travailleurs très eloignés de leur lieu de travail ou qui doivent se deplacer pourront benificier d'une autorisation spéciale de circu-

ler) et faire payer les citoyens pour les transports en communs qui doivent être présents dans tout le pays. (Ils dépenseront moins que pour l'entretien d'une voiture). Mettre en place des voitures de locations pour les long trajets exceptionnels qui ne peuvent pas se faire en transport en commun.

Accorder un budget plus important et rendre l'écologie prioritaire dans certains débats

Supprimer les emballages, consommer local, être plus coercitif sur le tri des déchets

La biodiversité et de dérèglement climatique sont les sujets qui sont liés et qui devraient figurer en priorité absolue de toute la politique du gouvernement, car notre société ne peut pas se maintenir dans un désert. Pour la biodiversité, il est essentiel d'interdire rapidement l'ensemble des pesticides dangereux et de consacrer l'essentiel des aides agricoles à la transition vers une agriculture biologique et paysanne (au sens de la définition de la Confédération Paysanne). Il faut renforcer les règlementations antipollution, mettre fin aux projets mettant en danger la biodiversité, réglementer très strictement la chasse. Il faut contrôler strictement l'imperméabilisation des sols, étendre les zones naturelles protégées et les corridors biologiques. Concernant le dérèglement climatique, qui est aussi un facteur important de diminution de la biodiversité, il faut mettre en place une politique associant sobriété, efficacité et énergies renouvelables (voir le scénario Négawatt), avec notamment un plan ambitieux d'isolation des bâtiments.

faire circuler au moyen du ferroviaire tous les camions ne s'arrêtant pas en France

commencer même petit, mais commencer: aménager des parkings aux portes des villes, transport en commun 24h/24, interdire les véhicules dans les villes. faciliter la construction de maison passives. faire des mini stations d'épurations par logement. limiter les climatiseurs

Il faut avoir une vision globale de ces problèmes. Tout est lié, l'interaction entre les espèces, le brevetage du vivant, l'agriculture industrielle qui tue la vie dans les sols et les crues, la production massives de déchets plastique, la sur consommation.... Chacun se doit de changer ses habitudes pour plus de sobriété, arrêter de faire croire au gens que notre mode de vie n'a pas d'impact. Nous avons maintenant la connaissance et la technologie, il est possible de faire mieux et bien mais l'état et nos députés doivent faire leur part pour encourager les bonnes initiatives et légiférer face aux industriels qui agissent en toute impunité avec une seule vision économique. Nous sommes tous dans le même bateau Voilà de nombreux axes de progrès 1. Légiférer sur les emballages : la problématique n'est pas sur le tri mais sur la diversité des emballages. Imposer une homogénéisation des matières utilisées et des formats dans les filières de production afin de réellement organiser des filières de recyclage 2. Au niveau de la PAC arrêter d'aider systématiquement les plus grosses exploitations et favoriser l'agro écologie. 3. Taxer le transport aérien ou maritime à hauteur de leur pollution 4. Libéraliser la vente des semences et variétés anciennes... La valeur nutritive de nos hybrides est faible 5. Légiférer sur la durée de vie des équipements électronique et sur la capacité à les réparer pour réduire les dechets 6. Arrêter les offres «no limit» en data et stockage web

Le problème est mondial et concerne en priorité la Chine les Etats-Unis, L'Inde et la Russie Pour l'Europe, il faut une véritable politique européenne pour la mise en oeuvre des engagements pris pour la réduction de gaz à effets de Serre, en instituant des contraintes fortes aux pays membres non respectueux. L'aide et l'encouragement de notre industrie automobile pour la recherche et le développement de véhicules à hydrogène performants, ce qui permettrait également de favoriser l'emploi industriel pour la phase de production, alors qu'actuellement l'Asie et les USA sont en pointe sur les véhicules électriques dont les batteries seront source de pollution. Réduire le trafic routier des camions au bénéfice du rail et du transport fluvial. Ces politiques n'ont jamais été réellement suivies et favorisées. Si possible instituer une vignette pour les camions étrangers traversant le territoire. Maintenir la taxe carbone en la plafonnant en fonction des cours du pétrole. Conserver notre production nucléaire d'électricité, tout en promouvant la géothermie et le solaire dans les régions où cela est possible.

ca ne peut passer que par des accords beaucoup plus contraignants sur le climat au niveau mondial surtout avec les plus gros pollueurs (USA , Chine , Gros pays émergents ...) . Mais on ne peut être que pessimiste quand on voit ce qui se passe (COP21 ...) . Puis arretons d'etre hypocrite , arretons le discours tres emprunté de plus ecologie .. en acceptant le prix à payer (autres modes de vie à adopter , fiscalité incitative ...) (exemple taxe carbone , carburants polluants ...)

Je n'ai pas de réponse mais il y en a d'autre qui ont des solutions et qui y ont déjà réflechi. Il faut se rapprocher des associations écologiques ou animalières

Agriculture Bio et Raisonnée

Moins de voitures et de camions, donc il faut des bus, des trains et du ferroutage

Encourager les innovations technologiques à empreinte zéro (ou à empreinte la plus faible possible) tout au long du cycle de vie d'un produit (matière première, transformation, utilisation, fin de vie). L'Homme a du mal a se passer du confort qu'il a acquis depuis plusieurs générations. Lui proposer des alternatives respectueuse de l'environnement tout en gardant son confort est le plus sur moyen de les faire adopter.

Réinstaurer la taxe carbone. Instaurer un réel principe de pollueur payeur et l'appliquer à ceux dont le mode de vie dégage le plus de CO2. Redéfinir une stratégie nucléaire pour la France.

dans les zones de densification (PLU), intégrer les moyens de transport (tram, bus, TER,selon les cas) Faciliter le déplacement en 2 roues (trotinette, vélo, vélo électrique, scooter) et prévoir des aires de stationnement adaptées

Ne plus avoir de politique nataliste. limiter les allocations familiales au-delà de 2 enfants, mais proposer des allocations familiales pour 1 enfant.

Economies d'énergie et plus d'électricité décarbonée dont nucléaire

Economiser et décarboner la production

Economies d'énergie et sources décarbonées

Economiser l'énergie et promouvoir source décarbonée

Il faut mettre en place davantage de contrôles des différentes formes de pollution, que ce soit dans l'industrie, l'agriculture, les transports en tous genres, la vie des français au quotidien. Il faut faire le forcing pour améliorer significativement le tri des déchets, le recyclage de tous les matériaux, dissuader les industriels d'utiliser des emballages surdimensionnés. Il faut, à l'instar des contrôles techniques pour les autos, élargir ces contrôles à tous les modes de transports (aérien, bâteaux et péniches, cars et camions). Il est nécessaire de promouvoir le contournement des agglomérations afin d'éviter les bouchons et les sources de pollution qui en résultent. Il faut inciter les habitants ne disposant pas d'un système d'assainissement aux normes de se mettre en conformité et élargir les périmètres des assainissements collectifs. Investir dans la recherche pour trouver des produits de substitution ou des techniques pour se dispenser des produits phytosanitaires extrêmement polluants. Inciter les éleveurs (volailles, porcs, boeufs, moutons, chèvres..) à mettre en place des conditions décentes d'élevage et d'abat-

tage des animaux. Promouvoir la forêt française et diminuer les importations de bois de l'étranger alors que nous avons une des forêts les plus étendues d'Europe. Utiliser au maximum des produits locaux pour la construction et encourager l'utilisation du bois, du chanvre, de la paille de la terre et de la pierre. Il est nécessaire de promouvoir efficacement la géothermie, l'énergie solaire et hydrolienne car il y a des potentialités inexploitées. Encourager et aider les agriculteurs à changer leur modes d'exploitation et en contrepartie leur garantir un revenu décent et acheter leur production au juste prix.

Pour les entreprises comme les citoyens, il faut donner les outils à mettre en place pour adapter leur comportement. Concernant les entreprises, il faut absolument mettre en place un système de contrôle et de répression car sans cela, aucune action ne sera entreprise.

Réduction drastique des transports individuels carbonés (cqfd la voiture), en proposant via la taxation Carbone des moyens de transports mutualisés dignes de ce nom (note: je vis à 15 km de Lyon, il y a une gare ds mon village mais 1 train toutes les 2 h ! seulement, sans parler du prix des trajets). Privilégier lorsque cela est possible le télétravail ou des espaces de co working dans chaque petit bourg, pour garder un lien social.

Finir la sortie des combustibles fossiles, entamée en France avec la sortie du charbon , remplacé par le nucléaire dans la production d'électricité. Maintenant remplacer dans le pétrole dans la mobilité et le gaz dans le chauffage, les deux par de l'électricité décarbonée, incluant les renouvelables et le nucléaire.

-agir contre les plus gros pollueurs qui ne sont pas les populations mais les grosses entreprises qui profitent de la mondialisation et polluent avec des échanges par porte containers et avions. Arrêter l'hypocrisie qui consiste à culpabiliser les gens et à les surtaxer alors que les grandes entreprises les plus polluantes sont exonérées comme les avions qui ne payent pas de taxe sur le kérosène, les entreprises qui rejettent des polluants dans la nature, culture qui polluent les sols.... tout cela est profondément injuste et écœurant. - avoir une vraie réflexion sur la démographie mondiale. combien d'habitants la terre peut-elle supporter en conservant un niveau de vie correct ?. Arrêter l'hypocrisie qui consiste à dire qu'on pourrait nourrir jusqu'à 12 milliards de personnes alors qu'on n arrive déjà pas à en nourrir 7. Avoir le courage de parler de quotas initier une vraie réflexion dans les pays d'Afrique et d'Asie ou la surpopulation est galopante, cesser de distribuer des allocations familiales qui incitent à faire plus d'enfants. - protéger la faune et la flore préserver des zones ou des espèces sauvages ne sont pas impactés par l'homme. Faire des relevés ADN de toutes les espèces envoie de disparition pour conserver les gènes en vue d'une réintroduction future . - financer la recherche-développement scientifique qui pourra trouver des solutions pour dépolluer l'eau les sols l'air permettre moins de production gaz à effet de serre.... - favoriser la vraie agriculture bio et locale, faire en sorte qu'un produit saincoûte moins cher qu'un produit nocif pour notre santé, accélérer la transformation de cette agriculture car les échéances sont beaucoup trop longues

Sortir des combustibles fossiles. La France a fait une première partie du chemin en remplaçant le charbon par le nucléaire dans sa production électrique. Il faut remplacer le pétrole en mobilité, et le gaz en chauffage par de l'électricité décarbonée produite par les renouvelables et le nucléaire

des aides pour tous pour acquérir une voiture électrique

Polluer doit couter plus cher qu'adopter un comportement vertueux, et ce dans tous les domaines, pour les entreprises, l'industrie comme pour les particuliers. Prenons les particuliers, afin d'assurer une equite sociale, nous devrions definir une consommation de base, par exemple 500Kw/h par an et par personne, ou 50kg d'ordures menageres, 40m3 d'eau, etc... pour tous les besoins de base. Cette consommation de base serait facturee a un tarif tres bas pour beneficier a tout le monde. Au dela de ces consommations de base, le tarif augmente exponentiellement pour dissuader les consommations excessives qui nuisent a l'environnement. Meme chose pour les entreprises et industries en imposant le vrai prix du carbone a tous les secteurs, sans exoneration (aerien, transport maritime, siderurgie...). Fixer des objectifs d'amelioration constants (-2% par an) plutot que de fixer une valeur cible a echeance lointaine (-20% en 2050)... Pour changer les comportements, il faut aussi arreter de ceder au chantage a l'emploi. On ne peut se contenter du statu quo lorsque le modele est mauvais. Que valent quelques centaines de milliers d'emplois pour les 30 prochaines annees s'ils condamnent la vie de centaines de millions de citoyens pour les generations a venir. Les politiques doirvent s'attacher a preserver le long terme, pas le prochain mandat.

1. Incitation à la sobriété dans les ressources utilisées pour les entreprises et les particuliers voire à l'eco-conception 2. valorisation de l'économie du recyclage permettant d'avoir plus de volumes et donc des prix des matières recyclés plus bas que celle des matières neuves ou inversement en taxant les matières neuves 3. Aide à l'investissement dans l'économie de la fonctionnalité pour des entreprises qui peuvent vraiment se lancer dans des modèles ambitieux et qualitatifs

Respecter la nature et ne plus la polluer. Vivre autrement et ne plus chercher de croissance autre que verte.

Diminuer la production de CO2

Une bascule vers les énergies propres, au niveau des transports, des maisons et surtout des solutions pour les industries... Mais le problème reste un accord international... Cela n'est pas utile de passer toutes les zones industrielles françaises à l'éolien, solaire... si les USA entre autres ne sont pas dans la même démarche... Il reste aussi une clé de recyclage des batteries à résoudre... en terme stratégique, on peut espérer que l'Europe trouvera des solutions pour une industrie européenne de la fabrication des batteries... Il serait bon qu'en parallèle, l'Europe retrouve aussi un leader en développement et fabrication de composants électroniques... clés de beaucoup de systèmes en nouvelles énergies.

Développer et renforcer les transports en commun dans les zones périphériques. Ex : il n'est pas normal qu'à à peine 15 km d'une grande ville comme Lyon, je n'ai aucun moyen de transport à proximité pour me rendre au travail. Changer la réglementation pour limiter la pollution par les industries. Ne pas laisser faire des scandales comme celui d'Amazon. Après la diffusion d'un reportage sur la gestion scandaleuse des déchets par Amazon (et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres) : que fait l'Etat? il est du devoir de l'Etat de suspendre IMMEDIATEMENT les activités de cette entreprise qui enfouit des biens d'équipement neufs dans la nature en toute impunité!!

imposer aux fabricants une durée de garantie de 4 à 5 ans pour les amener a améliorer la fiabilité des produits. On réduirait aussi la consommation d'énergie nécessaire a la fabrication donc la pollution

favoriser les transports en commun et le fret ferroviaire ou fluvial faciliter le rapprochement domicile travail (bourse échange d'emploi , télétravail, rouvrir des services de proximité)

L'explosion démographique mondiale est la cause première des problèmes écologiques de la planète. Tous les efforts sont évidemment bons à prendre mais la France ne va pas sauver la planète toute seule.

BANNIR TOTALEMENT LES PESTICIDES, bannir toutes solutions même biologiques émanant des firmes phytosanitaires (sdhei!!!). L' état DOIT se dégager des pressions des lobbys de

ces firmes ABSOLUMENT . Nous attendons de l'Etat qu'il prouve qu'il est capable de gérer et gouverner sans être corrompu par les lobbyes et que la santé des français et de notre pays passe avant les intérêts financiers.

SUPPRIMER LES PESTICIDES, même ceux soi-disant biologiques proposés par les firmes phytosanitaires Le gouvernement et le chef de l'état doivent s'affranchir de la pression des lobbys des firmes phytosanitaires. Arreter de prendre les citoyens pour des imbéciles.

Contrôler les entreprises polluantes, interdire les pesticides, trouver une alternative au plastique présent dans les conditionnements de produits. Développer de nouvelles énergies non polluantes (hydroliennes immergées)

> Chèque énergie : La disparition des tarifs sociaux de l'énergie au profit des chèques énergie a fait beaucoup de perdants. Les démarches nécessaires à l'obtention des chèques énergie ne sont pas adaptées aux personnes à bas revenus et posent encore beaucoup de problèmes : - le lien avec la taxe d'habitation n'est pas simple pour les personnes non assujetties, ou le cas de la location sous-location. - pour toucher le chèque énergie en 2019, il faut être locataire au 1er janvier 2018 - ... Les locataires devraient pouvoir disposer de leur aide dès leur entrée dans le logement. Il est proposé de revenir à un système plus simple, exempt de démarches administratives complexes. > Fournisseurs d'énergies : Les fournisseurs d'accès à l'énergie proposent des offres attractives mais ne sont pas dotés de service social comme les fournisseurs historiques : absence de plateforme, frais en cas de coupure. Il est proposé à l'Etat de réguler ce type de pratique pour ne pas faire sombrer encore plus les personnes en difficulté. De la même manière, avec la mise en place du compteur Linky, le contact humain se perd. Plus largement, la digitalisation implique une perte de proximité préjudiciable pour les personnes précaires. > Eco-gestes : Les éco-gestes qui se développent ici et là devraient devenir des normes : installation des douchettes... > DPE : Faire du Diagnostic de performance énergétique un véritable audit énergétique. Le locataire d'un bien mal classé ou doté d'équipements énergivores (convecteurs, système d'aération non adapté...) devrait être en droit de demander une remise sur quittance. Serait ainsi appliqué au propriétaire le principe du « pollueur payeur ». > Outil de simulation de charges : Les simulateurs de charges tels que Simkoo développé par Habitat et Humanisme devraient être généralisés. Tout futur locataire devrait pouvoir disposer d'une estimation des charges qu'il va payer avant d'entrer dans son logement. > Jardins : Les espaces verts disponibles ne sont pas assez valorisés. Pourtant, le travail de la terre est bénéfique surtout pour ceux qui en sont loin. Beaucoup d'initiatives foisonnent en local (jardins agroécologiques, pédagogiques, compost, poulaillers...) mais les opérateurs associatifs notamment manquent de moyens pour mettre en œuvre les projets. > Valorisation des déchets : La mise en place de compost pourrait être généralisée dans les écoles, les entreprises, les collectivités, à proximité des silos à verre par exemple. > Eaux : D'une ville à l'autre, on constate de gros écarts de prix du mètre cube d'eau. Qu'est-ce qui justifie de tels écarts ? Améliorer la récupération des eaux en milieu urbain ou encore faire baisser la consommation d'eau en bouteille en rassurant la population, sont autant de propositions tendant vers des comportements plus sobres. > Sensibilisation des enfants - La sensibilisation des enfants doit être poursuivie (tri des déchets), consommations.... Plus largement, de l'école primaire au lycée, des matières dédiées au développement durable devraient être mises en place. > L'électroménager - Agir sur les consommations d'énergie directe des ménages à bas revenus nécessite des appareils moins énergivores. Il pourrait être demandé aux fabricants d'électroménager de développer des équipements simples, sans options, plus économes et de ce fait moins chers et plus accessibles aux personnes à bas revenus. Dans la même lignée, il est également proposé de mettre fin à l'obsolescence accélérée ou programmée au profit d'équipements réparables et durables. Habitat et Humanisme est par ailleurs partie prenante des propositions liées à la précarité énergétique qui émaneront du réseau RAPPEL* en lien avec le Plan Bâtiment Durable. *Le réseau RAPPEL rassemble les acteurs mobilisés contre la précarité énergétique en France, notamment les professionnels de terrain qui accompagnent les ménages pour : - mettre en relation et aider les structures qui cherchent à apporter des solutions préventives et curatives durables à la précarité énergétique, - capitaliser, mutualiser et diffuser les expériences, - promouvoir la prise en compte de la précarité énergétique dans les politiques.

Moins de surconsommation. Consommation locale et raisonnable. Privilégié les commerces de proximité de producteur / des contraintes pour les hypermarchés qui poussent à toujours plus de consommation. Moins de gaspillage

Inciter énergiquement à la transformation des pratiques agricoles : moins de pesticides et d'herbicides chimiques, aussi dangereux pour la santé des humains que pour la faune et induisant la stérilisation progressive des sols ; limiter les monocultures très consommatrices en eau comme le maïs qui remplace progressivement toutes les cultures d'autres céréales (à ce sujet, l'éthanol n'est pas une bonne solution pour remplacer les carburants fossiles) ; restaurer les rives des cours d'eau et protéger les milieux humides pour lutter contre le ruissellement et les inondations ; rétablir des milieux plus diversifiés comprenant des zones non artificielles en zone littorale et de montagne notamment.

Rétablir ISF-vert Financer la transition écologique par la BCE

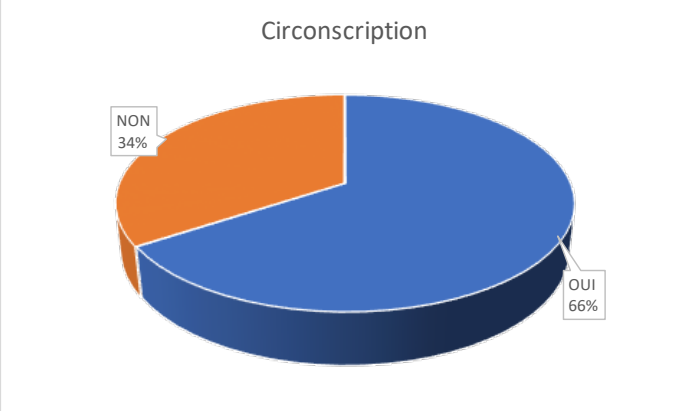
que l'argent récupéré des taxes dites écologies servent à lutter effectivement à la pollution

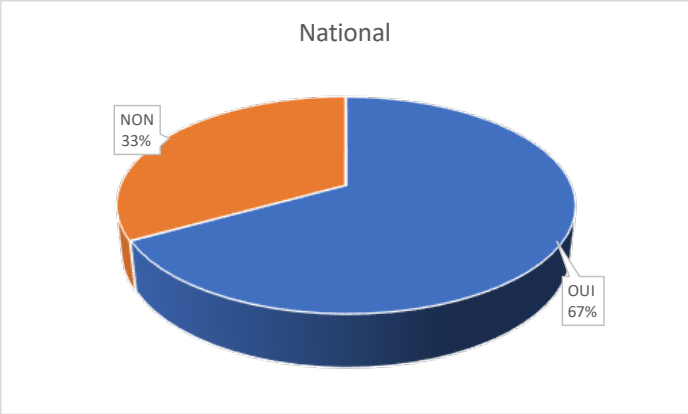
Prendre le sujets à l'envers : c'est à dire exposer les avantages et les améliorations de la vie quotidienne plutôt que de culpabiliser les citoyens en stygmatisant les comportements que certains ne peuvent pas changer du jour au lendemain.

Il faut une vision de long terme sur les moyens de notre approvisionnement en énergie

Il faut faire évoluer les mentalités, les habitudes. Concrètement dans une société ou l'argent est roi il faut augmenter le prix de l'énergie pour pousser les acteurs économiques à l'économiser. A plus long terme il faut éduquer : à l'école, par le biais du milieu associatif, du monde du travail, par l'exemplarité des dirigeants.

Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?





Si oui, de quelle manière votre vie quotidienne est-elle touchée par le changement climatique ?

Canicule en été, inondations, cyclones dans les territoires d'outremer, tempêtes sur les côtes atlantiques

plus de saisons , virus plus important et virulents et ce n'est que le début. Nous ne sommes qu'un maillon sur la terre et nous détruisons les autres maillons .....

Nous subissons des canicules de plus en plus importante dans la durée et l intensité .

Conscience du réchauffement climatique, volonté de le faire baisser mais impératif besoin de survie à court terme qui empêche, faute d'outils innovants, de le faire comme on le souhaiterait pour nos enfants à moyen et long terme.

CHANGEMENT DES SAISONS ELEVATION DES TEMPERATURES

Pollution ,inondation , déchets laissé a l'abandon, disparition des abeilles, des oiseaux...

air pollué à LYON été comme hiver

Pics de pollutions de plus en plus fréquents en ville mais pas seulement. Pics de chaleurs

Ma vie quotidienne est bouleversée par le changement climatique car notre qualité de vie se dégrade en même temps que le changement climatique a lieu (sécheresse, inondation, tempête, recul de la biodiversité...).

Canicules de plus en plus durable l'été à Lyon

De forte chaleur en été, des hivers de plus en plus doux De plus en plus de ruches mourants chaque année

sécheresse qui nuit aux productions végétales, canicule , diminution progressive de la ressource en eau . A titre d'exemple 2 ruisseaux en bas de chez moi : il y a 10 ans un était toujours en eau, l'autre 6 mois par an. Aujourd'hui le premier n'est plus en eau que quelques mois par an, l'autre n'a de l'eau que lorsqu'il pleut abondamment pour quelques jours ou semaines. L'effet tampons des glaciers qui constituent une réserve d'eau s'amenuisera avec leur recul... une adaptation des pratiques agricoles, des consommations d'eau va devenir incontournable à relativement court terme et pourtant on en parle très peu

tarissement d'une source alimentant un bassin à poisson centenaire

Cela représente un impact sur mon quotidien (pollution, bouleversements climatiques) mais également financier (prix des biens de consommation qui augmentent, de nouvelles taxes sur les produits...)

par des mois d'intense chaleur et de sécheresse en été et plus.

Hausse des températures l'été et sécheresses plus fréquentes.

allergies et maladies respiratoires, fortes chaleurs estivales, disparition des plages, disparition progressive du printemps et de l'automne, épisodes météorologiques plus violents (orages, vent...)

Non, je n'ai pas le recul, je ne vis pas dans les zones où le climat à une importance crusial. Mais ne pas le ressentir ne veut pas dire ne pas en prendre conscience ! Je pourrais aussi très bien dire oui, l'immigration climatique par exemple, tous touchés, tous consernés. On ne peut tous les recevoirs, alors travaillons pour qu'ils puissent continuer à vivre chez eux.

obligation de prendre ma voiture tout les jours pour tout faire, pollution visuelle pub double voir triple panneaux de signalisation, attente dans les bouchons de circulation quelque soir l'heure subir les politiques des grandes métropoles pas adaptées aux problématiques des campagnes trop de véhicules pour livrer les colis commandés sur internet

Été trop chaud

Étés plus chauds nécessitant d'installer un climatiseur

Santé affecté par la pollution

Santé

températures à la limite du supportable dans l'appartement entre juin et août

Me déplaçant exclusivement en vélo, j'ai constaté une difficulté accrue à respirer en ville. Je vous accorde que c'est aussi ma prise de conscience de ce problème qui m'amène à y penser plus souvent et que je ne sais pas si l'air en ville est effectivement plus pollué qu'avant. Les étés me paraissent plus chaud qu'avant, et pour le coup ce ressenti est confirmé par les études sur le sujet. De la même manière, j'ai la sensation que les hivers sont plus doux qu'avant.

Canicule régulière. Diminution des chutes de neige. Air saturé en ville

A travers les inquiétudes qui nous traversent. Et peut être de manière plus concrète, mais c'est difficile à dire...

Des chaleurs excessives qui obligent à avoir de la climatisation, ce qui ne va pas dans le bon sens (encore plus d'énergie électrique).

Modification des dates de floraison des espèces emblématiques.

L'accroissement des périodes de canicule en ville (îlots de chaleur) encore aggravée par le développement de la climatisation qui aggrave encore le phénomène notamment en fin de journée.

J'habite dans la vallée du Rhône et les alertes aux pics de pollution sont récurrentes.

Économique (ventilation, climatisation, cotisations des assurances) Santé (allergies, effets encore inconnus des effets cocktails)

Oui à cause de la pollution athmosphérique, la pollution visuelle liée au déchets et à une bétonnisation à outrance.

l'impact du changement climatique (?) s'est concrètisee sur Lyon par de nouvelles cultures (oliviers,figuiers,)

On a de toute évidence de plus en plus de petites catastrophes naturelles (tempête notamment) alors que le pays n'était pas sujet à ça avant.

forte chaleur l'été et manque de neige l'hiver

Par l'alternance de périodes de fortes pluies/tempêtes et de sécheresse/canicule.

La raréfaction des oiseaux, des abeilles Les canicules répétées au cours des étés

Moins de biodiversité

Même si l'inconfort n'est pas insurmontable en France pour l'instant, le réchauffement présage à moyen terme des migra-

tions de populations qui devront quitter des terres devenues invivables, par centaines de millions d'individus. Ce n'est pas réfugiés derrière nos petits quotas que nous éviterons des carnages à grande échelle. Ce constat accablant de notre aveuglement et de notre obstination à refuser de changer de modèle économique me touche plus que les canicules de chaque été.

le manque d'eau en été ;

Canicule pollution des sols disparition des especes

qualité de l'air régulièrement altérée. Nourrissons plus sujets aux bronchiolites

Santé, disparition de la biodiversité, pollinisation des arbres fruitiers ...

Alerte pollution, déreglement climatique

En tant qu'observateur et acteur en modifiant mes pratiques quotidiennes

l'augmentation des températures, la qualité de l'air(nuage brun au dessus des villes)la qualité de l'eau des rivières(nitrates)et nappes phréatiques(traitement de plus en plus important-donc couteux-pour la rendre consommable,disparition des plantes sauvage(coquelicots par ex)des insectes des oiseaux...

Vivre avec l'angoisse de voir s'écrouler notre système économique actuel qui ne cherche pas à prévoir le futur mais juste à vivre l'instant présent. Donc même si cela n'affecte pas mon intégrité physique, mon moral et mes incertitudes pour ma famille en sont grandement touché.

je crève de chaud l'été, je respire air pollué, je voyage beaucoup et vois les glaciers fondrent, les eaux monter, les punaises m'envahissent, le vent souffle de plus en plus, la nature est grillée l'été

Je suis touché par les fortes chaleurs dans l'agglomération de Lyon.

Je subis les fortes chaleurs l'été dans l'agglomération de Lyon. En Haute-Loire mon pays natal , je constate tristement le déclin de certains végétaux.

inondations, disparitions des oiseaux.

baisse significative des fleurs dans les champs et du nombre des animaux en mileiu naturel

Dégâts liés aux sécheresses : apparition de fissures en de nombreux endroits de la maison non pris en charge actuellement car ces problèmes apparaissent progressivement et s'accroissent avec les étés de plus en plus chauds ; installation de gazon synthétique à la place de gazon trop sec l'été ; paillage l'été du jardin potager ; baisse de la qualité de vie l'été ...

Ma vie est modérément touchée, seuls les étés caniculaires font ressentir le changement climatique

Physiquement: par la pollution de l'air et la pollution sonore des moteurs thermiques. Psychologiquement: par les images de fontes des glaces, par les déchets plastiques dans les mers, par le concept de faire de petits gestes pour la planète alors que les avions, les industries, les portes containers polluent à une échelle autre. Par le concept de croissance constante, au lieu de promouvoir la créativité pour vivre mieux avec autant ou moins.

dérèglement climatique et pollution de l'air

Physiquement: par la pollution de l'air et la pollution sonore des moteurs thermiques. Psychologiquement: par les images de fontes des glaces, par les déchets plastiques dans les mers, par le concept de faire de petits gestes pour la planète alors que les avions, les industries, les portes containers polluent à une échelle autre. Par le concept de croissance constante, au lieu de promouvoir la créativité pour vivre mieux avec autant ou moins.

N'exagérons rien. Ce n'est pas parce que nous avons des étés soi disant plus chauds, des pluies plus violentes ou des hivers froids que cela bouleverse notre quotidien. L'Homme en tout temps a su s'adapter.

Par la pollution de l'air

Elle n'est malheureusement pas encore assez impactée pour changer vraiment de comportement.

chaleur excessive/ pollution/ temps de trajet trop long

Perturbations climatiques

Intersaisons moins marquées, étés plus chauds (trop chauds)

je suis alpniste et les glaciers que j'ecaladais il a 20 ou 30 ans ont reculé ou disparu...Je skiait en juillet sur le glacier de bellecote en 1995...au jourd'hui l'été il n' a que des cailloux...

Etés trop chauds, hivers sans neige, pluviosité réduite, disparition des papillons à la campagne, des abeilles...

Par exemple la pyrale du buis détruit les buis et donc des paysages entiers, des saisons décalées et une nature très perturbée

Canicules estivales de plus en plus fortes et fréquentes - arbres et végétation (jardin) de plus en plus impactés par la sécheresse

Pollution de l'air, perturbateur endocrinien, baisse de la biodiversité

Les saisons sont moins marquées. Les étés sont de plus en plus chauds , la nature souffre et les animaux aussi. Je souffre également de la chaleur, de voir mon environnement changer (moins d'insectes, moins de fleurs, de champignons) de voir sur la ville cette chape de pollution quasi quotidienne, etc...

qualité de l'air

pollution urbaine

concrètement ma fille qui est asthmatique alors qu'elle a grandit à la campagne mais entourée de vigne et de terrain agricole et d'une usine Lafarge (ciment) ! La sécheresse qui a fait bouger considérablement les sols et du coup ma maison (construite dans les années 80) qui est fissurée de partout extérieur comme intérieure, les vitres qui ont fendues, les portes qui ne s'ouvrent plus correctement, et pas les moyens de faire les réparations sans que soit prise en compte l'état de catastrophe naturelle. l'interdiction certain jours de pouvoir entrée dans ma ville de travail (Lyon) car j'ai un «vieux» véhicule et que je ne peux pas en changer, et pas de transport en commun adapté à mes horaires et trop cher pour faire un effort d'aménagement ! Moins d'abeilles donc moins de miel de producteurs de proximité, etc

Saisons moins marquées, épisodes de canicules qui durent.

Pas encore, mais c'est une question de décennie(s).

réchauffement climatique, pollution

Difficulté à respirer/faire du sport Chaleur importante dans les maisons l'été et restrictions de consommation d'eau

Hausse des températures, qualité de l'air, dérèglement des saisons , augmentation des risques naturels, pollution de l'air , des eaux , hausse des maladies (plus vulnérables)

Allergies

Trop chaud l'été, perte d'abeilles au jardin, recrudescence de maladies des vergers, assèchement des points d'eau naturels anciens, pollution atmosphérique récurrente

Inévitablement, nous sommes tous touchés plus ou moins. Le réchauffement climatique agissant à la fois sur les écosystèmes, sur les matières premières, sur l'eau, l'énergie...

Pas encore d'impact significatif, c'est néanmoins maintenant qu'il faut agir.

Le changement climatique apporte de graves perturbations météo.

Pollution, allergies, restrictions de déplacements, disparitions des espèces

Les étés sont de plus en plus chauds et secs. Nous ne pourrons bientôt plus arroser nos jardins librement. Il semble qu'il y ait de plus en plus de vent (val de Saône) et le biodiversité disparaît (de moins en moins d'oiseaux dans les jardins)

Intempéries plus violentes, pollution des éléments vitaux.

Pollution atmosphérique, particulièrement en cas de brouillard et absence de vent (bronchite chronique); chaleur excessive en été, fatigue.

Hiver moins rigoureux, étés plus chauds.Observation évidente de la fonte des glaciers alpins et de l'érosion du littoral méditerranéen.

Il n'y a plus de saison et ceci impact mon quotidien car je travail dehors.

je dois coller une vignette sur le pare-brise de ma voiture pour aller travailler. Les parking des gares sont trop petits, et les fréquences des trains pourtant bondés, lamentables.

Amplitude asthme et allergies de mes enfants

Par des catastrophes climatiques (inondations, chaleurs...), disparition d'espèces en montagne (je suis randonneur) et dans les océans, impossibilité de prendre ma voiture certains jours (circuclation alternée) , moins de neige en stations de ski...

Nouvelles règles d'isolation thermique doivent avec le réchauffement, nécessitent de climatiser lors de longues périodes de canicule

la polution est due à l'effet de serre

Des déchets partout. En foret, dans la rue, en montagne, a la plage, dans la mer

Il fait bien plus chaud en été, le soleil brule notre peau bien plus qu'avant, l'air des villes pique la gorge, il y a de moins en moins d'oiseaux, et de plus en plus d'insectes nouveaux qui sont apparus, il n'y a presque plus de neige...

Surtout dans le sur-urbanisme ou l'on sent bien le microcosme de pollution

Il suffit d'observer la nature. Biodiversité en baisse, dérèglement climatique.

Je le ressens au niveau de la météo et au niveau de mon jardin qui a beaucoup changé ces dernières années avec des espèces (végétales ou animales) que nous ne connaissions pas ou qui ont disparues.

Pollution de l'air, vents violents, pics de chaleur en centre urbain

Canicules en été, sécheresses, prix des denrées alimentaires, inquiétudes sur l'accessibilité future des ressources alimentaires (y compris en eau).

Pollution de l'air, chaleur intense en été, ,...

Grosse chaleur et montée des eaux

je suis pécheur depuis 45 ans. il est incontestable que l'enivrement s'est dégradé

Difficulté à supporter les longues périodes de canicule et de sécheresse

Bronchite, canicule, tempêtes...

J'ai mis non et c'est pour cela que c'est grave car beaucoup de gens ne perçoivent pas la gravité de la situation

Chaleur excessive sur longue période en alternance avec séquences de fortes pluies

Bonjour il devient de plus en plus désagréable d ' ouvrir ses fenêtres le matin , et de respirer un air nocif , et ce de jours en jours .

Alternance de tempêtes/inondations et de canicule/sécheresse.

multiplication de phénomènes climatiques violents tout au long de l'année quelque soit la saison

La pollution de l'air cause des troubles respiratoires. Les températures extrêmes en été me forcent à rester chez moi.

Episodes de chaleur et de sécheresse.

Taxes mises en place

Les changements climatiques sont important.

Etés plus chauds, biodiversité en diminution dans la nature environnante

Des sécheresses de plus en plus prononcées

Les températures très élevées en été, la disparition de nombreux insectes et animaux.

Pic de chaleur, été étouffant, hivers trop doux. Utilisation systématique de la climatisation.

Le climat a toujours changé au cours des siecles, il le fait juste un peu plus vite parcequ'on souffle sur les braises avec nos activités humaines !

Trop de pollution : problèmes de santé accentués. Hausse des températures : difficulté grandissante à supporter les pics de chaleur.

Les intempéries, les différences de températures.

Par les catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et meurtrières

Pollution de l'air

Plus tellement de saisons , beaucoup plus de canicules et d'alertes à la pollution de l'air qu'avant .

- Oui absolument les saisons ne sont plus marquées, les précipitations sont devenues atypiques - Forte chaleur prolongée et donc assèchements répétés des rivières, crues exceptionnelles hors saison - Déformation des maisons avec apparition de fissures inquiétantes, suivie, naturellement en zone rurale, d'un refus de reconnaissance du statut de catastrophe naturelle

Les périodes de canicule et de sécheresse sont de plus en plus longues Les abeilles disparaissent des jardins, le miel est plus cher et la flore moins diversifiée Les catastrophes naturelles se multiplient

Air de plus en plus irrespirable pendant les fortes chaleurs en agglomération (la réduction de vitesse est inefficace)

Étés beaucoup trop chauds et trop secs

été de plus en plus chaud , donc tendance a utiliser la clim source de gaspillage d énergie

Période de sécheresse - des périodes de canicules - des hivers sans neige .....

Je vis dans une grande ville qui est touchée par des pics de pollutions et des pics de chaleur en été et cela risque de s'accentuer. Je travaille en montagne et celle-ci est fragilisée par le changement climatique (pb neige, fragilisation des falaises...)

Qualité de l'air, enfants malades à répétition. Leur toux disparaît à chaque fois qu'il vont chez les grands parents en vacances à la campagne.

Les changements climatiques sont visibles sur une petite échelle de temps : une dizaine d'années ont suffit pour se rendre compte des changements (pluviométrie, températures, pollution de l'air)

étés plus chauds et plus secs. Moins de neige en hiver

On voit notre environnement changer et certaines choses disparaître (espèces ou autres) et c'est effrayant, donc plus de stresse. La pollution de l'air impacte aussi nos vies quotidienne.

Aléas météorologiques : manque de pluie puis déluges, chaleurs au saison froide et l'inverse...les alertes sont vraiment là

Je suis touché, par contrecoup : enchérissement du coût des assurances, catastrophes naturelles dans ma résidence du Var.

Nous respirons un air pollué, le climat est modifié. Les été sont caniculaires et sont très pénibles à supporter physiquement, inondations etc. pour d'autres, toux et irritation, allergies aux pollens combinés à la pollution atmosphérique.

Il y a des cigales dans la banlieue de Lyon et les buis sont dévastés par la Pyrale.

les changements de température quotidienne et d'ampleur inimaginable il y a 30 ans

Déplacement domicile travail à pied, en ville, subissant la pollution des voitures

L'inconvénient est que les conséquences du changement climatique sont aujourd'hui peu visibles au quotidien par le plus grand nombre en France.

oui, parce que «non»ne permet pas de commentaires, autrement ma vie quotidienne n'a pas beaucoup changé : on observe les phénomènes climatiques annoncés depuis plus de 20 ans. 50 ans qu'on parle de pollution ! Par contre, depuis ces années qu'on parler du problème, on se pose toujours ces questions ? La volonté dont on a fait preuve en 2015 à Paris m'avait rassurée, mais que c'est-t-il passé depuis ? les questions posées pour ce débat m'inquiètent ... toujours pas résolues ? n'y a-t-il pas d'experts en la matière ? veut-on vraiment changer ?

Chaleur estivale

par les dérèglements climatiques et par la pollution

période de plus en plus chaudes

à part la pollution de l'air , principalement dans les villes, je ne suis pas touché directement par ce chgt climatique, en revanche, je constate les effets de ce chgt sur mon environnement (phénomène météo brutaux, disparitions d'espèces, moins d'oiseaux, réchauffement des eaux, etc.) et si l'impact n'est pas trop important pour moi à ce jour, on voit bien que la tendance est à l'accélération et va devenir plus compliqué pour les génération à venir

Question un peu tendancieuse il n'y a pas que le changement climatique dans les enjeux environnementaux. La pollution rend la respiration difficile et nous serons rapidement impactés par les pays voisins qui connaitrons encore davantage le changement climatique. Visiblemnet les intempéries connues ces dernières années seraient due au changmeent climatique.

Il n'y a plus de saisons... A mon niveau, je le constate par les «parasites» du potager. Ils sont présents très tôt et très tard dans la saison. De même, j'ai un chat : il sort très régulièrement, et les puces sont présentes tous les mois, même l'hiver, ce qui n'était pas le cas il y a encore quelques années (5 ans en arrière).

Périodes de canicules de plus en plus fréquentes. Crues des cours d'eau. Allergies.

Ma profession a été créée suite à une constatation du changement climatique.

On voit nettement le changement climatiques avec les saisons qui ne sont plus comme avant, les écarts de températures, les nombreuses catastrophes naturelles qui ont lieu chaque année de plus en plus fréquemment

Par exemple, en ce moment diminution importante de la neige en montagne et températures trop élevées pour la saison

Par la prise de conscience que ces changements climatiques ont sur mon comportement plus que par un impact concret du changement climatique

La canicule de l'été 2018 a été très douloureuse pour mon bébé et moi au quotidien. La sécheresse de 2018 qui a asséché la rivière du Doubs: toute la faune piscicole a disparu, certaines communes du bassin versant ont du être ravitaillées en eau. Les noëls sous la pluie à 16 degrés, sont de plus en plus tristes et angoissants. Un mois de février 2019 à 20° à Lyon...? Perte de la biodiversité même à notre échelle: plus d'insectes sous les lampadaires, moins d'oiseaux... c'est dramatique. Premières invasions de moustiques, punaises et autres nuisibles.

la chaleur, d'ailleurs je ne comprend pas que la pose de store ban ne soit pas aidée, à privilégier par rapport aux climatisations pourvoyeuses de CO2 et de durée limitée

plus de phénomènes violents (canicules, grands froids) qui perdurent

la pollution de l'air , les saisons moins «marquées»

La nature change autour de nous , moins d oiseaux, d insectes

l'augmentation de la chaleur, la nécessité de prévoir une climatisation

Plus de problèmes d'allergie dus à la pollution de l'air qui aggrave mon asthme. L'excès de chaleur en été dans les logements.

Périodes de canicules plus importantes

On respire moins bien, on est plus souvent allergique, les maladies sont de plus en plus résistante

nombre de jours de canicule qui augmentent

du chlore dans l'eau

pollution de l air, des sols, de la nourriture que nous avalons,et donc explosion de l incidence des cancers,

Pollution

sécheresse de l'été dernier

Température excessive l'été, hiver trop court et peu froid, manque de pluie, niveau bas des nappes phréatiques

chaleur

Chaleurs extremes l'été, entrainant des pics de pollution de plus en plus fréquents (contre lesquels rien n'est fait d'ailleurs)

Canicules répétées depuis plusieurs années à Lyon, avec grande fatigue. Hivers trop doux, plus de maladie hivernales répétitives. Très peu d'oiseaux dans mon jardin, dans les forêts autour...

Pics de pollution de plus en plus fréquents

Réchauffement progressif avec multiplication phénoménale des piscines privées, des climatisations; augmentation du nombre d'alertes à la pollution sur les axes routiers; élévation manifeste des températures tout au long de l'année.

maladies respiratoires, cardio-vasculaires, éradication des espèces, l'anthropocène est une HONTE...

Episodes météorologiques anormaux

Pics de pollution très fréquents en ville avec risque supplémentaire d'asthme. Températures de plus en plus chaudes en été

écarts rapprochés de températures

La pollution de l'air me fait mal aux yeux ; nous trouvons trop de légumes hors saison ; il n'y a plus de véritable hiver

augmentation de la température , sécheresse des sols .

Pas par le changement lui-même, mais je suis touché par la politique de taxes qu'il est impossible de relier à la transition écologie elle-même.

Eté caniculaires ; extinction de nombreuses espèces animales (insectes, oiseaux) ; peur pour l'avenir de mes enfants

La disparition des insectes, abeilles va contribuer à diminuer la pollinisation de nos espèces cultivées et sauvages et impacte la diversité, la qualité et la quantité de notre alimentation.

réchauffement

Augmentation des allergies respiratoires et cutanées.

canicule, secheresse

Il faut supporter les caniculs a repetition.

Par le climat, les modifications des saisons,... Nous ne sommes pas dans une partie de la planète ou cela se ressent le plus...

Dans les campagnes qui m'entourent, je perçois la raréfaction des animaux. Les restrictions d'utilisation de l'eau en été sont plus fréquentes qu'il y a quelques années.

Moins de neige dans notre région

Je souffre de la longueur des canicules, Je suis inquiète pour l'avenir de mes enfants, Je ne sais plus quand ranger mes affaires d'été et d'hiver ! :), Je subis des allergies que je ne subissais pas auparavant, Mes plantes d'extérieur s'abîment,...

De mi-juin à mi septembre je suis au bureau avec la climatisation ou à la maison avec les volets fermés. Je respire mal quand il fait beau et froid l'hiver.

non concerné

Dérèglement climatique et durete du soleil (j ai eu un mélanome)

De plus en plus de vent dans notre région, de moins ne moins d eneige dans nos montagnes, des phénomènes climatiques accentués et plus fréquents (inondation : fortes chaleur...), plus de réelles saisons.

Pollution de l'air, pollution des rivières, des océans, dérèglement climatique.

Pollution / canicules

IL faut que je change de véhicule., pour un véhicule électrique ou hybride pourtant je n'ai pas l'argent pour ...Mes impots devraient me permettre de le faire.

J'ai 62 ans et je pense à mes enfants et futurs petits enfants. La qualité de ce que je mange , de l'air que respire , la dégradation des écosystèmes, de la pollution par le plastique et la surexploitation des océans me stress .Cette situation dégrade les rapports humains sujet a une multitudes de réactions négatives , complotistes etc etc .

Il fait beaucoup trop chaud. Les êtes sont difficilement supportables. Il n'y a plus d'hiver.

Nous avons fait le choix de venir habiter en métropole lyonnaise, près de mon travail, afin d'éviter de prendre la voiture pour les déplacements quotidiens. Nous nous retrouvons donc dans un appartement trop petit, cher, en mauvais état, faute de revenus suffisant pour avoir mieux. Nous sommes en périphérie de la métropole, dans un secteur où il y a de nombreuses petites maisons, ce qui fait qu'en hiver nous sommes en permanence pollué par les chauffages trop anciens ou mal réglés de ces voisins. Pour aller travailler, je prends les transports en commun et je dois attendre le bus au milieu d'un flot continu de voitures diesels. Pour ne pas polluer, nous sommes donc condamnés à subir la pollution atmosphérique générée par ceux qui ont fait le choix inverse au notre. Nous avons de petits moyens, mais notre choix est de favoriser par notre comportement le moindre impact de notre vie sur le changement climatique.

pollution de l'air et de l'eau - perturbateur endocrinien- dérèglement climatique

Temps très aleatoire avec vagues de chaleur enorme en été et fort recul de l'hiver en Rhone Alpes.

Le dérèglement des saisons change notre environnement. Les canicules s'enchaînent et s'aggravent. Les incendies de forêts prennent des échelles de cataclysmes. La faune s'écroule : En ville, plus d'oiseaux, plus d'insectes. Des maladies «du sud» remontent vers le nord comme la dengue. Les migrations climatiques commencent à arriver et à bouleverser les équilibres sociaux, culturels et politiques. Il devient difficile ou impossible de sélectionner une alimentation saine et neutre écologiquement, ... Tout cela se passe dans ma ville, dans ma région, dans mon pays et je les retrouve quand je voyage.

LES ECARTS DE TEMPERATURES ET LES SAISONS DU CLIMAT TEMPERE QUI N EXISTE QUASIMENT PLUS

Adaptation de mes déplacements, habitant en bordure de rivière : fréquence des aléas, produits alimentaires touchés, épisodes caniculaires multipliés et difficultés dans mon travail (univers du BTP), ...

pics de chaleurs - pollution - problèmes respiratoires - diminution des insectes/des oiseaux

Etant une personne asthmatiques vivant en ville et originaire de la campagne, la pollution augmente mes difficultés respiratoire.

Pollution atmosphérique, innondations, changement voire dérèglement climatique

pollution des villes

canicule et tempête plus fréquentes

Période de canicule

La pollution de l'air est dedagreable, mais eu dela de ca, c'est à l'avenir qu'il faut penser.

Au niveau de la santé principalement mais également pour le malaise de la responsabilité de tous avec une inaction inhumaine

Sécheresses, pollution de l'air qui occasionne des troubles respiratoires

Des canicules de plus en plus insupportables en été. Mais ce qui compte n'est pas tant mon quotidien que la tendance alarmante qui laisse penser que l'avenir nous prépare une planète invivable.

polution de l'air

Manque de neiges chaleurs étouffantes manque d'eau

Épisodes climatiques (canicules, inondations avec érosion des sols) Indirectement les intolérances alimentaires (lien avec la perte de biodiversité dans l'alimentaire) Disparition des oiseaux en ville, des écrevisses en rivières Espèces invasives liés à des «trous» dans la chaîne alimentaires (ex : bed bugs et disparition de leurs prédateurs naturels)

La dégradation de la qualité de l'air s'accompagne de la mutation des allergènes auxquels ma famille est sensibles et en souffre.

Pollutions atmosphérique, changement climatique

Surchauffe estivale - sécheresse - plus de neige dans les collines en hiver -

Toux, irritation, arrêt du sport pendant les pics de pollution

Allergie (boulot, graminées) survenue à 24 ans. Vu avec l'allergologue : les allergies sont de plus en plus fréquentes (notamment en ville avec la pollution de l'air et les pollens qui prennent cette pollution).

air quelquefois irrespirable en ville

air respirable de mauvaise qualité

Très peu canicule en été

Très peu, canicules été

Canicule

Les allergies à la pollution et aux pollens sont beaucoup plus fréquentes et augmentent en intensité. Les insectes, les oiseaux, les espèces d'animaux sauvages sont beaucoup moins nombreux qu'auparavant. Les périodes de sécheresse sont de plus en plus fréquentes, la faune, la flore et toute la nature en souffrent.

Risques d'inondation, je vis au bord d'une grande rivière.

Avec 2 mois de sécheresse cet été 2018, le puit qui nous permettait d'arroser le potager est désormais à sec. Mauvais signe... Des températures suffocantes, et ou sont passés les insectes ?

Les canicules annuelles

Canicules

l'été au mois de février : tempête de vent régulière

Je suis tres concerne par les problemes concernant la pollution, le changement climatique, la perte de biodiversite, le risque lie a l'industrie nucleaire... Je n'en ressens pas les effets dans ma vie au quotidien et c'est bien la le drame. Les effets ne sont pas visibles en permanence et n'incitent pas a changer notre modele economique. « C'est l'histoire d'une société qui tombe, et au fur et à mesure de sa chute se répète sans cesse pour se rassurer: « jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien ». Mais l'important n'est pas la chute, c'est l'atterrissage. »

Perturbation touristique en montagne du au climat, plus de tempêtes de neige, plus de chaleur Augmentation de la chaleur en ville et périurbaine nécessitant un aménagement de l'habitat

A l'échelle humaine, on voit fondre les glaciers, on voit mourir les abeilles, on subit la pollution de l'air.

Je limite mes déplacements automobiles le plus possible.

Au niveau local non mais en conscience internationale oui

Intempéries, élévation de la température

Sécheresse, chaud en été, pas de neige en hiver

LA QUALITE DES FRUITS ET LEGUMES est médiocre, la pollution est pesante, nous avons plus de mal à respirer. En tant qu'apiculteur nous perdons régulièrement une grand epartie de notre cheptel.

dégradation de la qualité des fruits et légumes et de notre alimentation sources de maladie 'allergie, cancers

sècheresse du sol (fissures sur les murs des maisons). étés très chauds.

Hivers doux, été très chaud, ville polluée

Les écosystèmes souffrent de plus en plus de la sécheresse. L'eau va devenir un enjeu crucial, son prix augmente constamment.

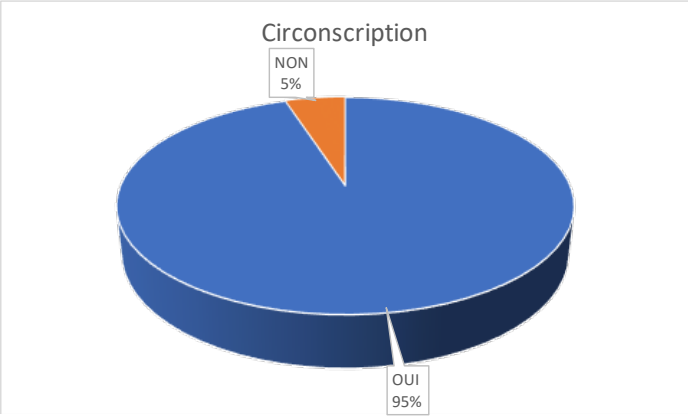
été trop chaud ,la végétation souffre

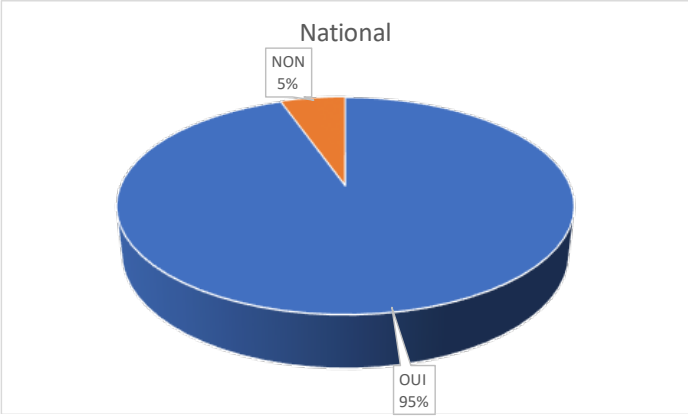
Changement des températures été / hivers visible sur une génération

Ma santé, mon confort de vie, mon jardin, mon alimentation,

nous commençons à être touchés par les variations climatiques, migrations d'insectes, fonte des glaciers. Des hivers plus froids et/ou des étés plus chauds vont entrainer encore plus de consommation d'énergie.

À titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?





Si oui, que faites-vous aujourd'hui pour protéger l'environnement et/ou que pourriez-vous faire ?

J'utilise plus les transports en commun - Mon fournisseur d'électricité n'utilise que de l'énergie renouvelable (Enercoop) - Je trie mes déchets et évite au maximum le gaspillage - J'utilise autant que possible des produits bio

je suis végétarienne, je n'ai pas de voiture, je ne prends ni l'avion , ni le bateaux (a quand une taxe sur ces gros pollueurs) et je trie mes déchets (même si je pense que ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'immense océan)

Tri sélectif, économie des énergies et de l'eau, utilisation du vélo ou marche autant que possible, ceci depuis longtemps

je trie mes déchets, ne jette rien dans la nature, ma voiture est aux dernières normes et pollue peu , mon chauffage également

Le tri selectif et limiter mes déplacements en voiture

rouler à l'essence ; faire le tri ; jeter aucun déchets ; limiter ma consommation d électricité et d'eau; rouler à l électrique si j avais les moyens organisationnels de recharger une voiture.

Dans mes choix d'achats quotidiens, je prends en compte les critères de bilan écologique de production et d'usage du produit. Je trie mes déchets, j'utilise des ampoules à LED, j'évite de chauffer plus que nécessaire, je me déplace en vélo pour les courtes distances, je diminue ma consommation de viande, je fais du covoiturage quand j'ai des places disponibles dans ma voiture.

Projet d'innovation dans l'énergie et le climat très important qui permettrait de réduire de 60 % les émissions mondiales de CO2 (calculs confirmés par un prix Nobel) tout en créant plus de 300 emplois rapidement en France, en apportant une réponse de proximité aux campagnes et aux pays en voie de développement, permettant aussi de freiner l'envie de migration des populations des pays en voie de développement en leur apportant une solution locale, globale et de proximité.

CHANGER QUELQUES HABITUDES

Recyclage, je fais mes produits ménager et esthétiques, j'achète en vrac au maximum, achat en brocantes et recyclerie

ecomobilité, recyclage, achat d'occasion, tri des ordures, deplacement en velo pour le quotidien en ville, ampoules LED, reduction déchets alimentaires, doggy bag au resto....

Tri des déchets, limiter les emballages, limiter l'utilisation de ma voiture.

Tri, réduction chauffage et consommation eau Moins utiliser voiture mais marche et vélo Achat véhicule hybride mais passer au tout électrique est difficile par manque d'infrastructure de chargement rapide

Réduire ses déchets, utiliser les transports en communs, acheter français. Mais dans quelle mesure le comportement du particulier a-t-il une influence?

Pour protéger l'environnement je trie mes déchets, je consomme bio, local et de saison, je bannis au maximum les produits transformés, je marche, j'utilise les transports en communs, je me contente d,une température de 19°dans mon appartement, je privilégie le vrac, je ne prends jamais de bain. Consommer bio, local et de saison m'a permis de faire des économie.

Ne pas utiliser ma voiture quand il y a un pic de pollution

Marcher ! C'est quand même pas bien dur...

Utilisation des énergies renouvelables

Je diminue mes déchets par du tri, du compostage, j'ai mis en place un potager A terme, produire de l'énergie électrique renouvelable (photovoltaïque, éolienne, hydrolienne) localement pour son usage personnelle ou le renvoyer sur le réseau Mettre en place des circuits courts de distribution fruits, légumes, viande (même si c'est à diminuer) Changer de motorisation (diesel à l'électrique) en attendant une offre de mobilité mieux adaptée

Tri des déchets. Compostage collectif. Alimentation 100% Bio et locale (marché de producteurs). Déplacement à vélo. Chauffage modéré (19 à 20°C) et pas de clim l'été (volets fermés la journée et aération la nuit). Moins de voyage en avion (vacances en France en priorité)

Consommer moins de viande et local. Utilisation du vélo ou transport en commun Produire le moins de déchet possible (éviter les sac plastique/produit à usages unique)

Economie d'énergie, me déplacer autrement qu'en voiture, trier mes déchets,

Arrêter de consommer des produits produits loin de mon pays. Refuser le système de consommation « jetable » qui pousse au gaspillage.

Conformément aux engagements de diviser notre consommation énergétique par au moins un facteur 4, nous avons installé 20 m2 de panneaux solaire photovoltaique, 18 m2 de panneaux solaire thermique, divisé par 8 notre consommation de propane (passé de 2 tonnes par an à moins de 250 kg), remplacé progressivement le propane par le bois bûche. Nous couvrons plus de 75% de nos besoins en électricité par la production d'électricité mais aussi par la réduction des consommations (changement progressif des appareils énergivores, remplacement des ampoules par des lampes basses consommation puis maintenant par des leds, coupure des appareils qui n'ont pas besoin de rester en veille , optimisation de l'utilisation du cumulus en anticipant les besoins pour limiter les déperditions liées à un stock d'eau chaude permanent à la température maxi... Nous avons créé plus de 15 m3 de réserve d'eau pluviale pour l'arrosage du jardin et les usages divers ne nécessitant pas l'utilisation d'eau potable. Nous couvrons plus de 75% de nos besoins en électricité par la production d'électricité mais aussi par la réduction des consommations (changement progressif des appareils énergivores

j'évite les déchets en faisant un compost que j'utilise dans un petit jardin où je plante des semis de tomates, courges que je fais à partir de graines personnelles. Sous l'impulsion de mes enfants j'essaye d'acheter au maximun dans des magasins à circuit court qui vendent des aliments produits localement et je vais m'engager à acheter des produits en vrac dans des sachets en tissus spécialement confectionnés pour cela.

Limiter mes déplacements au stricte nécessaire, avoir un mode de vie «raisonnable»

Diminution de mes trajets, gestion des déchets, meilleur consommation

J'ai fait poser des panneaux solaires thermiques qui me font utiliser bcp moins de fuel. J'ai acheté une voiture hybride. Je ne crois pas au tout électrique car la fabrication de batteries de ces voitures est très polluante et coûteuse. Il faudra l'abandonner.

Je limite ma consommation d'énergie (transport, chauffage et éclairage). Je limite ma consommation d'eau. J'ai acheté un appartement qui utilise des panneaux photovoltaïques pour générer de l'électricité et de l'huile de colza en cogénération pour produire de l'électricité et du chauffage. J'essaye de recycler mes déchets par le tri sélectif.

consommer du bio; du local; économie d'énergie

j'essaie d'intégrer cette dimension dans mes gestes quotidiens : réduction de la consommation et des déchets, consommation alimentaire raisonnée (locale et de saison), éviter le gaspillage (de l'eau, de la nourriture...), braderies pour recycler des produits plutôt d'acheter des produits neufs...

Communiquer sur les intérêts de la production d energies décarbonées via des conférences et échanges. De plus je suis econome en consommation énergétique, limite ma vitesse et j ai une conduite automobile souple. Je trie mes dechets, composte, et surconsomme le moins possible. Acheter moins et jetter moins !

J'essaye de moins consommer; ou de manière raisonnable, l'eau, l'électricité, le gaz, la viande, le plastique, les outils électroniques. Je respecte l'environnement en triant mes déchets, en consomment local, en prenant les transports plutôt que la voiture. Au travaille je ralentis les chauffages tournant pleins pots dans des bâtiments vétustes, j'éteint les lumières et ordinateurs restés allumés, je ferme les portes et les fenêtres restées ouvertes... Vous voyez, des petites choses, ne m'apportant rien, mais aidant à coup sûr la planète. Et c'est en ce sens qu'il faut sensibiliser les personnes de tout milieu, de tout âge, de toutes classes sociales.

entretien de mon jardin, accueil des oiseaux exemple mésanges contre les chenille processionnaires

Plus d'utilisation des transports en commun, marche à pieds, ...

tri - réduction des dépenses d'énergie - achat de produits frais locaux et de saison - pose de double vitrage - ...

Utilisation de transport public

J'essaie de prendre les transports publics

baisse consommation viande; non utilisation de la voiture le week-end; débranchement des appareils électriques en veille; tri sélectif des déchets et achats en vrac

J'ai toujours respecté la nature et ramassé mes déchets, économisé dans tous les domaines en étant fourmi plutôt que cigale, et j'en suis bien puni en étant imposé à l'IFI...j'aurais mieux fait de tout dépenser et de réclamer des aides!

consommer local dans la mesure du possible, réparer plutôt que jeter pour limiter la consommation de ressources

Avec mon coloc, nous avons une sorte de challenge a qui sera le plus écolo, nous avons d'ailleurs diminué par plus de 2 nos consommations électriques par rapport à mon ancien coloc. Nous avons investi dans un composteur et nous payons nos courses plus cher pour qu'elles soient de qualité. Nous faisons attention à la saisonnalité des produits et à leur provenance. Nous nous déplaçons en vélo autant que possible. Je ne prends pas l'avion depuis bientôt 2 ans. J'ai conscience que ce mode de vie peut paraître triste à certains qui passent beaucoup de leur vacances à aller dans des endroits exotiques mais j'aime mes vacances à la montagne à randonner et camper.

Consommation en vrac. Consommation de produits bio et locaux au maximum. Lombricompost personnel. Trajet quotidien en vélo. Utilisation de la voiture diminuée au strict minimum.

Arrêt de tous les appareils électrique la nuit. Plus de pull/moins de chauffage. En conséquence diminution par trois de notre consommation électrique par rapport à la collocation précédente.

Manger local, bio, achat d'un vehicule electrique (même si ce n'est qu'une délocalisation de la pollution), trier mes dechets, éduquer mes enfants, prendre moins l'avion.

trier, limiter les déplacements en voiture

voila des decennies que je recycle, que je prends mon vélo en lieu et place de ma voiture, que je limite d'une facon générale ma consommation

tri des déchets, compostage, broyage des végétaux, un seul véhicule dans notre foyer, réparation d'objets, achat d'occasion, produits ménagers faits «maison», manger local et bio en essayant de polliniser d'autres personnes,

démarche «0 déchet» en cours. consommation locale et responsable autant que faire ce peut. participation à des chantiers bénévoles de valorisation d'espaces naturels.

J'ai végétalisé ma terrasse pour obtenir jusqu'à 3 C° de moins en fin de journée en été. Je récupère l'eau de lavage des fruits et légumes pour mes arrosages. Je me déplace à pied pour les courts trajets ou en transport en commun au delà d'une heure de marche. Je privilégie une activité professionnelle avec peu de déplacements. Je pratique l'achat en circuit court et local pour tout : alimentation, services, santé, loisirs, Bien sûr tout cela n'est possible que parce que j'ai fait le choix de quitter une maison individuelle en pleine campagne pour un habitat collectif en ville ! Aujourd'hui je milite pour le développement de plus de nature en ville avec l'agriculture urbaine qui selon moi permettrait de créer du lien entre les citoyens, les entreprises et les collectivités sur un même territoire urbain à la manière d'un écosystème. De plus, les modèles de production développés en milieu urbain, par définition plus hostiles, pourraient ensuite inspirer la transition écologique dans le monde rural.

Eviter l'emploi de produits chimiques nocifs, et consommer bio.

éviter de trop chauffer mon habitation, récupérer l'eau de lavage des légumes, marcher plutôt que prendre ma voiture, avoir un véhicule économe, trier les déchets, ne pas utiliser de pesticides, réparer plutot que jeter et racheter, exploiter les bonnes idées et relooker des meubles anciens plutôt qu'acheter chez IKEA ou autres

Eviter de mettre trop le chauffage, favoriser les transports en commun. Seulement un seul TER passe chez moi pour le retour Lyon / domicile ce qui est bien trop peu. Je préfère donc favoriser la voiture ce qui me rend bien plus mobile.

Achat de produits locaux et/ou de saison et labellisés AB Utilisation des transports en commun Réduction de la consommation carnée

Gestes simples du quotidien : recyclage des déchets, limitation de la consommation d'électricité, etc... Achat de véhicules moins polluants

Limiter au maximum les déchets (compost, recyclage, échange), limiter la température de chauffage à domicile, projet d'acheter un vélo à assistance électrique, limiter voire annuler les déplacements en avion, prendre soin des espaces naturels, mettre en place des ruches, diversifier les arbres dans mon jardin, m'investir au sein de ma commune pour mettre en place des initiatives écologiques (interruption des éclairages publics la nuit, distribution de compost...)

...mais j'ai besoin d'être conseillée pour cela

tri des déchets

Je trie et composte, mange bio, limite à 19° le chauffage dans ma maison, pas de clim, pas de pesticide. Je participe au ramassage des déchets jetés par les automobilistes au bord des routes. Je respecte les 80km/h : je ne sais pas si cette mesure réduira la mortalité mais j'ai constaté une réelle économie de carburant.

Je cultive un potager de 300 M. Je consomme des légumes et fruits de saison. Je n'hachète pas de légumes BIO, mais je mange des produits naturels et tracés.

Le tri sélectif des déchets Je serai prêt à participer à des brigades de nettoyage du bord de certaines routes ou berges de rivière si ces opérations étaient organisées par les communes ou collectivités

Acheter des produits responsables

Le plus possible de déplacements à vélo, de moins en moins de viande dans mon alimentation, une consommation raisonnée, adaptée à mes besoins réels et non basée sur une idéologie consumériste qui a eu son sens en 1960.

tri des déchets ; réalisation de compost ; installation de panneaux solaires ; géothermie ; achat de légumes en circuit court ; utilisation modérée de la voiture avec marche à pied, pratique du vélo et utilisation des transports en commun et train pour des trajets plus long.

Monter des labs dans les campagnes dont le but serait de développer touts types d initiatives transverses de protection de l homme et de l environnement

je ne prends pas assez mon vélo car j'habite un peu hors du centre ville et que je n'ai pas une bonne piste cyclable. mais je m'en veux de trop rpendre ma voiture. Les transports publics sont trop onéreux (2 euros l'aller quand on prend le ticket dans le bus)

Tri, compost, réparation des appareils usagers, limitation de la consommation, attention à la provenance des produits achetés, consommation d'aliments de saison produits localement, chauffage à 19 en journée, 17 la nuit ...

Limiter notre consommation en énergie ou en eau , favoriser les circuits courts , limiter la température dans son logement

Faire attention à tout, être citoyen dans ses actes d'achat, faire attention aux emballage, utiliser les circuits courts...

J'évite de me transporter mécaniquement et de consommer. Je refuse d'aller aux sports d'hiver(bilan carbone catastrophique),-je ne pars pas en croisière(paquebots particulièrement polluants), etc

Je ne pourrais que soutenir les décisions nationales pour la protection, l'harmonisation et l'amélioration de l'environnement. Et être fière de notre pays.

je tente au mieux de réduire déchets, de sensibiliser autrui, de ne pas gaspiller eau, chauffage, électricité

Je ne consomme plus de viande rouge. Je surveille ma consommation. Moins de produits emballés, proximité des produits alimentaires

Je limite ma consommation de viande et je ne mange plus de viande rouge

tri des déchets compost. réduire mes trajets en trouvant un travail plus proche de mon domicile.

tri des bouteilles dans des systèmes parallèles (yoyo) qui récompense le tri et non pas la pollution comme le fait l'état avec la taxe sur les ordures ménagères

investissements dans le solaire, passage à la voiture electrique, limitation des déchets, changement de fournisseur énergetique (Enercoop), isolation, participation à la reforestation, teletravail

je prends très peu l'avion et privilégie les destinations courtes. Ma maison est isolée. Mon chauffage efficace.

isolation efficace, chaudiere efficace. je réfléchis à une voiture electrique

je trie mes dechets

Déchets donnés aux poules, paillage de notre jardin, récupération de nombreux déchets pour les recycler (papier, carton, piles, vêtements), dons à emmaus (mobilier et jouets), ventes sur le bon coin, trajets réfléchis si possible (grouper les trajets), faire du covoiturage (inscription à blablacar), récupération d'eau pour le jardin, douches sur une courte durée, pas de chauffage minimal dans la chambre (température comprise entre 12 et 15°), panneaux solaires sur le toit, poêle à granulés à la place du chauffage électrique, marche à pied pour de petites courses à la place de la voiture (environ 1 h aller retour - courses de 5 à 6 kg maxi dans le sac à dos), cafetière à grains et sans dosette, préparation de plats maison et achat très rare de plats cuisinés, achat en local et achat de produits de saison même moches si possible, réalisation d'un compost, arrêt de l'utilisation de désherbant ...

J'ai une voiture peu puissante que j'utilise le moins possible (marche à pied ou transports en commun), et je chauffe ma maison à 19 degrés le jour et 17 la nuit. Par ailleurs je veille à ne jamais laisser des déchets dans la nature. J'ai un compost...

Je trie mes déchets, je n'utilise pas mon véhicule le dimanche, je privilégie la qualité à la quantité. Je pourrai ne plus utiliser mon véhicule en semaine en télé travaillant.

Utiliser plus souvent les transports en communs et installer des panneaux solaires

Je trie mes déchets, je n'utilise pas mon véhicule le dimanche, je privilégie la qualité à la quantité. Je pourrai ne plus utiliser mon véhicule en semaine en télé travaillant.

J'évite les gaspillages d'eau froide, d'eau chaude, de chauffage (en isolant progressivement mon logement), de détergents, de papier et d'emballages, les déplacements inutiles..., et je pourrais sans doute en faire plus

Depuis des années on trie, on ne met aucun produit chimique dans le jardin, les enfants donnent au lycée colle, stylos etc pour recyclage. On met les vêtements dans des bennes du Relais, on essaie de réutiliser, on prend quand c'est possible (peri-urbain) les transports en commun.

Isolations de la maison faite. Economie d'énergie notamment par un chauffage bois dans une cheminée avec insert. Achat local autant que faire ce peut. Tri sélectif et compostage.

Les gestes simples de tous ceux qui possèdent depuis longtemps (ou pas) une conscience de l'urgence climatique. Il s'agit maintenant de passer à un autre niveau, et de pousser (puisque rien ne bouge) l'État à agir, par tous les moyens. Car l'action à l'échelle du citoyen ne suffira pas.

Mode de chauffage changé il y a environ 7 ans (chaudière fuel remplacée par granulé de bois), cuve de récupération d'eau de pluie installée il y a environ 15 ans, tri des déchets (personnel et mis en place dans l'entreprise pour laquelle je travaille) bac à compost, j'essaie de limiter ma consommation de biens et d'équipements.

Par des gestes simples de la vie quotidienne.

recyclage

Achats de produits bio et locaux. Réduction et tri des déchets. Limitation de la voiture pour les trajets courts.

Je trie mes déchets. Je n'utilise ma voiture que par nécessité. Je cultive mon jardin.

Je limite la température ambiante de mon logement

Déplacements le plus possible en transports en commun, à vélo, à pied. Achat de produits respectueux de l'environnement et avec le moins d'emballage possible. Tri des déchets.

Circuler en vélos, ... mais la voirie de ma ville n'est pas adaptée. Manger moins de viande. Préférer les productions en circuits courts, dans les magasins de proximité. Acheter moins mais mieux. Regarder l'origine des produits. Limiter sa consommation d'eau Ne pas jeter : donner, recycler, partager ....déployer les «recycleries», magasins de biens partagés Dénoncer l'obsolescence programmée Eviter de mettre des pièces jointes aux mails (préférer les liens cloud), ne pas imprimer

je trie tous mes dechets, j'achete mes legumes aux producteurs locaux, je sis passé au vélo electrique pour faire mes déplacements de proximité j'ai at construire ma maison avec toutes les bonnes regels d'isolation et de chaufage

Je fais du tri ménager, de la récupération de journaux pour en faire des bûches pour ma cheminée, je fais régler ma chaudière et ma cheminée chaque année, je réduis le gaspillage d'eau et d'électricité... Je pourrais faire plus si les transports en commun étaient mieux adaptés au niveau local.

Trier les déchets, limiter la voiture, supprimer les pesticides chimiques etc...

Tris sélectif - abandon total des pesticides dans le jardin - veille à préserver le milieu de vie de la micro-faune (insectes en particulier) du jardin

tri selectif ; acheter une voiture électrique si le prix d'achat baisse et si le nb de bornes de recharges augmente à un niveau comparable aux stations essence

Nous achetons principalement des aliments frais bio, locaux, de saison uniquement, sans emballage et les cuisinons (et nous travaillons tous les deux mon mari et moi). Nous faisons isoler notre logement. Nous avons très significativement réduit notre consommation de vêtements et choisissons de la meilleure qualité durable. Nous voyageons moins qu'avant

Réduction des déchets, création d'espaces naturels pour des oiseux, mises en place de ruches,

Que les choses pratique, efficace et mesurable.

Tri sélectif, produits bio, achat d'une voiture essence, mange moins de viande, commence à isoler ma maison mais peu de trésorerie, des petites choses que tout le monde peut faire et qui à grande échelle, peuvent être un début.

J'emprunte les transports en commun, quand ils sont commodes (horaires, fréquence,), et fiables (grèves, suppressions intempestives,...), je trie mes déchets, je composte mes déchets verts, j'isole mieux ma maison,...

Je me suis mis au scooter à plus de 50 ans pour ne pas prendre ma voiture quand je dois me déplacer seule ou à 2 : je ne participe pas à créer des bouchons, je consomme moins de carburant, je pollue moins. Je me chauffe à l'électricité et au bois (poêle à catalyseur pour rebruler les émissions polluantes), j'ai fait installer des fenêtres à double vitrage dans ma résidence principale. J'ai adopté une conduite moins sportive en voiture en affichant ma consommation sur l'ordinateur de bord.

Je suis très sensible au tri, je limite au maximum les produits dangereux pour atmosphère la terre et l'eau.

trie des déchets, maison isolée, chauffage au gaz, conduite responsable du véhicule en respectant les limitations de vitesse et le code de de la route

Je fais très attention à ma consommation d'eau, d'électricité. Je recycle tous ce que je peux. Je limite les emballages au maximum en achetant très peu de produits transformés. J'achète en circuit court tout les biens alimentaires que je peux. Je concentre mes déplacements en voiture à usage privé pour limiter sont usage. Je n'utilise pas de désherbant chimique J'ai un cumulus solaire, et un poele à bois. Je ne chauffe pas ma maison dans les chambres.

A mon maigre niveau, je trie mes déchets. J'essaie d'acheter des produits avec le minimum d'emballage. Je n'ai pas de voiture, je prends les transports en commun et pour le reste je marche beaucoup . Je fais attention à la température de mon logement. Je suis en train de chercher une nouvelle chaudière moins énergivore.

Consommer local, tri des détritus, consommation plus responsable. Co-voiturage sur trajets longs. Trajets du quotidien en transports en commun

Émettre moins de CO2 (vitesse et accélérations modérées, voiture moins gourmandes) . Acheter des produits respectueux de l'environnement. Soutenir par l'impôt les producteurs pour leur permettre de respecter l'environnement. Mais, je ne le ferai que si j'ai le sentiment que la majorité, dans tous les pays, le fait. Sinon, certains vont se sacrifier pour rien et d'autres en profiteront pour s'enrichir et tuer notre économie (Chine, USA).

recyclage, utilisation eaux de pluie, modération dans consommation de l'eau, déchets verts...

Tri des déchêts Utilisation d'une chaudière plus performante et de thermostats Compostage

pratique de la réduction des déchets, diminution de la consommation de viandes, pratique du vélo comme mode doux et des transports en communs, usage peu fréquent des gros pollueurs comme l'avion, pratique d'une agriculture bio et circuit court, investissements associatifs et éducation à l'environnement auprès de toutes les catégories sociales.

- ramassage déchets - tri - économiser voiture - économiser l'envoi d'emails - privilégier les produits sans emballages plastiques - sensibiliser mon entourage

J'ai créé un écosystème sur 1.5 hectare, zéro pesticide ou herbicide depuis 26 ans, implantés des espèces autochtones dont des rosiers anciens pollinisateurs qui attirent les abeilles, planté des haies mixtes rustiques, j'analyse le Ph de la terre avant de planter un sujet, privilégie les espèces peu gourmandes en eau, laisse en place les plantations spontanées, ai adopté deux ânes qui «tondent», tous nos déchets végétaux sont compostés, je n'achète que des produits locaux Bio ou de l'agriculture raisonnée, je crée des potagers éphémères au-dessus du sol pour ne pas retourner la terre, récupère l'eau de pluie, ouvre le jardin bénévolement à tous ceux qui le veulent et régulièrement pour expliquer comment fonctionne un écosystème. Par ailleurs nous avons rénové notre maison en utilisant uniquement des bio-matériaux et changé la chaudière fioul il y a 10 ans pour une à granulés de bois en plus d'installer des poêles à bois à foyers fermés pour une combustion totale.

Changement d'alimentation, train + transports en commun pour aller au travail (car possible pour moi), attention à ma consommation énergétique, tri des déchets, ne pas consommer à outrance et préférer le réemploi et l'économie circulaire et solidaire

Je le fais aujourd'hui pour des raisons économiques (ça coûte moins cher de marcher que de prendre la voiture, je chauffe à 18°). Je le ferai encore plus demain si cela s'inscrit dans un cadre réglementaire regroupant plusieurs pays (significatifs, bien sûr).

j'utilise moins la voiture, j'isole mon appartement

En guise d'introduction à ma réponse je dirais que si les comportements individuels sont essentiels pour s'approprier les questions environnementales et s'ils sont éthiquement nécessaires, ils ne sauraient constituer à eux seuls la base des stratégies de lutte contre les problèmes environnementaux : la solution ne peut être que collective et radicale. J'agis pour ma part à différents niveaux que je vais essayer de résumer : Le 1er, qui me paraît le plus fondamental, est que j'ai déconstruit le souhait de vouloir devenir riche et de chercher, sans cesse et progressivement, à réduire mes besoins. Ainsi je vis aujourd'hui très confortablement, sans avoir jamais l'impression de me priver, avec un salaire inférieur au salaire médian en France (et j'espère être en mesure de réduire encore mes besoins à l'avenir). Vivre riche c'est aussi, dans la très grande majorité des cas, vivre de manière tout à fait hors norme par rapport aux capacités biophysiques de la planète et ce au détriment des autres êtres humains (les riches détruisent la planète a montré Hervé Kempf, les études plus récentes sur le sujet lui donne plus raison que jamais). Concernant mon mode de vie : je vis en colocation, dispose de peu de surface pour mon logement (ramené au nombre de personnes avec qui je vis j'ai moins de 20 m2 habitables, peut être le double ou le triple en comptant notre extérieur), c'est ce qu'il y a de plus efficace pour réduire ses dépenses d'énergie et pour mutualiser un certain nombre de biens de consommation. Je n'ai pas de voiture et ne me déplace presque exclusivement à vélo. J'ai choisi mon logement en fonction de mon travail pour ne pas avoir une distance trop importante à parcourir. Je précise que j'ai un vélo de bonne qualité que je sais partiellement réparer et qui, je l'espère, me durera toute la vie. Je mange de la viande uniquement en de rares occasions (quand je suis invité en général) et j'achète (ou plutôt nous achetons dans ma colocation) local, bio, de saison, si possible à des producteurs que nous connaissons et avec le moins de déchets possibles. J'achète peu (pour ne pas dire jamais) d'équipements électroniques : je n'ai ni télé, ni ordinateur, ni mp3 et c'est un ami qui m'a donné son vieux téléphone portable. A ma coloc, nous partageons un frigo, un four, un four micro-onde, un lave vaisselle et un lave linge pour une dizaine de personnes. Je n'achète que rarement des vêtements et essaie au maximum de privilégier des marques dites «éthiques» (produites en France ou en Europe, avec du coton bio etc.). J'ai également arrêté, depuis plusieurs années, de prendre l'avion et même si je voyage beaucoup en France et dans les pays voisins (trop d'ailleurs), je privilégie le train (et sinon c'est bus ou voiture). Depuis quelques années je ne pars plus qu'en vacances en France à vélo ou à pieds, j'ai également arrêté le ski de piste et tout autre loisir qui me paraissait incompatible avec la préservation de la nature et des paysages. Je pourrais bien sûr multiplier les exemples sur d'autres pratiques (déchets, eau etc.). Que pourrais-je faire de plus et qu'ai-je l'intention de faire à l'avenir? Lorsque je quitterai cette coloc ce serait pour m'installer en habitat partagé en ayant une réflexion encore plus poussée sur nos consommations : comment réduire au maximum les usages énergétiques non essentiels? Il me semble (j'ai des exemples dans mon entourage) que l'on peut vivre avec très peu : un peu d'électricité pour quelques ampoules, charger un portable, peut être partager un lave-linge à un grand nombre de personnes. On peut même se passer de réfrigérateur et congélateur avec une organisation appropriée et sans perte de confort. Aller vers plus d'autonomie sans toutefois vivre en autarcie : avoir un système de récupération d'eau de pluie, de phytoépuration, une production d'énergie locale (solaire thermique, solaire photovoltaïque, une petite éolienne, un poêle à bois à haut rendement). Enfin, j'aimerais encore réduire mes déplacements : il me semble que la liberté et le bonheur ne se trouvent pas dans une mobilité effrénée mais bien dans une vie ancrée sur le territoire que l'on habite. Continuer à me déplacer uniquement à vélo, en investissant dans un vélo cargo, éventuellement partagé, pour pouvoir transporter du poids (je fais déjà une partie de mes courses en vélo avec des sacoches). Enfin, j'aimerais vivre en habitat léger auto-construit (maison terre-paille par exemple) pour limiter la consommation de ressources pour le produire.

Adaptation complète de chauffage (encore gaz !) avec pilotage par horloge et robinets thermostatiques, production ECS, diminution de température en hiver entre 19 et 20°c et création d'une véranda dont la température augmente vite au soleil et

sert «d'alimentation» à la maison. Déplacements raisonnés. Vacances plus locales pour éviter l'avion, par ex. / Partage de locaux de vacances : maison collective, gérée depuis des années (+ 45 ans) pour optimiser les frais et aménagements, gérer collectivement cette préoccupation d'économie d'énergie à tous les niveaux .

Réduire son alimentation, (viandes poissons) et réduire son utilisation des déplacements energie fossile, au profit de déplacement en communs (souvent innacessibles et trops longs)

Valorisation et limitation des déchets

Utiliser la voiture avec parcimonie (au profit des transports en commun et de la marche), économiser l'eau et le chauffage (pas plus de 19° en hiver)

Consommation alimentaire Bio et locale. Réduction des déchets. Pas d'utilisation de produits nocifs pour l'environnement. Réduction de la consommation en général

Transports en commun autant que possible + véhicule hybride, tri des déchets, limitation des emballages (sacs réutilisables) suppression des bouteilles en plastique jetables, diminution drastique de l'usage des jetables (serviettes, mouchoirs, rouleaux essuie-tout), pas de voyage en avion, priorité à l'achat de produits alimentaires frais, locaux de saison et bio si possible, achats de seconde-main (ex Pc portable reconditionné), changement de fenêtres pour une meilleure isolation...

Tri selectif, compost, poules. Consommation si possible locale. Déplacements quotidiens en vélo et évitement de l'avion. Ramassage systématique de détritus lors de Ballades... Mettre un pull dans la maison et dire à mes enfants de faire pareil !!

Je suis en solaire, toilette sèche, et je vis sur une micro ferme résiliante.

modes de transports doux, vélos, non surconsommation

j'ai des poules pour réduire mes déchets, j'ai un véhicule diesel qui libère moins de co2 qu'un véhicule essence, et qui consomme moins, même si personne ne veut nettoyer le filtre à particule de ce véhicule. je trie mes déchets. je recycle, j'achète en seconde main.

Pedibus

J'essaie quand je le peux de contribuer à protéger l'environnement : je prends mon vélo aussi souvent que possible au lieu de la voiture, je fais attention aux ressources naturelles (je ne laisse pas couler l'eau, je ne prends pas de bain, je ne laisse pas allumer une pièce pour rien...) Mais je suis conscient de ne pas faire encore assez, qu'il faudrait faire encore plus...

compostage (lombricomposteur) + tri de déchets (même si le meilleur déchet est celui qui n'est pas produit !) + chauffage au bois pour les grands froids

tri des dechets et limiter les emballages imposer aux fabricants la reduction des emballages et des plastiques

Abeilles et compost

Je trie déjà mes déchets, je ramasse les déchets des autres dans la rue mais évidemment je n'ai pas le temps de tous les ramasser, je sensibilise mon entourage à mes actions, je n'utilise que des cosmétiques bio ou maison, je privilégie les articles sans emballage ou sans plastique, ainsi que les articles bio et/ou locaux, je jette TOUS mes mégots de cigarettes dans une poubelle, je partage des informations sensibilisant à l'urgence climatique sur les réseaux sociaux, je privilégie la marche, le vélo ou les transports en commun, je n'ai plus de voiture, j'éteins le chauffage quand je quitte mon lieu de vie, j'essaie d'économiser l'eau, j'ai arrêté de manger de la viande etc...

Consommer moins et mieux privilégié les Transport en commun Vélos....

J'agis sur Ma consommation.

Plusieurs choses : je n'utilise pas de pesticides, je ne mange que très peu de viande, je m'approvisionne pour une grande part en local, je roule en voiture électrique (sauf pour les déplacements importants), j'utilise des combustibles renouvelables.

Acheter des produits bio ou raisonnés, manger moins de viande : Acheter mieux

Du recyclage, acheter des produits français, moins consommer, moins prendre la voiture. Je pourrais faire un lombricompost (achat en cours).

Ne pas prendre la voiture pour un oui ou pour un non...Ne pas prendre la voiture pour faire quelques mètres seulement...Ne pas conduire trop vite ...Acheter français pour éviter que les produits fassent de longs voyages...

Je pratique le tri sélectif. Il faudrait le développer en plus nombre, et interdire définitivement les sacs et les bouteilles en plastique

Pratique du tri sélectif.

> Ne pas chauffer à plus de 18°C et mettre un pull :) > Dans mon travail, privilégier les web conférences, le téléphone, le travail à domicile et limiter les déplacements (on gagne finalement beaucoup de temps ...) > Utiliser les transports en commun plutôt que mon véhicule

Tri selectif, moins d'utilisation de plastique, economies energetiques....

Abandon de la voiture. Baisse de consommation. Tri et recyclage des déchets. Abaissement de la température de chauffage.

Je limite mes consommations d'énergie, je n'utilise pas ou le moins possible de produits polluants, j'ai une conduite écologique quand je ne prends pas les transports en commun.....

Dans le jardin - garder des haies diverses; mettre l'hiver un peu de nourriture pour les oiseaux. Recycler ce qui est possible - bien isoler la maison et consommer moins d'énergie

j essaie de ne pas gaspiller l eau, et laisse ma voiture, lorsque je le peux.

A mon niveau, j'estime avoir fait à peu près tout ce que je pouvais faire: ne pas surchauffer mon logement, bien l'isoler, économiser l'eau et l'électricité, trier les déchets, prendre les transports en commun, avoir une alimentation moins carnée. Mais même si chacun fait cela, ce sera largement insuffisant s'il n' y a pas d'action au niveau des pouvoirs publics

Composte dans une copropriété de 300 logements. Plus de traitement polluant des espaces verts renouvellement des plantations

je limite ma consommation en eau, j'ai installé 1 pompe à chaleur dans mon logement. Mon métier a un lien direct avec l'agro-écologie

Bonjour j ' achète mes produits alimentaires en circuit court , et en vrac . J ' utilise des sacs en papier kraft , et je n ' utilise plus de sacs en plastique . J ' utilise des sacs réutilisables .

Je trie et composte, mange bio, limite à 19° le chauffage dans ma maison, pas de clim, pas de pesticide. Je participe au ramassage des déchets jetés par les automobilistes au bord des routes. Je respecte les 80km/h : je ne sais pas si cette mesure réduira la mortalité mais j'ai constaté une réelle économie de carburant.

tri sélectif, compost, achat d'un véhicule essence, chauffage de mon domicile par géothermie. Si les transports collectifs se développent je me passerai de voiture.

Je mange local et si possible bio, j'achète des produits en vrac sans emballage, je nettoie avec du bicarbonate, du vinaigre blanc et du savon de Marseille, j'achète des objets d'occasion et je revends ce dont je ne me sers plus, je fais réparer ce qui peut l'être, je n'achète que ce dont j'ai réellement besoin.

Amélioration de l'isolation de mon domicile et réduction (un peu) de l'usage de mes véhicules personnelles

Respect de la nature, recyclage

je pense que nous pouvons tous réduire ne consommation de ressources naturel, trouver des solutions ingénieuse pour moins consommer.

Je vis en maison. J'arrose mon jardin avec un système de récupération d'eau des pluies, j'ai investi dans une PAC et j'ai modernisé mes doubles vitrages, je n'utilise qu'un seul véhicule à essence (pour un couple)

Je cultive mon potager, j'essaie d'acheter des produits locaux et cultivés sans pesticides

Je porte à la connaissance de mon entourage les avantages que constitue l'usage de matériaux biosourcé dans le domaine de la construction.

Trie des déchets, limitation et optimisation des déplacements. Isolation du logement. Changement de ma chaudière.

Je multiplie plein de petits gestes : économies électriques; moindre utilisation de la voiture; moins de déchets; plus de consommation de produits locaux et de saison.

je circule avec un véhicule hybride Je me chauffe avec une pompe à chaleur

Eduquer mes enfants à la question écologique - transition pour le pain, les légumes et les fruits vers des AMAP (bio+local) - tri sélectif - transition vers le zéro déchets - achats de produits d'occasion - prendre le TER une fois par semaine - engagement citoyen dans le mouvement «nous voulons des coquelicots» - compostage systématique des déchets végétaux

Installation de panneaux photovoltaïques, utilisation d'un composteur de déchets ménagers, utilisation des transports en commun, manger Bio et Local

participer aux actions proposées par On est prêt

Trier mes dèchets , composteurs, récupérateur d'eau pour arrosage . Achats de produits locaux . Pour les transports en commun difficile personne ne peut m'amener sur mon lieu de travail à 6 heures du matin sauf ma voiture !!!

Un peu.

Je le fais avec mon entreprise, en travaillant en circuit court et en utilisant un système de plate forme.

Collecte de l'eau de pluie pour l'arrosage extérieur, compostage des déchets, tri sélectif, limitation de la consommation des énergies par une attention quotidienne...

-Oui en produisant de l'hydroélectricité, puisque, comme 50 000 autres personnes, je possède un moulin qui pourrait significativement faire baisser les émissions de gaz à effet de serre grâce à la production d'énergie renouvelable, si le Ministère de la Transition Ecologique ne faisait pas tout ce qui est en son pouvoir pour réduire la production et anéantir le projet, alors que le ministre lui-même déclare l'inverse ? Les 50 000 moulins, c'est 6 TWh d'électricité et 7,2 millions de tonnes de CO^2 d'économisés.

J'ai changé ma voiture diesel contre une voiture essence avec de bonnes performances au niveau de la pollution ((vignette crit'air n°1) je n'utilise plus d'engrais chimiques, de désherbants ni d'insecticides dans mon jardin Je n'arrose plus ma pelouse en été Je chauffe moins ma maison en hiver Je ne mange presque plus de viande j'utilise des produits naturels pour le nettoyage: vinaigre blanc, bicarbonate de soude...

Baisse du chauffage, tri des déchets, réduction de ma consommation, consommation en priorité de produits locaux et français, marche à pied quand je peux

Je ne mange que Bio et local , je trie mes déchets , je réduit mes déplacements et je fabrique mes produits d'entretien ...

Tri des déchets - Optimisation des consommations d'eau et d'énergie (Elec et Gaz)- Réduction de vitesse demandée en été. etc...

Diminuer les sources de chaleur. Meilleure isolation des immeubles

- Dans l'immédiat faire avec ce que l'on a : o Se déplacer : les transports en communs quand ils existent, le co-voiturage, le vélo ou la marche pour les petits parcours. Ne plus prendre sa voiture pour faire 500 mètres ! o Se loger et chauffer : du simple bon sens : ne pas laisser les fenêtres ouvertes pendant que le chauffage fonctionne, abaisser la température de son logement à 19°C, arrêter son chauffage pendant ses longues absences, ... o Se nourrir : privilégier les fruits et légumes de saison et produits de proximité.

manger bio , éviter d acheter des produits sur-emballer , le tri , consommer moins de viande mais meilleur , éviter de consommer des produits ménager nocif ,

Je réduit mes achats neufs : vêtement et équipements d'occasion - J'organise mes déplacements auto (rationalisation) - je prends le bus quand c'est possible - je marche pour les trajets inférieur à 2 km - je réduit mon chauffage - je fais un jardin sans traitements - je récupère l'eau de pluie - j'ai un compost- j'incite les associations dont je suis adhérente à prendre de la vaisselle lavable ou en carton - je trie au maximum et je commence à faire attention au suremballage

Je consomme éthique : je mange local et bio, j'achète des vêtements éthiques, je me fournis en énergie auprès d'Enercooop Je limite ma consommation de manière globale, je trie et j'essaye au maximum de consommer en vrac et sans emballages. Je ne fais pas bcp de voyages en avion et je privilégie le covoiturage. J'aimerai à l'avenir avoir un potager pour pouvoir produire mes propres légumes et j'aimerai habiter moins loin de mon travail pour réduire mon empreinte énergétique liée à la voiture

Nous avons 1 seul véhicule pour 5 personnes dans le foyer. Nous utilisons des vélos électriques pour déposer nos enfants à l'école puis aller au travail. Nous œuvrons actuellement à limiter nos déchets ménagers. Mon aine de 5 ans me pousse même à remplacer notre Diesel par une voiture hybride!

je trie bien mes ordures et roule très sagement en voiture

Je me rends le plus souvent possible à pied au travail .... mais je respire à plein poumon l'air pollué : en voulant dépolluer je suis victime de la pollution :((

Privilégier les transports en commun autant que possible pour les déplacements pro et perso Limiter la température d'ambiance de mon logement

j'ai fais: isolation maison individuelle, voiture plus économe en energie

A mon petit niveau, je participe à protéger l'environnement en: - faisant le tri de mes déchets - en achetant des produits locaux et bio - en ne consommant que des produits de saison, des poissons pêchés et non élevés... - en limitant ma consommation de viande et en ne prenant que de la viande d'origine française - en réduisant dans la mesure du possible ma consommation d'énergie et d'eau

Fait : Moins de viande et plus de consommation locale et bio. Déchets ménagers compostés. Covoiturage A faire : modifier les modes de mobilité : acquérir un véhicule électrique pour les petits trajets. Surveiller nos consommations.

1) Utiliser un véhicule motorisé peu polluant. 2) Améliorer le recyclage de mes déchets 3) Ne pas changer mon smartphone tous les ans. 4) Acheter des vêtements de qualité et en changer 2 fois moins. 5) Prendre un minimum de recul par rapport à certains délires consuméristes (Noël, Black Friday,....)

J'essaie de réduire mes déchets petit à petit.

Moins utiliser nos véhicules

Je fais tout ce qui dépend de moi : tri sélectif, aucun usage de produits phytosanitaires dans ma maison de Caluire ou du Var, déplacements à bicyclette pour les trajets urbains chaque fois que je le peux, utilisation des transports en commun, nourriture bio, achat de produits locaux quand c'est possible, pas d'achats compulsifs pour être au goût du jour, isolation de ma maison, changement de mes fenêtres. Attention portée à la consommation d'eau, à l'éclairage, au chauffage...

En utilisant le moins possible notre véhicule,marche ou bus pour accéder dans le centre de Lyon.

Je n'utilise aucun produits chimiques ou le moins possible notamment engrais, pesticides, herbicides etc. J'achète plus de 90% e bio et passe commande bio et local chaque semaine et essaie de consommer le moins possible en grande surface. Nos revenus ne sont pas élevés j'insiste mais nous faisons le choix d'acheter bio et locale quand c'est possible et d'acheter évidemment de saison. Nous diminuons fortement notre consommation de viandes et nous avons une réflexion importante sur le végétarisme et sur chacun de nos actes d'achats. Nous essayons de ne pas acheter, ou le moins possible, d' objets inutiles, à obsolescence programmée ou de mauvaise qualité à bas prix. Nous essayons d'acheter autant que possible des produits fabriqués en France et avec label comme Oeko Tex, Bio ou à minima Label rouge.

éviter les déchets au maximum. Ramasser sur les chemins de mon villages les déchets (bouteilles plastique ou en alu, sacs de fast food, ...) pour les déposer dans les containers de tri

Acheter un véhicule électrique et j'utilise mon vélo électrique pour les courts déplacements.

penser ses modes de déplacements , sa consommation d'énergies et tout le gaspillage !

imaginer des solutions

Déplacement domicile travail à pied. Plus de désherbant dans mon allée.

Je ne fais pas grand chose...un peu de tri des déchets. Mais en dehors du tri des déchets, l'action individuelle complique la vie, en particulier quand on parle modes de transports.

Arrêter la sur-consommation

Economie d'énergie , non gaspillage des ressources

je fais ce qui m'est conseillé de faire dans la mesure de mes possibilités

Recyclage, vêtements d'occasion, réparation de l'électro ménager, déplacements à pied ou transports en commun, alimentation bio et locale, pas d'usage de produits ménagers polluants

Economies d'eau , d'électricité; de chauffage. isolation de la maison. réduction de l'utilisation de l'automobile(à pied, transports en commun). réduction de notre consommation de viande

J'ai changer de chaufage, isolé la maison.

Suppression au maximum des'emballages plastiques

économies d'énergie, tri des déchets, achats local et bio

tri des déchets. On pourrait faire des travaux d'isolation des immeubles si on avait plus de moyens pour les réaliser.

Je plante des arbres

tri, déplacements en transports en commun

j'essaie... j'utilise plus les transports en commun, tri régulier des déchets, réduction NRJ...

Consommer local Réduire ma facture énergétique Ce que je pourrais faire : Changer mon mix énergétique vers moins d'énergie fossile

Consommation responsable (alimentaire, vestimentaire, électroménager, cosmétique etc...) développement des réseaux d'échanges et d'occasion, mobilités douces...

Tri des déchets Consommer encore plus de produits «sains» Utilisation des transports en commun Voiture électrique Isolation de mon logement

Achat récent d'un véhicule hybride. Utilisation du covoiturage et transports en commun. Tri des déchets. Contrôle de ma consommation énergétique. Pas d'utilisation systématique de mon véhicule. Marche à pied. Pas d'utilisation des sacs en plastique. Utilisation de produits ménagers et corporels écologiques.

J'essaye d'arrêter d'acheter de la nourriture emballée et importée de loin et de la viande, d'acheter plus de bio, de ne jamais utiliser la voiture. Je pourrais arrêter complement d'utiliser l'avion pour partir en voyage, changer de banque pour une banque avec des investissements plus durables.

j'utilise de moins en moins d'emballages plastiques, j'ai remplacé toutes mes ampoules, j'étudie les solutions de panneaux solaires, j'économise l'eau au maximum, je fais tourner la nuit ou pendant les heures creuses les appareils électriques gourmands en électricité, je trie mes poubelles, je fais du compost, je choisis des lessives le + naturelles possible, je limite l'usage de l'eau de javel, et de produits chimiques pour le nettoyage, je privilégie des produits naturels. Je n'ai pas trouvé de solutions pour remplacer la voiture.

Voiture électrique, achats de nourritures locales et bio, tri des déchets, respects des animaux et insectes

ne pas prendre l'avion, marcher à pied plutôt que prendre la voiture, limiter le chauffage à 19 degrés, éviter d'acheter tout et n'importe quoi, vivre un peu sobrement

Aujourd'hui : manger local, bio, composter, faire le tri sélectif, moins chauffer (fermer certaines pièces non utilisées), baisser ma consommation d'électricité, moins utiliser ma voiture pour les petites distances, consommer en conscience Demain : passer à la voiture électrique (en admettant qu'aucune solution n'est parfaite - production des batteries, recyclage, production d'électricité), consommer encore plus en conscience (textile : très gourmand en eau)

tri des ordures ,pas d'emploi de produits chimique au jardin ,consommation locales raisonné ou bio

-Achat d'une alimentation locale et bio -Respect des saisons -Boycott totale de l'huile de palme, des grandes marques qui assèchent les terres (coca cola...) -Achat en vrac -Couches lavables -Cuisine faite maison -Achats de cosmétiques label bio -Produits d'entretien naturel: vinaigre blanc, savon noir, bicarbonate) -Pratique du zéro déchets -Transport en commun et vélo/Trottinette -Lombricompostage -Végétarisme (viande et poisson)

je relève toutes les semaines mes différents compteurs pour voir comment je pourrais faire diminuer mes consommations (tableau XL), consommation alimentaire mieux maitrisée...L'emploi de produits ménagers maison avec produit non polluant...Je regrette que dans mon immeuble il n'y ai pas de compost commun il y a largement la place dans les espaces verts...

Tri sélectif des déchets. Je pourrai changer de voiture mais je n'en ai pas les moyens. Mon foyer étant imposé à 1,1 % je n'ai pas droit à la prime de 4 000 €. Les véhicules électriques ou hybrides sont inaccessibles.

Tri sélectif des déchets. Je pourrai changer de voiture mais je n'en ai pas les moyens. Mon foyer étant imposé à 1,1 % je n'ai pas droit à la prime de 4 000 €. Les véhicules électriques ou hybrides sont inaccessibles.

Tri sélectif des déchets. Je pourrai changer de voiture mais je n'en ai pas les moyens. Mon foyer étant imposé à 1,1 % je n'ai

pas droit à la prime de 4 000 €. Les véhicules électriques ou hybrides sont inaccessibles.

J'ai isolé ma maison. Je me gare dans un parc relais et poursuis en transport en commun. Je mange des produits locaux. Je limite les emballages. Je privilégié la production locale, la réparation plutôt que le rachat

J'ai isolé ma maison. Je me gare dans un parc relais et poursuis en transport en commun. Je mange des produits locaux. Je limite les emballages. Je privilégié la production locale, la réparation plutôt que le rachat

Je consomme des fruits et légumes de saison, cultivés dans ma région en agriculture raisonnée ou biologique.

Tri Transports en commun ,éviter la voiture, eviter de consommer de façon inutile

tri sélectif , économie d'énergie par l'isolation , acheter local

Moins utiliser ma voiture. Investire dans dans l'autoconsomation

favoriser les transports en commun, favoriser le recyclage des déchets, préférer une douche à un bain, limiter le gaspillage

Je milite pour l'environnement avec mes amis et relations. Je mange en priorité en agriculture locale, avec peu de viandes et de poissons. J'apporte ma contribution aux médias et associations favorisant l'écologie.

Tri sélectif, consommation minimum. Chauffage à 19 maxi dans les pièces à vivre, pas de clim.

ne plus utiliser de plastique et de voiture

limiter l'utilisation de ma voiture, ne plus consommer de viande

tri,moins de consommation en général, dont la viande, achat de produits bio et locaux

réduire mes consommations, mes depenses énergétiques mes déplacements, privilégier le vélo

Diminuer de 1°C le chauffage

J'essaie de ne rien jeter mais de réparer. Exemple: j'ai deux voitures de même marque et même modèle, l'une de 25 ans, l'autre de 30 ans que j'ai passé en collection (120€ par an d'assurance pour les 2) pour pouvoir passer de l'une à l'autre en attendant d'en réparer une: actuellement on achète, pour mes 2 Peugeot, les pièces en Allemagne car en France il n'y a plus de fabriquant ou de revendeur!!! Je pense qu'utiliser que 2 voitures dans ma vie va me permettre d'économiser des matériaux provenant de la Planète. Quel gâchis que l'on peut voir dans les casses, les centres de traitement des déchets, les déchèteries.

J'économise l'eau en utilisant la douche (plus de bain). Tri sélectif des poubelles, Achat des vélo VAE pour les petits déplacements

tri, économies d'eau, d'électricité, alimentation bio avec moins de viande, vieux téléphone, ordinateur etc.. Conduite. marche à pieds, transports en commun.

Réduction de la consommation de viande; réduction du chauffage de la maison, tri sélectif,

Continuer à trier, favoriser le retour de système de consignes afin de réduire les déchets, achat de voiture électrique dans quelques années lorsque l'autonomie sera comparable aux modèles thermiques actuels

Tri des déchets, changement de chaudière, suivi de mes consommations, usage de transports en commun

Je me suis orienté vers une consommation de produits locaux. Je suis prêt à changer radicalement mon mode de vie si cela s'inscrit dans le cadre d'un grand projet gouvernemental global.

je fais déjà : réduction consommation viande et consommation quasi uniquement de viande locales et bio (AMAP), légumes locaux et bio (AMAP) Utilisation de ma voiture réfléchie et alternatives utilisées (bla bla car, marche, train). fabrication de ma lessive. baisse du chauffage. Je vais faire : compost pour réduire mes déchets/limitation des déchets plastiques

Réduction de mes trajets, achats locaux...

Réduction des déplacements en avion; meilleure gestion des arrosages de jardin; généralisation des déplacements en transports en commun, en vélo ou à pied; consommation de produits certifiés bio en croissance.

deplacement en velo (depuis plus de 30 ans)

Favoriser la consommation de production locale aussi bien pour manger ou s'équiper.

Je me déplace à vélo,à pied,ou en transports en commun, je n'utilise pas de produits phytosanitaires, j'éteins les lumières, je réutilise les sacs plastique, je récupère l'eau de pluie pour arroser, je fais un compost (mais pas totalement écologique puisque dégageant des biogaz et en particulier du méthane dont l'impact effet de serre est 23 fois plus élevé que le CO2!)

tri des déchets aucune voiture diesel, utilisation Transports en commun

minimisation de ma consommation personnelle, rejet total des institutions qui organisent une société de surconsommation, éradication des plastiques de l'industrie agro-alimentaire.

Maîtrise de sa consommation en objets superflus et en biens de qualité médiocre.

Je favorise le BIO, je réduis mes déplacements automobiles, je trie mes déchets

j'ai construit une maison BBC avec panneaux solaires et poêle à bois. C'est ma contribution.

Je prends le train et métro tous les jours pour aller travailler, malgré le fait que cela augmente mon temps de trajet et que je suis dépendant des (trop nombreuses) grèves des agents de la SNCF.

Je suis respectueuse de la propreté de mon environnement, j'achète le plus possible les fruits et légumes de saison, j'essaie d'acheter français

je ne jette pas de déchets dans la rue ou dans les espaces publics

Réduction de la consommation d'électricité et du nombre de km parcourru en voiture à énergie fossile. Diminution des déchets. Compostage des déchets végétaux de la poubelle.

Je cultive et entretien mon jardin à la manière ancienne ; je n'achète que des produits de saison et ne fait pas de stock ; je privilégie les tissus en coton et utilise quotidiennement les transports en commun ; j'économise l'eau et l'électricité au mximum.

utilise le moins possible ma voiture, jamais en ville , acheté des produits locaux sur le marché.

Tri sélectif des déchets, réduire le chauffage, conduite plus économique

Démarche zéro-déchet ; limitation de l'utilisation de la voiture individuelle et un seul véhicule pour le foyer ; limitation des déplacements en avion et compensation carbone quand strictement nécessaire ; régime végétarien ; compostage ; développement des loisirs non-matérialistes (art, culture, jeux, découverte...) ; utilisation des SEL et appui au développement des monnaies locales

J'ai fait une reconversion professionnelle, pour m'installer en agriculture biologique en productions de fruits et légumes afin concrètement d'accompagner le changement.

mieux et moins acheter des biens de consommation pas toujours nécessaire; Tri sélectif; gestion de l'eau; optimiser mes déplacements voiture; arrêt de voyage touristique nécessitant

l'avion; recyclage en donnant une 2 eme vie aux objets; optimisant mon chauffage par une régulation de la température etc...

diminuer la consommation d'énergie en utilisant la panoplie mise à notre disposition (amélioration des systèmes de chauffage, meilleure isolation, ...

Je n'ai plus de voiture, je n'utilise que les transports en commun et je marche. J'achète uniquement des produits en vrac, non transformés, et bio pour l'alimentation. Je cuisine. Je ne mange pas de viande. Je fabrique mes produits d'hygiène et ménagers. Je ne met pas le chauffage, je débranche tous les appareils inutilisés. Je fais attention à ma consommation d'eau. Je n'achète pas d'objets qui ne sont pas strictement nécessaires. Je ne me laisse pas influencer pas les soldes, publicités ou autres. Je répare vêtements, appareils ménagers au lieu de les jeter. ...

je roule en vélo ou petite voiture peu poluante

tri des déchet, compost, récupération eau de pluie, limitation de l utilisation de la voiture

Aucun pesticide dans mon jardin. Privilégier le train a l avion pour mes deplacements professionnels Acheter au maximum bio et local

je roule en voiture électrique, je fais attention à mes consommations d'eau et d'énergie et je trie le plus possible mes déchets et essayant d'en produire le moins possible.

Au moins la pollution visuelle en respectant les règles de civisme dans l'environnement (jeter les déchets dans les endroits appropriés plutôt que sur le bord des routes et les trottoirs ...) et les tris divers et utilisation des déchetteries. Chauffage de notre habitat à 19 °C ....

J'ai engagé des travaux d'isolation et d'utilisation des énergies renouvelables. J'ai changé mon véhicule gourmand pour une voiture hybride. Je suis passé d'une moto consommant entre 7 et 8 l/100 Km à un modèle consommant moins de 4 l/100 Km. J'ai encore des travaux d'isolation à faire et à remplacer ma chaudière au fuel par un autre système.

Tri des déchets, effort d'isolement de mon logement, achat d'une voiture électrique

Je gère mieux ma consommation de produits (auto-limitation, recyclage, upcycling, revente, dons, ...) et d'aliments. Là dessus, j'ai encore une grande marge de progrès possibles. Je travaille à domicile et me déplace le plus possible à pieds ou en transports en commun, même si je suis à la campagne. J'ai troqué mon vieux diesel contre une voiture neuve à essence. Je gère mon jardin le plus sainement possible. J'ai changé de logement pour un lieu mieux isolé et chauffe peu. Je ne fais pas prendre de bains ni à mes enfants ni à moi-même. ...

=> Douche vs bain, économie d'eau autant que possible, => Compost, => Eclairage à économie d'énergie (et fabriqué en France, pas facile à trouver mais ça existe !) => Tout mon électroménager est fabriqué en Europe et A ou A+ => Utilisation d'une gourde fabriquée en France en inox à la place des bouteilles d'eau plastique quand j'en ai besoin en déplacement => Eau du robinet (parce qu'elle est bonne au goût ici, ce qui n'est pas le cas du tout partout malgré ce que les politiques affirment) => Achat systématique de produits français ! => Réglage du chauffage à 18,5 C => Conduite raisonnée => Bus autant que possible

tri rigoureux, acheter local et manger bio le plus possible, faire un jardin, utiliser moins la voiture, se déplacer à pied, en vélo et en transport en commun

Oui on peut y contribuer à titre personnel mais de manière tellement insignifiante par rapport aux industries polluantes. Pour autant, il faut le faire car c'est l'affaire de tous. Nos actions : tri, scoot électrique.

Transport en commun alimentation de proximité produits bio nettoyant bio

Consommer localement (donc moins de transport des matières premières), recycler, ne pas mettre de pesticides dans nos jardins, privilégier en centre ville les transports en commun.

Moins d'utilisation de ma voiture, économie sur ma consommation d'électricité et d'eau.

j'ai appris à mes enfants à ne jamais rien jeter parterre. Le tri sélectif

Véhicules électriques, mode de chauffage (panneaux solaires)

Je ne sort pas mon véhicule polluant. Je chauffe moins.Je trie mes déchets. j'apporte mes déchets aux points de collecte . J'habite à MONTANAY et j'emmène mes déchets à NEUVILLE SUR SAÔNE car je refuse de payer pour mes propres déchets Je donne mes bouteilles en plastique à AUCHAN cette mesure devrait être généralisé à tous les points de distribution

Des applications m'aident à orienter mes achats alimentaires ou autres . L'économie d'énergie , eau , électricité , énergies fossiles liés aux replacements font partie intégrante de mon comportement à chaque moment de ma vie. Cela passe aussi par le compostage ,l'alimentation bio circuits courts . Je suis vigilant sur l'éthique en général mais tout particulièrement lorsque cela touche les produits alimentaires . et la conditions des animaux . A ce sujet j'ai considérablement diminué ma consommation de viande animale.

personnellement je peux me permettre de me déplacer à pieds quotidiennement ou les transports en commun , je ne prends la voiture quand cas de réel besoin

Tri sélectif limitation des déchets compost limitation de la température de chauffage.

Je ne chauffe pas l'hiver. Je mets des pulls! Je trie les déchets. Je privilégie les fournisseurs de proximité.

Outre un choix d'habiter au plus près de mon lieu de travail, nous ne prenons la voiture qu'en cas de réelle nécessité. Nous privilégions les transports en commun, mangeons bio et le plus possible local, réduisons notre consommation à ce qui est vraiment nécessaire et lorsque cela l'est nous achetons en priorité des produits de qualités pouvant durer longtemps. Nous participons au tri sélectif, évitons les emballages inutiles et recyclons le plus possible ce qui peut l'être. La question de continuer à posséder une voiture se pose toujours à cause du handicap, mais l'idéal serait d'y renoncer totalement.

Tri sélectif, compost, déplacements en vélo électrique ou à pied,

démarche zéro déchet et création d'un potager particulier bio - maison isolée récemment - fuel remplacé par pompe à chaleur et chauffe-eau solaire - déconsommation

Recyclage de mes dechets. Je suis adepte du co voiturage BlaBlaCar. Je regarde a programmer mon chauffage pour optimiser la consommation d'energie et a utiliser des ampoules electriques a led.

Tri des déchets. Habitation concue pour bénéficier au plus du soleil naturel. Habitation dans une grande ville pour limiter les déplacements et réduire l'impact de l'acheminement de l'énergie (proche centrale nucléaire).

Tri des déchets. Habitation conçue pour bénéficier au plus du soleil naturel. Habitation dans une grande ville pour limiter les déplacements et limiter l'impact de l'acheminement de l'énergie depuis centrale nucléaire proche.

Je ne mange plus de viande. Je lis les notices sur les produits que j'achète pour éviter le pire (comme les OGM, par exemple). J'achète des produits de proximité. J'évite d'utiliser ma voiture les weekends. Je banni peu à peu les produits sophistiqués bour-

rés de substances chimiques (comme certains cosmétiques). J'ai troqué mon ancien diésel pour une essence.

Prendre les transports en commun

Dans le cadre de mon métier en tant que responsable de la réalisation de projets de bâtiments en faisant attention aux cibles environnementales. Dans mon quotidien, en faisant attention à mes choix de vie (transport alimentation, ...) mais également en transmettant mes savoirs dans le domaine environnemental

consommation en circuit court- moins de viandes - jardin labellisé LPO /biodiversité - compost - utilisation des transports en commun quand possible (pas facile) - consommation de produits made in france - écoconduite

Je me déplace tous les jours à vélo et prend régulièrement les transports en commun. J'achète un maximum de produit locaux malgré mon peu de moyen (vie étudiante). J'aimerai pouvoir aménager plus d'espaces vert en ville (si peu de place considérer les toits végétalisés), et inciter les citoyens et citoyennes et fabriquer des aménagements pour les insectes et autres dans leurs jardins.

Modification des modes de transport parce que nous avons les moyens de nous rapprocher de la ville. Attention portée à notre consommation : produits bio si possible, de saison toujours, qui ne viennent pas de l'autre bout du monde. Mais encore une fois nous ne faisons que de bien petits gestes : l'urgence est grande et ce sont les industries lourdes qui doivent évoluer (exemple : production de charbon en Allemagne, industrie automobile...)

TRANSPORT EN COMMUN:/ COMPOST/ JARDIN /.RUCHES/ CHAUffage A 18 DEGRES POMPE A CHALEUR/ ACHAT EN VRAC EN APPORTANT SES PROPORES CONTENANTS/achat de produits locaux et bio

Vélopour aller travailler, moins de viande , alimentation bio, isolation de l'habitat, limiter l'avion pour le loisir, jardin bio, pas de pelouse à l'anglaise, récupération de l'eau, conduite souple,.. Je pourrai proposer le covoiturage, fairé mes courses en velo

Réduction des déchets, travaux d'isolation, manger local et bio, consommer des produits peu transformés, recycler.

Améliorer l'efficacité énergétique de mon logement, réduire mes déplacements

Faire du bénévolat.

Achats principalement de produits locaux et de produits sans emballages plastiques et autres polluants mais également biologique et respectueux des animaux

Consommer bio et local, réduire puis progressivement arrêter la consommation de viande

J'ai troqué ma moto contre un vélo, j'ai isolé ma maison que je chauffe au bois (poele flamme verte), je mange en grande majorité bio et local, je prends mon électricité chez Enercoop...

transport en commun

limiter la consommation d'eau limiter la consommation d'électricité utiliser à minima la climatisation

Compostage, vegetarien, zero dechet, permaculture, slow cosmetique....

J'utilise peu mon véhicule et privilégie les transports en commun. Je tente de lutter le plus possible contre toute forme de gaspillage, nourriture, déchets,...

Une demarche plus responsable au quotidien (déchets , manière de conduire ...) mais impact très relatif

Je roule moins vite. Je prends plus souvent mon vélo.J'ai isolé ma maison à chaque fois que j'ai pu le faire financièrement. J'ai monté des pergolas bioclimatiques.

Je fais mes déplacements à vélo et un peu de transport en commun

J'utilise les transports en commun dès que je le peux (trains, bus... en fonction des horaires et zones desservies). J'aimerais mieux utiliser la voiture (pour des loisirs comme des ballades, randonnées, etc, je prends la voiture pour me déplacer... à la nature! Sans voiture électrique, j'ai l'impression de polluer, d'un autre côté le jour ou je pourrais m'acheter pour la première fois une voiture neuve, je ne pourrais m'empêcher de penser que ce type de voiture n'a pas une empreinte neutre de part sa fabrication et la recyclabilité des composants qui permettent son utilisation).

Tri des déchets. Habitation en grande ville pour limiter les déplacements et dans une région pourvue en centrales nucléaires pour limiter les coûts d'acheminement de l'énergie. Habitation concue pour bénéficier au plus du soleil.

si possible pour trajet inférieur à 2km, déplacement en vélo (s'il ne pleut pas)

déplacement en vlo lorsque c'est possible (Vélov sur Lyon)

Utilisation maximale transports en commun

Chauffage électrique donc décarboné, et utilisation transports en commun

Chauffage électrique et transports en commun

Chauffage électrique et transports en commun

J'achète prioritairement des produits locaux ayant la plus petite empreinte carbone, bio si possible. j'utilise beaucoup le verre et évite autant que possible les contenants plastiques. Pour mes déplacements les plus courts, j'utilise la marche à pied. Je ne prends (presque) jamais l'avion ni le bateau pour partir en vacances. Je réduis la température de mon logement et coupe toute alimentation électrique en mon absence. j'utilise au maximum des produits ménagers estampillés biologiques.

Je me déplace principalement en vélo et en transports en communs, j'ai rénové ma maison en matériaux écologiques, au quotidien moi, ma femme et mes enfants mangens principalement des produits que nous transformons et que l'on achète en vrac, notre chauffage est un poêle à granulés bois et nos éco-compensons nos émissions de CO2.

Tri des déchets. Achat de certains produits en vrac (Biocoop). Isolation de certaines parties de la maison. Boycott de marques qui font du greenwashing et nous mentent. Ramassage des déchets dans la nature ou sur les bords des routes. Covoiturage. Utilisation du vélo pour les déplacements courts.

D'un côté avec logement bien isolé, respect des températures moyennes vers 20 ° pour les lieux de vie et pas de chauffage chambres. Par ailleurs utilisation très limitée de la voiture, en général transports en commun de ville et alentour, TGV pour visites familiales dans toute la France

Nous n'avons plus qu'une voiture pour notre ménage je me déplace en train et en trottinette tout comme mon mari nous avons un composte une poule nous faisons le tri sélectif . Nous avons un poêle à bois. Nous chauffons notre maison à 19° Notre maison répond aux dernières normes d'isolation

Chauffage électrique dans un logis bien isolé. Limitation de l'emploi de ma voiture, localement par transports en commun et pour les voyages plus éloignés en TGV

le tri, compost, bio, récupération, achat d'occasion, si on me le permettait agrace à des aides je souhaiterai rouler avec une voiture électrique

Je fais des petits gestes pour limiter mon empreinte ecologique mais c'est evidemment derisiores. Les politiques publiques doivent cibler en priorite les 5 principaux domaines emetteurs de CO2 (industrie, production d'electricite, l'agriculture, les transports et le batiment) pour reduire leurs emissions + payer le vrai prix du carbone dans les autres secteurs.

Gestes du quotidien, achats responsables et le plus possible locaux, rénovation habitat écologique Création d'une AMAP Accompagnement de PME en eco-innovation Exploitation d'un eco-gite en montagne pour inciter à un autre mode de tourisme

Je pourrais faire bcp plus si nous y étions encouragés par des politiques plus vertes. On marche à pied, on ne prend pas l'avion (alors qu'on pourrait le faire), on passe des vacances à la montagne et on limite nos déplacements. Je propose volontiers de transporter les amis mais ne pratique pas encore le covoiturage. J'envisage d'isoler davantage notre maison (on se chauffe de façon raisonnable, on met un pull si nécessaire.). Nous avons essayé de transmettre de bonnes pratiques à nos enfants mais on peut tous faire bcp mieux. (limiter les déchets notamment même si nous ne consommons pas bcp).

Je mange BIO, je roule en hybrid et je me chauffe avec un poêle à bois .

Une multitude de petits gestes au quotidien et des démarches plus abouties par le choix des voitures, d'aménagements de la maison...

Recycler, acheter de manière responsable en consommant moins (vêtements, objets superflus....) et en évitant au maximum les sur-emballages, en utilisant des modes de consommation moins polluant (acheter local, de saison, acheter d'occasion), privilégier le vélo ou la marche quand c'est possible.

en privilégiant les circuits courts pour les produits alimentaires les transports en commun la réparation des produits manufacturés

Contribution très faible évidemment, vu de la planète ! Limiter mon impact personnel en termes de déplacements surtout

Télétravail, transport en commun, tri, compost, anti-gaspi, isolation

pas d'utilisation de produits chimiques au jardin, plus de produits ménagers grâce au nettoyeur vapeur seche. plantation d'arbres. Réduction de tous les polluants

suppression des pesticides au jardin, et des produits ménagers grâce à l'utilisation d'un nettoyeur vapeur seche (moins d'eau moins de produits chimiques, moins de pollution des nappes phréatiques

tri des déchets. Pas de pesticides ni de désherbant dans le jardin, achats bio quand possible, isolation toiture.

Privilégiés les transports en commun, consommation locale ce qui évitent d'acheter des produits importés par avion/bateau et polluant les océans et l'air.

Je fais partie d'associations qui se préoccupent de la biodiversité et participe à des inventaires de milieux. Ces associations peuvent se mettre au service des collectivités territoriales, ainsi que des particuliers, pour fournir état des lieux, conseils de protection ou de restauration, ou comment concilier économie raisonnée et protection de l'environnement, pour l 'intérêt de tous.

Chauffage bois - limitation température chambres 15 °, limitation des emballages, alimentation bio au maximum

Je pense que notre capacité à protéger, en tant que citoyen, est quasi nulle : cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas le faire. Mais les vrais leviers sont ailleurs : les industries, les échanges internationaux, les pays en voie de développement.... les potentiels sont sans communes mesures avec l'impact positif que nous pouvons avoir au niveau des citoyens

Économise l'energie, recycle

A titre personnel nous devons tous contribuer, du plus modeste au plus grand, du plus jeune au plus vieux. Aucune personne ne peut répondre non à cette question. Recycler, composter, marcher plus, économiser l'énergie, éviter les suremballages, moins gaspiller, montrer l'exemple, être positif et motivé: chacun peut faire un effort chaque jour!

Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ?

Je fais déjà tout cela. Pour les gens qui ne le font pas, il faudrait mieux isoler les habitations, avoir des cours de sensibilisation, quand on passe le permis de conduire. Favoriser la gratuité des transports en commun.

l'éducation et l'aide à l'achat de véhicule moins polluants

les deux premiers cas ne me concernent pas ; le troisième dépend de l'offre insuffisante de transports en commun.

Un prix plus faible des voitures électriques. Et des bornes de rechargement électriques en parking sous-sol.

Transports en communs, covoiturage, bus, trains, métro, tramway. Un chauffage à partir d'énergies de proximité.

DES REPONSES CONCRETES ET RAISONNES AUX ANALYSES ENONCEESCI-DESSUS

Revenir au produit en vrac, en consignes, véhicule non polluants, interdictions de toute formes d'emballages plastiques pour n'importe quel produits, stop au gaspillage alimentaires dans les grandes surfaces (revoir les systèmes des DLC), favoriser les énergies propres et stop au énergies fossiles

ci dessus

Améliorer l'offre des transports en commun.

Je le fais déjà

Le chauffage est un faux problème. Il faut travailler sur l'isolation. Les nombreux petits déplacements ne doivent pas masquer les déplacements pour les loisirs moins nombreux mais beaucoup plus longs. Et ceux-ci ne sont jamais abordés. Est-ce à dire qu'ils n'ont pas d'incidence ?

Je le fais déjà. Je privilègie la marche et le Transport en commun pour me déplacer. Mais il faut développer, moderniser et intensifier les transport en commun mais surtout pas les rendre gratuits caril faut que chacun paye le coût de ces choix. Des tarifs sociaux oui la gratuité NON.

Interdire les voitures dans les centres villes des métropoles

Malheureusement les gens ne comprendront jamais que surchauffer ne sert à rien, seule la hausse de la facture fera changer cette habitude. C'est pourtant bcp plus sain de moins chauffer ! Idem pour la voiture. Malheureusement, la société est devenue lymphatique, plus personne ne marche, les enfants sont éduqués à la voiture. Je passe mes journées à le répéter sans résultats...

Des aides pour l'achat et l'installation d'une pompe à chaleur

Ma conscience avant tout Trouver un système qui permet de cumuler sous forme monétaire la bonne conduite d'un citoyen respectueux de l'environnement sous forme d'une fiscalité écologique vertueuse et non punitive. Les bons citoyens ne sont pas récompensés! Pourquoi ne pas mettre un système numérique qui enregistre le temps d'usage de véhicules peu polluants (train, véhicule électrique, vélo, ...) et qui se traduit par une réduction ou crédit d'impôt. Cela demande de coupler un boîtier numérique (smartphone) avec un système de localisation pour être localisé.

Aménager le territoire autour de ces alternatives et non pas autour de la voiture : développer massivement l'utilisation du vélo en ville en créant des pistes réserver aux piétons/cycliste Renoncer à certains aspects de notre confort est une nécessité pour agir efficacement et rapidement contre le réchauffement climatique que nous avons initié. Il est donc nécessaire d'imposer des contraintes (NON FINANCIÈRES) afin de modifier nos comportements du quotidien.

Pour les courtes distances : des piste cyclables, pour des distances plus longues : des transports en commun. Ceux ci sont très peu nombreux depuis les périphéries des agglomérations. Je serai prêt à payer un péage urbain léger (1 à 2 € par passage) si cela permettait de construire rapidement et pas dans 30 ans des transports en commun plus rapide et économique que ma voiture

Rien car ça ne représente rien par rapport aux vrais enjeux

Il y a deux incitations majeures pour changer de comportement : + une implication culturelle de prise de conscience de son propre impact . C'est l'ensemble des gouttes d'eau qui font un ruisseau, puis une rivière, un fleuve, un océan et chaque goutte compte + une incitation financière et culturelle économique = pour celui qui ne croit pas à la force de la goutte d'eau, plus « matérialiste » ou qui n'a pas les moyens financiers de changer. Il doit toucher du doigt l'intérêt financier à changer. Qu'est ce qu'il va gagner à dépenser ?, quand est ce que cela lui rapporte ? , combien cela rapporte ? , comment trouver le financement initial lorsque les revenus permettent juste de survivre ?...

J'ai un chauffage par le gaz. Si il y a mieux j'attends de l'état une information claire et des aides financières (emprunt à taux zéro) pour en changer. Idem pour un véhicule (le mien est à l'essence et a 10 ans, j'ai payé à l'époque un malus pour ne pas acheter un diésel que je considérai à l'époque très dangereux à cause des particules fines rejetées). Il faudrait aussi s'intéresser aux pistes cyclables protéger. On prendrait facilement un vélo à assistance électrique (promouvoir des aides à l'achat) si on avait l'assurance de ne pas rouler au milieu d'un trafic de voitures.

Gain financier

Participer aux économies générales pour moins polluer et faire moi-même des économies financières.

Obtenir plus de facilité pour le recyclage et le tri sélectif des déchets et des équipements usagés.

je voudrais bien réduire l'utilisation de ma voiture mais il n'y a pas de transport dans la journée en campagne. le train est trop cher. le parking de la gare est complet à 8h du matin.

Pour la rénovation énergétique une TVA réduite à 5,5% Pour les déplacements une TVA réduite à 5,5% sur le prix des transports publics et une offre de transport (ferroviaire, métros et tramways) plus développée

Communiquer, éduquer, sensibiliser, montrer l exemple. Taxer, punir est contre productif. Inciter financièrement est coûteux ET non responsabilisant

Manipulez moi ! On s'est le faire pour faire n'être une frustration, nous obligeant à vouloir consommer plus ! Faites chemin inverse, obligez nous à vouloir consommer moins.

un réseau internet de qualité fibre pour les démarches avoir une personne très professionnelle en vidéo conférence pour répondre aux questions des minis réseaux de transport ou covoiturage indépendant du réseaux de la métropole qui nous ignorent (pas rentable) recyclage des permis de conduire nouveaux panneaux, réglementation, conduite pour le chauffage il faut déjà trouver un chauffagiste ? pour renoncer à mon véhicule il faudrait que je sois en sécurité sur un trottoir ou une bande de marche pour les piétons et des commerces à proximité

En partie fait

nous le faisons déjà

Disposer de moyens de transport électrique (vélo, voiture, bus...)

Avoir des transports publics à l'heure pour encourager leur utilisation (idem Japon). Le respect des horaires est un frein à l'utilisation des transports lorsqu'on est un professionnel avec des RDV, des contraintes...

un système de bonus malus récompensant la stabilisation voire la baisse de la consommation énergétique sous forme de décote sur facture ou bon d'achats.

Je prendrais moins ma voiture et marcherais davantage à pied, ce que j'aime, si la viscosupplémentation contre la gonarthrose était de nouveau remboursée par la S.S. car elle me coûterait aujourd'hui 1000€/an.

Ce qui m'incite à changer mon comportement est la vision de ce monde ou tout part à vau-l'eau aux quatre coins du monde qui m'incite à faire attention. Rappelons que nous n'héritons pas de la planète de nos parents mais que nous l'empruntons à nos enfants. Nous passons une vie à laisser un héritage matériel, financier et socio-culturel à nos enfants mais notre mode de vie dégrade leur avenir. Quelle absurdité!!

Ce sont déjà trois choses que je fait. Pas besoin d'aide financière ou je ne sais quoi, il suffit de regarder autour de soi, de s'intéresser un minimum à l'endroit où nous vivons en société pour se rendre compte de l'état dans lequel nous allons laisser la planète à nos enfants.

Une réelle prise en compte politique.

des infrastructures de transport publics performants

J'aurais tendance à dire des incitations fiscales, mais ça ne règle pas tout. Le comportement personnel doit être pensé tous les jours et à tous les instants et doit être remis en question.

sensibilisation, éducation.

Rien car je suis déjà convaincue. De plus en faisant le choix d'un chauffage collectif j'ai déjà réduit le coût de l'abonnement qui est proportionnellement lourd pour moi qui consomme très peu.

Profiter de l'incitation de l'état à isoler mon logement.

l'émulation collective, la connaissance de bonnes idées nouvelles,

Des transports très réguliers à la demande pour me rendre en grande surface ou encore inciter à acheter une voiture électrique mais ... une prime de 2000 euros + la reprise du véhicule cela peut faire un bonus de 5000 euros mais j'ai une famille et une voiture électrique familiale (je roule beaucoup donc les hybrid ne sont pas du tout adaptées) coûte encore bien trop chère. Il faudrait développer l'autonomie des batteries et vraiment donner un coup de collier aux incitations financières.

Gratuité totale de tous les transports en communs et création d'un vrai service publique du transport Arrêt des primes pour les véhicules électriques, pas moins polluants que les autres à moyen terme Développement accéléré des pistes cyclables et du ferroutage Amélioration des dessertes et du réseau ferré

Transports publics plus nombreux et plus fréquents en dehors des centre villes

des mesures incitatives : mettre en valeur les bons comportements en donnant des avantages au lieu de sanctionner les mauvais comportements. Autrement dit donner envie à ceux qui n'ont pas envie actuellement de modifier leur comportement. Ex : abaissement des taxes sur les ordures ménagères pour ceux qui diminuent leur quantité de déchets, abonnement électrique moins chers pour ceux qui ont fait des efforts pour renouveler leurs installations, crédits d'impots pour les déplacements en transports publics ou mode doux.

les transports en commun sont à développer dans la périphéries des grosses villes si l'on veut éviter la pollution :cela passe également par une obligation de parkings suffisamment importants .dans ces périphéries et une ponctualité irréprochable des transports par rail :les retards de la SNCF sont devenus inacceptables.

développer des pistes cyclables

Si je pouvais bénéficier d'un diagnostic gratuit fin, je pourrais peut-être améliorer encore l'isolation de ma maison et donc consommer moins de fuel.

Surtout ne pas me contraindre mais plûtot m'encourager et ne pas me pénaliser financierement dans des mises en place e mesures qui favorisent l'écologie.

C'est déjà ce que je fais

Un changement radical de société, plus axé sur le local, le bio, des transports en communs confortables

Je ne prends pas mon véhicule pour des très petites distances. Il faudrait surtout des commerces, des hôpitaux, des services publics de proximité, des trains, qui contribue à rendre la vie confortable ....tout ce que le dogme capitalise s'acharne à détruire....

réponse à voir ci-dessus

L addition d efforts individuels devrait aboutir à une solution collective. Il faut malheureusement avoir une optique citoyenne et collective pour

Plus de pistes cyclables, vélo électriques moins chers et plus de places pour les garer en sécurité. Moins de différence de prix entre les voitures electriques et à essence. je serais prête à concéder un effort supplémentaire mais actuellement c'est trop

Mise à disposition de véhicules partagés (vélo électriques...), Prix de l'énergie basé sur les paliers d'utilisation : Le prix du kw/h pourrait être progressif en fonction de la consommation : plus je consomme, plus le prix est cher (aujourd'hui, c'est plutôt l'inverse qui se passe). Ceci doit toutefois être mis au regard des moyens et contraintes des usagers. (une personne qui doit prendre son véhicule quotidiennement pour faire 60 km). Une sécurité sociale des transports pourrait être mise en place. On rembourserait le transport domicile-travail, comme on rembourse des actes médicaux ou des médicaments, mais en se basant sur l'efficacité. Par exemple, pour une personne qui vit en zone urbaine avec transport en commun : la sécurité sociale du transport rembourse le transport en commun, ou l'utilisation d'un vélo électrique. En revanche, le coût de l'essence n'est pas remboursé. Pour une autre personne qui habite à 60km de son travail sans transport en commun, on prend en charge le carburant (on peut plafonner la prise en charge, prendre en charge seulement un pourcentage en fonction du niveau de pollution du véhicule...)

Le coût

La prise de conscience

Je conduis mon vieux véhicule que je n'ai pas les moyens financier de remplacer comme un papy, ma chaudière gaz neuve(2 ans) est une basse consommation.Que les multinationales me montre l'exemple. Que le nécéssaire effort ne soit pas demandé/imposé que et uniquement aux citoyens

Mon comportement change déjà de jour en jour. La question est que pouvez vous faire pour m'aider à persister et continuer à m'améliorer. Instruire les gens dans ce domaine avec des débats structurés, concis et retransmis à tous. Faire miroiter les avantages/gain que cela occasionnera. Meilleur comportement = gain dans santé, confort de vie, pouvoir d'achat. Essayer de simplifier au maximum les bons comportement. Recycler devrait être simple et accessible par exemple.

Rien, je fais déja cela, l'état de la planète m'y incite mais la société de consommation, la pub, la finance, le profit, l'égocentrisme, ne nous aident pas

Tout celà est déjà fait

Je fais déjà celà

je ne prends déjà jamais mon véhicule pour des trajets sur lyon, mon chauffage est au minimum et je m'habille plus chez moi pour des questions économiques.

avoir une alternative à disposition (transports en commun) des primes d'assurances voitures incitatives peuvent m'inciter à changer ma facon de conduire une incitation au télétravail et une facilitation de son usage par mon entreprise peut diminuer mes déplacements

amélioration des offres de transport en commun/prix

que les elus de tout bords commencent a respecter les lois et directives qu'ils votent

J'aimerais pouvoir privilégier les transports en commun (train, bus) pour mes déplacements sur Lyon. Ce n'est pas toujours possible ou c'est trop cher en famille (7€ pour un aller en TER => 56€ en famille) alors que je ne suis qu'à 25 km du centre ville ! Pour le bus, le parc relais est trop proche du centre et je ne veux pas me payer trop de bouchons pour y accéder.

Je fais déjà tout ça, mais je peux le faire parce qu'étant retraitée j'en ai le temps. C'est peut-être plus difficile pour les actifs.

Il faudrait rendre des chemins, des voies, des rues utilisables uniquement aux piétons et mode de transport doux. En ville : fermer des voies, des rues aux véhicules à moteur. Dédier des zones, des quartiers aux transports doux En campagne: en utilisant des voies, chemins spécifiques pour les transports doux

Appliquant déjà des comportements, il faut, dans le cadre d'un plan Marshall, que des produits non polluants soient mis sur le marché à des prix tout à fait concurrentiel. Quand certains industriels comprendront qu'ils peuvent aussi gagner de l'argent dans une économie verte, un grand pas sera fait pour l'humanité. Quand l'humanité aura disparu, ils ne gagneront plus rien.

Il faudrait rendre des chemins, des voies, des rues utilisables uniquement aux piétons et mode de transport doux. En ville : fermer des voies, des rues aux véhicules à moteur. Dédier des zones, des quartiers aux transports doux En campagne: en utilisant des voies, chemins spécifiques pour les transports doux

Que l'offre de transports en commun soit densifiée hors ville, qu'il y ait de grands parcs relais à 20 km en amont des grosses agglomérations près des gares TER et lignes de bus. Et des navettes municipales dans les villages. Qu'il y ait de vraies pistes cyclables sur les Départementales et pas juste un marquage au sol. Qu'il y ait des transports en commun en transversal pour aller du Nord à l'Est par exemple, via une rocade ou un périphérique.

Pour le chauffage c'est fait. Pour la conduite, difficile quand on est à la campagne de se passer de sa voiture (à essence), mais une conduite plus tranquille consomme moins de carburant. La limitation à 80 km/h est plus une solution face aux accidents qu'à une diminution de la pollution. Par contre, arrêtons de dire que le Diesel pollue plus que l'essence, car il consomme aussi moins. A équivalent moteur, quand une voiture à essence consomme 7 à 8 l/100 km, un Diesel consomme 5,5 l au 100. Et ne misons pas tout sur la voiture électrique, quand on sait que nos ressources en électricité ne seront pas suffisantes pour un parc entièrement électrique. Par ailleurs, on ne dit pas assez que nous ne savons pas recycler les batteries trop polluantes et dont la durée de vie n'est pas suffisante à ce jour. Par ailleurs, cette folie au remplacement des voitures de plus de 10 ans, alors que certaines ont peu roulé et sont très bien entrete-

nues, est un gaspillage inutile, sauf peut-être dans l'intérêt des constructeurs automobiles !

se loger en proximité de mon travail

Aide financière pour isoler la maison.

C'est ce que je fais déjà

Fiscalité qui récompense ou prime de transport aux gens qui vont au travail en vélo ou en voiture électrique

Un quotidien pratique et accessible.

L'EXEMPLE donné par nos dirigeants : - Que les ministres circulent en transports en commun comme en Norvège, idem pour les grands patrons - Que leurs déplacements en avion soient absolument nécessaires et sur des avions de ligne - Que l'Etat et les collectivités montrent l'exemple en terme de reconversion des équipements de chauffage et d'isolation des bâtiments - Accélérer le passage au numérique, avec des data centers publiques «verts» - etc ... Comment voulez-vous que les citoyens changent, s'ils pensent qu'ils sont les seuls à faire des efforts ? C'est comme des parents qui diraient à leurs enfants : «Fait ce que je te dis pas ce que je fais ! «

c'estfait....

Meilleure adaptation des transports en commun, rétablissement des lignes SNCF locales désaffectées

Des prix attractifs pour la géothermie

primes plus incitatives pour l'achat d'un véhicule hybride

je suis trop loin des trans ports en communs pour ne pas utiliser mon véhicule

Pour les transports, habitant dans une zone très rurale, il faudrait de vrais alternatives de transports en commun passant près de chez nous, pratiques et écologiques

une volonté politique qui entraîne une mutation de la société en profondeur, que l'écologie soit la priorité avant les profits économiques.

Rien, Pourquoi vous vous chargez de changer mes habitudes ? Je travaille, je paie mon EDF, je conduis le moins possible. Je recycle.

Je le fais déjà mais l'ensemble de la population ne pense pas que cela fait avancer les choses.

Des aides financières simples d'accès, des services publics fiables et cadencés (cf chemins de fer suisses)

Parc relais plus nombreux ou à plus grande capacité (ils sont sur-chargés) à proximité des transports en commun (bus, métro, gares...) et des horaires plus adaptés (le soir en particulier)

Je fais déjà ça

réponse ci dessus, nul n'est parfait mais si chacun adopte une conduite automobile citoyenne de grand progrés seront fait....

Pour l'eau, l'électricité, les ordures ménagères : faire un coût unitaire de consommation qui augmenterait au delà d'un usage «normal et cohérent». Par exemple, un calcul de consommation «normal» en fonction du nombre de personnes. Au delà de cette consommation «normale», voir si cette surconsommation vient d'une vétusté des installations ou d'un comportement individuel. Si vétusté apporter une aide au foyer ciblée avec diagnostic «officiel» et mise en oeuvre des réparations. Pour les foyers imposables, faire une déduction totale sur les impots pour ce type d'investissement. Proposer des moyens de transports collectifs ou partagés, même en campagne.

Un maintien des crédits d'impôts pour le changement de chauffage, mais surtout des conseils pour les cas spécifiques (par ex. une chaudière à condensation c'est bien, mais dans un appartement dans un immeuble des années 50, ce n'est pas possible).

Meilleure offre de transport public avec infrastructures adaptées (parkings à proximité des gares), aides plus incitatives et moins complexes à l'isolation de mon logement

Ma réflexion personnelle suffit, je crois. Les limitations de vitesse et les amendes sont une incitation à se comporter correctement (c'est malheureux à reconnaître, mais c'est un fait).

Pour le chauffage, il faudrait que j'isole ma maison mais beaucoup beaucoup trop cher Pour la voiture, les transports en commun ne sont pas assez fréquents, fiables et correctement dimensionnés. Ils sont chers et les parkings relais ou aux gares sont tous saturés. Afin de réduire la pollution des voitures il faudrait que l'état aide TOUT le MONDE (et pas seulement ceux qui ont peu de ressources) afin de changer leurs véhicules. Ce serait un investissement pour le futur

La coopération , faire les choses collectivement, de manière incitative et ludique.

Des solutions équivalentes. Par exemple des transports en communs plus accessibles qui sont aussi rapides que la voituee

Je roule peu et ne prends pas l'avion mais j'aimerais bien me rendre en transport en commun au village d'à côté où se trouve le supermarché, du fait qu'il n'y a plus de commerce de proximité dans mon village, mais comme il n'y a pas de transport en commun...

Déjà fait

Voir ci-dessus : il faut un cadre global dépassant nos frontières. S'acharner à vouloir résoudre le problème d'environnement avec des mesures franco-françaises est une pure perte de temps à l'échelle planétaire.

le gain financier pour l isolation le prix de l'essence pour la voiture

Pour le véhicule, je n'en ai pas. J'ai toutefois vécu quelques années près de Sophia-Antipolis dans les Alpes Maritimes où, d'une part la configuration topographique limitait l'usage de la bicyclette et où, d'autre part, les alternatives à la voiture, quoique peu chères (bus à 1€ sur tout le réseau), n'étaient pas convaincantes (pistes cyclables en nombre insuffisant, bus peu fréquents et s'arrêtant très tôt sur un grand nombre de trajets). J'ai alors eu et utillisé une voiture (que je partageais avec mes colocataires de l'époque). Il me semble qu'il y a donc une forte inégalité géographique sur ce sujet, entre villes et campagnes bien sûr mais également entre territoires. A quantité d'énergie et pollutions autorisées limitées (comme ce devra être le cas si nous souhaitons vivre sous les limites acceptables par la planète), il convient de répartir les solutions en fonction des besoins et des contraintes : privilégier les mobilités douces et les transports denses (métro, tramway) en ville et les petits transports collectifs(bus, mini-bus, covoiture), plus souples, à la campagne, particulièrement dans les zones vallonnées. Pour les très petites distances et à part pour les personnes à la mobilité réduire, il me semble qu'il faut une interdiction totale de la voiture : il est urgent d'en sortir que ce soit pour des questions de changements climatiques, de pollution locale, d'encombrement des espaces publics, de dangerosité ou encore d'inégalités qu'elle créée nécessairement (lire Ivan Illich sur ce sujet). D'ailleurs même pour les personnes à mobilité réduite, il s'agirait de trouver des alternatives acceptables (agrandir les trottoirs pour le passage de fauteuils roulants, augmenter la densité du maillage par les transports en commun, accroître l'autonomie des quartiers en favorisant l'implantation de commerces locaux etc.) Concernant le chauffage, étant locataire, je vois qu'il y a un vrai enjeu de partage des responsabilités entre propriétaires et locataires : l'incitation à mon sens ne suffit pas, il faudra tôt ou tard obliger les propriétaires à faire des travaux d'isolation sur leur logement.

En ville, les transports en communs facilitent cette question des déplacements. En campagne où je passe beaucoup de temps (Cévennes) la voiture reste le seul moyen de locomotion ....

Pouvoir utiliser du matériel récent, moins polluants, installation de panneaux solaires (crédits d'impots supprimés !),. Seuls les gens aisés peuvent se permettre d'être ecologiques, pour faire de l'écologie il faut d'abord investir !

Limiter le déplacement en voiture

Une augmentation du prix des carburants comme avec les paquets de cigarettes. Il n'y a que le budget qui fasse prendre conscience.

Dans les campagnes, le Bio est souvent à de nombreux Km alors qu'en ville, il y a surabondance. Rapprochez le Bio des consommateurs ruraux.

Avoir des artisans compétents sur les modes de chauffage et autres installations écologiques (ex: puits de lumière) ...et disponibles ! développer les transports en commun de proximité et sur des trajets transversaux et pas seulement de l'extérieur vers la métropole..;et/mettre en place des plateformes de co-voiturage.

il faudrait rajouter un poêle à bois chez nous

diminuer les taxes sur les produits environnementaux.

aides financières, taxes adaptées, les véhicules des artisans ne peuvent pas être taxés comme ceux des particuliers

mon assureur devrait régler et entretenir mon chauffage, sans frais supplémentaire.

Aides financières importantes pour ma maison et developper carburant gnv, bioethanol etc. STOP ELECTRIQUE cest nucléaire donc dangereux vu etat des centrales

Des sanctions financières élevées forceraient tout un chacun (particuliers, entreprises, administrations) à faire des efforts

de meilleurs transports publiques avec parking relais plus accessibles (ceux existants sont toujours complets)

Chauffage fait , transport en commun pas assez flexible en horaire

Je l'ignore

Incitation fiscale, éducation, exemplarité en punissant les polueurs.

Je suis déjà équipé pour éviter de polluer et diminuer mon impact sur l'environnement. Cependant, je n'utilise pas encore beaucoup les transports en commun (je suis dans une métropole, mais dans sa partie rurale) car il y a très peu de parkings relais ou ils ne proposent pas suffisamment de places de stationnement dès que l'on arrive un peu en retard. Il faudrait que des aménagements soient faits pour permettre un meilleur accès.

Préalablement, rendre les transports en commun efficients, favoriser le télétravail, puis augmenter le prix de l'énergie pour inciter aux transports en commun

Davantage de télétravail lorsque cela est possible. Des plateformes de covoiturages sur des trajets emplois-communes de confiance = proposées par les intercommunalités par exemple. Plus de parkings près des gares ou autour des métropoles. Encourager les circuits courts et les produits de saison.

Le bon sens...et les moyens financiers pour ce qui concerne le chauffage, par exemple...

Des transports en communs écologiques et plus nombreux

Pour le chauffage, il faudrait augmenter le prix du gaz ,fuel,électricité pour financer des baisses de TVA sur tous les produits (isolation , systèmes économes en énergie , etc ...). Ensuite, chacun doit se prendre en charge et gérer sa consommation. Pour moins prendre mon véhicule , il faut une amélioration des transports en commun . Il y a beaucoup à faire et c'est la responsabilité de la collectivité .

Voiture indispensable sauf alternative frequente et abordable

Développement des transports publics et individuels électriques. Incitation des pouvoirs publics.

Je le fais déjà

rien c'est déjà le cas. Pour ne pas prendre la voiture pour aller au boulot: des services de transport fiable et régulier (pas de grève recurrente)

déjà fait.

J'ai une conduite économique, je marche beaucoup. Donc, mon comportement a déjà changé.

Mise en place de chaudieres à gaz à condensation mise en place de compteurs caloriques et de thermostatiques par appartement. Changement des fenetres tout ceci dans une copropriété de 300 logements

La motivation personnelle ! quelques aides d'état ciblées

Bonjour il faudrait que tout le monde puisse s ' y mettre en changeant peu à peu nos habitudes néfastes , et de confort . C ' est en changeant soit - même que l ' on peut changer son environnement .

Si je pouvais bénéficier d'un diagnostic gratuit fin, je pourrais peut-être améliorer encore l'isolation de ma maison et donc consommer moins de fuel.

J'applique déjà ces principes.

Je le fais déjà, c'est juste du bon sens, à partir du moment où j'ai eu l'information qu'une chose était nocive, j'ai cessé de la faire s'il y avait une alternative. Il faudrait interdire toute publicité pour les choses qui sont nocives pour les individus et l'environnement (nourriture industrielle, supermarchés, voiture puissantes...) et informer plus sur les bonnes pratiques.

Des transports en commun plus efficaces.

Achat d un véhicule à hydrogène

Avoir des promoteurs qui construise des immeubles mieux isolé pour moins consommer de chauffage, avoir des industriels qui fabrique des chauffage performant consommant moins d'électricité. Pour modifier ma conduite , il faudrait avoir des routes mieux entretenues, pour renoncer à mon véhicule, il faudrait plus de voie cyclable indépendante et protégée des véhicules, plus de transport en commun avec des horaires adaptés. remettre des commerces de proximité et réduire le nombre de zone commercial.

C'est d'abord un problème de cohérence de comportement. Comme je suis de la vieille école et hors du marché du travail (retraité), je suis peut-être plus discipliné pour appliquer des règles d'hygiène de vie simples, même lorsqu'elles sont un peu contraignantes (économiser l'eau, l'électricité...)

J'ai changé ma chaudière et isolé mes combles, mais renoncé à isoler les murs extérieurs aucune aide ma maison est de 1998. Pour renoncer à prendre mon véhicule il faut des transports en communs efficaces.

un prix excessif de l'énergie

modifier ma manière de conduire en roulant sans forcer sur le moteur

Des pistes cyclables - des TER qu'on ne supprime pas «en douce» pour rentabiliser les petites lignes - Inciter financièrement au tri des déchets (on payerait au poids des ordures ménagères ?)

Applications de télésurveillance de la consommation d'énergies à rendre plus performantes

l'aménagement urbain

Moyen de transport à revoir parfois Pas de bus le dimanche ni tôt le matin ni tard le soir donc voiture

C'est déjà fait.

Je le fais déjà, mais par exemple pour ma voiture, elle est entretenu régulièrement, passe le contrôle technique au la main, mais de multiplier les contrôles et d'augmenter ceci peu être un frein au bon entretien. (double dépenses)

L'arrêt des décisions administratives absurdes et humiliantes. L'arrêt du gaspillage de l'argent public pour des travaux d'hydromorphologie dans les rivières et notamment la destruction des seuils et de leur potentiel qui affecte négativement les activités agricoles en supprimant les réserves d'eau, la reprise d'activités économiques en zones rurales et de moyenne montagne, l'attrait touristique du petit patrimoine local (moulins). Alors que l'installation de dispositifs de franchissement quand c'est nécessaire (3000 sur 50 000 moulins d'après MTES) pourrait être réalisé avec les subventions accordées à la destruction et permettrait en plus de supprimer la taxe GEMAPI. D'autant plus que ces destructions n'ont, non seulement aucun impact sur la qualité de l'eau, mais suppriment les processus naturels d'autoépuration. A titre d'exemple, la Roannaise de l'eau à un projet de détournement d'une rivière dont le tracé a certes été probablement modifié autrefois pour les besoins des agriculteurs pour 600 000€, alors que c'est totalement inutile vu les sécheresses actuelles ou pour la biodiversité, et alors que des dizaines de milliers de personnes se plaignent tous les samedis de ne pas pouvoir joindre les deux bouts. Tant que l'administration affichera de tels gaspillages, je ne vois pas ce qui m'inciterait à baisser mon chauffage.

Avoir de vrai solutions de contournement qui ne causeront pas plus de dégâts aux finales (tel que les voitures électriques qui sont une aberrations: recyclage des batterie, besoin accrue de ressources naturelle du type terres rares,...)

Des incitations positives qui peuvent se concrétiser par des baisses d'impôt ou une vraie mise en concurrence des industriels qui produisent de l'énergie et autres

Entretien de ma chaudière fait chaque année

je ne prends plus ma voiture pour de petits trajets mais mon vélo ou je marche à pieds

- Ne rien rendre obligatoire aussi bien pour le remplacement de voiture que de chaudières. Les gens le feront plus ou moins vite en fonction de leurs moyens. - Encourager à le faire comme les primes actuelles ou par des réductions ou crédits d'impôts pour ceux qui feraient le nécessaire dans les 4 ou 5 voire 10 années à venir. Passé ce délai, il n'y aurait plus d'avantage. - Une autre possibilité pourrait être la création par les banques d'un prêt à taux zéro pour tous pendant la 1ère année puis à 1 ou 2% pour le reste de la durée choisie du prêt (entre 1 à 5 ans)

aide pour un chauffage plus écologique , plus de moyens de transport collectifs et moins polluant aller vers vehicule électrique aide financière

je le fais déjà

Il faudrait développer les pistes cyclables, les systèmes anti-vols (prendre exemple sur les Pays-bas) pour les vélos et mettre en place des «remonte-vélos» lorsque les villes sont en pente afin de favoriser l'utilisation du vélo. Il pourrait y avoir aussi un système de location de vélo proposé par la ville (exemple de Grenoble) à prix compétitif qui pourrait favoriser l'usage de ce moyen de transport. Pour que cela fonctionne, il faut bien entendu des sites propres pour les déplacements vélo. Il faudrait que les produits importés soient plus taxés ou qu'ils coûtent plus cher que des produits locaux, qui n'ont pas engendré de pollution lié à leur transport, et font fonctionner l'économie locale. Globalement, il serait important qu'on arrête de nous dire au travers des messages publicitaires (matraquage) qu'on est plus heureux avec l'iphone 11, le nouvel ordinateur à la mode et les écouteurs de tels marques. Cela nuit grandement aux relations sociales, à la planète (consommation de matière premiere, consommation d'énergie, pollution aux métaux rares, conditions de travail dans ces entreprises dégradées...). Pour renoncer à prendre mon véhicule qui me fait gagner 45min à 1h sur mes déplacements professionnels, il faudrait que le prix du train soit incitatif. Aujourd'hui, l'abonnement est vraiment trop cher pour que je privilégie ce transport alors qu'avec la voiture et le covoiturage, je m'en sors financièrement mieux. Les trains seraient plus remplis et plus utilisés. Peut-être que proposer des transports gratuits en ville pourraient être intéressant. Plusieurs villes en France se sont déjà lancées dans l'aventure

Je crois qu'il faut accompagner les gens très pragmatiquement en leur indiquant les effets positifs induits d'une telle démarche : économie d'énergie donc d'argent, meilleure santé physique en faisant du vélo.

j'ai un chauffage collectif ..... je roule sagement .....

Côté chauffage, par anticipation du changement de notre chaudière gaz de ville, nous faisons installer des panneaux photovoltaïques pour notre propre production d'électricité ; j'aurais vraiment aimé bénéficier d'aides de l'état plus encourageantes, car cela reste très honereux. Côté renoncement à utiliser mon véhicule je trouverais sympa qu'il y ait des voies «vertes» piétonnes beaucoup plus nombreuses et écartées des voies de circulation automobile.

Aucun facteur extérieur n'influerait sur ces action, il s'agit avant tout de convictions personnelles et de volonté d'agir à mon échelle.

Ma propre responsabilité

Avoir plus d'information sur l impact des choix : coût global environnemental d'un véhicule supplémentaire électrique. Démocratiser des technologie de gestion intelligente de la mise en veille des appareils électriques. Augmenter le prix de l énergie et utiliser les sommes ainsi dégagées pour des actions environnementales (nettoyage des océans)

Voir question précédente

Être mieux informer sur ce qu'il faut faire et de quel manière.

Développer solutions de transport en commun

Je dispose d'un Espace diesel faute du même véhicule à essence qui n'a jamais existé sur le marché. J'ai besoin d'un tel véhicule pour me rendre une dizaine de fois par an dans le Var (800 kms aller-retour): transport d'objets et confort nécessité par une ancienne opération d'une hernie discale. Je souhaite acheter un véhicule électrique dès lors que son autonomie et son prix correspondront à mes besoin et possibilité.

voir ci dessus en cré»ant des lignes de transports adaptées entre deux grandes villes

Installer de vraies pistes cyclables protégées dans les grandes villes mais aussi à la campagne. Interdire la circulation des véhicules polluants en période de pollution. Imposer le télétravail à domicile aux entreprises de manière plus importante pour diminuer massivement le nombre de trajets en voiture. Peut être même imposer une journée de travail à domicile ou (si le télétravail n'est pas possible) une journée de congé aux travailleurs lors de pic important de la pollution. Voir pour ceci ci dessous ma proposition concrète de développement du congé Solid'AIR. Nous avons choisi exprès de déménager proche du travail de mon conjoint pour qu'il aille au travail à pied.

c'est souvent mon cas

Si la qualité de service des transports en commun et leur fréquence s'améliorent alors je pourrais renoncer à l'usage de mon véhicule individuel pour les trajets Neuville >> Lyon centre

une règlementation globale et son non respect donne rait ou enlèverait des points au citoyen par rapport à son rôle dans le traitement des problèmes liés à l'environennement

la facilité de le faire

L'isolation de ma maison principale

Idealement, disposer d'outils qui rendent ce comportement plus simple, plus efficace, et plus économique que les façons actuelles de procéder. En parallèle, je ne suis pas contre des mesures de surveillance des comportements en la matière, avec pénalités à la clé. Je ne plebiscite pas la coercition, mais si je préfère les mesures incitatives, je crois également à l'efficacité de « la peur du gendarme ». A titre d'exemple comparatif, j'estime que les radars combinés au permis à points ont positivement modifié le respect des limites de vitesse.

Il s'agit d'une prise de conscience

déjà fait au mieux

Que l'on m'explique

Prix et performances des voitures électrique

Ameliorer l isolation de la maison

si tout le monde se conforme aux mêmes règles, les particuliers comme l'industrie, l'agriculture.....

j'estime appliquer déjà ces règles de base.

Véhicules électriques mois chers

j'utilise le train pour aller au travail tous les jours, et il faut développer ce moyen de transport pour une plus large utilisation. Encore faut il donner la possibilité aux utilisateurs de se garer facilement aux abords des gares si on veut motiver et augmenter l'accès aux gares SNCF. Il faut aussi développer le réseau dans les milieux ruraux pour inciter les ménages à l'utiliser. Plutôt que de proposer systématiquement des mesures d'accompagnement pour inciter chacun à faire évoluer ses comportements, il faudrait peut être insister sur la communication et l'explication des enjeux et des risques afin que chacun puisse se sentir concerné et agir à son niveau... mais tant que les hommes ne sauront pas s'unir pour avancer, ça risque d'être compliqué. Il est dommage de constater que par le passé, seules les grandes catastrophes ont permis ce rapprochement et ces avancées

je le fais déjà

Avoir des aides pour isoler correctement les façades et les fenêtres. Inciter davantage les employeurs à proposer l'indemnité vélo (ce n'est pas encore suffisamment incitatif aujourd'hui malgré la nouvelle législation), encourager le télétravail qui est encore mal perçu par certains employeurs, aider au développement des centres de coworking, espaces de télétravail partagés.

Développements des transports en commun dans les zones rurales.

Rien d'autre que ce que je ne fais déjà.

Je ne suis pas propriétaire et je vis en ville, donc très peu de choses à part une transformation de l'alternative comme voix principale, et donc moins onéreuse i.e bio, beaucoup moins d'emballage, le mix énergétique de la France, les voies cyclables... que des éléments sur lesquels je n'ai pas d'influence directe.

une meilleure information sur ce que peut en retirer la planète et mon porte monnaie

Multiplier les bornes de recharge électrique !!!!

j'ai déjà beaucoup fait dans les domaines ci-dessous. Ajoutez : isolation de la maison, changement de chaudière, économie d'eau

Avoir des exemples très concret des conséquences de nos actions groupées - ex : si 1000/10000 personnes baissent leur chauffage d'1 degré alors.....

l'arrêt du matraquage des taxes mais maintien pour ceux qui exagèrent au delà du raisonnable

Je le fais déjà, mais si je me mets dans la peau de quelqu'un qui ne le fait pas: Un accompagnement financier de l'État/Collectivité pour: -L'isolation des habitations, immeuble de copropriété y compris (pas seulement maison individuelle!) -Le passage à un véhicule propre -Un crédit d'impôts pour un abonnement aux transports en commun. C'est clairement une incitation financière qui motivera les français les plus réfractaires.

déjà pris en compte, mais je pense que la difficulté concerne beaucoup les parents qui travaillent avec des enfants en bas age suivant la météo et la gestion de temps familiale... donc organisation territoriale dans les services

Mon mari va au travail en vélo, sans piste cyclable, dans la circulation lyonnaise, au péril de sa vie !

Mon mari va au travail en vélo, sans piste cyclable, dans la circulation lyonnaise, au péril de sa vie !

Mon mari va au travail en vélo, sans piste cyclable, dans la circulation lyonnaise, au péril de sa vie !

Des ter efficaces qui marchent, une obligation pour les bailleurs d isoler leur bien à louer, plus de parcs relais en périphérie des métropoles.

Des ter efficaces qui marchent, une obligation pour les bailleurs d isoler leur bien à louer, plus de parcs relais en périphérie des métropoles.

Dans les grandes villes, il faudrait rendre gratuits les transports en commun lors des pics de pollution.

Avoir plus de transports en communs lourds (pas des bus!)

à part ceux qui comprennent vraiment les enjeux écologiques et vivent en accord avec leurs idéaux , c'est l'argent , nerf de la guerre , qui peut faire changer les comportements ; avec aussi beaucoup de pédagogie et d'exemplarité .

Incitations, réduction des km annuels = réduction assurance ou prime km

des transports en commun accessibles sur l'ensemble du territoire, des pistes cyclables réellement protégées, des contre-allées en zone rurale, car c'est encore plus dangereux de circuler

Je marche à pied 10 km env. par jour et je possède un véhicule hybride. Je pourrais acheter ou louer un véhicule électrique si il existait des bornes de rechargement dans en bas de mon immeuble ou proche de mon logement.

interdire les voitures en ville, mettre à disposition des vélos, des bus et taxi 100% électrique

déjà fait

covoiturage, plus de produits locaux , et français.l

parc relais correctement dimensionnés et gratuits, parking velo sécurisé, aides à la rénovation énergétique pour des produits français

Augmenter le prix des carburants par des taxes redirigées intégralement et de manière transparente vers les énergies renouvelables : passer en 5 ans de 1,45 €/l à 2€

En ville, je suis très souvent au point mort car on démarre et, par exemple, 300m plus loin il y a un feu. Il faut coordonner les feux pour pouvoir en passer au moins 3 sans s'arrêter et bien les choisir pour ne pas inciter les personnes à accélérer. Si il y avait des moyens de transport en commun qui permettent que j'aille en train ou en bus à la campagne je le ferai au lieu de prendre ma voiture mais les petites lignes ont été supprimée et pourtant

les emplacement des lignes existent toujours! Cela coute de les remettre en service mais cela coute cher la pollution!

J'utilise au mieux les chauffages mixtes de ma maison (PAC la journée et cheminée en soirée) arrêt la nuit Je n'utilise plus mon chauffage électrique .

Augmenter le prix du carburant

Je ne me sens pas concerné par cette question car ce sont déjà des pratiques perso.

Des informations exploitables et des initiatives au niveau de ma commune

Je le fais déjà. En revanche pour me rendre au travail, je n'ai d'autres choix que de prendre ma voiture : une gare existe dans mon village, mais seuls deux trains par jour, à 12 heures d'intervalle (7h -19h), se rendent à ma destination. Impossible dans ces conditions de prendre ces trains.

prime pour vélo électrique (environnement vallonné) Création de pistes cyclable sécurisées pour trajets avec enfants

Une vraie politique globale et cohérente. On ne peut exiger du citoyen qu'il fasse le tri dans ses déchets quand d'un autre côté on lance des projets tels «Montagne d'or» en Guyane. On ne peut exiger d'un ménage qu'il s'endette pour protéger l'environnement (par exemple faire isoler ma maison aujourd'hui représenterait un chantier de 30 à 40 K€, pour une économie financière portée à 1000 euros par an...) pendant que d'un autre côté on favorise la production de masse, l'obsolescence programmée, et les projets destructeurs pour la biodiversité. Il est inadmissible de devoir se battre en tant que citoyen pour faire interdire un projet de forage a proximité d'une barrière de coraux unique au monde au large de l'amazonie, ou encore de voir un gouvernement qui fait la sourde oreille aux cris d'alarme lancés face au projet «Montagne d'or» en Guyane. Si on veut une politique environnementale ambitieuse, elle doit s'appliquer à tous.

De meilleurs transports en commun, plus efficaces, plus diversifiés, proposant des commodités associées telles les parkings-relais...

rien, je le fais de»ja

Sans objet; c'est déjà fait

développement des transports

c'est un changement de comportement responsable que de changer son mode de vie et l'EXEMPLARITE de chaque dirigeant pourrait être un modèle, sinon la seule incitation restera l'EDUCATION citoyenne, stop aux mensonges de la croissance nécessaire et obligatoire pour s'en sortir. MENSONGES et qui dit mensonges dit NON RESPECT et sans respect comment imaginer que l'on pourra respecter la nature? MONTREZ L'EXEMPLE....

Voir que mes efforts sont partagés par les autres en Europe et dans le monde.

Je le fais déjà

Aides financières pour améliorer mon chauffage ou m'acheter un vélo électrique.

Quand on aura fait respecter des choses encore plus élémentaires et qu'on ne nous racontera pas n'importe quoi par idéologie

des prix compétitifs sur les installations de remplacement

Augmentation du prix de l'énergie.

Concernant le chauffage : donner des aides conséquentes pour l'isolation extérieure ; ne plus imposer l'avis de l'ABF pour la pose de panneaux photovoltaïques ; Concernant les déplacements : brider les véhicules à la vitesse maximum autorisée ; obtenir la gratuité de tous les transports en commun

transport en commun mois cher, prime à l'isolation des résidences

! Bonne question ! C'est ce que je fais déjà ! Et de quelle couleur était le cheval Blanc d'Henri IV ?

La fiscalité et le prix de l'énergie pour commencer. Sur ce dernier plan, il convient de faire payer le «juste» prix, incluant l'impact sur la nature (qui est également considérable pour les ENR, si on intègre tout leur cycle), et éviter la course à la baisse. L'énergie la moins chère et la moins polluante est celle que l'on utilise pas, ou que l'on produit localement. De ce point de vue, il n'est pas souhaitable de confier le domaine de l'énergie aux seules lois du marché : l'Etat, ou les collectivités/municipalités, doivent rester maître des grands choix énergétiques pour assurer l'intérêt général. Rendre plus visible l'impact des actes de chacun (particuliers comme entreprises) au travers de campagne de sensibilisation et d'information.

Que l'offre publique soit présente (transports), mesures incitatives sur le covoiturage, tarifs des trains accessibles

Rien de plus que ce que je fais.

Je le fais déjà.

C'est déja fait

Mettre en place des peages urbains

Je le fais déjà sans incitation spécifique. Ce n'est pas une question d'incitation mais d'éducation.

Croire à l'action de tous et au civisme de chacun me permettrait peut être de franchir une nouvelle étape. Mais en faire plus apporterait-il vraiment beaucoup en plus de ce que je fais ?

Il me semble que le plus fort impact doit venir des entreprises privées ou publiques. Le rôle des citoyens suivra assez naturellement si des habitudes vertueuses sont prises dans le monde professionnel.

Déjà fait. Le plus dur pour moi est de ne pas prendre l'avion pour partir en voyage. Aujourd'hui ce sont les finances qui me calment sur ce sujet. ;°)

Pour conduire mes enfants à l'école, je prends la voiture et ça me prend, porte à porte 5 minutes. C'est le temps qu'il me faut pour aller à pied attendre le bus qui ne passe pas à horaires tout à fait fixes... En bus je mettrai facilement 30 minutes ! Non pour ces trajets, ce qu'il faut c'est une navette Navya électrique et autonome de ramassage scolaire de proximité.

un coût de l'énergie variable selon les moments de la journée en hiver, selon les saisons, l'augmentation des carburants avec des gains attribués par l'état à la promotion et la recherche sur les nouvelles technologies

Je changerai mon comportement s'il y a une sanction punitive derrière.

Continuer ce que je fais Prochaine étape voiture électrique ssi aide financière. Prendre plus le transport en commun ssi augmentation des freaquences.

Une prise de conscience collective

Une prise de conscience de la destruction que je produis. Des propositions de solutions alternatives et abordables pour les transports, le chauffage...

J'ai changer récemment ma chaudière.

Développement des transports en commun PRATIQUES et EFFICACES

changer de chauffage et de véhicule avec de meilleurs incitations financières

L'aide à l'amélioration de l'isolation de mon habitation , subvention encourageant utilisation de l'énergie solaire pour le

chauffage de l'eau , et tout ce qui en général peut permettre de partager les trajets .

Côté chauffage nous chauffons au minimum 19- 19,5° max dans la journée 17,5 la nuit.

Transports en communs urbains gratuits et plus fréquents surtout le soir.

Supprimer les voitures dans les centres villes. Pas de demi-mesure

l'avenir de la seule planète que nous avons - nos enfants

Developpement des transport commun poure aller de ma banlieu a mon lieu de travail en un temps acceptable car 20mn en voiture et lh30 via 2 bus et un metro!

Taxe carbone

Taxe carbone

J'habite dans un logement social équipé de radiateurs radiants qui ont multiplié par 3 ma facture d'électricité en comparaison avec mon ancien logement sous chauffage collectif ! Sans une aide substantielle pour le remplacement des radiants par des caloporteurs, je n'ai pas les moyens d'investissements pour payer moins et consommer moins d'électricité. Il faut développer des transports en commun dignes de me faire laisser la voiture au garage : Ils doivent être nombreux, non polluant (Les TCL de Lyon viennent d'acquérir 50 autobus diésel !!! On croit rêver. Un cauchemar sans aucun doute), silencieux et avec des horaires très élargis. Création de pistes vraiment cyclables et plus ces tracés intermittents et rarement sécurisés par un terre plein ou une largeur raisonnable.

oui je reduis mes temps de déplacement en voiture

C'est déjà le cas. La croissance a tout prix est un péril pour la planète comme déjà évoqué au sommet de Stockholm !

augmenter les transports en communs : plus nombreux, plus accessibles

Entendre parler autour de moi de l'importance de mes actions. (Affiches, articles, discours etc...)

Nous appartenons à la classe moyenne ++, nous n'avons pas besoin d'être aidés : il faut mieux répartir les aides dans notre pays. On le voit bien avec le mouvement des gilets jaunes. Un sentiment d'injustice qui est exagéré à mon avis, mais peut être compréhensible.

DEVELOPPEMENT ET GRATUITE DES TRANSPORTS EN COMMUN, sécuriser les pistes cyclables par des murets

Améliorer le partage de la voirie entre les divers modes de transports, mieux accompagner les travaux d,economie d'énergie en contrôlant la performance atteinte et les artisans qui devraient appliquer une norme équivalente à l'Iso 9001

Un réseau d'artisans chauffagistes réactif et raisonnable sur le plan des tarifs, une offre de transports en commun compatible avec mes obligations de salariée et de mère de famille.

Rendre visible l'impact des gains

L'accès plus facile aux transports en communs.

Une meilleure information par rapport aux problèmes imminent et qui nous concernent tous

Améliorer la desserte des transports en commun

Il faut toucher le nerf de la guerre en mettant en place une fiscalité écologique qui dissuade les comportements délétères et encourage les comportements vertueux, non pas au coup par coup, mais à travers une grande réforme qui prend en compte la situation des plus fragiles mais ne ménage pas les gros pollueurs.

plus de transport en commun tous les jours de la semaine et de meilleurs qualité tant sécuritaire que de modernisme des transports

incitations fiscales transport en commun performant 24/24, voir gratuit, car pris en charge dans les impôts

Aide à l'isolation des logements et priorisation des actions selon leur efficacité énergétique.... Pourquoi financer avec nos impôts des panneaux photovoltaïques chinois lorsque le logement est une passoire ?

Je n'ai pas de chauffage individuel, et la résidence est équipée d'une nouvelle chaudière à condensation au gaz et le bâtiment isolé par l'extérieur . Je n'utilise mon véhicule que pour les longs trajets et je respecte les limitations de vitesse.

la fiscalité . le bien etre / activités physiques / mode deplacement .

Incohérent : aujourd'hui l'état aide à l'achat d'une clim mais taxe lourdement (via les taxes foncière et habitation) la construction d'une pergola bioclimatique qui ne consomme pas d'énergie ! Les contrats d'entretien des chaudières pourraient passer en crédit d'impôts ? Construire des pistes cyclables vers les centres scolaires, les centres villes, les centres commerciaux. En site propre et non le long des immenses boulevards ! Je fais déjà 2000 km de vélo par an en ville. Plus de parking à vélos. Le train est aussi devenu hors de prix.

Baisser le prix des transports en communs pour qu'ils soient plus avantageux que la voiture, ligne de bus dédiées pour que le temps de trajet soit plus court que la voiture

Un accès plus simple aux transports en commun (horaires, tarifs...). Pour le chauffage une meilleure isolation des bâtiments. Une information médiatique simple et efficace sur les petits gestes du quotidien à adopter.

Rien; c'est une démarche personnelle.

faciliter la circulation des 2 roues : actuellement très dangereux car trop d'obstacles, et circulation à contre sens en ville qui est une vraie hérésie (pas de protection vis à vis des véhicules venant en face)

mon logement est trsè bien isolé, donc peu de consommation pour le chauffage

Développement lien compteur linky pour régler mon chauffage

Liaison avec compteur électrique Linky

Liaisons avec compteur Linky

Liaison avec compteur Linky

Il faut mettre en place des politiques incitatives d'économies d'énergies, d'isolation des logements qui s'inscrives dans la durée et qui ne fluctuent pas en fonction des aléas politiques liés aux élections. Ces incitations doivent concerner tou les citoyens , quels que soient leurs revenus (dans une vie les revenus peuvent être très variables)

Le simple fait de voir mes enfants me pousse à faire tous les jours de mon mieux pour améliorer mon comportement.

Augmentation des prix, il faut passer par le répressif au niveau du porte monnaie, ET financer les alternatives écolos. 1 € de taxe => 1 € finançant la transition

En attente d'une vrai réponse en liaison avec mon compteur Linky pour que mon utilisation supprime tous les pics

Je le fais déjà mais j'aimerais que l'État soit exemplaire qui commence par s'appliquer les règles qu'il applique aux autres qu'il oblige aussi les entreprises à être plus rigoureuses. je trouve anormal que l'État soit donneur de leçons en permanence et qu'il nous surtaxe alors que lui-même n'applique aucune de ses mesures et qui ne respecte pas les engagements pris lors de la Coop 21

Meilleure utilisation du chauffage avec assistance via Linky pour limiter lors des pointes

aides financières

Je fais deja tout ca mais c'est derisoire pour un probleme mondial. Il faut reguler les domaines cites precedemment en imposant des normes et des objectifs d'amelioration constants et influer sur les principaux pays emetteurs de CO2 (Chine, Etats Unis, Inde, Indonesie, Russie, Bresil, Japon...)

J'aimerais plus prendre les transports en commun pour mon travail. Malheureusement en banlieue lyonnaise, les trains de mon village ne sont pas très fréquents

Ces exemples sont assez largement mis en œuvre. Mais on peut encore progresser par solidarité avec ceux qui seront les plus impactés par le changement climatique.

Gratuité des transports

Nous tentons de le faire déjà. Ce qui semblerait important et qui est déjà en partie mise en oeuvre, c'est la sensibilisation des enfants via l'école.

Il s'agit d'une prise de conscience individuelle. Il faut montrer publiquement les dégâts sur l'environnement, faire des campagnes de prévention à la télé, la radio, internet, etc. comme cela est fait pour la sécurité routière. L'Etat doit montrer l'exemple en étant soucieux de sa consommation d'énergie dans les collectivités et en agissant radicalement sur les pollutions graves (je reprends l'exemple d'Amazon, mais il y en a d'autres) au niveau des grandes entreprises.

le développement des transports en commun avec une harmonisation des tarifs incitatifs

Le budget L'existence de transports en commun

plus de parking relais sur Lyon : ticket unique train - bus (comme à Paris RER-Metro)

Financer à 100% les installations «vertes» chauffage solaire, voiture électrique pour permettre à tous les citoyens d' aller vers des maisons bioclimatiques et passives. Installation de panneaux solaires sur les toits de zones industrielles pour fournir l'énergie pour les villes. Obligation a chaque nouvelle construction, d'installer des récupérateurs de pluie

100% de financement car notre foyer n'a pas les revenus necessaires pour faire cette transition énergétique

utilisation des aides existantes (isolation toiture) mais regrette que l'aide soit liée au nombre de personnes vivant au foyer et non à la surface de la maison. Très pénalisant pour une personne vivant seule et supportant tous les frais d'une maison sur un seul revenu.

Changer le mode de chauffage / électricité dans les immeubles dans les grandes villes.

Véhicule : transports en commun

Une fiscalité réellement attractive et des modes de substitution simples et efficaces : un exemple, les trottinettes électriques sont sans commune mesure bien plus utiles et convaincantes pour renoncer à prendre un véhicule pour de très petites distances en ville que les transport en commun qui restent notoirement insuffisants.

Que les autres en fasse autant; qu'il y ait une offre technique adaptée

Le bon sens, mais c'est aussi une énergie en voie de disparition.

Quelles seraient pour vous les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?

Voir au dessus.

une grande aide

Le prix des véhicules de base .

Des outils innovants bas carbone et le financement qui va avec, sans discriminations.

PAS D'IDEES CONCRETES ACTUELLEMENT

se servir de son cerveau et se poser la question: qu'est ce peux faire à mon niveau pour leguer une planete correcte à mes enfants? SOLIDARITE

augmenter les taxes au même titre que cigarette et alcool

moduler les taxe dont la TVA des tous les produits en fonction de leur impact environnemental par exemple une TVA à 0% pour les produit bio, locaux et de saison, une TVA à 10% pour les produit locaux conventionnels et de saison, 20 % pour les produit locaux conventionel hors saison et 30% pour les produits importés, conventionnel.

Favoriser le tri, plus de bac et un suivi du tri des citoyens, comme en suisse, avec amendes... rendre piétons plus de zones notament périscolaires pour forcer les gens à ne pas prendre leur voiture a tout bout de champ et rééduquer les enfants à marcher. Réellement développer les transports en commun car le périurbain hors paris c'est la cata, et même une grande ville comme LYON, les bus pour y accéder ou en sortir le soir s'arretent a 21h30 et pas de transports intra MUROS nocturnes...

Débloquer une aide financière avant la réalisation de travaux (photovoltaïque, changement de chaudière, isolation ....), l'achat d'une voiture électrique ou peu polluante

interdiction des produits à usage unique / ouvrir des voies exclusivement réserver aux piétons/cyclistes en ville / aide à l'achat d'un vélo électrique

En matière de mobilité, j'aimerai bien changer mon comportement, mais je n'ai pas d'autre solution pour me rendre à mon travail. Cf ci-dessus. Sinon il faut comme partout des carottes et des bâtons

Rétablir des taxes aux frontières pour limiter la venue de produits fabriqués loin de chez nous et ne respectant aucune norme environnementale.

Pour inciter à changer de comportements il faut avoir une stratégie à géométrie variable en fonction des cibles. Un particulier qui a juste les moyens de survivre , même motivé et personnellement responsable, a besoin que l'opération soit au minimum « blanche » pour lui, le temps d'amortir l'investissement par les recettes. Un dispositif de financement initial total, remboursé progressivement par les recettes ou les économies dégagées le temps d'amortir l'investissement fait parti des solutions réalistes. Un particulier qui a les moyens financiers mais pas la conscience « environnemental » doit être visé différemment. Il faut trouver la corde sensible : + s'il ne le fait pas pour lui il doit le faire pour ses enfants (stratégie de communication non culpabilisante mais illustrant les conséquences de la non action pour l'avenir de ses enfants ...), + s'il ne le fait pas il ne bénéficiera pas d'une réduction fiscale Un particulier qui a les moyens et la conscience « environnementale » utilisera les dispositifs existants pour agir (politique incitative locale, départementale, régionale, nationale) Un acteur économique va fonctionner un

peu comme les trois types de particuliers + il arrive juste à survivre, il a besoin d'un dispositif spécifique de financement + il a les moyens mais pas la conscience (stratégie de communication non culpabilisante pour qu'il trouve l'intérêt à agir et incitation financière) + il a les moyens et la conscience, il peut communiquer sur son engagement et peut utiliser les dispositifs existants.

Prêts à taux zéro; gratuité des transports en commun

Les primes accordées ne sont pas la solution. Par contre, une politique de prix encadrés sur l'achat et l'installation de nouveaux systèmes de chauffage seraient plus pertinent. Aujourd'hui, l'état propose des primes à l'installation mais les prix des appareils et les coût de main d'oeuvre sont surfacturés (facile à vérifier; par exemple prix des volets aluminium avant et après la suppression de la prime).

des bonus fiscaux pour les bon comportements

je ne sais pas.....

Améliorer les transports en commun en périphérie des villes et créer des parcs relais suffisamment grands, pour pouvoir laisser mon véhicule personnel.

tarif du train au kilomètre et non à la tête du client exemple sur ma ligne tarif de 0.308€ du kilomètre sur une autre ligne 0.171€ du kilomètre .pourquoi?

L'exemple à prendre est pour moi l'interdiction des sacs plastiques : ne coûte rien au consommateur (ou presque) -> à dupliquer dans plein de domaines Favoriser les commerces de proximité pour éviter de faire un tour de France en voiture pour acheter tous les produits utiles Encourager le télétravail et les vidéoconférences pour limiter les déplacements professionnels

Voir ci dessus

La sensibilisation, il faut toucher le plus de personnes possible ! Ça ne coûte rien au contribuable, le gouvernement doit juste passer des messages dans la presse, faire des publicitées, passer par l'éducation et donc l'éducation nationale.

les dépenses accompagnées un bonus d'impôts sans trop de démarches en plus , une réduction de la factures directement

Des transports en commun (y compris trains) plus nombreux, mieux maillés, plus fréquents ... plus convainquants

un bonus malus sur consommation du ménage à l'instar de certains contrats auto dans le cadre desquels un boîtier placé sur le véhicule enregistre le comportement du conducteur

Meilleur remboursement des maladies de vieillesse (arthrose etc...) par la S.S.

Des incitations positives, non soumises conditions en tous genres, et que l'on cesse de nous contraindre par une multitude de normes, de règles, d'obligation, de taxation qui souvent ne sont pas des plus pertinentes. Ce trop plein de contraintes, dont bon nombres non pertinentes, aboutit à ne pas engager des actions «facultatives» mais bien plus pertinentes.

Imaginez un monde où la richesse de ce monde est équitablement répartie. Les efforts financiers à faire paraitront bien moins injustes à tout le monde que ce qu'on leur propose aujourd'hui ou ils ont l'impression de payer et d'être les seuls à le faire. Ensuite, étant tous dans le même bateau, ces efforts pourront être soutenus par tout le monde.

Les riches sont les plus gros pollueurs, répartissons mieux les richesses entre tous et l'effort de transition écologique sera accepté par tous

Favoriser les circuits courts, le local.

Pour être assez près d'une grande ville, il nous manque des transports en commun plus fréquents (train) et des cars pour certaines destinations. Sur un plan financier, ce serait plus intéressant. Dans notre région (sud Beaujolais), les pistes cyclables sont inexistantes. Je ne parle des bandes cyclables, qui sont très très dangereuses

incitation financières significatives (baisse d'impots, TVA réduite, etc...)

Récompenser les consommateurs qui font des efforts comme moi !

faire mes propres économies

Il ne s'agit plus d'incitation, mais d'impérieuse nécessité, qui doit donc se traduire par des obligations Les propositions évoquées supra ne sont pas coûteuses pour le citoyen puisqu'elles peuvent être financées par : - la réduction drastique du budget défense national (l'armée et les équipements peuvent être européens) - le rétablissement de l'ISF - la ré-orientation des budgets de la PAC sur les seuls investissements agroécologiques et les systèmes de production durables - la taxation des produits de consommation polluants et non vitaux - la reconversion des agents en charge des contrôles dans les transports publics

voir les propositions ci-dessus.

je désire seulement pouvoir utiliser les transports en commun ponctuels ,à des tarifs moindres.(le ticket TCL lyon est plus cher que dans d'autres agglomérations .

Augmenter les aides pour changer de chaudière, c'est très onéreux.

taxer beaucoup plus les grandes enseignes de la grandes distribution sur lamise en vente de produits emballés et packadgés qui oblige le consomateurà recycler les emballagesà leur place.

Il n'est pas besoin d'une incitation financière pour faire des gestes pour l'envitonnement

Nationalisation des transports en commun et de l'exploitation des autoroutes pour permettre avec l'argent des autoroutes de financer les transports en commun. Comme en Espagne payer moins cher l'autoroute lorsqu'on est 3 ou plus en voiture.

Pourquoi toujours vouloir tout ramener à des problèmes d'argent? Si les Français avaient tous de quoi vivre dignement on ne nous poserait même pas ce genre de question.

voir ci dessus

Une offre de produits respectueux de l écologie il faut imposer aux entreprises une attitude coresponsable.

crédit d'impot sur vehicule électrique mais beaucoup BEAUCOUP plus incitatif

Pollueur = payeur Et à l'inverse : récompenser les comportements vertueux.

Pollueur payeur ==> Taxer les produits en fonction de leur «coût» écologique»

Faire payer à l'origine des pollutions (articles emballés individuellement, en plastique non recyclable...) et défiscaliser les bon élève (les super marchés qui reviennent aux produits à la coupe par ex). Et arrêter de faire payer le client final (taxes croissantes sur les poubelles)

Le comportement des citoyens est certes critiquable mais plus encore celui des industriels, transporteurs, agriculteurs, financiers de tout poils.

Mettre fin au gaspillage, à l'obsolescence programmé. Développer bien + l'accès au recyclage.

que les transports en commun soient plus développés et moins chers/Que les fabriquants soient obligés de produire des emballages recyclables/qu'on interdise pub dans boite aux lettres

Augmenter la TVA sur les produits polluants Mettre la TVA a 0% sur les produits de l'agriculture biologique

Augmenter les taxes sur le produits polluants TVA à 0% sur les produits biologiques

je pense que le problèmes est avant tout un problème d'éducation. Pourquoi les plus riches auraient ils le droit de plus polluer qu'un pauvre ?

La récente mesure concernant les chaudieres est parfaite : le fournisseur prend en charge toute la partie administrative et la recherche de financement. Nous pourrions faire la meme chose dans le domaine de l'énergie : EDF finance et met en oeuvre l'installation de panneaux photovoltaiques et se rembourse au fur et a mesure sur les factures mensuelles sans que celles ci soient augmentées par rapport à l'état initial

consommer local doit devenir moins cher qu'importer

des aides financieres

Je fais déjà beaucoup mais je suis ouvert à de nouvelles propositions.

Développer des solutions de co-voiturage pour les petits trajets quotidiens, ce que BlablaCar ne fait pas.

Le télétravail est un gain de temps, une réduction sur les dépenses de déplacement, une diminution de la pollution de l'air et la pollution sonore. Le télétravail une solution moderne pour la société et l'humanité.

Un produit à un prix équivalent à ce jour non polluant, voir 5% de plus. Stop à la surenchère tarifaire sous prétexte du produit vert. Si la production est de masse pour faire suite à un plan Marshall, les économies de production se feront.

Le télétravail est un gain de temps, une réduction sur les dépenses de déplacement, une diminution de la pollution de l'air et la pollution sonore. Le télétravail une solution moderne pour la société et l'humanité.

L'économie financière générée dans le temps par tel ou tel investissement doit rester la règle. Les subventions ou incitations fiscales peuvent aider une technologie à atteindre une maturité qui la rend accessible au plus grand nombre de nos concitoyens, mais elle ne doivent pas se substituer à la rentabilité intrinsèque de l'investissement qui est la meilleure garantie que c'est «rentable» pour nous, et pour notre environnement.

Ce n'est pas financier en ce qui concerne les déplacements. C'est juste compliqué dès qu'on sort de la ville.

En ville, utilisons les ressources géothermiques pour le chauffage de toutes les habitations et pas uniquement pour les bâtiments publics.

acheter un vehicule ecologique à un prix accessible

Prime pour l'achat d'un véhicule électrique.

Mieux isoler mon logement

Prix du gaz chauffage fixe jusqu'à un certain niveau de consommation puis qui augmene (prix/m2/diurne qui donne la base du forfait)

Primes à la conversion. Taxation des produits non respectueux de l'environnement.

Pourquoi penser «taxer» les comportements à éviter, au lieu de «bonifier» les comportements à favoriser ? Les effets pervers du premier sont à craindre, n'est-ce pas ? Prenons le traitement des ordures ménagères : si la taxe est très élevée, les gens vont prendre leur voiture pour déposer leurs sacs poubelle hors de la commune (cf Suisse), avec un double effet pervers. Si au contraire, une récompense est offerte à ceux qui ont moins de déchets au poids et un rapport reclyclé/ non recyclable le plus élevé, seuls les indifférents ne s'en préoccuperont pas et ne changeront pas de comportement. Par ailleurs, une des bases de la gestion du changement est d'impliquer les acteurs dans les choix à faire. Ainsi, beaucoup de choses au niveau local devraient être décidées AVEC, voire PAR les citoyens, et non pas seulement sur la base d'un programme tous les 5 ans .....cf autre sujet, mais tout n'est-il pas lié ?

Rétablissement des lignes SNCF locales désaffectées

Favoriser d'autres énergies surtout renouvelables, développer la GEOTHERMIE

baisser le prix d'achat du véhicule électrique

Il ne faut pas des nouveaux impôts. Ni essence, ni camion, etc. tout cela augmente le cout de la vie. Les prix pour les transports (Train, etc.) et des fois sont beaucoup trop chères et la voiture deviens indispensable. Les réductions disponible sont tellement compliqué, je demande combien des fois vous prenez le TGV

Des subventions

réduire le coût des transports en commun.

je fais déjà le maximum

nul besoin de prime,une conduite apaisée fait faire des économies...

des déductions fiscales totales : par exemple, le diagnostic énergétique montre le besoin de refaire l'isolation, le montant total de l'investissement doit être déductible des impôts. Au lieu de payer les impôts je fais les travaux. Les 2 ne sont pas possibles.

Hors sujet : je n'ai pas besoin que l'on m'incite, mais que l'on m'en donne les moyens. Par ailleurs les industriels doivent aussi faire des efforts pour réduire leurs emballages.

Aide pour isolation des combles. Rendre les produits (alimentation, automobiles, etc...) non respectueux de l'environnement non compétitifs, par la TVA. Les coûts de transports devraient être pris en compte dans le calcul d'impact sur l'environnement.

-taxation des poubelles et «pénalisation»/boni si pas de recyclage conforme aux règles en vigueur - suppression de tous les emballages inutiles (yaourts, eau, ...)

Prime conséquente à la conversion pour TOUS pendant 5 ans => Une voiture «propre» coûte au minimum 15000 €. Il faudrait que l'état prenne en charge au moins la moitié mais pour TOUT le monde. Reste à savoir ce qu'est une voiture propre ?!!! Car là c'est un peu l'embrouille totale : l'électrique consomme de l'énergie qui parfois est nucléaire et en plus personne ne sait recycler les batteries. On est en train de pousser les gens à aller vers l'électrique comme on a poussé les gens à aller vers le Diesel.... Des crédits ou réductions d'impôts pour tout investissement dans l'isolation et le chauffage de nos habitations, et pour TOUS pendant une durée de 5 années Le fait d'octroyer des aides pour TOUS coûterait cher à l'état, certes, mais au moins cela créerait une dynamique nationale et un sentiment d'unité et le paysage français évoluerait grandement et positivement pendant 5 ans. Il n'y aurait ensuite plus de nécessité à maintenir un tel avantage pour les personnes les plus aisées.

des solutions qui soient ludiques, réalistes, aide financière de l'Etat et des autorités locales.

Réduire le coût des transports en commun dont les billets de TER et abonnements TER pour les étudiants.

Transports en commun : augmenter la fréquence des bus et la densité du réseau, augmenter la taille des parcs-relais (parfois saturés), assurer la sécurité (le soir surtout). Organiser des campagnes sur les bienfaits de la marche

Je n'ai pas besoin d'incitation financière pour changer mes comportements. En réalité la plupart des gestes «écolo» permettent de réaliser des économies, parfois directement (réduire ou arrêter de consommer de la viande et du poisson ou encore des produits transformés, diminuer le chauffage, réduire ou arrêter d'utiliser une voiture, réduire ses déplacements de manière générale), parfois indirectement lorsque cela induit un surcoût mais qui permet des gains sur le long-terme (acheter des ob-

jets et vêtements de qualité qui dureront plus longtemps, investir - quand on le peut!- pour isoler son logement, installer une chaudière plus efficace ou un système de production d'électricité, acheter un bon vélo qui facilite les déplacements de courte distance etc.). Il faut communiquer fortement sur ces réalités et proposer des aides pour rénover les habitats des plus modestes (voire réaliser des grands plans de rénovation plus efficaces que des aides que trop de ménages ne touchent pas faute de les connaître).

Les aides de la région, de l'état et l'engagement du fabriquant de chaudières m'avaient beaucoup aidé financièrement (2010-2011) poir le révision complète du système de chauffage.

aides de l'état dans la transition écologique (changement de chaudière, de voiture, etc...) - Crédits d'impots, incitations diverses.

Les constructeurs automobile devraient avoir l'obligation de réaliser des voitures électriques à très bas cout et totalement recyclables, et proposer à tous le monde un système de location longue durée de véhicules électriques .

Pour acheter une voiture électrique, donner la prime à la casse majorée à partir de 10 ans d'ancienneté.

Aide financière aux travaux, mais aussi conseils et compétences.

fiscalité incitative ?

diminuer les taxes des produits respectueux de l'environnement.

indemnités kilométriques vélo, transport en commun gratuit, péage de centre ville

etre sur de pouvoir me garer pres d'une gare et d'avoir un train toutes les 40 min.

50 % travaux pris en charge

Interdire les ventes de voitures essence et diesel, taxer de façon prohibitive

prêts à taux zéro plus simple

l'éducation de tous, et l'exemplarité du gouvernement, de l'Etat et des collectivités

Je l'ignore

Incitation fiscale pour consommer localement : Comme pour les artisans RGE dans le bâtiment, en calquant ce modèle sur les autres modes de consommations (TVA réduite, déduction fiscale...etc) exemple : une note de restaurant ou commerçant, répondant à une charte ecolo, serait déductible fiscalement ou TVA réduite, comme pour les RGE.

Le prix est un élément essentiel. Il faudrait donc augmenter régulièrement les taxes sur les carburants non-renouvelables mais en lien avec le développement des équipements favorisant le changement (parkings, véhicules adaptés à un prix abordable, ...). Il faudrait peut-être faire des expérimentations territoriales concrètes avec des bilans permettant de communiquer positivement sur la transition.

Améliorer les TER, la régularité et le service. favoriser le télétravail

Pour ce qui est de la nourriture, nous devrions pouvoir acheter des produits français moins chers que des produits importés. Taxer les produits d'importation hors UE me parait un minimum.

Avoir plus de moyens financiers....

Il faudrait mettre en place un vaste programme national pour financer l'installation gratuite sur chaque toit de panneaux solaires permettant la production autonome d'électricité et de chauffage.

Etre producteur autonome d'électricité et de chauffage via des panneaux solaires installés sur tous les toits de France

Mettre un péage urbain à Lyon qui financerais une amélioration des transports en commun . Nous avons a Neuville sur Saône un ligne de chemin de fer désaffectée depuis 8 ans et qui rejoint Lyon . Un collectif (Transport Val de Saône) demande depuis la création d'un Tram sur cette ligne mais sans succès ....

La fiscalite pour la transition ecologique doit etre supportee en premier par l'Etat et les entreprises qui polluent!!!

Taxer de manière exponentielle les consommations excessives d'énergie (en fonction des moyennes), taxer les produits et consommations polluants «de luxe» (véhicule 4x4, piscine privée...)

je ne sais pas: pas d'impact financier et très limités. Que tout le monde montre l'exemple à commencer par en haut / par tous les politiques / les instances publiques / les administrations

ré indexer les retraites sur le cout de la vie, , afin de ne pas perdre du pouvoir d'achat tous les ans, ce qui malheureusement oblige, quelques fois, à ne pas consommer la «qualité « ..!.

cf. réponse précédente

Voir réponse ci dessus

Bonjour il faut mettre en place le plus possible le co - voiturage , les jardins de permaculture , les composts collectifs , les jardins ouvriers , les circuits courts , les monnaies locales , et les incitations à se tourner vers les commerces de proximité .

Maintenir ou mieux, augmenter les aides pour changer de chaudière et isoler, c'est très onéreux.

Si nos politiques nous incitent à changer de comportement et montrent l'exemple les économies se feront d'elles même

Je pourrai utiliser encore moins ma voiture si les transports étaient gratuits

Arrêter de déployer des éoliens et du photovoltaïque qui n'a aucun effet sur la décarbonation de notre production d'électricité en France pour financer des vrais sources de réduction de C02 (logements, bâtiments publics, transports en communs efficaces, ...)

Aides de l état

Plus de transport en commun avec des horaires et tarifs incitant l'utilisation. Des aides pour l'investissement dans du matériel à basse consommation d'énergie. La mise en place de consigne pour le verre et plastique. Plus de centenaire de tri et des filières de recyclage plus performantes. une obligation pour les industriels d'être responsable des déchets de fin de vie des produits avec la mise en place de sanction financier pour les grands groupe pollueur.

Rien n'est simple lorsque le financier s'en mêle. Je veux bien faire des efforts si j'ai la conviction que ces efforts seront aussi partagés par les autres

Je n'aime pas le sens de cette question, car elle sous-entend que le citoyen lambda est la cause principale du dérèglement climatique. Il serait plus pertinent de poser cette question à certaines multinationales qui polluent énormément, à certaines banques qui financent des projets non respectueux de l'environnement et enfin, à certains politiques qui autorisent ces deux acteurs à détruire cette petite chose fragile que l'on nomme, la Terre.

Des prêts et des aides plus importants.

Une aide à l'isolation ou une aide pour acheter un véhicule propre.

Aide au changement de véhicule et l'aide au investissements pour économiser du chauffage, car même l'électricité quelque part est polluante.

Récompenser les tris vertueux et le poids des déchets générés

Plus d'aides aux particuliers (cf. titre)

Des prix raisonnables.

La fin du mépris de l'administration vis-à-vis des administrés et la prise en compte de leur opinion. L'utilisation de notre argent collecté par les Agences de l'eau pour construire et pas pour détruire, pour encourager la production d'énergie renouvelable hydraulique et pas pour la détruire. La concordance des annonces du ministre, qui incite à changer de comportement pour réduire les effets du CO^2, mais dont les services administratifs de son propre ministère font exactement l'inverse en s'acharnant à faire détruire les seuils des petites usines hydrauliques dites moulins susceptibles de produire tout de suite 6 TWh d'énergie électrique propre et donc de réduire les émissions de CO^2 de 7,2 millions de tonnes. Un scandale. Sans compter qu'il s'agit du 3ème patrimoine de France et que si une telle opération avait lieu dans n'importe quel pays déstabilisé de la planète, comme on l'a vu récemment, notre gouvernement s'en offusquerait avec véhémence. C'est insupportable.

des crédits d'impôt plus nombreux

idem

Aide pour financer les changements de fenêtres afin de mieux isoler mon appartement

aide directe

Pas besoins d'argent. Faire un bilan par foyer à l'aide d'un conseiller car mes choix se font par rapport l'expérience d'autres personnes.

Favoriser le télétravail. Des transports en commun beaucoup moins chers Des produits locaux moins chers que les produits qui ont traversés le monde pour finir dans l'assiette ou dans les magasins un étiquetage plus clair des labels de pêche durable etc..

Nous avons un système de chauffage déjà performant (poêle à bois haute performance + chaudière à condensation) et nous nous déplaçons beaucoup à vélo électrique. Le maillon faible reste notre voiture Diesel, mais il existe peu de modèles «familiales» hybride rechargeable ou électrique sur le marché.

je ne compte pas changer de comportement

Le développement des transports en commun : les fréquences de passages, les temps de parcours plus courts en transports en commun qu'en véhicule personnel

Diminuer le coût des transports en commun. Développer le télétravail (acceptation culturelle au sein des entreprises). Développer des modes de transport alternatifs (covoiturage, taxi/vtc, minibus, voies fluviales...)

Déjà répondu.

Diminuer le coût des transports bus par exemple mais surtout pour que ce soit équitable ,lutter massivement contre la fraude de ces transports car c'est l'usager lambda qui paie pour les autres.

Voir proposition congé Solid'AIR ci dessous.

plus d'implication des entreprises pour diminuer les déchets à la source

Avoir la possibilité d'avoir une information précise de sa participation à la réduction de .... :savoir combien j'ai produit de Co2 ou gaz à effet de serre en faisant cela ou cela..

rendre les choses plus simples

Une aide à l'isolation toiture/ grenier

Je ne sais pas

En aucun cas augmenter les taxes

il n'y aura «rien financièrement» car travailleuse retraitée, économe et prévoyante, je suis dans la catégorie des «non aidée», je le sais et je n'attends rien ; mais il faut aider les + modestes pour qui la dépense est insupportable .

L'accompagnement humain

voir ci dessus

Il faut s occupper des veritables gros polueurs et laisser les aurezs tranquilles

des prêts à zéro %

Changer de véhicules

faire payer des consignes pour les emballages

faciliter l'utilisation et augmenter la fréquence des transports en commun. faciliter et motiver l'utilisation en partage de véhicule lorsqu'il n'y a pas d'autres moyens de transport

Avoir des aides aux employeurs pour accéder aux centres de télétravail (encourager l'investissement dans ce domaine) + indmnité vélo

Pour changer de comportement, il faudrait taxer les plus gros pollueurs. En effet, si nous souhaitons un changement, il ne se fera, pour la plupart des citoyens, que contraint par les taxes.

Développer les TEC en milieu rural et en réduire les tarifs . Mettre à disposition plus de parkings gratuits à l'entrée des villes, ce qui aurait également l'avantage de désengorger et donc moins polluer ces centre ville.

Un impôt supplémentaire ne m'incitera à rien du tout, il faut EDUQUER les citoyens, et pas seulement les enfants, PARLER, EXPLIQUER, FORMER ... tout le monde est capable de faire un petit effort de son côté s'il est conscient que cela peut changer les choses, mais le forcer à changer ses habitudes en le faisant payer plus ne sera pas efficace en France en tout cas, car les gens se sentent pris en otage. Il faut faire appel à leur raison, leur conscience !

Augmenter fortement le litre d'essence et diesel (2€) pour rendre l'électrique enfin accessible. Augmenter les primes pour l'achat de tels véhicules

ce n'est pas un problème financier pour moi

simplifier les normes ,faire de la prévention ,taxer les très mauvais élèves et récompenser les bons ,aider les plus en difficulté

Augmenter le nombre de pistes cyclables dans tous les quartiers urbains. Et le réseau de transport en commun.

proposer des vidéos permettant de faire comprendre que parfois sous couvert de gain de temps en fait on en perd et avec des résultats non satisfaisants... Apprendre, permettre de comprendre pour s'approprier

Augmentation des petites retraites et des salaires.

Augmentation des petites retraites et des salaires.

Augmentation des petites retraites et des salaires.

Pour l'instant il n'y a pas les infrastructures, il n'y a pas de véhicule électrique suffisamment autonome, il y a un parc immobilier vétuste. Il faut commencer par la case départ avant d exiger

Pour l'instant il n'y a pas les infrastructures, il n'y a pas de véhicule électrique suffisamment autonome, il y a un parc immobilier vétuste. Il faut commencer par la case départ avant d exiger

RAS

m'aider à hauteur de 50% dans l'achat une voiture électrique

Inciter les foyers ayant 2 voiture à acquérir un véhicule électrique. / un plan en faveur de l'auto consommation

Des espaces de co-working, des voitures électriques en accès abonnés, favorisation du travail à distance... dans les petites villes périphériques des grands centres urbains.

pistes cyclables sécurisées partout

les consignes, l'information sur l'usage des fonds réservés à l'environnement, l'étiquetage sur l'origine , la composition, la durée de vie

surtaxer produits écologiquement irresponsables, les signaler par des codes couleurs

Aides fiscales pour l'isolation compensées par l''augmentation du prix des carburants

Sans frais supplémentaire pour moi, il suffit que tous les fournisseurs réalisent des articles, matériels qui durent plus longtemps: une chaudière (une voiture, imprimante) pour 30 ans au lieu de 10 ans par exemple.

Remplacer la petite voiture de mon épouse par une voiture électrique pour le trajet domicile-travail (30 km/jour) Mais il faudrait un coût maxi de 10.000 Euros. développons des modèles plus petits, plus légers uniquement pour la ville, Soit augmenter la prime d'état et/ou prévoir une défiscalisation partielle sur les frais professionnels de déplacement

Augmentation du prix du carburant

Crédit d'impôts pour tous les investissements allant dans le sens d'un logement mieux isolé, d'une voiture consommant moins de carburant etc...

Au niveau des logements prélever sur les loyers des locaux énergivores ou vétustes

Prime pour vélo électrique investissement massif de l'état dans les énergies renouvelables pour permettre la baisse des tarifs et rendre possible pour moi un contrat avec enercoop par exemple. Aide à la pose de panneaux photovoltaïques avec matériaux non polluants

Tout est possible. L'important c'est que cela soit juste. L'effort doit être consenti par les industriels aujourd'hui.

(id ci-dessus)

Favoriser l'émergence de pôles régionaux multiples et pas uniquement d enormes métropoles.

sans objet

RAS

VOTRE exemplarité, VOTRE limitation de consommation, VOTRE réelle volonté de mettre fin aux mensonges et de dire enfin les choses.... que notre pays 5° puissance mondiale grâce entre autres à l'industrie militaire qui ne créé pas des armes uniquement pour les stocker mais que ces armes doivent être vendues et qu'elles le sont pour tuer et qu'il est nécessaire d'entretenir des conflits pour continuer de prospérer tranquillement chez nous..... Ce cynisme n'est plus de mise. VOTRE exemplarité? créez un MINISTERE DE LA PAIX et de L'ENVIRONNEMENT avec le budget militaire et vous serez crédibles.

TVA reduite sur les depenses d isolation

Aucune

Malgré le fait que je prenne le train pour aller à mon travail, je dois prendre mon véhicule pour aller à la gare qui est à 6 km de chez moi. Il n'y a pas de bus pour aller à la gare. Je pourrais y aller en vélo mais le parking n'est pas sécurisé et je crains de me le faire voler. Donc, il faudrait avant tout un bus entre mon domicile et la gare et en plus un parking sécurisé.

Des politiques à long terme qui ne nous incitent pas un jour à acheter du diesel pour le combattre après...on peut se demander si ce ne sera pas la même chose avec l'électrique dans quelques temps...

avoir des informations vraies et réelles et non pas falsifiées comme aujourd'hui

Mettre en place le bio carburant dans toutes les stations ; concevoir des produits réparables ; abolir certaines normes (date de péremption sur les produits alimentaires) source de gaspillage ; supprimer les monopoles de distribution d'énergie pour avoir un réel choix du plus offrant

augmenter le montant de la taxe du ramassage des ordures ménagères , la lier au poids.

N'est il pas inepte de lier la simplicité et le plan financier ? Voyez le concours Lépine!

Sentir une dynamique collective

Rien.

taxer les embalages

Gratuité des transports en commun urbain et même peri urbain

Avoir un crédit temps pour des actions écologiques...

La contrainte financière n'est pas toujours une solution. Les aides sont difficiles à mettre en œuvre de façon «juste». il y a trop de risques de dérives.

Densifier les transports publics et réduire leur coût.

De nouvelles idées de gestes quotidiens auxquels je n'ai pas pensé.

Favoriser les offres les plus écologiques sur l'ensemble de la chaîne de valeur en taxant les produits qui sous prétexte d'être accessibles sont destructeurs d'environnement et d'emploi.

Covoiturage, + alerte sur un voyant de surconsommation qui serait dans la maison pour nous avertir qu'à x personnes dans un foyer, nous ne devons pas consommer plus de x kg de déchets, plus de x L d'eau, plus de x KW de chauffage.

Bonus pour achat véhicules électriques Rationalisation du réseau ferré et augmentation de la fréquence

Que les transports en commun des centre ville soient gratuit, et qu'il ya ait pls de transport en commun au périphéries des grandes villes.

Développement des transports en commun.

je change mes comportements quand les solutions proposées me semblent bonnes mais pour l'instant en matière de voiture la meilleure solution est encore l'essence (comparatif fait) l'électrique est une plaisanterie. Investissez dans la recherche

Augmenter la fréquence des TER et les possibilités de se garer proche gare (aujourd'hui on ne peut pas prendre le TER car on ne peut pas se garer ... et pas de bus pour accéder non plus)

Pouvoir changer de véhicule pour une hybride ou un electrique, une partie de mes impôts pour financer cette investissement plutôt qu'un migrant, un nouveau RAFALE, la vaisselle de l'ELYSEE ou une piscine

Taxe sur les produits transportés par des véhicules polluants, camions ,bateaux , avions .Baisse de taxe sur les produits issus de circuits courts.

Attendre que voiture ou chaudière lâche pour permuter. Pas d'accord pour changer alors que ce que je possède et que j'ai bien cher fonctionne. D'autant que les aides sont insuffisantes pour des foyers à faibles revenus.

Transports en communs urbains gratuits

voiture électrique abordable avec des batteries non polluantes

Je paye deja enormement d'impots, faisant partie de la classe moyenne superieure qui est surtaxée par le gouvernement et les collectivitées locales et ne supporte plus l'idee de nouvelles taxes!

Taxe carbone

Taxe carbone

Je gagne juste un peu plus d'un SMIC et les découverts ne sont pas rares ! Pour répondre à cette question, il est impératif que ce qui me sera prélevé pour changer mes comportements doit être intégralement compensé par ailleurs et pas dans un hypothétique délai ni reporté par une promesse politicienne. Sinon, je pourrais bien me retrouver un jour «gilets jaunes» ce qui, à priori, n'est pas mon orientation politique à ce jour.

baisser encore le cout des transports en commun notamment les abonnements bus et tramway et metro sur Lyon ;pour une famille monoparentale avec deux enfants le cout est trop élevé

Il y en a plein : que mon supérieur accepte le télétravail par exemple ! Une adaptation de mes horaires et de la charge de travail (très supérieur à 35h) pour permettre de prendre plus souvent les TC, ... Mais aussi, une assistance sur les aides possibles (à voir également pour les classes moyennes moyennes et les célibataires qui payent accessoirement des impôts)

énergie verte moins chère

Mettre en place plus de transports en communs. Réinstaurer la taxe carbone.

gratuité des transports

Inciter financièrement au covoiturage en allégeant la TTipp par exemple, obliger les entreprises à verser la prime au transport en commun pour les vélos,

Voir plus haut : un réseau de pistes cyclables sécurisées comme d'autres pays européens l'ont fait (à travers champs, sur voies réservées écartées de la circulation automobile), une offre de transports en commun adaptée aux besoins des usagers (fréquence, disponibilité, confort).

Sécuriser le parking des vélos

Mettre des transports en communs à dispositions de tout le monde. Des pistes cyclables aussi.

Une mise en avant des produits (traçabilité etc) et une dénonciation des méthodes actuelles

Je ne sais pas

Taxer les entreprises polluantes et la finance pour compenser leurs externalités négatives permettrait de donner l'exemple et rendrait plus acceptable de fait de demander à tous un effort proportionné à ses moyens.

idem

Arrêter la publicité créant frustration et faux besoins Montrer les bons exemples, plus de simplicités dans nos vies quotidiennes, plus de bon sens... Montrer que ce changement ne passe pas forcement par la privation et le retour au moyen age Communiquer par le service publique audiovisuel sur les initiatives locales qui fonctionnent et favorisent le lien social : pedibus, cantines intercommunales, jardins partages, monnaies locales

Baisser de quelques de degrés la temperature / economie d'energie

Simplifier les aides à l'isolation hiver et été des maisons : c'est devenu un capharnaum ! Arrêter les aides avec conditions de ressources car on est toujours un peu au-dessus !

La SENSIBILISATION, des méthodes simples et efficaces pour décrire de façon ludique les petits gestes du quotidien à tous. Par exemple une pub ludique à la TV, sur internet... Mais surtout les décrire de façon ludique, il ne faut pas associer cette effort à une contrainte. Il faut plutôt les associer à une forme de reconnaissance, de satisfaction et de fierté personnelle d'agir pour la planète et les générations futures. Par exemple le système de tri est trop complexe en France! Chaque région à son propre fonctionnement et les consignes de tri ne sont pas assez diffusées. Sans parler du sens des mots, exemple: après un déménagement en région centre j'ai dû trier mes déchets en secs et humides. Qu'est ce que le sec, et qu'est ce que l'humide? Sans un guide facilement accessible, le tri est vite mal fait et on perd tout le bénéfice des efforts qui ont été fait en amont. Dommage!

Rien, démarche personnelle

garantir la sécurité des 2 roues en ville et installer des aires de parking adaptées.

La facture électricité, heures creuses ....

Contrat électricité pour heures creuses et pleines

Contrat électricité heures creuses et pleines

Contrat favorable heures creuses

Avoir une vision claire et incontestable des pollutions des véhicules par exemple. Longtemps la France a fait la «promotion» du diesel, aujourd'hui on nous affirme que c'est cancérigène alors même que les émissions de certains gaz sont partiellement maitrisables par divers dispositifs.(filtres à particules, additifs aux carburants ou à la combustion, etc ...) Est-on sûr que les véhicules électriques sont au final moins polluants? Peut-on l'affirmer? Ne s'engage-t-on pas dans un système qui va nous rendre totalement dépendants de la Chine en ce qui concerne les batteries? Il faut que les français puissent s'appuyer sur des études sérieuses et accessibles à tous pour faire un choix responsable en connaissance de cause.

Je pense que la liste de solutions dépasse très facilement le millier, impossible de les détailler ici.

Des pistes cyclables sécurisées comme en Allemagne (donc des axes dédiés aux vélos) pr basculer vers ce mode de transport doux de façon maximale au quotidien.

Que les contrats de consommation électrique favorisent les heures creuses.

Les solutions les plus écologique sont toujours les plus chères par exemple acheter une voiture électrique, isoler sa maison... donc il faudrait rendre accessible à tous ces choix. Par ailleurs l'État réfléchit toujours en terme de financement' d'argent et de taxe qu'il va bien pouvoir prendre. c'est comme cela que le mouvement des gilets jaunes a commencé. or tout ne se résout pas par de nouvelles taxes et des sanctions sur la population parfois il faut des décisions politiques très simples pas onéreuse est en accord avec le population et auxquelles tout le monde puisse adhérer. Exemple interdire la construction d'objets à obsolescence programmée favoriser le commerce local et de proximité interdire la construction de véhicules trop polluant taxer les avions et le kérosène ...

Contrats proposant des optimisations heures creuses et pleines

Fixer un prix tres bas pour une consommation de base a definir dans les domaines essentiels (electricite, eau, ordures menageres, transports, etc...) et augmenter le prix de maniere exponentielle au-dela.

Il faudrait surtout que les collectivités et l'État montrent l'exemple par des priorités sur l'écologie: taxer davantage tout ce qui contribue au changement climatique : taxer le kérosène, le fuel lourd. Taxer les produits importés et moins ceux qui sont verts ou bio.

Les vraies décisions doivent venir de l'Assemblée Nationale avec de nouvelles lois qui obligent à la transition écologique : nous n'avons plus le temps d'attendre

Si les constructeurs de voiture proposent de plus en plus de choix en voiture électrique et que la TVA des pros n'est plus remboursé sur du diesel mais de l'électrique, nous basculerons avec plaisir sur de l'électrique.

Que la taxe sur les ordures ménagères soit proportionnelle à la quantité de déchets jetés par les ménages, SANS exception et SANS tarif préférentiel. Revoir les tarifs de la SNCF qui sont honteusement chers (en TGV comme en abonnements TER) parce qu'ils offrent trop d'avantages au personnel : c'est comme si les salariés de Carrefour pouvaient faire leurs courses gratuitement. Ce n'est pas le cas car ce n'est pas viable, alors pourquoi ça doit l'être pour la SNCF???

création d'abonnements type carte orange sur tout le territoire

Réduire la TVA sur les investissements à caractère écologique (sans passer par la mauvaise solution des crédits d'impôts ou des primes et de leurs multiples conditions d'attribution)

100% d'aides

100 % de financement

voir ci-dessus

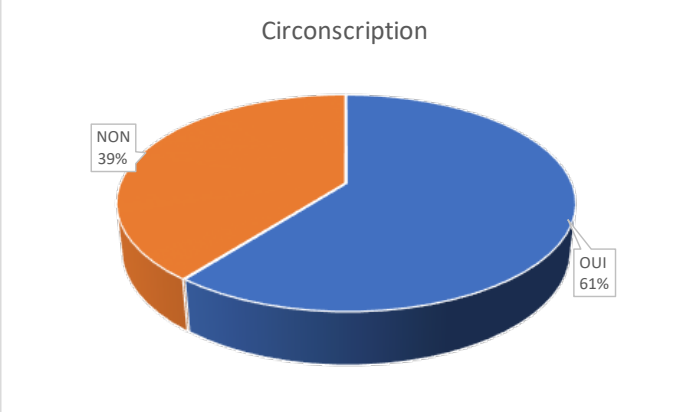
C'est plutôt une question de mentalités et de modes de vie. Aucun effort financier n'est supportable pour des personnes à faible revenu, qui sont aussi les mêmes qui habitent dans les bâtiments les plus dégradés ou roulent avec les voitures les plus vétustes.

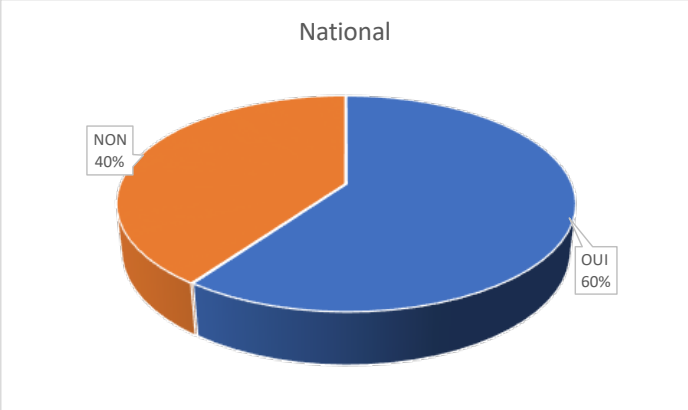
les déductions d'impôts à condition d'être réellement incitatives

Credit d'impots

L'énergie la plus écologique et la moins couteuse est celle qu'on n'utilise pas ; il faut donc commencer par isoler, puis ensuite adapter son mode de chauffage en fonction de sa situation : pompe à chaleur, panneaux solaires, éolien, géothermie, chauffage au bois.

Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?





Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à changer de mode de chauffage ?

Des aides! Ou avoir des conseils adaptés à mon budget pour aller vers le mieux.

des aides financières pour les propriétaires. En logement sociaux, on est surchauffé , on paye même si l'on ferme nos radiateurs ....n'y a t'il rien a revoir ?

J ai déjà changé les radiateurs

Baisser le prix de l'immobilier pour être propriétaire.

M'aider à réaliser le prototype par son financement.

Je suis locataire, le mode de chauffage ne peut être changé, mais la maison est très mal isolée

travaux sur le chauffage en cours dans ma residence (chauffage collectif au gaz) pour economies d'energie

Me faire des propositions par l'intermediare D'une société INDÉPENDANTE des fournisseurs d'energie Ou des constructeurs

Si on veut promouvoir les pompes à chaleur, il faut impérativement prendre en compte les nuisances sonores associées.

Etant locataire je ne peux pas faire grand chose.

Une forte incitation financière avant les travaux de remplacement et non le crédit d'impôt a posteriori

Certifier une énergie électrique décarbonée par la relance du nucléaire

Le problème dans le bâti existant est que les gains en économies d'énergie voient leurs coûts augmenter exponentiellement au fur à mesure que l'on avance dans le traitement des points les plus consommateurs. En terme d'efficacité il vaut mieux cependant mettre la priorité ou la pression sur tous les acteurs qui sont les plus contributifs au gaspillage d'énergie que chercher au delà d'un seuil d'économie d'énergie qui côutera plus qu'il ne «rapportera».

De l'information et une aide par un prêt à taux zéro

Géothermie

Obtenir une aide financière pour changer ma chaudière (sans critère de revenus financiers individuel)

une TVA réduite à 5,5%

Avant de changer de mode de chauffage, il faut d abord avoir isoler au mieux son logement et que l industrie propose des solutions fiables, modernes et réellement écologiques et à des prix accessibles.

Prime d'état, ou réduction de taxes pour le remplacement, ou la révision, des installations existantes.

Pas d'actualité

il faudrait déjà savoir quels sont les modes de chauffage à changer et pourquoi il convient de changer

Une chaudière à gaz à condensation récente c'est déjà pas mal. ça coute cher à l'achat et en entretien.

Je me chauffe à l'électrique. Ce qu'il faut c'est avoir un mix électrique national plus propre. Notez que je suis chez un fournisseur 100 % renouvelable.

Mon chauffage est électrique, ce n'est pas un scandale contrairement au fioul ou charbon utilisé par des entreprises par exemple. Il faut par contre changer le mode de production de l'énergie électrique en France.

Une aide au financement importante.

il faudrait convaincre ma propriétaire riche à millions (elle possède trois immeubles, 50 logements en location et ce sont des catastrophes énergétiques) d'investir dans ses logements

Des prêts à taux zéro, des aides fiscales plus importantes

Nous sommes dans un zone venteuse sur une colline. Je rêve d'un système d'éoliennes de petite taille sur les toits pour l'autoconsommation de la résidence.

Rénover ma maison ... mais encore une fois qui paye ? Le diagnostiqueur a montré que c'était une passoire thermique sur tous les murs et le toit ...

C'est déjà fait

Installation techniquement compliquée et nuisances sonores au voisinage (co-propriété)

nous pourrions envisager des panneaux solaires :si l'on nous prouve que ces panneaux sont écologiques et non polluants à la fin de leur utilisation

Je vais attendre la mort de ma chaudière qui fonctionne très bien et est bien entretenue, avant d'étudier la question avec mon chauffagiste (chaudière à pellets ? pompe ?) Si le bio-fuel arrive sur le marché je suis prêt à faire immédiatement modifier ma chaudière pour l'utiliser. J'aurai besoin de connaître toutes les aides possibles, car plusieurs organismes en propose, et c'est compliqué.

Une prise en charge financière de l'ordre de 50% sans condition de ressource du foyer.

Pour passer du chauffage au gaz à un autre type de chauffage plus écologique, le coût des travaux serait très important et donc inenvisageable aujourd'hui dans une maison ancienne

De l'argent

fait

Modifier les modes de construction

que l'énergie verte ne soit pas 20% plus chère, encore une fois un effort de 5 à 10% me semblerait possible mais pas plus

Que la défiscalisation ne soit pas «mangée» par l'augmentation des marges des entreprises ainsi que c'est le cas pour le solaire ou géothermique.

Aider à la modernisation des vieilles résidences ou anciens logements.

La question n'est pas de convaincre mais de disposer de véritables solutions alternatives à bénéfice prouvé ET viables économiquement. Exemple : E.Philipe parle d'interdire le chauffage au fuel. Admettons. Mais je ne suis raccordé qu'à l'électricité je n'ai donc pas énormément de choix. Pour le gaz, est-ce vraiment mieux, il faut soit se ruiner pour que le lotissement se raccorde soit une cuve mais les distributeurs pratiquent des tarifs et contrats abusifs. Pompe à chaleur? On va construire des centrales nucléaires pour nous alimenter tous? Et l'efficacité en basse température est ridicule. De plus cela m'imposerait de changer TOUT le système de radiateur car dimmensionné pour fluide haute température (80/90°). Les PAC de chauffage central sont sur de la basse température. Chaudière au bois ? On va reboiser 10x la surface de la France avec des arbres OGM à pousse ultra rapide ? Bref, commençons par trouver un mode de production de l'énergie permettant un coût faible ou acceptons de financer ce coût par la dépense publique et misons alors sur du tout électrique en aidant massivement à la reconversion.

Recevoir une aide et forcer les copropriétés (je suis dans une immeuble)

Avoir des aides financière et des obligations pour ma copropriété

le plan financier. je changerai volontiers de chaudières et l'isolation de mon appartement si j'en avais les moyens

Supprimer les charges sociales et la TVA pour que cela coûte moins cher

taxer les fabricants de mode de chauffage polluants et obliger les fabricants a baisser les tarifs des modes de chauffages moins polluants mais surtout ne pas inciter le remplacement des modes de chauffage qui n'est en fait qu'une incitation a la consommation de mode de chauffage

des aides financieres

En exposant clairement le chauffage idéale. En ramener le prix de l'investissement d'un nouveau mode de chauffage amortissable rapidement (5 à 8 ans) avec des économies conséquentes par la suite.

Assurer l'approvisionnement de cette énergie.

Je viens d'appliquer ce principe à ma chaudière (pompe à chaleur, au lieu de fuel)

La géothermie, mais c'est valable pour des constructions neuves, par pour de la rénovation. En matière d'électricité, nous avons perdu le marché du photovoltaïque, en ne soutenant pas assez les fabrications françaises. Pour l'éolien, la cabale des écologistes va nous en faire perdre un autre.

un plan sur 10 ans avec des marques fabriquées en france

peut être utiliser l'énergie solaire

solaire/ photovoltaique qui demandent de forts investissements

Aide financière pour isoler la maison.

Aide type crédit d'impot

Primes pour l'isolation et la rénovation thermique des bâtiments.

Pompe à chaleur => Energie Nucléaire ....Ah ! «Le choix tout nucléaire de la France !» Nous, et nos enfants, allons en payer le prix longtemps ! Par contre pour passer au solaire, c'est une autre histoire !

j'ai déja un chauffage écologique

un prix plus bas pour favoriser la géothermie

je suis au gaz

C'est une question de trésorerie car l'investissement initial est conséquent. Il s'agit peut être d'une aide à l'investissement initial

Seulement pourquoi ? ça va couter cher pour le même chauffage que j'ai. Cette question suppose j'ai plein d'argent qui train. Et je n'ai pas envie de dépenser pour rien. Quand ma chauffage sera replacer à la fin de sa vie, je vais choisir un autre.

la trésorerie et des entreprises compétentes car trop souvent ce n'est pas le cas.

Etude technique et subventions

Des aides pour l'équipement en panneaux solaires ou chauffage à énergie propre (géothermie...)en simplifiant : aides identiques pour tous et un seul interlocuteur (centralisation des mesures).

étant en chauffage collectif il y aurait peut de nouvelles solutions, mais nous venons déjà de changer nos chaudière par des chaudières de dernière génération.

toujours pareil pouvoir VRAIMENT déduire l'investissement de mes impots.

Informer, notamment pour les cas particuliers (voir 2 questions plus haut).

Aides plus incitatives et moins complexes...

Aide pour mise en place d'une programmation et d'une régulation de la température ambiante plus efficaces.

Que les travaux nécessaires à l'implantation d'un nouveau circuit de chauffage soient aidés aussi... Sinon, aucun intérêt

une subvention

M'informer des alternatives et prévoir éventuellement un étalement de la dépense engendrée par le changement

Rien c'est déjà fait.

Chauffage tout électrique même si habitation plutôt bien isolée. Production photovoltaique permettant une autoconsommation et donc une réduction de mes besoins liés au nucléaire.

Donner plus de poids et de présence à des agences d'évaluation indépendantes permettant d'apporter un conseil neutre, ce que ne feront jamais des entreprises privées qui vivent de ce business et donnent des conseils biaisés.

Convaincre mon propriétaire!

Le seul mode écologique qui conviendrait serait la conversion au granulé bois, mais le stockage volumineux et dangereux pose encore qq problèmes, surtout en ville.

plus de moyens financiers !

Imposer aux bailleurs de tout ordre la rénovation énergétique des biens en location.

Je viens de changer ma chaudière gaz

investissement coûteux

Pas pu trouver de solution jusqu'ici à part l'isolation; maison ancienne pas du tout adaptée aux modes de chauffage alternatifs, géothermie (pas la place), solaire (solution insuffisante, pas assez de surface) chaudière à granulés bois (pas de place de stockage)...ce n'est pas d'être convaincue...c'est la faisabilité qui pose problème, ou alors nous avons été mal conseillés...

il faudrait seulement le completer

il convient d'arreter de se forcaliser sur les particuliers et demander aux grands groupes de faire les investissements nécessaires

Aides

Je ne sais pas

un ROI véritable

un ROI véritable

Aides financières pour l'invesrissement

M'informer, me proposer des avantages financiers sur le court et long termes

éolien, Photovoltaïque, courant durable.....

Encourager les énergies vertes!! Gaz et électricité provenant de producteurs favorisant les énergies renouvelables = aides et incitations de l´etat.

Moyens financiers, pour pouvoir investir....

Il faudrait mettre en place un vaste programme national pour financer l'installation gratuite sur chaque toit de panneaux solaires permettant la production autonome d'électricité et de chauffage.

Lancer un vaste programme d'installation gratuite de panneaux solaires sur tous les toits de France, permettant à chacun de produire sa propre électricité et son chauffage

TVA réduite sur matériel et mains d'oeuvre

Subvention ou deduction fiscale beaucoup plus incitative

Aides publiques à des installations adaptées

il faut qu'il y ait un retour sur investissement acceptable

Voir réponse ci dessus

Je me chauffe au gaz ... je devrais me chauffer comment ? à l'électrique ? au feu de bois ? (le plus polluant) En revanche, il faut inciter les particuliers à isoler leur logements : crédit d'impôt massif

Bonjour il faudrait inciter plus de syndics professionnels à le faire mais tout en étant raisonnable pour tout le monde .

Je vais attendre la mort de ma chaudière avant d'étudier la question avec mon chauffagiste (chaudière à pellets ? pompe ?) Si le bio-fuel arrive sur le marché je suis prêt à faire immédiatement modifier ma chaudière pour l'utiliser. J'aurai besoin de connaître toutes les aides possibles, car plusieurs organismes en propose, et c'est compliqué.

Chez moi le chauffage est collectif et toutes les aides sont pour les particuliers. A quand l'obligation et l'aide de l'état pour isoler les toitures terrasses des immeubles collectifs, et la pose de panneaux photovoltaïques sur ces mêmes terrasses?

Dans le cas de mon logement (chauffage électrique), il faudrait faire de trop grosses dépenses pour ne rien gagner en CO2.

Aide de l état plus conséquent

Je suis locataire donc cela concernerai plus mon propriétaire. L'isolation du logement n'est pas bonne et les petits radiateur électrique tourne pour ne pas chauffer grand chose. Il faudrait un matériel plus performant, des panneaux solaire sur le toit de l'immeuble et un bâtiments mieux orienter.

Le solaire ou la géothermie seraient encore plus écologiques mais ces solutions se heurtent soit à des problèmes techniques (géothermie) ou des problème de rentabilité (solaire). Ce sont des investissement lourds et on ne peut pas changer de système tous les 4 matins.

Imposer l'usage de panneaux solaires, panneaux photovoltaïques, éoliennes, puits canadien, géothermie dans les PLU notamment pour les opérations immobilière de logement.

Rien, je vais attendre que ma chaudière soit cassée. Halte au gaspillage

Question non pertinente en immeuble à chauffage collectif

Aide plus importante pour, par exemple, installer une PAC air-eau en remplacement de ma chaudière à gaz, couplée à une extension de mon parc de panneaux photovoltaïques pour prendre en compte son fonctionnement

Chauffage électrique et maison bien isolée = peu de CO2

Chauffage hydroélectrique avec mon moulin

Il faudrait que mon pouvoir d'achat augmente au lieu de régresser (JE SUIS RETRAITEE)

le prix de l'installation et des sources d'énergie sachant que l'électricité n'est pas vertueuse bien au contraire entre les terres rares pour les voitures et le nucléaire

Chauffage collectif trop onéreux : donc projet pour remplacer les fenêtres afin de mieux isoler les appartements et réduire la facture de chauffage

aide financière

je suis locataire donc pas décisionnaire.

Avoir des batiments autonomes, se baser sur la géothermie, arrêter de construire des hangars commerciaux qui sont des gouffres énergétiques (et qui consomment de la surface arable et entraînent des déplacements consommateurs d'énergie...)

le réponse appartient à 40 propriétaires

Des aides plus importantes financièrement....

Aider à la transition pour les logements collectifs

solaire mais nécessiterait une aide qui n'existe plus

La copropriété ne l'autorise pas

Meilleur retour sur investissement Technologies qui s intègrent harmonieusement dans le paysage

Je ne suis pas assez renseignée a ce sujet.

Nous sommes chauffés au gaz; c'est pas mal mais il y a mieux : éolien ou photovoltaique

Vivant en copropriété avec chauffage individuel chaudière gaz,il est difficile d'anticiper autre chose. En revanche ,pourquoi ne pas étudier la faisabilité du recyclage d'air VMC ,ces VMC entrainant un coût important en dépenses d'énergie. Ces améliorations pourraient être mise en application après étude de faisabilité et de d'aide de l'Etat

Nous sommes chauffés au gaz de ville et bientôt au gaz de ville couplé à des panneaux solaires mais toute amélioration est bonne à prendre et à envisager.

aide pour financer ces changements, mais que les entreprises installatrices n'en profite pas pour augmenter leur prix

Chez nous cela est déja fait

Que le coût du changement puisse être directement absorbé par les économies générées, et réglé sous forme de mensualités dont le montant correspondrait à l'economie Mensuelle.

sans doute, mais actuellement on a fait au mieux ; chaudière gaz condensation dans maison isolée.

Une incitation fiscale

Convaincre la copropriété

je suis trop âgée pour changer

J ai un chauffage au gaz

en fait je ne sais pas trop, je possède une chaudière au gaz de ville, entretenue tous les ans, mais je n'ai pas d'information suffisante sur les autres modes de chauffage et leur pérennité dans le temps pour me permettre de faire des choix

je ne suis pas propriétaire

Aider financièrement les syndics pour isoler les immeubles et minimiser les dépenses et la consommation de chauffage central.

J'ai un insert et une pompe à chaleur air-air. Mais, en produisant mon électricité pour alimenter la pompe à chaleur (solaire par exemple : mais quelle est l'empreinte écologique de ce type d'installation ?), mon impact sur l'environnement serait moindre. De plus, les citoyens n'ont pas assez d'information sur les modes de chauffage écologique.

Le solaire en complément. Construire systématiquement et obligatoirement des immeubles voués à la location ou à l'achat avec des panneaux solaires servant à éclairer les parties communes par exemple.

Il faudrait que mon propriétaire investisse pour mieux isoler l'appartement, qui fait parti des 'appartements passoires', et développer l'utilisation du solaire thermique et de la bioénergie pour que le prix baisse et que de telles alternatives deviennent systématiques.

je viens de passer du fuel au gaz

Améliorer les solutions technologiques comme la production personnelle de l'électricité

des solutions en géothermie plus abordables pour modifier des installations existantes

une aide financière incitative

Accompagner les copropriétés, pas seulement les maisons individuelles, par un crédit d'impôts post travaux d'isolation.

Immeuble à chauffage collectif avec compteur individuel. Je règle manuellement le thermostat de mes radiateurs en fonction de mes besoins. Je les éteins lorsque j'aère l'appartement. Je ne suis que locataire d'un appartement en copropriété.

Immeuble à chauffage collectif avec compteur individuel. Je règle manuellement le thermostat de mes radiateurs en fonction de mes besoins. Je les éteins lorsque j'aère l'appartement. Je ne suis que locataire d'un appartement en copropriété.

Immeuble à chauffage collectif avec compteur individuel. Je règle manuellement le thermostat de mes radiateurs en fonction de mes besoins. Je les éteins lorsque j'aère l'appartement. Je ne suis que locataire d'un appartement en copropriété.

Pour ma part la rénovation est faite car je suis propriétaire. Mais mon local professionnel que je loue depuis quinze ans est en simple vitrage avec un chauffage collectif. Le propriétaire refuse tous travaux

Pour ma part la rénovation est faite car je suis propriétaire. Mais mon local professionnel que je loue depuis quinze ans est en simple vitrage avec un chauffage collectif. Le propriétaire refuse tous travaux

aider à améliorer l'isolation thermique

des panneaux solaires mais dans un immeuble, la réponse dépend des copropriétaires

Alimentation des éclairages des parties collectives des immeubles par panneaux solaires sur les toits.

aides financières

je suis en copropriété, avec un chauffage collectif au gaz, instaurer un chauffage individuel.

aides financières

Comme il y a une amende si on passe au feu rouge, il y a une amende pour celui qui laisse sa fenêtre ouverte plus de 10 min quand le chauffage collectif est en fonctionnement.

Prêt à investir en Panneaux solaires photovoltaïques sur mon toit de maison, mais avec un retour sur investissement de 5 à 6 ans (et non de 10 à 12 ans comme aujourd'hui). Investissement actuel de 18/22kE trop cher. Améliorer les performances des cellules solaires (rendement actuel inférieur à 20 %). Achat uniquement si production Française ou filière européennes. Stop à l'importation massive de Chine, subventionnée par l'état et la distorsion de concurrence

Subvention ou crédit d'impôt à hauteur de l'investissement comme par exemple les pompes à chaleur réversibles.

Investir 8 à 10 K€ pour changer de mode de chauffage est un investissement énorme au regard de l'économie potentielle qui avoisinerait les 500 euros annuels.

Aide financière pour panneaux photovoltaïque, géothermie

Le retour d'une fiscalité avantageuse

Des aides substantielles pour l'isolation des combles par exemple.

favoriser le chauffe eau solaire

Aide pour chauffage solaire

TVA reduite sur pompe à chaleur

Ce n'est pas à moi à changer de chauffage; j'ai un chauffage gaz c'est au distributeur à introduire du biogaz dans ses tuyaux

le solaire

Me prouver que mon investissement sera rentable à très court terme et réellement écologique.

avoir des prix compétitifs sur le matériel de rechange

Isolation renforcée de l'habitat pour supprimer le chauffage.

Donner les moyens financiers suffisants pour changer de mode de chauffage sans qu'il devienne une corvée ou pour changer de radiateurs

plus d'informations de la part ds service d'état sur les avantages des différents systèmes. Les proposition privées sont commerciales et peu fiables.

Financement par l'Etat de pompes à chaleur géothermiques partagées Distribution de la chaleur au niveau des communes ou de quartiers. Installation de centrales solaires.

Chauffage collectif, la décision ne dépend pas de nous.

chauffage au bois

mon système par pompe à chaleur de source électrique correspond à mon habitat

Avoir un bonus de l'état (pour photovoltaique)

retour sur investissement Mais aussi des politiques publiques qui ne changent pas au gré des gouvernants et des modes : il y a 20 ans, il fallait du tout diesel pour les véhicules par exemple... Maintenant du tout essence .... C'est très manichéen ! Est-ce cohérent ? et susceptible de nous inciter à croire aux grandes décisions ?

Une aide financière sur les énergies les plus propres. Que le coût réel des énergies et de l'impact de leur utilisation (dépollu-

tion, santé, risques, entretien ...) soit répercutée sur les factures (électricité, fuel, gaz, bois ...)

Aide financière du type prêt à taux 0

Surement mais ce n'est pas le pire, c'est compensé par une très bonne isolation (notre conso est largement inférieure à la moyenne) et de toute façon je suis en location donc je n'ai pas la main sur ce sujet.

Il faudrait interdire la création de logement qui ne seraient pas à énergie positive et inciter la construction de ces derniers pour les rendre accessibles au plus grand nombre.

Non concerné

Lors du renouvellent de Ma chaudière dans les 5 prochaines années je regarderai les solutions et une aide sera la bienvenue

Arrêter l'augmentation du chauffage électrique

Une aide financière

C'est en cours ... mais pas assez de sociétés FIABLES pour installation de panneaux solaires

aide financière plus importante,facilité administrative

j'ai répondu oui mais de manière partielle, on peut se poser la question lors d'un renouvellement. A voir également les nouvelles technologie et leur prix

Comme nous sommes dans un immeuble chauffé au fioul, obliger les organismes de logements sociaux à entreprendre les travaux de rénovation du système de chauffage. Favoriser la mise en place d'immeuble en coopérative d'habitants où la recherche d'un chauffage respectueux de l'environnement fait partie intégrante du projet.

Être sûre que le nouveau mode de chauffage ne soit pas écologiquement mauvais d'ici 5ans

Encorager les depenses d'isolation et de changement de chauffage via deduction des impots comme fait precedemment; j'ai fait auparavant des ameliorations quand cela etait deductible de mes impots.

Rassurer sur la fiabilité de capteurs solaires, sur la compétence des professionnels et sur la faisabilité sans abimer l'existant.

Rassurer sur fiabilité des capteurs solaires, sur compétence et honnêteté des prestataires, sur capacité à installer sans abîmer l'existant

Comme dit plus haut, une aide substantielle - proche de 100 % - pour le remplacement de 3 radiateurs radiants par des caloporteurs.

je suis locataire pas le choix du mode de chauffage

Une assistance sur les aides potentielles réalisée par une institution neutre d'intérêt et une prise en compte dans le calcul de l'IR

baisser le cout des énergies vertes

Je ne sais pas

prime

Aide au diagnostic énergétique,

un reste à charge plus faible.

Une démocratisation et mise en avant des énergies renouvelables

Je vis en immeuble chauffé collectivement

Un retour sur investissement évident.

aides significatives

incitations fiscales, pour passer au solaire, et à l'éolien, maison passives.

Favoriser l'utilisation de thermique solaire même en zone Architectes bâtiments de France

fiscalité / aide pour investir dans un nouveau mode de chauffage et isolation maison

j'ai un chauffage collectif donc c'est réflechir avec les voisins

Simplifier les règles d'urbanisme notamment pour le solaire ou les casquettes bioclimatiques.

Le budget est souvent un frein. Une meilleure information des aides à disposition serait déjà un très bon point pour beaucoup de personnes. Pour la location par exemple c'est compliqué (co-propriété, propriétaire n'ayant pas le temps de se pencher sur la question...), surtout lorsque la location est de courte durée (ex: location étudiante). Un locataire ne demande pas spécialement au propriétaire de faire un changement sur le mode de chauffage de l'immobilier, et le propriétaire n'a pas forcément le budget (et le temps) pour ça non plus. Surtout s'il effectue déjà d'autres types de travaux après chaque locations (budget conséquent).

Rassurer sur la fiabilité des systèmes solaires, sur l'absence de risque de court circuit. Rassurer sur la compétence et le professionnalisme des prestataires. Assurer des travaux sans dommage pour l'habitation.

La priorité : s'attaquer aux économies d'énergie de chauffage, donc bien isoler sa résidence.

favoriser le chauffage solaire et les pompes à chaleur

Pompes à chaleur

Pompes à chaleur

Pompe à chaleur

Pompe à chaleur

Il faut permettre, dans les copropriétés les plus anciennes, de mettre en place des dispositifs de chauffage (eau chaude sanitaire et chauffage appartement) plus performants. Or l'installation des dispositifs à condensation plus économes en énergie ne sont pas aisés et se heurtent à des règlementations trop rigides. En effet, il est difficile d'obtenir rapidement les autorisations d'ouverture des conduits de fumées sur les façades d'immeubles.

Les ALEs devraient pouvoir nous donner une liste nominative des bons artisans qui sont ET compétents techniquement, et qui ne nous arnaquent pas sur les prix. Maintien des subventions par l'ADEME, mais pas pour enrichir les poches de certaines entreprises qui sont des voleurs.

Pompes à chaleur

Pompes à chaleur

de l'argent

On a changé notre chaudière pour une chaudière à condensation et changé nos fenêtres.

Une aide financière qui prenne en charge le changement

Nous sommes en immeuble en chauffage collectif donc il faudrait une aide financière pour que tout l'immeuble puisse passer au Solaire, à l'éolien local...

Simplifier les démarches pour les demandes de subventions ou aides diverses (trop d'interlocuteurs actuellement) Disposer d'installateurs aux compétences certaines (actuellement, manque de confiance dans leur sérieux.) Plus de transparence sur les devis établis, prix paraissant prohibitifs, amortissement de l'investissement aléatoire

Réduire la TVA sur les dépenses d'investissement (solaire par exemple)

100% de financement par les collectivités.

100% financement

Inciter les propriétaires de leur logement en collectif à rénover leur appartement (changement de fenêtre pour moins de perte de chauffage, changement du mode de chauffage).

Le chauffage : il n'y a pas beaucoup d'autres solutions que l'isolation des bâtiments pour le collectif.. L'automobile : il faut améliorer encore le service des transports collectifs, inconfortables et trop chers : vers des transports collectifs gratuits ? Le numérique, bien que qu'accroissant la facture de l'électricité, permet d'éviter des déplacements inutiles.

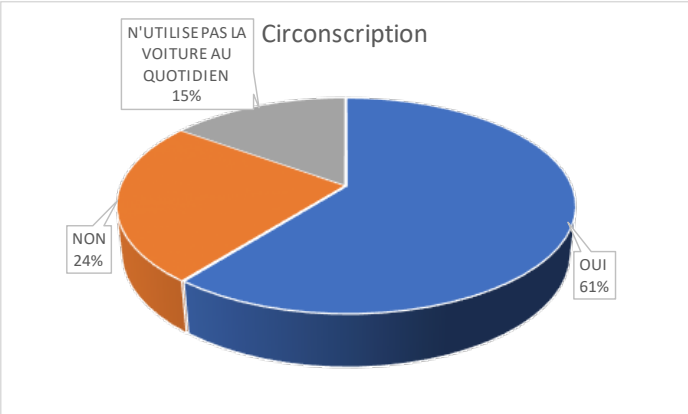
pompe à chaleur eau /eau

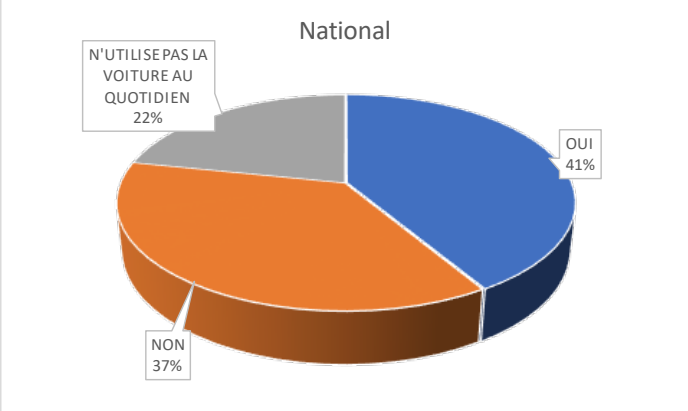
réduction d'impot

Credits d'impots simple de mise en oeuvre

Des études de réalisation précises, par des organismes sans but lucratif, et des incitations fiscales claires et efficaces.

Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'auto-partage, le transport à la demande, le vélo, etc. ?





Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à utiliser ces solutions alternatives ?

Plus de transports en commun, mais mon trajet est trop spécial je pense.

pourquoi avoir fermer les petites gares? pas assez de tranche horaires dans les petites gares restantes

Volonté personnelle.

rien; j'ai le droit d'utiliser ma voiture , j'ai payé 20% de TVA , la taxe sur l'essence rapporte gros à l'Etat, l'automobile fait vivre énormément de gens , alors cessons de la diaboliser

Me convaincre que je peux gagné du temps ou au moins n'en pas predre

J'utilise déjà largement le vélo pour mes déplacements quotidiens. L'agglomération de Lyon a déjà bien amélioré les conditions de circulation et de sécurité des cyclistes et continue à la faire.

élargir la validité du ticket de bus métro tramway de 3 à 4 h pour pouvoir faire des courses et un aller et un retour avec le même ticket.

MEME REPONSE QUE CI-DESSUS

velo, marche à pied, transports en commune pour l'agglo (LYON)

Créer des lignes de bus inexistantes pour éviter les détours.

Il faut développer les transports en communs et généraliser une prime vélo ou marche à pieds.

Favoriser les déplacements vélo ou trottinette aujourd'hui trop dangereux

Pour que les transports en communs fonctionnent il faut : + des parkings de rabattement gratuit + des fréquences adaptées aux horaires de travail + des temps d'attentes réduits + un minimum de confort par des capacités de transport adaptées et incitatives Dans les faits c'est l'inverse qui se produit prenons par exemple le réseau ferré à Lyon et l'ouest de Lyon : + les utilisateurs locaux vont voir leur gare déplacé de la gare centrale de la PART DIEU vers une autre gare moins centrale . Bilan ¼ d'heures de temps de transport supplémentaire par voyage. (Stratégie tournée vers la priorité donnée aux TGV pour les voyageurs venant de plus loin et la gestion des attributions de « sillons » = location créneau horaire d'utilisation des voies) + la concurrence dans l'attribution des sillons (= location des heures de passage des trains sur le réseau), plus rémunérateurs que le transport domicile travail quotidien, fait que les horaires ne collent pas aux besoins et que le nombre de trains est réduit. + la réduction du nombre de trains , sature les capacités des trains existants, rendant le voyage de plus en plus inconfortable . On a même vu des chefs de gare refuser de laisser démarrer un train parce qu'il y avait trop de voyageurs dans un train bondé. Le prochain train avec des horaires inadaptés aux horaires de travail ne permettait pas de répondre aux besoins. + la fiabilité des horaires ou des annonces de retard ou de suppression de trains, crée un sentiment « d'insécurité » permanent + ... Ce vécu montre une forme de mépris pour la population locale au bénéfice des grandes lignes et du transport de marchandise. Il faut retrouver une efficacité du transport local : + les marchandises ne doivent pas occuper les sillons des horaires de trajet aller retour travail des populations locales + le trafic grande ligne doit être adapté pour être complémentaire et non concurrentiel avec le transport des travailleurs locaux. Voir comment organiser les activités dans un souci social et environnemental de contribution au développement des transports en commun + il faut un réseau de « veilleurs » sur le terrain qui fait remonter dysfonctionnement et amélioration de l'efficacité et en face une cellule transversale capable d'apporter des solutions Comme dans beaucoup de domaine, on a perdu le contact avec les réalités du terrain. La réflexion est cloisonnée verticalement, trop centré « rentabilité », mais court terme sans avoir une vision synergique avec les autres usages

Les infrastructures publics, pistes cyclables, sites propres, bus et la qualité de certains service SNCF, réseaux transports...

plus de trains qui s'arrêtent plus souvent, qui ne soient pas en retard etc....

Augmenter la fréquence et la diversité des dessertes.

Avoir des services de transport en commun mieux organisés et moins souvent perturbés par des problèmes sociaux ou techniques. De plus ils doivent être moins couteux en optimisant leurs coûts de fonctionnement.

Continuer à développer ça pour que ça devienne facile et pratique, aujourd'hui en dehors des villes importantes c'est par moment compliqué. Les banlieues sont extrêmement bien desservies, pas les villages et campagnes...

Maillage plus fin, plus de fréquence ...

la localisation de mon habitation me contraint à utiliser la voiture

tarifs des transports publics incitatifs par rapport au prix des parkings en centre ville. Pour une famille avec 2 enfants sans abonnement aux transports publics, il demeure moins cher de se rendre en centre ville avec le véhicule familial qu'avec les transports publics.

De tte façon pour aller en ville, il faut prendre au moins 2 bus et 2h, et il y en a très peu par jour.

Meilleurs aménagements en pistes cyclables

Augmenter la fréquence. Baisser le prix !!!

Baisser le prix des transports en commun voire gratuité pour les étudiants qui ne bénéficient pas de la prise en charge de 50% par leur employeur ! Personnellement pour économiser la salle de sport et le prix d'un ticket je marche !

Améliorer la fréquence, le confort et le prix des transports collectifs.

Non le vélo n'est pas adapté : aucune piste cyclable et 30 km de mon travail. Le covoiturage ... je mets des annonces sur blablacar et personne ne vient s'inscrire. Il faut alors augmenter la cadence des bus et des trains.

Gratuité totale et développement de tous les transports en commun, notamment via la création d'un vrai service public du transport

AMÉLIORER LES TRANSPORTS EN COMMUN !!! Quand on a des contraintes horaires fortes et que les trains peuvent être supprimés sans prévenir on prend sa voiture. Idem si le parking de la gare est saturé dès le matin. Quitte à mettre 45 mn pour un trajet de 6 mn en TER... Quand aux lignes de bus, elles sont bondées au heures de pointe parfois on peut pas y entrer.

Il me manque juste un peu d'argent pour acheter un vélo à assistance

merci de vous reporter à ma réponse précédente

Les transports en commun sont de plus en plus victimes des délinquants. Musique dans le fond du bus, insulte, dégradation, aggression ... ça donne pas envie de délaisser sa voiture.

développer des pistes cyclables

Je suis déjà convaincu, mais voyager au quotidien par la SNCF demande une immense patience. Accélérer la privatisation, SVP, je n'arrive pas à imaginer que la qualité du service puisse être pire.

J'ai recours à ces solutions alternatives, de fait e n'ai pas le besoin d'être aidé.

J'utilise fréquemment le bus pour me rendre en ville ou le métro en laissant mon véhicule au parc relais Il faut augmenter la taille de ces parcs.

Les bus ne sont pas ou mal chauffés l'hiver ce qui m'incite à prendre ma voiture. Donc chauffer les bus le matin et baisser le coût des transports en commun

Des pistes cyclables dignes de ce nom plutôt que de simples traces de peinture sur la chaussée. Des trains en nombres suffisants pour ne pas se retrouver entassés debout dans des trains bondés, systématiquement en retard (quand pas tout simplement annulés)

Une organisation locale

Transport en commun gratuit ou beaucoup moins cher

J'en ai la possibilité, mais ce n'est pas suffisamment développé et organisé.

Avoir une offre suffisante

Accroître les parking relais

Que les véhicules à hydrogène(le brevet existe depuis longtemps)ainsi qu'a air comprimé(idem)soient commercialisés : c'est le rôle de l'état d'accompagner cela. Personnellement j'habite en zone semi rurale et ai des horaires décalés qui ne me permettent pas d'utiliser les transports en commun. De plus mon lieu de travail est a l'opposé de l'agglomération

Pas de solutions alternatives lorsque l'on réalise des horaires disparates et qui ne colle pas aux normes (comme terminer à 1h du matin). Se concentrer sur ceux qui ont des horaires répandus et fixes.

Que les horaires colle avec l'obligation d'extrême flexibilité d'horaire imposée par nos modes de vie. Ou alors que la société change du tout au tout et que de l'ouvrier au cadre, de la production au conseil et service aux entreprises il soit accepté de tous que nous fassions toutes et tous des horaires fixes. Ceci-dit, dans mon cas il reste un autre problème : le temps. En effet, en voiture j'ai 30' porte à porte alors qu'en multimodal (bus/train/marche) j'ai à minima une heure de trajet. L'impact sur la vie de famille n'est pas négligeable.

qu'il existe des transports en commun, prendre son auto pour bosser n'est pas un plaisir mais une nécessité

Densifier les transports en commun.

Densifier les transports en communs. Mettre de vraies pistes cyclables protégées partout

les horaires de trains ne sont pas adaptés à mes horaires de gardes en 12 h le premier train arrive 3 minutes après le début de ma garde, et je dois encore prendre un autre bus qui ne passe qu'une à deux fois par heure en semaine.

creer des grands parkings en peripherie des villes et des navettes gratuites avec des rotations rapides

Je pourrais prendre le TER mais je suis assez proche de mon travail avec un parking gratuit. Cela est à peine valable. Parfois, je pourrais le prendre lorsque mes horaires sont plus classiques mais sans abonnement, les coûts sont trop élevés.

Une fréquence accrue des bus, en particulier la nuit. Habitant la campagne, il faut prendre sa voiture si on veut sortir le soir

En semaine, pour ma part, la meilleure solution serait le télétravail.

Je les utilise déjà.

Oui, il y a le transport en commun. Celui-ci ajouterai 2 h de déplacement supplémentaire à mon quoditien. En semaine, pour ma part, la meilleure solution serait le télétravail.

C'est juste une question de motivation personnelle, et là encore de culture et d'habitude, donc de temps.

On les utilise mais partiellement. Encore une fois, aller d'un point A à un point B en peri-urbain ou campagne est contraignant sans voiture. Dénivelé, transports en commun rares en dehors des heures de pointe, pistes cyclables pas assez sécurisées pour côtoyer voitures et camions roulant entre 70 et 90 km/h.

Impossible quand on habite à la campagne, même pour rejoindre les TER, il faut prendre sa voiture (ce que j'ai fait pendant plus de 10 ans pour aller travailler sur Lyon).

Sensibilisation, coût des transports en commun avantageux

qu'elles existent partout ou elles ne sont pas aujourd'hui

J'exerce un métier de service et mon travail nécessite une grande mobilité à des horaires variables. Je ne vois pas comment éviter le nombre de mes déplacements. Sauf avoir une moins grande exigence sur la qualité du service rendu.

Plus de places de parking pour rejoindre les gares.

baisser les couts

Faciliter le covoiturage pour les gens bénéficiaires d'un véhicule de fonction (en plus gratuitement pour les covoitués)

Gratuité des transports en commun.

Avoir une voirie adaptée, contraignante pour les voitures, à condition d'avoir une offre alternative adaptée.

Rétablissement des lignes SNCF locales désaffectées

J'utilise déjà autant que possible les transports en commun pour me rendre dans la métropole voisine (Lyon)

une aide financière et le développement des petites lignes de trains TER avec mise en place de parkings à vélo sécurisés.

Je m'en sers quand je peux.

Rien, ceci me convient.

Parc relais plus nombreux ou à plus grande capacité (ils sont sur-chargés) à proximité des transports en commun (bus, métro, gares...) et des horaires plus adaptés (le soir en particulier). Inciter à l'utilisation de petits véhicules : vélos, scooters, motos. (plus d'espaces de stationnement gratuits en milieu urbain)

developper les transports en commun (bus ,tramway, trains),stopper les investissements dans les solutions de transports utopiques : télépheriques en plaine, monorails supersoniques et autres projets dementiels ,yperloop ...

des horaires plus amples, des tarifs abordables

Je le fais déjà... NEXT !

Développer l'offre de transport public... Les trains sont bondés le matin...Parking à proximité des gares n'offrant pas assez de places.

Beaucoup plus de transports en commun en terme de dimension et de fréquence (et de fiabilité !!!!!) Des parkings relais ou aux abords des gares au moins multipliés par 3 Le coût des abonnements/tickets à réduire

développer le réseau de covoiturage, de transport public, réaliser des investissements structurants pour rendre attractif ces solutions.

Un temps de trajet équivalent. Actuellement, si je prends les transports, mon temps de trajet serait multiplié par 1,5

Mettre en place des navettes pour relier mon village aux voisins où passent des bus qui me permettraient de rejoindre la Courly. Le transport à la demande ne répond pas à mes besoins car il faut faire plus de 3 km pour en bénéficier. Or sur cette distance en ce qui concerne notre village se trouve un passage à niveau classé dangereux de niveau 1 par la préfecture sans aménagement pour les piétons et les vélos. le TAD ne concerne pas non plus les scolaires donc quand il n'y a pas de transport en commun, pas d'autre choix que d'accompagner les enfants pour leurs activités en voiture. En revanche je prends beaucoup de gens qui font du stop quand c'est moi qui conduis. Le vélo dans les zones péri-urbaines est peu adapté aux personnes âgées ou handicapées et aux enfants, surtout quand il faut circuler sur des départementales étroites avec des côtes, sans aménagements ni trottoirs, empruntées par des convois exceptionnels.

Je le ferai encore davantage si je vois que tout le monde s'y met, même les «élites», vedettes, sportifs professionnels à la une des media,...etc.

je le fais

Pour les transports en communs : ne jamais supprimer des trains comme cela arrive au pied levé pour les TER / pour la ville, favorise et développer les circulation de bus et trams en site propre pour en assurer une meilleurs fluidité.

temps de tansports et facilité d'accès. Trop compliqué ou trop long actuellement. (30 min en voiture contre 2h en bus !)

Je le fais

Besoin de voiture pour rejoindre les parkings Relais des gares qui sont saturés . dans les campagnes, besoin de la voiture pour rejoindre le bus, le train...

J'utilise en partie la voiture pour me rendre à un arrêt de bus qui présente une meilleure fréquence de passages..donc pour moi il faudrait une plus grande fréquence de desserte près de chez moi (péri-urbain) et des lignes transverses.

responsabilité personnelle

je les utilise

être sur de pouvoir me garer près d'une gare et d'avoir un train toutes les 40 min.

Plus de liaison bus

Là ou j'habite, les transports en commun sont rares et peu fiables (tout le temps en retard, en avance, ne passent pas pour je ne sais quelle raison..). Etant donné mon métier, j'ai des horaires variables et des trajets aléatoires, je ne peux donc pas utiliser l'auto-partage ou le covoiturage. J'utilise ces derniers pour mes vacances ou mes week ends. J'utilise également le vélo en local dès que je le peux. Dans les zones rurales, le transport à la demande semble être une bonne solution.

meilleure qualité des transport en commun (cad un confort accru : absorption des bruits, nettoyage, conduite souple etc.)

Pour certains nous faisons déjà des efforts,

Aménagement des parkings à proximité des gares (+de places)

Bien qu'à la retraite, je suis encore actif (bénévole) et me déplace souvent dans la métropole. J'utilise une voiture électrique, mais je devrais plus fréquemment utiliser les alternatives. Cependant ces alternatives ne sont pas pratiques car les horaires sont restreints et plus longues en temps de trajet et quelquefois indisponibles car les relais ne sont pas présents (parkings relais). Il faut améliorer le service de ces alternatives (lignes de bus, de trains, horaires, ...) et en même temps (avec un léger décalage) augmenter les prix des solutions non écologiques.

Je prends les transports en commun, mais la qualité de service est insuffisante

Je prend déjà les transports en commun.

Améliorez les transports en commun (TER plus nombreux et plus ponctuel , Parking relais , Bus rapide sur voie dédiée, nouvelle ligne de tram , extension des lignes de métro)

rien, épouse handicapée, voiture obligatoire

Baisser le cout des transports en commun, gratuit pour les etudiants....

que cela soit pratique et ne prend pas plus de temps que prendre la voiture

Moins d'escaliers à monter et descendre , vu la situation de l 'immeuble .. !(214 marches AR, pour aller au centre commercial le plus proche ...

des transports en commun plus fiables dans leurs horaires et moins bondés aux heures de pointe

Diminuer le prix de ticket de bus et gratuité pour les scolaires . Cette décision peut se prendre au niveau local.

aucun mode de transport ne sera aussi pratique et performant que la voiture individuelle au delà d'une certaine distance dans

la mesure où je n'habite pas à côté d'une station de métro, et où les parc relais sont saturés dès 7H du matin.. Il faut développer les parc relais gratuits, gardés et pratiques d'accès.

Développer les transports en commun (30 mn en voiture, 1h45 en bus/tram)

Il faut multiplier les alternatives de type blablacar . Il faut mettre en place le ferroutage . Il faut mettre en place une tarification spéciale sur les routes pour ceux qui partagent leur voiture , utilisent une voiture non - polluante , il faut mettre en place des péages urbains .

Je suis déjà convaincu, mais voyager au quotidien par la SNCF demande une immense patience.

Prêt à utiliser des solutions alternatives encore faudrait-il qu'elles existent.

La gratuité des transports en commun, les pistes cyclables plus sécurisées

Des transports en communs plus efficaces

Encore plus facilité l'accès à ces solutions de mobilité alternatives. Plus de transport en commun, plus de voie de vélo protégées des voitures, plus de parking point de rencontre covoiturage.

Les transports en commun existent mais ils seraient encore plus efficaces et attractifs si les liaisons et les capacités en parking étaient mieux conçues sur les plateformes terminales. Les transports gratuits sont une fausse bonne idée.

Les pistes cyclables doivent être plus nombreuses et séparées de la route.

il faut des transports en communs efficaces et fiable.

Rien, je n'ai pas envie de changer mon mode de déplacement, alors que le reste du monde continue à consommer du petrole pour des loisirs en avion ou le transport de marchandises par cargots gloutons ou par avion, et que nous continuons à gaspiller nos ressources pour des futilités. Faut arreter avec ça . J'habite un village de banlieue. Le velo quand il pleut ou le bus bondé, non merci.

Il faut que prendre le TER ou tramtrain, soit envisageable : amplitude des horaires, fréquence ET un minimum de régularité pour éviter que se rendre au travail soit synonyme d'un risque élevé de retard

Je les utilise déjà autant que faire se peut

la marche à pied dans la commune la voiture pour faire les courses

Le vélo pas possible pente abrupte et je n'ai plus 20 ans !!

ON, pas en zone rurale, et habitat dispersé. Mais quelle dérision, je vais prendre mon vélo pour lutter contre le réchauffement climatique alors que n'importe quel petit moulin peut permettre d'épargner de 5 à 8 t de CO^2 par an, rien qu'en autoconsommation pour le chauffage par exemple, ce qui correspond à au moins 5 000 ans de bicyclette et que l'Etat lui-même les en empêche. De qui se moque-t-on ? Dans mon village, les ordures ne sont pas ramassées, je dois prendre ma voiture pour les porter au point de collecte, la déchetterie, c'est 25 km en voiture. Mais l'intégration de la commune dans une métropole a entraîné un calcul de la taxe sur la valeur locative et plus sur le nombre de personnes dans le foyer. Or, à la campagne, nous vivons dans des maisons familiales, souvent grosses parce qu'anciennes, très différente de la situation en ville. Nous avons vu cette taxe exploser et nous payons pour les villes, comme d'habitude. C'est la même chose pour internet, pourquoi doit-on payer 3 fois plus cher qu'en ville ?

Développer plus ces solutions et faire en sorte qu'elles soit économiquement viable (donc moins couteuse que les solutions que j'utilise aujourd'hui en temps et en argent)

proposer une vraie politique de transport en commun abordables ..

Augmenter significativement les zones piétonnières et favoriser les voies pour les transports en commun dans les grandes métropoles •Élargir les plages de fonctionnement des bus, des tramways et du métro dans les grandes agglomérations (voir exemple Zurich)

En ville j'utilise les transports en commun. Ou lorsque c'est possible déplacements à pieds ou en vélo; Exceptionnellement je prends la voiture lorsque les transports en commun sont trop longs

A la ville j'utilise le moins possible mon véhicule personnel et privilégie la marche, le vélo et les transports en commun. A la campagne c'est une autre affaire: je n'ai rien à moins de 10km donc voiture obligatoire car pas d'autres transports.

Mettre autour de la même table : région-département et commune. Créer un vrai plan de déplacement par zone. Nous avons deux gares distantes de 7 km mais pas de bus pour les relier....

Je fais déjà du covoiturage mais je souhaiterai privilégier les transports en communs qui aujourd'hui sont trop chers. En ville, j'utilise mon vélo.

J'en ai déjà parlé ci dessus. Je souhaiterais que les gens qui font des efforts pour se déplacer sans voiture soient davantage épargnés de la pollution de l'air donc que des voies de circulation pietonnes éloignées des voies de circulation automobile existent.

Le développement des transports en commun : les fréquences de passages, les temps de parcours plus courts en transports en commun qu'en véhicule personnel

Réhabiliter ligne de train, augmenter les fréquences des transports en commun Voiture en libre service

amélioration des transports en commun

Des transports en commun plus fréquents et plus directs.

Mais obligation de rejoindre des parcs relais qui se trouvent à 15 km, juste à la périphérie de la ville.

Voir réponses ci dessus

Transports gratuits en période de pollution y compris vélo v comme à Lyon. Chèque emploi service utilisable pour du co-voiturage ou pour d'autres formes de transports ?

plus de fréquence des transports en commun

Sécuriser les emplacements pour ranger mon vélo électrique.

Déjà pratiqué

Oui, mais pas toujours, en se compliquant la vie, et avec perte de temps. Pour me convaincre, il faudrait me procurer la même souplesse d'emploi, et la même durée de transport que celles que m'offre l'emploi de mon véhicule personnel.

Je les utilise des que je peux le faire

Retraitée, je n'en ai pas besoin : mes jambes et une voiture pour les loisirs

Je les utilise

Je prefere ma voiture personnel. Rien ne peut la remplacer

augmenter l'offre dans le domaine des transports en commun et réduire le coût du titre de transport

je ne suis pas prête à y recourir

Rien

pour l'utilisation du train : des parkings à proximité des gares pour le covoiturage : des voies dédiés aux abords des villes

taxer plus le carburant que j'utilise

Développer les pistes cyclables sécurisées, et développer les indemnités. Sur des plus longs trajets (déplacements professionnels), développer le train !!!

J'utilise, notamment l'été, mon vélo. J'ai la chance de pouvoir réaliser quelquefois du télétravail. Pour m'aider, il me faudrait aussi d'avantage de transport en commun en zone rurale.

Faciliter le covoiturage par le biais de panneaux d'affichage des mairies. Création d'aires de covoiturage dans CHAQUE commune avec utilisation facilitée par affichage informatif. Augmenter le rythme de passage des bus en milieu rural. Développer de façon indispensable les pistes cyclables, proposer une aide CONSEQUENTE et proportionnelle aux revenus pour l'achat d'un vélo électrique.

Habitant à Paris, j'aimerais pouvoir utiliser le vélo sans souffrir du taux élevé de pollution - meilleures voix cyclables (d'abord en ville puis dans les campagnes), davantage d'arbres dans les rues, moins de voitures en ville.

Développer encore davantage les solutions intelligentes comme Uber ou Blablacar

Des trains plus fréquents en dehors des heures de pointe Une navette ou un transport à la demande groupé pour rejoindre la gare

Proposer un abaissement fiscal, un crédit d'impôts pour l'utilisation des transports en commun (ou diminuer le prix de l'abonnement) Augmenter le nombre de pistes cyclables dans tous les quartiers urbains.

le covoiturage n'est pas la solution pour une mère ou père de famille avec plusieurs enfants (surtout en bas age), le vélo non plus

En vélo : les transports en communs sont mal desservis (trajet à pied + bus + métro + métro + bus + à pied) 3 fois plus long qu'en vélo ou en voiture !

En vélo : les transports en communs sont mal desservis (trajet à pied + bus + métro + métro + bus + à pied) 3 fois plus long qu'en vélo ou en voiture !

En vélo : les transports en communs sont mal desservis (trajet à pied + bus + métro + métro + bus + à pied) 3 fois plus long qu'en vélo ou en voiture !

Augmenter la fréquence et le réseau des trains et bus : aujourd'hui, je mettrai 1h30 en transport en commun pour 40 min en voiture.

Encourager financièrement à réduire les km parcourue (via les assureurs) Prime vélo électrique

pour utiliser le vélo, prévoir des parcours protégés pour faciliter les déplacements en campagne, type ViaRhona, sécuriser les pistes cyclables

le covoiturage

pistes cyclables partout en agglomération

Pour un trajet que je fais 2 fois par semaine, c'est (porte à porte) 2h10 AR en transports en commun, contre 30 mn AR en voiture

Avoir des transports en commun avec des amplitudes horaires adaptés: exemple en sortant de la salle de spectacles il n'y a pas de bus actuellement donc tout le monde prend sa voiture. Tous les organisateurs de spectacles devraient être obliger de négocier un transport en commun pour ramener au parking ou mieux au cœur du circuit de distribution des bus.

Nous attendons depuis 30 ans la réouverture d'une ligne SNCF secondaire reliant la banlieue nord de Lyon (Trévoux) au métro de Lyon Croix Rousse (option tram ou Bus haut niveau de Sce)

améliorer la fréquence des transports en commun

Augmenter l'offre

Je suis déjà convaincu :)

Réduire les prix, étendre les horaires, assurer le dernier kilomètre

Le covoiturage est une bonne alternative. Je l'ai pratiqué lorsque j'ai pu, malheureusement ce n'est plus le cas

Je le fais déjà (train). Pour le trajet maison - train, aide à achat d'un vélo électrique et sécurisation du rangement vélo (mon vélo a été volé à la gare (dans cage)).

Un meilleur service, régulier et fiable

Des parkings-relais suffisamment dimensionnés et véritablement surveillés afin de pouvoir y déposer sûrement son propre véhicule avant d'emprunter un transport en commun

développer les transports en commun sur la banlieue lyonnaise

VOTRE EXEMPLARITE

Avoir des transports en commun plus fiables, plus confortables et moins chers

Rien, ma conscience suffit

1. le coût 2. le confort 3. la flexibilité d'usage

J'ai déjà modifié mon moyen de transport pour me rendre à mon travail (train à la place de la voiture). Le transport à la demande me permettrait de me passer complétement de ma voiture.

J'utilise les transports en commun quand ils sont compatibles avec mes déplacements, qu'ils ne sont pas en grève...ou dans les horaires où ils sont sécuritaires.

arrêter de nous culpabiliser à longueur de journée

Développer les pistes cyclables pour favoriser l'utilisation en sécurité de la bicyclette.

Gratuité des transports collectifs ; réserver l'accès au centre de villes uniquement aux voitures électriques ; adapter les transports collectifs aux horaires, qu'ils soient effectifs également aux heures creuses, pendant les vacances scolaires et taxer tout retard ; développer un véritable maillage du territoire pour les 2 roues non électriques pour pouvoir circuler en toute sécurité

Se faire livrer par des messageries. Développer le télétravail

J'utilise beaucoup le train (TER), mais hélas, le service se dégrade car l'état et les régions n'investissent plus assez. Quelques idées en vrac : - Maintenir voire développer les trains régionaux et les petites lignes, en dépassant une vision purement comptable, parfois insuffisante pour justifier de leur existence - Développer le télétravail pour les métiers le permettant - Sur les axes routiers très empruntés, réserver une ou plusieurs files aux voitures transportant plusieurs personnes, pour les favoriser par rapport aux conducteurs seuls (mesure d'incitation à co-voiturer)

Les alternatives existent mais sont peu pratiques, TER toutes les heures, bus toutes les 30 min voir 45 min. Organisation plus tendue.

c'est deja fait

amélioré les transport en commun de la campagne a la ville, navette pour accèder aux gares amélioré la sécurité dans les transports

Gratuité des transports en commun urbains

Je me déplace en voiture électrique, en vélo, ou en métro.

Il faudrait que le réseau de transport en commun Lyonnais soit plus développé et moins cher et que des parking relais en nombre suffisants soient mis en place.

Ville plus adapté pour les déplacements alternatifs

Je me débrouille avec mes pieds et là où je vis il n'y a pas d'alternative à part le covoiturage.

1. Augmenter la fréquence et optimiser les trajets de transports en commun. 2. Ne pas laisser à l'abandon une vieille voie de chemin de fer en train de rouiller alors qu'on pourrait y mettre

un wagon qui diviserait par deux mon trajet vers Lyon. La ligne est faite, les études aussi, la ligne a fonctionné et sans doute une erreur de gestion fait qu'aujourd'hui on arrête pour recommencer dans 10 ans de nouveaux travaux avec de nouvelles conséquences environnementales, des coûts beaucoup plus importants etc... bref arrêter de faire n'importe quoi parce que les politiques n'arrivent pas à se mettre d'accord sur l'intérêt général. 3. Ne pas empêcher les vélos de circuler sur les voies sur berges refaites à neuf 4. Ne pas refaire seulement la partie auto des routes en laissant dépérir la piste cyclable (!!!)

plus d'infos, d'incitations, de rencontres

non concerné

Rationalisation du réseau ferré et augmentation des fréquences

Développement des transports en commun et de transport à la demande.

plus de praticité

non trop loin et pas pratique

J'utilise

Tout ce qui va dans le sens de transports en commun fiables et rapides peut permettre d'éviter de prendre la voiture. Le vélo n'est envisageable en ville que sur des voies réservées loin des voitures (sinon il faut prévoir le masque, le gilet fluo et une bonne assurance en cas d'accident).

qu'il n'y ait pas de grève à la sncf -

Developpement des transport commun poure aller de ma banlieu a mon lieu de travail en un temps acceptable car 20mn en voiture et lh30 via 2 bus et un metro! Sur la communauté urbaine de Lyon (Courly), les transports efficaces (metro, tramway) s'arretent a la limite de Lyon et peu de velov en dehors de Lyon alors que nos impots locaux sont aux taux de la Courly!

3/4 d'heure en bus versus 15 minutes en voiture

3/4 d'heure de bus versus 15 minutes en voiture

Réponse «OUI» et non : J'ai besoin de ma voiture pour les nombreux déplacements que m'impose mon travail. Pour le reste du temps, je n'ai rien contre un peu plus de marche, de vélo, de trottinettes, d'auto-partage, ... etc

augmenter le nombre de trains et transports en commun et abaisser le cout

avoir plus de choix

Meilleur maillage des transports en communs

un trajet en transport en commun plus rapide qu'en voiture avec un nombre croissant de couloirs de bus

installer des bornes de covoiturage

Proposer une fréquence des transports plus élevée, ne pas laisser d'usagers au bord de la route faute de place, proposer des horaires plus tardifs. Mettre en place un véritable réseau de pistes cyclables sécurisé.

Que mes enfants puissent rejoindre la station de bus en vélo sans se mettre en danger

Les développer.

Une mise en avant avec par exemple l'enlèvement de la place de la voiture dans les villes et une priorité qui devrait être accordée aux transports respectueux de la planète

plus de transport en commun de qualité

?

je suis infirmière liberale, j'ai besoin de ma voiture et je suis isolé de la ville. Donc pour toute course il me faut un véhicule Pour les bus, 1 par heure et arret à 21h

Continuer à aider le vélo pour se rendre au travail (= même aide que transport en commun), dans une moindre mesure aider le co-voiturage.

Renforcer les services de transport en commun avec peut être plus d'offres d'abonnements pour des temps partiels. Si on se déplace «à moitié» avec les bus par exemple, un abonnement mensuel n'est pas avantageux, mais des déplacements avec des tickets unitaires (ou par carnet de 10) devient vite cher. Proposer plus d'horaires et de zones desservies.

3/4 d'heure à pieds + metro + bus versus 15 minutes en voiture.... Des moyens de transport plus fréquents, plus sécurisés, des arrêts plus proches.

Les transports en commun en périphérie urbaine ont de gros progrès à faire en matière de fréquence, de sécurité, de rapidité. En fonction des horaires de déplacement, les bus sont bondés, vous voyagez debout, au milieu des personnes transportées accrochées à leurs téléphones ou écoutant de la musique sans modération sonore. des solutions alternatives existent mais des rigidités empêchent les initiatives.

Des pistes cyclables sécurisés, des axes dédiés aux vélos. Des offres de type tram/train comme à Grenoble

Je suis deja convaincu

Plus de fréquence et plus de fiabilité

Améliorer les transports en commun partout, ou les mises en relation des personnes, avoir de vrais routes cyclables garantissant la sécurité des personnes et des trains TER notamment qui fonctionnent mieux. (liaisons Lyon Grenoble ou Grenoble -Gap par exemple)

j'utilise déjà ces solutions alternatives

Je me déplace au maximum à pied et en bus/métro.

Malheureusement de plus en plus compliqué, car si un trajet est possible en transport en commun, le retour ne l'est pas ou aléatoire (problème de correspondances pour les trains

des transports en commun performants, et fiables surtout

fréquence des trains et des bus

gratuité des transports

J'utilise tout le temps les transports en commun.

Personne n'étant ennemi(e) de ses propres intérêts, il faut plus qu'une incitation ; il faut que tout le monde s'y retrouve financièrement. La situation a déjà évolué mais elle ne peut que stagner : vieillessement de la population, courses au supermarché, transport de personnes (enfants) ou de marchandises ; dangers liés à la circuation malgré un aménagement considérable des voies publiques, lorsque cela est possible, mais pas suffisamment puisque beaucoup empruntent les trottoirs et les passages pour piétons avec leur vélo ou leur trottinette ; intempéries = saturation totale de la circulation aux heures de pointe

un service de transport efficace jamais en gréve et propre

Je le fais : deux roues, trottinette électrique

Une offre

des tarifs attractifs: pourquoi l'abonnement des transports en commun lyonnais, déjà cher, a augmenté de près de 5% cette année ? Le cout n'est pas incitatif.

Si non, quelles sont les solutions de mobilité alternatives que vous souhaiteriez pouvoir utiliser ?

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le transport à la demande|L'auto partage|Le covoiturage|Le vélo|le train

Le vélo

Les transports en commun

Les transports en commun|Le vélo

Le vélo|Les transports en commun|Le covoiturage

Le vélo|Les transports en commun|Le covoiturage|L'auto partage

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

Le covoiturage|Le transport à la demande

Les transports en commun

Le vélo

Impossible de changer je fais des visites à domicilz

Les transports en commun

L'auto partage|Le transport à la demande

Le vélo|Le covoiturage|Les transports en commun|L'auto partage

Le vélo|Le covoiturage|L'auto partage|Les transports en commun

Les transports en commun|Le vélo

La voiture volante

Les transports en commun|les véhicules à énergie propre

Le vélo|Les transports en commun|Le transport à la demande|L'auto partage|Le covoiturage

Les transports en commun

Le transport à la demande|Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun

Le transport à la demande|Les transports en commun|la sécurité dans mes déplacements (vélo c'est le parcours du combattant)

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

Le transport à la demande|la marche à pied, si la S.S. rembourse de nouveau la viscosupplémentation.

Le vélo

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|L'auto partage|Le transport à la demande|Le vélo

Les transports en commun

Laisser au citoyens la liberté de s'organiser

Le vélo

Le covoiturage|L'auto partage|Le transport à la demande

Le vélo|Les transports en commun|Le télétravail

Le transport à la demande

Les transports en commun|Le vélo

Le vélo|Les transports en commun

Les transports en commun|Le vélo

tous sans préférence quand cela est possible et pratique. Des services comme»blablacar»sont pour cela de bonnes alternatives.

Enfin un véhicule moins polluant que véhicule à combustion. Résoudre les problèmes des véhicules où objets en général avec batterie polluante à la production (et qui profite de la pauvreté des autres)

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le covoiturage

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

Les transports en commun|Le transport à la demande

La marche à pieds

transport professionnel mis a disposition par l'employeur je n'ai donc pas le choix du mode de transport

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun

Le vélo|Il faudrait des pistes cyclables et la possibilité de prendre une douche à mon travail.

Les transports en commun|Le vélo

Le vélo

Ces questions concernent plus les citadins.

Les transports en commun

Les transports en commun|developper l'infrastructure pour tous

Les transports en commun

Les transports en commun|Transports en commun, à condition qu'ils fonctionnent correctement (RER B = grèves et pannes)

Le covoiturage

Les transports en commun|Le transport à la demande|Le vélo

Tous, avec comme critères de choix : proximité, rapidité, coût

Les transports en commun

Le covoiturage|Le transport à la demande|une plateforme à l'échelle communale pour favoriser le covoiturage

la voiture électrique si le prix d'achat baisse (amuse niveau que l'essence à minima)

Les transports en commun|Le transport à la demande

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo|scooters, motos.

Les transports en commun

Le vélo|Le transport à la demande

Le transport à la demande|Les transports en commun

Les transports en commun|Le covoiturage|L'auto partage|Le transport à la demande|Le vélo

Le vélo

Les transports en commun|les petites voitures électriques à louer à l'heure

Les transports en commun|L'auto partage|Le vélo|La marche ! Sauf accident ou maladie, on n'a pas toujours besoin de prendre sa voiture pour faire 2 km les mains vides.

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le transport à la demande|Le vélo

Les transports en commun

L'auto partage|Les transports en commun

Les transports en commun|L'auto partage|Le vélo|Le covoiturage|Le transport à la demande

Les transports en commun|Le covoiturage|L'auto partage

Les transports en commun

Le vélo

Les transports en commun|Le vélo|Le transport à la demande

Les transports en commun

Le covoiturage|L'auto partage|Le transport à la demande|Le vélo

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun

Le vélo

Les transports en commun

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo|Le transport à la demande|L'auto partage

Les transports en commun|Le covoiturage|L'auto partage|Le transport à la demande|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo|Marcher...si destination est proche....Trop nombreux sont les usagers qui utilisent la voiture inconsidérément...

Les transports en commun|Le transport à la demande

Les transports en commun|Le vélo|Plus de voies cyclables

rien, épouse handicapée, voiture obligatoire

Les transports en commun|Mise à disposition de moyens de transport individuels électriques

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

Le covoiturage

Les transports en commun

Pour les villes qui ont la chance d'avoir un fleuve , mettre en place des transports urbains fluviaux ce qui permettra de diminuer les files de voitures , la pollution de l'air. S'il vous plait inciter ces villes à mettre en valeur ces richesse que sont nos fleuves

Les transports en commun|Le covoiturage

Le covoiturage|Le transport à la demande|La marche à pieds ou le pédibus .

Le covoiturage|L'auto partage|Le transport à la demande

Les transports en commun|Le covoiturage|L'auto partage|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo|Taxer les grosses voitures neuves, les polueurs qui ont les moyens de payer 50 000 € ou plus pour un gros 4x4 ou une grosse berline allemande peut payer 5 ou 10000 €/an de vignette et encore plus s'ils roullent beaucoup

Le covoiturage

Les transports en commun|Le vélo

Un mixe de toutes ces solutions.

Les transports en commun|Le transport à la demande|La marche à pied

Les transports en commun

Les transports en commun

Le vélo|Les transports en commun

Le transport à la demande|Le vélo|Les transports en commun

Les transports en commun

Aucun. Ma voiture est utilisée quand j'en ai réellement besoin, je modère déjà mon utilisation et j'en ai besoin pour mon travail.

-la voiture électrique en ville et la voiture à hydrogène en zone rurale, toutes les 2 rechargée grâce à la production d'électricité par les moulins qui sont dispersés dans les campagnes. Il faut 21 l d'eau et seulement 5 kWh pour extraire l'hydrogène nécessaire pour parcourir 100 km. Le dispositif a déjà fait l'objet d'un brevet tombé aujourd'hui dans le domaine public.

Les transports en commun|Le covoiturage

Les transports en commun

Les transports en commun

Le transport à la demande

Les transports en commun|travail a domicile

Les transports en commun

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun|Le transport à la demande

Le transport à la demande|un site de vrait etre dédié par la mairie où chacun pourrait proposer ses déplacements

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun

Dans une agglomération comme celle de Lyon, le recours aux transports en commun ne pose pas de problème

Les transports en commun|Le covoiturage

Le vélo|Les transports en commun|Le covoiturage|L'auto partage|Le transport à la demande|Bus de ramassage des entreprises de leurs salariés.

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

«La 2e» une voiture (électrique) qui n'a pas d'autre fonction que de m'amener d'un point à un autre quand je veux et à moindre coût

Le transport à la demande

Le vélo|Les transports en commun|Le covoiturage

Tout est présent

Le transport à la demande

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun

Rien

Les transports en commun

Les transports en commun|Le train pour joindre les métropoles !

Les transports en commun|Le covoiturage|Le transport à la demande|Le vélo

Le vélo

Les transports en commun|Le covoiturage

Les transports en commun|Le transport à la demande

L'auto partage|le teletravail

Le vélo|Les transports en commun

Les transports en commun|Le transport à la demande|TER

Bus à la demande pour les personnes âgées (retraités).

Bus à la demande pour les personnes âgées (retraités).

Bus à la demande pour les personnes âgées (retraités).

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun|Le transport à la demande

Le transport à la demande

Les transports en commun

Le vélo|Réserver le dimanche quelques routes départementales à l'usage exclusif des vélos, trotinettes, piétons...

Le vélo

Le vélo

Le vélo|Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun

Les transports en commun|Le transport à la demande

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo|L'auto partage

Le vélo

Les transports en commun|Le covoiturage

Le vélo

Le covoiturage|Les transports en commun

Le transport fluvial urbain

Les transports en commun|L'auto partage

TAXEZ LE KEROSENE et imposez une TAXE TAUBIN permettant sans aucun soucis de financer toutes les propositions que vous faites ci-dessus en nous demandant ENCORE et ENCORE de mettre à contribution le citoyen en le culpabilisant comme pollueur donc qui doit participer et payer alors que les chiffres de la pollution rapportés à l'industrie du transport sont et vous le savez les seuls qui seraient significatifs dans leur reduction.... EXEMPLARITE, VOLONTE, EDUCATION...; ce sont VOS prérogatives de responsables tout autant que les nôtres de simples citoyens

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

L'auto partage|Le transport à la demande

Le transport à la demande

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

Les transports en commun|Le covoiturage

Les transports en commun|Le transport à la demande

Les transports en commun

Les transports en commun|Le covoiturage|L'auto partage

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo|Trottinette électrique

Les transports en commun

Non concerné car voiture de fonction pour aller voir des clients .

cela dépend de notre lieu de travail...

Les transports en commun|Le transport à la demande|Le covoiturage

Le covoiturage

Le vélo|Le transport à la demande| Étant à la campagne (transport en commun à 10kms) seule solution utiliser un vehicule propre. ou le vélo

Impossibilité de ne pas utiliser ma voiture au quotidien en raison du mode de garde de mes enfants et de l'éloignement de mon domicile de l'école.

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo|la marche à pied

Le transport à la demande|Le vélo|Le covoiturage

Les transports en commun|Le vélo

Le vélo

Le vélo

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo|Trottinette

Les transports en commun|Le transport à la demande

Le covoiturage

Les transports en commun|Le transport à la demande

Les transports en commun

Les transports en commun|Le covoiturage|Le vélo

Le vélo|Le transport à la demande

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|L'auto partage|Le vélo

Les transports en commun

Les transports en commun|Le transport à la demande

Les transports en commun

Les transports en commun|Le transport à la demande

Le vélo

Les transports en commun|L'auto partage|Le vélo

Les transports en commun|Le transport à la demande|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo

Le vélo|Le covoiturage|Les transports en commun

Le transport à la demande

Les transports en commun|Le transport à la demande|Le vélo|Le covoiturage|solidarité de voisinage : je rends service dans mon voisinage en faisant des courses etc

Le covoiturage

Le transport à la demande

Le transport à la demande|voiture à moteur hydrogène la voiture Electrique est un leur

Les transports en commun|Le covoiturage|L'auto partage|Le vélo

Les transports en commun|Le vélo|Le transport à la demande|la marche à pied

Et qui doit selon vous se charger de vous proposer ce type de solutions alternatives ?

les mairies

la région

À tout le monde

Pour les aménagements des voies cyclables et les transports en commun, c'est l'agglomération qui doit continuer à améliorer la qualité des infrastructures et des équipements.

État puis Région puis Département et/ou Métropole

L'ETAT

la région

les pouvoirs publics locaux en priorité (du local vers le global, effet boule de neige)

La communauté de communes

Mettre en place piste cyclable respectée par les véhicules à moteur

En premier lieu les communes.

L'offre fera la demande si elle est moins chère et suffisamment variée . Parce que un bus surpeuplé par heure ça motive personne à laisser sa voiture pour aller au boulot

Etat/Région/Métropole dans cet ordre

Les collectivités territoriales

Les régions / départements / communes Les entreprises

La collectivité locale. Le problème c'est que j'habite en dehors de la métropole, c'est la Région qui devrait s'occuper de cela mais elle ne fait rien. Il y a un train toutes les heures le matin et le soir pour aller travailler; Il est totalement surchargé et est sujet à des retards et suppression fréquents

Nous sommes majeurs et vaccinés . Cela relève de notre propre responsabilité.

N'importe quel acteur privé ou public . Il faut arrêter d'opposer 2 domaines qui sont à la fois complémentaires et garde fou réciproque. Il faut libérer la créativité mais avec le filtre intérêt général , à chacun de trouver un chemin et plus il y aura de chemin plus le changement de direction sera possible en fonction des besoins de chacun.

la collectivité territoriale

Les transports en commun sont déjà du ressort des départements et des conseils généraux. Alors que font-ils ,

collectivité locales

je ne vois guère que le département (pour les trains) la commune ou des associations actives sur la commune.

Le département

la région mettre en place des parking plus grands ,des transports au tarif égalitaire même en journée pas que pour les personnes qui travaillent

Les collectivités publiques (état, territoriales)

L'industrie et les acteurs économiques publics et privés.

Lens communes, les collectivités territoriales, les départements.

la mairie ou association déléguées

Les collectivités territoriales (en ville, pour les trains) , des sociétés privées (cars interurbains)

Pour les courtes et moyennes distances les communes ou communautés de communes ;

L'état, les régions, les villes

Toutes collectivités publiques et autorités de transports en commun, ainsi que des acteurs privés positionnés sur le car sharing par exemple.

Les autres contribuables, tout doit être gratuit bien sûr. Je plaisante: des sociétés privées (surtout pas de nouveau service public, gaspillage garanti).

subventionner l'achat d'un vélo électrique (trop de côtes dans mon coin)

L'Etat

L'ETAT

Tous les échelons administratifs

La région

La région est selon moi un échelon intéressant pour organiser la mobilité alternative.

Les municipalités de résidences avec le relais des employeurs

La collectivité publique.

A chacun

L'État

Communes, régions (TER)

à part les collectivités publiques, je ne vois pas.

peu importe :il s'agit là de choix politiques .seul comptera pour moi le résultat!!!

Peu importe ... ça peut être l'état ou des entreprises.

Le privé, l'Etat, les collectivités, les citoyens... bref tout le monde..

Nous même

L'Etat doit développer le télétravail sur volontariat dans les entreprises publiques, et se montrer pro-actif pour y inciter les entreprises privées (moins de pollution, moins de stress donc moins de chimie pour tenir le coup, moins de morts sur les routes.....ce dernier point lui tenant particulièrement à coeur, l'Etat y trouverait également son compte.

la région

Les mairies et les collectivites locales en partenariat avec les entreprises et les asministrationsne

Plutot la mairie

Une organisation publique, du type sécurité sociale mais pour les transports.

Les régions et metropôles

La région

Les incitations de l'état font cruellement défaut quand bien même il y a urgence.

L'état, un ministère des sciences, le ministère de l'écologie, des débats nationaux...

Pour les transports en communs cela semble évident : état et collectivités locales. Pour le vélo => collectivités locales : construire, construire et encore construire des pistes cyclables protégée. Verbaliser les squatteurs motorisés de ces pistes (voir à Paris...), imposer par la force la place du vélo dans les grandes villes. Permettre le multimodal vélo/train/bus PARTOUT et TOUT LE TEMPS

ma ville

L'état et les régions.

Celà doit venir à la base de l'état

peut importe mais le prix des transports en commun comme le train ne fait qu'augmenter cela n'incite personne à les utiliser.

Personne, nous ne sommes pas des enfants

La région qui doit mettre en place des transports en commun qui contournent les grandes villes (un grand lyon express)

J'habite a 25 km d'une grande agglomération. Malgré la présence de trains, je prends la voiture. Prix et fréquence sont inadaptés surtout le WE si on veut se déplacer à 4

nos elus

Les organismes de décision au niveau local car ce sont les seuls à connaître les problèmes.

Les communes ou intercommunalités

L'état, en imposant le télétravail (partiel ou complet) aux entreprises. Trouver une compensation pour ceux qui ne peuvent pas rentrer dans ce cadre Les entreprises devraient démontrer que les postes ne sont pas adaptables au télétravail si elles ne l'appliquent pas.

L'état, en imposant le télétravail (partiel ou complet) aux entreprises. Trouver une compensation pour ceux qui ne peuvent pas rentrer dans ce cadre

C'est une responsabilité personnelle: L'état et les collectivités doivent rendre les choses possibles, et éduquer les jeunes pour qu'ils prennent cette responsabilité.

Les transports et l'aménagement des pistes cyclables relèvent des collectivités.

les collectivités locales

Les collectivités locales et les entreprises innovantes (champ de l'ESS)

commune region

Le peuple doit pouvoir exprimer ses besoins, proposer des solutions d'intérêt collectif en partenariat avec les collectivités

locales et l'état, qui doivent mettre en face des moyens pour mettre en place ces solutions.

Les départements

europe

Le STIF

Fiscalité attractive pour les entreprises qui incitent leurs salariés bénéficiant un véhicule de fonction ou de service à covoiturer. Trouver un système d'assurance qui convienne, surtout pour les véhicules de service 2 places par exemple

Employeur et collectivité locale.

Forcément, la collectivité

Le Grand-Lyon, dans mon cas

Les communes et régions

l'état

Des entreprises privées

Les grands groupes industriels qui ont le plus de profits (GAFA) mais également les pollueurs (Total...)

mon département, ma ville.

L'Etat et/ou les collectivités territoriales

L'état en accord avec les communes.

les régions et les villes importantes pour les transports en commun, l'état pour les lignes de trains intercités

L'état, les départements, les régions, les sociétés de transport ... chacun à son niveau.

Soi-même... un cerveau et une conscience devraient suffire !

La région

des privés

Les communes ou collectivités locales

l'Etat , les autorités locales, les associations,les entreprises, les citoyens une coopération est nécessaire

La région

Les élus locaux.

On parle de politique de mobilité. C'est un choix de l'Etat, une vision qu'il faut avoir pour les générations futures. Revoir les infrastructures, le développement des villes. La voiture ne doit pas être le modèle de demain.

Chacun doit se responsabiliser, sachant que ça deviendra naturel si c'est fait dans le cadre d'une grande campagne internationale. Ce problème doit être traité dès le plus jeune âge à l'école = formation + responsabilisation.

L'Etat et les collectivités! Par contre proposer des alternatives ne suffit pas ou pas dans le sens que suppose la question : il est nécessaire de penser l'espace autrement. Par exemple, ce n'est pas tout de proposer des aides pour l'achat d'un vélo ou le prêt de vélo par la mairie. Il faut encore adapter les infrastructures pour que les déplacements soient facilités et sécurisés. Cela peut d'ailleurs conduire à restreindre l'usage des voies habituelles à certaines catégories de véhicules trop polluants, trop rapides et trop dangereux qui accaparent aujourd'hui l'espace public au détriment des autres utilisateurs. Cela peut également nécessiter de repenser les villes pour minimiser les déplacements en créant des quartiers les plus autonomes possibles (par exemple en démantelant les grandes surfaces essentiellement accessibles en voiture et qui font une concurrence défavorables aux commerces de proximité), en favorisant le télétravail ou tout autre mesure à même de relocaliser l'économie. A une plus large échelle c'est tout l'aménagement du territoire qui doit être repensé : il faut en finir avec l'étalement urbain, il faut un mix entre des villes denses mais agréables à vivre et des un repeuplement des territoires ruraux autour de villages bien pourvus en commerces et en infrastructures.

Transport en commun et transport à la demande doivent être assurés par les métropoles et villes. Pour le vélo, c'est une dynamique personnelle , dans un cadre de sécurisation global (pistes cyclable sécurisées).

syndicats de transports en communs, communes, intercommunalités.

L'état et les constructeurs auto

Tout le monde est concerné, les initiatives locales sont les plus efficaces. Cela n'empêche pas que des plans ambitieux de développement des transport en commun doivent être lancés.

localement

La commune et la métropole

municipalité. Pour le vélo, c'est une responsabilité personnelle mais le tarif des stationnements et amendes a tellement augmenté que l'utilisation des autos en ville est devenu rédhibitoire

les mairies

l'état doit se charger de proposer ces solutions. il pourrait signer des contrats avec des entreprises privées françaises pour développer les transports à la carte avec des applications mobiles par exemple

ma région et la métropole dans laquelle je travaille et qui ne veut plus de voiture, mais qui mettre généreusement des parking de 150 places ou il en faudrait 1500.

Etat

Les communes (aidées financièrement par l'état, doivent s'assurer d'améliorer les transports en commun, le covoiturage ...

la métropole ou la région

etat

l'autorité des transports

beaucoup plus de pistes cyclable est un bon début. Apres pourquoi pas des parking vélo gratuits et surveillés.

pus de pistes cyclables est un bon début. Nous pourrions aussi financer des parkings vélo gratuits et surveillés

L'ensemble des échelons du système politique, l'environnement est l'affaire de tous

Le peuple et les représentants de cette état

Les citoyens eux-mêmes peuvent s'organiser pour cela quand les investissements lourds ne sont pas nécessaires (une communication sur les expériences qui marchent doit être permanente pour susciter cela). Les collectivités locales aidés par l'Etat en suscitant le développement d'entreprises permettant de déployer les investissements nécessaires. L'Etat doit aussi faire en sorte que les plus démunis soient accompagnés.

Le gouvernement

Les collectivités locales (intercos, communes, départements, régions).

Pouvoirs publics.

L'état et les Régions

La région Rhône Alpes Auvergne pour les TER avec les parkings relais suffisament grand prés des gares . Le Grand Lyon pour les bus , tram , metro et toujours les parkings relais ...

cela est du ressort du local, le mieux adapté aux spécificités locales

Collectivites territoriales

Les pouvoirs publics (gouvernement, municipalités...)

mélange d'état et de solutions privées (c-voiturage): incitations

les citoyens eux mêmes.. , entre voisins

la collectivité publique

La Région , les métropoles Exemple LYON avec incitation de l'ETAT

la communauté urbaine (Lyon)

Bonjour nous devons nous rendre autonomes si nous ne le sommes pas sinon c ' est la porte ouverte à toutes les dérives l ' état , et l ' administration ne sont pas nos parents .

Le privé, l'Etat, les collectivités, les citoyens... bref tout le monde..

l'état pour les transports en commun.

Les groupements de communes.

Tous : état, collectivité, industriels, associations de consommateurs, ...

Les scientifiques et non les politiques qui n ont pas les connaissances nécessaires pour faire de telles propositions

L'Etat doit facilité la mise en place de solutions alternatives dans ces plans d'urbanisation et milieu rural.

Les élus ont un rôle essentiel dans l'élaboration d'une politique de transport en commun. Mais elle doit s'appuyer sur et travailler en bonne intelligence avec des opérateurs privés.

Un site internet dédié aux transports, qui proposerait pour un trajet défini un mixte de solutions. Avec un investissement des régions, train métro et parking de rabattement de grande capacité aux entrées des villes pour déposer son véhicule et continuer en transports en commun ou autres solutions.

Personne, nous sommes assez grands pour nous organiser... vous voulez créer une administration de plus ?

Mon cerveau

L'état mais avec des sociétés privés qui respectent les horaires, et qui ne font pas grèves à chaque instant.

La région

Des acteurs régionaux et/ou locaux

les villes

au gouvernement, développement du résau SNCF avec des horaires respectés et abandonner la fermetures de lignes régionales, les transports en communs par la métropole avec des horaires élargies (pas un bus toutes les heures), le transport à la demande par la commune

La métropole de Lyon

La commune

Pour la mobilité, l'Etat doit prendre à sa charge les batteries des véhicules électriques en zone rurale, en attendant les voitures à hydrogène. La REGION ou l'ETAT doivent protéger les outils efficaces de production d'énergie hydroélectrique renouvelable comme les moulins et les mettre en production rapidement.

les pouvoirs publics

La région

L' état et les régions

La région - la métropole et la commune selon l'ampleur financière de la solution

Dans les campagnes, pour les personnes sans véhicule ni d'autres moyens de transport en commun, il faudrait développer le transport à la demande par des sociétés d'aide à la personne ou donner la possibilité aux voisins possesseurs d'un véhicule de le faire moyennant une indemnité kilométrique officielle à charge de la personne transportée. Cette indemnité devrait être dans une limite non fiscalisée pour le chauffeur occasionnel.

l etat la region

Conjointement : commune - département - région

Le covoiturage doit rester une démarche individuelle. L'Etat ou les collectivités territoriales (avec dotation de l'Etat) pourraient proposer une déduction d'impot complète pour ceux qui achètent un vélo pour se déplacer ou proposer un vélo aux citoyens qui le souhaitent pour un montant dérisoire (exemple ville de Grenoble).

Je pense que l'entreprise peut être un bon guichet car elle maîtrise les contraintes du déplacement «domicile-travail» de son salarié, plus que l'élu local et fournir les bonnes solutions alternatives : télétravail, co-voiturage entre collaborateurs.

pas de réponse

Les mairies devraient être dotées en fonction de leur investissement dans les propositions écologiques.

Les métropoles ou communautés de communes

Ma propre responsabilité et mon organisation

Transports en commun lyonnais Opérateurs prives

mairie

Les communes.

La Métropole de Lyon et la Région doivent se préoccuper de développer l'offre dans notre zone; cela demande un véritable effort politique pour qu'ils se mettent d'accord mais c'est impératif avec l'augmentation de la population dans le Val de Saône!

Pourquoi pas mettre en place une application via les mairies, accessible à tous en utilisant internet chez soi ou par téléphone

Les municipalités et entreprises concernées qui adaptent aux besoin des communes et de leurs salariés avec obligation de prendre des mesures.

déjà les administrations locales

les collectivités locales , regroupes avec un vision partagée de l'optimisation des déplacements

?

une société innovante qui n'a pas d'autre but que d'atteindre cet objectif écologique et sociétale, pas satisfaire des objectifs capitalistiques une société ou des fonds publiques (caisse des dépôts), des constructeurs automobiles, banques, assurances Français montrent leurs engagements citoyens pour le bien de tous en France et pour être un exemple pour la planète

L'etat doit créer le cadre réglementaire, y compris en intégrant des dispositifs de financement publics lorsque c'est indispensable. L'entreprise innovante et concurrentielle doit s'y inscrire et proposer des solutions. Un blabla car adapté ?

tout le monde ....pas que l'état et les collectivités territoriales

Métropole/interco

l'état

les communes

les collectivités locales

pour les parkings et les voies dédiées, il me semble que cela doit être du ressort des collectivités locales

l'état, la région, la ville

Une impulsion nationale coordonnée avec la région et les départements en consultant bien entendu la population pour connaitre les trajets à développer.

Les Services Publiques (si ce n'est pas le cas, il y aura nécessité de résultat, et donc, le problème sera persistant).

La Région, la municipalité, les particuliers, par le biais d'un site OFFICIEL DEDIE, regroupant tous ces acteurs.

Les entreprises et l'Etat via des contrats Partenariat public-privé, avec des appel d'offre de l'Etat, ou juste l'Etat si des mesures plus efficaces contre l'évasion fiscale et le détournement de fonds (par exemple) sont mises en place de manière à augmenter les recettes publiques.

les collectivités territoriales

Laisser l'initiative et faites confiances aux jeunes entrepreneurs : ils ont plein d'idées il faut juste éviter de les décourager par une fiscalité punitive s'ils réussissent !

Ma mairie ou un groupement de communes (ce système a été ponctuellement mis en place mais abandonné car les horaires de la navette n'étaient pas coordonnées avec ceux des trains) -

l 'état en imposant aux employeurs

Les collectivités

la commune, la région

La commune ou la région.

La commune ou la région.

La commune ou la région.

Les pouvoirs publics

Les pouvoirs publics

L'état pour la politique globale liée au transport et la région pour le déploiement

Collectivités locales AVEC UN FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES PAR CES COLLECTIVITÉS, POUR CELA IL FAUT UNE FISCALITE PROPRE

les Régions

La commune et la region

Les collectivités et les entreprises bio-responsables

entreprise privé

collectivités, état

les collectiités

société de transport public

Ajouter des lignes de bus de banlieue à banlieue

Le service public doit être assuré sous l'autorité de l'Etat qui peut déléguer à la Région mais surtout tenir compte de la population vieillissante à savoir imposer des normes pour que tous profitent d'un voyage sur et pas uniquement basé sur le temps. Par exemple: bus mal équipé pour une personnes qui montent difficilement une marche, freins qui freinent trop brusquement; comportement du conducteur qui démarre trop vite sans attendre que les personnes se soient stabilisées.

La Région et les collectivités locales

les sociétés de transport dans un dialogue avec les mairies

Mairie

Les professionnels des différents secteurs (solutions de chauffage, concessionnaire auto etc...) sont les mieux à même de proposer de tels changements, je pense juste qu'ils auraient plus de facilités à convaincre 1 achat de base plus coûteux s'il savait que l'Etat aide le consommateur soit en subvention soit en crédit d'impôt.

Les municipalités

Un site gouvernemental visant à mettre en relation les covoiturreurs, sans frais, serait intéressant

aide financière de l'état/métropole ou commune

L'état

La METROPOLE de LYON La métropole lyonnaise où nous vivons est traversée par deux fleuves navigables (des grands bateaux de tourisme fluvial les emploient quotidiennement). Alors pourquoi ne pas développer à une échelle significative le transport fluvial pour les déplacements urbains ?

je peux me prendre en charge tout seul, comme un grand

Collectivité et entreprises

VOUS VOUS et VOUS en tant que RESPONSABLES en tant que DECIDEURS en tant que CAPITAINE d'EQUIPE.... soyez dignes soyez fiers soyez entreprenants et honnêtes OSEZ dire que la croissance nous impose cette pollution et qu'il faut donc imperativement stopper cette croissance et amoindrir pour chacun d'entre nous dont vous faites partie, notre consommation sur TOUS les plans..... Dans cette idée Monsieur MACRON vous nous expliquerez entre autre peut etre la necessité du changement de la vaisselle de l'elysée? SURCONSOMMATION VOUS EN ETES RESPONSABLES.

Commune et région

L'Etat et les collectivités territoriales

il faut plus développer les voies velos en ville en créant de vraies pistes vélos et non les faire circuler en contre sens dans de petites rues ce qui est très dangereux, déjà et faire baisser le tarif des transports en commun afin que tout le monde puisse en profiter, Il n'est pas normal de payer un trajet plus de 1€ pour une courte distance de moins de de 5 arrêts

Pour les transports en commun, il s'agit essentiellement de la région en incitant les opérateurs à être plus efficaces (coût, confort, dessertes...). Pour les autres modes de locomotion, les villes ou inters doivent penser (ou re-penser) l'usage des cités. Des appels à projets peuvent être utilisés.

J'habite dans le département du Rhône. Je dois prendre le train dans l'Ain pour me rendre à mon travail qui est dans le Rhône. Je pense que c'est à la Région (en s'appuyant sur les Communes concernées) de prendre en charge les solutions alternatives

Les services dédiés de la commune et des sociétés de transports en commun

La métropole de Lyon

ma mairie

J'attends les véhicules robotisés sans chauffeur, type UBER, disponibles sur appel téléphonique. Le transport à la demande peut être proposé par les opérateurs privés, ou une agence nationale, type SNCF, les sociétés d'autocar !

la collectivité

la collectivité doit améliorer les transports urbains, notamment dans les banlieues urbaines. Le coût de l'habitat dans les grandes villes françaises oblige les habitants à s'éloigner de plus en plus et oblige les habitants à utiliser leurs véhicules. Les transports urbains collectifs sont peu adaptés à l'extension des zones urbaines. L'exemple des services de transports urbains dans l'agglomération londonienne, que je connais, peuvent servir d'exemple à nos édiles.

Les collectivités locales doivent augmenter les offres de transports en commun notamment quand il s'agit de sortir des agglomérations pour se rendre dans les petites villes et villages non desservis.

Les élus et hauts fonctionnaires doivent montrer l'exemple

l'état, les régions

Les réseaux sociaux commencent à proposer quelques solutions ... Quelques incittaions publiques pourraient être utiles ... En tous les cas, il y aurait création de lien social

La métropole de Lyon avec l'aide de l'état.

Les communes

la Métropole

non concerné

Collectivités locales et nationales

L'état

Les finances publics pour développer les transports.

collectivités locales

moi

L'état ou les collectivité locales dans le cadre de la transition écologique dans son ensemble via une fiscalité juste et entièrement réservée à l'écologie .

les régions

la municipalité pour ce qui est des transports en communs mais aussi d'autres pour créer de vraies pistes cyclables en ville et hors des villes. En Allemagne, une route est quasiment toujours doublée d'une piste cyclable. Et elles sont très utilisées pour aller d'un village à une autre.

L'aménagement du territoire doit être pensé pour favoriser les transports en commun en voie propre qui permettent une fluidité suffisante pour faire renoncer les gens à prendre leur voiture. Il faut aussi qu'ils soient suffisamment nombreux pour éviter un trop grand bourrage aux heures de pointes. Le déplacement en vélo sécurisé et sans respirer des gaz d'échappement doit se faire aussi en voie réservée. Cela me semble du ressort des municipalités, mais elles ne pourront le faire sans une politique favorable au niveau de l'état et sans bénéficier de moyens financiers pris sur les impôts.

initiative citoyenne : ce n'est pas l'Etat qui doit le proposer

Communauté de communes avec un esprit de gestion pour l'ensemble des communes

Choix individuel

Décision personnelle

Les pouvoirs publics locaux régionaux et nationaux.

la région

Mon employeur

Les villes, en mettant en place des vélos en libre service, des points de rendez vous pour le covoiturage etc...

Les collectivités locales chargées de l'aménagement du territoire

La région et la communauté de commune

etat et mairies

L'état, en concertation avec les élus locaux.

La commune

L'état.

L'état et les collectivités locales

Les collectivités locales

Les collectivités locales

region

la collectivité

acteurs privés et publics

il y a des sociétés qui émergent et propose des des alternaives. la trottinette électronique en location se développent à grand v

Collectivités locales et entreprise

L'état

Décision personnelle

Prise de conscience à faire à l'école et émission de TV courtes (principe : «c'est pas sorcier»)

l'état et les villes.

L'Etat et les collectivités locales ayant en charge les déplacement dans les zones urbaines.

L'état et la région, via la SNCF et les sociétés de transports pour les transports en commun. Pour le vélo, une vraie politique de promotion et aides financières doit être mise en place.

La région/Les communautés de commune. L'Etat est trop loin de nos préoccupations locales, et le département... est un échelon administratif en trop.

La commune et le département

Communaute de communes, Metropole

Investissement conjoint collectivités/region/état

Les communes et les régions.

Le département

Cela dépend des zones : communauté de communes, agglo mais selon société privées aussi...

Je suis inscrite sur une plateforme de covoiturage local mais trop peu de personnes y sont inscrites. Il faudrait que ce genre d'initiatives puisse être communiquées gratuitement aux populations (publicité gratuite) et avec une incitation fiscale pour encourager le covoiturage dans les zones périphériques ou semi-rurales.

Il serait nécessaire de disposer d'un guichet unique

La Région en priorité

les collectivités et l 'état

la commune, la région

Les villes et les entreprises de transport en commun

Peut-être des sociétés mixtes concernat la location de véhicules électriques à la demande suffisamment autonomes pourrait-il se développer... Pour l'instant, guère concluant car peu sont les personnes qui habitent à proximité de bornes.

les pouvoirs publics

Des sociétés privées. ET pour les transports en commun, les collectivités. Mais là, l'approche est très mauvaise. On stygmatise l'automobiliste en ville. on réduit les voies réservées au voitures pour les remplacer par des voies de bus ou des tram. Les bouchons que cela provoquent maintiennent le même taux de pollution voir l'aggrave. Pourquoi ? parce qu'on ne développe pas plus le nombre de bus ou de tram... On leur attribue plus d'espace mais les passage ne sont pas plus nombreux (exemple vérifié à Lyon)

Les collectivités

Les communes et les régions sont le mieux placées pour mettre en place des solutions alternatives adaptées.

Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ?

Ne pa se laisser chaque fois emprisonner par les lobbyistes... Chaque fois que des propositions sont faits pour aller dans le bon sens, machine arrière quelques mois plus tard... Vrai pour le glyphosate, pour la déforestation, pour les proposition signées lors de la COP21, etc...

les imposer , nous n'avons qu'une seule terre ....

Malheureusement je n ai pas l. Impression que la France avec les politiques de ces dernières années et la delocalisation de masse en Chine et les accueils serviles au château de Versailles est un grand impact intellectuel.

cesser de croire que ses choix sont les meilleurs , et cesser de donner des leçons à d'autres pays...

Être leader , réussir à amener des entreprises comme tesla.

=> Dans le domaine de la biodiversité, il faut interdire l'accès au marché français des produits dont les études françaises et / ou internationales ont démontré la nocivité sur l'environnement. Ces produits sont les substances chimiques ou les OGM directement nocifs pour l'environnement. Se pose ensuite la question des productions agricoles étrangères ayant utilisé ces produits ou en ayant intégré une part significative dans l'aliment final, à destination animale ou humaine. Pour pénaliser ce biais de com-

pétitivité, l'utilisation d'un taux de TVA fortement majoré pour ces produits doit permettre de rééquilibrer la compétitivité des aliments produits dans le respect de l'environnement. => dans le domaine du dérèglement climatique, il faut trouver un moyen de taxer le trafic des poids lourds, en particulier des poids lourds étrangers qui offrent des conditions de travail beaucoup plus faibles que les nôtres, qui abiment nos routes, polluent notre environnement. Le prix du carburant n'est pas la solution car les poids lourds ont une autonomie leur permettant de traverser toute la France sans refaire le plein en carburant. La seule solution pertinente me semble être de relancer les portiques qui ont été abandonnés mais qui sont encore en place.

Devenir un exemple d'innovation dans les technologies des énergies et du climat en libérant les forces innovantes françaises des chaînes qui les entravent et de la castration des organismes publics et/ou délégataires dirigés par des gens qui n'ont JAMAIS créé la moindre entreprise, encore moins le moindre emploi, et dont tout l'art consiste à complexifier l'accès aux aides à l'innovation via des outils technocratiques uniquement destinés à motiver les refus et justifier leurs emplois. La mesure du 1 euro maximum financé pour 1 euro investi sous entend que seuls les projets disposant d'autofinancements son innovants, est-ce réellement le cas ?

OBTENIR UNE DEMARCHE EUROPEENE COMMUNE

respecter ces engagements lors de l'accord de PARIS

rompre ses contrats de marchés publics avec les pays qui en ont rien à foutre de l'environnement (ETATS UNIS, BRESIL etc...)

Être exemplaire

Montrer l'exemple

Interdire le transit routier, rendre obligatoire le ferroutage pour les trajet de plus de 100 km pour les poids lourds, instaurer une taxe kérosène et aéroportuaire pour le transport àérien de personnes et de fret pour rendre ce mode de trtansport aussi onéreux qu'il est polluant. Refuser d'importer de l'electricité produite via de l'energie fossile. Interdire l'importation de produits agricoles étrangers à des tarifs inférieurs aux prix qui permettent à nos agriculteurs de vivre décemment.

Être novatrice montrer l'exemple

Arrêter de subir les lois et interdictions des autres et commercer responsable, parce que critiquer mollement les autres pays sur l'environnement pour importer beaucoup ça sert à rien. On surtaxe les irresponsable et on commerce equitable

Monter qu'une politique financière incitative volontariste permet de modifier la mobilité du citoyen

Respecter ses décisions et montrer l'exemple Nous citons souvent les pays scandinaves pour leur engagement profond dans la transition écologique ce qui prouve l'influence que peut avoir un pays de par SES décision et son engagement.

Quels sont nos choix en fait ? Sur les transports, les Régions et agglomérations ne travaillent pas ensemble, résultat, tous les habitants des périphéries (2 fois plus nombreux que ceux des hypercentres) n'ont pas de solution autre que la voiture. Quand est ce que l'on va déployer ces solutions, dans 30 ans, quand le réchauffement sera irréversible ???

Faire les bons choix et arrêter avec les pseudo-bonnes intentions.

Même réponse, il faut libérer la créativité à tous les niveaux. Quand le niveau supérieur Europe, Etat; Région , Département .... n'est pas capable de répondre engoncé dans les procédures, les égos voire les incompétences il faut que des initiatives voient le jour et qu'elles puissent être soutenues . De l'exemple de terrain des leçons pourront être tirées. Ce retour au terrain est vital on a un système décisionnaire et financier sclérosé. Vive les lieux et territoire d'expérience

Montrer l'exemple

Pas grand chose, chaque état est souverain. Quelle traite déjà le problème en France.

Exemplarité, organiser des événement mondiaux, ambassadeur spécial

faire déjà le maximum dans notre pays pour montrer la voie aux autres.

Se montrer comme avant-gardiste sur ce sujet en montrant aux autres pays qu'une transition écologique est possible avec du courage politique, afin que les citoyens des autres pays encouragent leurs élus à faire de même

Je pense qu elle fait au mieux, sauf en matière de promotion de notre énergie nucléaire fiable, écologique et économiquement intéressante. Malheureusement nos concurrents (USA, Allemagne, Asie) qui font moins bien dans ce domaine, cherchent surtout à continuer à protéger leur économie et résistent !!!

Montrer qu'elle est capable de changement déjà, donner des leçons sans les appliquer c'est parler sans être écouté.

s'inspirer des autres pays exemple la hollande, adapter les choix au environnement,publier des classements des villes sur le sujet, valoriser les bonnes pratiques européenne,

La France pourrait aussi chercher l'inspiration chez les autres (ex. réseau ferroviaire suisse)

Taxer les camions transitant par la France

Mieux communiquer sur la relative faiblesse de nos émissions de CO2 par rapport à l'Allemagne grâce au mix énergétique.

Etre plus réaliste, modérée, raisonnable et ne pas tomber dans les excès et énormes contradictions de cette nouvelle religion

La France doit montrer l'exemple. Nous avons su être un exemple en proposant une des premières Républiques du monde puis en instaurant les congés payés. Instaurer un protectionnisme environnemental, sanctionner les plus gros pollueurs, développer les transports écologiques sont autant de solutions que pourraient envisager nos voisins

Elle doit montrer l'exemple par des lois fortes qui placent la protection de l'environnement au dessus de tout

Donner l'exemple avec courage.

Communiquer, se lancer rapidement et convaincre par les arguments, montrer l'exemple. La France doit être encore plus active.

respecter ses propres engagements dans un premier temps !!! une fois que nous aurons fait les choix nécessaires à l'atteinte de ses objectifs le partage d'expérience sera simple. Actuellement nous n'avons rien à partager !!

Avoir une position claire, cohérente et durable ! Arrêter les demi-mesures et les revirements. Accorder confiance et pouvoir d'action aux territoires qui ont déjà engagé des projets de développement écologiques. Les écouter et les soutenir. Notre pays a tout pour prendre la tête de l'Europe sur le sujet de l'environnement (compétence, savoir faire, bonne volonté) mais il faut changer de posture et voir l'écologie sous l'angle des gains et non des coûts ni réduire le sujet à des problèmes de carburant et de chauffage. Par exemple, la PAC pourrait être renégociée en faveur de l'agro écologie, en dépassant le stade des bandes enherbées (utiles mais non suffisantes) en prenant position pour un changement de paradigme en abandonnant la mono culture en faveur des cultures associées au sein d'un écosystème protégé par des haies. Pour ce faire, le système de décision top down de Bruxelles doit cesser, les agriculteurs doivent pouvoir reprendre la main pour déterminer quels services écosystémiques

ils peuvent assurer et en percevoir une juste rémunération. Cela suppose des programmes et des accompagnements à l'échelle des territoires.

Comment faire changer l'état d'esprit de dirigeants des grands pays comme les USA (qui par exemple favorisent l'utilisation de SUV, 4X4 en raison du cout peu élevé des carburants, ..), gaspillage d'énergie au Canada, ..

Donner un vrai rôle au Parlement européen.

La France est déjà très en avance par rapport aux autres pays encore faudrait il se faire entendre ou plutôt écouter

Montrer l'exemple

Pas grand chose. Les règles européennes ne permettent pas d'agir ensemble. Et au niveau mondial...

S'imposer dans ce domaine, être le pionnier dans un transition majeure, au-delà de ce que font les pays nordiques. Etre l'initiateur pour entraîner tous les autres membres. OSER ce que les autres n'osent pas et montrer que la France est courageuse : Etre un véritable MODELE d'écologie en adéquation avec sa population.

promouvoir à l'étranger une politique volontariste sur la problèmatique de l'environnement ,en prouver les bons résultats et fédérer l'Europe sur le sujet :L'Europe est un bon terrain pour cela

La France devrait d'abord s'occuper de son pays et arrêter de vouloir être le centre de l'Europe (tout comme l'Allemagne d'ailleurs).

Il faudrait être crédible, voire exemplaire. Mais la France ne l'est pas : elle ne suit pas les réglementations sur la pollution de l'eau ni sur les espèces protégées... C'est une donneuse de leçons peu vertueuse. Elle ne sanctionne pas assez les industriels et agriculteurs pollueurs.

Relancer de manière forte auprès de 'europe le transport des camions avec le train. Toutes nos grandes villes dépensent beaucoup trop en infrastructures routieres à cause du transit poids lours.

Exiger des constructeurs automobile des normes antipollution plus strictes. Confier la mesure de ces normes à des organismes ou laboratoires indépendants

Aucun choix n'est fait, aucun courage écologique (cf glyphosate)

La France, shootée à ces drogues dures que sont la bagnole et le nucléaire, est plutôt mal placée pour donner des leçons dans ce domaine, elle devrait plutôt s'inspirer des autres pays, Suisse, Allemagne, Hollande, Scandinavie.....qui, mêmes s'ils ne sont pas exemplaires sur tous sujets, ont un sens du bien-être individuel et collectif bien plus élevé que le nôtre.

Donner l'exemple

La preuve par l exemple refuser le glyphosate pour ne prendre que celle ci

Il faudrait enfin aider toutes les initiatives géniales qui poussent dans le pays. La startup nation oui ! Mais l'Etat ne montre pas l'exemple, il faudrait créer un énorme fonds pour les entreprises du Postive impact. Montrer la protection de l'environnement comme autant de nouveaux jobs à saisir, montrer l'exemple en mettant le paquet sur ces filières ! Ces entreprises ne reçoivent pas d'aides supplémentaires actuellement, ce n'est pas normal. Ces secteurs vont être de grands pourvoyeurs d'emploi, nous avons un gros tissu d'entrepreneurs solidaires en France, appuyons nous sur leur énergie. Il ne faut pas voir l'écologie comme une punition.

Montrons le chemin. Si cela fonctionne correctement, cela fera des adeptes.

Créer un LABEL «Environnement» et taxer les biens de consommations en fonction de leur impact écologique (ECOTAXE) pour le transport des marchandises pour les industries polluantes pour l'énergie et l'eau

Revoir la fiscalité sur les emballages en augmentant les taxes à la production et réduire celle des utilisateurs

En avoir la REELLE volonté. La dépollution du Rhin a été possible, l'interdiction des CFC a été possible(le trou dans la couche d'ozone a diminué)l'essence sans plomb a vu le jour(et le saturnisme lié disparaître), comme quoi c'est possible quand on le veut vraiment et qu'on s'en donne les moyens. Revenir sur les lois internationales qui détaxent le Kérosène des avions. Imposer une taxation et un contrôle planétaire sous l'égide de l'ONU.

Arrêter de faire la politique de l'autruche, rester proche de nos alliés pensant les mêmes choses, travailler dur pour convaincre ceux qui sont dubitatif. Proposer le partage des connaissances et la solidarité. Commencer à proposer la sortie du mode de vie capitaliste qui n'est pas viable pour un monde en paix et qui regarderait vers l'avenir ?! (proposition à la fois idéaliste mais réel...la dé-solidarité mondiale coutera à absolument tout le monde)

Commencer par montrer l'exemple, prouver la viabilité de solutions réellement durables et discuter pour faire adhérer les autres pays

ce n'est plus une question de choix, nous n'avons pas le choix !!!!

il faudrait déjà que la france applique ses ambitions en matière écologique, beaucoup de com peu d'action concrètement.

Commencer par faire les bon choix , c est comme cela que l'on montre l'exemple

Tout d'abord trouver des alliés dans les pays du nord de l'Europe. Avec ces alliés identifier les solutions de financement à mettre en place au niveau européen (taxe carbone relevée, taxation des transactions financieres, imposition européenne pour les multinationales type GAFA,...), instituer des objectifs européens de transition (% energie renouvelable, % production d'electricité à base de charbon, diesel ban européen en 2030, ...), créer des programmes d'investissements européens dans les technologies «manquantes» (solutions de stockage notamment), transférer une partie des recettes fiscales aux états pour supporter la mise en oeuvre, réorienter la PAC vers la transition agroecologique

ne pas avoir l'air de clown car l'europe ne sert a rien si ce n'ai a recaser les elus qui ne savent plus ou aller

Montrer par un référendum que la population adhère au changement. Mais la crise des gilets jaunes n'a pas émis un bon signal. Sans adhésion populaire, il sera difficile de faire entendre la position de la France

Donner l'exemple, je n'ai pas l'impression que nous soyons l'élève modèle de l'Europe en ce qui concerne l'écologie

S'appuyer sur les pays nordiques qui favorisent la transition écologique Démonter que ses choix sont les bons.

Agir sur le plan national pour démontrer

S'appuyer sur les pays nordiques qui favorisent la transition écologique Démonter que ses choix sont les bons.

C'est une préoccupation de «riche», on peut comprendre que les plus démunis de la planète n'aient pas le même souci de l'environnement que nous. Mais en même temps, hypocritement, on aimerait bien qu'ils restent dans leur misère pour que nous puissions continuer à profiter de la richesse du monde comme nous, occidentaux, l'avons fait depuis 2 siècles. Alors ne soyons pas naïfs, tachons de «gérer» cette transition avec raison, sans sacrifier nos intérêts, et à un rythme «soutenable».

Question pollution : Commençons chacun par trier nos déchets et de son coté, l'Etat doit renforcer partout de réels ramassages

et traitements sélectifs. Stop aux suremballages. Arrêtons de surconsommer dans des produits futiles « à la mode » (téléphones portables) ou de faibles qualités (habits), qui vont amplifier nos déchets, et à terme diminuent notre pouvoir d'achat. Achetons « local » autant que possible et taxons les importations non citoyennes qui exploitent leur main d'œuvre. Le marquage CE n'est pas suffisant pour dédouaner les fabrications sauvages. Taxons les. Arrêtez les tromperies et dépenses des COP et de Davos, qui par ailleurs génèrent bien trop de pollution aérienne.

Avant de les partager, avoir des ambitions plus fortes, et se donner le moyen de ses ambitions... plutôt que de rester dans cet immobilisme et les intérêts politiques court-termistes...

etre exemplaire

Le rôle primordial de l'état est de fixer un cap et s'y tenir. Il doit défendre ce cap sur le plan international. Ceci devrait pouvoir se faire en dehors de tout lobbying privé. Malheureusement, les entreprises multinationales sont devenues plus puissantes que les états et empêchent les mouvements de fond à long terme préférant le profit à court terme.

plan européeen de grande envergure

Prendre des mesures concrètes pour l'environnement, montrer que cela fonctionne pour inciter les autres pays.

Aider les pays du tiers-monde à réguler la natalité et à développer leur économie

Interdire l'importation de véhicules, de matériaux, d'equipements, de produits ou de nourriture non écologique

Donner l'exemple et montrer que cela marche

Etre exemplaire et tirer l'UE vers le haut

Favoriser les échanges les plus courts possibles donc le local, taxer plus les produits importés alors que nous pourrions les produire à l'échelle nationale ou européenne. Avoir enfin une réelle politique de ferroutage. Interdire tous les transports routiers au delà de 500 km. Et donc taxer les camions qui traversent la France du nord au sud beaucoup plus pour limiter la pollution.

Avoir un rôle actif et moteur au niveau de l'Union Européenne (Parlement, Commission, Conseil des Ministres)

?

Du lobbying intense avec pour aide des solutions alternatives économiquement plus rentables car cela sera le seul argument qui sera écouté

Ce n'est pas important de partager tout cela. Cela cout de l'argent. Si les autres pays veulent voir, qu'ils viennent à leur frais. Focalisons sur la France.

Avoir une véritable volonté de convaincre et se libérer des pressions exercées sur eux par le monde de l'argent.

Taxer le trafic de poids lourds traversant le pays, développer le ferroutage intra-européen, bannir le charbon et le lignite pour produire de l'électricité, développer le nucléaire à la française chez nos partenaires européens (Allemagne, Pologne,...))

Proposer des solutions concrètes et simples aux citoyens. Faire noter les démarches par les citoyens (avis sur les RS)

utiliser les subventions européennes pour rénover les infrastructures ferroviaires (réseau secondaire et liaisons intercités délaissées depuis 40 ans),ainsi que les routes dégradées par les camions.

Montrer que ça marche, l'europe suivra

Financer la recherche pour trouver des alternatives aux pesticides et autres substances potentiellement dangereuses. Accélérer la transition énergétique pour l'abandon du nucléaire, progressivement mais dès aujourd'hui.

Demander l'affichage en totale transparence de la provenance, du trajet parcouru tout au long du process de fabrication et de conditionnement, de la composition de tous les produits de consommation. Agir pour assurer une consommation responsable.

J'ai déjà donné mon avis plus haut : 1 / Respecter en France les engagements pris lors des accord internationaux 2/ Taxer les produits en provenance des pays ne respectant pas ces accords 3/ Réfléchir à la possibilité de dépôt de plainte collective contre les états les plus pollueurs, mais sans se tromper de cible! (La France émet par exemple 1% de gaz à effet de serre, ce n'est peut-être pas à elle de se tirer une balle dans le pied). 4/ Développer la notion de crime individuel contre le climat, nominative (D. Trump, Bolsonaro par exemple)

être un exemple !!! c'est loin d'être le cas (beaucoup trop de postures)

Taxer les produits importés qui ne respectent pas l'environnement Taxer le transport de marchandises par camion

Peser lors des négociations européennes au conseil de l'UE par exemple, ne pas bloquer les directives ou règlements ambitieux de la commission. Tenir tête au niveau international aux plus gros pollueurs en montrant les solutions qui sont possibles et viables économiquement,socialement et politiquement.

Faire une campagne de communication et créer une marque/ un logo spécifique comme par exemple «la France s'engage pour la planète».

Chaque chose en son temps. La France doit se doter d'une politique environnementale forte avant d'aller donner des conseils à nos chers voisins et au monde entier. Le fait d'être champion de la terre n'apporte rien. Changeons nos modèles (agriculture, mobilité, énergie, habitat...), capitalisons dessus et ensuite nous pourrons partager.

Ce n'est pas à la France de le faire seule, mais à tout le monde de s'y mettre. Il faut créer un noyau dur de quelques pays européens motivés, mais très vite dépasser le cadre européen car le véritable enjeu n'est pas en Europe. Plusieurs pays sont en train d'évoluer favorablement sur le sujet : il faut trouver des relais en Asie (Chine, par ex.), ou même avec certains Etats des USA.

Je ne suis pas sûr de comprendre la question. Il me semble que si nous proposons un modèle qui réponde aux enjeux actuels et qui donne envie, grâce à une qualité de vie améliorée, alors d'autres chercheront à nous imiter.

Tout d'abord faire des choix clairs, ce qui n'est pas encore le cas de la France. On verra ensuite. En général ce qui fonctionne bien et dans une dynamique respectueuse de l'environnement et du social fait tâche d'huile, se répand naturellement.

Les choix francais ne sont pas les bons, nous ferions mieux de prendre exemple sur les pays nordiques, avec le vélo, et les transports en communs très accessibles et gratuits !!!!!

Les grandes réunions internationales ne servent pas à grand chose (cf COP). Le Président MACRON doit partager sa vision (s'il en a une , je ne sais plus !) aux autres chefs d'Etat et ensemble ils doivent faciliter les initiatives citoyennes et d'associations.

Ne pas importer de produits (vêtements, nourriture...) qui contiennent des produits toxiques...souvent interdits sur le territoire mais importés !

Etre plus ferme sur ses positions, donner l'exemple par des mesures dans notre pays, s'inspirer de pays plus avancés voire précurseurs en Europe (Suède et autres) pour reprendre ce qui marche ailleurs...écouter les jeunes qui nous interpellent et nous renvoient à nos responsabilités. Sortir les investissements écologiques des critères pour le calcul de la dette. La dette n'est pas que financière..tout l'argent du monde ne remplacera pas une planète inhabitable.

a quoi sert le traité de Paris dont on nous a tant parlé ? si pas d'accords, parfois, il faut savoir etre un exemple, (si pas trop suicidaire)

Devenir un leader plutôt qu'êtres à la traine

taxe carbonne

Tout faire pour que l'on aille sur Mars, c'est en apprenant à vivre en autarcie, à recycler nos déchets et en innovant que nous pourrons sauver notre planète. à la manier de ce grand débat tout le monde devra pouvoir participer à cette aventure...

Comme toujours, si notre modèle fonctionne, nos partenaires européens et internationaux nous copieront et s'inspireront de notre modèle, c'est de cette manière que la France pourra faire partager ses choix en matière d'environnement

avoir une politique de la voiture électrique audacieuse et innovante avec une part de publique et une part de privé de qualité

négociation mais difficile car chaque pays à ses propres enjeux politiques et économiques et nous serions bien naïf de croire à une action possible , même la France est paradoxale sur ce sujet.

Commencer par avoir un pays propre et responsable serait une bonne chose avant d'aller donner des leçons aux autres. LA France pourrait surtout s'inspirer des autres pays.

Montrer l'exemple, changer avant les autres et vendre ses solutions: substituts du plastique, véhicules hydrolique ou électrique, diminuer l'énergie nucléaire, taxer surement les citoyens et entreprises polluants pour les responsabiliser davantage, changer les mentalités et être pionniere dans la transition écologique, taxer durement les importations polluantes, mettre en oeuvre des actions permettant le re-développement de la biodiversité, des abeilles, des sols sains etc... Montrer que la France vit dans un air sain, produit des produits sains, s'inscrit dans une démarche durable, change les mentalité pour permettre l'attractivité durable de touristes et d'acheteurs étrangers soucieux de l'environnement et inciter les autres états à modifier leur comportement.

Des campagnes ou l'on dit les choses réels sans langue de bois

Donner l'exemple.

Commencer tout d'abord en France pour les solutions ne faisant appel qu'à très peu de capital. Mettre en place des solutions financières au niveau français mais aussi surtout Européen pour éviter une concurrence fiscale entre les pays d'Europe. Au niveau international, l'Europe pourrait devenir un exemple montrant l'intérêt économique et environnemental des choix effectués.

Ne pas attendre l'europe, sinon on ne fait rien. Taxer les produits qui ne respectent pas ces valeurs

Un changement de paradigme est nécessaire à l'échelle mondiale. Une consomation et une croissance infinie, y compris de la population humaine, n'est pas viable à long terme dans un monde finit, surtout si ce développement ne sert qu'à en enrichir un petit nombre (dont en temps que français moyen je fais partie) au détriment de la majorité de la population humaine.

Alerter !

Interdire l'importation sur son sol de tous les produits non 100% recyclables

. Demander que le kérozene soit taxé en Europe au même niveau que l'essence . . Prendre la décision en Europe de ne pas utiliser de fuel ou gaz de schiste . Armoniser la limitation de vitesse à 130km/h max et par conséquant ne plus commercialiser de véhicule dépassant cette vitesse. . Avoir un grand projet européen de ferroutage et de transport fluvial financée par une écotaxe Européenne sur les poids lourd .

Montrer l'exemple, que ça marche et surtout que c'est économiquement équilibré. Aujourd'hui, la seule vision est que cela coute et qu'il faut taxer. c'est un mauvais calcul. agissons comme les sociétés: nous investissons dans cette solution et nous démontrons que ça rapporte. Et la le chemin sera montré. Mais pour cela il faudrait que les décideurs redescendent sur terre.

Faire imposer le tri selectif, recyclage, reduction du plastique...

Convaincre

etre sans reproche/montrer l'exemple à la maison.; nous sommes très forts pour dire aux autres pays que faire - et ne l'appliquons toujours pas à nous même: arrêter d'être arrogant et de penser que nous apportons la lumière aux autres.

réfléchir ..

Etre force de proposition, prendre éventuellement des mesures nationales avant qu'elles soient validées au niveau européen . Mais pour être crédible, il faut être exemplaire. On ne l'est pas si nos gaz à effet de serre augmentent, si on avalise des pollutions graves sous prétexte de sauvegarder ou créer de l'emploi (Gardanne, mine d'or en Guyane)

La contribution de la France aux GES est marginale devant les les USA, la Chine , l'Inde etc ... Donc, au lieu d'emmerder le gens avec des taxes et des contrôles techniques punitifs, il faut des initiatives au niveau Européen pour faire poids face aux Usa et à la Chine. Seule, la France ne pèse rien.

Bonjour il faut que la France impose ses vues tout en montrant les points positifs , ey les points négatifs de toutes les mesures entreprises sur son territoire .

Il faudrait être crédible. Mais la France ne l'est pas : elle ne suit pas les réglementations sur la pollution de l'eau ni sur les espèces protégées... C'est une donneuse de leçons peu vertueuse. Elle ne sanctionne pas assez les industriels et agriculteurs pollueurs.

En donnant l'exemple !

Arrêter la désinformation autour du nucléaire, les ENR,

Montrer l exemple avec des choix responsables

Les pays nordiques sont plus performant de la France au niveau écologique. Une police commune de financement et développement avec un échange sur les bonnes pratiques, une mise en commun des connaissances.

Je crois plutôt qu'on a des enseignements à aller chercher dans les démocraties du nord quant à la mise en oeuvre et l'application. En revanche, sur le plan énergétique industriel, il ne faut pas abandonner la filière nucléaire.

Créer des prix de renommé internationale qui récompensent des idées/projets/concepts respectueux de l'environnement.

Avant d'aller plus loin, déjà respecter nos engagements pris devant nos partenaires, concernant les rejets de CO2 .

Avant de faire la morale aux autres, et avant de leur expliquer les coûts indispensables à la transition énergétique, travaillons a éliminer notre déficit public abyssal... cela nous évitera d'être ridicule..

Question ridicule : que pourrait faire l'Allemagne pour nous faire partager ses choix (à elle)

Donner l'exemple, et créer un cabinet chargé de prospecter à travers le monde, pour sensibiliser les pays récalcitrants, surtout les plus important d'abord.

Avoir un accord avec l'Allemagne par exemple pour mutualiser une partie de nos ressources (électricité nucléaire contre moins de charbon allemand ?) et échanger sur nos bonne pratiques environnementales (le vélo pour certaines villes allemandes)

Montrer l'exemple et ensuite «vendre» (faire valoir) son savoir-faire à l'international

avoir des bus qui ne vous asphyxient pas au démarrage dans leurs fumées noires , développement du bio carburant

La France ne peut rien faire seule , il faut une institution neutre apolitique avec des chercheurs et scientifiques du monde entier qui puissent faire l'inventaire des choses à ne plus faire mais aussi trouver des solutions pour les pays qui ne peuvent pas faire autrement que de vivre en détruisant toutes leurs forêts (huile de palme) etc ... et qui tuent l'habitat des animaux . On se sent impuissant mais en changeant de comportement alimentaire, on change parfois un peu es choses . J'ai boycotté au tout début les produits avec de l'huile de palme , pain de mie etc et maintenant beaucoup de produits sont sans huile de palme .

Cesser de faire de l'écologie politique et faire de l'écologie scientifique et réaliste.

Proposer des solutions innovantes à prix raisonnables.

Faire la publicité de ce qui marche

Mieux promouvoir son savoir faire en matière d'industrie hydroélectrique et la mettre en application sur son territoire pour donner l'exemple. Réagir vite et être capable de mettre fin tout de suite à des décisions idéologiques issues d'un lobbying écologique datant de 2006 et aujourd'hui totalement dépassé face à l'urgence climatique. Gagner en crédibilité par exemple en mettant fin à la dictature administrative qui, comme au MTES, où la DEB fait exactement l'inverse de ce que le Ministre déclare publiquement pour la lutte contre le réchauffement climatique, en ordonnant la destruction des moulins. Les autres pays ne sont pas dupes.

Se montrer elle-même exemplaire, pour démontrer le bien-fondé et finalement l'efficacité des mesures favorables à l'environnement, et non pas aux lobbies

Proposer une réelle vison de ses buts et objectifs pour les 50 prochaines années. Mais pour cela il faudrait une acceptation de ce plan par l'ensemble des parties politiques !!!

Ce n' est pas facile de le faire , l'argent étant le nerf de la guerre il faudrait une vraie cohésion de l'Europe!

• Taxer les produits importés ne respectant pas les clauses environnementales européennes Mettre en place une TVA réduite sur les produits BIO

Il faut que l'Union européenne prenne des dispositions dans ce sens.

- Il est urgent que l'Europe s'accorde sur un ensemble de règles internes applicables à tous les membres. Elle pourra ensuite envisager d'en discuter d'une seule voie avec le reste du monde international. La France seule sans l'Europe ne pourra pas avancer. Un EMORME travail entre dirigeants européens est à faire dans ce sens.

avoir une voix haute et forte donner l exemple impulser une politique forte

Faire une zone test : ville et rural en même temps. Et devenir un bon élève.

Les choix de la France ne sont pas complètement exemplaires aujourd'hui en matière d'environnement. Le budget alloué au service de l'environnement (DREAL, DDT, Parcs nationaux, AFB, ONCFS) est en baisse constante depuis quelques années ce qui ne participe pas à avancer dans la protection de l'environnement et de la biodiversité. Il existe une prise de conscience sociétale mais les budgets ne vont pas en face : on manque de moyens pour créer des postes et répondre aux attentes et aux besoins dans ce domaine.

Etre exemplaire! La fréquentation touristique fera le reste...

L'exemple est primordial

la France doit s'exprimer avec las autres nations de l'Europe

Prendre davantage modèle sur les pays nordiques pour le côté déplacement ; développer les circuits courts de production et de consommation. Il faudrait que notre empreinte écologique soit comparée à celle des autres pays et qu'on en tire des conclusions....

Participer à une politique européenne et tenir ses engagements cop21 et autres

créer des euro bonds pour lever de la dette qui sera exclusivement dédiée a des projets environnementaux a l échelle européenne.

la France devrait proposer un débat européen à ce sujet et les décisions devraient être contraignantes pour tous les états

Pour commencer être un exemple en s'améliorant réellement et clairement aux yeux du monde, on ne peut pas changer le monde si nous ne sommes pas nous même de l'autre côté de la transition.

Etre motrice dans le soutien à la transition de l'agriculture. Stop pesticides! On sait, c'est difficile de lutter contre des habitudes de production et les lobbies chimiques. Mais on va tous crever!!

Voir réponses apportées au sujet du transit international passant sur notre sol

La France doit prendre ses responsabilités et montrer l'exemple à l'Europe et au monde même et refuser toute entrave à ses actions qui irait dans le sens de la transition écologique et la préservation de l'environnement, de la baisse de la pollution sous toutes ses formes et de la santé. La France comme chaque pays européen doit appliquer strictement ses engagements et objectifs sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre par exemple. Des mesures importantes et rapides doivent être prises pour l'environnement de manière prioritaire. Le contrôle public de la création de monnaie devrait servir à investir massivement dans toutes actions y compris création de nombreux emplois

Montrer l'exemple

communiquer régulièrement sur ce qui est fait par l'ensemble des citoyens et qui va dans le bon sens

L'exemple. Trouver des solutions innovantes économiques et financières pour que l'écologie change de rythme pour sauver la planète

Mesurer les gains obtenus par proposition. Inciter Total, leader mondial de la pétrochimie, à être le fer de lance de l'innovation mondiale en matière de batterie longue distance, de panneaux solaires adaptés aux véhicules, un partenariat avec les grands btpistes en matière de réseaux autoroutiers et inventer l'energie par friction.

Réaffirmer l'intérêt de l'electricite Nucléaire qui n'a pas d'effet négatif sur le climat, et devenir le « champion mondial » de la sécurité nucléaire.

Montrer l'exemple!

Persévérer

Il faudrait déjà partager les choix les meilleurs dans le domaine écologique chez nous une bonne fois pour toute, qu'une équipe d' experts s'engage, fixe un programme (hors lobbies, plaigneurs et empêcheurs en tout genre), le financer correctement (recettes et dépenses) et le faire approuver par tous les français (voir comment).... le mettre en oeuvre et ne plus revenir en arrière (changement de gouvernement, interventions politiques comme bonnets rouges, gilets jaunes ou autres couleurs) . Programme validé et objectifs écologiques atteints , on sera peut-être écouté . Que les agriculteurs et les industriels soient « 1er de cordée» ! et ne cherchent pas ce qui empêche de faire ; si c'est clair, je veux croire que les français suivront, comme pour les produits BIO, ils sont là, ils les consomment.

Créer des réponses innovantes, durables et simples d'utilisation

Agir en coordination avec la communauté européenne

Du bavardage

les états doivent être indépendants de la pression des lobbies

la France représente 2% de la population mondiale. L'effort doit être partagé pour avoir un impact sur la planète.

?

sans doute montrer l'exemple pour être crédible

Faire figure d'exemple en premier lieu

Développer de nouvelles façons de travailler, éviter les déplacements à tout prix, favoriser des mobilités douces. Aider les ménages avec les mesures environnementales (pour le chauffage notamment). Sensibiliser à une alimentation responsable (permettre aux ménages les plus précaires d'accéder à des aliments de qualité, locaux...), développer la permaculture..

En prenant certaines mesures (voire en les imposants), le résultat mesurable, en même tant qu'une solution alternative si nécessaire (comme pour le glyphosate) permettrait à la France de faire partager ses choix.

Je ne sais pas.

Surtout pas des accords comme le CETA qui mettent en danger la souveraineté de l'Etat face à des décisions d'entreprises étrangères. Pression sur les accords bilatéraux pour des Etats qui ne respectent pas l'accord de Paris. Le gouvernement pourrait mettre en place les changements nécessaires pour respecter l'accord et ainsi montrer l'exemple via les réunions de mise à jour régulières entre Etats.

je ne pense pas que la France soit précurseur sur le sujet en Europe, mais l'échange d'informations est primordial, les députés européens devraient être le relais de chaque pays sur le sujet

Montrer l'exemple

Avoir un discours clair auquel elle se tient (promesse sur le glyphosate non tenue par exemple)

Convaincre sur des idées simples a mettre en œuvre obligatoirement par tous les membres de l'UE.

Soutenir et donner du crédit aux scientifiques et à leurs rapports alarmistes qui témoignent chaque jour que dans tous les cas, SI ON NE FAIT PAS CES EFFORTS MAINTENANT, NOUS SOMMES CONDAMNES. Car le problème à l'heure actuelle, c'est que bien que des scientifiques de renom écrivent noir sur blanc qu'il nous reste 2 ans pour changer de trajectoire, on a l'impression que ces paroles sont ignorées, décrédibilisées. Je ne suis pas experte en économie, mais je suis convaincue que l'État est armé pour mettre en place des plans d'action, qui prévoit une redistribution complète des coûts sur l'ensemble des flux, par exemple: -Investir pour améliorer la qualité de l'air, c'est à termes, faire des économies sur les coûts de santé publique; -Investir pour proposer la cantine bio et locale, en réduisant par ailleurs les coûts par une meilleure gestion du gaspillage alimentaire; -Investir dans les énergies renouvelables pour encourager les industriels à abandonner les fossiles. Les répercutions sur l'emploi sont toujours rattrapables, par la reconversion professionnelle, pour moi c'est une fausse excuse). Donner l'exemple, pour montrer que les propositions aboutissent à des résultats concrets, que ce ne sont pas des vains efforts. Être leader. A quoi bon rester dans une position d'inertie pour maintenir un pseudo confort immédiat, puisque ce confort est conditionné par la protection de l'environnement et des services écosystémiques que la nature nous offre..

Montrez qu'elle est capable de mettre ce projet en place de manière sérieuse: soit organisation du pays et capacité à motiver les citoyens dans un vécu quotidien apaisé et serein

Prendre modèle sur la pays du nord qui s'en sortent très bien (Norvège, Suède...). Les produits importés doivent être soumis aux mêmes normes que celles des pays européens. Changer notre mode de consommation. Stop au gaspillage.

Prendre modèle sur la pays du nord qui s'en sortent très bien (Norvège, Suède...). Les produits importés doivent être soumis aux mêmes normes que celles des pays européens. Changer notre mode de consommation. Stop au gaspillage.

Prendre modèle sur la pays du nord qui s'en sortent très bien (Norvège, Suède...). Les produits importés doivent être soumis aux mêmes normes que celles des pays européens. Changer notre mode de consommation. Stop au gaspillage.

Inventer autre chose que des taxes

Inventer autre chose que des taxes

La France pourrait partager ses choix en publiant les résultats des solutions mises en place.

arreter de proposer des objectifs que nous sommes incapable d atteindre. Il faut montrer l' exemple

Politique ambitieuse motivée par le soucie des générations à venir. Faire de la France un jardin. Avoir une agriculture exemplaire qui exporte

dans un 1er temps, montrer son implication dans ce domaine avant de partager ses choix

Ne pas suivre les conseils des lobbyistes de la chimie, de l'élevage et de la pêche intensives, les chasseurs... Faire voter une proposition de loi pour une augmentation des taxes sur le gazoil, le kérosène, dans les ports de plaisance, pour les tankers et porte-conteneurs , les paquebots ainsi que dans les aéroports, pour les avions de tourisme et les jets privés...

montrer l'exemple en interdisant les sacs plastiques et ne les remplaçant par des sacs végétales (amidon), de même pour les pailles, gobelet, couvert en plastique .....

lutter contre l'utilisation des pesticides dans les autre pays

Hélas, pas grand chose, compte tenu du délabrement accéléré de l'Europe, une immense tragédie.

Etre en avance sur les autres pour devenir le modèle et donc le leader;

Pousser en faveur d'un plan Marschal d'investissement écologique. Financer et développer les filières Batteries électriques pour les voitures, les vélo...+ Filières panneaux solaires...

donner l'exemple

Augmenter le poids du nucléaire

Pour moi et malheureusement la seule manière de convaincre certains pays c'est de commencer par prouver qu'une économie intégrant ces transformations écologiques est capable d'être au moins aussi productive qu'une économie carbonnée, si ce n'est plus.

Donner un exemple attractif

Déjà, il faudrait être ambitieux sur le plan écologique. Ce n'est pas le cas. La politique écologique de ce gouvernement est pitoyable. Il faudrait prendre une position de leader, avec des mesures fortes. Charge ensuite de démontrer qu'elles font sens, sont efficaces, et alors les autres suivront.

Que la France soit un exemple dans un premier temps de transition écologique/ un vrai plan d'investissement drastique dans les équipements, les formations métiers/ les énergies renouvelables/ l'agriculture bio et raisonnéeet démontrer que cet investissement conduit, contrairement à ce que l'on pense, à un développement et force économique importants.

Se poser en leader, en tête de file. Nous devons mettre en place une politique, avant de démontrer aux autres qu'elle fonctionne. C'est ce que fait la californie par exemple.

Le partage au niveau européen devrait commencer par une expertise des meilleures solutions pouvant être trouvée dans chaque pays.

aller a contre courant et favoriser le nucleaire

taxer les carburants des transports aériens, réduire le transport interfrontalier

CREER un ministere de la PAIX et de l'ENVIRONNEMENT plutot qu'un ministère des armées.... IMPOSER le point de vue de la France d'un désarmement total nécessaire pour retrouver un climat de serenité et ameliorer notablement les relations basées sur le respect

Taxer produits importés de pays non vertueux

Donner l'exemple; interdire ou taxer fortement la circulation des poids lourds sur son territoire; mettre en place le transport camion/train

Montrer le bon exemple et ne pas céder au profit de certains

Etre plus exemplaire. Quand on renonce à l'éco-taxe, à la taxe carbone et qu'on investit moins que les autres dans les technologies propres, c'est compliqué de donner des leçons aux autres.

Je n'ai pas d'idée

Être irréprochable !

d'abord avoir des choix raisonnables (ne pas tuer le nucléaire etc..) qui n'enfoncent pas l'économie française par rapport aux autre pays qui eux nous inondent de leurs produits sans se soucier de l'environnement ; restons raisonnables: la France ne représente que moins de 1% de la pollution planétaire.

Le France n'est pas encore un exemple. Il ne faut surtout pas faire la promotion de l'énergie nucléaire qui est une énergie du passé et va couter plus cher que les énergies renouvelables.

Ne pas se plier aux lobbies économiques et financiers des grands groupes et imposer le retrait des pesticides immédiatement ; la culture du maïs à outrance ;

les mettre en place et en communiquer l'efficacité

Il faudrait que les choix en matière d'environnement soient connus et qu'ils concernent tout l'environnement, pas seulement le diesel et le glyphosate. Imaginez-vous les pays africains rouler en voiture électriques ? Imaginez-vous les chinois renoncer au glyphosate ? Imaginez-vous les Saoudiens ne plus rouler en Ferrari ? Imaginez-vous les américains ne plus rouler en 4x4 ? L'influence de la France est de plus en plus insignifiante, ce n'est pas possible On n'a jamais raison à seul contre tous !

Dépasser le simple slogan «Make our planet great again» et démonter que l'on peut agir concrètement sur notre territoire sans nécessairement attendre les autres : c'est vrai pour beaucoup de points précédemment évoqués (fiscalité, développement transport ferroviaire, juste prix de l'énergie...)

Etre force de propositions sur la promotion de l'agro-écologie, les énergies vertes, et appliquer le principe pollueur payeur notamment sur le traitements des déchets nucléaires non pris en compte à ce jour.

Donner l'exemple dans la le dérèglement climatique, dans la gestion des pesticide dans l'aide à l'agriculture biologique ou raisonnée

pas d'opinion.

Il faut faire comprendre que écologie rime avec économie. Exemples : Cuisiner au lieu d'acheter des produits tout prêt coûte moins cher et est meilleur pour la santé. Mettre un pull et une veste au lieu de surchauffer son appartement diminue les frais énergétiques. Un abonnement au transport en commun coûte beaucoup moins cher qu'une voiture. Diminuer sa consommation (vêtements, objets inutiles, etc...) permet de mettre de l'argent de côté. Je crois que dans un premier temps, il faut montrer à chacun ce que peut lui apporter des changements de comportements sur son compte en banque ou sur sa santé. Trop de personnes pensent que c'est un luxe d'être écologique, que c'est pour les bobos. Alors que je suis écologiste par nécessité financière, au départ, et c'est devenu un mode de vie qui correspond à mes valeurs finalement et dans lequel je m'épanouie pleinement.

Les diplomates avides de grands diners dans les ambassades sont mieux placés que moi pour definir l'action à mener dans ce domaine

Il faut commencer par faire des choix clairs, ce qui n est pas le cas actuellement

Il ne s'agit pas de partagé mais d'agir.... Cf proposition en début de page. Nous savons tous ce qu'il faut faire...L'heure n'est plus à l'échange mais à l'action.

Vraie question ! Une guerre ? (je plaisante)

Renoncer à des traités du style «TAFTA». Faire évoluer la PAC pour qu'elle prenne davantage en compte les enjeux sociaux, la biodiversité et les solutions locales.

Quels choix ? Commencer par être exemplaire nous-mêmes ! Puis, soutenir les mouvements qui vont dans le sens d'un plus grand respect de l'environnement partout dans le monde et afficher son soutien explicite.

Démontrer par l'exemple. La France n'a pas eu besoin de faire partager les droits de l'homme avant de les mettre en place.

avoir de bons diplomates et sa population mobilisée par une action en profondeur

Nous avons élu les personnes compétentes pour répondre à ce genre de questions. Nous n'avons pas assez de connaissance pour pouvoir répondre concrètement à ce genre de question.

Taxer les produits polluants

commençons déjà par chez nous...

Développer des relations d'entr'aide et de justice.

les choix proposés ne me semblent pas pertinents

Think tanks

S'inspirer du modèle SCANDINAVE

Utiliser notre savoir faire et notre créativité pour développer la technologie et l'économie de la transition écologique .. La France est le premier pays touristique du monde avec une agriculture puissante (mais soumise à l'utilisation des pesticides) a une image positive de qualité et d'art de vivre , une nature riche et diversifiée .Elle doit montrer l'exemple par une action positive et ambitieuse .La jeunesse à qui nous parlons d'écologie depuis plus de vingt ans dans les écoles et via les médias est prête à y participer .. Donnons à cette jeunesse sa chance d'y être actrice .Ce défi peut être un moteur extraordinaire pour notre économie .

Cest la que ça se corse; les allemands ont laissé le nucléaire pour les centrales à charbon je ne pense pas qu'on y ait gagné. Sensibiliser les pays émergents.

Si on commençait par la France et que l'on puisse constater que la pollution de l'air par exemple diminue, peut-être cela pourrait inciter d'autres pays.

Il faut déjà que la France fasse des choix plus radicaux et plus rapides. Ensuite, déjà au niveau européen, une grande réflexion peut être menée, faisant de l'environnement une cause européenne. L'avance prise par certains pays dans ce domaine peut aider d'autres pays à améliorer la prise de conscience de leur populations. Des règles communes pourraient être décidés au moins au niveau des pays déjà fermement engagés dans la transition écologiques de façon à la rendre plus rapide et plus profonde. Un système d'aides viendrait favoriser les initiatives, un

système de taxes viendraient au contraire rendre plus onéreux les comportements laxistes sur l'écologie. L'europe peut devenir leader dans ce domaine, ce qui permettra qu'au niveau mondial, la même chose puisse être faite.

Convaincre par l'action c'est-à-dire faire les choses.

accords commerciaux et être un exemple en matière d'agriculture écologique et mode de vie sain

Taxation carbone Européenne sur les produits importés des pays a bas couts pour favoriser moindre consommation energetique en produisant localement ce qui peut se faire.

Rien. Il n'y a qu'à voir l'attitude des USA et de la Chine qui se moquent ouvertement de l'environnement.

Rien. Il n'y a qu'à voir l'attitude des USA et de la Chine qui se moquent ouvertement de l'environnement

Le faire elle-même, montrer l'exemple, être cohérente sur ses actions et le faire de façon forte et déterminée. Sortir du nucléaire.

Par exemple : Mettre en place des réseaux entre les collectivités territoriales des différents pays pourrait crée une synergie et un échange pertinent des méthodes et des solutions en prenant soin de limiter le caractère procédural et la paralysie normative qui est prenante dans notre pays

je ne sais pas

Instaurer les alternatifs proposer au niveau européen à la France afin de montrer que celles ci sont possibles, concrètes et efficaces. Si nous y arrivons pourquoi pas eux ?

s'imposer / oser / disrupter : c'est ce qu'a promis Emmanuel Macron.

Se battre pour imposer au transport maritime des filtres ou l utilisation de carburant raffiné

créer unréseau social pour échanger des idées en matière d'environnement

Taxer le carbone importé

Taxer sur toute l'Europe et si possible à l'international le kérosène utilisé pour les transports aériens. Privilégier l'agriculture destinée à la consommation locale.

Aller plus vite en simplifiant les procédures d'autorisation des moyens de production d'énergie : il y a mille injonctions écologiques possibles. Elles sont souvent contradictoires quand on passe à l'action.

Devenir un modèle sans se faire influencer pas le reste du monde. Devenir novateur.

Montrer les bienfaits sur la planète mais également au point de vu écologique et touristique

Montrer par l'exemple qu'un changement est possible

Être exemplaire et montrer à ses partenaires européens que la préservation de son environnement passe avant même ses propres intérêts économiques immédiats.

commencer ville par ville, puis à l'échelle européennes, ne pas compter, se mettre d'accord au niveau mondial: suppression des voitures dans les villes avec des moyens alternatifs performant 24/24.

Etre exemplaire ! Arrêtons d'attendre que le changement vienne d'ailleurs

Les choix ont été faits dans le cadre de la COP 21 et des accords de Paris, il faut surtout que tout soit mis en oeuvre pour tenir l'objectif. La France doit donc d'abord être exemplaire et tenir ses engagements avant de pouvoir militer et obtenir l'instauration de contraintes.

une opportunité de redonner un nouveau souffle à l'Europe / projet fort en matière d'environnement partagé par tous ses membres .

Lutte contre les entreprises pollueurs et interdictions de déversé les déchets dans la nature

La France est déjà très en retard par rapport à nos voisins nordiques : imitons leur politique de tri et de voies cyclables. Il nous faut trouver des alliés pour taxer le kérosène : c'est urgent ! Voyager en avion sera vu par nos enfants comme un crime contre l'humanité ! Il serait bien de taxer la pollution directe et indirecte des produits consommés et détaxer le travail ou la production contrôlée en France.

Mettre des stations de ferroutage aux principales entrées en France et interdire le transport routier l'échelle nationale pour privilégier le train. Les camions seraient utilisés au niveau regional

Proposer des axes d'innovations participatifs ou l'échange profiterait pour trouver des solutions d'avenir. Favoriser la recherche pour la réduction de notre empreinte toxique.

Rien. Il n'y a qu'à voir l'attitude actuelle des USA ou de la Chine.

contribuer à une directive europeenne

directive europeenne

La France en sortant du charbon par le nucléaire est déjà un modèle , ne pas en avoir honte

La France devrait déjà montrer sans honte, qu'en sortant du charbon elle a déjà fait un pas, modèle à suivre et à accentuer.

La France est déjà un modèle en étant sorti du charbon avec le nucléaire. A mettre en avnat

La France déjà un modèle en étant sorti du charbon avec l'électricité nucléaire

il est nécessaire de prendre des dispositions communes avec nos voisins européens ce qui nous rendrait plus cohérent et peut être plus forts pour affronter ce grand défit environnemental.

Montrer l'exemple, comme les font les pays nordique, c'est déjà énorme.

Négociations et montrer l'exemple

La France en sortant du charbon a été en pointe dans la limitation des rejets de gaz carbonique, un modèle à suivre et pourtant parfois nous avons l'impression que nos représentant en ont honte. Notre modèle avec le nucléaire doit être mis en avant, et poussons à la taxe carbone pour sortir du pétrole dans la mobilité et du gaz dans la chauffage, toutes sources importées

Commencer par les appliquer elle-même dans son pays ...

La France en sortant du charbon, grâce au nucléaire a montré la voie à suivre et est un modèle en rejets de gaz carbonique par habitant

Commencer par les respecter

Ne pas donner de leçons, on a plus à apprendre des autres pays

Montrer l'exemple en ne signant pas des traités qui vont dans le mauvais sens et taxer les produits importés en essayant de convaincre déjà les pays européens.

Que la France mette déjà en place la transition écologique, on verra après pouraller faire «la leçon» aux autres pays

Il semblerait que certains gouvernements ne seront pas prêts, avant encore longtemps, de partager une certaine vision écologique mondiale... en revanche, il semblerait que les peuples le soit. Il faudrait trouver les voies permettant de toucher directement les peuples : les films peut-être, via cinéma, via internet. Et des médiateurs qui pourront aller proposer des conférences/ discussions partout dans le monde au plus près des populations, via des ONG notamment....

Trouver des moyens d'inciter les entreprises à utiliser le ferroutage, faire des incitations fiscales pour les entreprises pour qu'elles utilisent plus de modes de transport propres.

montrer l'exemple !

Ne pas chercher à convaincre tout le monde (impossible, beaucoup trop de nations pour cela), mais mener des projets avec quelques partenaires européens

Refléchir à une meilleure redistribution des aides de l'Europe.

penser à une meilleure redistribution des aides européeennes

organiser des consultations lors des sommets européens ou internationaux.

Taxer les produits importer qui polluent. Les citoyens en consommeraient moins car plus cher, et cela pourrait inciter d'autres états à faire pareil et consommer local.

De l'information et de la formation ; le développement de projets communs et financièrement réalistes ; une mise en perspective des enjeux futurs.

taxer le dégagement de CO2 des paquebots et cargos

Imposer au niveau européen une taxation des emballages et une garantie 10 ans sur les produits

Déjà, je ne sui spas certain que la France soit un exemple à elle seule. D'autres pays (Europe du Nord) sont meilleurs que nous. la solution passe par la mise en commun des expérience et la communication vers les résultats obtenus : il n'y as que cela qui convaincra.... peut-être !

Que le Président de la république en parle plus souvent sur des bases techniques claires

Montrer l'exemple. Echanger des idées. Partager les solutions.

Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Aider les agriculteurs à passer en bio, interdire tous les pesticides et autres produits chimique utilisés en agriculture, laisser la liberté de choix pour les semences, faire en sorte que ce qui nous nourrit ne nous tue pas ou ne nous rende pas malades...

réforme complète de la chasse (perte importante de la biodiversité) plus de chasse le Dimanche

A part la taxation je ne vois pas de schéma cohérent d'ensemble pour la transition écologique !! Les véhicules au GO émettent moins de CO2 (à l'origine du changement climatique) que ceux à essence, et des progrès peuvent encore être faits sur les filtres à particules. Pourquoi les abandonner ? Que fera-t-on de ce sous-produit inéluctable du raffinage du pétrole? Pourquoi toujours taper sur les automobilistes qui ne représentent qu'à peine le tiers du problème? (Industrie, transports routier, aérien, maritime) Nucléaire énergie sans impact sur le changement climatique Pourquoi s'entêter à vouloir fermer Fessenheim alors que L'ASN l'a déclarée apte à fonctionner encore 10ans ? Que de milliards d'Euros de manque à gagner. De plus, comment fera-t-on rouler à l'avenir les véhicules électriques sans production d'énergie de masse ? Les énergies renouvelables sont par constitution aléatoires, il faudra donc l'équivalent en production de secours (charbon, gaz, pétrole, nucléaire ?). Où est l'économie ?

cette transition doit être douce et progressive : il ne faut pas écouter les lobbies écologistes anxiogènes ; pas de taxes , (sauf , si possible , la taxe Tobin) ni de normes trop contraignantes trop vite; laisser du temps au temps. Il faut préserver notre capacité nucléaire, indispensable, cesser d'accabler les automobilistes quand des bateaux construits en France polluent comme 5 millions de voitures. Cesser de diaboliser le diesel parce que des lobbies le veulent : il n'est pas le plus polluant, et puis les camions , camionnettes, bus , locomotives sont exemptés de tous les dispositifs...chacun ne pèse pas aussi lourd...Il faut donc rester humain et tolérant , inciter et non contraindre, et ne dispenser personne!

Taxer réprimer dénoncer les entreprises polluantes ; changer complément l'eenegie Du transport maritime polluant.

Fiscalité liée aux transports Pour que les taxes sur les carburants soient perçues comme justes, il faut taxer au même niveau que les carburants automobiles ceux des avions (correspondent souvent à des dépenses de loisir peu respectueuses du développement durable). Il faut favoriser le développement du frêt ferroviaire ou fluvial qui est beaucoup plus écologique que le transport routier, par exemple en fléchant une partie des recettes des taxes sur les carburants vers les investissements nécessaires dans ce secteur.

2 500 milliards d'euros de QE (Quantitative Easing = planche à billets) pour sauver les banques depuis 2008. Les banques ont-elles plus de valeur que la planète qui les héberge ? QE de 1 000 milliards d'euros pour sauver la planète et éviter le pire du réchauffement climatique ; pacte finance-climat (Jouzel - Hessel - Larrouturou). Avec de l'audace on peut tout entreprendre mais on ne peut pas tout faire (Napoléon Bonaparte) il nous faut aussi des moyens financiers pour innover mais pas la technocratie et la paperasserie inutile qui détruit nos forêts ! Écouter et ouvrir les oreilles des hauts fonctionnaires en particulier : les innovations ne proviennent presque jamais de bureaucraties importantes et hautement structurées mais sont presque toujours le fait d'explorateurs individuels ou de petits groupes (Harold J. LEAVITT Professeur de sociologie). Les grandes organisations sont marquées par la multiplication des cadres gestionnaires, des experts et des bureaucrates, conduits à raisonner en terme de carrière, de revenu régulier, de position sociale et du même coup peu ou pas enclins à prendre des risques comme dans le modèle de l'entrepreneur. Schumpeter La concentration du capital tend à bureaucratiser l'innovation et à priver la fonction d'entreprise de sa justification la plus profonde, ce qui peut mettre en cause la survie du capitalisme. Joseph Alloïs SCHUMPETER (Capitalisme socialisme et démocratie 1944). Mettre en place une taxation carbone sur les entreprises qui émettent du CO2 et un marché des émissions de crédits carbone pour financer le développement des entreprises bas carbone. STOPPER TOUTES LES SUBVENTIONS DIRECTES ET INDIRECTES aux énergies fossiles qui représentent 8 milliards d'euros par an en France. Orienter le CIR (Crédit Impôt Recherche) en direction des énergies décarbonées et du climat : stopper son utilisation comme niche fiscale par les banques en général et leurs utilisation pour fabriquer des algorithmes pour le THF (Trading Haute Fréquences) et la spéculation qui fait gonfler la bulle spéculative qui finira par éclater et impacter une nouvelle fois tous ceux qui n'y sont pour rien mais à qui on demandera une nouvelle fois de se sacrifier pour sauver les banques. Permettre aux prototypes qui concernent l'énergie et le climat de se réaliser en France en les finançant pas en les censurant pour protéger les monopoles captifs des grandes multinationales de l'énergie. Taxer, au même niveau que le combustible des véhicules roulants, le kérosène des avions, hélicos et autres moyens de transport aérien ainsi que le combustible fossile destiné aux bateaux et notamment aux supers tankers, portes containers et bateaux de croisières.

Pas d'écologie punitive,

L ecologie et le social doivent aller de pair pour plus de justice, pour bien de tous. sortons du neoliberalisme destructeur et nuisible, pour une société verte responsable et solidaire et contre

une société de consommation aveugle et suicidaire pour notre planete.

La politique environnementale devrait définir clairement des priorités. Pour l'instant je n'y vois pas clair, je ne sais pas quels sont les objectifs mesurables atteignables .... On lance des actions dans tous les sens sans les inscrire dans un plan d'ensemble. Il y a urgence malheureusement le sujet est traité en amateur.

Pour la transoition économique il faut stopper l'artificialisation des terres, interdire la construction d'autoroutes, réouvrir les lignes ferroviaires fermées ou suspendues non défferrées, développer les aides à l'amélioration des performances energétiques des bâtiments, développer les transports en communs, développer les aménagements pour voies cyclables le long de chaque routes. Les voies cyclables doivent être totalement séparées des routes qu'elles longent. Enfin les aides agricoles ne doivent allées qu'aux agriculteurs BIO pour en finir avec l'agriculture intensive qui est polluantes et destructrice de biodiversité.

Stopper les doubles discours, accompagner les gens, et réellement favoriser les transports en commun, pas faire semblant...

Il faudrait que tout autour des villes et villages, les terrains deviennent constructible, nous traiterons ainsi plusieurs problèmes en un seul projet ; Aujourd'hui des centaines de milliers de Français propriétaires de terres sont en attente que celles ci soient constructible. Valider uniquement les projets de construction respectant l'envIronnement (pompe à chaleur, maison à basse consommation...) cela relancerai l'emploi dans le bâtiment, enrichirait nos paysans propriétaires de terrain, stopperait la crise du logement,

Le gouvernement n'a pas le courage de permettre aux grandes agglomérations de déployer des moyens de financement comme le péage urbain pour construire en 5 ans et non en 30 des alternatives de masse à la voiture (le covoiturage n'en est pas une : en ile de france en pleine grève SNCF et avec une subvention de 2€ par trajet, il ya eu moins de 2000 trajets par jour en covoiturage ...). Laisser la liberté de tarifer l'usage de la voiture ou affecter une partie de la TICPE (surtaxe urbaine) aux agglos souhaitant le faire Les élus régionaux et les agglos ne sont pas capables de se mettre d'accord pour offrir des solutions qui fonctionnent. Obligeons les à se mettre d'accord !

Pour inciter à l'acquisition de véhicules électriques les autoriser : - à prendre les voies de bus - à se garer sur les places livraison - à ne pas payer le stationnement Pratiquer l'écologie intégrale c'est à dire respecter la loi naturelle et la nature humaine.

Même réponse, il faut libérer la créativité à tous les niveaux. Quand le niveau supérieur Europe, Etat; Région , Département .... n'est pas capable de répondre engoncé dans les procédures, les égos voire les incompétences il faut que des initiatives voient le jour et qu'elles puissent être soutenues . De l'exemple de terrain des leçons pourront être tirées. Ce retour au terrain est vital on a un système décisionnaire et financier sclérosé. Vive les lieux et territoire d'expérience. Il y a urgence à comprendre que nous avons stocké dans l'atmosphère pour au moins cent ans de gaz à effet de serre. Nous continuons à émettre au lieu de réduire nos émissions et permettre à ce stock de se dégonfler. Si la machine s'emballe, que le permafrost par exemple se met à dégeler et à libérer les quantités «énorme de méthane stocké dans le sol, c'est la vie même sue terre qui disparaîtra .. on peut attendre que la machine s'emballe mais il sera trop tard pour enrayer le phénomène. Par contre se réunir pour profiter économiquement du nouvel eldorado de l'arctique en cours de libération « grâce » au réchauffement climatique il y a du monde « Pétrole, gaz, minerais rares, pêche, tourisme, nouvelles routes maritimes : les appétits s'aiguisent, les projets de développement se multiplient et la ruée vers les pôles s'organise.

aménager correctement le territoire. (J'habite dans la banlieue lyonnaise, dans la communauté urbaine et nous ne bénéficions même pas du tout à l'égout)

Au niveau de la voiture, pourquoi l'état n'incite pas les constructeurs automobiles à développer de «vrais» solutions alternatives aux énergies fossiles. L'hydrogène, les bios carburants pourraient être des pistes intéressantes. Aujourd'hui, on procède en dépit du bon sens; on incite à acheter à des prix prohibitifs et parallèlement on cherche à innover. Peut être que le contraire serait plus rationnel. Mais il faut arrêter avec les véhicules électriques car il y aura toujours des contraintes d'autonomie et à moyen terme de nouvelles pollutions environnementales vont émergées (et on créera une nouvelle taxe pour recycler ces nouveaux déchets). Et sans compter la sur exploitation de matières premières qui appauvrissent un peu plus notre planète.

Pas le choix pour l'humanité

.Être indépendant pour la fourniture d'électricité c'est bien . Pour moi la solution centrales atomiques est hélas très mauvaise à cause des déchets radioactifs qui nous polluent, qui durent presque éternellement. Et le danger d'un sévère accident (cf Tchernobyl, le Japon etc...). Pourquoi notre pays a-t-il tant tardé à promouvoir les panneaux solaires par exemple??Et pourquoi aucun pays ne s'est-il emparé des recherches de Nicolas Tesla qui disait que l'on pourrait procurer l'électricité gratuite au monde via des applications dans l'ionosphère????? Si l'État avait maîtrisé les loyers, les travailleurs ne seraient pas obligés de faire des Kms pour se rendre au boulot et donc moins de frais, moins de pollution. Il faudrait cesser de faire grandir inconsidérément les métropoles.

Production d'électricité d'origine photovoltaïque: il est inadmissible que ERDF impose son tarif de rachat de cette électricité à un prix ridiculement bas (6 centimes par KWh dans mon immeuble) et fasse en plus payer un abonnement pour le rachat de cette électricité. Utilisation d'huile de colza pour la cogénération de chaleur et d'électricité: le coût de cette huile qui est anormalement taxée pour cette utilisation (alors qu'il s'agit initialement d'utiliser une énergie renouvelable en substitution du gaz naturel), ce coût est 3,5 fois supérieur à celui du gaz naturel !!! alors que son utilisation devrait être encouragée, c'est tout le contraire qui se passe. Il faut défiscaliser l'huile de colza et développer la filière de production.

TRANSITION ECOLOGIQUE - Fermer les centrales nucléaires au fut et à mesure et les remplacer par des énergies propres (éolien, hydraulique...) - Transport : taxer le trafic étranger de transit (touristes et poids lourds), mettre en place des péages urbains autour des Grandes Agglomérations/Métropole (suppose renforcement des transports publics depuis extérieur, notamment ferroviaire), taxer le kérosène des avions pour les vols intérieurs - Industrie : o renforcer les obligations de limitation des émissions des entreprises et pour celles n'ayant pas atteint leur objectif, les taxer pour financer un fond de transition énergétique -> principe pollueur / payeur o réduction des emballages (économie sur le ramassage et le traitement des déchets), des transports de marchandises (favoriser les productions locales) - Logement : inciter aux rénovations énergétiques (cf proposition de baisse TVA à 5,5% pour ces travaux) en axant sur l'efficacité et sans faire de la surqualité énergétique - Au niveau national : bilan annuel de l'état d'avancement par rapport aux objectifs de la France en termes d'émissions et contraindre par la loi les élus à rendre des comptes en cas d'écart avec obligation de mesures de rattrapage - Réduction de la consommation énergétique de l'ensemble des services publics (bcp de bâtiments publics énergivores en termes de chauffage, d'électricité...) : l'état et ses organismes publics doivent montrer l'exemple en ce domaine en accompagnant localement les collectivités - Valoriser les filières locales courtes : aide à l'investissement, à la promotion

et à la distribution - Encourager le télétravail (limite les déplacements) et la souplesse des rythmes de travail/d'études (éviter la congestion et la monopolisation des moyens de transports publics) en lien avec le bureau des temps - Réorienter la PAC sur les filières d'excellence de production locale (pas intensive et pas forcément bio) afin de conjuguer emploi, santé et environnement - Interdiction du glyphosate, des boues rouges, des néonicotinoïdes, de la fracturation hydrolique... et toute autre saloperie qui détruit à petits feux la faune et la flore - Principe de précaution sanitaire renforcée avant mise sur marché de produits ayant attrait à l'alimentation et à la santé (prothèses par exemple) - Lutter contre les lobbies en tout genre dans ce domaine en aggravant significativement les sanctions pour les lobbistes et ceux ayant suivi leurs demandes (par exemple en cas de plagiat de rapports de lobbistes par les instituts « indépendants »)

Je pense que bien qu importante le transition écologique reste pour la France un sujet secondaire face aux autres problèmes que nous avons (chômage, désindustrialisation, dette, performance de notre économie). Nous ne représentons que 1% de l humanité, sommes vertueux dans ce domaine (cf les rejets atmosphériques de l Allemagne par exemple...) et nous tirons une balle dans le pied en voulant courir plus vite que les autres. Par ailleurs , certes il faut développer le renouvelable mais sans non plus sacrifier les paysages ni les aspects économiques. L'éolien (dont les implantations sont parfois anarchiques) est parfois hideux en terme de paysage et de nuisances pour le voisinage. Les énergies renouvelables sont intermittentes et ont donc un rendement parfois très discutable (20 à 25% pour l'éolien qui a certains emplacements ne fonctionne pas ou peu notamment en périodes anticycloniques , c'est à dire quand il fait très chaud ou très froid...) Économiquement, un rapport de la cours des compte soulignait le coût du soutien de ces investissements, parfois peu rentables, qui produisent un KWh qui certes baisse mais reste coûteux . Ce soutien se traduit par des taxes sur l'énergie (carburant et électricité) et dans le débat actuel ces taxes sont à optimiser . Un moratoire sur les les primes au solaire photovoltaïque et à l'éolien qui restent à payer pour financer uniquement les contrats d'aides signés avant 2017 ferait économiser 121 milliards de taxes (selon cours des comptes!)

beaucoup exemple de travaux mal réalisé donne une mauvaise image et font de la contre publicité il faut être plus exigeant sur la qualité des études et réalisation des travaux

Parler vrai, y compris en ce qui concerne le Nucléaire et ses limites, en particulier quand on vante les véhicules électriques (gestion des risques, gestion des déchets ...)

il appartient à l'état et à la région de privilégier des choix d'investissements écologiques, de mieux communiquer sur les résultats de ces investissements (exemple à Caluire viennent d'être installées 4 hydroliennes et il n'y a eu aucune communication régionale ou nationale sur ce sujet)

La lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences, et la lutte contre la pollution sous toutes ses formes (particules fines, perturbateurs endocriniens etc), peuvent être en conflit , comme l'a montré le cas des moteurs diésel. Il est important de justifier les décisions au regard de ces 2 aspects

Prise en charge des frais de transport des salariés : il serait efficace de proposer aux entreprises de substituer la prise en charge de 50% des frais de transport des salariés par un indemnité forfaitaire équivalente, ou un peu supérieure, permettant à leurs salariés de financer un moyen de transport écologique (vélo/trotinette/voiture électrique) - idem Pays-bas - et sur présentation d'une note de frais, avec une versement total maximum égal à 50% des frais engagés.

Les éoliennes sont une aberration, défigurent nos paysages, en interdisent l'accès (danger de rupture des pales), personne ne prend la peine de faire une règle de 3 pour voir qu'il faut 900 km d'alignement pour alimenter une simple ville comme Marseille...à condition qu'il y ait du vent qq part.

La transition écologique fait l'objet d'un business qui profite aux entreprises installatrices / exploitantes de panneaux photovoltaïques, d'éoliennes. Loin des préoccupations écologiques, leur objectif est de capter le maximum de subventions «écologiques» que les contribuables finances allègrement, grâce à la complicité des responsables politiques de tous les niveaux, de l'élu local au membre du gouvernement, en passant par les députés via les lois votées. Le lobby de la transition écologique n'est pas animé que de bonnes intentions. Pour bon nombre, l'objectif est de faire du fric sur le dos du contribuable, c'est tellement facile. Avant de subventionner un projet quelconque, sa pertinence technique (y compris les critères «écologiques») et économique pour la société (pas seulement combien ça rapporte au promoteur) devrait être analysée objectivement et soumise à validation indépendante, et validée par les riverains lorsqu'il s'agit d'implanter une éolienne. Tiens, et pourquoi pas une consultation des citoyens concernés ?

C'est surement compliqué à mettre en place mais nous devrions tous avoir un salaire environnemental. Nous aurions le droit de dépenser nos crédits carbone (à hauteur de notre salaire carbone qui serait calculé de manière à être soutenable pour la planète), et par exemple faire un voyage en avion pour aller à Madrid nous couterait la moitié de notre salaire environnemental annuel. Ainsi, cela nous obligerait à faire attention à dépenser nos crédits de manière écologique. Nous ne pouvons pas dépenser plus d'argent que ce qu'on en gagne sinon on s'endette. Aujourd'hui, nous nous endettons auprès de la planète en balançant des tonnes et des tonnes de CO2 dans l'air mais qui paye l'addition?

La protection de l'environnement est l'affaire de TOUS sans exception. Seul des lois fortes permettront de modifier les comportements. Je suis certains que des responsables politiques ont conscience de l'urgence et les bonnes idées qui vont avec . A vous de jouer !

Il est urgent de faire preuve d'humilité face à la nature.

Obliger les industriels à proposer systématiquement le choix d'une bouteille en verre en plus du plastique (impossible d'acheter du lait ou de l'eau en bouteille de verre). Le plastique n'est pas recyclable à l'infini, il nécessite des additifs, il existe des transferts contenant-> contenu posant des problèmes de santé publique. Le verre est inerte, sain et recyclable à l'infini.

Certes les citoyens doivent participer à cette transition par leurs impôts, mais tout l'argent qui est ou qui part dans les paradis fiscaux devrait être récupéré pour financer la transition. On parle de 80 à 100 milliards, que font les gouvernements pour faire revenir l'argent et le taxer et condamner ceux qui fraudent ?. L'État sait trouver de l'argent dans les poches des contribuables mais pas celles des fraudeurs. On a besoin de personnes pour effectuer des contrôles. Pourquoi ne pas utiliser mieux le personnel de L'État et des collectivités qui font parfois les mêmes tâches à des niveaux différents pour réaliser des contrôles. Nos systèmes informatiques le permettent et cela permettrait de faire rentrer de l'argent dans les caisses.

Pour moi, la clef est entre le mains des citoyens et non des entreprises. Une incitation forte à adopter des modes de consommation vertueux entraînera un changement des modes de production industriels , permettra l'investissement financier dans de nouvelles technologies (R&D) et créera de l'emploi. Financer des entreprises qui produisent sur l'ancien mode (supply chain très impactante) ne permet pas le changement.

Adopter un objectif de 15 % d'énergies renouvelables portées par les citoyens, les collectivités et leurs outils opérationnels (SEM) d'ici 2030, pour permettre une appropriation locale des énergies renouvelables, condition essentielle à leur développement massif. A niveau local et régional, mettre à disposition des collectifs locaux engagés dans les énergies renouvelables des moyens facilitant la réussite des projets : appui technique, soutien et relais de communication, mise à disposition de bâtiments ou de terrains. A niveau national, mettre en place et renforcer des dispositifs favorables aux projets d'énergie renouvelable portés par les citoyens et les collectivités (faciliter l'investissement des citoyens et des collectivités dans les énergies renouvelables, adapter les dispositifs d'aide pour les petits projets photovoltaïques, renforcer les exigences du dispositif national de soutien aux projets citoyens). En effet l'énergie est un bien commun, il est important que les citoyens- consommateurs s'impliquent dans des projets locaux avec des retombées locales et un réel souci du bien être des usagers et de l'environnement. Ce sont tous les pans de notre économie qui doivent être impactés par la transition écologique. La finance verte est peut être le moyen d'orienter les investisseurs afin de fournir les moyens financiers nécessaires à cette transition.

Halte aux lobbies.

ne pas donner la possibilité d'exploiter les subventions, supprimer les lobbies contre productifs, contourner les règles et bonnes pratiques, ... promouvoir la production d'électricité NUCLEAIRE

Une réelle transition à l'échelle européenne pour être indépendant des pays tiers (gaz russe).

Non

Il faut absolument faciliter/inciter le recours au télétravail ! Que ça devienne la règle quand c'est possible. Et pourquoi pas inciter les entreprises à échelonner les horaires de travail. Dans les embouteillages, combien de personnes vont au bureau pour que le premier geste de la journée soit de boire un café et ouvrir ses mails ? Ils auraient pu faire ça chez eux. Surtout avec 1 personne par véhicule. Le télétravail faciliterait la vie de tout le monde, y compris ceux qui habitent loin de leur travail.

je rêve d'une France avec :0 pesticide, un développement important du bio,un suivi sérieux des modes de production et à des coûts abordables pour tous!

Il faut absolument limiter la prolifération de camions. Tout est standardisé sous forme de conteneur sur les bateaux, il faut en faire de même sur les voies terrestres et utiliser des camions seulement pour de petites distance < 100 km.

On a beau tourner les problèmes du réchauffement planétaire, de la pollution, et de la disparition des espèces animales et végétales, il n'y a pas de solutions miracles. Par exemple pour les transports, il n'existe pas de solution écologique de se déplacer (le tout électrique est une utopie, qui est polluante). Lorsque l'on veut résoudre un problème de manière efficace, il faut s'attaquer à sa source (reproche que je fais à toutes les politiques menées ces 30 dernières années). Dans ce cas précis, la source est la surpopulation dès l'espérer humaine. Plus d'Hommes = plus de pollution et plus d'appauvrissement des ressources terrestres. Il faut donc mener une politique de limitation, voire réduction de la population humaine. Cela peut se faire en jouant sur la natalité comme c'était le cas en Chine. Malheureusement, la mondialisation va a l'encontre de ce type de politique (c'est pourquoi la Chine ne contrôle plus les naissances, il faut plus de monde pour produire toujours plus).Cette façon de produire va à l'encontre de tout l'écosystème terrestre (dont on fait partie). Voilà donc les deux solutions pour que notre planète aille mieux : - limiter voire réduire la population mondiale humaine - stopper l'engrenage de la mondialisation

Pour limiter le recours aux centrales, il faut une législation sur la consommation des appareils electroniques et notamment sur l'electromenager qui consomme énormément et aussi des lois contre obsolescence programmée

Interdire complètement les pesticides dans un délai raisonnable, pesticides déversés dans la nature depuis la Seconde GM, dont on ne connait pas bien les répercussions sur la santé, ni la rémanence. Accompagner réellement, de manière volontariste et efficace, et bienveillante, et tout de suite, les agriculteurs dans la reconversion. Valoriser l'excellence de leur production sur le plan national et internationale.

Les mesures qui restreignent un peu notre liberté pour le bien de tous et de la planète ne doivent pas être des mesures coercitives ou punitives (elles ne sont alors pas comprises ou contournées). Il doit y avoir une vrai sensibilisation à l'écologie et aux problèmes liés à l'environnement dès le plus jeune âge et tout au long du cursus scolaire. Il faut compter sur l'éducation qui permettra de changer les comportements des futurs citoyens.

C'est une révolution écologique qu'il faut. Pas une transition. C'est un leurre de penser que la croissance est compatible avec l'écologie. Il faut un justice sociale avec la possibilité pour tout le monde de vivre dignement en respect de soi, des autres et de la terre. Cela passe par consommer moins.

Interdire la diarrhée publicitaire, qui incite à un gaspillage imbécile et criminel, en particulier sur la bagnole. Diminuer le transport par camions en favorisant le ferroutage, les voies navigables, isoler les bâtiments, les logements, installer des éoliennes et des hydrauliennes (des centaines de milliers d'emplois à créer), interdire les poisons dans l'alimentation....

proposer des véhicules propres, performants et abordables au niveau des prix ; arrêter de diffuser des spots publicitaires concernant les voitures à essence même hybrides qui consomment encore bcp d'essence.

Re-localiser la production le plus possible en France pour éviter la circulation des marchandises quand c'est possible (très forte pollution sur la planète : de très nombreux pays ne respectent pas les contraintes écologiques) Consommer en local : faire en sorte que les investissements publics consomment du local

Yuka sur tous lesproduits

-Interdire bouteille d'eau en plastique, repasser au verre (c'est chiant mais en mm temps là je serai OK pour qu'on me force) -Limiter les trajets en avion (non seulement les déplacements pro mais arrêter avec ce modèle de l'instagrammeuse qui voyage tous les deux jours aux quatre coins de la planète) -Inciter télétravail et visio conférence. EN France on a un problème avec le télétravail !

Réduire la pollution lumineuse en obligeant l'extinction des enseignes lumineuses pendant les heures de fermeture Sanctionner lourdement les pollueurs sauvages

La liste est trop longue et les questions préorientées de ce questionnaire sont très limitatives. Que dire des nouvelles technologies(au demeurant fort utiles)qui consomment plus d'énergie que le transport aérien civil mondial ?Des solutions existent et d'autres sont a inventer.Mais les citoyens seuls ne peuvent y arriver sans le soutien des banques des multinationales et des politiques censées les réguler.

Atteindre la fusion nucléaire sans déchet ? Réussir à stocker de l'énergie ? Augmenter le rendement des énergies renouvelables. Pousser la recherche toujours plus loin pour explorer de nouveaux horizons.

Arrêter de pousser vers cette hérésie qu'est la voiture électrique actuelle ou au moins expliquer clairement que cela ne peut être qu'une transition. D'une part elles sont une pollution sociale et environnementale énorme sur les lieux de production (du véhi-

cule ou des matières premières) et d'autre part on est incapable de recycler les batteries. On voit ce que cela donne avec le nucléaire (on stocke...) alors pitité ne réitérons pas avec ça ! La voiture électrique peut être l'avenir MAIS en tant que motorisation, pas en tant que pile à roulette. Il faut trouver le moyen de produire l'électricité au sein du véhicule avec un «carburant» qui soit facile à obtenir de façon réellement durable et sans transformation complexe. par exemple si on trouve comment produire de l'hydrogène SANS déséquilibrer l'écosystème cela peut être une solution. En attendant on peut tout simplement accepter qu'à moyen terme, sur ce sujet, on ne sait pas faire autrement que du «fossile» et pousser uniquement l'hybride avec moteur thermique à régime optimisé et constant => «dynamo» => moteurs dans les roues. Ok cela pollue en CO2/poussières/etc mais le rendement n'est pas si mal et, au final, le bilan total n'est peut être pas si nuisible car on évite la batterie. Quels que soient les choix il faudrait qu'il soit étayé par des études sérieuse et pas simplement portés par un effet de mode, des lobby, etc

Stop de culpabiliser et taxer les automobilistes/ réglementer et taxer les entreprises qui polluent beaucoup plus/ que la taxe carbone aille pour la planète et non pour Bercy en grande partie

L'agroécologie et la permaculture devraient être développées. - L'INRA devrait y consacrer un bugdet important - De subventions devraient être allouée à la formation et a l'entreprenariat dans l'agroécologie. On pourrait également proposer au chômeurs de participer a une activité de ce type lorsque c'est possible.

L'agroécologie produit des produits sains, est efficace et capte du CO2 Il faut promouvoir l'agroécologie : - Investissements à l'INRA - Aides a la formation D'un point de vu social on pourrait également former les chômeurs et leur proposer de participer à une production agroécologique organisée par les collectivités locales. La même chose pourrait être faite pour les jeunes en situation de décrochage scolaire.

inaction du gouvernement, actions opposées au discours.

Non

30 % des gaz à effet de serre sont issus de l'agriculture. Il existe des solutions pour réduire cela qui ne sont pas suffisamment incitées, notamment l'installation de methaniseurs pour les eleveurs qui devrait etre généralisée pour les grosses exploitations. D'autres secteurs d'activité doivent également être réglementés comme les cimenteries (qui ne sont pas délocalisables...) et pour lesquelles des solutions de captations de GES existent.

J'habite à 25 km du centre ville de Lyon et le parc relais situé à Vaise est trop proche de la ville et il y a trop de bouchons pour y accéder. Il faudrait créer un parking gratuit à 20 km de Lyon (vers Dardilly ou Champagne) avec navette gratuite pour Lyon ou en direction d'une station de métro. Il serait urgent de lancer le chantier car l'autoroute allant vers Lyon va devenir une nationale avec moins de voies de circulation !

Il faut impérativement revoir notre modèle agricole et bannir l'usage des pesticides et de manière générale des produits phytosanitaires. L'agriculture biologique doit être soutenue. Il est paradoxal qu'on doive importer des légumes BIO d'Italie ou d'Espagne si on veut se nourrir sainement, vu que le transport ajoute à la pollution de l'air.

Les questions posées sont « comment modifier son moyen de transports pour», mais la vraie question serait « A-t-on besoin de se déplacer pour ». Le télétravail permettrai une réduction importante de la pollution, ajouterai du pouvoir d'achat (frais de déplacement) et libèrerai du temps pour chaque citoyen (en moyenne, un travailleur pour se rendre sur son lieu de travail parcours chaque jour 50 km en 50 mn - 85% des déplacements s'effectuent en voiture). Afin que l'écologie soit réellement prise en compte, il serait bon de créer un indice qui indique la pollution par habitant de chaque pays (IPH). Une synthèse du PIB, de l' IDH et de cet indice permettrai de rééquilibrer la planète et favoriser l'écologie.

Les questions posées sont « comment modifier son moyen de transports pour», mais la vraie question serait « a-t-on besoin de se déplacer pour ». Le télétravail permettrai une réduction importante de la pollution, ajouterai du pouvoir d'achat (frais de déplacement) et libèrerai du temps pour chaque citoyen (en moyenne, un travailleur pour se rendre sur son lieu de travail parcours chaque jour 50 km en 50 mn - 85% des déplacements s'effectuent en voiture). Afin que l'écologie soit réellement prise en compte, il serait bon de créer un indice qui indique la pollution par habitant de chaque pays (IPH). Une synthèse du PIB, de l' IDH et de cet indice permettrai de rééquilibrer la planète et favoriser l'écologie.

Beaucoup est demandé aux particuliers. Il doit y avoir une forte exigence au niveau des industriels, des transporteurs routiers, maritimes et aériens. Et vigilance quant aux déplacements des membres du gouvernement et des parlementaires.

Ne pas décider de la fermeture d'usines dites « polluantes » sans avoir mis en place des solutions de remplacement plus écologiques, tant sur le plan énergétique (éolien, photovoltaïque, hydraulique, géothermique) que sociale (emplois). En parallèle, développez de nouveaux EPR sécurisés, pour assurer les moyens en électricité nécessaires pour les transports de demain. Quant à la Biodiversité, ce n'est pas une affaire d'Etat, c'est le respect de la Nature par Tous. Il me semble donc que c'est plus une question de conscience personnelle et d'Education pour respecter au quotidien les écosystèmes. Là, où les Etats peuvent agir, car c'est un débat mondial plus que local ni lié à notre crise actuelle, c'est par exemple d'empêcher certains pays de faire des pêches intensives qui détruisent notre écosystème.

Exemple simple : Législation qui doit imposer, sur l'habitat neuf, le recyclage systématique des eaux grises (douche, lavabo...) pour la chasse d'eau des toilettes.

traitement des dechets

La transition écologique dépend de nous tous, nous avons tous un rôle à jouer. Nos habitudes de vie, notre société, doivent changer. Il n'y a pas de petit geste quand on est 7 milliards à les faire. Nous avons peut-être une chance de faire plier les multinationales en étant des consommateurs responsables.

transport

Une maison bien isolée n'a pas besoin de système de chauffage, il vaudrait mieux aider les gens à isoler leur maison plutôt que changer de système de chauffage. Il faudrait interdire tous les produits nocifs dans les aliments, cosmétiques etc et aider au développement des commerces bio et locaux.

Eviter le catastrophisme et la culpabilisation. Donner une information fiable.

Rendre réellement dense le réseau de stations de rechargement des véhicules à hydrogène

Autoriser la vente des semences anciennes. Autoriser les agriculteurs à ressemer leurs propres récoltes.

Changer les indicateurs de performance des entreprises, des pays pour y intégrer des éléments liés à l'économie des ressources de la planète. Peut-être changer de paradigme et donner une valeur à l'oxygène, plutôt que de taxer les émissions de carbonne, ainsi la forêt amazonienne aurait-elle plus de valeur à rester sur pieds que d'être transformée en planches...

Je trouve l'exemple scandinave très intéressant. Ne peut-on pas s'inspirer de ce qu'ils font de bien en la matière ?

Favoriser l'économie circulaire qui permettra aussi de développer des emplois

non

En réalisant des économies significatives sur les dépenses publiques et le fonctionnement de l'Etat une partie devrait être reversée à un fond écologique en priorité pour tout ce qui a trait à la recherche de solutions écologiques et pour l'aide à la création d'entreprises «durables»

Les pays plus froids et moins ensoleillés sont plus équipés que la France alors pourquoi rester à la traîne ? Quand je vais en Hte-savoie et que je vois le glacier de mon enfance, j'ai envie de pleurer !

L'étalement urbain et périurbain est catastrophique à tous égards et se paie fort cher à terme (destruction des meilleures terres agricoles, transports inorganisés et polluants, réseaux divers plus coûteux, paysages saccagés,...)

Le ministre François de Rugy préconise un bonus pour personnes qui auraient une empreinte carbone faible, c'est une mauvaise idée car cela ne profitera qu'à ceux qui ont le plus de moyen, alors qu'il faut aider ceux qui ont le moins de moyen. Il faudrait obliger les propriétaires bailleurs à changer les fenêtres dans les bâtiments qui sont des passoires thermiques(première source de déperdition) afin d'éviter aux locataires d'avoir des notes de chauffages énormes.

l investissement dans le rail favorise l'environnement, réduit la dépendance au pétrole, et bon pour l'économie ,ces travaux se font en France ,ne sont pas délocalisables .

Oui, apporter des aides adaptées aux agriculteurs en fonction réellement de leur taille afin qu'ils modifient leur mode de fonctionnement. Leur apporter les aides nécessaire en cas de perte de production dû à des attaques d'insectes (ce n'est pas le bon terme mais vous voyez ce que je veux dire), ou de fortes intempéries etc ...

Taxer les carburants à la même hauteur pour tous : citoyens, compagnies aériennes, sociétés de transports routiers, etc. Aider au redéploiement des TER en régions (le TGV c'est super, j'en suis très fier, mais n'oublions pas les territoires ruraux). Vu que ce n'est pas évident pour tout le monde, faire des compagnes de communication pour inciter les citoyens à consommer moins de viande, des fruits et légumes de saison, des produits locaux, réduire sa consommation en général.

Je pense qu'il faut arrêter de considérer le nucléaire comme anti-écologique. C'est une technologie potentiellement très dangereuse, qui doit être maitrisée et confiée à des organisme de très haute compétence et régulièrement contrôlés par l'état. Elle génère des déchets dangereux, mais elle est «propre» en fonctionnement. Les accidents qui ont eu lieu ne respectaient pas ces critères. Tchernobyl était exploitée en dépit du bon sens et de toute règle de sécurité. Les études de sécurité de Fukushima ont été «adaptées» pour permettre de construire l'usine à cet endroit-là. Le plus gros problème est le stockage des déchets, mais il faut aussi considérer que le sous-sol, à l'état naturel, regorge de produits dangereux, probablement moins sécurisés que ceux-ci. En tout cas, vouloir arrêter à tout prix des centrales existantes parce que c'est l'idéologie du moment est une ineptie, et contribuerait au réchauffement climatique. A mon avis, la question est de savoir si nous sommes capables de «sanctuariser» la sécurité des installations nucléaires (depuis la conception jusqu'à l'exploitation et le démantèlement) dans le temps, sous tous les régimes, sous toutes les contraintes budgétaires etc... Sinon, il faut viser 0% de nucléaire. Si oui, on peut très bien accepter de continuer à exploiter cette technologie. Par contre la condition ne peut pas être garantie de la même manière à l'exportation de la technologie.

Nous n'avons plus le temps d'attendre, la transition écologique n'est pas à remettre à demain, l'Etat doit prendre ces responsabilités pour l'organiser au sein de la société. Il doit inclure tous les français, les plus riches comme les plus pauvres, qui sont/seront les plus affectés par le changement climatique.

Se loger est une priorité qui pour de nombreux français relève d'un véritable parcours du combattant. Avant de placer des critères écologiques dans le domaine du logement, il serait bon de se pencher sur les disponibilités des biens locatifs proposés aux demandeurs. Le droit d'asile ne saurait être remis en question, mais il est injuste de placer un ressortissant étranger qui vient tout juste d'entrer en France au même rang qu'un citoyen français qui est né sur ce territoire y travaille ou tente de le faire. Notre pays ne pourra pas accueillir tous les miséreux du Monde qui migrent pour des raisons économiques et entrent illégalement sur notre territoire. La France doit avoir le courage de reconduire les illégaux à la frontière pour se concentrer sur les demandeurs d'asile en péril réel dans leur pays mais doit aussi reconnaître les difficultés des français les plus pauvres à la recherche d'une location et ainsi respecter leur dignité. Je propose donc d'établir dans la Loi, une priorisation réelle pour nos compatriotes français qui à ressources égales avec un demandeur d'asile étranger doivent pouvoir accéder prioritairement au logement. Il ne s'agit nullement de propos racistes mais d'équité et de justice sociale. Que ce logement réponde à des critères écologiques constitue bien sûr un plus. Pour moi, la transition écologique au niveau du logement s'efface devant l'urgence de proposer un toit digne et abordable aux français dans la nécessité puis aux étrangers demandeurs d'asile.

1) Revoir les SCOT qui datent déjà de plusieurs années et n'ont pas toujours bien intégré cette problématique. 2) Étendre l'interdiction d'épandage de pesticides à proximité de toutes les habitations dans un rayon de 500 mètres. 3) Interdire la vente de produits chimiques qui tuent les limaces....ça tue avec toute la faune sauvage qui mange les limaces mortes contaminées. 4) Imposer des formations aux agriculteurs pour les alerter sur le risque de certaines pratiques dangereuses pour eux et pour la planète et les soutenir financièrement mais aussi humainement et pédagogiquement pour les aider à passer à des pratiques plus raisonnées et raisonnables. 5) Imposer des critères de construction et des matériaux respectueux de l'environnement dans toutes les nouvelles constructions, interdire les laines minérales. Augmenter la vigilance sur les PC. en zones rurales ou assimilées. 6) Refaire la carte des eaux au plan national. Cela éviterait de construire sur des sources par exemple ou sur des zones humides non recensées. 7) Supprimer les éclairages des commerces, guirlandes décoratives, monuments...la nuit en ne conservant que ce qui est nécessaire à la sécurité des biens et des personnes. 6) Inciter par des mesures fiscales nettes le changement des chaudières fioul pour d'autres moyens moins énergivores. 7) Interdire l'utilisation des radiateurs électriques anciens de type «grill-pain» dans tous les logements locatifs. 8) Faire payer l'accès aux sites naturels fragiles, en péril...y compris certaines zones côtières, plages, dunes 9) Installer des composteurs dans tous les immeubles 10) Taxer le kérosène 11) Réduire les taxes sur les produits locaux bénéficiant d'un label Bio, agriculture raisonnée... 12) Sensibiliser les consommateurs de produits chlorés, toxiques pour la faune, la flore et la santé en posant des affichages adaptés dans les rayons de vente plus grands et signifiants que les étiquettes produits. 13) Rendre obligatoire l'affichage du taux de C.O.V et leur nature dans les matériaux, meubles neufs, revêtements, colles, vernis... 14) Baisser le prix de l'accès aux décharges pour les particuliers. Certains trouvent que c'est trop cher et jettent de ce fait leurs déchets n'importe où. 15) Imposer la destruction et l'évacuation de tous les vieux mobiles-homes et autres constructions mobiles par nature devenues immobiles du fait du temps, sans assainissements ou avec des évacuations sauvages, mis en place avant la loi restreignant ce type d'implantation.

Circulation automobile et transition écologique La voiture (symbole de la liberté individuelle il y a 30 ans) est devenue la bête noire des politiques, particulièrement dans les métropoles, qu'il s'agisse de véhicules polluants ou non (Paris en particulier). Il y a 30 ans, les priorités étaient mises dans les grandes villes sur la fluidité du trafic, partant du constat qu'avec un trafic fluide, une voiture émet moins de pollution. A l'inverse, aujourd'hui tout est fait pour entraver les flux de circulation : voies réduites et rétrécies, itinéraires rallongés pour se rendre d'un point A à un point B, feux désynchronisés. Le résultat en est un trafic congestionné, voire bloqué, induisant une pollution plus importante, une perte de temps et parfois des comportements dangereux (train à prendre, RV important, etc). Les pays du nord de l'europe ont au contraire adopté la suppression de feux tricolores, lignes de démarcation avec une baisse significative de la vitesse moyenne, du nombre d'accidents et de la pollution atmosphérique liée à une circulation plus fuide. Pire, dans les agglomérations péri-urbaines on a vu fleurir des ralentisseurs : dans mon cas 10 ralentisseurs sur un trajet domicile/travail d'1,8 km (où je n'ai jamais vu un accident en 25 ans) induisant dix phases supplémentaires par trajet de freinage/accélération, avec la pollution supplémentaire associée. Exception française encore (comme les ronds points), les pays limitophes étant très peu pourvus en ralentisseurs. L'Angleterre a pris la décision de les supprimer pour limiter la pollution atmosphérique. On voit que les grands débats théoriques mènent à des décisions technocratiques et des choix d'infrastructures coûteux (et s'agissant des ralentisseurs provoquant une usure prématurée des organes de sécurité des véhicules) produisant l'inverse des effets escomptés en terme d'accidentologie ou de pollution. Pourquoi ne pas s'inspirer de méthodes simples qui font leur preuve dans d'autres pays ?

Il faut arrêter de raisonner sur l'écologie au niveau français. Nos responsables auto-proclamés «écologiques», à commencer par les ministres, devraient avoir une vision bien plus globale de l'économie mondiale dans laquelle nous devons nous inscrire, et devraient faire appel à la science pour trouver les bonnes solutions. A défaut de connaissances scientifiques, ils doivent s'entourer d'avis d'experts et les prendre en compte. Ils devraient arrêter de faire de l'écologie un sujet politique : l'écologie concerne tout le monde, de droite et de gauche. Il faut de plus une bonne compréhension des mécanismes économiques, du monde de l'entreprise pour être capable de parler avec les entreprises, tout en expliquant à l'ensemble de la population ce qui est économiquement faisable à une échéance de 5, 10, 20 ans et ce qui ne l'est pas. Fixer des objectifs sans tenir compte du contexte économique est contre-productif en braquant certains groupes ou catégories professionnelles.

oui supprimer la CSPE sur le prix du KWh puisque les énergies intermittentes sont devenues parait il rentables

Si je ne devais insister que sur un point ce serait que la transition écologique, qu'une transition écologique véritable qui conduise à une société compatible avec les «limites» planétaires (d'ores et déjà dépassées pour certaines, en voie de l'être pour les autres) ne pourra se faire qu'intimement liée à une transition sociale et sociétale : le logiciel sur lequel repose les sociétés occidentales est obsolète, il nous faut en changer. Il faut passer de l'ère de la consommation à celle de la sobriété, il faut passer de l'ère de la compétition à celui de la coopération et de l'entraide, il faut passer de la recherche du profit pour quelques un·e·s à la certitude d'une vie digne pour tou·te·s, il faut aller vers plus de collectif là où aujourd'hui est trop souvent pointée la responsabilité individuelle, enfin il y a urgence comme je l'explique longuement dans la réponse à la 1ère question à aller vers plus d'égalité : nous n'y arriverons pas tant que certain·e·s gagnent 10 fois, 100 fois, 1000 fois le salaire des autres, tant que certain·e·s n'ont pas de toit, ont peur de le perdre ou vivent dans des taudis mal isolés quand d'autres ont plusieurs propriétés qui les enrichissent encore plus qu'ils ne le sont, tant que certain·e·s galèrent pour faire leurs déplacements «contraints» quand d'autres partent en week-end sur d'autres continents.

L'urgence climatique demanderait une politique plus décidée, plus «agressive» tant au niveau des moyens de recherche, de mise en place que financiers.

Le recyclage des déchets casse tête pour les français au quotidien.Ne serait-il pas judicieux d'imposer un code couleur des emballages et autres .afin de faciliter le tri ?

Des mesures fortes pour protèger la nature et non des mesurettes. Il y a urgence;

Je résume : il faut Courage politique (Europe, traités internationaux, lobbies); information, pédagogie, incitations, formations, créations d'emplois, laisser émerger et accompagner les initiatives locales

Fret à développer sur le rail et maintenir une activité nucléaire (en entretenant nos centrales) pour réduire notre dépendance des énergies fossiles. Développer évidement les énergies renouvelables aussi.

augmenter le prix des produits polluants.

les principaux polueurs restent les industriels. Les batiments d entreprise doivent être plus écologiques. Les bailleurs et investisseurs immobiliers doivent être mis à contribution

au moyen age il y avait des moulins à eau sur toutes rivières, et à vent sur toutes les collines, il faut arrêter de faire grand, mais humain, pour que chacun sache ou est produit même seulement 5% de électricité» de la commune; c'est les petites rivières .qui font des fleuves.. y a-t-il des communes ou il n'y a ni rivière ni soleil ni vent? quand pourrons nous manger des insectes? (mais pour cela il ne faut plus de pesticide) chaque culture peut-elle être un écosystème vertueux ?

Gaspillage : je suis ds une commune qui comprend une maison de retraite, un foyer de personnes handicapees, ecole... Et ds chacune de ses structures, il reste aux repas de la nourriture qui ne peut pas etre distribué a cause de la reflementation donc qui est jeté, et ce tous les jours.. StOp !!!!

- Il faut l'INTERDICTION (par une loi) du glyphosate en France et de tout aliment en contenant ou d'animaux ayant mangé des produits pulvérisés au glyphosate, comme le président s'y était engagé! Compter sur le bon-vouloir des agriculteurs (alors que la plupart d'entre eux n'ont aucun intérêt à changer leurs pratiques) est illusoire, et pendant ce temps, le peuple continue de s'empoisonner!! - Je propose la généralisation d'un «étiquettage écologique-santé» : CHAQUE produit vendu en France devra comporter un étiquetage standard avec : son emprunte carbone, les produits qu'il contient (y compris pesticides/insecticide...) et sa composition nutritionnelle (pour les aliments/boissons). Le tout, avec un code couleur

aider les citoyens a changer leur mode de chauffage et d'isolation par des credits d'impots verifier niveau energetique pour les nouvelles constructions

Inciter fortement au développement de l'isolation thermique des bâtiments existants (30 millions de logements) en formant et qualifiants des chômeurs qui continueront à être payés pendant deux ans par l'État (réforme de l'assurance chômage) , s'ils sont embauchés avec un CDI dans les entreprises de réhabilitation thermiques qualifiées et que ces entreprises s'engagent sur un prix plafond de prestation pendant 4 ans , cela évitera aux entreprises de bénéficier de l'effet d'aubaine comme toutes aides données au consommateur final qui sont en fait captées par l'entrepreneur ou le promoteur (voir Pinel.....) Effet attendu augmenter la qualification des personnes, réduire le chômage,

augmenter le PIB. Cet adage est vrai fondé sur l'analyse historique économique « quand la construction va tout va». A raison de 1 millions de logements rénovés de plus par an cela représentera 0,5 millions de chômeurs en moins chaque année pendant au moins pendant 10 ans (bilan, durée de montée en puissance 10 ans puis stabilisation, ceci réduira le coût du chômage pour la collectivité. Réduction d'une charge annuelle du chômage de 100Millard € pour l'Etat, et gain de recettes (TVA, URSSAF, SS...) de 3 milliards par an) . Effet sociale d'insertion ou réinsertion dans la vie active avec l'appropriation d'un vrai métier qui montre à la personne qu'elle peut faire évoluer ses talents. Réduction de importation d'énergie fossile . Réduction des charge de chauffage pour les habitants donc augmentation de leur revenu disponible. Tout dispositif est systémique, il faut simplement vérifier s'il est vertueux pour être bénéfique à la plupart de la population, c'est en fait de la vrai redistribution !

Les emballages cartons ou plastiques inutiles. Exemple: le carton d'emballage pour les tube de dentifrice.

Les grandes entreprises et l'Etat doivent changer en priorité, et tout faire pour inciter à une production et une consommation saine et durable d'urgence.

Que les Lobbys sois en dessous de l'état en terme de pouvoir

1) Le réchauffement climatique - Nous sommes sur un phénomène qui se développe maintenant très rapidement et qui selon les scientifiques aura fait des dégâts énormes dès les 20 à 30 prochaines années. Il faut mettre en place un plan rigoureux au niveau français en lien avec l'Europe si l'on veut que cela fonctionne. Si tous les acteurs et notamment les citoyens doivent être mis à contribution, les entreprises doivent faire évoluer leur systèmes de production, de marketing et les produits qu'elles mettent à disposition des consommateurs. Il convient prioritairement d'arrêter de gaspiller l'énergie avec des produits qui deviennent très vite obsolètes et qui donnent lieu à des dépenses de marketing pour les lancer, les maintenir et les remplacer. Il faudrait encourager des produits à vie longue en imposant des garanties légales progressivement plus longues (ce doit être fait au niveau européen) de 5 ans, 8 ans, 10 ans et pourquoi pas plus. On doit limiter le marketing et la publicité pour ne pas encourager les citoyens à abandonner des produits qui fonctionnent bien pour de nouveaux objets sans réelle valeur ajoutée par rapport aux précédents. Des organismes de référence doivent être mis en place pour aider les citoyens à comparer les produits sur leur valeurs fonctionnelles, énergétiques, et leur probabilité d'obsolescence. 2) Le nucléaire - Compte-tenu de l'urgence, il serait bon de maintenir une filière nucléaire qui n'émet que peu de carbone pendant les 40 à 50 prochaines années sans trop investir dessus. Par contre, ce délai doit permettre de faire monter en puissance de forts investissements sur les autres modes de production d'énergie : éolien, maritime, soleil, éventuellement fusion nucléaire 3) Le financement - Toutes les mesures évoquées demandent des financements très lourds et à mettre en oeuvre très rapidement. Il faut mettre en place un «plan Marshall» pour l'environnement au niveau de l'Europe. Il y a déjà des initiatives qu'il faut encourager telles que «Pacte Finance Climat» ou d'autres. Il faut faire appel aux entreprises, à une fiscalité plus adaptée pour les personnes ayant des revenus importants (voir la partie fiscalité) avec une homogénéisation progressive au niveau de l'Europe. Parallèlement, il est nécessaire de promouvoir des produits financiers garantis par la banque centrale Européenne. Ces produits faciles d'accès permettraient aux citoyens qui veulent investir une part de leur argent de participer eux aussi en contrepartie soit d'avantages fiscaux, soit d'assurance de la préservation du capital qu'ils auront investi (en cas d'événements économiques ou politiques (par exemple Frexit)). 4) Un point particulièrement important est la disparition de la biodiversité. Il faut absolument légiférer au niveau de la France, de l'Europe et du monde pour interdire les produits phytosanitaires dangereux avec des méthodes indépendantes sans qu'il y ait d'interférences des firmes ou entreprises produisant ces pesticides ou les utilisant. La survie de la planète dépasse les enjeux de court-terme de ces firmes et de ces entreprises !

Sujet majeur non traité par le gouvernement. Nous n'avons plus le choix pour sauver notre planète et il faut changer de mode de vie, de gouvernance et de consommation et production d'énergie

L'environnement qui est TOUJOURS la dernière roue du carrosse de toutes les politiques menées (après l'économie, l'emploi, la sécurité, l'éducation ou la santé) alors qu'il est au centre de tout et la biodiversité qui est la dernière roue du carrosse des politiques environnementales.

Taxer les acheteurs de véhicules 4x4 et autres pick up s'il s'avère que l'acheteur n'en a pas strictement besoin...Taxer les entreprises pollueuses.

Arrêter la surtaxe sur les carburants, car c'est un produit de consommation comme un autre qui ne devrait donc supporter que la TVA. Il est préférable que l'état concentre ses efforts sur l'abolition des technologies polluantes en les interdisant sous 5 ans. Ce sont aux industriels de construire des technologies propres et non pas aux français de payer des surtaxes sur des produits polluants que l'état leur laisse vendre. Exemple, dans le monde de l'automobile, le moteur hybride (essence et électrique), rechargeable en roulant, devrait être la norme imposée depuis au moins 5 ans. Que font l'état et nos élus sur ce sujet, à part taxer les citoyens ?

Arrêter la surtaxe sur les carburants, car c'est un produit de consommation comme un autre qui ne devrait donc supporter que la TVA. Il est préférable que l'état concentre ses efforts sur l'abolition des technologies polluantes en les interdisant sous 5 ans. Ce sont aux industriels de construire des technologies propres et non pas aux français de payer des surtaxes sur des produits polluants que l'état leur laisse vendre. Exemple, dans le monde de l'automobile, le moteur hybride (essence et électrique), rechargeable en roulant, devrait être la norme imposée depuis au moins 5 ans. Que font l'état et nos élus sur ce sujet, à part taxer les citoyens ?

Vous dites aimez vos enfants plus que tout au monde et vous leur volez pourtant leur avenir juste sous leurs yeux . Greta Thunberg (Discours à la COP 24)

les sociétés d' autoroute faisant un bénéfice scandaleux sur le dos des automobilistes, il faudrait revenir a un peu de bon sens . que la France propriétaire des routes , encaisse ce bénéfice (pourquoi pas en reprenant le contrôle) et que celui ci servent a financer des projets EQUILIBRES financièrement. l'argent avancé serait remboursé des que l'équilibre est atteint. et ainsi de suite. Un autre sujet me met en colère : La voiture électrique dont on vante tant les mérites: Aujourd'hui (certes la recherche avance) la voiture électrique quand on prend la chaine complète , coute plus du point de vue écologique qu'une voiture standard. sans compter que nous ne savons pas produire l'électricité si tout le monde avait une telle voiture. La voiture électrique est pour la ville et pas ailleurs. Ce qui veut dire que encore une fois, on finance l'habitat urbain en oubliant les autres. Pourquoi ne pas en périphérie des grandes villes mettre a disposition des voitures électriques (pour un prix MODIQUE) pour le séjour des automobilistes qui laisseraient alors leur voiture sur un parking ou ils changeraient de moyen d e locomotion

Tout d'abord, il est imperatif de mettre des bacs de tri selectif a la disposition de chaque habitation!!! Enfin, la transition ecologique doit etre financee par l'Etat (via la baisse des depenses publiques) et les entreprises qui polluent

Application stricte du principe de précaution avec par exemple interdiction du glyphosate, des perturbateurs endocriniens et de toutes substances douteuses.

Faire payer les pollueurs qui sont bien souvent ceux qui en ont les moyens.

Selon moi elle doit être scientifique et pragmatique - pas religieuse. Ne pas tout faire en même temps; faire d'abord le plus important et repousser les autres besoins à plus tard; prendre les petites victoires faciles; stimuler la science, la recherche, l'entreprise let la diffusion/commercialisation des découvertes: ce sont elles qui apporteront les solutions. Etre courageux pour expliquer aux citoyens qu'il n'y a pas de solutions miracles: chaque proposition a des avantages et des inconvénients: faire le bilan des deux et fonction des choix clairs et transparents prendre une décision qui soit bonne pour la majorité des citoyens. La proposition probablement la plus facile (mais est-elle acceptable politiquement et religieusement) est d'avoir moins d'enfants - arrêter la politique nataliste de la France

taxer les grands avions, les grands bateaux etc !

Pour l'instant on ne sent aucune volonté gouvernementale de prendre ce problème à bras le corps. La démission de Hulot en est la preuve. Il faut aussi s'attaquer à des lobbys puissants pour faire payer les grands pollueurs: avions, bateaux de croisière, poids-lourds, agriculteurs, industriels

Meilleure utilisation de nos voies ferrées en développant intensémentle férroutage . Ainsi diminution des camions sur nos routes de France et d'Europe et donc diminution de la pollution de l'air et diminution des accidents

Il faut définir des priorités. La priorité devrait être la limitation des GES bien avant le risque d'accident nucléaire ou de gestion des déchets nucléaires. Donc , il faut tirer avantage de notre expertise dans cette filière, plutôt que d'importer des éoliennes allemandes et des panneaux photovoltaïques chinois... Par ailleurs, personne ne parle des GES émis par le transport aérien et maritime. Que fait le gouvernement dans ces domaines concurrentiels pour lesquels il est évidemment plus compliqué de décréter des augmentations de taxes ?? ?

l'agro-écologie : impossible d'interdire les pesticides «d'un coup», mais le faire sur 20 ans avec, surtout, des modifications profondes de tous les systémes agricoles : variétés, rotations, organisation des filières, consommer local,etc,etc

Bonjour il faut que l ' on puisse adapter les moyens de circulation pour que tout le monde puisse changer peu à peu ses habitudes .

Interdire complètement les pesticides dans un délai raisonnable. Accompagner réellement, de manière volontariste et efficace, et bienveillante, et tout de suite, les agriculteurs dans la reconversion. Valoriser l'excellence de leur production bio sur le plan national et international.

Arrêtons de se gargariser avec la transition écologique et mettons la en place en créant des plans d'action thème par thème (nucléaire, diesel, glyphosate, emballages perdus) avec des échéances et arrêtons de créer des taxes au nom de la transition écologique!!!.

Les entreprises doivent être mises à contribution et payer d'importantes taxes carbones, au lieu de se voir accorder des droits à polluer, pour les inciter à trouver des solutions alternatives à leur consommation énergétique. Le transport routier doit être taxé (taxe au km) pour que le coût réel en soit ajouté aux produits qui viennent de loin et inciter les consommateurs à consommer local. L'Etat doit financer la recherche dans tous les domaines concernés par la transition énergétique et cesser de nous faire croire que la voiture électrique est une alternative (son bilan carbone de fabrication est supérieur à celui d'une voiture classique et l'électricité nucléaire n'a rien de propre). Il faut interdire les injonctions publicitaires permanentes qui poussent à la surconsommation. Il faut obliger les municipalité à recycler les déchets, limiter les incinérations et récupérer l'énergie qu'elles produisent. En matière d'urbanisme, introduire des obligations bioclimatiques concernant les zones constructibles ou l'orientation des habitations (cesser de construire sur les versants nord). Les barrages sont la propriété du peuple français, ils n'ont pas à être vendus au privé. La construction de l'EPR de Flamanville doit être stoppée, les centrales nucléaires vieillissantes doivent être sécurisées avant d'être fermées et démantelées.

Faire appel à l'intelligence de chacun sans démagogie écologique

Arrêter de penser que la voiture électrique est la solution.... seul l hydrogène est l avenir

La transition écologique n'est pas qu'une affaire de citoyen. L'Etat peut réduire se dépense, changer son mode de déplacement. dans certain pays européen les ministre prennent le vélo ou les transports en commun. Les bâtiments de l'état peuvent aussi moins consommer en énergie. Les industriels peuvent moins polluer, mieux produire... tous les acteurs de la chaine de valeur doit être concerné par l'écologie. Des aides peuvent être données aux entreprises qui investisse dans l'environnement.

OUI. Tout commence, pour la prise de conscience, par l'éducation. Mais l'écologie est une science et ne doit être ni une posture ou ni une utopie. Les débats scientifiques sont trop souvent biaisés. Notre enseignement doit renforcer notre sens critique dans ce domaine. J'ai souvent des doutes sur un sursaut collectif quand je vois nos trottoirs souillés par des étrons canins et des débris de poubelles. La vitrine française n'est pas toujours reluisante et exemplaire!

Il ne faut pas accepter d'importer des produits cultivés dans des conditions qui ne respectent pas l'environnement et qui font des milliers de km pour arriver jusqu'à chez nous. Cela permettrait également à nos agriculteurs de vendre plus décemment leur production.

Promouvoir la construction en terre crue (ou béton de terre) nous permettrait de lutter contre les émissions de CO2 dans le secteur du bâtiment. La terre est un matériau naturel que l'on trouve en abondance et qui nécessite donc très peu de transport pour être mis en œuvre. Par sa densité, ce matériau fournit une excellente isolation phonique, il a de très bonne performance thermique et grâce à son inertie, il offre en été une fraîcheur naturelle, cela permettrait ainsi de réduire le nombre d'installation de climatiseur. L'air à l'intérieur d'un bâtiment en terre crue, de par la propriété perspirante de ces parois (qui permet d'avoir une bonne régulation de l'hygrométrie), n'est ni trop sec, ni trop humide. Le béton a besoin, à la différence de la terre crue de : - ciment que l'on obtient par la cuisson de calcaire et d'argile dans des fours à très haute température, ce qui entraîne donc des émissions de CO2. - l'extraction de sable dans des carrières, des plages ainsi que les fonds des rivières et des océans (la biodiversité nous dit merci) sans compter le transport. Pour rappel, le sable est une ressource en voie de disparition (hé non, le sable du désert ne peut pas être utilisé pour la construction, car le grain est trop rond et trop fin), faut-il que nous soyons témoins de la disparition de nos plages pour nous en rendre compte ? La terre crue, elle, ne souffre pas de ces inconvénients ; une construction faite à l'aide de ce matériau permet de se rapprocher d'un bilan carbone très faible et de réduire notre impact sur l'environnement. Pour aider à la mise en place de ce matériau et surtout à le rendre populaire, il faudrait : - Créer des avis techniques sur l'utilisation de la terre crue afin de permettre aux professionnels d'avoir des garanties de mise en oeuvre dans le cadre d'une construction en terre. Ce point est très bloquant,

car sans ces avis techniques, il est obligatoire de passer par des évaluations techniques très coûteuses et qui sont rarement du goût des promoteurs immobilier, qui préfèrent ne pas donner suite à de telles initiatives. - Des organismes comme CRAterre et Amàco fournissent beaucoup d'effort pour faire de la terre crue une alternative aux matériaux de constructions conventionnels, il faudrait que leurs travaux soient appuyés par une véritable volonté de changement de la part de nos politiques en matière de construction en arrêtant de céder aveuglément au lobby du béton. - Enfin, pour pouvoir lancer une véritable dynamique autour de la terre crue, il faudrait inclure dans les programmes de tous les étudiants du secteur de la construction (filière PRO, Architectes, ingénieurs...) l'étude de ce matériau afin que plus tard, leur premier réflexe ne consistera pas à se lancer à tout prix dans de la construction en béton.

Nous devons isoler tout les logements, et les bâtiments publics. Créer des réseaux de chaleur dans les villages qui disposent de bois, pour supprimer le fuel. Alimenter les bâtiments publics, et les maisons individuelles qui sont proches de ce réseau de chaleur. Taxer ce qui vient de loi et en fonctions du type de transport utilisé. Coupure de l'éclairage public de 23 à 5h du matin.

Beaucoup de pays, dont les pays en voie de développement, misent sur le nucléaire. Les centrales se construisent partout.... sauf en europe.... si on arrête les energies fossiles, on passera au tout électrique... il faudra beaucoup, beaucoup d'électricité pour alimenter les 10 milliard dhabitants... Travaillons sur un nucléaire plus sur et qui donne moins de dechets : les sels de thorium ... C'est une autre technologie que l'uranium, il faut repartir a zero mais ça en vaut la peine

Il faudrait faciliter la production d'électricité éolienne (en limitant l'exigence des armées françaises). Il faudrait investir massivement dans les énergies renouvelables.

Permettre à chacun de pouvoir installer chez lui, une éolienne, ou autres moyens de production d'électricité, sans que ce soit un dossier très contraignant, et sans taxe.

A quand une matière dédiée dès le collège pour éduquer, éduquer encore et toujours afin qu'une génération beaucoup moins tolérante que nous le fûmes puisse émerger

Non

Pour le transport de marchandises à plus de 500 km et en quantité important (par ex.: 25 tonnes), créer un système de «hubs» automatisés où les containers transportés par camions sur les trajets terminaux seraient transportés par trains directs de hub à hub pour la plus grande partie du parcours. c'est une idée à longue haleine mais dont l'effet serait important; par contre elle exige de transformer la profession des routiers et de faire disparaître les grèves à répétition des agents de la SNCF.

La terre est l'avenir de l'homme, et l'homme est l'avenir de la terre : ils sont liés. L'humanité doit être protégée dans son génome et ne pas être livrée au transhumanisme ou au malthusianisme. Tout enfant doit pouvoir avoir un père et une mère, sans marchandisation.

La destruction des seuils de moulins est justifiée par l'administration pour permettre la sauvegarde des poissons migrateurs en voie de disparition, afin qu'ils se rendent sur leurs frayères, conformément aux directives européennes. Dans ce cas, l'eau s'écoule directement vers la mer. Aberrant vu l'impact du réchauffement climatique et le manque d'eau généralisé. Mais pour faire circuler les poissons (qui curieusement l'ont fait pendant des siècles sans aide) il suffit de construire des dispositifs de franchissement quand c'est nécessaire (3 000 sur 50 000 moulins d'après le MTES et l'AFB) et on préserve ainsi le potentiel de l'eau puisque notre pays à cette chance incroyable d'être dans les premiers du monde en termes de disponibilité en eau. Pour ces 3 000 seuils, il faut entre 300 et 400 millions €, la somme que vont dépenser les agences Loire Bretagne ou Seine Normandie pour détruire les seuils et leur potentiel en énergie renouvelable. Ce n'est pas de la politique, c'est simplement du bon sens. Mais laissez-nous agir et cesser cette hypocrisie criminelle.

La sauvegarde de la planète passe aussi et surtout par la sauvegarde de la biodiversité, la défense de la vie animale pour un retour aux écosystèmes originels L'interdiction des pesticides tueurs d'êtres vivants est indispensable Je souhaite un développement massif de l'éolien et du solaire

Augmenter voir obliger le ferroutage pour les camions traversants le pays Encourager la consommation locale (taxe en fonction de la distance?) Encourager les nouvelles technologies (impressions 3D, voitures robotiques...)

• Supprimer le ministère de l'environnement et transformer les ministères en porteurs d'objectifs clairs et précis sur la transition écologique : - Le ministère de l'agriculture en charge de la lutte contre la pollution des terres et de la protection animale - Le ministère de la mer et de la pèche en charge de la lutte contre la pollution des eaux et de la protection des littoraux - Le ministère de la santé en charge de la sécurité sanitaire et alimentaire - Un ministère chargé de la préservation de la biodiversité - Le ministère de l'industrie en charge de la lutte contre les rejets et déchets industriels - Le ministère des affaires sociales en charge de la protection des personnes fragiles (personnes handicapées – personnes âgées – enfance maltraitée - Le ministère de l'égalité homme femme en charge de lutter contre les violences faites aux femmes - Le ministère du travail en charge de l'hygiène et la sécurité des travailleurs - Le ministère des transports en charge de promouvoir la mobilité non polluante et de la sécurité routière - Le ministère du logement en charge des économies d'énergie et de la sécurité des bâtiments - Le ministère de la jeunesse et des sports chargé de la lutte contre le dopage

Interdiction des voitures dans les centre-villes; Plus d'espaces verts dans les villes Multiplier les murs végétaux dans les villes pour absorber le CO2;

aider aussi ceux qui ont de petits moyens

Il faut trancher et vite....

Rôle et responsabilité du secteur agricole dans cette transition écologique? La disparition des oiseaux est en grande partie liée aux pesticides / insecticides. Qu'attendons-nous pour opter pour une agriculture choisie, une agriculture créatrice d'emplois, une agriculture respectueuse de son environnement, une agriculture moins intensive et qui redonne du gout dans nos assiettes.

1.1 Réduction de la consommation d'énergie Pour partie la réduction de la consommation d'énergie passe par l'isolation des logements qui doit être soutenu par des aides directes aux individus, liées aux revenus. Pour les individus ayant des revenus élevés ou pour des propriétaires institutionnels disposant de parc de logement à louer d'autre modes d'incitation doivent être recherchés (taxes, aides ?). Toutefois l'Etat ne doit pas aider des loueurs professionnel qui verraient ainsi la valeur de leur bien augmentée suite à l'aide qui leur est apportée et qui ensuite vont le louer plus cher qu'auparavant en faisant valoir une réduction des charges de chauffage. Les collectivités territoriales devraient montrer l'exemple par des investissements conséquents en bus électrique et éclairage LED (ce n'est pas parce que des LED consomment moins qu'elles doivent rester allumées toute la journée ; on peut aussi revoir à la baisse le niveau d'éclairement), solutions déjà courantes dans certains pays. La démocratisation de la voiture électrique est une nécessité et il faut pour cela trouver des solutions techniques pour que les batteries aient une plus grande capacité et soient moins onéreuses. Lorsqu'on cherche des informations sur le sujet on

va voir au Canada aux USA ou en Chine mais on a l'impression que la rechercher française n'est pas en pointe sur le sujet (la recherche n'est pas que la recherche fondamentale). Il ne faudrait pas croire que la voiture électrique n'amène pas de pollution mais il suffit qu'il y en ait moins qu'actuellement avec les moteurs thermiques. D'autre part le prix des batteries semble positionné pour être équivalent au coût de carburant. L'Etat pourrait se pencher sur la stratégie de tarification des entreprises. Dans les entreprises la mise œuvre de solutions moins énergivores devrait être encouragée, si nécessaire par des aides fiscales indexées sur les gains effectivement réalisés et mesurés. Les circuits courts de distribution doivent être privilégiés, pas seulement pour quelques produits agricoles mais aussi pour des produits industriels. Le souhait étant de voir revenir en France quelques industries. 1.2 Moyens de production energétique La mise en œuvre industrielle de moyens de production énergétique doit être renforcée et accélérée. Si l'on voit de plus en plus d'éoliennes le photovoltaïque et le stockage d'énergie dans des batteries semble être à le traine. Je ne sais pas jusqu'à quel point on pourra se passer du nucléaire et il ne faut pas chercher à aller trop vite. Dans ce domaine les incantations ne suffisent pas mais si on ne forces pas les choses les moyens de substitutions ne sont pas prêts d'arriver. 1.3 Agriculture L'agriculture se trouve sur un marché concurrentiel en Europe et dans le monde. La rentabilité des entreprises agricole ne doit pas être ignorée. Si besoin il faut conditionner des aides au passage à une forme d'agriculture plus respectueuse de l'environnement, ce qui ne signifie pas moins industrielle. On ne reviendra pas au 19ème siècle. Lorsqu'un produit est interdit d'utilisation en France par crainte pour la santé des français lors de la consommation, les aliments qui en comporteraient doivent aussi être interdits d'importation.

Le recyclage des déchets et la limitation des incinérations permettraient de limiter les empruntes carbones. Pour cela, favoriser le tri sélectif et mettre en œuvre des amendes afin de réprimander les comportements irresponsables. Le tri des déchets est selon moi la manière la plus simple de participer à la transition vers un monde plus propre

- Utiliser les taxes sur l'essence et le diesel exclusivement à la transition écologie - Bannir l'élevage industriel au niveau européen (c'est une honte) et les transports de ces animaux à travers toute l'Europe - Instaurer la vidéo surveillance dans les abattoirs - Réduire la possibilité de chasser des espèces telles que les oies sauvages pour lesquelles le gouvernement a autoriser aux chasseurs d'en tuer 400 de plus cette année! et augmenter le permis de chasse que le gouvernement a diminué!

Travail d intérêt général a visée environnementale obligatoire pour les détenus. Encadrer des actions dans des domaines non rentables (nettoyage de la nature) qui seront réalisées par les personnes recevant des prestations sociales.

je suis contre les taxes écologiques franco françaises : c'est typiquement le genre de sujet qui devrait être traité par l'Europe ; nous nous punissons seuls et le résultats est à unfaible niveau Toutes ces décisions devraient être coordonnées à l'échelle de l'EUROPE

Le respect de l'environnement est l'affaire de tous et doit se manifester par des actes. Il bien gentil de hurler « préservons notre planète» d'un coté comme si c'était uniquement l'affaire des gouvernants et de l'autre avoir un comportement civique contradictoire.

Je pense qu'il devrait être obligatoire que chaque entreprise, restaurant etc... fassent le tri de ses déchets. Que le cas contraire soit sanctionner et qu'on limite dans la restaurations par exemple tout le plastique inutile (paille..)

Encourager davantage le développement des énergies propres (éolien, photovoltaique, Hydro-électrique,...)

Il faut passer le plus rapidement possible toute notre production agricole en bio et favoriser le bio local. La production agricole intensive (y compris bio) détruit les habitats des insectes et menace toute la chaîne alimentaire. Il faut repenser notre système de production et retourner à de petites exploitations ou du moins à de petites parcelles gérées dans le respect des insectes et de leurs habitats. Petits champs encerclés systématiquement d'arbres ou de haies. Parcelles de moins de 6 ha, jamais cultivées avec les mêmes espèces. Présence de multiples espèces sur le même champ voir accompagnées d'élevage d'animaux. Présence de prairies au milieu des champs. Alternance des cultures hiver/printemps. Les grandes surfaces doivent vendre le bio quasi sans marge pour rémunérer les paysans bio et inciter les autres agriculteurs à passer en bio. Accompagner ces derniers dans la période de transition vers le bio. Taxer tous les pollueurs sans distinction, du particulier aux grosses entreprises polluantes et de manière générale apporter un bonus ou une aide au remplacement de chauffage, voiture, etc. polluants. ou toute mesure favorable à la dépollution, à l'environnement et la santé. Prendre des mesures incitatives aux alternatives non polluantes (ou reconnue comme beaucoup moins polluantes à minima). Interdictions des pesticides ou autres produits chimiques néfastes à la santé. Se baser sur de vraies études indépendantes. La loi de précaution doit être appliquée dès qu'il y a le moindre doute sur une question de santé. Je ne suis pas opposée à une taxe carbone généralisée à tous les polluants par contre elle doit servir de manière concrète et à 100% à l'ensemble des citoyens : il doit y avoir une compensation directe avec des effets immédiats sur la qualité de l'air par exemple. Ma proposition : Le congé Solid'AIR : Une taxe carbone sur les particuliers et entreprises et toute entité polluante au prorata de la pollution qu'elle génère qui finance à 100% un ou plusieurs congé payé, le congé Solid'AIR. Lors d'un pic de pollution ces congés payés sont imposés par l'état à l'ensemble des salariés et entreprises avec interdiction d'utiliser voiture, camions etc. Les maires sont en charge d'appliquer cette mesure ayant accès aux données de pollution locale de leurs communes. Les seuls autorisés à circuler sont les pompiers, services de secours, police et gendarmerie notamment pour contrôler la non circulation des véhicules. Même le non travailleur qui est taxé pour ses déplacements bénéficie en retour d'un meilleur air à défaut de congé payé donc tout le monde est gagnant et de toute manière il faut être responsable et solidaire justement sur cette question ultra prioritaire !!! Revoir la vignette crit'air qui visiblement d'après les scientifiques ne se base pas sur les bons indicateurs de pollution. Les pharmacies doivent délivrer le nombre exacte de médicaments (nombre de pillules, comprimés etc.) conformément à l'ordonnance du médecin afin que la sécurité sociale ne rembourse pas des boites entières de médicaments inutiles, jetés par la suite ou pire que les patients prennent de leur propre initiative ultérieurement. A l'hôpital on nous donne bien des comprimés à l'unité et non des boites entières. Il faut garder le remboursement de l'homéopathie car, dans le pire des cas (et l'on en est pas certain en plus), même si ce n'est que l'effet placébo qui fonctionne alors c'est beaucoup plus économique plutôt que tout un tas de médicaments avec des effets secondaires associés. Si un placébo me permet de me sentir mieux et coûte environ 2 € le tube tout le monde est gagnant (pas les lobbies ça biensûr...). Il faut réinstaurer la formation sérieuse et le diplôme d'herboriste associé pour permettre une prise en charge par les plantes de certaines pathologies qui ne nécessitent par forcément de traitement allopathique et qui permettent d'avoir pas ou peu d'effets secondaires (que la sécurité sociale n'aura pas à prendre en charge par la suite).

Ne pas abandonner totalement le nucléaire qui est une réponse écologique (sauf la peur en cas d'accident) et là la recherche doit nous permettre d'envisager des solutions

Non : pas sur la transition écologique, mais sur développer ce que pourrait être «La 2e» sur différents points : Technique : une voiture qui coûterait en fabrication que 5K€, limitée à l'essentiel : 100KM d'autonomie, 80 km/h ... que l'assurance serait comprise dans les 50€/mois ainsi que l'entretien, pourquoi pas les parkings, les péages, les recharges électriques (que tous les grand groupes français montrent aux français leur solidarité et leur volonté écologique pour préserver la planète) .... c'est possible si le modèle de cette société «La 2e» n'est pas le profit mais l'intérêt général sur ce sujet (au moins !) Emploi : les jeunes à partir de 16 ans puissent la conduire jusqu'à 18 ans pour se rendre à leur travail et tous ceux qui n'ont plus de permis...plus d'assurance.....leur permettre d'avoir un emploi (avec démarrage alcootest ...) un permis simplifié de 16 ans à 18 ans ? qui ne donne accès qu'à «La 2e» ? NB : la moitié de la population ne peut prendre un emploi à cause du problème de mobilité : «La 2e»c'est la job car rien d'autre. Juste et équitable : l'accès à «La 2e» est pour tous, mais c'est la distance vers le job et les ressources financières qui feront l'ordre de priorité pour l'avoir Le financement : ce n'est pas un énième dispositif, ca n'a aucune incidence sur les comptes publics, aucun déficit public supplémentaire c'est une société de droit privé, si les actionnaires n'ont pas vocation à faire des bénéfices ils ont le droit de le faire (toutes les entreprises de «La 2e» trouveront à peut-être redorer leur image voir à optimiser leurs investissements vers un véhicule électrique ...) Le pouvoir d'achat : aujourd'hui un véhicule, nécessaire pour la moitié des français, coûte entre 350€ et 500€ par mois, passer cette charge pour avoir un emploi : à 50€, pour ceux qui gagnent le smic c'est augmenter leur pouvoir d'achat de plus de 300€ , alors qu'ils n'ont que 1200€ pour vivre, c'est énorme ..... «La 2e» c'est la mobilité écologique et solidaire.

Quand décidera t'on d'interdire les liasses de publicité de la grande distribution : économie écologique dans la production de papier, économie écologique dans la destruction des liasses publicitaires, pour la plupart finissant dans la poubelle à côté de la Boîte Aux Lettres

La transition écologique doit être économiquement et socialement viable, ce qui nécessite un peu moins d'ideologie, un peu plus de pragmatisme, et des mises en perspectives sérieuses, qui sous ces conditions seront de nature à convaincre les citoyens.

Contrôle technique [notamment diesel] On va pénaliser des propriétaires de véhicules qui ne respectent pas les caractéristiques environnementales affichées par des constructeurs qui ont triché sur ces valeurs [Renault ,ford , fiat ,VW ....] . il faut condamner les tricheurs et pas les victimes des tricheurs Que le contrôle technique contrôle le respect des normes et pas des caractéristiques bidons des constructeurs Le bannissement du Diesel est aujourd'hui incoherent et résulte d'une idéologie écologiste incohérente .Si il faut bannir les vieux diesels , un diesel moderne est plus respectueux du climat qu'un equivalent en essence . Il est aussi absurde de voir un V6 Ferrari ou un Hummer avec une vignette critère 1. Il existe des études scientifiques [et non issues des idéologues de l'écologie] sur les véritables contributeurs aux particules fines , il faut les lires .... les nouveaux diesels sont loin derrière.

AGIR.

Les collectivités locales ont un rôle énorme à jouer en embauchant par exemple des ambassadeurs de la transition énergétique : visites à domicile, rencontres sur des événements, stand sur les marchés... Il faut renforcer l'aide aux bailleurs pour la rénovation du patrimoine, créer des péages urbains (et avoir le courage politique de le faire) en proposant une offre en TC adaptée, créer une fiscalité positive plus importante sur les efforts en faveur de l'environnement, contraindre les syndics à s'engager dans la démarche de souci environnemental (le mien laisse traîner depuis deux ans le diagnostic de performance énergétique...)

Eduquer les enfants à vivre sobrement.

Developper l energie. Nucleaire

La transition écologique doit être traitée au niveau mondial. La France ne peut supporter seule cette transition.

Le réchauffement climatique est en cycle depuis 10 000 ans les activités humaines ne sont pas en cause . Nous sommes à la merci d'une éruption volcanique qui nous fera plonger dans quelques décennies de froidures. Nos sommes les jouets de pseudo scientifiques qui se donnent du pouvoir en tirant le charriot de l'inquiétude. Nous avons eu « les cycles solaires « puis la « couche d'ozone » maintenant le « réchauffement climatique » .....

aider au développement d'énergies alternatives utilisant les déchets

Le mal-logement s'invite dans l'actualité avec le rapport de la Fondation Abbé Pierre, présenté ce 1er février. Ce mal serait-il inguérissable pour devoir le dénoncer constamment depuis 65 ans, à la suite du célèbre appel de l'insoumis de Dieu en 1954. Le sujet n'est pas le mal-logement, mais les personnes qui ont mal. Comment pourrait-il en être autrement lorsqu'un toit décent n'est pas au rendez-vous de l'existence, ou qu'il faille attendre 10 ans pour l'obtenir ! Des milliards au niveau de l'Etat et des millions par les Collectivités locales sont investis dans le logement social, alors que la crise perdure et même s'aggrave. La Ville de Paris en 2018 a fait un effort important (500 M€) comme les métropoles. Qui gagne, la spéculation immobilière. Il n'est pas raisonnable de poursuivre ainsi ; les experts sont plutôt pessimistes quant à l'avenir. Le mal serait-il endémique ? Non, le diagnostic est mal posé, faute d'une réelle politique de l'aménagement du territoire avec, pour conséquence, un exode dévitalisant les petites et moyennes villes qui n'ont d'autres défenses que de mettre des panneaux à vendre ou à louer. En d'autres termes, c'est fini. Ce triste exode enrichit-il la capitale et les grandes métropoles ; en tout cas, il participe largement à une capitulation que traduit le vocabulaire d'une fraction des classes moyennes ; elle ne parle plus de ses revenus mais de son reste à vivre, reprenant l'expression des plus fragiles, lesquels sont encore plus invisibles, absents du 'grand débat national'. Quelle que soit la qualité de la politique du logement d'abord, le logement social est inabordable. Un comble ! Aurions-nous perdu le sens des réalités pour ne pas nous laisser interroger par des alternatives possibles. Il nous souvient que la 'Dame de fer', Madame Thatcher, disait qu'elle ne voyait rien entre les individus et la Nation, sauf le marché, là où les forts gagnent et les faibles disparaissent. Une quasi-unanimité d'entre nous ne veut pas de cette approche et pourtant que voyons-nous, un marché de l'immobilier qui abandonne 15% de la population. Insupportable ! Ce constat souligne la difficulté de faire société, d'où une solitude qui augmente, participant à la société du vide. L'urgence est de mettre en œuvre un pacte d'urbanisme avec les maires des moyennes et petites villes, en concertation avec les représentants de l'Etat, les présidents des métropoles et les partenaires sociaux avec un impératif, une industrialisation bénéficiant aux villes trop longtemps délaissées. Cette semaine, une des grandes figures du monde économique, M. Alain Mérieux, a lancé un appel pour lutter contre la pauvreté, via l'entreprise des possibles. Il a reçu un écho favorable. Les énergies qui se font jour pour plus d'équité doivent être accompagnées

de la recherche d'une plus grande harmonie au sein des territoires, observant par exemple que le Président de la Métropole du Grand Lyon s'inquiète de cette nécessaire régulation. La distance entre Lyon et Saint Etienne est seulement de 60 km mais, dans cette dernière ville au beau passé industriel, que de logements vides ! Le marché s'est effondré. Le coût d'acquisition d'un logement en centre-ville est inférieur de plus de 3 fois à celui pratiqué dans la capitale des Gaules. Certes, le transport est essentiel à la réussite de ce pacte. Il coûtera infiniment moins cher que les investissements projetés dans les métropoles. Les temps et les conditions de déplacements ne sont pas étrangers au mal-vivre. Ne pas le reconnaître, c'est être sourds à la plainte de bien des habitants des banlieues qui s'interrogent sur le respect qui leur est réservé Le 'grand débat' a remis au centre de la vie politique les maires qui ont une connaissance fine de leurs territoires, de leurs potentialités. Naturellement il faudra du temps, mais rester indifférents à cet exode, c'est fermer les yeux sur une violence faite à ceux qui n'en peuvent plus du métro-boulot-dodo. L'heureuse quête de sens, qui transparaît dans les attentes, doit être suivie d'une meilleure attention au bien–être. Seule, une réelle politique de l'aménagement du territoire y concourra. En aurons-nous l'audace et la volonté. Bernard Devert Février 2019

Pour développer la voiture électrique, imposer l'installation de bornes de recharges dans chaque parking. Communiquer sur les différentes aides possibles (aides pour l'isolation, l'achat de véhicules électriques... ; sur les différents modes de chauffage, leurs empreintes écologiques...). Investir dans la recherche de produits «propres». Imposer aux entreprises (privées et publiques) de définir au minimum un jour de télétravail par semaine pour chaque salarié.

Limiter drastiquement les emballages alimentaires et de toutes sortes.Supprimer le plastique. Revenir au verre consigné. Consigner les emballages des restaurants fast food.

Besoin de mettre en place les pratiques les plus évidentes rapidement, par exemple le système de consigne, le recyclage systématique, faciliter l'économie circulaire via des circuits de réparation et d'échange et faciliter les circuits court, arrêter l'usage de pesticides qui mettent de façon évidente les agriculteurs en danger et endommage la terre comme le glyphosate... Ces initiatives pourraient plus facilement être mise en place par les collectivités, il faudrait donc encourager financièrement et 'méthodologiquement' ces structures.

Notre terre souffre et les nouvelles générations souffriront encore plus, il n'est plus temps de tergiverser

INVESTISSEMENT MASSIF dans la production d'hydrogène solaire, c'est à dire produit par électrolyse de l'eau avec de l'électricité issue de panneaux photo-voltaïques. L'hydrogène ainsi fabriqué serait transformé en un composé solide (hydrure métallique) facile à stocker et sûr à transporter. Les installations doivent être faites en Afrique : ensoleillement garanti et population à former (ouvriers, techniciens, ingénieurs) pour la création des installations, la production, la maintenance et la sécurité. Parallèlement, intensifier la recherche sur les piles à combustible.

Quid de la taxation des cargos ?

Quelques idées Simplifier les règles ,normes ,dossier. Arrêter de généraliser a la majorité la défaillance de quelques uns! Contraindre uniquement les mauvais élèves qui exagèrent avec sanctions progressive et mise a l'essai Renforcer la prévention avec des personnes et non pas systématiquement par internet Permettre a tous le monde d'avoir un contact unique téléhonique ou physique(visio) pour traiter les problèmes concrets,dossiers ,explications etc..; Favoriser la production locale et la consommation de proximité,limiter au maximum l'importation de produit de consommation courante dont la production est locale ou francaise Revoir entierement les étiquetages des produits incompréhensible actuellement en développant ,l'origine,le lieu de production,de transformation et de conditionnement .Simplifier les éléments nutritifs portés sur les emballages avec des notions simples et couleur par rapport a la santé(actuellement il faut etre nutritioniste pour comprendre et interpréter les etiquettes) Limiter les emballages des produits et notaments des médicaments.Ces derniers devraient pouvoir etre délivrés a l'unité suivant la prescription.Pour les traitement de fond(a vie) permettre de renouveler l'ordonnance sans obligatoirement aller chez le médecin Assouplir les règles environnementales qui sont des freins a l'activité économique a partir du moment ou l'on améliore la situation actuelle.Une idéee simple pourrait etre :En zone Urbaine priorité a l'aménagement et a la construction en assouplissant les regles,En zone non Urbaine et naturelle priorité a la nature en interdisant ou contraignant fortement

La biodiversité est tout aussi importante à protéger. Elle est en danger, et les disparitions se font en cascade à une vitesse qui nous dépasse. En cause? Les pesticides entre autre. Aujourd'hui, tout prouve qu'ils sont responsables de la disparition des insectes, des oiseaux, de la microfaune.. L'État oublie que la biodiversité apporte de nombreux services écosystémiques à l'homme (alimentation, régulation...). Sans elle, nous ne pouvons pas vivre. Pour conclure de manière général: Ce qui se passe aujourd'hui ira de pire en pire. Pourquoi continuer à se cacher derrière l'idée que la production agricole de masse permet de nourrir le monde? Non, les gens qui achètent des produits cheap le font par manque de moyen au détriment de leur santé. Il faut revenir à de la qualité, en faisant des économie sur la quantité, et non sur la santé et l'environnement. De toute façon, sans cela, la défiance vis à vis des élus continuera à se creuser, les gens se sentent de plus en plus incompris, et un jour, ce sera le front national qui passera... alors à qui ce système profite?

Absolument développer les énergies renouvelables sans se dispenser de l'ingéniosité de certains citoyens, nous avons bien des gens de bonne volonté et de savoirs....

Le tout électrique me sembles encore plus polluant à long terme (exploitation des matières premières, durée de vie et recyclage des batteries. Préserver les espèces. Supprimer tous les «sur» (surpêche, surexploitation, élevages surdimensionnés...)

Le tout électrique me sembles encore plus polluant à long terme (exploitation des matières premières, durée de vie et recyclage des batteries. Préserver les espèces. Supprimer tous les «sur» (surpêche, surexploitation, élevages surdimensionnés...)

Le tout électrique me sembles encore plus polluant à long terme (exploitation des matières premières, durée de vie et recyclage des batteries. Préserver les espèces. Supprimer tous les «sur» (surpêche, surexploitation, élevages surdimensionnés...)

Même quand on est motivé c est très compliqué. Rien n'est prêt.

Même quand on est motivé c est très compliqué. Rien n'est prêt.

Notre pays est traversé par des camions venus de l'Europe entière pour 2 raisons principales : - notre situation géographique - le fait que nous ne fassions payer aucune taxe aux camions étrangers (contrairement à nos voisins européens) Faisons payer des taxes aux transporteurs étrangers, cela limiterait le trafic et permettrait de mettre en place des solutions alternatives (ferroviaire, fluvial,...)

Taxer LOURDEMENT voire interdire les aliments qui proposent de l huile de palme, des pesticides etc INTERDIRE DES AUJOURD HUI LE ROUNDUP et tous les pesticides Que le principe de précaution prévale SYSTEMATIQUEMENT

L'ambition politique, l exigence pour tous les acteurs de la société. Exemplarité. Financement des entreprises vertueuse. Mise en avant des initiatives et bonnes pratiques

Favoriser l éolien

L'état et ses administrations se doivent d'être exemplaires en matière de transition écologique afin de redonner confiance et positivisme à ses administré(e)s.

Remplacer toutes les lumières publics par des LED basses consommations

prix progressifs pour toutes les consommations excessives par rapport aux besoins (eau, carburants, électricité, ...) mise en débat démocratique de la liste des produits et équipements gaspillant les ressources naturelles et qui devraient donc être fortement taxés (yachts, bateaux et avions privés, piscines privées, gadgets, drones, etc ...) taxer fortement la publicité pour tous les produits et équipements gaspillant les ressources naturelles réduction de la TVA sur les produits de première nécessité et augmentation de la TVA sur les produits de luxe, les produits dangereux pour la santé, les produits inutiles, ... taxer le kérosène des avions (dans un premier temps pour les vols intérieurs), des bateaux de plaisance et le gazole des poids lourds autant que les carburants fossiles des ménages suppression des aides publiques aux aéroports, grands stades, etc ... Transfert de ces aides vers les transports les moins polluants (ferroviaire, vélo, ...) financer les primes ou bonus aux voitures les plus propres par les surtaxes ou malus sur les plus consommatrices (4 x 4 etc ...). Rétablissement de la vignette pour les véhicules particuliers de plus de 10 CV fiscaux mettre ces questions en débat au lycée dès la classe de seconde, afin de donner des moyens d'agir à ceux qui seront les premiers concernés par la dégradation des conditions de survie sur la planète

Eduquer dés le primaire à ne pas gaspiller, à la propreté, à manger sain et bio

il n y a pas d autre voix, on va dans le mur et la seule question qui subsiste est à quelle vitesse on le percutera??

La transition écologique ce n'est pas que le transport. Pourquoi, par exemple, l'IRNA travaille surtout sur des sujets qui intéressent les industriels plutôt que de s'occuper de problématiques liés aux espèces végétales locales adaptées au climat, au sol et qui devraient suffire à nourrir les locaux. Pour revenir à une production locale et une consommation locale, il faut taxer les produits en fonction de leur provenance: plus ils viennent de loin plus ils doivent être taxés afin de décourager d'acheter des articles venant de loin: exemple poires qui viennent du Brésil ou chaussures ou lunettes venant de Chine afin de rapatrier nos productions et développer notre économie.

Développer le télétravail partiel pour les emplois de bureau (1 à 2 jours/semaine) + Pollueur = Payeur + Taxer le kérosen des avions des bateaux au niveau mondial + Vignettes pour les camions étranger en transit en France + Augmenter la taxe locale touristique 1 à 2 Euro/jour/nuit + taxer le sur-emballage + Développer l'emballage vrac/lot/recyclable + Déduire sur 2 ou 3ans de l'impôt sur le revenu le prix d'achat de son vélo VAE, dans la rubrique frais professionnels déplacement + Eteindre l'éclairage des publicités, magasins de minuit à 8 h du matin + Réduire la TVA sur les produits Bio et sans pesticides + Booster l'isolation thermique des bâtiment, immeubles, maisons avec des aides fiscales mais que le montant de l'incitation fiscale soit inversement proportionnelle aux revenus pour favoriser les revenus modestes Priorité aux vielles constructions passoires thermiques des années avant 1980. Taxer plus fortement en droits de douanes (affectés à l'écologie) les produits importés d'Asie ou autres pays hors EU, dont le bilan carbone est déplorable et qui sont en distorsion de concurrence

la transition écologique ne peux être que sociale c'est-à-dire diminuant les inégalités

La baisse de l'utilisation du nucléaire est une catastrophe pour a réduction des émissions de carbone.

C'est sûrement le point le plus important et le plus universel, car il conditionne notre avenir en tant qu'espèce, c'est pourquoi il faut agir au plus vite, on a déjà perdu bien trop de temps.

La transition écologique c'est progressivement faire autrement et non pas faire en plus. Il n'y a donc pas réellement besoin de financement supplémentaire mais de basculer le financement des activités les plus nocives vers les plus propres

- Interdiction des élevages intensifs (batteries, fermes-usines) - Interdiction des élevages de fourrure - Taxation des poids-lourds en transit (un fret pologne-espagne passant par la France doit se voir taxé) - Interdiction des corridas, inculquant l'image selon laquelle la souffrance d'un être peut être un jeu. - Ralentissement des activités industrielles lors des pics de pollution - Meilleure régulation des chauffages collectifs qui bien souvent surchauffent les logements

Ce n'est pas une question de choix, c'est une nécessité, une urgence pour la survie de notre humanité dans les 100 ans à venir.

Bougez-vous! et vite! Les gens crèvent par dizaines de milliers, et tout ce que nous avons comme réponse c'est qu'il ne faudrait surtout pas déstabiliser une économie...

La transition écologique doit découler d'une POLITIQUE VOLONTARISTE globalisante et non pointilliste, distanciée des lobbies surpuissants semblant encore trop faire la loi, que ce soit pour la production et la distribution de l'énergie, la re-localisation de la production chaque fois que cela est possible (circuits courts). De plus, cette politique doit admettre d'être coercitive quand il le faut (par exemple par des taxes importantes pour les voitures puissantes) et non réduite à la bonne volonté des plus vertueux.

En ce qui concerne les besoins énergétiques du pays, je considère qu'il n'y a pas de solution unique mais des solutions adaptées à chaque environnement, à chaque besoin.De nombreuses solutions commencent à exister et sont étudiées. Le nucléaire restera une énergie nécessaire parce que régulière, n'émettant pas de CO2; le gaz naturel est sans doute l'énergie la moins polluante (minimum de carbone par rapport à l'hydrogène et de très grandes réserves); les énergies solaires, éoliennes, hydro électriques doivent être développées mais dans des zones précises; elles ne pourront jamais couvrir la totalité des besoins (+ problème de stockage). Les biogaz sont une solution intéressante mais il faut que la matière première (détritus organiques) soit disponible sans transport d'où l'intérêt, par exemple, de très grands élevages, style ferme des 1000 vaches. L'énergie hydrogène: c'est une ruine énergétique pour la fabriquer, et lorsque les voitures rouleront à l'hydrogène, tous les 31 décembre, avec les feux de voiture, on aura des centaines de morts dans les villes! D'une manière générale, il faut voir l'impact écologique de la consommation énergétique dans sa globalité: les ampoules LED consomment certes beaucoup moins d'énergie, mais par contre des terres rares dont on s'apercevra dans 20 ans que les stocks mondiaux sont épuisés. Le lithium pour les batteries qui est surexploité au Pérou et qui crée une catastrophe écologique (il existe des solutions technologiques pour remédier à ce problème mais qui ne sont pas mises en oeuvre)

De très nombreux projets locaux en matière d'énergies, de transports sont mis en place par des collectivités territoriales Ces projets devraient bénéficier de prêt à taux 0 oud bonus écologique

l'EDUCATION est la source de toutes les initiatives, ne MENTEZ PLUS sur la croissance nécessaire pour d'en sortir, vous savez que c'est l'inverse qui est necessaire pour sauver la planete.....

tant que nos responsables politiques mentiront il n'y a pas de solution..... VOUS MENTEZ !

Poursuivre et favoriser la production electrique nucleaire qui est décarbonée et fiable

Pourquoi avoir faciliter le transport en car au détriment du train ??? Obliger l'industrie et les entreprises à trouver des solutions innovantes et à réduire la pollution (réduction emballages, changer les moyens de transport des marchandises, réduction des déplacements des personnes etc...) Le comportement des particuliers est imposé par l'industrie et les entreprises, c'est donc vers eux qu'il faut agir

Stopper net et ne pas reporter sans cesse les arrêts de traitement chimique de la terre Prendre ses responsabilités vis à vis de nos futures genérations

Il faudrait : - généraliser les stop-et-go sur les voitures ; - interdire les carburants les plus polluants et générateurs de gaz à effet de serre ; - imposer aux constructeurs de baisser la consommation des voitures thermiques (cible : moins de 2l au 100 km) - interdire de laisser son moteur tourner quand on s'arrête pour une durée courte, (par exemple pour faire un petite course devant un magasin, dans une station service en attendant de se faire servir, devant une gare en attendant un train...).

Beaucoup trop de dogmatisme et d'idéologie. Dans les années 70 on nous parlait de la croissance zéro comme remède à tous les maux ... c'est de cette façon qu'on s'enfonce dans le chômage de masse . On ne peut pas arrêter de consommer, arrêter de produire et avoir du travail pour tout le monde !

la transition écologique en France est essentiellement punitive et dictatoriale; basée sur des chiffres manipulés et qui n'admettent aucune critique (on nous montre les allemands comme modèle car ils ont tué le nucléaire ...mais ils sont les plus gros pollueurs avec leur éléctricité au charbon). Les français veulent laver plus blanc que blanc et tuent leur propre industrie et agriculture tout en rendant la vie toujours plus chère (taxes, réglementations) tout en faisant reposer les subventions écolos sur les épaules de la minorité de français qui payent des impôts

Développer le biogaz et le transport individuel en motorisation GNV puis Biogaz. Objectif 100% de biogaz en 2050 et 30% en 2030 comme le préconise Engie et GRDF. Développer le stockage des énergie renouvelable avec le gaz to power et le power to gaz. Ne pas uniquement miser sur le développement des voitures électriques. Les batteries sont trop lourdes et utiliser des ressources rares comme le lithium.

En géographie, mettre au programme l'évolution du climat dès la 6e

Ce questionnaire traduit la politique du ministère, dans la continuité de Hulot, qui s'est focalisé sur les carburants et le glyphosate. Oh surprise, aucune question sur les sujets du rapport Meadows : en 1972 le Club de Rome publie le rapport « The Limits to Growth ». Cinq principaux problèmes y sont soulignés. 1. L'accélération de l'industrialisation 2. La croissance forte de la population mondiale 3. La persistance de la malnutrition mondiale 4. L'épuisement de ressources naturelles non renouvelables 5. La dégradation de l'environnement « Si l'humanité continue à consommer plus que la nature ne peut produire, un effondrement économique se traduira par une baisse massive de la population se produira aux alentours de 2030 ». Depuis, le débat entre le GIEC – la Doxa - et les Climatosceptiques est masqué, le doute est tourné en dérision. Au moins 117 scientifiques, économistes et autres experts célèbres, Prix Nobel, Physiciens, Géologues lauréats de nombreux prix sont « climatosceptiques ». C'est-à-dire sceptiques sur : • Sur la réalité d'un réchauffement climatique qui soit exceptionnel, • Sur son origine humaine • Sur le fait qu'il aura des conséquences négatives à long terme. Selon le World Ressources Institute, sept défis mondiaux urgents sont à résoudre pour : • Réduire la pauvreté, • Faire croître les économies et • Protéger les systèmes naturels Que fait-on pour organiser une transition mondiale vers une économie à faibles émissions de carbone autrement qu'en taxant les automobilistes ? Que fait-on pour renforcer les systèmes d'énergie propres et économiques dans le monde entier et pour assurer un développement socioéconomique durable ? Que fait-on pour que les systèmes alimentaires mondiaux génèrent des opportunités économiques et nourrissent de manière durable 9,6 milliards de personnes d'ici 2050. Que fait-on pour les Forêts, pour réduire la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire, préserver la biodiversité et atténuer les changements climatiques en réduisant les destructions de forêts et en restaurant la productivité sur des terres dégradées et déboisées. Que fait-on pour l'Eau pour assurer à l'avenir une eau saine en cartographiant, mesurant et atténuant les risques globaux liés à l'eau. Que fait-on pour des Villes durables, améliorer la qualité de la vie dans les villes en développant et en adaptant des solutions écologiquement durables sur les plans environnemental, social et économique. Que fait-on pour les Océans, pour tracer la voie vers une nouvelle économie océanique propice aux emplois, à la croissance économique et à la santé humaine - tout en protégeant et en restaurant l'océan et les espèces aquatiques.

Sortir du modèle d'agriculture intensive pour privilégier les exploitations bio, notamment la permaculture, avec peu ou pas d'intrants. Interdiction des pesticides. Limiter la consommation de viande et éradiquer l'élevage intensif.

Revoir nos modes de consommation alimentaires, la mal bouffe à bas prix n'est pas la solution. Une offre qualitative, qui soutient les exploitations agricoles respectueuse de l'environnement, made in france. Limiter le gaspillage et avancer sur le tri de nos déchets pour en limiter la production et augmenter la part de tri et de recyclage. Lutter contre obsolescence programmée. Développer notre économie sur une logique de conseils, et développement de réparation, d'expertise plutôt que sur de l'achat pur/ chiffre d'affaire.

1.Instaurer une fiscalité socialement juste au service de la lutte contre le changement climatique • Supprimer les niches fiscales et avantages fiscaux accordés aux activités et industries polluantes (aviation, maritime, transport routier, agrocarburants) • Redistribuer de manière juste aux ménages et réinvestir dans la transition écologique 100% des recettes nouvelles de la fiscalité carbone 2. Créer un service public local de la rénovation énergétique des logements dans tous les territoires • Créer un guichet unique au niveau local pour accompagner les ménages dans leurs travaux de rénovation énergétique • Augmenter les aides publiques à la rénovation énergétique des logements pour atteindre au moins 700 000 rénovations performantes par an • Instaurer progressivement l'obligation de rénovation des passoires énergétiques pour le marché locatif 3. Donner la possibilité à toutes et tous de se déplacer plus proprement • Développer et accroître les investissements publics dans les transports durables : transports en commun, petites lignes ferroviaires, vélo • Rendre obligatoire auprès des entreprises le "forfait mobilité" (déplacements domicile-travail à vélo ou en co-voiturage) pour qu'il soit accessible à tous les salarié.e.s 4. Instaurer le droit à une alimentation saine et durable pour toutes et tous • Réorienter l'ensemble des subventions de la PAC d'un modèle agricole industriel vers un modèle d'agriculture écologique. • Soutien de l'Etat à une alimentation saine / bio et végétarienne, notamment dans la restauration collective et les cantines scolaires • 5. Développer massivement des énergies renouvelables • Développer les filières d'énergies renouvelables qui permettront de créer un nouveau tissu industriel, en particulier pour l'éolien en mer, et des revenus complémentaires pour les agriculteurs. • Fermer les centrales à charbon et des centrales nucléaires,

et instaurer des plans de reconversions professionnelles anticipées au niveau du bassin d'emplois, avec une programmation la plus en amont possible. 6. Mettre fin aux cadeaux aux grandes entreprises • Contraindre les entreprises dont l'Etat est actionnaire à sortir des énergies fossiles, à commencer par la fermeture planifiée des centrales à charbon détenues par EDF et ENGIE • Fin des soutiens publics aux énergies fossiles (AFD, Caisse des dépôts, subventions directes ou indirectes) • Mettre fin aux autorisations accordées aux grands projets climaticides et contraires à l'intérêt général : La Mède, Montagne d'Or, grands projets autoroutiers et aéroportuaires, Triangle de Gonesse, forages pétroliers • Imposer aux banques de sortir des énergies fossiles (transparence des financements, calendrier de sortie et alignement sur l'Accord de Paris) • Imposer aux multinationales ayant leur siège social en France d'aligner leurs activités sur les objectifs de l'Accord de Paris

Remettons notre nucléaire à l'honneur et ce sera parfait.

Je souhaiterai que jeter ses détritus, mégots de cigarettes, papiers ou autre disparaisse de nos villes. Que ce soit par l'éducation ou la répression. Ce serait déjà un début d'avoir des rues propres.

arrêter de nous faire croire que la voiture électrique est écologique, ne pas obligé les constructeur a fabriquer des model électrique mais leur imposé des investissemnt sur la recherche de vrai solution d'avenir

Suggestion : rendre obligatoire pour les cantines scolaires, colleges, lycees, restaurants universitaires les prodits bio et locaux

L'écologie et etre écologique devrait être enseigné dès le plus jeune age. Aujourd'hui «Etre écologique» représente un exception, une posture... C'est l'inverse qui devrait être remarqué. Nous devrions tous être élevé et éduqué dans le respecte de la nature et de l'environnement. Pour cela il faut avoir conscience dès le plus jeune age que nous sommes sur une planète vivante, qu'il nous faut la partager avec les autres espèces et la respecter. Il faut donc l'enseigner...

Les méthodes de culture raisonnables et la mise en place d'aide à la rénovation réfléchie des batiments anciens permettraient de créer un nombre d'emploi très important, motivant et difficilement délocalisable. Il y a la une source de ressources économiques et de cohésion sociale à ne pas négliger.

Oui. Pourquoi ne pas parler des changements qui devraient avoir lieu dans nos industries, nos supermarchés, nos lieux publics,... ? Pourquoi se limiter aux citoyens ? J'ai connu la fin des sac plastique en supermarché et je pense que ça a été une très bonne chose. Pourquoi ne pas continuer sur cette lancée pour aller vers une chute de la consommation de plastique au profit d'autres matériaux ? Pourquoi ne pas rendre nos lieux publics exemplaires en installant par exemple des systèmes de chauffage à énergie positive sur nos mairies, nos tribunaux, ... tous nos bâtiments publics ? En plus, cela permettrait peut-être à l'état de revendre cette énergie pour faire de nouvelles recettes... Ce n'est qu'un exemple, mais je pense que l'état français pourrait tirer profit d'une réflexion sur son rapport à l'environnement et la façon dont il peut transformer un problème en opportunité... Enfin, arrêtons de réduire la question écologique à une «transition» et rendons-nous compte que nous n'avons pas d'autres choix que de vivre en harmonie avec la nature. Il s'agit donc plus d'une vision à intégrer dans la tête de chacun et d'un projet à mener pour rendre cette vision concrète sur le long terme.

Supprimer les grandes surfaces. Le modèle est totalement contreproductif, il consistait à prendre sa voiture (à tiens ?) pour aller à un seul endroit où tous les camions (tiens ?) ont apporté tous les produits du monde (tiens ?) au plus bas prix, c'est à dire avec la plus forte productivité, au mépris total des conséquences sur l'emploi et l'environnement. Vous trouverez une manière élégante de le faire. Ne vous inquiétez pas pour le chômage créé, de tout façon les salariés de ces entreprises sont également sous payées et avec la richesse produite par ailleurs, il sera possible de transférer les collaborateurs sur un autre pan de l'économie créateur de valeur.

plus de contrôles voire d'interdiction des pesticides et donc la recherche urgente de produits alternatifs pour les agriculteurs, un vrai contrôle des plastiques et autres matériaux utilisés pour la fabrication des objets de notre quotidien

Il faut avoir conscience que la modification de notre quotidien vers une vie plus écologique est nécessaire mais reste toutefois minime par rapport à certains pays qui se refusent à aller vers cette transition écologique. Le fait de ne pas voir ses pays faire les efforts nécessaires, nous incitent peu à en faire de même dans notre quotidien.

Non

Pensons à nos enfants et petits enfants...

Développer des énergies parallèles, arrêt au plus vite des centrales nucléaires.

Télétravail ... moins de transport, plus d'efficacité

il FAUT GARDER NOS CENTRALES NUCLEAIRE PLUTOT QUE DES CENTRALES A CHARBON

Les lobbies sont au centre du débat seuls les consommateurs peuvent les faire changer .La société de consommation est malade de ses rejets , malade du peu de sens qu'elle donne à la vie .L espoir peux revenir de ce combat pour notre belle planête.

Il faut taxer les spéculations financières des banques sur les énergies non renouvelables et taxer les grandes entreprises qui tirent leurs profits de l'exploitation des énergies non renouvelables. Il faut baisser les taxes sur l'essence et réinvestir les taxes collectées ci dessus pour aider les particuliers à acquérir des véhicules moins polluants.

Obliger ou inciter à améliorer l'isolation des lieux d'habitation.

Les banques devraient pouvoir proposer des prêts à taux réduits pour tous les projets où il y'a une composante écologique.

les agriculteurs bio doivent être non imposables car d'utilité publique fondamentale

La transition ecologique se doit d'eduquer les personnes (changement des comportements) et de s'assurer de la mise en place de moyens de remplacezment (developpement de moyens de transports utilisables par tous et non centrés sur les seuls habitants des grandes villes) et non via des taxations penalisant les citoyens. Les gouvernements precedents ont encouragés l'achat de vehicules diesel et d'un coup on fait un matraquage fiscal sur le diesel qui n'est pas compresehensible. Beaucoup de de demagogie «ecolo» liée a une haine viscerale du nucleaire et des voitures alors que les basiques n'ont pas été faits (incitation pour amelioration des modes de chauffage et developpement des transports).

QU'ON ARRÊTE DE FAIRE UNE POLITIQUE DE PETITS PAS VOIRE DE FAUX-PAS. Mettre fin à la signature «en catimini» de traités internationaux (TAFTA, CETA, et autres) qui se fiche prodigieusement des contraintes environnementales.

non

En complément d'une sorte « d'éducation nationale de l'ecologi pour tous », pour que la transition écologique se réalise il faut trouver un juste milieu et plus de justice entre les différentes strates de la société : sinon nous serons tous condamnés (car il n'y pas encore de station vivable sur Mars). Chacun peut exercer ses missions mais dans des proportions raisonnées.

Oui : il est dommage d'orienter ce questionnaire seulement sur les utilisateurs / consommateurs / citoyens : je pense que les entreprises, le secteur privé, en tant que partenaire de l'Etat

et des collectivités territoriales, constituent des leviers qui permettraient d'accélérer la transition écologique ! il faut arrêter de penser que tout repose sur l'état et les pouvoirs publics : les collectivités territoriales avec la baisse drastique de la dotation globale de fonctionnement l'ont bien compris et s'appuie plus, et certainement mieux qu'avant, sur leurs partenaires privés ou associatifs.

L'obsolescence programmée , l'importation de produits de piètre qualité qui alimentent directement les déchetteries, les emballages des produits sont des sujets prioritaires surlesquels il faut travailler

diminuer le temps de travail au prorata du temps passé pour venir à vélo exemple : une personne qui ferait Une heure aller et une heure retour pour se rendre à sont travail verrait son temps de travail diminuer

Réduire le coût du logement en ville limitera les déplacements en voiture. Demander aux entreprises de favoriser le télétravail à domicile ou dans des espaces de co-working partagés avec d'autres entreprises.

Il faut en faire une priorité.

Ne pas chercher à traiter tous les sujets écologiques dans un même mouvement et l'assumer : faire le tri entre les sujets (ecologiques) relevant de la fin du monde et ceux de fins de mois. L'impact des eoliennes en mer sur l'écosystème marin ne me semble pas relever d'un problème de fin du monde par exemple.

Je suis très inquiète que nos gouvernants ne prennent pas cette urgence en compte en priorité

Je reprendrais à mon compte les propositions de la pétition L'Affaire du Siècle que j'ai signée. 1. Instaurer une fiscalité socialement juste au service de la lutte contre le changement climatique 2. Créer un service public local de la rénovation énergétique des logements dans tous les territoires 3. Donner la possibilité à toutes et tous de se déplacer plus proprement 4. Instaurer le droit à une alimentation saine et durable pour toutes et tous 5. Développer massivement des énergies renouvelables 6. Mettre fin aux cadeaux aux grandes entreprises

Le développement des industries écologiques: éoliennes, turbines au fil de l'eau,solaire, est le meilleur créateur d'emploi.

Pourquoi ne jamais agir et continuer cette politique de l'autruche avec des mesurettes ? Pourquoi des politiques court terme... Informer réellement sur les sujets et ne faire de la com comme la COP 21 ! Nos enfants et petits enfants prendrons de plein fouet les effets du réchauffement climatique. Le rôle de l'état n'est il pas de protéger les concitoyens ? Un perte complète de bon sens : Mieux s'alimenter = meilleure santé = baisse des dépenses de santé publique Mieux s'alimenter = mieux cultiver = favoriser la biodiversité = limiter l'érosion des sols Mieux s'alimenter = relocaliser = limiter les transports = limiter les émissions de gaz Mieux s'alimenter = relocaliser = favoriser l'emploi locale

La transition écologique doit s'accompagner de la lutte pour protéger la biodiversité qui assure le bon fonctionnement des écosystèmes, la destruction d'une espèce fragilise l'ensemble, elle représente aussi un intérêt économique (bois, alimentation, médicaments...), elle participe à la vie (production d'oxygène, pollinisation, épuration des eaux...)

On doit reduire nos consommations d'énergie à titre individuel , fortement limiter les énergies fossiles (charbon , petrole..) , mais pour faire face au defi de la planete avec des besoins exponentiels, le nucleaire , meme s'il presente d'autres problématiques lourdes , est une , voire la solution d'ampleur à impact nul sur l'emission de CO2 . la production d'energie renouvelable pour la plupart intermittente doit etre developpée mais ne suffira pas à l'echelle mondiale

- Lutte contre les entreprises pollueur - responsabilison les entreprises et le restent viendront - interdiction de déversé les déchets dans la nature sous peine d'une grosse amande - développer le zéro déchet - limitation voir suppression de plastique - interdiction de la maltraitance animal - Suppression totale des pesticide qui sont nocif et développer le bio

Ne favorisez pas trop la voiture électrique : le bilan énergétique et écologique global n'est pas bon. Ce n'est qu'un déplacement de pollution !

Produire de l'énergie verte solaire ou éolienne au niveau des immeubles en obligeant toute nouvelle construction a en produire

Plus de SENSIBILISATIONS!!! Informer de façon ludique. J'ai déjà entendu dire que 30% des problèmes dans une entreprise étaient des problèmes de communication. Je pense que cela se vérifie aussi sur ce sujet. Par exemple combien de personnes savent que de laisser un ordinateur branché (même s'il est éteint), cela consomme de l'énergie qui contribue à la pollution de la planète? Si on ne le sait pas, on ne va pas se dire qu'on pourrait changer (au moins un peu) cela au quotidien. J'étais la première «surprise» lorsque je l'ai appris. Je pense également qu'il faut axé l'innovation et les recherches liées à l'informatique et au numérique sur le cycle de vie que cela entraine (ex: l'énergie liée au stockage des données). Je pense aussi que c'est en travaillant sur des axes comme ceux-ci qu'on pourra se démarquer de la concurrence en alliant modernité et respect de l'environnement. On parle beaucoup de la révolution numérique et du fait qu'il faut développer cela en France. Si on travaille sur les 2 axes en même temps (même si ce n'est pas le plus simple), cela serait une formidable opportunité de se démarquer au niveau international. Cela serait notre valeur ajoutée et notre différenciation.

dans les résidences : lors du dépot de permis, obliger le promoteur à prévoir un local au niveau RdC pour mettre les vélos, trotinettes,... Actuellement, les garages vélos sont en sous sols, danc vols continuels, et pas sécurisant pour les enfants et les femmes.

pollution ville : limiter les constructions et arborer les espaces

Fin des préférences pour l'éolien et le photovoltaïque qui n'apportent rein sur les rejets de gaz carbonique et coutent très chers

Fin des privilèges pour éolien et photovoltaïque

Fin de la promotion dont aides à l'éolien et au photovoltaïque

Je pensais naïvement que la conscience écologique des jeunes générations serait plus forte et mieux documentée. Il n'en est rien. Il suffit de voir les emballages des fast food, les mégots de cigarettes et les cannettes de boisson qui sont jetées dans la nature pour s'en rendre compte. Il faut absolument que l'éducation nationale et les parents s'approprient cette problématique afin que les choses commencent enfin à changer.

Il faut également que l'état communique et favorise la production de produits locaux, quitte à mettre en place des ateliers collectifs de culture de fruits et légumes. Je suis membre d'une association où nous cultivons 1 hectare et fournissons des légumes toutes l'année pour 110 familles. Tout ceci dans un rayon de 15 km autour de nos domiciles, hormis dans les mégalopoles, ces initiatives doivent être facilitées et promues.

S'adapter au changement climatique, car il est malheureusement déjà trop tard... L'inertie de notre planète est telle qu'aucun changement de mode de Société même drastique ne pourra tous nous sauver. Et comme l'ont déjà dit certains, mise en place d'une politique de gestion des natalités au niveau international : trop d'humains sur notre planète bleue

La transition pour une énergie décarbonée L'objectif essentiel et prioritaire de notre politique énergétique devrait être le retour

progressif à zéro de l'emploi des combustibles fossiles que sont le charbon, le pétrole et le gaz, qui, à ce jour assurent 47 % de notre production (44 % par le nucléaire et 9% par les renouvelables). En France, compte tenu de la première transition énergétique, faite dans les années 80/90, nous sommes déjà pratiquement sortis du charbon, lorsque le nucléaire l'a remplacé dans la production d'électricité, un premier pas significatif vers la décarbonatation de l'énergie. Ceci permet d'affirmer que la France est un modèle à suivre, au sein des pays développés, pour limiter les rejets de gaz carbonique et répondre au défi climatique. Ainsi à titre d'exemple significatif, chaque français émet environ 2 fois moins de gaz carbonique que chaque allemand. Mais certains, ne veulent pas le reconnaitre, en ont honte, et voudraient sortir du nucléaire, ou s'en écarter au maximum. Maintenant pour aller plus loin, dans la transition énergétique à venir, il reste à sortir du pétrole, en agissant sur la mobilité et à sortir du gaz en agissant sur le chauffage, que celui-ci soit résidentiel, ou industriel et finir la sortie du charbon, ce qui est déjà bien entamé. Recommandations intermédiaires - En première étape, viser la réduction par 4 de l'emploi des combustibles fossiles d'ici 2050 et aboutir à zéro emploi pour la fin du siècle. - Ceci doit reposer sur un renforcement de la place de l'électricité décarbonée, dont celle produite par le nucléaire. Cette mutation, fin du pétrole et du gaz naturel dans les secteurs de consommation de mobilité et du résidentiel doit déjà reposer sur des économies d'énergies, en distinguant les aspects sobriété et efficacité, et ensuite sur un basculement des usages restant à satisfaire vers des sources d'énergie décarbonée. Si en premier il faut noter l'importance des économies d'énergie, et que sobriété et efficacité, sur lesquelles elles reposent, atteignent vite leurs limites potentielles. Pour la sobriété, la limite est liée à son acceptabilité sociale, si l'on considère les efforts demandés, voire imposés à chacun, en un mot « se serrer la ceinture ». Parmi ces réticences, on peut noter par exemple les fortes limitations des températures dans les logements, (faudrait-il baisser de 2 à 3 ° C en moyenne, sujet sensible avec le vieillissement de la population), la limitation des surfaces par habitant (certains préconisent la cohabitation obligatoire ou quasiment imposée pour les veufs et veuves... !). Des limites existent aussi pour l'efficacité, sous les aspects faisabilité et coût. En effet l'adage répété, selon lequel « l'économie d'énergie ne coûte rien », s'avère très discutable et même souvent erroné. Les économies d'énergies, comme celles liées à l'isolation, imposent souvent des investissements à rembourser, qui très vite ne sont pas compensés par les moindres dépenses en combustibles, pas de retour sur investissement, avant des dizaines d'années. Un tri s'impose : où mettre l'argent disponible, ou empruntable, tant au niveau individuel qu'étatique, via les aides. Recommandations intermédiaires - Si dans tous les cas, s'il faut bien passer par des économies d'énergies, ne pas se donner des objectifs irréalistes et financièrement insupportables, comme la réduction de 50 % de la consommation finale d'ici 2050, prévue dans la loi sur la transition Energétique de 2014, (avec objectif intermédiaire de 20 % en 2030). Il n'y a pas de lien direct entre la réduction d'un facteur 4 des rejets et la réduction de consommation. Le débat DNTE a montré que dans la gamme d'environ 25 % de réduction, il y avait des scénarios réalistes (voir les scénarios classé DEC (pour décarbonatation), répondant à moindre coût, à la réduction des rejets de gaz carbonique, non utopiques comme ceux classés SOB (pour Sobriété) - La réglementation thermique reste toujours essentielle dans la réduction des consommations, mais la dernière RT 2012 manque totalement la cible de réduction des rejets de gaz carbonique. En imposant des limites et modes de calculs nouveaux par rapport aux versions précédentes, elle favorise le gaz naturel, source de rejets de gaz à effet de serre, au détriment d'une électricité décarbonée. Il faut revoir cette RT en remplaçant les critères énergie primaire, qui ne reflètent en rien la priorité écologique et climatique, par des critères basés sur les rejets de gaz à effet de serre. - Au niveau des aides étatiques, en sachant qu'elles ne peuvent globalement qu'être limitées (pensons à nos budgets, à notre dette...) l'accent devrait être mis sur celles destinées aux économies d'énergie dans l'isolation des logements des seuls budgets très modestes. Parmi les sources décarbonées, il faut distinguer celles dites thermiques, et celles qui passent par le vecteur électricité, deux domaines totalement différents. Les sources thermiques, comme la biomasse, le solaire thermique (comme celui utilisé pour l'eau chaude sanitaire, à ne pas confondre avec le solaire photovoltaïque), la géothermie (dont celle géo-solaire de chauffage en liaison avec les pompes à chaleur électriques), doivent être développées. Recommandation intermédiaire - Si des aides ont déjà été largement distribuées pour favoriser des sources renouvelables thermiques, comme pour le sujet des économies d'énergie, elles doivent être désormais réservées aux seuls foyers très modestes A côté du développement de ces sources d'énergies thermiques renouvelables, l'accent doit donc être mis sur l'électricité décarbonée basée sur un mix équilibré et économique, incluant les renouvelables électriques et le nucléaire. Recommandations intermédiaires - Il est trop souvent retenu d'étendre l'objectif de limitation et réduction au vecteur électricité. Or l'objectif de baisse des rejets de gaz carbonique, peut être compatible avec une forte augmentation de la consommation d'électricité, dans la mesure où celle-ci est décarbonée, comme la France l'a démontré en sortant du charbon. - A l'avenir, le développement de la mobilité électrique, à la place du pétrole (transports en commun électriques, la voiture électrique ou hybride rechargeable) et le remplacement du fuel et du gaz dans le chauffage de l'habitat (chauffage électrique et pompes à chaleur), conduisent à plus d'électricité. Les renouvelables électriques reposent sur l'hydraulique, l'éolien et le photovoltaïque, Il est clair que l'hydraulique a atteint quasiment ses limites, et ne peut faire plus faire l'objet d'accroissement significatif, nos anciens ayant déjà pratiquement tout fait dans les sites possibles. Donc si un plus est à prévoir, il doit reposer sur deux sources qui dépendant de la nature (soleil ou vent), de ses lois et ses caprices, doivent faire face aux inconvénients majeurs associés à leurs variabilités ou intermittences. Sources dites fatales, peu ou pas adaptables, elles peuvent en produire trop, lorsqu'on n'en a pas besoin et à l'opposé être quasiment absentes lorsqu'on en a besoin (évident à la tombée de la nuit pas de soleil et si période anticyclonique pas de vent, au total quasi zéro électricité). Globalement, l'ensemble éolien et photovoltaïque ne produit qu'une fraction du temps, en énergie environ le quart et il faut prévoir des moyens de substitution pour la majorité du temps, sauf si les technologies de stockage se développent. Les moyens de stockage reposent à ce jour sur les STEP (stockage/pompage hydraulique) et là aussi pratiquement tout à déjà été fait, merci à nos anciens. Il faut impérativement compter sur les autres moyens de production existants pour s'adapter. Ainsi, même si l'ensemble éolien et photo voltaïque ne représente qu'environ 7 % de l'énergie produite et 20 % de la puissance installée (cet écart d'un facteur 3 entre les deux pourcentages traduit le faible facteur de charge de ces sources et leur aspect variabilité) le nucléaire doit, avec les fossiles, déjà adapter sa puissance aux grès des variations de la nature et des besoins des utilisateurs. Recommandations intermédiaires - Faute de développement à grande échelle de nouveaux moyens de stockage, à coûts supportables, dont les batteries, augmenter fortement la part de ces renouvelables électriques, va multiplier les centrales gaz, allant tout à fait à l'encontre de l'objectif de réduction des rejets de gaz carbonique et la sortie du gaz naturel, après celle du charbon. - Ou paradoxe, faut- il prévoir un accroissement de l'adaptabilité des centrales nucléaire au suivi réseau ? Ceci aura

un coût, car une baisse de charge de production, pour le même investissement en puissance installée donne moins de production. Avec les mêmes dépenses d'exploitation, le seul gain économique repose sur la baisse de consommation combustible. Mais comme celui-ci ne représente que 8.5 % du coût total du MWh, le gain est négligeable. - Indépendamment de ceci, l'aspect surcoût de l'ensemble éolien et photovoltaïque apparaît déjà dans nos factures d'électricité via la CSPE. Comment faire payer aux consommateurs d'une électricité déjà décarbonée à majorité nucléaire et hydraulique, le surcoût de sources, sans aucun effet positif sur la réduction des rejets de gaz carbonique. - Il est urgent d'arrêter des subventionner indirectement via les obligations d'achat de l'électricité éolienne et photovoltaïque. - Une mention spécifique doit être faite pour l'éolien off-shore, avec les signatures à venir de nouveaux engagements ruineux. Mettre fin à ce type d'engagement avant d'avoir une vision claire sur les surcoûts et notamment celui de la tonne de carbone évitée. - Quant à l'éolien en terre, il serait temps de prendre en compte ses nuisances et notamment revenir sur la loi qui limite à 500 mètres la distance entre les éoliennes et l'habitat. Il faut rappeler les recommandations de l'Académie de Médecine, qui, dès 2005, avait demandé qu'à titre conservatoire soit suspendue la construction des éoliennes d'une puissance supérieure à 2,5 MW situées à moins de 1 500 mètres des habitations. Les éoliennes sont de plus en plus grandes, hautes et rien ne change sur les distances réglementaires. Sur la base du passé et de l'exemple de la sortie du charbon, avec le développement de l'électricité nucléaire, il faut maintenant regarder sans dogmatisme le nucléaire. La loi de 2014, prévoit de réduire la part du nucléaire à 50 % d'ici 2025, et de limiter la capacité installée à 63.2 GW. Cette part du nucléaire était de 77 % (437/568 TWh) en 2015 mesurée en énergie produite, et de 49 % (63/128 GW) mesurée en puissance installée. Quelles sont les raisons de cet accent restrictif mis sur le nucléaire, si ce n'est un ancien accord préélectoral de l'ancien président, pour l'arrêt de Fessenheim, avant fin de son mandat. ? Mais très vite, la possibilité de respecter l'échéance 2025 pour les 50 % a déjà été reconnue infaisable pour le nouveau gouvernement, selon les déclarations du ministre de l'écologie en novembre 2018 : « Je préfère le réalisme et la sincérité à la mystification...Si on veut maintenir la date de 2025 pour ramener le nucléaire à 50 %, ça se fera au détriment de nos objectifs climatiques. » La nouvelle date n'est pas formellement annoncée, par le gouvernement mais apparaît devoir être 2035, selon le dernier projet PPE. Il n'a pas fallu longtemps pour reconnaître, que la loi de 2014 était irréaliste, infaisable, Mais en parallèle la limitation à 63.2 GW, n'est pas remise en cause, et cela devrait se traduire par l'arrêt des 2 tranches de Fessenheim, dès le démarrage à venir du premier EPR en France, celui de Flamanville. Comment peut-on se priver d'un moyen de production décarbonée, sous le prétexte fallacieux, qu'après 40 ans de vie l'investissement est amorti. Ceci est peut-être financièrement avéré, mais, n'ont pas été amortis lors de 40 ans de vie, les transitoires, sollicitations qui avaient été spécifiés lors des études. Il y a des marges de dimensionnement que révèle la vie réelle, avec moins de sollicitations, donc possibilité d'augmenter la durée de vie. Les inspections faites sous contrôle de l'Autorité indépendante de Sûreté confirment le parfait état et capacité de faire au moins plus 10 ans, voire dix de plus, sujet à traiter par tranche de 10 ans, selon la réglementation française. Rien n'interdit de s'orienter vers des prolongations techniques substantielles, comme toutes celles déjà autorisées aux USA, sur cette même technologie jusqu'à 60 ans, pour pratiquement tous les réacteurs, en sachant que des études sont en cours pour préparer la prolongation à 80 ans. Nous prônons l'économie circulaire, le maintien en vie des appareils, la réparabilité, la maintenance, et l'une des premières actions significatives gouvernementale va dans le sens opposé. Cette première action à venir, d'arrêt non justifié, va donc voir augmenter les rejets de gaz carbonique. On voit où le dogmatisme antinucléaire conduit. Cette constatation s'applique tout autant, dans les 10 ou 20 ans à venir, avec l'objectif, dit des 50 %. Ceci pourrait conduire à arrêter de nombreuses tranches, toujours aptes à répondre aux impératifs de sureté, dans la mesure de l'accord cas par cas de l'Autorité de Sureté. Que d'argent perdu, en mettant ainsi à la ferraille des machines aptes à répondre aux besoins. Va-t-on pour répondre aux besoins d'électricité, devoir investir dans ces machines qui ne répondant qu'aux aléas de la nature, imposent des moyens de secours ruineux, ou basé sur du gaz naturel. Adieu à l'objectif réduction des rejets de gaz à effet de serre ! Avons-nous tant d'argent en caisse, pour nous permettre de répondre à ces décisions dogmatiques, sur le seul nucléaire et les limites à 50 % et à 63.2 GW ? Le débat DNTE a montré qu'en dehors des trajectoires SOB (Sobriété) et EFF (Efficacité), qui reposent sur des fortes réductions des besoins (au-delà de moins 50 % par habitant) soit restriction et décroissance, il existait une trajectoire DEC (Décarbonée) plus supportable socialement et économiquement, mais cette trajectoire n'imposait pas de limite sue le nucléaire, les seuls critères étant priorité effet de serre, l'indépendance énergétique et le coût.. Pour notre pays endetté, en pensant pouvoir d'achat et priorité nationale, le gouvernement se doit de limiter des dépenses, supprimer celles inutiles et à mieux répartir les aides. Sur la base d'une situation énergétique déjà peu carbonée, dans la production électrique, il faut se concentrer sur les sources renouvelables thermiques (biomasse, solaire thermique et non électrique, géothermie) en substitution aux combustibles fossiles, en particulier stop au gaz et donc revoir la RT 2012. Il faut aider les isolations des logements mais uniquement pour les foyers très modestes. Et arrêtons les aides aux sources d'électricité comme l'éolien et le photovoltaïque, qui n'apportent rien de plus dans la lutte pour le climat, en reposant en plus sur des importations dont celles venant de Chine.

La transition pour une énergie décarbonée L'objectif essentiel et prioritaire de notre politique énergétique devrait être le retour progressif à zéro de l'emploi des combustibles fossiles que sont le charbon, le pétrole et le gaz, qui, à ce jour assurent 47 % de notre production (44 % par le nucléaire et 9% par les renouvelables). En France, compte tenu de la première transition énergétique, faite dans les années 80/90, nous sommes déjà pratiquement sortis du charbon, lorsque le nucléaire l'a remplacé dans la production d'électricité, un premier pas significatif vers la décarbonatation de l'énergie. Ceci permet d'affirmer que la France est un modèle à suivre, au sein des pays développés, pour limiter les rejets de gaz carbonique et répondre au défi climatique. Ainsi à titre d'exemple significatif, chaque français émet environ 2 fois moins de gaz carbonique que chaque allemand. Mais certains, ne veulent pas le reconnaitre, en ont honte, et voudraient sortir du nucléaire, ou s'en écarter au maximum. Maintenant pour aller plus loin, dans la transition énergétique à venir, il reste à sortir du pétrole, en agissant sur la mobilité et à sortir du gaz en agissant sur le chauffage, que celui-ci soit résidentiel, ou industriel et finir la sortie du charbon, ce qui est déjà bien entamé. Recommandations intermédiaires - En première étape, viser la réduction par 4 de l'emploi des combustibles fossiles d'ici 2050 et aboutir à zéro emploi pour la fin du siècle. - Ceci doit reposer sur un renforcement de la place de l'électricité décarbonée, dont celle produite par le nucléaire. Cette mutation, fin du pétrole et du gaz naturel dans les secteurs de consommation de mobilité et du résidentiel doit déjà reposer sur des économies d'énergies, en distinguant les aspects sobriété et efficacité, et ensuite sur un basculement des usages restant à satisfaire vers des sources d'énergie décarbonée. Si en premier il faut noter l'importance des économies d'énergie, et que sobriété et efficacité, sur lesquelles elles reposent, at-

teignent vite leurs limites potentielles. Pour la sobriété, la limite est liée à son acceptabilité sociale, si l'on considère les efforts demandés, voire imposés à chacun, en un mot « se serrer la ceinture ». Parmi ces réticences, on peut noter par exemple les fortes limitations des températures dans les logements, (faudrait-il baisser de 2 à 3 ° C en moyenne, sujet sensible avec le vieillissement de la population), la limitation des surfaces par habitant (certains préconisent la cohabitation obligatoire ou quasiment imposée pour les veufs et veuves... !). Des limites existent aussi pour l'efficacité, sous les aspects faisabilité et coût. En effet l'adage répété, selon lequel « l'économie d'énergie ne coûte rien », s'avère très discutable et même souvent erroné. Les économies d'énergies, comme celles liées à l'isolation, imposent souvent des investissements à rembourser, qui très vite ne sont pas compensés par les moindres dépenses en combustibles, pas de retour sur investissement, avant des dizaines d'années. Un tri s'impose : où mettre l'argent disponible, ou empruntable, tant au niveau individuel qu'étatique, via les aides. Recommandations intermédiaires - Si dans tous les cas, s'il faut bien passer par des économies d'énergies, ne pas se donner des objectifs irréalistes et financièrement insupportables, comme la réduction de 50 % de la consommation finale d'ici 2050, prévue dans la loi sur la transition Energétique de 2014, (avec objectif intermédiaire de 20 % en 2030). Il n'y a pas de lien direct entre la réduction d'un facteur 4 des rejets et la réduction de consommation. Le débat DNTE a montré que dans la gamme d'environ 25 % de réduction, il y avait des scénarios réalistes (voir les scénarios classé DEC (pour décarbonatation), répondant à moindre coût, à la réduction des rejets de gaz carbonique, non utopiques comme ceux classés SOB (pour Sobriété) - La réglementation thermique reste toujours essentielle dans la réduction des consommations, mais la dernière RT 2012 manque totalement la cible de réduction des rejets de gaz carbonique. En imposant des limites et modes de calculs nouveaux par rapport aux versions précédentes, elle favorise le gaz naturel, source de rejets de gaz à effet de serre, au détriment d'une électricité décarbonée. Il faut revoir cette RT en remplaçant les critères énergie primaire, qui ne reflètent en rien la priorité écologique et climatique, par des critères basés sur les rejets de gaz à effet de serre. - Au niveau des aides étatiques, en sachant qu'elles ne peuvent globalement qu'être limitées (pensons à nos budgets, à notre dette...) l'accent devrait être mis sur celles destinées aux économies d'énergie dans l'isolation des logements des seuls budgets très modestes. Parmi les sources décarbonées, il faut distinguer celles dites thermiques, et celles qui passent par le vecteur électricité, deux domaines totalement différents. Les sources thermiques, comme la biomasse, le solaire thermique (comme celui utilisé pour l'eau chaude sanitaire, à ne pas confondre avec le solaire photovoltaïque), la géothermie (dont celle géo-solaire de chauffage en liaison avec les pompes à chaleur électriques), doivent être développées. Recommandation intermédiaire - Si des aides ont déjà été largement distribuées pour favoriser des sources renouvelables thermiques, comme pour le sujet des économies d'énergie, elles doivent être désormais réservées aux seuls foyers très modestes A côté du développement de ces sources d'énergies thermiques renouvelables, l'accent doit donc être mis sur l'électricité décarbonée basée sur un mix équilibré et économique, incluant les renouvelables électriques et le nucléaire. Recommandations intermédiaires - Il est trop souvent retenu d'étendre l'objectif de limitation et réduction au vecteur électricité. Or l'objectif de baisse des rejets de gaz carbonique, peut être compatible avec une forte augmentation de la consommation d'électricité, dans la mesure où celle-ci est décarbonée, comme la France l'a démontré en sortant du charbon. - A l'avenir, le développement de la mobilité électrique, à la place du pétrole (transports en commun électriques, la voiture électrique ou hybride rechargeable) et le remplacement du fuel et du gaz dans le chauffage de l'habitat (chauffage électrique et pompes à chaleur), conduisent à plus d'électricité. Les renouvelables électriques reposent sur l'hydraulique, l'éolien et le photovoltaïque, Il est clair que l'hydraulique a atteint quasiment ses limites, et ne peut faire plus faire l'objet d'accroissement significatif, nos anciens ayant déjà pratiquement tout fait dans les sites possibles. Donc si un plus est à prévoir, il doit reposer sur deux sources qui dépendant de la nature (soleil ou vent), de ses lois et ses caprices, doivent faire face aux inconvénients majeurs associés à leurs variabilités ou intermittences. Sources dites fatales, peu ou pas adaptables, elles peuvent en produire trop, lorsqu'on n'en a pas besoin et à l'opposé être quasiment absentes lorsqu'on en a besoin (évident à la tombée de la nuit pas de soleil et si période anticyclonique pas de vent, au total quasi zéro électricité). Globalement, l'ensemble éolien et photovoltaïque ne produit qu'une fraction du temps, en énergie environ le quart et il faut prévoir des moyens de substitution pour la majorité du temps, sauf si les technologies de stockage se développent. Les moyens de stockage reposent à ce jour sur les STEP (stockage/pompage hydraulique) et là aussi pratiquement tout à déjà été fait, merci à nos anciens. Il faut impérativement compter sur les autres moyens de production existants pour s'adapter. Ainsi, même si l'ensemble éolien et photo voltaïque ne représente qu'environ 7 % de l'énergie produite et 20 % de la puissance installée (cet écart d'un facteur 3 entre les deux pourcentages traduit le faible facteur de charge de ces sources et leur aspect variabilité) le nucléaire doit, avec les fossiles, déjà adapter sa puissance aux grès des variations de la nature et des besoins des utilisateurs. Recommandations intermédiaires - Faute de développement à grande échelle de nouveaux moyens de stockage, à coûts supportables, dont les batteries, augmenter fortement la part de ces renouvelables électriques, va multiplier les centrales gaz, allant tout à fait à l'encontre de l'objectif de réduction des rejets de gaz carbonique et la sortie du gaz naturel, après celle du charbon. - Ou paradoxe, faut- il prévoir un accroissement de l'adaptabilité des centrales nucléaire au suivi réseau ? Ceci aura un coût, car une baisse de charge de production, pour le même investissement en puissance installée donne moins de production. Avec les mêmes dépenses d'exploitation, le seul gain économique repose sur la baisse de consommation combustible. Mais comme celui-ci ne représente que 8.5 % du coût total du MWh, le gain est négligeable. - Indépendamment de ceci, l'aspect surcoût de l'ensemble éolien et photovoltaïque apparaît déjà dans nos factures d'électricité via la CSPE. Comment faire payer aux consommateurs d'une électricité déjà décarbonée à majorité nucléaire et hydraulique, le surcoût de sources, sans aucun effet positif sur la réduction des rejets de gaz carbonique. - Il est urgent d'arrêter des subventionner indirectement via les obligations d'achat de l'électricité éolienne et photovoltaïque. - Une mention spécifique doit être faite pour l'éolien off-shore, avec les signatures à venir de nouveaux engagements ruineux. Mettre fin à ce type d'engagement avant d'avoir une vision claire sur les surcoûts et notamment celui de la tonne de carbone évitée. - Quant à l'éolien en terre, il serait temps de prendre en compte ses nuisances et notamment revenir sur la loi qui limite à 500 mètres la distance entre les éoliennes et l'habitat. Il faut rappeler les recommandations de l'Académie de Médecine, qui, dès 2005, avait demandé qu'à titre conservatoire soit suspendue la construction des éoliennes d'une puissance supérieure à 2,5 MW situées à moins de 1 500 mètres des habitations. Les éoliennes sont de plus en plus grandes, hautes et rien ne change sur les distances réglementaires. Sur la base du passé et de l'exemple de la sortie du charbon, avec le développement de l'électricité nucléaire, il faut maintenant regarder sans dogmatisme le nucléaire. La loi de 2014, prévoit de réduire la part du nucléaire à 50 % d'ici 2025, et de limiter la capacité installée à

63.2 GW. Cette part du nucléaire était de 77 % (437/568 TWh) en 2015 mesurée en énergie produite, et de 49 % (63/128 GW) mesurée en puissance installée. Quelles sont les raisons de cet accent restrictif mis sur le nucléaire, si ce n'est un ancien accord préélectoral de l'ancien président, pour l'arrêt de Fessenheim, avant fin de son mandat. ? Mais très vite, la possibilité de respecter l'échéance 2025 pour les 50 % a déjà été reconnue infaisable pour le nouveau gouvernement, selon les déclarations du ministre de l'écologie en novembre 2018 : « Je préfère le réalisme et la sincérité à la mystification...Si on veut maintenir la date de 2025 pour ramener le nucléaire à 50 %, ça se fera au détriment de nos objectifs climatiques. » La nouvelle date n'est pas formellement annoncée, par le gouvernement mais apparaît devoir être 2035, selon le dernier projet PPE. Il n'a pas fallu longtemps pour reconnaître, que la loi de 2014 était irréaliste, infaisable, Mais en parallèle la limitation à 63.2 GW, n'est pas remise en cause, et cela devrait se traduire par l'arrêt des 2 tranches de Fessenheim, dès le démarrage à venir du premier EPR en France, celui de Flamanville. Comment peut-on se priver d'un moyen de production décarbonée, sous le prétexte fallacieux, qu'après 40 ans de vie l'investissement est amorti. Ceci est peut-être financièrement avéré, mais, n'ont pas été amortis lors de 40 ans de vie, les transitoires, sollicitations qui avaient été spécifiés lors des études. Il y a des marges de dimensionnement que révèle la vie réelle, avec moins de sollicitations, donc possibilité d'augmenter la durée de vie. Les inspections faites sous contrôle de l'Autorité indépendante de Sûreté confirment le parfait état et capacité de faire au moins plus 10 ans, voire dix de plus, sujet à traiter par tranche de 10 ans, selon la réglementation française. Rien n'interdit de s'orienter vers des prolongations techniques substantielles, comme toutes celles déjà autorisées aux USA, sur cette même technologie jusqu'à 60 ans, pour pratiquement tous les réacteurs, en sachant que des études sont en cours pour préparer la prolongation à 80 ans. Nous prônons l'économie circulaire, le maintien en vie des appareils, la réparabilité, la maintenance, et l'une des premières actions significatives gouvernementale va dans le sens opposé. Cette première action à venir, d'arrêt non justifié, va donc voir augmenter les rejets de gaz carbonique. On voit où le dogmatisme antinucléaire conduit. Cette constatation s'applique tout autant, dans les 10 ou 20 ans à venir, avec l'objectif, dit des 50 %. Ceci pourrait conduire à arrêter de nombreuses tranches, toujours aptes à répondre aux impératifs de sureté, dans la mesure de l'accord cas par cas de l'Autorité de Sureté. Que d'argent perdu, en mettant ainsi à la ferraille des machines aptes à répondre aux besoins. Va-t-on pour répondre aux besoins d'électricité, devoir investir dans ces machines qui ne répondant qu'aux aléas de la nature, imposent des moyens de secours ruineux, ou basé sur du gaz naturel. Adieu à l'objectif réduction des rejets de gaz à effet de serre ! Avons-nous tant d'argent en caisse, pour nous permettre de répondre à ces décisions dogmatiques, sur le seul nucléaire et les limites à 50 % et à 63.2 GW ? Le débat DNTE a montré qu'en dehors des trajectoires SOB (Sobriété) et EFF (Efficacité), qui reposent sur des fortes réductions des besoins (au-delà de moins 50 % par habitant) soit restriction et décroissance, il existait une trajectoire DEC (Décarbonée) plus supportable socialement et économiquement, mais cette trajectoire n'imposait pas de limite sue le nucléaire, les seuls critères étant priorité effet de serre, l'indépendance énergétique et le coût.. Pour notre pays endetté, en pensant pouvoir d'achat et priorité nationale, le gouvernement se doit de limiter des dépenses, supprimer celles inutiles et à mieux répartir les aides. Sur la base d'une situation énergétique déjà peu carbonée, dans la production électrique, il faut se concentrer sur les sources renouvelables thermiques (biomasse, solaire thermique et non électrique, géothermie) en substitution aux combustibles fossiles, en particulier stop au gaz et donc revoir la RT 2012. Il faut aider les isolations des logements mais uniquement pour les foyers très modestes. Et arrêtons les aides aux sources d'électricité comme l'éolien et le photovoltaïque, qui n'apportent rien de plus dans la lutte pour le climat, en reposant en plus sur des importations dont celles venant de Chine.

---

taxer les entreprises qui utilisent de l'huile de palme dans leurs produits et qui contribuent à la déforestation, des marques bien connu qui commercialise une pate à tartiner ou des chocolats pour les enfants devraient payer une taxe à la france et cet argent pourrait servir à nous aider à rouler en électrique et donc moins polluer l'atmosphère.

Le nucleaire ne sauvera pas le climat. Nos terroirs (fromages, vins, produits agricoles...), notre tourisme, tous ces investissements et savoir-faire seront reduits a neant lorsqu'un accident nucleaire aura eu lieu. Plus personne n'achetera nos produits ou ne viendra visiter nos regions. Le risque est bien trop grand et nous n'avons ni les moyens humains ou financiers d'y faire face.

L'écologie est un chemin qui demande un apprentissage et des connaissances, il faut investir a tous les âges dans la formation gratuite, ludique et volontaire

---

Ne pas hésiter à prendre des mesures fortes. Je suis pour la taxation de l'essence et diesel et encore plus du kérosène etc..., quitte pour les entreprises à aider les personnes pour les déplacements domicile travail uniquement qui ont peu de revenus. On doit aider aussi les agriculteurs à s'organiser pour ne plus subir la pression des grandes entreprises d'agro alimentaires en recensant les bonnes pratiques. Il faut aussi interdire les pesticides progressivement et moins taxer le bio et les produits locaux à condition qu'ils soient français. Relocaliser des tas de produits qu'on ne fabrique plus en France ou au moins en Europe.

VITE VITE VITE il est plus qu'urgent de mettre en place l'agriculture BIO généralisé, la suppression du fuel pour le chauffage et la suppression du diesel généralisé

En suivi du titre, si toutes les maisons adoptent un toit solaire, cela assurera un premier niveau d'autonomie énergétique propre par foyer.

Contrôler le mode de gestion des déchets des entreprises, car ce sont les plus gros pollueurs et tant qu'il n'y a pas d'incitation fiscale ni de pénalités, trop peu de chefs d'entreprise vont allouer du temps et du budget pour produire plus propre et plus respectueux. Engager une discussion européenne voire mondiale sur la surproduction qui est générale et dans tous les domaines d'activité.

---

réduire la consommation liée a l'éclairage public et PUBLICITAIRE en milieu de nuit

---

- Arrêter avec les injonctions contradictoires du genre : roulez électrique pour sauver la planète, et «en même temps» fermez les centrales thermiques et nucléaires qui produisent le nouveau carburant qu'est l'électricité - En finir avec l'écologie punitive : des interdictions et des taxes pour seules propositions - La France et l'Europe ne peuvent pas maintenir l'emploi et un haut niveau de vie sans une industrie et une agriculture fortes. Les innovations technologiques et les stratégies industrielles domaine par domaine doivent être les priorités de l'état. En temps de paix, la priorité absolue d'un gouvernement est de développer, faciliter voire créer l'activité économique (i.e. dans les secteurs identifiés comme stratégiques), et non de l'entraver. Emploi et balance commerciale sont les deux préoccupations majeures, que seuls les produits et services à forte valeur ajoutée peuvent aider. - Cesser de se tirer des balles dans le pied au niveau européen et français, avec des réglementations et normalisations trop complexes (quand elles ne sont pas contradictoires ou absurdes), tatillonnes, et déresponsabilisantes. Un grand nettoyage s'impose. Revenir à l'essentiel. - Que l'Europe s'occupe

de gagner des marchés à l'export, de développer la R&D et les innovations, de défendre son industrie et son agriculture dans la guerre économique mondiale, et qu'elle arrête de se pénaliser toute seule avec ses propres règlements internes.

Transition écologique Lancer une politique publique de grands travaux pour assurer la transition écologique. Subventionner prioritairement l'agriculture biologique. Éliminer le glyphosate en 3 ans. Remplacer les aides fondées sur la surface ou sur le nombre d'animaux par des aides à la personne, avec garantie d'un revenu minimum. Garantir les prix agricoles pour favoriser l'agriculture de proximité, les circuits courts et les Amap (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne). Développer les différents types d'énergie renouvelable en changeant radicalement de trajectoire de développement de la production d'énergie Financer ce développement avec le budget des futures centrales nucléaires Ne pas permettre à des lobbys locaux d'empêcher l'installation d'éoliennes pour empêcher leur installation des raisons « esthétiques » Arrêter la bétonisation des surfaces agricoles : voir le centre d'activités au nord de Paris Taxer le carburant aviation

Encourager à la sobriété Eviter les sur-emballages Lutter contre l'obscolescence programmée

Nous exigeons de la transparence sur les aides de l 'europe, sur le budget des collectivités. Donner les moyens à tous les citoyens de réaliser cette transition écologique.

Possibilité de faire des sensibilisations à l'école avec les enfants sur leur mode de vie, consommation pour mieux comprendre les problématiques

Une grande partie de la pollution aérienne est à mettre sur le compte du transport de fret sur les rocades ou périphériques constamment saturés pare-chocs contre pare-chocs et les industries qui émettent des rejets en permanence dans l'atmosphère. Une réglementation plus sévère, voire la restauration de la taxe carbone pour la circulation de transtert devrait être envisagée.

ras

Imposer une taxation des emballages et une garantie 10 ans sur les produits

Je trouve inadmissible la façon avec laquelle on reproche aux automobilistes de ne pas faire suffisamment d'effort pour opter en faveur des voiture propres alors que le prix des hybrides, des véhicules électriques est absolument exorbitant. C'est comme reprocher aux gens modestes de ne pas partir en vacance au club med ! J'ai voulu changer de voiture et j'ai regardé les prix des hybrides : c'était plus de 25% plus cher ! La Zoe coute un prix siderant pour ce que c'est comme voiture. Il faut savoir si on veut faire basculer massivement le parc de voitures dans l'électrique : cela ne se fera pas tant que les prix resteront si élevés. Accessoirement, cette question pose celle du Nucléaire dans notre approvisionnement énergétique : le paradoxe, voir la contradiction, sont absolument majeurs sur ce point. Ce ne sont pas les energies renouvelables qui permettront de répondre aux besoinx si le parc automobile en France passe à l'électrique. Le politique doit avoir le courage de le dire.

Oui, il faut maintenir le nucléaire et arrêter de donner en permanence et seulement la parole à ceux qui y sont opposés. Il faut nucléaire et renouvelable

Jardins ouvriers. Circuits courts Maisons autonomes en énergie Ferroutage Taxation plus forte des transports de marchandises sur longue distance.

Fiscalité et dépense publique

Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

Mettre en ligne TOUTES les dépenses publiques nationale, régionales et locales pour informer la population qui les finance.

Je ne crois pas que le fond du sujet soit là à ce stade...

il faudrait que toutes les administrations viennent sur le terrain rencontrer les habitants et expliquer en détail ou vont nos impôts et écouter les citoyens avant le depot d'un projet de loi de finances à l'automne. les citoyens doivent acces aux données qui les concernent, le pays leur appartient, ca s'appelle une république.

Le pb n'est pas l'utilisation des impôts mais leur rentrée dans les caisses de l'état

Je ne sais que dire...mis a part avoir en ligne les impots percus et les dépenses en face ; en effet, sur les taxes liées à l'écologie : à quoi ont elles servies ????

Faire une page Facebook.

Avoir une présentation simple, accessible à tous, de l'utilisation de l'impôt par secteur (enseignement, santé, aides sociales... dette) comparable en prévision/ réalisé d'année en année. Se comparer aussi aux autres pays d'Europe. J'ai entendu que 30% des ressources étaient consacrées aux retraites, 20% aux dépenses sociales, 10% à l'éducation, 4% à la justice. Je ne sais pas ou aller vérifier, les chiffres du budget sont incompréhensibles pour un citoyen lambda ... ce n'est pas normal.

L'impôt doit être plus lisible pour que chaque citoyen sache à quoi est utilisé l'argent collecté et puisse juger de l'efficacité des services publics. Il faut poursuivre et développer les explications données ces dernières années sur l'utilisation de l'impôt. Préciser quels sont les coûts de fonctionnement du système pour chacun des postes et les dépenses réellement utilisées pour les actions concrètes réalisées. Pour permettre aux citoyens de suivre dans le temps l'évolution de l'efficacité de l'action publique publier annuellement l'évolution du ratio coûts de fonctionnement des structures /dépenses utilisées.

Vidéos didactiques sur quel impôt est utilisé pour quoi

TRANSPARENCE SYSTEMATIQUE

rappeler le taux global de prélèvement en France et dans les autres pays : nous sommes champions d'Europe , est-ce que notre pays va mieux pour autant ?

Rendre compte des projets d'investissements au public avant que ceux-ci ne soient lancés officiellement. Des séances d'information à un large public de citoyens

Il faudrait mettre à côté chaque rentrée scolaire le coût réel d une année d étude et l utilisation qui en est faite (paiement des professeurs mais pas seulement). Le coût réel de chaque acte médical et en face le coût payé. Cela permettrait de prendre conscience de la chance que l on a d être dans un pays où une certaine solidarité existe ainsi que les conséquences tarifaires après suppression de l hôpital public notamment.

Mettre en ligne a quoi servent tous nos impots.

Comptes disponibles sur internet

Simplifier impôts et taxes Reporting annuel simple (répartition des dépenses et évolution annuelle)à chaque échelon (national,régional,....) par organisme indépendant

Tt revoir. la fiscalité est opaque compliquée incompréhensible les calculs peu clairs sur une fiche de paie par exemple on ponctionne quelques centaines d euros sans savoir exactement à quoi cela correspond ni où argent est redistribue. Qui paye vmt les 500000euros de moquette dans le château pdtiel quel impôt à part la boutique de élysee finance cette moquette ? Il y a énormément de recettes fiscales en France avec la tva, les impôts nbs et divers ou va vmt l'argent pourquoi sommes nous autant en déficit ?

Publication en ligne des dépenses détaillées par chapitre/secteur/bénéficiaire.

Tout comme les actionnaires reçoivent le bilan des sociétés dont ils sont actionnaires les contribuables devraient recevoir le bilan des recettes et des dépenses de l'État par exemple avec leur avis d'imposition. Même si ces données sont déjà disponibles sur Internet il faut les rendre plus visibles à l'ensemble des Français. Ce bilan devra faire apparaitre de façon précise et très claire les salaires, avantages, traitements (de manière bien entendu non nominative) des «dirigeants de la République» (tout comme le font les grandes entreprises pour leurs cadres dirigeants) - élus - hauts fonctionnaires - dirigeants des agences publics....

Avec chaque déclaration de revenu joindre un documentqui synthétise l'utilisation des imôts et taxes. Donner sur le site internet du trésors publicl'utilisation des crédits pour chaque ministère. dire où va chaque euro de taxe ou d'impôt.

Qu'on donne un pouvoir de sanction à la cour des comptes sur les mauvais usages de l'argent public !

Pages en ligne par ministère, par ministre, par commission, par députés/sénateurs, par conseil régional/conseil départemental, ... par projet d'états qui indiquent en temps réel les dépenses engagées

émission audiovisuelle ou usage d'internet pour expliquer de manière factuel

Simplifier la fiscalité locale : la lecture d'une feuille de taxe foncière montre comment cela est incompréhensible Responsabiliser les élus locaux sur la fiscalité : ils doivent avoir une autonomie beaucoup plus grande par rapport aux dotations de l'Etat. Pour cela il faut leur donner des outils, comme les péages urbains qui doivent permettre de financer les alternatives à la voiture dans les grandes agglomérations; C'est même le seul moyen de les construire rapidement

Publier toutes les semaines dans les grand médias publics des tableaux clairs , simplifiés, lisibles et compréhensibles par tout un chacun, des sommes dépensées le mois précédent à partir des recettes fiscales.

Instauration d'une grille de salaire décente contrôlé par une assemblée citoyenne avec une réduction de 50% du nombre de haut fonctionnaires fin des avantages mise en place d'un casier judiciaire vierge pour tout les élus du gouvernement . interdiction à vie d'exercer un mandat d'état si condamnation et mise en place d'une vraie peine de prison.

engager une campagne de communication de type publicitaire sur le contenu de la dépense publique et les actions pouvant être entreprises pour la maîtriser Les revendications contradictoires exprimées par les « gilets jaunes » (moins d'impôts et plus de services publics) traduisent d'abord une méconnaissance des grandes masses de ce qui compose la dépense publique et se focalisent sur les aspects anecdotiques des économies à réaliser (baisser les indemnités des élus et leurs avantages supposés, par exemple). La campagne de communication (répétition de spots très courts) viserait ainsi les principales dépenses, à commencer par les transferts sociaux qui représentent près de 60% de cette masse (administrations publiques centrales et locales et administrations sociales), notamment les dépenses de retraite et dépendance qui représentent à elles seules le tiers des dépenses publiques et qui vont nécessairement augmenter dans les années à venir. Cette campagne mettrait en parallèle l'objectif d'une avancée sociétale (meilleure prise en charge de la dépendance, par exemple) et les moyens nécessaires à sa réalisation sous forme d'économies sur le coût d'autres prestations (participation citoyenne aux dépenses de santé au-delà des 1 € par consultation et 0,50 € par boîte de médicaments ou diminution drastique des analyses et examens redondants, par exemple).

Le problème n'est pas vraiment l'information mais la faible connaissance du fonctionnement de l'Economie. Je propose des cours d'Economie au collège et au lycée en bannissant toute idéologie.

simplification du calcul, suppression de tous les avantages fiscaux

Arrêter des gabegie et les mauvais exemples, redonner de la valeur aux aides de l'état pour les citoyens (soin, médicament, école,...). les choses ne sont pas gratuites mais tout le monde paye pour cela.

Pour chaque foyer, lui faire connaître le montant des sommes qu'il a versé pour chacun des différents ministères et, pour les impôts locaux, pour chaque chapitre de dépense.

Mettre systématiquement un fléchage sur l'utilisation de tous les impots, taxes et amendes collectés chaque année.

publier de façon simple les dépenses qui ont été effectuer . comme dans une famille,

Présenter chaque année, le montant des sommes utilisées avec le pourcentage que cela représente, et mettre en face l'objet de ces utilisations.

information sur les décisions effectives suite aux rapports de la cour des comptes sur les dépenses abusives

chaque service, mairie,département, ministère, agence ect publiera sur un site les dépenses et les économies réalisées et les résultats obtenus

La bonne utilisation des impôts n est pas un problème d information. Avoir plus de rigueur dans l utilisation de l impôt et lutter contre les gaspillages sont les seules solutions pour faire accepter les impôts.

L'utilisation de la publicité encore et toujours. Aujourd'hui chaque foyer à une télévision. Expliquer le mode de fonctionnement au collège, au lycée, via l'éducation civique.

chaque ménage doit recevoir chaque année une synthèse des dépenses nationales de l'année précédente

chaque ménage doit recevoir en début d'année une synthèse des dépenses nationales de l'année précédente

Site web présentant : - Notes de frais des élus (idem Suède) - Salaires présents et passés - Liste des avantages de chaque élu ou ancien élu (garde du corps, habitation, retraites...) - Dépenses de chaque ville, région... avec comparatif avec des administrations équivalentes

puisqu'on donne le minimum vieillesse à ceux qui n'ont jamais travaillé, partons du principe qu'aucune retraite ne devrait etre inférieure à ce montant pour ceux qui ont cotisé toute leur vie et qui ont travaillé en France. honteux de voir que des personnes qui se sont démenées pendant des décennies, ne puissent pas vivre correctement en vieillissant.

AVANT toute chose, faire faire un audit des comptes de l'Etat, par un organisme INDEPENDANT. Analyser TOUTES les dépenses, notamment les dépenses liées aux indemnités et frais divers des différents élus, ex-élus et hauts fonctionnaires.

Pourquoi les élus nous ont trahi en délégant la création monétaire aux banques privées ? comment retrouver nos marges et liberté financières pour agir ? Je ne réponds pas volontairement aux questions qui détournent le débat du vrai problème de fond : celui de la délégation aux banques privés du pouvoir d'un Etat de créer la monnaie et sur les conséquences en terme : +d'explosion des dettes, + de détournement du rôle d'intérêt général de la création monétaire au profit d'intérêts particuliers:, cette délégation est un échec le culte du profit a pris le dessus +de création de banques trop grosses pour faire faillite, + de fragilisation du système financier mondial, + de perte de liberté d'actions pour les Etats , + de création d'une finance de l'ombre + de maintien de paradis fiscaux y compris au sein de l'Europe + d'anonymat des transactions financières et de complicité dans les manipulations de cours, d'indice, + de création de produits financiers complexes, toxiques Avec la délégation totale de la création monétaire aux banques privés, nous avons perdu notre liberté d'action et une marge de manœuvre. Nous payons des intérêts à des banques privés pour de l'argent qui n'existe pas et qu'elles peuvent créer grâce au pouvoir que les Etats leur on délégué.. Avec la création de l'euro nous avons perdu la possibilité de créer de l'argent pour des motifs d'intérêt général. Nos dirigeants élus s'étonne du manque de confiance des citoyens . Ils nous ont trahi notamment : + par le transfert de la création monétaire qui est un pouvoir régalien. Ils ont pensé que les banques privés feraient mieux que l'Etat. Cette délégation a été organisée par des financiers et des fonctionnaires d'Etat, inspecteurs des finances, qui sont trop influencés par leur carrière et la perméabilité public privée incompatible avec le souci de l'intérêt général + par le contournement du non au référendum sur la constitution par la signature de traités + par leur capacité à trouver des milliards pour sauver l'irresponsabilité des banques mais leur incapacité à trouver les moyens de gérer des problèmes de fonds (dépendance énergétique et son impact dans notre balance commerciale, développement de politiques « vertes » d'avenir et durables,...) + par leur incapacité à imposer la séparation de l'activité bancaire classique des activités financières de spéculation + ... Le délit de haute trahison a même été supprimé de la constitution pour protéger les responsables de toutes actions en justice ... et permettre ce transfert de pouvoir Nous devons retrouver au niveau de l'Etat la possibilité de créer de la monnaie pour agir dans les domaines d'intérêt général : la transition énergétique et l'urgence climatique associée en font parti. Cette création doit se faire de façon responsable et durable. L'argent ainsi créé doit être remboursable par les gains obtenus : exemple réduction du déficit de la balance commerciale, développement d'emplois dans les politiques vertes générant des ressources supplémentaire par l'activité créée .... Nous devons revoir cette aberration de payer des intérêts pour de l'argent qui n'existe pas : nous déléguons à des banques le pouvoir de créer de l'argent fictif et en plus nous payons des intérêts pour que ces mêmes banques nous prêtent cet argent : il faut oser ... Nous devons séparer les activités classiques, qui doivent soutenir l'économie, des activités spéculatives des banques et refuser que des banques soient trop grosses pour faire faillite. Nous devons abolir l'anonymat sur les transactions financières. Nous devons établir notre propre liste des paradis fiscaux. Nous devons lutter contre l'optimisation fiscale qui cache l'évasion fiscale. Il serait intéressant de savoir combien de nos inspecteurs des finances sont passés dans le privé et combien contribuent de prés ou de loin à l'évasion fiscale. Nous devons retrouver une inspection des finances indépendante des lobbies de la finance privée.

Chaque citoyen pourrait connaitre son empreinte sociale (ce que lui apporte la collectivité), cf calculette. Afin de penser que les impots servent aux autres et pas à soi!

Faire en sorte que chacun connaisse la valeur de ce qu'il reçoit. On sait combien on paye mais pas combien on reçoit. Je ne connais pas : combien coûte en réalité la scolarisation de mes enfants, la place en crèche, la prise en charge des frais médicaux (à l'hôpital ou pour des examens spécialisés on en sait rien), le coût d'entretien de la route devant chez moi, le prix réel de mes études à l'Université qui me permettent de bénéficier d'un emploi valorisant, le prix de l'intervention des pompiers, la liste est infinie mais on pourrait réfléchir à ça. Et beaucoup verraient qu'ils reçoivent plus qu'ils ne contribuent.

Faire un retour annuel sur les dépenses de l' État et des collectivités territoriales

Des rapports publics détaillés disponible sur internet pour chaque service publics, administrations, collectivité....

Établir un tableau indiquant les 20/80 des dépenses publiques

inapproprié

Des retours concrets sur l'utilisation de l'argent via le site des impôts par exemple.

Internet est un vecteur moderne pour informer, par contre il faut aller chercher les informations. Les journalistes ont un rôle à jouer dans l'information!

transparence

bilan actif-passif, et compte rendu détaillé des différents postes des dépenses dont celles à l'initiative du gouvernement pour des actions, de leur point de vue, jugées utiles des dons ! Justificatifs des dépenses des Elus. DETAIL DES PERTES suite à des initiatives, des projets, qui n'ont pas aboutis !

Une lettre envoyée à chaque contribuable ne suffit pas (un foyer sur deux ne paie pas l'impôt) Une information plus détaillée devrait être envoyée à chaque citoyen en âge de voter pour qu'il sache comment sont utilisés les impôts

Site Web qui explique comment sont utilisés nos impôts

lettre trimestrielle par email d'information.

Communiquer clairement et fréquemment (notamment par le biais des réseaux sociaux) sur les actions concrètes financées par les impôts.

informer dès le collège les futurs citoyens sur l'utilisation des fonds publics

Il faudrait déjà que l'on ait confiance dans les services de l'état qui dépensent notre argent. Et lutter efficacement contre la corruption .

A tous les niveaux, la recherche d'économie doit être mise en avant, au même titre que les entités communiquent sur leur dépenses (communes, régions, état). Certains se glorifient de maîtriser les budgets ou l'endettement, soit parce l'augmentation des dépenses est «modérée» ou moins élevés que leurs homologues... ASSEZ ! Il faut réduire les dépenses et l'endettement à tous les niveaux et pas se contenter de limiter leur augmentation.

Avoir un site internet détaillant toutes les actions menées. Avoir un bilan chiffré accessible.

Que nos administrations et collectivités territoriales soient obligés de se plier aux rapports de la cour des comptes

Il faudrait une totale transparence pour les citoyens de l'utilisation des impôts par l'envois chaque année d'un état des comptes des dépenses publiques.

La transparence complète sur les dépenses de l'état par la mise en place du RIC qui validerait par le biais d'une commission citoyenne les grilles de salaire et le nombre de haut fonctionnaires

Les élus et politiques communiquent uniquement ce qui les arrange. Ils font de la «communication orientée». Il faut compter

sur les tiers (la cours des comptes, les médias ...) pour mettre au jour les aberrations, les gâchis, les dépenses somptuaires des élus avec l'argent public. Les élus de tous niveaux ne gèrent pas l'argent public comme si c'était le leur ... et cela sans engager leur responsabilité puisqu'il n'y a pas de sanction ni responsabilisation. Les politiciens s'appuient sur la soit disant sanction des urnes, mais on vois que cela ne fonctionne pas. Et bizarrement, on ne peut pas vraiment compter sur les hommes politiques pour dénoncer les abus de certains ... auraient ils des faits similaires à se reprocher et peur d'un déballage général ?

Pourquoi pas une newsletter trimestrielle

Meilleure visibilité de ces informations sur le site des impôts.

Une lettre bilan des dépenses publiques envoyée à chaque contribuable, mesurant sur le total des impôts payés et connus pour le contribuable (impôt sur le revenu, retenues salariales...) la part revenant à de grandes familles de dépenses. Par exemple :»256€ de vos impôts et cotisations de cette année ont servi à l'hôpital public.» Il serait ainsi plus simple pour tout le monde de voir sa contribution aux services publics et de se faire un avis sur cette utilisation.

Chaque foyer pourrait recevoir annuellement une sorte de facture acquittée de sa consommation d'impôt : école, transport, santé, aides sociales,...

Les cours des comptes nationale et régionales publient des rapport annules sur mes dépenses publiques ; il serait nécessaires de publier également largement les suites données à ces rapports : y a t'il eu des réorganisations, des sanctions, des dérapages sont constatés ?on a l'impression que ces rapports sont classés sans suite....

Un site internet publiant les différentes dépenses de l'Etat. Faire des bilans trimestriel ou semestriel.

Introduire un véritable cursus d'éducation à la finance publique dans la scolarité

transparence et honnêteté sur cette utilisation

Un sérions game en ligne : gérez le budget de la France et vous verrez comment c'est compliqué

utiliser des outils graphiques de la répartition des utilisations des impôts du citoyens, afin de lui faire visualiser sa contribution

Baisse de la TVA sur les produits de 1ère nécessité, et en contrepartie augmentation de la TVA sur les produits de luxe

Votre décomposition de l'utilisation des 1000€ est parfaite, il faudrait revenir dessus à de nombreuses occasions, la rediffuser lors du paiement des impots

publier clairement l'affectation des impots

Comme dans toute société qui fait son bilan annuel, l'Etat devrait communiquer le sien recettes/dépenses par comptes analytiques et surtout largement le diffuser par tous les moyens numériques modernes, y compris dans les écoles.

juste des infos avec la feuille d'impots

faire régulièrement une publication sur l'emploi de l'argent public. mettre le budget de l'état lisible par tous. et tous les 3 mois ' (comme les obligation des sociétés en bourse) publier les résultats

Un lien sur impots.gouv ou on peut savoir précisément comment sont fléchés tous les impots, impot sur le revenu, TVA, autres taxes...

Le site internet des impôts devrait afficher de manière simple (sous forme de camembert et de tableaux) l'utilisation des impôts, toutes taxes confondues.

Une publication des comptes public serait apprécié

Les informations existent mais elles devraient être résumées et accessible plus simplement

Publier sur impôts.couv le budget de l'état par grandes rubriques. (régaliennes et sociales) Faire ressortir le cout de la dette (intérêts et remboursement), mettre en avant les actions pour la réduire et donner une tendance à long terme.

Transparence absolue et publication des dépenses / recettes poste par poste, ligne par ligne.

J'enseigne en lycée et la réforme va conduire à une augmentation du nombre d'heures devant des classes à 36 élèves. Pourquoi ne pas réduire le nombre d'heures devant élèves et passer les classes à 24 maximum ? Avec un effectif réduit, les cours seraient plus efficaces. Je peux vous assurer qu'on perd beaucoup de temps avec 36 élèves ! On ne peut pas du tout s'occuper de ceux qui sont en difficulté. En faisant les bons choix, on pourrait ainsi augmenter l'efficacité du système soit à moyens constants, soit en gagnant un peu d'argent.

rien!!! le citoyen est informé mais n'admet pas l'injustice

difficile à dire

Enseigner a l'ecole les principaux impôts en terme de rapport (Cotisations sociales,TVA, Csg, IS, IR) et enseigner parallèlement les principales dépenses (dépenses pour la santé, l'education, l'armée, les fonctionnaires, les retraites)

Donner des résultats en grande masse

Une publication de tous les comptes publics claire, transparente et en temps réel. Une simplification de l'impôt.

Remplacer les émissions débiles de la TV par des programmes intelligents. Ne pas laisser sans réponse les propos délibérément mensongers de certains politiques et/ou journalistes. Ne pas mettre sur le même plan «opinions» et «informations». A l'Université, séparer nettement enseignement des «sciences humaines» et enseignement de l'économie

A chaque fois qu'un citoyen bénéficie d'un service publique, lui adresser une «facture» l'informant du coût de ce service même si ce service est gratuit. Lorsque je suis hospitalisé, lorsque mon fils suit des cours en 5ème.....

Une application smartphone et un site internet mis à jour mensuellement et présentant l'utilisation des recettes fiscales pour les différentes missions de l'Etat (Economie, Enseignement scolaire, Justice, ...) en détaillant pour chacune la part de fonctionnement et la part d'investissement (grands projets financés au sein de chaque mission).

La répartition sur 1000 euros d'impots est très bien mais il faut maintenant supprimer tous les petits impôts et niches fiscales qui polluent la lecture de ce que l'on paye personnellement avec l'impression de payer pour les autres

Alors qu'en France il y a un principe de non affectation des impôts et taxes, faire à l'issue de chaque année un bilan précis du montant des dépenses effectivement engagées et/ou effectuées dans chaque domaine de compétence de l'Etat. Ce bilan pourrait être effectué lors d'une intervention publique sur « l'état de la Nation» du Président de la République ou du Premier Ministre suivie d'une publication écrite explicite et détaillée. La même démarche devrait être effectuée pour les dépenses sociales (retraites, assurances sociales, assurance chômage ,etc...) par chacun des ministres compétents ainsi que pour les dépenses engagées et/ou effectuées au niveau de chaque collectivité territoriale, de la région jusqu'à la commune.

Mieux informer les gens sur à quoi servent leurs impots.

Une application smartphone et un site internet mis à jour mensuellement et présentant l'utilisation des recettes fiscales pour les différentes missions de l'Etat (Economie, Enseignement scolaire, Justice, ...) en détaillant pour chacune la part de fonctionnement et la part d'investissement (grands projets financés au

sein de chaque mission). Idem pour tous les niveaux administratifs jusqu'à la commune.

L'état devrait être capable de justifier ses (nos) dépenses comme le font tous les maires de villages / villes sur des bulletins municipaux annuels. Le support pourrait être une lettre aux français qui serait ainsi beaucoup plus pertinente que les lettres aux français habituelles qui ne sont généralement que de la propagande.

Rendre compte régulièrement de l'utilisation de l'argent public par des restitutions claires, synthétiques et publiées à intervalle régulier (2 fois/an, par exemple) permettant à chacun de savoir à quoi sert sa contribution fiscale

Détaillez les dépenses de l'Etat, des communes par une information annuelle sur le site impôts .gouv

L'information existe. Le problème est moins d'informer que de dépenser moins

une fiche de synthèse précisant la liste des impôts et où va l'argent des impôts

Revoir le système! Trop de niches fiscales, trop complexe. Ce n'est pas l'information qu'il faut optimiser, tout le système fiscal à revoir

Montre clairement que les performances des dépenses sont de plus en plus efficaces. On doit réduire le nombre d'effectives chaque année. On est le 1ère taxé en Europe et le seule direction est de réduire les dépenses.

La communication par les politiques et les médias sur l'utilisation bienveillante des impôts est récente : gratuité de l'éducation, quasi de la santé, financement des transports et des infrastructures, de la culture et des bibliothèques. C'est la crise actuelle qui l'a déclenchée, sinon, personne ne se souciait d'en parler, tout ceci était acquis. Il faut absolument continuer de communiquer dans ce sens en variant les supports. Sinon, rendre transparentes toutes les subventions aux associations comme au privé.

La transparence des dépenses

Information personnalisée faisant apparaître la part de contribution personnelle et l'utilisation des différents impôts (information centralisant toutes les formes d'impôts et taxes) à partir d'un simulateur réunissant les données.

LA TRANSPARENCE, une communication trimestrielle au minimum sur la répartition des dépenses

Communiquer de manière plus évidente sur la répartition des dépenses publiques, par secteur. Communiquer sur le rôle de chaque type d'impôt.

chaque année une présentation factuelle (avec des chiffres non tronqués , accessibles et non discutables ou sujet à interprétation/manipulation i.e mise en place de 3 à 4 indicateurs simples efficaces) et pas de blabla

Avant tout, montrer la différence entre les taxes fiscales (impôts, TVA, TIPP etc...) et les retenues sur salaires. (Ré)expliquer que ces dernières (y compris ce qu'on appelle abusivement «charges patronales») sont des économies faites par le salarié pour assurer sa protection personnelle (santé, chômage et retraite notamment). Un bilan annuel simplifié de l'utilisation de l'impôt pourrait aider comprendre et accepter de le payer. On pourrait aussi présenter les alternatives de financement (privé ou public) de tel ou tel poste, avec les avantages et inconvénients.

peut-être que c'est l'utilisation des impôts qui pose problème et non l'information sur celle-ci

la vérité sur les prélèvements des divers catégories des Français ,élus ,fonction publique ,salariés ,etc...et bien entendu surtout le coup des retraites du public par rapport au privé ,qui paye quoi ,et rétablir l'impôt en consequence .

Publication trimestrielle et analyse/contrôle par cours de comptes + qqs citoyens indépendants de toutes les dépenses de l'état y compris salaires, notes de frais, avantages en nature de l'ensemble des députés, maires, sénateurs et responsables de toutes les institutions étatiques (commissions, départements, conseils, etc...) Publication trimestrielle et analyse/contrôle par cours des comptes + qqs citoyens indépendants de l'ensemble des autres dépenses publiques : social, santé, école, défense, transport et énergie, etc...

Une lettre publique annuelle récapitulant la somme des fonds récoltés par les impôts et comment ces fonds ont été attribués aux différents postes de fonctionnement de la république (défense, santé...)

Publier sur internet ou par autre voies par exemple la presse régionale et nationale, l'utilisation des impôts sur le revenu. Quelle part est affectée au financement des dépenses publiques, à la répartition des régions et communes, au RSA et à l'immigration pour raison économique

Grâce aux e mails bien connus des services publics, nous pourrions savoir à quoi servent les impots ? pas de gaspillage type ronds points leuris, sculptés ou autre qui coute trop cher au regard de besoins vitaux tels que la construction d'hébergements humains pour des populations hors systèm.

informer à qui (état, région, département, commune) et à quoi (transition écologique, logements, transports, ...) est destiné chaque impôt ou taxe (revenus, taxes essence, taxes foncières, successions, ...)

Par un système de graphique les citoyens pourraient voir la part de leurs impôts consacré à l'armée, à la police, l'éducation, la santé, etc et également la part qui revient aux régions, département et communes.,

Évaluer dans les aides aux entreprises ce qui bénéficie à l emploi et ce qui va aux actionnaires par le biais des dividendes Connaître le coût dans le budget national de l immigration: logement santé aides diverses.

Les français savent très bien où vont leurs impôts. ils savent également qu'ils ne sont pas utilisés de façon efficace par les gouvernants à tous les étages: trop d'emplis de fonctionnaires, mal organisés. L'Etat est le pire DRH qui soit. Système d'information défaillant et pourtant très couteux etc...

- Etat des dépenses annuelles de l'état, des collectivités avec la répartition chiffrée poste par poste: notamment le budget alloué pour la sécurité, les aides aux associations, l'éducation, la santé, la justice, l'armée, le cout de l'immigration ect.

information claire de la répartition en particulier ce qui est dédié à la transition écologique

PAs de dépenses inutiles, comme des constructions d'ouvrages qui ne servent à rien au final et qui coutent des millions !

Améliorer la transparence. Recenser les mesures jugées comme inégalitaires, et mettre en avant les arguments les justifiant (si c'est difficile à justifier, c'est qu'il faut les changer!)

informer systématiquement où vont les impots , par ex ceux des radars doivent aller à la prévention routière

Il est important de répèter que ce sont les citoyens payant des impôts qui alimentent les ressources de l'état. Cette compréhension échappe souvent aux gens. Plus d'argent distribué c'est aussi plus d'argent collecté. Ca suffit !! Il vaut mieux réfléchir à l'efficacité de la redistribution, aux économies à faire...plutôt que de faire taire les gens avec de nouvelle aides qui ruinent le pays. Ce n'est pas l'état qui donne mais le citoyen. D'où la nécessité pour l'état de ne pas gaspiller un argent gagné par le travail des gens.

Site internet plus clair

Publier les comptes

dire et redire précisément à quoi et qui ils servent

publication annuelle avec l avis d'imposition d'un document très synthétique information sur le site des impots indiquant les évolutions

Un audit complet et transparent sur la vraie utilisation de l'argent public et de la sécurité sociale. Et des vrais chiffres sur la fraude sociale. Un audit réaliste sur le coût de l'immigration.

Les aides fiscales favorisent nettement ceux qui ont déjà de l'argent. Exemple des dispositifs Pinel et autres. Si les personnes n'ont pas de quoi investir elles ne peuvent pas en bénéfier. Moi qui ait un bon salaire je peux investir et me construire un patrimoine supplémentaire. ce n'est pas normal

Le camembert des dépenses de l'état paru dernièrement est très parlant. Il serait utile de le publier chaque année.

Développer enfin la radio numérique (DAB). La plupart des pays européens ont une couverture totale. En France ? Rien du tout, à part Paris et Lyon. La transition Bande FM -> DAB aurait du être faite en 2012. Quelle incurie pour les gouvernements de nous traiter comme un pays sous-développé !

Il faut la publication annuelle du tableau « ce que financent 1000 euros », ainsi que des rappels annuels d'exemples concrets de ce que financent les impôts (ex : «sans aide de l'état, une année en classe de 5ème coûterait entre .... Et ... euros. Euros, sans financement de l'état un accouchement coûterait entre ... et ... euros»)

rien

Arrêter le mensonge sur le coût de l'immigration musulmane.

avoir un bilan simplifié du budget France (recettes-dépenses par grands postes-remboursement des intérêts de la dette-investissement-endettement total-patrimoine Français-cotisation européenne)

site internet ou trouver l'utilisation des impots . Plus de transparence sur les finances de l'etat et les remunerations du personnel et des elus

Laisser une part de choix sur la finalité de son impôt. Marre de payer pour des tanks ou des projets pharaoniques inutiles.

Détailler sur une page les dépenses de l'Etat en ne prenant en compte pour les items suivants que les déficits financés par l'Etat après utilisation des cotisations annuelles pour: - les retraites: quelles retraites par rapport aux différents régimes,quels régime - les dépenses de santé (de quelles natures: hospitalisation, EPAD, ...)par rapport aux cotisations prélevées sur les salaires, retraites et revenus immobiliers et financiers.

Des calculs d'impôt compréhensibles par tous

Envoyer par email la répartition des différents impôts, recettes et dépenses annuelles sous forme lisible avec des diagrammes ou autre représentation graphique rapidement interpretable et compréhensibles.

Que les français sache ou est distribuer et l'argent , de tout les impôts

Plus de transparence !! Que font les entreprises du cice ?

Autrefois, quand nous recevions la feuille d'impôts, il y avait signé, par le ministre, une fiche donnant par grande masse les dépenses de l'Etat; on pourrait aujourd'hui trouver quelque chose d'équivalent sur le site des impôts. En fait, il faut se poser la question de l'intérêt de cette info. L'utilisateur réellement intéressé peut la trouver et l'analyser aisément sur les différents sites gouvernementaux. Celui qui n'est pas sensibilisé à ces questions devrait en priorité recevoir une information ou formation sur le fonctionnement de l'économie.

Envoi d'un bilan 1 fois par an avec le total des impôts collectés (en détaillant par type d'impôt) et l'ensemble des dépenses qui ont ainsi pu être financées (par catégorie de dépenses). Prévoir quelque chose de visuel > Exemple graphique

la somme des impôts rentre dans une enveloppe globale mais réussir à en détailler plus les objectifs et en informer ceux qui paient l'impôt et les autres , par des «fromages» visuels à passer souvent aux infos

Donner des exemples concrets et parlants pour les citoyens de l'utilisation des deniers publics (ex facture de cantine et repas qui coûte en réalité tant, coût de l'entretien de la voirie de sa commune ou de son déneigement, coût d'une opération des amygdales....)

l'envoi annuel des postes de dépenses non pas par grand themes mais avec une précision plus élargie sans pour autant etre exhaustive

Le probleme principal n'est pas l'information des citoyens, le probleme principal est l'utilisation partielle des impots pour des depenses totalement inutiles (commissions multiples a l'interet incertain, ronds points partout..., financement de certaines associations inutiles, besoin de simplifier le millefeuille publique - Conseil Economique et Social, Senat, Departement vs Intercommunes vs Region...)

plus de communication aux médias, peut-être plus ludique pour qu'il relaient le contenu

Un site internet qui détaillerai (tout en restant lisible) la répartition de l'utilisation des impôts.

Les sites internet sont de mieux en mieux faits. Il faut poursuivre cette volonté d'amélioration de l'accès à l'information. C'est aux citoyens de s'intéresser.

Des rencontres dans des bus itinérants.

Un site internet détaillant de façon lisible la répartition de l'argent issu de l'impôt.

Communiquer sur la collecte de l'impôt (quel imôt pour quelle collecte) et sur l'utilisation de sommes collectées (quelle sommes pour quelle action) de manière intelligible par un français moyen. Faire que cette communication passe dans une commission parlementaire avant d'être communiquée afin qu'elle ne soit pas un travail technocratique

Communiquer sur la réalité des faits: quels sont les types d'impôts, qui les payent, en quelle proportions, a quoi ils servent en réalité. SI possible chaque année avoir un bilan rapide personnalisé: être clair sur le coût de l'éducation & sécurité sociale & sécurité intérieure et extérieure - et compare par rapport au reste du monde en terme de coût et de résultats. Quels sont les priorités de l'Etat.

un site spécifique sur toutes les taxes crées depuis 60 ans et plus..

Des graphiques comparatifs sur l'évolution dans le temps des domaines financés par l'impôt et une comparaison avec des démocraties occidentales (européennes ou autres, notamment USA)

Obliger tous les élus de toutes sortes et tous les Services Publics à justifier les dépenses ou leurs frais de représentations dès le premier euro. Ce contrôle devrait être fait par la Cour des Comptes, assorti de sanctions financières ou pénales en cas de malversations ou de dépenses inutiles dûment constatées par cette instance.

l'information des contribuables me paraît suffisante

A mon sens, chaque fois que nous bénéficions des soins médicaux, il serait très pédagogique que l'on obtienne une facture afin que chaque individu comprenne le coût pour la société. Il serait ainsi à quoi est employé son argent. De la même ma-

nière, lorsqu'il bénéficie d'un repas au restaurant scolaire : un repas coute en général 7 euros, la mairie en prend 5 en charge par exemple, reste à payer au citoyen 2 euros. Ainsi, le citoyen comprendrait que son enfant ne mange pas que pour 2 euros. C'est juste une ligne de plus automatique à ajouter à la facture de chacun.

Publier systématiquement et largement l'usage des impôts. Transparence totale ! Inclure ces notions dans les programmes scolaires.

Rubrique spéciale à ajouter dans les bulletins des maires.

Que les maires puissent inclure une rubrique spéciale dans leur bulletin de commune.

Bonjour les infrastructures Françaises ne sont plus du tout au goût du jour , elles sont lentes , vieillottes , et trop nombreuses .

Informations détaillées sur l'utilisation Des impôts et recettes fiscales afin qu'ils voient les avantages de notre système social (retraites, chômages, assurances maladies...) par rapport aux autres pays

Consultation des citoyens sur les gros investissements

Le camembert paru dernièrement était très parlant. A renouveler chaque année.

Une simplification radicale. Remettre tout le mille-feuille fiscal à plat. Augmenter ou baisser ceci ou cela n'a pas de sens. C'est l'ensemble du système et sa cohérence interne (ou incohérence) qu'on devrait pouvoir juger avant chaque élection présidentielle et sur lequel on devrait pouvoir s'exprimer, et pas sur des petits bouts, dont l'agrégation ne peut que conduire à épaissir le mille-feuille, à le rendre encore plus indigeste et incohérent. Politique de gribouille qui va de replâtrage en replâtrage au gré des événements, en satisfaisant ici ou là des revendications parcellaires qui en alimentent d'autres etc. rendant illisible (est-ce voulu?) la structure fiscale française (au sens large incluant tous les prélèvements obligatoires). Aucun candidat à la présidentielle n'a exposé une remise à plat de l'ensemble du système fiscal avec un vrai projet cohérent. Après, les gens votent pour tel ou tel projet cohérent en fonction de leurs préférences, mais se prononcer sur des cautères sur une jambe de bois n'a aucun sens et ne fait qu'alourdir et rendre illisible le système. Voici une esquisse de proposition cohérente : https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01954775

Il y a un système simple, utilisé par plusieurs pays dont les E-U, pour éviter les évasions fiscales. Toute personne ayant la nationalité Française, où qu'il se trouve dans le monde, doit payer ses impôts selon le barème français. Ainsi, si un Français réside au Luxembourg, il devra payer en France la différence d'impôt entre ce qu'il aurait payer s'il résidait en France et ce qu'il paie au Luxembourg.

Eviter le ton méprisant des responsables politiques envers les citoyens.

Créer un indicateur permettant de calculer pour chaque foyer son rapport contribution/coût. Organiser chaque année l'envoi d'un courrier personnalisé pour communiquer de façon confidentielle la valeur de cet indicateur et en expliquer les grandes lignes (Ex: Taux = 0.75 - Cette année votre foyer est soutenu par la nation et se joint à vos efforts dans cette période de recherche d'emploi.). Une phrase de conclusion permet de réaffirmer le sens de l'impôt : Ex: - «La nation française est fière de participer activement à l'amélioration des conditions de vie votre foyer. Elle le fait à la hauteur de ses moyens et ne doute pas du potentiel de votre foyer à devenir à son tour un contributeur du développement de la société dans son ensemble. Nous comptons sur votre comprehension pour lui affirmer votre reconnaissance.» ou - «La nation française vous remercie pour votre contribution qui participe à favoriser le développement de la société dans son ensemble.»

- Commencer par former dès l'école primaire et dans le secondaire par des cours d'instruction civique, aux notions de bases économiques (recettes et dépenses de l'Etat) - Informer (2 fois par an) par voie de presse et site WEB de la situation économique: détail des recettes collectées, détail des dépenses effectuées, situation de la dette ramenée par habitant.

Faire en sorte que tous les abus et dysfonctionnements signalés par la cour des comptes soient SUIVIS d' EFFET.

Il faudrait que les abus et dysfonctionnements signalés par la cour des comptes soient SUIVIS d'effet.

Présentation des comptes publics à disposition sur un site internet, ou en page d'accueil sur les différents services publics.

informatisation

A la base, un système plus simple et plus transparent, et des informations facilement accessibles; la complexité fait que seuls des spécialistes en économie et en fiscalité sont en mesure de comprendre, et encore ne sont-ils pas d'accord entre eux. Que les impôts et taxes servent à ce à quoi ils ont été destinés et ne soient pas détournés vers d'autres budgets.

Etablir et diffuser chaque année, un document synthétique mais suffisamment détaillé, pour présenter la répartition des sommes affectées aux différentes dépenses.

Distinguer des impôts généraux finançant des dépense régaliennes ou générales de taxes finançant des dépenses particulières. Par exemple, concernant les contributions liées à l'usage des véhicules : un impôt carbone payé par toute personne, organisme ou entreprise qui brûle un combustible et taxe de circulation routière perçue en même temps sur l'achat de carburant, taxe qui ne pourrait servir qu'à l'investissement et à l'entretien des routes ainsi qu'à la police routière. Ce serait clair et on saurait pourquoi on paie. Je pense que de telles mesures pourraient être transposées ailleurs.

Plus de transparence sur les subventions.

Présenter toutes les années en 1 ou 2 heures sur toutes les chaines d'information le bian de la loi de finance précédente et le rapport annuel de la cours des comptes- Faire une présentation claire, concise et expliquer les écarts (positif ou négatif). Toutes les entreprises défendent leur bilan toutes les années, il doit en être de même de l'état français.

Faire un site internet expliquant simplement à quoi servent les impôts sur la base de 100 euros avec des «camemberts» détaillés. Introduire un cours de finances publiques au lycée. Créer des spots TV pédagogiques: «avec 100 euros voilà à quoi cela à servi».

Une information annuelle par le service des impôt comme le font les mairies

Publier un bilan synthétique de l'état, au même titre que chaque entreprise a obligation de le faire. La communication du gouvernement s'est orientée dans cette direction à l'issue du mouvement des gilets jaunes, il faudrait l'institutionnaliser sous forme d'une infographie annuelle.

Un résumé trimestriel de l'utilisation de l'impôt et des résultats de celui ci.

Une information comme les communes en fournissent tous les ans : camemberts et un détails des postes, ainsi qu'un état d'avancement des gros projets.

de la pédagogie , de l explication simple est concrète , combien coute une semaine d enseignement pour votre enfant , 1 journée d'hôpital , la securité quand vous allez voir votre match de foot

Une information concise et claire doit être transmise par l'état et les élus locaux sur l'utilisation des impôts. Elle doit indiquer les

objectifs, faire des comparatifs, et montrer les évolutions dans la durée.

Après le vote annuel du budget par l'assemblée nationale rendre public une feuille de synthèse (1 ou 2 pages) présentant les recettes et les dépenses et leurs évolutions par rapport aux années précédentes

Étendre l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts. Ceci est déjà très bien fait sur le site www.aquoiserventmesimpots.gouv.fr, il faudrait diffuser plus largement ces informations.

Le fisc devrait utiliser les moyens d'information classiques (presse écrite, télévision, Internet) plus fréquemment et faire preuve de pédagogie

Publier le budget détaillé de la France pour expliquer aux français l'utilisation de leurs impôts

C'est une vraie question... Ou passe l'argent? Communiquer sur la répartition des ressources et sur les dépenses par secteur au moins une fois par an Communiquer le montant qui est reversé à l'Europe.

Une meilleure communication et accessibilité entre les personnes

Sur le site des impôts : Pourquoi ne pas mettre les avis de la cour de comptes et ses remarques . Seul le discours du gouvernement est mis en avant.

Augmenter la transparence

supprimer l'exile fiscal et lutter massivement contre la fraude fiscale, les deux ont la meme finalité = se soustraire à l'impot qui est le bien commun

Un «forfait» pourrait-être demandé sur les remboursements santés (en plus des taux de remboursements actuels) en fonction des revenus avec un plafond annuel - 0% pour les 50% les plus modeste - 5% pour le 20% suivants - limité à 100€/an par foyer fiscal - 10% pour les 20% suivants - limité à 200€/an par foyer fiscal - 15% pour les 10% suivants - limité à 400€/an par foyer fiscal Libre à chacun de souscrire une complémentaire pour couvrir cet écart.

Abaissement des impôts taxe aux entreprises qui a cause de cela ne recrute plus ou ferme leurs portent

publier dépenses et recettes pour chaque budget

Pour chaque service, il faudrait que les citoyens connaissent la part de leurs impôts qui contribue à son fonctionnement. Par exemple, à l'entrée d'un hôpital, d'une école, d'un palais de justice, ... on pourrait avoir une affiche, un écran donnant l'information. Chaque année, chaque personne imposable sur le revenu pourrait recevoir une information précisant l'utilisation de l'impôt qu'elle a payé l'année précédente. Exemple : vous avez payé 100 €, 10 ont servi à l'éducation, 10 à la justice....

qu'on connaisse chaque année comment est utilisé notre argent : les montants et dans quel domaine

simplifier et pérenniser la fiscalité

Communiquer sur les économies réalisées

rationnaliser les dépenses

Connaitre chaque année et dans les grandes masses l'affectation des impôts directs et indirects avec des indicateurs de suivi et d'efficacité partagés par les citoyens.

Avant de traiter de l'impôt, définir ce que doit être le périmètre de l'État, ce dont l'État doit s'occuper. C'est seulement ensuite que devraient être abordés les moyens à affecter à telle ou telle mission qui resterait dans le giron de l'État. C'est, semble t-il, la condition préalable pour le consentement à l'impôt.

plus de transparence et arrêté les niche fiscal

Donner clairement la visibilité sur les dépenses «efficaces», et préciser toutes les dépenses «coûteuses» (les contrats ppp mal gérés où on a dû repayer 6000 portes à un hôpital à peine livré, les subventions données aux autoroutiers alors que leurs tarifs sont déjà exorbitants, les dépenses de fonctionnement inutiles et les personnels des collectivités ou de l'état qui passent des dossiers d'un bureau A à un bureau B sans plus de valeur ajoutée....) tout cela alors que les fonctionnaires qui font «tourner» le pays (les personnels de santé, les pompiers, la police, les enseignants) sont toujours plus pressurisés.

Une feuille récapitulative annuelle, sur les utilisations individuelles des services publics et de leur financement.

tous les hauts fonctionnaire et anciens élus ne pourront avoir une retraite supérieur à 7500 euros par mois ce qui est déjà beaucoup

Ne pas changer les règles toutes les 5 minutes

Communiquer sur les bonnes pratiques de réduction des coûts de l'Etat et des collectivités territoriales. On peut faire aussi bien avoir moins d'argent. C'est ce que chacun pratique à titre personnel, ainsi que dans les entreprises.

Nous avons un formidable site «impôt.gouv.fr» à l'air du numérique et de l'open data... je pense qu'une indication synthétique ou développée de l'utilisation de l'impôt serait possible sur ce site. Vous avez entamez la transformation digitale, allez jusqu'au bout. La transparence et faciliter l'information est un postulat essentiel au bon fonctionnement d'une démocratie.

Education civique à l'école, informations sur les médias, accompagner les aides de l'information sur leur financement

un rapport sur l'utilisation consultable dans les mairies

communiquer et rétablir les services publics

réaliser un livret explicatif ou un site dédié

Peu de choses car malheureusement trop peu de citoyens sont à même d'appréhender et comprendre des sujets complexes. Ce doit être le rôle des parlementaires qui sont mieux à même de comprendre et juger.

un site internet , ou l'information sur les recettes et dépenses de l''état, pourrait être consultée par tous. Encore faut il que cette information soit suffisamment vulgarisée et simplifiée pour être accessible à tous. Après chaque gros poste de recettes/dépenses pourrait être plus détaillée pour ceux qui le souhaite

Nous souhaiterions avoir chaque année (comme une entreprise) la répartition des impôts aux différentes institutions en France

Présenter les grandes lignes de dépenses de budget voté pour l'année et communiquer un bilan trimestriel avec rappel du budget et réalité des dépenses.

Les impôts doivent servir à financer des services publics régaliens (sécurité intérieure et extérieure, justice, finances). Les autres services publics, notamment éducation, santé, emploi, doivent retourner dans le secteur privé. Quant aux associations, et subventions diverses et variées elles resteront soumises à la générosité individuelle, à l'exception toutefois des allocations handicap et/ou dépendance qui restent dans le giron finances.

Vulgarisation des comptes de l etat

Donner des notions de droit fiscal en Terminale

Il faudrait savoir de quel impôt il s'agit. Direct ou indirect . Impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés... ? Savoir qu'il n'y a pas de gaspillage...

Document informatifs à la mairie. Informations avec la feuille d'impôts.

Former les élèves et étudiants, dès le plus jeune âge, au fonctionnement de l'économie et ne plus laisser les idéologies folles raconter leurs fadaises terribles !

Faire une information simple et détaillée de l'utilisation des impôts en comparant ce que paye chaque Français et ce qu'il retire en service ,prestations pour lui et sa famille

Détailler les attributions des ressources fiscales prélevées sur les citoyens et les entreprises selon leurs destinations, par grandes catégories : social, santé, culture, dotation aux collectivités locales, aides aux secteurs marchands en difficulté, soutiens aux secteurs industriels pour faciliter la concurrence (en distinguant les grosses structures ayant une assise multinationale et les pme, tpe ....) compensation des exonérations de charges consenties aux entreprises au prétexte de favoriser l'embauche dont on constate que ces dispositions sont rarement efficaces si par ailleurs les carnets de commandes ne sont pas remplis !!!!! D'autres part, avant l'informatisation des procédures fiscales, les éléments de calcul du montant de l'impôt étaient fournis permettant ainsi à chaque citoyen d'effectuer lui même ce calcul. Dorénavant plus aucune méthodologie n'est transmise au citoyen l'obligeant à contacter les services des finances publiques rarement accessibles et dont les réponses par mails sont souvent incomplètes..... expliquer pourquoi la France est l'un des pays au monde ayant le plus fort taux de prélèvement obligatoires !!!!!! et une répartition des ces prélèvements très mal faite(peu supportés par les actionnaires dont les dividendes ne cessent d'augmenter chaque année .....)

1- Affectation (fléchage) claire des impôts (cf taxe sur essence non affectée à l'environnement) et suivi chiffré publié régulièrement. 2- Réduction/simplification des niches fiscales et systèmes d'aides qui induisent une mauvaise lecture des taux d'imposition (pour nos concitoyens ainsi que pour les investisseurs). De plus il y a une inégalité en fonction de la richesse et du niveau d'éducation sur le capacité d'optimisation (cf personnes ayant droit au RSA mais ne le demandant pas). 3- Pour les salariés, supprimer la différence entre le net à payer et la base taxable. Supprimer la notion de charge employeur et charge salarié. Utiliser une seule base pour le calcul de l'ensemble des impôts portant sur le salaire.

Transparence totale sur la répartition de l'usage des recettes au niveau de l'état : Impôts sur le revenus tel montant sert à financer telles dépenses , TVA tel gain pour 1 an et cela finance quoi ? Taxe foncière : idem ? et tous les impôts affectés clairement à telles dépenses . Un peu d'ordre et les Français douteraient moins . Transparence aussi pour les cotisations sociales qui sont plus claires à condition qu'elles couvrent totalement les dépenses sociales correspondantes , sinon on fait apparaître clairement le financement complémentaire de l'état par l'intermédiaire de l'impôt ou, si c'est le cas, l'augmentation de la dette . Ne dissimulons pas tout comme c'est actuellement.

La remise à plat du système de la fiscalité pour evoir un système plus simple et transparent.

Est ce important ?

Publier sur un site le détail du budget de l'état, des collectivité et des aides sociales.

Vos questions sont trop orientées. Le problème n est pas l'information mais bien un pouvoir d' achat trop faible pour accepter l'impôt avec le sourire.

un rapport annuel et personnalisé joint à la déclaration de l'impôt sur le revenu

Que tout le monde paie des impôts sur le revenu, en fonction d'une échelle qui varie de façon exponentielle... et qu'on ne parle plus de «l'état» qui paie ou qui redistribue mais qu'on parle «des contributions des français» qui paient ou vont être redistribuées... juste pour que personne n'oublie que l'argent de l'état, c'est le nôtre, collectivement.

Rendre public et expliquer les choix d'utilisation de nos impôts et les faire approuver par les citoyens. S'il y a des choix à faire également demander l'avis des citoyens.

information satisfaisante

1) Je pense qu'il serait intéressant que des débats comme le Grand Débat aient lieu avant la loi de finances. Ces débats seraient le moyen de faire le point sur l'état des lieux des finances de la France et de définir des priorités pour l'année et les années futures. (Il faut que les citoyens connaissent le budget Français et comment sont dépensés les impôts). 2) Je pense qu'il faut renforcer l'information écrite et qu'elle soit non pas réserver aux seuls journaux mais à tous les citoyens (si possible avant la tenue des débats). 3) Des groupes de citoyens tirés au sort pourraient faire une analyse critique de ces informations, et s'assurer que les députés ont bien tenu compte des orientations données par les débats en expliquant aussi pourquoi certaines orientations n'ont pas été prises en compte. (Ce point est essentiel pour lutter contre le peu de foi en la parole des politiques).

Creer de façon simplifiée une news sletter par ministère où chaque contribuable verrait schématiquement où est affecté l'impôt, dans quelles grandes lignes

Un retour simple par grands domaines, et surtout par grandes masses et grands projets concrets. Il faut que le citoyen voit où va l'argent de manière concrète.

Un site internet qui présenterait des tableaux détaillés du budget de l'état avec les recettes et les dépenses et qui serait consultable par tout le monde (un peu comme le budget d'une copropriété) avec la possibilité de demander des précisions

Plus de transparence sur les frais engagés par l'etat

Les personnes habitant à l'étranger qui perçoivent une pension de retraite de Suisse ou du Royaume Uni doivent chaque année faire valider un document par les autorités de leur pays de résidence pour PROUVER QU'ILS SONT ENCORE EN VIE, et donc en droit de continuer à recevoir les versements. Or, il y a dans les pays du Magreb un nombre incalculable de personnes centenaires à qui l'Etat Français continue à payer les pensions de retraite. Il est clair qu'ils sont morts depuis longtemps. Pour mettre fin à ces fraudes l'administration Française doit demander un document similaire sous peine de voir l'arrêt des versements des pensions. Il y a là un gaspillage due aux fraudes qu'il serait facile de supprimer

tableau sur la base de situations diverses (ex: couple marié 2 enfants, personne isolée avec 1 enfant, retraité seul, etc) indiquant l'ensemble des aides/impôts/cotisations en fonction des revenus et retraites, afin de montrer que plus on gagne, plus on cotise, plus on paye d'impôts, la retraite est moins élevée en %, etc, et donc on participe bien à la redistribution sociale contrairement à ce que pensent pas mal de gens en ce moment.

Publier par grandes masses les dépenses publiques, redistribution, Etat, investissement, collectivités; et par thèmes: éducation , justice...

Un bilan annuel télévisé, expliqué de manière simple aux français

* Affichage obligatoire à l'extérieur des mairies de tableaux simples, clairs, en couleurs. * Au Lycée, de la 2nde à la Terminale, un contenu obligatoire chaque année sur ce thème, à intégrer dans le cours Enseignement moral et civique

plus de transparence

Expliquer la ventilation des dépenses et le mécanisme du déficit.

L'information que M.Darmanin propose me paraît bien, et montrer à chaque français ce qu'il aurait à payer aux US pour pour assurer la santé et l'éducation de sa famille (sans compter l'état des infrastructures)

Plus de transparence, de la traçabilité, et un accès facilité aux données (dans le style de l'IGN qui rend accessible ses données cartographiques)

Que la cour des comptes est un réel pouvoir sur les excès de telles ou telles dépenses

Réalité sur les paradis fiscaux, et sur la hauteur des grandes fortunes.

Exemple concret sur le bulletin de paie et aléatoirement en fonction de la taxe de ce qu'elle finance concrètement (remise à niveau route, réfection salle de classe, etc...)

Publier un rapport des dépenses publiques à tous les niveaux sur Internet comme en Norvège afin que les contribuables sachent vraiment ou passe leur argent.

etre transparent sur la part redistribuée par rapport à celle collectée. mettre en place un groupe miroir composé comme la population qui rendrait compte des budgets et dépenses et de leur utilité notamment sociale

bilan trimestriel des recettes et dépenses

Leur transmettre une brochure explicative lors de leur déclaration d'impôts, expliquer ce qui change d'une année sur l'autre, donner une formation sur les impôts dans les lycées

Leur transmettre une brochure explicative lors de leur déclaration d'impôts, expliquer ce qui change d'une année sur l'autre, donner une formation sur les impôts dans les lycées

preciser les sommes dépensées dans différents domaines et le comparer par ex à la suisse

Envoyer chaque année à tous les Français un résumé du budget de l'Etat en même temps que la déclaration d'impôts

inutile

Avoir un bilan concret des recettes et des dépenses du niveau local au niveau national.

Le budget de tous les services «gratuits» dont le citoyen bénéficie.

Remise à plat de la fiscalité avec réduction importante des niches fiscales

mettre en place des budgets participatifs et afficher sur le sites des différents ministeres les budgets ainsi que leur utilisation

Soyez exemplaires et montrez aux citoyens par les chiffres que cette de taxation sur les transactions financières serait LE REMEDE à toutes les dérives de la finance....

Commune : le maire devrait obligatoirement lancé un referendum pour tout investissement communal supérieur à une somme à définir. Etat : le budget devrait être consultable en ligne (expliqué clairement)

Site de reporting de l utilisation des impots locaux et nationaux

L'état n'a pas compris une règle simple : plus on augmente les impôts des personnes les plus riches plus elles quittent la France . Un exemple : si on taxe à 30 % 1000 personnes cela fera 300 dans les caisses de l'état Si l'on Taxe à 50 % plus 500 personnes qui gagnent 500 cela fera 250 donc mois d'argent EST CE QUE CHACUN N 'EST PAS CAPABLE DE COMPRENDRE CELA ??? SUR TAXER LES PLUS RICHES FONT QU'ILS PARTENT ET CELA FAIT MOINS D 'ARGENT POUR LA COLLECTIVITÉ ! Sans compter les dépenses de ces personne tout qui consommeraient à l'étanger Et pas en France.

tout, il n'y a rien aujourd'hui de transparent

Informer.. Pourquoi les députés ne rendent pas compte dans leur circonscription de la gestion qui est faite de l'argent public au niveau national ? Pourquoi les présidents des conseils régionaux ainsi que les maires ne font pas de même à leur niveau ? Pourquoi lorsqu'une réforme est entreprise ne pas l»expliquer largement aux français ; pourquoi laisser ce champ aux médias ? Organiser des réunions d'information , des sites internet, des émissions radio télévision etc. Laisser le citoyen vérifier comme cela est fait dans les états nordiques les dépenses (déplacement , représentation..etc ...) de ses représentants. Toujours travailler sur l'évaluation de l'efficacité des dépenses publiques et en rendre compte. Montrer que les représentants des citoyens sont à tous les niveaux soucieux de l'utilité de la dépense

respecter les consignes de la cour des comptes, sinon la supprimer. Informer les citoyens des masses allouées par rubriques et leur évolution sur 5 ans

Partager le budget de l'Etat et des collectivités territoriales, à savoir : quelles sont les répartitions de chaque poste, quels sont les déficits, excédents en % des recettes et non pas du PIB. Donner les grandes lignes de dépenses de chaque ministère, de chaque administration, de chaque échelon administratif... en gros, expliquer simplement de manière pro-active.

Publier chaque année un résumé simple de l'utilisation de l'impôt. Donner également de la visibilité aux familles sur tout ce qui est pris en charge par la collectivité (aides sociales, remboursement des frais médicaux, ,,) et qui pour certains est un peu perdu de vue.

Déjà lister les types d'impôt existants : direct, indirect, société, particulier, ... Quel est leur poids respectif dans les caisses de l'état Les cotisations sociales font-elles partie des impôts Qu'il y ait une communication annuelle des affectations des divers impôts, taxes, cotisations (par exemple jointe à la demande déclaration de revenus des particuliers)

Donner des informations claires sur l'utilisation des impôts locaux et nationaux

CARBURANTS : 2 PRIX DEUX PRIX : l'un pour l'activité professionnelle, l'autre pour les loisirs. A la pompe, le prix est le même. Mais celui qui utilise son véhicule pour son activité professionnelle, pourra, sous certaines conditions, bénéficier du remboursement de l'augmentation des taxes. Ce remboursement se fera par réduction de son impôt prélevé à la source pour les salariés. Pour les artisans, professions libérales, par crédit d'impôt. En cas de co-voiturage, ce remboursement peut être majoré (à définir) DECLARATION à faire en ligne sur le site impot.gouv.fr - l'adresse du domicile et celle de l'employeur du demandeur - le kilométrage effectué et le No d'immatriculation du véhicule - éventuellement, le nombre de covoiturés par mois pour le calcul de la majoration - les noms de covoiturés avec leur No de téphone. CALENDRIER - mesure valable 12 mois avec bilan pour son éventuelle reconduction. - annoncer le démarrage de cette mesure 6 mois à l'avance. Exemple annonce en mars du démarrage en septembre. - taper fort : augmention de 0,50 € minimum de la taxe dédiée à la transition écologique - les déclarations peuvent être faites dès l'annonce de la mesure. - quand la déclaration est considérée comme valide, les remboursements peuvent se faire 3 mois avant la date officielle, soit en juin. Les bénéficiaires se rendront ainsi compte du sérieux de la mesure et bénéfieront ainsi de 3 mois <gratuits>. CONTROLES - La triche sera inévitable. Donc prévoir des sanctions dissuasives.

L'information a beaucoup progressé et elle est abondante, pas sur qu'il soit judicieux de dépenser plus pour produire davantage d'information

rendre publiques toute dépense de l'état via un site web. Ceci permettra aux citoyens de comprendre et de vérifier la bonne utilisation de l'argent public. Chaque euro dépensé, note de frais, facture honoré par l'état devrait y être accessible, pour permettre un contrôle citoyen de la bonne utilisation de l'argent publique

On trouve tout ce qu'il faut, si on veut bien passer quelques heures sur internet pour consulter les sites « gouv. ministère des impôts « ainsi que ceux des Think Tank et Cour des Comptes;

Certes un peu long, fastidieuxn complexe pour le citoyen ordinaire et les gilets jaunes, qui préfèrent les intox, fake news ou informations tendancieuses sur les réseaux sociaux. Plus facile de débiter et répéter les slogans des organisations qui agissent dans l'ombre Néanmoins, des associations/instituts/think tank indépendant, devraient mettre en ligne, une synthèse pédagogique des principaux chiffres, % restitués sous forme de graphique, camember... - Souces /provenances des impôts/taxes, TVA.. - Budget/Dépenses en Mds d'euros et % consacrés par Ministère - Dettes - Coût par famille de la scolarité de chaque enfant (primaire/collège/lycée/Université) quasi gratuite (ex 9000 euro au lycée - 11/13.000 université..) Comparatif avec la moyenne européenne et les pays anglo-saxon, Usa.. Evolution globale de ces dépenses sur 10-15 ans Dérive de la dette et déficit public sur 10-15 ans

mettre à disposition sur le site des impôts un rapport sur la réparation des dépenses publiques par ministère et poste

Mettre à disposition sur le site des impôts un rapport sur la répartition des finances selon les ministères et les postes.

Détailler les milliards d euros dépensés

Transparence, publication annuelle et adressée à chacun sur l'utilisation des impôts prélevés.

Ce n'est ni l'état qui paie ni le président, ce sont les contribuables . Héritage du passé dans les S.tés nationalisées, ne pouvant pas faire faillite, il suffisait de réclamer pour obtenir ! Et les contribuables bouchaient le trou .... « cris de gilets jaunes aux péages autoroutes (Vinci) : « Passez ,c'est Macron qui paye»!!?

Expliquer CLAIREMENT ou va notre argent Demander une validation des citoyens par une procédure a définir Pour tous les travaux ou investissements significatifs d'une commune. Ne tolérer AUCUN dépassement ou celui ci doit requérir la validation des citoyens =gestion participative

Des informations dans les médias concernant l'utilisation des impôts un peu comme c'est fait dans les bulletins municipaux.

publier sur le site du gouvernement un état des finances/dépenses synthétique et par domaine + communiquer par voie médiatique sur la disponibilité de ces informations

Communiquer les salaires retraites et avantages en nature des grands élus et hauts fonctionnaires

un tableau détailler donnant les sommes reversé à chaque secteur (combien coûte le rsa par éxemple)

Rappeler à quoi servent les impôts et qu'ils sont utiles y compris pour les gens les plus fortunés qui semblent de façon permanentes penser que les impôts ne servent que pour les moins riches en aides sociales. Mais à qui savent en priorités nos infrastructures comme les routes, les aéroports, les gares et voie ferrées, on voit bien que sans les deniers publics il est difficile d'entretenir un service correct pour tous, pourtant en terme de gain écologique les transports collectifs sont un moyen efficace sous condition d'être pratiques, les crèches (qui permettent aux parents de pouvoir aller au travail). J'oublie surement beaucoup d'autre infrastructures, mais je pense qu'une vraie pédagogie à ce sujet est nécessaire si on veut des citoyens et pas juste des consommateurs.

Il y a déjà certainement énormément d'informations disponibles pour qui sait et veut chercher. Je fais confiance globalement à la représentation nationale et aux oppositions, aux sceptiques pour le suivi et la contradiction. Cependant, la synthèse de l'efficacité d'une politique particulière semble difficile à trouver. Une présentation synthétique pour un citoyen moyen comme moi encore plus rare. Une synthèse et tous les détails avec un historique sur 10 ans par exemple sous forme de tableau exploitable (Excel ?) sur le site Impots. Gouv permettrait à tout un chacun de «savoir», de comprendre ou au moins d'essayer d'analyser certaines décisions sensibles «de société». Ce qui est intéressant, bien sur en premier, c'est la globalité : combien rapportent les différents «impots ou équivalents» : IR - IFI - CSG - TVA - Taxes Habitations - Taxes Foncières - et autres impots par origine. On voit ainsi les enjeux et les points d'actions possibles. J'ai déjà vu des camemberts sur le sujet, mais aucun regroupant «tout» : impots, taxes, bref ce qui «rentre» dans les caisses publiques ou assimilées. Et à quoi ils servent de la même façon et dans les grandes lignes. Il est certainement plus utile de préciser les points à controverse : par exemple, comment quantifier les fraudes sur les politiques sociales et comment les éviter, à quel coût ? combien coutent les logements sociaux ou la politique familiale ? La volonté de favoriser le 3ème enfant a-t-elle été une réussite économique ? Les aides à la non fermeture d'entreprises sont-elles efficaces ? Comment et pour combien ?

Un courriel d'information à minima

D'abord et avant tout enseigner de l'économie des le plus jeune age : quelles sont les ressources , les besoins partager les informations de façon simple IR quel%, IS quel % , TVA quel % ...de l'autre côté santé: quel % retraite: quel % dette: quel % pour éviter d'entendre toutes les inepties qui sont dites actuellement

Il faudrait commencer par communiquer systématiquement sur les vrais coûts des choses prise en charge par l'état : - chaque rentrée scolaire : facture du coût de l'année de scolarisation de l'enfant - chaque soin à l'hôpital : facture du vrai coût de l'intervention - aide social : récapitulatif des aides perçues en fin d'année par foyer fiscal par exemple

L'infographie qui a été mise en place l'an dernier sur le site impots.gouv.fr est un bon début, continuer dans ce sens avec des termes assez simples pour comprendre.

A priori il faut aujourd'hui communiquer sur Facebook, Twitter, Fortnite ou créer leur équivalent français pour le faire.

Lors de la déclaration des impôts en ligne, un camembert pourrait apparaître nous disant comment ont été affectés les fonds de l'année précédente.

Augmentation du SMIC Prime d'activité sur la fiche de paye Redistribution du CICE pour baisser la pauvreté Impôts progressif ou plus de paliers Rétablir ISF-vert Imposer les multinationales US Financer la transition écologique par la BCE Dissoudre l'assemblée pour introduire une dose de proportionnelle Mettre des députés proche du peuple Introduire des travailleurs a l' assemblée nationale Réduction du sénat en faire une assemblée de sages Utiliser un langage compréhensible par tous Revoir train de vie et logement(gratos) du gouvernement , hauts fonctionnaires et conseillés suppression de hauts fonctionnaires et différents conseils, cabinets de l' Elysée Mastrich et Lisbonne = Mondialisation Désindustrialisation Destruction de l Agriculture paysanne Popérisation des classes moyennes Rendre public les salaires des ministres, députes, sénateurs et hauts fonctionnaires. Plus de informations et transparence sur les projets de lois Elargir le role du maire

déjà bcp de fait ... par ma part, j'ai les informations

Un site internet accessible à tous ou l'on peut suivre en direct ou est dépensé quoi. Quel élu dépense le denier public et pourquoi.

Améliorer l'information en termes simples mais complète. Expliquer pourquoi on prend telle décision.

publier des rapports type «Cour des comptes» sur l'utilisation des finances publiques par chaque administration

réponse si dessous

un bilan trimestriel sur les chaînes TV

Publication sur site impots.gouv.fr, par email ou courrier de la répartition des dépenses publiques avec identification claire de

l'orientation de certaines taxes ex: taxe sur les carburants utilisée pour la transition écologique

rendre des bilans publics

information systématique sur les journaux TV du 20 H

Transparence sur les budgets alloués

des rapports communiqués

ETRE SUR QUE CHACUN CONTRIBUE DANS LA MESURE OU IL EST SUR LE TERRITOIRE

Redistribution du CICE pour baisser la pauvreté Impôts progressif ou plus de paliers Rétablir ISF-vert Imposer les multinationales US Financer la transition écologique par la BCE Dissoudre l'assemblée pour introduire une dose de proportionnelle Mettre des députés proche du peuple Introduire des travailleurs a l' assemblée nationale Réduction du sénat en faire une assemblée de sages Utiliser un langage compréhensible par tous Revoir train de vie et logement(gratos) du gouvernement , hauts fonctionnaires et conseillés suppression de hauts fonctionnaires et différents conseils, cabinets de l' Elysée

Profiter des échanges écrits ou informatisés (avis d'imposition, demande de déclarations fiscales, relevés EDF... -et pourquoi pas?-) pour fournir des tableaux sur l'utilisation des recettes fiscales , ou leur montant comparé aux autres pays, ou la forme qu'elles prennent ailleurs, par «petites doses assimilables» par tous. (voir par exemple les tableaux dans le texte correspondant au «Grand Débat National») Oser afficher sur un bus ou un train (ou...) que son existence est due aux impôts (locaux, nationaux...). Indiquer les pourcentages si besoin, comme dans les travaux autoroutiers. Rappeler ce fait lors de versements de prestattions.

il faudrait faire ressortir sur l'avis d'imposition une évaluation de la redistribution dont le ménage à bénéficier au travers par exemple de la gratuite de l'école , des soins ,des subventions des transports et au titres des prestations sociales pour montrer le montant de la redistribution et donc le rapport Contribution / Redistribution

de l'information avec la feuille d'impôt et pas celle qui est envoyé par les impôts actuellement : insipide inodore et incolore!

Leur indiquer que cette information existe et où on peut la trouver.

Donner des exemples concrets et parlants au citoyen, des exemples dans son secteur d'activité, des exemples dans sa ville, son agglomération, son département Informer dès l'enseignement secondaire (instruction civique renforcée) voire fin du primaire. Que chaque service gratuit ou partiellement gratuit soit réalisé indiquant clairement à l'usager le coût pour la société Donner les priorités et leur coût fiscal (défense, sécurité, éducation, santé, transition écologique, désenclavement territoire, ...) Pour les dépenses autres, mettre en place des consultations citoyennes pour le maintien des services, leur gratuité, ...

Déjà faire comprendre à chaque Français la valeur des choses, ce dont il bénéficie au quotidien et toute leur vie , supportée par nos impôts, taxes ,prélèvements et la dette (abyssale) , le cout de notre système social (education , santé , services , securité ....) et le fort impact du système de redistribution en France qui profite aux moins aisés et qui pèse beaucoup sur ceux qui paient l'impots (personnes physiques et morales)

indiquer l'utilisation de ceux ci

indiquer l'utilisation réelle

Tableau des recettes ? Pour la transparence, le tableau de RECETTES de l'Etat devrait être joint à celui des DEPENSES ! Il aurait été plus honnête de mettre en exergue le tableau des recettes ! Ce qui mettrait en évidence la nature des prélèvements : 80% des prélèvements hors Sécurité Sociale correspond aux impôts sur les particuliers - revenu, taxes sur les produits pétroliers et TVA. Sur les 240.680 millions d'impôts, IR : 30%, TIPP 5,6% et TVA 64,2% Fléchage des Dépenses sociales. Pensions des fonctionnaires Le tableau est insincère, car y figure le social qui n'est financé par l'impôt que pour les fonctionnaires (59 milliards) : sur les 1000 indiqués, il n'est donc que 544 sur le budget de l'état ! La différence est une redistribution des cotisations sociales, collectées par ailleurs pour le secteur privé. En 2018, il y avait 59 milliards prélevé sur le budget de l'état pour les pensions des fonctionnaires. Ce fléchage de certaines dépenses est manifestement orienté pour mettre à l'index ces dépenses sociales, pour créer un climat avant les réformes en préparation sur les retraites et sur l'assurance chômage, et pour « justifier » les restrictions portant sur l'indexation des pensions et allocations. Le prospectus rappelle que le gouvernement veut encourager l'investissement en France et réduire le chômage : vœux pieu qui améliorerait le solde du budget (plus de recettes, moins de dépenses), mais à ce jour, la réduction du chômage du président Macron ressemble à l'inversion de la courbe de Hollande ! Quant à le montant de l'ISF, la fameuse théorie du ruissellement est battue en brèche par nombre d'économistes compétents ! Sincérité du PLF 2019 Le PLF 2019 prévoit une augmentation des dépenses de 4 milliards, ainsi qu'une baisse des recettes de 14 milliards ! Soit un déficit de 98 milliards qui seront comblé par une nouvelle augmentation de la dette. Et encore, nous n'en sommes qu'aux prévisions basé sur une augmentation de 1.7% du PIB, chiffre qui sera revu à la baisse (le PIB 2018 devait être en augmentation de 1.7%, il vient d'être ramené à 1.5%, en diminution de 12%). Le système fiscal des autres pays européens est beaucoup plus transparent, comme le Royaume Uni, l'Espagne, l'Italie ou l'Allemagne !!!

Informations sur les dépense publiques tel que les hôpitaux, les infrastructures, le montant que les gens touches et les impôts directes qu'ils paient. Cela permettrait à certains de ce rendre compte de la contribution collective pour leur bien être.

Savoir exactement combien coûte un service exemple envoyer une lettre aux parents pour leur expliquer combien coûte la scolarité de leurs enfants s'il devait la payer idem pour les frais hospitaliers combien coûte une intervention dans un hôpital il faut que les gens puissent percevoir à quoi servent leurs impôts et surtout qu ils sont bien pris en charge

Avoir acces de mamiere simple et transparente aux postes de depenses budgetaires, par ministere en ayant ensuite la possibilite de consulter les budgets de chaque mission avec une granularite de plus en plus fine.

publication des dépenses publiques des hauts fonctionnaires sur un site accessible à tous, comme dans les pays nordiques

Indiquer le budget précis sur le site de chaque ministère et la façon dont il est dépensé, en précisant le nombre de personnes nécessaires pour faire fonctionner les services, l'évolution sur les 30 dernières années et recenser les domaines où il serait possible de faire des économies si certaines dépenses s'apparentant à des privilèges indus sont supprimées et si chaque citoyen, dans son travail ou comme usager, est respectueux du bien public, consciencieux, responsable dans ces comportements. Par exemple, budget élevé à l'éducation nationale et pourtant profs mal payés qui ont du mal à obtenir les heures de soutien lorsqu'elles sont nécessaires. Même chose pour les dépenses d'assurance maladie. Il faut retrouver le sens du service et de la responsabilité pour tous. Ne pas tout attendre de l'État et recréer les conditions d'une nation solidaire. Dans de nombreux domaines, il faut faire prendre conscience aux citoyens qu'ils peuvent contribuer aux économies en ayant un comportement citoyen, respectueux d'autrui.

1. Accessibilité aux comptes simplifiés de la Nation avec un visuelle en une page 2. Traçabilité des impôts

L'état devrait présenter régulièrement un bilan de ses dépenses, de manière très simplifiée. La transparence permettra une meilleure compréhension de l'impôt.

L'immobilier augmentant tjs à une vitesse vertigineuse la part d'exoneration (100Ke) pour nos enfants parait ridicule maintenant, il faudrait indexer au prix de l'immobilier cet abattement. D'autre part, les droits de successions sont une double peine car nous avons payé nos biens par crédit auquel on ajoute taxe habitation, fonciere, droit enregistrements, ..., en fait il faudrait les supprimer ou bien augmenter très sensiblement le plafond de l'abattement par enfant.

Quelques minutes hebdomadaires d'un mini reportage concret sur des exemples d'emploi de nos impôts.

la transparence des dépenses. Demander l'avis des citoyens pour l'attribution de leurs impôts et autoriser des droits de véto sur chaque commune. Exemple : en tant que citoyenne, je refuse de financer des édifices religieux comme c'est le cas pourtant.....

Une communication envoyée à tous les citoyens (ex : diagramme circulaire) pour illustrer les pourcentages alloués aux différents secteurs (santé, social, sécurité, infrastructures, etc). Il me semble que cela existe aujourd'hui et c'est très clair. A communiquer largement.

mise à disposition du public de tableaux de bord simples a lire pour un non initié, pour tous les niveaux des services publics

Une information aux citoyens (diagramme) pour illustrer les différents secteurs où les impôts sont affectés.

Rappeler sans cesse tout ce qui est gratuit ou à peu près en France : santé et éducation notamment

faire savoir l'effort fait par ceux qui payent de l'impot, quelle csp est matraquée, combien de citoyens cotisent et combien ne cotisent pas tout en bénéficiant de l'argent public, expliquer ce que les comportements irrespectueux coûtent à la société (dégradations, resquillages, etc...)

Une information sur l'utilisation des cotisations

Montrer qui paye l'impot sur le revenu et les depenses de l'etat par types

Confectionner des documents les plus simples possibles permettant de comprendre l'utilisation des divers impôts : d'Etat, impôts locaux, taxes diverses...Les publier sur internet , dans la presse, dans les mairies? dans les écoles et universités. il faut que l'enseignement dispensé à nos enfants comprenne un volet fiscalité, utilité de l'impôts, solidarité vis à vis des plus démunis. La compréhension de le finalité de l'impôt permet une meilleure acceptation de celui-ci.

envoi semestriel d'un bulletin d'information sur les recettes et dépenses effectuées à partir des différents impôts.

Commencer par arrêter de répéter des éléments de langages ad nauseam.

Possibilité de faire des bilans sur l'utilisation et la redistribution, et donc mieux de transparence

Publication des grandes lignes de dépense

Hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

Sans objet dans l'immédiat (cf propositions)

hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

transparence sur toutes les aides, les niches fiscales...

Expliquer et réexpliquer que beaucoup de services sont gratuits ou presque en France, santé et éducation en premier lieu, la plupart des Français ne sachant pas combien cela coûte ailleurs, et que certains postes budgétaires sont inévitables, défense nationale et sécurité par exemple Rien ne devrait être totalement gratuit, il faut toujours faire payer une participation, si petite soit-elle, sinon on perd la notion des coûts, et c'est la porte ouverte aux abus

Communication régulières aux journaux télévisés - tableaux grands formats dans les mairies, les lieux publics

publier un budget simplifié

Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

fusionner IR et CSG et remplacer par une CSG progressive mais pour tout le monde

Faire des économies en suivant obligatoirement les prescriptions des Différentes Cours des Comptes

Revoir les taux de TVA, réintégrer la CSG sur les revenus dans l'impot sur le revenu, remettre en place l'ISF, revoir le CICE, lutter contre l'évasion fiscale, taxer les transactions financières basées sur la spéculation - Cf texte en bas de page

accélérer la chasse aux paradis fiiscaux. Taxer toute persoe qui vit à l' étranger pour ces facilités (sportifs notamment, et artistes) suppression des privilèges des anciens présidents de la république (voiture avec chauffeur), bureaux (pour qoi faire, écrire des livres) baisse des salarié des personnels de l' assemblée nationale (leurs émoluments sont scandaleux) Baisse du nombre de députés et sénateurs et réduction de leurs indemnités. Ils ne sont pas imposables). Ou alors imposer leurs indemnités

-faire payer les personnes physiques et morales riches qui échappent à l'impot par des montages complexes, validées par les instances nationales et européennes. retablir l'ISF et créer une vraie taxe de transaction financiere (plusieurs milliards à recuperer) -créer de nouvelles tranches d'impôt -un euro symbolique pour les non imposables (un euro par personne et non par foyer fiscal)= chacun contribue, et cela fait baisser la pression fiscale pour les classes moyennes, qui paient pour les 50% de personnes non imposables.

« Chez nous, ceux qui travaillent financent les pensions des retraités,» faire cotiser les robots qui prennent la place des humains! « L'impôt est au cœur de notre solidarité nationale ». Taxer les exilés fiscaux, et les entreprises qui pratiquent l'optimisation fiscale Les plus riches s'exilent, les moins riches ne paient pas d'impôts, reste « les riches » c.-à-d. la classe moyenne qui supporte la totalité de l'impôt et supporterait en sus «l'ISF » et la Taxe d'Habitation !!non

Faire payer des impôts à tous même symbolique Supprimer la fiscalité sur les produits de premières nécessite Supprimer les taxes d'habitation et taxes foncières (ce n'est pas pas parce l'on est propriétaire que l'on a les moyens .....) Supprimer la partie de l'impôt sur le revenu sur la CSG (inadmissible de payer de l'impôt sur des taxes)

supprimer la tva sur la nourriture.

Adapter la TVA en fonction des revenus : par exemple instaurer un forfait TVA produits de première nécessité qui serait pris en compte dans les aides aux plus modestes . Faire payer un impôt sur le revenu même symbolique à tous. Etre féroce avec toute forme d'évasion fiscale (sociétés et particuliers)

La fiscalité doit continuer à permettre de financer les services publics en faisant contribuer tous les français en fonction de leur capacité. Elle doit également flécher les évolutions de comportement ou les actions nécessaires pour que notre société conduise à un monde durable. ☐ le principe de l'impôt sur le revenu avec ses tranches d'imposition progressives doit être maintenu ☐ Il n'est pas normal que près de la moitié des contri-

buables ne payent pas d'impôt sur le revenu. Ceci ne donne pas à une grande partie de nos concitoyens le sens de l'intérêt collectif et ne permet pas la contribution de tous au fonctionnement de notre système social. Les citoyens exonérés ont le sentiment de n'avoir que des droits et aucun devoir envers notre société, ce qui est très délétère pour sa cohésion. ☐ L'impôt ne doit pas devenir confiscatoire. Ne pas ajouter une nouvelle tranche d'imposition pour les revenus élevés. La TVA Cet impôt rapporte beaucoup d'agent à l'Etat tout en étant moins douloureux à supporter par le contribuable car on paye l'impôt en même temps que l'on dispose du bien acheté. Son revenu global devrait être conservé à un niveau à peu près stable car il me semble globalement accepté par nos concitoyens. Cependant, il devrait être réformé en profondeur pour permettre de mieux orienter les achats de nos concitoyens au profit de l'économie nationale et du développement durable. Il n'est pas normal que notre état ne protège pas le développement de notre économie face à une mondialisation non contrôlée et à des productions ne respectant pas les mêmes exigences qu'en France. ☐ Développer des taux moins élevés pour les dépenses qui développent l'emploi en France (activités non délocalisables d'artisanat ou de petites entreprises) ☐ Créer des taux majorés pour les produits importés dont les conditions de production ne garantissent pas le respect des conditions sociales et de développement durable identiques à celles qui sont exigées en France (exploitation des travailleurs (dont le travail des enfants), normes environnementales au rabais, prise en compte des coûts indirects de pollution liés aux transports longue distance, etc.). Cette évolution ne peut être mise en œuvre que si des dispositifs de contrôle efficaces sont mis en place pour vérifier l'exactitude des conditions d'application des différents taux. Les taxes et réductions d'impôts diverses La multiplication des taxes est mal perçue par nos concitoyens qui ont le sentiment qu'on reprend d'une main par des taxes ce que l'on donne de l'autre par des baisses d'impôts. Elles ne sont acceptables que si la puissance publique apporte la preuve que l'argent ainsi collecté est bien dépensé pour ce à quoi il est destiné et qu'il oriente les choix de dépenses de chacun. C'est ici que doit intervenir une fiscalité écologique et de développement durable non punitifs ☐ Obtenir la neutralité fiscale entre taxes collectées et aides accordées au développement durable sur un sujet donné ☐ Pour réellement orienter les comportements des citoyens et des entreprises vers le développement durable, il faut développer des systèmes de bonus/malus équilibrés favorisant les achats vertueux. Cette fiscalité doit concerner aussi bien les entreprises que les citoyens car c'est l'ensemble de notre société qui doit changer ses pratiques. ☐ Développer chaque fois que c'est possible le système de bonus/malus (à l'image du bonus /malus sur la pollution des automobiles) pour flécher le choix des investissements privés ☐ Rendre compte aux citoyens de l'utilisation de l'argent pour chaque taxe ☐ Appliquer les mêmes choix et principes aux achats et investissements des entreprises Taxe sur les transactions financières Il n'est pas normal que le montant annuel des transactions financières représente plusieurs milliers de fois le volume réel de l'économie mondiale. Cette financiarisation folle de l'économie mondiale se fait au détriment de la vision à moyen et long terme qui est nécessaire pour que les entreprises mettent en place des stratégies industrielles et des investissements permettant leur développement durable ainsi que celui de notre monde. J'ai bien conscience que l'Etat français ne peut pas changer à lui seul le système économique mondial, un regroupement des actions au niveau européen est indispensable pour faire changer les choses, mais je sais que ce ne sera pas facile. Cependant, la mise en place d'une taxe sur les transactions financières au niveau de la France et le soutien pour une généralisation de cette mesure au niveau de l'Union Européenne devrait permettre d'agir dans le bon sens. En effet, cette taxe, en renchérissant le coût des transactions purement financières, freinerait la frénésie actuelle qui profite de variations des cours boursiers à très court terme pour acheter et vendre de multiples fois des parts d'entreprises, sans lien avec la valeur économique réelle de celles-ci.

- Arrêter de considérer qu'une nouvelle dépense=un nouvel impôt - Arrêter de considérer qu'il faut toujours aller chercher plus d'impôts sur ceux qui sont déjà les plus imposés - Envisager un impôt minimum, même symbolique pour l'ensemble des citoyens afin que tous aient le sentiment de participer à la vie de la cité Bref, ne plus culpabiliser ceux qui travaillent et en récoltent les fruits.

QUE TOUT LE MONDE PAYE QUELQUE CHOSE MEME SI C'EST INFIME (NOTION DE PARTICIPATION A LA VIE COLLECTIVE A REDECOUVRIR) PLUS DE PROPORTIONALITE

supprimer les impôts qui ont des effets négatifs : exemple l'ISF / IFI avec l'exil fiscal . Ne pas oublier que nous vivons dans un monde ouvert

Depuis le 01/01/2016 les retraités qui travaillent en complément de leur retraite payent des cotisations retraite sans pouvoir espérer acquérir de nouveaux droits. Pourquoi pas! Cela étant il faudrait que ces cotisations puissent au niveau des impôts être considérées comme des DONS. Actuellement ce n'est pas le cas car l'administration fiscale refuse cette possibilité. On serait en droit d'attendre que cette part de salaire versée en cotisations retraites à fonds perdues puisse être déduite des impôts du revenu.

Il faudrait que chaque citoyen paye des impots même un peu.

Tenir compte de certaines dépenses obligatoires des ménages : prise en charge d' une personne handicapée, études d' un enfant, participation au financement de la maison de retraite de ses parents....

Mettre plus de transparence dans le revenu et patrimoine de chacun comme dans les pays scandinaves

Est il juste de faire payer une cotisation foncière des entreprise aux micro entrepreneurs travaillant à domicile et payant déjà une taxe foncière ou travaillant dans les locaux de leurs clients qui payent déjà cette taxe ?

Meilleure gestion et moins de corruption une gare ne coûte pas 4milliards et facturée telle (Gare part dieu lyon) une moquette ne coûte pas 500000euros à moins d être tissé en or une nuit d hôpital ne coûte pas 1500euros la nuit, remplacer des radars ne coûte pas un demi milliard !!!!! il y a des services publiques des aides pour les démunis une aide à la santé des services qui font une solidarité active et réelle dans ce pays et à ne pas toucher mais pourquoi une aussi mauvaise gestion de tous les services il ne faut ps non plus aller au casse pipe délibérément. Ou mieux négocier les contrats publics.1000 000 000 000 de recettes fiscales en 2018.à quoi sert cet argent ? Comment nos tests pisa peuvent ils être aussi mauvais avec un tel budget pouvant être consacrés à l éducation ? Dans certains pays dits pauvres l état des routes est parfait nous il y a des couches de différentes matières qui se superposent et s echalonnent ce qui rend dangereux la conduite les 80km heures sont une bonne chose car état des routes est lamentable (tt le monde ne peut pas avoir un suv ou un 4/4pour y faire face) peut être insultent t on un peu trop les ouvriers («leurs enfants sont» cons» ils sont stupides sans diplômes ils ne parlent pas fçs ils doivent balayer les feuilles etc etc etc) qui construisent ces routes ou mauvaise gestion des travaux mais c un danger public.

Est-ce juste que les entreprises les plus riches et les multinationales bénéficient du droit à «l'optimisation fiscale» alors qu'elles ne représentent que 7% de l'emploi salarié du secteur privé tandis que les TPE PME PMI qui représentent 93% de l'emploi sala-

rié en sont exclus ? Cela n'est-il pas créateur d'une concurrence déloyale des plus forts sur les plus faibles ? Cette concurrence déloyale ne produit-elle pas une destruction du tissu de TPE PME PMI et du CHÔMAGE DE MASSE ?

une fiscalité plus juste et plus efficace commence par la progressivité donc augmenter le nombre de tranches d'impôts sur le revenu. Payer des impôts c'est contribuer à la vie de la nation il faut donc que chaque tous les foyers paient des impôts sur le revenus même si il s'agit de petites sommes. La fiscalité doit être perçu comme juste il convient donc de rétablir l'ISF. Une fiscalité efficace passe aussi par la réduction fdes niches fiscales ce qui permettra de faire baisser les impôts pour tpous sans que la collecte n'en soit affectées. Une fiscalité efficace c'est une fiscalité dans laquelle les sommes prélevées vont réellement à ce pourquoi elles sont prélevées. par exemple les taxes prélevées sur l'alcool et les cigarettes au titre de la sécurité sociale aillent directement et intégralement à celle ci. Que les sommes prélevées au titre de la transition écologique aillent à la transition écologiques à 100% et en priorité à destination des particuliers. une fiscalité efficace est une fiscalité qui permette de changer nos habitudes comme par exemple avoir une TVA dont le taux varie en fonction de l'impact écologique et des normes sociales et fiscales du lieu de production. Par exemple une voiture vendu en france doit être moins taxée si elle est produite en France par rapport à une voiture importée. par exemple pour les fruits et légume une TVA à 0% pour les produits bios, locaux et de saison, 10% pour les produits bios importés ou locaux de saison mais conventionnels, 20% pour les produits locaux conventionnels et hors saisons et les produits importés conventionnels de saisonet 30% pour les produits importés conventionnels et hors saisons.

Impôt pour tous ! Le consentement a l'impot Disparaît car trop injuste !!! Qu'on impose tout le monde même très peu, et qu'on fiscalise TOUS les revenus ! Que les sources de revenus soient imposées de la même façon et que 1500€ de travail, soit imposés de la même façon que 1500€ d'aide sociales...

Épurer l'impôt ! Moins de niches, moins de crédits d'impots Moins de complexité. Euro gagné payé un pourcentage d'impot. Tout euro gagné et pas seulement le bénéfice du travail, on fiscalise les aide et tout le monde paye des impôts mêle très peu !

Combattre l'évasion fiscale Traquer les paradis fiscaux, les états européens qui ne jouent pas le jeu

Le travail doit permettre de gagner sa vie alors que l'aide social doit se contenter de survivre. Il es inacceptable de mieux gagner sa vie en touchant de aides qu'en travaillant

Avoir quand cela est possible une fiscalité dépendant de vos comportements et choix : exemple payer le ramassage des ordures ménagères au poids : cela fait diminuer le volume des ordures et augmente le recyclage. Idem sur la mobilité : payer en fonction de l'impact environnemental (dans ce cas les taxes en zones rurales devraient baisser sur l'usage de la voiture et être considérablement augmentées en zones urbaines denses. CF rapport DG trésor sur le sujet) Flécher dés que c'est possible la fiscalité

Diminuer l'ensemble des taux de TVA, lesquels touchent d'autant plus durement un citoyen que ses revenus ou ressources sont les plus faibles. Remplacer les recettes d'impôts perdues de ce fait, par une augmentation équivalente de l'impôt sur le revenu en augmentant éventuellement le nombre de tranches. La TVA est un impôt injuste car il frappe les plus pauvres au même niveau que les plus riches.

création d'une vignette pour tout transporteurs étrangers traversant le territoire les recettes seront redistribuées pour moitié aux entreprises pour assurer la compétitivité l'autre moitié destiné à l'écologie. fin du travail détaché taxation des compagnies maritimes et des compagnies aériennes . Retour de l'ISF taxer les groupes comme Amazone , Auchan récupération de l'évasion fiscale et ensuite chasse aux fraudeurs

La justice fiscale ne consiste pas à exonérer certains en créant des effets de seuil néfastes (IR payé par 47% des foyers fiscaux, Taxe d'Habitation par 20%). Un impôt juste est un impôt avec une assiette large et progressif, le taux pouvant être très élevé pour les très hauts revenus (sportifs, chanteurs, hauts dirigeants). En revanche il ne faut pas rétablir l'ISF.

Que tout le monde soit soumis à l'impôt sur le revenu (même 1 euro symbolique pour les plus faibles revenus). Que tout élus qui touche de l'argent de l'état(indemnités de tout genre) voit cet argent soumis à l'impôt sur le revenu comme n'importe quel citoyen. Qu'il n'y est plus de «niches» fiscales. Qu'il y ait une compréhension plus simple pour le simple citoyen de l'impôt perçu (du style : pour les très bas revenu par exemple 10000 euros 0, 1% prélevé, puis pour les revenus en dessous du revenu médian «tant»% prélevé puis pour le premier quart au dessus 2*»tant»% puis pour le dernier quart au dessus 4*»tant»%, de sorte que la quantité globale soit conservée mais que le citoyen de base comprenne plus facilement la participation de chacun à l'impôt)

Soit supprimer l'IR soit le faire payer à tout le monde. Pour les TVA les moduler en fonction de l'impact sociétal et écologique). Les «mauvais» consommateur doivent être impacter et les vertueux récompensés.

La CSG doit être équitable,pourquoi certains sont exonérés d'autre pas,un retraité ayant une CSG non diminuée, a des revenus plus conséquent, mais a par contre beaucoup plus cotisé.Donc il est doublement pénalisé,maintenant il lui est reproché d'avoir une bonne retraite alors qu'il a tout fait pour çà? en payant des cotisations plus forte,ceci pendant son activité. IL y a la une injustice.J'ai 79 ans,j'ai donné 28 mois de ma vie pour faire une guerre d'Algérie,j'ai perdu mon temps,personne à l'époque ne nous aidait,nous étions des millions de jeunes dans mon cas.IL faut dire qu'à l'époque nous avions droit à 6 timbres par mois+20 franc de l'époque,nous étions riche de notre jeunesse,mais pas de cotisation pour nos vieux jours,maintenant il nous faut payer un impôt,ou est la justice????

Supprimer les niches fiscales.

chacun doit contribuer , pas seulement 43% des foyers

Mise à plat du régime d'imposition Abolition des niches fiscales Suppression de la taxe d'habitation pour tous Revoir les règles en matière de succession

Pourquoi l'ISF n'a jamais inclut les oeuvres d'art? Pourquoi ces oeuvres d'art ne sont-elles pas soumises à la plus-value? Ce n'est pas la classe moyenne supérieure qui possède des oeuvres d'art, mais c'est cette même classe moyenne qui paient le plus d'impôts!

1) Un impot pour qu'il soit égalitaire, doit s'appliquer à tous les revenus, les plus modestes comme les plus élevés. Aujourd'hui, 47% des français payent l'impot. - Pourquoi ne pas créer une tranche d'imposition même minime pour les «petits revenus» et montrer ainsi qu'ils participent à l'effort - Ne pas oublier aussi les très gros revenus perçus en France mais exonérés en raison de la résidence dans un autre pays ou de toute autre faille exploitable par un expert fiscaliste (un bon toilettage serait utile). - Suppression de toutes les niches fiscales qui profitent en majorité aux plus aisés. Cela permettrait à chacun d'apporter sa contribution au budget de l'état et ainsi profiter d'une juste redistribution. 2) Arrêter de créer des catégories de justiciables avec des droits et des devoirs différents en fonction de leur appartenance à telle ou telle catégorie sociologique ou entrepreneuriale (actifs, retraités, PME, groupes du CAC 40...).

les impôts pour tout le monde. je demande que tout le monde paye un impôts sur le revenu même minime. il ne doit pas avoir des personnes à 0€. il y a trop de gens qui demande tout mais qui ne participe à rien.

Il faudrait que quelque soient les revenus, même les plus faibles, tous les citoyens Français et les étrangers vivant sur le territoire Français paient des impôts, puisque tout le monde bénéficie des services de l'état. Il faudrait arrêter le matraquage fiscal des classes moyennes et supérieures.! Il faudrait maintenir la taxe d'habitation pour tout le monde, quelque soit les revenus, mais il faudrait recalculer cette taxe sur de nouvelles bases plus équitables (valeur locative du logement établie sur des critères loyaux et indiscutables).

ne pas orienter les impôts essentiellement sur la classe «dite moyenne» Revoir les classes d'imposition

tout le monde doit payer l'impôt même le plus petit salaire ,même une somme de 10 euros,arrêtons de faire croire que tout est gratuit avoir plus de tranches d'impôts supprimer les primes double rémunération donner aux percepteurs pour son travail de vérification (en plus de son salaire) somme votée par les conseils municipaux et les syndicats chaque année réduire les frais de reception et les frais de bouche, buffet de tout genre

Faire payer par tous l impôt sur le revenu (et pas seulement par 42%des foyers) serait juste car les services sont utilisés par tout le monde. Lutter contre la fraude fiscale, les prestations et ventes sans enregistrement, ni facture et payées en liquide, rendrait plus juste et plus efficace les impôts sur le revenu. Les salariés et pensionnés sont imposés au premier euro. Qu'en est il de certains commerçants et artisans ?

Je n'ai pas de connaissance, et donc de compétence dans domaine.

diminuer les taux de TVA et augmenter les taux de prélèvement à l'IR tout en imposant dès la première tranche un forfait mini afin que chaque contribuable participe réellement à l'effort nationale et la solidarité entre générations

baisser le poids de la TVA qui frappe chacun quel que soit son revenu et augmenter le poids des impôts progressifs comme l'impôt sur le revenu + introduire un forfait mini de perception sur les premières tranches

que toutes les personnes (actifs) qui aident un retraité dans le besoin soit exonéré d'une partie de ses impôts.

Taxer plus les billets d'avion touristiques. Cela faisant rentrer de l'argent dans les caisses de l'état permettrait de baisser les charges patronales. Demander alors aux chefs d'entreprise d'augmenter les salaires de façon inversement proportionnelle aux salaires. Les salaires les plus bas étant alors les plus revalorisés, les écarts de salaires seraient moins grands. Le billet d'avion plus cher entrainerait par là même une réduction du trafic aérien et donc moins de pollution

Créer une, voire deux tranches d'imposition sur le revenu supplémentaires pour les revenus très élevés. Supprimer la CSG non déductible. Le revenu payé doit être le revenu imposé (pas d'impôt sur un revenu non perçu !)

Je ne réponds pas volontairement aux questions qui détournent le débat du vrai problème de fond : celui de la délégation aux banques privés du pouvoir d'un Etat de créer la monnaie et sur les conséquences en terme : +d'explosion des dettes, + de détournement du rôle d'intérêt général de la création monétaire au profit d'intérêts particuliers:, cette délégation est un échec le culte du profit a pris le dessus +de création de banques trop grosses pour faire faillite, + de fragilisation du système financier mondial, + de perte de liberté d'actions pour les Etats , + de création d'une finance de l'ombre + de maintien de paradis fiscaux y compris au sein de l'Europe + d'anonymat des transactions financières et de complicité dans les manipulations de cours, d'indice, + de création de produits financiers complexes, toxiques Avec la délégation totale de la création monétaire aux banques privés, nous avons perdu notre liberté d'action et une marge de manœuvre. Nous payons des intérêts à des banques privés pour de l'argent qui n'existe pas et qu'elles peuvent créer grâce au pouvoir que les Etats leur on délégué.. Avec la création de l'euro nous avons perdu la possibilité de créer de l'argent pour des motifs d'intérêt général. Nos dirigeants élus s'étonne du manque de confiance des citoyens . Ils nous ont trahi notamment : + par le transfert de la création monétaire qui est un pouvoir régalien. Ils ont pensé que les banques privés feraient mieux que l'Etat. Cette délégation a été organisée par des financiers et des fonctionnaires d'Etat, inspecteurs des finances, qui sont trop influencés par leur carrière et la perméabilité public privée incompatible avec le souci de l'intérêt général + par le contournement du non au référendum sur la constitution par la signature de traités + par leur capacité à trouver des milliards pour sauver l'irresponsabilité des banques mais leur incapacité à trouver les moyens de gérer des problèmes de fonds (dépendance énergétique et son impact dans notre balance commerciale, développement de politiques « vertes » d'avenir et durables,...) + par leur incapacité à imposer la séparation de l'activité bancaire classique des activités financières de spéculation + ... Le délit de haute trahison a même été supprimé de la constitution pour protéger les responsables de toutes actions en justice ... et permettre ce transfert de pouvoir Nous devons retrouver au niveau de l'Etat la possibilité de créer de la monnaie pour agir dans les domaines d'intérêt général : la transition énergétique et l'urgence climatique associée en font parti. Cette création doit se faire de façon responsable et durable. L'argent ainsi créé doit être remboursable par les gains obtenus : exemple réduction du déficit de la balance commerciale, développement d'emplois dans les politiques vertes générant des ressources supplémentaire par l'activité créée .... Nous devons revoir cette aberration de payer des intérêts pour de l'argent qui n'existe pas : nous déléguons à des banques le pouvoir de créer de l'argent fictif et en plus nous payons des intérêts pour que ces mêmes banques nous prêtent cet argent : il faut oser ... Nous devons séparer les activités classiques, qui doivent soutenir l'économie, des activités spéculatives des banques et refuser que des banques soient trop grosses pour faire faillite. Nous devons abolir l'anonymat sur les transactions financières. Nous devons établir notre propre liste des paradis fiscaux. Nous devons lutter contre l'optimisation fiscale qui cache l'évasion fiscale. Il serait intéressant de savoir combien de nos inspecteurs des finances sont passés dans le privé et combien contribuent de prés ou de loin à l'évasion fiscale. Nous devons retrouver une inspection des finances indépendante des lobbies de la finance privée.

Le gouvernement a pris dans la précipitation des mesures fiscales injustes qui favorisent les plus riches comme la suppression de l'ISF et la flat tax ou qui pénalisent les classes moyennes comme la CSG pour les retraités, et puis le même gouvernement demande comment rendre la fiscalité plus juste, et sans revenir sur ses décisions injustes ! Une telle contradiction rend le débat impossible, et rend évident soit que le gouvernement est incapable, soit qu'il prend les citoyens pour des imbéciles, ce qui renforce évidemment leur sentiment d'être méprisé.

1 tranche d'impot egale et raisonnable pour tout le monde (exemple 16%) plus d'optimisation fiscale qui ne profite qu'aux plus riches seule réduction possible handicap,assistance à la personne.

éviter le gaspillage ! Cf les portiques pour taxer les routiers , bonne idée contre laquelle les contestataires ont eu gain de cause, les communes qui disposent de taxes professionnelles

supérieures aux besoins qui dépensent inutilement, ..mettre en place des costs killers intéressés aux résultats dans toutes les instances décisionnaires de l'état et des collectivités et avec transparence et validation citoyenne.

Arrêter de raisonner «toutes choses égales par ailleurs» . Pour évaluer la justice fiscale, il ne faut pas se cantonner aux seuls revenus. Pour caricaturer, une personne qui occupe un travail paisible, qui fait ses 35h et rentre tranquilement chez lui profiter de sa famille considérera que son voisin qui fait des horaires à rallonge, a dû accepter des mobilités professionnelles et ne voit quasiment pas sa famille est un nanti qui doit payer plus que lui. Chacun fait ses choix et doit les assumer.

Simplifier le système de redistribution et faire contribuer tous les citoyens à hauteur de leurs revenus

moins de dépenses de fonctionnement au niveau du gouvernement

La simplifier en éliminent les niches fiscales

Cesser de faire payer les classes moyennes 80% des impôts

L'état doit se cantonner à ses fonctions régaliennes. Il doit s'appliquer à présenter des budgets à l'équilibre ce qui n'est plus le cas depuis 40 ans. Il doit arrêter de materner et infantiliser les français afin de mieux les asservir. Ne plus s'introduire dans ce qui relève de la sphère privée. L'état s'empare de toutes sortes de fonctions qui appartiennent à la société et en même temps il assure mal les siennes.

La fiscalité sera juste le jour où chaque citoyen pourra vivre «normalement». Trop de fiscalité tue la fiscalité. Au niveau des entreprises CAC40, la fiscalité est désastreuse car montages juridiques et financiers leur permettent de payer moins d'IS que la PME lambda...

Pour rendre la fiscalité plus juste, il faudrait que chacun sans condition de ressource paye des impôts, même à minima. L'état c'est comme une entreprise ou une famille, il y a des rentrés et des sorties. Si nous voulons diminuer les impôts, il faut diminuer les dépenses, du train de vie de l'état et aussi supprimer de façon drastique toutes les aides! Supprimer déjà les aides aux personnes en situation irrégulières, faire rembourser par les états étrangers les dettes contractées dans nos hôpitaux, supprimer l'AME...

que tout le monde participe à l'impôt sur le revenu

Réduire les taxes en tous genres. Par ailleurs, la TVA est injuste. Gros salaires et petits salaires payent la même chose SUR CE QU'ILS CONSOMMENT. Il ne devrait pas y avoir de TVA. Ces finances devraient être intégrées dans le calcul des impôts sur le revenu

Faire un très gros effort sur la recherche de la fraude fiscale (travail au noir ...)

Participation même symbolique 10 € à minima sur l'impôt sur le revenu Supprimer toutes les niches et cas particuliers Intégrer toutes les prestations sociales (APL, allocations familiales, RSA, ARS, APE, etc.) dans la déclaration de revenus

Défiscaliser les heures supplémentaires.

Suppression de la taxe d'habitation pour tous les français Suppression de la hausse de 1.7% de csg pour tous les retraités Pour une justice sociale il faut absolument arrêter de mettre des plafonds chaque fois que l'on décrète une mesure fiscale. Indexation des retraites sur le cout de la vie Pour les retraités il faut arrêter de payer des impôts sur de l'argent que l'on ne touche pas csg Exemple : pension de base, retraite à 8,3% de CSG Assiette Taux Montant (en €) Pension brute..... 1 148,9 € + Majoration pour enfant.....114,9 € = Pension brute totale..... 1 263,8 € - CSG non imposable.....1 263,8 5,90% 74,6 € = Pension nette imposable .....1 189,3 € - CRDS..... 1 263,8 0,50% 6,3 € - CASA..... 1 263,8 0,30% 3,8 € - CSG imposable 1 263,8 2,40% 30,3 € = Pension nette avant impôt sur le revenu.....1 148,8 € - Impôt sur le revenu....1 189,3 1,80% 21,4 € = Pension nette après impôt sur le revenu.....1 127,4 €

Remettre à plat la myriade de taxes, payées directement par les citoyens ou indirectement par le biais de la fiscalité supportée par les entreprises (exemple : la taxe patientèle à la charge des assureurs).

Rendre l'impot Sur le revenu obligatoire pour tous, fiscaliser les aides sociales. Faire une véritable évaluation de l'utilisation des fonds publics (cice, tva dans la restauration, suppression de l'isf) et réorienter réellement les politiques quand elles n atteignent pas les objectifs

Baisser la TVA sur tout les produits produits en France et imposer tous les revenus selon un veritable barème progressif. Plus on a d'argent plus il est facile de ne pas payer d'impots il faut plafonner les crédits d'impots. Quelqun qui dispose de 100000 euros de revenus doit payer des impots les avanatges fiscaux doivent être plafonnés à 30% des revenus.

simplifier l'impôt, supprimer les niches fiscales inefficaces Réduire la fiscalité qui pèse de plus en plus sur les citoyens et réduisant les dépenses de l'état et des collectivités

Lutter davantage contre les fraudes sociales et fiscales. En premier lieu, lutter contre l'optimisation fiscale des grandes compagnies internationales et du cac40. Mieux protéger notre système des fraudes sociales en mettant en place une traque impitoyable vis à vis des fraudeurs. Protéger les plus faibles et ceux qui en ont vraiment besoin. Légiférer pour que les lobbies de toute sorte aient moins d'impact sur les politiques.

Tous citoyens percevant un revenu, quelqu'il soit, doit payer un l'IR

Pouvoir déduire des revenus imposables les frais d'inscription versés pour en les etudes en dehors des universités saturées

Lutter contre l'évasion fiscale

Il faudrait prendre en compte la situation familiale : un impôt plus bas pour les foyers solo élevant seul leurs enfants. Prendre en compte les difficultés des foyers solo. quant il y a qu'un seul parent surtout quant il y a perte de son travail. Auguementation les aides des allocations familiales et les APL pour les parents isolés élevant seul leurs enfants. Donner l'accès à la propriété pour les foyers solo.

Création de plus de tranches dans l'impôt sur le revenu , création d 'une vignette pour les transporteur étrangers voulant traverser le territoire

Il faut remettre à plat l'ensemble de notre système d'imposition La première année, suppression totale de tous les impôts et remplacement de ceux-ci par une augmentation de la TVA (taux restant à définir). Aides pour les foyers non imposables pour qu'ils ne subissent pas cette transition de plein fouet. La deuxième année, remise en place d'imposition à la source pour les foyers les plus aisés et abaissement du taux de TVA.

Pour lutter contre le chômage il faut améliorer la compétitivité des humains par rapport aux robots et pour celà faire payer des charges sociales sur l'utilisation des robots. Celà ne concerne pas que les robots dans l'usine. Une pompe à essence automatique est un robot, un serveur vocal est un robot.... De plus si celà permet de remettre des humains à la place de robots en contact avec nous dans la vie de tous les jours la vie sera plus agréable.

Les filiales de groupes internationaux échappent à l'impôts sur les sociétés en effaçant leurs bénéfices par des transferts entre

sociétés de pays différent. La proposition est de taxer ces sociétés non plus sur le résultat mais sur le chiffre d'affaire en France;

plus de barèmes, stop au matraquage de la classe moyenne qui fait vivre le pays, c'est elle désormais la majorité silencieuse

Favoriser en priorité la progressivité de l'impôt or l'impôt sur le revenu occupe une faible part des prélèvements obligatoires et une minorité de ménages est assujettie à cet impôt. Il faut augmenter le nombre de tranches de revenus et accentuer la progressivité des taux d'imposition correspondants, un barème qui commence bien avant la tranche à 14% et va au-delà des 45% pour les tranches de revenus les plus élevés.

Rendre l'impôt réellement progressif. Aujourd'hui la progressivité de l'impôt n'est réelle que jusqu'à un certain niveau de revenu seulement. Les classes moyennes supérieures sont celles qui contribuent le plus en rapport avec leurs revenus. Les travaux de Thomas Piketty l'ont montré.

Certaines taxes, notamment sur les factures d'énergie sont assujetties à la TVA, ce qui est parfaitement incompréhensible : TFCE, CSPE, CTA,... mieux vaut augmenter ces taxes que de les taxer. Mais il est également nécessaire de les expliquer clairement afin que le citoyen puisse consentir à l'impôt. L'affectation de certaines de ces taxes sont d'ailleurs assez incompréhensibles. Comment comprendre que certaines de ces taxes soient destinées à contribuer au régime spécial de retraite des agents d'EDF ! Nous cotisons pour nos retraites ou pour payer celles de nos aînés, il est inconcevable, sans explication, que nous subissions un supplément de taxation pour payer des retraites spéciales.

Reconsidérer les règles d'optimisation fiscale et de domicile fiscal qui favorisent les hauts revenus

Ne pas exonérer d'impôts les grands lobby. Mieux décomposer les «paliers» d'impositions des foyers. Faire en sorte que les impôts soient plus juste. Pourquoi un impôt sur le carburant des utilitaires mais pas sur celui des avions ou bateaux ???

Au risque de perdre quelques «talents» mettre en place une taxe proportionnelle sur tous les salaires plus de 20x le salaire mini dans la même entreprise. Objectif => provoquer un plafonnement automatique des salaires. Rendre simultanément obligatoire par la loi que lors de la mise en oeuvre de cette mesure la masse salariale doit rester strictement la même pour imposer au entreprises de redistribuer. On peut même envisager de définir la courbe de répartition de cette masse «économisée» sur l'ensemble des salariés. Ces deux mesures cumulées devraient permettre de redistribuer les richesses en évitant que l'économie réalisée par les entreprise par le plafonnement ne s'évaporent en dividendes

lutter contre fraude et évasion/quand on vit seule, est- ce norrmal de payer plus qu'un couple qui a 2 salaires et partage tous les frais et factures ?

Principe de base : l'impot direct est plus juste que les taxes dites indirectes, donc Baisser toutes les taxes (TVA, Tipp ...) : elles sont proportionnelles et touchent indifferemment pauvres et riches En parallèle : élargir l'assiette des impôts directs en commençant par l'impot sur le revenu, plus équitable car progressif. L'IR devrait être payé par quasiment tous les francais. J'ai du mal à croire que près de 60% des français n'aient pas les moyens de payer l'impôt sur le revenu Le tout en baissant globalement le montant payé par chacun, quel que soit son niveau de revenu

que Tous le monde participe et que cela soit progressif en fonction de moyens et non pas que la classe moyenne. plus d'optimisation et d'exil fiscal. Faire payer les grands groupes qui font de l'argent sur le marcher français (google apple....)

Être plus transparent sur la façon et individualisé la fiscalité à la personne phisique et non au foyer

Diminuer le chômage (durée, accessibilité et plafond). Trop de personnes profitent du chômage en travaillant que quelques mois par an et touchent des sommes plus importantes que des travailleurs indépendants qui se tuent à la tâche.

commencer par arrêter l'évasion fiscale des numéro de sécurité sociale des étrangers et français d'origines étrangères commençant par 99 par exemple afin que l'impôt payé par les français serve la France et non les pays étrangers

Le sentiment d'injustice vient du fait que de nombreux «riches» échappent à l'impot. Deux solutions existent pour taxer davantage les riches sans faire souffrir l'économie nationale : la lutte contre l'évasion fiscale (qui a progressé récemment mais a encore du chemin a faire) et l'augmentation des droits de succession (et la limitation des niches pouvant permettre d'y échapper comme les donations, notamment en nue propriété)

chasser la fraude

Appliquer à tous une fiscalité plus équitables en fonction des revenus (attention à ne pas trop «pomper» les classes moyennes qui peuvent tomber dans celle des moins favorisées) et mieux répartis entre les Services Publics en regardant de plus près les prestations sociales. En matière de taxes, soyons plus protectionnistes et faisons la chasse aux importations sauvages. Limitons les taxes qui ont mauvaise presse, et supprimons celles qui rapportent le moins et qui génèrent du travail inutile. Par contre faisons une chasse plus efficace aux « mauvais » citoyens et entreprises qui font de l'évasion fiscale. Taxons les GAFA et aussi le Kérosène, notamment sur les vols intérieurs. Ces derniers seraient avantageusement remplacés par le train, qu'il faut redynamiser. Faire un bilan objectif fin 2019, sur le bien fondé du remplacement de l'ISF par l'IFI. Rétablir l'ISF aux contribuables qui y sont assujettis, s'ils n'ont pas prouvé dans l'année écoulée leur participation active et significative au financement, sous quelle que forme que ce soit, des ETI et PME.

faire payer tous les citoyens j'ai dit tous par rapport a leurs revenus

une base d'impôt pour tout le monde, et ensuite un taux (minime) en fonction des revenus totaux. (de TOUS les revenus, y compris les allocations sociales et bourse.). identique quelque soit le métier . salarié, fonctionnaire, politique.... Comme cela c'est plus simple, et donc on pourrait se passer de quelques fonctionnaires aux impôts: économies...

Il faut prendre l'argent où il est, dans les secteurs ultra financiarisé. Il faut faire payer encore plus les riches et ultra-riches. Il faut imposer encore plus les multinationales de tous secteurs.

Supprimer la majorité des niches fiscales (ne pas toucher aux déductions pour dons aux œuvres), réduire la TVA sur les produits de première nécessité et l'augmenter sur les produits de luxe (bijoux, parfums, voitures très puissantes, etc.)

Que tout le monde paye de l'impôt

Tant que la situation financière de la France ne s'est pas rétabli, il ne faut pas faire de cadeaux à ceux dont les moyens sont que le sur impôt ne change pas la vie de tous les jours : ISF. Il faut aussi une obligation de résultat et contractuelle quand des incitations fiscales sont effectuées, tel que le CIC.

Tous les français devraient payer l'IR de manière progressive par exemple minimum 1€ par mois pour les plus pauvres. Les prélèvements obligatoire doivent baisser. lorsqu'il y a baisse elle doit être équitable entre les plus pauvres et les plus riches. Dans le cas de baisse, pour les contribuables à 1 € par mois faire une compensation sur revenu d'activité.

Chacun doit contribuer à l'impôt proportionnellement à l'ensemble de ses ressources. Exonérer de TVA certaines denrées de base.

Tout le monde doit participer à l'effort en fonction de ses revenus. Un petit revenu pourrait avoir cotiser à hauteur de 1% seulement. Toute aide doit être liée à un travail même sur une faible durée. Un bénéficiaire du RSA et ne faisant rien pourrait faire la tournée des personnes âgées pour s'enquérir de leur santé ...

Déjà supprimer toutes les niches fiscales et que les élus donnent l'exemple

chaque année vous faites le bilan, dans la déclaration d'impôt, de l'impôt écoulé. Il faudrait le faire, trimestre par trimestre avec les charges à venir, sans falsification

Que chacun paie l'impôt en fonction de ses moyens, même de façon symbolique pour ceux qui ont des revenus modestes. Le fait que seulement moins d'un français sur deux paie l'impôt n'est pas admissible.

IR : 100% des actifs salaries / patrimoines immobilier: progressif surl r la 3ieme residence / patrimoine non immobilier : par tranche /succession immobiliere : plus forte / succession entrepreneuriale : 0 /

Que tous les citoyens paient des impôts sur le revenu ou les aides quelconques (même les plus modestes même s'ils devraient payer qu'un seul euro afin de savoir que rien n'est gratuit)

1) La France est l'un des pays le plus taxés du monde. Nous en ressentons plus les inconvénients que les avantages, qui sont souvent considérés comme des dus. Les taxes augmentent mais nous n'en percevons ni les causes ni les effets. Le modèle de l'état-providence est à remettre en cause, pour que les citoyens redeviennent les maîtres de la gestion de leur capital. 2)L'une des causes du mouvement des gilets jaunes est la pression fiscale trop forte sur la classe moyenne pour financer les engagements sociaux du gouvernement. Cette pression doit être mieux répartie.

Réduire drastiquement le train de vie de l'Etat. Réformer efficacement l'»Etat-Providence»

Que la fiscalité ne soit plus utilisée comme une varaible d'ajustement d'une opportunité politique et la SIMPLIFIER

IMPOT SUR LE SALAIRE. Extraire l'impôt sur le salaire de l'impôt sur le revenu pour en faire un impôt à part, plafonné à 10% des revenus par foyer fiscal. ----------
IMPOT SUR LE PATRIMOINE. Instaurer un impôt unique de 1% sur la valeur du patrimoine de chaque foyer fiscal (patrimoine financier, immobilier, mobilier, foncier, capital et produits de luxe tels que moyens de transport de luxe, œuvres d'art, ...) et une taxe de 10% sur les revenus de ce patrimoine. N'entre pas dans le calcul de l'assiette, les biens nécessaires à la vie quotidienne (dont résidence principale) et à l'exercice de sa profession. Fixer un seuil plancher pour l'assiette à 800.000€.

Supprimer les petits avantages des uns et des autres à commencer par nos élus . Avoir un impot de base en fonction du revenu qui démarre à zéro euro de revenu puis la tva pour un impôt proportionnel à sa consommation et rien de plus. Éliminer la fiscalité à thème

Faire plus de pédagogie explicative auprès des citoyens (par exemple sur la suppression partielle de l'ISF)

Rendre l'impot obligatoire pour tout le monde.Faire une chasse sans merci à la fraude fiscale.

Extraire l' IMPÔT SUR LE SALAIRE de l'impôt sur le revenu pour en faire un impôt à part, plafonné à 10% des revenus par foyer fiscal. INSTAURER UN IMPÔT SUR LE PATRIMOINE unique de 1% sur la valeur du patrimoine de chaque foyer fiscal (patrimoine financier, immobilier, mobilier, foncier, capital et produits de luxe tels que moyens de transport de luxe, œuvres d'art, ...). INSTAURER UNE TAXE UNIQUE DE 10% SUR LES REVENUS DU PATRIMOINE (dividendes, loyers, ...). Fixer un seuil plancher de valeur du patrimoine à 500.000€.Ne pas comptabiliser dans la valeur du patrimoine les biens nécessaires à la vie quotidienne et à l'exercice de sa profession (résidence principale, terres cultivées, ...) .

Il n'est pas normal que seulement 44% des Français paient l'impôt sur le revenu. Tout citoyen doit contribuer au fonctionnement de l'état ne serait-ce que par quelques euros symboliques Deuxième élément de justice sociale l'égalité des systèmes de retraites; j'espère que le Président de la République n'abandonnera pas la réforme des retraites promise dans sa campagne électorale. Ceux qui sont en ce moment dans la rue pour réclamer plus de justice sociale n'auront plus le même raisonnement lorsqu'il s'agira d'aligner les différents régimes

Equité plutôt qu'égalité sans toutefois pénaliser les classes moyennes hautes qui sont systématiquement sollicitées.

Faire en sorte que tout le monde paie l'impôt sur le revenu et pas seulement moins de la moitié des Français. Les moins bien lotis ne paieraient que quelques euros/mois, mais ce serait fondamentalement plus juste, puisque tout le monde profite des équipements et services publics

Rendre la TVA non déductible aux GAFA (et à toute société qui effectue des transactions en France (en collectant de la TVA) sans payer l'IS en France (ou sans payer un minimum de x% d'IS en France))

La diminuer pour tous les ménages , excepté peut-être pour les très hauts revenus (à partir de 150 000 euros par an)

Le problème n'est pas le montant du SMIC, mais les dépenses obligatoires d'un foyer : il vaut mieux travailler sur la baisse des loyers et des dépenses de chauffage des foyers plutôt que d'augmenter le SMIC.

IL faut réduire les dépenses publiques pour baisser le niveau des prélèvements obligatoires qui est supérieur à tous les autres pays développés. L'impôt est par ailleurs trop concentré. 2% des contribuables à l'impôt sur le revenu payent 40% de l'impôt, 10% en payent 70%! Et 57% sont exonérés. Il faut rendre l''impôt proportionnel comme l'exige la Déclaration des droits de l'homme de 1789 incluse dans notre constitution. Le moyen est sans doute de fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG avec l'assiette de cette dernière pour le tout et une franchise suffisante pour que ceux qui étaient exonérés d'IR le restent.

Indexer Les retraites et les allocations sur l'inflation

impots sur le revenu payé par tous dès le 1er Euro gagné

Plus efficace: suppression ou tout du moins simplification drastique du nombre de niches fiscales + calculer l'impôt au niveau de la personne et non du foyer Plus juste: baisser la TVA au global qui pénalise les plus pauvres. Instaurer un impôt sur le revenu pour TOUS, y compris les tous petits salaires, même si la somme est symbolique. Garder les fourchettes progressives d'impôts pour garder une certaine justice et redistribution et que les plus riches participent plus. En revanche, attention à ce que l'on appelle riche: revoir les palliers, notamment en fonction du lieu d'habitation et coût de la vie car un foyer vivant à Paris est pénalisé vs. vivant en campagne. Quid du revenu universel avec suppression en parallèle des aides au chômage etc? Vrai débat intéressant à étudier

Il faudrait avoir le même système américain la fiscalité basée sur la nationalité, peu importe le pays où vous résidez du moment où vous avez la nationalité française vous devez payer vos impôts en France

- Mener une politique plus féroce à l'encontre de l'évasion fiscale - Comme aux USA, instaurer le fait de payer les impôts dès

que vous avez la nationalité française peu importe votre lieu de résidence

exiger un reporting global pour les entreprises du CAC 40 afin de mieux les imposer

Il faut décomplexer à fond la fiscalité sur le PME et entrepreneur. La France a du mal d'attirer les sociétés. Je ne ose pas démarrer un start up en France -- trop compliqué!!

Quand le prélèvement à la source roulera, déployer des fonctionnaires pour traquer la fraude fiscale, plutôt que de supprimer des postes.

Renforcer les moyens de la DGFIP comme ceux de la justice afin de lutter efficacement contre la fraude fiscale

La fiscalité doit être solidaire. Une cotisation même unique et minime pour chacun d'entre nous. Fiscalité sur les grosses fortunes et les empêcher d'etre Fiscalisé à l'etranger. Il faut arrêter l'enrichissement de nos « représentant politique ». Pourquoi garde t il des avantages alors qu'ils ne sont plus en fonctions ? Ont il vraiment besoin de 5000€ par mois pour s'en presenter à l'assemblee Et dormir ?

Rajouter dans la constitution une charte étique pour moraliser la vie politique et traquer l'ensemble des abus constatés. Ce serait le meilleur moyen pour fixer de nouveaux principes particulièrement nécessaires à notre temps portant sur la transparence de l'action publique, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, la lutte contre la corruption, la traque des conflits d'intérêts, l'encadrement du lobbying, le contrôle des comptes de campagne et des financements des partis politiques, la lutte contre le gaspillage de l'argent public, l'indépendance des magistrats, les moyens de la justice et de la police, la protection et le soutien des lanceurs d'alerte.

IMPORTANT pour une fiscalité plus juste le calcul des tranches devrait tenir compte du solde après impôt. Plafonner l'impôt si le solde passe en dessous de 40 000 euros /an/pers. après impôt. 65 à 70 000 pour un couple. Etc... Alléger ainsi la fiscalité des classes «moyennes» en révisant les tranches (relever le plafond). Isoler une tranche de revenus élevés (citoyens avec de bons revenus, leur permettant une vie sans soucis financiers particuliers) et très élevés (revenus au delà d'une consommation annuelle personnelle, permettant donc de s'enrichir encore par une disponibilité importante de fonds). Alléger aussi la fiscalités des professions libérales, TPE et PME pour favoriser l'emploi. 1ers employeurs de France.

Accroître la part de l'impôt sur le revenu, et le généraliser pour tous au 1er euro gagné.

Accroître la part de l'IRPP, et le généraliser dès le 1er euro gagné. Lutter plus efficacement contre la fraude et l'optimisation fiscale, d'abord au sein de l'UE)

Prendre en compte les dépenses d'un foyer pour tous les citoyens. Comme pour une entreprise : entrée vs sorties, et imposer sur ce qui reste. Par exemple, une personne/foyer qui achète une maison ou un véhicule ou qui fait des réparations etc ... fait fonctionner l'économie, permet la création ou le maintien de l'emploi, génère de la TVA. Actuellement plus une personne consomme plus elle paye des impôts (direct ou indirect) alors qu'elle fait fonctionné l'économie ! Ne plus payer des impôts sur de l'argent qu'on n'a pas gagné (CSG/CRDS) c'est incroyable ce système et profondément injuste.

Rétablissement de la taxe d'habitation (taxe qui a un sens concret, et qui donne plus d'autonomie aux territoires), pour tous et dès le 1er euro. Impôt sur le revenu pour tous (même si le montant est symbolique). Taxation des dividendes comme les salaires (ne pas les considérer uniquement comme des revenus, mais y appliquer aussi les retenues sociales, comme les charges salariales).

taux de prélèvement sur le travail beaucoup trop important

Justice: 1/ Fixer par référendum un montant maximal de revenus après impôt (combien de millions d'Euros par an pourraient suffire pour «vivre», même pour certains), au delà duquel les sommes sont attribuées intégralement au remboursement de la dette. Si cette mesure est «anticonstitutionnelle, modifier la constitution! 2/ Élargir le pourcentage de ménages imposables et baisser la TVA sur les produits de première nécessité pour compenser, du même montant. 3/ Réviser l'ensemble des exonérations et avantages fiscaux. Supprimer ceux qui, accordés et justifiés à un moment donné, n'ont plus de raison d'être. 4/ Supprimer toutes les niches fiscales qui ne favorisent pas directement l'économie, et en particulier les placements improductifs (œuvres d'art conservées dans les collections privées ou dans des coffres forts, par exemple). Efficacité : Renforcer encore la chasse à la fraude et à l'évasion fiscale. Augmenter les amendes pour les très riches.

La classe moyenne est la plus taxée. Les riches devraient contribuer davantage au redressement du pays mais peut-être devrait-on leur laisser le choix sur la manière de s'impliquer.

1 er: ,la CSG des retraités et particulièrement injuste , ce qui me concerne ,j'ai travaillé jusqu'à 67 ans ,pour récupérer les 2 années de service militaire, travaillé + de 50 h par semaine ,et vacances en moyenne de 4 semaines+ les cotisations sans «déduction « comme actuellement .(et je ne suis pas le seul dans ce cas.) 2 eme : Rétablir la revalorisation des retraites sur l'inflation en 2018 la perte de pouvoir d'achat pour un retraité est de l''ordre de 4/% (CSG + inflation) 3eme : imposition selon une proposition d'un groupe de députés du MODEM ,selon l'amendement n° 1490 du 14/12/2018 de modifier le barème pour baisser l'impôt des plus modestes et faire payer plus les revenus élevés ,permettant aussi ,la compensation en partie de la suppression de la taxe d'habitation ,qui pour certains s'élève à un montant de 10000 jusqu'à 60000 € 4 eme ,introduire dans le calcul de l'impôt ,certaine ou toutes les prestations et avantages divers , je peux vous dire que l'on y découvrirai d'énormes injustices concernant des revenus « non taxés» par ailleurs avant de distribuer des prestations ou exonérations divers il faudrait absolument se renseigner sur le patrimoine du prétendant à exonérations fiscales 5 eme : imposer les élus locaux ou autres comme les salariés du privé ,et ce à partir d'un revenu de 1500 € par mois , 6 eme :concernant l'énergie (électricité & gaz) le montant des taxes diverses sur une facture d'électricité est de 37% environ ,dont une partie importante est destinée à la retraite des agents du gaz & élect. c'est inadmissible dans la mesure ou ces salariés bénéficient d'avantages considérables ,; age de départ en retraite ,comité d'entreprise , prix de l'énergie ,rémunération importante (voir un rapport de la cours des comptes concernant la rémunération des agents EDF entre 2007 & 2012 7eme ; la redevance télé ,véritable fromage pour certains animateurs ,et grande vie et copinage pour d'autres ,les programmes médiocre ,la redevance ne devrais pas dépassée 100 € MAXI 8 eme : les subventions pour la presse à réduire progressivement ,certaine presse existe que pour bénéficier de subventions ,et aussi revoir les «NICHES» fiscales des journalistes , surtout de nombreux bénéficiaires de cette niche qui n'on rien de journalistes ... 9 eme : LIVRET A ce livret devrais avoir une rémunération minimale de 75 % de l'inflation officielle 10 eme: l'ex ISF ,je ne suis pas spécialement contre sa suppression ,mais avec ou sans l'ISF cela ne change rien, sauf que il y a bien moins de subventions envers de certaines associations d'utilités public . par contre je ne suis pas tés favorable à cette impôt dite «flat taxe» forfaitaire à 30 % ,qui réduit l'impôt du revenu du capital financier de l'ordre de 33 à 50% selon la tranche d'imposition , alors que l'impôt sur l'immobilier et taxé par la CSG 17,2% + sa tranche d'imposition ,disposition à mon avis injuste ,surtout pour le petits et moyens

revenus ,ainsi que l'impôt IFI est à mon avis injuste aussi ,car il y a assez des charges divers sur l 'immobilier détenu par les particuliers détenus (je ne suis pas assujetti non plus à cet impôt)

Que TOUT le MONDE paie un impôt sur le Revenu, y compris les moins aisés, même si c'est 5 € => Il est nécessaire que tout le monde se sente concerné et que certains ne croient pas qu'ils paient pour les autres tout le temps. Un peu d'unité et de solidarité ferait du bien. Que les tranches d'impôts sur le revenu soient proportionnelles aux revenus en insistant sur les plus riches qui pour moi sont ceux qui touchent plus de 20000 € / mois pour une personne Mais surtout que TOUTES les entreprises faisant du chiffre d'affaire en France paient le même taux d'impôts sur les sociétés. Les PME doivent payer un impôt et ne cessent d'être contrôlées et écrasées par l'administratif alors que les grands groupes font ce qu'ils veulent... Pas normal que les GAFA ne paient pas d'IS mais encore moins que TOTAL paie aussi peu d'IS. C'est INADMISSIBLE et INJUSTE Renforcer les contrôles fiscaux, les contrôles pour escroquerie à l'URSAAF, pour escroquerie à la Sécurité Sociale car même si le contrôle est impopulaire, même s'il coûte cher, même si c'est plus difficile à gérer c'est ICI que se trouve l'argent qui manque. Pour l'ISF, je n'ai pas de véritable avis dessus mais je me dis qu'il est impossible d'évaluer si le mettre ou pas fait revenir ou pas les riches. Je préfèrerais qu'on le rétablisse (car à mon avis ça ne changerait pas grand chose, si ce n'est calmer l'opinion) mais qu'on octroie des crédits d'ISF pour celles et ceux qui investissent dans l'économie Française (pas étrangère).

Il faudrait que tout le monde paye l'impôt sur le revenu y compris les personnes aux faibles revenus même si c'est de manière symbolique (quelques euros pour les plus pauvres). Cela permets d'impliquer tout les citoyens dans le fonctionnement de la république. C'est une sorte de fierté nationale que de contribuer au fonctionnement de son pays.

revoir les tranches d'impôts et relevé le plafond des tranches. Par exemple, la tranche à 30% n'est pas équitable entre le revenu fiscal de 27519€ et 73779€. Dans cette tranche ,on considère que 27519€ est le début de la richesse alors que pour deux parts le revenu moyen par mois et par couple est de 2522€. Inutile de faire la comparaison avec un couple (2 parts)qui gagne 6763€ par mois!!! Donc, il y une injustice profonde car on pénalise sérieusement les couples modestes en les privant de pouvoir d'achat et d'évolution par exemple acheter son appartement ou sa maison. Donc proposition, relever la tranche à 14% de 9964 à 34558€, relever la tranche d'impôts de 30% à partir de 34559€ et limitée à 59159€ (revenu fiscal de référence)la tranche d'impôts passant à 41% à partir de 59160€ à 108356€. Les revenus supérieurs étant taxés à 45%. Revenir sur la taxe à 33% sur les produits de luxe et sur les véhicules type de forte cylindrée, énergivores et pollueurs.

il faut que l'impot soit très élevé sur les revenus du capital trop facilemnt gagné car il ne correspond plus à l'effort d'un individu mais à la chance d'avoir pû capitaliser parce que « footballer reconnu ou star ou héritier de grande fortune.. .Vivre c'est autre chose, c'est risquer de gagner ..ou de perdre lorsque son entreprise se retrouve en liquidation.....mais je veux croire aussi qu'un citoyen courageux et dynamique pouura rebondir pourvu que notre pays félicite et encourage les initiatives individuelles.

faire payer les impôts, taxes et cotisations à tout le monde selon ses revenus et non selon sa fonction: pas de régime spéciaux (SNCF, députés, sénateurs ...), pas de différence fonctionnaires et privés (pourquoi les fonctionnaires ne cotisent pas à l'assurance chomage par solidarité nationale alors qu'ils ont le privilège d'être protégés ? pourquoi des systèmes de retraite et d'assurance maladie spéciaux ?), La taxe télé pour tout le monde ou pour personne (la remplacer par une TVA à 20 % sur les produits culturels , la TVA réduite n'est qu'un effet d'aubaine pour les distributeurs et non une garantie de baisse du prix d'un livre ou d'une place de ciné). Simplifier l'impôt sur le revenu avec un taux directement proportionnel aux salaires - remplacer les déductions dues aux enfants à charge dans le foyer fiscal et une partie des allocations familiales par une aide entièrement destinée aux enfants et non aux parents: école/collège/lycée et cantine gratuits, inscription gratuite à 1 ou 2 activités sportives ou culturelles. Aides service à domicile: remplacer le crédit d'impôt par une déduction de 50 % du coût horaire facturé et payé par les particuliers - les charges sociales, cotisations, congés sont pris en charge par l'administration fiscale à hauteur de 50%. Idem pour les dons aux associations caritatives: à 1 € donné par un particulier, l'état verse 1 € à l'association. Lutter contre l'évasion fiscale, l'optimisation fiscale. Simplifier au maximum les critères de base pour les taxes d'habitations et foncières: basées simplement sur la surface de tous les étages/batiments/piscine et la distance aux services publics (hôpitaux, écoles ...) Les habitants de villages à la campagne profitent moins des subventions des régions, départements, grandes communes (loin des écoles, lycées, hôpitaux, médecins, stades, piscine, théâtres, pas de métro/bus/train) et ils devraient payer moins de taxes d'habitations / foncières. Pourquoi faire payer des impôts locaux aux agriculteurs qui ne profitent d'aucuns bénéfices et entretiennent les poumons verts de la France ? Une TVA à 20 % pour tout (sauf produits de première nécessité: légumes, fruits, viande, pâtes, riz, pain) et pour tout le monde (particuliers, entreprises, artisans ...). En contrepartie simplification et suppression d'une majorité des diverses taxes et droits à payer. Faire payer aux sociétés d'autoroutes un loyer aux régions et communes traversées par les autoroutes. Les sociétés de transports routiers doivent payer la TVA à 20 % et la taxe diesel comme tout le monde (cet argent doit être investi par les collectivités locales pour l'entretien et la rénovation des routes nationales et départementales, métro etc ...) Simplification = moins de possibilités de resquiller (légalement ou illégalement), plus de justice, moins de paperasses, moins de fonctionnaires, moins de dépenses

Rendre l'impôt plus progressif rajouter des tranches afin que plus de personnes soient soumis à l'impôt sur le revenu et qu'il y ait une tranche à 50%

Il faudrait que chaque citoyen contribue à l impôt direct même symboliquement pour les plus modestes c est une condition de la conscience d appartenir à une nation et de s'en sentir citoyen Réduire le train de vie de l état- s inspirer de l éthique en la matière dans les pays scandinaves - , les avantages que se votent eux mêmes les élus (retraite des parlementaires ....)etc.

Elle est déjà très / trop redistributive. trop de personnes ne paient pas d'impôts indirects = injustice. Il faut une assiette large (le plus grand nombre doit les payer et éviter la concentration des impôts sur un nombre de contribuables de moins en moins nombreux) avec des taux les moins élevés possible. Ceux qui paient l'IRPP, la CSG, l'IFI, les TF, les TH etc... n'en peuvent plus et sont découragés de cette pompe sans fin Ils sont de plus stigmatisés comme les «20% les plus aisés» alors qu'ils devraient être remerciés pour tous les impôts de toute nature qu'ils paient en France et qui sont en constante augmentation

Avant de s'attaquer à la répartition de la fiscalité, il faudrait diminuer les charges et le train de vie de l'état. Arrêter l'immigration fort couteuse et les salaires scandaleusement élevés des hauts fonctionnaires

taxer les GAFA + lutte REELLE contre l'évasion fiscale + taxation des transactions et revenus financiers(plus rémunérateurs que le travail) + surtaxation des produits de luxe + imposition réelle des sportifs et artistes qui éffectuent des prestations en France + abrogation loi dite Rotshild (prêt à l'état par banques privées uniquement)

taxer les plus riches qui font de l'optimisation fiscale ! C'est tellement facile de demander quelques euro à des millions de personnes, au lieu d'aller chercher des millions sur quelques très riches. La classe moyenne n'a qu'a travailler, et on peut tout lui prendre, ce n'est pas comme ça que l'on va s'en sortir ! Prenez l'argent là ou il est et rendez le à toute cette classe moyenne qui travaille et ne dit jamais rien !

TAXER BEAUCOUP PLUS LES GRANDES FORTUNES LES GAFAM ET AUGMENTER L'I.F.I SUR LE PATRIMOINE IMMOBILIER.

accroitre les tranches d'impôt sur le revenu ; revoir certaines niches fiscales ; taxer les hauts revenus

Que tout le monde soit soumis à l'impôt

mettre en place le revenu universel

Il faudrait d'abord diminuer les impôts de tous les ménages, en baissant largement les dépenses publiques. Il faut aussi réserver le CICE aux entreprises dont le CA est inférieur à 20M€ annuel. En outre, les retraités doivent être exemptés de CSG.

mettre en place la flat tax sur les impôts sur le revenu

Que tout le monde paie l'impôt sur le revenu de manière proportionnelle. La redistribution doit aider en priorité ceux qui cotisent ou ont cotisé.

CONSIDERER LES RETRAITES COMME UNE REMUNERATION DIFFEREE D UN TRAVAIL DONC IMPOSEES COMME LES SALAIRES ET EVOLUANT avec le coût de la vie . Prendre en compte les situations personnelles : personne ayant élevé seule des enfants , famille monoparentale . Taxer plus les très gros héritages

Supprimer l'ensemble des taxes, impôts , charges et les remplacer par une taxe à taux fixe et faible sur toute transaction financière (dans le sens d'échange d'argent : du retrait d'argent au virement interbancaire en passant par les transactions boursières et les paiements en liquide)

Supprimer les niches fiscales et faire un impot lisible pour tous.

L'impôt doit être progressif mais universel, y compris l'impôt sur le revenu.

Imposer les GAFA - imposer les transferts de capitaux vers l'étranger - empêcher les sociétés du CAC40 d'aller cacher de l'argent dans les paradis fiscaux

Tout le monde doit payer l'impôt, même si cela est symbolique. Rien n'est gratuit dans ce monde.

Mettre a egalite professions liberales, salaries pme et ceux en general qui ont des avantages dans grands groupes industriels

Il faut avant tout MIEUX UTILISER l'argent public (c'est-à-dire l'argent du peuple français!!), notamment en réduisant les frais structurels et de fonctionnement des administrations et en mettant fin aux privilèges de certains élus (voire détails dans le thème «Démocratie et citoyenneté»). Il faut également créer une agence ANTI-FRAUDE très PUISSANTE. Elle sera spécialisée dans la lutte contre la FRAUDE (fraude fiscale, évasion fiscale, fraudes à Pôle Emploi, fraude aux frais professionnels, fraudes aux fausses factures, fraude à la Caf, fraude chez le dentiste,...) Cette agence devra être dotée de pouvoirs, de moyens financiers et de moyens humains hyper IMPORTANTS

Que les élus politiques soient soumis au même régime de retraite que tout le monde et ne touchent pas une «contribution financière» due à leur mandat avant leur 60 ans

La fiscalité doit servir les familles Françaises uniquement. J'aimerais que la classe politique soit soumise au même régime de retraite qu'ils imposent à leurs concitoyens, que les différentes primes qu'ils touchent soient toutes supprimées. Suppression du logement, voiture, chauffeur, restauration à l'élysé, fin des vols Cotam. Remboursement des frais de repas et de mission aux même taux que les fonctionnaires. Pourquoi ces personnes qui sont plus avantagés financièrement que beaucoup ne payeraient pas leur logement, repas, voiture, habits, ...comme tout le monde.

simplification: pas d'Isf- pas de csg- un IR progressif jusqu'à 50% en fonction des revenus et payé par tous- tva 1 % (produits de nécéssités) TVA 20 %- TVA 25 % (produits de luxe)-taxes sur les importations pour équilibrer la concurrence vis à vis des pays qui ne respectent pas l'environnement et/ou qui ont une protection sociale inférieure à la notre

revoir toute la fiscalite : un impot reellement progressif , suppression des niches fiscales, que tous les citoyens soient egaux pas de regime de faveur (parlementaires ,senateurs et haut fonctionnaires de l'etat)

Pourquoi avoir une monnaie commune en europe et continuer à se faire de la concurrence sur la fiscalité. La fiscalité devrait -être commune à tous les pays de la zone euro. Pour les personnes payant leurs impôts à l'étranger il devrait payer la différence entre l'impôt payer à l'étranger et l'impôt français à la France s'ils veulent conserver la nationalité.

Une politique beaucoup plus sévère vis a vis des évadés fiscaux. Fin des niches fiscales. Une tva a taux variable en fonction de l'utilité et de l'écologie du produit (nourriture bio=0%, suv diesel=50%

un élargissement des tranches de revenues imposables

Mettre en place une déclaration fiscale de revenu pour tous les individus et toutes les associations. Dans cette déclaration seront mentionnées aussi toute les subventions, les aides sociales, allocation familiales etc... pour permettre de comprendre à qui vont les dépenses des collectivités et de l'Etat, individu par individu , ce qui n'est pas le cas dans le système actuel.Tout le monde doit contribuer à l'effort fiscal national même avec 1€ symbolique. Ajuster la fiscalité ou les aides pour qu'une personne qui est sans emploi ne touche pas plus que le salaire minimum et que la garde des enfants soit remboursée inversement proportionnellement aux revenus pour éviter toute distorsion de situation.

Supprimer le sénat, le statut des anciens présidents, la redevance télé, hadopi, les conseillers d'état, l'échelon départementale,

Ajouter des tranches d'impôts sur le revenu.

Lutter efficacement contre l'évasion et la fraude fiscale: pas celle du petit citoyen ou petit patron qui fait quelques notes de frais abusives! Celles des grandes entreprises qui usent délibérément de leur pouvoir pour échapper aux impôts. Ne plus laisser survenir de «non lieu» dans les jugements des élus qui ont abusé de leur pouvoir et se sont enrichis sur le dos des citoyens français. Arrêter ce non-sens d'accuser les pauvres!!! Encourager l'activité salariale, l'entreprenariat et dissuader la non-activité parfois financièrement plus intéressante: c'est un autre non-sens!! On ne doit pas mieux vivre des aides, que d'un salaire!! Cela ne veut pas dire diminuer les aides, mais mieux les répartir, plus justement avec pour but de donner une activité minimale comme le tri des déchets, le ramassage des déchets dans la rue, le nettoyage des sites protégés etc. Taxer les dividendes des grands actionnaires: plus ils s'augmentent, plus on doit les taxer, s'agissant d'une rémunération qu'ils recoivent en plus de leurs salaires/retraites/rentes etc. ça semble évident!

arrêter le Trad-ding haute fréquence,et les absurdité boursière

Supprimé toutes les niches fiscales non aux fraudeurs de l état ! L évasion fiscales plus de sanction et de la prison ferme pour les évadés fiscaux

Aujourd'hui, la France a surtout besoin d'une fiscalité efficace; c'est à dire d'une fiscalité qui favorise ou ne freine pas l'initiative des agents économiques français, d'une fiscalité qui ne soit pas perçue comme technocratique, qui ne demande pas aux contri-

buables de passer un temps fou à faire des tas de déclarations, à faire des tas de manipulations administratives. Il faudrait aussi que les fonctionnaires des finances publiques changent d'attitude. J'ai eu à intervenir auprès d'une dame de 89 ans dépourvue d'informatique qui était effarée car elle avait reçue une feuille d'impôts sur laquelle il était écrit que dorénavant le paiement des impôts ne se ferait que par des moyens électroniques qu'elle ignore totalement (OBLIGATION) Un peu plus loin il était écrit qu'elle pourrait toujours payer par chèque à condition de acquitter d'une pénalité de 25€. pourquoi ne créerions pas à Bercy un service qui traiterait les cas des personnes dépassées par le progrès technique; elle serait bien accueillies et paierait une contribution (et non une pénalité) de 15 € pour faire vivre ce service!!!!!

Supprimer les niches fiscales, favoriser les revenus du travail en diminuant l'impôt et augmenter la TVA. Annuler la dette de la France. Surtaxer les produits importés des pays qui ne respectent pas nos normes sociales

Rétablir 3 taux de TVA différenciés:produits de première nécessité, produits courants et produits de luxe

Trois taux de TVA:Produits de première nécessité, produits d'utilisation courantes, produits de luxe

> Impôt sur le revenu pour tous les français même pour un montant symbolique. Il est important que chacun contribue à financer les dépenses publiques même à hauteur de 10 ou 50€. Suppression de la taxe d'habitation pour tous les français et pas seulement pour 80%. Cet impôt est supprimé notamment car il est injuste mais en le maintenant pour les 20% les plus aisés, les injustices persistes. En effet dans cette catégorie des 20% des français les plus aisés il y a des disparités de revenus énormes > une personne gagnant 2500€/ mois sera concernée au même titre qu'une personne gagnant 10K/50K/100K par mois. Les perdants seront une nouvelles fois les classes moyennes supérieures déjà lourdement taxées via l'IR.

inutile de taxer encore plus les hauts revenus par contre pourquoi ne pas instaurer plus de tranches dans les plus bas revenus car la différence entre les revenus est plus palpable

Arrêter de taxer toujours les mêmes, notamment les classes moyennes qui en outre ne bénéficient d'aucune aide ni baisse de taxe d'habitation. S'intéresser aux personnes qui «font de l'argent» (placements, création de sociétés écrans sur lesquelles on fait passer des factures personnelles...) et à ceux qui utilisent toutes les niches fiscales qui existent. SIMPLIFIER : un taux à payer d'une part, des aides d'autres part.

evidemment que tout le monde paie l'impot supprimer la surtaxation CSG des retraités ma pension de retraite est de 3200€ mais cela correspond a des cotisations élevées 1600€ par mois (j'étais médecin généraliste) et celles ci étaient en rapport avec 60 a 70 heures de trravail par semaine...je suis donc pénalisé une fois retraité pour avoir trop travaillé en etant actif.... c'est un peu fort quand meme

Symboliquement, tout le monde devrait contribuer et payer l'impot! Il faut financer la baisse des impots par une baisse des depenses publiques!!! La seule exception serait une taxe supplementaire sur les entreprises qui polluent afin de les inciter a changer de comportement et financer la transition ecologique.

L'impôt sur le revenu devrait être imputable à chacun, même d'un montant symbolique.

déjà bien informer sur qui paie quoi ! et aussi comparer en Europe, puis ajuster les écarts trop criants

- Différencier l'impôt sur le revenu pour séparer les revenus du TRAVAIL des autres sources de revenus, dans le but que le travail soit moins imposé !!! - Imposer davantage le capitale, les spéculations boursières, etc... - Pour baisser les impôts sur le travail, peut être augmenter les taxes sur la consommation des produits importés. - Faire en sorte que chaque français paye l'impôt en fonction de ses revenus (même si ce n'est qu'un euro symbolique) pour que chacun prenne conscience que l'argent de l'état ne tombe pas du ciel. - Imposer les aides sociales en tout genre, qu'on ne se retrouve pas dans des cas où une personne qui avant impôt gagne plus qu'une autre personne, se retrouve finalement à vivre moins bien car l'autre personne bénéficie d'aides sociales...

Que chacun contribue même symboliquement. Supprimer un grand nombre de niches fiscales qui font perdre en lisibilité. Mettre en place des plafonds fiscaux pour ne pas décourager les plus gros contributeurs Lutter contre la fraude fiscale Lutter contre le travail au noir

Quelle soit moins lourde, j'ai 48% de charge sur mon chiffre d'affaire, c'est beaucoup trop, je ne peux ni me développer ni embaucher.

Différencier l'impôt sur le revenu pour séparer les revenus du travail des autres sources de revenu, dans le but de baisser l'imposition du Travail. Imposer davantage le capitale, l'immobilier et la spéculation boursière. Imposer davantage la consommation de produits importés. Imposer TOUT LE MONDE, que chacun paye l'impôt en fonction de ses revenus (même si ce n'est qu'un euro symbolique) pour que chacun comprenne que l'argent de l'état ne tombe pas du ciel. Imposer les aides sociales en tout genre (qui sont un revenu comme un autre !) : pour qu'une personne qui travaille ne soit pas plus imposée qu'une personne gagnant grâce à l'ajout d'aides sociales.

Avoir une fiscalité sur la consommation qui taxe moins les produits de 1ère nécessité et beaucoup plus les autres produits avec une graduationà la hausse en fonction des catégories de produits

1/ être très clair et très transparent sur le système actuel; Juste je ne sais chaque personne a une vision différente de la justice. Efficacité: certainement continuer avec les systèmes digitaux - tout en conservant de l'aide pour des personnes n'y ayant pas accès 2/ suivre les recommandations des sages. Chaque commune / intercommune / departement et région doit être légalement / pénalement (?) responsable de leur budget respectif; inscrire dans les lois que les budgets doivent être équilibré et que l'on ne peut pas dépenser plus que les recettes.

Tout le monde devrait payer des impôts comme dans les pays nordiques car tout le monde bénéficie de l'éducation de la santé etc etc ...

Supprimer l 'impôt sur le revenu.. Augmenter la TVA , sur les produits de grand luxe, habits, voitures ,parfums, bijoux, hôtels de luxe , etc...

- Faire de l'imposition un des domaines régaliens régis au niveau européen, et mettre fin au dumping entre états de l'union. - Limiter drastiquement les niches fiscales. Tout en étant conscient que l'Etat ne retrouvera jamais en volume de rentrées fiscales l'équivalent des mises de fonds engagées sous couvert du bénéfice d'une niche fiscale, le principe de base me paraît néanmoins être que chacun contribue à l'impôt à l'exacte mesure de ses gains / son patrimoine, et qu'il appartient à l'Etat, muni de ressources plus importantes, d'en attribuer une proportion croissante à l'actuel objet du financement des niches : les biens culturels, le soutien aux associations caritatives, l'aide au logement etc - Lutter contre la fraude fiscale, ce qui paraît évident, mais surtout contre l'optimisation fiscale abusive, à seule fin de se soustraire à la perception de toute imposition, que ce soit au niveau microéconomique (la généralisation des SCI par exemple) ou au niveau des transferts de ressources imposables au sein d'un groupe de sociétés appartenant à une multinationale.

rendre l'IRPP plus progressif (+ de tranches) ; tous les les contribuables déclarant des revenus devraient payer l'impôt , même réduit à un minima (1 € par mois par ex.) pour prendre conscience que « tout n'est pas gratuit»

Simplifier les impôts en supprimant toutes les niches fiscales et en réduisant pour tous les Français les impôts à 3 impôts (arrêt CSG, CRDS, Impôts Locaux, Taxes Foncières, etc ...) : impôt sur les revenus, impôt sur la consommation (TVA) et impôt sur les revenus du capital mobilier (combattre la spéculation boursière) et immobilier.

Il faut faire «payer les riches». Si je fais mienne cette proposition marxiste , c'est que le sentiment d'injustice est très largement répandu. Moi qui suis modéré, centriste, ayant voté Macron au 1er tour, je trouve que l'injustice fiscale est devenue insupportable. Je ne conteste pas de payer plus de CSG en tant que retraité; je suis prêt à continuer à payer la TH, étant dans les 20% les plus aisés. Mon consentement à l'impôt n'est pas altéré. Quand je parle «des riches», il s'agit en fait des très riches, des fortunés, car, au-delà d'un certain seuil, la proportionnalité de l'impôt diminue. Vous ne voulez pas revenir sur l'ISF. OK. Cherchons ailleurs soit 3 propositions: 1. la suppression de la flat tax 2. remettre des tranches supérieures sur l'I.R. 3. s'attaquer aux droits de succession car les inégalités de patrimoine sont les + fortes. Il paraît que les Français ne veulent pas en entendre parler. Mais, mon propos ne concerne pas les gens «normaux». Je fais à nouveau référence aux fortunés, aux millionnaires. J'ai lu récemment avec effarement que Mme Bettencourt-Meyers était parmi les plus gros milliardaires de la planète. Le mérite de cette dame est d'être l' héritière de sa mère, elle-même héritière de son père. Pendant combien de générations, les descendants de M. Eugène Schueller vont-ils naître milliardaires ?

Ne pas faire de fiscalité en fonction des statuts de chacun;La fiscalité doit être fonction des revenus et non des statuts. Par exemple, une personne gagnant 1900 euros par mois, payera 6,6% de CSG si elle est retraitée, 9,2% si elle est en activité et payera plus d'impôt si c'est son salaire de référence par rapport à une autre où ces 1900 euros seraient gagnés avec des heures supplémentaires. En voulant satisfaire les gilets jaunes, vous avez recréer de l'injustice fiscal !

Concernant l'impôt sur le revenu, je pense qu'il faudrait que chacun contribue proportionnellement à son salaire, ne serait ce que symboliquement pour qu'il n'y ait pas d'opposition entre ceux qui contribuent et ceux qui ne contribuent pas. Cela me parait essentiel que chacun soit concerné par la dépense publique et on ne peut l'être que si pratiquement on y contribue. la TVA est moins visible puisque quotidienne.... De même que pour les consultations médicales dans le privé comme à l'hôpital, il me semble important qu'il y ait une petite contribution symbolique pour que tout ne soit pas gratuit. Le gratuit n'a pas plus de prix et n'est plus respecté.

Que l'IR soit payé par tous et non seulement par 50% des ménages

Il y a aujourd'hui 4 taux de CSG (0 3,8 6,6 8,3). Dès qu'on passe un seuil le nouveau taux est appliqué sur la TOTALITE de la pension. C'est comme si, pour l'impôt sur le revenu, en cas de franchissement d'un seuil, le nouveau taux (par ex 30%) était appliqué sur la TOTALITE des revenus et pas seulement sur la partie supérieure au seuil. Ce serait un scandale. C'est pourtant ce qui se passe avec la CSG. Quand on passe par exemple le seuil de 6,6%, ce taux est appliqué sur la TOTALITE de la pension ce qui représente une augmentation brutale. La proposition consiste à n'appliquer le nouveau taux supérieur que sur LA PARTIE QUI DEPASSE le seuil inférieur. Une CSG progressive évitera l'effet d'escalier et assurera une progression plus douce et plus équitable. Ce qui est évident concernant les tranches de l'impôt sur le revenu s'appliquerait dans la même logique de bon sens aux tranches de pension dans le calcul de la CSG.

Il y a aujourd'hui 4 taux de CSG (0 3,8 6,6 8,3). Dès qu'on passe un seuil le nouveau taux est appliqué sur la TOTALITE de la pension. C'est comme si, pour l'impôt sur le revenu, en cas de franchissement d'un seuil, le nouveau taux (par ex 30%) était appliqué sur la TOTALITE des revenus et pas seulement sur la partie supérieure au seuil. Ce serait un scandale. C'est pourtant ce qui se passe avec la CSG. Quand on passe par exemple le seuil de 6,6%, ce taux est appliqué sur la TOTALITE de la pension ce qui représente une augmentation brutale. La proposition consiste à n'appliquer le nouveau taux supérieur que sur LA PARTIE QUI DEPASSE le seuil inférieur. Une CSG progressive évitera l'effet d'escalier et assurera une progression plus douce et plus équitable. Ce qui est évident concernant les tranches de l'impôt sur le revenu s'appliquerait dans la même logique de bon sens aux tranches de pension dans le calcul de la CSG.

ISF: exiger une obligation de résultat, investissement, créations d'emplois, etc. en cas de non respect l'ISF devra être rétabli. Ceci impliquant une surveillance rigoureuse, mais juste.

ISF : Obligation de résultat, investissements, créations d'emplois, etc. En cas de non respect de ces obligation, l'ISF devra être automatiquement rétabli. Cela demande la mise en place d'une surveillance rigoureuse, mais juste pour les Français.

Cesser de faire des lois qui permettent aux plus riches d'échapper à l'impôt. Supprimer toutes les niches fiscales inutiles. Rétablir l'ISF. Etablir le prélèvement à la source pour les entreprises. Taxer les revenus du capital comme ceux du travail. Taxer les transactions financières. Avoir un taux d'imposition plus important pour les grandes entreprises que pour les PME. Lutter contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale.

Bonjour étant donné que tout le monde profite du système il faudrait que chacun , et chacune y contribue ne serait - ce que d ' un euro symbolique en fonction de sa paie , de ses dépenses , et de son pouvoir d ' achat .

La simplifier afin qu'elle ne soit pas à 2 vitesses, ceux qui payent et ceux qui s'y soustraient tout ou partiellement par ce qu'ils peuvent avoir des conseillers fiscaux. Ne pas faire bénéficier les hauts revenus des niches fiscales.

Rétablissement de l ISF et arrêt des nombreux avantages fiscaux du gouvernement

Tout le monde doit payer des impôts, en fonction de ses revenus.

Mettre de la progressivité partout où la vision purement linéaire de l'administration conduit à des effets de seuil par exemple. Pour que les rendements (des revenus, des bénéfices etc.) soient décroissant et ne débuchent pas sur la monopolisation des gains par certains au détriment de tous (Winer take all) il faut des prélèvements croissant avec le revenu. Pour l'IRPP les solutions ont déjà été utilisée autrefois. Il faut passer de 4 tranches à 12 ou 13 avec une tranche maximale à 75 ou 80% (entre 1983 et 1986, il y avait encore 13 tranches dont la maximale était de 65%, alors qu'elle n'est aujourd'hui que de 45%. c'est la grande régression mise en place par les politiques néolibérales depuis la fin des années 80). Pour éviter que ne se forme les gigantesques écarts de fortune (que seule la 2e guerre et la politique d'après guerre avait réussi à réduire), il faut que l'impôt sur les successions et l'ISF soit, lui aussi, très progressif (c'est moins coûteux qu'une guerre), sinon la loi des rendements croissant dans l'accumulation du capital fera que, à terme, les 1% de la population possèderont + de 70% du patrimoine.

Rétablir l'ISF, revaloriser les APL, baisser la TVA pour les articles de consommation courante.

Supprimer les effets de seuil en mettant en oeuvre un calcul qui évalue chaque situation au cas par cas. Cela est maintenant

possible à condition de supprimer l'argent liquide et de généraliser l'informatisation et la centralisation de la totalité des transactions (achat, investissement, locations, dons, actes notariés, actes en mairie...). En effet, les algorithmes, le deep learning et l'intelligence artificielle pourraient maintenant brasser toute cette information et calculer en temps réel la contribution ou l'impôt que l'état doit appliquer à chaque foyer. On profiterait ainsi de fusionner la totalité des impôts en un impôt unique, ou la totalité des aides en une subvention unique. Chaque foyer devrait alors chaque année soit s'acquitter d'un unique impôt, soit recevoir une unique subvention.

1 - Supprimer la taxe d'habitation pour tous à l'échéance 2021 comme précédemment annoncé. 2 - Revoir entièrement le système d'imposition sur les revenus (salaires, pensions, retraites, allocations diverses) Il est anormal que seulement 43% de foyers fiscaux supportent cet impôt. Tout citoyen doit y contribuer et être imposable en fonction de ses revenus quels qu'ils soient. Toutes les aides sociales et allocations diverses (allocations familiales, prime de rentrée scolaire, APL, ...) doivent être considérées comme un revenu. Il n'est pas normal qu'un individu s'efforçant de gagner un peu plus le smic se voit diminuer ou supprimer ces aides et devenir imposable alors que son voisin gagne autant que lui tout en restant chez lui en vivant sur les aides sociales et sans rien payer. Le nombre de tranches d'imposition (actuellement 5) doit être doublé et progresser de 5 en 5% depuis 1% à 46% voir 50% pour les plus hauts revenus (tranche supérieure à 200 000 €). Il faut absolument que la classe moyenne soit nettement moins imposable qu'elle ne l'est aujourd'hui. J'entends par classe moyenne un couple marié sans enfant gagnant jusqu'à 6 000 € mensuel pour le foyer. 3 – Abaisser les droits de succession ou de donation en ligne directe en augmentant l'abattement pour chaque parent à chaque enfant. Passer cet abattement de 100 000 € à 150 000 € en l'indexant sur le taux de l'inflation.

Il faudrait que les grandes entreprises françaises ou internationales et les plus riches payent les impôts qu'ils doivent à la France sans possibilité de montages financiers, même légaux. Il faut également lutter contre l'évasion fiscale.

Avoir une fiscalité PLUS SIMPLE avec MOINS d' EXCEPTION.

Avoir une fiscalité SIMPLE avec très peu d'EXCEPTIONS

Être imposé sur nos seules revenus, et non sur ce que l'on a acquit. Que les très grandes entreprises soient taxées comme les artisans et autres PME. Stop au dumping fiscale entre pays de la zone euro, et a l'optimisation fiscale.

Prendre en compte les aides sociales en les ajoutant au revenu (ex : logement social 500 euros ,le voisin qui ne beneficie pas d'aide sociale paye 1500 euros) les 1000 euros d'aide doivent être intégrés dans les calcules.

Mieux imposer chaque citoyen en fonction de ses revenus du travail ou du capital.TVA à augmenter sur les produits de luxe yatchs,voitures au dessus d'une certaine puissance, parfums,alcools forts, cette TVA était à 33% avant 1992 pourquoi ne pas envisager cette mesure.Pour quelles raisons l'électricité est taxée à 20% prix du kw/h 54% de taxes ?La TVA reste l'impôt le plus injuste qui soit il frappe tout le monde et encore plus les familles nombreuses.

Plus de progressivité, tranches supplémentaires sur les hautes revenus. Plus de contributeurs et de visibilité de l'impôt sur les revenus., une assiette élargie à tous les revenus. Moins de TVA qui pèse plus sur les plus modestes; moins de TVA pour les produits fabriqués ou produits en France (est-ce possible ?) par rapport aux produits importés. Revoir les niches fiscales en fonction de leur utilité pour prioriser la transition écologique et non les privilèges des plus aisés.

Que tout le monde paie l'impôt sur les revenus (y compris les plus modestes, même pour une somme symbolique et faible). Supprimer les impôts liés aux transferts de patrimoine (impôt injuste car le patrimoine est déjà plusieurs fois taxé: on paie des impôts sur nos revenus qui servent à acheter ce bien, on paye ensuite la TVA sur l'achat immobilier, on paye les frais de notaire et les taxes liées à l'achat, ensuite c'est la taxe foncière, chaque année! ça suffit!!!!! c'est trop

Supprimer la taxe foncière et la taxe d'habitation et les remplacer par un impôt additionnel voté par les collectivité locales et encaissé en même temps que l'impôt sur le revenu, étant entendu qu'il serait dû même en l'absence de contribution sur le revenu.

Sortir d'une vision dialectique d'opposition sociale par une plus grande responsabilisation de chacun.

L'efficience de la fiscalité est relié à la simplification. Il faut réduire les strates administratives, juridiques et la multiplicités des organismes s'occupant des mêmes missions. 1- Suppression du millefeuille administratif en réalisant une réelle suppression : 4 niveaux sont suffisants (Pays, Régions, supra locale et Commune). Diminuer également le nombre de communes. 2- Suppression de la multiplicité des organismes s'occupant des mêmes missions (caisses de sécurité sociale spécifiques tel que MSA, caisse de retraites spécifiques...) 3- Simplification des normes et des lois 4- Réduction du nombre de haut fonctionnaires par réorganisation des missions, suppression des missions redondantes et mesure de l'efficacité des services (et interdiction aux haut fonctionnaires de faire du cumul de rémunérations)

Faire des tranches d'imposition plus fines, arrêter de taxer systématiquement les revenus du travail, supprimer les impôts pour tous les auto-entrepreneurs gagnant moins du SMIC par mois, minorer la taxation des produits Bio, de l'agriculture raisonnée, des produits locaux vendus dans un rayon de moins de 30 km, des produits labellisés, taxer le kérosène, surtaxer les voyages de type croisière, les voyages en avion, surtaxer les produits de consommation courante ayant fait le tour de la planète avant d'arriver dans les rayons des supermarchés, taxer toutes les multinationales qui s'arrangent pour ne pas payer d'impôts en France. Mais aussi rendre plus cohérentes les taxes selon les territoires. Outre les taxes décidées au niveau national, le budget d'un ménage est grevé par un ensemble de taxes locales, départementales, régionales afin de financer des collectivités territoriales (salaires, charges, bâtiments...) et des projets qui ne bénéficient pas toujours aux populations qui les payent ce qui est très injuste, voire des projets grandioses et très onéreux s'appuyant sur des études de marchés dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas transparentes pour les payeurs. Existent-elles toujours d'ailleurs? Il faudrait donc mettre en place des référendums locaux/départementaux ou régionaux pour certains projets afin d'avoir l'accord de paiement des citoyens concernés et montrer une réelle transparence sur le bienfondé de certaines dépenses. Il y a beaucoup trop de dépenses fantaisistes, créatives, décoratives...à tous les niveaux. Par ailleurs il est évident que payer des impôts pour payer des fonctionnaires territoriaux ainsi que les frais afférents aux structures qui les emploient, fonctionnaires dont la productivité reste souvent obscure pour le citoyen, est un point à revoir. Il y a aussi beaucoup trop de structures publiques qui font doublon sur les territoires, que nous n'avons plus les moyens de financer.

Il faut exercer un taux plus faible sur une assiette plus large , il n'est pas normal que certains payent et que d'autres reçoivent sans en connaitre le prix . Même faible pour les salaires les plus bas ce serait une vraie démarche citoyenne qui responsabiliserait les individus ...

Indexer les charges salariales sur la valeur ajoutée produite par l'entreprise. Cela permettrait de soulager les jeunes entreprises qui ont besoin de personnel pour lancer leur activité. Au début on paye peu pour chaque salarié et les charges augmentent avec la capacité de l'entreprise à les supporter. Bref un impot de production progressif sur chaque salarié est non pas forfaitaire (avec un plafond bien sur). Cela reviendrait également à généraliser à toutes les entreprises certaines aides qui existent comme par exemple les exonérations JEI. Pourquoi faut il être adoubé par le ministère de la recherche pour avoir un peu plus de chances de réussir que les autres?

supprimer les niches fiscales ; supprimer le sénat; limiter tous les salaires payés par l état à 10000 euros primes et avantages compris

Suivre de façon plus systématique les rapports de la court des comptes. Eviter le gaspillage. (Ex: Interdire de construire des médiathèques dans tous les villages de France, mais plutôt (de les regrouper) une médiathèque pour cinq ou six villages.

supprimer les niches fiscales ; supprimer le sénat; revoir tous les privilèges accordés aux fonctionnaires; limiter les salaires versés par l état à 10000 euros primes et autres avantages compris

I adapter aux revenus et au patrimoine du contribuable...

La fiscalité est déjà très progressive pour les actifs salariés. Mais l'assiette n'est pas assez large. Tout le monde devrait payer un impôt sur le revenu, même s'il est faible. Le 1% des plus riches échappent à cette fiscalité car ils peuvent se payer des experts en fiscalité.

Il faut avant tout baisser les dépenses. On devrait réduire très fortement le budget de la défense. La dissuasion nucléaire ne sert plus à rien. Il faut aussi arrêter de faire des interventions extérieures. On intervient au Moyen Orient depuis plus d'un siècle et celà ne fait qu'aggraver le problème. Nous n'avons pas non plus à jouer au gendarme en Afrique. Soit on construit une armée européene avec 5 ou 6 autres pays soit il faut arrèter complètement. Oo retrouve ainsi une marge de maneuvre sur le budget permettant d'améliorer le pouvoir d'achat. L'Allemagne et le Japon ont construit leur prospérité à l'époque ou ils n'avaient pas de budget de défense.

En fait, aujourd'hui personne ne sait si la fiscalité est juste ou efficace. Chacun a le sentiment d'une contribution trop lourde pour un «retour» trop faible ou trop dirigé vers d'autres considérés comme trop favorisés. Ici aussi 1 ou 2 pages synthétiques annuelles permettant de voir qui contribue (TVA, IR, Impôts sociétés, taxes diverses ...) par décile de revenus et qui reçoit (aides sociales) par décile de revenu également donneraient une vision plus objective. Il faut également faire ressortir que la redistribution se fait également via le financement de l'éducation et de la santé et non uniquement par les aides sociales.

Diminuer les taxes fixes comme la TVA ou presque fixes comme la CSG (qui sont perçues comme injustes car affectant de la même façon les personnes quels que soient leurs revenus) et par contre étendre l'impôt sur le revenu à tous et augmenter les taux pour chaque tranche.

S'attaquer en priorité aux «gros» fraudeurs et aux moyens d'optimisation fiscale afin que chacun paie ce qu'il doit, sociétés comme particuliers. Le rabotage uniforme des niches fiscales n'est pas une bonne idée car il peut être contre-productif, en particulier sur les aspects environnementaux

Je souhaiterai que tout le monde paie des impôts (participation même minime pour les plus bas revenus)...y compris sur les aides versées par l'ETAT

Imposer aux dirigeants des sociétés immatriculées en France d'être fiscalisés en France Créer une nouvelle tranche d'imposition

Moins d'impôts, donner plus de moyens aux étudiants, aux familles et supprimer la hausse de la CSG pour l'ensemble des retraités

ne pas imposer les retraites imposer les citoyens français qui vivent à l'étranger

Il mieux prendre en compte les célibataires. Un célibataire doit payer plus qu' un autre citoyen dans la vie de tous les jours (impôt, loyer , charges...). Alors qu' il ne peut bénéficier de pratiquement d aucune aide dans la vie de tous les jours.(Hors santé). Un couple sans enfant payera moins d impôt sur le revenu, moins de taxe d habitation, moins de charges ..., a part égale qu' un célibataire.

Supprimer les dépenses inutiles

chaque français a profité des services publics (hopitaux & maternités, école & universités, sécurité sociale, transports, sécurité police et pompiers...) , les exilés fiscaux qu'ils soient riches (grands patrons, héritiers, artistes...) ou retraités vivants eau Portugal, se soustraient à l'impot français et en plus reviendront en France quand ils seront vieux pour se faire soigner. Chaque français qu'il soit résident ou non résident doit déclarer ses revenus en France (revenus français et étrangers), le fisc calcule l'impot du et soustrait les impots payés dans les autres pays

- Contribution de tous à l'impôt sur les revenus en fonction de leur moyen mais participation de chacun à l'effort afin que l'impôt ne repose plus seulement sur à peine 48% des français. - Limiter les avantages et privilèges en plus de leur rémunération des parlementaires (députés et sénateurs), des ministres et de certains hauts fonctionnaires. - Limiter les avantages (primes exorbitantes, retraites chapeaux..) de certains grands dirigeants.

Pouvoir refuser une aide et bénéficier d'un bonus fiscale (remise sur contravention ou redevance TV par exemple)

- Impôts pour tous en fonction des revenus mais que chacun y contribue. - Suppression des privilèges pour les parlementaires, les ministres, certains hauts fonctionnaires. - Suppression des avantages négociés de certains grands patrons et lutter contre l'évasion fiscale (plus de contrôle)

baisser les impots aux entreprises leurs donnera les moyens d'investir de recruter et d'augmenter les salaires se qui donnera du pouvoir d'achat et l'état sera toujours gagnant par ce que la population vu que leurs pouvoirs d'achat aura augmenter consommerons plus par ce que a ce jour certaine classe n'achete plus a cause de cela

le revenu fiscal devrait être égal à : revenu des salaires plus toutes les aides moins les impôts sur le revenu versés

les impôts sur le revenu devraient être égal à : salaires perçus plus les aides moins impôts sur le revenu payés

qu'elle soit payée partout le monde et qu'elle arrète d'asphyxier les classes moyennes..

L'argent doit être pris là où il y en a le plus. Revoir la TVA, qui est le plus injuste des impôts. L'optimisation fiscale doit avoir des limites.

plus imposer les plus riches et moins les plus pauvres

baisser l'ensemble des impots et commencer au 1er centime , même de façon symbolique garder un impot progressif mais le plafonner

Multiplier les tranches de revenu imposable et imposer tous les citoyens

baisser l'ensemble des impots qui devront etre payés par tous et revoir la redistribution

La fiscalité sera perçue comme étant «plus juste» si elle est comprise et perçue comme efficace. Ce qui amène à distinguer en terme de montage budgétaire pour l'Etat ce qui relève de la solidarité (impôts) et ce qui peut être financé par les usagers et/ou

des investissements privés. Le concept de niches fiscales perçu souvent comme «injuste» devrait être remis à plat et surtout clarifié. Il faudrait peut- être définir un ou deux objectifs précis pour ces dispositifs : l'emploi et un objectif environnemental (à définir en fonction des conclusions de la consultation) par exemple. Et surtout mesurer l'efficacité avec des mesures correctives le cas échéant.

Le fil rouge de cette contribution s'organise autour de l'idée de mettre l'ensemble des facteurs de production (travail et capital) au centre d'une économie tournée vers la croissance. Investissements et consommation doivent être encouragés fiscalement, alors que la thésaurisation (immobilière, financière etc.) doit être taxée. Cela passe par: - augmentation du pouvoir d'achat pour une part importante de la population (classes populaires et moyennes) par une diminution des impots sur ces tranches pour favoriser la demande domestique, et soutenir la croissance par la consommation ainsi que donner une respiration fiscale à ces foyers - poursuivre les efforts entrepris pour favoriser les investissements productifs qui passent par une réforme encore plus profonde de la fiscalité du capital et de l'épargne : augmenter les taxes sur la thésaurisation de l'épargne (investissements immobiliers spéculatif / hors résidence principale, assurance-vie etc.) et incitations fiscales à l'investissement financiers (épargne salariale, pension personnelles investies en actions, PERCO etc.) - les impots sur les successions doivent aussi être augmentés (de manière progressivepour taxer les grosses successions de manière plus importante) pour répondre à l'objectifs d'augmentation de la consommation et de l'épargne investie productivement plutot que thésaurisée. L'age moyen des successions ne cessant de reculer, il s'agit de sommes qui doivent être réinjectées dans l'économie et/ou investies pour le développement de nos entreprises. Augmenter les taxes sur ces successions favorisera surement les donations entre vivants, ce qui participera toujours mieux à la croissance d'aujourd'hui (utilisé par plus jeunes générations pour consommer, créer une entreprise, payer ses études etc.)

Lutter contre l'évasion fiscale et y mettre les moyens. Les milliards à récupérer permettraient à l'État une plus juste redistribution à ceux qui sont les oubliés de la République et vivent dans l'indignité. Ajouter des tranches au barème de l'impôt.

taxé les plus riche à la hauteur de leurs véritable revenues, faire vraiment la chasse aux niche fiscal et autres débordements de défiscalisation des plus aisés ainsi que des membres du gouvernements

Vu que le prélèvement à la source a été mis en place, allez jusqu'au bout ! par tranche de salaire, un % d'imposition (il y a déjà la csg, rds...) et au delà d'un seuil «extraordinaire» de rémunération, 50% de prélèvement. Vous élargirez la base d'imposition (et ce sera plus juste que tout le monde paye, mais selon sa rémunération), vous arriverez peut_être même à réduire les impôts des tranches de la classe moyenne qui se font toujours tondre et vous pourrez supprimer les niches fiscales. Les salariés négocieront leur net, et ce sera plus simple.

Faire payer les contributeurs importants qui ne payent pas : GAFA, grandes entreprises qui jouent à l'optimisation fiscale, les 1% qui vivent au-dessus des lois

Créer des tranches d'impôt intermédiaires et imposer les GAFA

L'ISF doit être rétabli mais exonéré si 50% des fonds sont investis dans les PMI/PME françaises

rétablir ISF .Ne plus laisser de niches fiscales .tout le monde doit payer l'impôt selon ces moyens .ne pas accepter l'optimisation fiscale qui profite aux plus riches et aux entreprises. Arrêter le cice qui n'a jamais ramener de l'emploi

La fiscalité est trop importante mais juste pour l'instant . Elle ne satisfait pas les assisté qui veulent toujours plus sans le moindre effort

1- Moyen long terme : Recentrer nos vies sur l'objectif principal de vivre heureux, plutôt qu'être riche. Les plus «riches» redistribueront alors naturellement le capital à la société, au lieu d'accumuler (dans paradis fiscaux). 2- Imposer un rapport de 1 à 5 entre les plus bas et les plus haut salaires. Si SMIC à 1300€, un fonctionnaire ne peut percevoir plus de 6500€. Idem dans le privé, entre employé et PDG.

Arrêter de dépenser plus que ce que l'état possède. C'est une injustice générationnelle.

Dans un premier temps, traiter le problème de l'évasion fiscale. Aujourd'hui trop de systèmes permettent de ne pas payer l'impôt. Bien évidement ces montages, niches... sont souvent utilisées par les plus riches. Dans un deuxième temps revoir la fiscalité pour la rendre plus juste. Aujourd'hui c'est la classe moyenne qui supporte la majeure partie de l'impôt. En France, il faut soit être très riche (niches fiscales, montages financiers...), soit très pauvre (ne paie pas de nombreuses choses dont l'impôt, et en plus bénéficie d'aide et de subvention). Je trouve aberrant qu'il n'y ait que 43% de foyers imposable... 43% qui supporte l'intégralité des impôts (hors entreprises). Tout le monde devrait payer un impôt, bien évidement proportionnel aux revenus (au sens large). Cela permettrait aussi d'enlever un sentiment d'exclusion. Toutes proportions gardées, nous pourrions aussi envisager de pouvoir choisir la destination de nos impôts. Enfin, je suis fatigué de considérer la classe moyenne (même la classe +) comme des gens riches. Nous travaillons, parfois même beaucoup, depuis longtemps... avoir un juste retour financier, ne doit pas être puni mais considérer à sa juste valeur. La classe moyenne, cette France silencieuse, qui soutient l'économie d'un pays par le travail.

Augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu, le nombre de tranches. Imposer les carburants utilisés pour le loisir

réévaluer les tranches d'imposition pour moins pénaliser les salaires moyens

égalité de tous devant l'impôt, rétablir l'ISF, surtout TOUT LE MONDE doit payer des impôts même les plus pauvres, même si c'est 10 euros par an car on crée des mentalités d'assistés et d'irresponsables, et tenir compte du patrimoine dans la redistribution des aides sociales

payer des impôts dès le premier euro gagné

Préalable : tenir compte de toutes les aides et allocations diverses (allocations familiales, allocation parent isolé, allocation logement et transport, familles nombreuses, rentrée scolaire, gratuité EDF, SNCF ...) et les prendre en compte dans le revenu imposable. Ensuite et seulement ensuite on pourra commencer à parler de fiscalité plus juste. Tout le monde doit contribuer, même si ce doit être de façon minime.

tous imposé...de l'euro symbolique à une contribution normale. Limiter les niches fiscales, afin d'éviter que ceux qui en ont les moyens, puissent les utiliser pour limiter leur participation limiter les défiscalisations en fonction des revenus plus d'action sur l'évasion fiscale, mais ça semble compliqué

Il faudrait que tout citoyen paye un impôt même minime au prorata de ses revenus

Chaque citoyen a le devoir de contribuer à l'effort national, il faudrait donc que toutes les personnes percevant des revenus (salaires, pensions, ... et aides sociales) participent à la hauteur de leur possibilité.

Tout individu résidant en France élargie ou Français travaillant ou vivant de ses rentes à l'étranger doit payer l'impôt en fonction de tous ses revenus y compris les subventions, indemnités (si

celles-ci subsistent), allocations, etc, idem pour les entreprises ayant une activité en France ou entreprise Française établie à l'étranger et ayant une activité en France élargie qui doivent payer l'impôt sur le CA.

L'impôt sur les revenus est le plus juste. En revanche il faudrait que les crédits d impots ne soient versés qu en dessous d'un revenu déterminé. Et pour ceux qui dépasserait ce revenu, laisser cet avantage en mode «reduction». La différence ? Un crédit donne potentiellement droit à un remboursement (si vous avez 100 euros d'impots et un crédit calculé de 150, ils sera viré en votre faveur une somme de 50 euros). La reduction elle limite l'impact au montant de votre impôt (dans mon exemple vous auriez 0 euro d 'impôt mais aucun relboursement).

Faire appliquer les règles, lutter contre le travail au noir, taxer les sociétés étrangères opérant en France, traquer la fraude fiscale , utiliser plus largement les commissaires aux comptes sur le contrôle de l'assiette fiscale

Il faudrait que certaines baisses d'impôt correspondent non pas à une hausse pour d'autres mais soient réalisables grâce aux actions de certains. Par exemple, augmenter la TVA sur les produits de super luxe (Vitton, Hermes...). Ainsi français ou étrangers, tous participeraient à la baisse des impôts pour les plus modestes et de manière universelle ! puisqu'indépendant de la nationalité ou de la provenance.... Un geste de solidarité tout en se faisiant plaisir en tant que privilégié..

impôt sur le revenu pour tous les citoyens même symbolique en passant par une re définition des tranches d'imposition taxe d'habitation pour tous ou pour personne

La chasse à la fraude fiscale et à l'exil fiscal.

Que chaque citoyen paie un impôt ! Il est injuste que la moitié des ménages ne paient aucun impôt. C'est non seulement injuste mais également anti-républicain car chaque citoyen doit contribuer, en fonction de ses revenus.

Ajuster les contributions.Ceux qui ont beaucoup doivent contribuer beaucoup. Il faut une progressivité de l'impôt qui tienne compte de la vie réelle par rapport a l'évolution des couts et des revenus. Tous faire pour maintenir le pouvoir d'achat des plus démunis, des retraités et des classes moyennes

appliquer les mêmes règles à l'ensemble des citoyens qu'ils soient élus et/ou titulaires de fonctions d'intérêt général (ministres , assemblée nationale, sénat, préfets en positions détachée , hors cadre, présidents d'une structure soit disant indépendante,) et tous les conseillers et hauts fonctionnaires qui par le pantouflage bénéficient d'un parachute de protection contre le chômage.....

Simplification (voir ci-dessus) et utiliser le prélèvement à la source pour y inclure le paiement des aides sociales. Inclure les aides dans le revenu. Revoir les tranches de l'IRPP afin d'assurer une cohérence avec la TVA : - les personnes à faibles revenus dépensent l'intégralité de leurs revenus et donc payent la TVA. La TVA fait donc office de premières tranches d'impôt sur le revenu avec un taux marginal de 20%. - si on considère que le revenu médian (estimé à 1800€/mois) permet de couvrir uniquement la consommation de base, une première tranche de l'IRPP ne devrait compléter la TVA qu'à partir de 1800*12= 21600€/an. Donc il conviendrait de décaler la première tranche de IRPP à 21600€/an. Taux à fixer pour obtenir même rendement de l'impôt.

Refonte du système et information claire et transparente : 1 seul impôt sur les revenus (csg+crds+impôt) le tout prélevé à la source (très bien) et calculé de manière simple et claire proportionnellement des le 1 euro ; de nombreuses tranches, des taux adaptés afin de répartir le plus équitablement possible en fonction des revenus ; tout le monde doit participer et recevoir un avis impôt, sa participation à la société, quitte à l' annuler pour les + faibles. Pourquoi aller voter, la moitié des Français ne reçoivent pas d'avis d'imposition et ne paye pas l'impôt direct ? au moins qu'ils aient connaissance des chiffres .

l'impôt pour tous quel que soit les revenus- suppression des «niches» - lutte efficace contre la fraude et l'évasion-

Responsabiliser en faisant payer un chacun un minimum. Rappeler que rien n'est gratuit, tout ce qui est finance vient de nous

Tout le monde doit participer à IR à partir du 1er €uro pour un faible pourcentage celui-ci augmenterait selon les revenus avec un maxi à 50%. Revoir l'utilité des niches fiscales. Réduire IS et revoir les niches fiscales, les PME et PMI ne doivent payer + d'IS que les grandes entreprises.

Il faut impérativement prendre en compte le pouvoir d'achat des personnes et non leur simple revenu. Ainsi, les avantages en nature de l'emploi occupé (comité d entreprise, véhicule, logement, prêt à taux avantageux) et SURTOUT le coût du logement crée des disparités que le système actuel ne considère même pas..

que l'impôt soit mieux partagé car les classes moyennes ont souvent le sentiment (ce qui est une réalité) de payer pour tous .

la simplifier- la rendre stable dans le temps

augmenter les tranches d'imposition au delà de 45%, par exemple 50 %de 13800 par part à 25000 puis 55 %au dessus; supprimer toutes les niches fiscales

1) Il faudrait que tous les français payent un impôt sur le revenu pour être partie prenante du débat. Cet impôt serait progressif en fonction du revenu. Par contre, cette approche nous amènerait à remettre en cause la CSG (qui n'est pas un impôt progressif). 2) La progressivité de l'impôt doit être revue pour permettre une meilleure prise en compte des très hauts revenus. Je ne suis pas un révolutionnaire (j'ai voté E. Macron et je revoterai pour lui aux Européennes) et je comprends les raisons qui font que l'on a avantagé ces hauts revenus mais je pense que le traitement des inégalités doit devenir prioritaire (il est vraiment inadmissible que des gens très riches se pavanent devant d'autres personnes qui crèvent de faim et je pense que c'est une très bonne chose pour l'économie). Les prochaines années constitueront un tournant sur ce point. Dans ce contexte, je suis aussi pour un impôt sur la fortune et que l'on rende progressif l'impôt sur les successions. Il faut bien sûr que cela soit progressif dans le temps et qu'un plan soit annoncé et discuté et que cela soit négocié avec nos partenaires européens (même si la France prend les devants). 3) Pour les entreprises, il faut là aussi avoir une approche plus fine notamment en prenant en compte les engagements des grandes entreprises (climat, social, part salaire/dividende ...) pour fixer leur niveau d'impôt. 4) Par ailleurs, il serait intéressant pour des causes importantes (hôpitaux, enseignement, climat,...) de solliciter les citoyens pour des emprunts au niveau national ou européen. 5) En ce qui concerne la TVA, je la laisserais à son niveau actuel, même si je suis tenté par une TVA sur les biens de luxe à négocier avec nos partenaires européens. 6) La TIPP doit être augmentée progressivement comme c'était prévu, mais en lien avec des vraies évolutions des services de transport pour permettre de se passer de pétrole. 7) Enfin, il y lieu de communiquer sur les niches fiscales, mais surtout sur la fraude. Là aussi, il faut une vision indépendante (groupes tirés au sort ?) pour éviter que tout chiffre soit contesté pour avoir enfin une action en fonction des enjeux. L'Europe doit être bien sûr partie prenante.

moins taxer les taxes moyennes. Tout le monde doit payer l'impot, y compris les plus pauvres, même s'il faut ensuite leur redonner sous un systeme d'aide

Plus distributive. Plus de tranches d'IRPP. Évaluer systématiquement l'utilisation des baisses d'impôts par rapport à l'objectif (ex CICE, impôt crédit recherche,..)

Commencer par redonner aux retraités le pouvoir d'achat qu'ils avaient avant l'ère Macron; 20% d'entre eux ont été spoliés. Supprimer la hausse de la CSG pour tous, réindexer les retraites sur l'inflation (avec rattrapage pour 2018 et début 2019), supprimer la taxe d'habitation pour TOUS. Baisser la fiscalité des célibataires (une part). Puis comptabiliser toutes les aides dans le calcul du revenu fiscal et supprimer de nombreuses niches fiscales.

Il faudrait que l'Etat se focalise sur la Justice et le maintien de l'ordre. Pour le reste, il faut libéraliser et baisser les taxes et impôts.

Lutter contre l'évasion fiscale des plus riches et rétablir l'isf

Ne payer les retraites qu'aux personnes vivantes

Elle est déjà juste et efficace (on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre, par exrmplr ne pas avoir cotisé environ 42 ans et vouloir une retraite à taux plein), sauf pour : - les pensions de réversion : garder le système actuel, afin que le conjoint survivant qui a de petits revenus ne soit pas obligé de vendre ses biens pour vivre. - les successions, dont il est question de «re-taxer» les donations alors des décennies sont nécessaires à une «stratégie patrimoniale» familiale, et que sur un coup de tête d'un gouvernement, tout est par terre ! Il vaut mieux diminuer le train de vie de l'état, promesse jamais tenue

Un impôt payé par tous, pour participer à la vie de la nation, et ne pas uniquement être un bénéficiaire sans contrepartie

Élargir les tranches de l impôt sur le revenu

Obliger a coriger ce que denonce la cour des comptes... Et arreter de taper sur les classes moyennes du privé.. elles sont le moteur du pays par leur possibilités creatrices. Et elles sont bridees...

plus de tranches d'impôts, un impôt faible, mais existant pour tous

* Réduire l'écart des rémunérations de 1 à 40 (cf. Autriche) au lieu de 1 à plus de 100 en France * Reprendre par l'Etat le contrôle financier des péages

* Un bon impôt doit avoir l'assiette la plus large possible et des taux modérés. En ce sens la TVA est un bon impôt car tous participent. Il faudrait sans doute revoir la nomenclature des éléments soumis à chacun des taux actuels. * Concernant l'IRPP, il est anormal que plus de la moitié des ménages ne soient pas assujettis alors que 10% des plus gros contributeurs payent environ 70% de cet impôt. Il conviendrait de créer une tranche à 18-19% entre celle à 14% (abaissée à 12 %) et celle à 30 % pour améliorer la progressivité. * Les déclarants ressortant dans la 1ère tranche à 0 % devraient recevoir un avis montrant que leur contribution serait de xxx € (calculée à un taux entre 2 et 5 % (à déterminer) mais qu'ils sont dispensés de régler ce montant. * IFI/ISF S'il n'y a vraiment pas moyen d'échapper au rétablissement de l'ISF pour calmer ceux qui ne payent rien à ce titre 2 points seraient à modifier. Exclusion de la résidence principale et révision des taux (ou les tranches) qui sont vite confiscatoires; les taux des placements autres que les livrets défiscalisés sont de 0,20-0,30 % alors que dès 2,5 millions le taux de l'ISF est à 0,43 %.

faire contribuer tout le monde riches comme pauvres meme de manière symbolique

Que tout le monde contribue

Arrêter d'empiler les lois et appliquer celles qui existent

Taxer les plus riches. Condamner l'évasion fiscale.

Ne plus pénaliser les actifs et l'initiative en faveur des inactifs et de ceux qui ne veulent pas se prendre en charge car ce sont ces premiers qui font fonctionner l'économie française.

Changer en augmentant le nombre de tranches d'impôt et surtout e augmentant les tranches vers ceux qui touchent le plus.

Il y a besoin de beaucoup plus de barèmes en ce qui concerne l'impôt sur le revenu ! Je pense notamment à la tranche des 30% qui est beaucoup trop asphyxiante quand on touche 30000 à l'année. Il y a une grosse différence avec 70000 quand même il faut nuancer tout ça de meilleur façon !

Plus de progressivité fiscale selon revenus, et dégressivité des préstations sociales en sens inverse. Frais de notaires accrus progressivement sur les biens immobilierfs luxueux . taxation de solidarité exeptionelle échelonée sur les très hauts revenus. Suppression de la taxation de la résidence principale. Augmentation de la Tva sur les produits de luxe pour financer la baisse de la tva lur les produits de première nécéssité. Impots sur les bénéfices taxés à la source concernant les sociétés dont le siège social est installé dans un pays dont l'imposition présente un écart inférieur à cinq points par rapport à la France.

laisser les personnes décider sur quel projet elles placent leur impot (50% par exemple)

élargir l'imposition à une plus grande partie de la population

Il faut la revoir dans son ensemble, la simplifier, supprimer tous les doublons y compris avec la protection sociale

Il faut la revoir dans son ensemble, la simplifier, supprimer tous les doublons y compris avec la protection sociale

Supprimer les avantages de beaucoup de fonctionnaires en particulier chez EDF Revenir au 39 h pour tous limite les congés à 5 semaines maxi

- Réduire la fiscalité en France qui est un des pays les plus fiscalisés au monde. - Plus taxer les successions au delà de 5 millions d'euros - Permettre une réduction des frais de succession par l'investissement dans des PME PMI ETI via des fonds dédiés gérés par la Caisse des Dépôts et Consignation. - Faire qu'il y ait un écart significatif entre le revenu global d'un travailleur et celui d'une personne sans emploi pour encourager le retour à l'emploi.

tout le monde doit payer l'impot. Rendre les alloctions familiales imposables. Creer une tranche superiere

Armoniser la fiscalité au niveau europeen et aussi les aides.

Voter les budgets à une majorité qualifiée. Ne pas décider de projets qui reposent sur des subventions pour une part trop importantes. Les décideurs ne sont pas les payeurs par la suite.

* L'optimisation fiscale doit devenir équivalente à de la fraude fiscale * Interdiction de détenir un compte dans un paradis fiscal

A partir du moment où on est Français et qu'on a bénéficié du système (éducation, santé, logement, ...), nous devrions être soumis à l'impôt sur le revenu (pas forcément imposable) en particulier pour éviter la fuite fiscale à l'étranger (sportifs, chanteurs, acteurs, ...). Notre système devrait être identique à celui des USA : on paie des impôts dans le pays où on habite mais si l'impôt que l'on paie est inférieur à celui qu'on aurait payé en France alors on doit payé le complément. Ceci dans une justice fiscale pour tous nos compatriotes qui ont choisis de s'exiler pour ne plus payer l'impôt et qui oublie ce que la France a fait pour eux et qui ... s'empresseront de revenir en France pour bénéficier de la sécurité sociale au moindre problème de santé

L'impôt devrait être payé par tous avec un impot progressif

il convient de faire en sorte que chaque resident paie l impot sur le revenu (ne serait-ce qu un montant de 50€/ an, le budget de l 'Etat serait plus important et ce versement prouverait une

équité devant l impot et donnerait un sentiment de participer au fonctionnement du pays

oui nous sommes prêts à être imposés, taxés, le plus possible même, dans la mesure ou une fois encore l'exemplarité et le justice sociale et fiscale est respectée. STOP aux niches et à la defiscalisation...

Chaque concitoyen devrait payer l'impôt sur le revenu même minime. Suppression de l'impôt sur la fortune et remplacement par des tranches supplémentaires

Faire payer des impôts sur le revenu à tous, contrôler les revenus réels des professions liberales et commerçants

Un flat tex pour tout le monde et arrêté de taxer les gens qui travaillent et créent de la valeur. IL FAUT COMPRENDRE QUE CES PERSONNES PARTENT CRÉER DE LA VALEUR AILLEURS, ON EST À UN MOMENT OU VOUS DÉGOÛTEZ TOUTES CES PERSONNES

optimiser le recouvrement de l'impôt en simplifiant les règles, ainsi diminuer les effectifs des services des impôts

Plus juste ? Cesser déjà de laisser s'installer dans l'esprit collectif que les impôts directs sont d'abord et avant tout un moyen de faire payer les riches . Recentrer le discours sur l'utilité de leur contribution. Et pourquoi pas remercier les contribuables publiquement ? Cesser de réduire constamment le nombre de foyers fiscaux soumis à l'impôt direct (maintenant moins d'un foyer sur deux pour l'impôt sur le revenu) et bientôt plus que 20% pour la taxe d'habitation . Tout le monde doit payer un peu d'impôt en fonction de ses capacités afin d'avoir conscience de sa responsabilité et de son appartenance à un groupe et une communauté. Il ne peut pas y avoir de sentiment de justice dans un tel contexte ..Le consentement à l'impôt diminue fortement et ce d'autant plus qu'il est de plus en plus lourd pour ceux qui le payent. Plus efficace ? Evaluer les politiques publiques , notamment sociales (logement, aides sociales etc ..) les améliorer , ne pas craindre de réformer pour améliorer le service à la population et bien sûr communiquer expliquer les choix qui sont faits .

que chaque personne qui reçoit un salaire, des allocations, des aides... paie un impôt: du chômeur ,migrant, paysan, salarié, artisan,..... jusqu'au président de la république.

1. moins de taxes/impôts en nombre, payés par tous sans exception et sans dérogations (ou niches) 2. que ces taxe/impôts soient clairement associées à une action et non pas diluées ou re-traiter pour tout payer. Ex : taxe sur les carburants, taxes sur les achats de véhicules vers les transports, les taxes sur les entreprises vers l'emploi et la formation pro... Et surtout, avoir une vision à long terme pour stabiliser la fiscalité pour obtenir des incitations ou des changements de comportements visibles, concrets et efficaces. Cela obligerait aussi les dirigeants à avoir une vraie vision de l'organisation de l'état sur plusieurs années voire plusieurs décennies (investissement d'avenir, formation, aménagement du territoire...). Et ne pas augmenter ou baisser les impôts au gré des élections ou des difficultés budgétaires.

Réduire en priorité la dépense publique en imposant à chaque ordonnateur de justifier la dépense. Les différentes strates administratives doivent également être réduites pour éviter les doublons qui génèrent des dépenses importantes.

plus de contrôle sur l'évasion fiscale et sur les règlements en espèces non déclarés simplifier la fiscalité (diminuer le nombre de régimes spéciaux, les niches fiscales) intégrer les allocations familiales et autres avantages sociaux dans la déclaration de revenus universaliser l'impôt

Répartition des impôts sur la totalité des français et suppression des niches fiscales pour tous y compris les élus et les journalistes !

Alléger l'impot sur le revenu pour la minorité des contribuables qui le paye

Diminuer la pression fiscale sur les français, et pour cela améliorer la gestion de l'état. La transparence permettra d'éviter tous les abus qui ont lieu aujourd'hui. Il faut en outre supprimer les privilèges de certains postes d'états (véhicules de fonction, chauffeurs, etc..) . Enfin, diminuer le nombre de sénateurs/députés et leur revenu. Chaque ministère devrait avoir son plan d'économie qui doit commencer par la suppression de certains privilèges (chauffeurs, véhicules, logements de fonction etc...)

Plus de proportionnalité et rajouter quelques tranches au barême, avec un plafond de 50 % pour ne pas être confiscatoire. En tous cas, revenir dans la moyenne européenne

Adopter le système USA : faire payer l'impôt à tout citoyen français, quelque soit le pays ou il réside. Faire payer l'impôt par les entreprise rapporté au Chiffre d'Affaire en france.

Adopter le système USA pour que chaque citoyen français paie ds impôts en france quelque soit son lieu de résidence. Faire payer l'impôts par les entreprises selon le CA réalisé en france .

affecter les taxes sur les produits pétroliers au développement des énergies nouvelles, plus largement à la réduction de l'empreinte écologique

Plus juste : règle actuelle moins on travaille (ou déclare) moins on paie d impôt et plus on touche d aide

Lutter contre l'évasion fiscale

Il faudrait INFORMER & rendre plus transparents les coûts: Santé :prix des médicaments, d'une chirurgie (je cotise donc j'ai droit..)et je jette les médicaments périmés Education : coût d'une année de FAC ? C'est un contrat avec l'étudiant qui doit s'engager pour réussir ...

Annuler la flat tax, profondément injuste. Rétablir l'ISF. Assurer une forte progressivité de l'impôt. Simplifier l'impôt en supprimant de nombreuses niches aujourd'hui illisibles et créant de l'injustice entre ceux ayant les moyens de les connaitre et les utiliser, et ceux ne le pouvant pas

Tout le monde doit payer des impôts Integrer dans les ressources toutes les aides subventions pensions alimentaires .....

Je pense que plus de monde devrait participer à l'effort fiscal. 40% de français qui paye l'impôt c'est injuste car les 60% autre profite des infrastructures, des aides. Et parmi les 40% il y a des personnes qui ne gagnent plus de 1500 euros par mois, voir moins.

demander a tous de contribuer, expliquer clairement l'utilisation de tous nos impôts

Améliorer la chasse aux fraudeurs et les punir serieusement sans possibilité de reclassement ou d'amnistie

Une fiscalité et des aides sociales individualisées et non au ménage/famille

prélèvement a la source pour tout le monde, y compris les chômeurs et les bénéficiare du rsa

L'impôt sur le revenu sous condition de le gérer avec un nombre de tranches suffisant est l'impôt existant le plus juste et devrait donc être obligatoire pour tous et y compris pour les entreprises. Vous ne trouvez pas totalement injuste que mon entreprise par exemple paie moins d'impôt que moi ? Non, et bien moi si, je suis outrée par cette situation.

Un service gratuit est un mauvais service. De même un service dont on ne connait pas le coût réel, donc les remboursements à la charge des autres n'incite pas à être économe. Je crois encore au civisme. (Personnalisons : «l'état, la sécu va payer» ...) La connaissance est indispensable. Par exemple, combien coutent l'absence ou du moins la diminution du nombre de médecins de famille et le fait que certains ne se déplacent plus en astreinte ? A la place, engorgement des urgences ? Quel coût global ? ¨Positif ou négatif ? Par département ? taille de ville ou

d'agglo ? campagne ? Je crois encore au civisme mais je pense qu'il est indispensable que chacun participe en direct pour une partie de la dépense en ayant conscience «immédiatement, sur le moment, en temps réel» du cout global du service .... Je peux croire même à une participation non financière pour les personnes en difficulté financière (plus difficile et vraisemblablement plus couteuse à suivre ...). Eviter les dépenses inutiles et les retours en arrière (je cite éco mouv par ailleurs... mais les exemples fleurissent facilement ...)

Mieux contrôler l'utilisation des fonds des administrations, suivre et rendre obligatoire les avis de la Cour des comptes sinon supprimez là !

Moins taxer les produits de première nécessité et plus les produits non essentiel (TV, smartphone à 1000€, ...).

Aucune idée

Arrêter de penser qu'elle ne l'est pas et se demander comment augmenter les recettes plutôt que de baisser les dépenses...

Plus juste : tout le monde paie l'impôt sur le revenu même s'il s'agit de 1€. Il faut que tout le monde participe à l'effort national et se sente concerné. Il est aberrent que plus de la moitié des citoyens ne paient pas d'impôt sur le revenu.

Une meilleure répartition de l'impôt et surtout que tout le monde participe (à hauteur de ses moyens bien sûr), lutte réelle contre la fraude fiscale, et lutte contre le travail au noir accentué.

imposer tout le monde a hauteur de 25%. Rien ne justifie qu'il y ait ceux qui touchent les subvention et ceux qui payent des impôts. Je ne suis pas pour le remise en place de l'impôt sur la fortune, je suis pour la suppression totale même si je ne suis pas concernée. Il faut arrêter de fiscaliser des sommes qui ont déjà été fiscalisé.

ne pas appliquer de «rétro-activité» ... en ce sens, prélèvement à la source est OK. Faire de même pour les (très petites) entreprises

Il faut commencer que tous les français payent de l'impôt peu ou beaucoup mais tous

Revoir le principe de fiscalité a son fondement. La fiscalité appliquée aujourd'hui dans notre pays est d'une époque révolue.

Ce qui a déclenché le mouvement des gilets jaunes est l'augmentation brutale de la fiscalité écologique concomitante à celle des carburants, alors qu'en zone rurale en particulier, la voiture est quasiment, avec la disparition progressive des transports collectifs publics (notamment ferroviaires), le seul moyen de déplacement. Les taxes sur les carburants représentent plus des 2/3 du prix à la pompe (source : « Le Monde »), soit un taux de taxation de 200% (!), pour un produit indispensable à vie quotidienne d'un grand nombre de nos concitoyens. La principale, la TICPE, rapporte 34 milliards d'€. Seuls 21% de ces taxes, soit environ 7 milliards sont affectées à des mesures environnementales. A titre de comparaison, le taux de la taxe sur les transactions financières (TTF) est de ... 0,3 % (soit 666 fois moins !), elle rapporte 1,5 milliards d'€, dont 0,8 sont affectés à l'aide au développement. A assiette (restreinte...) égale, augmenter le taux de cette taxe à 3 % permettrait de doubler l'enveloppe de la TICPE affectée aux mesures environnementales en France, et permettrait de décupler l'effort en direction des pays en développement dont l'existence de nombre d'entre eux est menacée par le dérèglement climatique dont les pays industrialisés sont en grande partie responsables... Il serait par ailleurs plus équitable d'adapter le levier fiscal existant en tenant compte des réalités territoriales (en abandonnant le soi disant sacro-saint principe «d'égalité devant l'impôt» inventé par des administrations jacobines et qui ne veut rien dire dans le cas d'espèce): - Il ne paraît pas opportun de baisser le niveau des taxes dans les zones agglomérées pour inciter les populations urbaines à utiliser les transports en commun ou doux. - En revanche, il faudrait le baisser dans les zones à faible densité de peuplement dans lesquels les habitants n'ont pas d'autre solution que le véhicule personnel (et on pourrait le baisser beaucoup, à recettes égales, avec une petite augmentation des taxes urbaines, vu la différence du nombres des assujettis entre les deux catégories...) Au passage, cette adaptation territoriale de la politique fiscale pourrait concerner d'autres domaines (par exemple la TVA sur certaines activités, comme l'agroalimentaire...) On rétorquera que les urbains iront acheter leur carburant à la campagne, mais si cela doit leur coûter autant en carburant consommé en plus que la différence de prix, on peut faire le calcul, sans compter le temps qu'ils y auront consacré ... Quant à l'utilisation du produit de ces taxes, il semblerait judicieux de l'affecter en totalité : - en zones agglomérées, au renforcement des capacités des transports en commun et au développement des modes de déplacements alternatifs - en zones à faible densité, au renouveau des transports collectifs (train en particulier ...) et au développement des énergies adaptées aux sites «isolés» comme les stations de production et les véhicules dotés de piles à hydrogène, par exemple... Cela imposerait de trouver d'autres ressources budgétaires pour l'Etat et les collectivités afin de compenser les 27 milliards sur 34 qu'ils utilisent actuellement à autre chose... Continuons à rêver, toujours à assiette égale, 27 milliards, c'est 5,5 points de TTF... et 5,5 points, c'est l'ordre de grandeur du taux de TVA le plus faible en France ... et c'est à peine plus qu'une année moyenne de rendement des placements en actions sur 20 ans ...

Qu'il y ait moins de niches fiscales pour que les «riches» paient vraiment plus. Ils resteront riches!

Démultiplier le nombre de tranches de revenus ou appliquer une règle de progressivité à tout le monde . Indexer les retraites sur le coût de la vie

Chaque citoyen devrait être imposable même si c'est d'une manière symbolique afin que l'impôt soit mieux accepté et synonyme de contribution au fonctionnement de la société .Le contribuable ne doit pas être puni mais acteur . En retour il doit y avoir une totale transparence sur tous types d'optimisation fiscale afin que celle ci ne soit pas le privilège de certains mieux informés . Cela passe aussi par une lutte implacable contre l'évasion fiscale . Les gouvernements devraient être contraints de rendre des comptes au peuple sur l'utilisation de l'impôt via des organismes indépendants. .

moins imposer les petites Sociétés afin de pouvoir créer de l'emploi

- Organiser une fiscalité européenne commune ce qui arrêtera toute concurrence inter état avec disparition du dumping sociale dans l'union. ceci devrait permettre de maintenir plus d'entreprise Française sur le territoire qui embaucherait sur place. - Plafonner le taux de prélèvement maximum tout impôts confondu à 50% par contribuable - Limiter les niches fiscale - Rendre complètement déductible les dons aux association d'utilité publique, les hôpitaux.. - lutte renforcé contre l'évasion fiscale

baisser la fiscalité du travail - nouveau bulletin de salaire révélateur

alléger la fiscalité des petites entreprises pour faciliet l'embauche

Elargir le nombre de personne qui payent l'IR. Réinstaurer la taxe d'habitation, de façon uniquement proportionnelle au nombre de m2 des habitations et fonction du prix moyen du m2 de la commune ou de l'arrondissement. Même principe pour la taxe foncière : proportionnelle au m2 et au prix moyen des transactions de la commune.

Limité la fraude à grande échelle et prendre des sanctions exemplaires.

moins de tva - un impot plus équitable payé par tous à son niveau et moins de tva en compensation

LUTTER CONTRE LES NICHES FISCALES DES TRÈS GROS SALAIRES . NE PAS PÉNALISER LE TRAVAIL

Lutter contre l'évasion fiscale

Différencier la charge fiscale entre ceux «qui héritent» et ceux qui partent de rien. Ne pas rester sans rien faire devant les donations-partages , elles couvrent trop d'abus. Se mettre d'accord au niveau européen pour les recouvrements fiscaux sur les sociétés. Arrêter de fermer les yeux sur l'attitude du Luxembourg ou de l'Irlande, par exemple. Ou sur l'accueil des retraités français au Portugal ou autre... Taxer fortement ou empêcher la vente à découvert, les échanges boursiers uniquement tournés vers le profit immédiat. Ne pourrait-on pas taxer à 100% les gains obtenus dans un double échange informatique de moins de une seconde? Serait-ce du rêve?

Pour les entreprises, il faudrait taxer le chiffre d'affaires réalisé afin que ce ne soit plus les petites et moyennes entreprises qui se voient le plus taxées , le poids de la fiscalité des petites entreprises aujourd'hui décourage la croissance

Instaurer la taxe Robin sur les transactions boursières

Faire payer les riches Rétablir l'iSF

Faire en sorte que ceux qui ne paient pas d'impôts prennent conscience de leur chance, donc qu'ils soient informés des efforts que font les autres pour eux !!!

Qu'elle soit plus transparente et mieux exposée / expliquée Que les niches fiscales ancestrales soient revues ainsi que les avantages multiples de certaines catégories Quelle soit moins complexe beaucoup trop de taxes parfois désuètes parfois abusives parfois inexpliquées Que les taux de tva soit simplifiés (produit 1ère nécessité, produit courant, produit luxe) Que les taux de csg de foyers fiscaux inf à 18 000 € soient supprimés ou fortement minimisés Que le rapport revenus / vétusté résidence principale soit pris en compte

RETIRER LA CSG SUR TOUTES LES RETRAITES. RETIRER LA CSG SUR LES ASSURANCES VIES.BAISSER LES DROITS DE SUCCESSION

Ceux qui paient les impots (à peine 43% de la population active sur le revenu)

toute personne doit payer des impôts de 1€ a beaucoup plus .aucune dispense pour de soi disant mécénat comme nos super riches qui en abuse

retour ICF . que tous payent les impôt de 1€ a beaucoup plus suppression du mécénat qui exclu nos plus riche du payement de cet impôt.

La TRANSPARENCE, comme indiqué en exergue ! • Créer un site Internet de communication gouvernemental • Présenter le bilan annuel devant le parlement, télévisé. • Présenter le Rapport annuel de la Cour des Comptes sur la télévision et sur le site de communication gouvernemental • Informer le public (internet) sur chaque nouvel engagement de dépense. AVANT l'adoption du budget, exposer en langage compréhensible, les règles de collecte et leur destination (ce qui en est attendu): détail des postes de collecte et ventilation sur les dépenses 1. Revoir le mode et les règles de collecte pour que cette fiscalité apparaisse honnête, sincère et efficiente. 2. Revoir les règles de ventilation des collectes vers les dépenses 3. Réévaluer les programmes des ministères 4. Réduire la dépense publique: faire baisser les dépenses de fonctionnement via réorganisation des Services Publics

Supprimer les niches fiscales aux particuliers et entreprises. Plus on gagne d'argent plus on paye d'impôts, il ne devrait pas y avoir de moyen d'échapper à l'impôt en défiscalisant pour s'enrichir plus.

Supprimer l'échelon département. Dans mon cas la belle mère en en epad dans le Rhône, car nous y habitons. Mais comme elle habitait dans la Loire, nous payons la partie GIR à l'epad. Ensuite la Loire nous la rembourse. Mais pour ceux qui ont toujours habité dans le Rhône et qui sont dans un epad du Rhône, c'est le département qui paie directement à l'epad. Alors que nous, pour chaque changement de GIR ou de modification de prix, nous devons traiter avec la Loire. Et pourtant la Loire et le Rhône sont dans la même région. Une simplification administrative entrainerai une diminutions des couts de fonctionnement.

Que tout le monde paye des impôts et pas seulement 30 % de la population qui paye les impôts sur le revenu il faudrait que un euro gagné égal un impôt payé car ce sont toujours les mêmes qui travaillent et toujours les mêmes qui payent. une catégorie entiere de la population ne bénéficient que des avantages et ne paye jamais rien c'est injuste.

Que tout le monde paye l'impot pour commencer, meme de maniere symbolique pour les revenus les plus modestes.

la fiscalité ne doit pas reposer en majorité sur la classe moyenne, mais des dispositifs de plafonnements des salaires et prime des hauts fonctionnaires doivent être mis en place pour garantir l'implication des personnes à ces postes.

Pour que la fiscalité soit plus efficace et plus juste, le citoyen doit d'abord consentir à l'impôt qui doit être utilisé pour le bien commun et non au service de quelques-uns. Pour cela, il faut qu'un euro dépensé soit vraiment un euro utile à la collectivité. Faire prendre conscience que le bien-être de chacun dépend du bien-être de ceux qui vivent autour de nous. Les philosophes, les artistes, les politiques, et plus généralement les personnes «publiques» et chaque citoyen dans sa vie quotidienne ont un réel rôle à jouer pour donner à l'argent sa juste place, notamment dans la transmission aux jeunes générations. «Réussir sa vie» , c'est donner le meilleur de soi-même, se dépasser, et si la réussite économique est au rendez-vous, entrainer d'autres personnes dans son sillage, partager ses compétences... Il faut aussi que ceux qui ont réellement plus, paient plus. S'interroger sur les niches fiscales. Les salariés de la classe moyenne et classe moyenne supérieure sont ceux qui contribuent le plus à l'impôt (IRPP). (voir toutes les études faites à ce sujet par Thomas Piketty ou d'autres économistes). Il faudrait créer une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu pour les très gros revenus. (supérieurs à 200 000 euros)

Il faudrait une vraie volonté politique de s'attaquer à la vraie fraude fiscale, pas celle des petites gens et autres bénéficiaires sociaux mais à celle des entreprises qui se soustraient à l'impôt et des riches qui organisent leur évasion fiscale et ainsi récupérer les quelques 100 milliards d'euros de fraude.

Que les impôts des entreprises suivent le même schéma que celui des particuliers. Aujourd'hui les grandes entreprises paient moins d'impôts qu'une TPE, c'est un non-sens.

Egalité pour tous devant l'impot ! tous le monde doit les payer. regrouper toutes les allocs en une seule allocation prenant en compte les particularité de chacun : handicap, enfant, apl, ... avec un plafond. supprimer l'impot sur le revenu supprimer les niches fiscales Améliorer et renforcer les controles TVA, impots... afin que tout le monde paye ce qu'il doit. Allouer l'allocation de rentrée scolaire à l'etablissement pas aux fmilles, (c'est les grandes surfaces qui s'enrichissent) Arreter de massacré la classe moyenne ou ce qu'il en reste (on paie mais on a droit à rien), ce n'est pas equitable. en bref, refondre completement et repartir sur de nouvelles bases

Avoir un comportement similaire envers tous. Si on donne aux uns, on donne aux autres, de façon équilibrée proportionnelle,

cohérente... Si on demande des efforts aux uns, on en demande aux autres... de façon aussi cohérente en fonction des situations, équilibrée...

Rendre les allocations chômages dégressives et les plafonner (toucher 7000 euros au chômage, meme si on a occupé des postes à hautes responsabilités, c'est indécent de nos jours). Les allocations familiales doivent être en fonction des revenus. Arrêter de matraquer les petits propriétaires : ce n'est pas parce qu'on possède un bien immobilier de type studio ou appartement modeste qu'on doit être taxés fortement.

que chacun paie des impôts selon ses ressources.

la simplifier pour plus de transparence et réduire ainsi les possibilités d'optimisation fiscale.

Lutter contre l évasion fiscale en contraignant les entreprises françaises à payer leurs impôts en France. Taxation du kérosène et pas seulement du carburant des voitures Supprimer certaines niches fiscales qui avantagent les hauts revenus.

Que chacun paye des impôts selon ses ressources. Il est profondément anormal que seule une petite partie de la société en paie et l'autre pas.

- Maintenant que le prélèvement à la source est en place, supprimer (ou réduire au maximum) les niches fiscales de l'impôt sur le revenu, progressivement - Lutter contre les fameuses «optimisations» fiscales , pour les interdire à terme, particuliers et entreprises - Que tout le monde paie un impôt sur le revenu, si petit soit-il : moins de la moitié des Français le paient, et les très riches défiscalisent - L'impôt sur le revnu devrait être proportionnel et non progressif, ou alors faiblement progressif. Il est beaucoup trop progressif aujourd'hui - De même simplifier les prestations familiales : par exemple allocations familiales attribuées par enfant et sans conditions de ressource, et ensuite on multiplie par le nombre d'enfants. La forte augmentation à partir du troisième enfant date d'un autre temps où on voulait favoriser à tout prix la démographie ce qui ne doit plus être l'objectif aujourd'hui (on est largement en surpopulation au niveau mondial) - Si la taxe d'habitation est un impôt injuste, alors il l'est pour tous : soit on la supprime pour tous et pas pour 80% des Français ; soit on révise l'ensemble des valeurs locatives, base de l'imposition (et là pour le coup c'est la révolution !) Mais au fait, pourquoi vouloir la supprimer, à part pour satisfaire une hâtive promesse de campagne ?

faire payer tout le monde , pour responsabilise et expliquer que plus l'état donne, plus l'impot augmente et donc plus les plus riches s'en vont: alors chiffrer ce qu'ils auraient rapporté en restant avec une fiscalité moins forte et ce que ça aurait permis de faire

Un meilleur équilibre «Richesse» / «Pauvreté»

Plus d'augmentation des impôts car la France a déjà des niveaux d'imposition les plus élevés d'Europe et il y a deja enormement de repartition sociale. Il faut repartir mieux les impôts sur l'ensemble des Français car il y a moins de 50% des foyers qui payent l'impôt sur le revenu et 20% paye 80% des impôts sur le revenu. C'est une imposition confiscatoire qui est trop lourde pour les revenus moyens et moyens supérieurs.

Remplacer la TVA, en particulier pour les produits de première nécessité

Permettre aux chefs de PME et TPE de pouvoir se payer leur salaire (minimum) avant d'etre obligé de payer des sommes fortes à l'état et l'organismes...

Réforme de la fiscalité La fiscalité en France est d'une telle complexité qu'il est très difficile de la modifier, à chaque fois que l'on propose un «ajustement», par exemple la diminution d'un prélèvement, il faut le compenser (en l'état actuel des déficits) par des recettes, ce qui contribue à rendre le système encore plus complexe. Il est plus que souhaitable de mettre en place une réforme de la fiscalité. Cette nouvelle fiscalité doit être compréhensible par tous, être équitable, faciliter le développement des entreprises et laisser aux politiques toute latitude quant au choix de société pour le pays. Voici une proposition d'une nouvelle fiscalité qui maintiendrait la somme des prélèvements actuels pour le fonctionnement de l'état et des collectivités locales (infrastructures, enseignement, formation professionnelle, recherche, santé, soutien des entreprises, ...) et des services sociaux (chômage, retraites, familles, ...) etc. ... Les prélèvements sont essentiellement faits au niveau de l'individu. Les prélèvements sont faits le plus souvent à la source, par exemple pour les revenus du travail par l'employeur pour être transférés aux services fiscaux. Pour les revenus du capital, les prélèvements sont transmis directement aux services fiscaux. Dans quelques cas les prélèvements sont transmis aux services fiscaux par l'individu par exemple pour les prélèvements sur le capital qui n'auraient pas été prélevés à la source. Un revenu est assuré à chaque adulte et à chaque jeune. Sur ce revenu il n'y a aucun prélèvement. Pour les individus dont les revenus sont inférieurs à ce revenu, la collectivité fournit le complément. Au-delà de ce revenu sans prélèvement il y aurait un seul taux de prélèvement sur chacun des revenus du travail et du capital. Le taux de prélèvement sur les revenus du travail et du capital pourrait être différents. Ces mesures ont plusieurs effets : - assurer une progressivité des prélèvements en fonction des revenus, - limiter le coût du travail pour les emplois les moins qualifiés, - pour les services fiscaux, un seul taux de prélèvement pour chacun des revenus du travail et du capital, c'est une simplification qui produirait de sérieuses économies de gestion. Par souci de simplification ce revenu sans prélèvement serait versé à tous par l'état et ensuite récupéré avec les prélèvements sur les revenus versés par l'employeur à l'administration fiscale. Un prélèvement sur le capital est maintenu, qui peut se scinder en deux parts : durant la vie de l'individu et lors de donation ou de succession. Ces deux parts sont liées, si le prélèvement lors de donation ou succession est faible, il ne pourra être faible durant la vie et vice-versa. La majeure partie des prélèvements indirects dont la TVA sont supprimés. Les taxes dissuasives sont maintenues : tabac, alcool, énergie, ... et sont prélevées par les intermédiaires. Les taxes d'habitation sont maintenues, elles assurent directement une partie du financement des collectivités locales. Pour les sociétés tous les prélèvements sont supprimés sauf les taxes d'habitation. Cette mesure devrait renforcer nettement la compétitivité des entreprises et l'implantation de nouvelles entreprises. Un pays comme la France où les protections sociales sont importantes (santé, retraite, chômage, etc.) sera amené à fixer un taux de prélèvement important sur les revenus au-dessus du revenu sans prélèvement et sur le capital. Un autre choix de société serait de décider que ce sont aux individus à prendre en charge leurs coûts de santé et de retraite, dans ce cas le taux de prélèvement serait faible. Simulation chiffrée Données utilisées : Principalement les données de l'ouvrage «Pour une révolution fiscale» Camille Landais, Thomas Picketty, Emmanuel Saez, janvier 2011. Choix effectués pour aboutir à un prélèvement total identique à celui de la fiscalité actuellement en vigueur - Le revenu mensuel sans prélèvement est de 600 € par adulte et 170 € par jeune, soit un coût moyen des revenus sans prélèvement de 650 € par adulte et par mois. - Prélèvements sur le capital : 0,8 % par an, soit 121 € en moyenne par adulte et par mois - Prélèvements sur le capital au cours de la vie : 0,6 % par an, soit en moyenne mensuelle de 91 € et le reste lors des successions. - Droits moyens de succession : 32760 € - Droits de succession avec un abattement de 100000 €, le prélèvement serait de 25,4 % au-delà de l'abattement. - Prélèvements au-delà du revenu sans prélèvement : 52 % du salaire brut et des revenus du capital. Ces prélèvements peuvent paraître élevés mais

il n'y a plus de TVA, plus de charges salariales et patronales sur les salaires, plus d'impôts sur les sociétés !!! Exemples : Deux individus rémunérés au SIMG avec deux enfants sans capital : Prélèvement 29 % du salaire brut. Un individu rémunéré au salaire médian sans capital : Prélèvement 40 % du salaire brut. Un texte plus détaillé peut être envoyé. Il reste aux politiques à indiquer comment sont répartis ces prélèvements entre les différents secteurs : fonctionnement de l'état, santé, éducation, redistribution (retraites, chômage), soutien aux défavorisés, soutien aux entreprises innovantes, transition écologique etc..., liste non limitative.

Il faut surtout donner de la visibilité aux contribuables. Les particuliers et les professionnels n'ont aucune visibilité, même à court terme, sur leurs futures impositions. Ça change en permanence au gré des couleurs politiques de nos élus. Tout le monde cherche à optimiser ses impôts : ai-je intérêt à installer mon entreprise, ma maison ou mon appartement dans telle ou telle commune? Quelles seront les plus values auxquelles je serait soumis pour ma résidence principale, secondaire? Comment serais-je taxé pour la succession de mes biens? Personne n'est aujourd'hui capable de donner des lignes directrices et de s'y tenir. il faut réduire le nombre des impôts et des taxes. Chaque gouvernement qui s'installe crée ses nouvelles taxes et nouveaux impôts. Je préfère une fiscalité peut être un peu moins juste mais plus simple à asseoir et à recouvrer et surtout plus lisible par les contribuables. Au final, le coût de l'assiette et et celui du recouvrement s'en trouvera allégé. Ainsi la réduction des effectifs du ministère des finances ne peut s'envisager que si cette simplification intervient rapidement.

Réduire les niches fiscales pour que plus de citoyens paient l'impôt sur le revenu et pas seulement 43% de la population.

80% de la richesse mondiale est entre les mains de 1% des plus riches. L'argent circule mal. « Dans l'urgence d'une meilleure répartition, c'est la finance solidaire qui a un rôle à jouer » Bernard Devert. La finance solidaire représente aujourd'hui 0,23% du patrimoine des français. Il est proposé un passage à 1% pour combattre les iniquités et créer du sens et ériger la finance solidaire comme véritable vecteur de transformation sociale. Habitat et Humanisme reprend et soutient les mesures de Finansol. > Développer l'actionnariat solidaire : L'actionnariat solidaire permet à l'épargnant d'investir son argent dans des projets à vocation sociale ou environnementale via des entreprises solidaires. Habitat et Humanisme propose de soutenir et développer l'actionnariat solidaire. Il conviendrait de : - publier les décrets d'application, permettant de passer la déduction de l'impôt sur le revenu pour investissement au capital (dite Loi Madelin) de 18 % à 25 %, - débloquer le plafond de 18 000 euros en sus du régime général, à l'instar de ce qui existe déjà pour les SOFICA et les Monuments Historiques, - Rétablir l'ancienne réduction ISF-PME sur l'impôt dû au titre de l'IFI, des investissements dans les Entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS). Plus largement, Habitat et Humanisme propose d'autonomiser les dispositifs fiscaux concernant l'investissement au capital pour assurer une stabilité à ces structures et une pérennité. > Assurance-vie : L'assurance-vie représente un tiers de l'épargne des ménages, soit près de 1 600 milliards d'euros. A l'instar des produits d'épargne qui disposent d'une déclinaison solidaire, mettre en œuvre la proposition systématique d'une Unité de compte (UC) solidaire dans tout nouveau contrat d'assurance-vie. Il est également proposé que 10% de l'encours soit fléché sur cinq années vers l'épargne solidaire. > LDD solidaire : La loi SAPIN II du 8 novembre 2016 est votée depuis plus de 2 ans. A ce jour, les décrets d'application mettant en œuvre le LDD solidaire n'ont pas été publié. Habitat et Humanisme souhaite la publication de ces décrets permettant à l'épargnant d'affecter une partie des revenus à une entreprise de l'économie sociale et solidaire (ESS). > Epargne salariale : Il s'agit d'inciter davantage l'épargne salariale pour la rendre plus attractive par l'affectation par défaut, la systématisation du solidaire dans la gestion pilotée et le contrôle plus souple du ratio solidaire. > Reconnaître la spécificité de l'investissement et du financement solidaires : Les Offres Publiques de Titres Financiers (OPTF) sont élaborées sur le modèle des entreprises cotées en bourse. De ce fait, elles ne sont pas adaptées aux modèles d'entreprises solidaires qui privilégient l'utilité sociale à la rentabilité financière. Il pourrait être envisagé une procédure adaptée de la part de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). > Encourager l'innovation dans l'offre de produits solidaires : Encourager les fonds à impact social tel que celui lancé par Cedrus Partners, géré par Swiss Life REIM, le fond Immobilier Impact Investing pour lequel 20% des sommes collectées sont investies dans l'acquisition de logements mis gratuitement à disposition d'associations pendant une durée minimum de 10 ans.

Lutte contre la fraude fiscale. Retour d'un système équivalent à ISF. Mettre un terme à la sur-fiscalité des classes moyennes. Taxer les dividendes et l'économie financière.

Je pense que tout le monde devrait contribuer à l'impôt afin de se sentir plus concerné et de mieux respecter les institution et la République.

Limiter les niches et combattre l'évasion fiscale

Hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

Sans objet dans l'immédiat (cf propositions)

hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

Que chacun paie l'impôt sur le revenu, bien entendu proportionnellement, et participe ainsi aux dépenses publiques . Il est anormal que 50% des français ne paient rien et bénéficient des aides sans contrepartie. Pourquoi ne pas proposer des prêts à taux 0 pour un temps donné lorsque des citoyens rencontrent des difficultés passagères.

- supprimer les niches fiscales de l'impôt sur le revenu, progressivement - lutter contre les «optimisations fiscales», pour les interdire à terme, particuliers et entreprises - que tout le monde paie un impôt sur le revenu, si petit soit-il : moins de la moitié des Français le paient, et les très riches défiscalisent - l'impôt sur le revenu devrait être proportionnel et non progressif. Il est en tout cas beaucoup trop progressif. - si la taxe d'habitation est un impôt injuste, alors il l'est pour tous : soit on la supprime pour tout le monde et pas pour 80% des Français, soit on révise l'ensemble des valeurs locatives, base de l'imposition (et là pour le coup c'est la révolution !). Mais au fait pourquoi vouloir la supprimer, sinon pour tenir une hâtive promesse de campagne ?

Créer un impôt pour tous, même symbolique (même 1 € !). C'est un devoir de citoyen français, car tous les citoyens bénéficient des services de l'Etat.

Créer un impôt pour tous, même symbolique (même 1 € !). C'est un devoir de citoyen français, car tous les citoyens bénéficient des services de l'Etat.

Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

il faut baisser la TVA de 2 points et compenser par un impôt sur les revenus de la rente (mobilière et immobilière)

Suppression pour tous de la taxe d'habitation (et pas uniquement pour 80%)

Supprimer l'ISI : on manque de logements . Cet impôt bloque le désir d'investissements.

TVA / CSG - Cf texte en bas de page

suppression de la CSG (à l' origine impôt de durée limitée). Baisse des taxes sur les produits pétrolier.

ceux des classes moyennes qui sont dans le rouge le 15 du mois, les gilets jaunes, mais aussi les gilets rouges ceux qu'on ne voient pas sur les ronds points mais qui n'en pensent pas moins (cf enquetes d'opinion de soutien depuis le 17-11-18) -tva sur les produits de premiere necessité, voire une suppression totale (alimentaire: pain, pates, riz, beurre, fruits, légumes...liste non exhaustive) -principe pour un proprietaire occupant de son bien: un seul impot local (et non plus fonciere+ habitation!)

L'injuste TVA

La suppression de la tva sur les produits de première necessité Supprimer la partie de l'impôt sur le revenu sur la CSG (inadmissible de payer de l'impôt sur des taxes)

TVA

Baisse des impôts pour en augmenter d'autres ? Mauvaise question. Il faut arrêter d'augmenter les impôts et la dette et faire des Economies

IR + CSG + contributions sociales + taxe habitation pour tous

PAS DE BAISSE MAIS PLUS DE PROPORTIONNALITE. PROBLEME DE LA CSG POUR LES PERSONNES AGEES

IFI à supprimer et droits de succession à baisser : la transmission est utile au développement de la richesse nationale (voir modèle familial des ETI Allemandes , qui ne sont pas soumises au diktat de rendement immédiat exigé par les fonds de pension américains...)

Taxe d'habitation et impôt sur le revenu

Les impôts sur le revenu. Au passage il faudrait faire payer cet impôts à tout le monde, ne serait-ce qu'un EUROS symbolique.

Aucun il est important que chacun participe à la hauteur de ses moyens et ce quelle que soit la source de revenus.

Supprimer la taxe d'habitation.

Impôts sur les revenus

Tous les impôts locaux pour éviter les gaspillages et dépenses a visée electoraliste

CSG, CFE et trop de taxes d'une manière générale.

Toutes les taxes sur les salaires dont la csg.

Taxe habitation et taxe foncière sur la résidence principale.

Baisser la TVA sur les produits de premières nécessité hors confisseries, sodas, plats cuisinés, barres chocolatés... Baisser la TVA sur les produits d'hygiène de premières nécessités (savons, dentifrices) qui doivent être considérés comme des produits de premières nécessités. TVA 0% pour les produits Blos locaux et de saisons hors produits transformés.

Impôt sur le revenu !

Réduire voire éliminer la CSG L'impôt sur le revenu à terme pour la tranche moyenne/moyenne supérieure Augmenter la part familliale

supprimer la taxe d;habitation et la taxe foncière sur le logement principal. La TVA également car elle pénalise la consommation et affaiblit la marge des entreprises

Les impôts idiots pesant sur les entreprises avant qu'elles n'aient fait 1 € de bénéfice. C'est la grande différence entre une entreprise en France et en Allemagne

Voir ma réponse précédente ci-dessus. J'y ajoute les multitudes de taxes de toutes natures qu'on trouve sur des factures d'EDF, sur des factures d'assurances, les taxes de séjours et toutes celles que j'oublie....

Impôt sur le revenu par la mise en place de plus de tranches

poursuivre la suppression de la taxe d'habitation, quel que soit le niveau de revenus La taxe d'habitation est un impôt injuste, assis sur des bases complètement obsolètes, régulièrement actualisées, mais jamais révisées depuis 1970 en raison des transferts que cette révision entrainerait entre habitants d'une même commune ; avoir engagé sa suppression, en commençant par les foyers les plus modestes, est donc une bonne réforme qui doit être poursuivie conformément à ce qui a été annoncé et au principe d'égalité devant l'impôt.

La réduction de la dépense publique et le rétablissement de l'équilibre budgétaire est préalable à toute baisse d'impôts et taxes.

impôt locaux

l'IR

CSG

Ceux qui font fuir vers des paradis fiscaux les gens fortunés, de façon à ce qu'ils paient des impôts en France, même s'ils sont trop légers au regard de l'équité.

l'impot sur le revenu, en rajoutant une tranche, à 20% par exemple, et en baissant les plafonds. Il faut aussi rendre déductible toute la CSG; actuellement on paie sur ce qu'on ne touche même pas !

Augmentation de 1,7 % de la CSG pour tous les retraités.

L'impôt sur le revenu

CSG, arrêter la désindexation des retraites et le gel des salaires

les dépenses publiques. trop de députés ,de sénateurs, de ministres. définir un nombre précis dans chaque catégories et ne jamais changer avec le changement de président. moins de dépenses inutiles: du style panneau à 80kms; puis de nouveau panneau à 90kms.

La TVA sur les produits de première nécessité (autre que l'alimentation). Les taxes et impôts liés aux héritages, aux revenus locatifs et à l'épargne de l'assurance vie. Toutes ces richesses, souvent acquises après des privations et des efforts importants ont déjà été taxés parfois plusieurs fois, au titre de l'impôt sur le revenus, au titre de la TVA, etc... Ca suffit...! trop c'est trop...!

revenus Sans les supprimer revoir taxe habitation et foncière

sur les 200 formes d'impôts supprimer ceux qui dépense plus en frais de gestion qu'il ne rapportent augmenter les impôts sur les loisirs pêche, chasse, ect .... baisser les impôts et taxes sur le travail et les matériels pour améliorer les économies énergie et pour les handicapés,les aides familiales aux séniors

Sur les revenus du travail et des retraites

L'impot sur les revenus, en tant que célibataire «moyen» je paie énormément...

TVA

TVA

Part de la CSG imposée sur le revenu, Révision des tranches d'impôt sur revenu (à la baisse pour les tranches «moyennes» qui touchent le plus de monde).

Je ne réponds pas volontairement aux questions qui détournent le débat du vrai problème de fond : celui de la délégation aux banques privés du pouvoir d'un Etat de créer la monnaie et sur les conséquences en terme : +d'explosion des dettes, + de détournement du rôle d'intérêt général de la création monétaire au profit d'intérêts particuliers:, cette délégation est un échec le culte du profit a pris le dessus +de création de banques trop grosses pour faire faillite, + de fragilisation du système financier mondial, + de perte de liberté d'actions pour les Etats , + de création d'une finance de l'ombre + de maintien de paradis fiscaux y compris au sein de l'Europe + d'anonymat des transactions financières et de complicité dans les manipulations de cours, d'indice, + de création de produits financiers complexes, toxiques Avec la délégation totale de la création monétaire aux

banques privés, nous avons perdu notre liberté d'action et une marge de manœuvre. Nous payons des intérêts à des banques privés pour de l'argent qui n'existe pas et qu'elles peuvent créer grâce au pouvoir que les Etats leur on délégué.. Avec la création de l'euro nous avons perdu la possibilité de créer de l'argent pour des motifs d'intérêt général. Nos dirigeants élus s'étonne du manque de confiance des citoyens . Ils nous ont trahi notamment : + par le transfert de la création monétaire qui est un pouvoir régalien. Ils ont pensé que les banques privés feraient mieux que l'Etat. Cette délégation a été organisée par des financiers et des fonctionnaires d'Etat, inspecteurs des finances, qui sont trop influencés par leur carrière et la perméabilité public privée incompatible avec le souci de l'intérêt général + par le contournement du non au référendum sur la constitution par la signature de traités + par leur capacité à trouver des milliards pour sauver l'irresponsabilité des banques mais leur incapacité à trouver les moyens de gérer des problèmes de fonds (dépendance énergétique et son impact dans notre balance commerciale, développement de politiques « vertes » d'avenir et durables,...) + par leur incapacité à imposer la séparation de l'activité bancaire classique des activités financières de spéculation + ... Le délit de haute trahison a même été supprimé de la constitution pour protéger les responsables de toutes actions en justice ... et permettre ce transfert de pouvoir Nous devons retrouver au niveau de l'Etat la possibilité de créer de la monnaie pour agir dans les domaines d'intérêt général : la transition énergétique et l'urgence climatique associée en font parti. Cette création doit se faire de façon responsable et durable. L'argent ainsi créé doit être remboursable par les gains obtenus : exemple réduction du déficit de la balance commerciale, développement d'emplois dans les politiques vertes générant des ressources supplémentaire par l'activité créée .... Nous devons revoir cette aberration de payer des intérêts pour de l'argent qui n'existe pas : nous déléguons à des banques le pouvoir de créer de l'argent fictif et en plus nous payons des intérêts pour que ces mêmes banques nous prêtent cet argent : il faut oser ... Nous devons séparer les activités classiques, qui doivent soutenir l'économie, des activités spéculatives des banques et refuser que des banques soient trop grosses pour faire faillite. Nous devons abolir l'anonymat sur les transactions financières. Nous devons établir notre propre liste des paradis fiscaux. Nous devons lutter contre l'optimisation fiscale qui cache l'évasion fiscale. Il serait intéressant de savoir combien de nos inspecteurs des finances sont passés dans le privé et combien contribuent de prés ou de loin à l'évasion fiscale. Nous devons retrouver une inspection des finances indépendante des lobbies de la finance privée.

La taxe d'habitation doit être supprimée, mais alors elle doit l'être pour tous, sinon le sentiment d'injustice sera renforcé. Les taxes foncières pour les logements sont très variables selon la date de leur construction et c'est l'exemple même d'une grande injustice fiscale. Qui aura le courage de réformer cela ?

baisse de la tva sur tous les produits de premieres necessités hygienne,nourriture,abonnement eau,electricité.

supprimer la taxe d'habitation pour TOUS, alléger les impôts des particuliers et taxer les entreprises bénéficiaires. Et faire que les bénéficiaires ne masquent leurs bénéfices en dépensant au profit des dirigeants (abus de biens sociaux)

IRPP, frais de notaire, cotisations sociales

Impôt sur le revenu des retraités très impactés par toutes les taxes alors qu'il n'y a pas d'indexation sur l'inflatlon

sur le revenu et la TVA

ceux des entreprises afin de favoriser l'emploi , celui des retraités qui sont les plus gros consommateurs

Aucun mais les répartir, il est aberrant que tout le monde ne participe pas à l impôt que ce soit les multi nationnales ou les citoyens au RSA

doublon avec le questionnaire

CSG CRDS Et CHARGES salariales et patronales. 1800 euros net pour 2350 euros brut. Forcément, le salarié a la sensation d'être volé et l'employeur a la sensation de mal payer.

Impôt sur le revenu, taxe foncière, taxe d'habitation, TVA

L'impôts sur les revenus. Baisser les taxes sur l'essence serait un signe rapidement perçu. La TVA est un impôts lourd, mais dilué dans la vie quotidienne, supprimer un point de TVA, sera-t-il perçu?

les taxes qui découragent les entreprises à investir en France

Pour moi, les taxes sont des impôts. Voir le détail -incroyable- de toutes les taxes existantes, et ne conserver que celles concernant directement le citoyen. En supprimant des taxes, ... on donne du pouvoir d'achat, et... on baisse les «impôts»

aucun

Il faut rendre progressives les charges sur le travail : - salariales (salariés pour une augmentation du pouvoir d'achat) et patronales (pour baisser le coût du travail) avec des tranches de prélèvement : par exemple 5% pour 0 à 1500 € , +1,5 % par tranche de 1500 € avec un plafond à 20% - patronales sur le même principe En contrepartie modifier la TVA avec 3 niveaux : 5% produit de première nécessité 20 % produits intermédiaires de consommation courante 30% pour les produits de luxe

TVA, CSG

suppression de la taxe d'habitation pour tout le monde

Les dépenses sociales en incitant les gens à aller travailler et à se former

AUgmenter l(impots sur le revenus et baisser toutes les autres taxes TVA taxes produit petroliers ECT....

Supprimer la taxe d'habitation pour TOUS, au nom de l'égalité entre les citoyens et de l'équité.

Tous, dès lors que l'etat et les collectivités territoriales seront capable de faire des économies

Baisse de l'impôt sur le revenu pour les foyers vivant seul avec des enfants a charges. Suppression des impôts locaux. Baisse de la TVA à 5.5% sur les produits alimentaires et les produits de première nécessité (hygiène, produits entretiens...)

la redevance TV

Tous

TVA sur produits de base

TVA produits de base.

Si mes impôts sont bien utilisés je ne demande pas à ce qu'ils soient baissés. Priorité : Santé éducation et transition énergétique

Baisser sinon limiter l'impôt proportionnel. La CSG ne doit pas augmenter pour les revenus inférieurs au revenu médian, baisser pour les revenus les plus faibles (SMIC). De même pour la TVA et taxes sur la consommation, baisser en particulier la TVA au taux le plus faible pour les produits bio afin de concilier justice sociale et transition écologique.

La TVA

L'impôt sur le revenu qui devrait avoir une assiette plus large. Chacun devrait, à la mesure de ses revenus, contribuer même de manière symbolique.

Ceux sur l'énergie ; Pour changer de voiture, isoler son logement, changer son chauffage, il faut avoir de l'argent, donc payer moins de taxes ...

Je n'ai pas réellement d'impôts à baisser à tout prix (à part les logements). Je pense surtout que l'utilisation de la recette de nos impôts n'est clairement pas optimisé.

aucun, je n'ai pas l'impression qu'ils soient trop élevés. La dépense est discutable, voir plus loin

baisser toutes les taxes et faire en sorte que 100% des français payent impots

Je l'ai dit : les taxes et pas les impôts : tva, tipp etc A condition d'elargir le nombre de ceux qui payent l'impot

Impôt de production des entreprises

il faut les faire payer à tous et non pas l' exonérer par «l'optimisation» l'exil fiscal pour les plus riches et dans l'autre sens même ceux qui n'ont pas de gros revenus d'en payer aussi proportionnellement.

Taxe foncière sur le logement principale et taxe d'habitation, taxe sur la succession

Principalement les charges sociales et impôts sur les travailleurs indépendants qui sont exorbitants alors qu'ils ne cotisent ni pour le chômage, ni pour les retraites, ni pour les arrêts maladies...

les cotisations sociales versées par les employés

Supprimer la hausse de la CSG pour tous les retraités, d'autant qu'il n'y aura pas de contrepartie avec la suppression de la taxe d'habitation.

la cgs des retraites

les impôts injustes : par exemple la CSG (qui devait être limitée dans le temps!.) ? pourquoi y a t il une csg alors que l'impôt sur le revenu et la TVA devraient suffire a l'état si il était bien géré! idem pour la taxe d'habitation et foncière, quand on vit dans son appartement ou sa maison! Cet impôt est injuste, car le citoyen dans ce cas est pris en otage. Doi t'il vendre sa maison pour laquelle il s'est battu et a travaillé toute sa vie pour payer les taxes qui augmentent et les salaires et pensions qui diminuent!!!!! de même que les différentes taxes sur les factures EDF, transport ..etc... alors que tout était déjà compris dans le prix. il faut arrêter de créer des taxes pour tous le sujets. 2 impôts suffisent TVA (c'est le plus juste) et revenu et l'état doit faire avec . Nous on le fait bien.

J'ai trouvé les questions du questionnaire honteusement orientées. On ne pouvait que répondre qu'on voulait baisser les impôts et la dépense publique! Au contraire, je pense qu'il faut augmenter la dépense publique et mettre plus de service public. Ensuite, si on pouvait réduire le budget la défense en arrêtant d'attaquer partout on la France à des «intérêts» je ne serais pas contre. Si on considère qu'on augmente trop le déficit public, demandons plus d'impôts aux riches mais ne dépensons pas moins.

La TVA sur les produits de première nécessité (nourriture, hygiène). Je suis pour la taxation des produits pétroliers, à condition que ces taxes soient utilisées pour la transition écologique.

Aucun

La csg aux retraités. Il est reproché aux retraités en moyenne de bien gagner leur vie. N'oublions qu'ils consomment et qu'ils aident leurs enfants.

L'IS uniquement pour les entreprises qui investissent en France et qui ne distribuent pas un dividende > à 30% des bénéfices. L'IR sur des ménages à revenu moyen avec enfant (s) en ramenant le QF à 3000€.

Déjà ne plus augmenter/créer un seul impôt ou taxe. Lutter contre la fraude. Toute CSG doit être déductible car il n'est pas normal d'être taxé sur ce qui n'est pas perçu. Alléger les droits sur les successions car ce qui est transmis a déjà été taxé/imposé. L'impôt sur le revenu est supporté par trop peu de foyers.

Taxes : il est normal de payer une taxe pour habiter pas pour posséder ; le propriétaire ne jouit pas de plus de services que le locataire.

Les impôts liés à l'intercommunalité car je n'en vois pas l'intérêt. Je préfère qu'on réduise le nombre de communes en imposant un minimum d'habitants mais quel est l'intérêt d'une intercommunalité qui s'étend sur une trentaine de petites communes avec des temps de parcours d'un bout à l'autre supérieurs à 30 minutes ?

baisse de l'impôt sur le revenu, baisse de la tva sur les produits de première nécessité et hausse de la tva sur les produits de luxe

il faut baisser très fortement la TIPP, ne conserver que la TVA et l'IR pour tous avec modulation en fonction du revenu

Taxes sur les carburants, Csg, impôts locaux.

tva sur alimentaire sans hausse de prix de la distribution

la TVA sur certains produits alimentaires

La CSG.

Tous

La taxe sur les entreprises et la TVA pour les produits / services respectant l'environnement, le consommer local, l'économie circulaire.....

Voir proposition ci-dessus

Impôts des communes

Taxe d'habitation.

TVA à zéro sur les produits alimentaires non transformés

Toute baisse d'impôt génère systématiquement un autre impot. Je pense qu'il faut en rester là ...

Les impôts locaux

la TVA

L'impot sur le revenu et les droits de transmission

TVA sur les produits de 1ere nécessité

Impots sur les entreprises pour créer + d'emploi et TVA

Les gens de petits revenues.

Les charges sur les salaires pour les entreprises.

Il faut baisser les impôts sur les classes moyennes. Soit on ne travail pas et on ne paye rien et on a beaucoup d'aide. Soit on travail on est célibataire ou en couple , donc pas d'aide, et les impôts nous bouffe notre pouvoir d'achat.

impôts sur le revenu des classes moyennes en relevant le plafond.

La TVA

La TVA

Les impôts sur le revenu du travail.

Non pas baisser, mais supprimer la taxe foncière qui n'a aucun sens... A quoi correspond-elle ? Supprimer la CSG non déductible... pourquoi cette double peine ?

TVA sur les produits de consommation courante.

prélèvements obligatoires

Ceux qui ne serviraient à rien, à condition de le démontrer, ou de conclure que le service serait mieux rendu par un établissement privé, à coût équivalent ou moindre.

Taxes sur le carburant. Laisser la part de la taxe d'habitation à chaque commune et supprimer les autres parts (syndic des communes, intercommunalité, etc..).

La CSG non justifié des retraité qui ,corresponds pour un revenu fiscal de 50000 € à 20% de hausse d'impôts L'imposition des classe moyennes supérieures selon le barème de la proposition du MODEM ,ci dessus. en paragraphe 3 précédent

TVA sur produits de 1ère nécessité Taxe d'habitation à supprimer pour tous car je ne comprendrais pas que cet impôts soit idiot pour les moins aisés mais intelligent pour ceux qui gagnent un peu plus => Où comment monter les gens les uns contre les autres !!! Revenu Succession

L'impôt sur le revenu des célibataires. Je trouve qu'il n'y a aucune raison qu'un(e) célibataire sans enfants paye un maximum d'impôt juste parce qu'il (elle) est célibataire. Le célibat n'est pas forcément choisi et le fait de ne pas avoir d'enfant non plus.

La TVA de 5,5% à 2,5% sur les produits de première nécessité(beurre, lait, pommes de terres, pâtes,œufs,farine,légumes. la taxe sur les carburants,le fuel domestique. Revoir les tranches d'impôts sur le revenu(voir ci dessus)

Supprimer la taxe télé et la multitude de taxes et impôts divers qui ne sont pas collectés efficacement. Supprimer toutes les dérogations et toutes les niches fiscales (par exemple investissements dans les départements d'outre mer). Additionner revenus + aide au logement + aide sociales + prime d'activité + avantages divers (voiture de fonction etc ...) dans les revenus imposables mais relever le niveau minimum de revenus annuels qui est imposable à un niveau qui permet à une famille modeste de vivre correctement (se nourrir, se loger, payer eau et électricité). Recentrer le crédit d'impôt recherche sur les activités purement de recherche (ma société paie un consultant pour inclure des activités annexes à la recherche et profiter de cette aubaine). Restreindre les fonctions purement «administratives», moins de députés et sénateurs, Regrouper les communes et trouver des synergies dans les administrations départementales et régionales pour baisser les impôts locaux, Rationaliser l'éducation nationale en priorisant les effectifs sur les profs, Revoir de fond en comble les crédits d'impôts pour l'acquisition de logements locatifs (aubaine pour les banques et les promoteurs au détriment des propriétaires investisseurs et des impôts) Exonération des droits d'héritage seulement sur la résidence principale. Augmenter les amendes (en cas d'accident de voiture sans respect du code de la route ou en cas d'escroquerie ou de litiges) plutôt que des peines de prison ou des jugements de justice qui s'éternisent.

La TVA sur les produit de première nécessite et une TVA à 25% sur les produit de luxe.

La tva sur les produits de première nécessité en s assurant que les producteurs n en profitent pas pour récupérer des marges comme cela a été le cas pour la baisse de la tva sur la restauration...

Instaurer une TVA à 0% sur les produits alimentaires Bio ... Qui pourrait aider les producteurs Bio Augmenter la TVA pour compenser sur les cigarettes , l'alcool au delà de 16 degrés et le diesel ... 3 produits qui coûtent au budget santé

IRPP, TH, TF, TVA Maintenir la suppression de la taxe d'habitation pour tous. Ne pas la maintenir pour aucun contribuable y compris les résidences secondaires

CSG

- les impots sur le revenu, la CSG sur les retraites, les taxes de toutes sortes

les taxes sur le travail qui apporte une plus value matérielle

sur le revenu, et impot foncier (et pas pour les promoteurs et les gros constructeurs qui achètent tout très bas et revendent à prix d'or, mais bien pour les petits particuliers qui travaillent pour se payer une toute petite maison !)

L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PREMIERES TRANCHES ET DIMINUER LA TVA SUR LES DEPENSES CONTRAINTES ELECTRICITE,EAU,GAZ et produits de consommation courante lait pain oeufs viande TAXER A 33% TOUS LES PRODUITS DE LUXE COMME en 1992

tva sur les produits de première nécessite

sur l'habitat

csg

Il faut diminuer l'IRPP de tous les ménages, diminuer l'IS, diminuer la CSG.

supprimer les niches fiscales

impots sur le travail (charges salariales et patronales), droits de mutation, impôts sur les revenus immobilier et sur la transmission du patrimoine. La France a aussi besoin de riches pour financer l'investissement et pour ne pas tjs faire appel au capital étranger dont on connait la volatilité.

les prélèvements sur les retraites les impots sur les revenus du travail et des retraites

L'impôt sur le revenu, la CSG, les taxes sur l'energie, l'essence, le tabac et l'alcool. Ainsi que les droits de succession, la TVA , l'IFI et l'impôt sur les plus- values et les charges sociales.

il faut baisser l'impot sur les sociétés et les charges sociales mais augmenter les bas salaires. Le dispositif fillon doit être revu pour inciter les entreprises à mieux payer leurs salariés

Les impôts de production

Impôt sur le revenu

Taxes sur les carburants. Impôts des retraités qui ne doivent pas payer la CSG. Impôts sur les sociétés.

Jeunes et profession liberales qui n'ont aucune sécurité

CSG et impôts sur les revenus des individus

tous les impôts qui taxent le travail et augmenter les impôts sur les transactions boursières

Les impôts sur le travail pour qu'il soit encouragé.

continuer la supression de la taxe d'habitation (impot trop injuste car peu equitable)

La TVA car c'est un impôt inéquitable

sur l'alimentation et les produits de première nécessité

Réformer entièrement la fiscalité directe et indirecte en évaluant en particulier l'effet des niches fiscales sur le développement économique de la France, des régions, département, des communes. Mesurer les effets de leviers. Supprimer les 80%, les moins productives. Revoir la redistribution sociale pour mieux aider ceux qui sont en difficultés et les aider à saisir les opportunités d'emploi et de développement. Revoir la distribution de la dotation aux communes non seulement en fonction du nombre d'habitants mais aussi en fonction de la nécessité d'avoir un service publique homogène sur le territoire national en particulier pour la santé, les transports les télécoms , l'accès aux services de l'Etat, et des départements , ne pas seulement privilégier les grandes agglomérations polluantes. Taxer très fortement à l'achat les véhicules polluants (en prenant la pollution à venir du recyclage des batteries) en allant à une taxe pouvant atteindre 100% du prix et utiliser ces taxes pour les petites communes.

Impôts sur le revenu

TVA et toutes les taxes sur les factures EDF et autres.

Ceux de la classe moyenne pour encourager sa confiance, son travail et son activité.

Monté les Impôts aux plus riches puis qu'ils n'en payent plus comme L'Isf

La tva !

Il faut supprimer immédiatement toutes les taxes bizarres petites sans intérêt pour ne garder que les grandes taxes type TVA et surtout ne plus ajouter de petites taxes pour joindre les 2 bouts du prochain budget. Exemples: sur ma facture d'électricité je paie abonnement + consommation + TVA + TCFE!!!+ CSPE!!!

+ CTA!!! Vous vivez tout seul dans votre monde de technocrates et moi je suis incapable de dire à mes collègues de l'étranger combien je paie un KW hors taxes qui pourrait servir de point de comparaison avec celui de mes amis. Autres exemples: Wikipédia cite 214 taxes et impôts français !!!!! Je suggère que Bercy ait sur sa prochaine feuille de route l'objectif de réduire le nombre de taxes à moins de 100.

Impôt sur le revenu

TVA

> Impôt sur le revenu : rehausser la tranche à 30% > Taxe d'habitation: supprimer pour 100% des ménages > TVA: passage à 20% sur les produits de luxe

l'impôt sur le revenu par exemple des célibataires sans enfant qui ne bénéficient pas ainsi des services de l'Etat, la solidarité c'est bien mais c'est trop

La taxe d'habitation pour ceux qui n'ont pas profité.

toutes les dépenses liées au millefeuille des structures administratives locales

Il faut supprimer la taxe d'habitation pour tous, impot totalement injuste, et baisser les droits de succession.

TVA sur les produits de première nécessité CSG

pour les particuliers la TVA sur l'alimentation, pour les entreprises aligner l'IS sur la moyenne Européenne et supprimer les particularités type C3S.

Impôts sur les revenus du TRAVAIL.

L'impôt sur le revenu L'impôt sur les sociétés

Charges sur les entreprises.

Impôt sur le revenu du TRAVAIL.

Toutes les taxes qui alimentent les prestations sociales qui sont sources de dépenses pour alimenter des fonctionnement pervers par rapport au retour à l'emploi

Sur les entreprises (compétitions internationales): que les IS soient moins importants mais en même temps arrêter certaines niches fiscales pour les entreprises; arrêter les impôts de production (idiot sur le principe) - on devrait pouvoir équilibrer et simplifier sans forcement que cela coûte cher: l'Etat prend d'une main pour redonner de l'autre avec en prime des pertes de temps administratifs. Etre stable sans le temps sur les lois - ne pas les changer chaque fois qu'il y a un nouveau ministre qui souhaite se faire connaître.

TVA

CSG... soi disant ; provisoire au départ .. !!!!!

Il ne faut pas baisser les impôts, à l'heure actuelle, mais baisser nos dépenses, et rétablir un excédent fiscal en période faste permettant de résorber l'endettement global du pays.

l'impôt sur le revenu

Arrêt immédiat pour tous les citoynes de tous les impôts suivants : Impôts Locuax (Taxe d'habitation); Taxes Foncières, CGS, CRDS et Taxe Audio Visuelle

pourquoi voulez-vous baisser les impôts ? Les Français sont inconséquents : ils veulent moins d'impôts et de taxes mais la gratuité des soins, de l'école, des transports et j'en passe.

l'impôt sur le revenu car est injuste que seuls 43% des Français le paient. Il est trop lourd à assumer pour la plupart de ces Français.

Je pense que l'impôt sur le revenu à 45% est à mon sens confiscatoire notamment lorsque le RSI est déjà passé par là.... Cette France qui paie pour une large majorité commence à s'asphyxier et je trouve dommage de voir que nos talents partent vers d'autres pays. Ils ont tous tellement chose à apporter pour nous tous : économie, travail, pouvoir d'achats donc TVA, services, emplois.... Faites revenir les très riches qui aiment tant leur pays mais qui se sentent rejetés et qui privilégient Dubai Londres ou encore le Portugal.

Suppression de la Taxe d'habitation sur les 20% restants. Si une taxe est injuste, elle l'est pour TOUT LE MONDE.

Suppression de la Taxe d'habitation sur les 20% restants. Si une taxe est injuste, elle l'est pour TOUT LE MONDE. Baisser les charges et impôts sur les PME/TPE en leur consacrant le CICE

Revoir à la baisse le taux de taxation applicable pour les droits de succession, en ligne directe , pour les propriétaires d'un bien immobilier unique, ayant un seul descendant.

Droit de succession en ligne directe: réduire le taux de taxation applicable pour les propriétaires d'un bien immobilier unique, ayant un seul descendant.

La TVA sur les produits indispensables à la vie. Les impôts qui concernent les personnes les plus pauvres

Bonjour il faut baisser les impôts sur la rénovation des bâtiments , sur les impôts des petites sociétés , et sur les impôts liés aux nouvelles technologies .

Taxes sur les produits de première nécessité. Taxes sur les taxes. Taxe d'habitation sauf pour les très gros revenus

La CSG des retraités qui font des donations à leurs enfants

L armée et les impots sur les produits de bases

Les impôts de production

Supprimer toutes les taxes diverses et variées (TICPE, taxe sur le tabac par ex. etc) et les remplacer par une grande diversité de taux de TVA de 0% à 200% ou plus (tabac, par ex.), ainsi que toutes les niches fiscales. Les politiques d'incitation étant remplacées par des modulations de taux de TVA. (par ex. 0% sur les matériaux d'isolation thermique des bâtiments etc.) plus de 100% pour les biens de luxe etc.

La TVA sur les articles de consommation courante.

Les impôts sur les revenus du travail, ainsi que les impôts sur la fortune non immobilisée.

Il faut arrêter de taxer la classe moyenne et revoir son taux d'imposition. J' entends par classe moyenne un couple marié sans enfant gagnant jusqu'à 6 000 € mensuel pour le foyer ou pour une personne seule 3 000 €.

La TVA sur les produits de première nécessité.

la TVA sur les produits alimentaires basiques.

Tous les impôts qui ne relèvent pas de nos revenus. Taxe d'habitation ...TVA sur les article de première nécessités.

les taxes foncières et d'habitation

La TVA sur l'alimentation et les produits ou dépenses contraintes : électricité, gaz , eau...

TVa sur les produits de 1ere nécessité, comme produits d'hygiène féminine. La question n'est pas de baisser mais de mieux répartir l'impôt.

La TVA sur certains produits de nécessité

Ceux qui frappent plus durement les pauvres ou la possibilité de travailler ou d'investir.

La charge fiscal reposant sur les classe moyenne (entre 2500 et 8000 € par mois !!! La richesse est bien au dessus de ces seuils) est énorme et doit être réduite (quelque soit l'impôt) La TVA réduite sur les produits de première nécessité doit être mise à 0 (incluant les loyers !) par contre il faut augmenter la TVA normale (qui est un impôts juste puisque chacun paye en fonction de sa consommation et donc de son revenue total) Suppression totale de la redevance TV

L'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et la taxe foncière.

La CSG ou du moins la rendre déductible , il n'est pas normal de payer un impôt sur l'impôt (double peine pour ceux qui payent l'IR).

Charges sociales des entreprises, sur tous les salaires, et pas seulement sur les bas salaires.

Les carburants, le logement, et l'alimentaire/santé.

Les foyers aux revenus très confortable, aidés par des fiscalistes, casent une partie de leurs ressources dans des niches fiscales, très nombreuses.

trouver un juste équilibre entre les 3 impots revenus fonciers taxe habitation les regrouper sur un seul avis

Impôts sur les sociétés. Le chantier est également énorme pour simplifier le système fiscal. On crée des niches mais on n'est pas capable d'arrêter quand elles se révèlent inefficaces ou obsolètes.

tous

Aucun. Il faut arrêter de les augmenter.

Ceux sur les revenus (IRPP)

CSG ....et si possible les taux de TVA

La CSG pour les retraités

La CSG

revenus

l'impôt sur le revenue

Baisser les impôts pourra être envisagé quand les dépenses générales auront été diminuées et seront de nouveau contrôlées. Une fois les dépenses réduites drastiquement, il sera envisageable de réduire les entrées d'argent (impôts et taxes diverses)

Suppression de la Taxe d'Habitation pour TOUS dans le respect du principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt et afin de ne pas laisser subsister ce sentiment que la solidarité de notre pays ne repos que sur une minorité de français.

Taxe d'habitation, la redevance TV et les frais de succession (seulement sur le patrimoine)

Supprimer la taxe d'habitation pour tous et ne pas laisser la solidarité reposer sur une partie des français seulement

tout

La TVA sur les produits de première nécessité

impôts sur le revenu

impôts sur le revenu

l'impôt sur le revenu.

Ce qu'il faut surtout c'est que ceux qui le gagnent le plus, particuliers comme entreprises, payent effectivement des impôts en fonction de ce qu'ils gagnent. Les droits de succession devraient être abaissés.

l'impôt sur le revenu

TOUS en premier l'impot sur les sociétés de manière à augmenter les salaires nets de façon significative supprimer l'ISF et de façon générale tous les impots confiscatoires Arrêter de chercher continuellement de nouvelles taxes simplifier et stabiliser la fiscalité

TIPP, taxe d'habitation, premières tranches des droits de succession

impots sur les sociétés ISF impots sur le revenu

Les charges sociales

Impots sur le travail, en particulier pour les tranches sous et autour du revenu médian.

taxe audiovisuelle

les impôts injustes car forfaitaires, non liés aux revenus

la TVA ou continuer à trouver des moyens pour rendre du pouvoir d'achats aux petits et moyens salaires

I.R. et CSG sur les retraites

Taxe d habitation à supprimer pour tous

Ne pas accepter que les taxes carbones soient payées par les citoyens et pas par les avionneurs cela est intolérable

impôts sur le revenu

Pas nécessairement de baisse d'impôt, mais une hausse du SMIC, des bas salaires, avec un revenu universel.

Il faut surtout cesser de focaliser sur les impôts, source de conflits entre les gens, et penser réduction des coûts.

Je pense que la question n'est pas bien posée. Il ne s'agit pas de baisser quoi que ce soit... juste de rendre le système plus juste, équitable. Que tout le monde participe de manière proportionnelle.

taxes sur les produits de 1ere nécessité

ceux qui ne sont pas proportionnels aux revenus et au patrimoine

l impôt sur le revenu qui rapporte peu et n'est pas républicain car pas payé par tous

Pas de priorité. Il convient de s'attaquer au dispositif dans son ensemble : le rendre plus simple, plus lisible et réduire le poids global, disproportionné par rapport à nos voisins. Tenir compte des taux d'imposition pratiqués dans les autres pays (impôt sur le revenu, CSG, taxes foncières, impôt des sociétés, taxation du capital...) afin de réduire les écarts, sources d'évasion fiscale. Sur-taxer «les riches» est contre-productif en les faisant fuir, or on veut les garder.

l'impôt sur le revenu (mais l'étendre à l'ensemble des contribuables) avec des seuils mini... la TVA sur les produits de première nécessité

la tva sur les biens de consommation courante, la csg sur les retraites. Revoir les paliers sur l'imposition de la classe moyenne et exonérer totalement la csg sur les pensions de retraite. Annuler totalement la taxe d'habitation comme prévu dans le programme du candidat MACRON

Dans la situation de la France actuellement, je ne pense pas qu'il faille baisser les impôts. Il faut réduire les dépenses et les dettes. Ensuite nous pourrons réduire les impôts.

Il n'y a pas d'impôts à baisser, mais à mieux répartir sur chaque contribuable. Chaque Euro perçu doit être imposé.

Impots indirects type csg mais aussi tva sur les produits de base

Taxes sur électricité et gaz, TVA sur produits de première nécessité

Bien sur ceux des plus modestes. Il est clair que les impôts sur le revenu ne devraient pas concerner ceux dont le salaire ou revenu mensuel est inférieur à 2000 €. Leur pouvoir d'achat se retrouverait amélioré nettement... Une retombée non négligeable sur la consommation serait également observée... bref une hausse du moral !

la CSG, et les droits de succession pour l'héritage en ligne directe, ces droits constituent une double peine fiscale

TVA

L'impôt sur le revenu (mettre une flat tax beaucoup plus efficace avec 3 taux 5, 10 et 20 %) et l'IS pour permettre à nos jeunes entrepreneurs, qui créent la richesse, d'être motivés au risque et de créer de l'emploi donc de l'impôt.

les taxes sur les taxes! Incompréhensibles(edf par exemples) les taxes sur les carburants et l'ensembles des taxes

CSG taxe d'habitation....

Impôts portant sur les revenus d'activité (charges sociales, taxes sur le CA des entreprises)

A mon avis , il n'y a rien à baisser puisque on est en déficit ; sauf à voir l'Etat se prendre enfin en charge pour réformer et équilibre le budget : on dépense uniquement ce que l'on gagne. L''emprunt sert uniquement à financer l'investissement et non le fonctionnement du mille-feuille. Faites le ménage.

les impôts sur le revenu et ceux sur la fortune immobilière. L'IFI est un impôt démagogique et injuste comme l'était l'ISF

Cotisations sociales

Doubler le coefficient familiale afin de soutenir les classes moyennes qui élèvent des enfants.

Les impôts calculés sur le revenu et non sur le reste a vivre une fois les dépenses incompressibles payées.

l'impôt sur le revenu sans hésitation avec augmentation de la TVA et taxes sur les transactions financières pour compenser. Il faut également baisser l'impôt sur les successions ou l'aménager pour que les familles puissent y faire face.

Taxe d'habitation

La TVA sur les produits de base non transformés comme la farine, le sucre, l'huile etc. y compris bio.

baisser la TVA sur un plus grand nombre de produits alimentaires basiques supprimer la taxe d'habitation pour les revenus <2000euros par part fiscale, la diminuer de 50%au dessus

1) La CSG qui n'est pas un impôt progressif, or elle rapporte bien plus que l'IRPP. Il faudrait progressivement la diminuer en lien avec l'augmentation de l'impôt sur le revenu.

Charges sociales et salariales

TVA

C'est le total qui importe, et son utilisation qui importent.

CSG; impôts sur le revenu, supprimer la taxe d'habitation qui devient un impôt sur le revenu basé sur un critère qui ne veut plus rien dire, la valeur locative, et qui varie d'une commune à l'autre.

La CSG et la TVA

Csg

impôt sur le revenu, payé par tous et non par moins de la moitié des français

les impôts directs, les seuls visibles par les français, supprimer la taxe d'habitation

Csg pour tous les retraites

La CSG . Et remettre la taxe d'habitation, payée par TOUS.. (même si c'est symbolique)

impôts sur les TPE/PME, très injustes.... presque pas de différence avec les grandes entreprises....

Réduire l'impôt pour les habitants des villages de plus de 500 habitants sans bureau de Poste, ou sans médecin, ou sans pharmacien, ou sans internet ADSL, ou non desservis par un transport en commun

* Toutes les taxes et impôts divers parmi les centaines qui ne rapportent individuellement que très peu. * Pour les petits actionnaires, la TTF est passée le 01/01/2017 de 0,20 à 0,30 % sur les achats réalisés sur les actions de 130 entreprises; sachant que le «trading haute fréquence» réalise plus de la moitié des transactions quotidiennes n'est pas soumis à la TTF, pas plus que les opérations d'achats-ventes dénouées au cours d'une même liquidation, ce sont les petits porteurs qui payent l'essentiel de cette taxe. Si l'on souhaite que les Français investissent dans nos entreprises pour qu'elles restent françaises (le Cac est déjà à moitié «étranger»), cette TTF devrait être réduite.

charges foncières et d'habitation. Urssaff TNS qui cotise à fond perdu puisque ne bénéficie pas du chômage en cas de pépin et doit donc en plus s'assurer à titre privé.

Impôt sur le revenu

Ne pas les baisser mais les rendre plus équitables

Aucun. Les impôts sont au coeur de notre système démocratique.

L'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, l'IFI qui prend en compte la valeur de la résidence principale, les excès sur les des droits de succession, le projet de loi sur les plus values de la résidence principale toutes ces taxes qui font fuir les familles les plus riches et qui pénalysent les classes moyennes. Nous avons besoin de gens riches pour qu'un pays le deviennent

ceux des personnes qui touchent en dessous de 1500 euros et petits artisants

Produits de première nécéssité . Materiel déstiné aux personnes handicapés .Produits agricoles non alcoolisés. Activités grandes fournisseuses d'emploi hors secteur de luxe.

armée

Impôt sur le revenu

La CSG pour les retraités

La CSG pour les retraités

Avayde baisser il faut baisser les dépenses !!!!

Charges salariales et patronales

Les impôts et taxes qui brident la compétitivité des entreprises.

TVA

impot sur les societes, la TVA et les prélèvements sociaux (CSG et CRDS)

Aucun impôt sur le logement et sur la nourriture laissez les gens se loger et se nourrir... Financez ces manques de recettes par la taxe sur les transactions financières, récupérez l'argent qui part en fraude chaque année dans les paradis fiscaux....

TVA et tous les impôts en général

Impots sur revenu

Tous

TVA réduite sur : Electricité - Gaz - les transports en commun - les déplacements en train - les dépenses de santé - les médicaments - sur des taxes - sur les services à la personne - rendre la CSG complètement déductible des impôts

favoriser les créations d'entreprises en baissant les impôts des tpe et pme en la compensant par les impôts des entreprises du cac40, leur imposer de payer comme les autres

Supprimer la taxe d'habitation pour tous les contribuables puisque le mouvement a été lancé pour 80 % de la population. Pourquoi conserver cet impôt que le gouvernement dit injuste pour une minorité de foyers fiscaux qui donc voient leur charge fiscale aggravée de ce fait et qui vont servir de variable d'ajustement des finances locales . Aller au bout de la réforme et inventer une nouvelle fiscalité locale à laquelle tout le monde sera assujetti; Et diminuer les impôts sur le revenu en augmentant le nombre de foyers assujettis et en diminuant la dépense publique .

CSG RDS

1. impôt sur le revenu cristalise toutes les tensions. Pourquoi + de la moitié des contribuables ne le paient pas? Est-ce que l'égalité de la France ou est-ce une vision punitive de la France pour tous ceux qui ont étudié, qui travaillent et qui contribuent au développement de son propre pays?? 2. Toutes les taxes cachées qu'on trouve dans les abonnements énergie, chez le notaire, dans l'achat d'un véhicule...

L'impôt sur le revenu

les impôts aberrants exemple : taxation des véhicules neufs beaucoup plus élevée sur les moteurs essence que sur les moteurs diesel quand le gouvernement prône l'abandon du diesel lister les impôts qui viennent à l'encontre des recommandations gouvernementales et les supprimer ou les corriger

Impôts locaux en réduisant les dépenses des communes

l'impot sur le revenu

L'impôt sur le revenu qui est le fruit du travail !

Impôts de production pour réduire les prix de revient des entreprises et leur redonner de la compétitivité sans avoir à les financer par le CICE

véritablement supprimer la taxe d'habitation pour tous les français.

supprimer vraiment la taxe d'habitation pour tous les français.

TVA car c'est celui qui a le plus d'impact sur les citoyens les plus modestes

TVA la seule taxe payée par tous

impôt sur le revenu

Petites Sociétés, capables de créer des emplois (auto entrepreneurs)

Taxe et impôts nuls pour toutes les activités bénéfiques pour l'environnement et favorisant le vivre-ensemble.

Impot sur le revenus très élevés pour les classes moyennes et cadres Présente un frein à l ambition Tva sur certains produits alimentaires

impôt sur le revenu

La TVA sur les produits de premirere necessité

TVA

taxe sur le carburant

Tous les impôts injustes parce que non payés de façon équitable par l'intégralité des français comme TVA, CSG (parce que comme la CSG payer un impôt sur de l'argent que l'on ne reçois pas si ça c'est pas injuste, qu'est-ce qui l'est!).

Impôt sur la fortune immobilière et impôt sur le revenu. Impôt sur les sociétés ? Toutes les niches devraient être remises à plat en tenant compte de la réalité du moment et plus de l'histoire. Egalité devant l'impôt au moins des nouveaux entrants ! Mais nos députés et élus sont-ils prêts à le signer pour eux ? Le livre de François de Clauset est déjà très ancien ! Avons nous plus ou moins de niches maintenant ? La CSG ou la TVA rapportent plus et sont plus indolores. Ce sont des points d'actions possibles à la hausse. On peut aussi ainsi défavoriser les produits importés .... ou non écologiques !

CSG CRDS

Pas forcément de baisse pour le moment : nécessité de réduire la dette pour le moment en faisant des économies

Aucune idée

Il faut en priorité arrêter l'impôt qui paye celui qui pose des questions orientées, Ca évitera de perdre notre temps. Demandez aux gens s'ils sont assez riches et vous aurez aussi un consensus pour dire que non. Cela veut-il dire qu'ils ne sont pas assez riches ? non, ça veut dire que la question est idiote. En priorité il faut réduire la précarité et faire en sorte que chaque citoyen puisse vivre dignement.

Suppression des droits de succession en ligne directe (parents – enfants). Par exemple : on achète une maison avec de nombreuses taxes (taxe foncière, TVA, droit d'enregistrement, Taxe local d'équipement si l'on fait construire, taxe d'habitation), maison que l'on paie toute sa vie sans parler de l'emprunt bancaire. On travaille toute notre vie pour acquérir notre résidence principale. Il est aberrant de repayer pour pouvoir transmettre son patrimoine à ses propres enfants. TVA à zéro pour les produits / services/ matière première de première nécessité.

TVA sur les fruits et légumes et denrées alimentaires courantes. Egalement la taxe foncière.

charges sociales

Aucun pour l'instant.

La CSG et supprimer la taxe d'habitation pour tout le monde

les charges patronales des petites entreprises

Impôts sur le revenu

IMPÔT sur le revenu et sur les sociétés -

les charges des petites entreprise artisans et commerçants

Suppression IFI, qui aggrave l'exil fiscal et va renchérir à terme le prix de l'immobilier en raréfiant l'offre.

ISF - ne pas remettre l'ISF en route.

tva

TVA CHARGES SOCIALES QUI GRÉVENT LE COÛT DU TRAVAIL

TVA sur les produits de 1° nécessité

mettre tout le monde au même traitement pour la taxe d'habitation! C'est quoi, cette différenciation arbitraire? Et ne pas oublier que cette taxe doit être compensée par autre chose pour les dépenses locales!

Il faut arrêter de faire fuir les riches qui contribuent le plus et ne taxer que les revenus et non pas le patrimoine qui a déjà été taxé.

Supprimer la taxe additionnelle sur les droits de mutation: Cette taxe freine la mobilité géographique et ne sert qu'a enrichir les communes les plus aisées souvent périphériques des grandes villes. Que penser d'une commune où laTaxe additionnelle sur les droits de mutation est supérieur à la DGF versée par l'Etat ? L'effet pratique est que le maire n'est plus obligé d'augmenter les impôts locaux alors que dans les communes pauvres ou du milieu rural il faut augmenter les impôts pour équilibrer le budget. Dans ma commune qui compte près de 6900 hab cela représente 1M€!

Je ne pense pas qu'il faut baisser les impôts, mais qu'ils soient mieux répartis : je trouve que les classes moyennes paient beaucoup et n'ont aucune reconnaissance ..... Je souhaiterais qu'on gratifie ou encourage (en rendant certains services publics gratuits) ceux qui en paient.

Certains taux de tva sur des produits de 1ère nécessité La csg sur les foyers fiscaux faibles La mulplication des tranches pour mieux ajuster l'IR Faire un réel tri des taxes, surtaxes, ...

l'impôts sur le revenu CSG

celui des retraités qui ont été spolié par l'augmentation de la CSG

diminution CSG

Ceux liés au domaine social Baisser les taxes liées à la consommation, impôts injustes : • TVA zéro pour produits 1ère nécessité • TVA intermédiaire sur l'énergie : Pétrole, Electricité et Gaz

Baisser la tva sur les produits de première nécessité.

En priorité les taxes sur les salaires et l'impôts sur le revenu.

Les impôts sur le revenu et les cotisations sociales il n'est pas normal qu'il y ai une telle différence entre le salaire brut et le salaire net et qu'un employeur paye presque que le double de ce qu'il nous donne.

La Taxe d'habitation doit etre supprimee pour tout le monde, baisser aussi la taxe fonciere et la taxe sur les revenus fonciers.

-

Les impôts des petites entreprises, et aussi certains taux de TVA sur les produits utiles à tous respectant une charte de l'environ-

nement, d'origine française, permettant de lutter contre le réchauffement climatique. Je suis pour la suppression progressive de la taxe d'habitation pour tous, car cet impôt est injuste. Et pour certains services qui ne relèvent pas du bien commun, il ne faut pas que l'État les finance.

La TVA

revenu Succession

La TVA est la taxe la plus injuste à mon sens puisqu'elle touche tout le monde, quelque soit les revenus. Sans doute n'est-il pas possible de réduire toutes les TVA mais avoir une TVA réduite voire nulle sur les aliments/éléments de première nécessité (à définir) serait bienvenu. Comme dans certains pays, on peut penser que la création d'une chaîne de magasin nationale pourrait être une voie intéressante : circuit court, juste prix d'achat au producteur, vente au juste de prix des produits de bases. Imaginer que dans ces mêmes magasins 'nationaux', on puisse compenser la faible TVA sur les aliments de premières nécessités par une plus grande TVA sur les alcools forts ne serait pas incohérent (Exemple chaîne LCBO au Canada).

la TVA

IR

Il faut augment globalement le montant des impôts, mais avec une répartition plus juste entre les contribuables

La TVA sur les produits de première nécessité .

IR

Impôt sur le revenu, à fusionner avec la CSG

impot sur le revenu, taxe d'habitation

La CIPAV pour les Travailleurs Indépendants déjà retraité, il faut la supprimer, c'est un impôt injuste, le retraité ayant déjà cotisé pendant toutes ses années de travail.

Il faut viser à réduire fortement les dépenses publiques pour en premier lieu éviter le déficit budgétaire et ne pas emprunter. C'est ce que font tous les foyers et aussi l'industrie privée qui a aussi des objectifs annuels de baisse des dépenses. L'état Français et les collectivités locales ont à appliquer la même rigueur budgétaire que les Français. Il faut repartir mieux les impôts sur l'ensemble des Français car il y a moins de 50% des foyers qui payent l'impôt sur le revenu et 20% paye 80% des impôts sur le revenu. C'est une imposition confiscatoire qui est trop lourde pour les revenus moyens et moyens supérieurs. Il faut aussi supprimer ISI et ISF car ce sont des impôts démagogiques qui sont contre-productif de par les exodes fiscaux des hauts revenus ; ceci appauvrie la France et n'engage pas des grandes compagnies a établir leur bureaux et résidence de leur cadres supérieurs en France. Pour développer l'emploi, il faut développer les TPE et PME en France et sécuriser leur pérennité en les sortant des successions pour maintien de l'entreprise comme ce qui est fait en Allemagne. De même pour encourager les investisseur individuels a la création de logement, donc des emplois, il faut arrêter de faire de nouvelles règles fiscales et surtout de ne plus avoir de règles retro actives.

TVA

les taxes qui ne font que grimper

La TVA sur les produits de première nécessité. En revanche il est envisageable de taxer davantage les successions au delà d'un million d'euros. Les collectivité locales qui ont vu leurs compétences transférées au profit d'autres collectivités (communes vers EPCI) doivent parallèlement diminuer leurs effectifs et en conséquence leurs impôts.

CSG qui limite le pouvoir d'achat de tous, retraités, salariés, investisseurs.

TVA et impôt sur le revenu.

La taxe d'habitation. C'est un impôt injuste et incompréhensible.

CSG des retraités !

C'est des retraités

Hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

Sans objet dans l'immédiat (cf propositions)

hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

l'impôt sur le revenu

- l'impôt sur le revenu - TVA à diminuer sur un panier de produits de première nécessité

Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous...

Augmenter le temps de travail|augmenter le temps de travail mais tenir compte des distinctions entre ceux qui ont une espérance de vie plus faible à cause de leur activité professionnelle

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail|appliquer réellement les 35 heures dans les collectivités territoriales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Mieux gérer le budget de l'Etat ! - Cf texte en bas de page

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter les impôts|augmenter les impots des plus riches, principe de l'euro symbolique par personne considérée comme non imposable, reduction des niches fiscales inefficales (audit à faire), annulation de la dette structurelle du pays

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Sanctionner durement les fraudeurs aux différentes aides

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Taxer de 1€ les produits supérieurs a 100€

Je n'y comprends rien. Combien d'aides et de bénéficiaires? pour quels coûts ? Contrôler l'utilisation des aides.

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|il il faut diminuer les dépenses sociales : filet de sécurité pour ceux qui en ont vraiment besoin

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Il n'est pas normal que des personnes cumulant des aides sociales et ne travaillant pas gagne autant ou plus qu'un travailleur au SMIC.

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Reculer l'âge de la retraite

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Stopper et récupérer le montant de la fraude de 14 milliards d'euros par ans des numéros de Sécurité sociale attribués sur la base de faux documents

Une meilleure gestion de tt les recettes déjà conséquentes de l état.

TVA sociale de + 5% sur le taux supérieur qui passerait de 20 à 25%, suppresion concommitante des charges sociales patronales et le salaire brut devient le salaire net + 22% d'augmentation.

supprimer les exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires car ces exonérations ne sont pas efficaces. supprimer le CICE.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Contrôler et sévir pour arrêter la fraude et les abus ! Notament sur les logements sociaux.

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-suspendre les prestations sociales pour tout délit ou actes de terrorisme et de manière général TOUS les abus malversations (n° de SS fictif), tricherie aux allocations familiales. obligation de rembourser les sommes dus de manière à protéger le modèle social des tricheurs des fainéants des voleurs des pilleurs

Augmenter le temps de travail|Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Faire contribuer chacun selon ses moyens, et pas en fonction de son âge, de son statut, ...etc

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|à étudier

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail|Poursuivre la rationalisation dans l'organisation des administrations publiques et dans la suppression des doublons A l'intérieur de cette rationalisation, viser la réduction des effectifs ou leur meilleure utilisation, particulièrement dans les ministères qui comptent le plus grand nombre d'emplois (notamment Education Nationale) ; éviter le « millefeuille administratif » ; faciliter le transfert des effectifs (et pas seulement des emplois) entre les trois fonctions publiques ; encourager la mobilité

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|augmenter la TVA de 1 ou 2 points avec un taux unique sauf pour les produits de première nécessité

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail

Remettre l'ISF et supprimer toutes les niches fiscales qui ne profite qu'à ceux qui n'en ont pas besoin pour vivre décemment.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail|Fiscaliser, comme le tabac, le commerce du cannabis. On ne peut l'empêcher, alors il faut en tirer partie.

raboter les niches fiscales de 10 à 15 %, interdire l'optimisation fiscale : tout revenu doit être imposé en France, même en s'installant à l'étranger (par exemple en faisant payer le différentiel entre ce qui est prélevé dans un autre pays, toujours plus favorable , et le taux français)

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Réduire les dépenses liées au fonctionnement de l'Etat (diminution du nombre d'élus, réduction du mille-feuille administratif...)

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Revoir les indemnités et salaire de tous les politiques, supprimer les avantages financiers et autres des anciens présidents. récupérer rapidement l'argent détourné par les escrocs de la politique

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|reculer l'age de la retraite que pour certain métiers peu fatiguant ,ou nécessitant de l'expertise, moduler l'age de la retraite en fonction de la pénébilité

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Dégressivité et plafonnement des indemnités de chômage. Jours de carence identiques pour tous en cas de maladie. Plus contrôler les absences au travail.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter les impôts|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail|Reculer l'âge de la retraite

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Augmenter les impôts|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Monnaie parallèle à l'Euro pour incitation aux achats locaux et eco-responsable avec géolocalisation

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter les taxes sur les billets d'avion touristiques

ajouter plus de contrôles en amont

Je ne réponds pas volontairement aux questions qui détournent le débat du vrai problème de fond : celui de la délégation aux banques privés du pouvoir d'un Etat de créer la monnaie et sur les conséquences en terme : +d'explosion des dettes, + de détournement du rôle d'intérêt général de la création monétaire au profit d'intérêts particuliers:, cette délégation est un échec le culte du profit a pris le dessus +de création de banques trop grosses pour faire faillite, + de fragilisation du système financier mondial, + de perte de liberté d'actions pour les Etats , + de création d'une finance de l'ombres + de maintien de paradis fiscaux y compris au sein de l'Europe + d'anonymat des transactions financières et de complicité dans les manipulations de cours, d'indice, + de création de produits financiers complexes, toxiques Avec la délégation totale de la création monétaire aux banques privés, nous avons perdu notre liberté d'action et une marge de manœuvre. Nous payons des intérêts à des banques privés pour de l'argent qui n'existe pas et qu'elles peuvent créer grâce au pouvoir que les Etats leur on délégué.. Avec la création de l'euro nous avons perdu la possibilité de créer de l'argent pour des motifs d'intérêt général. Nos dirigeants élus s'étonne du manque de confiance des citoyens . Ils nous ont trahi notamment : + par le transfert de la création monétaire qui est un pouvoir régalien. Ils ont pensé que les banques privés feraient mieux que l'Etat. Cette délégation a été organisée par des financiers et des fonctionnaires d'Etat, inspecteurs des finances, qui sont trop influencés par leur carrière et la perméabilité public privée incompatible avec le souci de l'intérêt général + par le contournement du non au référendum sur la constitution par la signature de traités + par leur capacité à trouver des milliards pour sauver l'irresponsabilité des banques mais leur incapacité à trouver les moyens de gérer des problèmes de fonds

(dépendance énergétique et son impact dans notre balance commerciale, développement de politiques « vertes » d'avenir et durables,...) + par leur incapacité à imposer la séparation de l'activité bancaire classique des activités financières de spéculation + ... Le délit de haute trahison a même été supprimé de la constitution pour protéger les responsables de toutes actions en justice ... et permettre ce transfert de pouvoir Nous devons retrouver au niveau de l'Etat la possibilité de créer de la monnaie pour agir dans les domaines d'intérêt général : la transition énergétique et l'urgence climatique associée en font parti. Cette création doit se faire de façon responsable et durable. L'argent ainsi créé doit être remboursable par les gains obtenus : exemple réduction du déficit de la balance commerciale, développement d'emplois dans les politiques vertes générant des ressources supplémentaire par l'activité créée .... Nous devons revoir cette aberration de payer des intérêts pour de l'argent qui n'existe pas : nous déléguons à des banques le pouvoir de créer de l'argent fictif et en plus nous payons des intérêts pour que ces mêmes banques nous prêtent cet argent : il faut oser ... Nous devons séparer les activités classiques, qui doivent soutenir l'économie, des activités spéculatives des banques et refuser que des banques soient trop grosses pour faire faillite. Nous devons abolir l'anonymat sur les transactions financières. Nous devons établir notre propre liste des paradis fiscaux. Nous devons lutter contre l'optimisation fiscale qui cache l'évasion fiscale. Il serait intéressant de savoir combien de nos inspecteurs des finances sont passés dans le privé et combien contribuent de prés ou de loin à l'évasion fiscale. Nous devons retrouver une inspection des finances indépendante des lobbies de la finance privée.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|plus de controle

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|traquer les fraudeurs, réguler l'immigrations et hamoniser les aides sociales au niveau européen

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Punir sévèrement les fraudeurs. Notre système est juste et efficace mais les fraudeurs le mettent en péril. Et il s'agit ni plus ni moins que de vol.

Reculer l'âge de la retraite

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-diminuer le chomage, supprimer le RSA, et aider les entreprises a embaucher afin de retrouver un situation de plein emploi

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

les diminuer

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Réduire les dépenses de l'état. Prendre modèle sur les pays scandinaves.

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|CONTROLER LES BENEFICIAIRES ! n'attribuer de l'aide sociale qu'a bon escient et sous contrôle sévères annuels !!!

Reculer l'âge de la retraite

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Diminuer les dépenses qui n'incitent pas à être productif pour le pays, envoyer chaque année un récapitulatif individuel des aides sociales reçues dans l'´année

taxer les revenus du capital et rétablir L'ISF

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite

Récupérer l'argent de l'évasion fiscale

Rétablir l'impot sur ISF

aucune des propositions du dessus récupération de la fraude fiscal recupération des concessions d'autoroute ,s

Avancer l'âge de la retraite ! On manque de travail, il faut le partager !! A quoi bon faire bosser des gens vieux pour qu'ils passent leur temps en arrêt maladie ???

Augmenter le temps de travail

Augmenter le temps de travail

Augmenter le temps de travail

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail|Secteur public souvent peu aligné avec secteur privé, et ne parlons pas des indépendants...

Améliorer la répartition des prélèvements obligatoires en réduisant ceux proportionnels et en augmentant ceux progressifs; élargir l'assiette des prélèvements en faisant plus contribuer les revenus du capital.s

Revoir l'allocation des recettes fiscales et baisser les dépenses de fonctionnement de l'état. Augmenter l'efficacité des administrations. Revoir en profondeur le fonctionnement des services publics inefficaces.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Chaque euro dépensé devrait être contrôlé. Le travail au noir éradiqué. Les prestations sociales pourraient également être plafonnées.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Arrêter de faire croire que les dépenses sociales ne rapportent pas...Meilleur santé, meilleur transport, meilleur retour à l'emploi = + de consommation = + de revenu pour l'Etat.

Augmenter les impôts

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|combattre efficacement la fraude fiscale des grands groupes et privés, supprimer le CICE pour les grands groupes qui délocalisent , l'exil et optimisation fiscale des plus riches

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Réduire de chômage !!!

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|limiter et chasser les fraudes et fraudeurs, moins donner aux immigrés (ils ont parfois plus de droits que les citoyens nationaux)

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-je ne les connais pas toutes dans le détail ; j'en ai compté au

moins 112 ! trop c'est trop : elles sont nombreuses et quelquefois redondantes (avantages fiscaux avec les autres), plus elles sont nombreuses moins elles sont lisibles. Faire du ménage un peu partout et notamment dans les aides Solidarité.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|les anciens touchent en ayant travailles toute leur vie moins que les anciens d'autre pays qui eux n'ont jamais cotises en france

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|ne pas se tromper de cible. l'etat doit montrer l'exemple . fin des privilèges des membres ou travailleurs de l'etat ou politique.prendre un pourcentage fixe dans le budget. le budget augemnte, les valeurs augmentent, il diminue les valeurs diminuent. UN PEU DE BON SENS

Augmenter les impôts

Augmenter les impôts des plus riches, et taxer les transactions financières

Reduire le train de vie de l'Etat

Stop à tout revoir sans étudier des sources d'économies dans les processus étatiques.

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Tout usager/utilsateur doit contribuer

Partir à la retraite avec moins d'argent

supprimmer toutes les dépenses inutiles

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Le modèle social français n'est plus financé si ce n'est par la dette. Aucun autre pays n'est aussi généreux en matière de dépenses sociales. Il faut donc réduire les dépenses sociales en laissant aux français une part plus importante à leur charge. Et parallèlement réduire les cotisations et les taxes.

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Revoir l'assurance chômage pour mieux inciter les gens à travailler.

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Reculer l'âge de la retraite

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revenir progressivement aux 39 h/semaine dans la fonction publique

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Contrôler davantage les fraudeurs et les cumulards

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Lutter massivement contre la fraude fiscale et la fraude aux aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Offrir à chacun la possiblité de choisir ses assurances maladie, maternité, vieillesse. Chaucn pourrait ainis opter pour des retraites par capitalisaiton sans lesquelles nos retraites par répartition sont vouées àla faillite. La concurrence entre le système public actuel et les compagnies d'assurance ou mutuelles qui pourrons offir leurs contrats favorisera une baisse des prix et une amélioration des services. Un tel système marche très bien en matière d'assurance automobile et peut parcher de la même manière pour les autres assurances.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Que l'etat économise sur le millefeuille administratif

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Il faut chercher de changer le jeux. vous allez pas changer ces quatre comme ça

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Economiser sur les frais de fonctionnement du public et l'argent gaspillée. Dépenses énergétiques des logements sociaux mal gérées, dépenses publiques dans la construction de bâtiments avec des appels d'offres mal gérés aux sur-coûts presque systématiques et sans responsabilité des décisionnaires ou aménagements luxueux faisant appels par exemple à des architectes hors de prix . Réduire les dépenses des bâtiments publics (trop grands, trop nombreux,), réduire le gaspillage dans le domaine de la santé (médicaments jetés par des conditionnements non appropriés au traitement, kits de soins prescrits dont la moitié est inutilisés et jeté...).

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Le passage à la semaine de 35 h s'étant fait avec le salaire des 39 h, revenir sans augmentation aux 39 heures.

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Le passage aux 35 h/ semaine s'étant fait avec le salaire des 39 h, repasser aux 39 h sans augmentation.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|exemples : mieux contrôler les dépenses engagées par les bénéficiaires à savoir ne pas forcément donner de l'argent mais des bons d'achats restrictifs au besoin. Engager les bénéficiaires du RSA par exemple dans un programme de réinsertion en les intégrant dans des associations, en les impliquant dans des travaux/projets communaux . Contrôler les arrêts de travail et les prescripteurs d'arrêt de travail.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

s'attaquer aux évasions fiscales, ne plus financer les entreprises privées qui n'embauchent pas, ne plus financer les banques privées lors de crash, taxer les transactions financières, taxer les GAFA

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite|L'objectif doit être l'équilibre et financé par les revenus d'activité (salaires et tous les autres revenus, à taux identiques)

reculer l'âge de la retraite avec des aménagements pour les métiers difficiles.

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|voir mon chapitre 4 ci - dessus

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Aller récupérer l'argent de ceux qui ne paient pas de manière illégale : évasion fiscale, escroquerie aux Impôts, à l'URSSAF, à la Sécu, à la CAF

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|on doit continuer à financer certaines aides obligatoires pour ne pas laisser les individus mourir sous nos yeux bien pensant mais il faut donner et exiger un effort en échange

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|faire payer les mêmes cotisations (SS, chomage, retraite ...) aux fonctionnaires et agences publiques et donner les mêmes droits de couverture/retraite à tout le monde, privé et publique ; seule la pénibilité doit être prise en compte.

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Simplifier le maquis des aides et les réduire à 3 ou 4 . Annuler la réduction de L APL qui est scandaleuse lorsque l'on sait combien a coûté l avion affrété par le premier ministre pour revenir de nouvelle Caledonie .

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Redéployer la dépenses en supprimant par exemple l'AME et en supprimant cette abération qu'est la retraite aux étrangers n'ayany jamais cotisé en France

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|réserver l'aide sociale aux seuls français et l'assujetir à un travail d'utilité publique.

faire participer les multinationales qui prennent des aides(prime à l'emploi en son temps)en utilisant l'évasion fiscale=prédation nationale et racket des citoyens

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite

Augmenter les impôts|Taxer les produits de luxe bijoux alcools forts voitures de luxe yatchs villa luxueuse et surtout les entreprises du cac 40 et leurs PDG qui ne payent pas d'impôts en FRANCE comme CARLOS GHOSN supprimer les paradis fiscaux au niveau de l'Europe.

éviter le gaspillage , la fraude , réduire le train de vie de l'Etat

Procéder à un «audit» des dépenses sociales et selon les résultats, recentrer, annuler, réagir.

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|instaurer le revenu universel et supprimer toutes les aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite

Réserver la sécurité sociale et les allocations aux nationaux

supprimer l'ensemble des niches fiscales et redresser les fraudeurs

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Il faut surtout les diminuer.

Augmenter les impôts des grosses sociétés

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Arrêter d'engraisser les anciens ministres, présidents, et autres grands fonctionnaires à la retraite

Remetrre ISf, tacer ceux qui ne vivent que de l'argent' de la bourse

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

arrêter les aides à toute personne n'ayant pas la nationnalité française et à toute personne ayant commis des dégradations sur le bien commun, à tous les violeurs, les braqueurs, les parents dont les enfants menacent les profs,

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Ne pas financer l'immigration. Faire bénéficier l'aide aux familles Françaises uniquement. Ne pas aider les familles dont les membres mineurs ont usés de violences physiques et sur le matériel.

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

QCM orienté vers une vision ultralibérale de l'économie

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|OUI. que toute personne qui contribue aux aides sociales payent une contribution financière, même modeste.

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|augmenter les cotisations sociales et ne plus concidérer quelles sont à la charge de l'entreprise (non visible du salarié). Ces cotisations sont attachées à la situation de salarié donc elles font partie du salaires brute , en un mot pour un salaire de 100€ un salarié touchera un revenu net avant impôts de 51€ ce qui correspond à la part de financement de son assurance maladie sa retraite, sa formation , ses aides au logement etc...

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Revoir droit de succession

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Taxer les dividendes des grands actionnaires

Augmenter les impôts|ou tout le monde payent un impôt ou perssonne.... on pense à l'évasion fiscale

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail|Voir le dernier point

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Tenir compte de la pénibilité

Tenir compte de la pénibilité.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Il faut absolument baisser les depenses publiques (en priorite celles des collectivites territoriales)!!!

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

beaucoup plus de flexibilité sur le temps de travail et l'age de départ, les envies et nécessités fluctuent tout au long d'une vie,

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Il faut également réduire les dépenses sociales même si ça fait mal...

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Arrêter de financer les visiteurs médicaux qui travaillent pour les labos

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Réviser tout le fonctionnement des arrêts de travail car il y a beaucoup d'arrêts qui sont donnés sur la base de barèmes qui ne tiennent pas compte des évolutions technologiques. Par exemple un cadre qui se fracture une cheville son arrêt de travail l'empêche de travailler même en télé-travail. Pourquoi ne pas offrir cette option et en cas d'acceptation par le salarié et l'employeur partager les bénéfices entre l'état et l'entreprise

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|faire la revue de toutes les aides sociales - de leur objectifs - etre clair sur les priorités; simplifier leur attibution en toute transparence.. et pourquoi pas arreter certaines si elles ne sont pas prioritaires et/ou inefficaces. Regrouper les ministeres qui le delivre pour un service unique

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Moins dépenser

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Cessez de'exonérer qui que ce soit , au niveau de la SECU. TOUT LE MONDE SANS EXCEPTION DOIT PAYER SA CONTRIBUTION

Augmenter le temps de travail|Reculer l'âge de la retraite|Reculer l'âge de la retraite tient compte de l'allongement de la durée de la vie, et augmenter le temps de travail «pénalise» les travailleurs en col blanc, entrés plus tard dans le monde du travail, mais dont l'espérance de vie est supérieure. C'est pourquoi, sans être techniquement compétent, il me semble qu'un mélange des deux est cohérent.

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail|Supprimer tous les avantages financiers accordés aux anciens Présidents de la République, anciens Ministres d'état ou pas, anciens Sénateurs, etc... Après un mandat perdu ou une non-représentation, ils auraient droit comme tous les citoyens français à un accompagnement de Pôle Emploi pendant 2 ans.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|reculer l'âge de la retraite mais par pour les libéraux et indépendants qui eux sont déjà à 67 ans pour une retraite à taux plein. L'âge doit être le même pout tous avec des aménagements de postes pour les métiers les plus difficiles

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Inciter pleinement au travail en minimisant les aides sociales pour les inactifs chroniques.

Reculer l'âge de la retraite

Reculer l'âge de la retraite|Taxe sur les transactions financière

Reculer l'âge de la retraite|Taxe sur les transactions financières

Que chacun paye un impot sur le revenu, même symbolique, de façon à impliquer les Français dans la vie de leur pays.

Faire payer un impot symbolique(1€) pour les Français actuellement exonérés .

Plafonner les retraites, interdire les retraites-chapeau des grands dirigeants et des élus, et lutter contre la fraude fiscale! Affecter l'argent du CICE directement à la création d'emplois dans les hôpitaux ou les écoles au lieu de le verser à des entreprises qui le distribuent à leurs actionnaires.

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Bonjour il faut mettre à contribution les entreprises étrangères (gafa) , les expatriés étrangers , et les travailleurs détachés .

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Ameliorer la chasse aux profiteurs « professionnels « des aides sociales, chômage...

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail

L'âge de départ à la retraite doit être ajusté en fonction de l'espérance de vie en bonne santé de chaque grande profession et supprimer tous les régimes particuliers. Supprimer l'accord de l'ANI sur les assurances complémentaires (santé, retraites) au profit de la Sécurité Sociale mieux à même que les assurances privées ou mutualiste de les gérer. Il faut inciter à diminuer le temps de travail et non à l'augmenter comme le fait la défiscalisation des heures sup. qui est absurde. Augmenter les impôts? Quels impôts? et pour quelles tranches de revenu? La question est mal posée.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Rétablir l'ISF

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Recourir au nouvelles technologies (supprimer l'argent liquide, centraliser les transactions et faire travailler les algorithmes) pour traquer la tricheurs

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Ne pas prendre à nouveau l'argent dans les poches des classes moyennes ou populaires !

Augmenter le temps de travail|Rétablir l'ISF

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail de tous les fonctionnaires, revenir au 40 heures pour tous.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Mettre un plafond de ressources maximum pour certaines aides sociales ne pas cumuler plusieurs retraites comme Monsieur TOUBON ou les anciens présidents de la république ou tous les anciens élus de la Nation Députés Sénateurs Maires qui émargent à plusieurs régimes de retraite avoir ou donner le choix de la retraite la plus avantageuse 4 à 5000.00€ par mois c'est sans doute pas mal pour vivre décemment.

De meilleures conditions de travail, plus de facilités d'accès à l'emploi pour les jeunes, ne pas jeter les vieux en fin de carrière mais utiliser leurs compétences. Valoriser les personnes et la réalité des services rendus plutôt que d'évaluer la performance sur des critères creux. Améliorer l'accès aux soins pour

tous. Donner à chacun.e la possibilité de se sentir utile. Bref faire le pari de l'humain. Des personnes bien dans leur peau travaillent mieux, coûtent moins en arrêts de travail et frais de santé, peuvent travailler plus longtemps (développer la retraite progressive).

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Un peu de toutes ces voies sans augmenter les impôts.

responsabiliser les ayants droits de manière concrète

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|réduire le nombre de fonctionnaires territoriaux et des structures territoriales dont la productivité n'est pas démontrée.

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Simplifier drastiquement la machine administrative

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|allocations familiales supprimées après 3 enfants

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Faire payer les personnes et les entreprises (françaises ou étrangères) qui défiscalises ou optimises l'impôts. Environ 80 Milliards. Belles somme!

Reculer l'âge de la retraite|les bénéficiaires du RSA doivent donner 3 demi-journées à un travail ;

un vrai dossier médical pour filtrer les visites médicales à répétition, les longues listes de médicaments, les examens superflus. Redonner une facture détaillées à la pharmacie pour concerner les patients....

traquer les fraudeurs , mieux distribuer les aides aux bonnes personnes , améliorer la compétitivité de létat et collectivites territotiales

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

supprimer le budget de la Défense et utiliser l'argent pour le pouvoir d'achat

Augmenter le temps de travail

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Pas d'augmentation d'impôts pour ceux qui en paient mais participation de TOUS

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Regrouper toutes les aides sociales sous une seule entité.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Revaloriser les salaires du Gouvernement

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Travailler plus à 25 ans qu'a 65 ans (45 heures vs 30 heures ...)

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Il est devenu choquant aujourd'hui d'accorder des aides à ceux qui n'en ont pas besoin. L'exemple des allocations familiales est bien connu.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|lutter plus contre le travail au noir et déclarations de fausses situations familiales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|lutter contre le travail au noir, et les faussent déclaration de situation familiale

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|agir sur tous les leviers liberaliser le temps de travail sans l'augmenter obligatoirement chacun pourra choisir entre 35 et 39h sans modifier le taux horaire idem pour l'age de la retraite chacun choisit et les pensions sont adaptées

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite

LIBERALISER definir un nombre d'annuités pour les retraites choisir son temps de travail entre 35 et 39h sans charges supplémentaires pour l'entreprise rationnaliser les aides sociales et les plafonner

Créer des emplois

Augmenter les impôts|Reculer l'âge de la retraite|Réorientation de la pression fiscale pour alléger les revenus productifs du travail et du capital investis productivement, et augmenter les impôts sur les sommes immobilisées (assurance-vie, importantes successions, patrimoine immobilier hors résidence principale etc.)

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

est ce que l'état ne pourrait pas déjà économiser en frais de gestion tous les cas où il perçoit une taxe et où il l'a rembourse ensuite via un crédit d'impôt ? Au lieu de vouloir augmenter les impôts, est-ce que l'état et les collectivités ne pourraient pas déjà être plus efficaces dans leur gestion de budget ?!?

Augmenter le temps de travail

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|ne plus accorder au ancien président après deux ans de retraite qu'ils puissent avoir encore un bureau une voiture de fonction du personnels à leur service cela est intolérble

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Redistribuer les fortunes et revenus excessifs

REDUIRE LES COUTS DE GESTION DE L'ETAT !

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter les impôts|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

prélever à la source les artistes et sportifs et sanctionner l'évasion fiscale

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|il faut diminuer les aides sociales; les Français souhaitent vivre de leur travail. Il faut harmoniser la politique sociale européenne afin de ne pas avoir des salaries étrangers avec des salaires plus bas

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Il faut revoir complètement notre «modèle social». Arrêter d'en faire une fierté française (un modèle financé par du déficit n'est pas un modèle !)... et commencer par regarder ce qui marche chez nos voisins

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail

Reculer l'âge de la retraite|Diminuer les rémunérations et avantages des députés et sénateurs, ministres, etc ..... et chaque dépense doit être justifiée et contrôlée

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Inciter davantage à la reprise du travail

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|repenser le fonctionnement de l'état en général pour faire baisser les dépenses de fonctionnement de 20% d'ci à 2022

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Rationaliser et optimiser les dépenses de l'état.

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|faire en sorte que le cumul des aides sociales allouées à une personne en recherche d'emploi soit très inférieur au SMIG

La chasse à la fraude fiscale et à l'exil fiscal.

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite

Faire contribuer les plus fortunés,Taxer les échanges financiers,les contribuables qui fraudent,les opérateurs et les multinationnales qui ne paye pas d'impots en france

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|reculer l'âge de la retraite signifie pouvoir fournir du travail aux seniors sans que cela soit préjudiciable à l'embauche des jeunes, ce qui n'est guère envisageable dans le contexte economique actuel

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Développer solutions technologiques pour le maintien à domicile des personnes âgées. Cela permettrait de créer des emplois d'aide à domicile mieux rémunérés grâce aux économies par rapport à séjour en EPHAD

aux responsables de le déterminer : il faut tout équiliber

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Faire travailler les territoriaux (plus d'heures) ce qui permettrait de réduire leur nombre !

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reguler les dépenses de santé en imposant plus de cadre au patient

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Taxer le patrimoine et relire Thomas Picketty

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Chomage: indemnisé sans contrôle de la recherche; je serais pour un véritable contrôle: nombre de CV envoyés , entretiens, présence active à la recherche et période de vacances de 5 semaines pendnat laquelle on a le droit de ne pas chercher... sinon, déduction du montant de l'allocation; sinon, on cherche un peu, après, c'est les vacances des enfants, donc on les garde à la maison donc recherche moins active, donc on perd le rythme... le travail du chomeur doit etre de chercher

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-SUPPRIMER les régimes spéciaux de retraite non/plus justifiés, et les cumuls de retraites (> 10.000€) en commençant par élus et fonction publique pour donner l'exemple !

Arrêter les gaspillages et prises en charge inutile. Exemple concret : Les pharmacie devraient distribuer le nombre exact de comprimé, pilules etc. conformément à l'ordonnance du médecin et non des boites entières car le surplus fini est financé par la sécurité sociale inutilement pour finir jeté ou pire être consommé n'importe comment par les patients. Il faut traquer toutes les aides indues, les aides aux paysans qui produisent pour jeter le surplus en récupèrent des aides européenne ou autres. Toutes les aides doivent être strictement contrôlées dans leur efficacité et leur bien fondé. En priorité, avant de rajouter encore de nouveaux impôts il s'agirait de faire payer ceux qui trichent et ne paient pas leurs impôts en France comme les grandes enseignes du luxe, lutter donc massivement contre l'évasion fiscale et pénaliser fortement les entreprises qui ont fraudé via des montages fiscaux en suisse ou autre par exemple.

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|taxe même minime sur toutes les transactions financières

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter les impôts|1) Je ne réponds pas sur la retraite étant moi-même retraité. Cela serait trop facile. 2) Je ne crois pas à l'augmentation du temps de travail.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite

Mieux prioriser, évaluer l'efficacité des mesures

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|supprimer l'AME ainsi que les retraites versées aux étrangers qui n'ont jamais cotisé; supprimer l'immigration économique.

Il faut arrêter les dépenses sociales. que chacun choisisse la vie qu'il veut mener.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Reculer l'âge de la retraite|diminuer le train de vie de l'état

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail

Avancer l'âge de la retraite pour laisser la place aux chômeurs... quitte à payer un inactif, autant que ce soit un retraité plutot qu'un jeune

Reculer l'âge de la retraite|Réduire certaines dépenses publiques, dont certains avantages aux hauts fonctionnaires

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Taxer lourdement les vols d'avions civils et les transports maritimes internationaux

Augmenter le temps de travail|Reculer l'âge de la retraite

Augmenter le temps de travail|Reculer l'âge de la retraite

Reculer l'âge de la retraite

Lutter encore plus contre la fraude fiscale. Pouvoir adapter l'âge de départ à la retraite de manière décente en fonction du métier exercé (un professeur d'université peut travailler plus qu'un ouvrier maniant le marteau piqueur)

Décroitre. Les trois premiers choix proposés sont des augmentations. Le dernier est une diminution d'un principe fondamental : la solidarité. Il faut changer les choses, se réinventer, revenir à plus simple.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter les impôts|impot des riches à augmenter, pour la justice sociale et fiscale.

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|taxer raisonnablement les produits remplacants la main d'oeuvre humaine

mieux les cibler

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Répartir les prestations selon leur nature entre les associations, les entreprises, les collectivités locales, l'Etat

Répartir les prestations selon leur nature entre les associations, les entreprises, les collectivités locales, l'Etat

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail|Arrêter l immigration tant que le chômage est supérieur à 5 pour cent

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail|Réduire les dépenses en augmentant la productivité des services publiques et en les contrôlant mieux.Faire en sorte que les temps de travail soient respectés dans toutes les collectivités et administrations. A réaliser progressivement sans stigmatiser les personnes mais fermement.

Réduire les coûts des adminitsrations et collectivités

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Créer urgemment la taxe sur les transactions financières et récupérer les montants de l'évasion fiscale.... ne nous taxez pas plus, Prenez simplement l'argent nécessaire là où vous savez qu'il se trouve.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Il est inadmissible que l'état emprumpte pour payer la retraite de ceux qui ont cotisé .soit les caisses de retraites sont mal gérees soit l'allongement de la durée de vie des français n'apas étée prise en compte. C'est une faute grave.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Diminuer le taux de chômage - Assurer une formation continue permettant de préparer chacun aux mutations des secteurs secondaires et tertiaires

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail|Surveiller l'attribution de ces aides

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Avoir une meilleure gestion de l'argent publique qui ne doit pas être dilapidé comme c'est le cas aujourd'hui

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|gaspillage des collectivités pour les travaux de rond point, chaussées, trottoirs. Tous les sous-traitant devraient intervenir en même temps et en continue pour éviter d'ouvrir et goudronner les routes plusieurs fois de suite

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Maintenir les aides, en augmentant le contrôle pour les personnes qui en abusent

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Lutter encore plus contre l'évaision fiscale. Accentuer la progressivité de l'impôt : les plus riches doivent contribuer plus à la collectivité.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Supprimer les aides aux étudiants étrangers venant étudier en france alors que nos enfants ne peuvent pas bénéficier de l'équivalent quand ils partent étudier a l'étranger hors Europe

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Supprimer la CMU et toutes les allocations qui attirent en France nombre d'etrangers improductifs

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Dans l'une des plus grandes puissances mondiales, je pense qu'il faut d'abord aller chercher l'argent là ou il est imposons les transactions financières et les capitaux qui dorment sur des comptes sans servir à la vraie économie, voir l'assèche

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Lute contre la fraude fiscale et l'optimisation fiscale = plus (+) d'Europe

Revoir notre logique de pensée: et si on utilisait les ressources humaines que l'on rémunère à travers ces aides pour créer de la valeur plutôt que de leur enlever de l'argent pour faire des économies ?

Augmenter la valeur créée et perçue par les entreprises en cessant de vouloir à tout prix être compétitifs avec des pays qui ne

respectent pas nos critères de protection de la vie humaine et de l'environnement. Il faut également revoir le rôle des banques et de l'ensemble des professions réglementées qui profitent de leurs appuis politiques et légaux pour abuser des citoyens (mutuelles, assurances, notaires, banques...)

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|1. Suppression des allocations familiales d'une trentaine d'euros, qui ne servent pas à grand chose pour la plus autre tranche de revenus. 2. suppression des soins gratuits aux étrangers

mettre tout les régimes sur le mêm pieds d'égalité, fin des régimes spéciaux, mettre temsp de travil, même nombre de RTT, même droit de départ à la retraite...

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|il faut multiplier les contrôlrd car trop de gens trichent

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-faire des économies mieux gerer les dépenses .

baisser les charges pour faciliter l'embauche uniquement pour les petites entreprise, artisans et commerçants

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

créer des emplois pour alléger l'Etat des frais de Pôle emploi

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Travailler sur des solutions pour limiter la fraude fiscal

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|la France est un pays trop assistée sur le plan social - les gens ont trop l'habitude d'être aidés - moins d'aide sociale mieux réparti aux plus démunis

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter les impôts|augmenter les cotisations sociales tet les impots sur les sociétés pour éviter la distributions de dividendes induits aux actionnaires et fonds de pension

Augmenter le temps de travail|Certains travavaillent 35h, et d'autres le double, sans pouvoir choisir!Remonter le temps de travail correspondant aux 35h serait une mesure de justice.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite|moduler la durée des allocations chômage en fonction du taux de chômage local

Augmenter les impôts|Reculer l'âge de la retraite|partager le travail: plus d'actifs = plus de CS; fusionner impôts sur le revenu et CSG

Augmenter le temps de travail|Contrôler les abus de façon efficace.

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Faire un travail de pédagogie dès l'école / redonner un sens moral et civique à tous

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-taxer les échanges en bourse

taxer les échanges boursiers

Augmenter le temps de travail, surtout dans la fonction publique, dans le cadre de sa réorganisation Ne pas reculer l'âge de la retraite, mais rendre flexible l'âge du départ. Revoir les cotisations des entreprises et de l'Etat Renforcer le budget Pauvreté, et réindexer l'évolution des retraites selon l'inflation, ce qui améliore la consommation, donc le PIB.

baisser l'âge de la retraite et le temps de travail pour que tout le monde ait un emploi

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Arrêter de vouloir toujours taxer le travail on ne peut pas plus en France aujourd'hui .

Augmenter le temps de travail

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Je suis d'accord avec l'augmentation de la CSG pour les retraites au delà de 2000 euros. (je suis pourtant concernée). Peut-être faut il aussi prévoir un montant de retraite maximum, même si ça concerne peu de personnes. ?

Il n'y a pas que des dépenses sociales il peut aussi y avoir des recettes sociales et une autre forme de pouvoir d'achat

Cesser de diminuer les cotisations sociales pour plaire aux patrons...

Revoir la fiscalité des entreprises, ça n'est pas aux particuliers de prendre en charge l'augmentation des dépenses sociales.

Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|supprimer des aides sociales

Peut-être qu'il serait intéressant de chercher d'autres sources de revenus avant de mettre en oeuvre l'une des propositions citées. L'augmentation de la Taxe sur les Transactions boursières par exemple et l'abaissement du seuil de 1 milliard à 100 millions par exemple?

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Reculer l'âge de la retraite

Reculer l'âge de la retraite|Augmenter le temps de travail|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|arrêter les avantages scandaleux du public sur le privé dans les retraites: : calcul sur les 6 derniers mois au lieu des 25 «meilleures» années, âges de départ dans les régimes spéciaux etc...

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Imposer d'avantage la richesse.

Il faut viser à réduire fortement les dépenses publiques pour en premier lieu éviter le déficit budgétaire et ne pas emprunter. C'est ce que font tous les foyers et aussi l'industrie privée qui a aussi des objectifs annuels de baisse des dépenses. L'état Français et les collectivités locales ont à appliquer la même rigueur budgétaire que les Français.

Augmenter les impôts

déduire les dépenses de l'armée, et le nombre de fonctionnaires, arrêter les cumules de salaires pour les députes, etc etc

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Augmenter le temps de travail

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|Regrouper toutes les aides sociales pour minimiser les coûts de fonctionnement des divers organismes et avoir une meilleure lisibilité.

Lutter contre la fraude fiscale dite «legale», mettre un terme aux gabegies de dépenses d'argent publique. Taxer les dividendes et l'économie financière.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Augmenter les impôts

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales|-Vérifier les bénéficiaires des aides

Hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

Sans objet dans l'immédiat (cf propositions)

hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Reculer l'âge de la retraite|Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

réindustrialiser - taxer alcool et tabac

il y a un déficit de cotisations, il faut revaloriser le travail

S'il faut selon vous revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales, lesquelles doivent être concernées ?

Contrôler la fraude documentaire (ayants droits nés à l'étranger) et vérifier que certains retraités domiciliés hors de France sont toujours vivants ; lutter contre certains abus pour des aides octroyées à de fausses familles monoparentales (polygamie déguisée ???)

A tous ceux qui n'ont jamais cotisé en France.

Sûrement mais pas l'enjeu principal - Cf texte en bas de page

aides aux immigrés un immigré n' ayant jamais travaillé ni cotisé en France se voir attribuer une aide supérieure aux retraités français Revoir à la baisse les séjours en maison de retraite(plus de 2 000 euros par mois), pour une personne qui ne touche que C1000 euros de retraite)

aucune, mais il faut se baser sur l'année en cours pour apprecier les conditions d'octroi des aides, donc renforcer les CAF pour rendre efficace le calcul et l'octroi des aides. reflexion sur le revenu universel d'existence pour chaque individu de 18 ans et +

La France ne doit plus être un paradis social attractif pour les étrangers: Il n'est pas tolérable que des personnes en situation irrégulière touchent des subsides de l'état et bénéficient de couverture médicale gratuite (Cf. Mayotte), alors que le citoyen qui paie ses impôts n'a pas la gratuité des soins. Réduire l'assistanat, qui fige la société, ne pourra que faire évoluer la mentalité déplorable du « tout est dû / on a droit ».

Mettre en place un profil tel que « Personne inemployable» : en effet, des personnes sont considérés comme demandeurs d'emplois alors qu'elles sont inemployables Pouvoir accéder au allocations chômage sous condition d'avoir travailler 1 an Faire plus de contrôle : trop de personne arrêtent leur mission d'intérim dès qu'ils ont des droits ouverts au chômage et l'été autant dire qu'ils sont eux en vacances payé par nos impôts !!! et nous travailleurs nous n'avons pas les moyens de partir en vacances : quelle INJUSTICE ! Arrêter de donner le minimum vieillesse a des personnes qui n'ont jamais travaillé et toujours bénéficié du Rsa et d'autant plus si ils n'ont pas un CI Francaise : nous n'avons plus les moyens Plafonner le rsa à 2 ans maximum ; je connais certaines personnes qui bénéficie du RM lou RSA depuis de très nombreuses années et qui en parrallèle pratique le travail au noir (ils sont prioritaires sur les logements sociaux, les vacances de leurs enfants sont payées, ils ne payent pas la cantine..... : pourquoi changeraient il ??? c'est vous le gouvernement qui avez crée cela MAIS aujourd'hui ce n'est plus entendable) Plafonner les allocations à 3 enfants : je vais peut être choquer mais si on a pas les moyens d'éduquer ses enfants on en fait pas ou moins Donner l'allocation de rentrée scolaires directement aux établissements scolaires afin que ceux ci se chargent d'effectuer les achats pour les besoins des enfants ou bien Donner les allocations contre factures (on sera certains que cet argent est bien pour les enfants ....) Les allocations doivent se faire par logement (une allocation/ logement)

Renforcer la prime d'activité en relevant le plafond d'attribution.

C'est un tout. En priorité, remettre à plat, clarifier tout cela

Pour diminuer les dépenses dites de solidarité, il faut conditionner leur attribution à des obligations et au respect de règles de vie ensemble. Il n'est pas normal qu'une personne qui ne cherche pas activement à travailler vive au crochet de la société et ait en plus le sentiment de n'avoir que des droits et aucun devoir envers cette société.

Allocations familiales / CMU

LA SANTE.LA GRATUITE SYSTEMATIQUE N'EST PAS NORMALE

l'Aide Médicale d'Urgence doit être attribuée de manière beaucoup plus stricte.

Réduction drastique de l'Aide Médicale d'Etat (AME)

Chômage, allocations familiales attribution selon les revenus voire la suppression au-delà d'un certain seuil de revenu.

Les aides versées sans conditions de revenus (allocations familiales) attribuées à des millionnaires. Des aides versées sans conditions de recherche d emploi .

Allocations familiales plafonnées après 3 enfants.(C'est un choix et ce n'est pas à la collectivité de payer). Ne pas verser d'allocations familiales aux gens qui ont suffisamment de revenus.

Fraude sécurité sociale

Oui ! Toutes ! Et qu'il y ait des contrôles sur les éléments déclarés ! Il y a de la fraude à tout les niveaux, juste car les contrôles sont trop faibles et amènent trop peu de sanctions. Trop d'aide médicalisée aux étrangers, priver de leurs accès aux remboursements les gens qui partent vivre ou travaillent à l'etranger Car ils reviennent tous se faire soigner ici sans cotiser. L'aide sociale est notre histoire mais il y a trop d'abus et de fraude aujourd'hui...

Les APL Les allocations familiales Les bourses d'études

allocations familiales SANS conditions de ressources pour les nationaux uniquement afin de relancer la natalité. Simplifier au maximum les aides au niveau du nombre et des conditions d'attribution. Avoir le souci de l'économie afin que le système coûte le moins cher possible. Tricherie = plus d'aide sociale sur une durée qui dépend de la gravité des faits (terrorisme = exclusion à vie) (carton rouge)

APL : ne pas les attribuer aux jeunes rattachés au foyer fiscal des parents qui sont dans les tranches hautes de l'IR (30% et plus) APL pour les étrangers (étudiants de l'UE) qui continuent à les percevoir jusqu'à un an après avoir quitté le territoire (fraude) !

Je pense aux allocations familiales.....

sa n est pas le problème principale

participation citoyenne minimale aux dépenses de santé et rationalisation des dépenses hospitalières

Il faut réduire les indemnités chômage montant et durée), renforcer les contrôles pour inciter au travail. La réforme des retraites en cours doit permettre de faire face à l'évolution démo-

graphique en maintenant le niveau des retraite et en améliorant les plus faibles (<1000 euros). Il ne faut plus rembourser les petits risques maladie.

celles qui n'incite pas à rechercher du travail.

Santé, chômage

JE NE SAIS PAS

Toutes car elles doivent être rationalisées et pas éparpillées.

les indemnités chômage doivent être plafonnées plus sévèrement, in n'est pas normal qu'on puisse toucher jusqu' a 6000 euros par mois ! S'inspirer du modèle anglais , sans aller aussi loin .

L'aide au logement et la sécurité sociale devraient être réservées aux personnes payant des impôts en France.

- calcul des allocations familiales en fonction des revenus - regrouper sur un guichet unique toutes les aides (RSA, prime d'activité, ASS...CMU-C). - meilleure gestion des aides accordées à l'occasion de l'accueil des personnes étrangères (coût hébergement prohibitif par ex) et faire la différence entre l'immigration politique que l'on se doit d'accompagner et l'immigration économique qui ne devrait pas être prise en charge.

peut-être mettre en place une somme forfaitaire pour tout les citoyens dès qu'ils ont 18 ans(ça permettrait au étudiants de vivre dans de meilleurs conditions) et la déclarer dans les revenus. l'état la récupérerait dans les impôts pour les salaires élevés. il y aurait peut-être moins de fraude

Assurance chômage et aides aux personnes étrangères.

Allocations familiales. Toute famille ou personne délinquante perd ses droits. Aucune aide pour toute personne en irrégularité sur le territoire. Contrôler si chaque euro versé hors de France est légitime et toujours d'actualité

plus de transparence pour le grand public ne donner de donner de l'aide qu'aux gens qui ont cotisé x années donner des aides sous forme de prêt à rembourser sur x année ou sur son capital en fin de vie

Se baser sur le patrimoine et pas seulement les revenus dans le montant et l attribution des aides sociales. Limiter voire supprimer les aides aux personnes ne cherchant pas à se sortir de situations précaires (non volonté de rechercher du travail ou de se former. Laxisme dans l éducation des enfants. Refus de soins...). Revoir les attributions et aides sociales des personnes et familles en situations irrégulières.

Tout doit être repensé, la société ,et ses besoins, évolue vite de nos jours. Il faut aussi lutter contre les fraudes, surtout au niveau des allocations familiales...

allocations chômage et aides au retour à l'emploi + prime d'activité: les conditions d'attributions incitent certaines personnes à refuser un emploi stable et pérenne

allocations chômage et dispositifs complétant le revenu de personnes en situation d'emploi temporaire: celles-ci incitent certaines personnes à refuser des emplois stables et pérennes

Aides aux chomeurs : 1- Contrôler plus les chômeurs 2- Ne toucher des allocations chômage qu'à près 12 mois pour inciter à la recherche d'emploi dès la perte d'emploi.

Ajouter plus de contrôles en amont : ne pas verser d'aides sociales aux gens polygames (1 seul conjoint uniquement en France !), ne pas rembourser des frais de santé à une famille entière d'une personne étrangère bénéficiant de notre sécurité sociale (abus +++) !

Je ne réponds pas volontairement aux questions qui détournent le débat du vrai problème de fond : celui de la délégation aux banques privés du pouvoir d'un Etat de créer la monnaie et sur les conséquences en terme : +d'explosion des dettes, + de détournement du rôle d'intérêt général de la création monétaire au profit d'intérêts particuliers:, cette délégation est un échec le culte du profit a pris le dessus +de création de banques trop grosses pour faire faillite, + de fragilisation du système financier mondial, + de perte de liberté d'actions pour les Etats , + de création d'une finance de l'ombre + de maintien de paradis fiscaux y compris au sein de l'Europe + d'anonymat des transactions financières et de complicité dans les manipulations de cours, d'indice, + de création de produits financiers complexes, toxiques Avec la délégation totale de la création monétaire aux banques privés, nous avons perdu notre liberté d'action et une marge de manœuvre. Nous payons des intérêts à des banques privés pour de l'argent qui n'existe pas et qu'elles peuvent créer grâce au pouvoir que les Etats leur on délégué.. Avec la création de l'euro nous avons perdu la possibilité de créer de l'argent pour des motifs d'intérêt général. Nos dirigeants élus s'étonne du manque de confiance des citoyens . Ils nous ont trahi notamment : + par le transfert de la création monétaire qui est un pouvoir régalien. Ils ont pensé que les banques privés feraient mieux que l'Etat. Cette délégation a été organisée par des financiers et des fonctionnaires d'Etat, inspecteurs des finances, qui sont trop influencés par leur carrière et la perméabilité public privée incompatible avec le souci de l'intérêt général + par le contournement du non au référendum sur la constitution par la signature de traités + par leur capacité à trouver des milliards pour sauver l'irresponsabilité des banques mais leur incapacité à trouver les moyens de gérer des problèmes de fonds (dépendance énergétique et son impact dans notre balance commerciale, développement de politiques « vertes » d'avenir et durables,...) + par leur incapacité à imposer la séparation de l'activité bancaire classique des activités financières de spéculation + ... Le délit de haute trahison a même été supprimé de la constitution pour protéger les responsables de toutes actions en justice ... et permettre ce transfert de pouvoir Nous devons retrouver au niveau de l'Etat la possibilité de créer de la monnaie pour agir dans les domaines d'intérêt général : la transition énergétique et l'urgence climatique associée en font parti. Cette création doit se faire de façon responsable et durable. L'argent ainsi créé doit être remboursable par les gains obtenus : exemple réduction du déficit de la balance commerciale, développement d'emplois dans les politiques vertes générant des ressources supplémentaire par l'activité créée .... Nous devons revoir cette aberration de payer des intérêts pour de l'argent qui n'existe pas : nous déléguons à des banques le pouvoir de créer de l'argent fictif et en plus nous payons des intérêts pour que ces mêmes banques nous prêtent cet argent : il faut oser ... Nous devons séparer les activités classiques, qui doivent soutenir l'économie, des activités spéculatives des banques et refuser que des banques soient trop grosses pour faire faillite. Nous devons abolir l'anonymat sur les transactions financières. Nous devons établir notre propre liste des paradis fiscaux. Nous devons lutter contre l'optimisation fiscale qui cache l'évasion fiscale. Il serait intéressant de savoir combien de nos inspecteurs des finances sont passés dans le privé et combien contribuent de prés ou de loin à l'évasion fiscale. Nous devons retrouver une inspection des finances indépendante des lobbies de la finance privée.

chomage et allocation familliale

plafonner les allocations familiales pour éviter la course au nombre d'enfants pour toucher plus d'allocations et en vivre. Sans se soucier de pouvoir maitriser une éducation citoyenne dans la durée.

CSG réduite pour les retraités qui n'a aucun sens. La pédagogie a été très mauvaise car vécue comme une injustice alors qu'il s'agit au contraire d'un alignement.

Il faut surtout éviter et sanctionner les fraudes

lutter contre les abus , quelles que soient les prestations sociales

refonte des aides sociales en une seule aide afin d'éviter le cumul des aides et favoriser le retour à l'emploi en effet à ce jour certaines personnes ne travaillent pas car elle gagne plus avec les aides sociales cela ne devrait pas etre possible

Toutes, il est anormal que l'on donne notre argent a fond perdu, que l'on aide les gens dans le besoin pour une période donnée d'accord ,mais pas à vie et sans contrepartie

le coût des personnes illégalement rentrées en France

Chômage

toutes, afin d'étaler la baisse pour être moins sensible

aide au logement; aide aux en entreprises

- allocations familiales, chomages, allocation logement SOUS RESERVES DE CONTROLES REGULIERS RSA à intégrer sous «chômage».

ce ne sont pas les conditions d'attribution qui posent problème mais la fraude aux aides sociales qu'il faut combattre plus vigoureusement (parent isolé qui vivent quand même en couple ...)

Supprimer la multiplication des aides et les regrouper en une seule par foyer fiscal Supprimer les aides détournées de leur utilisation (allocation Rentrée Scolaire) ou liées à des choix personnels (Aide parent isolés)

Chômage, allocations familiales, rsa sans aucune obligation

pas d'aides sociales pour les étrangers en situation irrégulières

Allocations familiales : les plafonner à partir de 3 enfants. On ne doit plus encourager un excès de naissances, la démographie nationale comme mondiale doit être maîtrisée.

Celles qui sont versées sans contrepartie

Revoir à la hausse les aides sociales (allocations familiales et APL) pour les mères et pères isolés ayant la charge des enfants.

rien à revoir il y' a assez d'argent dépensé a tort et à travers dans le budget de l'état pour couvrir toutes les aides distribuées

Logements sociaux par exemple qui ne sont pas attribués à ceux qui en ont le plus besoin

Les allocations familiales doivent tenir compte du niveau de vie du foyer, en terminer avec l'angoisse française du déclin démographique vieille d'un siècle !

Il faut revoir les conditions d'attribution des aides sociales des plus démunis en facilitant l'accès à ces aides.

RSA, ARE, Allocation parent isolé : contrôle de la situation, de la recherche d'emploi, de l'activité. Les prestations arrêt maladie devraient être également plus contrôlées.

Évaluer pourquoi quelqu'un touchant le RSA, arrive à mieux gagner sa vie que quelqu'un qui travaille sans relâche...

Plus que les conditions d'attribution c'est les effets de seuils qui doivent être éliminés. En 2019, à l'ère de l'informatique, il est inconcevable que l'intégralité des aides ne fonctionnent pas de façon dégressive linéaire afin qu'un salarié à, par exemple 1 smic n'ai pas à l'arrivé un pouvoir d'achat plus faible q'un à 0.8 smic avec diverses aides. Mes chiffres sont certainement erronés mais vous voyez l'idée

Prime rentrée scolaire avec factures à l'appui.

Le chômage ! Qui devrait faire l'état d'une étude plus poussée et individuelle sur la Nécessité de cette aide. Qui est trop souvent abusive.

les allocations familiales et l'allocation chômage devrait être examiné au cas par cas il est honteux que des chômeurs ou des non travailleurs touchent plus que des travailleurs qui tentent de s'en sortir et qui n'ont pas droit aux aides

moins aux immigrés, plus aux nationaux

En matière de droit au chômage, diminuer les taux (actuellement 60 à 75% des revenus antérieurs) et la durée (16 à 52 semaines). Faire une règle unique (% et durée) et plafonner ces indemnités, notamment pour les revenus élevés. Par ailleurs, être au chômage ne doit pas être pour certains récidivistes, une situation de confort plutôt que de travail. Idem pour les congés maladies (en France 26 semaines à 50%). Le Français doit se remettre au travail. Repenser le rôle de Pôle emploi, dont l'efficacité à proposer des emplois est plus que contestée et laisser libre toutes initiatives plus interactives par les Réseaux sociaux, par exemple.

toutes les aides aux personnes qui ne travaillent pas et qui viennent d'autre pays

ne pas incriminer trop les chômeurs, mais plutôt contrôler toutes les autre prestations. il existe si on écoute bien son prochain un tas de cas ou celles ci sont indues. il faut arrêter de compenser les salaires trop faibles. Ce n'est pas a l'état de le faire mais a l'employeur de payer correctement le travail fait

Les aides sociales aux riches, notamment via les niches fiscales, doivent être supprimées.

Les allocations chomage

Il faut revoir la totalités des aides sociales. Avoir une vrai réflexion nationale sur ce sujet, le cumul des aides perçues ne doit jamais être plus élevées que SMIC. Cependant dans certain cas elles peuvent plus élevées mais dans ce cas il doit y avoir des obligations pour le bénéficiaire (obligation de formation, d'avoir un casier judiciaire vierge, de s'impliquer dans la vie associative, travail d'intérêt général etc...)

RSA, allocations mères «célibataires», prime de rentrée scolaire, AME.

Il ne faut absolument pas modifier l'age de départ à la retraite car 62 ans, c'est déjà bien assez. Laissons le choix de partir à 62 ans avec moins d'argent ou de continuer à travailler à mi-temps par exemple pour compléter sa retraite. Je compte changer de logement pour prendre plus petit et bien moins cher.

suppressions des diverses aides et création d'un revenu minimum décent

CMU, AME, allocation rentrée scolaire, indemnités de chômage.

simplifier

S'assurer que toutes les aides sociales ne servent pas par exemple a financer une télévision,un smartphone ...

La CSG, les aides au chômage qui ne devraient jamais permettre à un chômeur de gagner davantage qu'un actif, à niveau éducatif ou professionnel égal. La sécurité sociale doit être repensée : la France est l'un des pays les plus gros consommateurs de produits pharmaceutiques du monde, j'y vois un signal négatif.

L'assurance chômage et l'absentéisme au travail

Le chômage, l'aide au logement

Avoir une aide unique en fonction des revenus et de la composition de la famille pour éviter les petits arrangements électoraux des communes

Meilleur contrôle dans l'attribution des aides sociales tout en les simplifiant

APL et allocations familiales

Toute aide sociale doit fonctionner selon la règle un droit = un devoir. Il faut donc évaluer davantage les conditions d'attribution. A partir de là, les fraudeurs seront perdants et les aides sociales plus conséquentes pour ceux qui jouent le jeu.

Toutes, aucune d'entre elles ne devant être acquise par fraude

Allocations familiales, attribution des logements sociaux, quotient familial

diminuer le temps de l'allocation chômage, supprimer les allocations familiales à partir du 4éme enfant. Avoir une famille nombreuse est un choix personnel que la collectivité n'a pas à assurer.

Il faut revoir tout le système d'attribution pour que seuls qui sont vraiment incapables de travailler et sans revenu puissent bénéficier des aides sociales. Mettons un système de reconnaissance faciale ou digitale en place pour les soins de façon que les personnes non assurées ne puissent pas se prévaloir de l''assurance. Soyons plus stricts pour l'assurance chômage en réduisant la durée d'indemnisation et en vérifiant mieux les conditions d'attribution. Il faut encore que le statut de fonctionnaire soit réservé aux agents de la fonction publique qui exercent dans les domaines où ils ont besoin de cette protection: police, armée, magistrature... Pourquoi les agents hospitaliers ou les agents administratifs des collectivités locales auraient-ils besoin de ce statut?

AME CMUC

Allocations familiales, chômage

Allocation mère célibataire

Oui.

Le pôle emploi, la CAF, le RSA, toutes les aides aux personnes qui ne travail jamais ou non jamais travailler. Il faut aider aussi les salariés

la CMU, le chômage

La CMU, l'indemnisation du chômage

je n'ai pas une grande connaissance des aides sociales mais de celles que je connais : . Actualiser les revenus des gens habitants en HLM, et ne plus permettre à des gens d'y habiter s ils ne sont plus dans les conditions d'attribution . Le cumul de certaines aides permettant à des gens de gagner plus que s'ils avaient un travail. . Attribuer les aides par système de réel palier de ressources et non plus au dessous de telle ressources vous avez droit à tant et au dessus plus rien. Que ce soit progressif.

Les allocations familiales, car elles bénéficient parfois à des familles aisées. Tout comme la taxe d'habitation faisait l'objet d'un abattement pour les plus modestes, les allocations devraient être réduites en fonction des revenus du foyer.

assurance maladie (trop facile et laxiste, trop d'abus....)allocations logement, allocations familiales, allocation chômage,

Toutes, pour aboutir à un ensemble qui soit justement réparti. Les hauts revenus n'ont pas besoin d'aide sociale.

Certains ne voient pas l'intérêt d'aller travailler car parfois ils sont gagnants en restant à la maison et en touchant des aides. Ils ne voient plus les aides sociales comme secours temporaires mais comme une manière de vivre. Le travail doit être revalorisé mais surtout il doit revenir en France.

l'attribution de la CMU ,pour certain ,c'est «l'open bar « .comme dit au chapitre précédent ,vérifier le patrimoine avant distribution d'exonérations divers les conditions aussi d'attribution des prestations de rentrée scolaires ,souvent utilisés pour achat de télévision type panoramiques ou autres usage non en relation avec les besoins de cette rentrée scolaire

Les allocations familiales doivent être coupées en cas de non respect des devoirs de la république ou en cas d'abus. Pour moi, les allocations familiales ne sont pas faites pour se payer des abonnements TV avec antennes paraboliques... Les aides liées au non-emploi (RSA, Allocation chomage, etc) si pour un foyer l'ensemble de toutes les aides est supérieur à 70% d'un SMIG La CMU ne devrait entrer en jeu que pour un seul praticien et pas en cas de consultation de plusieurs médecin Les aides sociales ne devraient être octroyées aux migrants ou étrangers que au bout de plusieurs années et selon condition de respect de nos lois, devoirs et valeurs

Réduire le temps de perception des indemnités de chômage lorsqu'aucun effort n'est fait pour retourner au travail pour une personne dans la force de l'âge

RSA (obligation aux allocataires de travailler une semaine par mois dans le cadre d'un travail d'intérêt général comme par exemple, l'entretien d'espaces verts dans les communes, ramassages de déchets dans les lieux publics) et obligation de recherche d'emplois active. l'AME,la CMU attribuées aux étrangers et migrants rentrant en France uniquement pour raisons économiques (la majorité des 260000 migrants demandant l'asile)

les aides sociales ne doivent pas devenir pour certaines personnes des revenus ! les indemnités de chomage doivent être conditionnées à une formation , à une recherche réelle d'emploi et à des conditions réalistes de trouver un emploi (peu de chance de trouver un emploi industriel isolé dans un hameau de la Corrèze profonde !) les aides sociales pour des étrangers doivent être conditionnées à un processus d'intégration pour les parents et enfants (apprendre le Français, respect des principes républicains, respect des femmes) les aides sociales (familiales) versées aux parents doivent être remplacées par des services gratuits pour les enfants (école, cantine, transports, activités sportives ou culturelles) les budgets doivent être respectés et les déficits de la sécu interdits. Des déficits signifient qu'une partie de nos cotisations servent à rembourser les dettes pour le bénéfice de ces escrocs de banquiers ! il faut revoir l'aide au logement des étudiants qui est plus une aubaine pour des propriétaires escrocs qui augmentent les loyers en conséquence. Toute l'aide de l'état ne va pas aux étudiants.

que le calcul des aides soit fait sur les revenus actuels et non sur des revenus antérieurs

Toutes et contrôler réellement que les allocations vont à ceux qui en ont besoin et que cela ne reparte pas à l étranger.. voir AAH

Toutes doivent faire l'objet d'une revue des conditions d'octroi et d'un contrôle draconien. Si les conditions d'accès étaient respectées il n'y aurait plus d'abus et donc de surcout Supprimer l'AME et le régime de retraite aux étrangers n'ayant jamais cotisé en France

Tout ce qui touche le logement

toutes à condition que ces aides sociales soient attribuées aux seuls français. Réserver la CMU aux seuls français, le monde entier se fait soigner gratuitement en France. Nous ne sommes pas l'hôpital de la planète.

les aides aux grosses entreprises

versement d'aides à des gens qui ne travaillent pas et surtout qui ne cherchent pas à travailler ! Les gens qui travaillent même avec de petits salaires sont toujours trop riches pour avoir qui que ce soit !

Aucune

instaurer le revenu universel et supprimer toutes les aides sociales

Assurément. Il faut recentrer l'AME sur les personnes en détresse. Il faut une allocation sociale unique permettant de certifier que les revenus de transfert ne dépassent jamais les revenus du travail.

Famille et logement

allocations familiales pour les très hauts revenus du foyer (supérieurs à 7000 EUROS) allocations pour les personnes en capacité de travail

Les aides sociales doivent être réservées aux nationaux. Il faut unifier les aides sociales , car les organismes de gestion des aides coûtent cher, au détriment des gens qui en ont besoin et des contributeurs. Il faut supprimer les lois Sru et le logement social qui coûte très cher. Il vaut mieux verser une aide aux gens qui en ont besoin pour qu 'ils trouvent un logement dans le secteur privé (et lever tous les freins à la construction de logements pour que les prix du marché immobilier se stabilisent)

sans les aides sociales les mouvements des gilets jaunes serait bien plus important

Les allocations familiales

chômage, assurance maladie, alloc de la caf... Certaines aides sont indépendantes des revenus et du patrimoine, ce qui est anormal!

ATA, AMS, CMU-C, APL pour les étrangers, RSA pour les réfugiés

Ne pas aider les familles dont les enfants mineurs sont fichés par les services de polices. (devoir de réparation) Il faut aider les femmes Françaises qui souhaitent éduquer leurs enfants et qui n'en ont pas les moyens. Ne pas aider les gens du voyage (achat caravane, gratuité d'hébergement). Ils doivent comme l'ensemble des français assumer leur choix.

les aides sociales sont trop nombreuses- il faut les regrouper au sein d'une aide citoyenne personnalisée liée à des obligations et des sanctions en cas de non respect de celles ci (suspension-dégressivité-suppression)

plus de controle pour le chomage , les arrets de travail, les allocations familliales et logement

stopper les fraudes à la sécurité sociale et la CAF.

OUI, toutes après remise à plat pour savoir qui touche combien de différentes origines, département, commune, CAF , associations.....

Apl allocation familiale prime de rentrée prime de Noël

Aide aux migrants et tous ceux qui touches des aides et qui n'ont jamais travaillé. Surveiller les arnaques aux aides sociales

Il semblerait qu'il faille surtout revoir le cumul de certaines aides: RSA + APL + Allocations familiales + droit à la banque alimentaire, au cinéma moins cher et au musée gratuit + droit aux HLM = une vie plus confortable que celle des smicards qui galèrent ou que les personnes de classe moyenne qui payent des impôts, un loyer normal, et tout le reste au plein tarif.

Les gens qui touche le smic comme une femme seul de un à trois enfants devrait être aidées par la cotisation

Les allocations familiales doivent être plus juste

Concernant la distribution des aides financières aux particuliers qu'il y ait une simplification. Je vois autour de moi des français qui dépensent une énergie folle pour obtenir la meilleure aide financière pour leur logement, pour la garde des enfants, pour les allocations familiales, pour l'allocation adulte handicapé, pour obtenir une aide de la mairie , du département, etc... et qui n'ont plus de temps pour tout simplement chercher un job. Afin de corriger cette anomalie il me semble que l'instauration d'une aide financière unique par individu avec un guichet unique auquel il pourrait s'adresser est un idéal vers lequel il faut se diriger immédiatement. Ce guichet unique simplifierait les démarches administratives des individus et percevrait mieux la situation financière de chacun. Cela diminuerait les frais administratifs; cela serait dissuasif pour les tricheurs qui courent plusieurs guichets et qui sont tentés de mentir pour obtenir des aides auxquelles il n'ont pas droit Il me semble, à entendre les commentaires de mes compatriotes, que les règles concernant les aides aux chômeurs peuvent inciter certains à ne pas reprendre de l'activité. c'est évidemment in point à approfondir

Chômage, aides

Etudier sérieusement comment établir le revenu universel.

Allocation chômage: renforcer les contrôles et prévoir des rendez vous mensuels obligatoires . Renforcer les mesures pour inciter les gens à travailler plutôt qu'à vivre des aides de l'état et des allocations chômages

ce ne sont peut être pas les conditions d'attributions qu'il faut revoir mais plutôt ce qui fait double emploi ou ce qui est trop complexe à obtenir

N'en bénéficiant pas je ne les connais pas mais je sais que beaucoup touchent des aides non justifiées. Augmenter les contrôles et contreparties de ces aides.

des regles plus contraignantes pour les chomeurs des allocations de rentrée scolaires sous forme de bons d'achats une chasse serieuse a la fraude sociale

Moins d'assistanat, encourager le travail! Renforcer les controles et abus dans le domaine de la sante.

Allocations chômage CMU-AME

il faut les conserver pour l'équilibre sociale, mais il faut des contre-parties comme des travaux d'intérêt général, de l'aide aux personnes âgées ...

Toutes.

Plus que revoir les conditions d'attribution, il faut une dégressivité dans le temps pour inciter à reprendre de l'autonomie.

Chômage, il doit être beaucoup plus court, retraite de patrons qui deviennent d'un coup salariés en fin de carrière...

Toutes...

Revoir toutes les aides qui sont un frein à la recherche d'un emploi. Inciter au retour à l'emploi et quitte à dépenser de l'argent autant en donner à ceux qui acceptent de reprendre un job. Pourquoi pas une éxonération des charges salariales pour ceux qui reprendraient un job. Combien de milliards pour financer de l'inactivité ? Quelle ineptie !

Je ne connais pas l'étendue des aides sociales

Il faudrait fiscaliser les aides comme ça à revenus égaux impôts égaux

Les aides aux immigrés, «irréguliers» en particulier : scandaleuses. CMU , AME, ASS, ASE, PMI, ADA (remplace l'ATA).. ETC... Et obligation pour chaque service de signaler les personnes bénéficiant de ces aides à un organisme centralisateur, dans toute la France. (je parle en connaissance de cause..(sécu, CAF et Assedic)

RSA , aides aux étrangers en situation irrégulière ,CME,

Supprimer la CAF et toutes ses aides, la politique familiale n'ayant plus beaucoup de sens de nos jours et étant trop attractives pour certains étrangers.

Je ne suis pas expert en la matière puisque je n'en bénéficie pas mais je pense que l'incitation au retour à l'emploi passe par une baisse progressive d'indemnités chômage

les indemnités chômage

les allocations familiales

Carence pour les immigrés avant de profiter des aides

Délai de carence pour les immigrés avant de profiter des aides

Améliorer les conditions d'attribution aux jeunes, célibataires , sans revenus fixes.

L'aide aux jeunes en recherche d'emploi.

Instaurer un plafond de revenus pour l'attribution des allocations familiales.

Bonjour si quelqu ' un touche une aide comme le R . S . A , il faut lui demander une contrepartie de type travail d ' intérêt général enlever les mégots de cigarettes dans la rue , aider les enfants

à traverser la rue , aller rendre visite aux personnes seules , aider les associations communautaires - restaurants du coeur , soupe populaire , petits frères des pauvres , maraudes , S . O . S suicides , S . P . A , etc .

Allocations familiales pour les hauts revenus Inciter les chômeurs de longue durée, après les avoir formés sur des métiers porteurs, au travail en diminuant progressivement leurs allocations chômages.

APL seulement pour les plus nécessiteux

Les allocations familiales peuvent être indexées sur les revenus.

Il faut supprimer toutes les aides sociales, je dis bien absolument toutes et installer un véritable filet de sécurité progressif, via l'impôt négatif. Tout revenus inférieur au SMIC se trouvant partiellement compensé jusqu'à un seuil correspondant + ou - au RSA pour ceux qui n'ont strictement aucun autre revenu. Sortir des «aides» sociales «charitables» qui sont un vrai poison pour ceux qui reçoivent l'aumône d'un État transformé en dame patronnesse. On ne demande que la justice fiscale (au sens large, incluant la redistribution des revenus face aux accidents de la vie).

- Supprimer les aides sociales aux personnes refusant de travailler : refus au bout du 3ème emploi proposé, manque d'assiduité dans la recherche d'un emploi (critères à définir : nombre de lettres de motivations envoyées, nombre d'entretiens d'embauche effectués, recherche de formation, entretiens à pôle emploi...) - Pour toutes prestations sociales mettre en place un délai de carence de 6 mois minimun pour tous les étrangers non européens acceptés comme migrants.

Pour toutes les aides sociales, il faut prendre en compte le patrimoine en plus des revenus. Cela éviterait certaines incongruités.

Pour les aides sociales, il faut prendre en compte le patrimoine en plus des revenus.

Le minimum retraite donné aux étrangers, ainsi que les soins médicaux. La CAF pour les revenues supérieur à 8000 euros par foyer fiscal.

- le logement sociale n'est pas un droit a vie il doit être accordé selon les ressources réelles du ménage - les aides sociales doivent être retiré pour tout manquement au droit commun (absentéisme scolaire, dégradation de bien publiques, insultes aux représentants de la force publique, dégradation des logements sociaux, nuisance, violence), les parents qui ont des enfants qui troublent l'ordre publique qui manquent l'école ou qui ne respectent pas la loi doivent être sanctionnés financièrement avec l'arrêt des aides sociales et expulsion des logements sociaux.

Allocations familiales APL avec plafond de ressources.S 'attaquer à certaines niches fiscales qui permettent à des contribuables très aisés d'échapper ainsi à l'impôt sur le revenu. Halte à la fraude fiscale des grandes entreprises et des particuliers.100 milliards à récupérer pour le budget de la Nation.

Regrouper et simplifier par un revenu universel de base pour tout individu, un socle de base + des compléments assortis de conditions d'attribution en fonction de la situation de la personne.

Les Allocation chômage doivent être plus encadrée (conditions d'obtention, durée et montant revus à la baisse). Supprimer toutes les aides sociales destinées aux étrangers.

Etre exigeant sur les indemnités de chômage. Plus généralement, éviter les effets de seuil mais intégrer les prestations et revenus de remplacement dans les revenus imposables.

Celles qui sont détournées par ceux qui ne contribuent pas ou n'ont pas contribué au bien de tous.

1- Subvention syndicales (Mettre fin au financement public des syndicats en ligne avec le rapport Perruchot) 2-Subvention de la presse (Inefficace suite au rapport de la cours des comptes) - Si un journal n'est pas rentable c'est qu'il n'a pas lieu d'exister puisqu'il n'a pas de lecteurs 3- Allocation familiale à plafonner à 4 enfants 4- Les aides sociales ne doivent être possibles qu'après 18 mois de travail dans le pays pour les immigrants. 5- Chômages

Il faut surtout vérifier les fraudes aux allocations, donc s'assurer que les aides sont versées à des personnes qui en ont vraiment besoin. Il y a beaucoup trop de gens qui vivent en couple «mine de rien» et s'arrangent pour toucher des aides comme s'ils étaient célibataires et sans revenus. L'autre souci est: tous les gens qui ne veulent pas travailler plus car cela leur ferait perdre de nombreuses allocations, les bourses pour leurs enfants, les aides pour la cantine, les chambres au Crous...donc beaucoup s'arrangent pour ne pas franchir certains seuils de revenus après avoir fait le calcul et refusent des pleins-temps. Donc certains citoyens travaillent d'arrache-pied, payent tant et plus d'impôts et de taxes pour financer la vie de citoyens peu solidaires. Si certains ont de réelles raisons de ne pas travailler pour élever des enfants en bas âge par exemple ou s'occuper de proches malades ou dépendants, pourquoi certains en pleine forme sans obligations particulières et dont les enfants sont scolarisés toute la journée, travaillent-ils à mi-temps en bénéficiant de multiples allocations? Pourquoi ceux qui travaillent sans relâche doivent-ils contribuer à financer la vie d'autres citoyens qui ne veulent pas travailler à la hauteur de leurs possibilités?

CMU , RSA favoriser les gens qui travaillent en les aidant lorsqu'ils ne trouve que des petits métiers peu rémunérés .

Chômage, CMU, APL

baisse aide au chomage; baisse RSA afin de booster recherche d emploi

allocations familiales ; le bénéficiaire du RSA devrait devrait donner 3 demi-journées a des travaux d intérêt général; revoir l'AME

allocations familiales limitées à 3 enfants; revoir AME;

enlever alloc familial , a ceux qui ont un très bon revenus , plafonner les indemnités chomage à maxi 2500 euros par moi !!

1/la retraite: supprimer les régimes spéciaux, augmenter l'âge de la retraite et instituer un système complémentaire au régime de répartition qui est un modèle à bout de souffle du fait de la baisse inéluctable du ratio actifs/retraités 2/ sortir d'un chômage endémique, en améliorant la mobilité (formations, aides d'entreprises, diminution des durées d'allocations, accompagnements...). 3/ dépenses de santé: plus de transparence sur la façon dont l'argent est dépensé. Il faut responsabiliser les patients (dresser des bilans annuels pour les informer de ce qu'ils dépensent en proportion de ce qu'ils cotisent) et le corps médical (améliorer la gestion des hôpitaux, les organisations de travail, faire des économies d'échelle, parcours d'incitation pour combattre les déserts médicaux).

Indemnisation chômage

Réponse difficile qui mérite une analyse précise des prestations : logement, santé.....

Les allocations familiales pour les très hauts revenus

pas d'avis

les allocations familiales

allocations familiales

l' ensemble des aides sociales doivent être concernées et ils doivent être mieux ciblée. Certaines devraient être moins généreuses. Une personne non Européenne qui n a pas cotisé dans un pays de l' UE ne peut pas prétendre a des aides.

L'assurance chômage, le RSA, les allocations sociales

Revoir et diminuer certaines Allocations Familiales (tout en maintenant le principe d'universalité). Supprimer les allocations

familiales accordées pour les enfants lorsque ceux-ci ont commis des infractions, ne vont plus à l'école...

Les citoyens raisonnables et droits. diminution des aides en cas de délinquance ou trafic en tout genre

Allocations familiales (en conservant le principe d'universalité pour les enfants) Aides au logement

toute

Les APL. Aujourd'hui certains propriétaires fixent les loyers en fonction des APL que peuvent toucher les futurs locataires

APL : certains propriétaires fixent les loyers en fonction des APL possibles

celles attribuées aux gens qui ne travaillent pas et ne font aucun effort pour sortir de ce systéme.

Les allocations familiales. Elles devraient être versées en fonction des revenus, pour en verser à moins de familles mais plus longtemps. A 20 ans, les enfants sont bien souvent toujours à la charge de leurs parents et les frais sont plus élevés.

ne plus verser d'argent aux immigrés, lorsqu'ils le sauront ils ne viendront plus chez nous.

TOUTES il faudrait une allocation unique en dehors des allocations chomage et retraite et qui devrait etre plafonnée De même les allocations chomage devraient être plus surveillées et réservées aux personnes en recherche d'emploi

Aide aux étrangers

l'allocation chomage doit VRAIMENT etre assortie d'une obligation de recherche d'emploi et d'accepter les postes proposés pour les autres allocations qqs heures de travaux d'intérêt général suppression de la CMU toutes les consultation doivent faire l'objet d'un règlement - même 1 euro symbolique revoir les conditions d'attribution de HLM

Le RSA car il est perçu malheureusement comme un modèle économique. Ou alors changement de paradigme et on parle alors de revenu universel ce qui serait plus juste.

Ajuster les niches fiscales à la capacité contributive des ménages.

il faut surtout faire la chasse aux fraudeurs

c'est toute la société qui est «grippée» : il ne faut pas augmenter les aides, il faut favoriser l'accès au travail. Et dès le collège, faire comprendre aux jeunes qu'il y a 80% d'entre eux qui ne sont justes pas faits pour les études supérieures. Que la France a besoin d'ouvriers très qualifiés pour des industries de pointe (où sont les usines de panneaux photovoltaïques? les centrales de gestion des déchets hyper performantes ? ...) Que remplir des aphis de sociologies, ça mène juste au chômage ?

Être très vigilant sur les attributions pour éviter la fraude fiscale

Les minimums sociaux sans contrepartie.

1] Eviter le tourisme medical centré sur l'aide medical d'état. Un drogué tchèque en fin de vie a droit au traitement couteux pour l'hépatite B, alors qu'un assuré français se le verra refuser car pas suffisamment malade . Reconsidérer les conditions de l'AME 2]Mieux contrôler les titulaires de la carte vitale pour éviter le tourisme medical en provenance de l' Afrique 3] Trouver un moyen pour contrecarrer la polygamie financée par l'état au travers des allocations familiales attribuées a des femmes declarées seules avec enfant mais vivant sous un meme toit avec un polygame .

Le respect des règles du pays, on est trop laxistes. Un fraudeur (métro, fiscalité, école, aides sociales, etc...) doit comprendre que ce n'est pas son intérêt.

Difficile d'en distinguer une, il y en a beaucoup... En revanche, il est clairement obligatoire de passer plus de temps sur l'obtention et sur le contrôle. Il y a trop d'abus. Souvent l'obtention passe juste par un dossier administratif... quand c'est trop simple pour obtenir, il y a un risque de fraude.

Allocations familiales sous condition de ressources.Pas d'augmentation à partir de trois enfants.

instaurer des plafonds de revenus pour bénéficier des allocations familiales

supprimer l'AME, supprimer le droit du sol

Indemnités chômage à réduire tant qu'il existe des postes non pourvus. Allocations rentrée scolaire à donner sous forme de fournitures, pas d'argent.

allocation familiale l'assurance chômage régimes spéciaux de retraite

la totalité des dépenses pour les immigrés devrait être investie dans leurs pays afin de les former sur leur territoire en vue d'une autonomie dans leurs pays

- La CMU est la plus injuste des aides sociales. Les bénéficiaires sont mieux soignés que les contribuables sur des actes onéreux (soins dentaires, optiques). - Les sommes versées à l'occasion de la rentrée scolaire et de Noël : ces sommes ne devraient pouvoir être utilisées que pour les enfants. De plus, la somme me paraît élevée pour les élèves de primaire pour lesquels seuls le cartable et les stylos sont à fournir à la rentrée. - Les allocations familiales devraient être plafonnées à 3 ou 4 enfants.

Toutes les aides sociales doivent être supprimées à l'exception de celles versées en raison de handicap et/ou de dépendance dûment vérifiées.

Toutes et elle devraient être intégrées dans le calcul de l impôt sur le revenu selon le système du taux effectif. On en tient compte pour connaître le% du taux de taxation mais ne sont pas taxées directement. Exemple exagéré juSte pou comprendre. Une personne gagne 30 000 et a 10 000 de caf. On a 30 000 euros taxes à 10% . Actuellement serait donc taxée sur 30 000 à 10% Système proposé on ajoute les 10 000 de CAF on a 40 000 qui devraient être taxes à 30%. La personne serait taxée sur 30 000 à 40%

RSA, allocations chômage , indemnités journalières sur arrêts maladie fictifs

Exiger une participation à des travaux d'intérêt général pour les bénéficiaires du RSA suppression de l'allocation chômage si refus de 3 offres successives d'emploi

Allocations familiales à partir du premier enfant . Plus d'allocations familiales à partir d'un certain nombre d'enfants. Le tout compte tenu des revenus. Si revenus (très) élevés, pas d'allocations. IDEM pour les autres allocations.

RSA, allocations chômage, CMU pour les étrangers, allocations logement notamment

Aucune

fusion de toutes les aides (RSA / APL / allocation famille / chômage...) et définir des règles simples d'attribution tenant compte : - des revenus - du quotient familial - de situation de santé (handicap, maladie...) - des droits chômage acquis En échange les allocataires devront réaliser des activités d'intérêt général (dans des secteurs non rentables afin de ne pas concurrencer l'activité privée) : activités extra scolaires, système de santé public, environnement... Avec un notion de bonus/malus en fonction de l'investissement personnel (formation réussie, évaluation des réalisations dans le cadre des missions d'intérêt général).

sans doute

Je ne sais pas

Allocation chômage et rsa

L'aide aux migrants , l'allocation chômage doit être dégressive.

Les primes de impôts données aux gens qui ont un reste a vivre supérieur au reste a vivre de ceux qui ne ont pas le droit aux aides

assurance chômage, allocations familiales

Je pense que les allocations familiales versées sans condition de revenus et qui sont parfois de l'ordre de 40€ pour le 2 ème enfant n'ont pas beaucoup de sens pour des foyers aisés. Il faudrait les arrêter.

Si les APL baissent il faut que les loyers baissent obligatoirement avec. Les loyers sont trop élevés et ce n'est pas avec nos impôts qu'ils doivent être financés.

préférence absolue aux personnes en dessous du seuil de pauvreté attribution aux revenus <1300euros par part fiscale et <1500euros par part pour un retraité

1) Les allocations familiales et autres aides versées à des familles riches.

Allocations familiales : arrêt des aides apres 2 enfants

Toutes et en réduire le nombre

Toutes sauf l'aide aux personnes malades

Toutes

Rsa

Versements des pensions de retraites aux personnes habitant hors de France, dès lors qu'ils n'ont pas prouver qu'ils sont encore en vie.

aide au logement, sachant que bcp de jeunes en profitent alors que leurs parents ont des moyens financiers significatifs

les allocations familiales versées de 1 à 3 enfants. Cibler les plus fragiles. Les remboursements de médicaments et de soins ayant prouvé leur efficacité. Dégressivité des indemnités de chômage dés le 6è mois

Le chômage, il y a des failles dans le système, qui font que certains peuvent toucher le chômage en ayant travaillé seulement quelques mois... et qui en jouent

Sans revoir les conditions d'attribution des diverses aides sociales celles-ci devraient être regroupées au sein d'un organisme chargé de leur gestion.

Rupture conventionnelle, vous abusez... (définitivement ?) certains abusent ... Que le smic ne siot pas une rémunération équitable pour les gens qui travaillent, je peux l'entendre. Qu'il y ait dans ce pays des gens inemployables sans formation je peux l'entendre aussi. Qu'il y ait des jeunes trop formés qui ne trouve pas un premier job facilement, je le vois tous les jours, qui enchaîne les CDD ou qui sont exploités, je le vois également mais il l'accepte pour entrer dans la vie active. Pour les plus motivés d'entre eux. Mais Il y a aussi des gens employables qui ne travaillent pas. C'est une certitude, ce n'est probablement politiquement pas correct de le dire mais le système social est définitivement dans certains cas trop généreux. Je recrute depuis 17 ans dans un univers social professionnel plutôt très abouti (en général des bacs+5) et nos clients s'adressent à nous pour les accompagner dans le recrutement des collaborateurs qui ont en moyenne entre 5 ans et 15 ans d'expérience. Sur ces postes, dans le tertiaire et dans les métiers qui nous occupent (Com, marketing, Digital et IT), nous pouvons dire sans polémique je pense que nous sommes au plein emploi. Mais toutes les semaines, je croise des cadres qui ont « négocié leur départ » dans le cadre d'une rupture conventionnelle et qui touchent donc des indemnités de chômage. Quand je leur demande, pourquoi ne pas d'abord chercher un job pour démissionner du poste qui les qu'ils occupent, ils me répondent : j'avais besoin de faire un break (à 35 ans !), c'est plus facile comme ça j'ai du temps pour chercher du boulot, j'avais envie de prendre un peu de temps pour gérer mes enfants ou pire, je viens de passer un an à rénover ma maison. On ne parle pas d'indemnités de 1500 € net (mais de 3000 à 6000 € HT net). Et de m'expliquer qu'après tout ; , ils ont cotisé pendant leur période d'activité professionnelle.... Comme toutes les situations, il y a bien évidemment des cas différents. ... mais la rupture conventionnelle que j'avais accueillie à son époque comme étant une bonne mesure me laisse sans voix ce jour. Notre système social se doit être un système de solidarité nationale. Et il semble aux yeux de certains être devenu une assurance particulière....

Allocation logement

Aucune

Diminuer voire supprimer certaines aides (CMU, allocation de pré-rentrée scolaire, allocation familiales après le 3ème enfant, prime de Noël, aide au immigrés illégaux) suppression des allocations chomages après 2 refus et après six mois de chômage.

Les allocations familiales. On fait des enfants quand on sait qu'on a les moyens de les élever. On ne fait pas d'enfants quand on compte sur l'Etat pour avoir de l'argent.

Supression des prestations sociales aux personnes de moins de cinquante cinq ans n'ayant plus travaillés depuis trente mois à partir du moment ou des emplois leur avaient été proposés. Hors prestation de chômage normale, attribution des prestations sociales sous réserve de participation à des activités solidaires.

handicap à améliorer

toutes en réhaussant les plafonds

Aide au logement qui contribue à l augmentation des loyers et des prix de l immobilier Regrouper toutes les aides

- Plafonnement des allocations chômage. Régionalisation et sectorisation des droits en termes d'allocations. Il n'est pas logique qu'une personne qui a une compétence recherchée dans sa région et/ou qui habite dans une région dynamique, bénéficie des mêmes droits qu'une personne qui habite dans une région sinistrée ou qui possède des compétences dont on sait qu'elles vont nécessiter un accompagnement en termes de formation pour envisager un retour à l'emploi. - Créer un forfait santé. Tout le monde devrait payer au minimum 5 € sur une consultation chez le médecin, l'achat de médicaments, consultation aux urgences, appel au SAMU... Pour accompagner les plus défavorisés, mise en place de dispositifs d'accompagnement sur demande.

aides au personnes qui n'ont jamais cotise

L aide de CAF devrait être fournie dès le premier enfant et augmenter jusqu au troisieme. Au dela l aide devrait etre plafonnée. Les parents choisissent d'avoir des familles nombreuses.

Toutes les aides pour lesquelles les vérifications d'identité ne sont pas faites sérieusement, toutes les aides versées sur des comptes bancaires hors de l'Europe et de la Suisse, dans des pays qui ne pratiquent pas l'échange de données.

Aucune

allocations familiales (elles devraient etre plafonnée, avoir des enfants est un chois, il faut pouvoir les assumer seuls, sans compter sur les aides de l Etat)

Toutes

Tenir compte du patrimoine et des revenus dans l attribution d aides.fiscaliser les aides sociales

Oui il faut les revoir et on parle de police fiscal pourquoi ne pas contrôler ces aides distribuées à tors et à travers qui qui coutent beaucoup d'argent à la collecticité. Il faut contrôler : les arrêts maladie, le chômage, les immigrés etc Les salariés n'ont pas compris que c'est ce détournement social qui pèse sur les charges salariales et donc leur pouvoir d'achat

toutes doivent être repensées, en partant de zéro, et plus en empilant des dispositifs incompréhensibles ou inconnues de la plupart des gens

L'aide au logement: On dépense beaucoup d'argent pour un résultat très médiocre . Revoir tout le système . Cesser d'aider les familles mono-parentales sur le seul critère de la composition du foyer mais bien sûr garder l'aide pour celles qui sont en difficulté financière. Plus généralement aider les foyers uniquement sur les critères de ressource . par ex pourquoi les indemnités journalières en arrêts maladies liées à une ALD30 et celles liées à un accident de travail sont exonérées d'impôts quelque soient leur montant ? Faire du RSA un véritable outil de réinsertion sociale centré sur la reprise d'activité (formation , recherche d'emploi , soins de santé si nécessaire etc ..)

les allocations familiales doivent être dégressives et nulles après 3 enfants pour un même père. durant toute sa vie.

Toutes les contributions doivent être revissées et revues. On ne peut pas donner ce qu'on n'a pas. Donc, il faut repenser tout le système à la baisse. Y'en a marre de faire payer toujours les mêmes (80% des actifs qui travaillent) sans que ceux-ci ne bénéficient de 50% de leur contribution. 1. il faut annuler toutes les aides aux personnes non citoyennes de la France. 2. Il faut plafonner le montant total des aides à 80% d'un smic mensuel si le foyer ne travaille pas et à 50% d'un sic si le foyer travaille. Ce plafonnement est le seul moyen pou redonner plus d'intérêt au travail qu'à attendre les aides sociales.

Les allocations chômages devraient être conditionnés à une véritable recherche d'emploi et supprimées après plusieurs refus. En contre parti, le demandeur d'emploi doit être accompagné pour ne pas perdre d'argent lorsqu'il retrouve du travail (aide à la mobilité, formation, accompagnement du conjoint...)

Intégrer les aides sociales au revenu du foyer fiscal

Toutes : vérifier les conditions réelles d'obtention.

Toutes sont concernées, il faut les simplifier, les harmoniser voire les regrouper

les aides sociales doivent être conditionnées a la bonne réalisation de la mission en contrepartie. exemple : suppression des allocations familiales et placement des jeunes délinquants.

Trop de cumul dans ce maquis d'aides sociales (logement, RSA, Cafal, mère isolée...) provenant de différents organismes Il faudrait regrouper et plafonner ces aides, à partir d'une seule déclaration (vérifier) et d'un seul organisme pour créer une seule et unique aide comme un revenu global minimum mais avec des contrôles pour éviter les abus ou ceux qui refusent des formations ou du travail Plafonner le montant de la Cafal à maxi 3 enfants. La plupart des familles nombreuses, se trouvent dans les populations fragiles, mal intégrées, souvent incapable de suivre l'éducation et le suivi scolaire de leurs enfants. La motivation des aides financières ne peut plus être un moteur de la natalité. Attention au prochain déséquilibre démographique et culturel, aux gettos ou quartiers difficiles qui sont en train de gonfler. Nous sommes en train de dérouler le tapis rouge des partis populistes et d'extrême droite....L'intégration des 2é voir 3é générations est dans l'impasse

Supprimer les Allocations familiales des hauts revenus supérieurs à 10000€ par ménage.

les ménages à revenu supérieur à 10000€ n'ont pas besoin d'allocation familiale

Pourquoi ne pas donner un délai d atttribution des aides sociales aux étrangers ? 5 ans sans délit

non

Renforcer contrôles: Utilisation carte vitale & attribution CMU Arrêt de travail de complaisance Avantages des élus (sénateurs ...)

TOUTES. Elles doivent être globalisées Elles doivent être attribuées selon des critères precis (travail résidence en France pas fiché S ou autre) et saluer le mérite. Elles doivent être utilisees uniquement à ce pour quoi elle ont été créées. Aides de rentrées utilisables pour l achat du cartable ..... et pas détournées de leur objet initiale Elles doivent être retirée ps progressivement aux personnes qui font l effort de travailler voire les encourager RSA +salaire sans réduction tant que ce dernier n est pas à un niveau acceptable

Ne pas accumuler les aides sociales pour les personnes qui ont des salaires élevés et n'en ont pas réellement besoin.

CAF, plafonner les aides en fonction des revenus Assurance chômage : demander une contre partie a ceux qui bénéficient de cette aide, la solidarité doit s'exercer dans les 2 sens

Voir ci-dessus.

Fusionner les aides d'assistance sociale (RSA, APL, Allocations familiales, Bourses étudiants) en un revenu de base accessible à tous à la majorité et décroissant avec le revenu du travail (type prime pour l'emploi), afin d'assurer à tous un niveau de vie décent et valoriser des activités socialement bénéfiques et non rémunérées sur le marché (bénévolat, aidant familial des personnes agées, parents qui s'arrêtent de travailler pour élever leurs enfants) Avec des aides supplémentaires pour certaines situations comme les enfants, l'handicape, les premiers temps au chômage, la maladie...

les personnes qui n'on jamais travailler, les chomeurs profesionnel, les migrans, les poligames

Celles qui sont trop compliquées ou qui voient une fraude importante car plus difficiles à contrôler (ou qui sont mal contrôlées)

?

Mieux contrôler l'attribution et l'usage des aides sociales

Etre plus strict pour certain bénéficiaire des allocations chômage

Aucune idée

1/ allocations familiales attribuées qu'aux familles ayant un comportement citoyen 2/ allocation chômage dégressive pour inciter les chômeurs à rechercher rapidement 3/ suppression des soins gratuits aux étrangers 4/ au delà de 3 enfants, plafonnement des aides «familiales»

L'aide au logement (maintien pour les jeunes travailleurs mais plus de contrôles pour éviter par exemple des fraudes), les bourses étudiantes (d'abord donner au jeunes étudiants français méritants, avant de distribuer aux jeunes étudiants étrangers venus obtenir un diplôme en France puis qui repartent dans leur pays par la suite).

toute

allocations familiales, et (même si ce n'est pas de l'aide sociale) : tout le monde n'a pas sa place en études supérieures => arrêter les financement de ceux qui n'ont pas le niveau (SELECTION et orientation vers filières courtes)

il faut instituer une durée minimum de cotisations avant de pouvoir toucher des prestations, il est anormal que des gens qui arrivent en France puissent toucher des aides alors que des français qui ont cotisé pendant des années soient dans la rue. il faut plafonner les allocations familiales à 3 enfants, au delà c'est un choix personnel et la collectivité n'a pas à supporter ce choix

Toutes

- Réduire les abus: Les travailleurs ne devraient pas avoir intérêt à préférer les CDD aux CDI parce qu'avec les primes de chômage puis de retour à l'emploi, ils gagnent plus que leurs collègues en CDD. - Allocations familiales attribuées au dessous d'un certain revenu et pas à tous systématiquement.

La durée d'indemnisation doit être modulable selon la situation du chômeur. L'age et la situation géographique du demandeur doit être prise en compte . Le chômeur qui retrouve du travail doit obligatoirement gagner en pouvoir d'achat sur sa situation de demandeur.

pourquoi au 1er janvier les aides à l'embauche ont'elles été supprimées (CUE CIE etc...)

- Faire réaliser des travaux d'intérêt général aux chômeurs touchant des indemnités lorsqu'il sont en recherche d'emploi car fiancés par la communauté - Suppression des allocations familiales en cas de condamnation - Instaurer un système de protection social commun à tous les Français, publique ou privé

retraite des fonctionnaires et assimilés edf et sncf

les demandeurs d'emploi de trop longue durée

Aides au logement, CMU,

RAS

aucune

CMU RAS (COMMENT SE FAIT -IL QUE CERTAINES PERSONNES BENEFICIANT DE CES AIDES ,SANS IMPÔT AIENT UN TRAIN DE VIE SUPÉRIEUR A UN SALARIE AYANT LE SMIC)

Rendre public les salaires des ministres, députes, sénateurs et hauts fonctionnaires. Plus de informations et transparence sur les projets de lois Elargir le role du maire

Les déclarations de revenus doivent venir de l'administration fiscale et ne pas être déclaratives , faire des contrôles via des croisements de fichiers (sécurité sociale) pour vérifier la situation familiale

Non ce n'est pas aux pauvres de supporter l'effort de redistribution; il faut le revenu minimum d'existence

Toute attribution d'aide devrait être compensée par un effort de la personne aidée (travail d'intérêt collectif / formation ....) On assiste trop les gens !!!!

Il faut avant tout permettre un meilleur contrôle et que les services de la fonction puplic partagent enfin leurs données pour limiter les abus assez fréquents malheureusement Allocations familiales / revenus

une famille gagnant plus de 5000€ par mois par exemple ne doit absolument pas toucher d'allocation familiale

limiter le plafond d' attributions pour les allocations familiales pour un salaire supérieur par exemple 4000€

Plafonner les aides familiales (allocations, logement) au nombre de 4 enfants pour limiter la surpopulation

Les minima sociaux type RSA. En général toute aide donnée à des gens en capacités de travailler. Par contre ne pas toucher au minimum vieillesse, allocation handicapé

Les aides sociales ne doivent être distribuées qu'aux Français qui vivent en France et travaillent . il est incroyable que n'importe qui arrivant en France d'un pays étranger et n'ayant jamais cotisé à quoi que ce soit bénéficie de tas d'aide. j'ai des exemples concrets et réels que j'ai vu de mes yeux de gens qui gagnent plus que moi en arrivant d'un pays étranger et en ayant jamais cotisé, ne travaillant pas et bénéficiant de tout notre système social. c'est insupportable. À ce titre la CMU doit être supprimée. Toutes ces aides sont un veritable appelle d air à la pauvreté.

-

L'indemnisation du chômage doit être davantage plafonnée mais les chômeurs davantage accompagnés en étant très à l'écoute. Revoir peut-être aussi le statut des intermittents pour ceux qui ont des revenus conséquents, même irréguliers. Dans ce domaine, il pourrait y avoir une fond de solidarité abondé par les très gros revenus. Je suis contre un revenu universel, notamment pour les jeunes mais pour le service civique universel, plus éducatif.

allocs rentree scolaire à verser à une centrale d'achat de l'etat ou groupe scolaire (qu'elle ne parte pas chez auchan, carrefour,...) RSA et smic, certaine personnes gagne plus en RSA + boulot au black que de travailler au smic légalement Limiter les allocs à 2 ou 3 enfants, cette allocs ne devrait pas etre fait pour que certaines familles se servent de leurs enfants pour vivre financierement

Certains groupes ont étudié la question mais réunir toutes les aides en une seule de type 'revenu universel', commençant à la majorité, ne semble pas inapproprié.

Allocation familiales en fonction des revenus. RSA : obliger à participer à la vie associative locale. Conditionner les aides à l'occupation d'un emploi sur une durée suffisamment conséquente, pour que les gens retournent au travail. Renforcer les contrôles sur les personnes qui se déclarent au chômage : j'ai travaillé en agence d'intérim et j'ai trop souvent vu des salariés ne pas se présenter en mission car le chômage les rémunère mieux ou pour un travail non déclaré.

L'allocation chômage - Aides au logement - CAF

CAF - Allocation chomage et logement

Toutes et notamment les allocations familiales qui ne doivent plus comporter ce step à partir du troisième enfant (cf. ci-avant)

prestations familiales: exiger les respect de règles de savoir être citoyens: présence des enfants à l'école, pas de délinquance...

Viser a reduire les aides sur ong, sur associations diverses et sur l'acceuil des migrants

si quelqu'un ne travaille pas, qu'il ne mange pas.... mais ne pas oublier ceux qui ont besoin de notre soutien. Ne pas nourrir les sangsues...

Les allocation de chômage doivent être dégressives et inciter davantage qu'aujourd'hui les personnes à reprendre un emploi. En ce sens il faut prendre exemple sur des pays voisins qui pratiquent une politique davantage incitative. cependant, il faut que le différentiel en terme de rémunération soit plus important entre une personne qui travaille et une personne qui perçoit des indemnités chomage.

la priorité serait de ne pas dépasser une certaine limite (smic ?) afin de ne pas pénaliser ceux qui travaillent et qui ne bénéficient d'aucunes aides même avec des petits salaires.

Ce n'est pas le sujet.

Les allocations familiales. Limiter à 3 enfants le montant des aides et revoir les conditions d'attribution

Examen poussé conditions du RSA , bénévolat compensateur non exclus systématiquement

Hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

Sans objet dans l'immédiat (cf propositions)

hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

Il est anormal qu'un citoyen n'ayant aucune activité puisse gagner davantage qu'un travailleur, sans fournir aucune contrepartie à la collectivité. Abus sur certaines aides (parents séparés qui continuent à vivre ensemble, prime de rentrée scolaire détournée de sa fonction première qui est d'aider à la scolarité de l'enfant...)

Simplifier Par exemple allocations familiales attribuées par enfant et ensuite on multiplie par le nombre d'enfants, indépendamment du revenu. La forte augmentation à partir du troisième

enfant date d'un autre temps où on voulait à tout prix augmenter la démographie. Ce n'est plus l'objectif aujourd'hui : on est largement en surpopulation au niveau mondial

Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

Le 4ième âge (la grande dépendance)

Les handicapés, les retraités au dessous de 1000 € par mois

santé (EHPAD, hôpitaux), petite enfance (creche) et justice - Cf texte en bas de page

sans abris

la prevention des maladies, addictions etc....prévenir c'est guerir, une personne mieux informée et prevenue des risques coutera moins cher pour la securité sociale, laquelle doit jouer son role de protection par une meilleure prevention partout (ecoles, hôpitaux, travail, espaces publics...)

La retraite des travailleurs

Sécurité sociale et aides au logement.

Santé, éducation.

LA FAMILLE,LES PERSONNES AGEES ET L'HANDICAP

la protection sociale est beaucoup trop élevée

4ème age

Le maintien des personnes âgées à leur domicile et le grand age. Dans le domaine de la santé faire en sorte qu'on puisse se faire soigner d'une manière acceptable sur tout notre territoire.

La priorité accès à la santé pour tous. Accès soins yeux et dents . Aide aux accompagnants maladie graves.

Santé et transports.

Santé

Santé

Toutes la société est vmt fragilisée à cause d une mauvaise gestion.

Revenu universel

Santé, accés aux soins.

Préparer la retraite des actifs actuels !

Les APL, allocations familiales pour les parents seuls élevant des enfants Les bourses d'études

les vrais accidents professionnels

Aide sociale à l'enfance : il est scandaleux que selon que l'on habite dans tel ou tel département, les conditions ne soient pas les mêmes Psychiatrie : on se prépare des désastres en s'occupant si mal des gens malades psychologiquement (qui peuvent devenir dangereux)

Les retraités qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, les sans-abris qui dorment dans la rue, les mendiants installés aux feux rouges. Les sans-abris allongés sur les trottoirs sont une honte pour un pays comme la France. Il faudrait peut être un ministère dédié à ce seul problème.

la dépendance

Il faut se préoccuper des plus faibles et en priorité les loger ce qui est en principe le rôle des Offices HLM. La gouvernance de ces organismes doit être réformée pour attribuer les logements à ceux qui en ont le plus besoin. L'efficacité des associations caritatives est également en cause et les subventions doivent être attribuée en fonde leur résultats (mise en place d'indicateurs)

Tous les gens «à la rue». A notre époque on ne devrait plus connaître cela en s'occupant de façon prioritaire à cette population en la réinsérant dans la vie sociale dont doit bénéficier n'importe quel citoyen.

famille, logement.

SANTE,EDUCATION,

la santé.

Politique en matière de maisons de retraite

Prise en charge des personnes dépendantes et handicapées.

Hébergement des personnes âgées en EPHAD. Soins hospitaliers: renforcer le nombre de personnel et leur assurer de meilleures conditions de travail. Lutter contre la désertification médicale des campagnes.

dans les campagnes les gens isolés et trop souvent ignorés

Santé et vieillesse

Je n'ai pas de réponse à apporter.

aide à l'enfance défavorisée

éducation

Proposer des aides pour financer sur quelques mois des frais engendrés par un déménagement d'un chômeur loin de chez lui pour trouver un travail.

le remboursement des frais dentaires, optique et prothèses auditives.

SANTE : - dentaire et optique : aller plus loin que les dernières mesures adoptées ; - une unique sécurité sociale pour tous : plus de SS pour les agriculteurs, pour les indépendants, etc... la même pour tous !

la santée

aucun

Aucun. Il y en a déjà suffisamment.

Retraites et dépendance

santé et habitat

la sante

La Sécurité sociale , système qui dans son temps était déficitaire mais social comme son nom l'indique, aujourd'hui la Sécurité sociale ne sert qu'aux CMU, pour les autre Mutuelle et sur Mutuelle obligatoire

aucun nous sommes déjà au-delà du supportable

aucune, nous avons déjà une excellente protection sociale qui nous coute chère et surement au-dessus de nos moyens

aide à la grande pauvreté

- RENFORCEE OU.... conservée !! la sécurité sociale, les retraites, ce qui touche directement l'enfance

En faveur des personnes handicapées moteur ou mentaux qui ont beaucoup de mal à trouver des structures adaptées pour leur vie scolaire puis des difficultés pour trouver un emploi

Egalité des chances pour l'éducation et l'insertion des jeunes

santé et retraite

tout ce qui touche aux domaines médicaux

La dépendance

Dépendance mais sans augmenter les dépenses sociales qui sont trop élevées

l'aide aux personnes agées

Les personnes âgées : tarifs des EHPAD excessifs, des établissements privés qui tirent les tarifs vers le haut. Une régulation est nécessaire.

Aucun, la France est déjà le pays le plus protecteur au monde

Elle est déjà très importante

Notre protection sociale doit être renforcée pour une meilleure prise en charge pour les frais dentaire, frais optique, frais de

chirurgie esthétique obligatoire . Et aussi sur des indemnités journalières plus élevés en cas de réel maladie ou hospitalisation. Supprimer les 3 jours de carences en cas d'arrêt maladie.

Santé ,

Aucun, nous sommes déjà bien assez protégés... L'heure est aux économies et à la chasse aux abus.

Aucun, nous avons déjà une des meilleures au monde.

Aucuns. nous avons un des systèmes les plus protecteurs dans le monde.

Les indépendants : je suis payée par de grandes entreprises qui n'ont que faire des charges que je dois payer par la suite. Or, je ne paie pas de bon coeur ces taxes car j'ai l'impression que cela ne m'ouvre aucun droit. Le simulateur de retraite pour les auto entrepreneurs m'indique que si je gagne 15 000 par an, je toucherai 300 par mois. C'est tout simplement ridicule. Alors c'est sûr qu'on ressent une grosse injustice par rapport aux fonctionnaires et salariés; A quand le 1 euro cotisé identique pour tout le monde ? Idem votre proposition sur l'assurance chômage était vraiment peu séduisante. Je pense que nous méritons un traitement beaucoup plus égalitaire. Ne nous oubliez pas...

Sur les populations en dessous du seuil de pauvreté, les minima sociaux.

Gardons notre système de santé qui est très bon. Renforçons la protection sociale sur le logement et les transports.

Handicap (contrôlé), accueil des aînés.

Les services de santé, l'éducation, la réinsertion dans le monde du travail (le pôle emploi n'est pas efficace, beaucoup trop de secteurs publique pourraient être fusionner pour partager les même données, fonctionner ensemble, tout gérer avec un seul compte SIMPLE sur internet par exemple)

Aucun, elle est déjà une des plus généreuse au monde

la santé et retraite

La santé

La protection sociale doit être avant tout renforcée pour travailleurs français

aide au travailleurs a bas revenus et parents isolés

L'aide au logement et à l'amélioration de l'habitat.

nos anciens ne peuvent plus payer leurs maisons de retraite ils sont moins bien respectes que les etrangers

aide aux handicapés les enfants et leur accès a l'école , l'aide aux anciens qui on bien mérité leur repos et de quoi vivre. CE N'EST PAS NORMAL que les restos du cœur existent encore. Le gouvernement a failli.

Le logement, l'enfance

Le logement et la santé. Un programme de construction d'habitat social est plus que nécessaire avec des loyers vraiment «modérés». Un 2 pièces en habitat social à la Duchère (Lyon) coûte 600 euros, pour un couple de retraités touchant 750 euros chacun, c'est mission impossible... Le tiers-payant devrait être imposé aux médecins

Retraites

Sur les plus démunis. Il et intolérable au XXI ème siècle de voir des gens dans la rue ou qui finissent le mois le 10. La société est de consommation, on ne peut leur reprocher de vouloir en profiter. Mais se loger aujourd'hui est aussi devenu trop cher.

Handicap et dépendance, donner un statuts aux aidants familiaux force vive indispensable pour le maintient à domicile des handicapés. Ce statuts doit tenir compte de la situation professionnel de l'aidant (retraité, salarié) Construire des maisons du répit afin de permettre aux aidants de prendre du repos. Revaloriser les professions des soignants (tes) et auxiliaires de vie.

Chirurgie et longues maladies, dentaire, dépendance et maintien à domicile, enfance et maltraitance.

solidarité envers un «coup dur» : problème de santé, chômage du personne handicapée ...

participation de l'état sur les mutuelles pour les retraités et les chômeurs

la santé

Aucun, elle est déjà trop importante comme la dette de la France.

famille

Enfants

Aucun. La protection sociale française est l'une des plus fortes du monde.

Meilleur remboursement des soins dentaires

L'éducation, la formation et la santé

Meilleur remboursement par la Sécu des frais liés aux 5 sens

Protéger ceux qui travaillent et qui vivent difficilement de leurs revenus

Les handicapés et les personnes âgées (voir par exemple ce qui se fait en Belgique pour les handicapés)

La santé.

Meilleur remboursement par la Sécu des frais dentaires, auriculaires et optiques

La 6 eme puissance mondiale et pays des droits de l'homme laisse des gens vivre dans la rue. Quelle honte ! C'est vers eux que l'aide doit être dirigée ainsi que vers les seniors qui se retrouvent au chomage à 55 ans sans espoir de pouvoir retrouver un emploi.

La santé, la prise en charge de la vieillesse, l'aide aux handicapés

optique, dentaire

les personnes âgées

La Santé doit être maintenue mais en étant mieux gérée. Mais ne surtout pas couper sur la protection santé qui fait partie des forces de notre pays

Santé, éducation

Santé

Les SDFs, les gens qui ont besoin de l'aide pour pouvoir travailler (problèmes psychiatriques). Consolider les aides pour qu'ils sont moins compliqué à appliquer. Le CAF, RSI, etc. On doit mesurer leur efficacité ou les éliminer

La santé, faire davantage de prévention.

santé, éducation, logement pour tous.

Le grand et très grand âge

Le grand et très grand âge

Auprès des personnes âgées qui ne peuvent pas forcément se payer une bonne complémentaire. Auprès des jeunes qui démarrent dans la vie et qui n'ont pas de soutien familial (financier)

L'allocation chômage.

Education et santé

aide à la réinsertion, pas de sans abris

La santé.

santé, éducation, habitat.

pas d'avis ,je ne connais pas assez le problème

Santé, Education et Ecologie

Maladie

L'aide aux personnes isolées âgées ou vivant en couple et à faibles revenus mais travaillant

plutôt optimisée ! il faut réduire les abus, les dysfonctionnements, les dérives avant de renforcer la protection sociale

Les handicapés et les personnes âgées les plus fragiles.

Handicap, minimum vieillesse....

Elle est déjà très forte. On ne peut plus aller au delà

Aucun

Augmenter le nombre de maisons de retraite publiques et encadrer les tarifs des maisons de retraite privées. Réserver l'attribution des logements sociaux aux familles françaises et aux SDF ayant travaillé pour la France.

toutes.

la santé

Lutte contre le cancer en diminuant les coûts des médicaments utilisés en oncologie voir avec les laboratoires et diminuer les profits de ces labos.

santé , solidarité , plus de justice sociale

Nous avons déjà un modèle social assez développé.

la dépendance

On est déjà parmi les meilleurs, il faut surtout responsabiliser les personnes en revalorisant l'Effort et le travail

handicapés enfants ayant des difficultés BOURSES SCOLAIRES pour que les enfants qui le méritent puissent aller dans les meilleures écoles des le lycée

Les sans abris nationaux doivent bénéficier d'un toit.

logement et aides à la scolarité

Aucun, notre protection sociale est extrêmement élevée.

Santé, dépendance

Protection de l'enfance face à des lois iniques promues par des lobbies et de sociétés secrètes, en complet déni de démocratie.

Jeune, professions liberales qui payent bcp. Plus chers

Branche vieillesse

pour les mères célibataires, nouveaux pauvres de France!! Pour les familles (père, mère et enfants)

Aider les familles à accueillir de nouveaux enfants et à les éduquer selon les lois de la république. Stopper l'incitation à IVG tout en refusant une aide alternative existante et gratuite de soutient de la mère qui fait le choix de garder son enfant.

la formation aux métiers d'avenir et la revalorisation de certaines activités délaissées ou stratégiques

la sante mais avec contrepartie demandee aux assures : hygiene de vie(tabac, drogues, alcool)

Un revenu minimum universel doit être instauré.

la santé

pour ceux qui ne sont pas handicapés , qui cherchent du travail, acceptent des formation en fonction de leur qualification, ou qui ont des charges familiales particulières

Aucune

la santé

La sécurité sociale et le budget des hôpitaux: mettre un terme au non-sens des médecins du privé qui préfèrent travailler un jour de moins qu'il devrait intégralement reverser à l'État s'ils avaient la bonté altruiste de travailler ce jour là, pendant que les médecins des hôpitaux laissent mourir des gens par manque d'effectif et de moyens. Proposer aux médecins du privé d'effectuer des heures dans les structures publiques non taxées par l'État. Proposer une échelle de remboursement de la sécurité sociale en fonction des revenus: un médecin qui gagne 15000€ par mois peut payer ses boites de médicaments bien plus aisément qu'un smicard, qu'un étudiant ou qu'un travailleur au smic à temps partiel.

éducation, hôpitaux publique...

La sécurité sociale avec tous ces numéro fantôme et la caf qui verse des allocations à des numéro qui ne sont pas justifié

Les finances françaises ne permettent pas aujourd'hui de renforcer la protection sociale. Il faut un moratoire de quelques années sur ce sujet.

Personnes âgées, protection de l'enfance, santé

Pas d'avis

l'enfance et même les jeunes majeurs abandonnés

les personnes fragiles physiquement psychologiquement socialement qui n'ont pus les ressorts pour faire face efficacement aux exigences de la vie la solidarité c'es de ne pas les lisser au bord du chemin ...mais la débauche d'aide sociale fait que des familles abusent de la generosité francaise

La sante pour tous, en particulier les traitements couteux pour les maladies rares

Aucun

lutte contre la maladie

Aide aux personnes âgées.

L'accès aux études après le BAC, pas assez de place dans les universités, pas assez de professeurs.

Aide aux personnes âgées dépendantes.

On a déjà un système de protection social hyper-développé. Si on veut aller plus loin alors il faut faire payer. On peut trouver des axes d'amélioration bien sûr : lutter contre la désertification (mettre en place des dispensaires fixes ou mobiles ou des petits hopitaux), «nationaliser» les maisons de retraite, généraliser le télédiagnostic, etc...

Pour moi les 2 sujets les plus importants sont 1/ la santé est numero1 (quelque soit les revenus!) + l'éducation...mais cela veut aussi dur dire que l'efficacité doit être bien meilleures dans l'utilisation des fonds. Suivre d'une manière impartiale les résultats (même si ils ne sont pas trop bon) et toujours tenter de s'améliorer. Après probablement le logement: simplifier les normes de construction pour rendre l'immobilier moins cher et permettre une meilleure accession.

Education

Aucun. Il y a déjà beaucoup trop d'aides , mal gérées, et qui font quelque fois double emploi. Rechercher les 1 500 000 détenant de fausses cartes de Sécu, et les puni . Les Renvoyer dans leurs pays , si pas français ou double nationalité. Aberrant de laisser ça en l état depuis 7 ans. que c'est découvert. Exiger un remboursement ou un service/travail social.... COMMUNAL.

La dépendance des personnes âgées.

l'enfance , les personnes agées dépendantes

Redonner des moyens humains et financiers à la Santé, aux Hôpitaux, aux EHPAD, à la Police et aux Pompiers, et regrouper les moyens de santé de proximité dans des maisons médicales pluridisciplinaires.

La société occidentale vieillit. Il faut donner les moyens pour accueillir les personnes très âgées en EHPAD, maisons de retraite ou faciliter leur maintien à domicile

la dépendance des personnes âgées

le médical.

La dépendance.

Aux mères qui élèvent seules leurs enfants.

L'aide aux mères célibataires.

Les familles monoparentales.

Bonjour notre protection sociale est suffisante , mais mal organisée , les primes de rentrée scolaire devraient devenir des bons d ' achats afin que les enfants soient les seuls bénéficiaires de cette prime , et non les vendeurs de darty sur les téléviseurs , ou les consoles de jeux . En outre , il faut rendre la culture accessible à tout le monde par le biais d ' un passeport culturel universel car c ' est la culture qui fera reculer la violence , l ' ignorance , et l ' intolérance .

Aide aux personnes handicapées, au SDF

Assurance maladie

Aucune, notre protection sociale est très élevée.

Sans objet, voir plus haut

Protéger les sans abris: il est intolérable dans un pays riche comme la France de trouver autant de sans abris, y compris des enfants.

Protection des plus faibles, prise en charge et meilleure intégration des personnes handicapées mentales (éducation, travail). Protection des parents seuls. Protection de la famille.

- la santé - la dépendance, le handicap et la viellesse - l'éducation

Le Handicap

Le Handicap

L'accès aux soins pour toutes les personnes ayant droit. La dépendance face à la maladie, aux handicaps ou à la vieillesse.

- Garde périscolaire - Les sans abris - Les logements étudiants - Les résidences sénior - les maisons de retraite - les cantines - un nouveau modèle de logements sociaux avec les nouvelles compositions des foyers grâce aux gardes alternées, des chambres qui pourraient être partagé entre plusieurs foyers par exemple.

Au niveau de la santé de la protection de l'enfance les restes à charge sont trop élevés bloquer les dépassements d'honoraires de certains médecins.

La dépendance et l'aide au grand âge.

Tout ce qui est du domaine de la natalité qui chute actuellement en France. Rendre économiquement neutre le nombre d'enfants pour un ménage ayant 2500 € environ de revenus.

la famille et l'accueil de l'enfant

Les personnes âgées pour qu'elles puissent recevoir des aides afin de demeurer chez elles, ne soient pas exclues par la solitude, la stigmatisation ou l'euthanasie.

Les personnes âgées, les handicapés et les jeunes en souffrance, parfois sans formation, sans logements, à la rue, virés de chez eux ou de foyers. Si la majorité est à 18 ans, il faudrait à minima protéger les jeunes qui en ont besoin jusqu'à 25 ans.

notre protection sociale est correcte il me semble avec la sécurité sociale et les mutuelles a cout faible , les allocations ...

Logement des plus démunis sous condition de citoyenneté ou de situation régulière

Santé, logement, alimentaire, et chômage dans certain cas (Délocalisation ou disparition d'un secteur d'activité)

Les jeunes en décrochage scolaire - des centres de parentalité pour se faire aider dans l'éducation de ses enfants - Créer la cinquième branche de la sécurité sociale : cotisation pour la dépendance.

handicapé , santé, chômage mais de façon plus cohérente

On peut améliorer sans forcément augmenter les moyens humains!

Aucun

Les dépendances (liées à l'age et aux handicaps)

Notre protection sociale est déjà bien structurée, je ne pense que l'on doive augmenter les prestations.

Pour les personnes âgées à faibles revenus

pour lelogement

Remboursements Lunettes, Appareils Auditifs, les appareils dentaires.

La santé, les retraites, la justice et l'éducation

handicap

La dépendance des personnes âgées

La santé, l'accès aux soins et la couverture santé

Maladie Vieillesse, isolement et dépendance (EPADH) Alignement des régimes de retraite (fonctionnaires, régimes spéciaux et régime général)

Les aides pour les jeunes. ils sont défavorisés par rapport aux retraités qui ont eu une vie pour organiser leur retraite

Maladie et retraite en fonction des moyens de l'Etat sans augmenter encore les impôts ou les contributions sociales

je sais pas

La sécurité et la Justice

aide aux personnes âgées

aide aux personnes agées

la santé la dépendance la famille.

Les familles monoparentales ; les malades de longue durée ; le handicap (dans certaines Maisons du Département les délais sont beaucoup trop longs pour obtenir simplement une carte de stationnement, d'invalidité...)

la santé

aide à la réinsertion

La santé, la famille, le grand âge

personnes en situation précaire Personne ne devrait dormir dans la rue

Les personnes fragiles, l'accès à l'éducation et un travail pour les handicapés.

Il est important d'investir dans l'éducation des jeunes générations. Le futur de notre économie ne peut passer que par une orientation vers des secteurs à très forte valeur ajoutée (services et industrie) qui nécessitent une formation initiale solide.

le minimum vieillesse

les retraités

il faut former les jeunes ! La manière dont sont formulées les questions sont très orientées, on ne va pas vous donner les grands slogans de votre prochaine campagne. On veut que le pays aille mieux ! On a déjà la meilleure protection sociale du monde, et notre pays est en souffrance. ce ne sont pas les effets que vous devez soigner, mais les causes !

Les foyers monoparentaux

Les dépenses de santé

Aide aux personnes âgées et handicapées

le retour à l'indexation des retraites sur l'inflation la surveillance des complémentaires santé qui profitent des retraités.Les salaires des PDG qui doivent être limités d'autorité ce ne sont pas ses gens là qui font q'une entreprise fonctionne bien ou pas,on peut dire la même chose du président de la République

dans la démarche favorisant le travail par rapport à l'assistanat . La prime d'activité va dans ce sens et est une bonne demarche

PAUVRETE !

Les grands challenges du 21e siècle sont à mon sens, l'écologie et la santé. La défense est primordiale, il s'agit aujourd'hui de privilégier les services de renseignements. L'éducation... un

grand chantier de la réformer à l'air du numérique et du digitale, là il y a du boulot ^^

Aide au logement, RSA à partir de 18 ans pour les jeunes sortant de foyers ASE

la dépendance

l'éducation en général, l'accompagnement des jeunes jusqu'à l'entrée dans la vie active

la santé

Aide aux personnes âgées (assistantes sociales ?) pour les démarches administratives complexes.

santé l'éducation aide aux personnes handicapés

revoir le fonctionnement des mutuelles car il y a un reste à payer souvent trop important (actuellement beaucoup de personnes renoncent aux soins car trop chers et très mal remboursés)

La prise en charge des maisons de retraites médicalisées.

La protection sociale doit être prise en charge et contrôlée par les entreprises comme cela était le cas avant la création de la sécurité sociale et de l'assedic

Santé

Aucun sauf celle des handicapés

La santé. Il faut que tout français puisse se soigner et ne pas renoncer aux soins faute de moyens.

les personnes âgées car leur nombre va exploser les prochaines annèes

Assurance maladie. Handicapés. Chômage. (si il est prouvé que le bénéficiaire cherche du travail)

Minimum vieillesse pour les français ayant vécu et travaillé en France leur vie durant

La santé

titulaires de pensions de retraite incompatibles avec des charges de familles et des formations scolaires non adaptées à un engagement dans le monde professionnel qui permette de sortir du chômage

aide aux plus démunis.

il me semble que l'on fait au mieux quoiqu'on en dise

Je ne sais pas, la question est trop vaste

La prise en charge des handicapés. Le soutient scolaire des jeunes enfants.

la santé

PRise en charge des lunettes- Vérification annuelle des revenus de tous ceux qui habient en HLM; au delà du seuil, déménagement.. pour que ceux qui ont peu puissent accéder à ces logements.

La santé et l'accès au logement me semblent prioritaire déjà.

le logement décent

1) La santé. 2) La formation des adultes (ce ne sont pas obligatoirement des dépenses supplémentaires, mais une meilleure organisation)

lutte contre la précarité

Contrôler

Chômage, accidents de la vie.

la santé

Que chacun se paye le niveau de protection sociale qu'il souhaite.

Protection de l'enfance

Versement des pensions de retraites aux personnes habitant à l'Etranger

chômage, AAH

Le handicap

La sante

Il faut tout remettre à plat..

La retraite doit être mieux indemnisée.

RSA, minimum vieillesse

je pense qu'on ne réalise pas la chance qu'on a

Santé

On est déjà bien protégé, en France

L'aide au logement et la sécurité sociale.

L'aide aux personnes âgée, les veuves, les agricultrices ayant travaillées toute leur vie auprès de leur mari sans avoir été déclarées.

maladie

La santé ! Attention à ne pas se tromper en rabotant sans cesse les remboursements de la sécu et à ne pas basculer dans 1 système anglo-saxon en donnant autant de poids aux mutuelles ! Je pense qu'on peut trouver l'argent ailleurs.

Allocation familiales aux familles défavorisées; aide accrue aux étudiants défavorisés; protection maladie, aide aux personnes agées.

chomage à partir de 55 ans

retraite

Ceux principalement liés au vieillissement et notamment la dépendance

Ceux principalement liés au vieillissement et notamment la dépendance

Voir où elle peut être supprimer

Nous avons déjà un système très protecteur pour la majorité de la population. On ne peut pas demander une baisse de la fiscalité et une augmentation des prestations. Il existe néanmoins des populations à mieux accompagner: handicapés, mineurs isolés, mineurs en situation difficile...

L'accès à la formation professionnelle

RAS

mise aux normes des hopitaux et du personnel hospitalier

Aide en direction des personnes incapables de travailler

Santé et dépendance

Les personnes âgées

prise en charge améliorée des dépenses de santé et aide au paiement des mutuelles pour les personnes retraitées ou sans emploi.

handicapés et personnes les plus faibles

L'aide à l'enfance

la santé

4è âge ou dépendance

tout domaine touchant la santé

la santé

Nous sommes très privilégiés en France. Surveiller les mutuelles qui s'enrichissent de façon inadmissible

Le logement et l'emploi

la santé.

Indemnisation chômage, à condition que l'allocataire accepte une formation professionnelle En cas de refus, aide à réduire voir à supprimer Priorité absolue à la formation professionnelle obligatoire aux jeunes sortis du système scolaire et aux chômeurs de longue durée, sans qualification Renforcée les budgets Justice et prisons (transformer et réhabiliter en centre de détention les bâtiments publics de l'armée) non utilisés

La santé.

la santé

logement, famille, éducation

EHPAD

La santé, l'accueil et l'intégration des immigrés

Il faut un VRAI plan banlieu et aide aux plus démunis

Le logement.

Santé/Sécurité/Education

la santé

La santé et celles en place pour toutes les précarités, car sans solidarité (et non pas assistanat comme on l'entend trop souvent aujourd'hui) entre les gens on crée une société de la haine et du désespoir. Ne pas oublier que beaucoup de citoyens cotise pour se protéger contre les accidents de la vie, et quand ils en bénéficient ce ne sont pas des assistés ou des profiteurs pour 95% d'entre eux...

sans avis

?

Pour les vieux , les agriculteurs et tous ceux qui à travail à temps plein ne peuvent pas boucler les fins de mois

Aide pour les personnes à trouver du travail : territoire zéro chaumage

Aucune idée

Dignité pour toutes les personnes faibles. Augmenter la part des hôpitaux publics en ne laissant pas les cliniques se faire du beurre sur le 80/20 des opérations rentables en laissant les problèmes complexes aux hôpitaux par exemple.

1. La fraude 2. Protection sociale uniquement attribuée aux personnes payant des charges sociales.

Il y a déjà assez d'aides comme cela.

la sante et la formation

personnes âgées, aides aux aidants pour maintien à domicile

Santé

La santé

La sécurité sociale, assurance maladie, aide aux personnes agées dépendantes

Santé , sécurité

Minimum vieillesse Santé

on doit tout miser sur l'éducation de la jeunesse et pas sur les personnes âgées -

les dirigeants des petites entreprises les commerçants et artisans

Aide à la fin de vie

RAS

je ne sais pas

ELLE EST COHÉRENTE MAIS PAS SUFFISAMMENT CONTRÔLÉE

Revalorisation des faibles retraites

L'enfance en difficulté, les personnes dépendantes, les handicapés.

Tous y compris la dépendance liée à l'allongement de la vie

Le domaine du handicap.

Assistance aux séniors Assistance aux femmes en difficulté ...

soin au personnes âgées

les personnes âgées, les SDF

Vieillesse. Handicap.

La santé

Les familles monoparentales.

La santé : il faut protéger le modèle de la sécurité sociale il faut faire en sorte de pouvoir continuer à être bien soigné dans notre pays mais il faut réserver cela aux gens qui payent effectivement ces charges car c'est un droit acquis et non pas un cadeau

Sante et dependance.

-

La jeunesse, surtout en l'accompagnant plus qu'en l'assistant.

Maladie, aides aux aidants, handicapés

L'enfance sans doute qui projette ensuite sur tout le reste de la vie.

La maternité : allonger le congé maternité, augmenter les revenus en congé parental, renforcer les aides aux parents isolés.

Nous avons déjà atteint un bon niveau de protection sociale. Cela suffit.

Nous avons atteint une protection sociale confortable et suffisante

Le congé maternité à allonger, surtout après la naissance : voir ce qui se fait dans les pays du nord de l'Europe

aide aux personnes dépendantes , notamment âgées, aide aux personnes souffrant de problèmes psychiques

Pour les sdf français

Aide à la conjugalité : développement du conseil conjugal pour limiter les divorces et leurs impacts humains (fragilisation sociale, dépression...), financiers (les familles monoparentales sont souvent en dessous du seuil de pauvreté), environnementaux, logement (il faut plus de logements)...

Viellards, malades sans oublier les chefs d'entreprises en difficultés, qui ne bénéficient d'aucune protection sociale, car considéré par les administrations 'caf, urssaf, cpam... comme riches qui doivent donner, payer.... Il ne faut pas oublier qu'il y a chaque 12 minutes une société qui ferme suite aux difficultés dus aux poids qui repose sur les épaules des chefs d'entreprises, et chaque 2 jours un agriculteur qui se suicide! Donner accès aux indemnités chomage pour les chefs d'entreprises.

Sur la protection des plus faibles : les enfants, les handicapés, les malades et les personnes âgées. Les effectifs des Ehpad doivent être calibrés en fonction du nombre de résidents et en fonction de leur état de santé. Il faut combler par des mesures incitatives les déserts médicaux et développer toutes les solutions modernes de consultation médicale à distance et d'intervention rapide sur place lorsque c'est nécessaire.

personnes âgées dépendantes, petites retraites, salaires des agriculteurs

En 2007, 5,2 millions de français avaient plus de 75 ans, 1,3 millions plus de 85 ans. Dans les quatre prochaines décennies ces chiffres vont respectivement doubler et quadrupler. Des français qui plébiscitent le souhait de rester à domicile alors que l'orientation vers la maison de retraite est bien souvent contrainte par des impératifs qui n'ont rien de médicaux : niveau de ressources, offres territoriales, disponibilité de l'entourage ou des services d'aide à domicile. Parce que choisir son lieu de vie est un droit essentiel à tout âge, nous formulons des propositions pour que les formes diverses d'habitat alternatif qui émergent pour le public vieillissant soient adaptées aux personnes fragilisées sur le plan économique et social. > Formes alternatives d'habitat - Reconnaître le rôle essentiel des formes alternatives d'habitat de personnes âgées, et en particulier celles qui s'appuient sur le développement de liens intergénérationnels, dans la prévention de la perte d'autonomie et leur utilité sociale. > Forfait Habitat inclusif - Elargir les budgets des « forfaits Habitat Inclusif » proposés par les Agences Régionales de Santé dans le cadre de la Loi ELAN, pour leur permettre de porter une attention particulière aux personnes les plus vulnérables. > Régle-

mentation médico-sociale - Alléger la réglementation médico-sociale qui, par souci de protéger, laisse peu de place à la parole des personnes âgées qui préfèrent, pour elles-mêmes, le choix d'une part de risque assumé. > APA - Autoriser, au niveau national, la mutualisation de l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie (APA) pour financer des services partagés entre habitants d'un même ensemble immobilier. > Coordination des intervenant - Reconnaitre que la coordination des intervenants à domicile et l'animation de ces lieux sont des éléments contributifs à la prévention de la perte d'autonomie et les intégrer aux plans d'aide financés par l'APA. > Parties communes - Elargir les budgets du logement social (aides à la pierre) au financement des parties communes indispensables au « vivre ensemble » qui est au cœur de ces nouveaux modèles d'habitat. > EHPAD à domicile - Développer des plateformes de soins pour permettre aux personnes lourdement dépendantes de rester plus longtemps chez elles et dans de meilleures conditions. Cette coordination des soins assurée pour les résidents à domicile 7j/7 et 24h/24 permet d'apporter des prestations comparables à celles proposées à des résidents en EHPAD. La plus-value d'acteurs serait le bénévolat pour l'accompagnement mais également le service civique. > Améliorer la formation des soignants - Apporter du qualitatif dans les formations aux soignants en transmettant des valeurs d'empathie, du prendre soins et de la bienveillance.

Santé. Chômage.

Sécurité sociale, domaine médical, santé.

Santé , logement .

Hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

Sans objet dans l'immédiat (cf propositions)

hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

le handicap

les congés de maternité, à allonger : voir ce qui se fait dans les pays du Nord de l'Europe

Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

Le 4 ième âge

aucun

Que l'Etat et les collectivités commencent par mieux gérer leur budget ! - Cf texte en bas de page

aide aux personnes en difficulté

education, justice, environnement, formation professionnelle, soutien aux collectivités locales de proximité

Aucune

aujourd'hui aucune ...je n'ai plus confiance en notre système qui depuis des années dévalorisent le travail ...en effet, beaucoup me disent pourquoi travailler je gagne plus en restant chez moi (toute aide cumulé) et je n'ai aucune dépense

Education nationale.

Aucun, pourquoi toujours plus d'impôts ? On peut agir sur la répartition des dépenses, mais qu'on arrête d'augmenter les prélèvements

Il est évident qu'il faut diminuer les dépenses publiques car le niveau d'impôts global en France est insoutenable.

Aucune, point de saturation fiscal atteint. Stop à la recherche permanente de nouvelle politique publique!! Un peu de responsabilisation des citoyens et d'amélioration des politiques existantes serait bien plus efficaces

MEME REPONSE QUE CI6DESSUS POURVU QUE LA PROPORTIONALITE SOIT REELLE

il ne s'agit pas de payer plus d'impôts ! la dépense publique doit se concentrer sur les fonctions régaliennes

Sécurité

La protection de nos «vieux»

éduction ,santé, environnement, justice

La prise en charge de la dépendance des personnes âgées,véritable galère pour de nombreuses familles.

Éducation

Éducation et recherche (sous réserve de réorganiser totalement les modes de fonctionnement, les obligations de résultat et de diminuer la partie administrative plethorique)

Pas plus d'impôts, mais une meilleure répartition.

Augmenter légèrement la tva sans augmenter les prix pour les consommateurs augmenter la tva pour ceux qui font un chiffre d affaires supérieure à 50millions d euros dans la grande distribution et les geants américains et chinois d internet et les geants du e commerce !!!!!

la santé, l'environnement, les transports en communs, le maintiens des services publics en zone rurales.

Aucune ! On paye trop d'impôts pour compenser cet état depensier et pas assez économe...

La transition énergétique L'enseignement supérieur

rien car la suspension voir l'arret définitif des versements de prestations sociales envers ceux qui volent ou abusent, permet de financer de nouvelles politiques publiques.

Cf ci-dessus. + la justice (sauf prison)

Aucune, il y a déjà trop d'impôts et de taxes et de prélèvements obligatoires.

Si tout l'argent publique dépensé à tord et à travers et régularisé et contrôlé je suis prêt alors a donner ma contribution pour le fonctionnement du pays

aucune

La France a le record mondial des prélèvements fiscaux et le sujets n'est vraiment pas d'augmenter les impôts mais de réduire les dépenses publiques

Pour la transition écologique et la réinsertion des gens qui sont tombés dans une telle détresse qu'ils vivent dans la rue.

Rien

Il ne faut pas payer plus d'impot,il faut simplement que tout le monde participe et non pas que certaines catégories y échappe par des astuces fiscales.Astuces fiscales mises en place par nos gouvernants avec l'appui des lobbys.Ou est l'égalité devant l'impôt et les services

La santé, la police, la justice, l'armée.

on paie déjà trop d'impots, alors rien ne peut justifier d'en payer plus , la France est le pays qui prélève le plus au plus petit nombre !

Je pense que mon niveau d'imposition est largement suffisant pour assurer une protection sociale digne de ce nom. Remettre de la rigueur, de l'équité et de la justice sur TOUS les revenus perçus en France serait suffisant.

plus de transports publics et plus de parkings pour que l'on puisse les utiliser

Aucun, car il faut réduire le budget de l'état en utilisant mieux les ressources provenant des impôts, qu'il convient de ne surtout pas augmenter...

Nous sommes suffisamment taxés en France pour ne pas en rajouter, par contre STOP aux gaspillages

pour l'intégration des handicapés de tous ages enfants, adolescents, adultes, séniors pour payer les appareillages et les accompagnants

Relance de l industrie et de l emploi.

Piotonnisation des centres-villes, créations de parkings publics permettant d'accueillir les personnes extérieures à la ville, et développer les transports en commun pour les rendres plus accessible, et plus sûr.

éducation avec effort accru en faveur des enfants dans les zones défavorisées afin de casser les déterminismes sociaux qui enferment une partie de la population dans la précarité

éducation et aide à l'enfance défavorisée; justice; sécurité

aucun: je paye mes impots et j'aide mes parents qui ont une retraite ridicule , j'aide aussi mon frere qui a un petit salaire alors STOP je donne assez.

Pour plus de places de parking à proximité des gares et plus de transport en commun.

aucune

Je ne réponds pas volontairement aux questions qui détournent le débat du vrai problème de fond : celui de la délégation aux banques privés du pouvoir d'un Etat de créer la monnaie et sur les conséquences en terme : +d'explosion des dettes, + de détournement du rôle d'intérêt général de la création monétaire au profit d'intérêts particuliers:, cette délégation est un échec le culte du profit a pris le dessus +de création de banques trop grosses pour faire faillite, + de fragilisation du système financier mondial, + de perte de liberté d'actions pour les Etats , + de création d'une finance de l'ombre + de maintien de paradis fiscaux y compris au sein de l'Europe + d'anonymat des transactions financières et de complicité dans les manipulations de cours, d'indice, + de création de produits financiers complexes, toxiques Avec la délégation totale de la création monétaire aux banques privés, nous avons perdu notre liberté d'action et une marge de manœuvre. Nous payons des intérêts à des banques privés pour de l'argent qui n'existe pas et qu'elles peuvent créer grâce au pouvoir que les Etats leur on délégué.. Avec la création de l'euro nous avons perdu la possibilité de créer de l'argent pour des motifs d'intérêt général. Nos dirigeants élus s'étonne du manque de confiance des citoyens . Ils nous ont trahi notamment : + par le transfert de la création monétaire qui est un pouvoir régalien. Ils ont pensé que les banques privés feraient mieux que l'Etat. Cette délégation a été organisée par des financiers et des fonctionnaires d'Etat, inspecteurs des finances, qui sont trop influencés par leur carrière et la perméabilité public privée incompatible avec le souci de l'intérêt général + par le contournement du non au référendum sur la constitution par la signature de traités + par leur capacité à trouver des milliards pour sauver l'irresponsabilité des banques mais leur incapacité à trouver les moyens de gérer des problèmes de fonds (dépendance énergétique et son impact dans notre balance commerciale, développement de politiques « vertes » d'avenir et durables,...) + par leur incapacité à imposer la séparation de l'activité bancaire classique des activités financières de spéculation + ... Le délit de haute trahison a même été supprimé de la constitution pour protéger les responsables de toutes actions en justice ... et permettre ce transfert de pouvoir Nous devons retrouver au niveau de l'Etat la possibilité de créer de la monnaie pour agir dans les domaines d'intérêt général : la transition énergétique et l'urgence climatique associée en font parti. Cette création doit se faire de façon responsable et durable. L'argent ainsi créé doit être remboursable par les gains obtenus : exemple réduction du déficit de la balance commerciale, développement d'emplois dans les politiques vertes générant des ressources supplémentaire par l'activité créée .... Nous devons revoir cette aberration de payer des intérêts pour de l'argent qui n'existe pas : nous déléguons à des banques le pouvoir de créer de l'argent fictif et en plus nous payons des intérêts pour que ces mêmes banques nous prêtent cet argent : il faut oser ... Nous devons séparer les activités classiques, qui doivent soutenir l'économie, des activités spéculatives des banques et refuser que des banques soient trop grosses pour faire faillite. Nous devons abolir l'anonymat sur les transactions financières. Nous devons établir notre propre liste des paradis fiscaux. Nous devons lutter contre l'optimisation fiscale qui cache l'évasion fiscale. Il serait intéressant de savoir combien de nos inspecteurs des finances sont passés dans le privé et combien contribuent de prés ou de loin à l'évasion fiscale. Nous devons retrouver une inspection des finances indépendante des lobbies de la finance privée.

aucune,il faut revoir la répartition et optimiser ce qu'il existe

aucune

Transition écologique, transports publics, éducation, formation

Aucune

pour un plus grand partage des aides sociales avec les réserves notées plus haut

la sante

Si un effort était demandé à TOUS les citoyens sans exception pour une période donnée avec information des résultats

aucune

Aucun pour l'instant. L'Etat n'arrivera à aucun consensus si les impôts augmentent en l'état des choses.

?

sécurité et restauration de l'autorité de l'Etat

VU CE QUE JE PAYE DEJA, AUCUNE ! célibataire je paye pour tout.

Pour une meilleure prise en charge du handicap

Taxe Environnemental pollueur / payeur : ECOTAXE

aucun

Meilleures conditions d'accueil des personnes sans abris.

Aucun Je fais déjà partie des 20./. Qui perdent 3./. En pouvoir d'achat avec la politique actuellement menée J'envisage de repartir à l'etranger

la retraite

Avant d'engager de nouvelles dépenses, il faut ECONOMISER , supprimer le GASPILLAGE et arrêter de penser que la France est un pays riche. L'action prioritaire est de supprimer les dépenses inutiles, réduire les coûts.... et avec les économies réalisées, baisser les impôts et engager ensuite de nouvelles dépenses, en veillant à ne pas dilapider l'argent des contribuables

Aucun, j'attends de l'état qu'il optimise le fonctionnement de l'éducation National, de la fonction publique hospitalière, ...etc

Écologie santé

Pour la lutte contre l'évasion fiscale

Les aides sociales, l'éducation nationale, formation professionnelle, apprentisage pour les jeunes.

Santé

Education + Grands projets communs dans le numérique

Aucunes. Il faut baisser les impôts.

Aucune

Aucune tant que l'utilisation des fonds publics n'est pas rigoureuse

Santé éducation environnement

L'éducation et la formation ainsi que la santé.

TRANSITION ECOLOGIQUE, Education, santé, transport, logement

handicap, accueil des aînés, éducation, formation.

Modernisation des campagnes, modernisation du système judiciaire. + de centre de réhabilitation pour les petits délits pour empêcher les récidives et autres incivilités.

j'en paye assez je pense

Aucun, je pense faire déjà partie des gros contributeurs si j'en crois mon niveau de revenu et mon avis d'imposition

santé

la transition écologique

Aucun : arrêtons d'augmenter les impôts et faisons plus d'économie publique (promesse du candidat Macron), même si cela demande une révolution dans la révision de la Constitution.

nos maisons de retraite et nos creches

non ça suffit . le débat n'est pas de payer plus , mais moins d'impôts. plus de nouvelles taxes, plus de commission payée a prix d'or... L'état doit montrer l'exemple. Si nous gérions notre vie comme cela, nous serions depuis longtemps a la rue

La protection de l'environnement, la protection sociale

Pour l'éducation (moins d'élèves par classe) et pour la santé (plus de médecine de proximité, de maisons médicales subventionnées par l'état)

L'education

Aucune. Que l'état apprenne à mieux gérer ce que les citoyens leurs donnent. Pourquoi payer des responsables de commissions, certains salariés publiques, dirigeant d'administration, mieux qu'un chef d'entreprise qui prend, lui, des risques ? Je n'accuse pas ces personnes qui ont bien raison de profiter du système, mais il faut arrêter ce système.

La question n'est pas de payer plus mais de mieux gérer, ET IL Y A DU TRAVAIL.. Arrêter la politique des copains et la perception des citoyens en sera meilleure.

Nous avons déjà un des taux de prélèvement les plus élevés d'Europe. Voire le plus élevé. Si chacun contribue, et si l'argent public est bien géré, pas besoin de contribution supplémentaire.

solidarité envers ceux qui en ont vraiment besoin

aucune!!! nous sommes saturés d'impôts

cela reste à voir, en fonction des baisses effectuées

Aucun

medicale

Formation des jeunes chômeurs

Cette question est maladroite et malvenue. Elle devrait, à l'inverse, plutôt porter sur les domaines pour lesquels nous souhaiterions payer moins d'impôts ! J'y réponds quand même. La sécurité, l'environnement, la recherche, la protection du patrimoine pourvu qu'ils cessent de devenir les nouvelles «tartes à la crème» après celle du trou de la sécurité sociale, utilisé ad nauseum pour justifier l'augmentation d'impôts utilisés à d'autres fins.

Je pense en payer déjà trop. La solution est dans la réduction des dépenses inutiles et non dans l'augmentation des impôts

L'éducation, la Recherche et développement, la formation tout au long de la vie

Aucune

Aucun il faut se contenter de ce que l'on prélève et mieux dépenser,moins gaspiller

Santé et transports.

Aucune

JE NE SUIS PAS PRETE A PAYER PLUS D'IMPOTS

- Augmentation des salaires des enseignants qui sont tres mal payes / autres pays européens pour un travail difficile et important. - Financement des hopitaux pour un meilleur accueil aux urgences et non fermeture de maternités en zones rurales.

La santé, la prise en charge de la vieillesse, l'aide aux handicapés

pour les personnes agées

Aucun. Nous sommes déjà saturés d'impôts. Privatisez les services et réduisez la dépense publique.

Santé, Education et Sécurité = les rôles de l'Etat

Dans un pays ou on est le plus taxé, c'est non pour plus. M. Macron a raison, réintroduire l'ISF va faire fuir l'argent. Il est facile de quitter la France pour un fortuner.

Pour la santé et l'éducation.

Déjà trop d'impot

Pas plus d'impôts mais des économies de fonctionnement et arrêter le gaspillage.

L'éducation nationale (mais pour nettement plus d'efficacité), la sécurité , la justice (cf le nb de magistrats/ 100 000 habitants en France et en Allemagne)

Le régalien : éducation (mais pour nettement plus d'efficacité), sécurité, police, justice, prisons (cf le nombre de magistrats/100 000 habitants en France et en Allemagne, par exemple)

Pour l'instant j'ai plus le sentiment que nos impôts ne sont pas dépenser correctement, du coup difficile de répondre !

Education, santé, dès lors que ces deux pôles seront mieux organisés et gérés.

aucun

La santé et l'éducation

Payer plus d'impôts n'est pas la solution ; mieux gérer les finances serait plus utile.

en ce qui me concerne ,je croix qu'en terme d'impôts je suis servi ,pour environ 50000 € f revenus fiscal/an ,je contribue pour 11000 € en impôts à l'année (sur revenu ,taxes habitation et foncières et la nouvelle CSG de 2018)et je ne souhaite pas en payer plus

La santé et l'Education mais je ne le ferai que si tout le monde le fait. J'en ai marre de tout le temps payer plus pour des gens qui parfois abusent et ne paient rien. Et rien ne peut excuser de tels comportements, pas même leur condition sociale, leur milieu d'éducation, leur nationalité.

aucun

la transition écologique doit être une priorité, mais sans plus d'impôts (dépenses doivent être restreintes dans d'autres domaines moins prioritaires

La justice, le handicape

Éducation - sans que les élèves de classe préparatoires soient les seuls à en bénéficier Santé - l état des services d urgences , la psychiatrie et surtout la pédopsychiatrie

Aucun. avec plus de 1.000 milliards d'impôts il n'est pas question de payer plus. De plus notre taux de prélèvement obligatoire est beaucoup trop élevé

Pourquoi parler de plus d'impôts, parlez plutôt de baisse

Je ne peux pas payer plus d'impots, nous sommes déjà les pays au monde le plus taxé et imposé.

aucune ce n'est plus aux SEULS citoyens et PME/PMI de payer pour tout le monde

hôpital public - c'est honteux de voir les conditions de travail de nos agent hospitaliers !!!!!

Ecologie

La lutte contre le réchauffement climatique en faisant aussi payer les pollueurs impôt pollueur payeur groupes pétroliers et autres.

faire plus de prévention au niveau de la santé

Investissement dans les PME.

aucune

Nous ne pouvons pas en payer plus !!

EDUCATION

Aucun , on paie déjà une fortune très mal utilisée . Il s 'agit juste d'une question de priorités.

l'éducation, la police et la santé mais pour augmenter les travailleurs

Le transport ferroviaire

Aucune

Sante et éducation

Pour les domaines de : l'asile et l'immigration, la justice, et la vieillesse

J'aimerais que la vie de tout individu soit respectée de sa conception (non remboursement de l'ivg) à sa fin (non remboursement de l'euthanasie) sinon aucun tant que mes élus ne montreront pas l'exemple!!!

Aucun. Il y a beaucoup d'économie à faire. J'aimerais que la vie soit respecter de la conception (non remboursement de l'IVG) à sa fin naturelle (non financement de l'euthanasie). J'aimerais que l'argent qui sert au dépistage de la trisomie en vue de l'élimination de l'enfant serve à la recherche pour le soigner. J'aimerais que le financement (promotion) de la PMA soit stoppé et donner en priorité aux couples souffrant d'infertilité le droit à l'adoption.

pour la simplification des lois, des réglementations qui entravent l'activité !

pourquoi envisager toujours une augmentation des impots alors que beaucoup d'economies sont possibles : avec l'utilisation d'internet pourquoi ne pas redeployer les fonctionnaires differemment

Pourquoi ne pas taxer les dividendes du CAC 40 plutôt que de faire payer «moi». Il faudrait investir plus dans l'éducation, la recherche, la santé.

l'impôt est déjà trop élevé

aucunes

Aucune

aucune

L'environnement, la santé, l'éducation (le supérieur inclus) et la recherche scientifique

Système de revenue à vie de Bernard Friot

La santé et l education

Aucun

Santé

La clé n'est pas encore d'augmenter les impôts, je pense qu'on en paie déjà suffisamment... La question est trouver des pistes pour réduire les dépenses publiques!

je paie déjà des impôts et je fais ce que je peux pour aider mes enfants

Aucun

aucune

La recherche medicale, mais de nouveau il faut d'abord baisser les depenses publiques

Aucun

la santé, transférer les coûts et les personnels de la médecine du travail presque inutile vers les urgences !

Aucune. Pas temps que la fiscalité n'aura pas été remise à plat pour éviter que ce soit toujours la classe moyenne travailleuse qui en supporte tout le poids.

Pour l'éducation. Pour la recherche.

L'éducation.

Aucune, en tout cas pas avant une remise à plat de l'imposition pour que ce ne soit pas toujours la classe moyenne qui supporte le poids de l'impôt.

Environnement et mutation énergétique, transports «verts», recherche industrielle, culture pour élever l'âme et sortir les français de leur egocentrisme

Triptyque = Santé & sécurité & éducation

J'en paie déjà assez et je ne vois rien s'améliorer bien au contraire

Aucun.

La formation, la vieillesse, l'accueil des immigrés, la politique de la ville, la culture.

la sécurité , la défense , la justice

Aucun. On ne doit dépenser que l'argent que l'on a (c'est ce que fait au quotidien tout bon citoyen !), et le bon sens (ou la gestion en bon père de famille) devrait être au cœur de toute décision.

La santé et la défense

aucun car ce serait une énorme erreur d'augmenter des impôts !

L'éducation et le medical

La dépendance

J'en paie déjà plus !!!!

J'en paie déjà trop !!!!

Pour aider la jeunesse à trouver un emploi, car elle est le capital des retraités futures.

Pour aider les jeunes dans leur recherche d'emploi: ils sont le capital des futures retraités.

Ce n'est pas au citoyen de payer, c'est aux multinationales qui pillent notre pays de le faire.

Bonjour les impôts sont nécessaires , mais mal utilisés , revoyez d ' abord la structure même des impôts et après on en reparlera les petits en ont assez , alors que les gros sont à l ' abri derrière une armée d ' avocats fiscalistes .

Je trouve que nous payons suffisamment d'impots. Il faut mieux gérer pour optimiser les recettes, supprimer des dépenses inutiles ou peu efficaces pour se consacrer à d'autres domaines d'utilite publique (lutte contre le tabagisme, recherche médicale...)

L enseignement et la santé

La recherche.

Quels impôts ? TVA, IRPP ? Oui pour une augmentation très sensible de la TVA qui se substituerait aux cotisations sociales existantes. Quant à l'IRPP son rendement est un des plus faible d'Europe, il faut augmenter le nombre de tranche et le taux des dernières jusqu'à 75 ou 80% pour les très hauts revenus. Pour les succession également avec une exemption pour les petits et moyen patrimoine (rendre cet impôt beaucoup plus progressif, sans effets de seuil.

Ecologie ! à condition que l'impôt prélevé soit réellement investi dans la transition écologique !!! D'ailleurs, pour gagner en légitimité et en finir avec les fausses postures, on devrait arrêter de donner un nom à chaque impôt. On fusionne l'ensemble en un seul impôt, et après on explique comment l'ensemble de cette ressource est utilisée.

- la santé - la dépendance, le handicap et la viellesse - l'éducation

Pour limiter la pauvreté en France.

pour anéantir la pauvreté en France

Pour tous les domaines, tous sont importants.

les enfants et les seniors, l'écologie et nos routes

Pour la santé, l'éducation mais pas pour la guerre.

Les mesures liées à la transition écologique. Mais il faut des aides pour ceux qui ont des moyens très restreints et pas de marge de manœuvre.

la famille

Uniquement pour la transition écologique, l'éducation des enfants et les aides à la jeunesse.

Aucun , j'estime payer largement ma part sans en voir les effets sur ma vie quotidienne.

Logement, transport ferroviaire de proximité, autoproduction d'énergies renouvelables

La santé, défense, intérieur, l'industrie. Dans certain cas le patrimoine historique et non historique.

la dépendance des personnes âgées

tous ci les beneficiaires sont les bonnes personnes ,

Dans l'état actuel des choses, les impôts sont trop élevés.

Aucun

Le développement industriel visant une réduction forte du chômage.

Aucun dans l'attente d'une meilleure information sur les politiques publiques

Je pense payer suffisamment d'impôt: imposition forte en France pour une redistribution maximale (la plus forte en Europe et probablement dans le monde avec 56% du PIB). Je trouve cela très bien mais je ne crois pas que l'on doive augmenter cette redistribution.

Je ne suis pas prêt à payer plus d'impôts, j'en paie suffisamment

pour l'EDUCATION et SANTE

La solution n'est pas dans l'augmentation des impôts mais dans la réduction des dépenses du secteur public Ne faut-il pas supprimer le niveau Régional qui coûte très cher et dont je ne vois pas l'action. Le regroupement des régions a d'ailleurs dénaturé et dilué encore plus leur action. Les seuls niveaux à conserver seraient les Communes et les Départements.

Aucune, il y a trop d'impôts

éducation

Aucun, je suis un citoyen qui paye trop d impôt.

La santé afin de palier aux déserts médicaux et aux manques de personnels dans les hopitaux

Nous payons déjà beaucoup trop d'impôt

Pour l'éducation. C'est un domaine qui forge notre avenir. Pas d'éducation au rabais. Budget mieux géré et fonctionnaires plus motivés.

aucun, nous payons déjà trop d'impôts

je donne déjà trop qui m'empêche de consommer profiter voyager....

L éducation nationale dans le primaire.

je paye déjà trop d'impôts

aucun

aucun.nous les classes moyennes nous en payons déja trop et avec la csg en tant que retraités nous participons déja àl'effort national

Les hôpitaux, l'environnement, l'éducation, l'accès à l'éducation pour les enfants handicapés.

je veux bien payer plus d'impôts si je ne vois plus des citoyens français qui dorment dans la rue

AUCUNE

Je ne suis pas prêt à payer plus d'impôts

AUCUNE

Je ne souhaite pas payer plus d'impôts mais que ceux ci soient mieux utilisés. Je souhaiterai que ma contribution serve en priorité la création d'emplois dans le domaine de la transition écologique.

Education, transition énergétique

voir ci-dessus les conditions préalables.

aucun, nous sommes déjà bien assez taxé comme celà

l'enseignement

L'éducation, le logement, le soutien aux familles monoparentales

Hôpitaux, ma8sons de retraite, maisons spécialisées

aucune pour l'instant

J'ai été d'accord avec l'augmentation de la CSG décidée par le president mais maintenant ca suffit .

Aider toute personne qui n'aurait pas les incontournables pour vivre dignement: Nourriture, logement décent, santé, éducation.

aucun

Je ne peu répondre que si j'avais aujourd'hui une idée sur la destination de mes impôts. J'ose espérer, que ce n'est pas dans un puit sans fond...

Mesures écologiques

la formation des jeunes et l'aide à la recherche d'emploi

aucun

Aucun. Nous sommes déjà sur-taxés. Il faut d'abord identifier les domaines sources d'économies

lutte contre le réchauffement action pour développer l'emploi et diminuer le chomage

pour les EHPAD car la population est vieillissante et l'hébergement coûte trop cher, Les proches ne sont pas tous en mesure de prendre en charge le reste à payer

La sécurité et la défense

Aucun(e). Taxes et impôts doivent baisser de 20% afin de rendre le pays compétitif. Une compression drastique de la fonction publique et territoriale (-1.5 M), la suppression des aides sociales et associatives (exemples: aide à la culture des peupliers, subventions aux syndicats, prime des fonctionnaires sur le montant des travaux (et non sur l'économie réalisée)...),la suppression de l'optimisation fiscale légale ou non sont une priorité et doivent permettre d'atteindre cet objectif.

Sante

Je paie déjà plus de 7000 € d'impôt sur le revenu par mois ; c'est assez.

La santé.

aucune, la France est déjà le pays où l'impôt est le plus élevé en Europe

Aucune. Il ne faut pas que le contribuable «lambda» paie plus d'impôts. Il faut faire la chasse à la fraude fiscale et à l'exil fiscal. Et se pencher sur les niches fiscales.

Transition écologique

une politique équitable pour chaque français en fonction de sa situation

aucun domaine, le point capital est une meilleure répartition de la collecte des impôts (qui n'exonère plus les hauts et très hauts revenus qu'ils soient issus du travail ,mais surtout de rentes de plus en plus élevées : cf dividendes de plus en plus élevées) . Ensuite une redistribution devrait être réalisée équitablement en vue de dispenser le recours aux restos du cœur.....et autres structures de mêmes types

Education

Pour un état responsable de notre avenir et réformé, avec un budget équilibré

Je n'envisage en aucun cas d'avoir à payer plus d'impôts

Aucune

Aucun c est déjà trop le seau est plein

Pas d'augmentation, mais une meilleure gestion.

J' ai 500 euros pour vivre avec mes 2 enfants une fois toutes mes factures payées. Je ne peux pas payer plus d impôts.

la sécurité et l'enseignement

Aucune actuellement; je suis pour un impot payé par TOUS (Aujourd'hui, je vois surtout qu'une partie de mes impots va servir à réparer les dégats causés par les casseurs, les manifs...)

Pour l'environnement (voir ma proposition concrète de congé solid'AIR dans la catégorie transition écologique financé à 100% par une taxe carbone généralisée du particulier jusqu'à l'entreprise. Congé en contre partie imposé avec interdiction d'utiliser sa voiture ou des camions pendant les jours très pollués. De manière générale il serait plus acceptable de payer des impôts pour de réels services publics renationalisés et efficaces. Tout ces services qui ont été privatisés ne tiennent plus leurs promesse sur le terrain. Par exemple les services de propreté de certains quartiers sont de manière très marqué insuffisant depuis que ce sont des entreprises privées qui s'en charge alors que la facture est importante.

diminuer l'endettement de notre pays

1) La transition énergétique, mais je souhaiterais un détail précis des sommes affectées sur quels projets. 2) Je souhaiterais aussi que des systèmes innovants de financement soient mis en place sur le sujet de la transition énergétique. 3) Je voudrais que l'on taxe de manière forte les produits phytosanitaires destructeurs d'insectes et d'animaux (avant de les interdire) cela en avant-garde mais en lien avec l'Europe.

lutte contre la précarité Aide aux pays pauvres Décentralisation / infrastructures LOCALES Revenu universel (qui remplacerait toutes les autres aides, y compris les allocation familiales

Éducation, aide sociale.

Je paie déjà BEAUCOUP TROP d'impôts et de cotisations diverses!!!!!!!!!

La JUSTICE

Éducation nationale et la santé

Aucune

pour lutter contre le chômage

Aucun

La recherche pour les centrales nucléaires au sel de thorium. Et l'armée.

Education/Santé

Il ne s'agit pas de payer plus d'impôts, mais de les utiliser plus efficacement

Pour tout ce qui peut permettre de réduire les différences entre Paris, les grandes métropoles, et le «désert français».

je pense que j'en paie assez. mais cela ne me dérange car j'ai un esprit de solidarité. mais il y a une limite à ne pas dépasser.

Santé et Défense.

Aucune:Nous sommes déjà suffisamment taxés, en tant que classe aisée (pas riche).A ce titre, depuis l'élection de Monsieur Sarkozy, après chaque élection présidentielle, nous sommes ciblés par les augmentations d'impôts et taxes et «passons à la caisse» • Sous messieurs Sarkozy Fillon, création d'une taxe (que je juge complètement inique) de 14% sur la retraite supplémentaire d'entreprise dont je bénéficie. (Nous nous battons pour obtenir l'effacement de cette taxe) • Sous Monsieur Hollande, fiscalisation des suppléments retraite des parents ayant eu trois enfants ou plus. • Sous Monsieur Macron augmentation de la CSG (A la différence des deux premières ponctions Monsieur Macron l'avait annoncé dans son programme) Ces trois mesures amènent à une baisse de notre pouvoir d'achat de l'ordre de 8%. A cela il faut ajouter la non-revalorisation des retraites. La baisse de notre pouvoir d'achat est d'au moins 10% (je ne compte pas les taxes supplémentaires sur les carburants...etc auxquelles tout le monde est assujetti.)

Mettre fin à la misère, au mal logement, à la mal nutrition.

Le renforcement des contrôles aux frontières dans le cadre de la lutte contre l'immigration, le renforcement de la surveillance des rues et de la protection des personnes contre la délinquance, l'augmentation importante des fonctionnaires de justice et pénitencier. Développer un centre de décision visant à renforcer les exportations de nos industries , à les favoriser, à les protégers contre les entreprises étrangères. Mettre en place un plan visant à contourner l'extraterritorialité de la justice américaine sur le plan européen.

protection sociale et hospitalière Education

Couverture Santé

Aucun, on en paye déjà suffisamment. il faut organiser les services en vue de plus d'efficacité et faire baisser le chomage avec une politique économique plus volontariste et créatrice d'emploi.

maladie, vieillesse, handicap

enseignement

Aucun la fiscalité est déjà trop lourde, il faut revoir la répartition des dépenses, orienter une part du financement européen vers le social et transférer l'essentiel de la défense au niveau européen

Aucun la fiscalité est déjà trop lourde, il faut revoir la répartition des dépenses, orienter une part du financement européen vers le social et transférer l'essentiel de la défense au niveau européen

Aucun

Aucun, nous avons déjà le taux d'imposition le plus élevé au monde. L'Etat doit augmenter son efficacité pour délivrer de meilleurs services à moindre coût.

recherche dans les energies nouvelles

Le développement de la formation en alternance financé par la suppression des formations «bidon» qui fleurissent surtout dans les grandes collectivités. L'implication des régions dans la formation avec les branches professionnelles et les syndicats.

transition écologique

la santé et l education

Aucun, je paye déjà trop d'impôts

Formation en entreprise Relance industrielle Dépendance

Aucune on est déjà là PAYS DU MONDE DANS LEQUEL NOUS PAYONS LE PLUS D IMPÔTS DONC IL FAUT ARRÊTER CE RACKET

aucune, tant que l'état n'est pas géré comme une entreprise

Aucune . Je paye déjà beaucoup d'impôts , j'ai vu augmenter ma CSG (je l'ai accepté pour aider les plus jeunes) et je conserve

ma taxe d'habitation (je suis révoltée). Donc depuis l'aire Hollande et le début du Quinquennat Macron mes impôts ont augmenté de façon vertigineuse . Je pense qu'il faut financer la lutte contre le réchauffement climatique mais que l'état peut le faire en se redéployant . Je paie beaucoup d'impôts. j'ai une «bonne « retraite liée à une vie de travail intense. Rien ne m'a été donné , née dans un milieu populaire j'ai fiancé mes études et gravi chaque étape avec beaucoup d'efforts . Je n'ai jamais cherché d'optimisation fiscale mais maintenant depuis quelques années j'en ai assez : Sentiment que l'argent versé est mal utilisé et gaspillé. Sentiment que l'effort est mal réparti , que l'état ne se bat pas énergiquement et efficacement contre le travail au noir (partout) contre les revenus cachés de l'économie participative (Air Bnb par ex)contre l'évasion fiscale Etc et ne fait qu'asséner des impôts supplémentaires à ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas fuir. Pourquoi toujours taxer le travail (salaires déclarés , revenus libéraux) puis dans un deuxième temps les retraites des mêmes alors que les entreprises internationales ne payent pas d'impôts et qu'il y a des paradis fiscaux en Europe ?

Aucune il y a trop d'abus. Faites la chasse à tous les Faussaires. Faites payer le loyer et la nourriture aux personnes qui sont en prison et qui aujourd'hui sont à notre charge . c'est un comble!!!!

Aucun. Augmenter les impôts est une fuite en avant pour ne pas trouver d'autres solutions. Augmenter les impôts c'est accepter une action publique négative. C'est considéré que certains citoyens ont des ressources anormales, des ressources illégitimes. Soit ces citoyens sont hors la loi et il faut les sanctionner par la justice soit ces citoyens respectent toutes les règles et alors il faut leur laisser la jouissance de leurs ressources, toutes leurs ressources.

Le développement des transports. En zone rurale, le manque de transport en commun empêche des petites communes de se développer. Dans certaines grandes agglomérations, les transports en communs sont insuffisants ou défaillants, ce qui rend au quotidien les conditions de travail insupportables (trains en retard, bus et métros bondés au heures de pointe, pannes fréquentes..)

l'environnement et l'éducation

Si j'avais la conviction que mon impôt est utilisé à bon escient

aucun

aucune. nous payons déjà trop d'impôts je pense. En revanche je suis persuadé qu'a de nombreux endroits l'argent est gaspillé ou mal utilisé. La transparence permettrait aux citoyens de pointer les abus/dysfonctionnements et donc de participer à l'amélioration de la gestion des dépenses publiques.

Nous payons assez d'impôts, si nous tenons compte de l'impact de la CSG, Taxes diverses et TVA

La santé, la dépendance.

la santé et la dépendance

Stop aux impôts

la transition écologique

ENVIRONNEMENT /ENERGIES RENOUVELABLES DROIT FIN DE VIE DANS LA DIGNITÉ

Je ne peux pas payer plus je suis sûr imposée et ne perçois RIEN en retour J aimerai que mon argent soit dépensé utilement

La transition écologique. La prévention dans le domaine de la santé publique.

transition écologique/santé

J'en paye déja largement assez

la santé

Les impôts sont actuellement suffisants pour répondre aux besoins, évitons les dépenses inutiles en premier lieu et ce ne sont pas aux aides sociales que je penses.

Retour de l'industrie primaire et secondaire ... Mais à égalité de ponctionnement global bien sur.

Pour l'agriculture et pour le logement en ville qui est inaccessible à beaucoup

Transition écologique

Education nationale / Protection des personnes faibles / Santé

La dépendance Handicap

aucune

santé

il y a assez d'impôt , il faut arrêter de parler d'augmenter des impôts, il faut baisser le niveau des impôts donc moins dépenser. Si il y a un impôt à augmenter c'est la TVA car chacun le paye à son niveau peu ou beaucoup mais chacun participe ainsi à l'intérêt général. il faut que tous les citoyens payent un impôt, c'est trop facile de compter sur la collectivité

Santé, défense, éducation

Santé, écologie

Avant de payer plus d'impôts, il faut revoir le barême de l'impôt sur les revenus y compris ceux du capital

santé et securité

Transition écologique Prévention

aucune

pour alléger les charges sociales des petites entreprises

Accélérer la justice. Renforcer l'action de la police.

On est pas mal là déjà ! Mais peut-être pour la culture et l'éducation. Basiquement je me dis que si les gens savent de quoi ils parlent le débat sera meilleur ... Et un peu de culture cela ne fait de mal à personne !

culture - éducation - santé - écologie

AUCUNE

La transition écologique

Je voufrais d'abord que le gouvernement tienne compte de l'avis de la Cour du même nom§Et que soit publié le résultat de ses efforts. Après quoi, je pencherais pour un effort dans les services de proximité.

aucun, le niveau d'impôt est trop élevé en France si l'on ajoute les charges sociales, la TVA , la TIPP , l'IR .....

Tout sauf les dépenses militaires

Je ne pourrais pas payer plus d'impôts !

Une éducation nationale digne de ce nom ! D'une manière générale pour un renforcement des contrôles, un meilleur lien entre tous les services publics (FE, FPT et FPH) et une modernisation des services publics car bon nombre de fonctionnaires travaillent avec des moyens dérisoires

.....

Aucune augmentation des impôts sans diminution des taxes ! Nous sommes déjà en tête des pays pour les prélèvements obligatoires.

Santé, éducation et culture

L'écologie.

Je ne veux pas payer plus impôts j'en paye déjà bien assez avec tout cet argent il y aurait moyen de faire fonctionner ce pays beaucoup mieux. si aujourd'hui il ne fonctionne pas ce n'est pas parce qu'il n'y a pas assez d'argent mais parce qu'il est très mal utilisé par l'État

Commencons par mieux utiliser les impots existants, creer de nouveaux impots n'est pas une solution

-

L'éducation, l'éducation, l'éducation ... à condition qu'elle soit à la hauteur de sa mission... pour mieux accompagner individuellement les jeunes jusqu'à leur entrée dans le monde du travail mais aussi pour former les professeurs à l'excellence et à l'exigence. Pour autant, ce n'est pas qu'une question de budget (sauf sans doute pour revaloriser les salaires des professeurs). Bcp d'argent est mal utilisé. La formation professionnelle doit être réformée. (coûte très cher)

Une vraie politique écologique

Pour la transition écologique

La transition écologique.

La santé (hôpitaux)... et selon l'éducation

la sécurité (car nous y sommes contraints malheureusement)

construction d unités d habitation pour personnes âgées autonomes et d 'EHPAD

La sécurité car nous y sommes contraints

La recherche et les innovations technologiques L'industrie L'agriculture L'éducation

aucun: on est déjà trop ahut

Non, Plus d'augmentation des impôts car la France a déjà des niveaux d'imposition les plus élevés d'Europe.

Environnement

aucun! La France est le pays le plus taxé au monde! il faut juste montrer la bonne gestion du pays.

Pour que nos agriculteurs les plus en difficulté (mais pas les gros céréaliers ou les vignerons des zones les plus renommées par exemple) puissent vivre décemment de leur travail et les inciter à produire bio ou plus sain, élever les animaux dans de meilleures conditions et les abattre sans les faire souffrir. Il faut réindustrialiser la France et l'Etat et les collectivités locales doivent participer à cette transformation par des aides financières ou exonérations, mise à disposition de terrains, d'infrastructures....

aucun. Trop d'impôt actuellement

Aucuns. Nous payons déjà suffisamment d'impôts. Commencez par récupérer l'argent lié à l'évasion fiscale dite «légale»(optimisations etc.)

Santé (hôpitaux), sécurité (Police, gendarmerie, armée) et éducation (école, collège, lycée, enseignement supérieur).

Aide à des soins plus faciles , logement social , le tout avec controle .

Hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

Sans objet dans l'immédiat (cf propositions)

hors sujet dans l'immédiat (cf propositions)

aucune

le soutien aux politiques industrielles et agricoles la recherche et les innovations l'éducation

Ecologie

Ecologie

aucune

Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Supprimer les Conseils, Autorités, Instances et autres Comité «Theodules» dont l'efficacité de certains reste à démontrer , et appliquer strictement les recommandations de la Cour des Comptes

Réduire les salaires de tous les fonctionnaires qui gagnent plus que le Président. Supprimer les Commissions inutiles. Réduire le mille-feuilles administratif.

Tellement (non exhaustif) : IMPOSITION / FISCALITE - La base : un budget se fait à l'équilibre et non en déficit ! Comment demander aux français de gérer leur budget si l'Etat fait vivre la France à crédit !!! -> obligation pour les gouvernements de présenter un budget à l'équilibre et en cas de dépassement en cours d'année obligation de finir l'année par des économies complémentaires - Revoir l'affectation des taux de TVA en fonction de la satisfaction des besoins premiers des français : o Se nourrir : TVA déjà à 5,5% o Se loger : passer les travaux de rénovation énergétique à 5,5% o Se déplacer : passer le taux de TVA des transports publics à 5,5% - Passer également le taux de TVA d'accès à internet à 10% au lieu de 20% (sauf partie télé / téléphonie / abonnements à la demande) pour limiter la fracture numérique - Fusionner les 2 types de CSG (déductible / non déductible) et réintégrer la CSG sur les revenus/pensions (impôt non progressif) dans l'impôt sur le revenu pour plus de justice fiscale - En parallèle relever d'autres taux de TVA : cinéma, spectacles et presse à 10% et restauration à 20% - Remettre en place l'ISF - Limiter le CICE aux entreprises de moins de 5 000 salariés et pour les entreprises entre 500 et 5 000 salariés la conditionner à la limitation des versements de dividendes et au réinvestissement dans l'entreprise (emploi / outils de production) - Lutter contre l'évasion fiscale : Faire en sorte que les entreprises du CAC40 paient a minima le même niveau d'imposition que la moyenne des entreprises (et non 15% vs 30% pour la moyenne nationale) - Instaurer une taxation des flux financiers basée sur la volumétrie des flux effectués, afin de limiter la spéculation - Supprimer la possibilité de retirer la valeur mobilière du bien immobilier pour le calcul des frais de notaire - Autoriser la vente de médicaments à l'unité (économiquement bon pour l'usager et l'état et écologiquement bon également avec la réduction des emballages) - Imposer que toute fusion administrative se traduise par des économies d'échelle - Limiter les salaires des hauts fonctionnaires d'état et territoriaux (niveau maximal de rémunération < au salaire du Président) et imposer que le salaire des dirigeants de toute organisation publique ne dépasse pas un %age du budget de cette même organisation - Réduire le train de vie des ambassades et instituts à l'étranger (biens immobiliers, frais, personnel) - Sur le site https://www.data.gouv.fr sont recensés près de 60 000 administrations publiques... dont 352 services de publicité foncière, plus de 1000 points d'information jeunesse, 100 offices nationaux des anciens combattants, 715 missions locales d'information et d'orientation, 146 directions sociales et protections des populations, 559 centres d'information et d'orientation...-> mesurer l'efficacité de ces services et rationaliser - Suppression des services publics suivants : météo france, Réduire le nombre de chaines de France Television, certains médiateurs (du cinéma par exemple), certains instituts (du cheval et de l'équitation ou des recherches archéologiques préventives par exemple), certaines fédérations (des œuvres laïques, de la pêche, des chasseurs), certaines directions régionales (des douanes, affaires culturelles), certains hauts commissariats... - Suppression du service universel obligatoire - Supprimer les ABF - Accélérer la

fusion des petites communes en imposant une réduction du nb d'élus et de fonctionnaires municipaux - Revoir le financement des organismes privés de formation des chômeurs : chers et peu efficaces -> prévoir un financement au résultat - En finir avec le concept de gratuité des services publics (impôts, transport, soins...) : chacun contribue, à la hauteur de ses moyens -> valoriser l'équité et non l'égalité ou l'assistanat - Mettre en place l'exemplarité des élus et hauts fonctionnaires en supprimant tous les petits privilèges/passe-droit qui insupportent les français (frais de restaurant, frais de déplacement indécents...), notamment : o Supprimer les avantages des anciens Présidents/Ministres etc... o Interdire le cumul des retraites du public des anciens élus o Supprimer les frais autorisés sans justificatif de 600euros pour les députés et 900euros pour les sénateurs o Faire contrôler les frais des élus d'une chambre par l'autre chambre o Supprimer les possibilités de prêts personnels pour les élus par les chambres parlementaires

Il a été question de revoir la pension de reversion. J' espère qu' elle est oubliée. De même sous Hollande il a été envisagé de taxer les prpriétaires qui avaient terminé leur crédit

il faut converger vers la fusion impot sur le revenu/CSG, un impot plus juste et redistributif, une chasse sans limites aux 100 milliards de fraude fiscale annuelle, la suppression des comités theodules et la baisse des rémunérations des elus et hauts fonctionnaires, l'annulation de la dette de l'etat qui augmente depuis 40 ans, la consultation citoyenne avant tout depot de projet de loi aux assemblées parlementaires, la suppression du senat au profit d'une instance citoyenne soumis à referendum, suppression du CESE, une remise à plat des budgets de la nation.

Il est scandaleux d'être taxé sur l'inflation lors de la revente d'actions ou de biens immobiliers, notamment après plusieurs dizaines d'années. Les transactions doivent être faites en € constant stopper la gabegie : nombre, salaire et indemnités des Hauts Fonctionnaires (Bruxelles compris) Cf. « les Intouchables d'Etat » de V Jauvert.

Je souhaiterai un gouvernement qui VALORISE les travailleurs (privés, publics, indépendants ...) ; Exemple, aujourd'hui lorsqu'on travaille et que l'on est seul il est impossible de se loger : nous ne sommes pas prioritaire sur les logements et les agences demandent de gagner 3 fois le montant du smic MAIS QUI GAGNE CELA ????Soyez réaliste Arrêter le cumul des mandats et donner une indemnité plus importante aux maires des communes Augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs afin que ceux qui ne travaillent pas aient envie de travailler

Il faudrait supprimer la TVA pour les produits made in France afin de relocaliser la production !

Une vœu pieux : qu'on nous présente chaque année un budget prévisionnel à l'équilibre, que les dépenses exceptionnelles soient financées par des économies supplémentaires (déjà identifiées) et que les entrées exceptionnelles soit consacrées au remboursement de la dette et non à des nouvelles dépenses.

Pour réduire le poids des impôts et taxes, il faut : ☐ une meilleure efficacité du fonctionnement de l'état et des services publics et une réduction de leurs coûts de fonctionnement . ☐ une diminution des dépenses dites de solidarité ☐ Une réorientation des aides aux entreprises pour favoriser le développement de l'emploi en France et dans nos régions.

La poule aux oeufs d'or constituée par la classe moyenne supérieure est bientôt morte à force d'être siphonnée. Il faudrait envisager un audit desdites classes afin d'apporter de l'équité (et non de l'égalité) à l'impôt français.

REDUIRE LE TRAIN DE VIE DE L'ETAT ET LES DOUBLONS DES DEPENSE DU AU MILLE-FEUILLE ADMINISTRATIF

regardons l'efficacité d'un Euro de dépense publique / un Euro d'investissement privé : l'état doit se concentrer sur les fonctions régaliennes

Revenir sur des mesures prises: L'augmentation de la CSG et la non indexation des pensions de retraites sur le coût de la vie. Ces deux actions cumulées abaissent considérablement le pouvoir d'achat des retraités concernés et qui de surcroît ne bénéficient pas de la réduction ou suppression de la taxe d'habitation. Remettre le taux de rémunération du livret A à hauteur de l'inflation.

Payer des impôts c est être solidaire . C est un acte qui doit être payé par tous (meme 5 euros) pour que chacun ne sente pas assisté mais acteur et partie prenante de la société. Il faut être clair dans l utilisation de l impôt. A quoi il sert et combien coûte chacun des services si nous devions tout payé au lieu de payer les impôts.

Il ne doit pas y avoir de privilège comme des salaires garantis à vie.

Impôt sur revenu doit être proportionnel doit intégrer la CSG ISF qui est un impôt idiot pourrait etre rétabli mais avec un taux unique faible et concerne tous les patrimoines supérieurs à 300 k€

Il faudrait faire une grille salariale dans le privé comme dans le public donc en conservant la sacro-sainte hiérarchie mais en faisant bénéficier tous les salariés d une entreprise des benefices reels de celle ci. Exemple dans la haute couture et le luxe les ouvriers qui font un travail d exeption sont payés exactement pareil qu au bengladesh c est à dire mal et ceci est presque de l eclavagisme si on compare les bénéfices des entreprises. Autre exemple eiffage vinci etc etc si une entreprise fait 14milliards(bientôt 20grace à la gare de la part dieu pour eiffage) payer les ouvriers en bas de échelle 1100euros par mois est de eclavagisme. Ne pas baisser les salaires hauts ms augmenter le bas. pourquoi ne pas donner une grille salariale au prorata des benefices reels des entreprises cela augmenterait considérablement les salaires sans que le patron n en soient affectés car il y aura ce pourcentage garde fous des deux côtés. Qnd l egntrprise ne fait pas de bénéfices il y aurait la protection du salaire minimal. Le maire de Chartres a refusé l implantation d une grande entreprise américaine car conditions exécrable et détérioration de l urbanisme et environnemental. Je trouve cet acte courageux pourquoi encourager des grands entreprises tt en faisant la morale sur l'environnement et la fausse fainéantise des fçs et en asphixiant tous les commerçants entrepreneurs indépendants. Nous n avons pas tous vocation à travailler dans des entreprises qui creent des emplois. pour combien de temps ? la plupart s en vont au bout de quelques années et pas forcément à cause du code du travail(doit on tt permettre à ces grandes entreprises) et ont détruit le marché local. Le but d une vie n 'est pas d être salarié d un grand groupe. C est le discours récurrent des diplômés des grandes écoles. Entreprises qui créent des emplois =solutions pour le chômage. c est complètement erroné sur le long terme. On a au contraire des campagnes à potentiel, vides et des gens qui souffrent.en dépression ou en stress permanent car on fait croire qu'en donnant +à dieu entreprise il nous le rendra ce qui est faux en pratique il existe un chantage sur les salariés avec des heures supplémentaires obligatoire acceptée par peur par tous les salariés non payés 'en gagnant par exemple 1100euros par mois. comment s investir avec enthousiasme dans une entreprise et faire une demi heure par jour d heures supplémentaires sans être payés et ne pas faire une dépression avec le coût de la vie et d une famille ? Instaurer des salaires plus hauts un moeuc être au travail par des chèque sport par exemple comme les tickets restaurants de moins en moins répandues au demeurant. Revoir la législation cac40. En effet les petits actionnaires ne sont que très très peu

rémunérés. «C de la pipe.» Encadrer mondialement les traders et les grands actionnaires. Éviter la vente annulation par exemple la spéculation.

Conditionner le CIR (Crédit d'Impôt Recherche) qui coûte 6 milliards d'euros à la France et bénéficie en premier aux banques qui expatrient leurs profits dans les paradis fiscaux tout en fabriquant avec le CIR des algorithmes de spéculation sur le THF (Trading Haute Fréquence), algorithmes qui provoqueront l'explosion de l'énorme bulle financière actuelle. 3 critères préalables pour avoir accès au CIR : 1 - les dirigeants (PDG conseil d'administration et conseil de surveillance) des entreprises souhaitant bénéficier du CIR devront être soumis à l'impôt sur le revenu en France. 2 - le CIR ne sera pas accessible aux entreprises disposant de bureaux, filiales ou travaillant avec des entreprises domiciliées dans les paradis fiscaux puisque ces entreprises extraient de la richesse produite en France pour la cacher dans les paradis fiscaux et privent ainsi la France des recettes nécessaires au financement du CIR. 3 - le CIR ne sera pas accessible aux entreprises pratiquant l'optimisation fiscale puisqu'elles privent aussi la France de recettes fiscales qui permettraient de financer le CIR, elles ne peuvent donc décemment y prétendre. 4 - le CIR net à verser à chaque entreprise sera égal au CIR brut, tel que calculé actuellement, déduction faite de la somme totale des dividendes consolidés versés l'année précédente (n-1). En effet, en bon gestionnaire, un dirigeant d'entreprise doit privilégier les investissements stratégiques dans la recherche et le développement de son entreprise AVANT toute distribution de dividendes. Dés lors, l'État gestionnaire ne peut cautionner une telle faute de gestion. Mettre en place une Taxe complémentaire sur le chiffre d'affaire par seuils de chiffre d'affaire (CA) uniquement pour les taux supérieurs à 6 %. Le CA des seuils s'entendant de manière globale, consolidés, tout types de taux confondus. Le complément de taxe ne s'applique que sur les taux supérieurs à 6 %. - en dessous 50 millions d'euros de CA tout taux confondus : aucun complément de taxe sur le CA - de 50 à 250 millions d'euros de CA tout taux confondus : + 0,5 % de complément de taxe sur le CA - de 250 à 500 millions d'euros de CA tout taux confondus : + 1 % de complément de taxe sur le CA - de 500 millions à 1 milliard d'euros de CA tout taux confondus : + 1,5 % de complément de taxe sur le CA - de 1 à 2 milliards d'euros de CA tout taux confondus : + 2 % de complément de taxe sur le CA - de 2 à 5 milliards d'euros de CA tout taux confondus : + 2,5 % de complément de taxe sur le CA - au-delà de 5 milliards d'euros de CA tout taux confondus : + 3 % de complément de taxe sur le CA ARRÊTER DE SUBVENTIONNER LES ÉNERGIES FOSSILES À HAUTEUR DE 8 MILLIARDS D'EUROS PAR AN.

Pour ma part je pense que le budget de la défense nationale doit être diminué de 33%

Baisser les dépenses publiques ! Stop au statut trop favorable de fonctionnaire ! Stop aux privilèges divers et variés ! Stop au millefeuille d'elus Qui coûtent chers !! Stop à l'injustice fiscale et sociale où ceux qui paient n'ont droit à rien pour que ceux qui ne payent rien aient droit à beaucoup...

Création d'un ministère ou secrétariat pour le combat de l'évasion fiscale rattachée au premier ministre qui aura pour vocation de mobiliser les ressources des ministères de la justice, de l'économie, de l'interieur pour ce combat

pour les dépenses, les RH des mairies ou collectivités locales ou territoriales doivent lutter contre l'absentéisme. 39 jours de maladie par an et par employé à la mairie de montpellier. Ce n'est plus acceptable!

La suppression dans la loi d'orientation des mobilités est une grave erreur, comme l'a été l'annulation de la taxe poids lourds. Pourquoi refuser une POSSIBILITE aux collectivités locales de financer des services de mobilité indispensable pour mieux relier les périphéries des grandes agglos à ces dernières ? Sans cet outil RIEN ne sera fait avant des décennies. Ne déplaire à personne, nous fait tomber dans le syndrôme de M Hollande et Chirac. Est ce pour cela que M Macron a été élu ?

Je reviens à mon titre : Dotation en capital des auto-entrepreneurs. Multiplier et consolider les auto-entrepreneurs par la dotation de capital en crédit de TVA. Au lieu d'exempter de TVA les auto-entrepreneurs qui démarrent une activité, je propose de leur attribuer une dotation en capital qui ne coûterait rien au finances publiques puisque faite sous la forme d'un crédit de TVA accordé à une entreprise qui n'existe pas encore vraiment. Cette attribution ne coûterait rien aux finances publiques puisque ce serait en quelque sorte une création de monnaie « virtuelle » au début, qui se transformerait en monnaie réelle au fur et à mesure de l'activité « nouvelle » de l'auto-entrepreneur. Celui-ci facturerait ses prestations - dès la première - TVA comprise et incluse sur facture. L'avantage en serait qu'il n'y aurait pas de distorsion de concurrence entre ce nouvel acteur économique et les acteurs plus anciens déjà en activité. Les montants de TVA facturés par ce nouvel entrepreneur serait dûment reversés à l'administration fiscale, en argent RÉEL cette fois ! Cet argent REEL provenant du client de l'entrepreneur. Et chaque versement de TVA à l'administration, serait déduit de son crédit de TVA jusqu'à épuisement de celui-ci. La monnaie virtuelle crée au début se transformerait progressivement en monnaie réelle sous forme de « recettes » pour l'administration fiscale et non sous forme de « dépenses ! » En résumé, cette dotation en capital ne coûterait rien aux finances publiques mais serait à l'inverse une source de revenus. Et aussi une source d'économies car tout nouvel entrepreneur ainsi soutenu, consolidé et encouragé, serait un chômeur éventuel en moins. Pour finir cet exposé, je propose que cette dotation en capital soit vraiment un Capital et non une aumône. Je vois par exemple un Capital de 50 000 euros. Ce montant aurait aussi un effet d'attractivité sur les candidats auto-entrepreneurs.

Afin de réduire le déficit de la sécurité sociale, et faire en sorte que la fabrication et la vente de médicaments soient plus éthiques en France, je pense que nous devons réfléchir à une vente et un remboursement des médicaments sur la base de la quantité strictement utile au traitement donné par le médecin, comme cela se fait dans beaucoup de pays d'ailleurs. Bien entendu, tout en restant vigilant sur l'absence de rattrapage de prix que pourraient faire les laboratoires

Si les valeurs et l'honnêteté de la république et de nouveau d'actualité si les détournements à grande échelle de nos élus cesse nous aurons alors fait un grand pas pour donner l'exemple aux classes du dessous et tout se remettra en ordre au fil du temps

1 L'exemple doit venir d'en haut même si les réductions sont symboliques et ont un faible impact sur la dépense publique : réduire significativement salaires, primes et avantages en nature de toutes sortes des ministres, députés, sénateurs, hauts fonctionnaires. La réforme de la constitution doit permettre de réduire le nombre de députés et sénateurs. Il faut fusionner le Sénat et le Conseil Economique et Social, supprimer les organismes et commissions inutiles. 2 Réduire drastiquement la dépense publique en ayant pour objectif l'équilibre à moyen terme des comptes publiques et non pas le 3% qui n'a pas de signification économique. Cette réduction passe par une réorganisation complète de l'état à tous les niveaux(national, régional, départemental, communal) pour redéfinir les rôles, responsabilités et les recettes) en éliminant les nombreuses redondances qui coûtent et nuisent à l'efficacité et la qualité des services. Parallèlement il faut améliorer la qualité et l'efficacité des services publiques ce qui aura pour conséquence une baisse du nombre de fonctionnaires par non remplacement des départs

à la retraite assortie d'une mobilité obligatoire géographique et entre fonctions pour maintenir les effectifs suffisants là où c'est nécessaire. La réduction des dépenses sociales inévitable a déjà été mentionnée.

Plus de privilèges pour qui que ce soit et des revenus raisonnables pour les «commis» de l'état (style ce que l'on a appris sur les salaires de certaines personnes présidentes de comités «occultes»)

Les gens ne se rende plus compte des avantage de vivre ne France, alors que nous dépensons une fortune...

Il faut au plus vite renationaliser toutes les infrastructures que les Français ont payé depuis des décennies,il est tout a fait anormal d'avoir privatisé des autoroutes,des ports ,aeroports,hopitaux Sservice des eaux; etc etc.De nombreux pays laisse la libre circulation sur les autoroutes de façon gratuites ou par une vignette annuelle.ex La SUISSE,la SLOVENIE,la SLOVAQUIE ,ALLEMAGNEetc etc.L'ETAT ne fait pas son travail et délaisse des pans entier de son économie pour des intérêts privés.Ou est la justice ,ou est l'égalité ne parlons surtout pas de la FRATERNITE.Les sociétés qui gère ces organismes se gavent d'argent et savent bien profiter des niches fiscales pour ne pas payer les impôts

Il y a entre les communes une inégalité fiscale importante. Si votre commune accueille un siège social d'un entreprise puissante, le maire peut «arroser» ses électeurs. Si la commune accueille essentiellement des pauvres gens, elle n'a que peu de moyens pour tenter d'extirper ceux-ci de leur misère.

Soit on fait payer la taxe d'habitation à tout le monde , soit à personne!

Revalorisation des pensions de retraites en fonction de l'inflation. Ma pension 2520 €. Perte de 102 €/mois depuis la dernière augmentation. S'y ajoute l'augmentation de la CSG soit 46 €, ce qui donne une perte de près de 1800 €/an qui va s'accentuer de 36 €/mois en 2019 selon les prévisions. J'aurai donc perdu plus de 2200 € en 2019. Je ne suis pas concerné par la suppression de la taxe d'habitation.

Il faut arrêter de palier aux carences et dysfonctionnements de notre système en mettant en place primes et aides en tout genre à chaque fois que se présente un problème (par ex une prime pour compenser la faible rémunération du SMIC)

Lutter contre la gabegie des dépenses inutiles et surfacturées (voir le rapport de la cour des comptes). Réduire le train de vie de l'état et de ses représentants (y compris en supprimant leurs privilèges (retraite, salaires, avantages en nature de toutes sortes, pantouflage dans des postes inutiles et coûteux....). Supprimer la plupart des commissions qui sont inutiles. Mieux contrôler les dépenses des régions, dépenses qui n'arrêtent pas d'augmenter de manière ahurissantes.

une justice plus rapide pour récupérer l'argent dû par les politiques ou autres suite à des détournements

lancer des campagnes de qualité dans les services, les mairies pour économiser les procédures qui ne marche pas qui font perdre du temps et de l'argent exemple: pour faire un passeport en ligne j'ai du faire 4 déplacements de 15 km à une autre mairie pour une erreur de procédure de la mairie autre exemple :un permis de conduire en ligne suite à un accident 3 démarches en mairie identifier les dysfonctionnements et les améliorer et les publier utiliser les savoir des fonctionnaires et l'écoute des usagers pour faire des économies avoir un panel de citoyens tiré au sort pour vérifier les comptes des administrations supprimer les doubles ou tri études dans les projets (exemple le comptage des petits oiseaux à 15 000 euros) réduire ou supprimer, rationaliser exemple 4 voiture de fonctionnaires d'un même établissement pour une réunion

Plus de rigueur dans les depenses des collectivités locales (investissements pas toujours nécessaires, coûts mal maîtrisés et frais de personnel qui derivent). La suppression de la taxe d habitation est une erreur couteuse. Il serait inacceptable cependant qu elle continue à être payée par certains. Donc soit la rétablir, soit la supprimer pour tous (rupture d égalité devant l impôt). Baisser la TVA sur les produits alimentaires et l augmenter sur le reste est recevable (à recette constante). Lutter contre la fraude en rendant obligatoire l acceptation de la CB par les commerçants et sur les marchés et limiter les transactions en liquide. Augmenter le temps de travail (39 payés 37) devrait permettre d optimiser les depenses de personnel dans la fonction publique et d accroître le pouvoir d achat (en conservant la défiscalisation des heures supplémentaires). L'ISF était un impôt contre productif, rapportant peu et encourageant les investisseurs à quitter le pays ou investir ailleurs. Cet impôt était une singularité française et un symbole dépassé. Rétablir l'ISF serait une grave erreur. Augmenter la CSG était dans le programme et il est recevable que les retraité contribuent à l'effort collectif mais les retraites doivent rester indexées sur l'inflation . Il faut donc revenir sur la trop faible augmentation de toutes les pensions pour 2019 et 2020 et maintenir le pouvoir d'achat .

l'état doit produire un effort de pédagogie envers la population afin de rétablir le consentement à l'impôt

S'inspirer du modèle hollandais de sécurité sociale, géré par les mutuelles, qui est à l'équilibre tout en garantissant un minimum de couverture santé à tous.

<style> .ql-editor * {text-align:justify; line-height: 1.4;} </style> <h1 style='margin-bottom:20px;margin-top:40px'>Monnaie parallèle à l'Euro pour incitation aux achats locaux et eco-responsable avec géolocalisation</h1> Je souhaite proposer une solution a la fois technologique, eco-responsable et social.   Une monnaie digitale, appelons-la pour l'exemple : L' ACCOLADE dont le symbole serait {€}.
 1€ = 1{€} <hr> Chaque citoyen disposerait D'un compte accessible sur Internet et via Application. D'une carte a puce.
  L'ACCOLADE ne sera pas stocké dans une banque, il s'agira donc d'une cryptomonnaie traditionnelle.   L'État pourra décider de soutenir ces citoyens en reversant des ACCOLADES plutôt que des Euros en remplacement de certaines aides ou comme un revenu universel. <hr> <h2 style='margin-bottom:20px'>TECHNOLOGIE</h2> Chaque compte est liée à une adresse physique, une coordonnée GPS fixe.
 Suivant un algorithme distance/population/attrait/... une zone verte d'achat sera déterminée plus ou moins étendue.   Si le citoyen dépense dans un commerce situé dans la zone verte, il bénéficiera d'un BONUS de proximité, exemple 1{€} = 1.25€. Inversement et de façon progressive, chaque dépense éloignée de la zone verte aura un MALUS.   Du point de vue du commerçant, cela ne doit pas changer son prix de 1€ = 1{€}   Les BONUS offert par l'Etat seront amortis par les MALUS   Ceci afin d'encourager les achats locaux et par ce biais protéger les intérêts du pays.   Les commerçants en excès d'ACCOLADE et nécessitant l'achat de matériel dans un pays n'acceptant pas l'ACCOLADE pourront demander une conversion avec le MALUS maximum. 1{€} = 0.65€ par exemple. <hr> <h2 style='margin-bottom:20px'>DONNES</h2> Chaque dépenses sera liée à son propriétaire et donc pourra être consulté par un organisme indépendant pour éviter les fraudes. <hr> <h2 style='margin-bottom:20px'>EVOLUTION</h2> Cette monnaie pourrait a terme être une monnaie mondiale parallèle car son principe de zone verte n'a pas besoin de frontière.
 Des employés pourrait demander a voir leur salaire divisé en Euro et en ACCOLADE si cela est dans leur intérêt.
 Des commerçants artisan pourrait se voir

attribuer un BONUS si l'entreprise est ISO-XXXX et donc écologique. <hr> <h2 style='margin-bottom:20px'>NOTE</h2> Bien entendu, je conçois que l'accueil de cette monnaie du point de vue des autres Etats membres Européen serait très mal perçu ...

sanctionner les élus et les hauts fonctionnaires qui engagent des dépenses «pointées» par la cour des comptes. Exemple : ministère de l'éducation nationale et dépenses du logiciel de paie «pour rien» !

Je ne réponds pas volontairement aux questions qui détournent le débat du vrai problème de fond : celui de la délégation aux banques privés du pouvoir d'un Etat de créer la monnaie et sur les conséquences en terme : +d'explosion des dettes, + de détournement du rôle d'intérêt général de la création monétaire au profit d'intérêts particuliers:, cette délégation est un échec le culte du profit a pris le dessus +de création de banques trop grosses pour faire faillite, + de fragilisation du système financier mondial, + de perte de liberté d'actions pour les Etats , + de création d'une finance de l'ombre + de maintien de paradis fiscaux y compris au sein de l'Europe + d'anonymat des transactions financières et de complicité dans les manipulations de cours, d'indice, + de création de produits financiers complexes, toxiques Avec la délégation totale de la création monétaire aux banques privés, nous avons perdu notre liberté d'action et une marge de manœuvre. Nous payons des intérêts à des banques privés pour de l'argent qui n'existe pas et qu'elles peuvent créer grâce au pouvoir que les Etats leur on délégué.. Avec la création de l'euro nous avons perdu la possibilité de créer de l'argent pour des motifs d'intérêt général. Nos dirigeants élus s'étonne du manque de confiance des citoyens . Ils nous ont trahi notamment : + par le transfert de la création monétaire qui est un pouvoir régalien. Ils ont pensé que les banques privés feraient mieux que l'Etat. Cette délégation a été organisée par des financiers et des fonctionnaires d'Etat, inspecteurs des finances, qui sont trop influencés par leur carrière et la perméabilité public privée incompatible avec le souci de l'intérêt général + par le contournement du non au référendum sur la constitution par la signature de traités + par leur capacité à trouver des milliards pour sauver l'irresponsabilité des banques mais leur incapacité à trouver les moyens de gérer des problèmes de fonds (dépendance énergétique et son impact dans notre balance commerciale, développement de politiques « vertes » d'avenir et durables,...) + par leur incapacité à imposer la séparation de l'activité bancaire classique des activités financières de spéculation + ... Le délit de haute trahison a même été supprimé de la constitution pour protéger les responsables de toutes actions en justice ... et permettre ce transfert de pouvoir Nous devons retrouver au niveau de l'Etat la possibilité de créer de la monnaie pour agir dans les domaines d'intérêt général : la transition énergétique et l'urgence climatique associée en font parti. Cette création doit se faire de façon responsable et durable. L'argent ainsi créé doit être remboursable par les gains obtenus : exemple réduction du déficit de la balance commerciale, développement d'emplois dans les politiques vertes générant des ressources supplémentaire par l'activité créée .... Nous devons revoir cette aberration de payer des intérêts pour de l'argent qui n'existe pas : nous déléguons à des banques le pouvoir de créer de l'argent fictif et en plus nous payons des intérêts pour que ces mêmes banques nous prêtent cet argent : il faut oser ... Nous devons séparer les activités classiques, qui doivent soutenir l'économie, des activités spéculatives des banques et refuser que des banques soient trop grosses pour faire faillite. Nous devons abolir l'anonymat sur les transactions financières. Nous devons établir notre propre liste des paradis fiscaux. Nous devons lutter contre l'optimisation fiscale qui cache l'évasion fiscale. Il serait intéressant de savoir combien de nos inspecteurs des finances sont passés dans le privé et combien contribuent de prés ou de loin à l'évasion fiscale. Nous devons retrouver une inspection des finances indépendante des lobbies de la finance privée.

La plus grande injustice fiscale provient de l'évasion fiscale et de l'optimisation fiscale rendue possible par l'état lui-même. Il est urgent que l'harmonisation européenne se fasse car les fiscalités irlandaise, luxembourgeoise et autres sont en train de retourner l'opinion contre l'Europe. Si on ne peut pas faire grand chose au niveau mondial (et encore si on le voulait on pourrait certainement) du moins en Europe il faut absolument empêcher l'institutionnalisation de l'injustice fiscale. Les opinions publiques européennes le voient bien : les paradis fiscaux sont chez nous et cette Europe qui favorise les grandes sociétés au détriment des classes moyennes est détestable. D'où Brexit, 5 étoiles, extremes droites et gilets jaunes ... en attendant le pire. Si le libéralisme n'est pas contrôlé (il ne se contrôlera pas lui-même) le renouveau nationaliste sous diverses formes deviendra le seul et illusoire refuge. Les inégalités de patrimoines ne cessent d'augmenter dans le monde, en Europe et en France. La fiscalité peut corriger cela et les mesures prises par le gouvernement dès sa formation sont au contraire allées dans l'autre sens (suppression de l'ISF et flat tax alors que la fiscalité sur les autres parties de la population augmente).

pourquoi ne pas ce servir de la taxe recyclage pour financer la transition écologique,les taxes sur le tabac les reverser intégralement à la sécurité social .

Il faut absolument faire preuve de plus de pédagogie. ET même si financièrement ça ne pèse pas grand chose, montrer que au plus haut sommet de l'état les efforts sont faits aussi (train de vie, nombre de députés sénateurs, avantages, etc...)

Urgent de rétablir l'indexatlon des retraités sur l'inflatlon

La contribution des citoyens augmente d année en année mais le déficit augmente Pourquoi !!!!

Pourquoi ne pas essayer de vraiment diminuer les charges salariales et patronales pour inciter les embauches ?? La perte d'un côté sera compenser de l'autre par du pouvoir d'achat !

Il faut que tous le monde payent des impôts de manière proportionnelle aux revenus. Il ne doit plus avoir d'exception, tout le monde contribue.

- que l'Etat montre l'exemple en arrêtant de distribuer l'argent publique à tort et à travers - les dons ne doivent pas être faite sur la seule impulsion du Chef de l'Etat, sans concertation préalable - ne pas oublier que ce sont les français qui remplissent les caisses de l'Etat. - faire une chasse intensive a tous ceux qui utilisent tous les systèmes «d» possibles pour ne pas payer d'impôts en France, ou le moins possible avec des adresses fiscales à l'étranger. - faire rentrer dans les caisses toutes les dettes parfaitement identifiées et tolérées.... enterrées ! - toutes les entreprises avec un chiffre d'affaires fait en France, doivent payer des impôts - toutes les prestations sociales doivent être cumulées pour avoir une vision globale du revenu. En fonction des chiffres obtenus, payer un Impôt - les prestations sociales doivent être rajouter au revenu, pour obtenir une vision réelle des revenus, de mêmes pour les dépenses à soustraire - le FRANCAIS doit être prioritaire en tout par rapport à l'etranger hébergé, ou de passage. -

non

Peut être faut il poser le débat de l'allongement du temps de travail hebdomadaire vs âge de départ à la retraite. La durée hebdomadaire du travail pourrait être plus importante à certaines périodes de la vie et moins importante après 55 ans.

Les dépenses pour la santé servent en grande partie à faire de l'amenagement Du territoire. Il faut arrêter les activités dange-

reuses dans les petits hôpitaux qui ne sont finalement que destinées aux patients les plus mal informés. Il faudrait limiter l'aide médicale d'état qui est détournée de son objet principal.

il n'est pas normal qu'un étranger en situation irrégulière soit mieux soigné qu'un retraite qui a travaillé toute sa vie en France pour toucher 1200 euros de retraite.

Les autoroutes, mais également les autres «services publics» (délégués à des sociétés privées dont l'objectif premier est de faire des bénéfices, avec la complicité des donneurs d'ordres locaux et nationaux qui n'ont pas la préoccupation du bon usage des deniers publics. L'expérience a montré dans bien des cas que l'état n'est pas le meilleur gestionnaire, mais il y a certainement d'autres possibilités que de céder les concessions, des autoroutes notamment, à des sociétés privées avides de bénéfices. Ces concessions et la gestion pourraient être confiées à des régies, associations ou autres entités «sans but lucratif». Certes, il faut attendre la fin des concessions en cours, mais cela laisse le temps de s'y préparer sereinement. La privatisation des autoroutes a rapporté à l'état ponctuellement, mais depuis les actionnaires des sociétés d'autoroutes ont largement été rémunérés, sur le dos des usagers. Il est temps de faire cesser cette situation.

L'impot est il injuste aujourd'hui? Je n'en sais rien. Mais ce qui me choque, c'est de voir des taux d'imposition très faible chez les GAFA et autres grandes entreprises internationales. Aurions nous véritablement ces problèmes si nous étions plus rigoureux sur les abus et les fraudes?

Afin de reduire les depenses , il serait utile de construire un lieu unique, regroupant l'ensemble des ministères, le parlement, le senat, etc.. nous devons accepter de mettre fin à utiliser des lieux emblématiques qui coûtent cher et par ailleurs qui ne sont plus approprié. Le fait de regrouper tout le monde en seul endroit permet de faire des économies sur énormément d'item (frais déplacements, entretiens, personnel etc.)

La charge des impôts est importante pour la classe moyenne et freine la consommation

Un impôt plus équitable et ajusté par rapport à la conception familiale de chaque foyers français en prenant en compte des difficultés financière et le prix du logement qui est plus élevé dans certaines régions.

je pense que supprimé la taxe d'habitation pour tout le monde est ridicule et vas encore profiter à des personnes qui n'en non pas besoin donc je pense pas que cette mesure soit juste sa me dérangerais pas de payer une taxe si je percevais entre 5000 euros et plus

Il serait peut être temps d'arrêter de dépenser autant avec l'armée ? L'Europe doit participer au financement de l'armée

Il faut remettre à plat toutes les dépenses, simplifier les échelons administratifs. Par exemple, quand un groupement d'agglomération couvre plus de 80% de la population du département (exemple le Rhône) on supprime le département en transférant ces tâches au groupement.

Il faut réduire le nombre de communes par des regroupements et éliminer un échelon de commune - département - région.

Le contrôle des citoyens sur les dépenses publiques doit être renforcé à tous les niveaux. Nous citoyens, faisons en fonction de nos moyens (pour la plupart). Il faut faire de même au niveau des élus. Les grands projets et dépenses au dessus de nos moyens, décidés par les élus pour «laisser une trace», soit disant au motifs du bien commun, ça suffit. La règle doit être «on fait avec les moyens que l'on a, on n'augmente pas les prélèvements (impôts, stationnement, péages ...) et recherche les économies. Un exemple : Combien de fois les mêmes chaussées sont en travaux, pour les réseaux (eau, élec, gaz, télécom), puis pour refaire la chaussée et finalement de nouveau des travaux d'esthétique (pavés, modification de ronds points, de centres ville ...) Un autre scandale: les projets grandioses, évalués à un coût au moment de la décision, et qui au final voient leur prix multiplié par 2 ou 3... et qui n'auraient sans doute pas été décidés si le coût final et les coûts de fonctionnement avaient été correctement évalués. Qui est responsable ? personne Qui est sanctionné ? personne, hormis le contribuable qui est toujours là pour payer. Dans une entreprise, ce type faute (si on considère que ce n'est pas volontaire) serait sanctionnée. Pourquoi ça ne l'est pas lorsque ce sont des élus ? La cours des comptes fait un excellent travail, mais d'une part ne peut pas être partout, d'autre part n'a aucun pouvoir de sanction. Propositions: Mettre en place les dispositions permettant une surveillance / contrôle «a priori» (et non a posteriori) des dépenses publiques par les citoyens, de leur pertinence. Obliger les élus (communes, région, nation) à rendre des comptes sur l'attente des objectifs (coûts prévus / réel, techniques ...) chaque année, pour chaque projet et sur leur bilan en fin de mandat ... avant leur réélection éventuelle !

Revenir sur la politique familiale de Hollande. Encore une fois les classe moyennes ne sont pas incitées à faire des enfants. Quand on n'a pas d'aides, on se retrouve avec un même niveau de vie que certains smicards. Par contre je salue la PAJE. Et puis plus de place en creche pour que les parents puissent aller bosser

La dette publique n'est pas un mal en soi ... tout dépend de son usage la priorité doit être donnée aux investissements publics au service du bien commun.

Début décembre 2018, CANOL a publié la seule étude (http://www.canol.fr/etude-metropole/) complète sur la situation de la Métropole de Lyon trois ans après sa création. Sa lecture attentive montre que, pour le moment, les objectifs d'économies d'échelle n'ont pas été atteints et ne sont pas en mesure de l'être. Les dépenses de fonctionnement ont grimpé de 116 %, alors que les recettes progressaient de 91%. Les dépenses de personnel se sont accrues de 74 %. Enfin l'incontournable poste social a représenté 50% des dépenses de fonctionnement, plombant le « dynamisme » de la Métropole. Le nouvel ensemble Nouveau Rhône et Métropole issu de la transformation de l'ensemble précèdent, département avec Grand Lyon, a généré depuis sa création, donc à périmètre égal, plus de 600 millions d'€ de dépenses d'exploitations supplémentaires, financées par l'impôt et par la dette. Alors que l'objectif affiché était une réduction des coûts ! Pour le contribuable, l'économie promise s'est donc transformée en hausse de la fiscalité, 14.5%, soit 7 fois le rythme de l'inflation (+2.1%). Pire, les communes rattachées à la métropole, sans qu'une consultation publique ait été lancée pour connaitre l'avis des habitants sur le sujet, poursuivent leurs dépenses folles (constructions de bibliothèques, d'équipements de prestige, embauche d'agents, de policiers municipaux, etc) comme si elles étaient autonomes. Les habitants de ces communes sont donc doublement taxés sans aucun espoir de voir la dérive prendre fin. Vu des habitants des communes limitrophes de Lyon, le rattachement à la métropole est jugé catastrophique : augmentation des impôts, dégradation des conditions de vie (et ce n'est que le début !), urbanisation galopante, travaux de voirie réalisés perpétuellement sans aucun contrôle de la part des maires (c'est ce qu'il disent...), services délégués à la métropole moins performants qu'auparavant, ... De plus, l'urbanisation galopante des communes rattachées suite à la modification du POS n'ont pas les infrastructures nécessaires liées à cette urbanisation, prélude supplémentaire à des dépenses futures insupportables. La suppression de la taxe d'habitation n'apportera rien si le financement de l'état compense à l'euro près. On ne voit d'ailleurs pas la nécessité de supprimer la taxe

d'habitation (seul impôt supporté par presque tous les citoyens) mais en diminuer le montant par habitant chaque année devrait être une règle intangible. Or, le seul moyen d'amener les élus à la raison est d'assécher progressivement les financements, de donner aux chambres régionales des comptes un pouvoir de coercition sur la métropole et les communes afin d'en finir avec l'incompétence (emprunts toxiques, dérive financière des projets d'équipement), le clientélisme (ralentisseurs, éclairage public, rond-points, aménagements divers), la mégalomanie (bibliothèque, salle de sport, de spectacle, agrandissement de la mairie puis embauche de personnel inutile puisque certaines compétences sont transférées à la métropole), le dogmatisme (chasse à la voiture en rétrécissant la voirie, course au permis de construire avec un COS permettant de construire sur des surfaces de terrain plus en plus réduites, ce qui conduit à l'inflation des prix des terrains). Conclusion : 1/ Imposer aux collectivités locales une baisse (drastique au début, puis régulière) de leurs dépenses de fonctionnement et une justification argumentée de leurs dépenses d'investissement 2/Imposer le contrôle par les CRC des budgets annuels puis de leur réalisation, dont les recommandations doivent s'imposer aux élus. 3/Rendre les élus responsables des dérives financières de leur commune, département, métropole 3/ Poursuivre le regroupement de communes, mais avec de vraies économies d'échelle (la communauté de communes est une hérésie puisque on rajoute une couche au millefeuille déjà trop épais)

Le millefeuille des taxes doit être remis à plat. Toutes ces petites taxes éparpillées créées avec le temps par nos sénateurs et députés du fait de l'article 40 de la constitution doivent être remises à plat. Avons-nous vraiment besoin de cette taxe sur l'électricité destinée à financer les services du médiateur de l'énergie (et avons-nous réellement besoin de ce médiateur ?). L'article 40 de la constitution pourrait d'ailleurs être revu pour éviter la tentation de création de nouvelles taxes (on l'a vu récemment par exemple au Sénat avec la proposition de loi de redynamisation des centre-ville qui propose de axer les livraisons de colis pour financer la création d'un énième organisme parapublic).

Les taxes portant sur un objet précis (essence, électricité, gaz) doivent financer exclusivement les actions en rapport avec cet objet et ne pas entrer dans un pot commun.

La gestion des impôts ne doit pas être vu à la légère et sans consultation des citoyens ou sans retour par nos élus.

Vous ne posez que des questions sur la baisse des impôts alors que la catégories est «ficalité ET DEPENSES». Donc parlons en! A l'échelle de ma commune je constate tous les jours de l'argent jeté par les fenêtres par le jeu de la sous-traitance de tout ce qui est voirie et associés. En effet les sociétés missionnées ne subissent aucun contrôle de qualité et, en empilant divers niveaux de sous-traitance, personne ne vérifie la qualité. Dés lors on constate des enrobé neuf qui n'absorbent plus l'eau là où l'enrobé «ancien» avec un ou deux trous était nickel vis à vis de l'évacuation des eaux pluviales et de l'adhérence. Des chaussées neuves qui s'affaissent et ne sont pas reprises car plus de pognon et personne ne vas chercher à forcer le fautif à corriger. Etc, etc. perso, quand je missionne une entreprise pour me faire des travaux cela a intérêt à être impeccable car sinon ils refont et ce jusqu'à satisfaction! Dans mon travail c'est ainsi que je fonctionne. Tant que le client n'a pas ce que le contrat de vente lui a promis j'améliore, je corrige, etc En sortant de la commune ou simplement de ses attributions on constate la même problématique sur l'intercommunalité, le département, etc. Des millions puis des milliards sont ainsi perpétuellement gâché. Donc au lieu de chercher à réduire les effectifs réintroduisons une culture du travail bien fait et surtout bien terminé. Sanctionnons les sous-traitant incompétents. Imposons la sanction dans les services en cas de laxisme vis-a-vis des sous-traitant.

1 français sur 2 ne paye pas impots :il faudrait débusquer tout ceux qui y échappent non en raison de faibles revenus, mais de combines et montages financiers, souvent autorisés par la loi : il y a des conseillers pour vous faire pas payer impots, c'est anormal / même si c'est 50E par an, tout le monde doit payer des impots

Toute augmentation de dépense quelque part doit être compensée par une réduction équivalente ailleurs Il faut arrêter de « faire des économies » (en français : réduire le rythme d'augmentation des dépenses) mais bien RÉDUIRE les dépenses On ne pourra pas réduire les impôts sans réduire les depenses

Je souhaiterais que soit supprimer les espèces de manière à reduire la fraude (le black notamment) et comme conséquences les impôts des citoyens qui ne fraudent pas

Concernant les salaires des députés, sénateurs, ministres et président de la République que soit supprimer l'attribution à vie. Et tous se qui gravite autour.

il faut vraiment diminuer les dépenses de l'état (diminution importante du nombre des députés et sénateurs ainsi que de leurs collaborateurs et de leurs rémunération) afin que l'impôt serve aux français et non aux responsables politiques, l'assainissement des finances publiques permettra a long terme de baisser les charges pesant sur les travailleurs qui nourrissent les profiteurs et donc les travailleurs pourront ainsi être rémunérés a leur juste valeur

Le niveau d'automatisation/digitalisation dans l'administration doit augmenter encore plus rapidement. De nombreuses sources d'impots pourraient etre fusionnées, ainsi que les administrations qui les gerent, permettant ainsi de diminuer les couts de fonctionnement Les subventions aux entreprises type CICE doivent devenir plus accessibles au PME et moins favoriser les grandes entreprises Le nombre de niches fiscales doit diminuer (à quoi sert part exemple le dispositif Girardin ? il reviendrait moins cher à l'état d'emprunter pour investir dans les DOM/TOM) L'état doit encourager la création de monnaies locales pour renforcer l'achat local et donc l'activité économique francaise

revoir à la baisse les salaires, avantages sociaux, frais des députés et sénateurs et du personnel de l'état. Certains salaires sont hallucinants par rapport à ce que l'on touche dans le privé. Faire des feuilles de frais comme dans le privé, on le fait tous pourquoi pas l'état. On doit dire qui on invite à déjeuner en donnant le numéro de téléphone de nos convives, on doit déclarer le moindre kilomètre réalisé pour un client. Pourquoi l'état ne peut il pas demander la même chose à son personnel ????? Un bon père de famille gère son budget pas seulement en essayant de gagner plus mais aussi en dépensant moins, c'est du bon sens Les immigrés, on dépense des fortunes, et nos pauvres ? et nos SDF ? et nos retraités ? ont ils droit à moins d'égards ? Il y a beaucoup de fraudes en France, c'est de l'argent facile à récupérer. Je veux bien payer des impots supp pour chasser la fraude. Fraude à la sécurité sociale, notamment, le pb des cartes vitales fantômes ... Pour la sécurité pourquoi ne pas faire payer systématiquement 1-2 euros même aux plus démunis pour qu'ils se rendent compte que ce n'est pas gratuit ? Pourquoi ne pas nous dire aussi combien coûte une hospitalisation. On entre et en sort de l'hopital sans débourser un centime mais sans même savoir combien ca coute ? ca ne responsabilise pas

Supprimer toutes les gratifications exceptionnelles et avantages en nature à vie des députés, sénateurs et anciens ministres ou présidents de l'Etat, qui grèvent les moyens de l'Etat. Soumettre ces représentants de l'Etat aux mêmes règles fiscales et de cotisations que tous les citoyens (impôts, cotisations retraites

et chômage, CSG, etc...) Limiter le nombre de députés et sénateurs, et supprimer leurs droits notamment s'ils ne participent pas activement à leurs obligations de présence.

que nos elus donnent l'exemple ce qui n'est pas le cas

rendre sa simplicité et sa lisibilité a l'impôt ferait faire des économies a l'Etat et permettrai de le rendre plus juste et aux citoyens de savoir a quoi il sert: sante sécurité transport éducation alimentation pour tous et non pas enrichir une classe de hauts fonctionnaires et politiques en tout genre. bien sur que nous avons besoin d'eux, mais PAS a ce prix

Il faut changer de paradigme et cesser de considérer sans cesse l'impôt comme de l'argent qu'on nous retire. C'est avant tout grâce à ça que nous pouvons créer une société solidaire. Sinon c'est la loi du plus fort et l'accès à la santé, l'éducation etc, est trop difficile pour les catégories socio professionnelles défavorisées. L'impôt finançant une protection sociale et réduisant les inégalités est une invention formidable qu'il faut renforcer au lieu de remettre en cause la dépense publique comme étant un fléau.

Même si la situation mondiale est préoccupante, je pense que l'Etat pourrait faire des économies sur le budget des armées, je suis très réticente à l'idée de payer des impôts pour construire des sous-marins nucléaires

Suprimer le nombre d'élus qui vivent aux crochets de nos impôts

Concernant les dépenses public: Réduire le nombres de commissions. Il y a beaucoup de commission qui on une utilité contestable. Il faut avoir le courage d'en supprimer. Concernant les anciens Présidents il faut supprimer ces avantages à vie, quelques années (5ans) serait plus raisonnable. Réduire le nombre et le salaire des hauts fonctionnaires. Prendre en compte les remarques des commissaires aux comptes publiques. Supprimer l'IFI remettre l'ISF en exonérant totalement et sans limite tout investissement dans les entreprises non cotées et pour les PME familiales exonérer totalement les actionnaires de la famille qui sont non dirigeants. Réduire la fiscalité de transmission des entreprises en réduisant le taux et en étalant les paiement sur 5 ans. Ceci afin d'éviter la vente de l'entreprise à un fond d'investissement qui n'aura qu'une vision, celle d'augmenter la rentabilité pour mieux la revendre 5 ans plus tard.

On ne peut pas demander plus et plus, bien souvent toujours aux mêmes, et dépenser toujours plus et s'endetter toujours plus. Il faut faire cesser la gabegie publique. En commençant par les services de l'Etat, le Parlement et les grandes administrations.

réduisons le mille-feuille territorial et arrêtons les gaspillages

Combien y a t'ils de postes comme celui qu'occupe Chantal Jouanno, qu'est ce que ça représente financièrement et à quoi servent ces postes. Ne peut on pas réduire le nombre d'occupants au sénat et imposer une limite d'âge maximum à 70 ans . Je vais avoir 67 ans et j'ai parfois honte quand je les entends et les vois s'exprimer. Ils sont sur une autre planète

non

Les Français doivent accepter qu'une part plus importante des frais médicaux et des frais liés à l'ecole revienne à leur charge de manière à pouvoir réduire les impôts et les prélèvements sociaux. Il faut qu'ils se rendent compte et qu'ils acceptent qu'ils ne peuvent pas avoir à la fois une réduction des impôts et le maintien au niveau actuel du modèle social français.. Sinon la dette continuera d'augmenter et c'est leurs enfants et petits enfants qui la rembourseront.

Le retour de l'ISF est l'un des points bloquants de la crise actuelle, c'est l'une des revendications fortes des gilets jaunes qui doit être discutée, contrairement à d'autres revendications absurdes comme la démission du Président de la République. À défaut de le rétablir, un point très clair doit être fait sur les détenteurs de grandes fortunes, et tout doit être fait pour montrer que, comme les autres citoyens, ils participent de manière égale à l'effort national sur les dépenses publiques.

Que l'Etat se concentre sur ses fonctions régaliennes «finances, éducation, justice, santé et sécurité» et laisse les citoyens s'occuper du reste!

JUSTICE FISCALE / STOPPER L'EVASION FISCALE ET L'OPTIMISATION FISCALE. En mettant fin aux pratiques parfois illégales et toujours immorales d'évasion et d'optimisation fiscale, le gouvernement trouvera l'argent dont il a besoin pour augmenter les petites retraites, financer les services publics ou encore investir dans la transition écologique. Et si pour faire la chasse aux fraudeurs, il faut recruter des inspecteurs des impôts, alors allons-y. ---------- JUSTICE FISCALE / TAXER LES TRANSACTIONS FINANCIERES. Instaurer la taxe Tobin sur les transactions boursières spéculatives : entre 16 et 18 milliards d'euros la clé qui pourrait servir à financer la transition écologique, entre autres. L'idée vieille de 50 ans reste pour l'heure une chimère. ---------- JUSTICE SOCIALE / METTRE EN PLACE UN SEUL REGIME DE RETRAITE. En matière de retraite, les disparités actuelles ne sont plus acceptables. Il y a urgence à simplifier le système pour mettre en place d'un seul régime unifié pour tous avec une retraite à points sur le modèle suédois et qui tiennent compte des périodes de pénibilité. SUPPRIMER TOUS LES REGIMES SPECIAUX. Accessoirement, création d'une application sur smartphone pour consulter en temps réel ses droits accumulés et simuler le calcul de sa pension pour un âge de départ choisi (avec une interface plus ergonomique et plus simple que l'actuel portail AssuranceRetraite). _____ JUSTICE SOCIALE / LIMITER L'ECART DES SALAIRES. Limiter l'écart des salaires de 1 à 12 dans les entreprises privées comme publiques pour rendre notre société moins inégalitaire. AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE. Obliger aux entreprises de créer des crèches en fonction de seuils à définir (nombre de salariés, chiffre d'affaires, ...).

Faire établir un contrôle des dépenses de ceux qui utilisent l'argent public: note de frais des élus systématiques, contrôle par expert comptable des dépenses des élus, des communes, des regions, des départements, des ministères, etc comme pour les entreprises en délégation de service public

Diminution du nombre d'élus

METTRE FIN AUX PRATIQUES d'EVASION ET d'OPTIMISATION FISCALE : le gouvernement trouvera ainsi l'argent dont il a besoin pour augmenter les petites retraites, financer les services publics ou encore investir dans la transition écologique; et si pour faire la chasse aux fraudeurs, il faut recruter des inspecteurs des impôts, alors allons-y. TAXER LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES en instaurant une idée vieille de 50 ans, la taxe Tobin sur les transactions boursières spéculatives qui pourrait rapporter selon les experts entre 16 et 18 milliards d'euros à l'Etat. METTRE EN PLACE UN RÉGIME DE RETRAITE UNIQUE : les disparités actuelles ne sont plus acceptables. Il y a urgence à simplifier le système pour mettre en place d'un seul régime unifié pour tous avec une retraite à points sur le modèle suédois et qui tiennent compte des périodes de pénibilité. SUPPRIMER TOUS LES RÉGIMES SPÉCIAUX. Créer une application sur smartphone pour consulter en temps réel ses droits accumulés et simuler le calcul de sa pension pour un âge de départ choisi (avec une interface plus ergonomique et plus simple que l'actuel portail AssuranceRetraite). LIMITER L' ÉCART DES SALAIRES de 1 à 12 dans les entreprises privées comme publiques pour rendre notre société moins inégalitaire. AMÉLIORER LA VIE QUOTIDIENNE en obligeant, par exemple, les entreprises à créer des crèches pour les enfants des salariés en fonction de seuils à définir (nombre de salariés, chiffre d'affaires, ...).

Il y a peut-être des niches fiscales à supprimer. Supprimer aussi des commissions qui siègent sur des sujets divers et variés et qui font de beaux rapports qui ne servent à rien; avec des gens grassement payés pour un résultat nul

OUI. Je pense qu'il faut mettre de gros moyens sur la lutte contre la fraude fiscale, sous tous ses aspects

Remplacer les aides de rentrée scolaire par une bourse coopérative au sein de chaque établissement scolaire pour les fournitures

Une grande partie des mécanismes d'évasion fiscale, d'optimisation fiscale, voire de fraude fiscale consiste à faire diminuer plus ou moins artificiellement le résultat de l'entreprise pour ne pas avoir à payer d'impôt sur les sociétés: prix de transfert, domiciliation de filiales à l'étranger surfacturant l'utilisation des actifs immatériels (brevets, marques etc.), dépenses sans rapport avec l'activité principale, utilisation limite des techniques d'amortissement, de provisions etc., etc. Avec ce mécanisme, il serait bien plus difficile voire impossible de « cacher » le lieu d'exercice de l'activité de l'entreprise. Une entreprise réalise son CA en France ? Elle sera imposée sur ce CA. Difficile alors de maquiller le lieu d'exercice de l'activité et impossible de le faire sans enfreindre la loi : finies les pratiques douteuses qui flirtent avec la légalité dont les cabinets juridiques sont passés experts.

Réduire la rémunération des présidents des autorités administratives indépendantes et certaines publiques, des hauts-fonctionnaires, des élus

Instaurer la présence physique obligatoire des élus en Assemblée ou sinon les rémunérer au prorata de leur présence

Instaurer tout de suite un seul mandat par élu, totalement. Par totalement j'entends supprimer les postes de premier adjoint de mairie ou de vice président de région ou de métropole, etc, qui permettent d'éviter le cumul mais qui sont en fait des cumuls arrangés ou déguisés. En un mot supprimer tous les biais pour ce faire.

retour au taux précédent de la CSG pour les retraités . Nous ne sommes pas riches en étant seul avec 27000€ de retraite annuelle.

Éliminer complètement le contrat du travail. Couper le code du travail en deux. Trop complexe. Laisse les gens travail autant qu'ils veulent. Enterrer les 35 heures. Laisse les magasins décider l'ouverture le dimanche ou tard le soir. Enterrer ce terme « Concurrence déloyal » car tout concurrence et déloyal, mais loyal aux clients. Inciter les jeunes de quitter la France pour travailler à l'étranger pour ramener des bonnes idées et attitudes.

On parle beaucoup de baisse de TVA sur les produits de première nécessité. Mais la question est : qui va récupérer cette baisse : nos agriculteurs et les consommateurs ? Parfait. Les distributeurs ? Surtout pas. Les expériences récentes (restauration et hygiène féminine) ont été des fiascos. Sur la diminution des crédits d'impôts, c'est une aussi mauvaise idée que la fin des emplois aidés, décidée sans concertation et sans tenir compte des réalités du terrain : ces crédits contribuent au financement de la transition énergétique, dont chaque opération (isolation, changement de chaudière) est d'un coût important. La baisse des commandes nuira également à l'emploi dans les petites entreprises.

Rétablir et allégé les impôts pour les travailleur. Arrêter d'aider ce qui ne travaille pas.

Favoriser les petits commerces des villages et centres-villes (freiner la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tue le petit commerce en instaurant un quota entre zones commerciales/petits commerces)

Améliorer l'apprentissage par l'information, l'accompagnement et la mise en relation jeune-entreprise en amont du contrat : c'est le centre de formation qui doit proposer au début de la formation des propositions de places en entreprises et non à l'apprenti de chercher et trouver pour faire sa formation et son futur emploi

Imposer les investisseurs boursiers : impôts selon l'actionnariat choisi. France +, europe ++, autres +++++

Pensez vous qu'il soit «normal», «logique» qu'une personne qui soit au RSA par exemple vienne aux rendez vous pole emploi en ferrari ou porsche ? Pensez vous qu'il soit «normal» ou «logique» qu'une personne qui est propriétaire d'une maison très ancienne et qu'elle ne peut pas rénover, agée de + de 80 ans et qui gagne moins de 1000€ par mois, n'est droit à aucune aide ?

Suppression de la CSG en la fusionnant avec l'impôt sur le revenu (pour plus de transparence). Défendre une harmonisation européenne de la fiscalité sur les entreprises. Déployer TOUS LES efforts possibles pour éradiquer l'évasion fiscale.

s'attaquer aux évasions fiscales, ne plus financer les entreprises privées qui n'embauchent pas, conditionner le CICE, ne plus financer les banques privées lors de crash, taxer les transactions financières, taxer les GAFA.

La France devrait redéfinir le modèle social qu'elle veut et comment elle le finance. Pour cela évaluer les postes de dépenses publiques, comparer à d'autres systèmes/pays et choisir le mode de financement. Une fois celui-ci retenu, le valider par référendum pour en finir avec toutes ces récriminations sur les «taxes». Il est frappant de voir que certains pays, plus taxés que le nôtre, acceptent l'impôt parce qu'ils sont convaincus que leur système est bon (Danemark). Nous les citons en exemple, mais ne voulons plus payer l'impôt, tout en voulant plus de protection. La dérive de notre système de santé est très préoccupante, parce que insuffisamment financée et toujours remise en question.

Commençons par dépenser pour les gens qui travaillent en France et déterminons pourquoi tant de français restent sur le carreau et sont en colère. La solidarité est indispensable mais elle doit être juste et équilibrée et ne doit pas monter les individus les uns contre les autres.

Concernant la taxe d'habitation ,pas encore d'exonération pour les Français les plus « riches «!!,avec mon revenus fiscal de 50000 €/ ans et 2 parts ,je fais partis des Français les plus riches ! je ne le pense pas du tout (ma TH est de 1400 € compte tenu que j'ai due loger ma famille avec 3 enfants).,par contre ,pourquoi pas opérer un lissage proche des plafonds avec des exonération dégressives ,90% jusqu'à 0% pour les gros montants ,et en tenant compte aussi du nombre d'enfants du contribuable .

Nos gouvernants ont beaucoup trop de privilèges, comme les dirigeants des grandes entreprises. Comment voulez-vous que le peuple accepte de faire des efforts alors que ces personnes n'en font strictement aucun. Et je ne parle pas des banques qui sont quand même les plus grands voleurs de l'humanité ! Quand elles sont en faillite, on trouve tout l'argent qu'il faut pour les maintenir et elles ne changent rien à leur mode de fonctionnement, voir elles sont partie prenantes des décisions des gouvernements et pour autant ont des tas d'entités dans des paradis fiscaux, y compris celles qui appartiennent en partie à l'état !

nous devons stopper les aménagements urbains «luxe» tels que certains ronds points trop «garnis» ou construction de service public qui coute chacun le sait beaucoup d'argent à la collectivité dans un seul but de distinction aujourd hui stèrile et déplacée. s'il s'agit d'un service public, l'édifice doit être humble. MERCI

Supprimer les avantages des anciens présidents, anciens ministre et autres élus, limiter le salaire des présidents de commissions. Supprimer un maximum les niches fiscales et ainsi faire

en sorte que l'optimisation fiscale ne soit plus possible sauf si cette optimisation sert au bien public. Ne supprimer l'impôt sur la fortune uniquement s'il est investi dans les entreprises. Ne pas désindexer les retraites ou tout au moins pas les petites retraites afin de ne pas appauvrir les retraités qui ont déjà bien participés,

Le poid du logement dans les revenus des ménages est considérable et se loger reste une des premières nécessités vitales . Or les prix de l immobilier ont flambé ces dernières années constituant une véritable bulle. Cette flambée des prix a de nombreuses et graves conséquences (endettement. Captation de cet argent au profit de la rente et de la spéculation et au détriment de l investissement et de la consommation , éviction d une partie de plus en plus grande de la population des secteurs d habitation devenus inaccessibles et éloignement de ces populations - avec ce que l on en voit aujourd'hui hui dans les revendications des gilets jaunes ,etc....et aucun dispositif n est venu contrecarrer cette catastrophe pour les ménages. C est typiquement un secteur d économie libérale très peu régulé et très lourd de conséquences pour les familles. Je pense qu il faut taxer bien plus lourdement les plus values pour juguler la spéculation. Il faut de même encourager les baisse de loyers par des compensations fiscales claires et importantes . La spéculation est un poison qu il faut traquer dans l immobilier comme dans les opérations financières et boursières. Seul doit être encouragé l.investissement productifs qui créent de la richesse et de l emploi

Baisser la dépense publique en évaluant l'apport de toutes ces comités, commission, hauts conseils etc... qui coutent un pognon de dingue (salaires de leurs présidents, collaborateurs, locaux etc...) et dont certains ne servent à rien. Bon exemple de la commission du débat public, le CESE Revoir TOUTES les subventions accordées à tous les niveau (Etat, régions, départements etc...) et supprimer celles qui n'entrent pas dans le rôle de l'Etat (associations en tous genre) Réduire les effectifs de la fonction publique et mettre fin au privilège de l'emploi assuré à vie pour les fonctionnaires qui doivent rendre des compte au peuple sur la qualité et l'efficacité de leur travail Pénaliser les fonctionnaires quand ils sont trop absents (lutte contre l'absentéisme dans la fonction publique qui atteint des sommets) Valoriser les fonctionnaires qui travaillent vraiment. Leur payer leurs heures supplémentaires. Avoir une véritable politique de gestion du foncier et de l'immobilier ^public afin d'arbitrer plus rapidement: avantage: vendre du patrimoine = rentrées pour l'Etat + permettre de redéployer cet immobilier mal ou non utilisé (terrains en friche de la SNCF, anciennes casernes militaires etc...) pour construire des logements.

Augmenter la TVA et baisser la CSG. Ce n'est pas parce que la TVA augmente que les prix augmentent d'autant. Il faut mieux taxer un acte volontaire (TVA) que 'un acte 'involontaire'. Après tout si on trouve qu'une Porsche est trop chère on peut s'acheter un Duster. En parallèle vérifier que l'indispensable est bien avec un taux bas ou nul

Renvoyer dans leurs pays d'origine tous les «migrants» qui s'invitent dans notre pays et supprimer toutes les allocations et aides indues qui font de la France un pays attractif et réserver les aides sociales aux seuls français.

légaliser le canabis = taxes directes pour l'état de l'emploi(producteurs distributeurs) économies(police et tribunaux) baisse de la délinquance Faire participer les multinationales du médicament au budget de la sécurité sociale. Ce principe doit être appliqué à tous les domaines sur le principe du pollueur payeur:la malbouffe qui nous est imposée engendre des maladies qui coutent aux citoyens en frais médicaux mais fait les choux gras de l'agro alimentaire qui ne participe pas aux dépenses de la sécurité sociale. En faisant un raccourci les citoyens donnent de l'argent aux entreprises qui leur font faire des dépenses...(on a en mémoire dans le domaine bancaire le remboursement du crédit lyonnais...)

Pour une plus grande répartition de richesses en France et dans le monde et pas seulement le ruissellement des premiers de cordée.

avoir globalement des impôts plus justes qui réduisent les écarts entre les plus riches et les plus pauvres

Que l'état montre l'exemple en matière d'économie (on ne devrait pas valider des budgets en rouge depuis si longtemps, que nos politiques ne vivent plus dans le luxe mais plutôt comme en Angleterre, en Allemagne...)

droits de succession : redonner aux citoyens le droit de disposer librement de leur patrimoine Le patrimoine des citoyens est composé d'actifs liquides ou immobiliers issus de revenus ayant déjà subi nombre important d'impôts et taxations diverses, et de surcroit, s'agissant de la France, parmi les plus élevées du monde. Les idéologues de tous bords et les citoyens ne disposant pas de patrimoine s'offusquent que les droits de succession ne soient pas plus taxés. Cependant, ils ne s'offusquent pas que le détenteur de patrimoine ne dispose pas de son vivant du droit d'utiliser, comme il le souhaite, les fruits de son travail. Voilà une bien triste conception de la démocratie : les bonnes lois sont celles auxquelles on n'est pas soumis et les impôts justes sont ceux payés par les autres... De nombreux pays n'ont pas de droits de succession. En France, les droits de succession figurent pami les plus élevés du monde et deviennent spoliateurs.L'abolition de l'héritage est d'ailleurs l'une des premières mesures de spoliation que mettent en œuvre les pays socialistes, conformément au troisième point du manifeste du Parti communiste de Marx et Engels (1847), mais en plus les dons sont taxés et encadrés : ainsi, le citoyen ne dispose plus du droit d'utiliser et de donner de son vivant ses biens à qui il le souhaite. Comment un état de droit peut-il disposer de droits sur l'utilisation personnelle des fonds d'un citoyen ? A l'époque des droits créances accordés aux citoyens, cela ne manque pas de sel ! Les citoyens dotés d'un patrimoine ne vont pas bloquer les ronds-points, manifester bruyamment ou détruire monuments et centres villes. Pour autant, est-ce admissible de contraindre les citoyens de disposer de leur vivant de leurs biens comme ils le souhaitent et de les donner à qui ils le souhaitent ? Sur le plan économique, la liberté retrouvée par les citoyens de disposer de leur patrimoine librement favoriserait la circulation de flux financiers alors que l'allongement de la durée de vie contribue au blocage des patrimoines (le montant cumulé du patrimoine financier détenu par les ménages français à la fin de l'année 2017, selon la Banque de France dépasse les 5.000 milliards d'euros). Sur le plan sociétal, à l'époque des familles monoparentales, éclatées, recomposées, pacsées avec des enfants conçus via PMA, il est rétrograde de garder un cadre juridique aussi corseté dans ce domaine, à minima pour les donations. En dehors, de la voracité de l'état de confisquer les biens des citoyens pour entretenir un train de vie chaque jour plus dispendieux, on ne voit guère de raisons objectives qui empêchent d'évoluer de suite dans ce domaine. Une mesure qui devrait ravir les conservateurs et les progressistes. Chacun sait que la redistribution directe est beaucoup, beaucoup plus efficace que celle gérée par l'état, l'argent capté (confisqué s'agissant de ce domaine) par l'état étant gaspillé sans vergogne.

La question de la justice fiscale est au coeur du consentement à l'impôt. Mais rien ne sert d'agiter les fantasmes. La priorité est de diminuer les dépenses publiques : baisse du nombre de fonctionnaires, réforme de la fonction publique, réforme territoriale, médicament à l'unité... Ces économies permettront de diminuer les déficits, et donc la dette publique, poison pour les générations futures. Elles permettront aussi de diminuer les im-

pôts des ménages et des entreprises, conciliant ainsi relance de la consommation et compétitivité de nos entreprises.

réduire le nombre de députés et de sénateurs récupérer la cagnote du sénat

L'Etat doit se recentrer su ses fonctions régaliennes qui sont insuffisantes et subir une cure d'amaigrissement, par une meilleure gestion de ses moyens

limiter les aides inefficaces et sans contre partie aux entreprises Améliorer le financement de la justice rationaliser le financement de la medecine de ville et des etablissements prives

Il faut financer la justice par les justiciables et non pas par les contribuables . Qui perd un procès doit payer la totalité des frais : les juges , les greffiers, les locaux , la prison éventuelle. Ainsi on économise le budget de la Justice pour les contribuables. Il faut supprimer le budget de la politique de la ville qui coûte une fortune sans résultat . Il faut supprimer les aides aux associations : il est préférable de donner un chèque association à chaque français qui donnera à celle de son choix Il faut arrêter de donner sans cesse aux pays étrangers sans contrepartie Il faut réduire drastiquement le nombre de fonctionnaires dans l'Education Nationale, les impôts , les CAF, l'es intercommunalités, les préfectures. Il faut supprimer la mise sous conditions de ressources des allocations familiales et relancer fortement la natalité des nationaux, ce qui permettra de renforcer l'economie Il faut passer a un système de retraite par capitalisation. Il faut détaxer les regions rurales pour un meilleur aménagement du territoire Il faut augmenter le budget de La Défense . Il faut retrouver une monnaie nationale qui pourra s'ajuster en valeur en fonction de la santé de notre économie et de nos déficits. La présidence doit arrêter de dépenser des centaines de milliers d'euros en porcelaine et piscines. Il faut mette à la diète les élus à commencer par la présidence . Il faut taxer les importations selon les critères suivants : -distance du pays de production - respect des normes sociales et environnementales par le pays producteur

Rétablissement de l'ISF

La fusion de plusieurs impôts doit pouvoir générer des économies

Réduire drastiquement le train de vie de l'état.

Isf. A remettre vite

- Il faut taxer de façon prohibitive tous les comportements néfastes à la société et au peuple français : entreprises qui délocalisent alors qu'elles font des bénéfices, alcool, tabac, drogue, comportements sur la route, pollution par les industriels, gaspillage d'argent par les administrations, entreprises vendant des produits toxiques pour les gens (Bayer, Monsanto)... -Il faut instaurer un système UNIQUE de retraites pour TOUT le monde! - Il faut imposer la vente des médicaments à l'UNITE (question d'économie pour la Sécu, et donc pour les citoyens, sans compter le gâchis et l'aspect environnemental!) - Il faut offrir le droit à chaque contribuable de choisir dans quel domaine une partie de ses impôts vont aller (ex: écologie, éducation, santé...) -Il faut taxer de manière prohibitive les entreprises qui délocalisent et celles qui licencient malgré le fait qu'elles font des bénéfices. Chaque entreprise qui fait des bénéfices en France doit payer ses impôts en France en proportion!! - Il faut interdire les parachutes dorés pour les patrons dont les résultats ne sont pas bons et qui se font virer! - Il faut imposer la «règle 1/3, 1/3 , 1/3» : répartition des bénéfices entre salaires, investissement et dividendes actionnaires - Il faut taxer TOUTES les grosses transactions financières (plus-values, transferts en foot...) - Il faut plafonner les indemnités pôle emploi à 4500 euros nets

les parents qui ont leur enfants dans des établissement privés ne devraient pas être obligés de payer la scolarité de ceux qui les mettent dans le public! Il devrait y avoir une vraie liberté et instaurer un chèque scolaire pour tout le monde, ne pas rembourser la PMA et la GPA. Ne pas financer les lobby LGBT, ni la presse écrite, radio, chaînes de télé, cinéma, recherche sur l'embryon.

Arrêt du financement des lobbys LGBT. Arrêt du financement sur la recherche embryonnaire. Arrêt du financement de l' IVG, euthanasie, PMA, GPA. Arrêt du financement des associations de lutte contre le racisme. Arrêt du financement de l'audio-visuelle (radio et tv d'état) Arrêt du financement d'aides à des non Français. Arrêt du financement des acteurs de cinéma. Faire payer aux gens du voyage le juste cout de la mise à disposition d'un terrain par les mairie (enlèvement ordure, électricité sanitaire.... et mettre fin aux aides pour l'achat des caravanes. Autoriser la Banque de France à financer les besoins de l'état Français afin que les intérêts de la dette aillent aux Français plutôt que chez Rothschild. J'aimerais ne payer qu'une seule école à la fois (je paye l'école publique dans mes impôts et une école privée en plus)

trop d'organismes, de commissions, d'associations subventionnées qui ne servent à rien, sauf dépenser de l'argent public

l'etat avec son budget doit donner l'exemple. reduction du nombre des deputes et senateurs et tous les avantages lies a la fonction diminution du millefeuille administratif (departement ,region....) plus de decentralisation pour que le citoyen se sente plus proche des decisions et pouvoir etre consulte dans les communes

Il faut taxer les dividendes du CAC 40, cesser la complaisance vis a vis des évadés fiscaux, réduire les dépenses de fonctionnement de nos élus, interdire les sociétés qui ne payent pas d'impôts en France, inciter fiscalement au bio et au recyclage. Les questions de cette partie sont très orientées. Dommage.

Baisse de la SGG pour les traités ainsi qu'une valorisation des pensions indexées sur l'inflation.

Contre l'exil fiscal, attacher la fiscalité à la nationalité française comme le fait les USA , même s'il est nécessaire de renégocier la centaines de conventions fiscales bilatérales et le système européen

Supprimer le cumul des mandats. Ecreter le salaire des élus

Diminuer les indemnités des élus et supprimées les cumuls d'indemnités.

Interdire le cumul de mandats (et de salaires rattachés), réduire le nombre de mandats consécutifs autorisés des élus pour une démocratie plus juste et plus variée. Taxer les dividendes excessifs des grandes entreprises. Certains peuvent aujourd'hui s'acheter un appartement en un mois quand d'autres n'y parviendront jamais en une vie! Imposer les entreprises polluantes très durement. Rattraper les fraudeurs fiscaux ainsi que les entreprises fondées sur la fraude fiscale ou qui en abuse délibérément. Trouver un moyen de faire payer les gens non solvables, par des travaux d'intérêts généraux par exemple (nettoyer les jardins de la ville le dimanche, ou deux heures par semaines à la déchetterie jusqu'à épongeage total de la dette). Ne pas laisser les gens s'endetter trop: Interdire aux banques de ruiner encore plus leurs clients en difficultés car s'enrichir sur le dos de celui qui souffre n'est en rien citoyen, ni fraternel, ni égalitaire!!

Merci mais il m'est difficile répondre, je n'ai pas toute les connaissances

Trop d injustice envers les salaires moyen alors que les gros gros salaires ont des facilitée fiscales pour payer le moins d impôt possible il faut réglé le problème rapidement !!

Les «conquêtes sociales» sociales du passé: diminuer le temps de travail et avancer l'age du départ à la retraite ont aussi un aspect contraignant, elles s'imposent uniformément à tous; il

faut modifier les règles afin que celui qui désire partir plus tard ou celui qui désire travailler plus le puisse. Concernant les dépenses publiques, il me semble que certains élus locaux, départementaux voire régionaux persistent à engager des dépenses (souvent dans l'unique but de montrer à leurs électeurs qu'ils ont fait des choses grandioses) qui devraient être à minima différées en attendant que les finances publiques soient en meilleure santé. Concernant l'ISF que certains voudraient rétablir; il me semble que l'on pourrait remplacer l'IFI par un bonus malus sur l'utilisation des patrimoines individuels . Les patrimoines placés dans des structures susceptibles de se développer fortement permettraient à leur propriétaires de bénéficier d'un bonus sur l'IR et les patrimoines placés dans des structures sans intérêt économiques verraient leur propriétaires pénalisés d'un malus sur l'IR. L'intérêt de cette mesure serait que tous les contribuables prendraient conscience de la valeur de leur patrimoines et seraient incités à le placer à des endroits porteurs pour le développement économique de la France. Il est à noter que l'IFI actuel est déjà un impôt de ce type: les patrimoines immobiliers supérieurs à 1 300 000€ subissent un malus (l'investissement dans l'immobilier est ainsi considéré comme moins porteur que les autres investissements).

La pression fiscale sur les classes moyennes est sans précédente. Regarder pour finir le mois devient une nouvelle préoccupation qui montre le déclin de notre modèle.

L'écart entre les revenus après impots doit être contraints

Réduire le nombre de parlementaires et les rémunérer en jetons de présence. Réduire considérablement tous les avantages en natures auxquels ils ont droit.

même si cela semble symbolique pour les dépenses publiques , il faut encore réduire les avantages des anciens chefs de l'Etat (à 5 ans par exemple et non pas bientôt 40 ans pour VGE) la reconnaissance de la République est indécente et aussi pour les anciens ministres de l'Intérieur , dans ce cas c'est plutôt honteux et ça dévalorise beaucoup la parole des élus soupçonnés de n'agir que pour eux

Le PAS avec des taux personnalisés est une abbération : un taux unique de prélèvement sur salaire (par tranche éventuellement) complété par ailleurs par des aides pour ceux qui y auraient droit, aurait été beaucoup plus simple à gérer et plus respectueux de la vie privée des salariés. Le financement de la transition écologique pour être juste doit respecter le principe pollueur payeur y compris pour les particuliers : taxer la vente de véhicule 4x4, taxer de manière exponentielle les consommations excessives, supérieure à la moyenne. Ex de l'eau avec le remplissage de piscine et arrosage de jardin sans aucune retenue. Ces gens qui polluent beaucoup peuvent payer.

Baisse des impots financee par une baisse de certaines depenses publiques inutiles!

Il serait bon de limiter drastiquement le nombre de commissions et autre comités Théodule dont les missions sont souvent floues et qui ne servent souvent qu'à reclasser et rémunérer d'anciennes personnalités de la vie publique (politiques-syndicales ...) en mal de reconversion (cf Mme JOUANNO)

une proposition de francois fillon etait tres interressante : la fusion de totes les prestations sociales en une seule avec un plafonnement cela eviterait les doublons outriplons...les rente de situation ...les abus..les fraudes il faut gagner sa vie en travaillant pas en profitant de la générosié obligatoire (impots) de ceux qui se leve le matin et si 35 heures ne sffsent pas a agner sa ie et bien on ravaille plus,j'atais médecin j'ai travailé 40 ans a raison de 60 a 70 h par semaine,je n'en sis pas mort, j'ai été un contribuable genereux et exemplaire j'ai souvent eu l'impression que mes heures de travail dédiées a l'état étaient dilapidées

Ou est l'harmonisation Européenne ? comment peut-on avoir un IS à 12% en Irlande et 34% en Belgique ?

Faire en sorte de fusionner un maximum les différentes aides pour un maximum de visibilité. Plafonner la somme des aides sociales que peut recevoir un citoyen(ne) pour que ça ne dépasse pas un certains plafond.

OUI, pourquoi les charges de la CIPAV et de l'URSSAF ne sont pas plus réactives en fonction d'une bonne ou mauvaise année pour un artisan ? Pourquoi attendre le mois de juin pour réclamer des régularisations astronomiques ? Au lieu de profiter de l'année entière, comme pour les impôts ?

Essayer de regrouper les différentes aides sociales pour plus de lisibilité. Plafonner la somme de toutes les aides sociales qu'un citoyen(ne) peut recevoir. Interdire l'adoption d'un budget de l'état qui soit déficitaire.

Non mais philosophiquement je considère qu'il vaut mieux attribuer l'argent à ceux qui se mettent en marche plutôt qu'à ceux qui restent sur le bord de la route en attendant que l'état les secourt. Il faut changer le logiciel qui anime une partie des francais. Bien faire comprendre que la pauvreté n'est pas une fatalité mais plutôt la conséquence des choix qu'on fait !

La France a presque atteint 100% de son PIB en dette; on ne peut/doit pas continuer à vivre au dessus de nos moyens: un jour ou l'autre dans 10/20 ou 50 ans nos enfants en paieront le prix et là ce sera terrible. Anticiper plutôt que d'attendre le moment ou nous serons si mal que les conséquences seront désastreuses - réparer le toit quand il fait beau. Avoir une politique a long terme pour la réduction des impôts que tous les partis politiques signent et s'engagent.

Aucune dépense supplémentaire. Revoir le gaspillage de l'argent public et «du privé, Sécurité sociale» en particulier. Diminuer le nombre de députés et sénateurs, Proratiser leurs retraites, à leur nombre d'années effectuées dans chaque domaine. Demander des justificatifs pour tout. France REINE DES AIDES et ET DU déficit GRANDISSANT..

Il me semble que la dépense publique à caractère social implique le contrôle de l'usage des fonds alloués aux bénéficiaires, notamment sur les fonds destinés à indemniser le sous-emploi et sur l'indemnisation des la santé. N'y a-t-il pas notamment une surutilisation des transports ambulanciers ?

Les avantages des agents en poste des ex EDF et GDF, et ensuite des retraités de ces sociétés Pas de retraites s'il n'y a pas eu cotisations en France . Si pas de cotisations sociales , les frais médicaux sont payants , tout particulièrement pour les étrangers

Supprimer toutes les commissions et autres missions/cabinets de réflexion car très, trop, opaques pour tous les Français pour une production pas connue et pas reconnue. Arrêter toutes les dépenses publiques inutiles, ayant pour seul but de flatter l'égo des élus, comme par exemple une œuvre d'art dans un rond point ! Il faut revenir à une gestion dite «de bon père de famille» et faire appel uniquement au bon sens. Supprimer tous les régimes de retraites spécifiques, et tous les regrouper sous un seul. Uniformiser l'âge de départ à la retraite à l'identique (62 ans) et le temps de cotisation (42 ans) pour le Privé et le Public, avec les mêmes règles de calcul. Obliger les sociétés à donner 30% de ses bénéfices à ses salariés (valoriser le travail !) et à réinvestir au moins 30% de ses bénéfices dans l'entreprise afin de la consolider ou d'anticiper les évolutions à venir (donc 40% max de dividendes aux actionnaires). Augmenter le SMIC à hauteur de 1900 € brut par mois minimum, en taxant les rémunérations (salaires et autres) supérieures à 15000 € brut par mois de 5% supplémentaires. Obliger les patrons d'entreprises françaises à payer leurs impôts en France (valeur d'exemple) et limiter leur rémunération à 30 fois le plus petit salaire versé dans leur so-

ciété. Arrêter la surfacturation de certains actes médicaux par certains praticien, et mettre en place des tarifs uniformes. Arrêter le «tourisme médical» en faisant payer aux personnes non-françaises une contribution à notre système de répartition et de solidarité. Conserver et renforcer le système de répartition à la française, source de notre bien vivre ensemble, mais aux seuls ressortissants français, sinon le système s'écroulera ! Un chômeur indemnisé par Pôle Emploi devrait travailler au moins 3h par jour, soit pour un service public ayant des besoins de personnel, ou soit pour des associations caritatives de sa région d'habitation. Le choix devrait être déterminé lors du premier entretien Pôle Emploi, en fonction d'une combinaison entre les compétences et les envies de la personne indemnisée et les besoins régionaux à pourvoir. Cela permettrait de ne plus embaucher de fonctionnaires inutilement, voire de réduire dans le temps leur nombre. Obliger toutes les sociétés étrangères ayant une activité en France à payer des impôts, soit sur leurs bénéfices, soit sur leur chiffre d'affaires.

Il faudrait que lorsque l'Etat est actionnaire il fasse pression , à commencer par exercer ses droits de vote, pour empêcher des rémunérations exorbitantes de certains grands patrons, notamment ceux qui ont coulé leur entreprise et qui partent avec des retraites chapeaux, des parachutes dorés, etc...

faire le maximum pour diminuer les dépenses publiques et surtout réfléchir à ce qui doit relever du public et ce qui doit relever du privé. Par exemple, un agent des espaces verts, que ce soit dans une commune, à l'assemblée ou au sénat, doit il avoir le statut de fonctionnaire ?

Il faut dégraisser le mille feuille territoriale et supprimer les comités et commissions qui ne servent qu'à «caser» les copains et les anciens élus et fonctionnaires. Ce serait un symbole fort.

Il faut dégraisser le mille feuille territoriale et supprimer les comités et commissions qui ne servent qu'à «caser» les copains et les anciens élus et fonctionnaires. Ce serait un symbole fort.

La loi sur l'alimentation doit être finalisée, et mieux expliquée aux consommateurs.

Définir très précisément la loi sur l'alimentation, et l'expliquer clairement aux Français.

Tout le monde doit contribuer à l'impôt, la priorité reste donc la lutte contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale. Tous les impôts doivent être progressifs pour que ceux qui ont le plus de moyens paient un pourcentage plus important, comme pour l'impôt sur le revenu.

Bonjour rétablissez une justice fiscale dans ce pays , que ce ne soit pas toujours les mêmes qui mettent la main au portefeuille . Traquez les fraudeurs , et faites payer tout le monde afin que tout le monde s ' y retrouve vraiment .

Mieux gérer le budget de l'etat Et des collectivités, améliorer l'efficacité Des services publics en motivant certains fonctionnaires à s'impliquer plus. Diminuer le nombre de haut fonctionnaires à vie et surtout baisser leurs revenus et avantages indécents. Continuer à rendre nos entreprises efficaces et plus aider les PME, mais en accordant des aides avec des contreparties concrètes et contractuelles sur le recrutement.

D'accord pour une solidarité entre les générations mais pas pour les retraités qui ont déjà fait preuve Ve de solidarité en aidant les enfants ou les petits enfants

Supprimer les avantages aux anciens présidents, tels que salaire exorbitant, gardes du corps et voiture de fonction, et aussi pour les anciens ministres.

Réduire le train de vie de l état qui est indécent

La fusion de plusieurs impôts doit pouvoir générer des économies substantielles.

Ce n'est pas sur des points particuliers que je souhaite m'exprimer, mais sur un ensemble qui fasse sens, le reste n'a aucun intérêt. Ce n'est pas l'addition de propositions qui permettra une quelconque cohérence du système fiscale Français. Pour ma part j'ai esquissé une proposition globale que vous pouvez retrouver sur: https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01954775

Je pense qu'en plus de l'unique impôt dont j'ai parlé plus haut, la TVA devrait être complètement revue, et ce de la manière suivante : Taux 5% : Produits de première nécessité et produits agroalimentaire produits et vendus localement en dehors des réseaux de grande distribution, textile durable, services écologiques et transports en commun. Taux 10%: Produits de consommation non polluants et durables, services et équipement favorisant une activité ouverte sur l'extérieur et sur les autres (sports, culture...) Taux 30%: Produits de consommation non durables, équipements high tech et automobile. Taux 60%: Produits polluants, mauvais pour la santé (hors cigarettes et alcool déjà taxés), et produits de luxe. Le combat pour un monde plus durable et plus écologique passe avant tout par la modification des comportements individuels (beaucoup plus que par telle micro-penalité ou telle micro-subvention fiscale). Cette idée participe en cela à pousser les individus à «quitter leur TV et leur canapé», à reprendre le control de leur corps et de leur esprit, et à protéger leur planète. Elle participe également à limiter le surendettement de ménages à qui l'on ne cesse de créer des besoins qu'il n'ont pas.

Avant de créer ou d'augmenter les impôts il y a lieu de rechercher des économies comme: - Diminuer le « mille-feuille » administratif (Etat, Région, Département, Sous-préfectures, Canton, Communauté de communes, communes) en supprimant les couches département, Sous-préfectures et cantons et en favorisant le regroupement des petites communes de moins de 3 000 habitants. - Diminuer le nombre de parlementaires (Assemblée Nationale et Sénat) et revoir certaines indemnités en fin de mandat notamment sur les calculs de retraite qui devront être identiques au régime unique de tous les salariés (Réforme qui doit être envisagée cette année). Supprimer tous les avantages à vie en fin de mandat des anciens membres de gouvernement et présidents. Une protection assurée pour une durée de 5 ans maximum après leur fin de mandat me parait suffisante. - Diminuer le nombre de fonctionnaires dans certaines administrations dont les tâches peuvent ou sont déjà informatisées (centre des impôts, perceptions, ...) ainsi qu'au niveau des agents territoriaux. - Il faut supprimer tous les services publics qui ne permettent pas d'avoir un équivalent temps plein toute l'année (là où l'agent titulaire attend le client en pianotant sur son smartphone). En revanche, il devrait être possible de former des agents « multi-tâches » pour regrouper un ensemble de services administratifs courants. Par exemple dans une agence postale ou une perception, un agent ayant à sa disposition des outils informatiques pourrait traiter des opérations postales, renseigner et procéder à des demandes de modifications d'ordre fiscal ou de paiement d'impôts ou taxes, de cartes grises véhicules etc... - Supprimer les aides sociales aux personnes refusant de travailler : refus au bout du 3ème emploi proposé, manque d'assiduité dans la recherche d'un emploi (critères à définir : nombre de lettres de motivations envoyées, nombre d'entretiens d'embauche effectués, ...) - Faire la chasse contre le travail au noir source d'évasion fiscale et de fraude aux services sociaux - Faire un contrôle strict pour l'attribution des cartes « VITALE » et de leur utilisation - Faire un contrôle strict des retraités vivant à l'étranger et procéder à un prélèvement à la source par tranches d'imposition avant paiement sur leur compte. - Faire payer les impôts et taxes sur le chiffre d'affaire en France des groupes multinationaux comme AMAZON, APPLE, MICROSOFT, GOOGLE, FACEBOOK, Etc... tout en convaincant nos partenaires

européens de le faire également. - Chaque prisonnier ne participant à aucune tâche collective (préparation des repas, ménage, travaux divers, etc...) de la prison devrait s'acquitter d'un forfait journalier, comme c'est le cas pour chaque citoyen en cas d'hospitalisation.

La redistribution des richesses doit être un axe prioritaire. Les actionnaires ne peuvent pas continuer à engranger des dividendes au détriment des salariés.

Il n'est pas normal de ne pas pouvoir vivre dignement de son travail en France.

le rétablissement de l'ISF initiale

Il faut que tout le monde paie un impôt même symbolique, avec une imposition sur le revenu qui soit progressive. Revoir les niches fiscales en fonction de leurs efficacités. Simplifier l'impôt et les aides pour plus de lisibilité et d'efficacité.

Les dépenses publiques : un audit des dépenses serait important remettre à plat notre politique sociale. Mettre en place du contrôle de gestion. Remboursements de la dette Une meilleure et plus juste attribution des logements sociaux, revendre une grande parti de nos logements sociaux pour faire baisser les prix de l'immobilier et des loyers pour tout le monde. Les dépenses publiques (si on commande des panneaux de signalisation c'est une commande grouper avec toutes les régions pour négocier le meilleurs prix...). STOP a l'emploi a vie, restructuration de nos administrations avec l'utilisation d'internet, redonner du pouvoir a nos maires et nos élus.... Stop aux employer qui ouvrent juste des portes...

Lutter efficacement contre la fraude fiscale en France à tous les échelons et taxer toutes les entreprises sur le territoire de notre Nation les GAFAM doivent payer l'impôt en France sur les BIC ou sur le chiffre d'affaires réalisé en France.Non à l'exode ou l'évasion fiscale Carlos GOSHN et d'autres patrons voyous doivent participer à hauteur de leurs revenus du travail ou du capital.

Taxer les GAFA; les entreprises doivent payer les impôts là où elles font des profits. Les dirigeants des grandes entreprises françaises, les artistes de renom et autres footballeurs de haut niveau ne devraient pas pouvoir s'exiler fiscalement sous peine de pénalités.

Impôts : le seuil de douleur atteint tous les citoyens L'excès d'impôts, taxes et charges continue d'étouffer l'économie, accélérant le différentiel avec nos voisins européens (et de l'OCDE). L'ensemble des citoyens est désormais révolté devant l'apparition d'un seuil de douleur fiscal. Comme en 2014 face au ras-le-bol fiscal, le président et le gouvernement semblent paralysés par l'impopularité et incapables de reprendre la main. Les rumeurs les plus folles agitent le landerneau des milieux autorisés (ministres, journalistes, experts) entretenant la paranoïa des contribuables. Qui seront les prochaines victimes du jeu de bonneteau pour éponger les 11 milliards déjà distribués ? Quelles usines à gaz vont être inventées pour répondre à l'attente d'une justice fiscale pour tous (alors que chacun juge justes les impôts payés par d'autres) ? La France étant déjà le pays le plus redistributif de la planète, il est difficile de s'illustrer davantage de ce côté. L'invention de nouvelles taxes fait déjà l'objet d'un concours Lépine de l'absurde (exemples : la RAP, les CEE). La taxe carbone a déjà...coûté 11 milliards d'euros par an au gouvernement, sans que la révolte ne disparaisse ou ne s'atténue. Nota : la RAP (redevance d'archéologie préventive) est destinée à financer des fouilles lors de travaux (carrières, routes, voies ferrées, canaux). Elle a été étendue au domaine maritime dans la loi de finances 2017. Pour un câble sous-marin de 30 cm de large, la taxe s'applique sur une largeur de 100 mètres de chaque côté de celui-ci ! De plus, les câbles sous-marins sont au coeur de la bataille de l'internet mondial... Les CEE (certificats d'économies d'énergie) : le coût du dispositif représente 3 à 4% des dépenses énergétiques (100 à 150 euros par ménage), taxe occulte non maîtrisée puisque non comptabilisée dans les prélèvements obligatoires... Une solution (trop) simple consisterait à supprimer l'impôt progressif qui deviendrait proportionnel au nom de la justice fiscale, c'est-à-dire s'appliquant à tous selon la même règle dès le premier euro gagné, avec la suppression de la demi part pour enfants. C'est le meilleur moyen d'obtenir l'acceptation de l'impôt et de mettre l'ensemble des contribuables face à leurs choix de société. Le pendant de l'impôt proportionnel est de supprimer les niches fiscales simultanément. L'imposition sur le revenu devenue plus lisible et acceptée par tous, simplifierait la tâche des services fiscaux, serait indolore pour le budget. La suppression des niches fiscales devrait s'accompagner, pour le logement d'un retour à des lois protectrices pour les bailleurs et de la suppression de l'IFI, pour les emplois à domicile d'une forte baisse des charges employeurs les deux secteurs concentrant 70% des 100 milliards annuels de niches fiscales (75 milliards pour l'impôt sur le revenu). On pourrait même rêver, en même temps (!), d'une imposition individuelle permettant de lever toutes les réticences du prélèvement à la source. Parallèlement, les finances publiques (état, collectivités locales, etc) doivent faire l'objet d'une chasse au gaspillage (voir les nombreuses études sur le sujet) et l'engagement de l'état dans ce domaine devrait constituer la pierre angulaire de son action, alors que la dette publique atteint des sommets. La réforme (simplification des structures, suppression des doublons, etc) et la modernisation de l'état sont aussi des préalables à la transformation du pays (rien n'a été entrepris depuis le début du quinquennat)... Enfin, les citoyens souhaitent consommer d'avantage et augmenter leur pouvoir d'achat en disposant de produits peu coûteux (donc fabriqués en Asie), la TVA sociale prend tout son sens et l'augmentation de ses taux également pour préserver la protection sociale et compenser le creusement du déficit extérieur.

Impôts : le seuil de douleur atteint tous les citoyens L'excès d'impôts, taxes et charges continue d'étouffer l'économie, accélérant le différentiel avec nos voisins européens (et de l'OCDE). L'ensemble des citoyens est désormais révolté devant l'apparition d'un seuil de douleur fiscal. Comme en 2014 face au ras-le-bol fiscal, le président et le gouvernement semblent paralysés par l'impopularité et incapables de reprendre la main. Les rumeurs les plus folles agitent le landerneau des milieux autorisés (ministres, journalistes, experts) entretenant la paranoïa des contribuables. Qui seront les prochaines victimes du jeu de bonneteau pour éponger les 11 milliards déjà distribués ? Quelles usines à gaz vont être inventées pour répondre à l'attente d'une justice fiscale pour tous (alors que chacun juge justes les impôts payés par d'autres) ? La France étant déjà le pays le plus redistributif de la planète, il est difficile de s'illustrer davantage de ce côté. L'invention de nouvelles taxes fait déjà l'objet d'un concours Lépine de l'absurde (exemples : la RAP, les CEE). La taxe carbone a déjà...coûté 11 milliards d'euros par an au gouvernement, sans que la révolte ne disparaisse ou ne s'atténue. Nota : la RAP (redevance d'archéologie préventive) est destinée à financer des fouilles lors de travaux (carrières, routes, voies ferrées, canaux). Elle a été étendue au domaine maritime dans la loi de finances 2017. Pour un câble sous-marin de 30 cm de large, la taxe s'applique sur une largeur de 100 mètres de chaque côté de celui-ci ! De plus, les câbles sous-marins sont au coeur de la bataille de l'internet mondial... Les CEE (certificats d'économies d'énergie) : le coût du dispositif représente 3 à 4% des dépenses énergétiques (100 à 150 euros par ménage), taxe occulte non maîtrisée puisque non comptabilisée dans les prélèvements obligatoires... Une solution (trop) simple consisterait à supprimer l'impôt progressif qui deviendrait proportionnel au nom de la justice fiscale, c'est-à-dire s'appliquant à tous selon la même règle dès le premier euro gagné, avec la suppression

de la demi part pour enfants. C'est le meilleur moyen d'obtenir l'acceptation de l'impôt et de mettre l'ensemble des contribuables face à leurs choix de société. Le pendant de l'impôt proportionnel est de supprimer les niches fiscales simultanément. L'imposition sur le revenu devenue plus lisible et acceptée par tous, simplifierait la tâche des services fiscaux, serait indolore pour le budget. La suppression des niches fiscales devrait s'accompagner, pour le logement d'un retour à des lois protectrices pour les bailleurs et de la suppression de l'IFI, pour les emplois à domicile d'une forte baisse des charges employeurs les deux secteurs concentrant 70% des 100 milliards annuels de niches fiscales (75 milliards pour l'impôt sur le revenu). On pourrait même rêver, en même temps (!), d'une imposition individuelle permettant de lever toutes les réticences du prélèvement à la source. Parallèlement, les finances publiques (état, collectivités locales, etc) doivent faire l'objet d'une chasse au gaspillage (voir les nombreuses études sur le sujet) et l'engagement de l'état dans ce domaine devrait constituer la pierre angulaire de son action, alors que la dette publique atteint des sommets. La réforme (simplification des structures, suppression des doublons, etc) et la modernisation de l'état sont aussi des préalables à la transformation du pays (rien n'a été entrepris depuis le début du quinquennat)... Enfin, les citoyens souhaitent consommer d'avantage et augmenter leur pouvoir d'achat en disposant de produits peu coûteux (donc fabriqués en Asie), la TVA sociale prend tout son sens et l'augmentation de ses taux également pour préserver la protection sociale et compenser le creusement du déficit extérieur.

Rétablir la taxe d'habitation qui est un impôt utile, mais également revoir le calcul de cette taxe sur des critères objectifs plus justes que précédemment.

- Encourager la consommation locale par une taxe dépendant de la distance de transport - Péages aux frontières comme la Suisse en particulier pour les transports traversant la France de part en part

Oui concernant l'idée de taxer les plus-values en cas de vente des résidences principales même d'un certain prix. C'est une vision simpliste que je ne souhaite pas voir appliquer car elle ne prend pas en compte certaines réalités, dont celle de l'entretien du patrimoine ancien, historique, local, rural, atypique... étant entendu que l'État ne participe pas toujours à l'entretien de ces bâtiments. Tout dépend de la volonté du département et du nombre de bâtiments déjà classés à l'ISMH. Il serait très injuste de taxer encore plus les gens qui se sont saignés aux quatre veines toute leur vie pour rénover un patrimoine ancien. Déjà que les classements ISMH sont très différents d'un territoire à l'autre...déjà que les successions sont très taxées...Les gens qui vendent ce type de bien le font rarement par plaisir mais surtout par nécessité financière ou quand trop âgés, ils ne peuvent plus assumer ce genre de mission patrimoniale aux parfums de sacerdoce. Relativement aux dépenses, j'aimerais savoir pourquoi les enfants des cheminots payent moins cher certaines études supérieures que les autres étudiants. L'État doit réduire ses dépenses d'une façon générale en vérifiant que chaque euro utilisé se justifie pour un bénéfice collectif dûment attesté et indispensable. Les dépenses publiques devraient être publiées mensuellement.

On ne peut pas toujours mettre des impôts sur les mêmes catégories pour palier aux salaires trop faibles sans prendre le risque d'un vrai raz le bol , il faut faire des économies et aller chercher l'argent là ou il est ! C'est comme un serpent qui se mord la queue et qui finit par se dévorer . Trop de taxes et d'impôts c'est moins de dépenses et l'économie s'arrête....

Pour aller plus loin dans la réflexion. Pourquoi ne pas supprimer purement et simplement les charges salariales et patronales et tout passer sur l'IS. Si on ne gagne rien, on ne paye rien, et au plus on gagne, au plus on paye. Mais on augmente très nettement les chance de chaque entreprise de commencer à gagner rapidement et donc de se développer (si l'IS ne devient pas en contrepartie confiscatoire).

Arrêt de tout revenu et avantages octroyés aux anciens présidents de la République; aux anciens premiers ministres. Concernant l utilisation de l enveloppe parlementaire par les députés et sénateurs : application pointilleuse de la loi Bayrou sur la transparence. Arrêt des salaires extravagants versés à tous les hauts fonctionnaires de l'Etat dont l 'unique but doit être de SERVIR la nation. Arrêt de la kyrielle de «commissions» dont les membres perçoivent des salaires pharaoniques ; dont certaines ne se réunissent même pas et dont on ne tient aucun compte des propositions.

Plus de Pédagogie : que paye l'impôt ? Plus de transparence : comment sont répartis tous les prélèvements : csg - la journée personne âgées - .....

bravo pour le prélèvement a la source, maintenant il faut d' urgence s'attaquer aux fonctionnaires pour les former et qu'ils soient aussi efficaces que dans le privé , payer au mérite

Il est inadmissible de peiner à trouver quelques milliards d'économie lorsque nos niveaux de dépenses sont devenus astronomiques. On parle de quelques % au pire. La lutte contre le gaspillage devrait être regardé de plus près, mais il faudrait en parallèle rehausser le niveau de formation économique dans nos écoles et universités.

Supprimer un niveau dans commune - département - région

3.1 Potentiel fiscal – Réduction des dépenses L'administration fiscale estime que dans certains cas «le potentiel fiscal n'était pas suffisamment exploité». Il faudrait arriver à faire comprendre aux services fiscaux et à certains élus que les français ne sont pas un potentiel fiscal à exploiter. Pour rester sur la même thématique on peut dire qu'il est actuellement surexploité. Toutefois je veux être clair : l'état n'arrive déjà pas à faire face à ses besoins financiers malgré un taux de prélèvement obligatoire puisque le budget est en perpétuel déficit depuis une quarantaine d'années. Une réduction du prélèvement fiscal doit obligatoirement entrainer une réduction encore plus forte de la dépense publique. Un tel sujet devrait faire l'objet de réflexions publiques, forcément longues et difficiles puisque l'on considère depuis les années 70 qu'un bon budget est un budget en déficit. Un budget en fort déficit, 10% et même plus, n'est pas un problème majeur si c'est sur une durée limitée et courte. Par contre un budget en perpétuel déficit, même faible, pose un problème car il contribue à gonfler de plus en plus la dette, créant des besoins financier liés à celle-ci de plus en plus forts jusqu'à obérer le comptes publics au point qu'il n'y ait plus de capacité, au niveau de l'état, pour investir et relancer quelque activité. La réflexion sur ce sujet sera d'autant plus délicate qu'après un premier point pour éliminer, et c'est bien la moindre des choses, les dépenses dites fastueuses ou inutiles (mais le montant ne sera pas à la hauteur des milliards nécessaire) on devra poser la question du périmètre d'action de l'état et ensuite celui des aides. Et là la crise des gilets jaunes apparaitra comme une aimable plaisanterie à côté de qui risque d'advenir. Les aides en tout genre étouffent depuis des dizaines d'années les difficultés de vivre d'une grande partie de la population. Jusqu'ici elles ont permis d'éviter une explosion sociale forte qui, faute de perspective d'avenir, finira par arriver au risque probable de détruire encore plus la situation économique plus de la moitié des français pour une génération de plus. L'amélioration indispensable des finances publiques, à mon sens, ne passe pas par la réduction, en masse financière, des aides publiques ce qui créerait une catastrophe sociale mais par une augmentation significative de notre puissance économique. Ceci est en contradiction avec

l'idée défendue par certains de la fin du travail et avec l'idée que l'économie joue contre le peuple. 3.2 Aides fiscales On voit souvent les aides fiscales qui sont réalisées via le remboursement de sommes prélevées. On peut comprendre la simplicité car on ne perturbe pas les flux de prélèvement et de paiement existant. Toutefois cette façon de faire à l'effet pervers de faire apparaître un niveau de prélèvement élevé car on ne retient ni on n'affiche le solde mais seulement le niveau de prélèvement. Il vaudrait mieux déduire le montant de l'aide du prélèvement plutôt que de faire un versement de régularisation. 3.3 Impôt sur le revenu Je suis favorable à un impôt sur le revenu minimum très faible (10€) de la part de chacun sans pour autant faire perdre les bénéfices de l'exonération fiscale à ceux qui sont concernés. Une adaptation pourrait être envisagée pour les plus revenus lais il faut que cela reste très marginal, moins de 10% des ménages. Chacun paye effectivement dès le premier € dépensé par le biais de taxes. La somme récoltée sera faible et ne modifiera en rien l'état des finances publiques mais il s'agit de marquer par une participation financière faible mais explicite son appartenance à la nation. 3.4 ISF Prendre de l'argent aux plus riches, même s'il ya quelques possibilités de ce côté-là, ne devrait pas être utilisé pour redistribuer sauf pour traiter les cas difficiles, personne ne deviendra riche avec, mis pour relancer une activité économique. L'argent de ceux qui disposent d'une fortune significative, que ce soit par héritage ou du fait de la création ou du développement d'activités économiques ne viendra pas naturellement s'investir dans des activités en France. Il faut qu'il y ait quelque intérêt dans la rentabilité de l'investissement mais aussi des «sollicitations» fortes pour que ceux qui utilisent à leur profit les infrastructures, la formation, une certaine stabilité sociale (même si elle quelque peu dégradée ces derniers temps) se sentent redevables à la société française au point d'y investir dans des activités industrielles nouvelles ou dans les moyens nécessaires au maintien et au développement de celles existantes de façon à ce qu'elles puissent se maintenir et se développer dans un contexte de concurrence internationale forte. La domiciliation fiscale dans des pays étrangers des principaux dirigeants et actionnaires, la direction d'entreprises par des dirigeants sans attaches particulières avec la France, la libéralisation extrême des règles de localisation des moyens des entreprises (on a entendu parler, dans de grandes entreprises françaises, de réduction de l'empreinte européenne dans les coûts de production) conduit ceux-ci à rechercher leur seul intérêt financier au détriment d'un minimum d'intérêt collectif pour le pays. 3.5 Indexation des prestations familiales sur le revenu L'indexation des prestations familiales a été mise en œuvre sous la précédente législature via leur fiscalisation. La fiscalisation des prestations familiales fait passer de l'argent du budget des prestations sociales vers le budget général de l'état ce à quoi je suis plutôt opposé. On peut supposer que l'administration des finances a regardé ce point avec intérêt. Je suis favorable à une indexation directe, lors du versement mais pas à la fois l'indexation du versement et sa fiscalisation. 3.6 Développement industriel Le transfert de l'activité industrielle vers une activité de service a perturbé voire détruit le tissu économique et social de notre pays. Le rejet de la confrontation économique industrielle internationale et le repli sur soi a été une catastrophe. Nous sommes actuellement économiquement dépendants de pays à risques pour nombres de produits (pharmacie avec l'inde, acier avec la chine, équipement numériques avec les USA, composants électroniques, ...), pays qui n'hésiterons à limiter ou couper nos approvisionnements en cas de tensions internationales. La France a mis en œuvre un programme électronucléaire (controversé) pour assurer son indépendance énergétique, elle pourrait en faire autant pour assurer son indépendance et son développement économique. Il est hors de question que ce soit l'Etat qui le fasse via de Grandes Entreprises Nationales publiques ou un avatar de gosplan. Il doit s'appuyer sur des entreprises privées, les solliciter, les aider en leur facilitant la tâche, ...

J'en reviens à mon point principal: garder le même montant d'imposition mais en baissant les taxes fixes et en procédant à une extension de la perception de l'impôt sur le revenu accompagné d'un relèvement des taux pour chaque tranche. Aujourd'hui les foyers dont le quotient est inférieur à 19 928 Euros ne payent pas d'Impôt sur le revenu, il serait possible de commencer à 0 en appliquant le taux de 14%. Il me semble que la combinaison des 3 paramètres (réduction des taxes fixes, extension de l'impôt sur le revenu et relèvement des taux pour chaque tranche) améliorerait la perception de l'impôt qui sera jugé comme plus équitable.

Il faut faire une chasse impitoyable aux fraudeurs dans tous les domaines, fiscaux, sociaux, etc. en y mettant les moyens

il faut renforcer les contrôles. Il y a trop de fraude et trop de «travail au noir» (dans certaines régions, les locations d'appartements non déclarées devraient être sanctionnées , dans les stations balnéaires comme le Grau du Roi)

Comment trouver 8 milliards et protéger la planète. 32 millions de voitures de tourisme roulent en France Mettez une taxe annuelle de 2000 € pour chaque voitures consommant plus de 8 litres aux 100 Km. Soit 4 millions de voitures X 2000 € = 8 milliards € Cela aurait 5 conséquences : -Encourager les acheteurs à se tourner vers des voitures moins gourmandes -Encourager les fabricants à produire des voitures moins gourmandes -Réduire la pollution -Réduire les importations de voitures gourmandes en essence et ainsi réduire notre déficit commercial. -Financer le transition énergétique sans dépouiller les retraités.

Accorder plus de moyens à tous, renforcer la sécurité de l'emploi et faciliter la ré-insertion Soulager les retraités sur l'impôt de manière à ce qu'ils puissent vivre de manière décente et qu'ils puissent aider leur famille.

empêcher la fraude fiscale supprimer les privilèges des anciens élus

Pour rembourser notre dette, pourquoi ne pas augmenter la TVA sur les produits non essentiels et baisser la TVA sur les produits essentiels. Nottament sur les produits importés hors UE.

Il est normal de payer des impôts. Nous avons, en France, l'immense privilège d'avoir une couverture santé inégalée. Cependant, nous avons également une politique d'aide sociale importante qui présente des failles immenses. Ainsi, payer des personnes à rester chez elles car il leur est plus rentable de toucher le chômage ou le RSA plutôt que d'aller travailler n'est pas acceptable dans notre société. Travailler est une fierté, et permet de participer à l'epanouissement de notre société. Favoriser l'emploi de tous par la révision des aides aux sans emploi est essentiel.

- Baisser la TVA sur les produits de première nécessité - Réforme et alignement des retraites des régimes spéciaux, de fonctionnaires et du régime général

Prélèvement à la source au top mais à chaque français majeur devrait payer l'impôt sur le revenu.

- Davantage de justice fiscale en faisant contribuer tous les citoyens en fonction de leur moyen certes mais sur chacun participe - Suppression des privilèges des parlementaires, ministres, hauts fonctionnaires et grands patrons. - Réforme et alignement des régimes de retraite des fonctionnaires, régimes spéciaux et régime général

oui pour qu'une entreprise embauche il faut revoir les taxes que l'on impose aux entreprises (trop) moi je souhaite créer une entreprise mais le frein principale c'est la taxation et qui sait que si j'ouvre une entreprise aujourd'hui, je vais embaucher, et comme j'ai pleins d'idée j'ai envie de faire des franchises pour faire

bosser plus de monde mais l'état taxe trop donc je pense que mon rêve d'ouvrir une entreprise n'arrivera jamais, de plus les banques ne donne pas mais aime en avoir par contre ! et les procédures sont trop compliquer nous sommes en France les pros de la paperasse a mon gout. j'ai mis ce sujet ici par ce que je n'ai pas bien trouver ou le mettre. Je continu j'espère que cela servira j'ai toujours un doute sur ce grand debat que cela soit encore enfumage de l'état que des promesses que du bla bla et rien à la fin. sur la fonction publique Arrêter de tout vendre stop au réduction de certain service publique ! Comme la poste, la sncf, edf,gdf, la police, la gendarmerie, (plus de 6 ans que je suis sur lyon et jamais eu de controle routier de police, ca manque... et les aéroports que va t-il nous rester a la fin ? plus rien plus personne ? on nous parle de chomage et donc la chomage ne baissera jamais ? pourquoi ne pas mettre la retraite plus tot (a définir) et mettre les jeunes au travail ? cela sert a quoi de faire bosser les gens jusqu'a 70 / 75 ans ? un jeune de 20 ans sera pas plus efficace ? Jai pas fait d'étude à l'ena, jai pas fait de longue étude, mais j'ai plein d'idées en tête et l'état ne me donne pas les moyens pour les mettres en place a cause de toute ses taxes impots et paperasse.

Je crois avant tout que notre problème n°1 ce n'est pas le pouvoir d'achat, c'est le chômage, le chômege dont nous n'arrivons pas à nous dépêtrer depuis 30 ans. S'il n'y avait pas de chômage, les entreprises seraient dans la nécessité d'augmenter les salaires. Car par parenthèse, l'augmentation du pouvoir d'achat devra être avant tout le fait des entreprises et secondairement de l'Etat... Ce n'est pas le pouvoir d'achat car depuis 40 ans, nous avons pris une très très mauvaise habitude, celle de faire payer nos services publics par les banques étrangères, puisque déficit public il y a. Autrement dit, nous voulons des srvices publics et nous avons raison, mais nous ne voulons pas les payer. Donc, nous vivons largement au-dessus de nos moyens, depuis longtemps. Alors, parler d'augmentation de pouvoir d'achat, c'est grotesque, sauf pour ceux des classes défavorisées! Par conséquent, à mon avis, l'impératif est de sortir de cette situation de déficit public, et pour cela, seule solution, diminuer les dépenses publiques. Que faire pour cela, plutôt diminuer le nombre de fonctionnaires que les aides sociales, mais de toutes façons ce sera douloureux. Mais comment sortir de 40 ans de laxisme budgétaire sans que cela soit douloureux? Je ne crois pas à une recette miracle qui nous en sortirait dans la joie et la bonne humeur. Bien évidemment je suis d'accord avec tout le monde pour dire qu'il faut que l'effort soit équitable, c'est à dire que les classes moyennes et pauvres soient épargnées. Mais attention à bien regarder ce que l'on fait: les retraités par exemple (j'en suis un...) ont, en moyenne, un pouvoir d'achat supérieur à ceux qui travaillent et non pas le contraire (situation que je trouve personnellement ahurissante...). Alors pas question de tous les exonérer de l'augmentation de la CSG, pas question non plus d'augmenter les pensions au rythme de l'inflation... Tout cela n'est guère politiquement vendable. Mais si l'on cherche une mesure de nature à bénéficier aux moins bien lotis, pourquoi n'entendons-nous pas évoquer l'alignement du rendement du Livret A sur l'inflation?.. Enfin, je n'oublie pas qu'une façon d'augmenter le pouvoir d'achat des moins bien lotis, c'est de diminuer les impôts. Mais ils ne payent déjà pas l'IRPP, c'est pourquoi j'ai parlé de baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.

diminuer les dépenses du train de vie de l'ètat.revoir tous les salaires des prèsidents de commissions administrateurs des assemblées avantages accordès aux anciens prèsidents de la rèpublique.

Il faut absolument revenir sur notre système impots/redistribution qui est trop généreux d'un coté et confiscatoire de l'autre De plus au dessus d'un certain revenu 5/6000 euros mensuels le système devrait être mixte : impots plafonnés et retraite / chomage partiellement privatisés + réduire de façons importante les dépenses des collectivités locales a-t-on besoin d'un conseil général et régional ? de communautés de communes ? et arrêter le système de course aux subvention qui fait que si l'on ne dépense pas une année on a moins de subventions l'année suivante

Avant de parler impôts mieux vaut tailler dans les dépenses publiques

En dehors des allocations chomage et retraite les autres devraient etre réunies en une UNIQUE ALLOCATION attribuée au cas par cas par un organisme et unique t assorties d'obligations De même l'ensemble des allocations devra être plafonné

Dans un monde en perpétuel changement, le système fiscal devrait être plus agile, ou du moins avoir un volant d'ajustement clair et exprimé. Il faudrait également distinguer ce qui relève des investissements à long terme pour de grands projets nationaux (d'ailleurs notre pays manque d'un grand projet partagé et fédérateur) et les dépenses contraintes de budget annuel.

Tout le monde doit payer l'impôt sur le revenu, même minime, ne serait-ce que pour chaque Français soit intégré dans la communauté nationale, que toute revendication ait sa légitimité et ne soit pas le fait d'une personne assistée, ce qui relève d'un paradoxe inextricable de citoyenneté. Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité.

Il serait grand temps que nous arrêtions de payé le train de vie exorbitants de nos anciens présidents. De revoir les avantages qu'on les ministres et toutes personnes politiques, de ne plus toléré les absentéistes des politiciens ou sinon de ne pas les payés. De mettre un thermes au cumuls des mandats.

Avec mon mari, nous gagnons bien notre vie. Mais nous nous sommes donné du mal pour ça. Nos parents avaient des professions intermédiaires, et nous nous sommes investis dans nos études, dans nos jobs pour «monter» dans la société. Les communications actuelles donnent toujours l'impression que des cadres qui a deux gagnent 6000 euros par mois sont des nantis. Franchement, on bosse dure pour, et cette présentation est vraiment pénible. d'autant que nous payons (beaucoup) d'impôts. Proportionnellement plus que ceux qui dépasse le million de rémunération ! Et c'est peut-être là aussi qu'il faudrait faire quelque chose.

Stopper ou réduire les rentes à vie des représentants (députés, etc, ...). Politique n'est pas un métier, c'est une représentation le temps d'1 ou 2 mandats : il est temps d'y revenir

Un lien des impôts avec le coût de la vie

Faire une taxe carbone intelligente et non basée sur les affirmations des écologistes ideologues qui ne comprennent rien à la physique . Faire intervenir de véritables scientifiques et non pas des technocrates .

Pourquoi remplir 3 fois un dossier de permis de construire en 5 exemplaires papier (à l'aire de l'informatique), qu'il fasse 3 fois le tour de tous les bureaux (un accès serveur serait tellement plus simple) alors qu'un appel téléphonique au déposant pour réclamer la pièce manquante ou une réponse aurait réduit le coût d'instruction par 3 ? Je réclame un peu de pragmatisme dans les services publiques !

Je pense que la majorité des Français qui paie l'impôt ne sont pas mécontent, nous participons à la vie de notre pays. Là ou le problème se pose, c'est sur qui paie ? toujours les mêmes, où va notre impôt ? nous n'en savons rien... quelles solutions pour augmenter les recettes de l'état ? l'impôt et taxes, qui paie... toujours les mêmes. Un sacré cercle vicieux !

mieux contrôler les conditions de prêt à la consommation

réduire les dépenses de l'état, limiter le nombre et le train de vie des personnels politiques, appliquer le principe de transparence

il faut absolument baisser les dépenses publiques et de ce fait permette de diminuer les impôts directs ... et il faut élargir l assiette des impots afin qu'il ait plus de contributeurs ....il ne fallait pas supprimer les impôts locaux !!!

Une fiscalité «juste et efficace» ne peut pas être raisonnée à la seule échelle française. Il faut commencer par étudier ce qui ce fait chez nos voisins : ce qui marche, et les niveaux imposition qui en résultent. On pourrait constituer une «équipe de choc» pour faire ce travail d'évaluation, puis de communication auprès de la population. Il faut que les français arrivent à réaliser que nous ne sommes pas sur une île isolée et que nous ne pourrons faire différemment et mieux que les autres. Replacer la France dans son contexte mondial serait d'ailleurs salutaire dans bien des domaines (fiscalité, écologie, protection sociale...). Les mentalités françaises n'ont pas évolué aussi vite que la mondialisation, d'où l'importance d'un travail de communication sans précédent pour que chacun en prenne conscience. Il convient aussi de revoir de fond en comble le périmètre d'intervention de L'État : identification systématique de toutes les missions et tâches pouvant être sous-traitées au secteur privé, souvent plus efficace, ce qui ne devrait pas empêcher l'Etat de continuer à superviser et contrôler.

Lorsqu'un impôt est créé, nous voulons avoir la preuve que l'intégralité de cet impôt est bien utilisée pour la raison concernée (ex. pour la taxe carbone).

La finance solidaire, servante d'humanité La finance est omniprésente et omnipuissante. Ne parle-t-on pas fort justement de la financiarisation de l'économie. Tout est financier. Dans ce contexte, quelle place a l'économie solidaire dont il faut reconnaître qu'elle reste très discrète (trop) alors qu'elle a une réelle efficience sur le plan social. Sans l'épargne solidaire, que de familles très fragilisées n'auraient pas trouvé de toit, ou encore que de personnes en recherche d'un emploi n'auraient pu l'obtenir. Aussi, comment ne pas saluer la présente semaine de la finance solidaire, un temps précieux pour mieux la faire connaître. Il y a urgence, son développement, sans conteste, réduit de graves iniquités. L'Economie Sociale et Solidaire n'est pas une niche, pas davantage une forme marginale de l'économie au motif qu'elle sert, par priorité, la cause de ceux qui sont aux marges. Quel en est le carburant, la solidarité. Elle est surtout celle de salariés : plus d'un million, en concertation avec leurs entreprises, investissent au titre de l'épargne salariale solidaire ; ils sont les premiers investisseurs de cette économie. Quelle belle raison d'espérer, ceux qui bénéficient d'une sécurité avec l'emploi se préoccupent de ceux qui sont en grande vulnérabilité pour ne pas avoir de toit. L'économie solidaire est en constante progression : 10, 5 % de l'emploi en France et 14 % de l'emploi privé. L'épargne solidaire a atteint en 2017 un encours de 11,5 Milliards d'euros (+ 18,3% par rapport à 2016). Cette nouvelle économie suscite un réel intérêt pour être porteuse de sens de par son attention à faire émerger des orientations corrigeant de graves fractures sociétales. Comment ne pas observer que, là où on injecte de la solidarité dans l'économie, on assiste à des transformations qui impactent le « vivre ensemble ». La finance solidaire fait école. Elle interroge désormais le champ économique via l'entrepreneuriat social. Le vote de la 'loi PACTE' facilite la création d'entreprises dont l'objet n'est pas seulement de se réunir pour se répartir des bénéfices mais pour les affecter à des programmes de lutte contre la pauvreté et la misère. Un autrement se fait jour qui n'échappe pas à l'attention d'étudiants qui, sortis des grandes écoles - mais pas seulement - entendent participer à des entreprises contribuant à être proches des oubliés et des rejetés de la Société. Cette économie, créatrice d'un avenir, naît d'une sagesse mettant à distance la brutalité du 'toujours plus' et du 'tout, tout de suite'. La recherche de ce qui est juste, équilibré, témoigne de la volonté de construire un monde plus attentif au bien commun. La qualité de vie ne dépend pas seulement de la possession de biens mais d'une vigilance à des partages créatifs. Alors, les cupidités et fébrilités s'estompent pour faire place à des valeurs qui rassemblent. Ce samedi, je rencontrais dans un jardin public une famille de 4 enfants de 12 ans à 4 ans, sans domicile. Le père dispose d'un contrat de travail à durée déterminée de 24 heures par semaine. Surgit un petit garçon de 4 ou 5 ans à la tête blonde, manifestement d'un milieu aisé, qui aura ces mots : « je veux partager à l'enfant ». Je me retourne et m'adresse à sa mère : ne me remerciez pas, me dit-elle. Nous avons parlé de ce foyer sans domicile à notre table familiale ; notre plus jeune fils a tenu à exprimer à l'enfant de son âge un signe chaleureux. Je ne peux m'empêcher de voir dans la spontanéité de ce geste, le signe d'une Société qui s'éveille pour refuser la misère qui détruit. La finance solidaire, prenant en compte une part de gratuité, est l'un des leviers décisifs pour la combattre. Si parfois les marchés décrochent, la finance solidaire, avec une constante détermination, s'accroche à créer des espaces plus lumineux ; rejoignons-là. Bernard Devert Novembre 2018

Il faudrait rétablir la valeur travail et que le travail paie plus que toutes les aides sociales additionnées.

La cour des comptes doit avoir le pouvoir de coercition. La suppression des double (ir)responsabilités commune/département/région/ état. Les maires sont députés: un collège siège au conseil régional puis à l'A.N. (prendre exemple sur les lands allemands)

Le pouvoir d'achat est trop faible pour ceux qui paient un loyer trop cher. Il faut trouver le moyen de faire baisser les loyers d'habitation et de réduire le prix du foncier. Aujourd'hui tout est fait pour favoriser les détentions longues d'immobilier ; il faudrait au contraire favoriser les détentions courtes et les mutations rapides

Les dépenses liées à l'incarcération sont certainement les plus difficiles à justifier... Notamment en ce qui concerne les stupéfiants doux... Une légalisation partielle (autoriser en privé et vente en officine par exemple) permettrait de soulager cette dépense. Il en serait de même pour les forces de Police qui pourraient retrouver du temps pour l'accompagnement de la population et la sureté de tous les jours.

Retraites : régime, cotisation, conditions de départ, taux de remplacement, taux de réversion identiques pour les 2 secteurs public et privé. Suppression immédiate des régimes spéciaux (y compris celui des parlementaires) répertoriés à ce jour qui sont scandaleux et intolérables par les autres salariés. Baisse de l'impôt sur les bénéfices des entreprises de façon à se situer dans la moyenne européenne (attractivité du pays). Renforcement du contrôle et des sanctions contre l'évasion fiscale des multinationales dans les paradis fiscaux, Taxation des GAFA sur leur chiffre d'affaires.

Chasse à la fraude fiscale et à l'exil fiscal. Revoir la fiscalité de certaines grandes entreprises.

Trop d'impôts et notamment trop de complexité rendent l'impôt illisible et fondamentalement injuste car seuls 15% des ménages en paient 80% pour l'ensemble des français !

Quelques idées : Pouvoir avoir des explication claire sur le détail du calcul des impôts et des prestation sociales y compris la retraites .Actuellement pas de détail du calcul ,pas de possibilité de se faire expliquer de vive voix, tout par internet souvent compliqué et incompréhensible Revenir a un personne référente de notre dossier pour mieux échanger par téléphone ou de vive voix(visio) Simplifier les niches fiscales notamment a l'attention des plus riches .Il est anormal que les plus riches soient

exonères d'impôts Prendre l'argent sur la minorité qui fraude qui gagne des sommes exorbitants plutôt que sur la majorité des personnes qui travaille et paye leurs impôts!

* stupidité de la cession à des entreprises privées du réseau autoroutier alors qu'il s'agissait d'un secteur excédentaire apporteur de ressources à l'état.... * les retraites ne sont qu'en partie financées pat l'état, puisque l'autre partie est abondée par les cotisations des actifs * restauration de l'ISF qui a une valeur symbolique pour l'ensemble des citoyens et dont la suppression en urgence a été ressentie comme une faveur faite sans délai au plus riches (macron président des riches !!!!!! c'est bien le cas ici) * suppression de la taxe d'habitation pour tous sauf pour les bénéficiaires de la suppression de l'ISF sur la traitement des retraités je tiens à formuler les doléances suivantes: - suppression de l'augmentation de 1.7 % de la CSG pour tous sauf ceux soumis à l'ISF - réindexation des pensions de retraites sur au moins l'inflation et éventuellement sur l'augmentation du coût de la vie (calcul effectué sur le panier de la ménagère constitué des produits de première nécessité) - beaucoup de retraités, riches ou moins riches soutiennent financièrement leurs enfants et petits enfants confrontés à des problèmes d'habitat ou d'emploi . Cette aide intergénérationnelle décharge d'autant les organismes sociaux souvent incapables d'une prise en charge efficace par suite de la réduction des crédits alloués par l'état et les collectivités locales. la prise en compte fiscalement de ces aides intergénérationnelles serait une bonne façon de réduire l'injustice sociale qui fait des retraités de la classe moyenne la «vache à lait» dans laquelle la technostructure qui nous gouverne taille sans vergogne. * Enfin je remercie l'équipe gouvernementale d'avoir lancé ce grand débat qui motive les citoyens à faire part de leurs réflexions et de leurs attentes. J'espère de tout cœur qu'une synthèse la plus large possible en sera faite et que les décisions prises ne se réduiront pas aux seuls points correctement compatibles avec les choix gouvernement dont on nous a déjà dits que certains ne seront pas négociables. Ce sera alors une duplicité scandaleuse.

La taxe sur les transactions financières est mal conçue : elle ne s'applique pas aux transactions intraday (donc pas au trading haute fréquence) et donc pénalise les investisseurs particuliers par rapport aux robots/professionnels. Une taxe beaucoup plus faible en % mais s'appliquant systématiquement sur toute transaction aurait un rendement au moins aussi important tout en ayant une dimension anti-spéculation grâce à son coût cumulatif dissuasif.

Faites donc une bonne réforme un fois pour toute et créer un service « Communicqtion « à Bercy capable de fournir aux Français annuellement l'information qu'ils sont en droit de connaitre

Peut-on envisager de baisser le train de vie de l'Etat, moins de ministres, moins de parlementaires, moins de sénateurs. Peut-on cesser de payer nos anciens Présidents de la République. le gouvernement devrait donner l'exemple

Abolir les privilèges et les avantages des élus, même pour les retraites (1 euro cotisé génère les mêmes droits), Dissoudre les commissions qui ne servent à rien (comme celle de Mme Jouanno). Baisser les salaires indécents des hauts fonctionnaires. Abolir toutes les niches fiscales. Réduire le nombre des députés, des hauts fonctionnaires, des collaborateurs de l'Elysée. Ne pas gaspiller l'argent public ! Réformer l'éducation nationale pour rehausser les niveaux ! Il faut que les enfants soient préparés aux métiers du futur !

Halte à tous les gaspillages et il n'y aura plus de deficit

Rétablir ISF en excluant totalement en sans limite tout investissements dans les PME, PMI et Startup. Faire une loi qui oblige toutes personnes qui a une activité en France ou une retraite de payer l'impôt en France, ne plus accepter les montages fiscaux et toutes optimisations fiscales.

Il est temps de considérer le coût du logement qui a flambé depuis 15 ans. Les dépenses de l État et les impôts doivent absolument prendre cet aspect en compte.

comme dit précédemment , la classe moyenne qui gagne pourtant bien sa vie mais qui a de lourdes charges familiales(études supérieures des enfants notamment) est en train d'étouffer sous le poids de la fiscalité et on n' en parle pas beaucoup alors que pour elles aussi les fins de mois sont difficiles . Elle gagne trop pour bénéficier d'aides et est souvent montrée du doigt comme étant riche donc capable de payer plus par l'opinion publique.

-RADARS: oui,ça rapporte de l'argent... personne n'est verbalisé quand il respecte la loi/le code de la route en particulier; pourquoi ne pas assumer que oui, c'est de l'argent pour l'état et tant mieux que ça rapporte car personne n'est obligé de bafouer une règle: le jour où ils ne rapporteront plus, on sera dans une société plus respectueuse... - ON FAIT PLUS ATTENTION A CE QU'ON PAIE:: si chacun payait des impots, il y aurait mois de propention à casser, abimer - MANQUE DE STABILITE FISCALE problematique: difficile de prevoir un complement de retraite car tout peut changer... on a alors tendance -quand on n'est pas extra riche-, à mettre de l'argent de côté pour le cas où, ou pour plus tard.. et c'est de l'argent de moins dans l'economie actuelle.. dommage -NOUVELLE LOI: chaque génération n'a pas le droit de dépenser plus que ce qu'elle ne gagne/investit...pour ne pas cribler de dettes ses enfants et petits enfants en le cachant derrière l'impersonnelle «dette de l'état»

En 1981, tous les économistes, et politiques de bonne foi, savaient que la retraite à 60 ans nous mènerait dans le mur début 21ème siècle, vu la pyramide des âges. Et quand on en voit les résultats sur le chômage, quel succès !...

La taxe d'habitation est à revoir, les écarts entre communes apparaissent parfois complètement fantaisiste. La journée solidarité pour les personnes âgées doit être évaluée dans son efficacité à soutenir leurs retraites ou non.

réfléchir sur l'imposition des Français qui partent à l'étranger et plus précisemment sur les Frontaliers

1) Indexer la fiscalité d'un individu à la citoyenneté pour éviter que des gens qui partent à l'étranger échappe à l'impôt. A mettre en oeuvre au niveau français, mais faire en sorte que cela soit aussi le cas au niveau Européen. 2) Je pense qu'il faut faire le «ménage» dans toutes les institutions qui gravitent autour du gouvernement, de l'Etat et des collectivités et ne garder que celles qui sont vraiment utiles à notre pays ? La encore, il faudrait une approche indépendante (Cour des Comptes et un groupe de citoyens tirés au sort ?). 2) Ne faut-il pas revoir le nombre de personnes qui suivent des formations à l'Université sans débouchés ?

Pour un Revenu universel (qui remplacerait toutes les autres aides, y compris les allocation familiales

Droits de succession

Je suis persuadé qu'il y a beaucoup d'économies à faire dans le fonctionnement de l'état et des collectivités locales: les chantiers entamés puis arrêtés (aéroport de Nantes, trains trop larges pour passer dans certaines gares, écotaxe...). Je pense aussi qu'il ne fallait pas racheter la dette de la SNCF , que les autoroutes ont été nationalisés avec des conditions très défavorables aux contribuables.....

Beaucoup moins de politiciens (tout comme nos voisins!) et plus de politiciens condamnés par la justice

il faut communiquer sur les recettes publiques liées aux divers impôts et taxes, et QUI LES PAYE, pour arrêter cette lutte des classes stupide et stérile

Lutter contre la fraude, le travail au noir, taxer les transactions financières. Introduire une taxation sur les signes extérieures de richesses, grosses berlines...Prévoir pour chaque ménage une fiche récapitulative de toutes les aides perçues et aussi des salaires et pensions et en regard les impôts et taxes payés

Sentiments que mes impots sont gaspillés, sont dilapidés, qu'il ny a plus de vrais grands projets réellement utiles à long terme.

En ce qui concerne l'ISF, Je ne suis pas contre, je pense qu»il est intéressant d'attendre les résultats concrets de sa supression, chose que le gouvernement étudiera.... Peutetre que la supression de l'ISF devrait être accompagnée d'une obligation d'investissement des grosses fortunes dans l'économie française...

Pour pouvoir diminuer les impôts il faut diminuer les dépenses publiques. Cela est nécessaire mais il faut surtout réorienter ces dépenses par diminution des dépenses de fonctionnement au profit de l'investissement. La diminution doit être régulière et non brutale pour ne pas augmenter le chômage. A surveiller tout particulièrement toutes les dépenses engagées avec l'aide de subventions car celles-ci sont très clairement des impôts locaux futurs.

je suis TNS, non sécurisé si je plante ma société et ou si je tombe malade. pour moi et mes salariés (que eux auront le chômage bien sur, c'est normal). je veux bien payer des assurances complémentaires mais mes cotisations personnelles et sociales en 15 ans sont passées de 32% à 45%. Pas mes honoraires. ni mon résultat. on ne parle que des chômeurs et des salariés. Il faudrait un peu peu s'intéresser aux petits chefs d'entreprises qui travaillent souvent près de 50h par semaine.

La baisse de la fiscalité doit se faire par la baise des dépenses publiques

• A ce que le rôle social pivot des « jeunes retraités », qui aident leurs parents dans leurs dernières années et leurs enfants et petits-enfants pris dans le tourbillon de la vie soit enfin reconnu. Mettre fin à l'image d'Epinal de retraités perpétuellement en croisière à travers le monde. • A ce que la taxe L 137-11 sur les retraites supplémentaires soit enfin supprimée pour tous les anciens salariés qui en sont victimes • A ce qu'à chaque problématique financière de l'état ce ne soit plus toujours la même classe sociale qui paie, c'est-à-dire la classe aisée mais pas la classe riche Je demande donc non le rétablissement de l'ISF qui était un impôt très mal construit (pas de quotient familial, effet de seuil, imposition sur des valeurs de biens mobiliers parfois totalement virtuelles), mais la suppression de la « Flat taxe » qui profite uniquement aux très riches et qui soulage ces très riches sur des gains réels (dividendes d'actions détenues au-delà des seuils des PEA, plus values réalisées sur ces mêmes valeurs détenues hors PEA)

Il nous faut retrouver le consentement massif de l'impôt, par un nivellement plus juste et un arrêt de la course au travail et à la croissance.

Créer des actions compensatrices à l'aide sociale: exemple: organiser des «travaux populaires de réintégration citoyennes» aux chomeurs, inactifs du rsa et autres... recevant une aide sociale pour compenser les aides qu'ils reçoivent. Exemples: nettoyage, lutte contre la pollution, aide au service d'ordre, aide en mairie et autres services publiques etc....

il faut une politique volontariste sur la baissse des dépenses publiques . Baisse du nombre d'élus . (regroupement des petites communes quand c'est possible; baisse du nombre de députés et sénateurs) Controle accru des dépenses publiques à tous niveaux

non

Le critère principal ne doit plus être celui du coût mais celui de l'impact environnemental

Le critère principal ne doit plus être celui du coût mais celui de l'impact environnemental

Comme les collectivités territoriales et les communes, l'Etat ne devrait pas avoir la possibilité de proposer des budgets en déficit. Pour faire face à des situations exceptionnelles, un déficit encadré en termes de montant pourrait être autorisé une seule fois par période de 5 ans. Au delà de 1 année de déficit, il faudrait un vote de 70% au Parlement pour en autoriser un supplémentaire, obligeant ainsi les partis à se mettre d'accord sur des plateformes de gouvernement, favorisant les jeux d'alliance. Et il devrait y avoir interdiction totale de voter plus de 3 années de déficit sur un mandat Présidentiel de 5 ans.

il faut en finir avec le deficit

Les dons aux associations fantaisistes par les collectivités, les aides diverses versées par les collectivités hors de leur champ d'action (c'est facile à décrire législativement), les comités «théodules», le cumul des rémunérations non contrôlées par leur contribution réelle (le cas des fonctionnaires «peu présents» qui occupent un poste dans une collectivité) sont à mettre sous surveillance accrue. Rémunération signifie contribution. Le fonctionnement des grandes collectivités territoriales. Comment est ce possible que ces collectivités achètent des loges dans les grands stades? pour inviter qui ? pour quelle efficacité? A quoi sert la publicité décide par certaines régions marque d'autosatisfaction qui n'a aucun intérêt pour les citoyens.

il conviendrait de diminuer les charges patronales de 10 points et obliger les entreprises à reverser les 2/3 en augmentation de salaire brute. les entreprises n'aurait donc pas de perte de compétitivité, l'Etat perd une partie des charges sociales mais les salariés gagnant plus, ils payent donc plus de charges sociales et d impot sur le revenu. tout les monde est gagnant, l'Entreprise en ne voyant pas ses charges augmenter, l'Etat en percevant plus d'impot sur le revenu et en relançant la consommation et les salariés en gagnant sur leur pouvoir d achat

Le Premier Ministre devrait rendre publiquement des comptes chaque trimestre

Les revenus des salariés et pensionnés sont imposés à l euro près. Contrôler les revenus réels des professions liberales. Imposer l acceptation de la carte bleue dans tous les commerces. Non au retour de l' ISF (impôt injuste et contre productif).

Oui l'incompétence des hommes politiques et le fait d'écouter 50000 personnes qui ne représentent pas le sentiment des autres La protection des animaux en mettant des règles plus strictes en matière de traitement, abandon, tests....

développer le sujet de l'impôt réduit sur les sociétés qui exportent Le % de CA à l'export ne serait taxé qu'à 15%, le reste à 30% favoriser l'implantation d'entreprise internationales et être attrayant pour créer des emplois pour les grands groupes du cac 40 aussi

Baisser les salaires ,primes etc. de nos fonctionnaires et dirigeants, immédiatement de 30% cette année puis 10 % par an pendant 4 ans. Supprimer les avantages de nos anciens présidents ils sont redevenu des citoyens lambda

Quand le président de la république, le gouvernement assumeront publiquement que leur budget est en déficit de 20 à 25% de leurs ressources et quand ils accepteront d'inscrire dans la constitution la limitation de la taxation de leurs concitoyens, nous pourrons sereinement partager et trouver des solutions ensemble pour revenir à un équilibre des attentions. Il est intolérable de diriger un pays uniquement par la création de nouvelles lois et de nouveaux impôts ou taxes.

La fiscalité française est particulièrement complexe et chaque nouvelle décision politique ajoute une couche supplémentaire. Un état des lieux mériterait d'être fait tant pour les particuliers que pour les entreprises.

Harmonisation des impôts au niveau européen

Une priorité réduire toutes les dépenses

sur l'impot sur le revenu je suis favorable au maintien de la progressivité mais avec de nouvelles tranches et de nouveaux taux d'imposition (plus simple, plus lisible, plus juste, moins confiscatoire) -supression du bareme actuel -relevement de la première tranche d'impot sur le revenu à 20000 euros/part/taux d'imposition 10 % -création de nouvelles tranches d'impot par tranche de 10000 euros/part avec un taux d'imposition 15% - et ainsi de suite : 5 % d'augmentation du taux par tranche de 10000 euros supplémentaire, plafond du taux à 45 %. -réflechir à la mise en place d'une contribution forfaitaire à payer par les français (y compris les sportifs) installer à l'étranger mais qui au fond ont bénéficier pour la plupart dans leur jeunesse de l'école gratuite, la couverture santé, des infrastructures.... cela peut freiner le départ de France de centaines de contribuables par an sur-imposés qui choisissent l'exil fiscal car on oublie malheureusement que les plus pauves d'entres nous n'iront pas mieux lorsque les plus aisés auront tous quitté notre pays. sur les dépenses : -rationaliser, responsabiliser, supprimer les équipes qui doublonnent sur les memes sujets ex : (département et régions) -réduire les effectifs des backs office, la bureaucratie et affecter nos fonctionnaires au terrain , au front office, à la lutte contre la fraude..... créer une véritable DRH et former de véritables managers d'équipes. -interdire les conseils généraux et autres collectivités de faire de la publicité sur les stades car ils n'ont rien à vendre -réduire le train de vie partout, les frais de bouche.... -réduire le nombre d'élus, de députés... -introduire la notion de performance, d'objectifs pour les agents publics -arreter la construction inutile de ronds points

La transparence est dans l'intérêt de la nation. Elle permettra aux français de voir comment leur argent est utilisé. Aujourd'hui l'opacité joue en faveur de ceux qui dénigrent l'état, les privilèges etc... pour ramener les citoyens plus proche de l'état cette transparence est nécessaire afin que les français qui payent beaucoup d'impôts puissent ne plus se sentir de simples «vaches à lait». Cette transparence permettra aux français eux mêmes d'être acteurs en pointant les dépenses qui paraissent inadéquates et aidera a mettre fin aux abus. Pour moi si cette transparence n'a pas lieu, le divorce entre les français et l'état ne pourra que se creuser

Ajuster le montant de certaines aides en fonction des régions. (Coût du logement différent sur Paris, les grandes villes et les autres régions rurales) revoir le système des allocations chômages (montant fixe sur la 1é année, si recherche active et acceptation d'une formation, suivi) puis dégressive la 2é année. Arrêt au delà de 24 mois TVA réduite à 5 % sur tous les produits de 1é nécessité TVA augmenter à 30 % sur les produits de luxe Supprimer les aides à la maternité (naissance..) pour les revenus les plus élevés (10 % des plus riches) Ne pas rétablir l'ISF Réduire le nombre des niches fiscales (après étude de leur impact r Réduire l'IS à 25 % (au minimum au niveau de la moyenne européenne) Revenir à 39 H y compris la fonction publique et territoriale Supprimer le CIE pour les grandes entreprises et du CAC40 Privilégier les aides pour les PME et ETI Indexation des retraites sur les salaires Ne pas supprimer le Sénat (peut être réduire le nombre de sénateurs) Réduire les salaires/avantages des hauts fonctionnaires

taxe carbone: trouver un système plus équitable pour la prélever

En ces temps de recherche de ressources pour financer les mesures attribuées suite au mouvement des « gilets jaunes » le gouvernement envisage de réduire certaines dépenses de l'état. Ne pourrait on pas revenir sur les avantages des parlementaires, des grands fonctionnaires, des anciens parlementaires , ministres, présidents etc. Ne pourrait-on pas revoir les avantages en nature toujours attribués tels que : appartement , voiture de fonction, collaborateurs, fonctionnaire de police, transport SNCF ou avion, logements lors des déplacements France ou étranger etc. Je n'ai aucune idée du montant que cela représente mais même si ces dépenses ne sont pas très significatives face aux dépenses de l'état elles auraient le mérite d'être symboliques et pourraient être affectées à des service plus utiles aux citoyens ! Le gouvernement n'a pas hésité à revoir le statut de la SNCF. Les économies sur les retraites sont en cours d'étude¸ pourquoi pas une suppression de ces avantages voire ces privilèges pas très nouveau monde

Y'a t il des contrôles sur le cumul des aides?

Rendre notre système public plus efficient, simplification des démarches administratives, plus de numérique. Plus de contrôle.

Nous payons tous, l'impôt ce n'est pas seulement L'IR & l'ISF (impôts des riches?) La TVA,CSG & autres contributions sociales, taxes foncières habitations, droits de successions. Nous sommes les champions du monde des taxes & du gaspillage(mauvaise utilisation & donc frustration ! Même si symbolique , les élus doivent montrer l'exemple (réduction du nombre & de leurs privilèges)

Il est indispensable d'augmenter les impôts sur les activités polluantes. Point important : taxer le kérosène. Lutter encore plus contre l'évaision fiscale. Accentuer la progressivité de l'impôt : les plus riches doivent contribuer plus à la collectivité. Instaurer un revenu de base universel.

Il faut Vraiment chasser le gaspillage des administrations. Digitaliser Contrôler chaque,dépenses : les communes riches jettent leurs argents par la fenêtre pour avoir qui une bibliothèque qui une médiathèque qui une salle de spectacle. Cette argent doit aller aux communes pauvres comme la loi SRU le propose. Il,doit y avoir un contrôle des dépenses. Le citoyen doit pouvoir participer aux grandes décisions et saisir une instance en cas de désaccords avec son conseil municipal notamment si celui ci outre passe ses droits notamment en rendant constructible le terrain d'un adjoint .....

Dans de nombreux pays notamment anglo-saxons, la quantité / dose de médicaments donnée aux patients est calculée en fonction de ce qu'il faut pour être soigné. Il n'y pas de gaspillage.

Dans de nombreux pays notamment anglo-saxons, la quantité / dose de médicaments donnée aux patients est calculée en fonction de ce qu'il faut pour être soigné. Il n'y pas de gaspillage.

Chacun doit contribuer a son niveau à l'impôt mais il doit concerner chacun d'entre nous.

Diminuer les depenses de prestige de l'etat et des collectivités locales Creer des tranches d'impots supplementaires pour les tres hauts revenus

que les élus ai les mêmes condition de retrate que le reste des français, aux proratat de années (ou des mois) de mandas et non une retraite a taux plein après seulement 15 mois de mandas (ministre)

Concernant les dépenses, actuellement le salaire médian pour l'ensemble des français est au environ de 2200 Euros, je propose que ce soit le salaire maximum des élus puisque leur salaire est payer par nos impôts et que leurs notes de frais soient au réel, comme pour nous salariés, et contrôlables de façon totalement transparente comme dans le système Suédois ou les citoyens peuvent accéder très facilement aux notes de frais des élus et demander des comptes quand les dépenses semblent extravagantes. Dans les entreprises privées les patrons qui nous

paient le font tous les jours... Les élus servent l'Etat et la République, pas l'inverse.

Je paie des impots, ce que je peux comprendre bien sur. Mais le gaspillage de «mon» argent m'est pénible : quelques semaines de grèves avec de la casse à la fin des manifestations, cela me semble anormal ! On a l'impression que les casseurs ne paient pas ! De même des dépenses à l'évidence inutiles me sont insupportables ....

DIMINUER LES DEPENSES DE L'ETAT

Il me parait important que tout le monde paye des impôts même de façon symbolique pour les plus pauvre afin qu'avant de demander une prise en charge par l'état on se rende compte que notre impôt augmentera en conséquence

Oui. Je voudrais vous proposer d'envisager les choses sous un autre angle. Notre président est fier de nos start-ups et de nos entrepreneurs. Il a raison. Ce sont des gens qui portent l'optimisme. Pourquoi ? Parce que leur obsession est de faire du profit, pas des économies. Et comment font-ils ça ? Ils cherchent à créer de la valeur. Je ne suis pas une experte sur le sujet mais je crois que nous pourrions rééquilibrer nos comptes publics et redonner du souffle à notre pays en réfléchissant à la façon dont nous pouvons faire créer de la valeur à notre état, pas seulement à travers nos entreprises mais à travers ses citoyens et ses structures publiques. Imaginons par exemple que plutôt que de punir les chômeurs ou les retraités en diminuant leurs allocations, nous leur demandions de faire une sorte de service d'intérêt général X heures par semaine pour rendre service à la société. Ça pourrait être en assurant un renfort dans certains services publics par exemple. Je ne sais pas exactement, ça mérite réflexion mais je pense qu'il y a qqch à faire là-dedans. De même, nos bâtiments publics pourraient devenir producteurs en énergie, ou nous pourrions utiliser les compétences de nos agents publics comme des atouts, peut-être en leur permettant de transférer leurs compétences à des personnes du privé ou d'autres pays. Là encore, ça mérite un travail de réflexion dont l'objectif serait d'identifier nos forces et d'en faire un produit à vendre. La France a de belles entreprises mais elle a aussi des citoyens compétents formés cultivés qui peuvent devenir une vraie force, de même que des institutions qui fonctionnent bien sur des valeurs fortes... Alors s'il vous plaît, engagez un groupe de travail sur cette logique et voyons ce qu'il en sort. Défocalisez le pays des économies à faire, ça ne fait qu'agiter les peurs et les réticences, et orientez-le vers ses atouts pour l'amener à réfléchir aux recette qu'il peut générer et à la façon de mieux employer ses ressources humaines. Je suis sure qu'il en sortira de bien meilleures choses et que cela donnera envie aux gens que l'on n'entend jamais de s'exprimer enfin !

La France dépense plus qu'elle ne gagne parce qu'elle passe son temps à se concentrer sur comment dépenser moins plutôt que comment gagner plus. La France n'a plus le soutien des Etats Unis, la France ne pille plus ses colonies, elle doit donc se réinventer très vite et donner aux citoyens les moyens d'inventer l'avenir : en les éduquant et en les protégeant. Notre modèle n'est pas le bon, mais nous avons des atouts encore aujourd'hui pour dessiner notre avenir.

1. Toute personne sans activité touchant une aide sociale devrait donner de leur temps pour la société. 2. participation de l'ensemble des citoyens aux soins : participation minimale même à 1€ pour les soins gratuits aux Urgences. 3. Diminution du nombre de fonctionnaires 4. Augmentation du salaire de base des fonctionnaires restant avec une réévaluation financière en fonction de la performance 5. meilleure égalité entre secteur public et privé (jour de carence, retraite, enfants malades, congés, RTT, heures travaillées par semaine, ...) 6. Suppression des régimes spéciaux de retraite

Il faut réduire le nombre de fonctionnaires et surtout améliorer l'efficacité des services publics (fin des doublons, simplification des procédures et des contacts humains). Certains domaines doivent être aidés (hôpitaux, militaires) et d'autres entièrement revus (école, facultés). Au niveau RSA, il serait normal qu'il y ait une participation au titre de la vie associative par exemple des gens qui le perçoive, sous peine de suspension de cette aide.

Réduire les dépenses en améliorant l'efficacité des services publics : former, évaluer les compétences, savoir se séparer de ceux qui ne sont pas «faits pour le poste» ...

Il faut arrêter de dépenser pour faire plaisir à des amis, à des électeurs ,gouverner c'est savoir dire non. il faut penser à l'intérêt général et non cher chercher à se faire élire pour un nouveau mandat . Que penser du musée de la Confluence à Lyon , qui va coûter une fortune aux contribuables , à qui a t on fait plaisir et du nouvel hôtel de région !!!!

Il serait temps de s'inspirer grandement du système Scandinave qui porte ses fruits. Les pays qui gardent la tête haute aujourd'hui ont un modèle politique transparent, ou les citoyens ont accès à toutes les informations qu'ils souhaitent sur les depenses publiques et surtout de comment les élus dépensent le denier public. Pour le salaire des élus, il faut s'inspirer du modèle Helvétique. Combien le peuple est prêt à payer un élu en général. Il y a conflit d'intérêt quand on laisse un élu voter son salaire.

Les multinationales devraient être taxées sur leur chiffre d'affaires en France

Les citoyens devraient être fiers de payer de l'impôt direct , mais ils le vivent comme injuste à cause du cumul de celui ci avec une multitude de taxes injustes comme l'essence par exemple .Le prix du plein est le même pour un riche que pour un pauvre.

agriculteurs bio ne doivent pas être imposés : ils doivent être reconnus d'utilité publique

pourquoi avoir sprimé les aides à l'embauche comme le CUE, CIE etc

Réinstaurer la taxe carbone. Réinstaurer la taxe d'habitation

Réduction sur la fraude : éviter le «black», réduire le blanchiment d'argent, ... Imposer le paiement sans contact sur le TPE (Terminaux de Paiement Electronique) pour réduire les mouvement de liquide. Voir avec les banques pour que cela ne coute rien aux commerçants. Interdire aux commerçants de fixer des minimum de paiement (on le voit de plus en plus).

NOTRE SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE EST TRÈS BIEN MAIS IL FAUT RESPECTER ET CONTRÔLER LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION REVOIR LE DROIT DU SOL

Je trouve qu'il faut garder la possibilité de faire peser l'impôt sur «le couple»(quel qu'il soit!) et non sur l'individu. Bien sûr, il faut veiller à ce que l'éducation ne conditionne pas tel ou tel comportement (il ne s'agit pas de faire rentrer les femmes à la maison!) mais cela permet de construire d'autres formes de vie que celles décrites par Michel Houellebecq!

Il faut rendre efficace les dépenses publiques , redéployer des fonctionnaires peu productifs par rapport au secteur privé et utiliser l'intelligence artificielle pour multiplier les contrôles

il faut rétablir la part de la coopération internationale à 1% du PIB

La simplification normative et législative serait une grande source d'économies De multiples rapports sur ce sujet ont rejoints les oubliettes...

sur la CSG

.....

Le paysage social est loin de refléter un pays sage, tant il est secoué par des iniquités violentes, créant des réactions en chaîne

jusqu'à mettre en cause la représentativité de la démocratie. La crise est profonde. Dans le livre de 'La Divine Comédie', Dante définit l'enfer comme un espace-temps où tout ne sera plus que ce qu'il est. Un monde clos. L'enfer n'est pas les autres mais le refus des autres, pour le moins l'indifférence. Cependant, d'aucuns prennent conscience que cela ne peut pas durer au risque de mal finir. Les classes moyennes considèrent qu'elles sont oubliées de la croissance ; les plus vulnérables se voient même rejetés – en tout cas à l'écart - de l'actuel mouvement de contestation, sans que l'opinion ne s'alarme sur le peu de cas accordé aux invisibles. La financiarisation de l'économie, la maximisation des profits ne peuvent qu'entraîner l'aggravation des fractures rendant possible une dislocation de la société qui peine à comprendre l'agitation fébrile de certains territoires ou le silence des autres en raison de leur dévitalisation. Notre pays sait produire des richesses, 6ème puissance mondiale – mais il ne parvient pas, ou mal, à les partager. L'argent ne manque pas ; il coule à flots. Les liquidités représentent, sur le plan international, près de 200 Mds€ qui, fuyant les investissements à long terme, participent à la volatilité des marchés et à une spéculation qui, si elle enrichit les riches, ne détruit pas la misère. Il en va du refus de l'enfer, de ce monde clos, assiégé par un entre-soi qui occulte les difficultés de vivre d'un grand nombre. La fin de la trêve hivernale qui s'annonce est le refus du printemps pour trop de familles ou d'isolés supportant des loyers et charges qui les engloutissent dans la pauvreté. Rencontrant quelques personnes disposant de fortunes bien établies, l'une d'elles s'agaça devant les actuels rassemblements. L'un de ses pairs lui dit ; tu vivrais avec 1200 € mensuels, c'est ce que nous dépenserons ce soir. Un silence s'en suivit, sans doute une prise de conscience. L'épargne solidaire introduit dans l'économie une certaine gratuité pour établir des échanges plus équitables. Déjà, via leur entreprise, plus d'un million de salariés, participent à cette forme d'économie, soutenue également par des personnes physiques ou morales comprenant l'urgence de dire non à ces abîmes qui se creusent au risque de devenir infranchissables. Une réflexion s'esquisse sur les contrats d'assurances vie représentant une capitalisation de 1 600 Mds €. Si 10% de cet encours était fléché sur cinq années vers l'épargne solidaire, accompagné d'une fiscalité sécurisée, les précarités tomberaient, du moins s'atténueraient fortement. L'impôt sur la fortune a fait l'objet d'une réduction de l'assiette pour être cantonné aux biens immobiliers. Il serait juste que les investissements immobiliers solidaires, via les foncières relevant du statut ESUS, viennent en déduction du montant de l'IFI. A l'heure du grand débat, le social business doit s'inviter ; il est une des chances d'opérer dans la société des transformations concrètes pour faciliter la mission des entreprises inventives et attentives au bien commun, ainsi qu'aux personnes qui n'investissent pas seulement pour eux mais pour un avenir plus clément pour tous. Qui peut rester étranger à l'ouverture d'un changement que suscite la finance solidaire, carburant d'une économie dont le sens même est une organisation de la production et de la répartition des richesses. Ne la rêvons pas, l'heure est de la mettre œuvre. Bernard Devert 03 mars 2019

Réduire le train de vie de la fonction publique, Etat, Gouvernement et Parlementaires, des Collectivités et organismes. Éliminer les gaspillages Réorganiser la fonction publique (voir SERVICES PUBLICS) dont le mammouth de l'Education Nationale et les Services de Santé : trop d'administratifs. Réorganiser la Sécurité Sociale et URSSAF Revoir le « mille-feuille » administratif des collectivités Région/Département /Communautés de commune etc Revoir la rémunération des cadres du Service Public Réduire la dette qui résulte d'un excès de dépenses par rapport aux recettes, il faut donc réduire les dépenses publiques, Etat et collectivités. ---------- Pour réduire les dépenses publiques, baisser les dépenses inutiles dans tous les services publics, quel que soit le domaine ! Réorganiser la fonction publique dans son ensemble Éliminer les postes administratifs superfétatoires et la redondance des fonctions, Éliminer les fonctions inutiles ou surévaluées Réviser les grilles de salaires de la haute administration et ses rémunérations annexes Réviser les avantages et les niveaux de retraites et rémunérations annexes des parlementaires, et des anciens présidents des conseils, et conseillers généraux, départementaux etc ---------- Réorienter la Recherche au niveau Européen et évaluer les programmes de recherche. Défense : Fin des interventions extérieures, comme en Syrie, au Tchad, au Mali. Déployer la sécurité au niveau régional, avec un contrat National Lier la sécurité à la position géographique et aux populations locales : les risques sont plus élevés dans les régions frontalières ou des régions influencées par l'islamisme radical. ---------- Environnement : Tant qu'on n'y verra pas clair, et en fonction du budget disponible, compte tenu de l'international Evaluer et contingenter les 'projets' financés par le ministère Transition Eco. Développer des initiatives locales adaptées aux situations. Intensifier le télétravail et les centre de coworking en régions. Réévaluer les modes de transport et leur fiscalité écologique en taxant les transports aériens et maritimes, les ports et aéroports. Pour réduire les dépenses publiques, baisser les dépenses inutiles dans tous les services publics, quel que soit le ---------- Europe, le tonneau des danaïdes Conditionner les cotisations à l'Europe en fonction des contreparties, des résultats bénéfiques obtenus pour les citoyens européens et la France. Exiger une fiscalité identique sur les sociétés en Europe Exiger un audit de l'organisation des services de la commission pour justifier leurs dépenses de fonctionnement. Mutualiser les thèmes communs (Recherche, Industrie ...) Transparence : Publier les comptes annuels de l'Europe ---------- Faire baisser le chômage et le nombre de chômeurs: Si le nombre de chômeurs retombait à 3 millions au lieu de 6, le solde budgétaire est de +11,3% Les dépenses de l'Etat baissent de 2% (17,5 au lieu de 35). Les recettes fiscales augmentent de 9,3 %

Rétablir l'ISF et supprimer le CICE. Nouvelle tranche de tva plus élevée sur le luxe. Il faut lutter contre l'évasion fiscale plutôt que de mettre des moyens sur les contrôles des allocations chômage, caf, etc

---

De même qu'il existe un forfait hospitalier, je souhaiterais qu'il existe un «forfait prisonnier», pour tous les condamnés. Je ne trouve pas équitable de payer un forfait quand on est hospitalisé, alors que le condamnés ne paie rien.

Notre argent est très mal utilisé l'État est beaucoup trop dépensié. la dépense publique augmente de 10 % par an ce qui e inadmissible car à chaque fois ce sont nos impôts dont il s'agit. il faut utiliser cet argent de façon honnête et intelligente et arrêter cette culture du gaspillage de l'argent public en sanctionnant très sévèrement les hommes politiques qui en abusent et ceux qui gèrent mal par incompétence dans les deux cas il faut cesser de fermer les yeux car cela participe au mécontentement Général.

La Cour des Comptes et ses chambres regionales pointent regulierement les gaspillages. Pourquoi ces rapports sont-ils majoritairement ignores?

---

gestion transparente des dépenses publiques

L'État devrait gérer son budget comme le fait un foyer responsable en ne vivant pas au dessus de ses moyens, en étant pré-

voyant, en supprimant les dépenses de «trains de vie» de l'État. Les fonctionnaires (y compris les hauts-fonctionnaires) devraient être, avant tout, des serviteurs de l'État. Pareil pour les députés. Il y a des sources d'économie partout.

Pour l'impôt pour les plus riches, il pourrait y avoir un choix d'une partie de l'impôt sous forme de contribution direct à une cause ou de dons à des associations ou même une contribution en nature ou plus personnelle comme l'accueil d'une famille de migrant

La fiscalité et les charges des entreprises doivent être revues pour faciliter l'embauche. Je suis gérant de TPE et je ne peux embaucher, écrasé sous les charges et les impôts. Mécaniquement, si l'embauche repart, il y aura moins de dépenses au niveau des indemnités de chômage, les impôts n'auront donc pas besoin d'augmenter.

La problématique de fond est de proposer un modèle à la française, avec des services publiques très présents, tout en trouvant des solutions pour un équilibre budgétaire sans que cela pèse sur la population. - une première voie est de chercher d'autres sources de revenus : augmenter la TFF et baisser son plafond. Le but n'est pas de stigmatiser qui que soit mais de trouver un équilibre juste. Sans doute qu'il n'est pas illogique de demander à des personnes que l'on abaisse leurs impôts si elles investissent dans le pays, dans les pme... de même qu'il n'est pas illogique de demander à des personnes au RSA de venir aider à la maisons citoyenne (ci-dessous). Le but étant de trouver le plus d'équité entre tous. - sans que cela coûte plus cher, créer (cela existe déjà sous certaines formes) des centres publiques/nationaux/citoyen complets, dans chaque commune (comme certaine maisons du peuples dans certains pays). Ce centre publique/citoyen pourra concentrer via une seule personne selon : un lien/une passerelle avec la sécu, la CAF, les impôts, gérer la vente des produits de premières nécessités... assurer des solutions de transports de premier niveau pour de courtes distances dans certaines zones locales... Il pourra s'agir pour certains villages de l'évolution/de la formation, du gérant du bar/tabac/presse/épicerie... du village qui tient déjà lieu partiellement de maison citoyenne du village, - il existe la banque pour l'innovation en France, il serait intéressant de revenir aussi à une banque nationale pour financer certains projets, accompagner certaines familles vers l'achat, vers la transition écologique...

Renforcer les contrôles de la Sécurité Sociale qui se fait enfler par de trop nombreux «salariés», notamment les arrêts maladie de complaisance et les Accidents du Travail fictifs : les exemples ne sont pas rares malheureusement!!

Les impôts représentent un coût très lourd dans nos budgets. Je suis atterrée par la crise des gilets jaunes et les dégradations engendrées. Ce seront les citoyens qui paient des impôts qui vont payer et pas ceux qui cassent et qui ne travaillent pas. Je ressens une profonde injustice.

Pour tous les revenus de particuliers, ou des entreprises, chaque euro gagné doit être imposé en France. Il faut aussi préserver l'emploi dans l'hexagone, pour avoir un nombre maximum de personnes qui cotisent (impôts ou taxes).

Fiiscalité Rétablir l'ISF. Tous les types de revenus des ménages doivent être assujettis à l'impôt sur le revenu progressif. Supprimer les niches fiscales ou les réorienter en aides directes. Réintroduire une tranche à 60 %. Dresser une liste rigoureuse des paradis fiscaux et réglementaires et interdire aux entreprises et banques françaises d'y localiser leurs profits. Faire obstacle à la liberté de circulation des capitaux et la liberté d'établissement, tant que des mesures n'auront pas été prises contre l'optimisation fiscale et pour des taux minimas de l'impôt sur les sociétés. Imposer aux entreprises numériques d'avoir un établissement stable en France et d'y payer les impôts correspondant à leurs activités. Revaloriser le RSA (jusqu'à 800 euros par mois par unité de consommation) afin d'assurer – avec les allocations logement – un niveau de vie supérieur au seuil de pauvreté aux familles avec enfants, aux personnes engagées dans un parcours d'insertion ou ayant perdu la capacité de retrouver un emploi. C'est-à-dire en pratique à tous. Garantir les retraites en indexant les retraites sur les salaires nets, en fixant un niveau minimal de taux de remplacement (85 % pour une carrière au Smic, 70 % au niveau du salaire médian). Ce taux doit être atteint à 62 ans ou à 42 ans de cotisation. Lancer un plan de hausse coordonnée des salaires dans la zone euro (avec une hausse plus importante dans les pays en excédent commercial). Augmenter le Smic de l'ordre de 200 euros bruts, avec redéploiement des aides aveugles aux entreprises (près de 60 milliards par an) vers les entreprises et secteurs en difficulté. Lutter véritablement contre le dumping salarial et social permis par le travail détaché. Limiter les hauts salaires à 7 fois le SMIC. Appliquer la loi interdisant de renouveler plus de deux fois les CDD (requalification automatique en CDI) et de pourvoir en intérim ou en CDD un poste lié à l'activité normale de l'entreprise sous peine de requalification automatique en CDI. Permettre aux salarié·e·s qui le souhaitent de passer à temps plein, supprimer les dérogations aux 24 heures minimales, calculer les cotisations employeur sur un temps plein, limiter l'amplitude horaire journalière. Supprimer les exonérations de cotisations employeur pour tous les emplois atypiques et imposer des sur-cotisations. Réduire le temps de travail par la baisse de la durée légale, les congés parentaux, les droits à la formation, les périodes sabbatiques. Mettre en place une politique garantie universelle d'emploi en étendant le dispositif « territoire zéro chômeurs de longue durée » à l'ensemble du territoire. Réguler strictement les temps de travail et les durées de contrat pour lutter contre le sous-emploi des femmes. Revaloriser le statut et la rémunération des métiers à prédominance féminine, selon le principe défendu par l'OIT « un salaire égal pour un travail de valeur égale, » tenant compte de la pénibilité de ces métiers et des compétences qu'ils requièrent. Rétablir le lien de subordination juridique du salariat entre les salariés dans les entreprises sous-traitantes et le donneur d'ordre lorsque ce dernier fournit plus de 70 % du chiffre d'affaires de l'entreprise sous-traitante. Augmenter le nombre de salariés siégeant au conseil d'administration des grandes entreprises à 50 %. Lancer des négociations dans les branches et les entreprises sur l'amélioration des conditions de travail et la résorption de la soustraitance. Instaurer une taxe carbone pour les entreprises soumises au marché des permis d'émission des gaz à effet de serre au moins identique à celle payée par les individus, soit immédiatement 44 euros la tonne de carbone, pour aller vers 100 euros en 2025. Cela passe par l'arrêt définitif des permis d'émission gratuits dans l'Union européenne. Pour les ménages, mettre en place une compensation différenciée de la hausse du prix du carbone en fonction du revenu et du lieu d'habitat. Modulation de son évolution en fonction de celle du prix du pétrole. Mettre en place une nouvelle loi de programmation d'une transition énergétique avec un échéancier précis. Mettre en place un Fonds national pour investir et mettre fin à la précarité énergétique, financé par une taxe carbone portant sur les grands groupes. Faire pauer par les français résidents à l'étranger la différence entre les impôts potentiellement dus en France et les impôts payés à l'étranger. Examiner toutes les niches fiscales et ne conserver que celles qui favorisent l'emploi et la solidarité CICE : ne l'octroyer qu'aux entreprises qui créent des innovations et pas celles qui effectuent des recherches informatiques tells que les banques Faire sauter « le verrou de Bercy » qui a le monopole de présenter des dossiers fiscaux au procureur de la république Supprimer la détaxe sur le carburant utilisé par les compagnies aériennes Augmenter les droits de

mutation pour les gros héritages Augmenter les recettes par une fiscalité plus juste et plus progressive plutôt que de réduire les dépenses de l'état

Il est anormal que les coûts engendrés par la crise des gilets jaunes soient financés par les impôts des gens qui travaillent. Beaucoup de casseurs ne sont pas soumis à l'impôt...

- RIEN ne doit être totalement gratuit : par exemple les dépenses de santé, pas de prise en charge totale, toujours demander une contribution au patient si faible soit-elle (y compris pour les consultations chez les généralistes ou les médicaments de base) - TVA à diminuer sur un panier de produits de première nécessité - Réduire les dépenses publiques dans notre pays surendetté n'est pas une option, c'est une nécessité - Si on veut réduire l'échelle des salaires, il faut le faire directement, et non par l'impôt, et encore moins à toute occasion (par exemple les primes à la conversion) par une taxation selon les revenus déclarés (i.e. selon le revenu fiscal de référence). Se baser sur les revenus déclarés parait juste, SAUF que cela ne l'est pas puisque le problème ce sont justement les revenus non déclarés (des non salariés surtout), les niches et optimisations fiscales, sans parler du patrimoine - Renationaliser les sociétés d'autoroute - Tout le monde a mesuré à quel point l'automobiliste n'en peut plus d'être taxé, surtout quand les taxes sont décidées par des citadins qui n'ont pas besoin d'automobile - Le comble serait que cette «révolte fiscale» finisse par une augmentation des impôts, et comme d'habitude pour les classes moyennes : on y va tout droit !

au lieu de demander pour quels dépenses augmenter l'impot, demandons nous d'abord sur lesquelles baisser l'imot car trop de gabegie: EDUCATION nationale: trop de personnel mal employé, SANTE :organisation inefficace et trop coûteuse

Il faut repartir mieux les impôts sur l'ensemble des Français car il y a moins de 50% des foyers qui payent l'impôt sur le revenu et 20% paye 80% des impôts sur le revenu. C'est une imposition confiscatoire qui est trop lourde pour les revenus moyens et moyens supérieurs. Il faut aussi supprimer ISI et ISF car ce sont des impôts démagogiques qui sont contre-productif de par les exodes fiscaux des hauts revenus ; ceci appauvrie la France et n'engage pas des grandes compagnies a établir leur bureaux et résidence de leur cadres supérieurs en France. Pour développer l'emploi, il faut développer les TPE et PME en France et sécuriser leur pérennité en les sortant des successions pour maintien de l'entreprise comme ce qui est fait en Allemagne. De même pour encourager les investisseur individuels a la création de logement, donc des emplois, il faut arrêter de faire de nouvelles règles fiscales et surtout de ne plus avoir de règles retro actives.

simplifier la fiscalité des sociétés TPE et PME en utilisant un seul modèle comme celui des autoentrepreneurs.... tout ce système de piégeage pour l'ouverture d'une société (statuts juridiques complexe, montages financiers par des experts pour ne pas se FAIRE AVOIR par des impôts.... à imaginer que l'état voudrait piéger ceux qui voudrait entreprendre.... Impôts personnels: combien de fois doit on payer sa maison? On paye à l'achat, on paye chaque année la taxe d'habitation et foncière, on fait des travaux, il faut repayer la taxe locale d'équipement, on creuse un puits, il faut payer....

Un alignement des fiscalités des pays intégrés à l'Europe doit être véritablement engagée afin de réduire les incitations aux délocalisation et à l'optimisation fiscale. Tous les projets dont les budgets dépassent les montants prévus au départ doivent être pénalisés. Il faut retrouver un sens de l'engagement surtout lorsqu'il s'agit d'argent public. Il faut dénoncer publiquement les entreprises qui trahissent leurs engagements en majorant systématiquement leurs prestation au fur et à mesure de l'avancement des chantiers.

L'état doit être exemplaire dans ses dépenses. Plus de contrôle à ce niveau. Prendre exemplaire sur les pays nordiques où cela fonctionne très bien.

Mettre un terme aux niches fiscales si celles-ci ne financent pas directement l'économie réelle. Lutter sérieusement contre l'évasion et la fraude fiscales. Arrêter de brader nos structures nationales aux grands groupes privés (autoroutes, aéroports, ferroviaire, Française des Jeux etc.)

Les auto entrepreneurs ou TPE payent énormément d'impôt et n'ont pas de retour. ils ont une très mauvaise couverture médicale, aucun droit à des aides sociales. Cela doit changer pour inciter les personnes qui ne travaillent pas à créer leur entreprise, leur activité. Trop de charge et d'impôt ne les incitent pas à travailler car ils gagnent plus avec les aides sociales et ceux qui créer leur entreprise ne sont pas soutenu

Abandonner le tabou de la suppression de l'ISF ! Si elle doit être maintenue , assortir cette suppression d'obligation d'investissements productifs d'emploi !

Suppression de la taxe d'habitation pour tous .Indexation des retraites . Seules ces mesures sont susceptibles de mettre ùun terme à la crise qui secoue notre pays depuis trois mois . Les. débats où E.Macron nous bluffe chaque fois par son aisance sont des spectacles où chacun pense : Bravo , l'artiste mais ils n'apportent ni espoir ,ni solution aux problèmes des Français. Être brillant , c'est très bien .Reconcilier les Français en résolvant leurs difficultés, c'est mieux . Bonne chance ..

Augmentation du SMIC Prime d'activité sur la fiche de paye Redistribution du CICE pour baisser la pauvreté Impôts progressif ou plus de paliers Imposer les multinationales US Dissoudre l'assemblée pour introduire une dose de proportionnelle Mettre des députés proche du peuple Introduire des travailleurs a l' assemblée nationale Réduction du sénat en faire une assemblée de sages Utiliser un langage compréhensible par tous Revoir train de vie et logement(gratos) du gouvernement , hauts fonctionnaires et conseillés suppression de hauts fonctionnaires et différents conseils, cabinets de l' Elysée Mondialisation ARRÊTER la Désindustrialisation ARRÊTER la Destruction de l Agriculture paysanne ARRÊTER la Popérisation des classes moyennes ARRÊTER de vendre le patrimoine de la France (Aeroport, autoroute.... Etc...) Rendre public les salaires des ministres, députes, sénateurs et hauts fonctionnaires. Plus de informations et de transparence sur les projets de lois . Mise en place du RIC (comme en suisse) Élargir le rôle du maire

La Vérité Mr Macron, c'est que vous nous donnez pas beaucoup d'Espoir de sortir Dignement de cette crise économique qui touche (et touchera) un bon nombre de pays industrialisés, dont l'Europe. En effet, si gouverner consiste inexorablement à augmenter les impôts sur les personnes « aisées » tout en diminuant les dépenses publiques pour sortir la tête de l'eau une bonne partie de la population en finançant des aides salutaires, cela fait des décennies que les gouvernements précédents pratiquent cette « politique de l'autruche » sans toucher au fondement même du problème : le Travail, sa Rémunération et l'Equité Sociale. Dois-je rappeler qu'à ce jour, un cadre sup. travaille plus de 7 mois de l'année pour payer uniquement ses impôts (ISF (maintenant IFI), IRPP, TF et TH). Et vous parlez d'équité, d'égalité devant l'impôt ! Mais le problème n'est pas là, ce constat n'est qu'une conséquence du manque de lucidité, et/ou de volonté de nos précédents dirigeants. Je dis « précédents » car j'espérais entendre un langage de raison de votre part. Nous sommes en guerre Mr Macron, en guerre économique, où certains pays « pillent » sans vergogne les richesses des pays industrialisés pour « apprendre », « financer » et « développer » leur propre économie au détriment des autres. Il faut donc adapter notre modèle économique à cette réalité suicidaire : 1)

Pénaliser les déséquilibres de la balance du commerce extérieur d'une part, gage de création de valeur réciproque et d'équité dans les échanges internationaux, 2) Appliquer un pourcentage d'impôt forfaitaire et libératoire sur le chiffre d'affaire réalisé en France (comme le font déjà un bon nombre de pays, sachant que le résultat d'une société n'a aucune réalité économique et fiscale) Nota : cette fiscalité doit être uniforme pour TOUTES les sociétés, 3) Surtaxer les produits contribuant largement au réchauffement climatique dans toute la chaine (extraction matière première, transformation, fabrication, transport, distribution, recyclage de fin de vie...) 4) Subventionner les actions environnementales (sans distinction) et capitaliser (CDC) dans les nouvelles sociétés actant dans ce domaine En bonne logique, seule l'Europe devrait imposer ce type de modèle pour protéger (enfin !) ses citoyens en fédérant un futur sain, équitable et social. Vivre décemment de son travail ou de sa retraite, tout simplement ! Mais la « Machine Européenne » ne pourra jamais imposer sa propre fiscalité unifiée, car comme d'habitude, chaque état membre pèsera de tout son poids pour défendre uniquement ses propres intérêts (i.e . GAFAM) Alors la France doit porter le drapeau, seule si besoin, le poing sur la table, en imposant ses lignes à tous sans condition et à tout le moins, l'imposer à elle-même, si elle ne veut pas se faire dépouiller dans l'immobilisme Européen qui regarde les trains passer (en commissions de préférence) et laisse faire les Etats opportunistes ... On compte sur vous Mr Macron. Autre remarque : Comment se fait-il qu'un(e) retraité(e) paie DEUX fois ses cotisations sociales : 1) Une première fois en tant que salarié(e) lors de ses cotisations retraite (régime général et complémentaire), 2) La deuxième fois en tant que retraité(e), lors de la restitution de ces dites cotisations ??? Même dans un modèle par « répartition », c'est du vol manifeste d'être soumis DEUX fois aux mêmes impôts. En 1991, lorsque ces cotisations dites « exceptionnelles » ont été instaurées sous le gouvernement Michel Rocard sur les revenus d'activité (salaires), les revenus de remplacement (pensions) et les revenus du « capital » (placement), les pensions cotisées avant cette date n'avaient pas fait l'objet de prélèvements sociaux. Imaginez, si en 1991, le gouvernement avait demandé aux retraité(e)s de payer DEUX fois leurs cotisations sociales ? Une belle proposition « populaire » à mettre en œuvre pour relever le pouvoir d'achat des retraités (consommateurs privilégiés), mais de grâce, pas seulement pour les plus « modestes » qui vont finir par être moins modeste que le pauvre citoyen moyen qui ne bénéficie d'aucune aide. Un peu d'équité et surtout d'égalité devant l'impôt S.V.P. Cordialement,

---

La Vérité Mr Macron, c'est que vous nous donnez pas beaucoup d'Espoir de sortir Dignement de cette crise économique qui touche (et touchera) un bon nombre de pays industrialisés, dont l'Europe. En effet, si gouverner consiste inexorablement à augmenter les impôts sur les personnes « aisées » tout en diminuant les dépenses publiques pour sortir la tête de l'eau une bonne partie de la population en finançant des aides salutaires, cela fait des décennies que les gouvernements précédents pratiquent cette « politique de l'autruche » sans toucher au fondement même du problème : le Travail, sa Rémunération et l'Equité Sociale. Dois-je rappeler qu'à ce jour, un cadre sup. travaille plus de 7 mois de l'année pour payer uniquement ses impôts (ISF (maintenant IFI), IRPP, TF et TH). Et vous parlez d'équité, d'égalité devant l'impôt ! Mais le problème n'est pas là, ce constat n'est qu'une conséquence du manque de lucidité, et/ou de volonté de nos précédents dirigeants. Je dis « précédents » car j'espérais entendre un langage de raison de votre part. Nous sommes en guerre Mr Macron, en guerre économique, où certains pays « pillent » sans vergogne les richesses des pays industrialisés pour « apprendre », « financer » et « développer » leur propre économie au détriment des autres. Il faut donc adapter notre modèle économique à cette réalité suicidaire : 1)

Pénaliser les déséquilibres de la balance du commerce extérieur d'une part, gage de création de valeur réciproque et d'équité dans les échanges internationaux, 2) Appliquer un pourcentage d'impôt forfaitaire et libératoire sur le chiffre d'affaire réalisé en France (comme le font déjà un bon nombre de pays, sachant que le résultat d'une société n'a aucune réalité économique et fiscale) Nota : cette fiscalité doit être uniforme pour TOUTES les sociétés, 3) Surtaxer les produits contribuant largement au réchauffement climatique dans toute la chaine (extraction matière première, transformation, fabrication, transport, distribution, recyclage de fin de vie...) 4) Subventionner les actions environnementales (sans distinction) et capitaliser (CDC) dans les nouvelles sociétés actant dans ce domaine En bonne logique, seule l'Europe devrait imposer ce type de modèle pour protéger (enfin !) ses citoyens en fédérant un futur sain, équitable et social. Vivre décemment de son travail ou de sa retraite, tout simplement ! Mais la « Machine Européenne » ne pourra jamais imposer sa propre fiscalité unifiée, car comme d'habitude, chaque état membre pèsera de tout son poids pour défendre uniquement ses propres intérêts (i.e . GAFAM) Alors la France doit porter le drapeau, seule si besoin, le poing sur la table, en imposant ses lignes à tous sans condition et à tout le moins, l'imposer à elle-même, si elle ne veut pas se faire dépouiller dans l'immobilisme Européen qui regarde les trains passer (en commissions de préférence) et laisse faire les Etats opportunistes ... On compte sur vous Mr Macron. Autre remarque : Comment se fait-il qu'un(e) retraité(e) paie DEUX fois ses cotisations sociales : 1) Une première fois en tant que salarié(e) lors de ses cotisations retraite (régime général et complémentaire), 2) La deuxième fois en tant que retraité(e), lors de la restitution de ces dites cotisations ??? Même dans un modèle par « répartition », c'est du vol manifeste d'être soumis DEUX fois aux mêmes impôts. En 1991, lorsque ces cotisations dites « exceptionnelles » ont été instaurées sous le gouvernement Michel Rocard sur les revenus d'activité (salaires), les revenus de remplacement (pensions) et les revenus du « capital » (placement), les pensions cotisées avant cette date n'avaient pas fait l'objet de prélèvements sociaux. Imaginez, si en 1991, le gouvernement avait demandé aux retraité(e)s de payer DEUX fois leurs cotisations sociales ? Une belle proposition « populaire » à mettre en œuvre pour relever le pouvoir d'achat des retraité(e)s (consommateurs privilégiés), mais de grâce, pas seulement pour les plus « modestes » qui vont finir par être moins modeste que le pauvre citoyen moyen qui ne bénéficie d'aucune aide. Un peu d'équité et surtout d'égalité devant l'impôt S.V.P. Cordialement,

---

La Vérité Mr Macron, c'est que vous nous donnez pas beaucoup d'Espoir de sortir Dignement de cette crise économique qui touche (et touchera) un bon nombre de pays industrialisés, dont l'Europe. En effet, si gouverner consiste inexorablement à augmenter les impôts sur les personnes « aisées » tout en diminuant les dépenses publiques pour sortir la tête de l'eau une bonne partie de la population en finançant des aides salutaires, cela fait des décennies que les gouvernements précédents pratiquent cette « politique de l'autruche » sans toucher au fondement même du problème : le Travail, sa Rémunération et l'Equité Sociale. Dois-je rappeler qu'à ce jour, un cadre sup. travaille plus de 7 mois de l'année pour payer uniquement ses impôts (ISF (maintenant IFI), IRPP, TF et TH). Et vous parlez d'équité, d'égalité devant l'impôt ! Mais le problème n'est pas là, ce constat n'est qu'une conséquence du manque de lucidité, et/ou de volonté de nos précédents dirigeants. Je dis « précédents » car j'espérais entendre un langage de raison de votre part. Nous sommes en guerre Mr Macron, en guerre économique, où certains pays « pillent » sans vergogne les richesses des pays industrialisés pour « apprendre », « financer » et « développer » leur propre économie au détriment des autres. Il faut donc adapter notre modèle économique à cette réalité suicidaire : 1)

Pénaliser les déséquilibres de la balance du commerce extérieur d'une part, gage de création de valeur réciproque et d'équité dans les échanges internationaux, 2) Appliquer un pourcentage d'impôt forfaitaire et libératoire sur le chiffre d'affaire réalisé en France (comme le font déjà un bon nombre de pays, sachant que le résultat d'une société n'a aucune réalité économique et fiscale) Nota : cette fiscalité doit être uniforme pour TOUTES les sociétés, 3) Surtaxer les produits contribuant largement au réchauffement climatique dans toute la chaine (extraction matière première, transformation, fabrication, transport, distribution, recyclage de fin de vie...) 4) Subventionner les actions environnementales (sans distinction) et capitaliser (CDC) dans les nouvelles sociétés actant dans ce domaine En bonne logique, seule l'Europe devrait imposer ce type de modèle pour protéger (enfin !) ses citoyens en fédérant un futur sain, équitable et social. Vivre décemment de son travail ou de sa retraite, tout simplement ! Mais la « Machine Européenne » ne pourra jamais imposer sa propre fiscalité unifiée, car comme d'habitude, chaque état membre pèsera de tout son poids pour défendre uniquement ses propres intérêts (i.e . GAFAM) Alors la France doit porter le drapeau, seule si besoin, le poing sur la table, en imposant ses lignes à tous sans condition et à tout le moins, l'imposer à elle-même, si elle ne veut pas se faire dépouiller dans l'immobilisme Européen qui regarde les trains passer (en commissions de préférence) et laisse faire les Etats opportunistes ... On compte sur vous Mr Macron. Autre remarque : Comment se fait-il qu'un(e) retraité(e) paie DEUX fois ses cotisations sociales : 1) Une première fois en tant que salarié(e) lors de ses cotisations retraite (régime général et complémentaire), 2) La deuxième fois en tant que retraité(e), lors de la restitution de ces dites cotisations ??? Même dans un modèle par « répartition », c'est du vol manifeste d'être soumis DEUX fois aux mêmes impôts. En 1991, lorsque ces cotisations dites « exceptionnelles » ont été instaurées sous le gouvernement Michel Rocard sur les revenus d'activité (salaires), les revenus de remplacement (pensions) et les revenus du « capital » (placement), les pensions cotisées avant cette date n'avaient pas fait l'objet de prélèvements sociaux. Imaginez, si en 1991, le gouvernement avait demandé aux retraité(e)s de payer DEUX fois leurs cotisations sociales ? Une belle proposition « populaire » à mettre en œuvre pour relever le pouvoir d'achat des retraité(e)s (consommateurs privilégiés), mais de grâce, pas seulement pour les plus « modestes » qui vont finir par être moins modeste que le pauvre citoyen moyen qui ne bénéficie d'aucune aide. Un peu d'équité et surtout d'égalité devant l'impôt S.V.P. Cordialement,

Proposer un revenu minimum identique pour tous dès l'âge de 18 ans, libre à chacun de travailler ou non pour augmenter ce revenu. Ce revenu supprimerait toutes les aides dont bénéficient tous ceux qui ne font rien.

- fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG - réduire les dépenses publiques dans notre pays surendetté n'est pas une option, c'est une nécessité - renationaliser les sociétés d'autoroute - tout le monde a mesuré à quel point l'automobiliste n'en peut plus d'être taxé, surtout quand les taxes sont décidées par des citadins qui n'ont pas besoin d'automobile - si on veut réduire l'échelle des salaires, il faut le faire directement, et non par l'impôt, ou à toute occasion par une taxation selon les revenus déclarés, par exemple les primes à la conversion. Se baser sur les revenus déclarés (i.e. le revenu fiscal de référence) semble juste, mais cela ne l'est pas du tout puisque le problème ce sont justement les revenus non déclarés (des non salariés surtout) et les optimisations fiscales, sans parler du patrimoine

La France est partagée en deux : - les métropoles qui ont beaucoup d'emploi, peu de logements loués très cher et beaucoup de problématiques de déplacement (embouteillages) - le reste qui a peu d'emploi, beaucoup de logements vacants, plus de service public On évoque souvent le fait que la France manque de logements, mais elle a surtout peu de logement dans les zones avec beaucoup de travail et beaucoup de logements dans les zones sans travail, ceci étant la conséquence de la désindustrialisation et de la concentration en métropoles. Afin de réorienter les entreprises vers les villes moyennes (dans un premier temps) et petites (dans un second temps), ne serait il pas possible de mettre en place des incitations fiscales inversement proportionnelles au taux de chômage et/ou au taux de vacance des logements. Ceci existe déjà dans les zones franches, mais ne faudrait il pas le généraliser sur la base d'un zonage type celui de l'ANAH (A/B1/B2/C) en associant à chaque zone des avantages spécifiques en faisant évoluer les avantages fiscaux jusqu'à voir une inversion de la tendance.

La France est partagée en deux : - les métropoles qui ont beaucoup d'emploi, peu de logements loués très cher et beaucoup de problématiques de déplacement (embouteillages) - le reste qui a peu d'emploi, beaucoup de logements vacants, plus de service public On évoque souvent le fait que la France manque de logements, mais elle a surtout peu de logement dans les zones avec beaucoup de travail et beaucoup de logements dans les zones sans travail, ceci étant la conséquence de la désindustrialisation et de la concentration en métropoles. Afin de réorienter les entreprises vers les villes moyennes (dans un premier temps) et petites (dans un second temps), ne serait il pas possible de mettre en place des incitations fiscales inversement proportionnelles au taux de chômage et/ou au taux de vacance des logements. Ceci existe déjà dans les zones franches, mais ne faudrait il pas le généraliser sur la base d'un zonage type celui de l'ANAH (A/B1/B2/C) en associant à chaque zone des avantages spécifiques en faisant évoluer les avantages fiscaux jusqu'à voir une inversion de la tendance.

en France les salaires seraient élevés si les charges baissaient. il faut diminuer les charges. pour cela il faut valoriser le travail, et développer les manufactures exportatrices: faire du primaire, du secondaire diminuer le tertière

Document imprimé en mai 2019 sur les presses de l'imprimerie 3D
5 Rue Rey Loras, 69250 Neuville-sur-Saône. Tél 04 78 91 31 12